This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08171746 8

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

*DM
Digitized by Google

Digitized by Google

REVUE

CONTEMPORAINE

DIX-SEPTIÈME ANNEE

2e SÉRIE. — TOME SOIXANTE-SIXIÈME

CENT ET UNIÈME DE LA COLLECTION

PUBLIC LIBRARY

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE CONTEMPORAINE

RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 17

1868

Les auteurs et les éditeurs se réservent tous droits de traduction et de reproduction.

Digitized by Google

ASTOR LIBRARY
DEC 18 1875
NEW-YORK

Digitized by Google

PRÉCURSEURS DE LA CRITIQUE MODERNE

GRIMM

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE [1].

IX

LE CHAOS SOCIAL

Pendant que Grimm observait ces philosophes, ces littérateurs, ces artistes exerçant autour d'eux une influence qui sans cesse devenait plus considérable, et occupant la société entière de leurs succès ou de leurs discordes, quelle était la situation de cette société même ? Où tendaient les castes dites favorisées ? Elles couraient à l'abîme par une route jonchée de fleurs et se perdaient en souriant. Une transformation graduelle et presque insensible, mais régulière et continue, modifiait les mœurs et les institutions. Les financiers, par exemple, n'étaient plus ces parvenus bouffis et ineptes, que Lesage et Dancourt avaient persiflés. Quoique Bret l'eût, dit-on, personnifié dans sa pièce du *Protecteur bourgeois* et que le duc de Richelieu eût assuré à sa femme une célébrité superflue, la Popelinière composait des vers meilleurs que ceux de Turcaret, son grotesque devancier. Les excellents dîners de Bouret, de Pelletier et de Grimod de la Reynière, administrateur des postes, ne les empê-

[1] Voir la *Revue contemporaine* des 15 et 31 octobre 1868.

Digitized by Google

chaient pas d'avoir de bonnes manières et du bon sens, et ils aimaient, du moins, à s'entourer de lettrés. Le fermier général Dupin avait Rousseau à son service et réfutait en trois gros volumes l'*Esprit des lois* de Montesquieu. Pâris-Duverney fondait l'École militaire et inventait un fusil perfectionné. Le génevois Necker, dirigeant la compagnie des Indes de concert avec MM. de Sancé et de Castries, réhabilitait la banque à force d'intelligence et de probité, et le brevet de notoriété que lui conférait le public, que lui confirmaient une femme vertueuse et une fille éminente, le désignait pour le ministère. La magistrature était loin de rester étrangère au mouvement général : elle entrait en lutte, tantôt contre la cour, tantôt contre le clergé. Il est vrai que les Parlements s'étaient discrédités par leur triste conduite dans l'affaire du chevalier de la Barre, où des plaisanteries de jeunes gens avaient été traitées de sacriléges et punies comme au temps de saint Louis; dans celle de Calas, que tant de gravures, tant de poésies, tant de souscriptions avaient popularisée; dans celle de Sirven, qui, justifié, amnistié, rentrant en possession de ses biens, n'avait à recevoir, vu l'énormité des frais de procédure, que la somme incroyable de 38 livres 8 sous 6 deniers : la raillerie acérée et sanglante de Voltaire avait signalé ces juges durs et obstinés à la défiance du pouvoir et au mépris des masses. On publiait maintes brochures sur les jésuites, sur la réforme des lois, sur la vénalité des charges, sur le divorce. Un jeune magistrat grenoblois, Servan, rallié à la cause de la philosophie, écrivait un discours concernant l'administration de la justice criminelle; un Breton, l'avocat général de La Chalotais, combattait la société de Jésus, traçait un plan d'éducation nationale, réclamait la liberté du commerce des grains; Dupaty, président à Bordeaux, n'était ni moins éclairé, ni moins ami des innovations. Des avocats de talent, Loyseau de Mauléon, Élie de Beaumont, Tronçon du Coudray, Target, Gerbier, Cochin, honoraient le barreau; Linguet, lui, s'y faisait remarquer par ses paradoxes. Ennemi implacable de la Harpe, journaliste violent, orgueilleux à l'excès, il préconisait déjà le despotisme des Césars; mais il imaginait peut-être les télégraphes aériens dix ans avant Chappe. Le besoin des améliorations se produisait en tout et pour tout, non pas toujours sans résistance. Le lieutenant de police Sartines faisait-il éclairer les rues de Paris au moyen de lanternes d'un nouveau modèle? les épigrammes et les chansons pleuvaient sur lui de droite et de gauche, et cette diffusion croissante des lumières mécontentait beaucoup certaines gens auxquels elle était nuisible, notamment les amoureux et les filous. Au reste, le monde de la basoche avait aussi ses types originaux et caractéristiques. Un jeune avocat au Parle-

Digitized by Google

ment, maître Grimod de la Reynière, fils du financier et réservé lui-même dans l'avenir à une si belle illustration gastronomique, étourdissait ses confrères par des plaisanteries où l'étrangeté avait plus de part que le bon goût. Il se parait des titres de membre de l'Académie des Arcades de Rome, d'associé libre du Musée de Paris, de rédacteur de la partie dramatique du *Journal de Neufchâtel*. Non content d'avoir mis au jour deux opuscules indigestes, les *Réflexions d'un célibataire sur le plaisir* et la *Lorgnette philosophique*, et d'avoir criblé de ses pointes Fariau de Saint-Ange, le traducteur des *Métamorphoses* d'Ovide, il faisait parler de lui plus que ne l'eussent voulu les convenances les plus vulgaires. Une fois, il avait emprunté à ses parents leur hôtel des Champs-Elysées sous prétexte d'y réunir quelques amis ; il y prépare une mascarade assez bizarre, ce semble, et assez insipide. Il envoie des invitations à des individus pris au hasard à tous les degrés de la hiérarchie sociale : gens de lettres et de robe, militaires et comédiens, garçons tailleurs et apothicaires ; ses lettres étaient bordées de noir et formulées en style de billets d'enterrement. A mesure que les convives se présentent, un suisse leur demande si le M. de la Reynière qu'ils désirent voir est le père, la *sangsue du peuple*, ou le fils, le *défenseur de la veuve et de l'orphelin*; d'après leur réponse, des Savoyards vêtus à l'antique, une hallebarde dorée à la main, les introduisent. D'une chambre complétement obscure, où on les enferme tous pendant un quart d'heure, ils passent à la salle du festin, éblouissante de clartés, où des enfants de chœur, armés d'encensoirs, sont postés aux quatre coins : « Quand mes parents donnent à manger, » leur dit l'amphitryon, « il y a toujours trois ou quatre personnes à table chargées de les encenser; vous voyez, messieurs, que j'ai voulu vous épargner cette peine; voici des enfants qui s'en acquitteront à merveille. » Le souper comprenait vingt services : le premier étant tout en charcuterie, le jeune fou déclare qu'elle lui vient d'un de ses cousins, débitant de saucisses et de petit-salé, dont il recommande l'adresse aux assistants. A trois heures du matin, chacun était las de ces facéties, qui se prolongeaient depuis dix heures du soir : plusieurs tentèrent de s'esquiver ; les portes étaient fermées, et il fallut attendre l'aurore. On juge de la fureur du père en apprenant cette scène ridicule ; la mère parut un instant sur le seuil, au bras du bailli de Breteuil, qui passait pour être un de ses courtisans les plus assidus ; aussitôt, comme le soupirant était fluet et que la dame était maigre, l'avocat murmure impoliment un vers très-connu des *Jardins* de Delille, où il était question de *deux grands débris se consolant entre eux*. On cherchait un jour pourquoi, avec tant de fortune, il n'avait pas quitté le barreau pour acheter une charge de

Digitized by Google

conseiller : « Pourquoi ? » répondit-il ; « c'est qu'en qualité de juge, j'aurais fort bien pu me trouver dans le cas de faire pendre mon père, au lieu que, dans l'état où je suis, je conserve au moins le droit de le défendre. » Chez certains aspirants à la magistrature, chez plus d'un représentant des classes élevées, voilà où en étaient le tact, la décence et le respect filial !

Ce n'était certes pas l'Eglise, telle qu'elle était alors en général constituée, qui eût été capable de restaurer la morale ou de pacifier les esprits. A ces générations de prêtres d'élite, qui unissaient avec tant d'éclat la science et la vertu, les Bossuet et les Fénelon, les Mascaron et les Huet, les Fléchier et les La Rue, les Bourdaloue et les Massillon, succéda toute une troupe de prélats spirituels mais égoïstes, élégants mais dissolus. Que dire de ces cardinaux, qui s'appelaient Dubois, de Tencin, de Bernis, de Rohan, de ces évêques, qui ne résidaient qu'à la cour et visitaient à peine leurs diocèses, de ces abbés qui souvent ne gardaient de leurs fonctions que le titre, mais que ce titre aurait dû engager? En 1754, au moment où l'abbé Terrasson, l'auteur du poëme de *Séthos*, se mettait en route vers l'autre monde, nous lisons dans Grimm : « Il est mort sans sacrements avec une tranquillité d'autant plus sincère qu'elle était peu affichée. Il disait naïvement qu'il ne demandait pas mieux que de les recevoir, et, quand on lui demandait s'il croyait tout ce que l'Église catholique et romaine prescrit de croire, il disait avec la même naïveté que cela ne lui était pas possible. Lorsque son confesseur vint le confesser, il lui dit : « Monsieur, je suis trop faible pour parler ; je vous prie d'interroger Mme Lucquet ; elle sait tout. » Mme Lucquet était le nom de sa gouvernante. Le confesseur insista et voulut commencer l'interrogatoire : « Voyez, » lui dit-il, « monsieur l'abbé, si vous avez été luxurieux dans votre vie. » — « Madame Lucquet, ai-je été luxurieux ? » demanda le malade. — « Un peu, monsieur l'abbé, » répliqua Mme Lucquet. — « Un peu, monsieur, » répéta le malade. L'anecdote est plaisante, à coup sûr, mais la confession était peu édifiante. L'abbé Trublet, laid et malpropre, se vantait de ses bonnes fortunes de province. L'abbé de Boufflers, au séminaire de Saint-Sulpice, rimait des chansons folâtres et inventait des contes ingénieux. L'amitié particulière du roi Stanislas pour sa mère lui assurait quarante mille livres de rente en bénéfices : il eut, du moins, la loyauté, ne se sentant pas la vocation ecclésiastique, de renoncer à la soutane et de se faire chevalier, chevalier de Malte, il est vrai; ce qui lui permit de garder ses bénéfices et de vivre à sa guise, prodiguant les bons mots et les folles équipées, versifiant sans relâche et sans contrainte, et profitant de son habileté en peinture pour parcourir la Suisse en faisant, d'étape en étape, à un

Digitized by Google

écu la pièce, le portrait de toutes les jolies filles qu'il rencontrait. Ajoutez à cela les soupçons, justes ou non, que provoquaient les ordres monastiques; les malins propos qui se répandaient çà et là sur leur inutilité; l'excès de leur opulence ou leurs intrigues politiques; la part qu'on attribuait aux jésuites dans les attentats dirigés contre les rois de France et de Portugal; leur expulsion en 1762; en 1761, la condamnation du père la Vallette comme banqueroutier; en 1770, la faillite et le procès scandaleux du caissier Billard et de l'abbé Grisel, son complice. Que de causes de discrédit pour le clergé! Le corps tout entier souffrait, suivant la coutume, des fautes de quelques-uns de ses membres, et combien ce corps, alors épuisé et peu sain, ne devait-il pas se purifier et se fortifier, plus tard, en traversant les formidables épreuves de la Révolution! Si la moralité y recevait trop d'atteintes, de même l'éloquence y était visiblement en déclin. Les morts du Dauphin, fils de Louis XV; de Maria-Leczinska, épouse de ce roi; de son beau-père Stanislas; de Louis XV lui-même; de l'infant don Philippe, duc de Parme; du duc d'Orléans, étaient des occasions naturelles de déployer à loisir toutes les magnificences de la parole sacrée; les prédicateurs officiels n'en abusaient point. Les mandements de Christophe de Beaumont, aussi bien que les oraisons funèbres de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse; de l'abbé de Beauvais, évêque de Senez; de l'abbé de Cucé, évêque de Lavaur; de Champion de Cicé, évêque d'Auxerre; de Lefranc de Pompignan, évêque du Puy; de la Rivière, évêque de Troyes; des abbés de Boismont, Maury et Fauchet, ne s'élevaient guère au-dessus du médiocre; d'autres manifestations oratoires touchaient au burlesque ou y atteignaient pleinement. En 1778, l'année où expiraient Voltaire et Rousseau, un génovéfain, le curé de Saint-Étienne-du-Mont, prononçant le panégyrique de saint Côme et de saint Damien, ces patrons de la corporation des chirurgiens, y mêlait agréablement la description technique des opérations relatives à la pierre, à la fistule et aux accouchements. Au reste, on tâchait de compenser par les ardeurs de la polémique ce qui pouvait manquer du côté du mérite ou de la foi. L'abbé de Lignac se posait en avocat de l'Être suprême; l'abbé de Caveirac défendait la société de Jésus, combattue par l'abbé de Chauvelin, approuvait la révocation de l'édit de Nantes, flétrie par l'historien de Rulhière, et portait aux nues la salutaire terreur de la Saint-Barthélemy. Jean-Georges de Pompignan et l'abbé de Crillon foudroyaient les philosophes; l'abbé Bergier les disséquait à vif dans de gros livres bien lourds; l'archevêque de Lyon, de Montazet, un janséniste pourtant et un mondain, lançait des instructions pastorales à la tête des incrédules. Dans toutes les harangues sacerdotales, il y avait ce qu'on

Digitized by Google

nommait *le point d'orgue des évêques;* c'était une tirade à effet, toujours la même, contre l'*Encyclopédie.* L'Église donnait la chasse aux livres impies : l'archevêque de Paris refusait de légitimer l'union illégale du comédien Molé et d'une actrice, à moins qu'ils ne dissent adieu au théâtre, et il tonnait parce que le mot de *prêtre* figurait dans la *Jeanne de Naples*, de la Harpe. L'abbé Dinouart, en un volume intitulé : *l'Art de se taire, principalement en matière de religion*, faisait de la crainte du Seigneur le commencement de la sagesse, et le jubilé de 1776 était célébré à Paris avec une ferveur pleine de promesses et d'espérances. En dépit de ces symptômes rassurants, l'ivraie poussait au pied même des autels et l'esprit du siècle pénétrait à travers les grilles des cloîtres. Dès 1765, les bénédictins de l'abbaye de Saint-Germain des Prés avaient sollicité du roi la permission d'être affranchis de leur règle, de manger gras et de se dépouiller de l'habit monacal : ce qui leur avait valu force brochures satiriques, et à plusieurs d'entre eux, dom Poirier, dom Lemaire, dom Pernetti, une sentence d'exil. Un curé de Lorraine écrivait pour revendiquer la libre circulation des céréales ; un abbé Bassinet osait blâmer en chaire les croisades, comme des aventures équivoques et stériles. L'abbé de Boismont, pérorant en faveur de l'érection d'une maison de santé à l'usage des ecclésiastiques, était accusé de libéralisme et d'impartialité ; l'abbé Coyer, prêchant un carême, s'adressait aux *citoyens* autant qu'aux *chrétiens*, et l'abbé Maury dans ses sermons glissait tant de détails oiseux sur l'administration, la guerre et les finances, tant de digressions incompatibles avec l'Évangile, que le bon roi Louis XVI, en sortant de sa chapelle, s'écriait gaiement : « C'est dommage ; si l'abbé Maury nous avait parlé un peu de religion, il nous aurait parlé de tout. » Un abbé Brun était exclu de l'Oratoire pour avoir réclamé ouvertement un concile œcuménique, où l'on adopterait la fusion des dogmes et la raison, la fusion des diverses sectes, la messe dite en français, la communion sous les deux espèces, la dispense des vœux religieux accordée par les princes, le mariage des prêtres, la suppression de la peine de mort, la prison comme châtiment des plus grands coupables, et l'adoption de cette théorie, réputée moderne, d'après laquelle tout criminel est un insensé ou un malade à guérir. Ces idées étaient philanthropiques, progressives et passablement hérétiques : de là à la constitution civile du clergé, à la destruction des couvents, à la fermeture des églises, l'intervalle devait être court, la pente rapide, la chute inévitable.

Il ne faut pas se le dissimuler : l'athéisme se propageait de proche en proche ; des grammairiens, des académiciens, les gens le plus pacifiques et les plus honnêtes du monde, Hénault, Restaut,

Digitized by Google

Beauzée, Boindin, Dumarsais, supprimaient tout doucement les récompenses et les peines d'une autre vie. Robinet bâtissait son *Système de la Nature*, tant de fois copié depuis; Boulanger démasquait les fraudes du sacerdoce antique; Silvain Maréchal professait la morale indépendante et la vertu désintéressée; d'Holbach niait le surnaturel. La *Philosophie de la Nature*, par Delille de Sales; le *Militaire philosophe*, de Saint-Hyacinthe; le *Bon sens du curé Meslier*; le *Compère Mathieu*, de Dulaurens; le *Catéchumène*, de Bordes, tant d'autres livres antichrétiens, se vendaient au poids de l'or, parce qu'ils étaient défendus. Le doute dévastait les âmes, les inclinait vers l'impiété, les poussait au suicide. En 1774, dans un cabaret de Saint-Denis, deux jeunes soldats, appelés Humain et Bourdeaux, se brûlaient la cervelle, non par suite d'un désespoir d'amour, comme le Werther de Goethe, mais par l'effet d'une mélancolie vague et malsaine. Un d'eux communiquait sa résolution à un de ses chefs dans une lettre qu'il signait : « Bourdeaux, jadis élève des pédants, puis aide-chicane, puis moine, puis dragon, puis rien. » Son testament contenait ces lignes : « Humain n'a que vingt-quatre ans; pour moi, je n'ai pas encore quatre lustres accomplis. Aucune raison pressante ne nous force d'interrompre notre carrière; mais le chagrin d'exister un moment, pour cesser d'être une éternité, est le point de réunion qui nous fait prévenir de concert cet acte despotique du sort. Enfin le dégoût de la vie est le seul motif qui nous la fait quitter. Si tous les malheureux pouvaient être sans préjugés et regarder leur destruction en face, ils verraient qu'il est aussi aisé de renoncer à l'existence que de quitter un habit dont la couleur nous déplaît. On peut s'en rapporter à notre expérience. Nous avons éprouvé toutes les jouissances, et même celle d'obliger ses semblables : nous pouvons nous les procurer encore; mais tous les plaisirs ont un terme, et ce terme en est le poison. Nous sommes dégoûtés de la scène universelle : la toile est baissée pour nous et nous laissons nos rôles à ceux qui sont assez faibles pour vouloir les jouer encore quelques heures. Quelques grains de poudre viennent de briser les ressorts de cette masse de chair mouvante, que nos orgueilleux semblables appellent le *roi des êtres*. Messieurs de la justice, nos corps sont à votre discrétion; nous les méprisons trop pour nous inquiéter de leur sort. » Nous regrettons d'ajouter que ces matérialistes en herbe, qui tenaient un langage si mélodramatique, méritaient peu d'exciter un intérêt romanesque, étant fort mal notés pour leur conduite et leurs mœurs sur les registres de la police parisienne. Un fait curieux, mais logique et dont les annales de l'empire romain avaient fourni d'éclatants exemples, c'est que la superstition s'augmentait à proportion de l'affaiblissement des croyances reli-

Digitized by Google

gieuses. De 1758 à 1760, la sinistre folie des convulsionnaires de Saint-Médard était à son comble, et Grimm a reproduit sur ces pieuses jongleries le minutieux procès-verbal du voyageur La Condamine. Si celui-ci était sourd, il était loin d'être aveugle, et il a mentionné, un à un, tous les prétendus prodiges opérés au fond d'une chambre de faubourg par les sœurs Marie, Françoise, Félicité, Madelon, Rachel et autres, sous la direction des pères Cottu et Timothée, en présence d'une quantité de magistrats et de gentilshommes : incisions cruciales à la langue, extases séraphiques au milieu des tortures les plus affreuses, coups de talons de bottes ou de bûches supportés en pleine poitrine, blessures, brûlures, compression des membres au moyen d'un tourniquet, crucifiements renouvelés de celui du Calvaire, absorption de cendres ou d'ordures, émission par tous les pores d'un lait miraculeux, etc. Qui ne se serait cru transporté parmi les fakirs de l'Inde, parmi les plus aveugles et les plus farouches sectateurs de Bouddha? Ceux qui se montraient sceptiques à l'égard de ces donneurs ou de ces receveuses de *secours* (c'était le terme consacré) acceptaient, d'un autre côté, les yeux fermés, les cérémonies occultes des francs-maçons et des Rose-croix ; les récits excentriques de Saint-Germain, ce mystificateur qui avait habité tous les pays et se souvenait de tous les siècles ; les cures inouïes d'un soldat-guérisseur nommé Printemps, et celles d'un aventurier, venu des bords du Rhin au quartier Saint-Roch, et qui, par de simples attouchements, rendait la vue aux aveugles et le mouvement aux paralytiques ; les pérégrinations du suédois Swedenborg entre ciel et terre ; les mensonges impudents du lazzarone sicilien Joseph Balsamo, s'improvisant comte de Cagliostro et prince des illuminés, à la honte de la sottise humaine. La *Physiognomonie* de Lavater se conciliait en France de nombreux adeptes. En 1770, Saint-Gille, un épicier ventriloque de Saint-Germain-en-Laye, émerveillait les badauds par ses oracles de l'autre monde. En 1772, un enfant de Provence, Jean-Jacques Parangue, avait le don de double vue et découvrait les sources souterraines. En 1773, l'astronome Lalande ayant prédit l'apparition d'une comète, on s'attendit à la fin du monde, comme à la veille de l'an mil. En 1778, un chimiste du nom de Sage promettait d'extraire de l'or de la terre de potager et de ressusciter les morts avec quelques gouttes d'alcali ; Dufour, chirurgien à l'Ecole militaire, traitait les fous et les furieux au moyen de breuvages narcotiques. En 1788, les évocations d'esprits agitaient l'Allemagne. En 1790, une demoiselle périgourdine, une sainte, vérifiée au séminaire de l'endroit, prédisait tous les événements qui allaient menacer le trône, et l'on arrêtait à Saint-Cloud deux jeunes *somnambulistes* qui se disaient envoyés à Louis XVI

Digitized by Google

par la Vierge Marie pour l'engager à recouvrer son autorité à l'aide de procédés contre-révolutionnaires. A quoi bon rappeler longuement l'histoire si connue des triomphes et des disgrâces de l'Allemand Mesmer ? Dès son arrivée à Paris, recommandé au baron d'Holbach, il avait essayé chez celui-ci de fasciner toute une assemblée de philosophes, sujets d'ordinaire rebelles et récalcitrants : il en fut pour ses frais et se dédommagea avec les gens du monde. Deslon, docteur de la Faculté de Paris et médecin du comte d'Artois, fut longtemps son auxiliaire, avant de devenir son rival et son ennemi. A eux deux, ils firent assaut de passes merveilleuses, d'exhibitions cabalistiques, de séances médicales à grand spectacle et à grand orchestre ; leurs poudres et leurs tiges de fer aimantées, leurs tables magiques, leurs baquets circulaires, leurs symphonies d'harmonicas, séduisirent plus d'une imagination ardente, troublèrent plus d'un tempérament délicat et nerveux. L'inventeur de ce mémorable système fut un peu bafoué et chansonné ; mais il s'enrichit rapidement. Après avoir demandé au gouvernement français cent mille écus en échange de son secret, il se décida à le révéler en douze leçons, à raison de cent louis par personne, à trois cents souscripteurs bénévoles, qui appartenaient tous aux classes les plus éclairées. Un Chastellux, un Noailles, un Puységur, un Montesquieu, un Choiseul-Gouffier, achetaient bien cher le droit d'être initiés aux mystères du magnétisme animal et du fluide universel ; et le jeune marquis de la Fayette, repartant pour l'Amérique, s'attirait cette boutade de la part de Louis XVI, plus porté à la raillerie qu'on ne se le figurerait : « Que pensera Washington quand il saura que vous êtes devenu le premier garçon apothicaire de Mesmer ? » Les anathèmes de l'Académie des sciences et de la Faculté de médecine, sanctionnés par les noms fameux de Bailly, Lavoisier, d'Arcet et Guillotin, les quolibets des plaisants, les parodies jouées sur différents théâtres, rien ne pouvait arrêter l'engouement excité par Mesmer. Palissot le comparait en vers à Esculape : l'avocat Bergasse; d'Eprémesnil, conseiller au Parlement de Paris ; Servan, ancien procureur général à Grenoble ; l'antiquaire Court de Gébelin, chantaient ses louanges en prose. Néanmoins la fuite soudaine de Mesmer et le décès prématuré de Deslon terminèrent cette bruyante comédie, et un oubli commun, que les préoccupations politiques, chaque jour plus vives et plus sombres, devaient rendre d'autant plus complet, ne tarda pas à envelopper à la fois les charlatans et les dupes.

Remarquons qu'en même temps il se produisait un autre de ces contrastes que nous prodiguent la nature et l'histoire. Pendant que des mystiques de hasard emportaient les âmes tendres et crédules vers les sphères suprà-sensibles, il existait toute une école de doc-

Digitized by Google

teurs, à tendances absolument opposées, qui ramenaient les esprits calmes et positifs à des régions moins éthérées. Alors naquirent ou du moins se développèrent l'économie politique, la statistique, les sciences appliquées, ces diverses études dont notre siècle est si avide et si fier. Innovations pratiques, modifications administratives, conquêtes sur la matière : tel était ce courant nouveau auquel s'abandonnaient une foule de chercheurs, les empiriques faisant ainsi antithèse et contre-poids aux thaumaturges. A côté des devoirs de l'âme, on commençait à revendiquer les droits du corps : le dualisme humain, que le sensualisme des races païennes et l'ascétisme des principes chrétiens avaient tour à tour mutilé en deux sens contraires, reparaissait intact avec ses difficultés à aplanir et ses problèmes à résoudre. Contre une des maladies les plus fréquentes et les plus graves, la petite vérole, on finit par admettre, non sans bien des résistances, la méthode de l'inoculation ; par crainte des dangers toujours imminents de la peste, on proposa la translation des cimetières hors des villes. Silhouette, un faux dévot qui en imposa même à Voltaire, était égalé à Sully et à Colbert, parce que, parvenu au pouvoir, il avait adopté certaines mesures favorables aux masses. La fermeture de ce célèbre *club de l'Entresol*, qui, sous le ministère du cardinal de Fleury, se réunissait à la place Vendôme, chez l'abbé Alary, et où discutaient périodiquement l'abbé de Saint-Pierre, le marquis d'Argenson et tant d'autres idéologues, n'avait pas suspendu le cours des élucubrations nuageuses sur les choses du gouvernement. Que de brochures légères et surtout que de livres épais, où l'on examinait à fond le commerce et l'industrie, l'agriculture et la navigation, les finances et les monnaies, l'extinction de la mendicité et l'enseignement national, les impôts et les colonies, les progrès du luxe, la liberté d'exportation des grains, la décentralisation communale, la paix ou la guerre! Toute une légion de réformateurs, pesamment armés, montait à l'assaut de cette vieille société, construite avec les débris du régime féodal sur les bases du privilége et du bon plaisir. C'étaient Quesnay, le médecin de la reine; Forbonnais, les abbés Coyer et Baudeau, Sénac de Meilhan, intendant en province; Marin, Faignet, Roussel, Roubaud, Saint-Leu, ex-colonel au service de la Pologne; l'abbé Galiani, ce jovial Napolitain, cet enfant terrible de l'*Encyclopédie*, qui rapprochait en sa personne Arlequin et Platon. C'étaient encore Dupont de Nemours, le sévère de La Chalotais, l'honnête Turgot, le docte Necker, qui formulait ses théories en trois volumes de cinq cents pages chacun, et le marquis de Mirabeau, l'*Ami des hommes*, dont la vie et le style étaient également étranges, et qui se soulageait des pénibles efforts de sa philanthropie cosmopolite en se montrant le plus in-

Digitized by Google

flexible des époux et le plus brutal des pères. Le premier grimaud venu se mêlait de vouloir bouleverser l'Etat de fond en comble et d'indiquer des remèdes pour tous les maux. Un ancien colonel d'infanterie, Rouillé d'Orfeuil, publiait l'*Ami des Français*, l'*Alambic des lois*, l'*Alambic moral*, et cette alchimie sociale, si singulière qu'elle fût, ne faisait rire personne, Sans doute, le bien sortait quelquefois de ces tentatives confuses. Un citoyen, plus estimable que connu, Chamousset, conseiller du roi et maître des comptes, organisait à Paris la petite poste, des secours pour les noyés et des écoles professionnelles, et l'abbé de l'Epée, généreux autant qu'habile, entreprenait gratuitement l'éducation des sourds et muets. Répétons-le : Grimm, qui estimait fort les rois et les nobles, très peu les négociants et les banquiers, n'a point épargné les sarcasmes aux homélies soporifiques des économistes, ni à la glorification des comptoirs et des ateliers. En général, gardons-nous avec soin de transformer après coup en démocrates ces philosophes railleurs et assez dédaigneux qui persiflaient les abus, mais qui souvent ne se doutaient pas qu'en secouant sans cesse les colonnes de l'édifice social, ils arriveraient à le déraciner jusqu'en ses fondements. Cependant notre nouvelliste avait parfois des conceptions plus hautes et de trop légitimes pressentiments. Quand Damiens lève le poignard sur Louis XV et qu'une dame de la cour se contente de plaindre les pauvres chevaux chargés d'écarteler le régicide, quand les soldats de l'Autriche et ceux de la Prusse s'entre-tuent sous les yeux de la France molle et incertaine, quand des murmures mal étouffés s'échappent de tous les rangs, il s'inquiète, il songe, il réprouve les luttes perpétuelles et les victoires stériles, il craint que le XVIIIe siècle ne se complaise à l'excès en lui-même et ne s'absorbe dans une vaniteuse contemplation de ses propres mérites ; il lui semble entendre de loin les premiers grondements de cette tempête révolutionnaire qui couve à l'horizon. Aussi, fidèle aux systèmes absolus de Saint-Pierre et de Rousseau, il désirerait qu'on apprît moins les belles-lettres et les langues classiques, mais plutôt qu'on s'exerçât à l'histoire naturelle, à la physique, aux arts manuels, à la gymnastique, et qu'on négligeât, s'il le fallait, le beau pour l'utile : il espérait par là armer et aguerrir la jeunesse en vue des redoutables épreuves qui l'attendaient peut-être dans le plus prochain avenir.

Digitized by Google

X

LA FRANCE S'AMUSE

Comment donc vivait-elle, cette jeunesse futile et énervée? Quelles leçons recevait-elle d'en haut? Si près des douloureuses catastrophes qui la menaçajent, au mépris des avertissements qui leur étaient donnés, que faisaient, que pensaient les classes privilégiées, les seules dont l'opinion comptât pour quelque chose? Ces nobles spécialement, qui auraient dû associer leurs intérêts et leur cause à la cause et aux intérêts de la royauté, se laissaient aller à la dérive; mollement entraînés par le flot, ils se souciaient à peine de savoir s'ils toucheraient au port ou s'ils rouleraient dans un gouffre. Ceux que la philosophie et la Révolution n'attiraient pas à elles par avance visaient à la réputation par des scandales, à l'originalité par des folies. Par exemple, le marquis de Ximénès, laid, bizarre et négligé, tranchait du bel esprit : ce colonel de dragons encensait Mlle Clairon par des madrigaux doucereux; puis, brouillé avec elle, il l'attaquait en vers insolents. Ayant fait jouer en 1752 une mauvaise tragédie d'*Epicharis*, il avait proposé au public une plaisante condition : c'était, si sa pièce réussissait, de n'en jamais composer d'autre; mais, si elle tombait, de récidiver; il tint scrupuleusement sa parole et, deux ans après la chute d'*Epicharis*, il enfanta une *Amalazonte* qui ne valait guère plus. Timoléon de Cossé, duc de Brissac, joignait en lui les types contradictoires du chevalier errant et du grenadier français. En campagne, les jours où l'on ne marchait point au combat, son cordon bleu étalé sur son uniforme, il se hissait au haut d'un tonneau, et lisait à ses soldats les gazettes de la semaine avec des commentaires appropriés à la circonstance; il écrivait aux dames des épîtres d'un style amphigourique qui eût transporté d'aise don Quichotte de la Manche. Un jour qu'à l'Ile-Adam, chez le prince de Conti, étaient rassemblées à table sept femmes fort jolies; le mari de l'une d'elles, le marquis de Chauvelin, improvisait en l'honneur de chacune d'elles un quatrain, où il les comparait délicatement à chacun des sept péchés capitaux, galanterie qui parut être du meilleur ton. Un des représentants les plus fantasques de cette aristocratie dégénérée était le comte de Lauraguais, duc de Brancas, qui s'évertuait à occuper, n'importe comment, à son profit, les cent trompettes de la renommée. En 1763, quand le Parlement de Paris prohiba l'inoculation, il lut sur cette question, à l'Académie des sciences, dont il était membre, une vraie

Digitized by Google

diatribe, où il critiquait vertement maître Omer Joly de Fleury, avocat général ; cette diatribe et trois épîtres peu respectueuses, qu'il adressa aux comtes de Saint-Florentin, de Bissy et de Noailles, lui ouvrirent toutes grandes les portes de la citadelle de Metz. Sorti de là, il annonça qu'il avait trouvé le moyen de fabriquer de la porcelaine superbe à bas prix, secret qu'il avait tout simplement acheté à son inventeur. Plus tard, il fustigeait le pamphlétaire Morande, qui l'avait insulté, et il lui remettait par écrit une quittance des coups de bâton qu'il lui avait infligés, afin qu'il pût s'en prévaloir au besoin. En 1773, à Londres, on imprimait de sa façon un *Mémoire pour moi et par moi* (c'était le titre), où il accablait d'invectives son secrétaire Drogard, coupable d'avoir enlevé, épousé et maltraité une demoiselle Laurence Lefèvre, qu'il honorait lui-même de ses bontés particulières. Voici le certificat, plus singulier que spirituel, qu'il y délivrait à cette intéressante victime des passions humaines : « Elle faisait ma soupe et la mangeait avec moi ; elle faisait mon lit et le défaisait avec moi. Ayant de la beauté sans attraits, de la complaisance sans douceur, de l'humeur sans caprice et le charme à mes yeux d'être ridicule sans être gauche et bête sans être stupide, elle était un ferment beaucoup plus sain pour mon esprit que celui du thé ne l'est pour mon estomac. » On voit que le poétique bandeau de l'amour ne voilait nullement à ses regards les petits travers de sa bien-aimée. Une fois il demande sérieusement à la Faculté de médecine quelles sont toutes les conséquences de l'ennui pour notre organisation corporelle, et jusqu'à quel point la santé pourrait en être altérée. La Faculté lui répond que l'ennui peut rendre les digestions difficiles, entraver la libre circulation du sang, produire des vapeurs, le marasme et même la mort. Muni de ce document authentique, il se hâte de courir chez le commissaire de police et d'y déposer une plainte contre le prince d'Hénin, comme meurtrier de la chanteuse Sophie Arnould, qu'il doit avoir assommée, depuis plus de cinq mois qu'il n'a bougé de sa maison. Ce qui était moins amusant, c'est qu'il avait confectionné deux tragédies, *Clytemnestre* et *Jocaste*, toutes gonflées de pavots mythologiques, et une comédie, *les Originaux*, remplie d'expressions grossières. En 1771, il rédigea, ou fit rédiger, par un scribe à ses gages des *Extraits du droit public de la France* ; il brocha en 1788 une *Lettre sur la convocation des gens des trois états et sur l'élection de leurs députés*, et une *Dissertation sur les assemblées nationales et sur les trois races des rois de France*. Ce qu'il écrivit de plus fort, ou pour mieux dire de plus méchant, ce fut un prospectus imaginaire, où il signalait la publication de prétendus *Mémoires sur la vie du sieur Caron de Beaumarchais*, et où il le diffamait auda-

Digitized by Google

cieusement : la table des matières, à elle seule, n'était qu'une longue kyrielle d'injures et de calomnies.

Il ne fallait pas moins que de piquantes atrocités de cette espèce pour accaparer l'attention de ces salons livrés à tant de distractions variées. La mode des habits d'hommes en étoffes de trois couleurs avec des broderies d'or ou d'argent et des paillons de diverses nuances durera-t-elle longtemps? En 1770, aux noces du dauphin, Mlle de Lorraine, fille de la comtesse de Brionne et sœur du prince de Lambesc, aura-t-elle le droit de danser le menuet, immédiatement après les princesses du sang, ainsi que l'exigeait le comte de Mercy, ambassadeur de l'impératrice-reine Marie-Thérèse, ou sera-t-elle confondue parmi les dames de qualité, comme le demandaient les ducs et pairs et les évêques, en abusant des citations historiques à l'appui de leur réclamation? Les fêtes de ce mariage, qui avaient si déplorablement commencé par le désastre de la rue Royale, réussiront-elles davantage à la cour et feront-elles honneur à la duchesse de Villeroy, qui les avait organisées? Comment accueillera-t-on sur le théâtre de Versailles le *Persée* de Quinault et Lulli, *Castor et Pollux* de Bernard et Rameau, l'*Athalie* de Racine, la *Mérope* et le *Tancrède* de Voltaire, surtout ce prodigieux ballet de la *Tour enchantée*, où la tour était figurée par une petite machine de papier huilé vert et blanc, où, à travers un rideau de gaze, on entrevoyait la princesse captive, Mlle Sophie Arnould, qui se désolait, un mouchoir à la main, et où enfin deux soldats aux gardes, qui représentaient les deux géants chargés de la tenir prisonnière, glissèrent au fond d'une trappe, au risque de se casser le cou? De telles magnificences n'effaceront-elles pas aisément chez les assistants le souvenir importun de ces centaines de bourgeois et d'ouvriers écrasés sur la place Louis XV? Les réjouissances, qui marqueront l'union du comte de Provence et d'une princesse de Sardaigne, et où l'on admira des chefs d'œuvre de Mondonville, de Sedaine et Monsigny et du patriote de Belloy, seront-elles aussi brillantes? Combien de motifs légitimes de curiosité et de discussion! Les plaisirs de la ville ne le cédaient en rien aux divertissements de la cour. Que de concerts à l'italienne ou à la française! que de bals masqués! que de dîners pompeux ou de soupers furtifs! Au mois de mars 1776, des courtisanes en vogue, la Duthé et la d'Hervieux, préparent, dans l'hôtel de la Guimard, l'orgie la plus séduisante : on devait y voir une bluette de Saint-Foix, *la Colonie*, y danser, y festiner; il y aurait eu quatre tables dressées au milieu d'un jardin d'hiver, et, par une rare précaution de bienséance, une cinquième table pour les mères ou les tantes de ces demoiselles et pour quelques abbés de leurs amis. Une centaine de seigneurs

Digitized by Google

avaient souscrit, moyennant cinq louis chacun, et les plaisants les nommaient les *chevaliers de cinq louis*, ajoutant que *cinq louis, tout compris, n'étaient pas trop cher* : le comte d'Artois et le duc de Chartres étaient attendus. Malheureusement l'archevêque de Paris, qui savait tout et se mêlait de tout, obtint de l'autorité la défense de célébrer ces agapes trop fraternelles, et Mlle d'Hervieux envoya bravement au curé de Saint-Roch, à l'adresse des indigents de sa paroisse, l'argent déjà recueilli : la charité, comme le feu, purifie tout. Un des amusements les plus goûtés alors, aussi bien qu'à présent, était la comédie de société. Il y avait la troupe de Mme du Deffand, appelée le *Théâtre des Porcherons*, et que dirigeait le littérateur Pont de Veyle ; celle du duc d'Orléans, qui jouait les proverbes de Carmontelle ou les parades de Collé ; celle de Mme de Montesson, dont elle était à la fois la surintendante, l'auteur principal et la meilleure actrice. Peu d'années avant la prise de la Bastille, l'imprudente Marie-Antoinette, le comte d'Artois, son sémillant beau-frère, MM. de Vaudreuil et d'Adhémar, MMmes de Polignac et de Guiche paraissaient à Trianon dans des pièces de Sedaine et de Barthe et dans le *Barbier de Séville* de Beaumarchais. Le jeu continuait à faire fureur, moins cependant que sous Louis XIV : les plus honnêtes, les plus dévots en raffolaient, entre autres la pieuse reine Maria-Leczinska. Un soir qu'elle était fort ennuyée de ne pouvoir manier des cartes, à cause du décès de quelque prince, elle avait été bien soulagée en apprenant de la bouche du malicieux Maurepas que *le piquet n'était pas de deuil.*

La frivolité empruntait toutes les formes et se prenait à mille riens très absorbants, qui duraient parfois une saison entière. Les tragédies en calembours du marquis de Bièvre, les lectures de Le Tessier, receveur général des fermes de Lyon, que se disputaient les plus nobles compagnies, les découpures de l'artiste génevois Huber, les imitations d'un autre peintre, le jeune Touzet, qui, caché derrière un paravent, contrefaisait les discours, les chants et les cris de tout un couvent de religieuses, ou les innombrables bruits d'un ménage de paysans et d'une basse-cour de village, les visites qu'on rendait à Ramponeau, joyeux cabaretier de la Courtille, se partageaient à l'envi les instants des oisifs. On s'amuse, en outre, à parfiler de l'or ; conséquemment, les boutiques sont remplies de galons dorés, avec lesquels on exécute des meubles ou des carrosses en miniature, toutes sortes de jouets d'enfants. Ne se contentant point de ce qu'on leur offre en cadeau des bobines de fil d'or, les dames les plus huppées font main basse sur les broderies, les épaulettes et les aiguillettes de leurs soupirants : ces *razzias*, qui ne semblent pas avoir d'importance, leur constituent, au bout de

Digitized by Google

l'année, un revenu passable. Cela suggère au duc de Chartres l'idée de leur donner une leçon : il couvre ses habits de brandebourgs d'or faux ; les aimables personnes qui reçoivent de lui l'hospitalité à Villers-Cotterets ne manquent point de les lui arracher, de les couper, de les étirer ; quelle déconvenue quand il leur explique en riant son stratagème ! La manie des pantins a également son tour : tout homme à la mode en porte un à la main ou dans sa poche ; on fait des automates renouvelés de ceux de Vaucanson et de Kempelen, des joueurs d'échecs à ressorts, des têtes parlantes. On publie les premiers journaux de modes, imités dans la suite par centaines ; on écrit des traités sur l'art de raser un sexe et de coiffer l'autre : on réimprime sans cesse la *Cuisinière bourgeoise*, cette œuvre hors ligne de Menon, qui datait de 1748. On se passionne pour la vieille chanson de Malbrough, depuis que Mme Poitrine, nourrice du dauphin Louis XVII, la chante à Monseigneur pour le bercer ; Piis et Barré la placent dans un de leurs vaudevilles, le *Voyage de Rosine* ; Beaumarchais la fait chanter au page Chérubin dans son *Mariage de Figaro* ; tout est à la Marlborough, boîtes et rubans, chapeaux et robes. Plût au ciel que ces joies de l'aristocratie eussent toujours été aussi innocentes ! En 1780, le marquis de Brunoy retient à sa terre, pendant plusieurs jours, l'élite de la noblesse ; on y représente des drames et des farces ; le vertueux Louis XVI y est invité et s'y divertit beaucoup. Tous les agréments de la fête n'avaient pas été annoncés dans le programme ; laissons ici parler Grimm en toute liberté : « Le roi n'y était pas encore arrivé, lorsque, pour varier les scènes de ce brillant séjour, on a imaginé d'exécuter, au milieu de la nuit, avec les seigneurs de la cour, une espèce de pantomime qui pouvait ressembler à l'*Enlèvement des Sabines*... Les dames de la Comédie-Française et de la Comédie-Italienne, qui devaient y jouer le lendemain, commençaient à peine à reposer leurs attraits qu'elles se sont vues subitement enlevées dans l'état où elles se trouvaient et rassemblées ainsi dans la chambre de Mlle Raucourt. La chronique secrète assure que le principal motif de cette plaisanterie nocturne avait été de justifier aux yeux des connaisseurs le jugement d'un personnage considérable sur une de ces demoiselles, qui lui avait refusé d'abord ses faveurs à mille louis, qui les lui avait accordées ensuite sans condition et à qui il n'avait envoyé que deux cents louis, parce qu'il les trouvait suffisamment payées à ce prix ; la demoiselle, selon lui, n'ayant pas, à beaucoup près, toutes les perfections que semblait promettre sa charmante tête. » Quelle fertilité d'imagination, quelle délicatesse exquise chez ces Athéniens de Paris ! Voulez-vous une autre preuve des conceptions plus qu'étranges qui s'élaboraient en haut lieu ? Dans le parc

Digitized by Google

de Monceaux, on avait établi un pont à bascule, et toutes les dames qui le franchissaient étaient, par le mouvement même de leur marche, précipitées en plein bourbier, souillées de fange et en danger de se rompre les os; rien n'était plus ingénieux et plus gai.

Des nouveautés plus inoffensives attiraient çà et là les curieux. Un M. Laurent créait un bras artificiel remplissant toutes les fonctions nécessaires ; un M. Poissonnier avait le secret de dessaler l'eau de la mer; un géomètre, l'abbé de la Chapelle, revêtu d'un corset de liége, osait, en présence des délégués de l'Académie des sciences, se jeter à la Seine, vis-à-vis de Bercy, et il y restait à l'aise sans nager, y buvant, y mangeant, y tirant des coups de pistolet ou de fusil; un artisan espagnol, Perez, avait inventé des sabots élastiques qui permettaient à un Basque, son élève, de traverser le même fleuve à pied sec. Enfin, en 1782, Blanchard produisait un appareil, dont le but était de fendre les airs à volonté, à raison de trente lieues à l'heure, et devant, de plus, faire l'office d'un esquif non submersible. La ville, la cour, les princes, accoururent pour contempler ce prototype des aérostats futurs, quoiqu'au théâtre italien on le raillât dans une parodie intitulée : *Cassandre mécanicien* ou le *bateau volant*. L'année suivante, deux fabricants de papier d'Annonay, les frères Montgolfier, construisent un globe de toile gommée, gonflé de gaz inflammable : l'expérience, faite en province, est répétée à Paris au moyen d'une souscription. Le géologue Faujas de Saint-Fond, les physiciens Robert et Charles, le célèbre Franklin patronnent la nouvelle découverte, qui est appelée à régénérer le monde et à resserrer à jamais les liens de la fraternité humaine; pour le moment, le ballon, parti du Champ de Mars, s'abat prosaïquement à Gonesse. Cependant des gravures, exposées partout, en retracent le départ et la descente : on décerne aux inventeurs une médaille commémorative au nom de la famille royale et de tous les souscripteurs, des titres académiques, des pensions, des lettres de noblesse et le cordon de l'ordre de Saint-Michel; on parle de leur élever un monument aux Tuileries. Pilastre des Rosiers, qui, en 1785, payera de sa vie son audace ; le marquis d'Arlandes, le comte de Dillon, le duc de Chartres lui-même, demandent à monter dans la nacelle; le comte de Provence et le vicomte de Ségur chantent en vers légers ces Argonautes aériens, c'est un enthousiasme général et inexprimable, que rien ne peut arrêter, ni les plaintes intéressées de Blanchard, ni un échec éprouvé à Lyon par les aéronautes, ni les épigrammes des sceptiques. Quelle eût été la satisfaction de ces derniers s'ils avaient prévu que, quatre-vingts ans après, l'invention naissante ne serait, à vrai dire, arrivée à

Digitized by Google

réaliser aucun progrès, et que la direction des ballons resterait un problème réservé à la science et au génie du XXe siècle !

A la même date, l'anglomanie pénétra d'une manière excessive de ce côté-ci du détroit. Grimm nous rapporte que Louis XV, qui réfléchissait plus qu'il n'en avait l'air, étant inquiet de la marche des affaires et de l'accroissement des abus, avait consulté un jour un de ses ministres d'Etat, Bertin, sur la manière de remédier au mal. Celui-ci lui conseilla d'inoculer aux Français l'esprit chinois ; on sait combien Voltaire et d'autres philosophes avaient porté aux nues la morale de Confucius et les institutions du Céleste-Empire. Le monarque trouva l'idée lumineuse : on fit venir de Pékin, à grands frais, de jeunes mandarins, qu'on instruisit dans notre langue et notre littérature ; on les renvoya ensuite chez eux et l'on imprima les Mémoires qu'ils composèrent sur l'histoire, les mœurs et les sciences de leur pays. De cette bizarre tentative, il ne résulta rien que l'usage d'étaler sur ses cheminées des vases du Japon et des magots de la Chine. Si l'esprit chinois ne s'implanta pas profondément sur notre sol, l'esprit anglais y fut plus répandu et y demeura plus vivace ; Grimm déplore les funestes effets de cette invasion pacifique. Selon lui, le seul idiome étranger que l'on consente à apprendre désormais, c'est celui d'Addison et de Locke ; meubles, chevaux, voitures, étoffes, bijoux, tout vient de la Grande Bretagne. On ne s'habille plus ; les femmes sortent en chemisette et en chapeau, les hommes en gilet et en frac noir : on va au spectacle en loges grillées. Plus de réunions agréables, plus de conversations spirituelles, plus de tendres relations : des cercles purement masculins remplacent ces salons, où les deux sexes se rapprochaient sans se confondre ; on y boit, on y joue, on y passe la nuit. On compte déjà : le club politique, le club militaire, celui des échecs, celui de la comédie italienne, celui des arts, celui des Américains et bien d'autres : la toilette, la tenue, la politesse y sont superflues ; c'est le domaine du laisser-aller, c'est l'égalité dans le mauvais ton. Les courses de chevaux, les wiskis, les jockeys, voilà ce qui électrise les élégants, et le chroniqueur d'ajouter, comme pourrait le faire un de nos journalistes contemporains : « Le peu de gêne et de contrainte qui règne dans nos sociétés du plus haut degré a porté dans celles d'une classe inférieure une familiarité aussi sotte qu'indécente. Plusieurs de nos courtisanes se sont élevées par leur fortune au niveau des femmes comme il faut. L'amusement, les plaisirs, l'extrême liberté, tous les genres de séduction ayant attiré souvent chez elles les hommes de la meilleure compagnie, les femmes honnêtes se sont trouvées dans l'alternative cruelle ou de prendre, pour ainsi dire, le rôle de ces dangereuses enchanteresses ou de se voir abso-

Digitized by Google

ument délaissées. Quelle atteinte portée à la décence, à la dignité, surtout au véritable amour, à l'aimable galanterie des mœurs chevaleresques ! » Si l'on ne soupirait plus guère à la façon d'Amadis ou de Céladon, en revanche, on ne songeait plus qu'à s'étoudir, et les divertissements publics pullulaient. Vers 1768, un artificier, du nom de Torrè, avait élevé sur un terrain du boulevard du Temple des salles de bal, des cafés, des boutiques de modes ; deux fois par semaine, pour trente sous par tête, chacun pouvait y circuler toute la soirée. On appela cet établisement un Vauxhall, à l'instar de celui de Londres ; par imitation, il s'en forma bientôt plusieurs autres, un notamment à la foire Saint-Laurent. En 1771, une compagnie puissante en ouvrit un entre le faubourg Saint-Honoré et les Champs-Elysées ; il coûta près de deux millions, et recouvrait une superficie de seize arpents ; on le nomma le Colisée. Ce n'étaient que cours et vestibules, colonnades et bosquets : il y avait un cirque, avec une pièce d'eau pour des luttes aquatiques ; l'escamoteur Comus y donna des séances de prestidigitation ; la demoiselle Lemaure y chanta ; on voulut y exhiber des combats de coqs ; des expositions de tableaux, des bals, des feux d'artifice s'y succédèrent tour à tour. Le gouvernement, qui y avait probablement un intérêt particulier, désirait tellement la réussite de cette entreprise qu'il projeta de supprimer le Vauxhall du sieur Torré, qui lui faisait concurrence, d'interdire les joûtes des bateliers de la Seine, d'attirer vers ce point éloigné tous les spectacles du quartier du Temple et d'abattre les arbres des boulevards intérieurs, afin de forcer les promeneurs à fréquenter exclusivement les Champs-Elysées.

En dépit de ces vains et ridicules efforts de leurs édiles, qui leur garantissaient une foule de merveilles, les Parisiens agirent à leur tête, et ils eurent l'obstination de ne pas s'amuser là. Faute de recettes, ce fragile palais se ferma ; on le démolit dès 1780, et on perça sur ses débris les rues d'Angoulême, de Ponthieu et du Colisée. Les enclos de Beaujon, de Marbeuf et de Tivoli, le Ranelagh, le Jardin turc, le Château rouge, le Château des fleurs, tant d'autres lieux de plaisir qui remplacèrent celui-là ont péri également, sans conserver la moindre trace de tant de générations jeunes et insouciantes qui y avaient passé en riant. Presque seul, le Palais-Royal a survécu : bien que délaissé aujourd'hui par les vicissitudes de la mode et dédaigneusement abandonné aux provinciaux, il a duré jusqu'ici (n'engageons point l'avenir, toujours si précaire) ; il subsiste, intact et, après tout, assez imposant. Quel enthousiasme inspirait en 1784 à nos grands-pères, et principalement à Grimm, cette antique demeure, jadis léguée à son souverain par un ministre,

Digitized by Google

à Louis XIII par Richelieu! Le duc de Chartres venait de détruire les allées de marronniers, les plates-bandes de verdure et les statues que le régent, son aïeul, y avait disposées : il planta un autre jardin; il l'entoura de hautes maisons d'une architecture uniforme, celles que nous connaissons; elles étaient ornées de pilastres et bordées de cent quatre-vingts arcades et d'une immense galerie qui comprenait une multitude de boutiques occupées par des baigneurs et des bijoutiers, des restaurateurs et des modistes. Un bassin, flanqué de quatre kiosques en treillage, une statue de Henri IV par Houdon, un long ruban de nouvelles lampes à la Quinquet, souvent de la musique, complétaient le tableau de cette délicieuse promenade, où, chaque soir, affluaient les femmes désireuses de respirer le frais et surtout de se faire voir. Elégamment parées ou parfois à demi vêtues, elles entraînaient sur leurs pas une nuée d'admirateurs, que les approches de la nuit dissipaient avec peine. « Nous devons ajouter, » dit Grimm naïvement, « qu'une police exacte maintient la décence et fait respecter l'honnêteté dans un lieu d'ailleurs si peu fait pour en conserver le sentiment. » Il est à remarquer que, cette même année, l'hiver fut très-rigoureux et la détresse du peuple extrême : par un acte de munificence, que célébra le poëte Roucher, Marie-Antoinette envoya pour les pauvres au lieutenant de police et à l'archevêque de Paris 1,000 louis pris sur sa cassette; neuf ou dix ans plus tard, quelques-uns des malheureux ainsi secourus accompagnaient peut-être de leurs huées et de leurs sarcasmes Roucher et Marie-Antoinette montant à l'échafaud. Tous les journaliers en chômage reçurent du travail et un salaire, et l'on prépara dans d'anciens couvents des chambres, perpétuellement chauffées, où les indigents pouvaient se mettre à l'abri du froid. Ces misères des petits n'empêchaient pas les grands de mener joyeuse vie. Le duc de Chartres adjoignit par devant à son palais une galerie de bois, où de riches magasins offraient l'aspect de la foire la plus animée : la foule s'y porta, loin de prêter l'oreille aux murmures des boutiquiers rivaux et aux plaisanteries malignes des chansonniers contre le noble propriétaire. Pour que rien ne manquât à ce vaste caravansérail, cinq théâtres s'y installèrent : les *Ombres chinoises*, les *Pygmées français*, les *Vrais fantoccini italiens*, les *Variétés amusantes* et les *Petits comédiens de M. de Beaujolais*. Qui alors eût deviné qu'à un si court intervalle ce jardin entendrait les éclats de voix révolutionnaires du tribun Camille Desmoulins, que ce palais verrait Philippe-Egalité, son maître, sortir, le front bas, pour marcher à la prison et à la guillotine?

Digitized by Google

XI

LE COMMENCEMENT DE LA FIN

La guillotine ou la prison : tel était, en effet, pour la plupart, le dénouement lugubre destiné à couronner la vie molle et facile de tant d'éminents personnages qui se berçaient gaiement au sein de l'opulence et des voluptés. Ainsi qu'un grand nombre d'écrivains de cette période, Grimm avait pressenti qu'une révolution était possible, probable, nécessaire : seulement il se persuadait qu'elle serait calme et pure de sang versé. Partisan déclaré des libertés et des réformes, mais attaché de cœur aux principes de la royauté et de la noblesse, il écartait de sa pensée ces formidables images d'une nation en tumulte et d'une monarchie en ruines. A la mort de Louis XV, il avait trouvé moyen de louer sa bonté, sa clémence, un règne de soixante ans, exempt de violence et de haine, et, disait-il « la douceur d'un gouvernement qui avait été infiniment favorable au progrès de la philosophie et des lettres. » Il reste à savoir si Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot, d'Alembert, Mably, Raynal, Condorcet, grandirent par le fait de ce gouvernement ou malgré lui. Puis, lorsque Grimm vit le dauphin, le matin du jour où il fut proclamé roi, ordonner au contrôleur général de distribuer 200,000 livres aux mendiants des paroisses de Paris, afin qu'ils priassent pour lui, il applaudit sincèrement à cette manière toute nouvelle d'exercer son droit de joyeux avénement; et les chansons flatteuses de Collé ou les odes emphatiques de Dorat, composées en cette occasion, ne déplurent ni à lui ni à personne. D'ailleurs, une sorte de courant électrique circulait dans l'air et échauffait les têtes. Le comte d'Artois et le duc de Bourbon, à propos d'une querelle qui avait éclaté au bal masqué entre le comte et la duchesse, se battaient à l'épée dans un coin du bois de Boulogne. Le duc de Chartres, à son retour du combat naval d'Ouessant, fut l'objet, soit au Palais-Royal, soit à l'Opéra, d'une ovation, passablement exagérée, que des refrains satiriques et anonymes tempérèrent un peu. On prodiguait les mêmes hommages au comte d'Estaing, qui avait pris la Grenade aux Anglais, au corsaire écossais Paul Jones, la terreur de nos voisins, qui visitait notre capitale, au marquis de la Fayette, récemment revenu du Nouveau Monde, où il avait coopéré à la délivrance des Etats-Unis : le nom de ce dernier et ceux de Rochambeau, de Washington, de Franklin, étaient dans toutes les bouches. L'Amérique était à la mode : Clavière et Brissot de War-

Digitized by Google

ville, Chastellux, Condorcet, exposaient dans des ouvrages spéciaux les avantages d'une alliance qui unirait ces pays libres au nôtre ; on perpétuait par des médailles ces héroïques souvenirs d'affranchissement. Les signes du temps étaient de plus en plus caractéristiques : les mots *civisme*, *honneur national*, *patriotisme*, *indépendance*, se déclinaient sur tous les tons. Les classes déshéritées commençaient à s'éveiller elles-mêmes à la vie intellectuelle : il n'y avait encore là que des exceptions ; mais parfois elles étaient frappantes. Dès 1778, les gens de qualité avaient été stupéfaits en voyant débarquer à Paris un vigneron de Montereau, que l'intendant de Valenciennes, Sénac de Meilhan, avait présenté au maréchal de Noailles et à d'autres grands seigneurs. Ce Socrate rustique, vieillard aux cheveux blancs et aux mains calleuses, avait de l'esprit naturel et une instruction puisée dans des lectures nombreuses et choisies : il goûtait les beaux vers ; il connaissait par des traductions Plutarque, Salluste et Pope ; il avait étudié l'histoire de Rome et celle de la France, les *Essais* de Montaigne, les meilleurs ouvrages de Voltaire, le *Bélisaire* de Marmontel. On se plut à l'inviter partout, à l'interroger, à le mettre à l'épreuve, et sur la religion, sur le pouvoir, sur les femmes, ces trois articles délicats entre tous, il eut des reparties étonnantes, des jugements d'un sens fin et profond : les semences de l'*Encyclopédie*, répandues parmi la bourgeoisie, portaient leurs fruits jusque chez le peuple. Et, d'un autre côté, les maximes de tolérance et de progrès se propageaient au sein de la partie la plus éclairée de la noblesse : MM. de Guibert, de Villette, d'Eprémesnil, d'Aiguillon, de Montmorency, de Luynes, de la Rochefoucauld, de Lameth, de Salm, de Talleyrand, s'étaient successivement ralliés aux idées libérales. Tout concourut au développement de ces idées ; les innovations contestées de Turgot et les mesures financières de Necker, la légèreté de Maurepas et les expédients de Loménie de Brienne, la polémique ardente des Chamfort, des Rivarol, des Champcenetz, et les maladresses des courtisans. L'effroyable banqueroute du prince de Rohan-Guéménée et la honteuse affaire du collier de la reine produisirent l'effet le plus fâcheux : les brochures contre Louis XVI et les couplets contre Marie-Antoinette n'étaient pas rares. La nécessité irrésistible d'une transformation politique se révélait clairement ; en 1781, Pechméja demandait à haute voix le rétablissement des assemblées provinciales. Je ne sais si ce besoin de mouvement et d'agitation qui travaillait les intelligences s'est jamais personnifié d'une manière plus éclatante qu'en deux hommes, à la fois très applaudis et très attaqués de leur vivant et bien célèbres depuis leur mort, deux hommes, pleins de mérite et d'audace, avides de bruit et d'argent, qui luttèrent en-

Digitized by Google

semble et dont la postérité n'oubliera pas les noms : Caron de Beaumarchais et Riquetti de Mirabeau, le fils d'un horloger et le fils d'un marquis, l'un sortant de la plèbe pour hanter la noblesse, l'autre descendant des hauteurs de l'aristocratie pour combattre dans les rangs du peuple.

Il est de toute évidence qu'aux yeux de Grimm et de beaucoup d'autres de ses contemporains, Beaumarchais n'était qu'un auteur équivoque et un intrigant dangereux. Celui qui débuta en inventant une espèce d'échappement pour les montres ; qui se lança en enseignant la guitare et la harpe aux filles de Louis XV ; qui se signala en couchant à Saint-Lazare pour avoir disputé, à coups de poing, au duc de Chaulnes les bonnes grâces de Mlle Ménard ; qui s'enrichit par la protection de Pâris-Duverney et en spéculant sur les approvisionnements d'Amérique, sur une édition des œuvres de Voltaire, sur les caisses d'escompte, sur l'entreprise des eaux de Paris, sur les fusils, sur les blés, sur le sel ; qui s'épuisa en voyages, en mémoires, en procès contre Goëzmann, la Blache, Marin d'Arnaud, Kornmann ; ne réalisait-il point à la lettre ce type de Figaro, que sa verve comique devait immortaliser ? D'abord, ses drames d'*Eugénie* et des *Deux Amis*, conçus à l'école de Diderot et de Mercier, s'étaient bornés à ennuyer le parterre, qui se vengea en les égayant par quelques sifflets. En revanche, il l'amusa par son *Barbier de Séville*, et sa cause fut dorénavant gagnée devant le public. « Lui, nous dit Grimm, qui était l'horreur de tout Paris il y a un an, et que chacun, sur la parole de son voisin, croyait capable des plus grands crimes, » il devint l'idole du jour, et le scandale était loin de nuire à sa gloire. « O le joli enfant, continuait le narrateur, que le peuple français ! Comme il se dépite quand on l'agace ! Comme il se radoucit et comme il est bon quand on le fait rire ! » La pièce de Beaumarchais aurait pu échouer ; mais le censeur royal Marin, un de ses ennemis, en ayant interdit la représentation, tout le monde voulut l'entendre. L'auteur la lut en vingt endroits et la déposa au greffe du Palais de Justice en disant : « Il faut qu'elle soit jouée ou jugée. » On finit par la jouer, et Rosine, Almaviva, Bartholo, Basile, Figaro surtout, furent aussitôt populaires. Ce fut bien autre chose, lorsqu'en 1783, dans *la Folle journée*, le rusé et aventureux barbier revint à la charge, se moquant des gentilshommes, bravant les magistrats, dénigrant le mariage et la famille, donnant l'essor aux instincts les plus suspects, aux agressions les plus téméraires. Louis XVI avait déclaré l'ouvrage *injouable* ; mais ses deux frères, les comtes de Provence et d'Artois, plus hardis ou plus aveugles, lui prêtent leur appui, et on le répète au théâtre des Menus-Plaisirs du roi : les frais, qui montent à dix ou

Digitized by Google

douze mille livres, sont à la charge du dramaturge millionnaire. On le représente à Gennevilliers chez le comte de Vaudreuil, un des favoris de Marie-Antoinette : finalement, en 1784, il paraît sur la scène publique des Français, malgré le lieutenant général de police, malgré le garde des sceaux, malgré le souverain, et son apparition est le plus retentissant, mais le plus orageux des triomphes. Dès huit heures du matin, on assiégeait les portes ; les amateurs emportèrent la salle d'assaut, en jetant leur argent au nez des contrôleurs ; on brisait les barrières ; on se pressait à se tuer : mainte duchesse sollicita humblement la faveur d'un étroit tabouret au balcon, auprès de la Duthé, de Carline ou de telle autre courtisane diffamée. Les épigrammes des envieux eurent beau s'en prendre à l'incommensurable bêtise de Brid'oison et aux roueries infatigables de Figaro, à la galanterie précoce de Chérubin et à la dépravation sénile de Marceline, aux brutalités de Bartholo et aux platitudes de Basile, au libertinage éhonté du comte et aux équipées sentimentales de la comtesse, à la vivacité compromettante de Suzanne et à la fausse naïveté de Fanchette : les bravos répondaient à toutes les critiques et les étouffaient sous leur fracas. Il échappa à Beaumarchais lui-même de s'écrier : « Il y a quelque chose de plus fou que ma pièce ; c'est le succès ; » et l'on cite ce mot de Sophie Arnould, le premier soir : « C'est un ouvrage à tomber cinquante fois de suite. »

Il ne tomba point, et il fut donné près de quatre-vingts fois sans interruption. *Le citoyen Beaumarchais*, ainsi qu'il se qualifiait déjà, songea à exploiter sa victoire. Véritable précurseur de l'époque actuelle, il inaugure la réclame ; c'est un habile faiseur : il se pose en philanthrope. Il annonce dans le *Journal de Paris* qu'il consacrera sa part de recettes à l'œuvre de charité la plus utile et la plus intéressante : cette œuvre, à laquelle il conviait les riches de bonne volonté, consistait à encourager par des gratifications les *mères nourrices ;* un tronc fut mis au seuil du théâtre, et les acteurs aussi bien que les spectateurs, y déposèrent leur offrande. Toutefois Beaumarchais était encore plus sardonique que charitable : la préface de son chef-d'œuvre, livrée à l'impression, n'était qu'une série de sarcasmes mordants à l'adresse du chevalier de Langeac, des abbés Aubert et Suard, de tous ceux qui l'avaient censuré. Dans les entr'actes de ses comédies, les ministres lui payaient un million en à compte sur les fournitures qu'il avait faites au gouvernement, et le félicitaient, au nom de Sa Majesté, des services rendus par lui à l'Etat dans la dernière guerre. Un troupeau d'imitateurs copia les types dramatiques qu'il avait imaginés. Son opéra de *Tarare*, enrichi de la musique de Saliéri, où il montrait un soldat de for-

Digitized by Google

tune, parvenant au trône par son courage et en vertu, en dépit du despotisme des prêtres et des rois, opéra qui coûta cent mille livres à monter, eut une réussite non moins complète, confirmée par douze parodies et par les quolibets même de ses adversaires, qui s'acharnaient à déchirer sa réputation. L'avocat Bergasse, en défendant Kornmann, allait jusqu'à proférer emphatiquement cette sentence : « Cet homme sue le crime ! » Le crime, c'était beaucoup dire ; passe pour la ruse, pour l'intrigue, pour l'envie d'agir et de briller à tout prix ! Les mauvais jours viendront à leur tour : en 1789, on l'exclura de la commune de Paris, dont il était membre ; les ouvriers des faubourgs se précipiteront vers sa magnifique *villa* du boulevard de la Bastille, afin d'y chercher des grains et des armes qui n'y sont pas, et Grimm se vantera de l'avoir sauvé alors des fureurs de la populace, juste au moment où on allait le pendre. Aussi, amèrement blessé de l'ingratitude de ses compatriotes, le sieur Caron, l'année suivante, tentera de leur démontrer que trente vers de son poëme de *Tarare* avaient amené la résurrection du peuple français. En joignant un divertissement à grand spectacle aux six actes de son imbroglio lyrique, il écrivait ces lignes, tout imprégnées du souffle de l'époque : « O citoyens, souvenez-vous du temps où vos penseurs, inquiétés, forcés de voiler leurs idées, s'enveloppaient d'allégories et labouraient péniblement le champ de la Révolution... Après quelques autres essais, je jetai dans la terre, à mes risques et périls, ce germe d'un chêne civique au sol brûlé de l'Opéra... L'œuvre a reçu son complément dans le *Couronnement de Tarare*, l'an premier de la liberté ; nous vous l'offrons pour son anniversaire, ce 14 juillet 1790. » Plus de doute : à l'écouter, le *Barbier de Séville* et le *Mariage de Figaro* n'avaient été que des préludes aux hardiesses de *Tarare*, et de ce *libretto* prophétique datait notre régénération sociale !

Un révolutionnaire plus violent encore et tout aussi ambigu peut-être, c'était ce Mirabeau, en qui, vers 1785, Beaumarchais (comme nous l'allons dire) rencontra un rude antagoniste : ces deux gladiateurs de la pensée, le noble déclassé et l'artisan enrichi, étaient bien dignes de jouter l'un contre l'autre. Quels étaient les antécédents de ce partisan du progrès, de cet interprète de l'avenir ? On ne se les rappelle que trop. Il sert un instant dans l'armée de Corse, se marie à vingt ans, dévore la dot de son épouse, s'endette, et son père, *l'Ami des hommes*, le fait interdire par sentence du Châtelet de Paris. Arrêté en Provence et enfermé au château d'If, transféré ensuite au fort de Joux, en Franche-Comté, il n'en sort que pour abuser de sa liberté. Il séduit Sophie Ruffey, seconde femme du marquis de Monnier, un président à la chambre des

Digitized by Google

comptes de Dôle; magistrat fort peu chanceux, puisque sa fille d'un premier lit avait été autrefois enlevée par un mousquetaire. Sophie se sauve avec Mirabeau en Hollande. Condamné à mort par contumace pour ce rapt, il est ramené en France et incarcéré au donjon de Vincennes, où il demeure de 1777 à 1780 : il écrit une traduction de l'*Histoire de Philippe II* d'après l'anglais de Watson, ses fameuses *Lettres à Sophie*, et un pamphlet *sur les Lettres de cachet et les prisons d'Etat*, où il avait le mérite d'être au courant de la matière. Libre, il s'efforce de rentrer en possession de l'épouse qu'il a délaissée, trahie et ruinée; il plaide sa cause en personne devant le parlement d'Aix, et la perd; Mme de Mirabeau obtient sa séparation. Des Mémoires judiciaires, où il persiflait son père, sa mère et sa femme; de froides plaisanteries sur son frère, des publications obscènes ou frivoles : le *Rubicon*, le *Libertin de qualité*, l'*Erotica-Biblion;* une brochure déclamatoire, où il désapprouvait hautement l'ordre de Cincinnatus, institué aux États-Unis par Washington, n'annonçaient guère en lui le Démosthène de l'Assemblée constituante.

C'est alors qu'il se heurta brusquement contre Beaumarchais; voici en quelles circonstances. Deux habiles mécaniciens, les frères Perrier, voulant distribuer plus facilement l'eau de la Seine dans tous les quartiers de la capitale, avaient, à l'imitation de celles qui existaient à Londres, établi des pompes à feu à Chaillot : une compagnie leur avait fourni des fonds au moyen d'actions de douze cents livres, qui, par suite des mystérieuses pratiques d'un agiotage effréné, étaient montées à quatre mille, quoiqu'elles ne rapportassent que le modique dividende de dix-huit francs par an. Toutes les valeurs ayant été l'objet de spéculations alternatives à la hausse et à la baisse, qui ne s'élevaient pas à moins de huit ou neuf cents millions, le gouvernement intervint, et elles tombèrent à plat, entre autres, les actions des eaux de Paris. Toutefois elles n'étaient pas assez dépréciées au gré des baissiers, et l'organe de ces derniers, Mirabeau, déclara une guerre acharnée aux frères Perrier. Beaumarchais, à son tour, se fit leur avocat intéressé; il attaqua en face l'adversaire des entrepreneurs, et son apologie renfermait plus d'une phrase de ce goût : « Dans trente ans, on rira des critiques de ce temps-ci, comme on rit des critiques de ce temps-là. Quand elles étaient bien amères, on les nommait des *Philippiques*. Peut-être, un jour, quelque mauvais plaisant coiffera-t-il celles-ci du joli nom de *Mirabelles*, venant du comte de Mirabeau, *qui mirabilia fecit.* » Le jeu de mots n'était ni des plus ingénieux ni des plus concluants : il n'en blessa pas moins le futur démagogue, qui répliqua par une diatribe enflammée, où, empruntant à Tacite une épigraphe injurieuse, il traçait du ca-

Digitized by Google

ractère et de la vie, des actes et des écrits de son rival le portrait le plus noir. Il terminait par cette péroraison remplie de feu et de fiel : « Pour vous, Monsieur, qui, en calomniant mes intentions et mes motifs, m'avez forcé de vous traiter avec une dureté que la nature n'a mise ni dans mon esprit ni dans mon cœur..., vous que je plains sincèrement d'avoir pu descendre jusqu'à prostituer votre plume déjà trop avilie..., croyez-moi, profitez de l'amère leçon que vous m'avez contraint de vous donner. Souvenez-vous qu'il ne suffit pas de l'impudence et des suggestions de cour pour terrasser celui qui a ses forces en lui-même et dans un amour pur de la vérité... Retirez vos éloges bien gratuits : car, sous aucun rapport, je ne saurais vous les rendre ; retirez le pitoyable pardon que vous m'avez demandé ; reprenez jusqu'à l'insolente estime que vous avez osé me témoigner ; allez porter vos hommages à vos semblables, à ceux qui, pour tout sens moral, ont de la vanité. Pour moi, qui ne connais d'autre mérite qu'un zèle ardent à servir la raison et la justice, qui ne trouvai jamais de talent que dans une forte persuasion, de noblesse que dans la bonne foi, de vertu que dans le courage utile, moi qui, pour tout vœu, n'aspire qu'à m'honorer, jusqu'au tombeau, de mes amis, de mes ennemis, je laisse à jamais vous, vos injures, vos outrages, et je finis ce *fatigant polémique*, qui vous laissera de longs souvenirs, en vous donnant à vous-même un conseil vraiment utile : *Ne songez désormais qu'à mériter d'être oublié.* » Il est clair que le tempérament avait autant de part que l'éloquence dans de semblables invectives ; Cicéron n'avait pas plus malmené Verrès ou Catilina : nous voilà un peu loin du point de départ, de la compagnie des eaux et du système des pompes à feu. Grimm, qui nous transmet ces paroles incorrectes, mais brûlantes, gémissait à juste titre de ces misérables escarmouches, que nous voyons se renouveler si souvent aujourd'hui. Il refusait, sinon toute considération, du moins toute sympathie à ces *condottieri* littéraires qui envenimaient leur plume et la transformaient en stylet. Il n'a point manqué pourtant d'indiquer, pas à pas, la marche bizarre de cet ardent publiciste qui sera bientôt le plus puissant des orateurs. Il nous signale : sa mission occulte à Berlin ; sa brochure ampoulée contre Cagliostro et Lavater, qu'il métamorphosait assez singulièrement en créatures et en agents des jésuites ; sa *Lettre remise à Frédéric-Guillaume II, le jour de son avénement au trône*, lettre qui le fit comparer à l'Arétin ; sept volumes dédiés à son père et relatifs à la *monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, ainsi qu'à la situation des principales contrées de l'Allemagne ; son *Histoire secrète de la cour de Berlin*, grossier libelle, désavoué plus tard par lui, réfuté par le baron de Trenck et composé des rapports

Digitized by Google

qu'il envoyait sous main au ministère français. Si ces divers productions étaient médiocrement estimables, elles attestaient assurément le naturel passionné et la verve impétueuse de leur auteur. Cela nous explique de reste comment, en avril 1789, au moment où allait éclater le plus redoutable des cataclysmes politiques, les oisifs se divertissaient d'une charade ainsi conçue : « Monsieur de Lauraguais est ma première; M. de Rivarol est ma seconde; M. de Mirabeau est les deux et mon tout. » Le mot de cette charade, qui frappait un triple coup, était *fou-gueux*. Hélas ! ce n'est pas toujours des sources les plus pures que découle le torrent des révolutions !

Ce vigoureux athlète, qu'une mort prompte et étrange enlèvera dans toute la plénitude de sa force, dans toute la maturité de son génie, était déjà, en somme, le même que celui qui devait, au bout de si peu d'années, avec l'énergie la plus entraînante, réclamer l'inviolabilité des députés, l'éloignement de l'armée, la formation des gardes nationales, la constitution de la dette publique, la confiscation des biens du clergé, la destruction des priviléges féodaux ; que celui qui, ayant tout ébranlé, rêvera en vain de tout raffermir ; que celui qui essayera de modérer un peuple qu'il a soulevé, de sauver un roi qu'il a perdu, et qui succombera, haletant et épuisé, avant l'accomplissement d'une tâche impossible. Mais qu'il en était peu autour de lui capables de prévoir l'importance du rôle qui lui était réservé ! En avait-il lui-même un pressentiment bien net et bien sûr ? Et cependant les symptômes précurseurs de l'orage s'accumulaient ; le sol tremblait par intervalles et menaçait, en s'entr'ouvrant, de tout engloutir ; les heureux de la veille, les victimes du lendemain savouraient en aveugles les ivresses et les illusions de l'heure présente. A la fin de juin 1786, Louis XVI quitta sa cour pour faire en Normandie un de ces voyages princiers qui abusent si facilement les monarques, parce qu'ils y voient tout en beau et n'y marchent que sur des fleurs. A Houdan, les femmes du peuple l'embrassent ; à Laigle, il dîne à l'auberge et la maîtresse du logis lui saute au cou ; à Falaise, cinquante jeunes filles vêtues de blanc l'inondent de roses. Il est reçu par le duc et la duchesse d'Harcourt en leur château, et on laisse les paysans du voisinage assister ébahis au festin royal. A Caen, il passe des revues ; il fait grâce à des déserteurs ; on lui présente les clefs de la ville en or et en argent avec cette devise en latin : « A quoi bon des clefs quand les cœurs sont ouverts ? » Une foule immense s'enroue à crier : Vive le roi ! A Cherbourg, au bruit des canons, il visite le port, les fortifications, les vaisseaux de l'escadre. A sa rentrée à Caen, cinquante jeunes gens, en uniforme et ceints d'une écharpe, accourent, musi-

Digitized by Google

que en tête, afin de dételer ses chevaux et de traîner sa voiture à l'Hôtel de Ville. Aux grenadiers qui repoussent les curieux il s'empresse de dire, ainsi qu'il l'a fait à Valogne : « Laissez-les approcher : ce sont mes enfants. » Enfants terribles, sinon ingrats, qui, sept ans après, battront des mains en apprenant que sa tête découronnée a roulé au fond du panier sanglant ! Il traverse à pied les rues, parcourt en bateau les rivières qu'on travaille à rendre navigables, dote des orphelins, secourt des indigents, sème l'or dans des paroisses dévastées par la grêle. Enfin son âme candide tressaille d'une joie vraiment patriarcale ; il se croit, de bonne foi, le père de ses sujets, et à la reine, restée à Versailles, il écrit : « Vous serez, j'espère, contente ; car je ne crois pas avoir fait encore une seule fois ma grosse voix. » Sa grosse voix sera couverte prochainement par les murmures des opposants, étouffée sous les mille clameurs de l'émeute. Déjà l'on ne s'entretient plus que de l'assemblée des notables qui va se réunir ; il n'y en avait pas eu depuis celle qui fut tenue aux Tuileries en 1626, à la moitié du règne de Louis XIII, et dont l'unique résultat avait été d'accroître la puissance du cardinal de Richelieu. Il s'agissait actuellement d'abolir plus de cinquante millions d'impôts dont les citoyens les plus nécessiteux étaient accablés, de mieux répartir les charges financières, de diminuer les frais de perception, d'améliorer les gabelles, de supprimer les douanes intérieures, de mettre en équilibre les recettes et les dépenses : magnifique programme, auquel le fameux *Compte rendu* de Necker avait servi de prologue et qui aura toujours de l'à-propos pour les peuples ! Les frondeurs ne s'en donnèrent pas moins carrière ; on colla sur les murs des affiches, où l'on annonçait que la grande troupe royale se proposait d'offrir au public trois comédies : les *Fausses apparences*, les *Dettes* et les *Méprises*. Ce fut un débordement de lazzi, de couplets et de caricatures. Sur l'une d'elles étaient dessinés trois superbes matous, figurant les trois ordres, et près d'eux des animaux de toute espèce, décorés de mitres, de rochets, de croix, de cordons et préparant *de la bouillie pour les chats*. Une autre montrait un gros fermier au milieu de sa basse-cour, remplie de poules et de dindons, et au bas on lisait ce court dialogue :

« LE FERMIER : Mes bons amis, je vous ai rassemblés pour savoir à quelle sauce vous voulez que je vous mange,

» UN COQ (*dressant sa crête*) : Mais nous ne voulons pas qu'on nous mange !

» LE FERMIER : Vous vous écartez de la question. »

Ces facéties faisaient merveille ; de tout temps, la nation française, et spécialement la population parisienne, ne s'est-elle pas crue la plus spirituelle et la plus amusante du globe ? Ces deux

Digitized by Google

éminentes qualités, une sombre période de délire et de terreur allait tant soit peu les compromettre. Des problèmes, qui certes étaient graves et qui semblaient urgents (ils ne sont pas encore tous résolus maintenant, après trois quarts de siècle), étaient agités chaleureusement. Condorcet examinait le droit que les femmes peuvent avoir d'être citoyennes, électrices, éligibles à la plupart des emplois. Volney retournait sous toutes les faces la question d'Orient, posée dès lors entre les Turcs, les Russes et le reste de l'Europe. Sans administration, sans revenus, sans armée, l'empire ottoman, disait-il, penchait vers sa ruine ; le pouvoir des czars, au contraire, s'étendait de plus en plus. La race musulmane sera donc refoulée en Asie, et la Russie plantera son drapeau à Constantinople. Comment la France s'indemnisera-t-elle de cette extension d'une puissance rivale? Sera-ce en s'emparant de l'Egypte, colonie onéreuse et malsaine, qui absorberait son argent et décimerait ses soldats? Un ancien consul général de France à Smyrne, Peyssonel, réfutait les démonstrations de Volney par des arguments opposés, et il affirmait, en 1788, la vitalité de ce prétendu cadavre, qu'en 1868, malgré l'envie qu'on en a, on n'a pas encore réussi à enterrer. Rivarol, l'auteur satirique du *Petit almanach de nos grands hommes*, adressait à Necker, qui avait publié un livre sur l'*Importance des idées religieuses*, deux lettres où il discutait le déisme, justifiait le système d'Epicure, prêchait la morale naturelle, indépendamment de toute secte et de tout culte, et s'efforçait d'attribuer au christianisme des origines purement humaines. A l'heure qu'il est, on nous redonne tout cela comme inédit : rien n'est nouveau sous le soleil.

Ce qui était nouveau alors cependant, ou du moins renouvelé après un long intervalle, ce fut la convocation pour 1789 des états généraux, dont tour à tour l'opinion publique se réjouissait ou s'alarmait par avance. Un ancien jésuite, le Père Cérutti; un médecin de Paris, le docteur Guillotin, bien connu ensuite pour avoir enrichi la langue d'un terme de plus; le littérateur Lacretelle; l'avocat Target; le marquis de Cazaux ; l'abbé Sieyès, grand vicaire de Chartres, développèrent dans des brochures à effet les avantages incontestables du régime constitutionnel, les conditions légitimes de la représentation nationale, et même l'hypothèse, très réalisable selon eux, du suffrage universel. La *Sentinelle du peuple*, imprimée en Bretagne, battait en brèche les prétentions de l'aristocratie. Depuis la patriotique réunion du château de Vizille, le Dauphiné était en ébullition et messieurs du tiers état s'y mêlaient de raisonner. Un hobereau s'était écrié un jour : « Songez à tout le sang que la noblesse a versé dans les batailles! » Un bourgeois osa se lever et répondre : « Et le sang du peuple, versé en même temps,

Digitized by Google

était-il de l'eau ? » Encore un peu de temps, et ce sera le peuple qui versera comme de l'eau le sang des nobles ! Tout le monde ne prenait pas les choses tellement au sérieux : le comte de Rivarol, quoique issu de prolétaires, bafouait par un pamphlet malin les innovations projetées, et le vicomte de Ségur, soupant chez le baron de Besenval, improvisait la harangue suivante, pastiche assez plaisant du jargon parlementaire : « Sire, vos enfants... le peuple... la nation... vous êtes son père... la constitution... la puissance exécutrice dans vos mains... la puissance législative... l'équilibre des finances... la gloire de votre règne... l'amour de votre peuple... Sire, le crédit... les fondements de la monarchie ébranlée... tout concourt... tout rassure... et votre équité... les yeux de l'Europe étonnée... l'esprit de sédition détruit... les larmes de vos peuples... la postérité... abondance... gloire... patriotisme... abus du pouvoir... clergé... noblesse... tiers état... sublime effort... vertu... confiance... le siècle éclairé... l'administration... l'éclat du trône... la bienfaisance si rare... les siècles à venir... sagesse... prospérité... Voilà les vœux de votre royaume... puissante réunion d'une nation importante... époque à jamais mémorable... éclat de votre couronne et bénédictions... les vertus de Louis XII, la bonté de Henri IV... Sire, 12 et 4 font 16 ! »

Si la conclusion du discours était inattaquable, les prémisses en étaient peut-être assez vagues ; mais elles faisaient rire ; et c'était autant de gagné sur l'épidémie de gravité anglo-américaine qui était *en train* d'envahir la France. Avec ses idées, ses habitudes et, si l'on veut, ses préjugés, Grimm explique à sa façon les nombreuses causes de la transformation radicale qui s'apprête : ce sont, à l'en croire, l'émancipation rapide des esprits, l'abaissement des hautes classes, les réclamations des parlements, l'épuisement des finances, les mauvais choix ministériels et administratifs. Il croit au progrès ; mais il déteste les excès ; il craint les funestes conséquences du fanatisme politique : le char une fois lancé en avant, il tremble qu'il se roule vers l'abîme. Comment, se demande-t-il, concilier les mœurs d'une nation si vive, si susceptible, si mobile, avec la froide raison, les résolutions énergiques et constantes, l'austérité de principes qui conviennent à une démocratie ? Pour vouloir faire de trop grands changements, à la fois sans égards et sans mesure, ne court-on point le risque d'une subversion générale ? Le joug des lois ne paraîtra-t-il pas aussi pesant que celui de l'autorité ? N'a-t-on pas remarqué cent fois que les Français ne peuvent souffrir ni d'être entièrement libres ni d'être tout à fait esclaves, en sorte qu'une monarchie tempérée et libérale semblerait le gouvernement le mieux approprié à leur caractère et à leurs tendances. Le scrupuleux écrivain

Digitized by Google

ne néglige jamais de communiquer aux princes, qui sont ses correspondants, les détails de ces bruyants épisodes qui vont désormais se succéder si promptement et qui formeront, au jour le jour, l'histoire de la Révolution. Il leur dépeint minutieusement l'ouverture des états généraux, et c'est presque d'un ton ému qu'il commence sa narration : « C'était sans doute un assez beau spectacle que celui qu'on vit à Versailles, le mardi 5 mai, et, quelque différent qu'il soit de tous ceux dont nous avons l'honneur de vous entretenir habituellement, l'impuissance où nous nous sentons de faire un tableau digne de la majesté du modèle ne nous fera point renoncer au désir de vous en présenter une légère esquisse, sûr au moins qu'elle aura le mérite de la plus exacte vérité. » Là-dessus il décrit le spacieux local où se tient l'assemblée, l'affluence des assistants, l'entrée de la cour et des fonctionnnaires, les costumes des divers ordres, les applaudissements prodigués, lorsqu'ils défilent, aux députés du Dauphiné et de la Provence ; à Mirabeau, qui s'était contenté de l'habit noir des plébéiens, du manteau court, de la cravate de mousseline et du chapeau relevé de trois côtés, sans ganse ni bouton ; au duc d'Orléans, qui avait, comme les autres gentilshommes, le manteau noir bordé d'un parement d'étoffe d'or, la veste analogue au parement, les bas blancs, la cravate de dentelle, le chapeau à plumes blanches retroussé à la Henri IV ; à Necker, qui, bien que puritain, portait un habit de ville ordinaire, mais parsemé d'une pluie d'or sur un fond cannelle, avec une riche broderie à paillettes. L'arrivée du roi et la lecture de son discours sont saluées par d'unanimes acclamations. On avait employé deux heures à prendre ses places ; on en passe plus de trois à écouter une allocution du garde des sceaux et un rapport du directeur général des finances. Les cris de : Vive le roi ! Vive la reine ! mille fois répétés, tandis qu'on reconduit leurs Majestés au château, marquent la fin de cette auguste cérémonie, d'où doit dater une ère nouvelle.

Qui aurait eu, en cette journée, le don de prophétie aurait pu discerner dans les rangs pressés de ces spectateurs plus d'un inconnu réservé par la Providence à d'étranges destinées, plus d'un membre de la génération vigoureuse qui allait remplacer celle-ci. Notez que ces futurs dictateurs du pays s'attardaient encore à cultiver les Muses et à fêter les Grâces. Un jeune homme rimait en vingt chants et en vers de dix syllabes un poème folâtre et licencieux intitulé *Organt* et imité du *Roland furieux* de l'Arioste ou plutôt de la *Pucelle* de Voltaire. Sa préface tenait en une ligne : « J'ai vingt ans, j'ai mal fait, je pourrai faire mieux. » Ce jeune homme s'appelait Saint-Just ; s'il fit mieux dans la suite, nous le savons. L'avocat Robespierre s'était essayé en littérature, et le médecin Marat en

Digitized by Google

philosophie. Laclos et Louvet avaient écrit les deux romans cyniques des *Liaisons dangereuses* et de *Faublas ;* Olympe de Gouges donne au théâtre son drame de l'*Esclavage des nègres ;* Ronsin sa tragédie de *Louis XII ;* Fabre d'Eglantine son *Philinte de Molière*, qui fait suite au *Misanthrope ;* Collot d'Herbois son *Paysan magistrat*, tiré de l'*Alcade de Zalaméa* par Caldéron. Si elle a jamais des maîtres aussi lettrés, aussi avides de poésie, aussi enclins au sentiment, la France trop fortunée verra renaître pour elle cet âge d'or rêvé jadis par Platon, où les rois seraient philosophes, où les philosophes seraient rois. Ces beaux jours n'en sont qu'à leur aurore : le 14 juillet, la Bastille est prise ; le 21, Foulon et Berthier sont massacrés ; le 30, Necker marche en triomphe vers l'hôtel de ville. Sa femme et sa fille le suivent ; Bailly et la Fayette l'escortent : ce ne sont de la part des personnes présentes que cris d'admiration et larmes de joie. Suffoqué par l'émotion, le ministre en est réduit à la pantomime : dix fois, nous dit Grimm, il lève ses regards au ciel, étend les bras et semble jeter au peuple ce cœur qui ne bat que pour lui. Néanmoins, à cette contagion de l'attendrissement civique, à ce réveil d'une nation si longtemps opprimée et chez laquelle ces accès d'enivrement étaient bien pardonnables, quelques-uns affectaient de rester insensibles, plusieurs même se montraient hostiles. Pendant qu'on imprimait les Mémoires de l'ancien prisonnier Latude *sur le despotisme dévoilé*, pendant que Prudhomme, Charpentier, Loustalot, racontaient la démolition de la Bastille, Rivarol et Champcenetz, dans leur *Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution, par un citoyen actif, ci-devant rien*, raillaient ces vainqueurs déguenillés, qui, poussés en dessous par des chefs ambitieux, avaient héroïquement enfoncé des portes ouvertes et renversé des invalides. Cérutti signalait les dangers de l'effervescence publique et dénonçait le Palais-Royal comme une caverne d'Eole, d'où s'échappaient tous les orages. Peltier, qu'on supposait familiarisé avec les guinées de l'Angleterre, flagellait trois démagogues titrés, le duc d'Orléans, le marquis de la Fayette et le comte de Mirabeau, sans en oublier d'autres moins bien nés, tels que Target, Sieyès et Tallien, dans des pamphlets contre-révolutionnaires en vers et en prose, principalement dans ses *Actes des apôtres*, où mainte vérité se glissait à travers les médisances et les outrages. La *Galerie des Etats généraux*, satire anonyme en deux tomes ; des articles hardis du journaliste Suleau ; des chansons injurieuses contre Philippe-Egalité, contre Choderlos de Laclos, son Pylade, et contre Mme de Buffon, son Egérie ; des épigrammes de Rulhière à l'adresse de La Harpe et de Chamfort, ces démocrates du surlendemain, entretenaient les vieilles traditions de l'ironie et de la gaieté françaises. Le

Digitized by Google

royaliste Bergasse, à qui l'on avait, en 1788, attribué la *Cour plénière, héroï-tragi-comédie, chez la veuve Liberté, à l'enseigne de la Révolution*, ébauchait à Petit-Bourg, chez la duchesse de Bourbon, à la fin de 1789, une bouffonnerie dont voici le titre : *la Journée des dupes, pièce tragi-politi-comique, représentée sur le Théâtre national par les grands comédiens de la patrie.*

Qu'était-ce que ces notes discordantes au milieu de l'harmonie universelle? On reprenait à la scène le *Guillaume Tell* et le *Barneveldt*, de Lemierre, non pas pour leur mérite intrinsèque, mais parce qu'il y était question de patriotisme et d'indépendance. On jouait force ouvrages de circonstance, propres à exalter les imaginations et à réchauffer le zèle des citoyens. Ce mouvement dépassait nos frontières et gagnait les étrangers, que nos violences et nos victoires n'avaient pas encore doublement froissés. En 1790, Grimm se rend à Londres; il y trouve Pitt surveillant nos démarches, Edmond Burke maudissant nos désordres politiques et encensant les vertus de Marie-Antoinette. Par compensation, il regarde, étalées à tous les vitrages des libraires, des gravures retraçant l'avénement de notre liberté, et il voit représenter en trois endroits, chez Astley, à Sadlers-Wells et au Royal-Circus, la *Prise de la Bastille*, avec l'exhibition obligée des squelettes des captifs dans des cages de fer, avec nos chants nationaux et une apothéose finale. L'Allemagne nous était autrement sympathique que l'Angleterre. Grimm mentionne une brochure, envoyée de Paris à un prince allemand, sous forme d'épître, par le fameux baron prussien Jean-Baptiste de Clootz, dit Anacharsis, sans-culotte cosmopolite qui avait déjà rédigé, en vue de la postérité, la *Certitude des preuves du mahométisme*, l'*Alcoran des princes*, les *Vœux d'un Gallophile*, et il ajoute ces mots : « Il serait difficile de peindre avec plus d'enthousiasme toutes les béatitudes dont la capitale jouit dans ce moment. Pour achever de séduire son illustre correspondant, il lui promet qu'aux Jacobins, dans ce club des francs amis de la constitution, il trouvera son cousin, le prince de Hesse, que nous appelons le *citoyen Hesse*, assis entre son tailleur et son cordonnier. En effet, après ce rare bonheur, que désirer encore? » Nous voilà parvenus à la fusion des classes, à la suppression des inégalités, à la solidarité humaine. Aussi, vers la même date, un Allemand, M. de Vogt, expédiait-il de Hambourg à un Français, le chevalier de Bourgoing, une lettre fraternelle où il lui apprenait qu'aux environs de cette ville quatre-vingts individus des deux sexes venaient de solenniser la fête de la Fédération, en même temps que les Parisiens la célébraient au Champ de Mars. D'après ce récit, les dames de Hambourg avaient sur des robes blanches des ceintures et des cocardes tricolores; on

Digitized by Google

tira le canon, on entonna un chant guerrier. M. Klopstock, *ce bon vieillard* qu'on surnomme le *Milton germanique*, a récité, en pleurant d'allégresse, deux odes sublimes; le docteur Reimarus a débité un discours simple, mais énergique; on a dansé, dîné, bu, chanté, puis dansé de nouveau. Cet intéressant compte rendu se terminait ainsi : « Nous avons formé un club ; nous nous rassemblerons le 14 de chaque mois ; dans ces séances, le président fera l'*historique des progrès de la philosophie pendant le mois précédent;* nous réunirons les journaux et les ouvrages nécessaires pour cet objet. Ce sera peut-être encore quelques années *Vox clamantis in deserto;* mais le temps de l'Allemagne arrivera, et peut-être est-il à désirer qu'il n'arrive pas avant que les lumières aient rendu ces contrées dignes de la liberté. »

XII

UN DERNIER MOT

A quatre mois et à cent pages près, c'est sur cette curieuse citation d'un de ses compatriotes que se ferme la correspondance de notre baron bavarois. Epouvanté par des indices qui chaque jour devenaient plus menaçants, il quitta subitement la France, qu'il avait habitée si longtemps, si vivement aimée, jugée si finement. Ce dix-huitième siècle, où il avait tenu agréablement sa place, était en réalité fini ; cet ancien régime, qui ne lui déplaisait pas de tout point, était mort condamné. Quoiqu'il ait survécu dix-sept ans à cette rénovation féconde, attristée par d'effroyables catastrophes, il laissa désormais la parole aux événements, trop forts à raconter pour sa voix enjouée et légère, et il garda prudemment ses opinions en lui-même. En dépit des torts affreux que Rousseau lui prête et de ceux qu'il peut avoir eus, ce n'était pas, au demeurant, un méchant homme : ce fut, en outre, un homme très spirituel, à une époque où l'esprit était compté pour un mérite et respecté comme une puissance. Ce que personne ne contestera, c'est qu'il a été un des témoins les plus clairvoyants et un des peintres le plus fidèles de cette société mêlée de bien et de mal, de grandeur et de petitesses, de nobles aspirations et de funestes défaillances, dont, après tout, la sienne est directement issue. Il y a là un héritage que nous n'avons nullement le droit de répudier : seulement acceptons-le sous béné-

Digitized by Google

fice d'inventaire. Repoussons l'irréligion de nos devanciers ; car elle est glacée et dessèche l'âme; mais haïssons autant qu'eux l'hypocrisie et le fanatisme. Renonçons à leurs vaines agitations, à leurs révolutions sans but ou sans trêve; mais, à leur exemple, poursuivons jusqu'au bout les radieuses espérances de la liberté et du progrès. Reconnaissons et blâmons leur scepticisme, leur penchant au sarcasme, leur corruption, qui du moins ne se compliquait pas de mensonge et d'astuce, leur frivolité, qui les poussa les yeux fermés au précipice. Mais, en évitant leurs erreurs, en profitant de leurs services, rendons hommage à leurs efforts et à leur génie. Il leur sera beaucoup pardonné par l'histoire, parce qu'ils ont beaucoup aimé trois grandes choses pour lesquelles Dieu nous a créés et sans lesquelles ce ne serait guère la peine de vivre : la justice, la tolérance, l'amour de l'humanité.

A. Philibert Soupé.

Digitized by Google

DEUX MOIS EN ESPAGNE

DEUXIÈME PARTIE

MADRID. — LE PALAIS ROYAL ET LES CASERNES. — LE PRADO. — LE MONUMENT DU DOS-DE-MAYO. — LA POPULATION. — NUESTRA SENORA DE ATOCHA. — LE MUSÉE, VELASQUEZ, MURILLO, ZURBARAN. — LA CHAPELLE SAN-ANTONIO ET GOYA. — LE BUEN-RETIRO ET QUELQUES MONUMENTS. — LES HABITATIONS. — JUILLET 1866. — UNE COURSE DE TAUREAUX. — LA SOCIÉTÉ DE MADRID.

I

« Madrid, princesse des Espagnes,
» Il court par tes mille campagnes,
» Bien des yeux bleus, bien des yeux noirs,
» Bien de petits pieds tous les soirs !... »

Voilà la poésie, voyons la réalité. Il y avait six mois qu'il n'avait plu à Madrid quand j'y arrivai, au commencement d'avril. Dire sous quel nuage de poussière fine s'ensevelissaient les carrosses de toute forme, de toute couleur, dont la cour de la gare était pleine, est chose impossible. Des bandes de mules piétinaient sur la route, au milieu du bruit et des cris, au milieu des torrents de cette poussière aveuglante. Le soleil dardait des rayons secs et ardents; on eût dit que tout allait prendre feu. L'ayuntamiento de Madrid venait

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 15 octobre 1868.

Digitized by Google

de décider que, pour obtenir de la pluie, on promènerait en grande pompe, dans les rues, la statue et, je crois, les reliques de san Isidro, le patron de la ville. Ce trait suffit déjà à peindre l'esprit espagnol. C'est comme si, en une circonstance analogue, le conseil municipal de Paris ordonnait, de son chef, une procession et la promenade, à travers les rues, de la châsse de saint Denis. Que le clergé ordonne ces processions, c'est son droit, et il n'y faut pas contredire ; mais que l'administration civile de la capitale prescrive des manifestations religieuses, n'est-ce pas un singulier empiétement du pouvoir civil sur le pouvoir religieux? une étrange confusion de devoirs et d'attributions? San Isidro, en conséquence de cette décision, je le dis tout de suite pour n'y plus revenir, fut promené par les rues et les places ; on pria, on chanta, on invoqua, et il ne plut point. Pas le moindre nuage, pas la moindre goutte d'eau pendant le cours d'un mois. Ce ne fut que plus tard, à la mort de Narvaez et le jour de ses funérailles, que le ciel se couvrit et que des torrents d'eau inondèrent la capitale de l'Espagne. Y avait-il là un présage pour la royauté? Nous ne savons ; mais tout le monde sentait que le ciel des Bourbons s'assombrissait et que l'avenir était chargé d'orages.

Donc, tout était sec et poudreux. Quand je fus sorti du nuage qui m'enveloppait, deux casernes se découvrirent à ma gauche et le palais de la reine à droite, chacun sur une éminence. Voilà donc l'appareil des monarchies modernes : le soldat, le roi ! Il y aussi, dans les Etats catholiques, le prêtre, mais les presbytères sont moins immédiatement en évidence. Des casernes, il n'y a rien à dire, car les casernes ont la même architecture partout : ce sont de vastes bâtiments percés d'étroites fenêtres, lourds et moroses.

Le palais royal est admirablement situé sur une colline qui domine le Mançanarès et d'où la vue s'étend au loin à travers la plaine monotone et grise jusqu'à la Guadarrama et la Somosierra, qui profilent à l'horizon leurs crêtes neigeuses. On gravit une route en rampe le long des murs de ce palais, murs tout criblés de balles et de biscayens, attestant combien fut tourmentée la royauté d'Isabelle, et l'on entre à Madrid par la place del Oriente. Cette place, plantée d'assez beaux arbres, commande la façade du palais du côté de la ville et nuit à son effet ; mais, comme elle repose le regard par une verdure assez luxuriante et verse un peu d'ombre aux promeneurs, on lui pardonne sans peine cet inconvénient. La façon dont la ville se présente dès qu'on a pénétré dans le dédale de petites rues qui entourent la place, a quelque chose qui choque et attriste. Est-ce bien là Madrid, la capitale de l'Espagne ? Est-ce bien là le palais de ces rois fiers et sombres ? Ce palais n'a de beau que sa situation, de

Digitized by Google

grand que son étendue! Point de caractère. Il est éclatant de lumière, car le soleil tombe à plat sur ses murs jaunâtres. Les rues à travers lesquelles roule la voiture sont étroites ; les maisons, pour la plupart peintes en jaune ou en rose, élevées de quatre étages, percées de fenêtres ornées de persiennes vertes, voilà pour la couleur locale. Les hommes qu'on aperçoit sur les trottoirs sont généralement enveloppés de longs manteaux ; les femmes, presque toutes en robe à traîne, et quelle traîne? ont sur la tête un voile ou une mantille. A cela seul on reconnaît qu'on est en Espagne ; pour le reste, ce pourrait tout aussi bien être la Belgique. Il y a certainement en Belgique des villes plus espagnoles que Madrid, Bruges, par exemple.

On arrive à la Puerta del Sol, la fameuse Puerta del Sol ; de porte, point ; on ouvre de grands yeux et on voit de belles maisons, à trois ou quatre étages, neuves pour la plupart, et qui ne diffèrent pas essentiellement de celles qu'on peut admirer à Bordeaux ou à Lyon. Un grand édifice carré, le ministère de l'intérieur, occupe un des côtés de cette place ; pour le reste, des hôtels, des cafés et des industriels en foule. C'est le cœur de Madrid ; la population afflue en cette espèce de *forum* où l'on entend, du matin au soir, discuter avec une extrême vivacité sur les affaires publiques. Ce n'est pas autre chose qu'un vaste et brillant carrefour où viennent converger les principales rues de Madrid, un lieu de passage forcé; on y aboutit de partout, et de même que les veines ramènent forcément le sang au cœur, on n'a qu'à se laisser aller dans les rues de Madrid, on reviendra toujours à la Puerta del Sol. C'est très commode pour les étrangers, qui, presque tous, demeurent dans les hôtels du voisinage et qui de la sorte n'ont point à se préoccuper de leur chemin.

Mais l'Espagne, la vieille Espagne, sévère et digne, fière et hardie, telle qu'on nous l'a tant de fois montrée, je la cherchais toujours. Je voyais là une jolie ville, assez gaie, vivante, rien de plus. Devant le ministère, des officiers, assis en cercle sur le trottoir, dans une tenue irréprochable, devisaient, pendant qu'une population de mendiants se chauffaient, auprès d'eux, le long du mur, au soleil, enfouis dans leurs capas trouées et leurs chapeaux pointus. Ces mendiants seuls et quelques femmes à la tournure de gazelles, traînant à leur suite une longue robe, l'éventail à la main, le front demi-caché sous un voile, me révélaient l'Espagne. Le reste eût pu se voir partout ailleurs, surtout ces petits messieurs habillés comme des gravures de modes, le cou étranglé dans des cravates vertes ou d'un rouge vif, qui jurent violemment avec l'idée que nous nous faisons de ces graves et nobles Espagnols. En vérité, les mendiants et les pauvres ont seuls la tradition.

Après la Puerta del Sol, c'est le Prado qui vous attire, c'est le

Digitized by Google

Prado qu'il faut voir. Ce nom seul fait tressaillir la fibre de l'étranger. Il était six heures quand, par la calle de Alcala, j'y fis mon entrée. C'est une espèce de boulevard extérieur, à l'est de la ville, de deux kilomètres de long à peu près, s'étendant de la porte de Atocha aux Récollets, le long du jardin zoologique et du *Buen-Retiro*. Quatre rangées d'arbres assez beaux y versent leur ombre ; l'arrosement de ces arbres se fait au moyen de petits fossés garnis de briques qui vont de l'un à l'autre et dans lesquels l'eau circule librement. La partie du Prado comprise entre la Carrera san Jeronimo et la calle de Alcala se nomme le Salon. Là, il y a moins d'arbres, deux rangées seulement, et c'est précisément cet endroit, le moins beau, que la fashion, si pleine d'intelligence en tous pays, a adopté pour la promenade à la mode. Quatre ou cinq fontaines jaillissantes entretiennent un peu de fraîcheur en ces allées.

Le Salon du Prado me paraît assez bien nommé, en raison de sa destination. A l'heure où j'y arrivai, il était envahi par une multitude de promeneurs des deux sexes. Quelques rangées de chaises en fer où se reposait la vieillesse, et, dans la principale allée, des groupes pressés, marchant à pas comptés, presque solennellement. Les hommes sont vêtus à la parisienne ; les femmes portent des robes longues ; peu de robes courtes, point du tout de ce qu'on imagine être, chez nous, le costume espagnol. Le peu de jupes courtes que je vis étaient à la mode actuelle, à l'instar de Paris, que l'univers entier copie et qu'on imite, sans dérober toujours le secret de l'élégance. Il faisait doux, chaud même. En cette saison, la plus grande partie des femmes n'ont aucun vêtement par-dessus leur longue robe, de sorte que leurs formes apparaissent dans toute leur grâce ; leur tête est couverte d'un voile léger qui flotte au souffle de la brise autour des épaules. Des gants frais, une main mignonne et un éventail qui s'agite comme un papillon au bout de ces doigts effilés. Le spectacle est ravissant ; les hommes, avec leurs habits étriqués, le gâtent. Combien le sombrero classique et la capa iraient mieux !

En général, les femmes sont belles, ou du moins gracieuses et souriantes, mais d'un sourire sans grande gaieté. Les cheveux, les dents, les yeux, les pieds, les mains sont admirables. Comme elles ont raison de ne rien cacher de tout cela, et comme elles feront bien de revenir aux robes courtes, qui font ressortir toute la richesse de galbe d'une jambe fine et d'un pied cambré, d'un pied d'enfant. Elles s'en vont ainsi, par groupes, d'un bout du Salon à l'autre; puis elles reviennent, balayant de leur traîne ce sol uni, propre, où le pied mignon se pose comme sur un tapis ; elles saluent d'un regard, d'un signe, du bout de leur éventail quelqu'un qui passe, un ami ;

Digitized by Google

peu d'entre elles sont au bras d'un homme ; ce n'est point la coutume en Espagne que les hommes donnent le bras aux femmes ; les couples qui s'en vont ainsi sont des provinciaux ou des étrangers. C'était, avec la richesse et l'élégance en plus, ce que j'avais vu sur l'Espolon, à Burgos.

Sur la chaussée les équipages circulent ; beaucoup sont attelés de mules aux longues oreilles et aux formes disgracieuses. En somme, il n'y a rien là de vraiment élégant, ni d'original. La toilette des femmes, la figure brune et énergique de quelques hommes, mais surtout les mendiants, superbement drapés dans leurs manteaux troués, vous font seuls apercevoir que l'on n'est plus en France. Il ne faut point s'en étonner. Depuis que les moyens de transport, devenus si prompts, si faciles, ont permis des communications presque journalières entre toutes les capitales de l'Europe, il se fait nécessairement une espèce de fusion de mœurs, de coutumes, de costumes et de langage. Le pittoresque en souffre, sans doute ; mais qui oserait affirmer que, d'autre part, on n'y gagne point en se connaissant mieux, en s'appréciant davantage et en fondant ainsi les bases d'une paix durable, seule source de bien-être pour les nations ? Plus les peuples se connaîtront, plus ils se formeront une somme d'idées communes sur les choses essentielles, et plus on aura de chance d'éviter entre eux ces conflagrations sanglantes qui naissent de l'ignorance et engendrent la défiance et la haine. Que peut peser, à côté de tels avantages, une question de pittoresque et de vêtement ? Peu de chose, assurément !

II

Ces réflexions sont à leur place justement au Prado de Madrid, où l'on rencontre un monument que tout Français ne devrait considérer qu'avec tristesse, parce que l'événement qu'il rappelle n'est point à la louange de la France ou plutôt du gouvernement qui, au commencement de ce siècle, l'avait lancée en ces glorieuses et sanglantes aventures que l'on connaît. C'est un obélisque élevé sur un cippe de granit ; on le nomme le monument du *Dos-de-Mayo*, du Deux-Mai. C'était en 1808 ; Napoléon régnait ; Iéna lui avait donné la Prusse ; l'Autriche tremblait devant lui ; l'Italie était incorporée à la France ; il avait inoculé à notre pays cette fièvre épouvantable de gloire militaire qui énivre et affole les peuples et les mène, en dernier résultat, aux plus tristes désastres. La moitié de l'Europe était à ses pieds et ce n'était point assez, il voulait

Digitized by Google

toutes les puissances, toutes les couronnes. Il voulait l'Espagne aussi! Mais quel prétexte pour l'attaquer? Le vieux et faible Charles IV, allié docile, subissait toutes les volontés du maître. Napoléon, peu scrupuleux, songea à profiter des honteuses divisions qui existaient au sein de cette triste famille. Il envoya des agents à Madrid qui soufflèrent la discorde, excitèrent de plus en plus un fils criminel contre ce père sans énergie. La catastrophe d'Aranjuez amena l'abdication de Charles IV au profit de Ferdinand VII. Napoléon était à Bayonne tout prêt à profiter de ces dissensions. Pendant ce temps, en vertu d'un traité conclu à Fontainebleau, il faisait entrer, sous prétexte d'aller combattre les Anglais en Portugal, cent mille hommes dans la Péninsule, occuper les villes de la Catalogne et des Castilles; et un jour l'Espagne, sans déclaration de guerre se réveilla envahie et conquise.

Le vieux roi, poussé par des conseils perfides, accourut à Bayonne, avec la reine et son favori Godoy, pour y implorer la protection de l'Empereur qui, de son côté y attirait, sous des prétextes frivoles, Ferdinand VII, de telle sorte que, pendant que son armée occupait l'Espagne, lui, tenait dans sa main puissante toute la famille royale. On sait l'ardente agitation que cette intrigue souleva en Espagne, à Madrid surtout, que Murat révoltait par ses allures altières. Un soulèvement eut lieu; les Français usèrent du canon pour le réprimer; la junte intervint auprès du général, qui promit de faire cesser le feu si la foule voulait se disperser. On posa les armes; mais, bientôt après, les Français arrêtèrent en masse les citoyens qui circulaient dans les rues de la capitale; on les enferma dans les cours du ministère de l'intérieur; une commission militaire fut assemblée qui jugea sommairement et envoya ces malheureux à la mort. On les fusilla *par pelotons*, le long du mur du *Buen-Retiro*. C'était le 2 mai 1808, et le monument élevé à la place même où l'exécution eut lieu consacre la mémoire de cette horrible tuerie! Il fallait effrayer le peuple, on l'effraya; Madrid se tut; mais l'Espagne, pendant cinq ans, a parlé et frappé. Voilà la guerre, voilà à quels excès elle peut pousser un homme revêtu d'un pouvoir absolu, incontesté, dévoré d'une ardente ambition, et que les nations suivent en aveugles dans ces voies fatales. Chaque année, au 2 mai, on dit, tout autour de cet obélisque, des messes pour les victimes immolées à cette place. Les Français qui passent là songent, de leur côté, à leurs cent mille compatriotes massacrés en Espagne après ce jour néfaste, et l'on voudrait que ces hécatombes humaines fournissent au moins un enseignement aux nations. L'aspect de monuments tels que l'obélisque du Deux-Mai et du lion de Waterloo devrait faire réfléchir profondément, et au lieu d'exciter les peuples à la haine les

Digitized by Google

uns des autres et au ressentiment, les porter à comprendre, par le souvenir de leurs maux, les bienfaits de l'union, de la concorde et de la paix. Il en sera ainsi quand ils auront appris à penser, à agir par eux-mêmes, et ne remettront plus leurs destinées, sans contrepoids efficace et sérieux, entre les mains d'hommes que leur faiblesse ou leur ambition désordonnée peut entraîner en des actes insensés d'où naît la ruine. L'Espagne touche-t-elle à ce moment décisif? Il faut l'espérer pour elle. Ses destinées sont entre ses mains; maîtresse de disposer d'elle-même, d'assurer son avenir, l'instant est grave, la responsabilité lourde; elle a de grands exemples sous les yeux; si elle sait en profiter, elle est sauvée.

III

Quand on va visiter pour la première fois un pays étranger, il est naturel qu'on se soit imbu de toutes les particularités qui le concernent : histoire, civilisation, mœurs, coutumes, costumes, etc. Or, sans dire que ce soit un tort, il convient pourtant d'avouer que c'est une source de désappointements, du moins pour la première heure. On s'est fait une idée le plus souvent fausse ou exagérée, parce qu'elle repose sur des faits déjà éloignés, des descriptions du temps passé, des amplifications romanesques, des récits de voyageurs ignorants ou qui voulaient frapper pour paraître avoir bien vu. En sorte que, lorsqu'on arrive en un pays comme l'Espagne, que l'on s'est représenté d'après un ensemble d'événements dont la plupart sont déjà loin de nous, on est tout prêt à s'écrier : Ce n'est que cela? Ce serait, pourtant, à côté d'une opinion superficielle, émettre un jugement non moins superficiel. En y regardant de plus près, on trouve le caractère général de la nation, l'esprit particulier des habitants, on remarque des différences notables en toutes choses, et même l'aspect des villes vous apparaît tout autre qu'au premier abord.

Ainsi, le lendemain de mon arrivée, par un magnifique soleil, je me promenai dans Madrid pendant presque toute la matinée, au hasard, par les rues, et je fus bien forcé de constater qu'il y avait une extrême différence entre cette capitale et nos villes françaises. Toutes ces maisons singulièrement peintes à la détrempe, avec leurs balcons et leurs miradores d'un vert très vif, ces rues inondées de soleil, cette population même, composée de petits marchands, de commissionnaires venus de toutes les provinces, le plus grand nombre en costume national, tout cela ne manquait certes pas de caractère. Les Gallegos, qui sont les Auvergnats de l'Espagne; les Aragonais

Digitized by Google

et les Catalans tout chamarrés de broderies; quelques Andalous en veste courte, la poitrine entourée de leur ceinture de laine rouge, un foulard sur la tête, formaient un ensemble assez original. Et pourtant, Madrid est la ville de toute l'Espagne qui a le moins d'originalité. C'est une cité toute neuve. Il n'en est point question avant le Xe siècle, époque à laquelle Ramiro, le roi des Asturies, s'en empara sur les Maures, qui y avaient établi une forteresse, et encore doute-t-on s'il s'agit véritablement de Madrid puisque ce nom dans les chroniques est écrit Magerit. Alphonse VI la conquit définitivement cent ans plus tard, et depuis lors la possession en resta aux rois chrétiens. Mais la ville ne prit de véritable importance que sous Ferdinand et Isabelle ; Charles-Quint y séjourna et c'est Philippe II seulement qui, déterminé sans doute par sa position centrale, en fit la capitale de l'Espagne, il y a trois cents ans à peine.

On conçoit aisément qu'une telle ville n'ait point d'histoire et qu'elle ait peu de monuments. Tout y est neuf ; rien ne rappelle la vieille Espagne des rois de Castille ni des Maures. Jusqu'en ces derniers temps même, isolée au milieu de ce vaste plateau qui se déroule à travers la Manche jusqu'à la sierra Morena, cette cité nouvelle n'avait avec le reste des provinces que de rares communications. C'était la résidence royale, la capitale sans doute, mais rien en elle ne répondait à l'idée qu'éveille en général chez les nations centralisées ce nom, qui signifie réunion de toutes les parties vitales et pour ainsi dire tête du pays. Toutefois, depuis que des chemins de fer sont venus la mettre en communication avec toutes les parties du territoire, sa situation a gagné et son rôle a pris une importance réelle ; cela se remarque surtout depuis vingt ans.

Donc, point de monuments à Madrid. Le palais qui était habité par la reine, élevé au siècle dernier sur l'emplacement de l'ancien Alcazar, n'a de monumental que sa grandeur et sa situation. C'est un parallélogramme assez vaste, précédé d'une cour d'honneur. Deux étages, mais rien qui captive ni dans l'ensemble ni dans les détails de l'architecture. Une vue qui étonne par son étendue et sa singularité ; au bas, le Manzanarès, veuf d'eau, étale ses grèves altérées; quelques arbres rares et chétifs dans ce qu'on nomme le jardin du champ du Maure ; plus loin la plaine grisâtre ; à l'horizon les sommets neigeux de la Guadarrama d'où vient un vent à la fois faible et vif qui vous pénètre et vous glace jusqu'aux os. C'est un climat dont il faut se défier que le climat de Madrid. J'ai dit que la ville est située sur un plateau à plus de dix-huit cents pieds d'altitude. Pendant la journée, le soleil dardant ses rayons y apporte une chaleur le plus souvent insupportable, sèche surtout, qui vous prend à la gorge et vous altère au point de vous causer un vrai supplice. Mais

Digitized by Google

le soir et le matin, la brise ou la bise, suivant la saison, s'élève, vous pénètre et vous glace doucement. D'où vient le proverbe que le vent de Madrid n'éteint pas une chandelle et tue un homme! Rien, en effet, n'est plus fréquent à Madrid que la fluxion de poitrine; quant aux phthisiques, il n'y en a point et pour cause. Je sentis, ce matin-là, le terrible vent. Le ciel était d'une pureté délicieuse, le soleil rayonnait en l'azur. Sur la perfide invitation de ce temps, j'étais sorti vêtu d'une simple redingote. Or, pendant qu'accoudé sur le parapet qui, dans la cour d'honneur du palais, termine la plate-forme qui domine les jardins assez tristes dont je viens de parler, j'examinais et la façade intérieure du palais et la plaine nue et morose, je me sentis saisi par un de ces frissons cruels qui vous secouent des pieds à la tête et vous annoncent la fièvre. Il était neuf heures du matin et je m'enfuis, comprenant la nécessité des manteaux dont les Espagnols se couvrent. Je pus, toutefois, en longeant le palais du côté de la place del Oriente, contempler, à la fenêtre du roi, une magnifique palme pascale. En Espagne comme à Rome, au lieu de buis, ce sont des branches de palmier qu'on bénit le dimanche des Rameaux; les fervents et les croyants les mettent à leur balcon, avec cette espérance qu'elles les garantiront de la foudre. Sa Majesté, le mari de la reine, avait orné son balcon d'une palme fort belle, tressée avec art, ornée de rubans de toutes couleurs, comme la houlette des bergers de Florian. Pauvre roi! cette palme bénite n'a pas détourné la foudre qui, quelques mois après, grondait sur l'Espagne et renversait le trône sur lequel il était assis à côté d'Isabelle II.

A l'intérieur du palais, rien de remarquable que le grand escalier et la salle des Ambassadeurs. Celle-ci a un véritable air de grandeur et de majesté, dont eût dû s'inspirer la monarchie de la moderne Espagne. Il y a là un joli plafond, peint par Tiepolo, et surtout deux statues assez belles, la *Justice* et la *Prudence*, avec lesquelles la reine Isabelle eût gagné à converser quelquefois.

Faut-il parler des églises de Madrid? Ce serait triste. Il en est une cependant, dont le nom est trop célèbre pour qu'on le passe sous silence. C'est *Nuestra-Señora de Atocha*. Je m'imaginais trouver là de sombres voûtes, et, sous ces voûtes, voir circuler, silencieuses et voilées, de belles et jeunes señoras, à l'œil noir et curieux. Hélas! Notre-Dame d'Atocha, située à l'extrémité d'une promenade qui part de Prado, s'élève à mi-côte, au sud-est de Madrid, et domine une plaine vaste, pierreuse et monotone. Rien n'y répond à l'idée que nous nous faisons d'une église. Précédée d'une galerie en pierres, où s'ouvrent des arcades en plein cintre, d'une lourdeur déplorable, la façade se dresse, plate et vulgaire,

Digitized by Google

sans goût et sans grâce. C'est un mur perpendiculaire, rouge brique, traversé de chaînes de pierres qui y forment des encastrements dans lesquels s'épanouissent ici un baromètre, là une horloge, puis les armes d'Espagne, enfin des cloches et des boules. Une façade de carton, qui se termine en gradins avec des urnes ! Elle dépasse en hauteur la toiture de l'édifice, en sorte que, vue de profil, rien n'est plus déplorablement laid. L'intérieur ne ment point à ce que promet cette façade. Point de nef; une grande et vaste salle carrée, au fond de laquelle un autel entouré de colonnes de marbre qui soutiennent un couronnement d'aspect désagréable; de l'or partout; un rétable d'une inconcevable richesse comme matière et d'une déplorable pauvreté comme art. Au plafond pendent, couverts de poussière, comme en notre église des Invalides, les drapeaux enlevés aux ennemis de l'Espagne, délices des patriotes; des tableaux, dont pas un n'a de valeur véritable.

A gauche, une porte conduit en une chapelle où sont entassés les objets les plus étranges, les statues les plus bizarres de saints et de saintes dans des attitudes de souffrance ou d'extase. Ici, une Vierge revêtue de satin blanc, couronne royale en tête, couverte de bijoux, de pierreries d'une valeur énorme, est couchée dans une vitrine de cristal dont les anges soulèvent le couvercle, auprès d'un Christ au tombeau, dont le corps sanglant fait avec celui de la vierge un contraste saisissant. Puis, des reliques en foule. Mais rien qui parle vraiment à l'âme. Tout est pour les yeux et vise à frapper les sens. En Espagne plus encore qu'en Italie, la religion s'est servie pour parler aux âmes du langage le plus matériel. L'influence s'en est fait sentir jusque dans les Flandres. Le catholicisme, en se pliant aux besoins d'un peuple sensuel, a peut-être puisé autrefois sa force dans ces pratiques trop extérieures; il semble encore aujourd'hui s'y complaire, et il y perd suivant nous de son influence et de sa dignité. Dominer les âmes par la morale, par des sentiments généreux, par des émotions profondes : tel nous paraissait être sa mission, et c'est par là qu'il maintiendra sa puissance.

L'église d'Atocha date de Charles-Quint. Il est remarquable de constater comme tout à coup en Espagne, surtout à partir du règne de Charles-Quint, de l'établissement définitif de l'Inquisition, de l'origine de la puissance des jésuites, un changement complet se fait dans les mœurs et dans les constructions religieuses. Un fanatisme sombre succède à un sentiment profond et vrai, mais qui n'excluait pas une grande élégance de formes et de coutumes. A l'expansion succède la défiance muette. Les architectes et ceux qui les inspirent, rompant tout à coup avec les grandes traditions du moyen âge, où la foi était pour ainsi dire spiritualisée, et dans tous les cas

Digitized by Google

plus élevée, se mettent à couvrir l'Espagne de constructions épaisses, carrées, à frontons disgracieux, qui, auprès des merveilleuses cathédrales qu'ont légnées les siècles précédents, apparaissent mesquines et sans grâce. A l'intérieur, plus de ces voûtes où l'œil s'égare au milieu d'élégantes nervures, plus de ces arceaux à travers lesquels le jour pénètre, discret, tamisé par des verrières représentant des saints et des saintes, dont le corps transparent, ainsi traversé par la lumière, semble déjà flotter entre la terre et le ciel. Tout est carré; l'or scintille et ruisselle en des clartés crues et vives; des statues aux poses tristes, languissantes ou extatiques, essayent, seules, de parler de l'*au delà*. Des Vierges qui étalent, aux yeux éblouis de pauvres gens qui meurent de faim et sont à peine couverts de misérables guenilles, des vêtements d'une splendeur inouïe, des diamants, des perles d'une valeur de plusieurs millions, voilà ce qu'on montre. Cette décadence de l'art marque le principe d'une décadence religieuse qui, depuis lors, n'a fait que se poursuivre, sans qu'aucun effort sérieux ait été tenté pour en arrêter le cours. Si j'ai insisté si longtemps sur ce point, c'est qu'il m'a semblé qu'il y a là, en effet, matière à profondes réflexions. Notre-Dame d'Atocha, pour quiconque voudra regarder et réfléchir, marque le point de départ de la décadence du grand art et de la grande religion en Espagne. Les successeurs de Charles-Quint y ont aidé et ont fait au catholicisme un tort immense, sinon irréparable, en ce sens que, sous leur impulsion, au lieu de régner par l'amour, il a voulu, appuyé sur la puissance séculière, dominer par la terreur; l'amour du beau et du bien demeure et s'affermit dans les âmes qu'il vivifie; la terreur les tue ou succombe elle-même à une réaction, et ne laisse à sa place que le vide ou l'indifférence.

IV

Une des grandes curiosités de Madrid, c'est le Musée. Les Madrilènes prétendent que c'est le plus beau musée du monde; je ne sais, mais, en vérité, il est très beau; il est certainement plus complet que le musée Pitti, en ce sens qu'il renferme un nombre considérable de tableaux de toutes les écoles, et dont la plupart sont les chefs-d'œuvre. Deux noms dominent et s'imposent dès qu'on est entré en ce sanctuaire de l'art : c'est Velasquez et Murillo. Qui n'a pas vu Madrid et Séville ne peut connaître ces deux peintres. Il a été beaucoup discuté sur eux, à l'effet de savoir lequel des deux surpasse l'autre; mais il suffit d'une heure passée dans ces galeries où l'un et l'autre s'épanouit en son œuvre, pour dissiper toute hésita-

Digitized by Google

tion. Velasquez l'emporte de toute la puissance d'un génie ample, profond ; tandis que Murillo, le plus souvent joli, affecté quelquefois, prodigue des tons pâles et sans consistance, Velasquez, énergique, sobre de couleur comme de ligne, arrive à l'effet saisissant par le simple et le grand. Point de recherche, rien de maniéré; une fougue de brosse inimaginable ; ses personnages valent par eux-mêmes, par le regard, l'attitude ; la nature prise sur le fait, rien d'emprunté, la vie puisée à sa source vive; tel est ce peintre, le plus grand, et de beaucoup, qu'ait produit l'Espagne. Murillo usait parfois de procédés et de recherches ; qu'on consulte la troupe brillante de ses Vierges, aux figures souriantes, on s'en convaincra. Velasquez jamais n'avait recours à ces moyens. Et pourtant que de difficultés il eut à vaincre, en ses portraits surtout, qui sont d'inimitables chefs-d'œuvre! Son tableau qui représente la famille de Philippe IV et appelé *Las Meninas* a dû lui causer bien des tribulations. Nous osons parler du costume de nos femmes! Grand Dieu, il est merveilleusement gracieux si on le compare à celui des femmes de ce temps-là. Le corps entier disparaissait, enfoui dans des paniers qui donnaient aux robes une envergure de plusieurs mètres et sur lesquelles l'étoffe s'étalait comme sur un mannequin. Cette mode n'épargnait même pas les enfants. Il y a là, sur le devant du tableau, je ne sais quelle pauvre petite infante qui a l'air de se tenir debout, non sur ses pieds, mais dans sa cage et soutenue à sa taille par cette armature. Ces bras mêmes, qui ne peuvent retomber sur ses hanches, s'appuient, au loin, sur ce renflement de jupes ; on dirait une poupée. Mais qu'on regarde les visages, les mains, qu'on oublie ce ridicule costume et aussitôt le peintre de génie apparaît.

L'expression est merveilleuse de netteté, de vérité ; ces poupées, dans ces costumes odieux, ont un air de grandeur et de majesté qui impose ! Le peintre leur a communiqué son souffle, et elles vivent, elles pensent, elles parlent. En face, un autre tableau, *les Filandières*. Là, plus de paniers, plus d'oripeaux pompeux ; des guenilles pendant le long de corps jaunes et vieux, mais vivants. Quelle fougue, quelle chaleur ; on voit tourner les rouets et les fuseaux, on voit le fil se dérouler, les mains s'agiter, les yeux briller ; on se sent envie de soulever ces loques pour regarder ces membres et ces chairs, et on écoute si le bruit des voix ne viendra pas frapper l'oreille. C'est, avec l'autre tableau, un contraste frappant. Ils sont tous deux dans le salon d'Isabelle II, celui où l'on a réuni les chefs-d'œuvre, et qui est cependant inintelligemment installé. Pour éclairer une salle située au-dessous, on a percé le plancher de ce salon, de sorte qu'on ne peut s'éloigner des tableaux, prendre son jour ; il faut les suivre de trop près. L'autre galerie est mieux ar-

Digitized by Google

rangée ; il y a là, face à face, côte à côte, Velasquez et Murillo. C'est un éblouissement. A côté de l'*Esope* de Velasquez, *le Martyre de saint André* de Murillo, et ses Assomptions. Si l'on jugeait de ce dernier par la Vierge que nous avons à Paris, qui a coûté si cher, sur laquelle M. Pérignon a déposé pour une si grosse somme de couleurs, comme nous nous tromperions ! Au reste, ce n'est point encore à Madrid qu'il faut le voir, c'est à Séville, chez lui. Là, il est seul, il règne, et on passerait des heures, des jours à contempler son œuvre.

En même temps que ces deux maîtres vivait Zurbaran ; mais combien il leur est inférieur ! Ses moines sombres, tristes, se ressemblent tous. Il était né pourtant, je crois, à Malaga, le pays du soleil et de la mer bleue et des montagnes violettes. Après ces trois peintres, décadence ; le musée de Madrid a quelques tableaux de Pereda, de Cano, de Joanes, artiste soigneux et soigné ; mais quelle chute déjà ! Ribera est aussi représenté à Madrid par son admirable *Martyre de saint Sébastien* ; mais c'est plutôt un peintre italien qu'espagnol, et c'est à Naples qu'il faut le voir. Goya n'a presque rien au musée de Madrid, et on le jugerait fort mal par les deux ou trois portraits qu'on y rencontre et ses esquisses, fougueuses sans doute, mais à teintes pâles et plates. C'est ailleurs qu'il faut le chercher, et notamment à la chapelle San-Antonio, hors Madrid, près de la gare du Nord.

Raphaël et le Titien trônent au musée de Madrid. Je me suis arrêté longtemps devant la *Bacchanale* de ce dernier, un chef-d'œuvre splendide. Ariane est couchée nue sur l'herbe, à l'ombre ; son corps robuste repose mollement, voluptueusement ; elle dort, elle rêve ; autour d'elle des dryades et des faunes, au corps couleur de brique, dansent gaiement ; au loin, à travers les arbres, sur la mer d'un bleu cru, un vaisseau, les voiles enflées, emporte l'ingrat Thésée. C'est la magie de la couleur poussée à sa dernière limite ; c'est la réalité idéalisée ; c'est la volupté dans tout son charme. Mais ce n'est pas le lieu, dans un récit de voyage en Espagne, de m'étendre sur les beautés de la peinture italienne et de passer de longues heures en contemplation devant elle. Je me fis conduire à la chapelle dont je viens de parler, et où Goya a peint, avec l'étrange liberté d'allures qu'on lui connaît, un dôme et quelques caissons. Rien, en effet, ne révèle moins la peinture religieuse que ces fresques. Autour d'une balustrade, qui elle-même se déroule sur le mur arrondi de la coupole, une foule de personnages se présentent en des attitudes d'une liberté, d'un laisser-aller charmants. Saint Antoine fait un miracle : il guérit un malade, un lépreux sans doute. Le saint est enfroqué, le malade est nu. Son corps est superbe de

Digitized by Google

laideur; tout à l'entour, une foule curieuse assiste au miracle comme au spectacle. Quelques personnages sont debout; d'autres, des femmes surtout, sont assis en des attitudes différentes. Tous expriment leur surprise à leur manière. Un enfant enjambe la balustrade; il va perdre l'équilibre, il va tomber; l'illusion est complète; on se sent envie de crier. Une belle jeune femme, vêtue de blanc, regarde d'un air rêveur le corps tordu et nu du malade; elle s'enveloppe en ses voiles, elle remue. Tout le monde vit, écoute, sent; il y a là une puissance incroyable.

A côté de la coupole, une *Assomption*, mais la plus païenne que peintre sans vergogne ait pu faire. Une Vierge dodue et au teint fleuri est enlevée ou plutôt poussée au ciel par un joyeux séraphin. Actéon, s'il eût pu enlever Diane, ne l'eût pas prise autrement et n'eût pas souri plus voluptueusement. Plus loin, une femme qui relève sa robe, on ne sait pourquoi, et laisse voir ses jambes nues jusqu'aux cuisses; et quelles jambes magnifiques. Voilà comme Goya entendait la peinture religieuse! voilà comment il décorait les églises. Mais, abstraction faite du lieu et du sujet, il faut reconnaître que c'est un des plus curieux morceaux que l'on puisse voir à Madrid. On en revient ravi, étonné et joyeux. Goya est le seul peintre de l'Espagne moderne.

V

Du Musée au *Buen-Retiro*, il n'y a qu'une petite place à traverser. On est au centre du Madrid fashionable, et pourtant, il faut le dire, tout a un air étonnant d'abandon. Ce *Buen-Retiro*, dont le nom fait rêver, est un jardin qui, partout ailleurs qu'à Madrid, paraîtrait peu digne d'attention, mais qui, là, se révèle comme une oasis fraîche et ombreuse. Mal entretenu, et ce n'est pas moi qui m'en plaindrai, car je n'aime pas la nature tourmentée, peignée et soignée, ce parc renferme de beaux arbres, et on peut, en certaines de ses parties, s'isoler et se croire au fond d'un bois épais. Une magnifique pièce d'eau, sur laquelle voguent sans cesse une multitude d'embarcations, fait les délices des canotiers madrilènes; et cela se conçoit: c'est à dix lieues à la ronde, sinon plus, la seule eau où l'on puisse se mirer. Bien des fois, le matin ou le soir, je suis allé me promener sous ces beaux arbres, en ces allées tortueuses, entendre le chant des oiseaux et j'y ai éprouvé un charme réel. Des dames, en grand nombre, y viennent respirer le frais ou chercher la solitude; beaucoup s'asseyent sur les bancs qui bordent la pièce d'eau et lisent ou rêvent. La robe noire domine; on dirait, à les voir passer ainsi voilées, des ombres gracieuses poursuivant quelque songe aimé.

Digitized by Google

Du palais, mieux vaut ne rien dire. C'est le déshonneur de ce lieu; le mauvais goût y préside, le vulgaire, le rococo, s'y étalent avec un sans-façon qui choque le goût; on s'enfuit et l'on revient bien vite sous ces beaux arbres dans lesquels la brise se joue et chante.

C'est une chose triste à dire, mais Madrid ne possède aucun édifice sur lequel le regard puisse s'arrêter avec quelque plaisir. Le palais des Cortès est une petite imitation de notre palais Bourbon. Sa colonnade, de style corinthien, soutient un fronton triangulaire dont le tympan représente l'Espagne recevant la loi. L'effet est médiocre et assez semblable à celui que produisent la plupart des palais de justice de nos villes de province. Quelle rage de l'architecture pseudo-grecque poursuit donc tous les peuples, au nord comme au sud, en Espagne comme en Angleterre ? Rien d'original et qui frappe comme une œuvre spontanée, éclose du cerveau d'une nation forte et grande, et qui vit par elle-même. J'ai cherché ces beaux hôtels que je m'imaginais trouver en Espagne, demeures des grands, et je n'ai trouvé que de vulgaires bâtiments. Le palais du Sénat est aussi à fronton et à colonnes, mais en plâtre, et c'est odieux. La maison affectée au président du conseil, au bas de la calle d'Alcala, sur le Prado, se compose d'un simple rez-de-chaussée élevé ; murs en plâtre et persiennes vertes. Le palais de Medina-Cœli est grand, mais sans caractère; ainsi de tout. Madrid de ce côté n'a rien qui charme ou retienne. L'intérieur des habitations est vaste ; de grandes et belles pièces où l'air circule librement et qu'on peut clore hermétiquement pendant les chaleurs pour en chasser le soleil. D'ornements artistiques, de décorations, peu ou point. Des meubles lourds et épais, sans grâce, en acajou ; beaucoup de modèles fournis par l'Angleterre, c'est tout dire. Des murs et des plafonds peints sans soin, sans goût, de couleurs pâles relevées de filets multicolores ; au total, peu de ce que nous appelons maintenant le confortable et moins encore d'élégance. Au reste, plus on avance vers le sud, et plus cette absence d'ornementation intérieure s'accuse; et cela se conçoit. Les peuples du Nord vivent plus renfermés chez eux ; ils ont donc besoin d'orner leur demeure, afin de s'y plaire pendant les longues heures de la saison rigoureuse. En ces climats doux, au contraire, la vie est plus extérieure ; on n'est chez soi, le jour, que pour prendre ses repas et faire la sieste, la nuit pour dormir; le reste du jour et le soir, on vit dehors. Il est donc superflu de se préparer un nid élégant et soyeux, rempli d'objets d'art qu'on ne verrait pas.

Digitized by Google

VI

Quelques jours après mon arrivée à Madrid, courses de taureaux. C'est, comme dirait un Anglais, la *greatest attraction.* Je n'eus garde d'y manquer. J'étais curieux de constater quelles impressions j'allais éprouver à la vue de ce divertissement *sanguinaire*, contre lequel nous nous plaisons à déclamer en France, contre lequel je ne suis pas bien sûr moi-même de ne m'être pas indigné de confiance et par routine, pour faire et dire comme tout le monde, ainsi que nous en avons généralement l'habitude. Combats de taureaux ! grand Dieu ! nos femmes sont prêtes à s'évanouir à ce seul mot, et elles s'en vont tranquilles aux *steeple-chases* de La Marche ou de Chantilly où il ne se passe pas de jour sans qu'un pauvre diable de jockey ne se casse les reins et ne soit enlevé sanglant du turf, au milieu de l'indifférence des belles craintives ! Ici, on sait ce qu'on va voir ; on sait que le sang coulera, c'est vrai ; mais selon des règles prévues, calculées. Il y a une science ; quelques accidents sans doute, mais rares, très rares, si rares qu'un torero blessé est un événement, tandis que chez nous on ne compte plus les jockeys qui périssent aux courses.

La *plaza de Toros*, vaste cirque où ont lieu les courses, est situé à Madrid, en dehors de la porte d'Alcala. Il y a, non loin de cet édifice, un mur désormais tristement célèbre auprès duquel on ne peut plus passer sans un frisson et où l'Espagne d'aujourd'hui devra élever un monument expiatoire. C'était en 1866, après la révolte dont j'ai déjà parlé ; trente et quelques sous-officiers du régiment d'artillerie, auteurs de la rébellion, étaient amenés là, garrottés, par une belle et chaude matinée de juillet. On les rangea le long de ce mur et deux compagnies, deux cents hommes, placés en face de ces malheureux, durent les fusiller. C'était horrible, m'ont dit des témoins oculaires, des habitants de maisons voisines. Ces deux cents soldats, réduits à être les exécuteurs de cette tuerie, descendirent par la rue d'Alcala, ils étaient livides, plus pâles, plus tremblants que les victimes. Le massacre dura un quart d'heure ; on tirait dans la foule, on fusillait en masse, sans viser, d'une main mal assurée. On rechargeait les fusils et l'on tirait de nouveau sur ceux qui n'étaient point tombés, ou qui essayaient de se relever, ou criaient ou râlaient encore ! Il était onze heures du matin, la fusillade crépitait, c'était en plein soleil ; les cadavres labourés par les balles gisaient dans une mare de sang ; les meurtriers, hâves, haletants, couverts de sueur, étaient là, n'osant bouger. Ils croyaient entendre encore les plaintes des victimes, qui avaient fait retentir

Digitized by Google

au loin les échos de *Buen-Retiro !* La capitale était frissonnante d'horreur et de dégoût ! C'est ce que voulait ce bon gouvernement.

En passant le long de ce mur, je crus lire en caractère de sang la déchéance d'Isabelle de Bourbon ; sa condamnation y était écrite en effet, et l'Espagne vient de la ratifier. O'Donnell, le vainqueur de cette journée, est mort; Narvaez, le bourreau, est mort; la reine a vu sa couronne brisée ; elle va connaître l'exil, chargée des malédictions de ce peuple qu'elle a méconnu et gouverné d'une façon si déplorable !

Il y avait foule aux taureaux, quinze mille spectateurs entassés sur ces gradins, parlant, criant, gesticulant. Le spectacle seul que présente cette réunion excite par lui-même un grand intérêt. On est dans l'attente, on discute ; les éventails de toute couleur s'agitent comme des papillons; les marchands d'oranges, d'eau et de feu pour allumer les cigarettes circulent, dominant le bruit de la foule de leur cri aigu : *Naranjas*, *agua*, *fuego* ! on n'entend que ces mots sans cesse répétés. L'arène, assez vaste, occupe le milieu de ce cirque immense ; un premier rang de gradins, en pierre, en est séparé par un couloir où circulent les employés, les *chulos*, les *picadores*, les *banderillos* qui ne sont pas en service. L'arène elle-même est isolée par une palissade nommée *las Tablas*, haute d'environ deux mètres, percée de quelques ouvertures par où entrent et sortent taureaux et chevaux, et garnie, à la moitié de sa hauteur, d'une espèce de gradin sur lequel les *chulos*, poursuivis par le taureau, posent le pied pour l'escalader et se réfugier dans la galerie intérieure.

Au-dessus des gradins en pierre sont les places couvertes et les loges (*palcos*), parmi lesquelles celles de l'ayuntamiento et celle de la reine sont décorées avec une certaine élégance. Le peuple se presse aux places à bon marché, du côté du soleil, dont on se protége à l'aide d'éventails rouges, jaunes et bleus ; du côté de l'ombre, une assemblée moins pittoresque. Les femmes sont en grande minorité ; il devient de bon goût maintenant, pour elles, de fuir ces spectacles, dont pourtant elles sont fanatiques.

Une musique, qu'on entend à peine, joue des marches guerrières. Tout à coup des cors résonnent ; un alguazil en costume, à cheval, et qu'on siffle parce qu'il représente la police, haïe en tous pays, même par les plus honnêtes gens, un alguazil vient, humblement, devant la loge royale, demander la clef du toril, qu'on lui jette. Alors, au bruit des trompettes, entre gravement dans l'arène la *cuadrilla*. Ce jour-là, nous avions les deux *primeras Espaolas* d'Espagne ; el Tato, le gendre et l'élève du vieux Cucharès et el Gordito. Ils marchaient, fiers et hardis, en tête du quadrille, vêtus de

Digitized by Google

leur costume élégant et riche, étincelant au soleil ; el Tato avait une veste verte toute soutachée d'or, une culotte de même couleur, couverte de broderies d'or. La jambe, à la fois fine et nerveuse, se dessinait sous un bas de soie blanc et son pied était emprisonné dans un soulier de bal. On eût dit Figaro s'avançant sur la scène d'un théâtre pour chanter les mélodies de Rossini ou de Paësiello, bien plus qu'un vigoureux champion s'apprêtant à lutter corps à corps avec un taureau furieux. Un détail de ce costume, c'est que les cheveux des *toreros* et des *banderilleros* sont ramenés en arrière de la tête et noués en forme de chignon. Une ceinture de soie rouge complète cette tenue gracieuse.

El Gordito était vêtu de bleu soutaché d'argent. Tous deux marchaient de front ; derrière eux, six *banderilleros* à pied, en costumes analogues, quoique moins riches ; enfin, à la suite des *banderilleros* venaient six *picadores* à cheval. Arrivés devant la loge de l'ayuntamiento, la reine étant absente, tous s'inclinèrent profondément et chacun fut prendre sa place. L'instant était solennel, un frisson parcourut l'assemblée, moi-même j'étais agité, fiévreux. Les trompettes sonnèrent, une porte s'ouvrit, et un taureau se précipita bien plutôt qu'il n'entra dans l'arène. Renfermé dans l'obscurité depuis vingt-quatre heures, l'animal se trouve tout à coup transporté en pleine lumière. Ebloui par le soleil, ahuri par le bruit, les cris, les applaudissements, il va, court, revient, affolé, donne des coups de tête à droite et à gauche, dans les *tablas*, jusqu'à ce que, fatigué de cette course effrénée, il s'arrête et cherche à se reconnaître.

Celui qui venait d'entrer était un animal petit, trapu, au cou solide et nerveux, aux cornes longues et effilées, à l'œil brillant, au poil noirâtre. Il labourait le sol de ses sabots ; ses naseaux se dilataient. Un *picador*, en cet instant, s'approche de lui, la lance au poing, et l'attend. La règle veut qu'il ne frappe le taureau que quand il fond sur lui. Des *chulos*, agitant aux yeux du taureau leur capa rouge, l'irritent et le poussent dans la direction qu'on veut lui faire prendre. Placé en face du cavalier, le taureau le considère une minute et, la tête baissée, les cornes en avant, se précipite contre le cheval. Un coup de lance l'atteint à l'omoplate et le détourne ; il poursuit un *chulo*, qu'il va atteindre et percer, lorsque celui-ci, posant le pied sur le gradin qui garnit les *tablas*, les franchit d'un bond, au moment même où son ennemi arrive. La corne frappe le bois et y laisse son empreinte. J'étais palpitant, je l'avoue, et, debout, je suivais sans m'en rendre compte, fiévreusement, les péripéties de cette lutte. Les *chulos* reviennent au taureau, le ramènent au *picador* ; cette fois, celui-ci manque son coup ; les cornes du taureau pénètrent dans les flancs du cheval, qui tombe, entraînant avec

Digitized by Google

lui son cavalier. Le taureau reste embarrassé, attaché au cheval, du ventre duquel il ne peut retirer ses cornes ; cela dure quelques secondes, des siècles ! L'homme se relève, le cheval aussi, et, pendant que le taureau va recommencer la lutte contre un autre *picador*, le malheureux animal se met à courir à travers le cirque, les entrailles pendantes ; ses pieds s'y embarrassent, il tombe de nouveau, fait quelques mouvements convulsifs, et expire. Pendant que je considérais l'agonie de cette pauvre bête, le taureau avait déjà éventré un autre cheval ; bientôt après un troisième succombait. C'était horrible ; ce sable sanglant répugne ; mais on est dominé par l'aspect de la lutte. Un des *picadores*, le fameux Pinto, glissa entre les deux cornes du taureau, qui le secoua furieusement et l'envoya au loin rouler sur le sable, les vêtements déchirés. Il paraît que ce taureau était remarquable, car la foule ne se possédait plus ; c'étaient des cris, des bravos, des trépignements incroyables. Pendant ce temps, les chevaux morts fondaient pour ainsi dire et s'évanouissaient en eux-mêmes. En effet, aplatis sur le sol, ils ne semblaient plus y dessiner que leur silhouette.

La trompette se fait entendre de nouveau ; les *picadores* se retirent, les *banderilleros* s'avancent. L'un deux, armé de deux javelots à la pointe acérée, se place en face du taureau, qu'il semble inviter en souriant à un combat singulier ; il l'appelle, l'agace ; celui-ci, tout sanglant déjà, hésite ; puis, irrité, s'élance sur l'homme, les cornes en avant. Le *banderillero* l'attend de pied ferme ; l'animal arrive : la pointe aigue n'est qu'à un pouce de sa poitrine ; tout à coup, les bras s'abaissent, et par-dessus ses cornes, les deux dards entrent et se fixent sur le cou du taureau, qui passe comme une trombe à la place où était son hardi et léger adversaire, qu'un mouvement de côté rapide comme l'éclair dérobe à sa fureur. J'ai bien des fois cherché à voir comment les *banderilleros* effectuaient ce prodigieux tour de force, à apprécier la distance qui sépare leur corps de l'extrémité des cornes du taureau, et je n'ai pu y parvenir ; quelques centimètres à peine, sans doute. Arrivé à à ce point, le combat est d'un haut intérêt et captive. C'est une chasse où l'adresse, la souplesse, la hardiesse de l'homme se jouent de la rage brutale de la bête. Rien n'égale la légèreté de ces *banderilleros* ; néanmoins, à chaque fois qu'on voit fondre sur eux le taureau, la sueur perle au front, et on se sent soulagé quand on aperçoit l'animal courir au loin en secouant ses flancs, où pendent ces flèches enjolivées de tresses de papier multicolores. Quelquefois, et par un raffinement, au lieu de javelots d'un pied et demi de long, ce sont des bouquets qu'on plante ainsi dans le cou du terrible animal.

Digitized by Google

Les *banderilleros* ont fini, c'est l'instant suprême. La trompette sonne pour la troisième fois. El Tato s'avance vers la loge où trône l'autorité; il fait un salut, met le genou en terre, présente son épée, par un mouvement gracieux se découvre et jette au loin son bonnet d'astracan; puis, la *muleta* sur le bras gauche, l'épée dans la main droite, il va se placer en face du taureau. A côté de lui, El Gordito le protége au besoin; *banderilleros* et *chulos*, leurs *capas* à la main, sont à leur poste, et le vrai combat commence. Le *torero* agite sous les yeux de l'animal la *muleta* rouge; celui-ci se précipite; l'homme échappe par un mouvement d'une inconcevable légèreté. On lui ramène le taureau, même jeu; l'homme et l'animal vont, tournent, reviennent. Une fois, le *torero* enveloppe les cornes de son adversaire de sa *capa*; celui-ci se sauve, s'en débarrasse, la piétine, la déchire et de ses cornes et de ses pieds; il est furieux, la sueur et le sang coulent de ses flancs. Le *torero* revient; le taureau se précipite sur lui avec un cri rauque; les spectateurs sont haletants; un éclair brille, un bras passe entre les cornes du taureau, l'épée s'enfonce au défaut de l'omoplate; l'animal chancelle, fait deux ou trois pas, tombe, râle et expire.

C'est alors qu'il faut voir ce public; il semble qu'un ressort vient de se détendre; toutes les poitrines, d'oppressées qu'elles étaient, se dilatent; un bruit formidable de cris, d'applaudissements, se fait entendre : *Bravo! bravo! bueno el Tato! bueno! viva el Tato, viva!* C'est comme une tempête qui se déchaîne! Peu à peu le tumulte s'apaise; des chevaux attelés en quadriges entrent dans l'arène, faisant sonner leurs grelots, On accroche derrière eux, par les quatre membres, les chevaux morts et le taureau, qu'ils entraînent; des valets ratissent le sable, et bientôt, dans l'arène ainsi déblayée, un second taureau se précipite. Il était plus vif et plus ardent encore que le premier et porta une véritable terreur parmi les *chulos*; il tua cinq chevaux, donna un travail inouï aux *banderillos* et quand le *matador* se présenta devant lui, armé de sa *muleta* et de son épée, on vit bien que la lutte serait sérieuse. C'était le Gordito, un des plus vaillants *toreros* d'Espagne. A la troisième passe il tombait et le taureau lui passait sur le corps; grand bruit. Le Gordito se releva, boitant; il voulut courir sus à l'animal; on cria : *fuera! fuera!* mais l'*espada*, humilié, voulut risquer sa vie pour venger son honneur compromis. Il y eut un indescriptible tumulte. Il fallut que l'alcade s'en mêlât, et le Gordito, soutenu par deux *chulos*, consentit enfin à se retirer. Le mérite du coup à frapper revenait au Tato, qui avait déjà abattu le premier taureau et qui vint à bout de celui-ci, après une lutte difficile et pleine d'angoisses de plus de dix minutes.

Quatre autres taureaux parurent et tombèrent après un combat

Digitized by Google

plus ou moins long. C'est trop, les nerfs se lassent; tendus comme des ressorts d'acier au début de ces luttes, ils finissent par s'amollir; l'intérêt, de palpitant qu'il était, s'attiédit; les sensations sont moins fortes; on se possède, on ne sent plus aussi vivement le grand mérite de ces spectacles qui réside dans la vivacité même de la sensation. En résumé, c'est une étrange chose et qui saisit; c'est une chasse véritable, réglée, de l'homme contre la brute où celle-ci a tout l'avantage de la force et de la masse, tandis que l'autre l'emporte par le coup d'œil et le raisonnement. Il n'y aurait pas à déclamer si violemment contre ce divertissement si on en pouvait supprimer cette tuerie de chevaux, qui le rend presque dégoûtant. Rien de plus repoussant, en effet, que de voir ces pauvres nobles bêtes, les entrailles pendantes, errer dans ce cirque, tomber, baignées dans leur sang, et se débattre en une horrible et silencieuse agonie. Cette partie du spectacle supprimée, j'avoue que le reste est plein d'émotion et d'intérêt; ce n'est, après tout, qu'un tournoi brillant, où la victoire reste toujours à l'homme.

Assurément, ces jeux publics, où la vie des hommes est en danger, où le sang coule devant une population nombreuse, ont quelque chose qui répugne à l'esprit du philosophe, et on conçoit qu'il conviendrait mieux de présenter aux yeux du peuple des spectacles qui pussent exercer sur ses mœurs une influence de nature à les adoucir. Mais l'homme, en tout pays, a besoin d'émotions, et en Espagne plus que partout ailleurs, où le peuple, comprimé par une législation sévère, n'a aucune expansion, où il vit replié pour ainsi dire sur lui-même. C'est là seulement, aux combats de taureaux, qu'il se retrouve; sa nature naïve et forte à la fois, un peu violente, avide d'émotions que rien en sa vie publique ou privée ne lui offre, sa nature, qu'un sang ardent échauffe, se donne là un libre essor. On le comprend dès les premières passes; les joues pâlissent, les yeux brillent, les mains s'agitent. Il n'y a là aucun sentiment d'intérêt, sinon celui de la lutte en elle-même. Nos courses ne sont plus qu'un prétexte à Paris, le désir du lucre les déshonore; on ne souhaite la victoire que parce qu'elle doit amener un profit; c'est le jeu intéressé d'une population corrompue et qui a pour mobile l'argent. Ici, rien de pareil; on cherche, par l'émotion vive, une diversion aux ennuis, au vide de l'existence; car, et c'est sur ce point qu'il faut insister, peu de commerce en Espagne, encore moins d'industrie; vie publique jusqu'ici nulle; point de carrière par conséquent ouverte à l'activité de ces tempéraments pleins d'ardeur et que l'oisiveté dévore. Les courses de taureaux donnent, de temps à autre, l'essor à ce besoin d'expansion.

Sans approuver absolument ces courses, il faut les envisager

Digitized by Google

comme une chasse, un de ces exercices dont nos pères étaient si grands partisans et qui les rendaient fiers et hardis. Nous admirons les chasseurs de lions, d'ours et de loups ! Eh bien, les courses de taureaux sont une chasse véritable qui, au lieu d'avoir pour théâtre un champ isolé, a pour spectateurs dix mille hommes qui suivent, palpitants, les péripéties de la lutte. Et, du moins, l'œil, ici, a ses satisfactions ; tous ces lutteurs sont beaux, solides ; leurs membres sont nerveux et bien pris, leur attitude est fière et noble, et ce n'est pas chose d'un médiocre intérêt dans ce temps-ci, où la gymnastique physique est si abandonnée sans que, pour le plus grand nombre des hommes, la gymnastique intellectuelle soit en grand progrès.

Maintenant que la révolution récemment accomplie vient d'appeler le peuple espagnol à l'activité, à la vie publique, les combats de taureaux perdront-ils de leur prestige ? Tout nous porte à le croire. Il faudra sans doute qu'un aliment autre que la politique soit donné à cette activité jusqu'ici sans emploi. L'Espagnol s'est, dès longtemps, déshabitué du travail et du soin de ses propres affaires. Il a des ressources immenses en son sol, en son littoral, et ces ressources sont en grande partie perdues, on pourrait presque dire méprisées. Le jour où un gouvernement intelligent lui aura restitué la liberté et aura rendu à son propre essor l'initiative individuelle, il n'y a pas de doute pour nous que le caractère espagnol ne se modifie et ne se relève. L'Espagne occupée aura peut-être encore ses courses de taureaux, mais elles n'auront plus pour elles l'attrait qu'elles ont aujourd'hui. De tels jeux ne conviennent qu'aux peuples imparfaitement policés ; la vraie civilisation les repousse, ou du moins n'en fait le divertissement que des classes infimes de la nation. Déjà on peut constater que les femmes s'en retirent, que beaucoup d'hommes éclairés n'y paraissent plus, et ce délaissement d'un plaisir national est un signe auquel on peut reconnaître une nation en marche vers le progrès.

VII

J'avais été recommandé à un Français qui habite depuis douze ou treize ans Madrid, où il occupe une position élevée dans une grande administration et exerce une fonction très délicate pour un étranger, puisqu'elle l'oblige à commander à un nombreux personnel. C'est un de ces hommes loyaux et droits qui honorent leur pays partout où ils vont et se font aimer et respecter en même temps. Don Luis, c'est le nom sous lequel on le désigne généralement, sous un air facile et enjoué cache une intelligence vive et un es rit clairvoyant.

Digitized by Google

Par lui j'ai pu être mis au courant d'une foule de choses qu'un séjour d'aussi peu de durée ne m'eût pas permis de connaître. Il touche, par sa fonction même, aux classes populaires, et par ses relations il est en rapport avec ce qu'on appelle les classes élevées. Il apprécie avec une rare justesse et les uns et les autres, et ses indications ont été pour moi une véritable bonne fortune. Il m'a, en quelque sorte, pris par la main et promené, d'une part, au milieu du peuple, de l'autre, en cette société où je n'eusse pu certainement pénétrer aussi profondément sans lui.

On se fait chez nous une idée sinon fausse, du moins inexacte de l'Espagnol, de son caractère et de ses mœurs. Ainsi que je le disais plus haut, je crois que les mœurs se sont beaucoup modifiées dans ces derniers temps, mais je n'imagine pas qu'elles aient été jamais telles que nous nous les figurons d'après les récits de voyageurs qui se sont laissé imposer par l'apparence et de grands airs. L'Espagnol, tel que je l'ai vu à Madrid, et ici je parle de la classe éclairée, est d'un abord un peu sombre, réservé, presque froid ; mais cela ne dure point et on est étonné de trouver presque de l'abandon là où on n'entrevoyait que majestueuse réserve. Ce qui donne lieu à cette erreur, c'est cette forme pompeuse de langage dont le peuple espagnol ne se défera jamais, parce qu'elle tient à la sonorité même de la langue et aussi un peu aux origines de la nation. L'Espagne, en effet, est peut-être, de tous les pays d'Europe, celui où la population primitive a été le plus absorbée par les invasions successives. D'abord les Phéniciens, qui y fondèrent Cadix, en occupèrent le littoral ; les Carthaginois y dominèrent longtemps ; pendant cinq cents ans les Romains l'ont habité et n'ont cédé la place qu'aux barbares : Suèves, Alains, Vandales et Goths qui l'envahirent dès le Ve siècle de l'ère chrétienne. La monarchie des Goths elle-même fut renversée par les Arabes, qui, pendant sept cents ans, ont régné en maîtres sur presque toute la surface de la Péninsule, et, on peut le dire, y ont laissé une ineffaçable empreinte, qui se reconnaît à tout instant dans les mœurs et le langage des populations modernes.

D'autre part, l'Inquisition, qui, pendant trois cents ans, a sévi si cruellement sur ce pays, a appris à tous la réserve, la défiance, le silence ; on se gardait de dire quoi que ce fût qui pût compromettre; on observait ses paroles, et voilà, selon moi, ce qui fait que les Espagnols expriment en un si noble langage et avec une telle pompe les choses les plus vulgaires. C'est la forme orientale appliquée à des pensées souvent futiles ou petites, et on en éprouve, tout d'abord, un extrême étonnement.

Passant du langage au caractère, les considérations que je viens

Digitized by Google

de présenter expliquent encore bien des choses. On est tout surpris, sous cette pompe de parole et d'aspect, de trouver une bonhomie, une simplicité extrêmes. L'Espagnol est emphatique et n'est pas fier; il est orgueilleux et n'est point vaniteux; il a beaucoup de dignité, mais nul dédain; dès qu'on l'a abordé familièrement, son enveloppe tombe et il apparaît comme un homme doux, serviable et souvent bavard avec délices. Il y a encore un peu de l'enfant non-seulement dans le peuple, mais dans les sphères plus hautes. On sent évidemment une population remuante par nature, qui a été tenue en charte privée, qui s'est agitée souvent, qu'on a toujours punie et qui est demeurée craintive. C'est, je le répète, un enfant qui a grandi en tutelle. Orgueilleux, l'Espagnol l'est assurément moins pour lui que pour son pays, qu'il s'imagine être le plus beau du monde. Beaucoup en sont encore au temps de Charles-Quint, au temps des guerres héroïques, où l'Espagne dominait l'Europe, et voilà pourquoi je dis que Charles-Quint a été un malheur pour l'Espagne, qu'il a grandie trop vite et outre mesure, pour la laisser ensuite retomber sous un joug qui l'a écrasée sans lui donner la gloire extérieure. Vain, l'Espagnol ne l'est pas, ni fier pour lui-même. Il pose pour la noblesse de race; mais, après quelques instants, il se dépouille volontiers de cette enveloppe majestueuse. De très grands seigneurs espagnols vivent familièrement avec des gens du peuple, et sans morgue, dans les provinces surtout, les fréquentent. J'ai vu des grands d'Espagne errer par les rues de Madrid, de Valence, de Séville, et s'arrêter pour causer, en les prenant par le bras, avec de bonnes gens qui, d'ailleurs, ne paraissaient ni surpris, ni trop fiers d'un tel honneur. En France, sommes-nous bien sûrs, malgré le discrédit plus apparent que réel où est tombée la noblesse, d'avoir ces mœurs? Qu'un grand personnage prenne le bras d'un petit bourgeois, imagine-t-on qu'une des plus violentes préoccupations de ce dernier ne sera pas de savoir si on le remarque? Imagine-t-on qu'il ne se gonflera pas? Que de fois j'ai entendu dire à de braves gens : « Je connais le duc X***; je vais quelquefois chez lui; il est fort aimable pour moi! » comme s'ils en recevaient quelque lustre. En Espagne, il n'en est point de même, et bien qu'on ne s'y pique guère d'égalité, on n'y affiche pas cette espèce de servilisme. Le peuple a gardé une certaine dignité native; il est rarement servile, et beaucoup de fronts restent hauts en face des puissants.

Mais, il faut le dire tout de suite, toutes ces qualités sont obscurcies par un défaut, un défaut capital, et qui se développe de plus en plus et menace de prendre de bien dangereuses proportions. J'ai dit que l'Espagnol, peu encouragé au travail par la constitution an-

Digitized by Google

cienne de l'Etat, par les difficultés que présentent l'industrie et le commerce, pour lesquels rien n'a été fait, ou peu de chose, est resté indolent, sinon oisif. Le paysan, l'homme du peuple vivent de rien; quelques cuartos par jour suffisent à leurs besoins. Mais dans une classe supérieure, il n'en est plus de même. Qu'a-t-on fait? On s'est retourné vers l'Etat, vers les administrations, et il en est résulté une course aux emplois plus terrible encore que chez nous. L'Espagnol pauvre mendie quelque argent; l'Espagnol d'un rang supérieur mendie des places. Ces emplois sont en général peu rétribués; on en a créé beaucoup et à bon marché; qu'importe, cela suffit. Un ministre de la magnifique monarchie espagnole recevait trente et un mille francs. Qu'on juge par là de la somme affectée aux petits emplois. Et néanmoins, c'était à qui en aurait; il en est encore, par malheur, de même aujourd'hui. Cela explique cette foule de fonctionnaires qu'on rencontre à Madrid. Tout le monde est, a été ou sera quelque chose. A chaque changement de ministère, il se faisait un chassé-croisé d'employés. Les anciens faisaient place à de nouveaux, et ceux-ci, à leur tour, disparaissaient bientôt. Il y a, à Madrid, toute une population nombreuse qui vit, ou de la fonction passée, ou de la fonction présente, ou sur la fonction future. Il en est un peu de même dans les provinces. Il semblerait que tous ces fonctionnaires en disponibilité ou en activité dussent être préoccupés de leur situation menacée ou convoitée? Point du tout; la plupart sont gais, obligeants, un peu affairés. Seulement, c'est, à mon avis, un des dangers qu'aura à vaincre la révolution actuelle; il est moins aisé qu'on ne le suppose d'écarter cette nuée de solliciteurs vivant aux dépens du budget, et qui, en ces derniers temps, constituaient une véritable plaie.

On s'explique ainsi aisément pourquoi, pour une armée de moins de cent mille hommes, le gouvernement espagnol avait créé près de cinq cent cinquante officiers généraux; formidable état-major qui, au lieu de soutenir le trône, comme on le croyait naïvement, a fini par le miner. Il fallait donner des places et satisfaire des ambitions. Est-ce qu'on satisfait jamais les ambitions?

Ce que nous venons de dire peut aider à se faire une idée assez exacte de la société de Madrid. C'est un monde à l'apparence grave, au langage sonore, à la pose majestueuse, mais simple en réalité. Et je dis simple à dessein, dans toute la vérité du mot. Depuis bien longtemps l'Espagne n'a produit aucune de ces grandes personnalités qui s'imposent, soit dans la science, soit dans les arts, soit dans la philosophie, soit dans la politique. On y est aimable, charmant; mais j'oserai dire que l'esprit y manque de solidité; un peu futile, superficiel, comme dans toutes les sociétés où le pouvoir

Digitized by Google

central corrompt et absorbe la vie de la nation, il s'énerve dans le désœuvrement et l'ennui ; la liberté seule occupe sérieusement un peuple, l'éclaire, l'élève et le grandit.

Le rôle des femmes ne m'a pas paru bien accusé et n'a rien d'ailleurs qui frappe. Comme partout, on est empressé autour d'elles, mais il ne me semble pas qu'elles aient rien fait pour relever les hommes de l'espèce d'apathie où ils sont plongés. Pour leur plaire il n'est point nécessaire de briller par de grandes qualités, des mérites sérieux, par une science, une distinction supérieures ; être un beau cavalier, aimable et empressé, cela suffit. Elles n'en demandent pas davantage. Les conversations sont en général sans grande portée. Voyez combien peu de peintres, de poètes, de savants, de philosophes, d'écrivains d'un mérite réel, en un mot, de personnalités saillantes. On peut dire qu'une désolante torpeur s'était appesantie sur cette société et l'étouffait. Nous allons pouvoir juger si elle possède en elle assez de vitalité pour se relever. Je le crois, parce que l'Espagne compte beaucoup de bons et ingénieux esprits, mais qui, découragés, s'étaient repliés sur eux-mêmes. Ils vont pouvoir enfin prendre leur essor.

Cette société madrilène est donc assez pâle; son rôle est effacé et n'a pas grande influence sur la nation ; elle a besoin d'être, en quelque sorte, régénérée, galvanisée. De l'indifférence politique, elle s'était laissée aller à l'indifférence de toutes les choses belles et grandes, qui font l'ornement et l'illustration des sociétés polies : l'amour des lettres, des sciences et des arts, l'ardeur au travail surtout qui produit des hommes et grandit les nations. Quant au peuple, ce n'est pas à Madrid qu'il faut le chercher pour le juger; nous le trouverons chez lui, dans les excursions que nous allons entreprendre à travers les provinces.

AMÉDÉE MARTEAU.

Digitized by Google

UN TOURISTE SEXAGÉNAIRE

Journal d'un voyage dans l'Inde anglaise, à Java, dans l'archipel des Moluques, sur les côtes méridionales de la Chine, à Ceylan, par Fr. Devay. Paris, Firmin Didot.

DEUXIEME PARTIE*

I

Poulo-Penang, « charmant petit coin du monde, » est présentement aussi fréquenté comme *sanatorium* ou station de santé que les Nilgherries, Simlah ou Dorjeeling sur le continent indien. Dans les montagnes qui couvrent la majeure partie de cette île, on jouit d'un printemps perpétuel. « L'exploitation du voyageur s'y fait avec le même cérémonial et la même emphase qu'en Angleterre ou en Suisse. » M. Devay s'en aperçut à l'hôtel Alexandra, où il s'arrêta pour déjeuner, en revenant de visiter un creux de rochers où fonctionne d'habitude une cascade qu'on lui avait vantée comme une des curiosités de l'île, mais qui, pour le moment, faisait relâche. « Cet hôtel est tenu sur un grand pied : le *waiter* a un petit air précieux et discret; la *chamber-maid* semble être à ressorts; la maîtresse de la maison et ses filles sont vaporeusement habillées ; mais tout ce

* Voir la *Revue contemporaine* du 31 octobre 1868.

Digitized by Google

luxe se paye : un déjeuner sec (*drinkables not included*) coûte un dollar ; une bouteille de *pale ale*, un demi-dollar. »

Il y a beaucoup de mouvement dans la ville toute nouvelle de Penang ; la race indigène y disparaît sous un flot d'émigrants chinois. Le chenal peu profond qui sépare l'île de la terre ferme est fréquenté par les requins ; mais ces squales ont subi l'influence du progrès. Ce ne sont plus eux qui dévorent les hommes : ils jouent, au contraire, un rôle important comme article comestible sur le marché de Penang.

Cette île n'est pas seulement intéressante comme « station de santé », elle prend chaque jour plus d'importance commerciale, et sa population a plus que doublé depuis 1860. La culture dominante à Poulo-Penang est le bétel qui y réussit mieux que partout ailleurs. Dans la partie du territoire malais située en face et que les Anglais se sont pareillement adjugée, le sol est très favorable à la production de la canne à sucre.

Le steamer quitta Poulo-Penang le 19 mars dans l'après-midi. Le lendemain au soir, par un beau clair de lune, il jetait l'ancre devant Malacca, possession jadis portugaise, ensuite hollandaise, anglaise aujourd'hui, comme tout ce qui vaut la peine d'être possédé. On y arrive maintenant quand on veut, et l'on repart de même. Il n'en était pas ainsi du temps des navires à voiles. Un missionnaire qui a visité jadis ces mêmes contrées, le P. Alexandre de Rhodes, un digne homme, quoique jésuite (on n'est pas parfait), débarqua à Malacca au mois de juillet 1622, et y fut retenu par les vents contraires jusqu'au mois d'avril de l'année suivante. Il est vrai qu'il ne perdit pas son temps, ayant baptisé, pendant ces neuf mois, plus de deux mille Malais. M. Devay, qui n'a baptisé personne, se trouva fort heureux de quitter cette rade au bout de quelques heures. Encore en avait-il passé une partie à l'ombre sur la colline des signaux, auprès de quelques ruines qui ne paraissent pas avoir excité sa curiosité. Elles ne manquent pourtant pas d'intérêt historique : ce sont les restes de l'ancienne cathédrale portugaise ; François Xavier a prêché dans cette église, fondée par Albuquerque.

De Singapour, où il ne séjourna que quelques heures cette fois, M. Devay fit route pour Batavia sur le *Java*, de la marine royale hollandaise.

Les navires de cette nation ont brillé de tout temps par la solidité plutôt que par la célérité. C'est sur un bâtiment hollandais faisant le même parcours que le P. de Rhodes fut témoin d'un fait qui lui parut miraculeux. Le bâtiment heurta contre un écueil avec une telle violence, qu'on s'imaginait couler à fond. Pourtant aucune voie d'eau ne se déclara, et, vérification faite, il se trouva que c'était

Digitized by Google

le récif qui avait subi une avarie, tant le navire était bien constitué. Il avait brisé et emportait, victorieusement fixée dans sa quille, l'extrême pointe de l'écueil, bouchant hermétiquement le trou qu'elle avait fait. Méry se souvenait sans doute de cette anecdote, quand il a écrit que le fond des mers était encombré d'écueils sombrés sous l'effort de navires hollandais.

Le *Java* était néanmoins un assez bon marcheur. Suivant un usage national scrupuleusement suivi dans toutes les parties du monde, les repas semblent être la grande affaire à bord d'un navire hollandais. Petit déjeuner dès huit heures; à midi, grand déjeuner, véritable mêlée où les mynherrs faisaient merveille sous la conduite du corpulent capitaine, qui « sabrait les bouchons et enfonçait les platées de *curry*. Riz, légumes, poisson et œufs durs, volailles, tout y vient, tout y passe. On fait circuler un grand plateau à neuf compartiments contenant des sauces inconnues. » Pour la première fois depuis Suez, M. Devay remarque que les « drinkables » de toute nature sont « inclus » dans le prix du passage; aussi on en use largement. Après le grand exploit gastronomique de midi, la sieste; à trois heures, thé complet; à cinq, bitter et curaçao, avant-garde d'un dîner digne en tout point du déjeuner; puis, une forte arrière-garde de thé, sandwichs, café et liqueurs. « Je ne pouvais me faire à ce régime, dit M. Devay; dès le premier jour, le petit déjeuner avait fait tort au grand, et le grand au dîner. »

L'un des meilleurs hôtels de Batavia est celui des Indes, tenu présentement par des Français. Cet hôtel est situé à plus d'une lieue de la mer, dans la nouvelle ville, où résident tous les Européens. Depuis longtemps, ils ont déserté l'ancien Batavia, la cité historique qui, de jour en jour, devient plus insalubre par suite des atterrissements que produit la rivière dont l'eau, saturée de sédiments ocreux, teint la mer à plus d'un mille de distance. Ces atterrissements sont tellement considérables, que tous les ans il faut consolider et prolonger les jetées qui défendent l'entrée du port. Une végétation vigoureuse envahit ces plages nouvelles, et chaque année voit grandir cette lisière de marécages, foyer de *malaria*, qui sépare la ville de la mer. Aussi, la vieille cité n'a plus, pour population fixe, que les indigènes et les Chinois; mais tout l'établissement commercial y est resté. « Tous les jours non fériés, vers dix heures du matin, négociants et employés s'y rendent en voitures plus ou moins élégantes. Les comptoirs, magasins et bureaux restent ouverts jusqu'à quatre heures; alors commence le retour. Tout le monde a sa voiture, même les simples commis. Il est vrai qu'en général ils ne gagnent pas moins de 15 à 1600 francs par mois.... *pour commencer*. De plus, les promenades

Digitized by Google

à pied, dans la saison des pluies, sont extrêmement malsaines. » M. Devay en fit une fâcheuse expérience, et dut abréger son séjour.

Cette cité, relativement moderne, est tristement partagée sous le rapport des monuments. Bien qu'assez tiède admirateur de la gloire militaire en général, et de Napoléon en particulier, notre voyageur ne put se défendre d'un mouvement d'impatience patriotique, en contemplant sur la place principale, *décorée* du nom de *Waterloo*, une colonne surmontée d'une sorte de caniche microscopique. Cette figure est censée représenter le lion néerlandais, et, sur la colonne, on lit une longue inscription commémorative de la bataille gagnée *sur tous les points* par les intrépides Belges et leur illustre chef, le prince d'Orange. (*Fortitudine et strenuitate*, etc., *stratis et undique fugatis Gallorum legionibus.*) Voilà comment on écrit l'histoire à Batavia, quelquefois aussi en Europe.

Un autre jour, le guide de M. Devay l'introduisit sans façon dans la maison du plus riche Chinois de la ville. La première pièce, après la vérandah, était un immense salon dallé de marbre, entièrement meublé à l'européenne, c'est-à-dire encombré d'une foule de canapés, siéges et autres objets de pacotille, la plupart de fabrique française : ébénisterie du faubourg Saint-Antoine, pendules à troubadours, gravures à la manière noire du temps de la Restauration et du premier Empire : Napoléon, Poniatowski, *Souvenirs* et *Regrets*, etc. Après ce salon venait une autre pièce richement meublée à la chinoise, et un sanctuaire suffisamment garni d'idoles grotesques et de dragons. « Au moment où nous sortions, le maître arrive en fort belle calèche. Mon compagnon me présente et j'échange des poignées de main avec ce riche magot, qui s'informa de moi et de ma nationalité. Mon guide le satisfait en hollandais ; sans doute il m'aura fait passer pour un mandarin de Paris, à bouton distingué ; je m'en aperçois au salut obséquieux du Chinois, à ses mines pincées et penchées. Il me prend par la main et me fait repasser dans la grande salle qui contenait tout son bric-à-brac européen, et me répète avec un emphase vaniteuse : *Paris! Paris!* Là-dessus, pantomime admirative de ma part; saluts et nouvelles poignées de main pour prendre congé. »

Un soir, en sortant du cercle, où il venait de subir, moyennant un billet de cinq florins, l'ennui d'un long concert européen, M. Devay s'amuse assez longtemps du spectacle gratis d'un restaurant chinois qui inaugurait son ouverture avec renfort de musique et de danses indigènes.

Il y avait encore foule, malgré l'heure tardive, quand je m'arrêtai devant cette maison, splendidement éclairée au dedans et au dehors. Une

Digitized by Google

balustrade mobile, à hauteur d'appui, tenait à distance les curieux ; plus de moitié de l'espace libre devant le rez-de-chaussée était garni de petites tables avec nappes, éclairées de candélabres portant des bougies protégées contre l'air extérieur par des verres évasés en calice. Pareilles tables se voyaient dans l'intérieur, les unes et les autres occupées par des Chinois en blanches camisoles, la queue déployée, jouant gravement aux cartes ou aux échecs, en attendant un repas en préparation. Dans l'autre partie de l'espace protégé par la balustrade, deux danseuses de petit échantillon exécutaient des passes et des mouvements lents, poussaient de temps en temps des miaulements aigus, en renversant et crispant leurs mains étendues et leurs doigts chargés de bagues. Elles étaient couvertes de beaux sarongs, les épaules et les bras nus ; leur luisante et noire chevelure s'enroulait presque verticalement sur leur tête en une longue spirale, mêlée de fleurs blanches et jaunes, et se terminait par des aigrettes dorées, tremblantes et scintillantes. D'autres femmes, pareillement attifées, attendaient, accroupies sur les nattes, leur tour d'entrer en danse. Elles marquaient la mesure en frappant avec un tampon à manche un petit gong et des planchettes de bois, qui produisaient un son doux et moelleux. Tout cela semblait froid et compassé ; mais, dans la cuisine flamboyante, il régnait une clarté de feux de broches et une agitation de marmitons chinois du meilleur augure... Dans une partie reculée de cette cuisine, des dieux, en posture terrible, grimaçaient derrière des cierges allumés.

Il y a encore là une certaine couleur locale, mais qui de jour en jour s'efface et passe à l'état de grisaille. Quelques détails de ces restaurants chinois ont déjà un faux air européen. D'ici à un siècle, la conservation des derniers vestiges de nationalité, dans ces contrées lointaines, ne sera plus qu'une affaire de spéculation, qu'un stimulant adroit pour la curiosité des touristes.

II

Nous allons maintenant suivre notre voyageur dans une région que visitent rarement les Français. Inquiet de l'influence fâcheuse qu'exerçait le climat de Java sur son tempérament, il se décida tout à coup à partir pour les Moluques, en profitant du service mensuel de bateaux-poste qui dessert cet archipel. C'est un voyage circulaire de quarante à quarante-cinq jours. Par une coincidence heureuse pour M. Devay, le commandant du steamer en partance était un Marseillais qui depuis vingt ans naviguait dans ces parages. M. Cores de Vries, le riche armateur qui a l'entreprise de ce service de correspondance entre Batavia et les Moluques, réside à Soerabaya, la deuxième cité de Java. M. Devay partit donc le 7 avril,

Digitized by Google

sur le solide et placide vapeur *Menado*. Tandis qu'il voguait « tout en paix » vers Samarang, la première station qu'on rencontre en longeant la côte nord, M. Devay recueillait des indications intéressantes sur les relations de la Hollande avec ses possessions indiennes. « Les études du chemin de fer de Batavia à Soerabaya par Samarang étaient faites, le tracé déterminé ; le gouverneur devait, disait-on, poser la première pierre sous peu, et la dernière le plus tard possible. La colonie de Java, comme toutes les colonies du monde, se plaint de l'âpreté financière de la métropole. On voudrait voir une plus forte portion du revenu de Java et des Moluques employé dans le pays même : on commence à rêver autonomie... »

La situation de Samarang ressemble fort à celle de Batavia ; c'est encore l'embouchure d'une rivière qui charrie des masses de limon; seulement les collines sont plus accidentées et plus proches de la mer. Le principal hôtel est tenu par un couple français : une ex-modiste et un ex-prestidigitateur; tous deux paraissent fort désireux d'escamoter promptement une fortune, pour revenir la dépenser à Paris, qu'ils connaissent et regrettent. Il en est de même de tous les Français qu'on rencontre aux Indes, de ceux du moins qui peuvent se rapatrier sans trop d'inconvénients.

Soerabaya, siége du grand arsenal maritime des Hollandais dans l'archipel indien, semble appelé, dans un avenir plus ou moins éloigné, à détrôner Batavia. Ses avantages de situation sont en effet considérables, principalement sous le rapport de la salubrité. « Le chenal endigué est bien moins long ; il y a peu de plages basses et d'atterrissements à l'embouchure ; aussi la ville commerçante et la résidence des Européens y sont confondues dans un même ensemble, à moins d'un kilomètre de la mer. » M. Devay visita dans le plus grand détail les établissements de la marine ; il les trouva tenus avec toute la régularité militaire, jointe à la propreté hollandaise. Les ouvriers qui travaillent le fer sont presque tous indigènes, et paraissent s'en tirer à merveille ; les Européens ne résisteraient pas à un tel labeur sous un tel climat. En sortant des forges, M. Devay alla visiter un nouvel établissement d'un genre absolument opposé : une fabrique de glace par l'éther sulfurique. Cette usine, montée par un Anglais depuis 1863, paraissait en pleine voie de prospérité ; elle commençait à faire concurrence sur les marchés de l'île avec les glaces de provenance américaine.

Notre voyageur trouva le meilleur accueil chez les armateurs hollandais, « rois de ces mers. » On s'empressa de lui faire un rabais de près de moitié sur la tournée complète des Moluques, et on lui offrit, par-dessus le marché, des lettres de recommandation pour les fonctionnaires et les principaux habitants de Célèbes et des autres

Digitized by Google

îles. Cette partie de son voyage fut à la fois la moins coûteuse et la plus intéressante.

Parti de Soerabaya le 15 mars, le *Menado* arrivait dans la matinée du 18 en vue de la côte méridionale de Célèbes. Macassar, principal établissement des Hollandais au sud de cette grande île, se présente bien mieux que Batavia du côté de la mer. Là, pas de rivière fangeuse, pas de zones de marécages empestés; les maisons hollandaises et les cases indigènes bordent le littoral. Comme il n'y a qu'un courrier par mois, son arrivée fait toujours événement; aussi, une foule nombreuse encombrait le débarcadère. Pendant tout le temps qu'on mit à accoster, les passagers, en observation sur le pont du steamer, n'étaient qu'à une dizaine de mètres d'une enceinte en clayonnage de bambou servant de bain pour les deux sexes. « Cette barrière, dit notre indiscret touriste, défend des requins et non des regards. »

Le *Menado* faisant escale pendant quatre jours, M. Devay descendit à terre et se mit en quête d'un hôtel. On n'a pas l'embarras du choix à Macassar; il n'y en a qu'un seul, le *Logement Célèbes*, situé sur une promenade ombragée de grands arbres, à deux pas de l'hôtel du gouverneur, en face d'une prairie où paissent des chevaux, des vaches et des biches au piquet. Il n'y a aussi qu'un journal, le *Makaassarch handels en advertiende blad.* Ici, du moins, la couleur locale tient encore : mille détails pittoresques compensent la difficulté de se faire comprendre. A Poulo-Penang, à Singapour, à Batavia, M. Devay avait trouvé les quartiers chinois peuplés à peu près uniquement d'hommes, car les Chinoises n'émigrent pas. A Célèbes, la population lui sembla, au premier abord, exclusivement composée de femmes. Les hommes sont, en effet, sans barbe, coiffés, comme les femmes, de madras à rayures s'élevant en pointe; ils portent également autour de la taille une sorte d'écharpe à grands dessins rouges ou roses. La principale rue, partant de l'esplanade, près de la forteresse, se continue en ligne droite sur une longueur de deux kilomètres environ. Ce sont d'abord des constructions européennes en maçonnerie avec toits en tuile, puis vient une longue suite de cases en bambou formant boutiques. Çà et là, des casoars apprivoisés picorent avec une gravité impertubable. Le long des rues, ou plutôt des routes qui s'éloignent de la mer, on voit de charmantes habitations d'indigènes montées sur pilotis, construites en bambous entrelacés avec un art singulier. Ce végétal pousse à Célèbes, ainsi qu'à Bornéo, en touffes d'une vigueur prodigieuse, qui s'épanouissent comme des bouquets de feu d'artifice.

La banlieue de Macassar est fort circonscrite. La ville est serrée d'assez près par des montagnes du plus attrayant aspect; mais il

Digitized by Google

n'est pas prudent de s'y engager, ni même de trop dépasser la portée des canons des forts, si l'on ne veut s'exposer à recevoir à travers le corps quelqu'un de ces beaux et longs bambous que les indigènes utilisent en manière de flèches. La couleur locale surabonde ici, comme on voit. A deux lieues à peine de Macassar réside un roitelet soi-disant vassal, en réalité trop indépendant, dont le territoire sert de refuge à tous les mauvais sujets de la colonie. Le gouvernement néerlandais hésite, dit-on, à entreprendre la conquête de ce nid de malfaiteurs. Ce serait déplacer le mal et non le détruire, car la reconnaissance, même purement nominale, de la suzeraineté hollandaise, ne s'exerce, de ce côté de Célèbes, que dans des limites fort étroites. C'était bien la peine de faire tant de sacrifices, de verser tant de sang il y a deux siècles, pour expulser les Portugais[1].

Le chargement du *Menado* s'était opéré avec une célérité peu ordinaire dans ces parages; le départ fut avancé de deux jours. M. Devay eut toutefois le temps de voir le cortége d'une princesse indigène qui venait de renouveler son hommage annuel de vassalité. L'escorte avait une physionomie originale : la plupart des soldats, uniquement vêtus de caleçons bleus, le *criss* à la ceinture, étaient armés de piques; quelques-uns seulement, les hommes d'élite, portaient fièrement de vieux fusils à pierres. Ensuite venait une escouade de jeunes filles qui n'étaient guère plus vêtues. Elles faisaient entendre par intervalles une sorte de mélopée. Enfin parurent, dans deux calèches européennes de forme surannée, d'abord la princesse, en veste de velours et *sarong* de soie, avec force plaques et colliers, puis son fils, jeune enfant à la mamelle tenu par sa nourrice, et coiffé d'une sorte de bonnet pointu, pareil à ceux des clowns de l'hippodrome.

Avant de se rembarquer, notre touriste eut encore le temps de faire une promenade fort agréable dans la calèche d'un des négociants de Macassar. Cette calèche, bien plus élégante que les équipages de la princesse de Tanété, était conduite par un cocher malais coiffé d'une brillante cuvette de fer-blanc verni, rouge et or. Deux heures lui suffirent pour parcourir toute la partie du territoire hollandais accessible aux voitures.

Les émotions violentes sont rares dans le journal de M. Devay. Il en eut une pourtant dans la traversée de Célèbes à Timor. Au milieu de la nuit, le *Menado* était engagé dans le détroit de Saapy. Cette passe étroite sépare la pointe est de la sauvage Sombawa de

[1] C'est lors de la prise du fort de Macassar, en 1667, que la femme du commandant portugais, qui venait d'être tué sur la brèche, fit tirer du côté de la mer les derniers coups de canons chargés à mitraille avec des lingots d'or et des pierreries, pour ravir cette proie à l'ennemi.

Digitized by Google

la petite île non moins sauvage de Comodo. Tout concourt à donner une physionomie sinistre à ce passage, sombre couloir entre des montagnes à pic, encombré des débris d'autres montagnes éboulées, transformées en écueils.

Vers deux heures du matin, le capitaine marseillais du *Menado* vint, en bon compatriote, réveiller M. Devay en sursaut pour le faire jouir de ce défilé pittoresque. La scène, déjà émouvante, faillit le devenir plus qu'il n'était nécessaire. Il faisait un clair de lune splendide ; contre l'ordinaire, aucune vapeur n'obscurcissait les hauts sommets ; le regard embrassait librement, de la base au faîte, les falaises gigantesques de Sombawa et de Comodo, surplombant l'étroit passage. Le lourd *Menado* luttait péniblement contre le courant, qui le poussait vers des récifs dont l'écume et le bruit des vagues indiquaient l'emplacement. Bientôt on entendit, d'une façon de plus en plus distincte, le ressac menaçant des lames sur les récifs plus rapprochés. Tout à coup, le capitaine, qui surveillait avec une inquiétude croissante la marche de son navire, quitte brusquement M. Devay, « saute sur le timonier, qu'il renverse à coups de pieds et de poings, et, saisissant la barre, remet en bonne voie le *Menado*, qui, sous la direction de ce Malais maudit, dérivait en plein vers les brisants. »

Timor, où le *Menado* aborda deux jours après, renferme, comme il y a deux siècles, un établissement portugais au nord-est, un hollandais au sud-ouest. Aussi, la politique jalouse et meurtrière des conquérants européens a porté ses fruits. Longtemps associés à leurs querelles, les indigènes ne réussissaient qu'à s'entre-détruire. Enfin les deux colonies ont subi le contre-coup des infortunes de leurs métropoles. En comparant ce qu'en disent M. Devay et d'autres contemporains avec l'ancienne description du voyageur anglais Dampier, qui visita l'île en 1699, on voit que des deux côtés la civilisation a perdu bien du terrain : tout est à peu près à refaire. On s'arrêta d'abord à Koë Pang, la ville hollandaise : «Elle est petite; la plupart des maisons sont situées dans une anse, sur une falaise de quelques mètres de hauteur, dont les grandes marées battent le pied, mal défendu contre les érosions par une palissade en bois, fort endommagée. A gauche de cette anse, au pied d'une *forteresse pour rire*, débouche un ruisseau dont les bords offrent une série de délicieux paysages.» A l'époque de la visite de Dampier, cette forteresse, nommée assez mal à propos *Concordia*, avait une tournure beaucoup plus respectable. On y accédait par un large pont, établi à l'embouchure de ce ruisseau, qui prend l'importance d'une rivière à la saison des pluies. De plus, les directeurs avaient, à deux cents pas de là, un magnifique jardin, fermé d'excellents murs de pierre, et un vaste enclos

Digitized by Google

pour les bestiaux. Une garnison européenne occupait le fort, mais la majeure partie des habitants de la ville se composait de cipahis indigènes ou de Malais enrégimentés au service de la Compagnie.

La décadence et la chute de cette Compagnie fameuse ont porté à l'établissement de Timor un coup dont il aura bien de la peine à se relever. Le beau jardin a disparu, et aussi les directeurs : la métropole a pour unique représentant « un blond et grand Hollandais, tout d'une pièce. » Ce résident, qui a, comme la plupart de ses collègues, une famille de sang mêlé, emploie sagement les minimes ressources dont il dispose à rétablir et à prolonger, non pas les routes, mais les sentiers qui s'enfoncent dans l'intérieur de l'île. Dans cette situation, les bois précieux, notamment le sandal, qui abonde dans certains cantons, ne peuvent être exploités. Il en est de même des anciens gisements d'or et de cuivre, dont parlaient avec admiration les voyageurs du siècle dernier. Aujourd'hui, le seul article sérieux d'exportation est la cire, provenant des abeilles sauvages, qui foisonnent, à ce qu'il paraît, dans l'intérieur de l'île, ce qui ne témoigne pas en faveur de la densité de la population. Il y a quelques années, l'île était encore fameuse pour ses perroquets; on en a tant emporté qu'ils commencent à y devenir rares.

Mais la nature abandonnée à elle-même bénéficie largement de cette décadence. Tandis que, sur le continent indien, l'Angleterre fait des trouées dans les jungles pour poser des rails, transforme en stations les tanières des tigres, et rêve, comme pendant au câble transatlantique, des tunnels et des rampes à travers l'Himalaya ; — tandis qu'à l'autre extrémité du monde, les derniers débris des forêts vierges d'Amérique disparaissent sous la cognée, l'infatigable nature prend sa revanche sur quelques points de l'archipel indien. Elle y regagne du terrain, provoque, harcelle la civilisation stationnaire ou défaillante. Une excursion dans la banlieue de Koë-Pang, redevenue à peu près sauvage, serait une rare bonne fortune pour les artistes. Qu'on en juge par cette description presque poétique de notre touriste, qui, par âge et par caractère, ne s'enthousiasme pas facilement.

C'est un Eden que ce petit coin de terre. Je suivais, sous l'ombre des grands arbres [1], un des bords du ruisseau sinueux et encaissé qui débouche à la mer. Tout le ravin était tapissé d'herbes puissantes; la végé-

[1] Les grands arbres les plus communs à Timor, sur le littoral et dans son voisinage immédiat, sont des cèdres *Deodaras*, qui atteignent des proportions gigantesques. Cette variété de cèdre, supérieure à ceux du Liban pour la qualité du bois, est d'une teinte de feuillage moins sombre et d'une croissance plus rapide.

Digitized by Google

tation des deux rives, en se rejoignant, formait une voûte gracieusement irrégulière, sous laquelle circulait une eau abondante et limpide. C'était une succession de cascatelles bruyantes et de petits bassins tranquilles, dont quelques-uns servaient de lavoirs et de bains... Cependant les bords du ravin s'exhaussaient rapidement ; bientôt j'arrivai à un pont formé de troncs d'arbres jetés d'un bord à l'autre. Là, le ruisseau, ou plutôt le torrent, se précipite en cascade sous des arceaux de verdure ; le sentier, qui continuait au delà du pont, me conduisit dans une clairière, où je rencontrai des femmes avec des fardeaux suspendus aux deux extrémités d'un levier dont le milieu repose sur l'épaule. L'une d'elles portait ainsi un jeune enfant avec une charge d'eau en contrepoids, retenue dans des feuilles de bananier contournées en coquilles. A mon aspect, ces femmes s'écartaient avec une précipitation craintive, puis se retournaient curieusement : les plus jeunes prenaient avec les dents un pan de leur sarong pour se cacher la poitrine. Deux enfants, qui descendaient ce même sentier que je montais, rebroussèrent chemin en courant. A quelque distance, ils se retournèrent ; voyant que j'avançais sur eux, ils reprirent leur course en poussant des cris et finirent par se jeter de côté dans quelques broussailles. Ma barbe blanche, mon casque de feutre recouvert de mousseline, ma taille, mon accoutrement, pouvaient donner à ces pauvres enfants l'idée d'une redoutable apparition. Peut-être est-ce en blanc qu'on leur dépeint le diable.

Certains blancs ont laissé dans l'archipel indien des souvenirs qui rendraient une telle assimilation vraisemblable.

A un kilomètre du littoral, à quelques pas des dernières cases, commence la forêt vierge, la végétation sans culture. C'est ainsi qu'à Macassar, la grande et unique rue se perd tout à coup dans une épaisse futaie de cocotiers.

La situation de l'établissement portugais (Dilly) est du plus heureux aspect. La baie forme une courbe gracieuse, dominée par un amphithéâtre de collines couvertes d'une végétation luxuriante et qui se relient au littoral par des terres fertiles, mais couvertes d'eaux stagnantes. En revenant d'une petite excursion à terre, les passagers du *Menado* trouvèrent une espèce de marché de perroquets et de poules, improvisé sur la plage en leur honneur. On voyait du premier coup d'œil que le commerce ne fonctionne pas dans ces parages avec une activité fougueuse : chaque volatile était attaché par la patte à une corde, avec son vendeur à l'extrémité. Il y avait là un assortiment de types d'indigènes qui auraient fait la joie d'un ethnologue ; notamment des nègres ou métis de la Nouvelle-Guinée, assez voisine de Timor : « lèvres pendantes, cheveux crépus, colliers de dents de poissons ; peu de femmes et affreuses ! » Au milieu de cette foule circulaient quelques soldats portugais, à figure fiévreuse, avec des uniformes déguenillés ; les pieds nus, ou traî-

Digitized by Google

nant, en savates incroyables, des débris de vieux souliers. « Employés et soldats, dit M. Devay, ont l'aspect aussi misérable aussi délabré que les masures où ils s'abritent ! »

III

Un spectacle plus attrayant attendait notre touriste à l'archipel de Banda, qui fait partie des fameuses îles à épices. La petite Banda, siége du résident, « est un îlot charmant dans tout un groupe merveilleux. » Mais, pour goûter pleinement le charme de ces lieux, il importe d'en ignorer ou d'en oublier l'histoire. Il faut oublier que la population indigène de ces îles trop séduisantes et trop faciles à envahir a péri en entier, comme les Caraïbes aux Antilles. Tout le crime des Bandanais fut d'abord de vouloir rester maîtres chez eux; puis, après la conquête, d'avoir tenté de se révolter contre l'impitoyable tyrannie du monopole et d'en tirer vengeance. Les conséquences de cet odieux système, que les Hollandais ont aboli trop tard pour leur intérêt et leur honneur, ont été exposées ici[1], et nous n'avons pas à y revenir. Rappelons seulement que, d'après les Hollandais eux-mêmes, à l'époque de leur première apparition dans cet archipel, une seule des îles, la grande Banda, comptait 15,000 habitants. L'archipel entier n'en a pas aujourd'hui la moitié. Ces îles sont encore affectées exclusivement, comme du temps du monopole, à la culture du muscadier; seulement la vente et la préparation sont libres désormais. Par suite de cette production exclusive, les habitants sont obligés de tirer tous leurs approvisionnements du dehors.

M. Devay s'empressa de profiter de la fraîcheur relative de 27 à 28 degrés qu'il faisait alors pour parcourir la petite ville. Il fut accueilli avec l'empressement le plus cordial par le principal négociant de l'île, Hollandais, mais mari d'une Française qui, bien entendu, regrettait et implorait Paris. Dans sa promenade matinale, notre touriste avait fort admiré l'aspect des habitations européennes et leurs splendides encadrements de verdure. A l'intérieur, il aperçut quelque chose qui diminua un peu son enthousiasme. Il y a dans chaque cour, en permanence, une cabane de bambous destinée à servir de refuge lors des tremblements de terre. Les colons de l'archipel de Banda ont souvent de ces émotions, grâce au trop proche voisinage du volcan Gounong-Api.

Le lendemain, 1er mai, M. Devay fit une longue excursion à Groot-

[1] Voir *Revue contemporaine*, 2e série, t. XVII, 479-80.

Digitized by Google

Banda pour voir la seule chose qui s'y trouve, des muscadiers, et contempler le beau panorama dont on jouit du haut d'un belvédère construit sur l'un des promontoires.

Les muscadiers sont de charmants arbres à feuilles persistantes et satinées, dont la petite fleur ressemble à une fleur de muguet isolée. La muscade, à maturité, a la grosseur, la forme et la couleur de l'abricot. La pulpe charnue et jaunâtre qui enveloppe la noix se divise en deux coques qui, restant attachées à la queue du fruit, laissent voir une partie de la noix noire et luisante, à moitié cachée par une pellicule d'un rouge vif. Avec la pulpe on fait des confitures estimées, et l'enveloppe rouge (*macis*), séchée au soleil, sert de condiment dans le pays.

M. Devay suivit en détail le traitement industriel des noix muscadées. Elles sont étendues sur un plancher à claire-voie, au-dessous duquel brûle un feu non flambant. Ce plancher est divisé en quatre compartiments, recevant à des doses différentes la chaleur et la fumée, et dans lesquels les noix accomplissent graduellement leur dessiccation. A la sortie du dernier, elles sont cassées, et les amandes, saupoudrées de chaux, sont expédiées en Hollande, seul marché de ces épices.

Le panorama du belvédère de Groot-Banda parut à M. Devay d'autant plus digne de sa réputation, qu'il en eut tout le plaisir sans la fatigue de l'ascension. Le résident hollandais avait mis gracieusement à sa disposition sa propre chaloupe pour traverser la baie, plus une chaise et douze porteurs, sur les épaules desquels notre touriste gravit et redescendit, majestueusement allongé, l'escalier de 380 marches taillé dans le roc qui va de la plage au belvédère. Le trait saillant du paysage (trop saillant pour le repos de la colonie), est l'îlot-volcan Gounong-Api, « immense cône régulier qui semble avoir été soulevé tout d'une pièce du fond de la mer. » Le mot « immense » doit être pris ici dans un sens relatif, car cette montagne turbulente est moins haute que le Vésuve.

Il semble qu'une fatalité de discorde plane à jamais sur cet archipel. Depuis longtemps, et pour cause, l'on n'a plus de querelles avec les indigènes ; mais les Européens se chamaillent entre eux sous les prétextes les plus frivoles. On a pourtant fondé en 1860 un club, dont la façade porte cette élégante inscription française : « *L'harmonie, c'est tout* ! » Mais à Banda, ce tout manque totalement. En quelques heures, M. Devay fut au courant de la situation, fort semblable à celle de certains arrondissements d'un grand Etat européen de notre connaissance. Il y avait la coterie de l'opposition et celle de l'autorité, conduite par le résident, ou plutôt par sa femme, dont les

Digitized by Google

grands airs et les toilettes tapageuses avaient provoqué une scission. Il est probable que cette grande querelle n'est pas finie ; ce ne sont pas là des guerres de sept jours !

La traversée de Banda à Amboine s'accomplit en une nuit. L'aspect de la baie, célèbre par la transparence magique de ses eaux, ne paraît pas avoir fait une bien vive impression sur M. Devay. Il fut accueilli sur cette terre classique des clous de girofle par le gouverneur général des Moluques et par sa femme, qui le contraignirent d'accepter l'hospitalité complète pendant les deux jours de relâche du *Menado*. La présence d'un touriste est une rare bonne fortune pour des fonctionnaires, blasés promptement sur les charmes de ces résidences lointaines, et qui n'aspirent, eux aussi, qu'à revenir bien vite en Europe racónter combien tout cela est beau. Leurs femmes surtout supportent impatiemment cet exil. Nées dans des climats plus froids, elles s'accommodent mal de ces chaleurs ardentes et presque continuelles; et puis, presque toutes ont leur rêve : connaître ou revoir Paris.

Sous les auspices du gouverneur, M. Devay fit à Amboine une excursion fort intéressante, non pas tant pour la beauté des lieux qu'il visita que pour la singularité de l'escorte et du mode de locomotion. Il fit le trajet, aller et retour, assis dans un fauteuil de bambou garni de rideaux. Douze porteurs, appartenant à une tribu indigène, manœuvraient cette espèce de palanquin, et leur chef ou *roi* était de la partie avec la plupart de ses sujets. « Sous mon dais garni de rideaux, dit M. Devay, je trônais comme un pape, avec ma barbe blanche et mon casque de feutre en guise de tiare. » Le roi, qui cheminait à sa suite, sur une chaise plus modeste, avait même endossé, pour la circonstance, un paletot, dont il se débarrassa dès qu'on fut en pleine campagne. En tête de la procession marchaient deux soi-disant musiciens, frappant à tour de bras l'un sur un gong, l'autre sur un tambour : c'était l'accompagnement d'une sorte de mélopée, coupée par moments de clameurs sauvages auxquelles prenait part toute la troupe. Pour faire honneur au majestueux étranger et mériter ses libéralités, ces braves gens se démenaient, faisaient de telles grimaces et de tels cris, que M. Devay se figurait par moments être au pouvoir d'une bande d'anthropophages surexcités par la perspective d'un bon repas. Après une visite à une grotte remplie de chauves-souris, dont il comprit peu l'agrément, il fut conduit au palais du roi, grande case de bambous précédée d'une sorte de portique ou plutôt de hangar servant de salle d'audience. Là, une collation attendait le roi et son hôte; celui-ci dut avaler une tasse de thé et manger quelques bananes sous les yeux des indigènes attentifs à ses moindres mouvements. Le retour s'accomplit dans le

Digitized by Google

même équipage, mais avec des allures plus impétueuses. Egayés par de copieuses libations de vin de sagou, les porteurs couraient, gambadaient, en s'excitant l'un l'autre dans les passages les plus abruptes, « non sans un grand émoi de leur précieux fardeau. »

M. Devay ne fit qu'entrevoir Ternate dans une courte promenade du soir aux abords de la résidence de l'héritier des anciens sultans, retenu aujourd'hui captif sous les formes les plus obséquieuses. La situation de ce prince est fort semblable à celle du Grand-Mogol dans le palais de Delhi avant l'insurrection de 1857. Pour un touriste plus jeune et moins pressé, cette station pourrait devenir, dans l'intervalle d'un mois qui sépare le passage des bateaux, le point de départ d'une excursion spéciale à Ternate même et dans le groupe important dont cette île est le chef-lieu, notamment à Tidor et dans la grande île de Gilolo. Il serait facile de même, en s'arrêtant à Banda, de visiter d'autres îles peut-être plus intéressantes pour les touristes, et où le bateau ne fait pas escale, comme les deux Ceram. Mais alors il faudrait, comme le dit avec raison M. Devay, faire de l'archipel indien le but d'un voyage spécial.

Avant de reprendre la direction de Java, les steamers partant de Ternate ont encore une station importante à desservir, celle que possèdent les Hollandais sur la côte nord de Célèbes, Menado, dont le bateau de notre touriste portait le nom. Cet établissement est situé dans une baie dont la configuration rappelle exactement celle de Naples; seulement, les constructions disparaissent sous la végétation vigoureuse qui, de l'amphithéâtre de collines, semble se prolonger jusque dans la mer. Cette verdure si belle ne perd pas à être vue de près, comme à Batavia. Elle n'est pas le produit d'atterrissements malsains; toutes les rues sont de délicieuses avenues parées de toutes les richesses de la végétation tropicale. M. Devay, qui s'y connaît, proclame Menado une des plus jolies villes du monde. Là encore il eut la chance de trouver dans la femme du résident une compatriote heureuse de parler de la France et d'en avoir des nouvelles. On lui fit les plus amicales instances pour prolonger son séjour dans ce pays si beau, si neuf pour les Européens, et en particulier pour les Français. On lui affirma que l'intérieur du pays était encore plus séduisant que le littoral, qu'il y avait notamment dans les montagnes, assez près de Menado, une contrée presque vierge, plus attrayante que les fameux Nilgherries de l'Inde anglaise. On lui offrait toutes les facilités officielles, tous les moyens matériels pour visiter sans danger et presque sans fatigue au moins une partie de cet Eden, par exemple le bassin de Tondano. C'est un cirque formé par de hautes montagnes boisées, et dont le centre est

Digitized by Google

occupé par un beau lac élevé de 700 mètres au-dessus du niveau de la mer. Cette contrée réunit, comme les environs de Mexico, les beautés puissantes de la nature tropicale aux agréments des climats tempérés; elle est peuplée de tribus encore presque sauvages, mais inoffensives et hospitalières[1]. Il paraît que cette description séduisante convient non-seulement au bassin de Tondano, mais à toute la partie septentrionale de l'île, presque entièrement séparée du reste par la baie profonde de Gorontalo. Tout cela était bien tentant, et M. Devay lui-même regrette peut-être aujourd'hui de n'avoir pas cédé à la tentation. Une exploration du nord de Célèbes, couronnée par une visite à Bornéo, dont il ne fit qu'entrevoir de loin les hautes cimes, aurait été un plus digne couronnement de sa longue carrière de voyageur que la tournée, aujourd'hui presque banale, de Hong-Kong et de Canton, qu'il ne voulut pas sacrifier.

M. Devay était parti de Batavia le 7 avril ; il y rentra le 22 mai, ayant vu ou entrevu dans cet intervalle Samarang, Soorabaya, les deux établissements de Célèbes, ceux de Timor, Banda, Amboine et Ternate. Avant l'établissement des communications régulières par la vapeur entre les établissements néerlandais, il aurait fallu plus de six mois pour accomplir cette excursion. Elle présentait d'ailleurs de sérieux dangers à l'époque, encore très récente, où la piraterie florissait dans ces parages.

IV

Le choléra qui sévissait alors à Batavia força M. Devay d'accélérer son départ et de renoncer définitivement à son projet d'excursion archéologique et pittoresque dans l'intérieur de l'île. Le 1er juin, il s'embarqua sur le steamer l'*Œnarang*, rapide marcheur, quoique hollandais, et le 4, avant midi, il était installé à l'hôtel de l'Espérance, sur le quai de Singapour. Depuis l'expédition de 1860, bien des descriptions de cette ville ont été publiées en France ; nous n'emprunterons donc à celle de M. Devay qu'un détail prosaïque, mais bon à connaître. On sait qu'avant 1818, Singapour était un nid de pirates. Il en est encore à peu près de même aujourd'hui; seulement le nid s'est développé, et la piraterie s'exerce en terre ferme et dans de plus vastes proportions. Toutes les opé-

[1] On trouve dans le tome Ier de la *Description de l'Océanie*, faisant partie de l'*Univers pittoresque*, publié par MM. F. Didot, plusieurs vues dessinées d'après nature dans ce charmant pays et qui justifient sa réputation, notamment celles des sources chaudes de Passo et la magnifique cascade formée par le Tondano supérieur en se déversant dans le lac.

Digitized by Google

rations de change ou d'escompte sont plus coûteuses à Singapour que sur aucune place de l'Inde anglaise ou de l'Indo-Chine, et les hôtels y sont hors de prix.

Hong-Kong n'a pas laissé des souvenirs fort agréables à M. Devay. La chaleur y était accablante; il avait eu la malheureuse inspiration de choisir un hôtel américain, où, pendant une partie de la nuit, on jouait aux boules en buvant à la santé de l'Union, fort compromise à cette époque. Enfin, il était venu là avec l'idée de faire une pointe sur le Japon ou sur Manille, projets qu'il ne put exécuter. Il s'en dédommagea en partie par une excursion à Canton. Ce trajet s'accomplissait avec une rapidité exceptionnelle au moyen des grands steamers américains à deux ponts du Mississipi. Depuis que la guerre civile avait interrompu leur service ordinaire, ces steamers, pour ne pas perdre de temps, (*time is money*!) exploitaient les grands cours d'eau de la Chine. Le *Han-Kow*, sur lequel prit passage M. Devay, parcourait en six heures les 167 kilomètres qui séparent Hong-Kong de Canton. Cette ville, où l'influence européenne a été établie d'une façon quelque peu violente depuis une vingtaine d'années, nous est aujourd'hui mieux connue que certaines cités d'Europe. La *Revue* a elle-même publié sur cette ville de remarquables récits du docteur Yvan [1]. Pourtant la description qu'en fait M. Devay contient quelques détails curieux et encore inédits ou à peu près. Il avait pour guide M. Gray, ministre protestant qui habitait depuis longtemps la ville, et entrait partout comme chez lui. Ils commencent par visiter le magasin d'un marchand de comestibles qui a la vogue pour les rats fumés.....

Nous entrons ensuite dans la boutique modeste d'un débitant de chiens et de chats noirs. Un jeune chien fauve, qui sera mis demain dans la marmite, nous flaire et nous agace, insouciant de son sort... Le chef, Chinois maigre et ridé, nous montre la *garrotte* qui sert à étrangler ses victimes: un nœud coulant et un bâton de bambou font l'affaire... Plusieurs plats avec couvercle sont à l'étalage et contiennent différents morceaux tout cuits, avec assaisonnements divers. Le passant peut choisir la portion qui lui convient, l'emporter ou la consommer sur place; car il y a une arrière-boutique, avec siéges et tables, pour les amateurs pressés.

La station suivante est dans un établissement d'opium, encombré de fumeurs à tous les degrés de prostration. De là, le révérend M. Gray conduit intrépidement son voyageur dans un taudis de mine encore plus suspecte, à la porte duquel se tiennent quelques *policemen* chinois armés de gros gourdins, car les querelles y sont fré-

[1] Voir 1re série, t. VI, p. 349, *Trois jours dans la rivière de Canton.*

Digitized by Google

quentes. C'est une maison de jeu, divisée en deux compartiments. Dans l'un, fréquenté exclusivement par la classe populaire, le jeu se fait avec des sapèques, l'équivalent ou à peu près de nos centimes ; il en faut mille pour faire un dollar. L'autre compartiment est pour les gros joueurs, ou plutôt pour les gros enjeux, car les opérations se font là d'habitude par des intermédiaires.

Dans une autre rue, consacrée spécialement aux cordiers, on accoste une boutique étroite, de très pauvre apparence; ce n'est que l'extrémité de longs ateliers, qui s'enfoncent profondément dans le massif, dont cette boutique fait partie. Là on fabrique toute espèce de corde et de cordages, depuis les plus fins jusqu'aux câbles faits en bourre de coco. « L'étranger qui circule seulement dans les rues de Canton ne peut se faire une idée des industries qui s'y exercent et se croit au milieu d'une ville de boutiques et de détaillants. Pour se faire une idée exacte de ses ressources, il faut pénétrer dans ses entrailles; on y trouve la grande industrie. » Ainsi, à la suite d'un obscur magasin de farinier, notre voyageur fut tout étonné de trouver toute une usine de meunerie, où une quinzaine de bœufs et de buffles faisaient tourner des meules; derrière un débit de tabac des plus modestes se prolongeait une manufacture occupant plus de cent ouvriers, etc.

Ils visitèrent successivement ainsi un restaurant doublé d'un vaste et appétissant laboratoire de petits fours, un atelier de peinture sur porcelaine, une fabrique d'étoffe, une sorte d'école ou de salle d'asile tenue par des religieuses bouddhistes, véritables sœurs de charité. Dans un laboratoire spécial, une trentaine d'ouvriers étaient occupés à éplucher et à préparer les fameux nids de salangane, qui deviennent de plus en plus rares et chers, tant la récolte en est périlleuse parmi les cavernes et les brisants du littoral. Tout le monde sait que cette espèce de gelée n'est que le résultat de la sécrétion de certains varechs. Mais, ce qu'on sait moins, c'est qu'il est possible et même facile d'obtenir sans péril et sans dépense un mets absolument semblable par la préparation directe d'une espèce de varech qui se rencontre assez fréquemment sur nos plages.

M. Devay s'aperçut bientôt qu'il était accueilli partout avec une grande déférence, non-seulement à cause de son guide, mais pour lui-même, en considération de sa barbe blanche, qui effarouchait si fort, quelques jours auparavant, les indigènes de l'archipel néerlandais. « Cette barbe et l'âge qu'elle indique, dit-il, sont un titre à la vénération en Chine; le culte des ancêtres m'est très favorable. »

Pendant cette longue excursion, il visite un grand nombre de temples. Dans l'un, particulièrement fréquenté par le bas peuple, le

Digitized by Google

sanctuaire était occupé par une divinité du plus effroyable aspect. Quantité de petites figures en papier découpé étaient accrochées aux parois de ce sanctuaire, la plupart la tête en bas, quelques-unes en position naturelle. Ces figures, qui sont censées représenter des femmes habillées, sont autant d'*ex-voto* déposés par d'autres femmes. Quand une personne du sexe en veut à une autre pour un motif quelconque, elle court aussitôt y suspendre son effigie la tête en bas, et « sur des milliers de bonnes femmes ainsi suspendues, les trois quarts le sont par les pieds. » Dans le même temple fonctionne une espèce de loterie d'oracles affermée par le gouvernement. « Le consultant tire au hasard, dans un compartiment *ad hoc*, une petite carte ayant certaines marques ou indications. Des papiers, divisés ou pliés en deux, sont placés devant un casier par le distributeur d'oracles, qui prend la petite carte tirée, cherche dans les liasses devant lui le numéro ou le signe correspondant, et délivre l'oracle moyennant finance. »

La dernière visite du voyageur et de son guide fut pour le lieu des exécutions capitales, situé à l'une des extrémités de la ville. Cet enclos, de moins d'un quart d'hectare, a bu plus de sang humain et vu plus de cadavres amoncelés qu'aucun champ de bataille. C'est là qu'à l'époque du blocus de Canton par les Taï-Pings (1855-56), le vice-roi fit décapiter plus de soixante-dix mille individus, mécontents ou présumés tels.

Avant de s'embarquer pour Ceylan, M. Devay fit une promenade à *Macao*, l'antique colonie portugaise, devenue aujourd'hui le *sanatorium* de Hong-Kong, et une autre excursion, un peu plus longue, aux îles d'Amoy et à Foochow. Le port d'Amoy n'est autre chose qu'un chenal étroit et profond qui sépare la grande île, absolument chinoise, de la petite, siége de l'établissement européen. Au milieu de ce chenal, on remarque un gros bloc de granit presque en équilibre sur un autre. Cet échafaudage, naturel ou artificiel, qui rappelle certains monuments primitifs d'origine celtique, a été consolidé avec soin à diverses époques, parce que, suivant une tradition antique, d'origine évidemment religieuse, l'écroulement du bloc supérieur serait le signal de la chute de l'empire.

Les îles d'Amoy, qui par leur extrémité opposée touchent presque au littoral du Fo-Kien, ont joué un grand rôle dans l'histoire des relations de l'Europe moderne avec les premiers empereurs de la dynastie tartare. Vers l'an 660, elles étaient la résidence favorite d'un pirate qui semble avoir été une sorte de Sexte Pompée chinois, luttant sur mer contre les conquérants tartares. Les Hollandais, qui poursuivaient alors très sérieusement l'idée de fonder sur cette côte un établissement rival de Macao, aidèrent bénévolement les Tarta-

Digitized by Google

res à détruire leurs ennemis chinois, et furent ensuite évincés eux-mêmes.

Foochow, grande ville située à quelques milles en amont de la mer, sur la rivière *Min*, est le principal entrepôt de thé du midi de la Chine et le chef-lieu du Fo-Kien. Cette province est une de celles où les missionnaires catholiques ont obtenu le plus de succès. Ce fut à l'occasion de leurs progrès dans une des villes du Fo-Kien que l'empereur Yont-Ching fulmina contre le christianisme, en 1727, le célèbre arrêt de proscription, souvent renouvelé pendant plus d'un siècle, et qui n'a été entièrement aboli que de nos jours. M. Devay, qui ne s'enthousiasme pas volontiers à propos des prêtres catholiques, parle avec respect de ceux d'Amoy et de Foochow, pour lesquels il avait pris des recommandations. Il reconnaît avec une louable franchise que «de tous les chrétiens civilisés cherchant à faire de la propagande en Chine, les catholiques sont ceux qui ont le plus de chance. Les catholiques français ont surtout une admirable puissance de propagation religieuse et morale dans les communautés de femmes qui se dévouent à l'enfance, à la jeunesse, au soin des pauvres et des malades. Le protestantisme n'a pas à sa disposition ce merveilleux instrument de moralisation et d'influence intime; aussi reste-t-il stérile et impuissant dans ces contrées.»

Pendant son séjour dans l'île de Ceylan, M. Devay eut la chance de se trouver à Candy au moment de la fête annuelle du Perahara, dont il put suivre en détail toutes les cérémonies. Les indigènes paraissaient charmés de voir un Européen prendre tant d'intérêt à ces fêtes, dont les Anglais et les émigrants écossais, protestants rigides, s'écartent avec dédain. C'est pendant cette fête qu'on promène à dos d'éléphant une relique mystérieuse qu'on va chercher et qu'on reporte en grande pompe à la *Wihara*. Tel est le nom du sanctuaire où se conserve dans une châsse d'or la relique la plus vénérée et la plus problématique de l'Inde, cette fameuse dent de Bouddha, publiquement détruite au XVIe siècle par les Portugais, puis ressuscitée et réinstallée à Ceylan après bien des vicissitudes. Cette prétendue dent, dont M. Devay a reproduit la figure d'après le grand ouvrage d'Emerson Tennent, n'a jamais figuré dans la mâchoire d'aucun bipède ou quadrupède quelconque; c'est, dit-on, un os de crocodile. Malgré une enquête minutieuse, M. Devay ne put savoir si la relique qu'on promène est ou n'est pas l'auguste dent elle-même.

Ces fêtes attirent une foule nombreuse, où toutes les nuances de peau, depuis le noir foncé jusqu'au jaune doré, se trouvent représentées. Les processions nocturnes sont encore d'un grand effet; mais dans celle qui a lieu le dernier jour en plein soleil, on s'aper-

Digitized by Google

çoit trop bien que les étendards, les caparaçons d'éléphants, les masques et autres accessoires ne sont plus de la première fraîcheur. Il y a là, comme dans l'Inde entière, des symptômes d'irrémédiable décadence. M. Devay a vu figurer dans cette solennité jadis si renommée, de prétendus fakirs avec des blessures contrefaites. Il y avait aussi divers animaux fantastiques à crinières cramoisies, à faces bleues, vertes ou jaunes, le tout fortement déteint. D'autres comparses portaient de grotesques costumes européens des deux sexes ; des jupes de *ladies*, par exemple, avec la crinoline en dessus. Telle est l'innocente vengeance que les Singalais tirent de leur conquérants.

La culture du café prend dans cette île une extension considérable, sous la direction intelligente d'un certain nombre de planteurs, pour la plupart d'origine écossaise. Cette culture exige des fumures, des sarclages réitérés, et par conséquent beaucoup de bras ; aussi la population s'accroît rapidement. Les planteurs font venir du sud de l'Inde de nombreuses familles de coolies, qu'ils logent et nourrissent. Une de ces plantations, visitée en détail par M. Devay, n'occupait pas moins de cinq cents personnes et deux cents têtes de bœufs à bosses ou de buffles pour les charrois.

Le 31 août, M. Devay quitta Ceylan, non sans regret. « J'avais peu d'espoir, dit-il, dans une vie déjà si avancée, de revoir jamais une terre plus féconde, une nature plus riche et plus grandiose, des scènes plus curieuses. » Pourtant il n'avait vu de cette île que la partie la plus cultivée, et par conséquent la moins pittoresque. Il n'avait pas assisté à ces fameuses chasses aux éléphants, plaisir émouvant qu'on ne peut plus se procurer, dans l'Inde anglaise, ailleurs qu'à Ceylan. Il n'avait vu ni le pic d'Adam, ni le *sanatorium* de *Nueva-Ellia*, situé dans les montagnes, à quatre-vingts kilomètres de Candy. Dans cette station, aussi renommée que celles de l'Himalaya et des Nilgherries, on retrouve la température et les productions de l'Europe.

Parti de Colombo sur le *Penang*, le 31 août, M. Devay était installé, le 8 septembre suivant, au *Clarendon family hotel*, tenu par des parsis à Byculla, l'un des faubourgs champêtres de Bombay.

VI

Le révérend Ovington, chapelain du roi d'Angleterre, qui visita l'ancien Bombay en 1690, en a laissé une description curieuse à comparer avec la situation actuelle. Ce comptoir, fondé jadis par les Portugais, avait été cédé à l'Angleterre lors du mariage de Charles II avec l'infante de Portugal. « Bombay, dit Ovington, n'est qu'une petite île remplie de cocotiers, dont les noix donnent quelque

Digitized by Google

profit; mais on n'y voit, en fait de blé et de bétail, que ce qu'on y apporte. L'eau n'y vaut rien, l'air y est incessamment empesté par l'odeur de poisson pourri dont on se sert comme engrais. » Le vaisseau d'Ovington était arrivé au temps de la mousson, plus particulièrement insalubre. Aussi, dans l'espace de trois mois, vingt passagers sur vingt-quatre succombèrent. La colonie se trouvait alors sans ministre; le commandant du fort faisait à Ovington les offres les plus avantageuses pour le retenir à Bombay. Il faillit y rester effectivement, bien malgré lui et pour toujours; mais il s'empressa de partir dès qu'il fut en état de supporter la mer. On disait proverbialement alors « que deux moussons à Bombay faisaient la vie d'un homme. » On y rencontrait à chaque pas des araignées grosses d'un pouce et des crapauds de la taille de petits canards; sur vingt enfants, dix-neuf mouraient dans l'année, etc. Pourtant la Compagnie s'attachait à cet établissement avec une obstination qui faisait honneur à sa perspicacité. Elle y envoyait des médecins munis de toutes les drogues qu'on jugeait propres à neutraliser la funeste influence du climat. On n'épargnait rien pour y attirer de nouveaux colons; on offrait notamment des facilités exceptionnelles de transport aux émigrantes en quête de maris. Tout ce qu'on leur demandait, c'était une certaine *respectability* d'extérieur.

Aujourd'hui encore, malgré tous les progrès de la science médicale et de la puissance anglaise, le séjour de Bombay serait dangereux pour les Européens pendant les grandes chaleurs, si le chemin de fer ne mettait à leur portée les escarpements salubres de la chaîne des Ghattes, le Jura de l'Inde anglaise. Mais les avantages commerciaux de cette position dominent tout. La population de Bombay dépasse aujourd'hui 800,000 âmes, et semble devoir s'accroître d'ici à peu de temps dans des proportions fabuleuses. De gigantesques travaux de terrassements ont agrandi cette ville, qui, de toutes parts, déborde littéralement sur la mer. La navigation à vapeur met Bombay en communication régulière avec le monde entier, et le réseau principal des grandes lignes ferrées de l'Inde vient y aboutir, sauf quelques lacunes intermédiaires dont chaque campagne fait disparaître une parcelle. On peut citer parmi les merveilles de l'industrie moderne les deux tranchées de *Bore-gaut* et *Thull-gaut*, par lesquelles les voies ferrées d'Agra et de Madras, débouchant de la chaîne des Ghattes, se précipitent vers le littoral et viennent se souder en un tronc commun en amont de Bombay. L'extrême contre-fort de ces montagnes forme une majestueuse errasse qui surplombe la zone du littoral et les îles. Sur une étendue de plus de 350 kilomètres, il n'existait jadis d'autre communication entre Bombay et les plateaux du Dékhan que ces deux cols

Digitized by Google

de Bore et de Thull-gaut, où les voitures ne passaient pas encore il y a quarante ans. Dès 1852, les projets du double passage des futurs rail-ways de Madras et d'Agra furent étudiés et aussitôt entrepris. Les devis pour l'arrivée du chemin de Madras à Bombay par le *Bore-gaut* s'élevaient à 41,688 liv. sterl. par mille (soit 640,000 fr. par kilomètre), et cette estimation a été encore dépassée.

M. Devay avait pris le train montant pour faire une excursion jusqu'à Poona et Karlee ; mais il était déjà nuit quand il arriva au Bore-gant. Ce ne fut qu'au retour, dans la descente, qu'il put apprécier l'ensemble de ce grand travail, qui joint au mérite de la difficulté vaincue celui d'une forme pittoresque, assez rare dans les œuvres de ce genre. On franchit en une seule rampe, d'un développement de quinze milles (plus de vingt-quatre kilomètres), une hauteur à pic de cinq cent cinquante mètres.

A peu de distance de Khandella, on rencontre *a reversing station* ; le train engagé sur une seule ligne en corniche, taillée et maçonnée dans le flanc de la montagne, s'arrête là sur un palier...; la machine passe d'une extrémité à l'autre du convoi, dont la queue devient la tête ; et, sans franchir de courbe, nous poursuivons, par un simple changement de voie, notre descente sur le même flanc de la montagne. La végétation la plus touffue, la plus sauvage, couvre ces pentes et ces contre-forts, qu'animent des viaducs, que traversent des tunnels. Les singes abondent dans ces épais fourrés ; nous en vîmes plusieurs de grande espèce sautant d'arbre en arbre au passage du convoi...

Le chemin de fer qui, d'ici à un siècle, reliera la Chine à l'Inde par Lhassa, à travers le Sikkim, l'Himalaya, les Alpes thibétaines, réserve aux touristes de l'avenir bien d'autres émotions. On verra des locomotives gravir ou descendre des hauteurs quadruples de celles des Ghattes, s'engouffrer pour des journées entières dans des cavités plus profondes qu'aucun cataclysme naturel n'en creusa jamais. Où s'arrêtera l'œuvre scientifique de notre siècle, si le fonctionnement de cette colossale et irrésistible machine ne provoque pas quelque éboulement, quelque effondrement imprévu, s'il ne s'y rencontre pas une défectuosité, une paille, pour la faire craquer dans sa marche triomphante ?

Notre voyageur était venu à Poona, l'une des villes saintes de cette partie de l'Inde, avec l'intention de pousser jusqu'aux grottes d'Ellora, qui n'en sont éloignées que d'environ vingt-six myriamètres. Mais dans la saison des pluies, où l'on se trouvait alors, les communications ordinaires étaient interrompues par l'inondation. Il était fort probable qu'après une course pénible et dangereuse dans la

Digitized by Google

région la plus insalubre de l'Inde, on trouverait les fameuses grottes envahies par les eaux. Trois ans auparavant, cette même excursion, entreprise dans une saison relativement moins défavorable, avait failli coûter la vie à un autre touriste français, homme jeune et robuste, M. Russell-Killough. M. Devay fut donc obligé de renoncer aux grottes d'Ellora, et se borna à visiter celles de Karlee, très rapprochées de la station de Lanowlee, qui n'est qu'à soixante-quatre kilomètres de Poona. Malgré son extrême brièveté, le voyage présentait encore, dans cette saison, des difficultés capables de rebuter de plus jeunes touristes. Il n'y avait à la station de Lanowlee qu'un misérable abri, décoré du nom de *British hotel*, entouré de flaques d'eau, de roches suintantes, de cimes disparaissant sous d'épaisses vapeurs. Sous l'influence de cette humidité extrême et continuelle, une abondante végétation parasite se développait sur les toits des ateliers du chemin de fer et du *British hotel* : on aurait pu faucher ces prairies aériennes. Dans l'unique salle de cet hôtel, on enfonçait comme dans un marécage. M. Devay et un négociant de Bombay qui l'accompagnait jugèrent prudent de repartir immédiatement pour les grottes. Mais il fallut monter à cheval, ce qui n'était pas arrivé une seule fois à M. Devay dans tout son voyage, rejoindre par une traverse profondément défoncée l'ancienne grande route et finalement se rejeter à travers champs, ou plutôt à travers eaux, pour atteindre la colline sacrée. Peudant tout ce parcours, des averses diluviennes alternaient sans relâche avec de furieux coups de soleil; pour comble d'agrément, les guides connaissaient mal les chemins, ou plutôt les gués : ils faillirent plusieurs fois noyer leurs voyageurs. Enfin, quand on aborda au bas de la colline, il fallut mettre pied à terre et grimper, par des sentiers de chèvres, le long de la paroi verticale dans laquelle s'ouvrent les grottes, à 200 mètres du niveau de la plaine.

Les voyageurs furent amplement payés de leurs peines par la visite de cette *Chaïtya*, crypte bouddhiste d'un aspect grandiose et farouche, creusée et sculptée dans la roche vive, comme le temple d'Ellora. « On croirait entrer dans une ancienne église chrétienne. La nef est séparée des deux ailes par quinze colonnes de chaque côté, avec gradins et base renflée, chapiteaux côtelés et arrondis, surmontés de hauts tailloirs carrés, à gradins renversés, supportant des groupes enlacés d'éléphants et de figures humaines. Ces sculptures montent jusqu'à la naissance de la voûte, » revêtue d'une énorme charpente cintrée dont M. Devay ne comprend pas l'utilité. L'emploi fait dans cette armature du bois de teck, si réfractaire à l'humidité, ne permet aucun doute sur sa destination. Les architectes de ce souterrain monumental ont voulu le préserver pour

Digitized by Google

l'éternité, de l'effet destructeur des infiltrations qui ont déterminé de gigantesques effondrements parmi les nombreux viharas ou couvents bouddhistes, creusés dans les flancs de cette même colline. Le portail, dont la grotte tire tout son jour, est décoré de sculptures qui, en dépit de mutilations nombreuses, conservent un grand caractère. Elles ne sont pas toutes de la même époque, et, comme dans les monuments égyptiens, les plus anciennes sont les meilleures. L'espèce de sanctuaire qui termine l'excavation a dû servir pour quelque relique semblable à celle de Ceylan. Suivant les indications archéologiques les plus vraisemblables, cette crypte daterait du IIIe siècle avant l'ère chrétienne.

La traversée ne fut pas moins pénible au retour qu'à l'aller. L'idée de passer une nuit dans le *British hotel* de Lanowlee effrayait à bon droit les touristes. Ils prirent donc la résolution héroïque de pousser, malgré l'obscurité et la pluie, jusqu'à la station suivante, celle de Khandalla, où il existe un bengalow passable. Cette station, établie presque au sommet du Bore-ghaut, est entourée de jungles et de ravins où abondent, dit-on, les tigres, les léopards et les ours. On aperçoit de ce point plusieurs cimes de formes singulières. L'une d'elles a reçu le nom de *Duke's nose :* chère à tout bon Anglais, elle reproduit fidèlement, dans des proportions gigantesques, la forme du nez révéré de Wellington.

Nous supprimons les excursions faciles et obligées aux grottes d'Eléphants et de Salsette, et d'autres détails secondaires; mais nous citerons, pour finir, à l'honneur de M. Devay, sa tentative infructueuse pour retrouver, dans le cimetière anglais de Girgoum, la tombe de Victor Jacquemont. Il fit malheureusement ce pèlerinage à une heure avancée de la soirée, et la veille de son départ. Cette tombe se trouve confondue avec d'autres monuments de la même époque, déjà envahis à tel point par l'herbe et par la mousse, que les inscriptions sont difficiles à lire en plein jour, et tout à fait indéchiffrables à l'approche de la nuit. « Je n'avais aucune lettre pour le consul de France, dit M. Devay; sans cela j'eusse insisté auprès de lui pour que la tombe d'un compatriote qui a honoré le nom français dans l'Inde fut arrachée à l'oubli, à la ruine, et signalée de nouveau, par une restauration peu coûteuse, à la pitié de ceux qui gardent la mémoire des héroïques pionniers de la science. »

Parti de Bombay le 28 septembre, notre voyageur, le 11 octobre, arrivait en rade de Suez. Le 6 novembre il était à Marseille, et le 9 de retour à Paris.

M. Devay est un heureux touriste; il a fait un voyage agréable et

Digitized by Google

un bon livre. Il a prouvé qu'on peut aujourd'hui, sans mission officielle, sans fatigue ni dépense excessive, parcourir en peu de temps de vastes contrées, jouir mieux qu'autrefois de contrastes plus rapides, et recueillir au vol une ample moisson d'observations judicieuses et d'indications intéressantes. L'auteur aurait pu supprimer sans inconvénient quelques tirades surannées contre le jésuitisme et le militarisme, et certains détails d'un réalisme trop prosaïque. Mais, tel qu'il est, cet ouvrage, écrit sans prétention, avec une bonhomie spirituelle et un entrain juvénile, est un des plus agréables et des plus utiles de ce genre qui aient paru depuis longtemps.

E. DE FOREST.

Digitized by Google

P.-V. MALOUET

D'APRÈS SES MÉMOIRES ET SA CORRESPONDANCE INÉDITE

DEUXIÈME PARTIE [1]

Mémoires de Malouet, publiés par son petit-fils, le baron Malouet. Didier, 1868, 2 vol. in 8° — *Archives parlementaires*, tomes I, II, III. Paul Dupont, 1867.

L'ÉMIGRATION.

Quand, le vendredi 30 septembre 1791, l'Assemblée nationale déclara que ses travaux avaient pris fin et céda la place à la Législative, Malouet, fatigué de tant d'efforts personnels infructueux et attristé peut-être plus encore de l'impuissance de ses heureux rivaux d'autrefois, déjà impopulaires, à arrêter la Révolution qu'ils avaient eux-mêmes lancée sur cette pente, voyait avec bonheur la vie privée se rouvrir devant lui. «Ma tête épuisée de travaux inutiles, a-t-il dit, mon cœur flétri par l'inquiétude et le chagrin, ne résistèrent pas au désir que j'avais de ne plus participer, ni comme acteur, ni comme témoin, à ces orageuses séances.» Ce ne fut là qu'un sentiment passager, dans lequel la lassitude avait plus de part que l'égoïsme du découragement. Si la généreuse ambition, que nous lui avons vue à l'heure heureuse de 89, d'être pour quelque chose dans les destinées nouvelles de son pays, avait reçu un coup mortel, il était du

[1] Voir la *Revue* du 31 octobre 1868.

Digitized by Google

moins trop éloigné de l'indifférence politique pour que toute son énergie ne se réveillât pas au contact des événements. Bon gré, mal gré, à moins d'être un fuyart, il fallaid alors être un combattant. Or, si une conviction fut profondément enracinée dans le cœur comme dans l'esprit de Malouet, ce fut de ne pas déserter la lutte et de défendre par la parole d'abord, par la résistance légale ensuite, le terrain qui pour lui était celui de la vraie liberté. A son sens, l'émigration fut toujours une fausse mesure politique, qui isola la royauté et la laissa seule en butte à toutes les attaques. Tout en ne méconnaissant pas la pensée de fière protestation qui avait porté, après les Journées d'Octobre, des hommes de la probité civique de Mounier et de Lally à quitter la France ; il n'avait pas suivi leur exemple, et avait continué, comme au premier jour, à défendre pied à pied les doctrines qui avaient toujours été les siennes et étaient encore les leurs. Aussi, bien que libre de tout mandat politique après la séparation de l'Assemblée, ne resta-t-il pas longtemps spectateur oisif des événements, et rentra-t-il dans une lutte où, comme lui, s'engagèrent les derniers défenseurs de la monarchie constitutionnelle. Le premier sentiment que lui firent éprouver les très promptes manifestations de l'esprit antimonarchique qui animait l'Assemblée législative, fut un vif regret du vote par lequel les anciens constituants s'étaient exclus eux-mêmes de la nouvelle chambre. « De noirs pressentiments, dit-il, m'avertissaient que j'aurais dû m'y opposer. » Avec les nouveaux venus, c'était en effet la révolution qui recommençait ; il n'y avait plus même à compter, comme aux derniers jours de la constituante, ni sur l'expérience acquise, ni sur les ambitions satisfaites. Les anciens constitutionnels, composés alors des modérés de la première heure, comme Malouet et ses amis, et des repentants, comme les Lameth, Barnave, Duport, Chapelier, pouvaient seuls offrir quelque chance de salut. A cette condition cependant : pas d'abstention politique. « Ceux qui remplissaient leurs devoirs de citoyens, dit-il très bien, étaient véritablement la nation ; la puissance de droit et de fait était au milieu d'eux tant qu'ils suivraient un drapeau constitutionnel. Ce drapeau, il fallait l'enlever à ceux qui le compromettaient, mais non pour le transporter au delà du Rhin. Ce n'était qu'avec cette enseigne plantée sur notre territoire qu'on pouvait quelque chose. » Et encore la situation était-elle d'autant plus difficile que le parti constitutionnel, n'ayant plus son centre dans l'Assemblée, mais en dehors d'elle, ne pouvait plus guère compter que sur la royauté et la ligne de conduite que suivrait celle-ci pour maîtriser les événements. Donner des conseils, tant qu'il en serait temps encore, puis, tout étant perdu, tâcher au moins de sauver la famille

Digitized by Google

royale, tel fut, pendant les onze mois qui restaient encore à courir jusqu'à la journée du 10 août, l'objet des suprêmes efforts tentés par Malouet et ses amis.

Depuis longtemps apprécié et estimé de Louis XVI, ce n'avait été cependant qu'à partir de la fuite de Varennes et des discours qu'il prononça à l'Assemblée pour défendre les derniers lambeaux de l'autorité royale, que Malouet avait été admis dans l'intimité confiante de la famille royale. Autorisé à se concerter avec le ministre Bertrand de Molleville, le premier point de sa politique était de tout faire en dehors de Coblentz, en s'appuyant sur la garde nationale, encore toute dévouée à la Constitution, et sur les royalistes réconciliés avec les idées constitutionnelles. La lugubre année de 1792 n'était pas encore commencée, et ce plan aurait pu réussir. Malheureusement il ne fut pas goûté de la reine, qui n'avait pu encore vaincre ses répugnances pour les constitutionnels. Quant à Malouet, on se fiait à son caractère, on aimait et on accueillait sa personne, mais on remettait au lendemain à suivre ses avis. « La bonté, dit-il, la confiance du roi, celle dont m'honorait Mme Elisabeth, la bienveillance de la reine, ne me donnaient pas plus de prise sur leurs résolutions. Je n'étais pour eux qu'un serviteur fidèle, qu'ils ne pouvaient employer dans leur sens ni dans le mien. La reine et Mme Elisabeth étaient persuadées que j'étais dupe des constitutionnels, qu'ils redoutaient plus que les jacobins. Le roi, au contraire, aimait mes opinions politiques ; ils les partageait ; mais dans leur application il me trouvait trop tranchant, trop pressé de prendre un parti décisif : il voulait user la démocratie ; il regardait le républicanisme comme une chimère qui ne pouvait durer ; la reine et Mme Elisabeth pensaient de même. » Combien d'autres que Louis XVI comptaient voir le bien sortir de l'excès du mal ! Bertrand de Molleville, avec ses harangueurs et ses motionnaires soudoyés, était l'expression de cette politique imprudente qui faisait alors servir les finances de la royauté à recruter pour la république. Malouet, se voyant inutile, songea un moment à partir pour Saint-Domingue, où commençait une révolution ; à défaut de cet emploi pour son activité, que l'alarme donnée par les journaux rendit impossible, il allait suivre en Angleterre l'abbé Raynal, cet autre vaincu, lorsqu'un simple désir exprimé par le roi suffit à le retenir. « Le voyage de Saint-Domingue, avait dit Louis XVI, pouvait être utile à ses affaires ; mais l'Angleterre ? C'est donc pour me quitter ? » Quel spectacle pour l'histoire que celui de ce roi, naguère encore tout-puissant, autour duquel se faisait à présent la solitude par le double abandon de ceux qui prétendaient le servir malgré lui à Coblentz et de ceux qui ne voulaient que mettre un intervalle entre

Digitized by Google

leurs complaisances de la ville et leurs attaques du lendemain ! D'une fidélité d'autant plus éprouvée qu'elle n'était pas aveugle, Malouet put donc recevoir avec toute justice cet éloge qui lui fut décerné par Burke : « qu'il avait vieilli le dernier au chevet de la monarchie expirante. »

Cependant, les événements ne donnèrent que trop raison à la politique des constitutionnels, et la cour dut enfin venir à eux dans les premiers mois de 1792. Dès lors, le rôle de Malouet devint plus important, et c'est en suppléant ses *Mémoires* par sa *Correspondance inédite* que nous pouvons en donner un complet tableau.

I

La déclaration de guerre que l'Assemblée avait imposée au roi, et qu'il n'avait prononcée que les larmes aux yeux, avait été la cause de ce rapprochement.

Louis XVI et même Marie-Antoinette n'avaient jamais eu de sympathie et encore moins d'encouragement pour ce qu'on appelait alors le parti de Coblentz, c'est-à-dire pour ces émigrés de la première heure qui se groupaient autour du prince de Condé et du comte de Provence. Au sentiment des embarras dont leurs paroles, leurs actes souvent inconsidérés, avaient été la cause pour le gouvernement, se joignaient des appréhensions assez vives et presque personnelles sur les conséquences d'un succès venu de ce côté. C'était ailleurs, dans un congrès armé de l'Autriche et de la Prusse, que le roi et la reine avaient mis jusque-là leurs espérances : non pas, bien entendu, pour livrer la France et leur couronne à l'étranger, mais pour en faire l'appui solide et aussi le rempart des réformes limitées dont la déclaration royale du 23 juin 1789 avait été l'expression. Ce sont là des points que la correspondance de Marie-Antoinette, publiée par M. d'Arneth, a mis désormais hors de discussion. « J'insiste toujours pour le congrès armé, écrivait la reine à son frère Léopold en novembre 1791 ; il n'y a que lui qui puisse arrêter les folies des princes et des émigrés, et je vois de tous les côtés qu'il viendra peut-être avant peu un tel degré de désordre ici, que, hors les républicains, tout le monde sera charmé de trouver une force supérieure pour arriver à une composition générale. » Toutes ces combinaisons s'étaient écroulées le 29 avril 1792, par la déclaration de guerre à l'empereur.

Dès lors la politique de la cour avait changé, et, l'étrang r une fois mis de côté, celle de Malouet et des constitutionnels avait son tour. « Louis XVI, raconte-t-il dans ses *Mémoires*, conçut pour la

Digitized by Google

première fois la nécessité d'un plan de défense intérieure, séparé de toute alliance étrangère. » Ce plan reposait sur la création d'un point d'appui formé par l'union de la garde constitutionnelle du roi, des régiments suisses, des gardes nationales de Paris et des départements les plus affectionnés. Le roi signifiait à ses frères que, dans aucun cas, il ne permettrait leur entrée en France avec les armées ennemies. Rendue ainsi à elle-même, la royauté pouvait encore essayer de ressaisir assez d'autorité pour ramener les événements vers l'établissement et la pratique d'un gouvernement monarchique constitutionnel. Tel était en effet l'unique but de ce dernier effort tenté, et on en a la preuve dans les instructions que Malouet rédigea alors pour Mallet du Pan chargé, dans une mission secrète, de modifier en ce sens l'esprit des souverains étrangers et d'obtenir des puissances belligérantes de ne pas contrarier cette politique dans leurs actes et leurs manifestes publics. « Sans doute, pour une partie des royalistes, lisons-nous dans les *Mémoires* de Mallet du Pan, une contre-révolution était le retour pur et simple à l'ancien régime; mais, pour le roi, qui s'en réservait l'initiative, une contre-révolution était précisément une contre-constitution... Ni Malouet ni son ami ne faisaient mystère de leurs convictions sur la nécessité de donner à la France un régime constitutionnel. [1]» Mais la pensée de Malouet se marque peut-être mieux encore dans les craintes qui l'assiégeaient à ce moment même que dans les combinaisons qu'il formait pour l'avenir. Le 18 mai 1792, il écrivait à Mallet, en route pour Genève :

... Les trois parlements de Metz, de Douai et de Nancy se tiennent prêts à rentrer. Leur précurseur d'Epréménil a déjà donné la note des discours qui seront prononcés et des premières affaires à traiter. On débutera par trois arrêts; l'un sur la formation de l'Assemblée nationale, le second sur l'affaire du 6 octobre, le troisième sur l'affaire de Varennes. *Si tel était le début, on peut compter sur plusieurs reprises de révolution.* Il est assez probable que les parlements de Flandre et de Lorraine se tiendront prêts à marcher à la suite des Autrichiens, et, regardant toujours le roi comme prisonnier, s'établiront et agiront sans lui et malgré lui, *ce qui rendrait tout autre plan que le leur impossible* [2]...

Malouet devait d'autant mieux savoir à quoi s'en tenir sur les dispositions des parlementaires, que le gendre du comte de Merle, cet ancien ambassadeur en Portugal, devenu et resté son ami, s'était donné à cet égard beaucoup de mouvement à Coblentz. C'était l'ancien président au parlement de Paris, P. Gilbert de Voi-

[1] *Mémoires de Mallet*, I, 283.
[2] *Correspondance inédite.*

Digitized by Google

sins, qui s'efforçait de réunir à Bruxelles les membres dispersés de ce grand corps[1]. Tout en respectant les personnes, Malouet ne pouvait en approuver les projets : et aujourd'hui l'on ne s'étonnera pas que celui de réformer la Révolution par arrêt, tout autant que celui de la faire reculer devant un *ultimatum*, lui parussent préparer, pour nous servir de son expression, « plusieurs reprises de révolution. » Devenue plus circonspecte et plus clairvoyante, la cour était, semble-t-il, tout à fait convertie aux mêmes opinions, et, accentuant en ce sens sa diplomatie de famille, Marie-Antoinette écrivait à l'empereur son frère, presque à la même date, le 30 avril 1792 : « La cour de Vienne doit tâcher d'éloigner sa cause le plus possible de celle des émigrés, l'annoncer dans son manifeste, en même temps que l'on pense qu'elle pourrait employer l'ascendant naturel qu'elle a sur les émigrés pour tempérer leurs prétentions, les amener à des idées raisonnables... On doit éviter de trop parler du roi... C'est de la nation dont il faut parler, pour dire que l'on n'a jamais eu le désir de lui faire la guerre. Une observation également importante, c'est d'éviter de paraître d'abord se mêler des affaires intérieures, ou même de vouloir amener une composition... Les Français repousseront toujours toute intervention politique des étrangers dans leurs affaires, et l'orgueil national est tellement attaché à cette idée, qu'il est impossible au roi de s'en écarter s'il veut rétablir son royaume[2]. » On sent bien sous ce style de la reine quelques réticences, mais sa conversion est trop récente pour que nous songions à lui reprocher de n'avoir pas toute la fermeté qui appartiendrait à la foi politique d'un doctrinaire. Aussi bien sommes-nous loin d'affirmer que le parti constitutionnel, s'il fût resté maître de la révolution du côté du peuple, n'eût éprouvé aucun embarras du côté de la royauté, et qu'il ne lui eût pas fallu à la fois beaucoup de prudence et d'énergie pour consolider son œuvre. Mais combien ces difficultés eussent été moindres que celles que léguèrent bientôt à la liberté la Terreur et l'Empire, l'une en engendrant le despotisme révolutionnaire, l'autre en acclamant le despotisme militaire !

Dans l'état des choses, les projets de Malouet et de ses amis (Clermont-Tonnerre, d'Hervilly, le commandant Acloque) devaient se briser contre deux écueils : l'incurable défiance du peuple, tenue sans cesse en éveil par la société des Jacobins « pour qui un soupçon était une démonstration[3] » ; et le défaut d'énergie des classes moyennes, où cependant le parti constitutionnel avait presque tous

[1] *Correspondance secrète*, publiée par M. de Lescure, II, p. 527.
Arneth, *Marie-Antoinette, Joseph II und Leopold II*, p. 263.
[2] *Mémoires*, II, 136.

Digitized by Google

ses partisans. « L'apathie du peuple bourgeois est toujours la même, écrivait Malouet le 31 mai ; il reste spectateur. [1] » Aussi, à la suite de bruits habilement répandus sur les intentions du château et des troupes qui environnaient encore le roi, Gensonné et Bazire n'eurent-ils aucune peine à obtenir, dans la séance du 29 mai, la dissolution de la garde constitutionnelle, dernier rempart entre le roi et ses ennemis. En face d'actes si ouvertement hostiles, il était bien difficile de contenir les royalistes, qui prenaient avantage contre les constitutionnels de tout ce que ceux-ci n'avaient pu empêcher. Même parmi ses amis politiques, beaucoup étaient ébranlés, et parmi eux Mallet du Pan tout le premier. Sans être plus rassuré sur l'avenir, mais convaincu qu'une contre-révolution absolutiste n'eût fait que précipiter les événements, Malouet s'efforçait, dans une lettre des plus remarquables, à l'amener à une vue des choses plus exacte et plus élevée :

Paris, 7 juin 1792.

... Vous dites que les derniers excès commis envers le roi font perdre tout crédit aux gens modérés, mais oublierait-on que, lorsqu'il s'agit de prononcer sur le sort d'une nation, ce ne sont ni les ressentiments les plus justes, ni les crimes et les malheurs du moment qui doivent être déterminants? C'est ce qui présente le plus de moyens de succès et de stabilité qu'il faut adopter ; or, il n'y aura point, il ne peut y avoir de stabilité dans un gouvernement absolu qui succéderait à la révolution actuelle. De quoi composeriez-vous la force et les appuis d'un tel gouvernement? Où sont les soldats, les cavaliers de maréchaussée, les subalternes de tous états disposés comme autrefois au respect et à l'obéissance passive? Regarde-t-on comme une fable facile à effacer cette déclaration des droits qui a enivré tous les Français? Croyez qu'on aura assez de peine à la modifier comme cela est nécessaire ; mais la détruire dans tous ses points, établir sur ses ruines le royalisme absolu, c'est ce qui me paraît impossible. »

Et cependant son âme est assaillie des plus sombres pressentiments ; déjà on dirait qu'il entrevoit et le 10 août et les sanglantes journées de septembre. Il n'en reste pas moins inébranlable dans ses convictions et conserve assez de sérénité d'âme pour juger les choses avec une lucidité alors bien rare. Les regards tournés vers la frontière, il terminait cette lettre en disant :

...Il ne faut pas d'ailleurs se persuader que ces gens-ci se regardent comme battus et sans ressources. Ils auront encore le temps d'opposer des masses de résistances qui prolongeront la guerre dans le midi, après

Corresp. inédite.

Digitized by Google

avoir été battue dans le nord. (On était au lendemain des premiers échecs de Biron et de Dillon.) Ne croyez pas que des armées étrangères traversent facilement le royaume. Il faut ramasser des subsistances, établir des magasins avant de marcher en avant, et voyez déjà les mesures prises par l'Assemblée : cette fédération du 14 juillet renouvelée, un camp de 20,000 hommes formé près Paris et rassemblé des quatre-vingt-trois départements, l'armée des protestants des Cévennes et du Languedoc, celle que commande Montesquiou, le débris de celles de Flandre et d'Alsace. Croyez qu'aux premiers revers, c'en sera assez pour passer la Loire en sûreté, emmener le roi et l'Assemblée, et prolonger la guerre avec des assignats, avec les biens des émigrés.

...On ne sait ce qui peut arriver ici. Je prévois, je crains un bouleversement général... Quoique je ne sois mêlé à aucune intrigue, ces gens-ci out toute sorte de facilités pour compromettre et pour perdre tous ceux qui leur sont suspects[1]. »

Déjà s'annonçait la journée du 20 juin, où, dans les Tuileries envahies, Louis XVI allait être coiffé du bonnet rouge. L'insurrection cachait si peu ses préparatifs, que la cour en suivait tous les progrès, et que Louis XVI écrivait à son confesseur : « Venez, monsieur; je n'eus jamais autant besoin de vos consolations ; j'ai fini avec les hommes, c'est vers le ciel que se portent mes regards[2]. » Dans l'impuissance où, depuis le désarmement de la garde constitutionnelle, se trouvait la cour pour devancer l'émeute et même, comme le prouva bientôt le 10 août, pour repousser la force par la force, on en était revenu à de nouveaux projets de fuite. Tel fut l'objet d'un conseil secret tenu le 5 juin chez le roi, et dont les détails nous sont révélés pour la première fois par Malouet, qui y avait assisté et qui écrivait le jour même :

Paris, 27 juillet 1792.

..... Je sors d'un comité assez nombreux, où les preuves les plus certaines des dangers que courent le roi et sa famille avaient été apportées. C'était quinze jours avant l'affaire du 20. Il fut donc proposé d'essayer tous les moyens pour les conjurer. Les royalistes et les constitutionnels étaient d'accord pour mettre le roi et la reine à l'abri de l'assassinat, et, instruit comme je l'étais des projets sinistres que l'on formait, j'appuyai le moyen qui fut proposé. Il y avait dans le nombre des personnes présentes des députés et deux personnes aujourd'hui dans le ministère. Je ne pouvais pas songer à montrer les vices et les défauts d'un moyen que l'on croyait le seul propre à sauver le roi. J'en connaissais cependant le vide ; mais je crus pouvoir l'appuyer en faisant remarquer que tout projet à cet égard devait être subordonné aux mouvements du dehors... »

[1] *Correspondance inédite.*
[2] Malouet à Mallet du Pan, lettre publiée dans les *Mémoires* de Mallet, I, 330.
[3] *Correspondance inédite.*

Digitized by Google

Mais la famille royale, alors que la Révolution s'avançait avec une sorte de régularité inflexible, n'était qu'incertitude et ne combinait des projets de fuite que pour les abandonner aussitôt. Le 20 juin eut lieu au milieu de ces hésitations, et les révolutionnaires connurent tout ce qu'ils pouvaient oser. C'était le coup d'essai du 10 août. Tout, jusqu'aux actes les plus insignifiants, était interprété contre la royauté. Le jeune dauphin s'était-il montré revêtu du costume de garde national, on n'y voyait qu'une dissimulation calculée pour cacher des dessins contre-révolutionnaires. « C'est pour nous tromper, s'écriait un officier du bataillon de la Croix-Rouge, qu'ils ont mis notre habit à cet enfant. [1]» Même l'amour maternel, si profond chez la reine, était devenu un objet de raillerie incrédule, et la fille de celle qui avait sauvé sa couronne en montrant son fils aux Hongrois ne pouvait seulement obtenir pour le sien et pour elle le respect du silence. Les quelques lueurs qui perçaient parfois ces sombres jours avaient quelque chose de décevant et de funeste. C'est ainsi que les protestations de certains départements contre l'insurrection parisienne inspirèrent à la famille royale une sécurité trompeuse qui paralysa le peu de moyens d'action qui lui restaient. « Il semblait que Louis XVI, dit Malouet, en s'abandonnant ainsi au cours des événements, en ne les prévenant jamais, en ne s'aidant d'aucun des moyens qui lui étaient offerts, avait la certitude des plus grandes ressources; mais nous avions malheureusement la certitude que ces ressources n'existaient pas. [2]» La seule ressource, en effet, qui eût sauvé la monarchie, l'assurance du maintien de la Constitution de 1791, à laquelle s'était attachée la nation, n'existait chez personne. Entre les royalistes *ultra* qui songeaient à ressusciter l'ancien régime, et les démagogues qui voulaient encore aller en avant, risque à tomber dans la licence et l'anarchie, la bourgeoisie, conseillée par sa haine pour le passé et ses appréhensions pour l'avenir, laissait faire et restait l'enjeu des plus hardis et des plus agissants. De là l'insuccès de M. de La Fayette accourant à Paris et essayant en vain de faire déclarer la garde nationale contre l'Assemblée; de là, au contraire, le succès des révolutionnaires lorsqu'ils lanceront bientôt les Marseillais et les faubourgs à l'attaque des Tuileries. Dans le sentiment de Malouet, le temps des temporisations et surtout des intrigues subalternes et décevantes avec les jacobins était passé; c'était à l'action, intimement unie aux principes constitutionnels, qu'il fallait en appeler sans retard. Telle fut la pensée qui l'engagea dans une dernière tentative pour conduire

[1] Lettre à Mallet du Pan, dans les *Mémoires* de ce dernier, I, 301.
[2] *Mémoires*, II, 140.

Digitized by Google

le roi dans les rangs de l'armée de M. de La Fayette, où, appuyé de cette force légale, le monarque aurait assuré le jeu libre de la constitution. C'était un coup à jouer, ni plus ni moins hasardeux que tout ce qui peut être tenté à ces heures suprêmes. Louis XVI ne s'y résolut pas et attendit. En tout il préférait la résignation à l'initiative, trouvant une sorte de satisfaction de conscience à laisser les événements résoudre ces grandes questions qu'il n'avait pas assez de confiance en lui-même pour trancher. En lisant le mémoire où Malouet développait le plan qui lui était soumis, ses anxiétés redoublèrent; on le vit se promener à grands pas, en présence de sa famille silencieuse, et ses dernières paroles furent; « Nous verrons; rien ne m'oblige encore à prendre un parti hasardeux... L'affaire de Varennes est une leçon. » Plus résolue et plus énergique, Mme Elisabeth avait dit : « M. Malouet a raison; je pense comme lui; je préférerais ce parti-là à tout autre; mais nous sommes engagés dans d'autres mesures : il faut attendre. Dieu sait ce qui arrivera! [1] »

Le dénoûment ne se fit pas attendre. Malouet, qui ne l'avait entrevu que pour tenter de le conjurer, fut d'autant plus navré de cette suprême résolution du roi, qu'il avait eu comme une intuition rapide des motifs qui poussaient la Révolution à faire de la personne royale, pourquoi ne le dirions-nous pas? l'atout de cette sinistre partie. « Notre position est terrible, écrivait-il douze jours seulement avant le 10 août; les soupçons, les outrages, les menaces contre le roi se multiplient... Le secret de cette férocité est qu'ils se sont persuadé qu'il dépendra du roi d'empêcher l'entrée des troupes étrangères, et qu'ils voulaient lui faire peur. Les meneurs n'ont sûrement pas envie de le tuer ni de le suspendre, mais après avoir échauffé le peuple jusqu'à la fureur, ils ne seront pas les maîtres de l'arrêter, et Brissot a déjà éprouvé que lorsque les agitateurs veulent ramener à la modération ils perdent tout crédit... [2] » Et, après avoir dépeint dans un sombre et énergique tableau la réunion des Marseillais et des hordes de Jourdan Coupe-Tête aux hommes de Santerre; « leurs promenades dans les rues et leurs hurlements horribles; les affiches, les placards ayant la même couleur de sang, » il ajoutait : « Il est impossible que nous soutenions pendant trois semaines cet état d'agonie; il y aura une explosion inévitable [3]. »

Deux semaines ne s'étaient pas écoulées que le roi et la famille royale étaient prisonniers, la constitution anéantie avec la monar-

[1] *Mémoires*, II, 154.
[2] *Correspondance inédite*
[3] Même lettre.

Digitized by Google

chie, et la révolution emportée vers des excès dont la mort de Louis XVI ne devait pas être le dernier terme.

Quel temps d'épreuve pour la liberté que celui où le despotisme règne sous son nom ; et quelle foi robuste ne faut-il pas en elle pour que son culte, travesti et déshonoré sur la place publique, ne succombe pas sous le doute et persiste au fond des âmes ! Ces temps étaient venus pour Malouet, et pour ceux qui avaient, comme lui, partagé les légitimes espérances de 89. Frappé dans ses convictions le plus intimes d'homme politique, il le fut encore dans les affections les plus douces de l'amitié. Le comte de Clermont-Tonnerre, auquel l'unissait une étroite communauté de principes et tant de luttes soutenues ensemble à l'Assemblée constituante, tant de projets formés depuis, avait été massacré à la Croix-Rouge par une populace féroce.

La nouvelle en arriva à Malouet par ce billet déchirant de Mme de Clermont-Tonnerre : « Votre collègue, votre ami, est mort assassiné ; il n'y a plus de place en France pour un homme vertueux ; fuyez. » Entre l'émigration de 1791, désespérant de la liberté avant le temps ou cherchant à l'étouffer dans son berceau, et la fuite devant la violence poussée jusqu'au meurtre, il y avait toute la différence qui sépare l'agression de la légitime défense. L'histoire ne confondra pas l'émigration forcée avec l'émigration volontaire. « Après le renversement du trône en 1792, a dit très-bien Mme de Staël, lorsque le règne de la Terreur a commencé, nous avons tous émigré pour nous soustraire aux périls dont chacun était menacé. Ce n'est pas un des moindres crimes du gouvernement d'alors que d'avoir considéré comme coupables ceux qui ne s'éloignaient de leurs foyers que pour échapper à l'assassinat populaire ou juridique. L'émigration de 1791, au contraire, n'étant provoquée par aucun genre de danger, doit être considérée comme une résolution de parti ; et, sous ce rapport, on peut la juger d'après les principes politiques[1] » Malouet n'aurait donc pas cessé d'être conséquent avec lui-même s'il eût dès ce moment cherché à l'étranger une sécurité que les lois de son pays étaient impuissantes à assurer. Il ne se crut pas cependant encore ce droit, et il fallut que, traqué d'asile en asile, n'échappant aux visites domiciliaires qu'en passant les nuits dans des chantiers déserts, il n'eût enfin d'autre alternative que la mort certaine ou ce que nous appellerons l'exil volontaire pour qu'il se décidât à tenter les tristes chances d'un passage en Angleterre. Ce qu'une semblable tentative offrait alors de difficultés ne peut guère s'imaginer que si l'on se représente chaque ville,

[1] *Considérations sur la Révolution*, II. 1.

Digitized by Google

chaque village, chaque bourg, faisant avec une vigilance passionnée la police de son territoire, surveillant ses routes, ses ponts, ses gués, et tout voyageur, tout inconnu, traîné devant la municipalité pour justifier d'un passe-port et de son identité. A cet égard, le récit que Malouet fait de sa fuite est saisissant. Que de sang-froid et de présence d'esprit ne lui fallut-il pas pour sortir de Paris (c'était le plus difficile), gagner Gennevilliers, où une amie dévouée le cache quelques jours, de là Amiens, Boulogne, et enfin le navire qui doit le conduire à Londres ! Mais avant, que de péripéties ! Il lui faut se présenter à la section du Roule, « véritable enfer de Milton », où, devant une table couverte de sabres et de poignards, des hommes gesticulant, vociférant, paraissent prêts à en venir aux mains ; là, avoir presque pour hôte et protecteur un des acteurs dans les massacres de septembre, qui avait distribué à ces horribles travailleurs six livres par tête ; ailleurs, voir son sort dépendre d'une signature donnée plus ou moins vite. Et au milieu même de ces périls, que de contrastes qui étonnent ! A côté de désordres qui semblent bouleverser la société jusque dans ses fondements, les habitudes de vie suivant leur cours ordinaire ! Malouet, quoique fugitif, observe, interroge aussi parfois, et note au passage quelques signes caractéristiques de cette terrible époque. « Evitant, dit-il, tout ce qui avait une allure bourgeoise, je m'arrêtais et causais avec les paysans, que je voyais occupés de leurs travaux ordinaires, sans aucun intérêt pour ce qui se passait autour d'eux. J'en rencontrai cependant qui m'interrogèrent sur les massacres de Paris, en les déplorant et me disant : Aussi c'est bien terrible que ces aristocrates voulussent tuer tout le peuple en faisant sauter la ville ! Voilà comment on enflamme ces pauvres gens qui se croient légitimement sur la défensive. » Constatant la même régularité automatique de la vie privée, un autre témoin dira : « Les habitants de Paris se promenaient dans les rues comme les Turcs pendant la peste. En présence des supplices, les spectacles étaient remplis comme à l'ordinaire ; on publiait des romans intitulés : *Nouveau voyage sentimental*, l'*Amitié dangereuse*, *Ursule et Sophie*, enfin toute la fadeur et toute la frivolité de la vie subsistaient à côté de ses plus sombres fureurs [1]. » Et cependant, tout à côté, quelle poignante réalité ! A Boulogne, Malouet se croise sur le port avec MM. de Crillon, ses amis, fuyant comme lui la mort qui les menace. Etonnés, ravis de se revoir et prêts à tomber dans les bras l'un de l'autre, ils détournent cependant leurs regards : un signe aurait pu les trahir et les perdre. Le même navire qui le reçut portait encore l'évêque de Coutances,

[1] Staël, *Cons. sur la Révol.*, II, 124.

Digitized by Google

Talaru de Chalmagel, un des prélats qui avaient donné l'exemple de la réunion du clergé aux communes, Terrier de Monciel et le marquis de la Tour du Pin, tous les deux anciens ministres constitutionnels de Louis XVI et attachés sincèrement aux principes de 89. Déjà Lally avait fui; bientôt La Fayette, Lameth, Latour-Maubourg, n'allaient échapper à l'échafaud révolutionnaire que pour être jetés dans les prisons d'Olmutz. C'étaient les premiers apôtres et les premiers soldats de la liberté que la France repoussait loin d'elle.

II

Débarqué en Angleterre à la fin de septembre 1792, Malouet y devait rester jusqu'en 1801 : neuf longues années d'exil commençaient pour lui. Dès la première heure, il en éprouva l'amertume, et elle se mêla au bien-être instinctif de la délivrance. Ce n'était pas de gaieté de cœur qu'il abordait ce pays, où aux inquiétudes pour sa famille restée en France et bientôt menacée s'ajouteront et les difficultés de la vie et des luttes politiques, non moins ardentes, sinon aussi périlleuses, que celles par lesquelles il venait de passer. Comme d'autres il connut combien est dur à monter l'escalier de l'étranger.

Tout en se montrant hospitalière aux Français qui cherchaient un refuge sur son libre sol, l'Angleterre n'avait pas pour eux cette chaude sympathie dont nous avons vu la France prodigue envers d'autres infortunes patriotiques. A une froideur naturelle, qui suffirait pour expliquer ce sentiment, s'ajoutaient alors les calculs de la politique. Si, en effet, Fox et l'opposition des communes voyaient dans les nouveaux proscrits qui avaient voulu, comme Malouet, établir en France la monarchie constitutionnelle, les émules des fondateurs de la liberté britannique, le gouvernement anglais, dirigé alors par Pitt et lord Grenville, avait plus que de la réserve pour les hommes dont le nom était sans cesse prononcé par leurs adversaires politiques. D'ailleurs, les opinions républicaines de Thomas Payne agitaient alors sourdement l'Angleterre, et la crainte d'un soulèvement à l'intérieur se mêlait à toutes les mesures que prenaient les ministres anglais. Ces terreurs allaient si loin, que les sujets de Georges III s'en ressentaient eux-mêmes. La preuve en est dans ce passage d'une lettre datée du mois de décembre 1792 : « Le vicomte de Noailles écrit à Londres qu'on assemble les milices et qu'on oblige les officiers qui se sont prononcés en faveur de la Révolution française à donner leur démission; il pense que ces mesures, plus relatives à la

Digitized by Google

politique intérieure qu'à la sûreté de l'Europe, ne seront suivies d'aucun plan généreux et utile à l'humanité [1] »

En ce qui touche les Français réfugiés, et, parmi ceux-ci, plus particulièrement les constitutionnels, M. de Monciel écrivait un peu plus tard : « Le gouvernement a toujours eu une aversion marquée pour ceux qui ont été accusés d'avoir touché de près ou de loin à la constitution de 91 [2] »

Malouet, représentant exact de l'idée d'une révolution pacifique et monarchique, n'était pas ce que, dans le langage du temps, on appelait un *constitutionnel* : la constitution de 91 était loin d'être son idéal, et, avec d'André, Barnave et d'autres encore, il en avait demandé la révision à la fin de l'Assemblée constituante. Mais à cette heure de déchaînement révolutionnaire, toutes ces nuances disparaissaient, et nous l'avons vu en France conseiller à Louis XVI de prendre dans cette constitution encore monarchique son point d'appui contre les ennemis de la royauté.

Ces concessions réciproques, que commandait plus que jamais le salut de Louis XVI, auraient dû être comprises en Angleterre plus qu'ailleurs. Il n'en était rien, et Burke, après avoir, dans ses *Réflexions sur la Révolution française*, exalté la conduite de Mounier et de Lally, rétractait ces premiers éloges dans sa *Lettre à un membre de l'Assemblée nationale.* Ce membre de l'Assemblée nationale n'était autre que Lally-Tolendal, et le grand orateur anglais, aveuglé par la passion, ne combattait les principes de monarchie tempérée, récemment affirmés publiquement par celui-ci, qu'en proclamant « qu'il fallait remettre tout préalablement dans la même situation où tout se trouvait avant la tenue des états généraux. »

Par un singulier concours de circonstances, Burke fut précisément la première personne à laquelle Malouet fut présenté lors de son arrivée en Angleterre, et il se trouva ainsi tout d'abord en présence des doctrines qu'il considérait comme les plus funestes au roi et à la monarchie. L'entrevue ne s'en ressentit pas ; mais si l'estime, d'une part, et l'admiration, de l'autre, furent sans bornes, chacun fit sa réserve sur les doctrines ; et Malouet ne poussa pas plus avant une intimité dont l'abandon de ses amis et de ses convictions aurait été le prix. « Nous eûmes, raconte-t-il, une longue explication sur les affaires de France, dans laquelle cet homme célèbre me parut ce qu'il était : bon, lumineux, éloquent, passionné, fort attaché à la constitution de son pays, qu'il ne jugeait pas applicable au nôtre. Les Anglais, en général, sont disposés à

[1] *Correspondance inédite*, lettre du Ch. de Panat à Mallet du Pan.
[2] *Correspondance inédite*, lettre du 5 juillet 1796.

Digitized by Google

croire que le commerce du monde et la liberté sont deux choses qui leur appartiennent exclusivement. Les préventions injustes de M. Burke contre M. de Lally, mon ami, refroidirent ce commencement de liaison ; celle que j'avais avec M. de Cazalès, qui les lui avait suggérées, en fut aussi altérée, sauf que nous n'avons jamais rompu ensemble ; mais nous étions toujours disputant, sans aucune concession respective, sur ce que nous appelions nos torts d'opinion, et je ne vois pas aujourd'hui qu'il y eût lieu de ma part à aucun amendement sur celles que j'ai développées dès le début de la Révolution[1]. » Ce qui, entre Malouet et Burke ou Cazalès, prêtait à des discussions animées, mais encore amicales, était ailleurs l'objet de véritables luttes divisant les émigrés en deux partis, en deux camps. Comme en 91, c'était encore l'antagonisme de Coblentz et des Tuileries, et nous aurons bientôt à revenir sur ces discordes lorsque nous esquisserons le rôle politique de Malouet en Angleterre. Auparavant, il nous faut connaître quelques figures, ou plutôt quelques groupes de l'émigration.

III

Ce serait une intéressante histoire que celle de la société française en Angleterre à cette époque. Car c'était bien elle, avec tout son esprit, son charme, son élégance. Ses salons, fermés à Paris, s'étaient rouverts à Londres, sans autres changements que le luxe de moins (il le fallait bien) et un peu de gravité de plus. Et d'abord parlons de ce monde très spirituel, et aussi très politique, qui se groupe autour de madame de Staël pendant le passage rapide, mais brillant, qu'elle fit en Angleterre au commencement de l'année 1793.

Madame de Staël, en raison de l'ardeur et de l'énergie de son caractère, avait embrassé très vivement les principes de 89 : nous croyons même qu'elle alla un peu plus avant, et que, dans ce premier élan, elle dépassa de beaucoup les opinions de son père, M. Necker. Cette attitude, qui explique bien des colères du parti royaliste à son endroit, s'était cependant modifiée assez rapidement, et, après avoir combiné un plan d'évasion de la famille royale, elle s'était offerte elle-même pour l'exécuter. Malouet, vieil ami de son père, avait été mis dans le secret et chargé de le faire agréer au roi. La proposition n'eut pas de suite ; mais les sentiments de madame de Staël n'en furent pas modifiés ; et l'hôtel de

[1] *Mémoires*, II, 192.

Digitized by Google

l'ambassadrice de Suède servit de refuge à plus d'un royaliste que poursuivait la fureur populaire. Toutefois c'était au parti constitutionnel que la rattachaient et ses convictions et ses sympathies. Aux derniers jours de l'Assemblée constituante, elle s'était associée aux efforts tentés pour amener l'union des modérés de la droite avec les constitutionnels, et avait donné ce qu'elle appelait un dîner de coalition. L'envoyé des États-Unis, l'aimable et très fin Gouverneur Morris, qui s'y trouvait, en a consigné ainsi le souvenir dans ses notes : « Je vais chez madame de Staël ; j'y trouve une société très mêlée. Elle me dit qu'elle a donné un dîner de coalition. Il y a Beaumetz, l'évêque d'Autun, Alex. de Lameth, le prince de Broglie, etc. M. Malouet arrive, ainsi que le comte de la Marck. Je fais la remarque que ce dernier cause avec madame en particulier...[1]. »

Cette conversation à voix basse, confidentielle, entre elle et le comte de la Marck, laisse clairement lire dans sa pensée. Morris ne s'y trompait pas. Plus tard, Mme de Staël ne craindra pas d'écrire et de publier, avant l'échafaud du 16 octobre, la défense de Marie-Antoinette. Auparavant, elle avait essayé de sauver et la famille royale et la monarchie par la constitution, et participé aux projets dans lesquels Malouet et Ch. de Lameth, alors rapprochés, avaient un instant espéré, et qui faisaient écrire par ce dernier, avec l'enthousiasme du patriotisme : « Ma mère, soyez tranquille sur le sort de la France ; c'est à nous seuls qu'il appartient d'assurer son bonheur et de faire enfin jouir le roi des bienfaits de la Révolution, en faisant marcher de front les droits mutuels qu'elle assure au prince et au peuple : La Fayette est des nôtres ; Narbonne nous seconde ; Malouet, Bergasse, Lally-Tolendal se rallient à nous. Paris est parfait : on y veut la constitution, et l'on n'y veut qu'elle.[2] » Illusion généreuse ! Paris laissa faire les massacres de septembre, et MM. de Narbonne, de Lally, de Jaucourt, l'abbé de Montesquiou ne durent la vie qu'à l'adresse et au sang-froid déployés par Mme de Staël pour les tirer des prisons de l'Abbaye et favoriser leur fuite[3]. Peu de temps après, elle-même se retirait en Suisse et de là passait en Angleterre, où nous la trouvons dans le dernier mois de l'année 1792. Les détails de son séjour nous sont donnés, avec un charme infini, par l'aimable auteur d'*Evelina*, miss Burney, devenue Mme d'Arblay par son mariage avec l'émigré de ce nom. Fixée à Juniper-Hill, agréable site du comté de Surrey, que couronnaient de riantes collines boisées et

[1] *Journal*, I, 320.
[2] Lettre du 1 octobre 1791 (*Mémoires d'Allonville*, II, 300).
[3] Staël, *Considérations sur la Révolution*, II, 66.

Digitized by Google

au pied duquel coulait une rivière limpide, la Mole, elle réunissait autour d'elle, au printemps de 1793, tous ces vaincus d'un même combat. C'était l'aimable comte de Narbonne, dont on racontait tout bas la naissance quasi royale [1], et qui devait mourir aide de camp de Napoléon ; M. de Talleyrand, qui, derrière M. de Chauvelin, ambassadeur apparent de France à Londres, préludait sinon à ses succès, du moins à son impassibilité diplomatique ; le chevalier de Jaucourt, non moins fin et non moins qu'eux spirituel, et qui, survivant à tous, devait, après avoir connu le Versailles heureux et brillant de Marie-Antoinette, voir deux fois la République et deux fois l'Empire ; le vicomte de Montmorency, le fidèle de Mme Récamier comme de Mme de Staël, pour laquelle il bravera un jour un nouvel exil ; le Génevois Dumont, collaborateur de Mirabeau, émule de Blackstone ; d'autres encore, Jenkinson, Pillips, etc.

Dans ce groupe, Malouet avait naturellement sa place. Aussi le rencontrons-nous parmi les *Junipériens*, comme disait miss Burney au mois d'août 1793, et avec lui Lally-Tolendal. Tous deux venaient de publier leur défense de Louis XVI. Celle de Malouet avait été écrite et publiée en huit jours, presque en sortant du cabinet de M. de Chauvelin, sur la table duquel il avait rédigé la demande (qui lui fut refusée) d'être autorisé à se présenter comme défenseur officieux du roi à la barre de la Convention. Quoique moins brillante que celle de Lally, elle avait fait événement et miss Burney, qui ne connaissait pas encore son auteur, écrivait : « Quel est ce M. Malouet qui a le singulier courage de s'offrir pour plaider la cause du monarque déchu au milieu de ses féroces accusateurs, et comment M. de Chauvelin se hasarde-t-il à transmettre une pareille demande [2] ? Le procès du roi avait rendu à Malouet « l'énergie de la douleur ; » son issue fatale sembla un moment l'anéantir. Une sorte de honte s'était emparé de lui : « Tout ce que nous étions de Français réfugiés, dit-il dans ses *Mémoires*, osions à peine nous montrer dans les rues. » « Depuis les derniers malheurs que nous avons à déplorer, écrivait-il à un ami, j'ai cessé presque toute correspondance avec le continent. [3] » Il s'était sauvé de Londres en quelque sorte et était allé dans un comté éloigné de l'Angleterre chercher l'oubli. C'est sans doute au retour de ce voyage que nous le retrouvons à Juniper-Hill.

L'émotion y durait encore, et éclatait parfois aussi vive que ja-

[1] On lui donnait pour mère Mme Victoire, fille de Louis XV. Quant à son père, les bruits de cour ne désignaient pas Louis XV, comme le dit M. Michelet, mais le comte de Narbonne. D'après la même version, la comtesse de Narbonne, dame d'honneur de Mme Adélaïde, aurait accepté la maternité de l'enfant. Voir : *D'Arblay's Diary* v. 370.

[2] *D'Arblay's Diary*, v. 372.

[3] *Corresp. inédite*, 16 juin 1793.

Digitized by Google

mais. Ainsi en fut-il un jour, dans une promenade qui avait réuni plusieurs hôtes de Mme de Staël, parmi lesquels se trouvait le chevalier d'Arblay, ce futur mari de miss Burney, pour laquelle Malouet n'était plus alors un inconnu.

« Je suis sûr, lui écrivait plus tard Lally, que miss Burney vous aura entendu parler du pauvre Louis XVI avec cette émotion qui tirait des larmes des yeux de Malouet et des miens la dernière fois que nous avons cheminé ensemble [1]. »

Bientôt Mme de Staël quitta l'Angleterre, et elle n'y devait plus revenir, croyons-nous, qu'aux approches de 1814, alors que les persécutions dont elle fut l'objet sous l'Empire la forcèrent à abandonner Coppet. Mais si les conversations de Juniper-Hill avaient cessé, une correspondance suivie se continua entre elle et Malouet. En 1796, nous la voyons, dans un intervalle de silence que prolongeaient les retards de la poste, s'entretenir de lui avec Mallet du Pan; tandis que, de son côté, Malouet prend sa défense contre les attaques que les ultra-royalistes ne se faisaient pas faute de diriger contre elle. Sans partager toutes les opinions politiques de l'illustre auteur des *Considérations sur la Révolution française*, il pensait que sa cause était celle de tous les gens de bon sens et de modération, et, rappelant à Mallet du Pan qu'on l'avait traité de *révolutionnaire*, et peut-être de pis encore, il ajoutait : « Vous ne pouvez ignorer qu'elle a véritablement réussi à sauver plusieurs personnes, à envoyer des messagers fidèles à Paris, et à en rapporter des lettres de plusieurs personnes de notre connaissance... Quand je vous vois, vous et moi, exposés à tant de haines et de calomnies pour quelques différences d'opinion..., quand un chevalier de Guer et tant d'autres nous insultent... comme des factieux et des révolutionnaires, il me semble que nous ne pouvons plus l'appliquer comme injure à personne. [2]

Si le salon de Mme de Staël n'avait duré qu'un instant, celui de la princesse d'Hénin fut pendant plus de dix années, soit à Londres, soit à Twickenham, ce lieu enchanteur que Bolingbroke et Pope ont rendu célèbre, le rendez-vous le plus brillant de l'émigration française. Fille de cette charmante Mme de Mauconseil que Chesterfield n'oublia jamais après l'avoir vue un instant, la princesse d'Hénin n'avait rien à envier à sa mère. Pour la grâce et l'esprit elle n'avait de rivales que dans la maréchale de Beauvau et sa belle-fille, la princesse de Poix. Toutes trois amies et souveraines, on les avait surnommées les *trois princesses combinées*. Ce que l'hôtel de Beauvau, ce théâtre de l'élégance suprême (*Quantum mutatus ab*

[1] *D'Arblay's Diary*, 9. 1793.
[2] *Correspond. inédite*, lettre du 11 avril 1796.

Digitized by Google

illo : c'est aujourd'hui le ministère de l'intérieur), avait été à Paris, le salon de la princesse d'Hénin le fut à Londres. Mais, il faut l'avouer, les constitutionnels y étaient mieux accueillis que les ultra-royalistes. M. de Lally y régnait par le double privilége de ses opinions et d'un sentiment plus tendre. Compagnon inséparable et ami toujours fidèle de Mme d'Hénin, un mariage secret devait bientôt l'unir à elle [1], et faire à jamais oublier un mari qu'on appelait le *nain des princes*, et dont la liaison avec Sophie Arnould avait fait scandale. M. de Lally était-il donc un héros de roman, beau, bien fait, d'un esprit enchanteur? Non vraiment; quant au visage, miss Burney le dépeint ainsi : « grosse tête, nez camard, grosses joues, rien de distingué dans les manières [2] ; » pour l'esprit, Talleyrand, qui, il est vrai, lui ressemblait si peu, disait de lui que c'était un bon garçon, un très honnête garçon, et rien de plus. Mais dans le comte de Lally l'âme était tout, elle lui avait donné l'éloquence, et cette éloquence, soit qu'il conquît par elle la réhabilitation de son père, soit que, dans le procès du roi, il perdît sa cause devant la Convention, plus impitoyable que le grand conseil, lui avait mis au front quelques rayons de la gloire. N'est-ce pas assez, avec une grande droiture politique, pour expliquer l'empire que Lally exerça sur un certain nombre de ses contemporains, et l'estime qu'il obtint de tous ? Ses écrits qui aujourd'hui nous semblent manquer de fermeté de style, devaient se relever par la chaleur et l'élan du débit. Grâce à lui, le salon de la princesse d'Hénin était toujours un peu monté au ton de l'enthousiasme. Témoin le très chaud plaidoyer pour La Fayette et ses compagnons de captivité, qui de là trouva un écho dans la Chambre des Communes et dans toute l'Europe. Si donc on y péchait par un peu d'emphase, on la rachetait bien par l'intention. Malouet, que son amitié n'aveuglait pas et qui, en tant qu'orateur et écrivain, a les deux qualités qui manquent à Lally, la concision et l'énergie, pensait bien ainsi, et ne le sacrifia à personne, pas même à Burke et à Cazalès.

En dehors de ce centre de l'émigration modérée et constitutionnelle, nous retrouvons encore Malouet, soit chez lord Sheffield, où il était conduit par Gibbon, soit chez le chevalier Macpherson, grand ami de Mallet du Pan, plus éloquent dans un salon que la plume à la main, et qui, après avoir commencé sa réputation dans l'Inde, faisait alors partie de la Chambre des Communes, et aussi chez une Irlandaise, madame Lindsay, femme charmante et de grande beauté. Là, la société rappelait un peu celle d'une madame de Ten-

[1] *D'Arblay's Diary.*
[2] *D'Arblay's Diary* V., 411.

Digitized by Google

cin ou d'une Lespinasse, et Chateaubriand, qui y fut présenté vers 1795, par son ami Christian de Lamoignon, en a tracé ainsi le tableau : « Madame Lindsay, d'un esprit sec, d'une humeur un peu cassante, élégante de taille, agréable de figure, avait de la noblesse d'âme et de l'élévation de caractère; les émigrés de mérite passaient la soirée au foyer de la dernière des Ninons... Je rencontrai à ce rendez-vous M. Malouet et Mme de Belloy, femme digne d'attachement, le comte de Montlosier et le chevalier de Panat. Ce dernier avait une réputation méritée d'esprit, de malpropreté et de gourmandise : il appartenait à ce parterre d'hommes de goût, assis autrefois les bras croisés devant la société française; oisifs dont la mission était de tout regarder et de tout juger; ils exerçaient les fonctions qu'exercent maintenant les journaux, sans en avoir l'âpreté. » Ajoutons à ces noms ceux du prince de Poix, de M. de Boisgelin, archevêque d'Aix, membre distingué de l'Assemblée constituante et traducteur *in petto* des épîtres d'Ovide, de Fontanes, de Delille, de l'abbé Carron, ce saint Vincent de Paule de l'émigration, dont l'auteur de la *Pitié* a dit :

Par lui pour l'indigent la douce bienfaisance
Trouve le superflu, même dans l'indigence;
Et parmi les bannis ses pieuses moissons
De l'avare opulence ont surpassé les dons.

Parmi les femmes, c'étaient Mmes de Caumont, de Cluzel, la jeune comtesse de Gontaut, qui devait plus tard être gouvernante des enfants de France (le duc de Bordeaux et Mademoiselle) et, à près de quatre-vingts ans, écrire des *Souvenirs* qui ont tout le charme et la vivacité de la jeunesse, Mme de Duras, l'auteur bientôt célèbre d'*Ourika*, etc., etc. Toutefois le ton s'y rapprochait quelquefois de l'ultra-royalisme, et Delille, qui le prenait volontiers, eut avec Malouet plus d'une prise semblable, quoique un peu adoucie (nous l'espérons), à celle dont Mallet fut chez lui le témoin, et qu'il qualifie « d'incartade d'une impardonnable violence [1]. »

Nous ne serions pas complet si nous ne mentionnions la colonie génevoise, composée d'hommes presque tous très distingués, que les discordes de Genève avaient jetés en France, et que la révolution venait de forcer à passer en Angleterre; du Roveray, Saladin, Dumont, d'Yvernois. La maison de Mallet du Pan, lorsque celui-ci fut venu s'établir à Londres en 1798, nous montre, mêlés à ses compatriotes et à ses amis de l'émigration, un grand nombre d'Anglais célèbres dans la politique ou dans les lettres; les lords Fincastle et Liver-

[1] *Mémoires*, II, 142.

Digitized by Google

pool, sir Romilly, le jurisconsulte J. Reeves, le poète Bowles, J. Gifford, le publiciste; MM. Westin, Trevor, etc.

Enfin — *paulo majora canamus* — une réunion qui s'était formée sous le titre de *Club des étrangers* nous offre un tableau qui ne manque ni de relief ni de vivacité; son objet, pour des Français du XVIIIe siècle, n'était pas sans quelque importance. Tous les mois, dit M. Sayous, on se réunissait dans une mauvaise rue de Leicester-Square, chez un petit traiteur français, où l'on faisait très médiocre chère, mais d'où étaient bannis l'éternel *bifteck* et les côtelettes de mouton, qui effarouchaient M. Cottes quarante ans plus tard, pour faire place au fricandeau et au vol-au-vent. Là se rassemblaient ordinairement Malouet, Panat, Mallet du Pan, d'Yvernois, Dumont, Balan, chargé d'affaires de Prusse, homme de grandes connaissances et d'une société fort douce; Pozzo di Borgo, plein de verve et d'esprit, était un des habitués. Vansittart, depuis chancelier de l'Echiquier, et son ami le docteur Beale, auteur de plusieurs pamphlets sur les finances, y venaient quelquefois[1]. »

Par l'agrément, la vivacité, l'abandon des conversations, rien du passé ne paraissait changé : et cependant, au fond, quelle différence avec le bon temps de France! Partis pour la plupart à la hâte, avec quelques diamants ou quelques rouleaux d'or qui n'avaient pas longtemps duré, les exilés étaient presque tous obligés de s'ingénier à tirer parti des ressources qu'ils pouvaient avoir en eux-mêmes. Montlosier, Panat, devenaient journalistes; Chateaubriand se mettait aux gages des libraires et écrivait dans un grenier ses *Essais sur les révolutions*; Mounier acceptait d'être précepteur des enfants de lord Hawke; beaucoup donnaient des leçons de français, de dessin ou de musique; quelques-uns, M. de Mervé, l'abbé Duleau, ouvraient boutiques de libraires; M. de Caumont, maréchal de camp, se faisait relieur et excellait dans son nouvel état. Que de grandes dames faisaient naître, tout autrement que dans les poésies de Dorat, des fleurs sous leurs doigts, celles-ci fleuristes, celles-là brodeuses improvisées. Ce qui se passait à Bruxelles se voyait aussi à Londres. « La princesse de Montmorency, lisons-nous dans une correspondance récemment publiée, avoua l'autre jour au prince de Ligne qu'il ne lui restait plus que douze louis et qu'elle avait envoyé demander à un fameux marchand de modes de l'ouvrage à faire la nuit[2]. » D'autres, comme la comtesse de Quengo, Mlles de Lucinière, de Tremereux, de Couessin, de Villier, se faisaient tout

[1] *Mémoires* de Mallet du Pan, II, 440.
[2] *Briefwechsel des Grafen Montvallat*, Zurich, 1808, in-8°.

Digitized by Google

simplement sœurs de charité et se partageaient entre le soin des malades et l'éducation de l'enfance[1]. Enfin, de plus courageuses encore retournaient en France braver la Terreur, dans l'espoir d'arracher quelque reste de leur fortune à la confiscation et de le conserver à leurs enfants ou à leurs maris. Ainsi périrent la comtesse du Chilleau (Adélaïde de Merle) et cette charmante duchesse de Biron (Amélie de Boufflers), la plus pure passion de Jean-Jacques, et que ce souvenir ne put défendre contre ceux qui se vantaient d'être les élèves du philosophe de Genève. Ainsi s'explique comment, sur les listes funèbres du tribunal révolutionnaire, au nom des condamnées s'ajoutent si souvent ces mots : *femme séparée*. Fraude innocente que l'échafaud se chargeait de déjouer. La confiscation, en effet, était l'accessoire légal de la guillotine, et l'on cite un condamné, c'était ce président Gilbert des Voisins dont nous avons déjà parlé, qui de cette législation féroce en appela au suicide.

IV

Bien qu'il fût alors à peu près ruiné, et bientôt tout à fait, par la perte de ses propriétés de Saint-Domingue, Malouet ne connut pas ces extrémités de la gêne. Quelques restes de revenus coloniaux d'abord, son activité ensuite, le mirent assez vite fort au-dessus du besoin. En arrivant à Londres, il avait retrouvé dans le ministre des affaires étrangères le frère d'un grand seigneur anglais qu'il avait eu l'occasion d'obliger dans un de ces mille incidents de route dont un commencement de liaison était presque toujours la suite. C'était lord Grenville, cousin de William Pitt, et, après lui, le membre le plus distingué du ministère. Une des premières visites de Malouet fut pour ce ministre, et lui rappelant la voiture renversée de son frère : « C'est aujourd'hui, lui dit-il, la mienne qui est renversée ; je ne vous demanderai pas de m'aider à la relever, cela serait trop difficile ; je désire seulement avoir l'honneur de vous voir quelquefois et de renouveler notre connaissance. » La connaissance, en effet, fut très amicalement renouvelée entre le célèbre collègue de Pitt et l'ancien intendant de Toulon, mais ce fut ailleurs que Malouet s'adressa sinon pour refaire sa fortune, du moins pour trouver l'aisance.

Malouet était à peine à Londres que, par un heureux concours de circonstances, la scène politique s'ouvrait de nouveau pour lui, et que, tout en se faisant une grande position parmi les émigrés, il était amené à servir son pays autant qu'il était possible de le faire,

[1] Delille, notes du poëme de *la Pitié*.

Digitized by Google

malgré lui et souvent, hélas ! contre lui. Nous l'allons voir, en effet, tenter de lui conserver une de ses plus belles colonies, et, malgré l'inutilité de ses efforts, prendre une place considérable dans la politique coloniale de la France et de l'Angleterre pendant les dix années qui nous séparent de la paix d'Amiens. Réduits à toute extrémité par la révolte des esclaves et par les mesures souvent maladroites et toujours rigoureuses de la Révolution à leur égard, un certain nombre de colons de Saint-Domingue avaient résolu, dès l'année 1793, de se donner à l'Angleterre. Leurs députés étaient même déjà en pourparlers avec le cabinet anglais, lorsque Malouet, à peine débarqué, eut connaissance de la négociation.

Leur remontrer combien une pareille conduite était contraire à tous les droits de la France, en même temps qu'elle était peu patriotique, c'est ce qu'il fit avec une grande énergie et une singulière éloquence. Il alla plus loin, et, mettant à profit son titre de grand propriétaire à Saint-Domingue et les facilités que lui donnait sa liaison avec lord Grenville, il entreprit de combattre ce projet auprès du gouvernement anglais lui-même. Ses représentations restèrent d'abord sans effet auprès de M. Dundas, ministre de la guerre, auquel il avait été adressé ; il ne se découragea pas, et s'adressa plus haut. Mis en rapport avec Pitt, il réussit à le convertir à une politique de simple protectorat, qui, sans rien préjuger de l'avenir et en réservant les droits de la France, avait cependant l'avantage de donner satisfaction aux colons et de les garantir contre le retour des massacres et des incendies.

Ces représentations, d'abord purement individuelles, se changèrent bientôt en une véritable négociation. Pourvu du mandat régulier de plus de cent des plus grands propriétaires de l'île, et plus tard accrédité par les conseils du Cap et de Port-au-Prince comme leur représentant, il signa, au mois de mars 1793, un traité sur ces bases avec M. Dundas, le ministre chargé du département des colonies. « Ma mission spéciale, raconte-t-il, m'autorisait à faire tout ce que je jugerais convenable pour le salut de la colonie. J'expliquai bien à l'assemblée qu'il était hors de notre pouvoir et contraire à nos devoirs de disposer de la souveraineté ; que, proscrits en Europe comme royalistes, nous avions eu le droit de venir demander asile et protection à une puissance étrangère ; que nous prenions par là l'obligation de nous conduire envers elle en sujets fidèles, tant que nous resterions sur son territoire ; proscrits au même titre à Saint-Domingue, nous avions les mêmes droits et contractions les mêmes obligations en échange de la protection qui serait accordée dans cette colonie à nos personnes et à nos propriétés ; mais que nous ne pouvions prendre aucun engagement perpétuel. C'était au

Digitized by Google

traité de paix qui interviendrait entre les deux nations à prononcer sur notre sort; jusque-là la colonie devait être considérée comme mise en sequestre et sous la garde du gouvernement anglais [1]. » Dans ces temps difficiles, c'était déjà beaucoup d'empêcher que l'Angleterre ne prît possession de cette colonie à titre de propriété anglaise. « Il paraît, avait-il dit au premier ministre, qu'il est question d'une coalition entre l'Angleterre et les puissances du continent contre la Convention : quelle en sera la base, si votre début est de prendre pour vous notre plus belle colonie ? Il faudrait donc diviser toutes nos provinces entre les coalisés ; mais croyez-vous qu'il y ait un seul Français honnête, quelle que soit son opinion, qui ne se réunisse à ceux qui combattent pour empêcher le démembrement [2].» En obtenant ainsi que l'Angleterre renonçât à la souveraineté qui lui était offerte, Malouet gagnait du temps et réservait très efficacement l'avenir. C'était répondre par avance aux craintes que plus d'un de ses amis avaient conçues en le voyant se jeter dans cette négociation, et que nous fait connaître ce passage d'une lettre de M. de Monciel :

Je serais bien fâché que notre ami Malouet acceptât la commission que l'Angleterre lui propose (celle de servir d'intermédiaire entre elle et les colons), parce que je la crois impossible à exécuter, aussi longtemps que les vues des deux cours seront aussi fausses qu'elles l'ont été jusqu'à ce moment, et je n'ai pas encore de raison de croire qu'elles soient changées. Les Anglais ont voulu d'abord s'emparer de toutes les colonies dans l'intention de les garder, et, pour pouvoir les conserver à la paix, ils ont voulu que la France s'usât sur elle-même, afin qu'elle fût réduite à un état de défaillance tel, qu'elle ne pût penser de longtemps soit à les redemander, soit à les reconquérir. C'est par cette idée seule qu'on peut expliquer la conduite de l'Angleterre pendant les dernières campagnes, soit après la prise de Valenciennes, soit vis-à-vis de la Vendée... La suite des événements leur a appris qu'ils n'étaient pas en état de garder les colonies, parce que leur population n'était pas suffisante pour fournir la quantité de troupes nécessaires à la conservation des Antilles ; alors ils ont changé de système, ou, pour mieux dire, ils ont adapté aux colonies celui qu'ils avaient suivi vis-à-vis de la France, c'est-à-dire de les laisser s'user sur elles-mêmes, afin qu'étant seuls possesseurs de la grande masse de sucre, ils fussent les maîtres d'en fixer le prix. Maintenant ils voient que l'insurrection est comme un incendie qui se communique, et peut-être commencent-ils à sentir le danger qui les menace, mais je vous avoue que je les crois encore bien loin d'avoir des idées justes à cet égard [3].

[1] *Mémoires*, II.
[2] Lettre à M. de Gérando, *Mémoires*, II, 486.
[3] *Corresp. inédite*, 9 juin 1795.

Digitized by Google

C'est précisément à ces retours vers une politique moins personnelle et plus conciliante que Malouet ménageait une ouverture par un traité qui n'engageait en rien l'avenir et pouvait le rendre plus facile. La guerre qui venait d'éclater entre la France et l'Angleterre rendit souvent, il est vrai, sa situation délicate, mais il faut reconnaître avec lui que le seul moyen de conserver à la France la colonie de Saint-Domingue était avant tout de la pacifier, et qu'à défaut de la mère patrie impuissante à le faire, on pouvait accepter les secours de l'Angleterre dès qu'on avait repoussé sa souveraineté. L'événement a justifié ses prévisions. Ce n'est pas en effet l'Angleterre, malgré quatre années de protectorat et d'occupation, qui a gardé cette colonie, ce sont les noirs de Toussaint-Louverture et de Christophe ; et si, au traité d'Amiens, Napoléon l'eût trouvée pacifiée, comme Malouet tenta de le faire, il y a tout lieu de croire qu'elle n'eût pas été perdue pour nous, et avec elle 33,000 hommes des glorieuses armées du Rhin, vieux compagnons de Hoche et de Moreau.

Ce protectorat armé de l'Angleterre n'était du reste, dans la pensée de Malouet, qu'une concession forcée faite aux circonstances. Il était profondément convaincu que les colons seuls pouvaient sauver Saint-Domingue par l'habitude qu'ils avaient du climat ainsi que par leur connaissance des habitudes et du caractère des noirs. Aussi aurait-il voulu réduire le rôle de l'Angleterre à un simple secours en armes et en argent : mais pour en arriver là, il fallut que le ministère eût appris à ses dépens, par cinq années d'une occupation ruineuse, ce que coûtait la guerre sous ce ciel de feu et contre de pareils ennemis. Ce ne fut qu'en 1798, après la reddition de Port-au-Prince par le général Maitland, que Malouet put avec succès présenter aux ministres le plan que nous venons d'indiquer. Après beaucoup de négociations et de mémoires rédigés en ce sens, il finit par gagner ces deux points importants : que la colonie serait remise aux colons et que l'Angleterre leur fournirait un subside de 100,000 livres sterling par an. Cette somme devait servir à former et à entretenir une armée coloniale recrutée parmi les colons, les émigrés et un certain nombre de mercenaires tirés de la partie espagnole de l'île, gens habitués à ce genre de guerre et sur lesquels le climat n'avait plus de prise. Malouet, qui jusque-là avait agi comme simple négociateur, se trouva tout à coup chargé de l'immense détail d'organisation et d'administration qu'entraînait une aussi vaste entreprise que celle de subvenir au gouvernement et à la défense de cette colonie par elle-même. Chargé de toute la partie civile de cette œuvre, il s'était adjoint pour la partie militaire le marquis de Bouillé, ce brillant général à qui la France avait dû,

Digitized by Google

pendant la guerre d'Amérique, la conquête de la Dominique et de Tabago. Ces difficultés matérielles n'étaient pas les moindres. Après l'Angleterre restait la France à ramener à une politique plus conforme aux intérêts de Saint-Domingue. Tout ce qu'ambitionnait Malouet de ce côté, c'était que la France, comme il le dit, « cessât de traiter les colons en ennemis ; » en un mot, que le gouvernement du Directoire consentît à une neutralité tacite. Ce point était assurément le plus délicat de l'entreprise. Il y échoua. Aux lettres que Malouet écrivit à M. de Vaublanc et à MM. Barbé-Marbois et Portalis, l'un membre du conseil des Cinq-Cents, les deux autres de celui des Anciens, pour leur faire des ouvertures en ce sens, il ne fut répondu que par ces phrases évasives : « qu'on était encore trop exaspéré contre les colons, contre les émigrés, que le moment de la conciliation n'était pas encore arrivé. » Plus tard, le gouvernement français crut ce moment arrivé: il se trompait ; la révolte était alors à jamais maîtresse de Saint-Domingue, et l'on sait l'issue fatale de l'expédition conduite par le général Leclerc, en 1801.

Dès lors la tâche de Malouet était finie. Au mauvais vouloir du Directoire s'ajoutaient les lenteurs calculées du duc de Portland, le seul des ministres anglais qui fût resté hostile à toute cession de Saint-Domingue par l'Angleterre. Il n'hésita pas à donner sa démission, qu'accompagna celle de M. de Bouillé. « J'ai fait, disait-il à ce dernier, tout ce que je pouvais, tout ce que je devais ; le non-succès n'est point à ma charge : c'est à ceux qui ne veulent pas nous entendre et nous aider à répondre des malheurs qui arrivent. »

Parmi ceux qui n'avaient pas voulu l'aider, il faut compter les ultra-royalistes. Tous les excès se ressemblent et finissent souvent par faire œuvre commune. Un des organes les plus violents du parti Coblentz, le journal de Pelletier, *l'Ambigu*, accusa alors Malouet d'avoir voulu livrer Saint-Domingue au Directoire, comme en 1793 les jacobins l'avaient accusé de la vendre aux Anglais. « Ce n'est pas, dit-il à cet égard, ce genre de reproche que j'ai envie de repousser : on y répond toujours victorieusement quand on sait rester pauvre, et qu'après avoir perdu une grande fortune légitimement acquise, on ne se baisse pas trop pour en ramasser les débris. »

V

Ce n'était là, du reste, qu'un épisode isolé d'une lutte plus générale, celle qui, depuis la mort de Louis XVI, divisait l'émigration en deux partis : celui des modérés ou des constitutionnels, qui ne voyaient de chances pour une restauration que dans l'union du prin-

Digitized by Google

cipe monarchique avec la liberté, et les ultra-royalistes, qui aspiraient au rétablissement de l'ancien régime pur et simple.

Malouet, nous n'avons pas besoin de le dire, était à la tête des premiers, avec Lally, Montlosier, Mallet du Pan, le chevalier de Panat. Encore y avait-il entre eux quelques nuances, et plus d'une fois nous voyons Malouet ramener à la modération Mallet du Pan, homme excellent, politique convaincu, mais imagination un peu vive, sur laquelle les événements avaient une grande prise et qui dépassait quelquefois le but que lui-même s'était fixé. C'était pour défendre ces idées que Malouet avait voulu, peu de temps après son arrivée à Londres, fonder une publication qui, sous le titre de *Lettres historiques et politiques sur la Révolution*, aurait étudié les faits du passé au profit du présent. « Ce n'est, disait-il à ce sujet, que par une collection périodique et soutenue d'idées raisonnables que nous aurions pu faire effet à la longue... Tous les gouvernements, plus faibles que jamais, n'imputent leur faiblesse qu'aux idées de liberté et d'innovation, tendent de toutes leurs forces à les étouffer, ce qui est impossible, au lieu d'en diriger l'emploi, ce qui pourrait seul en empêcher l'abus. Quand on parle de voix du peuple, d'esprit public, de représentation nationale, vous n'entendez de toutes parts que le cri de fureur : *Voyez ce qui se passe en France !* Et un sourire amer de pitié, d'indignation, est tout ce que la raison la plus calme peut obtenir[1]. »

Ces plaintes n'étaient pas exagérées, et Malouet ne connaissait pas encore tous les traits amers et les odieuses dénonciations dont il était l'objet. A cet égard, peut-être en savons-nous plus long que lui. Voici ce qu'écrivait, en s'en vantant, un certain baron de Nantua, dont les intrigues n'avaient pas laissé que de le pousser auprès du comte d'Artois et de son entourage : « Sachant, dit cet honnête diplomate, que les constitutionnels (particulièrement Malouet) cherchaient à s'accrocher... je profitai de l'occasion pour lui donner un coup d'épaule en dehors. Je lui dis (au comte d'Artois) que, d'après les opinions et la conduite de Malouet, les royalistes ne pouvaient avoir de confiance en lui[2]. » Le coup porta, en effet, car le comte de Puisaye, qui rapporte cette singulière correspondance, ajoute, à quelque temps de là, à propos de ce Nantua, qu'il avait, du reste, en fort mince estime (Mehée de La Touche prétend qu'il était employé à la police secrète de Londres) : « Il a peint les constitutionnels d'une manière laconique qui a fait impression : « Ils ne » sont, a-t-il dit, que parjures envers leurs commettants et félons

[1] Correspondance inédite. Lettre du 4 décembre 1795.
[2] Lettre du 18 août 1794, citée dans les *Mémoires de Puisaye*. V. 429.

Digitized by Google

» envers le roi ! Hier, ajoute-t-il, Grand-Rivière a eu ordre de par-
» tir d'Angleterre ; je crois pouvoir vous assurer que Bertrand va le
» suivre et, bientôt après lui, Malouet s'en ira. Voilà donc encore le
» parti constitutionnel à bas ; il m'a fallu de l'adresse[1] ! » Quel langage ! quelles aménités ! et surtout quelle politique ! Il n'était pas nécessaire d'être un constitutionnel pour en sentir l'absurdité ; et le comte de Puisaye, qui avait figuré au côté droit de l'Assemblée nationale et qui préparait l'expédition de Quiberon, vengeait Malouet de ces injures, non en homme de parti (il n'était pas du sien), mais en homme de bon sens : « M. Malouet est un des hommes qui ont honoré la France au milieu des horreurs de notre Révolution. Je l'ai vu, pendant trois ans, à l'Assemblée constituante, exposé aux poignards, et les bravant pour s'opposer au torrent de crimes qui a inondé notre malheureuse patrie. Et c'étaient là les hommes que désignaient à la proscription les véritables auteurs de tous nos maux[2] ! »

Malouet et Lally avaient bien raison d'écrire à Mallet du Pan : « Prêchez, prêchez la conciliation[3] » Mais alors, comme autrefois, combien peu étaient-ils écoutés ! A ce moment même, les projets des ultra-royalistes étaient favorisés par le ministère anglais, qui, en s'adjoignant le duc de Portland et M. Wyndham, venait de manifester ses tendances vers les opinions extrêmes du parti tory. Malouet en souffrait moralement beaucoup et s'en indignait parfois. Quelques passages de ses lettres font bien connaître ses opinions et sa situation d'esprit à une époque où à ces tracasseries et à ces mécomptes politiques s'ajoutaient encore des craintes sérieuses sur le sort de sa famille. Le 7 juin 1794, il écrivait à Mallet du Pan.

Ne me parlez point de force d'âme, de résignation; si je restais seul dans le monde, si je perdais tout ce qui m'est cher, ce ne serait plus le courage, ce serait l'affaissement qui me ferait vivre ; mais je n'ai garde de renoncer à l'espérance de les sauver. Tout ce que vous avez prédit arrive malheureusement, et tout ce que vous avez conseillé pour l'empêcher a été et est encore dans l'oubli. Cet aveuglement est tout à la fois cause et effet du bouleversement et des désastres actuels... Tous les cabinets travaillent depuis trois ans dans le vide. Ils s'obstinent à parler et à agir sur des éléments qui n'existent plus... Il ne faut pas nous glorifier d'avoir mieux vu que des hommes très distingués par leur esprit. Nous avons seulement l'avantage d'avoir mis la tête à la fenêtre plus tôt qu'eux, et cela est si vrai, qu'il n'y a rien de plus simple et de moins compliqué que la politique qu'il eût fallu adapter aux circonstances actuelles. On sera tout étonné dans

[1] *Mémoires de Puisaye*, V. 451, 10 octobre 1794.
[2] Idem, V. 429.
[3] *Correspondance inédite*, 16 juin 1798.

Digitized by Google

dix ans d'avoir été si bête... Mais comment persuader à ce qu'on appelle un homme d'État qu'il n'y a rien à espérer aujourd'hui d'une politique astucieuse, qu'il faut aller droit au but en franchissant les haies et les fossés, qu'il faut tout à la fois démasquer les scélérats et les combattre, désabuser les peuples et leur inspirer confiance[1].

Quant à ce but « qu'il fallait atteindre en franchissant haies et fossés », c'était la liberté dans l'ordre et la sécurité, la monarchie constitutionnelle. Voilà ce qu'il souhaitait sans l'espérer beaucoup, et en entrevoyant peut-être l'intermède d'un pouvoir militaire.

... La guerre, comme à vous, écrivait-il le 10 octobre 1794, me paraît désastreuse si elle continue. Je vois les Français, dominateurs de l'Europe, établir non une république, mais une monarchie universelle, si parmi leurs officiers il s'élève un grand capitaine. Je vois tous les gouvernements qui s'écroulent par le seul fait d'une guerre défensive de leur part avec des moyens ordinaires qui s'épuisent de plus en plus, tandis que les Français, portant partout leurs armes et leurs assignats, trouveront de nouvelles forces dans l'opinion de leur supériorité, l'ivresse de leurs succès... Certainement une monarchie constitutionnelle sauverait l'Europe ; mais en voyez-vous la possibilité ?... Le parti Tallien me paraît bien favorisé par la majorité des individus, mais en tout pays la partie active de la nation, celle qui intrigue, qui gouverne, qui jouit des places et du pouvoir, domine, réduit au silence le peuple troupeau, même celui des honnêtes gens. Sera-ce donc dans les sociétés populaires, dans les tribunaux, dans les administrations, que vous trouverez des promoteurs, des partisans du gouvernement monarchique, quelque modéré qu'il soit[2] ? »

Voilà ce que ne comprenaient pas encore les ultra-royalistes. Comme le dit Malouet, « ils n'avaient pas encore mis le nez à la fenêtre, » et, renfermés dans leurs illusions, prenaient les échauffourées royalistes du 12 germinal ou du 1er prairial de l'an III pour la première étape d'une restauration. Et cependant l'heure eût pu être propice. Spectatrice dégoûtée des luttes dont la Convention finissante était le théâtre entre les thermidoriens et l'ancien parti de Robespierre, la France sentait le besoin du repos et se fût prêtée au retour d'une monarchie constitutionnelle, à la condition d'être assurée que les conquêtes de 89 seraient maintenues. Mais en mettant à l'écart les constitutionnels, les royalistes perdirent la seule chance qu'ils eussent pour eux. Le 13 vendémiaire ajourna pour longtemps leurs espérances. La fausseté de cette politique commença alors à être entrevue par le comte de Provence, et des ouvertures furent faites à Malouet et à ses amis. « Montlosier vous a mandé, écrivait-

[1] *Correspondance inédite.*
[2] *Correspondance inédite*, lettre du 10 octobre 1794.

Digitized by Google

il à Mallet du Pan, les propositions qui lui ont été faites, ainsi qu'à moi, de la part des princes ; c'est en désespoir de cause et cela ne signifie rien. Je ne vois aucun moyen de les servir... [1] » Il avait raison : les princes n'étaient pas encore assez sincèrement convertis aux idées constitutionnelles pour que Malouet crût possible d'agir efficacement sur l'opinion publique, le seul levier qu'il estimât assez puissant pour vaincre tant et de si grands obstacles. Et cependant avec quelle joie il se serait mis à l'œuvre, et combien l'exil ne lui pesait-il pas ! « L'ennui, la douleur, l'inquiétude, s'écriait-il, me dévorent. Ah ! quand pourrons-nous, à quelque prix que ce soit, pleurer en paix sur les cendres de nos foyers déserts. [2] » Et encore : « Je ne m'accoutume pas à cette triste condition de proscrit à la merci d'étrangers, fatigués de nous et nous détestant plus que jamais. Peut-être que la seule chose qui nous sauve du mépris est cette gloire militaire de nos féroces persécuteurs. [3] »

S'il éprouvait douloureusement la lassitude de l'exil, elle ne relâchait rien de la fermeté de ses convictions. La tranquillité clairvoyante de son âme restait la même. Loin de penser que le Directoire, s'abandonnant lui-même, négociât le retour de la maison de Bourbon, il s'attendait bien plutôt à un nouveau coup de force révolutionnaire. Ce coup de force fut le 18 fructidor. Mais peut-être la France, la véritable France, aurait-elle préféré, non la monarchie de Louis XV, mais celle d'un autre Louis XVI, celle de 89, au sabre d'Augereau. C'est du moins par la puissance seule de ces idées que Malouet aurait voulu agir. « Je voudrais, disait-il alors, qu'au lieu d'annoncer aux Français qu'avant de se reposer il faut qu'ils renouvellent encore une fois tout ce qui existe, je voudrais, dis-je, que vous les eussiez seulement préparés à la nécessité de réparer, de perfectionner leur dernière œuvre; que vous leur eussiez montré la possibilité d'y parvenir sans s'exposer à de nouveaux désastre, par le bénéfice du temps, et en remplaçant les fripons par d'honnêtes gens...[4] Et un peu plus tard, avec plus d'énergie encore : « La tyrannie, je le conçois; une dictature, un gouvernement militaire, une anarchie quelconque, à la bonne heure ! Mais Louis XVIII monarque absolu, comme Louis XIV, me paraît un être de raison. Les éléments de ce genre d'autorité n'existent plus, les préjugés, les habitudes, les institutions qui le soutenaient, qui le faisaient mouvoir, tout cela a disparu... Plus vous l'investirez (le

[1] *Correspondance inédite*, lettre du 17 février 1796.
[2] *Idem*, lettre du 28 août 1795.
[3] *Idem*, lettre du 2 mars 1796.
[4] *Idem*, letre du 5 août 1799.

Digitized by Google

roi) de la toute-puissance, plus vous préparerez de nouvelles révolutions, et la monarchie périrait sans retour [1]. »

Cependant Louis XVIII, trompé si souvent dans les calculs que la politique des ultra-royalistes lui avait inspirés, rompit enfin, vers 1798, presque entièrement avec eux ; le maréchal de Castries, depuis longtemps en correspondance avec Malouet, contribua beaucoup à ce résultat. Ce fut seulement alors, à la suite de démarches pressantes, que Malouet crut pouvoir entrer d'une manière active dans le conseil de ce prince. Dans cette position nouvelle, son premier acte fut la publication d'une lettre qui, par l'adhésion publique qu'y donna le comte de Provence, avait toute la portée d'un manifeste. Elle parut dans le *Mercure britannique* du mois de juillet 1799 et portait : « En supposant au nouveau roi les plus grandes latitudes pour faire sa volonté, il me paraît douteux qu'il voulût précisément tout ce qui existait en 1788 ; et quand il le voudrait, où trouverait-il les mêmes hommes, les mêmes dispositions, le même esprit, le même genre de talents et de moyens. Tout est changé depuis dix ans.... Et l'on croirait pouvoir gouverner la nation française par les maximes, les moyens, les usages de l'ancienne cour ! Il me semble que le gouvernement de la Chine lui serait plus facilement adapté... Vous savez, Monsieur, qu'indépendamment du caractère sage et doux de Louis XVIII, son expérience, ses lumières... s'éloignent de l'autorité arbitraire, lui en font apercevoir le danger et l'insuffisance dans la disposition actuelle des esprits. »

Mais, comme l'avait dit Malouet un an auparavant, il était trop tard. Cet effort en faveur d'une monarchie constitutionnelle fut plutôt une satisfaction pour sa conscience qu'un encouragement pour ses espérances. Bientôt le coup d'Etat du 18 brumaire fit au profit de l'autocratie militaire ce que Malouet aurait voulu que l'opinion publique fît au profit d'une charte monarchique. Les modérés de 1789 semblaient vaincus définitivement. Ils ne l'étaient qu'en apparence. Leur heure devait venir, heure tardive, il est vrai, quand, après quinze années perdues pour la vraie liberté, la charte de 1814 donna cette liberté, que l'Empire avait méconnue ou trop ajournée, et avec elle la seule consolation que la France voulût accepter dans le deuil de sa gloire et les douleurs du spectacle de son territoire envahi. Malouet vécut assez [2] pour voir le jour qui inaugura le gou-

[1] *Correspond. inédite*, lettre du 28 juin 1797.

[2] L'administration de Malouet à Anvers et sa disgrâce en 1810 seraient de curieux épisodes de l'histoire intérieure du gouvernement impérial : mais ce sont des points sur lesquels les documents historiques ne sont pas encore suffisamment abondants pour nous permettre de les traiter en ce moment.

Digitized by Google

vernement parlementaire et le triomphe de la cause qu'il avait toujours défendue. Ce fut là l'unité, on pourrait dire la fortune propice de sa vie, plus encore que ces fonctions de ministre de la marine par lesquelles on avait voulu couronner ses longs services, et dont il mourut revêtu le 6 septembre 1814. Plus heureux que tant d'autres, ses contemporains ou venus après lui, il ne connut pas la suprême amertume de mourir dans le doute, non de la conscience, mais de l'esprit sur le sort des idées pour lesquelles on a combattu, et sur les destinées politiques du pays qu'on a aimé et servi.

EUGÈNE ASSE.

Digitized by Google

L'ALLEMAGNE DU NORD

PENDANT L'OCCUPATION FRANÇAISE

(1806-1807)

D'APRÈS DES DOCUMENTS CONTEMPORAINS

PREMIÈRE PARTIE

L'histoire civile et populaire de l'Allemagne du Nord pendant l'occupation française est encore à peu près inconnue en France; les meilleurs historiens français n'ayant guère fait jusqu'ici que commenter les bulletins et les traités dictés par Napoléon. Cette face brillante de la médaille a un revers qu'ils ont trop négligé : les fanfares triomphales de la grande armée, prolongées dans leurs ouvrages, y couvrent les gémissements des victimes de la guerre et ce travail latent de réaction, commencé dès le temps de la conquête, et qui a exercé une si grande influence sur les événements ultérieurs. Nous avons pensé que quelques épisodes de ces annales intimes, complément indispensable de l'histoire militaire, seraient lus avec intérêt, et aussi avec quelque profit.

I

Depuis l'ouverture de la campagne de 1806, la population de Berlin était en proie à une anxiété fébrile. La nuit du 14 au 15 octobre, claire et sereine comme les plus belles nuits d'été, fut signalée par une superbe aurore boréale, phénomène qui troubla profondément

Digitized by Google

les esprits superstitieux : « Vers minuit, dit un témoin oculaire, l'horizon parut tout à coup, dans la direction vers laquelle se portaient instinctivement tous les regards, semblable à une mer de feu dont les vagues s'entre-choquaient. On eût dit que le ciel lui-même était en état de guerre. » Ceux auxquels les souvenirs bibliques étaient familiers se rappelèrent qu'une semblable apparition, du temps des Macchabées, avait annoncé à la nation juive les plus grands malheurs. Cette nuit-là, beaucoup de personnes, saisies de pressentiments sinistres, essayèrent vainement tour à tour les nombreuses recettes contre l'insommie récemment indiquées par Jean-Paul Richter, recettes dont la plus efficace consistait, suivant lui, à ne pas vouloir s'endormir.

L'agitation augmentait d'heure en heure ; les tavernes et les tabagies ne désemplissaient pas ; la politique, la guerre y défrayaient exclusivement tous les entretiens, lesquels ne tardaient pas à dégénérer en disputes, et puis en voies de fait, même entre gens bien élevés. Ceux qui doutaient du succès de l'armée prussienne, étant de beaucoup les moins nombreux, avaient fini par se taire, et se contentaient de lever les épaules. On remarquait parmi ceux-là un ouvrier armurier, nommé Sauerbrey, bien connu dans le peuple sous le sobriquet de généralissime (*obergeneral*). C'était un homme de soixante-dix ans, admirateur enthousiaste des Français depuis la révolution. Dès l'époque du Consulat, il avait prophétisé que Napoléon s'emparerait de l'Allemagne, et ensuite du monde entier[1].

L'animation n'était pas moins vive au théâtre, où toutes les allusions aux espérances de victoire étaient applaudies avec frénésie. « Dans les derniers jours, dit un contemporain, le roi aurait essuyé probablement quelque insulte publique si on l'avait vu revenir ayant conclu la paix sans avoir livré bataille. » *Wallenstein*, avec *le Potier politique* en lever de rideau, faisaient tous les soirs chambrée complète. On criait *bis* avec frénésie à la chanson militaire de *Wallenstein : Die Trommel ruft*, *die Fahne weht*, etc. L'autre pièce n'excitait pas moins d'enthousiasme, grâce aux rubriques de l'acteur Unzelmann. Dans un passage où il est question de venger l'injure de la Pologne, l'artiste substituait à ce mot celui d'Allemagne. Tous les journaux de Berlin, *le Libéral* (journal de Kotzebue), *l'Ami de la maison*, *l'Indicateur*, *l'Observateur de la Sprée*, étaient montés au diapason le plus belliqueux.

Le 11 octobre, on avait appris la retraite de Tauenzien, et deux jours après, la mort du prince Louis de Prusse, qui répandit une

[1] Cet original mourut au mois d'août 1806. On avait fait sur lui une complainte qui rappelait ses diverses prophéties sur Napoléon ; la police française crut voir une attaque indirecte dans cette pièce fort inoffensive, et en prohiba la publication.

Digitized by Google

consternation générale ; c'était l'homme sur lequel on comptait le plus. Puis on vit reparaître des lueurs trompeuses d'espérance. Depuis la nouvelle du combat de Saalfeld, où le prince avait péri, tous les messages reçus par Leipsig et Dresde jusqu'au 17 octobre ne parlaient que de victoires. C'était d'abord le prince de Hohenlohe qui avait battu ou dispersé le corps de Soult auprès de Zeitz, puis Murat fait prisonnier, le grand parc d'artillerie français enlevé, etc. On croyait alors que le roi et Hohenlohe manœuvraient séparément par les deux rives de la Saale, et comme on avait acquis la certitude, dès le 15, que les Français étaient à Naumbourg, on en concluait qu'ils se trouvaient pris entre deux feux..... Le gouverneur, comte Schulenburg, faisait distribuer chez lui des bulletins de cette victoire prétendue. La Behrenstrasse, où il demeurait, était encombrée d'une foule anxieuse implorant des renseignements plus détaillés, plus positifs. Dans les maisons, dans les rues, tout le monde avait l'oreille au guet. Parfois on s'élançait aux fenêtres ou l'on courait dans la rue à pas précipités ; une exclamation de joie, de soulagement, répondait au retentissement lointain de quelque marteau de porte, qu'on avait pris pour la voix du canon proclamant et saluant enfin une victoire.

Enfin, le 17 au matin, parut un messager, messager de malheur ! Par une singulière coïncidence, l'officier de cavalerie qui apportait la terrible nouvelle était d'origine française, descendant d'une des familles victimes de la révocation de l'édit de Nantes ; il s'appelait d'Orville.

Le conseil d'Etat se réunit aussitôt pour décider les mesures d'urgence, notamment le prompt départ des caisses publiques, — et le sien propre, ajoute un pamphlet du temps. — On placarda à tous les coins de rues des affiches rouges qui annonçaient que le roi venait de perdre une grande bataille et exhortaient les citoyens *au calme*[1]. C'était le « *pugna magna victi sumus* » du préteur romain après la bataille de Cannes ; mais le vainqueur, cette fois, devait tirer meilleur parti de la victoire.

On vit s'élever alors une confusion, une terreur indescriptibles ; « Berlin semblait une ruche immense envahie par les flammes. » Ce fut une vraie débâcle de hauts fonctionnaires, de nobles, de capitalistes fuyant vers Stettin, Custrin ou la Silésie, avec tout ce qu'ils pouvaient emporter. En revanche, les habitants des campagnes refluaient dans la ville avec leur mobilier : Paris a vu des scènes pareilles en 1814 et 1815. Les rédacteurs, les éditeurs de

[1] Voici le texte allemand de cette affiche :
« Der Koenig hat eine Bataille verloren ; jetzt ist Ruhe Bürger Pflicht, ich bitte darum.
» Schulenburg. »

Digitized by Google

journaux patriotiques ne furent pas des derniers à fuir ; « tous les libraires voyaient le spectre de Palm à leur chevet. » A l'avant-garde de cette déroute, on remarqua l'auteur d'un recueil fraîchement éclos de chants militaires et patriotiques, un nommé Müchler, aussi médiocre en talent qu'en courage. Depuis, la *Lyre et l'épée* de Kœrner et sa mort héroïque ont effacé ce souvenir. Dans l'espace de quelques heures, il ne restait plus à Berlin un véhicule disponible, même un cheval ou un âne, et l'on attendait d'un moment à l'autre les Français, alors qu'ils n'avaient pas encore dépassé Halle. L'histoire n'offre pas un second exemple d'une transition aussi brusque de l'excès de la confiance à celui du découragement et du désespoir.

Quelques hommes judicieux avaient pourtant recherché, dès le commencement de la guerre, les moyens de mettre Berlin à l'abri d'un coup de main. On trouve à ce sujet des renseignements curieux dans un opuscule aujourd'hui fort rare, publié à Berlin dès 1807 par un officier distingué, J. de Voss. Dans les premiers jours d'octobre, il avait fait passer au gouverneur, par l'intermédiaire des conseillers Colln et Tismar, l'avis de s'assurer de toutes les embarcations sur la Havel et la Sprée, et des moyens d'inonder, à un moment donné, les marais du cercle de Teltow. Schulenburg avait d'abord repoussé bien loin ce projet comme plus qu'inutile ; mais le 13 octobre au matin, de Voss fut fort étonné de voir entrer dans sa chambre le conseiller Colln, qui venait le chercher de la part du gouverneur. Voss, qui avait eu quelques démêlés assez graves pour des affaires d'intérêt avec le comte Schulenburg, trouva en lui, grâce à la nouvelle des combats de Schlaitz et de Saalfed, l'auditeur le plus attentif et le plus poli. Le gouverneur le pria de rédiger d'urgence, conformément à ses précédentes idées, un plan de défense, ce que Voss s'empressa de faire à la suite d'un rapide examen local. Mais quand il reparut le lendemain avec son plan dans l'hôtel de la Behrenstrasse, le vent avait tourné. Le gouverneur était retombé sous l'impression des nouvelles rassurantes dont il a été question ci-dessus, et en attendait de minute en minute la confirmation officielle. Il y avait bien un incident qui le troublait un peu : l'apparition bien constatée d'une patrouille française dans les rues de Leipzig. Mais, tandis que Voss conférait avec lui, survint une estafette de Dresde apportant la nouvelle que l'électeur de Saxe, qu'on savait prêt à quitter cette capitale, venait de contremander brusquement son départ. Cette circonstance parut au clairvoyant gouverneur la confirmation irréfragable de la défaite des Français. Aussi il n'avait presque plus l'air de se souvenir du plan qu'il avait demandé si instamment la veille. Il le parcourut d'un air

Digitized by Google

dédaigneux, et comme l'auteur y raisonnait dans l'hypothèse d'un combat malheureux, par suite duquel le roi se trouverait absolument coupé de la rive droite de la Saale, ce qui donnerait à l'ennemi la facilité de franchir l'Elbe et la Sprée avec des forces supérieures, le gouverneur lui fit observer froidement « que c'étaient là des suppositions bien osées (*sehr gewagt*). » Elles étaient, dans le moment même où ce colloque avait lieu, vérifiées et dépassées par l'événement [1].

Toutes les villes du royaume passèrent, dans ce terrible mois d'octobre, par les mêmes alternatives d'anxiété, de fausse joie, de désolation. A Kœnigsberg, un courrier expédié en Russie avait annoncé en passant le prétendu désastre de l'armée française. C'était le soir ; un M. de K... courut au théâtre, monta dans une loge, d'où il proclama l'heureuse nouvelle, qui bientôt fut répandue par toute la ville. « Cette nuit, dit un contemporain, fut plus animée, plus riante que ne le sont habituellement nos jours dans ce sombre climat. A ce délire succédèrent cinq longues journées d'une incertitude que j'appellerais volontiers heureuse, en la comparant à la triste certitude qui suivit. Bientôt les nouvelles les plus accablantes se succédèrent sans relâche : Iéna, Auerstædt, la déroute, la destruction de notre armée, les redditions infâmes de Magdebourg, de Stettin, de Custrin... Tout était perdu, y compris l'honneur ! Nous ignorions où se trouvaient le roi, la reine ; nous ignorions même s'ils vivaient encore. Bientôt, cependant, nous vîmes arriver successivement quelques hauts fonctionnaires, épaves assez peu intéressantes du naufrage. Mais, au lieu de stimuler l'esprit public dans ces provinces, dernière ressource de la monarchie, ils semblaient prendre à tâche de nous décourager complétement. C'étaient toujours de leurs bureaux que nous venaient les nouvelles, les conjectures les plus accablantes... Un peu plus tard, survinrent de nombreux fugitifs de Berlin, qui se déplaisaient fort à Kœnigsberg et n'y plaisaient guère, ne faisant que vanter et regretter du matin au soir les délices de leur chère capitale... »

Le général Ruchel, nommé gouverneur de Kœnigsberg, avait reçu à Iéna une contusion tellement grave, que pendant plusieurs jours on l'avait cru mort, comme en fait foi le bulletin français de la bataille. Il se rétablit pourtant assez vite ; la balle qui l'avait frappé en pleine poitrine s'était amortie contre un portefeuille bourré de papiers. C'était un brave militaire, mais auquel on faisait trop d'honneur en lui supposant les talents d'un commandant en chef.

[1] *Qu'y avait-il à faire pour sauver la Prusse après Iéna ?* (en allemand) par J. de V . 1807.

Digitized by Google

Lors de sa première revue, il adressa une vive mercuriale à plusieurs officiers, naguère très-brillants à Berlin, mais fort ternes à Iéna ou Auerstædt. « Courir les rues, boire du champagne, faire du tapage, porter de grands plumets, ce n'est pas là, disait-il, ce qui fait le soldat... »

Le roi, à son tour, parut dans cette seconde capitale de la Prusse, dont la guerre allait bientôt le chasser encore. La figure naturellement triste de ce prince était encore assombrie par les émotions du passé, l'incertitude poignante de l'avenir. A l'un des derniers relais, un épisode navrant avait fait sur lui une profonde impression. Au moment où il changeait de chevaux, la maîtresse de poste, une veuve, presque folle d'inquiétude et de douleur, tenant par la main deux petites filles, se précipita à la portière et demanda au roi, d'une voix entrecoupée de sanglots, « s'il ne pouvait pas lui donner quelque nouvelle des deux fils qu'elle avait à l'armée ? — Hélas, non ! dit le roi. — Mais, sire, ils sont tous les deux dans le régiment de X...; Votre Majesté sait au moins où est ce régiment ? — Non ! » dut dire encore le malheureux prince. En ce moment on partait, et les lamentations de cette famille au désespoir poursuivirent encore quelques moments les officiers de l'escorte et le roi lui-même, qui s'était vivement rejeté dans le fond de la voiture, la tête dans ses mains [1].

II

Parmi les récits des voyageurs qui explorèrent les champs de bataille de la Thuringe à l'époque où les souvenirs d'Iéna et d'Auerstædt étaient encore palpitants, l'un des plus intéressants est celui qui fut inséré peu de temps après la paix de Tilsitt dans le recueil intitulé *Vertraute Briefe* [2]. Nous reproduisons les traits les plus saillants de cette relation, surtout au point de vue anecdotique et pittoresque, en supprimant une grande partie des considérations stratégiques. Dans ces temps si malheureux pour la Prusse, un observateur impartial eût déjà commencé à mieux espérer de son avenir, en présence de cet acharnement des esprits à reprendre, à discuter minutieusement les détails du grand désastre. On ne se lassait pas de rappeler, de flétrir les fautes trop réelles, en y joignant des trahisons imaginaires; on s'absorbait dans la recherche des plans offensifs ou défensifs, des manœuvres qui auraient pu modifier ou intervertir de fond en comble le fatal dénoûment. Il y avait là

[1] *Vertraute Briefe*, III, 309. Cet incident fut raconté, quelques heures après, à plusieurs personnes de Kœnigsberg par un des officiers de l'escorte royale.

[2] T. II, p. 153 et suiv.

Digitized by Google

un symptôme moral heureux : celui qui sent vivement sa blessure est rarement près d'en mourir. La France devait connaître à son tour, en 1815, ces angoisses, ces emportements douloureux et salutaires du patriotisme.

« Des affaires particulières m'ayant appelé à Leipzig, dit le voyageur berlinois. j'ai accompli à cette occasion un lugubre pèlerinage au tombeau de la gloire prussienne ; j'ai parcouru les deux rives de la Saale, de Saalburg à Kœsen..... Là notre Allemagne a perdu son dernier soutien, pour demeurer livrée à la rivalité implacable de deux influences étrangères : l'argent anglais, le canon français. Cette belle vallée de la Saale est désormais un terrain classique. Après vingt années de guerres presque toujours malheureuses, l'Autriche est encore debout. La Pologne, en état permanent d'anarchie, sans industrie, sans armée, entourée de voisins avides, avait encore duré plusieurs siècles. Ce sera pour la postérité un sujet d'éternel étonnement qu'un peuple qui avait résisté sept ans à la coalition des plus puissants États de l'Europe ait si complétement succombé en *sept jours !* (8-15 octobre 1806.) Est-il dans l'histoire un second exemple d'un écroulement aussi prompt, aussi complet ? »

Telles étaient alors les impressions des patriotes prussiens ; plus abattus que les Français ne l'ont été après Waterloo, car les vaincus d'Iéna voyaient tout perdu, y compris l'honneur ! Ils ne prévoyaient pas la revanche si prochaine de 1813, bien moins encore cette autre campagne de sept jours qui devait, un demi-siècle plus tard, dépasser les plus hautes espérances du grand Frédéric !

Saalbourg, où la première rencontre eut lieu en 1806, est un des sites les plus curieux de cette vallée où les points de vue pittoresques abondent. C'est en même temps une position militaire de premier ordre. La Saale y forme un coude autour d'un contre-fort haut d'environ mille pieds, qui se décompose en plusieurs étages de terrasses descendant vers la rivière. Sur cette croupe, dont les ondulations se prolongent durant une lieue au moins, tant en amont qu'en aval, s'élève Saalbourg, vieille bourgade entourée à cette époque d'un rempart datant du moyen âge. Elle consistait en une seule rue, qui, par une pente rapide, aboutissait à l'unique pont de la Saale, un pont de bois ! Cette position ressemble à celle d'Ebersberg, théâtre d'un des plus furieux combats de la guerre de 1809. L'occupation immédiate de Saalbourg était une des conditions essentielles de succès du plan de Napoléon, qui dirigeait sur ce point son centre (Bernadotte, Davout), en même temps que sa droite (Soult, Ney) marchait sur Hof et sa gauche (Lannes, Augereau) sur Saalfeld. Le 9 octobre, l'avant-garde française, commandée par Murat, parut devant Saalbourg. Ce poste n'était occupé que par un bataillon d'in-

Digitized by Google

fanterie, deux escadrons, quelques pièces d'artillerie, et l'on attendait si peu de ce côté l'effort principal des Français, qu'aucune mesure sérieuse de défense n'avait été prise. On n'avait ni brûlé le pont, ni barricadé la vieille porte. Vers trois heures et demie de l'après-midi, le bruit du canon annonça à Tauenzien, commandant du corps le plus proche, que Saalbourg était attaqué. Il y courut, devinant trop tard l'importance de ce poste ; mais, avant d'atteindre Oschitz, il apprit qu'à la suite d'une simple démonstration de l'avant-garde française, toute résistance avait cessé[1].

Les écrivains prussiens attachent une importance peut-être un peu exagérée à cette première faute. Ils soutiennent que si ce poste avait été plus fortement occupé d'avance, ou assez vigoureusement défendu pour qu'on eût le temps d'arriver au secours, Napoléon, ne pouvant faire déboucher son centre en temps utile, se serait vu forcé de suspendre le mouvement des deux autres colonnes, et par conséquent de modifier tout son plan ; qu'à la vérité, la rivière présentait à droite et à gauche du pont de Saalbourg plusieurs endroits guéables (notamment au lieu dit *Klostermühle*); mais que ces passages, faciles pour des troupes légères, auraient nécessairement retardé la marche des deux corps d'armée du centre ; que si Napoléon avait été obligé d'employer seulement deux jours à forcer ou à tourner cette position, il aurait trouvé Tauenzien et le prince Louis réunis au prince d'Hohenlohe. Il y avait encore loin de là à une victoire et même à une bataille douteuse ! Mais comme, de l'aveu des historiens français les plus raisonnables, les arrangements pris à Tilsitt au détriment de la Prusse ont été l'une des principales causes de la chute du premier Empire, mieux eût valu peut-être, dans l'intérêt de Napoléon, qu'une défense plus habile et moins malheureuse de ses adversaires en 1806 lui suggérât l'idée de traiter immédiatement, directement avec la Prusse, et de reconquérir l'amitié de cette puissance par un généreux mouvement.

Quoi qu'il en soit, Napoléon, qui avait en ce moment son quartier général à une demi-lieue de là (à Ebersdorf, chez le prince de Reuss), apprit avec une satisfaction non équivoque cette occupation si prompte de Saalbourg, qui assurait l'exécution de sa grande manœuvre. « Par ce premier incident, dit notre voyageur prussien, il voyait d'avance à quels généraux il avait affaire. Comment n'aurait-il pas été content ? »

Le lendemain (9 octobre), l'avant-garde française, poursuivant sa marche, débusqua vivement Tauenzien de la position qu'il avait prise sur les hauteurs d'Oetteritz, en arrière de Schlaitz. Le mal-

[1] *Bericht eines Augenzeugen* (Relation d'un témoin oculaire de la bataille d'Iéna).

Digitized by Google

heureux village d'Oetteritz, incendié pendant l'action, n'était pas encore rebâti dix-huit mois après.

Notre voyageur, venant de Leipzig, avait commencé son exploration par Zeitz. On prétendait à Berlin que cette petite ville, traversée après les combats de Schlaitz et de Saalfeld par les troupes françaises qui marchaient sur Géra, avait été saccagée de toutes les manières. « Cette assertion n'était nullement exacte. La plupart des localités placées directement sur le passage des corps d'armée avaient plus ou moins souffert. Tous les soldats n'étaient pas absolument des héros de vertu ; plusieurs sollicitaient du vin et d'autres douceurs moins innocentes. Mais aucune habitation n'avait été détruite ni pillée à Zeitz ni ailleurs [1]. » Ce renseignement a son importance, ayant été recueilli sur les lieux à une époque très rapprochée des événements, et par un témoin qui n'était nullement enthousiaste des Français.

De Zeitz à Géra, on compte trois lieues. Là, notre voyageur allait se retrouver sur les traces de Napoléon. Celui-ci était arrivé le 10 octobre au soir avec sa garde à Auma, et y avait passé la nuit. Cette petite ville eut à supporter, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, des passages de troupes qui lui coûtèrent environ 95,000 rixdalers. Un barbier d'Auma se vantait d'avoir rasé, dans cette circonstance mémorable, plusieurs princes et généraux. Il racontait à ce sujet une anecdote qui obtint en Allemagne les honneurs de la popularité, et qui mérite d'être recueillie en France.

Le barbier d'Auma remplissait son office auprès d'un général, quand il aperçut par la fenêtre son unique vache emmenée par des soldats. A ce spectacle, il laissa échapper son rasoir, ce qui valait mieux, au demeurant, que de faire quelque estafilade au client. Celui-ci, apprenant le motif de cette grande émotion, se lève brusquement, à moitié rasé et la figure encore barbouillée de savon, descend dans la rue, rattrape la bête, qu'il ramène et rattache lui-même dans l'étable. Nous regrettons que le nom de ce général n'ait pas été conservé ; un pareil trait ne déparerait la vie d'aucun brave [2].

Levé dès trois heures du matin, Napoléon prenait du thé en regardant ses cartes, quand on lui amena deux jeunes gens qu'on venait d'arrêter sur la route de Géra à Iéna. On les avait pris pour des espions, et l'on ne se trompait probablement pas beaucoup. L'un d'eux était un Allemand de mine assez piteuse ; mais l'autre

[1] Il ne s'agit ici, bien entendu, que des localités où les troupes avaient seulement passé, et non de celles où l'on s'était battu.

[2] Cette anecdote, et quelques unes des suivantes, ont fourni le sujet de gravures populaires, reproduites sur les couvertures du recueil intitulé : *Neue Feuerbrende* (1807 et 1808).

Digitized by Google

se présenta avec beaucoup d'assurance. Il dit qu'il était le fils de lord Sinclair, baronnet, ce qui fut trouvé exact, et ajouta qu'il était étrange qu'on pût supposer qu'un *gentleman* tel que lui voyageât en compagnie d'un espion. A l'observation de l'empereur qu'il n'était pas moins étrange que le fils d'un tel lord voyageât à pied dans de telles circonstances, sur une route de traverse, il répliqua sans se déconcerter que pour aller en voiture ou à cheval il fallait apparemment des chevaux, et que les armées avaient mis en réquisition tous ceux du pays. L'Empereur sourit; il aimait les hommes résolus. Néanmoins il fit retenir en fourrière les deux jeunes gens jusques après la bataille.

Dans la même matinée, Napoléon vint à Géra et gravit de suite le Galgenberg, point culminant de cette contrée. Il y déploya ses cartes et questionna longuement sur la topographie du pays le maître de poste de Zeitz, amené par des hussards qui avaient été le chercher dans son lit au beau milieu de la nuit.

Géra avait aussi son historiette. Un sous-lieutenant de la jeune garde y avait eu son billet de logement chez un vieux bonhomme d'apparence inoffensive, avec lequel il ne croyait pas devoir se gêner. Ayant besoin de tabac dans un moment où le domestique était sorti, il dit effrontément au maître qu'il n'était pas trop bon lui-même pour servir un officier de l'Empereur. Le bonhomme, sans rien dire, prend son chapeau et sa canne, va chercher le tabac; mais en rentrant il jette le paquet sur la table et s'écrie en se redressant : « Tiens, blanc-bec ! Que dirait ton Empereur s'il savait que tu te fasses servir ainsi par un lieutenant-colonel qui a fait la guerre de Sept Ans sous vos drapeaux, et qui a peut-être eu ton grand-père pour camarade ?» On ajoute qu'un capitaine de la garde qui se trouvait là prit fait et cause pour le vétéran saxon, et força l'étourdi à faire des excuses.

Napoléon avait certainement un grand intérêt politique à ménager le vertueux électeur de Saxe, qui devint bientôt son allié et lui resta si honorablement fidèle jusqu'au dernier jour. Beaucoup d'officiers du contingent auxiliaire saxon faisaient cette campagne de 1806 à contre-cœur. L'un d'eux, pris à Saalfeld, adressait le 11 octobre à un ami le récit de sa mésaventure, qui fut publié quelque temps après. Il commencait ainsi : « Je t'ai promis de te tenir au courant de nos progrès. Nous en avons fait hier de très considérables, mais à reculons. » Ce début n'annonçait pas un homme bien désolé. Pourtant les Saxons se comportèrent fort honorablement dans la grande journée du 14.

Avant d'aborder les deux principaux champs de bataille, notre voyageur fit le pèlerinage obligé au tombeau du prince Louis, à

Digitized by Google

Saalfeld, qui était alors l'objet d'une sorte de culte populaire. Les gens bien informés étaient loin de partager cet enthousiasme : ils regrettaient que ce prince n'eût pas fait un plus judicieux emploi de son courage. C'était un homme heureusement doué, mais déjà fatigué par l'abus de tous les plaisirs. Tous les écrivains militaires sont d'accord sur son combat de Saalfeld ; sa mort honorable vint bien à propos pour expier l'imprudence inconcevable qu'il avait commise en entraînant l'avant-garde dans ce fond marécageux, vrai coupe-gorge surplombé par des hauteurs boisées qui commandaient non-seulement la position des Prussiens, mais leur unique ligne de retraite. « Les Français n'auraient pas même eu besoin de tirer un coup de fusil ; il suffisait de faire rouler des pierres sur les pentes pour jeter les Prussiens dans la Saale. » La conduite du prince Louis sembla d'autant plus étrange, que, dans la soirée précédente, on l'avait entendu recommander à plusieurs de ses officiers beaucoup de prudence. Le prince de Hohenlohe, forcé par des ordres supérieurs de lui confier le commandement de l'avant-garde, lui avait envoyé à diverses reprises dans la nuit, et le matin même du combat, l'ordre de se retirer sur Rudolstadt. « Mais, suivant l'expression d'un témoin oculaire, le prince n'écouta ni les représentations de ses subordonnés, ni les ordres de ses supérieurs. » Des gens irrévérencieux avaient attribué ce vertige au vin de Champagne, que le prince exceptait beaucoup trop, dit-on, de sa haine pour tout ce qui était français. Cependant l'aubergiste de l'*Ancre*, à Saalfeld, chez lequel le déjeuner du prince était préparé le 10 au matin, a toujours assuré qu'il n'y avait pas seulement touché. Il revenait entre sept et huit heures d'une première excursion, et traversait la place du Marché, se dirigeant vers l'hôtel, quand des ordonnances, débouchant de différents côtés, lui apprirent que l'ennemi était en vue de toutes parts. Il repartit aussitôt, sans avoir mis pied à terre.

Le récit de sa mort, recueilli à Saalfeld par l'auteur des *Vertraute Briefe*, diffère en plusieurs points de la version adoptée par M. Thiers, et paraît plus authentique. Au-dessous du village de Wohlsdorf, il y avait un champ labouré, finissant en contre-bas à un chemin creux qui, de l'autre côté, bordait une prairie où passait la Saale. Ce chemin creux rejoignait une traverse conduisant à Rudolstadt. Louis, qui s'efforçait de couvrir la retraite plus que précipitée de son infanterie, rassembla dans ce champ ses derniers cavaliers, et fit à leur tête une charge qui fut vigoureusement ramenée par les hussards rouges français. Le prince se trouva absolument seul, abandonné à lui-même. Il voulut se jeter dans le chemin creux ; mais au moment où le cheval franchissait la haie de clôture, il reçut par derrière un coup de feu, et s'abattit après avoir fait quelques pas dans

Digitized by Google

la prairie. Louis arracha ses pistolets de leurs fontes; puis, au lieu de traverser la Saale à la nage, ce qui l'aurait probablement sauvé, il prit sa course dans le chemin creux, se dirigeant vers Rudolstadt. Il fut bientôt atteint, auprès d'une barrière, par deux cavaliers, sur lesquels il déchargea ses pistolets. L'un de ces cavaliers, simple hussard, prit la fuite, mais l'autre, un maréchal-des-logis de la plus belle encolure, fondit sur le prince et le somma de se rendre. Louis répondit : *Sieg oder tod!* (la victoire ou la mort), et mit le sabre à la main. Suivant cette version purement allemande, le combat fut quelque temps douteux; mais le prince finit par recevoir sur la nuque un coup qui le renversa, et son adversaire, sautant de suite à terre, l'acheva d'un coup de pointe dans la poitrine. En dépouillant le mort, il vit bien à ses décorations nombreuses et à la richesse de l'uniforme qu'il avait eu à faire à un officier du rang le plus élevé, et regrettait déjà beaucoup de l'avoir tué. Il appela un paysan qui avait été spectateur du combat; cet homme enveloppa le cadavre dans un drap de lit et le transporta sur une charrette à Saalfeld, où il fut reconnu. Les autorités de cette ville firent placer une pierre commémorative à l'endroit où il avait succombé. Pendant plusieurs années, les anciens amis du prince faisaient tous les ans le pèlerinage de Saalfeld. En 1808, notre voyageur y rencontra Himmel, un musicien qui jouissait alors d'une certaine réputation comme compositeur et exécutant, et que le prince, excellent musicien lui-même, avait admis[1] dans son intimité.

III

En se dirigeant sur Iéna, le voyageur s'arrêta un moment à Kahla, chez l'hôtesse de l'*Homme sauvage*, une robuste virago, « formée, dit-il, par les étudiants d'Iéna. » Cette forte éducation lui avait été d'un grand secours pendant une soirée qui resta le grand événement de sa vie, celle du 13 octobre 1806, où elle avait eu cinq généraux français à héberger *gratis* avec toute leur suite. Ce n'était pas qu'elle eût l'embarras de les servir : ils ne se servaient que trop bien eux-mêmes, et de manière à ne laisser après eux que les quatre murs. Pour commencer, tout ce qu'elle avait de provisions se trouvait accaparé par ses hôtes; il ne lui restait absolument rien pour elle ni pour sa famille. Elle se débattait donc parmi cette meute dévorante de valets, de cuisiniers, de palefreniers, et faisait

[1] Cet Himmel, qu'il ne faut pas confondre avec Hummel, a écrit de nombreuses compositions, opéras, symphonies, sonates, aujourd'hui oubliées. Il passait aussi pour l'un des plus intrépides buveurs de l'Allemagne.

Digitized by Google

une si belle et si bruyante défense, qu'un des généraux, impatienté du vacarme, se leva de table et arriva l'épée à la main, menaçant d'embrocher cette braillarde dans sa propre cuisine. « Eh bien, oui ! dit-elle, tuez-moi, tuez-nous tout de suite, cela vaudra mieux que de mourir de misère et de faim, moi et mes huit enfants ! » Le général, dont nous regrettons de ne pouvoir indiquer le nom, passa tout à coup de la colère à l'attendrissement. Il lui prit la main, employa à la calmer le peu d'allemand qu'il savait, et, joignant heureusement l'action à la parole, alla lui chercher lui-même un plat de sa table, et mit à la porte une bonne partie des pillards.

L'aspect des champs de bataille d'Iéna et d'Auerstædt a été souvent décrit, et le tableau général des deux actions n'est plus à faire après M. Thiers. Aujourd'hui encore, malgré Leipzig, Waterloo et Sadowa, aucun Prussien ne contemple sans une cruelle émotion la petite ville d'Iéna, couchée au pied de son fameux Landgrafenberg, qui porte maintenant pour les siècles le nom de Napoléonsberg. Le mont qui s'élève derrière Iéna se subdivise en plusieurs cimes, et c'est celle-là qui domine immédiatement la ville; mais elle n'est pas, comme on l'a souvent dit par erreur, la plus haute de toutes. Elle est dominée par la Windknolle, et surtout par le Dornberg, véritable point culminant, dont les abords furent occupés jusque dans la matinée du 14 par les vedettes de Tauenzien. Plusieurs écrivains allemands soutiennent qu'il n'aurait pas été impossible aux Prussiens de rendre, dès le 12 ou le 13, ces plateaux supérieurs accessibles à l'artillerie, et de créer ainsi d'avance un obstacle insurmontable à l'installation de Napoléon. Mais les chefs prussiens, dépourvus de cartes même passables (il n'y avait pas encore alors de bureau topographique à Berlin), perdus dans les brouillards des vallées inférieures et dans un brouillard moral encore plus intense, ne paraissaient pas soupçonner l'intérêt stratégique de cet échiquier de montagnes. A tous les moments décisifs de cette première campagne de sept jours, les Prussiens nous apparaissent toujours pelotonnés en contre-bas de leurs adversaires. Dans toutes les rencontres, les chefs semblent leur avoir ménagé à plaisir le désavantage du terrain, qui vient s'ajouter à la fatigue des marches et contremarches inutiles, à l'infériorité du nombre, à l'épuisement de la faim. « Tandis que l'armée française s'établit sur les hauteurs, dit un contemporain, le prince de Hohenlohe va enfouir son quartier général au plus profond de la vallée. Napoléon bivouaque et veille sur le Landgrafenberg; son adversaire s'en va dormir sur un bon lit de plumes au château de Cappellendorf. Comment ne serait-il pas vaincu ? »

Rien ne donne mieux l'idée de la démoralisation anticipée de l'armée prussienne, que le récit de l'alerte qui avait eu lieu à Iéna

Digitized by Google

dans la soirée du 11, alors que les avant-gardes françaises étaient loin encore. Ecoutons un témoin oculaire :

« Le prince était au moment de se mettre à table..., quand il s'éleva soudain par les rues un violent tumulte; on criait que les Français n'étaient plus qu'à une petite lieue d'Iéna... Cela était parfaitement impossible, car nous avions des troupes sur toutes les routes qui aboutissent à cette ville, et l'on n'avait aucun rapport qui concordât avec un pareil bruit. Il circula néanmoins comme une traînée de poudre parmi les troupes qui stationnaient autour et dans l'intérieur d'Iéna, et l'effet en fut tel, que le prince fut forcé d'aller lui-même rétablir l'ordre. Le tumulte était immense, honteux... De tous côtés, on criait que les Français arrivaient en force, qu'ils avaient déjà refoulé les avant-postes, etc., et personne, bien entendu, ne pouvait indiquer dans quelle direction. Sur la route de Weimar se pressait une multitude bigarrée, composée de soldats de toutes les armes : ils prétendaient aller à la rencontre de l'ennemi!... Enfin, c'était une telle panique, qu'il fallut organiser des patrouilles d'officiers pour explorer les bois et les vignobles voisins : on prétendait que tous les alentours d'Iéna fourmillaient déjà de tirailleurs ennemis... Au bout d'une heure, on reconnut qu'il n'y avait nulle part de Français en vue, et que cette alerte provenait sûrement de quelques fuyards de Schlaitz et de Saalfeld[1]. »

Le lendemain, Massenbach, chef d'état-major du prince de Hohenlohe, arrivait au quartier général de l'armée de Brunswick pour réclamer « trois bagatelles » dont on manquait du côté d'Iéna : des munitions, du pain et des fourrages. Il n'obtint satisfaction que sur le premier point; pour le reste, l'intendant général, colonel Guionneau, auquel on le renvoya, répondit gravement qu'il était de toute impossibilité que les troupes manquassent de la moindre chose ; que toutes les mesures étaient prises, les écritures en règle, etc. Massenbach rapporta de Weimar, le 13, l'ordre désastreux de rester sur la défensive de ce côté, ordre trop bien exécuté par Hohenlohe. Ce fut pour s'y conformer qu'il suspendit l'attaque du Landgrafenberg, qui avait encore, dans ce moment-là, quelques chances de succès.

L'anniversaire du 14 octobre est doublement néfaste dans les annales militaires de la Prusse. Quarante-huit ans, jour pour jour, avant la bataille d'Iéna, Frédéric II avait perdu, contre Daun, son adversaire habituel, celle d'Hochkirch, livrée sur une partie du terrain où Napoléon gagna, en 1813, celle de Bautzen. La position de Frédéric II à Hochkirch présente une singulière analogie avec celle

[1] *Bericht eines augenzeugen*, s. 88-90.

Digitized by Google

de Napoléon sur le Landgrafenberg, mais il avait affaire à un adversaire plus éveillé que le prince de Hohenlohe. Daun sut prendre l'offensive avec à-propos, et délogea vivement Frédéric de la position audacieuse qu'il avait prise, avec une portion de son armée, avant que le reste fût à portée de le secourir. Plusieurs officiers prussiens, s'inspirant sans doute de ce souvenir, proposaient, le 13 octobre au soir, une reprise nocturne d'attaque contre les hauteurs. On objecta la fatigue des troupes, l'inconvénient de changer des dispositions déjà arrêtées et exécutées (!), et le général alla se coucher. Il s'était mis en tête que la journée du lendemain se passerait en escarmouches insignifiantes; cette idée était si bien arrêtée chez lui, qu'au commencement de l'action il voulait absolument empêcher le brave général Grawert d'aller au secours de Tauenzien, assailli par des forces supérieures !...

La plupart des écrivains allemands ont été impitoyables pour ce malheureux prince, et franchement on ne peut guère leur en faire un crime. Ils ont rappelé jusqu'à ses nombreuses mésaventures conjugales, préludant à celles de la guerre. Ils lui ont reproché d'avoir manqué de science, de vigilance et de coup d'œil, de n'avoir jamais compris qu'après coup les opérations de l'ennemi; si bien qu'il en était réduit, l'avant-veille et la veille de la bataille, à demander aux fuyards de Schlaitz et de Saalfeld où pouvaient bien être leurs vainqueurs. Toutefois, il est juste de rappeler que douze ans auparavant ce même général avait battu Hoche à Kaiserslautern, et qu'à Iéna même il montra beaucoup de ténacité et de courage, une fois l'action engagée. Il faut lui tenir compte comme circonstances atténuantes de ses continuels tiraillements avec le généralissime Brunswick, qu'il n'aimait pas et dont il n'était pas aimé; de l'insuffisance de son chef d'état-major Massenbach, militaire littérateur de l'école de Mack, toujours absorbé dans ses paperasses, connaissant mieux les champs de bataille des guerres puniques que celui sur lequel on allait livrer bataille[1].

Ainsi que nous l'avons déjà dit, on ne saurait révoquer en doute l'honorable conduite des Saxons en 1806. Ils ne se séparèrent des Prussiens que pendant la retraite, pour obéir à un ordre supérieur, et alors qu'ils ne pouvaient plus que se perdre avec eux sans les sauver. Il est à regretter pour leur honneur qu'ils n'aient pas agi de

[1] Massenbach paraît être l'auteur du *Récit d'un témoin oculaire de la campagne du prince d'Hohenlohe*, publié dès le commencement de 1807. Ce récit, très important pour les faits dont l'auteur avait été le témoin immédiat, contient des erreurs topographiques vraiment monstrueuses pour un chef d'état-major. Il semble prouver, par exemple, que le prince et Massenbach, du 10 au 14 octobre, se contentèrent d'aller et de venir dans le fond de la vallée : ni l'un ni l'autre n'eurent la curiosité de faire une reconnaissance dans la montagne au-dessus d'Iéna !!!

Digitized by Google

même à Leipzig! La cavalerie surtout, commandée par le brave Zeschwitz, se distingua pendant les dernières heures de la bataille d'Iéna. A ce moment se rattache le souvenir d'un trait de courage saxon et de générosité française qui eut un certain retentissement. Dans l'une des dernières charges essayées pour dégager les débris du corps de Ruchel, un des plus hardis cavaliers de Zeschwitz, engagé trop à fond, se trouva cerné par les dragons de Murat. Il se défendit comme un lion, tua et blessa plusieurs de ses adversaires. Mais enfin, grièvement atteint lui-même au bras droit, il allait périr, quand soudain l'un des dragons, s'apercevant de son état, se mit à parer les coups de ses camarades en s'écriant : « Nous sommes Français! Les braves épargnent un ennemi désarmé! » Puis il aida le blessé à sortir de la bagarre et l'escorta jusqu'à l'ambulance. Cette anecdote, citée dans plusieurs journaux du temps, notamment par la *Feuille du Nord* (*Norderseite*), fut reproduite en gravure.

Dès l'été de 1808, sauf les ruines de Vierzehnheiligen, incendié par les Prussiens au commencement du combat, toute trace de dévastation avait disparu du champ de bataille. Seulement, dans les prairies qui avoisinent ce village et sur le Sperlingsberg, où la lutte fut si acharnée, des touffes d'herbes plus épaisses marquaient encore çà et là l'emplacement des tombes.

Iéna avait beaucoup souffert; rien que dans la Johannisstrasse, une quinzaine de maisons avaient été la proie des flammes. Les habitants avaient hébergé, trois jours durant, les troupes nombreuses qui traversaient la ville. Il y eut dans cette circonstance beaucoup de gaspillage, mais pas autre chose. Un pamphlet publié l'année suivante, sous ce titre : *Lettre de M. Viller à la comtesse F....., de Lübeck*, attribuait à l'armée française, dans cette circonstance, des violences imaginaires. Il aurait été plus vraisemblable de mettre un récit de ce genre dans la bouche de la dame de Lübeck, car les habitants et habitantes de cette ville avaient été cruellement maltraités, de toutes les manières, lors de la catastrophe de Blücher.

Le facteur de la poste d'Iéna racontait avec un certain orgueil qu'il avait eu l'honneur de passer la soirée du 13 et la nuit suivante au bivouac impérial, sur le Landgrafenberg, et que Napoléon avait daigné lui demander de nombreux renseignements sur la topographie du pays. Cet homme disait que l'Empereur « avait l'air parfaitement tranquille et sûr de son affaire. »

Digitized by Google

IV

Les Prussiens n'ont compris que très tard le mérite de Davoust dans la bataille d'Auerstædt, qu'ils s'obstinaient à nommer combat d'Hassenhausen. Ils croyaient que le nombre des combattants avait été à peu près égal de part et d'autre, tandis que les Français étaient à peine un contre deux. C'étaient, il est vrai, des soldats de premier ordre, dignement commandés, bien postés, secondés par toutes les circonstances. Parmi celles qui exercèrent la plus grande influence sur l'événement, il faut citer le coup de feu qui, dès le début de l'action, enleva au généralissime Brunswick l'usage des yeux (il était déjà bien assez aveugle avant cela, dirent cruellement ses détracteurs) et les blessures mortelles que reçurent, quelques moments après, le feld-maréchal Mollendorf et le général Schmettau. Très insuffisamment nourris, plus lourdement équipés et chaussés plus à l'étroit que leurs adversaires, fatigués depuis huit jours par ces marches et contre-marches qui trahissaient l'incertitude des chefs, les soldats arrivaient à demi vaincus d'avance. Cette dernière étape depuis Weimar les avait achevés; suivant le témoignage de l'unique hôtelier d'Auerstædt, on les voyait tomber comme des mouches en arrivant dans ce village. Les jeunes officiers surtout, naguère si pimpants, si fanfarons à Berlin, étaient dans *l'état* le plus pitoyable. Il avait fallu les déshabiller, les porter, les *border* dans leurs lits...

Pendant la bataille, le village d'Auerstædt, exposé aux feux plongeants des troupes françaises, fut abandonné par ses habitants. Bientôt, des coteaux boisés où ils avaient cherché un asile, ils virent leur pays en feu. L'hôtelier, homme résolu, dit aux autres : « Vous voyez ce qui se passe, enfants. Il faut retourner, tâcher de sauver au moins quelque chose; après tout, les ennemis sont des hommes.» Tous, hommes, femmes, enfants, redescendirent au pas de course. Ils rencontrèrent plusieurs détachements français qui voulaient d'abord les arrêter ; mais l'hôtelier, orateur de la troupe, n'avait pas plutôt dit : « Nous sommes les malheureux habitants de ce village qui brûle là-bas, » qu'on leur répondait avec émotion : « Ah ! pauvres gens ! courez bien vite !... » Nous voudrions que l'histoire finît là, mais il faut bien ajouter que tout près de leur village ils tombèrent sur une troupe de voltigeurs moins pitoyables, qui leur prirent tout ce qu'il avaient et agirent fort brutalement avec les femmes.

De toutes les villes importantes des environs, celle d'Erfurth était, à bon droit, l'une des plus inquiètes. Le 13, on ne savait rien

Digitized by Google

encore, sinon que le commandant de la citadelle avait reçu l'ordre de se défendre au besoin jusqu'à la dernière extrémité. Les bourgeois avaient peur et ne le dissimulaient pas. « On les voyait errer çà et là par la ville, silencieux, la tête basse, ayant l'air de chercher quelque chose par terre. Quoi ? ils n'auraient pu le dire. » La journée du lendemain fut plus pénible encore. L'orage du canon grondait sans relâche dans la direction d'Iéna ; sur tous les visages on lisait cette question : Qu'allons-nous devenir ? Le bruit courut d'abord que les Prussiens avaient le dessus ; puis que le succès était balancé. Mais déjà de longues files de voitures de bagages traversaient la ville, se dirigeant vers Gotha. Dans l'après-midi, le défilé devint plus nombreux, plus précipité ; l'on vit apparaître des soldats, des cavaliers, dont l'uniforme n'était pas celui de la garnison ; bientôt Erfurth en fut encombré. Les rumeurs les plus terribles circulaient ; on disait notamment que l'armée battue allait risquer une nouvelle bataille entre Erfurth et Weimar, et l'on croyait voir déjà ces deux villes détruites. La chaussée de Gotha était encombrée de voitures et de piétons fugitifs.

L'avant-garde française apparut dès le lendemain, et l'on vit commencer alors la série lamentable des capitulations. Celle d'Erfurth, néanmoins, fut l'une des plus excusables, du moins en ce qui concernait la garnison particulière de la place. Les fortifications étaient en mauvais état, la poudre imparfaitement abritée. Il y en avait 25,000 quintaux dans une ancienne chapelle très en vue ; une bombe dirigée de ce côté aurait suffi pour faire sauter la citadelle et une bonne partie de la ville. Aussi les habitants respirèrent plus librement quand ils surent que la capitulation était conclue. Ce qu'il y eut de vraiment déplorable dans cette circonstance pour les Prussiens, ce fut la capture des neuf à dix mille soldats réfugiés à Erfurth. Le duc de Weimar s'était pourtant avancé avec son corps aussi près que possible de la ville ; il fit dire, à diverses reprises, que tous ceux qui ne voudraient pas être englobés dans la capitulation n'avaient qu'à venir le rejoindre. Il faillit même se trouver gravement compromis pour les avoir trop attendus. Toutes ses instances furent inutiles ; on répondit que « les hommes étaient épuisés de fatigue, qu'il leur serait impossible de faire un pas de plus. » « On ne réfléchissait pas, dit ironiquement le narrateur contemporain et témoin oculaire, que, pour être prisonniers de guerre, les hommes n'en seraient pas moins forcés de marcher, qu'on n'aurait sûrement pas l'attention de les transporter en carrosse, comme des objets précieux ! »

Il faut dire, à la décharge des habitants d'Erfurth, trop satisfaits de ce dénoûment, qu'ils n'étaient Prussiens que depuis bien peu

Digitized by Google

d'années. Tous néanmoins ne pensaient pas de même, notamment l'auteur de la petite relation dont nous venons de citer quelques passages. Il s'empressa de sortir d'Erfurth avant l'occupation et de se réfugier à Arnstadt, « ville heureuse, dit-il, qui n'a pas vu d'ennemis. »

Nous ne suivrons pas les débris de l'armée prussienne dans cette voie douloureuse qui finit par la capitulation de Prenzlau. Les détails de cette fuite haletante, désespérée, son lugubre dénoûment, rappellent d'un manière frappante l'épisode le plus dramatique de la guerre du Péloponèse, la destruction de l'armée athénienne en Sicile. M. Thiers n'a guère fait ici que copier, en l'abrégeant, le très remarquable récit de Massenbach. Il a même, par inadvertance, transposé ou négligé plusieurs détails caractéristiques. Ainsi, à l'arrivée du premier parlementaire, le capitaine Hugues, qui, par suite d'un malentendu regrettable, avait d'abord été traité en prisonnier, le prince de Hohenlohe s'écria « qu'il faisait depuis trop longtemps la guerre aux Français pour se laisser prendre à leurs fanfaronnades. » Ce fut non pas avant, mais après le départ du capitaine Hugues, et quand la majeure partie des troupes prussiennes avait dépassé Prenzlau, qu'une charge vigoureuse de la cavalerie française rejeta celle des Prussiens sur leur arrière-garde engagée dans les rues de la ville. Un régiment entier fut culbuté et forcé de mettre bas les armes. Les grenadiers du prince Auguste, qui fermaient la marche et n'avaient pas encore atteint Prenzlau, se formèrent en carré et repoussèrent bravement plusieurs charges ; mais, engagés dans un marais et cernés par des forces supérieures, ils durent aussi céder au destin. Pendant ce temps, Hohenlohe, qui avait failli lui-même être pris, rejoignait le reste de ses troupes et rejetait une nouvelle sommation de capituler. Mais, peu de moments après, le colonel Massenbach, qu'il avait envoyé de son côté en parlementaire, lui rapporta des nouvelles qui firent chanceler sa résolution. Ce chef d'état-major n'avait pas vu l'infanterie de Lannes, comme le dit par erreur M. Thiers, mais seulement une vingtaine de pièces d'artillerie de campagne et une nombreuse cavalerie. Mais la situation n'en paraissait pas moins désespérée. Il avait causé un moment avec Murat, qui menaçait de tout sabrer. Les Prussiens étaient encore à sept lieues de Stettin ; harcelés comme désormais ils allaient l'être, il leur aurait fallu pour le moins deux jours pour atteindre cette forteresse, en admettant qu'ils n'eussent affaire qu'à de la cavalerie, et les troupes légères de Lannes arrivaient déjà en vue de Prenzlau. Pendant cette mortelle étape, il n'y avait plus à espérer ni vivres, ni fourrages, ni repos. Or, il ne faut pas oublier que ces troupes venaient déjà de marcher durant trente-deux heures sans relâche et à

Digitized by Google

peu près à jeun, car les derniers approvisionnements préparés pour elles à Boitzenbourg avaient été consommés ou détruits par les éclaireurs de Murat. Massenbach prétend aussi qu'en répartissant par portions égales ce qui restait de cartouches on n'arrivait pas à plus de trente par homme. Enfin, depuis deux jours, les communications étaient interceptées avec les troupes de Blücher, qui n'avaient pu suivre les mouvements [1]. On arrivait enfin à l'une de ces crises extrêmes où toutes les fatalités semblent conjurées pour abattre les plus fiers courages. Le général Belliard parut. Ses propositions furent encore repoussées ; il s'éloignait, quand on vint annoncer que Murat lui-même se présentait pour conférer avec le général en chef. On sait le reste.

La capitulation avec désarmement en rase campagne est-elle jamais permise ? C'est là une terrible question qui disjoint et met violemment aux prises deux mobiles sacrés, l'humanité et l'honneur national. Nous ne prendrons pas sur nous de la résoudre, mais nous rappellerons que, deux ans plus tard, il eût mieux valu, dans l'intérêt de la France, que Dupont fît tuer tous ses soldats jusqu'au dernier homme à Baylen. Dans de telles circonstances, l'extrême témérité confine à l'héroïsme ; les plus vaillants préfèrent la perspective d'une mort inévitable à celle d'une existence dont la honte rejaillira sur la patrie. A Baylen, un chef de bataillon repoussa la capitulation, escalada des cimes réputées inaccessibles, y laissa la moitié de son monde, mais sauva le reste de la mort et du déshonneur. A Prenzlau, deux capitaines de la garde, Bornstedt et Lœwenfeld, trois officiers de cavalerie, Oppen, Berchtolsheim et de Borstel, tentèrent vainement de provoquer un de ces coups désespérés d'audace qui, au fort de l'adversité, honorent et consolent un peuple. Leurs efforts échouèrent, dit-on, contre l'impossibilité physique, contre l'épuisement des hommes et des chevaux, arrivés aux dernières limites par suite de la fatigue et de la faim.

Suivant des témoignages importants, le désordre qui régnait dans la plupart des branches du service militaire, mais surtout dans l'administration des vivres, ne fut rien moins qu'étranger à cette série de désastres. On trouve sur ce sujet, jusqu'ici trop peu connu

[1] C'était à partir du 26 que ces troupes, laissées définitivement en arrière, avaient pris une autre direction, qui les conduisit à un dénoûment à peu près pareil. Le 26 au matin, Blücher avait reçu du prince de Hohenlohe l'ordre de marcher toute la journée et la nuit suivante pour se réunir à lui. Blücher répondit : « Je ne puis dépasser aujourd'hui Alt-Ruppin et Norbeck... Ces marches de nuit nous détruisent ; je crains moins l'ennemi. » De 1807 à 1813 plusieurs écrivains prussiens ont reproché amèrement à Blücher de s'être refusé à cette marche de nuit, qui aurait, suivant eux, évité à la Prusse les deux catastrophes de Prenzlau et de Lübeck. D'autres pensent que l'unique résultat aurait été d'avoir les deux catastrophes en une.

Digitized by Google

en France, des relations fort curieuses dans la dixième livraison des *Neue Feuerbrende*, recueil dont la publication commença aussitôt après la paix de Tilsitt. On y fait plus intime connaissance avec un personnage que nous avons déjà nommé, l'intendant général Guionneau, esprit étroit, méticuleux, aussi nul que suffisant. Quand ses écritures étaient balancées, l'armée était repue ; rien n'avait plus le droit de manquer. « Cet homme, dit Massenbach, voulait quotidiennement renouveler le miracle des cinq pains d'orge de l'Evangile, avec cette différence qu'il renvoyait tout le monde affamé. »

L'organisation des services militaires remontait à l'époque de la campagne projetée en 1805. On y voyait figurer, sous la direction de personnes honorables, mais peu clairvoyantes et peu d'accord entre elles, des employés dont les services remontaient aux campagnes de la Révolution, à celle de Pologne, dans lesquelles ils avaient fait preuve d'une vive intelligence... de leurs propres intérêts. Pendant les premiers mois de 1806, il y avait eu déjà, dans les différentes branches du service, de graves malversations, prouvées ou soupçonnées, et même plusieurs suicides. Un commissaire supérieur, convaincu d'avoir délivré, moyennant finance, de faux certificats de charrois aux cultivateurs, était en prison lors de l'arrivée des Français. La plupart des fournisseurs étaient Juifs, ou bien dignes d'être Arabes. A Leipzig, à Halle, il y eut dans les livraisons de pain un tel excédant, qu'on en revendit une grande quantité à vil prix. Par contre, à Iéna, les quantités fournies restèrent notablement au-dessous des besoins. Il arriva plus d'une fois que des régiments reçurent leur viande *sur pied* à l'heure des repas. Aussi, de nombreux faits de maraudage avaient eu lieu dans les environs d'Erfurth, de Weimar et d'Iéna.

Le commissariat de l'armée du duc de Brunswick avait passé avec une maison Krelinger et Cᵉ un effrayant marché, dans lequel la plupart des articles étaient cotés à quarante ou cinquante pour cent au-dessus des prix courants. Il y avait entre autres trente mille quarts d'eau-de-vie payés sur le prix de seize groschen le quart en numéraire, dans un moment où tous les fabricants d'eau-de-vie du pays, notamment ceux d'Erfurth, auraient fait cette fourniture pour la moitié de ce prix; ce marché, ratifié avec une précipitation suspecte par l'intendant général, fut sévèrement critiqué alors que le mal était sans remède. Il y eut aussi des négligences fatales dans l'organisation des transports. Pour n'en citer qu'un exemple, à l'ouverture de la campagne il y avait à Mersebourg un encombrement immense de denrées destinées aux troupes. Le transit se trouvait arrêté parce que l'administration prussienne avait oublié de se mettre en règle

Digitized by Google

avec celle des douanes saxonnes. Les vivres auraient absolument fait défaut à une grande partie de l'armée sans un directeur prussien, nommé Carew, qui courut à Mersebourg, et enleva de haute lutte le libre passage des voitures, en rédigeant d'urgence les paperasses qu'on exigeait des voituriers, et qui auraient dû passer par une interminable filière administrative. « Avant de tirer un coup de fusil, dit un contemporain, l'armée prussienne était déjà aux prises avec la faim, ennemi redoutable, et singulièrement redouté en Allemagne. »

V

Aucune nation n'a profité plus vite que la nation prussienne à l'école du malheur. L'épreuve de 1806 fut peut-être, après tout, un mal nécessaire. Elle secoua violemment ces populations « assoupies sur les lauriers de Frédéric, » et fit plus en moins d'un an pour leur éducation démocratique que n'eût fait un demi-siècle de pacifique somnolence. Cette secousse militaire fut ravivée, prolongée après Tilsitt par les excitations incessantes de la presse, par une foule de publications qui paraissaient à intervalles indéterminés pour échapper aux anciens règlements, et dont les titres (*Tisons*, *Rayons de lumière*, etc.), indiquaient d'avance les intentions patriotiques. A de rares exceptions près, on chercherait vainement dans ces feuilles des insultes contre les vainqueurs. Cette observation s'étend même aux publications non soumises à la censure française (de 1807 à 1809). On y rend au contraire souvent pleine justice au génie de Napoléon, à la bravoure des Français, à leur générosité, qui dans bien des circonstances contraste avec la conduite de leurs auxiliaires allemands. Néanmoins, le ressentiment des humiliations déborde; on recherche, on flétrit impitoyablement les fautes qui ont concouru au triomphe de l'étranger. Les *Nouveaux Tisons* surtout sont remarquables : ce recueil a ouvert sur tous les points du territoire une véritable enquête, qui ne fait grâce à aucune faiblesse, à aucun abus. On va en juger par quelques extraits des *Esquisses recueillies d'après nature à Berlin en octobre et novembre* 1806 (n° 10, N. F.).

Voici d'abord une petite scène qui va nous montrer quel coup profond, irréparable, les événements qui viennent de s'accomplir ont porté aux préjugés nobiliaires.

Deux jeunes gens s'abordent sur la belle promenade des Tilleuls (*Unter den Linden*). A leur taille encore sanglée sous l'habit bourgeois, on devine deux de ces « guerriers au vin de Champagne si

Digitized by Google

fanfarons, si fiers avant la guerre de la lumineuse particule *Von* (de) qui précède leurs noms. De quel champ de bataille ont-ils pris leur volée? Peut-être de celui d'Auerstædt, où l'on prétendait que le seul aspect des sapeurs français avait suffi pour mettre en déroute quelques-uns de ces jeunes gens qui, à leur barbe, les avaient pris pour des créanciers juifs [1]. Ecoutons l'entretien :

« Camarade, comprends-tu comment il se fait que nous sommes ici? Pour moi, sur l'honneur, je m'y perds.

— C'est la faute de ce duc (Brunswick). Si seulement Mollendorf avait commandé, c'en était fait pour Napoléon.

— Parbleu! c'est la maîtresse du duc qui nous a trahi.

— Regarde donc un peu, voilà un bataillon de ces Français qui défile. Sont-ce là des soldats, avec leurs souquenilles grises, pas de cordon au chapeau, pas de lacets...

— C'est vrai, nos troisièmes bataillons ont meilleure tournure, ma parole!

— Et regarde-moi ces officiers : quel accoutrement! quel sans-gêne! Sont-ce bien là des officiers?

— Tu sais bien ce que c'est que ces officiers : tous fils de tailleurs ou de cordonniers. Ecoute une drôle d'histoire. L'autre jour, un cordonnier d'ici livrait une paire de souliers à un de leurs capitaines. Celui-ci critiqua la marchandise en connaisseur, et ajouta : « Que cela ne vous étonne pas mon ami, j'ai été dans la partie. » Qu'en dis-tu?

— Ah! ah! parfait! je vais écrire cela à ma tante. Adieu.»

A ces deux freluquets (expression napoléonienne) succèdent un cuirassier et un dragon, gesticulant avec animation.

« C'est la s.... infanterie qui a tout perdu. Nous aurions haché ces Français comme chair à pâté.

— Oh! que tu as raison, camarade. Ils ne ne savent pas seulement se tenir à cheval! Mais l'infanterie s'en est allée au diable, et le canon a effarouché nos chevaux. »

Voici maintenant la contre-partie. Arrivent, bras dessus, bras dessous, un canonnier, un fusilier, un grenadier.

Le canonnier. — Tonnerre! comme nous aurions abîmé à Iéna ces co...quins de Français. Ah! si l'infanterie avait mieux tenu! Mais l'artilleur ne peut pas tout faire.

Le grenadier. — Camarade, ne dis pas de bêtises! Nous aurions tout culbuté à la baïonnette, ou le diable m'emporte! Tout le mal

[1] Pour comprendre le sel de cette plaisanterie, il faut savoir qu'en 1806 l'édit de 1727 qui obligeait les juifs à porter la barbe longue, était encore en vigueur.

Digitized by Google

est venu de la cavalerie, qui avait mal reconnu le terrain, et qui a fait faux bond au moment décisif. »

L'autre fantassin fait naturellement *chorus* contre la cavalerie, et l'écrivain qui a recueilli ces dialogues remarque avec raison qu'il y a encore un certain sentiment d'honneur dans ces susceptibilités de l'esprit de corps.

Dans cette série d'esquisses, l'une des plus curieuses est celle qui porte pour titre : *L'estafette anticipée.* Nous allons essayer d'en donner au moins une idée. Elle nous reporte à quelques semaines en arrière, au 6 octobre, pendant cette sombre période d'incertitude déjà décrite plus haut. Nous sommes dans le bureau d'un banquier juif, en conférence intime avec son commis. L'instinct de l'homme de proie est en éveil, et le rend plus clairvoyant qu'Hohenlohe et Brunswick. Ses petits yeux flamboient ; il se sent sur la bonne piste, il flaire, il voit déjà la catastrophe.

« Votre parole que personne n'apprendra ce que je vais vous dire... Oh ! que j'ai donc bien fait de ne pas soumissionner cette fourniture !... La tentation était pourtant forte ; j'ai approché deux eu trois fois la plume du papier ; toujours quelque chose me disait en dedans : Ne signe pas !... Maintenant écoutez ; mais surtout, bouche close ! Hélas ! quel homme que ce Napoléon ! Ecoutez bien : vous connaissez X.., de Naunbourg, qui fait mes affaires à la foire. Il était convenu qn'il m'enverrait un exprès dès qu'il y aurait quelque chose. Il ne faut pas regarder à cinquante écus pour en sauver mille. Eh bien, regardez : la voilà, sa lettre. L'exprès n'est pas venu jusqu'ici ; je l'avais bien défendu ; cela aurait attiré l'attention. Il s'est arrêté à une petite ville, d'où la lettre vient de m'être apportée par un messager. Eh bien, savez-vous ce qu'il me mande ? C'est bref, mais ça dit tout : *Les Français sont à Naunbourg !* Maintenant, regardez-moi cette carte ! Là, comprenez-vous ? Ce ne sont pas trois hommes, ni dix, ni cent, qui auraient fait une pareille pointe. Et le roi, où est-il ? Tout le monde l'ignore ici. Aux dernières nouvelles, il était à Weimar. A présent, mesurez sur la carte, voyez laquelle de ces deux villes, Weimar ou Naunbourg, est plus voisine de Berlin. Naunbourg, n'est-ce pas ? Eh bien, j'en conclus de deux choses l'une : il y a déjà une bataille de perdue, ou l'on est en train de la perdre !

— Mais, dit l'autre, il est pourtant bien possible que le roi la gagne, cette bataille !

— Hum ! combien avons-nous en caisse présentement, en billets de la Banque ?

— Soixante-douze mille thalers, je crois.

— Courez à la Banque avec tous ces chiffons, et rapportez

Digitized by Google

de bon argent. Si on vous demande ce que nous voulons faire de tant d'espèces, ne dites rien; dites que j'ai repris une fourniture. Mais ce n'est pas tout. Nous avons aussi des obligations maritimes (*Seehandlungs obligationen*).

— Oui, pour vingt mille thalers.

— Passez chez X... et X... Ils vous les prendront au cours.

— Nous aurons de la perte.

— Nous nous rattraperons sur autre chose. »

Ici paraît un juif de catégorie inférieure, cousin du grand juif; il lui demande, dans l'affreux jargon mi-partie d'hébreu et de bas allemand qui était, avant Moïse Mendelssohn, le langage habituel de tous les juifs d'Allemagne, s'il n'a pas, de son côté, reçu quelque nouvelle des Français [1], s'il sait la grande nouvelle.

« Quelle nouvelle?

— La grande défaite des Français. Et vous n'avez pas de lettre vous?

— Qui? moi, une lettre? Non certes! En voilà une idée, par exemple! (*A part*) Il soupçonne quelque chose... Eh bien! qu'est-ce?

— Dix mille hommes tués, dont Murat; dix mille prisonniers, dont le maréchal Soult; vingt mille cernés qui ne s'en tireront pas, dont Napoléon! Songez donc à reprendre la fourniture dont je vous avais parlé.

— Quel bonheur! Et de qui tenez-vous cela?

— X... a reçu une lettre de Leipzig.

— Bravo! c'est magnifique alors. Allez-vous-en bien vite prévenir N....., et delà au café; prévenez tous nos amis; si j'ai la fourniture, vous toucherez votre commission.

— Bon! (Le petit juif sort précipitamment.)

Le grand juif, au commis. — Hum! je n'en crois pas un mot! Revoyons la carte. Ce qu'on prétend savoir à Leipsig, on l'aurait su auparavant à Naunbourg. C'est une nouvelle inventée pour servir quelque spéculation! Faites de point en point tout ce que je vous ai dit; mais demandez partout, en même temps, si l'on a entendu parler de la grandissime victoire. Je tiens à ce que ce bruit s'accrédite : de cette façon-là la Banque payera haut la main, et j'aurai la chance de ne rien perdre sur les obligations.

— Mais, si vous vous trompiez?

— Je n'aurai que la peine de reporter mon argent. J'en serai quitte à un pour cent de perte peut-être sur mes obligations! J'y suis tout résigné.

[1] *Haben sie auch eppes gekasmet von de Zarfes.*

Digitized by Google

— Fort bien, car on ne peut pas savoir...

— N'est-ce pas, qu'on ne peut pas savoir ? Et si les Français arrivent ici !!... Alors la Banque s'esquive, les obligations dégringolent, les marchands se sauvent... les hommes intelligents restent ; dans ces bagarres-là on fait des affaires ! »

On reconnait bien ici le spéculateur de tous les temps. Combien de chrétiens sont « juifs en ce point » dans les grandes calamités publiques !

A cette scène caractéristique succède une rencontre entre deux bourgeois et un noble de province réfugié à Berlin pendant l'hiver de 1807. Il y a là des détails satiriques assez piquants, surtout dans le récit des terribles aventures du « comte Wind », hobereau égoïste et poltron. On s'est battu autour de son château avant qu'il ait eu le temps de s'esquiver ; retranché dans sa cave, derrière une tonne dont la majestueuse ampleur le dissimule aux regards, il a eu le chagrin de voir gaspiller indignement sa belle collection de vins. Les fourrageurs ennemis n'ont pas respecté la neutralité de cet asile, où le château-margaux, le champagne et le bourgogne fraternisaient avec le johannisberg et le rüdesheimer. Le château a été mis sens dessus dessous; lustres, trumeaux, meubles de marqueterie et de mahagoni (acajou, grande nouveauté à cette époque), tout a été dévasté. Pas de carnaval à Berlin cet hiver ; pas de saison d'eaux l'été suivant. Telles sont les uniques préoccupations de cet excellent citoyen, au moment où les trois quarts de la Prusse sont au pouvoir de l'ennemi ! On a vu des Français de ce tempérament en 1814 et 1815.

L'intérieur de la famille d'un vieil officier prisonnier sur parole va nous offrir un tableau bien différent. Un capitaine convalescent de deux blessures reçues à Iéna se trouve avec sa femme dans une position plus que gênée. Toutes leurs ressources sont épuisées ; le mari vient de faire une dernière tentative auprès d'un juif opulent (celui de tout à l'heure peut-être), et n'a obtenu qu'un refus insolent. La femme s'est adressée sans plus de succès à son père, cultivateur ruiné par la guerre ; tous leurs amis sont ou absents ou aussi à plaindre qu'eux. Entre un jeune lieutenant qui vient prendre congé de son supérieur. « J'aurais dû m'éloigner sans vous revoir, dit-il avec émotion, mais je n'ai pu me résoudre à ne pas vous remercier encore une fois de vos bontés passées. »

A la physionomie altérée du jeune homme, le vétéran a deviné quelque résolution honteuse ou funeste. En effet, son lieutenant, pressé par le besoin, s'est décidé à prendre du service dans le régiment d'Isenbourg, une troupe allemande à la solde de l'étranger !

Digitized by Google

» Oh ! monsieur, vous ne ferez pas cela, ou je vous ai bien mal connu.

— Eh ! que puis-je faire ? Vous le savez aussi bien que moi ; je suis sans fortune ; mon équipage est perdu comme le vôtre.

— Je vous dis que vous ne ferez pas cela.

— Mais savez-vous de quoi je vis en ce moment ? Du produit de ma ceinture et de mon hausse-col. Je dois vingt thalers à des gens qui me persécutent, entre autres à mon hôte, qui ne veut plus me faire crédit. Je n'ai plus le choix qu'entre Isenbourg ou une balle dans la tête !

— Eh bien ! s'écrie le vétéran, oubliant ses propres privations, je vous les aurai la semaine prochaine, vos vingt thalers, et à partir d'aujourd'hui je vous offre ma table. Nous compterons dans des temps meilleurs, et j'aurai conservé à la patrie un bon officier. »

Ce trait est historique, et l'auteur aurait pu en citer plusieurs du même genre. Ce sont là des exemples d'abnégation patriotique qu'il convient d'admirer chez tous les peuples.

***

(*La suite prochainement.*)

Digitized by Google

DE

L'AUTHENTICITÉ DES LETTRES

ATTRIBUÉES A PASCAL ET A NEWTON

Nous avons hésité à entrer dans la controverse soulevée par la publication d'un certain nombre de lettres attribuées à Pascal. Ce n'est pas que pour nous la question ne soit résolue, et que nous ayons des doutes sur la nature des documents que M. Chasles a soumis à l'Académie des sciences et qui ont paru dans les *Comptes rendus* de la savante compagnie ; mais la bonne foi de M. Chasles est si évidente, si absolue est sa confiance dans les pièces qu'une acquisition assez récente a fait passer entre ses mains, qu'on éprouve quelque scrupule à venir, même après bien d'autres, lui dire qu'il se trompe. Cependant, il y aurait plus d'un inconvénient à laisser s'invétérer, à la faveur d'un silence respectueux, l'opinion que les prétendues lettres de Pascal peuvent être authentiques. M. Prosper Faugère les croit supposées ; il le dit franchement : on doit l'en louer, non l'en blâmer, comme le font certaines personnes. Quelques-uns lui reprochent d'avoir le premier déclaré fausses des pièces qui, disent-ils, importent grandement à la gloire de Pascal ; mais ce qui importe à la gloire de Pascal, c'est qu'on ne se serve pas de l'autorité de son nom pour propager une fraude. Ils lui reprochent encore de n'avoir pas attendu pour rompre le silence que M. Chasles

Digitized by Google

eût publié les nombreux documents dont il est devenu possesseur. M. Faugère répond avec raison : « M. Chasles avait un moyen bien simple de prévenir ce qu'il considère comme un débat indiscret et prématuré, c'était de s'abstenir lui-même de toute communication à l'Académie jusqu'au moment où il aurait fait la publication intégrale qu'il annonce. » Il est certain que le savant académicien, après avoir fourni la matière du débat, doit se résigner à subir la discussion. M. Faugère en a donné le signal ; mais pouvait-il faire autrement ? Lui qui a passé tant de mois à déchiffrer et à publier le manuscrit des *Pensées*, il eût été bien empêché de n'avoir pas un avis sur cet accroissement imprévu de l'héritage de Pascal et, l'ayant, de ne pas le dire, dans l'intérêt de la vérité, qui n'est que l'intérêt de Pascal lui-même.

Le mémoire que M. Prosper Faugère vient de donner à ce sujet[1] ramène devant le public une question qui commençait à s'effacer dans l'indifférence et dans l'oubli ; comme elle reparaîtra plus d'une fois encore, il vaut mieux dire dès à présent ce que nous en pensons. Toutes les pièces du procès ne sont pas encore livrées à la publicité ; mais celles que nous avons sous les yeux remplissent plusieurs centaines de pages des *Comptes rendus* de l'Académie des sciences (2e semestre de 1867) ; il y a là de quoi se former une opinion.

Si l'on considère ces documents dans leur ensemble, ils offrent l'aspect d'une sorte de roman scientifique par lettres. Le sujet principal est le système du monde ; les deux héros sont Pascal et Newton. L'action commence en 1654. Pascal, avant le grand éclat des *Provinciales*, mais déjà célèbre par ses travaux scientifiques, et qui déjà aussi se trouve en correspondance avec un savant anglais, Boyle, auquel il a communiqué dès 1652 une théorie de la gravitation universelle, Pascal donc vient de recevoir une lettre d'un jeune étudiant anglais, Isaac Newton, « âgé à peine de treize ans » (il en avait réellement onze accomplis, étant né le jour de Noël 1642 et sa prétendue lettre étant de décembre 1653). A cette lettre sont joints trois mémoires, l'un sur le calcul de l'infini, un autre sur le système des tourbillons et un troisième sur l'équilibre des liqueurs et la pesanteur. Cela lui « semble fort pour un jeune homme » ; et comme il craint « une mystification », il demande des renseignements à Boyle. La réponse de celui-ci le satisfait ; il envoie alors à Newton, avec une lettre encourageante, divers papiers de Descartes et divers problèmes sur l'attraction (20 mai 1654). La correspondance ainsi commencée se continue à des intervalles plus ou moins longs. Peu

[1] *Défense de B. Pascal et accessoirement de Newton, Galilée, Montesquieu, etc., contre les faux documents présentés par M. Chasles à l'Académie des sciences.* Paris, Hachette, 1868.

Digitized by Google

à peu la plus grande partie des observations et notes scientifiques de Pascal prennent le chemin de l'école de Grantham, où s'élevait Newton. Celles qui concernent l'attraction et le système du monde sont annoncées dans une lettre de Pascal du 2 décembre 1657 ; une lettre du même, du 22 novembre 1658, indique au jeune étudiant qu'il doit approfondir le système de Copernic. Enfin une lettre non datée de Newton, mais que M. Chasles place en janvier 1659, nous apprend que l'étudiant anglais, profitant des notes de Pascal, va s'occuper du mouvement de la lune comparé avec les effets de la pesanteur tels qu'on les observe à la surface de la terre ; il déclare aussi que, pour procéder à cette étude, il emploiera uniquement la méthode expérimentale. Tout Newton, avec sa découverte et sa méthode, est en germe dans cette lettre ; il reste à savoir si elle n'a pas été fabriquée d'après les livres et la biographie de Newton.

La publication de M. Chasles révélait un fait si curieux, si inattendu et si peu favorable à Newton, qu'elle n'aurait dû se produire qu'entourée des meilleures preuves d'authenticité. Il n'en fut pas ainsi. On affirma, mais on ne donna aucune preuve ; on ne dit pas d'où venaient ces lettres ; on ne le dit encore que d'une manière bien incomplète, bien insuffisante ; on assura que celles de Pascal étaient bien de sa main, mais on évita de les confronter avec les manuscrits authentiques de Pascal. Au bout de seize mois, cette enquête officielle est encore à faire ; celle à laquelle M. Faugère a procédé pour son compte et dont il donne les résultats dans plusieurs *fac-simile* paraît tout à fait contraire à l'authenticité. Du reste, c'est le sort commun des pièces publiées par M. Chasles ; les experts, en Angleterre, en Italie, dans les Pays-Bas, s'accordent à les déclarer fausses. Le fabricateur de ces documents ne se donnait pas sans doute la peine d'imiter bien exactement les écritures.

Aux pressantes interrogations de M. Faugère, aux réfutations plus vives de sir David Brewster, le savant biographe de Newton, M. Chasles a répondu d'une manière neuve dans une polémique de ce genre. Il a prétendu prouver l'authenticité des premières pièces par d'autres pièces dont le possesseur est le même, dont l'origine est tout aussi inconnue et dont l'authenticité est encore plus douteuse. Nous le répétons, personne ne conteste la parfaite bonne foi de M. Chasles ; mais à moins de renoncer à toute critique, on n'admettra jamais la légitimité de cette méthode ; bien loin de rien éclaircir, elle redouble les ténèbres. Ainsi il est déjà bien étonnant que Pascal ait écrit à un enfant de onze ou douze ans, alors écolier peu brillant dans une petite ville de l'Angleterre, pour lui faire part de ses idées sur la physique générale et sur les hautes mathématiques ; il est étonnant qu'il ait continué cette correspondance

Digitized by Google

pendant des années d'une santé de plus en plus mauvaise, au milieu d'une polémique religieuse très absorbante et de sévères pratiques de dévotion ; mais ce qui est plus étonnant encore, c'est la masse de documents accessoires qui viennent corrober l'existence des documents principaux. M. Chasles nous énumère ses richesses avec une calme assurance que rien ne trouble. Outre les lettres de Pascal en très grand nombre, adressées non-seulement au jeune Newton, mais aux savants et aux littérateurs les plus éminents de l'époque, à Boyle, à Hobbes, à Hooke, à Wallis, à Huygens, à Mercator, à Mme Perrier, à Jacqueline Pascal, au père Mersenne, à Descartes, à Gassendi, à la reine Christine, à Nicole, à Hamon, à Arnauld, à Lemaistre de Sacy, à La Bruyère, etc., il possède :

1° Des lettres qui ont été adressées à Pascal par Newton (en très grand nombre), par miss Ascough, sa mère; par Aubrey, par Hobbes, par Boyle, par Huygens, par Mercator, par Mme Perrier, par Jacqueline Pascal, etc ;

2° Un grand nombre de lettres de Newton adressées à diverses personnes : à Mme Perrier, à l'abbé Perrier, à Rohault, à Mariotte, à Saint-Evremond, à Desmaizeaux, à Malebranche, à Vizé, à l'abbé de Vallemont, à Fontenelle, à Clarke, etc., lettres dans plusieurs desquelles, dans un assez grand nombre même, il convient de ses anciennes relations avec Pascal;

3° Des lettres de divers auteurs à Newton, parlant de ses relations avec Pascal, savoir : de Mme Perrier, de Boyle, de Clerselier, de Mariotte, de Rohault, de Fontenelle, etc;

4° Enfin, d'autres correspondances dans lesquelles il est question de ces relations, savoir : des lettres de Hobbes à Mariotte et à Clerselier, de Montesquieu à Desmaizeaux, à Jordan, au chevalier de Jaucourt, à un correspondant non dénommé ; de Desmaizeaux, de Rémond, de Fontenelle, de La Bruyère, de Saint-Evremond, de Malebranche, de Maupertuis, etc. (*Comptes rendus*, p. 375-76.)

Cette longue énumération n'épuise pas encore la matière. La collection de M. Chasles est inépuisable et nous ménage bien d'autres surprises. Voici, par exemple, une de ces révélations inattendues que nous voulons signaler, quoiqu'elle ne soit pas de notre sujet : « Saint-Evremond entretient La Bruyère des poètes anglais, envoie des papiers de Shakespere à Molière, qui l'avait prié de rechercher s'il ne restait rien de ce grand génie, ce qui donne lieu à une série de lettres sur ce poète *à la langue de miel, connu de tout le monde*, et dont la *vie privée est encore ignorée*, dit Saint-Evremond.» « Si les géomètres, ajoute M. Chasles, regrettent de trouver quelque tache dans la vie de Newton, les admirateurs de Shakespere se réjouiront, au contraire, des révélations de Saint-Evremond. » S'ils se réjoui-

Digitized by Google

ront ! que M. Chasles n'en doute pas. Malheureusement le savant académicien n'a pas encore livré au monde ces papiers inédits de Shakespere.

Revenons à Newton. Les contradicteurs de M. Chasles s'étonnaient qu'il ne se fût trouvé, dans les papiers de Pascal, soigneusement examinés par ses amis, aucune trace de ses rapports avec Newton. C'est que Newton, répond M. Chasles, fit, par suite de cette liaison, deux voyages à Paris, et que dans le second, après la mort de son illustre correspondant, il retira les lettres qu'il lui avait écrites. Qui jamais entendit parler de ces voyages de Newton? Mais M. Chasles n'est pas embarrassé ; il fouille dans sa collection et en tire une lettre de La Bruyère à Saint-Evremond. On ne nous dit pas la date de cet épître. Cependant, comme Saint-Evremond quitta l'Angleterre en 1665 et qu'il n'y revint que quatre ans après, c'est en 1664 qu'il faudrait placer cette prétendue lettre et, par conséquent, le voyage de Newton dont elle fait mention; car, en 1669, il eût été trop tard pour venir effacer dans les papiers de Pascal les vestiges d'une correspondance aussi importante. Or, en 1664, La Bruyère avait dix-neuf ans. Comment, lui absolument inconnu, lui dont la réputation se fit en 1688 par le seul livre des *Caractères*, était-il en rapport avec Saint-Evremond, qui avait quitté la France depuis 1661 et qui avait à peine fait quelque séjour à Paris depuis 1659? Comment ce jeune homme travaillait-il déjà à ses *Caractères?* Les documents sur La Bruyère sont si rares, que l'annonce de ces lettres de lui avait éveillé notre curiosité, presque notre espoir ; nous avons été déçu comme pour toutes les autres pièces de cette malheureuse collection, qui ont la prétention de se soutenir mutuellement et qui, à l'épreuve, se renversent toutes les unes sur les autres.

A peine La Bruyère a-t-il quitté la scène, que deux très hauts personnages viennent l'occuper à leur tour et nous attester que Newton est le plagiaire de Pascal. Ces nouveaux témoins ne sont pas moins que le roi Louis XIV et le roi Jacques II. Tenons-nous-en au second, qui d'ailleurs fera juger de l'autre. Jacques II, chassé de son royaume par la révolution de 1688, arrive à Saint-Germain le 7 janvier 1689, et sait-on la première chose dont il s'occupe? C'est d'écrire à Newton pour le prévenir qu'on faisait courir le bruit à Paris et même à la cour que son livre des *Principes* était « l'œuvre d'un Français accommodée à l'anglaise », et qu'il eût à s'expliquer là-dessus. Non content de cette lettre du 12 janvier, Jacques II en écrit une autre le 16. Un an après, il revient à la charge; cette fois, Newton s'exécute; il fait amende honorable entre les mains de Louis XIV. C'est Jacques II lui-même qui raconte cette belle affaire

Digitized by Google

dans une lettre du 21 juin 1693, adressée à Newton, laquelle se termine par ces mots naïfs : « Enfin, escrivez-moy chaque fois que vous pourrez ; et cela en françois et sans cérémonie ; j'ay mes raisons pour cela. »

M. Faugère fait remarquer que cette prétendue lettre autographe, si invraisemblable de fond et de forme, offre encore ce vice radical de n'être pas de l'écriture de Jacques II, comme on peut s'en assurer en la confrontant avec des lettres authentiques de ce prince que l'on possède aux archives du ministère des affaires étrangères. Le faussaire qui l'a fabriquée semble avoir été désireux, entre autres choses, d'expliquer comment il se faisait que Newton écrivît en français, même lorsqu'il s'adressait à un roi d'Angleterre. L'emploi de cette langue, qu'il comprenait à peine, nous le savons par lui-même, est déjà assez étrange avec ses autres correspondants ; il est vrai que, pour atténuer l'invraisemblance de la chose, on prête à Newton un français bien singulier et qui ressemble fort à la langue que parlent sur le théâtre les Anglais pour rire. Le lecteur ne sera pas fâché d'en avoir quelques échantillons : « Je vais vous donner là-dessus mes instructions, et permettez à moi vous les escrire en françois ; car je sçay que vous maniez bien cette langue, et c'est grand plaisir pour moy de l'escrire, attendu que ce sont des François qui des premiers m'ont initié le culte des sciences, comme déjà l'ay dit à vous ; et chaque fois que je trouve occasion de parler ou d'escrire en ce langage, je le fais pour mieux y familiariser moy... » « *Voilà*, monsieur, le motif pourquoy j'avais fait mander à vous ces renseignements. Je prie vous excuser moy si j'ai pris un détour pour connoistre cette chose, et prie vous estre assuré que je suis le très affectionné serviteur de vous. » On ne voit pas du tout pourquoi Newton aurait employé une langue qui lui était si peu familière, au lieu du latin, qu'il écrivait bien et qui était alors d'un usage général entre les savants.

C'est aussi en français qu'écrit Galilée. Ce grand personnage ne pouvait manquer de faire son apparition dans ce drame scientifique ; il intervient un peu tard, mais d'une manière digne de lui, comme le *deus ex machina*. Des contradicteurs méticuleux, entre autres M. Grant, directeur de l'observatoire de Glascow, avaient demandé comment Pascal, en se fondant sur des observations incomplètes, inexactes, les seules que la science de son temps lui fournît, avait pu arriver à des résultats plus exacts que ceux mêmes que Newton obtint et consigna dans la première édition des *Principes*. La question était embarrassante ; mais la collection a réponse à tout. C'est Galilée qui a eu l'idée que l'ellipse de Kepler pourrait bien être la conséquence d'une attraction en raison inverse du carré de la dis-

Digitized by Google

tance ; il l'a communiquée à Pascal, en lui transmettant des écrits inédits de Kepler et ses propres observations astronomiques : cinq lettres de lui nous l'apprennent. Désormais tout s'explique, car les observations de Galilée nous montrent la science bien plus avancée qu'on ne le supposait ; c'est ainsi que l'astronome florentin a déjà découvert en 1640 des satellites de Saturne, tandis qu'on croyait que le premier satellite de cette planète avait été découvert par Huygens en 1655. Tout s'explique, disons-nous, excepté comment un fait aussi considérable n'avait pas laissé de traces dans les papiers de Galilée et avait échappé à ses disciples ; excepté comment Galilée écrit en français, lui qui n'écrivait qu'en italien et en latin, et comment enfin il écrit de sa main à une époque où il était aveugle. Voilà de terribles invraisemblances. Il nous paraît que l'auteur de ce roman épistolaire se néglige en avançant ; les premières lettres étaient plus habilement arrangées.

De celles-ci même il y aurait bien à dire, et l'on s'étonne que des personnes de savoir s'y soient laissé prendre. Elles ne renferment pas, dit-on, d'erreurs scientifiques ; ce n'est pas l'avis de ceux qui y ont regardé de près ; mais sans entrer ici dans un détail fastidieux, nous remarquerons que si, avec de l'attention, on pouvait éviter de se tromper sur les points de science, il n'était pas aussi aisé, même avec une certaine dextérité, d'attraper ce tour de style particulier au XVIIe siècle, bien moins encore de faire sienne cette façon originale de penser et d'écrire qui est celle de Pascal. Dans de simples billets on trouve déjà bien des expressions fausses ; dans les lettres plus longues, la disparate devient choquante. Il y a deux lettres (2 mai 1655, 20 janvier 1659) que M. Chasles admire, que d'autres admirent après lui, et qui me paraissent du ton le plus faux, le plus contraire à ce qu'on attend de Pascal ; non, mille fois, ces lettres, où la vulgarité le dispute à l'emphase, ne sont pas de l'auteur des *Provinciales* et des *Pensées*.

Evidemment le faussaire s'est dit que lorsqu'on fait parler Pascal, il faut y apporter quelque soin ; il s'est efforcé d'être littéraire, mais il a mal choisi ses modèles ; le style des *Pensées* lui aura paru trop simple, et il est allé chercher quelque chose de plus relevé. On soupçonnait bien un peu de quel auteur il s'inspirait pour ses moments de haute éloquence ; mais c'est M. Faugère qui a eu la sagacité de le prendre, comme on dit, la main dans le sac. Le fait est plaisant. Le faussaire suppose une lettre de Pascal à la reine Christine. Il sent bien que c'est l'occasion de faire montre de tout son talent de style ; mais, se défiant de ses forces, il copie purement et simplement un passage de *l'Eloge de Descartes* par Thomas.

Digitized by Google

L'indépendance, dit l'écrivain du XVIIIe siècle, est ce sentiment honnête et vertueux qui ne connoît d'autre assujettissement que celui des lois; qui pratique tous les devoirs de citoyen et de sujet, qui ne peut souffrir d'autre chaîne; respecte les titres, mais n'estime que le mérite; ne fait sa cour à personne, parce qu'il ne veut dépendre que de lui-même; se conforme aux usages établis, mais se réserve la liberté de ses pensées... Celui qui est trop soumis aux hommes ne sera pas longtemps soumis aux lois, et pour être vertueux il faut être libre. Il n'y a rien peut-être de plus beau dans Homère que cette idée, que du moment qu'un homme perd sa liberté, il perd la moitié de son âme. On retrouve ce sentiment...

L'indépendance, dit le pseudo-Pascal, est ce sentiment honneste et vertueux qui ne connoît d'autre assujettissement que celui des lois, qui pratique tous les devoirs de citoyens et de sujets, mais qui ne peut souffrir d'autres chaînes; respecte les titres, mais n'estime que le mérite; ne fait sa cour à personne, parce qu'il ne veut dépendre que de luy mesme; se conforme aux usages établis, mais se réserve la liberté de ses pensées. Celuy qui est trop soumis aux hommes ne sera pas longtemps soumis aux lois, et pour estre vertueux il faut estre libre. Il n'y a rien peut-estre de plus beau dans Homère que cette idée, que du moment qu'un homme perd sa liberté, il perd la moitié de son âme. On retrouve ce sentiment...

On le voit, la copie est textuelle; rien n'est changé; le plagiaire s'est contenté d'ajouter quelques *s* par-ci par-là. Cette preuve de fraude nous semble décisive. M. Chasles sera au moins forcé d'avouer que, parmi les documents qui ont surpris sa confiance, il y en a d'évidemment faux et controuvés. C'est ce qui, actuellement, importe au débat; on passera ensuite aux autres pièces en litige.

Nous n'avons pas encore touché la question scientifique; il faut en dire quelques mots. Pour sa belle théorie de la gravitation universelle, Newton, comme il arrive toujours dans ce genre de découvertes, eut beaucoup de précurseurs. Pascal fut-il un de ceux-ci? Cela pourrait être sans que sa gloire en fût augmentée, sans que celle de Newton en fût diminuée. Au XVIIe siècle, le moment semblait enfin venu de trouver et de fonder le véritable système du monde. L'extrême confusion où s'étaient jetés les anciens, en admettant le mouvement du soleil autour de la terre au lieu du mouvement de la terre autour du soleil, cette confusion fut débrouillée par Copernic; puis Galilée construisit le télescope, qui permit à Tycho-Brahé de faire ses observations, et celles-ci à leur tour furent la base des trois grandes lois de Kepler sur les mouvements des planètes autour du soleil. En même temps que des regards perçants suivaient dans l'espace les courbes des planètes, d'autres observateurs, et quelquefois les mêmes, étudiaient les mouvements des corps pesants à la surface de la terre. Déjà, chez les anciens, on

Digitized by Google

avait tenté d'expliquer la pesanteur par une attraction dont le point central serait le centre même de la terre. Cette hypothèse, admise par Aristote, fut reçue au moyen âge avec le respect qu'on portait à toutes les opinions de ce philosophe. Dante en fit usage pour expliquer le changement complet de position de ses deux pèlerins du monde souterrain, quand ils ont franchi « le point où tous les corps pesants sont attirés » :

. . . . . il punto
Al qual si traggon d'ogni parte i pesi.

Cette hypothèse était ingénieuse, mais ce n'était qu'une hypothèse. Avant d'arriver à une théorie générale, il fallait étudier expérimentalement les mouvements des corps pesants, en déterminer les conditions, les lois mathématiques. Léonard de Vinci, Galilée surtout et ses disciples, s'en occupèrent avec beaucoup de succès; de sorte que vers 1640, l'astronomie et la physique se trouvèrent conduites à ce point d'avancement où elles pouvaient s'unir pour former ce système du monde qui avait échappé aux anciens. Descartes, qui le premier tenta l'entreprise, échoua, il est vrai ; mais ce fut par trop de hâte, par sa manie de fabriquer de grandioses hypothèses au lieu de suivre rigoureusement la chaîne des faits d'expérience. Borelli et Hooke rattachèrent formellement les mouvements des astres aux principes de l'attraction. Leurs livres sont de 1666, et les *Principes* de Newton ne parurent qu'en 1687; mais depuis longtemps déjà son attention s'était portée sur ce grand problème. Ce fut vers l'âge de vingt-deux ans, vers 1664, qu'il eut l'idée que la force qui entraîne les corps pesants à la surface de la terre est identique avec l'attraction qui retient la lune dans son orbite. Malheureusement les observations alors existantes étaient inexactes, et Newton, n'ayant pu les faire concorder avec cette hypothèse, eut le rare courage de renoncer pour longtemps à sa grande conception. Cette admirable prudence fut justement récompensée. La contradiction apparente qui existait entre les lois de la pesanteur et les mouvements de la lune tenait à une fausse détermination du diamètre de la terre ; elle disparut devant les mesures plus exactes de Picard. Les calculs de l'astronome français apportèrent ainsi à Newton la confirmation imprévue de sa théorie. Dès lors il ne douta plus, et dès lors aussi le système de la gravitation universelle fut fondé.

Dans cette formation lente, successive d'une grande théorie scientifique à laquelle bien des savants ont contribué, sans que Newton cesse d'y avoir la part principale, il n'eût tenu sans doute qu'à Pascal de jouer un rôle important. Si ses études s'étaient portées sur

Digitized by Google

cette question, s'il avait eu sous sa main des observations suffisantes, certes le génie ne lui manquait pas pour devancer Newton. Mais de ce qu'il pouvait le faire s'en suit-il qu'il l'ait fait? Non assurément. Rien absolument dans la vie et dans les ouvrages de Pascal ne nous préparait aux divers documents que M. Chasles a publiés sous son nom; c'est la première raison qui en fit révoquer en doute l'authenticité; d'autres raisons, plus précises, plus concluantes sont venues s'y joindre; et aujourd'hui la question nous paraît résolue.

Maintenant la difficulté est plutôt sur l'origine que sur la nature de ces pièces, qui sont extrêmement nombreuses. Comment un faussaire a-t-il eu l'idée de donner un si long temps de sa vie à une œuvre qui, selon toute apparence, ne devait lui rapporter qu'un modique bénéfice? On a peine à concevoir une telle malhonnêteté qui avait tant de chances d'être une mauvaise affaire. Nous nous l'expliquons en supposant que cette fraude compliquée n'a été ni conçue d'un seul coup dans son ensemble, ni exécutée de suite, qu'elle s'est élaborée successivement et par les soins de plusieurs personnes. M. Chasles, pressé de questions, a fini par donner des renseignements sur l'origine de sa collection : elle provient du cabinet de Blondeau de Charnage, écrivain peu connu mais non pas tout à fait ignoré du XVIIIe siècle. Ce Blondeau de Charnage, qui mourut en 1776, s'occupait fort de généalogie, quelque peu de curiosités scientifiques; il était grand amateur de documents, et je crains, d'après ce qui nous vient de lui, ou qu'il ne s'entendît mal à les choisir, ou qu'il ne s'entendît trop bien à les fabriquer. M. Chasles pense que Blondeau de Charnage acquit la collection actuelle des héritiers de Desmaizeaux, Français réfugié en Angleterre, grand compilateur, qui, après avoir été lié avec Saint-Evremond et Bayle, le fut aussi avec Newton.

Desmaizeaux, espèce de commissionnaire littéraire, était capable de former une collection de ce genre, et il paraît aussi qu'il était capable d'en fabriquer une dans un intérêt vénal. D'après une conjecture assez probable, c'est lui qui a fait ou fait faire les principales pièces que, moyennant 200 liv. sterl. (5,000 fr.), ses héritiers cédèrent à Blondeau de Charnage, et qui, entre ses mains, se multiplièrent merveilleusement, soit par son industrie, soit par de nouveaux achats. L'accroissement a bien pu ne pas s'arrêter là, car le dernier possesseur de la collection avant M. Chasles était, nous dit-on, M. Dunod de Charnage, un peu écrivain et fort collectionneur. Dunod de Charnage fit plusieurs voyages à Londres pour augmenter ses trésors; je soupçonne qu'il se sera laissé duper par une de ces obscures officines d'autographes qui fonctionnent de nos jours

Digitized by Google

avec une si redoutable activité. Quoi qu'il en soit, après la mort de Dunod de Charnage, la collection, dont on suit la trace jusqu'à Desmaizeaux, échut, pour une somme plus ou moins forte, à M. Chasles, qui en encombra son cabinet en attendant qu'il la répandît sur le monde surpris. Voilà en gros ce que l'on sait de l'origine et de la provenance de cette énorme masse de documents; c'est bien peu; mais M. Chasles, quand il lui plaira, pourra nous en apprendre davantage. Il n'a pas acquis, il n'a pas manié et remanié ces papiers sans recueillir des informations qui seraient utiles et agréables à un grand nombre de curieux. Nous oserions lui conseiller de les livrer purement et simplement au public, qui décidera. La bonne foi de M. Chasles n'a jamais été mise en doute; pourquoi ne se désintéresserait-il pas dans la question ? Nous convenons qu'on éprouve toujours quelque dépit à s'être laissé tromper; mais tout dans cette singulière aventure n'est pas si contrariant pour l'amour-propre du savant académicien. Jamais les lettres du pseudo-Pascal et de ses pseudo-correspondants n'eussent acquis cette importance si elles ne fussent venues sous la recommandation d'un homme considérable par son autorité scientifique ; toute leur valeur, elles la tiennent de leur illustre patron ; qu'il les abandonne, et il n'en sera bientôt plus question ; sans lui, elles ne comptent pas. Aussi n'avons-nous pas étendu jusqu'à elles le respect que M. Chasles nous inspire. Sa juste renommée a droit à tous les égards, mais la vérité a ses exigences. C'était ici le cas d'appliquer le proverbe connu : *Amicus Plato, sed magis amica veritas;* M. Chasles ne se fâchera pas d'être comparé au philosophe qui voulait que ses disciples fussent géomètres.

LÉO JOUBERT.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

La Chine et l'Europe, leur histoire et leurs traditions comparées, par Joseph FERRARI 1 volume in-8°.

Voilà un livre qui, au XVIIIe siècle, eût remué le *tout Paris* des penseurs; il eût fait événement, et le parti des encyclopédistes l'eût pris sous sa protection. Diderot y eût puisé à pleines mains des arguments contre les misères de la civilisation occidentale; Voltaire s'en fût servi pour redresser certaines erreurs de son *Dictionnaire philosophique* et pour agrandir le point de vue de son *Essai sur les mœurs*; Grimm l'eût signalé aux princes dont il était le chroniqueur ordinaire comme un des plus puissants efforts de la raison humaine. C'était l'époque où, pour combattre la tradition chrétienne épuisée, la Philosophie, comme on appelait alors la Révolution, allait chercher des armes dans l'histoire des peuples de l'extrême Orient, où l'on opposait volontiers Confucius à Jésus-Christ, Zoroastre à saint Paul, et les penseurs de l'Inde et de la Chine à la brillante pléiade des apôtres et des Pères de l'Eglise.

Aujourd'hui, bien que notre siècle se targue d'être avant tout l'ère de la libre pensée, et que la science se pique de tenir ouverte à deux battants les portes de la civilisation à toutes les traditions historiques, il n'est pas bien sûr que l'ouvrage de M. Joseph Ferrari ne soit pas pris pour une pure gageure d'érudition, et qu'il ne soit pas dédaigné par ceux-là mêmes dont il devrait attirer le plus vivement l'attention. Depuis vingt ans, M. Joseph Ferrari a entrepris une œuvre des plus difficiles et des plus méritoires : c'est de ramener à une loi rationnelle tous les mouvements qui entraînent les nations, et qui ont semblé aux historiens inattentifs l'œuvre d'un pur caprice ou le résultat d'accidents sans causes appréciables. Il a montré, en se fondant sur l'observation des faits, que les nations composant l'ensemble de l'humanité forment un système complet, dans lequel chaque pays se constitue en opposition avec le pays voisin et où toute révolution s'explique par la nécessité de ces antithèses naturelles. Une nation unitaire a nécessairement pour voisine et pour antagoniste une nation fédérale; tout mouvement dans une nation unitaire prend nécessairement un caractère fédéral, et de même, dans une nation constituée sur la base de la fédération, les révolutions se font inévitablement au nom de l'unité. Non-seulement M. Joseph Ferrari a développé ces idées dans des livres qui ont fixé l'attention des vrais penseurs (*Révolu-*

Digitized by Google

tion d'Italie, *Histoire de la raison d'Etat*), mais il en a fait la base de la politique qu'il a cru devoir adopter vis-à-vis de la rénovation italienne. Membre du parlement italien, M. Joseph Ferrari y occupe une place à part; mais l'originalité de ses doctrines ne le constitue pas à l'état d'isolement; il a le rare mérite de poser nettement les questions, de montrer catégoriquement les tendances de certains actes et de certaines mesures, et d'empêcher les expédients équivoques de prendre la place de solutions nettes et exactes. C'est la justice que lui rendait, il y a quinze jours, à cette place, l'auteur d'un travail remarquable sur la Convention du 15 septembre. M. Joseph Ferrari sert à sa manière la révolution et la liberté. Aussi jouit-il d'une juste considération au-delà des Alpes.

A part un petit nombre d'esprits pour qui la Philosophie est encore le flambeau qui guide les hommes de progrès à travers les événements confus de l'histoire contemporaine, M. Joseph Ferrari n'est pas prisé à sa juste valeur en France. C'est de l'ingratitude : le savant député italien est avant tout Français; c'est à la France qu'il venait, il y a trente ans, demander, comme l'avait fait Rossi, la consécration de son talent; c'est la tradition française qu'il invoque dans ses écrits; c'est un parti français qu'il aurait voulu fonder en Italie, si tant est que sa nature primesautière lui permît de se rattacher à un parti; c'est en français qu'il a publié presque tous ses ouvrages, et c'est au jugement de la France qu'il fait appel avant de demander l'approbation de ses compatriotes. Mais il y a longtemps que, chez nous, l'esprit de secte a tué l'esprit de science. M. Joseph Ferrari ne voit, et avec juste raison, le mouvement de la France que dans la philosophie du XVIIIe siècle et dans la Révolution française. Cela ne suffit plus, paraît-il, pour être classé dans l'une des mille nuances qui composent l'arc-en-ciel du monde politique. Les déductions de l'histoire ont conduit M. Joseph Ferrari à se déclarer fédéraliste en Italie et unitaire en France. N'y a-t-il pas de quoi dérouter toutes les classifications?

Le nouvel ouvrage que nous signalons à nos lecteurs est le complément des précédents travaux de l'auteur. En prenant pied sur le terrain des révolutions italiennes, M. J. Ferrari avait démontré que chacune de leurs phases avait sa répercussion nécessaire dans tous les Etats de l'Europe, et qu'expliquer l'histoire de l'Italie, c'était donner la clef de l'histoire des peuples réunis au neuvième siècle sous le sceptre de Charlemagne et devenus, depuis, les nations modernes. L'*Histoire des révolutions d'Italie* est, à ce point de vue, un véritable tour de force d'érudition et de science; c'est l'ordre mis dans le chaos. On ne peut point appeler le procédé employé par l'auteur du nom suranné de *Philosophie de l'histoire*; c'est de la belle et bonne *histoire naturelle* à la façon de Buffon, de Cuvier et de Geoffroy Saint-Hilaire. Mais, dans cette marche hardie à travers les faits et les dates, M. J. Ferrari avait omis l'Orient et ses merveilles. Il est impossible d'admettre qu'il n'y a aucune corrélation entre l'Orient et l'Occident au point de vue de l'histoire. Quel retentissement les révolutions européennes ont-elles eu sur les nations orientales? J'admire avec quelle sûreté de coup d'œil M. Ferrari est allé demander la solution de cette question à celles des nations de l'extrême Orient dont les relations

Digitized by Google

avec l'Europe sont les plus récentes. S'il eût pris l'Inde ou la Perse comme point de départ de ses investigations, son travail n'aurait point eu de prix : dès la plus haute antiquité, l'Inde et la Perse ont été en contact, parfois même en lutte, avec la civilisation occidentale, représentée par la Grèce et plus tard par Rome. Mais il n'y a guère que deux siècles que la Chine nous a été révélée. Les premières observations ont montré qu'il y a là une race vivant de sa vie propre et séparée de nous non-seulement par les distances, mais encore par les mœurs. La Chine compose un système politique qui est juste l'antipode du système européen ; c'est une civilisation qui est, dans presque tous les points, la contradiction et la négation de la nôtre. Aux esprits orgueilleux qui lui décernent le nom injurieux de barbare elle oppose sa tradition ininterrompue, qui remonte à plus de quatre mille ans ; ses inventions bien antérieures aux nôtres ; sa population de quatre cent millions d'âmes, toutes reconnaissant les mêmes lois ; son agriculture perfectionnée ; son industrie patiente ; ses philosophes plus pratiques que les nôtres ; son organisation politique qui ne reconnaît de supériorité que la capacité et le talent, et la science servant tout à la fois de moyen de gouvernement et de règle de conduite.

On avait fait de la Chine la région de l'immobilité. M. J. Ferrari, reprenant son histoire et l'examinant dans toutes ses phases, prouve que la Chine a subi autant de transformations qu'en ont subi les divers Etats de l'Europe. De plus, les périodes de son développement correspondent, avec une rigueur mathématique, aux diverses périodes de l'histoire occidentale. Ainsi est démontrée la vérité des lois qui gouvernent l'ensemble de l'humanité. La Chine donne la raison des révolutions de l'Europe, comme l'Europe donne la raison des révolutions de la Chine. Ce sont deux mondes qui se servent l'un à l'autre de miroir, mais où les images se trouvent naturellement placées à l'inverse l'une de l'autre.

Nous aurions voulu donner une idée de la science rigoureuse au moyen de laquelle M. J. Ferrari aboutit à ces conclusions inattendues ; mais il aurait fallu pour cela reprendre, dès le début, tout le travail auquel il s'est livré depuis vingt ans. C'est une étude que nous entreprendrons un jour. Le penseur dont nous nous occupons ici mérite d'avoir une large place dans l'histoire des idées contemporaines. Ce n'est pas à propos de lui qu'on eût pu dire : « Nous naissons tous *originaux*, d'où vient que nous mourons tous *copies* ? »

ALFRED DARIMON.

Les Promenades de Paris : parcs, squares, boulevards, par M. ALPHAND. Rothschild

Jusqu'au siècle dernier, nous n'avions, en fait de promenades publiques, que des plantations régulièrement alignées dans quelques emplacements spéciaux des grandes villes, comme les allées de la place Royale et le Cours-la-Reine. On s'habitua ensuite à considérer comme d'un usage commun les jardins des résidences royales, des grands seigneurs et des « partisans », qui demeuraient ouverts au public. Les terrains jadis occupés par les fortifications de l'époque féodale furent également convertis en promenades plantées. C'est depuis cette époque que le mot boulevard,

Digitized by Google

jadis tout militaire, prit insensiblement l'acception pacifique, seule comprise aujourd'hui.

Le nombre de ces promenades s'accrut notablement en France par suite de la Révolution. Jusque-là, le style régulier avait été seul admis dans les jardins publics; on alléguait pour cela de graves considérations de moralité et de sécurité. La Révolution fit fléchir ce principe comme bien d'autres, en affectant à l'usage commun d'anciennes et vastes propriétés particulières dessinées dans le genre irrégulier, comme les jardins de Beaujon, de Marbeuf, de Tivoli. Toutefois, pendant la dernière moitié de notre siècle, le nombre et l'importance des promenades avaient cessé peu à peu d'être en rapport avec le développement de la population. A partir de 1825, cette disproportion se prononça d'une manière sensible, préjudiciable à l'agrément et à l'hygiène. On vit en peu d'années les beaux jardins que nous venons de nommer transformés en quartiers nouveaux, et l'invasion du moellon ne respecta pas même cette promenade modeste, mais non précisément innocente, la Grande-Chaumière! Restaient, il est vrai, les bois de Boulogne et de Vincennes; mais ces deux promenades n'étaient plus dignes de Paris. La première, fréquentée par la portion la plus aisée de la population, était justement la plus défectueuse : dépourvue d'eau, plantée sur un sol infertile, où de larges espaces à peine voilés de maigres taillis semblaient des stigmates indélébiles de l'occupation étrangère. Mais Paris, naguère inférieur à Londres sous le rapport des promenades publiques, a repris l'avantage de nos jours, grâce aux immenses travaux exécutés sous la direction de M. Alphand.

L'ouvrage que cet excellent ingénieur publie en ce moment chez l'éditeur Rothschild est le répertoire complet de ces travaux. Il contient tous les détails techniques relatifs à la transformation des bois de Boulogne et de Vincennes, à l'établissement du parc des buttes Chaumont, de ces squares, de ces boulevards nombreux et bientôt innombrables qui donnent une physionomie nouvelle à Paris. Nous aurions bien quelques réserves à faire sur certains détails de ces embellissements, surtout dans des travaux secondaires, qui avaient pourtant leur importance relative. Mais cette œuvre, considérée dans son ensemble, n'en est pas moins la campagne la plus importante qui ait été faite jusqu'ici dans son genre.

Aujourd'hui M. Alphand, suivant jusqu'au bout l'exemple de César, publie ses *Commentaires*. Ce beau livre, exécuté avec un luxe d'illustration et d'impression digne du sujet, est un traité complet, théorique et pratique de l'art des jardins publics. Il sera consulté avec fruit, non-seulement par les administrations publiques jalouses de suivre, au moins de loin, l'exemple de Paris, mais par tous ceux qui s'intéressent, en artistes ou en amateurs, à l'art des jardins, ce luxe aimable de l'agriculture. Ce sera à la fois un livre utile et un album remarquable. Nous reviendrons sur cette publication quand elle sera terminée.

BARON ERNOUF.

Digitized by Google

Voltaire au château de Cirey, par M. GUSTAVE DESNOIRESTERRES, 1 vol. in-8°, faisant suite à *la Jeunesse de Voltaire*, du même auteur.

Le premier volume de ce consciencieux ouvrage a été l'un des principaux éléments de l'étude qu'un de nos collaborateurs a consacrée l'an dernier, dans la *Revue contemporaine*, aux nombreux travaux dont Voltaire est en ce moment le sujet. Le second, qui vient de paraître, nous retrace la vie du grand agitateur depuis l'année 1733 jusqu'en 1745, et nous présente, en même temps, le tableau de la société française pendant cette période.

M. Gérusez a dit qu'une biographie de Voltaire écrite avec détail formerait l'histoire des mœurs et de la littérature au dix-huitième siècle. C'est de cette pensée très juste que semble s'être inspiré l'auteur de *Voltaire au château de Cirey*. A côté de Voltaire sont groupés, à mesure qu'ils entrent dans son orbite et se mettent en relations avec lui, tous les écrivains secondaires qui gravitent autour de l'astre principal. Tous doivent reconnaître sa royauté, sous peine d'avoir à compter avec sa verve satirique et ses cruelles rancunes.

Nous avouerons tout d'abord que, tout en faisant la part des temps, nous jugeons moins favorablement que M. Desnoiresterres Mme la marquise du Châtelet. La mode ne nous semble pas une excuse suffisante d'une liaison aussi éhontée. Certains faits, que nous ne pouvons retracer ici, nous montrent dans la châtelaine de Cirey une femme assez peu estimable, passablement égoïste, très souvent pédante, plus spirituelle que véritablement sensible, et, enfin, attachée à Voltaire moins par une affection profonde que par le désir de voir tomber sur elle un reflet de sa gloire. Pour Voltaire lui-même, nous serons moins indulgent que l'auteur du livre. Sa vivacité d'esprit, sa merveilleuse facilité, son bon sens, qu'égarait seule la passion, l'étendue de ses connaissances, son génie, pour tout dire en un mot, nous inspirent la plus profonde admiration. Mais quand il s'agit de juger son caractère ondoyant et son cœur, d'apprécier certains actes de sa vie qui sont loin d'être marqués au coin de la droiture et de l'honnêteté, notre sympathie se refroidit singulièrement. Hâtons-nous d'ajouter que M. Desnoiresterres, pour Mme du Châtelet comme pour Voltaire, donne loyalement toutes les preuves que lui a fournies l'enquête la plus patiente et cherche par-dessus tout la vérité. On peut ne pas souscrire à quelques-uns de ses jugements, mais on doit reconnaître qu'il n'en a porté aucun à la légère. Son livre se recommande par des aperçus aussi justes qu'impartiaux sur l'état des esprits au dix-huitième siècle, sur les vices des institutions, sur les abus criants qui devaient fatalement amener une révolution. L'auteur suffit à toutes les difficultés de cette vaste tâche. Son second volume se distingue, comme le premier, par la clarté, la précision, la franchise de la pensée et de l'expression. Son œuvre, qu'il continue avec ardeur et qu'il mènera certainement à bonne fin, sera l'un des documents les plus décisifs de la grande enquête que notre époque poursuit sur Voltaire et son influence.

H. DAVID.

Digitized by Google

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

THÉATRES. — THÉATRE-FRANÇAIS : *Une Histoire ancienne*, par MM. EDMOND ABOUT et de NAJAC. — VAUDEVILLE : *L'Enfant prodigue*, par M. BECQUE. — ODÉON : *Le drame de la rue de la Paix*, par M. AD. BELOT. — GYMNASE : *Le monde où l'on s'amuse*, par M. E. PAILLERON. — *Pernette*, poëme par Mgr Victor de LAPRADE.

Quelle abondance ! et encore on en a joué bien d'autres sur tous les théâtres, petits ou grands, qui meurent de la liberté qu'on leur a laissée de s'ouvrir. Ce n'est pas que nous entendions médire de la liberté : elle sauve les hommes ; mais enfin elle a bien l'air de tuer les théâtres. Pourquoi ? Est-ce qu'on en use mal ? Est-ce qu'il y a trop de concurrence ? Est-ce que la consommation n'est pas en rapport avec la production ? Est-ce que l'on achète trop cher ce que l'on vend trop bon marché ? Est-ce, au contraire, que l'on décourage le public en vendant à trop haut prix des marchandises de médiocre valeur ? On s'y perd, et c'est à dérouter les plus savants économistes. Depuis que cette grave question est pendante, on n'a encore rien dit, rien fait pour la résoudre. Aucune lumière ne s'est révélée, aucun Œdipe n'a essayé de deviner l'énigme ; la moindre idée un peu juste et féconde est encore à naître ; on a entendu beaucoup de phrases, on a vu crouler beaucoup de salles, et rien qui s'élève de ce chaos.

On espérait à l'origine que cette merveilleuse liberté aurait, en matières théâtrales, les effets qu'on lui attribue (un peu témérairement peut-être) en matière industrielle. On se disait : Voilà quelques gros bonnets endormis dans leur paresse et leur insouciance séculaires ; ils ne font jamais un pas en avant, ils ne tentent rien, ils s'encroûtent dans leurs traditions et leurs routines ; ils se couchent, tranquilles et satisfaits, dans leur ornière. Eh bien, cela va les réveiller ; ils vont être forcés de se secouer un peu, de suivre le progrès, de s'outiller pour supporter la concurrence, de trouver du nouveau, de se mettre enfin, comme on dit, à la hauteur du siècle. Et s'il leur faut absolument de grandes machines, comme il y en a partout aujourd'hui, eh bien, au lieu de leurs petits métiers à main, ils auront de grandes machines. Ils en auront même de plus belles, de plus puissantes, de plus admirables que leur voisins ; ils ont de l'argent pour les payer.

Digitized by Google

Le Théâtre-Français, par exemple ! disent ceux qui lui veulent du bien, tout en en disant quelquefois du mal par un dépit bien naturel de le voir faire s peu pour le grand art ; le Théâtre-Français, si bien posé pour cela, si riche de ressources et de moyens, si haut placé dans l'estime publique, si intéressé à donner le ton ou au moins à suivre le mouvement et à ne pas se laisser devancer par des subalternes, le Théâtre-Français, si engagé par sa noblesse même à prendre la tête et à donner l'exemple ; on espérait que ce coup de fouet de la liberté allait enfin le tirer de son sommeil, le piquer d'émulation, le pousser, bon gré mal gré, à établir sa supériorité et à légitimer son influence. On espérait qu'il allait sortir un peu des petits proverbes à la mode, tenter du grand, procéder avec largeur, comme ces illustres fabricants qui, en un instant, irrités par le libre échange, ont fini par se faire une raison et par prodiguer les millions pour renouveler leur fabrique.

C'était une pure illusion. On a beaucoup médit du Théâtre-Français et on n'en médira jamais assez. Ce roi des théâtres, au lieu de donner le bon exemple et d'aller bravement à la conquête de l'avenir, s'est retiré paresseusement sous sa tente, et il y distille, en dormant à demi, de petits riens précieux, des régals byzantins, dont la saveur, tour à tour fade ou pimentée, est précisément l'opposé de toute grande cuisine. C'est Louis XV vieilli faisant son café lui-même et n'ayant de goût qu'à ses petites tasses. A la bonne heure Louis XIV, qui mangeait comme Gargantua. Certes, les comédiens ordinaires de l'Empereur sont des comédiens intelligents et habiles ; il en est parmi eux qui ont poussé l'art à ses plus extrêmes limites, et les acteurs les mieux inspirés qu'on remarque sur les autres théâtres ne sont point en mesure de lutter avec eux. On reconnaît à un geste le comédien du Théâtre-Français, comme on reconnaît à un mot l'écrivain qui a fait de bonnes études. Il est donc entendu que ces messieurs et ces dames sont tout ce qu'il y a au monde de plus savant, de plus expérimenté, de plus consommé, enfin de véritables artistes. Il est également convenu que l'administrateur qui est à leur tête possède des qualités précieuses que M. Latour Saint-Ybars se refuse absolument à reconnaître, mais que le caissier du théâtre n'a pas encore eu l'occasion de contester, du jugement, de la critique, une grande prudence à ne rien aventurer, une grande parcimonie des tentatives généreuses, une grande défiance des bons mouvements qui pourraient lui venir, une grande confiance dans ce qui a été éprouvé par le succès, enfin tout ce qui constitue l'administrateur modèle.

Malheureusement cet administrateur est préposé à la première scène française, qui peut-être réclame d'autres vertus, plus de jeunesse, plus d'audace, plus d'initiative, plus de penchant à se faire un nom par quelques-uns de ces coups hardis qui rajeunissent les traditions et les sauvent, moins d'obstination à s'en tenir au passé, moins de répugnance à regarder vers l'avenir, à emprunter autour de soi, enfin moins d'esprit de système. Malheureusement les comédiens ont, pour la plupart, le caractère de leur chef. Ils ont été élevés dans les bonnes doctrines, et ils n'y veulent absolument rien changer. Ce que le maître a dit est bien dit ; ce que le

Digitized by Google

Conservatoire a enseigné est bien enseigné; rien au delà : ils resteraient plutôt en deçà de peur de se compromettre. On pourrait citer tel d'entre eux qui, pour ne point hausser le ton et conserver sa réputation de bonne compagnie, aima mieux ne pas être entendu que de parler plus fort. Et les comédiennes, c'est bien pire! Je mets en fait qu'il n'y en a pas une seule, à l'heure qu'il est, au Théâtre-Français, qu'un grand poète puisse charger d'un drame. Il y avait Mme Plessy, la dernière de toutes : depuis, ce sont des minaudières. Je ne veux nommer personne, mais véritablement, dans ces temps derniers, on a fait des succès dont se seraient révoltés nos pères. On emploie à tout propos telle comédienne sans esprit et sans flamme, qu'on appelle divine et qui dit tout à faux, vers ou prose, avec une impuissance évidente à se corriger, c'est-à-dire à comprendre. Et c'est de beaucoup la meilleure, je le reconnais; mais d'intelligence, point; et les spectateurs actuels du Théâtre-Français lui montent des triomphes. Telle autre, au contraire, est fine, ingénieuse et poétique même dans sa grâce un peu coquette; elle joue bien le Musset; celle-ci ne dépasse point le niveau de Laya; elle dit : « Nous dînerons, papa, » avec gentillesse; celle-là enlève assez rondement deux phrases de Molière; mais une héroïne, une femme, où la trouver? Il n'y en a pas.

Et puis ces messieurs et ces dames sont intéressés dans l'entreprise, et cela, c'est la mort même de l'art. Leur intérêt, c'est de ne rien risquer; et qui pourrait leur en vouloir de le comprendre? Aussi ne risquent-ils rien, et ils approuvent leur chef d'avoir pris la prudence pour loi et la timidité poru règle.

Qu'en résulte-t-il? C'est que le Théâtre-Français, ce grand et respectable et justement respecté Théâtre-Français, est à la queue de tous les autres. On a déblayé la place qui l'entoure, mais on aurait bien dû enlever du même coup tous les débris qui l'obstruent. A côté de la toilette qu'on lui a faite à l'extérieur, il y a une réforme intérieure et morale infiniment plus indispensable que l'autre, dont il a un tel besoin, que, si on ne la lui impose pas, il perdra sa renommée et son rang. Qu'importe qu'on puisse y aborder de tous côtés par de grandes rues avec de grandes voitures, si on n'y peut admirer que de grandes sottises?

La pièce en un acte que viennent d'y faire jouer MM. Edmond About et de Najac n'en est pas là; mais enfin cette *Histoire ancienne* n'ajoutera rien à la réputation de ses auteurs. C'est un petit proverbe leste, qui a même paru trop leste aux chastes habitués du théâtre. Ailleurs, ils avalent des couleuvres; mais là, ils n'entendent manger que des colombes. Au fait, rien n'est amusant comme ce thermomètre de pudeur, gradué suivant le lieu où l'on est, et ces âmes tour à tour révoltées ou soumises, suivant qu'elles sont à droite ou à gauche du Palais-Royal. Notez que ce sont les mêmes âmes, les mêmes hommes, et qu'ils ne mènent pas plus leurs mères, ou leurs femmes, ou leurs filles, ou leurs sœurs au Théâtre-Français qu'aux Variétés, ou, pour être plus exact, notez qu'ils les conduisent aussi souvent aux Variétés qu'au Théâtre-Français; pourquoi donc ces rougeurs soudaines et inattendues? Pourquoi donc ces protestations vertueuses? Ah! voilà : il est convenu qu'au Théâtre-Français on a

Digitized by Google

l'oreille chaste et le cœur pur. C'est convenu ! il n'y a rien à faire là contre ; M. Edmond About doit le savoir, et ne pas violer ainsi une convenance, ou, s'il ne le sait pas, tant pis pour lui ! Il aura beau avoir autant d'esprit qu'aux premiers jours, on le renverra à *Guillery* pour la peine, et avec lui son compagnon, M. de Najac, expert pourtant et passé maître en ces matières, et qui a coté la pudeur de chaque théâtre. Il avait donc oublié son carnet ce jour-là ?

L'Enfant prodigue, au Vaudeville, voilà une jolie pièce ; elle est gaie à la manière de Paul de Kock et dé Scribe, qui est encore la bonne manière. Sans doute, nous avons changé tout cela, et la gaieté de M. Becque paraît d'abord un peu vieillote, un peu ridée à la surface ; elle est d'or en dessous, et voilà un homme qui ira loin s'il se contente de revernir un peu les meubles. Avez-vous rencontré quelquefois un de ces bons médecins du vieux temps, qui ont ce qu'on appelle *le mot pour rire*. Il y en a qui vous glacent avec *leur mot pour rire* ; mais il y en a aussi d'amusants et riants, et hilarants, qui vous font vraiment passer de bons quarts d'heure. Il ne faut pas trop les encourager, parce qu'alors ils en arriven à vous prendre par le bouton de la redingote et à vous réciter le *Mariage de raison* avec les voix des personnages ; mais enfin si on est bien disposé, on rit avec eux, et l'on rit franchement, et on dit : « Ce bon docteur », avec une espèce de reconnaissance. M. Becque est de ces gens-là. Il a de bonnes drôleries, et de bonnes farces, et ce on ne sait quoi qui rend le rire contagieux.

Le Drame de la rue de la Paix, à l'Odéon, est ce qu'on nomme aujourd'hui une grande machine. Cinq actes, en effet, et chargés jusqu'à la gueule, et M. Berton, et M. Taillade, et tous les gens du drame, M. de Chilly les a tous convoqués. M. de Chilly est l'antipode de M. Édouard Thierry. S'il continue, il fera de l'Odéon une petite succursale de la Porte-Saint-Martin ; on ne peut pas dire que ce directeur-là ne renouvelle rien ; au contraire, il démolit tout. Enfin, à tout prendre, il a ouvert un débouché de plus à la littérature nouvelle. Il a bien fait, c'est celle-là qui a besoin de vivre, puisque l'autre est immortelle. La tragédie aura toujours le temps de se rattraper, et, pour choisir un drame, en somme, il n'a pas mal choisi. M. Belot est un des romanciers de la jeune génération qui ont, selon nous, le plus de talent. Il a collaboré avec plusieurs camarades qui ont singulièrement pâli quand il les a abandonnés à leurs propres forces, tandis qu'il a su, pour son compte, résister à la séparation et vivre seul. S'il ne vole pas très haut, au moins vole-t-il de ses propres ailes, et c'est toujours respectable. Nous avons lu il n'y a pas longtemps son roman d'où il a tiré son drame. C'est un roman amusant, c'est un drame déplorable.

Certes on nous amusera toujours avec la police. Les Anglais l'ont compris, et ils ont mis ce genre à la mode depuis environ dix années. Wilkie Collins et Mme Braddon l'ont cultivé avec un succès extraordinaire. Une affaire mystérieuse, un agent qui l'étudie, la suit, la pénètre, la saisit, la perd, la retrouve, la reperd, et finalement la tient pour ne plus la lâcher ; enfin la chasse au mouchard, les Anglais y ont réussi à merveille.

Digitized by Google

Il n'y a personne comme Mme Braddon pour vous faire pendre un homme avec un simple bouton de chemise, et Gaboriau lui-même, le grand Gaboriau, n'est qu'un apprenti à côté d'elle. Quant à M. Belot, il ne lui va pas à la cheville. Tel qu'il est, il a été bien accueilli par le public de l'Odéon. Nous aimons un peu de code dans toutes les affaires d'imagination; ce code leur donne une apparence de réalité. Si c'est une comédie, le Code civil; si c'est un drame, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal; il n'y a rien qui vous chatouille comme cela. Tous ces romans, tous ces drames qui ont paru depuis quatre ou cinq ans, avec un article du code pour dédicace, un éditeur qui serait adroit les réunirait sous ce titre : *Le nouveau Vidocq, ou la police en action.* Voilà un cours de littérature! Ça et l'*Histoire des petites dames*, en faut-il davantage à un honnête homme pour passer une ou deux bonnes heures au coin de son feu?

Naturellement, de toutes les scènes du drame de M. Belot (et il y en a beaucoup qui sont fort intéressantes), celle qui a le mieux réussi, c'est l'interrogatoire. « Où avez-vous passé la soirée du 16 octobre? demande le juge d'instruction.— Et vous? » répond le prévenu. Le mot est profond et porte loin.

Pour être sincère, je ne raffole pas de cette littérature de cour d'assises, j'aime mieux les trois grands génies du siècle, Scribe, Alexandre Dumas et Labiche; mais encore se plaît-on mieux à ces émotions violentes qu'aux petites fioritures du Gymnase. Les amateurs appellent ces jolies chansons-là des gazouillements, des voix de fauvettes, des bluettes, enfin toutes sortes de noms printaniers; mais c'est fade et faux, et écœurant comme une main de coiffeur. Voici M. E. Pailleron qui vient de donner *le Monde où l'on s'amuse*; mais c'est qu'en vérité on ne s'y amuse pas! C'est gracieux, si l'on veut; c'est élégant, bien tourné, mondain et à la dernière mode du jour; mais précieux en diable, et façonné et maniéré; enfin c'est peut-être un chef-d'œuvre; mais j'ai tant d'horreur pour ce genre que je ne pourrai jamais m'y accoutumer. Au demeurant, une idée bien ordinaire, la vieille *chaîne* de Scribe, avec les accommodements du Gymnase. Il s'agit d'un pauvre jeune homme qui s'est rivé lui-même à cette chaîne-là, et qui ne peut plus s'en arracher, et qui voudrait bien cependant épouser sa cousine; il l'épouse, comme on pense, après une série d'incidents plus ou moins plaisants, qui ne tiennent pas très étroitement à l'intrigue principale, mais qu'importe le canevas? C'est la broderie qu'on regarde. Il y a une scène qui a fait rire, la scène des éventails. Un vieux malin de province prétend reconnaître si une femme a le cœur libre rien qu'à la façon dont elle s'évente. Le jeu a paru plaire au public, mais il est un peu long; faut de l'éventail, pas trop n'en faut. A la fin, toutes ces jolies comédiennes du Gymnase, mesdames Pierson, Angelo, et *tutte quante* avaient l'air de petites autruches avec ces éventails.

Je voudrais finir en annonçant un poëme qui vient de paraître, un vrai poëme épique en sept chants, *Pernette*, par M. de Laprade, un des quarante de l'Académie française. Epique est trop dire, car l'auteur prend

Digitized by Google

soin de nous apprendre lui-même, dans une note, qu'il a eu l'intention de marier l'idylle à l'épopée. J'ai lu cette *Pernette* d'un seul trait, moins par admiration pour l'œuvre, qui est critiquable, que par admiration pour le poëte, qui a encore, en cet an de grâce 1868, le courage d'aborder des travaux pareils. On doit à de semblables tentatives tout au moins un grand respect; on doit davantage à celle de M. de Laprade, car partout elle est semée de beautés hors ligne, et comme sillonnée d'éclairs magnifiques. Le début du poëme vaut mieux que la fin; mais cette faiblesse même tient à la difficulté du genre. M. de Laprade a voulu idéaliser des paysans. Il a fait en vers ce que faisait l'année dernière, dans son *Chevrier*, M. Fabre. J'ai déjà dit ici même les préventions que m'inspirait ce genre. L'esprit y résiste, il résiste même aux créations de madame Sand, au *Champi*, à *la Petite Fadette*, à *la Mare au diable*, qui sont pourtant des échantillons assez complets de ce qu'on peut faire avec l'idéal. Mais, en vérité, il ne faudrait jamais avoir vu de paysans pour croire au *Chevrier* de M. Fabre et à la *Pernette* de M. de Laprade. Cette dernière est la perfection même, et son amoureux encore plus parfait, deux anges.

Nous reviendrons, ici ou ailleurs, sur l'invraisemblance de pareils types et sur le froid qu'ils répandent dans un ouvrage qui est d'ailleurs du premier ordre. Jamais nous n'aurions pensé qu'on pût tirer un pareil parti de héros aussi surnaturels. D'un bout à l'autre de ces sept chants, il y a des morceaux entiers à garder, des morceaux qui resteront, d'une simplicité, d'une pureté, d'une fermeté à toute épreuve. Jamais peut-être le vers de M. de Laprade n'avait eu cette largeur et ce nerf ; il s'agrandit, il se trempe en vieillissant. Je veux au moins citer la *Dédicace*, qui est encore, malgré tant de perles, le vrai diamant du poëme :

Ce livre, et le portrait de mon héros rustique,
L'histoire de ces cœurs simples, forts et pieux,
Je viens les dédier, sur l'autel domestique,
Aux auteurs de mon sang, à mes humbles aïeux,

A ces chers inconnus, source de ma famille,
A vous dont je suis fier, sachant vos nobles morts,
Au martyr dont ma mère était la digne fille,
A mon vénéré père, à tous ceux dont je sors.

Je leur offre ce chant où leur âme résonne,
Ces fruits de leur vieil arbre et de mon renouveau,
Et tressant de mes vers une agreste couronne,
J'enlace au tronc les fleurs que porta le rameau.

. . . . . .

Si mon livre a parfois, reflétant leur image,
Suscité dans un cœur des pensers généreux,
Et parlé du devoir dans un noble langage,
Mon livre est un témoin qui dépose pour eux.

Digitized by Google

Autant que de la mienne, il sort de votre veine ;
Recevez-le du fils, de l'arrière-neveu,
Aïeux obscurs, lutteurs qui fûtes à la peine,
Et soyez à l'honneur si j'en acquiers un peu.

. . . . . .

Je ne suis pas de ceux que l'orgueil d'un vain livre
Pousse à l'impiété contre leur vieux blason ;
Bien dire ne vaut pas bien agir et bien vivre ;
C'est par le cœur qu'un homme anoblit sa maison.....

Il faudrait citer toute la pièce, car elle est tout entière de ce ton, et d'un bout à l'autre la fierté des sentiments y répond à la vigueur des vers. C'est assurément une des plus larges inspirations que le poète ait trouvées dans la fermeté de son caractère, dans la droiture de sa raison, dans la piété de son âme. Beaucoup d'indifférents qui n'auraient pas lu son œuvre la liront pour ce premier morceau, comme ils entreraient dans un temple après en avoir admiré les portiques.

A. CLAVEAU.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

14 novembre 1868.

Si le gouvernement impérial, en faisant l'année dernière ses timides essais de liberté, ne savait pas encore quel profit il en retirerait, il doit être aujourd'hui complétement édifié sur les incontestables avantages qui résultent pour lui de la grande lumière qui se fait partout. Dans la presse, dans les réunions populaires, ces deux issues que les réformes du 19 janvier ont ouvertes aux expansions de l'esprit public, il peut mesurer le degré de sympathie qu'il inspire et juger par lui-même de l'état déplorable auquel nous avait réduits l'usage trop prolongé du pouvoir personnel pendant les quinze premières années du régime actuel. Le silence qui se faisait partout pouvait être considéré comme une approbation tacite des procédés du pouvoir ; pour peu que le chef de l'Etat fût enclin à se faire illusion, il avait toute raison de croire que le pays tout entier, sauf d'imperceptibles minorités, était complétement rallié aux pratiques de son règne ; que les origines mêmes du second Empire n'avaient plus d'autres adversaires que ceux qui en avaient été les victimes ; que les classes ouvrières et tous les bas-fonds de la société étaient complétement assainis ; que la famille, que la religion, que la propriété ne couraient plus aucun péril, et que, en un mot, pour employer une figure bien connue, la pyramide était tout à fait raffermie sur sa base. Notre état politique et social était loin cependant d'être aussi parfait : l'Empire conservait des ennemis implacables, et les masses n'étaient point complétement expurgées de la contagion des mauvaises doctrines. Il a suffi d'un pâle rayon de liberté, se dégageant de nos institutions, pour changer l'aspect général de notre situation intérieure et montrer à l'Empire la France sous son véritable jour. Les journaux, affranchis et complétement dégagés de tout contrôle indiscret, ont livré au gouvernement le secret de rancunes et de fidélités tenaces qui jusque-là s'étaient dissimulées ; dans les réunions publiques, des utopies malsaines et toutes les intolérances du prolétariat révolté ont trouvé des apôtres chez les orateurs des deux sexes. Voilà donc où nous en sommes, voilà donc l'état sanitaire du pays tel que l'a fait l'application continue des procédés autoritaires. Ce n'est point un état désespéré ; il ne nous en coûte même pas de reconnaître que cette longue tranquillité apparente et tout extérieure dont nous avons joui nous a été d'une

Digitized by Google

certaine façon salutaire, en ce qu'elle nous a laissé le temps de nous replier sur nous-mêmes et d'apprécier les inconvénients d'un excès de pouvoir, comme nous avons pu, à une autre époque, apprécier les inconvénients d'un excès de licence.

Pour que ce mouvement d'opinion et ce réveil de la pensée fussent efficaces, il ne faudrait pas que le gouvernement s'en effrayât outre mesure et qu'il eût l'idée de sévir contre l'usage légal des libertés qu'il nous a rendues. Il ne pensait pas sans doute que sa liberté ne profiterait qu'à ses amis ; il ne pensait pas que le débat politique ne serait pas repris au point où l'avait laissé la brusque interruption des libertés publiques en 1851. Il s'est passé, à cette époque, dans notre pays un fait considérable qui a excité dans quelques âmes autant d'admiration et de reconnaissance qu'il a laissé dans quelques autres d'amertume et de regret. Si les partisans du coup d'Etat ont pu, aussi souvent qu'ils l'ont voulu, en épuisant même toutes les formes de la louange, donner un libre cours à leurs sentiments, les autres, condamnés au silence, ont retenu leurs plaintes et différé leur jugement. Ces derniers, après seize ans, retrouvent la parole ; faut-il donc s'étonner si le premier usage qu'ils en font consiste à récriminer contre le passé, à dire aujourd'hui, avec la réserve que leur impose le respect forcé de la Constitution, tout ce qu'ils auraient dit alors? S'il faut exprimer toute notre pensée, nous trouvons que les organes de l'opinion libérale et antibonapartiste ont usé d'une grande modération et d'une retenue qui, pour être imposée, n'en est pas moins remarquable, dans leurs polémiques rétrospectives. Dans les livres mêmes, où la pensée politique se déploie en un champ plus vaste et plus libre, les écrivains démocrates se sont bornés à recueillir les faits et à préparer pour l'histoire des notes véridiques, quoique peut-être encore très incomplètes, sur ce douloureux épisode de nos discordes civiles. Ces simples exposés ont suffi pour faire revivre les souvenirs de 1851 et pour remettre en lumière des noms prêts à sombrer dans le plus complet oubli ; ils ont encore contribué à réveiller dans les âmes républicaines, pour les martyrs de leur cause, un culte pieux que l'on a cru pouvoir concilier avec le respect de la loi et la déférence soumise que l'on doit toujours avoir pour les faits accomplis. Les cimetières de Paris, que nos révolutions successives ont peuplés de tombes glorieuses, ont été visités, dans les premiers jours de ce mois de novembre où l'on célèbre la fête des morts, par des groupes respectueux de démocrates qui venaient y chercher la pierre modeste sous laquelle dormaient les martyrs de leur cause. Dans cette pieuse investigation on s'est heurté à la tombe de Baudin, un nom qui réunit en lui la vertu civique dans sa plus pure expression et le courage militaire dans son plus antique dévouement.

Baudin est un vaincu de décembre, un représentant du peuple que les nécessités du coup d'Etat ont renversé de son siége et qui, froidement et croyant accomplir un devoir, est venu se faire tuer auprès d'une barricade. Cette personnalité, sauvée tout à coup de l'oubli et que, dans leur enthousiasme tardif, les adversaires du coup d'Etat ont cru pouvoir mettre au-dessus du chevalier d'Assas, digne certainement des honneurs

Digitized by Google

qu'on lui rend, est devenue comme un symbole politique et une sorte de protestation funèbre contre les violences faites à la légalité en 1851. Le jour des Morts, on s'est donné rendez-vous sur la tombe de Baudin ; on a salué cette tombe ; un orateur est même sorti de la foule pour préciser en quelques mots les titres du mort au respect subit dont il se trouvait entouré ; aucune menace, aucun cri séditieux n'a troublé cette manifestation spontanée, accomplie en plein jour, sous l'œil vigilant et inquiet de la police. La tombe du héros républicain a disparu bientôt sous un amas de couronnes funéraires, et les groupes se sont dispersés sans qu'une seule arrestation ait été faite. On aurait pu se borner à cet hommage ; mais des cœurs généreux, cédant à l'entraînement facile des émotions et des souvenirs qu'avait éveillés en eux la modeste sépulture de Baudin, ont rêvé pour lui les honneurs d'un monument élevé par souscription publique. L'initiative de ce projet a été prise par des journaux qui ont immédiatement vu leurs colonnes se remplir des noms de tous ceux dont le régime actuel ne satisfait pas les convictions politiques, et qui ont encore plus d'éloignement pour le vainqueur du coup d'Etat que d'inclination pour le régime qu'il a détruit.

On se demande s'il était bien nécessaire et bien opportun de pousser l'hommage dû à la belle action de Baudin jusqu'à ce genre de manifestations, et si vraiment l'attitude des journaux démocrates qui ont cédé à cet entraînement est bien conforme aux intérêts de la liberté. Elle remet en question des faits que le suffrage universel a couverts de son approbation souveraine ; elle oppose l'école de la guerre civile à l'école de la souveraineté populaire ; elle ne tient aucun compte de cette sorte de prescription qui consacre un régime politique et l'amnistie des infractions à la légalité qui entachent toujours plus ou moins l'origine des gouvernements. Quel avantage y a-t-il d'ailleurs, pour les républicains aussi bien que pour les partisans de quelque autre régime déchu, à réveiller les souvenirs d'une époque où tant de fautes ont été commises, où notre état politique et social était si déplorable, qu'il est permis d'être indulgent pour les illégalités commises quand on songe à toutes celles, que de divers côtés, on se préparait à commettre. Il n'y a pas un seul parti en France qui, sous le rapport de la légalité, n'ait plus ou moins de reproches à se faire. Mieux vaut laisser dormir ces querelles. Le gouvernement actuel d'ailleurs n'a pas besoin qu'on lui rappelle si souvent et si amèrement ses origines. Son chef ne s'est jamais fait un instant d'illusion sur la gravité de l'entreprise qui l'a conduit au pouvoir suprême, et il avait hâte d'obtenir de la France cette absolution que la France lui a très largement accordée. Quels que soient les martyrs qu'ait pu faire l'acte du 2 décembre, et si respectable que soit leur mémoire, il n'en est pas moins vrai que nous vivons actuellement sous un pouvoir régulier, et que ce serait exagérer singulièrement l'amour de la légalité que de vouloir l'enfreindre en ce moment pour honorer la mémoire de ceux qui la défendirent jadis. Il y a une autre manière de tirer parti des événements dont les souvenirs irritants viennent d'être évoqués, et d'apaiser les mânes plaintives des victimes du coup d'Etat : c'est de demander à l'Empire de faire entrer

Digitized by Google

dans ses institutions ces principes et ces libertés dont le représentant Baudin croyait trouver la réalisation dans la forme républicaine ; c'est de lui rappeler les devoirs que lui prescrit cette origine populaire qu'il se plaît à invoquer lui-même et qui ne lui pardonnera ses premières tentatives que lorsqu'il aura remis la France en pleine possession d'elle-même. En recherchant dans les cendres du passé d'autres satisfactions, en laissant percer le désir séditieux de revenir aux institutions que le coup d'Etat a renversées, on met le gouvernement dans la nécessité de se défendre et de recourir, pour ne pas avoir le sort de la République, à tous les moyens exceptionnels qu'autorise le salut de l'Etat. Dans cette voie, on tourne le dos à la liberté et on court à la réaction; on engage dans tous les cas une lutte dangereuse, dont l'issue ne nous laisse entrevoir que deux alternatives également redoutables : la révolution ou la dictature.

Se serait-on jamais attendu à ce que de pieux hommages rendus à la mémoire de Baudin soulevassent de pareilles questions ? Il faut dire que si l'incident a pris des proportions aussi considérables, la faute n'en est pas seulement à ceux qui l'ont fait naître, elle appartient aussi à ceux qui, en l'élevant au rang d'un délit, lui ont donné précisément le caractère que les ennemis du gouvernement voulaient qu'il eût. En se plaçant sur le dangereux terrain de la répression, l'autorité s'expose à obtenir contre les réfractaires un jugement qui ne sera pas pour eux bien redoutable, et qui de plus pourra être contesté et le sera certainement par tous les ennemis du gouvernement et peut-être même par quelques-uns de ses amis. C'est une expérience qui n'est point nouvelle; tout le monde sait qu'en matière politique les arrêts de la justice n'obtiennent jamais une approbation unanime et qu'ils relèvent toujours à leurs propres yeux et aux yeux de l'opinion publique ceux qu'on a voulu frapper. En France surtout, ces dispositions guerroyantes et frondeuses ne laissent échapper aucune occasion de se manifester; mais elles acquièrent un caractère particulier de malveillance et d'audace lorsque, pour réprimer un délit politique, le pouvoir n'est pas armé d'un texte de loi bien précis. C'est le cas qui se présente pour l'affaire du cimetière Montmartre; le fait en lui-même de la visite rendue à la sépulture de Baudin par un certain nombre d'individus, les paroles prononcées, le compte rendu publié dans quelques journaux des incidents du cimetière, la souscription elle-même ne constituent aucune sorte d'infraction à la loi. Le délit existe peut-être, mais il n'est point dans les actes. Si l'on tient absolument à le découvrir et à l'atteindre, il faut le poursuivre jusque sur le terrain toujours périlleux des intentions. Pour les temps de crise et de guerre civile, dans ces rares moments où le salut de la société est la loi suprême, il existe des lois d'exception, dont les formules un peu vagues permettent de punir les délits politiques les moins caractérisés; mais dans les temps calmes, lorsque le gouvernement fonctionne avec régularité et que rien ne met en péril le principe d'autorité, le pouvoir n'a pas à sa disposition ces armes exceptionnelles, ou bien, si, par mesure de précaution, il a cru devoir les garder à la portée de sa main, il est dangereux pour lui de s'en servir. C'est précisément la faute que le gouver-

Digitized by Google

nement impérial vient de commettre ; voulant à tout prix infliger un châtiment aux auteurs du *pronunciamiento* tumulaire qu'il a cru, non sans raison, dirigé contre l'acte du 2 décembre, il a décroché de sa panoplie législative la loi de février 1858. On se rappelle cette date ; on sait à quels dangers les bombes d'Orsini venaient d'exposer la France lorsque fut rendue cette loi, désagréablement connue sous le nom de loi de sûreté générale. C'est là qu'il est question de manœuvres à l'intérieur et de manœuvres à l'extérieur ; on tombe sous le coup de la loi lorsqu'on est reconnu coupable de ces manœuvres. Mais rien n'est plus vague, rien n'est plus indéterminé que les faits que ce mot prétend caractériser : le moment, les circonstances, le lieu, la date, le temps qu'il fait, le vent qui souffle exercent une influence considérable sur la portée d'un acte et sur la signification que les dépositaires de la loi croient pouvoir lui donner. Il y a un an, on venait sans doute visiter la tombe du représentant Baudin ou d'autres tombes encore plus séditieuses ; personne n'a eu l'idée de parler de manœuvres à l'intérieur. Cette année, il y a une tendance générale des esprits à inquiéter le gouvernement impérial sur ses origines ; la visite à certaines tombes cesse d'être un acte inoffensif. Si le gouvernement était intolérant en matière de religion, on n'aurait pu, sans pratiquer une manœuvre, parler d'une souscription en l'honneur de Voltaire ; le gouvernement est sorti d'un acte de violence, il ne faut pas qu'il soit question de rendre des honneurs à ceux qui sont morts en lui résistant ; voilà comment il se fait que, sans avoir commis un délit spécial et en croyant de très bonne foi être restés dans la stricte observation des lois, l'*Avenir national*, le *Réveil*, la *Tribune*, la *Revue politique* ont été poursuivis inopinément et se sont exposés à de sévères condamnations. Lorsque ces condamnations seront prononcées, on peut affirmer que ces journaux, nouveaux pour la plupart et désireux d'un peu de bruit et d'un peu de clientèle, auront gagné un très grand nombre de sympathies ; le gouvernement aura-t-il produit un grand effet d'intimidation et aura-t-il prouvé, au moyen d'une sentence, qu'il est exempt de tous les vices d'origine que lui reprochent ses adversaires ?

Il avait un moyen plus simple, plus praticable et plus ingénieux de dérouter les manœuvres dont il s'offense ; c'était de ne les point voir. On serait venu à la tombe de ce représentant du peuple, on aurait exalté son courage et on l'aurait présenté aux foules comme un martyr du devoir ; puis, le lendemain, on aurait ouvert une souscription pour lui élever un sarcophage ; la souscription finie, le sarcophage élevé, tout eût été dit, et notre génération oublieuse ne se serait pas plus occupée de Baudin dans six mois qu'elle ne s'en était occupée pendant seize ans. Au besoin, si le gouvernement voulait se mêler de cette fête expiatoire, il pouvait fort bien laisser voir qu'il l'approuvait et qu'il ne soupçonnait même pas qu'elle pût être dirigée contre lui. Qui donc est intéressé à préparer des apothéoses aux martyrs de la légalité, si ce n'est les gouvernements mêmes, dont la légalité est la meilleure sauvegarde? Il y avait un moyen habile d'enlever à l'incident Baudin son caractère séditieux, et même au besoin d'arrêter à son début, sans l'intervention toujours irritante de la

Digitized by Google

sixième chambre, une manifestation qui certainement eût avorté si le pouvoir avait eu l'air de l'approuver. Dans tous les cas, au parti que l'on a pris tous les autres étaient préférables ; rien ne pouvait être plus inopportun, plus décevant, au moment où nous nous croyions entrés dans la phase tant désirée des réformes libérales et tout voisins du couronnement de l'édifice, que ce retour à des lois de rigueur que les actes du 19 janvier devraient avoir abolies. De quelque façon qu'on envisage les faits qui préoccupent à un si haut degré le gouvernement et le public, on ne peut s'empêcher de déplorer ce malencontreux incident qui nous reporte à des dates néfastes et qui montre que ni les partis ni le pouvoir n'ont désarmé.

Il est donc regrettable que, parmi les conseillers dont s'entoure le chef de l'Etat, il ne se soit pas trouvé un sage capable de faire prévaloir des avis de prudence et de tolérance. C'était le cas de montrer, à l'égard de certaines dissidences politiques, la calme indifférence pratiquée fort raisonnablement à l'égard de certaines hérésies sociales qui se débitent dans les réunions tapageuses du *Pré-aux-Clercs* et de *la Redoute*. Le gouvernement, à notre avis, ne court pas plus de dangers à tolérer les premières que la société n'en court à laisser se produire les secondes. Nous savons tout ce que peut avoir d'insupportable et d'irritant pour des esprits droits et sains le spectacle que donnent ces communistes, ces partageux, ces athées étalant sans pudeur devant un auditoire d'honnêtes gens des doctrines ou plutôt des passions et des haines aussi dépourvues de bon sens que contraires à toutes les règles du savoir-vivre. Ces gens mal vêtus qui hurlent des blasphèmes et qui placent un coup de poing au bout de chacun de leurs arguments; ces femmes déclassées qui ont choisi ce nouveau genre de débauche consistant à se montrer en public dans le plus complet état de nudité morale et intellectuelle : ce sont là de grands sujets de pitié que la pratique de la liberté nous réserve; et nous ne sommes pas au bout de ce fléau. Il y a cependant autre chose à faire qu'à s'indigner et à gémir. Ces pitoyables exhibitions de choses perverses nous montrent que le système gouvernemental mis en pratique par les moralistes du second Empire n'a pas beaucoup contribué à éclairer les masses; le ruisseau qui charriait ces scories, arrêté par la surveillance des agents administratifs, s'est creusé un lit souterrain, et a continué ses ravages loin du regard de l'autorité et à l'insu des honnêtes gens. Il reparaît aujourd'hui, avec ses eaux bourbeuses et ses grondements désordonnés, par les fissures que lui a faites la nouvelle loi sur les réunions publiques.

Il en est de certaines utopies comme de certaines odeurs; il leur faut le grand air : elles ne résisteront pas à une libre discussion, et si elles cherchent à s'imposer, il se formera contre elles une telle ligue de sarcasmes, qu'elles tomberont bientôt sous le mépris. N'est-ce pas déjà pour la société et pour le gouvernement, qui a mission de veiller à la salubrité publique, une avance considérable que de connaître l'existence d'un mal dont les causes et les progrès n'étaient même point soupçonnés? Il a suffi d'un peu de liberté pour nous initier à ces utiles découvertes ; il est logique d'admettre qu'une liberté plus large apportera au mal social qui nous menace le seul remède efficace ; elle fera ce que n'ont pu faire ni le contrôle

Digitized by Google

incessant exercé sur toutes les manifestations de la pensée, ni l'enseignement officiel des adultes, ni les estampilles du colportage, ni les sociétés coopératives, ni aucun des expédients employés par l'Etat pour faire entrer à une certaine profondeur de la couche sociale un peu de moralité et un peu de discipline.

Ce n'est pas en France seulement que l'autorité est aux prises avec ces sortes de périls, et les embarras que peut en éprouver le gouvernement impérial sont bien peu de chose si on les compare à ceux que doivent éprouver en ce moment les représentants provisoires du pouvoir exécutif en Espagne. Ici, le problème politique et social qui se présente est bien plus difficile à résoudre. On commence à craindre que les auteurs du *pronunciamiento* de Cadix n'aient entrepris une tâche au-dessus de leurs forces. Ils ne sont déjà plus les maîtres incontestés de la révolution, et leur main débile ne peut plus retenir le faisceau des partis que, par un effort suprême, elle était parvenue à former. Les membres de l'union libérale se sentent moins étroitement liés aux progressistes; quant aux républicains, ils ont déjà séparé leur cause de celle des capitaines généraux. Cette révolution issue d'un acte d'indiscipline ne peut parvenir à se discipliner elle-même; il a fallu que le général Prim, mettant ses préceptes en opposition avec sa conduite, envoyât une circulaire à tous les chefs de l'armée pour interdire aux soldats de s'occuper de politique et leur apprendre que le premier devoir est l'obéissance; enfin, l'Espagne nous apparaît beaucoup moins sur le chemin du progrès que sur la pente de l'anarchie. Le désaccord éclate surtout sur la question gouvernementale; on a rarement vu un plus grand steeple-chase de prétendants; sur le turf espagnol il s'en présente de tous pays, et l'on en est arrivé aujourd'hui à discuter les chances d'un prince de Hohenzollern. D'un autre côté, il se répand dans le public toute sorte de petits opuscules fantaisistes parmi lesquels le plus fantaisiste de tous nous présente le général Prim comme le futur régent d'Espagne avec la royauté du prince des Asturies. En attendant que le marquis de los Castillejos accomplisse ce prodigieux tour de voltige, la reine Isabelle, qui probablement n'a plus d'illusion, ni pour elle-même, ni pour son fils, fait ses aménagements pour passer l'hiver à Paris et semble tout à fait résignée à sa disgrâce. Elle comprend sans doute que si la couronne d'Espagne doit jamais revenir à sa descendance, ce ne sera qu'après s'être posée sur le front d'un prince qu'elle ornerait déjà si l'ordre de succession au trône d'Espagne avait suivi ses règles traditionnelles. Quoi qu'il en soit de ces prétentions et de ces conflits, il ne faut pas avoir une bien grande perspicacité pour prévoir, dès à présent, les deux seules alternatives possibles que l'avenir réserve aux Espagnols : s'ils ne sont pas républicains, ils seront gouvernés par le petit-fils de don Carlos. Les princes étrangers ne sont là que pour amuser le tapis.

Bientôt, du reste, le suffrage universel viendra confirmer nos prévisions; une loi électorale comme jamais le peuple espagnol n'en a eu vient d'être publiée à Madrid. Elle est tout à fait calquée sur la nôtre, et, si on s'arrête à cette similitude, on peut dire pour la première fois avec raison

Digitized by Google

qu'il n'y a plus de Pyrénées. Tous les citoyens majeurs (en Espagne, on n'est majeur qu'à vingt-cinq ans), jouissant de leurs droits civils et politiques, sont électeurs. Les soldats, les matelots, qu'en bonne justice on ne pouvait exclure d'une réforme qu'ils ont tant contribué à introduire dans leur pays, sont également électeurs, et ils voteront dans l'endroit où ils se trouveront, pourvu qu'ils aient deux mois de résidence. En France, le nombre des députés est réglé d'après le nombre des électeurs inscrits; en Espagne, c'est le nombre des habitants qui sera pris comme base. Il y aura un député pour 45,000 habitants. La population espagnole s'élevant à près de 16 millions d'habitants, il y aura 350 députés aux Cortès constituantes. C'est là que commencera véritablement la révolution et que nous serons enfin initiés aux secrètes préférences de l'Espagne.

Aux États-Unis les révolutions s'accomplissent beaucoup plus pacifiquement qu'en Europe. La Constitution de ce pays ménage tous les cinq ans une reconstruction légale et régulière du pouvoir exécutif. La période présidentielle commencée par le président Lincoln et close par Johnson est sur le point de finir. On sait déjà que le républicain Grant est appelé par la volonté populaire aux honneurs de la Maison-Blanche. Un vote préparatoire, qui ne peut manquer d'être confirmé par l'élection officielle qui aura lieu le 2 décembre, lui donne cette certitude. Grant a joué un rôle considérable dans la guerre de sécession; c'est le vainqueur de Richmond. Esprit modéré, ferme et loyal, il représente ce grand parti national qui s'est formé entre le parti démocrate et le parti républicain, en laissant de côté les excès des uns et des autres, et en ne prenant de chacun que ce qu'il avait de conciliable avec l'intérêt public. Ce parti nouveau n'est inféodé à aucun des anciens systèmes politiques américains; il regarde vers l'avenir plutôt que vers le passé; il ne songe pas à satisfaire de basses vengeances ou de mesquines ambitions. C'est le parti de l'union fédérale, de la paix, de l'autorité et de la prospérité. Le général Grant est son porte-drapeau, et il a été choisi non-seulement parce que ses succès militaires lui ont donné une grande popularité, mais surtout, pour employer une expression essentiellement américaine, parce qu'il n'est pas un *partisan*. C'est un grand citoyen de la république. Attaqué par les Butler et autres républicains ultra, il a vu se rallier à lui une majorité compacte. Au point de vue des intérêts européens, cette élection, à laquelle d'ailleurs le *Moniteur* français a fait un accueil réservé mais sympathique, satisfait à la fois les amis de la liberté et ceux qui ne voient de progrès possibles que dans l'ordre et la paix.

Nous l'avouerons sans détour : nous sommes jaloux des Prussiens. Dussent les rédacteurs interlopes et mystérieux du *Constitutionnel* renouveler contre nous leurs aménités d'antichambre, elles ne prévaudront pas contre le sentiment d'envie qui nous possède en voyant comment la Prusse conduit ses affaires intérieures, après avoir si bien mené ses affaires extérieures. Le Parlement de Berlin a été ouvert le 4 par le roi en personne. Son discours est le programme de la session. Sans emphase, du ton le plus naturel et le plus simple du monde, il annonce des réformes considérables et constate des faits importants. Le budget sera présenté sans

Digitized by Google

délai, et il faudra avoir recours à quelques nouvelles mesures financières pour le mettre en équilibre. Dans le précédent budget, il s'est manifesté un déficit, — d'une trentaine de millions. Heureux pays, qui se plaint, comme d'un fait anormal, comme d'une douloureuse extrémité, qu'il s soit produit un écart de 30 millions entre ses recettes et ses dépenses! Si, en France, la ville de Paris, à elle seule, n'avait pas d'autre vide à combler, combien nous aurions lieu de nous féliciter! Ce déficit de 30 millions a été couvert par des recettes extraordinaires, et il aurait été insensible si le Parlement douanier avait consenti à prendre en considération l'augmentation nécessaire des dépenses fédérales. Il ne se serait même pas produit si la Prusse n'avait eu à traverser une douloureuse famine et la crise commerciale qui pèse sur elle plus lourdement encore que sur nous. Le gouvernement prussien, dans un but d'intérêt général, avait un peu prématurément, disent quelques-uns, abaissé ses droits de douane, ses droits de poste et quelques autres charges qui gênaient les transactions. En Prusse, les droits de poste ont été diminués à ce point qu'une lettre simple circule d'un bout à l'autre de l'Allemagne en payant seulement le droit d'un *groschen* (12 centimes), et le service est mieux fait qu'en France. Si, par extraordinaire, il s'est produit un petit déficit de 30 millions, il provient de circonstances exceptionnelles qui ont déterminé une diminution des recettes; quand nous avons chaque année de gros déficits de 100 millions, ils résultent d'un accroissement de dépenses. Comment ne serions-nous pas jaloux!

La Prusse est un pays beaucoup moins centralisé que la France. Les corporations, les communes, les provinces y jouissent de droits considérables en matière administrative et financière; elles pratiquent même certaines libertés qui touchent de bien près au *self government*. Le discours royal fait entrevoir pour elles des libertés nouvelles, une plus large extension de leurs droits. Cette réforme entraînera une modification profonde du système administratif actuellement en vigueur; mais avant de toucher à l'édifice ancien, il faut préparer les fondements de l'édifice nouveau. Dans les provinces nouvellement annexées, là où le système prussien n'a pas été appliqué, le gouvernement veut laisser aux provinces, aux communes et aux corporations la direction indépendante de toutes celles des branches de l'administration publique que l'intérêt immédiat de l'Etat n'oblige pas à concentrer dans les mains de l'autorité. On verra ensuite à étendre ce système à toute la monarchie. Encore une fois, nous sommes jaloux, et nous voudrions bien qu'au lieu de nous dire des injures, le *Constitutionnel* s'appliquât à faire comprendre à ses lecteurs combien il importerait d'éteindre en nous ce mauvais sentiment.

Les droits de l'humanité ne sont pas plus négligés que ceux de la liberté dans le discours du roi Guillaume. Sans phrases, sans coups de théâtre, il se félicite que le congrès de Genève ait étendu à la marine les conventions préalablement intervenues entre les gouvernements pour le traitement des blessés en temps de guerre. Mais il espère que l'application de ces principes est encore éloignée. La paix est dans ses vœux, la paix est dans les besoins des peuples, elle est dans les nécessités sociales

Digitized by Google

du temps présent. Les malheurs de la guerre ne seront pas seulement écartés, les appréhensions devront s'évanouir devant les déclaration pacifiques et réitérées des souverains. Cette conviction, qui inspire au roi Guillaume de si nobles paroles, n'est pas facile à partager de ce côté-ci du Rhin, quand on voit les préjugés, les erreurs de jugement, l'ignorance des choses, régner non-seulement sur les esprits vulgaires, mais tenir en échec le bon sens chez des hommes ordinairement bien informés et d'intelligence élevée. Alors même que les besoins impérieux de la paix s'imposent si énergiquement et que l'exagération des dépenses militaires est signalée comme un malheur public, il arrive qu'on en accuse ceux qui sacrifient le moins à ce despotisme de la paix armée. « La prospérité commerciale et agricole d'un pays, dit le *Journal d'agriculture pratique*, est absolument inconciliable avec la permanence d'un grand État militaire. Il est impossible que la population fasse à la fois l'exercice et des affaires, et que l'argent qui s'accumule dans les arsenaux sous forme d'engins de destruction alimente les entreprises industrielles et vivifie le crédit. » Ces idées sont justes ; mais ce qui cesse de l'être, c'est l'application que le journal agricole en fait à la Prusse. C'est en Prusse, en effet, que le service militaire éloigne le moins les hommes de leurs foyers, de leurs champs et de leurs ateliers. Le service obligatoire sous les drapeaux est de trois ans ; mais il y a longtemps que, dans la pratique, il a été réduit à deux ans et demi. Aujourd'hui que le budget de l'Etat semble devoir difficilement s'équilibrer, il suffira, pour rétablir la balance entre les dépenses et les recettes, de réduire ce service à deux ans. On est persuadé, au delà du Rhin, que deux années d'instruction suffisent largement pour faire un bon fantassin, et l'on y étudie les moyens d'arriver à cet heureux résultat. Dès lors on ne saurait dire justement que son état militaire ruine à la fois ses finances, son industrie et son agriculture. Dans un pays où tout le monde est soldat, chacun l'est trop peu de temps pour qu'il en puisse résulter un dommage sérieux. Au demeurant, il faut toujours qu'un peuple puisse se défendre, et il ne saurait le faire dans l'état actuel de l'art militaire s'il n'y a été préparé. Ayons en France un système analogue à celui de la Prusse, au lieu d'une armée permanente et toujours en permanence pour l'attaque, et nous verrons aussitôt fondre notre gros budget de la guerre, s'augmenter la population et s'accroître les forces productives de la nation. Nos lecteurs nous rendront cette justice que, lors de la présentation de la nouvelle loi sur l'armée, nous nous sommes énergiquement prononcés contre tout changement qui n'aurait pas pour but de faire de tout Français un soldat de défensive, c'est-à-dire, en réalité, de supprimer l'armée permanente, l'armée d'agression. Nous préférions le *statu quo* à une aggravation coûteuse et dangereuse du service militaire. Il y a quelques mois à peine que la loi est votée, et déjà il circule un bruit vague de modifications à lui faire subir. Cette fois, on en arriverait au système que nous avons naguère proposé et défendu. On avouera qu'il eût mieux valu, il y a un an, ne pas nous traiter en ennemis pour avoir pris cette licence et prêter une oreille moins rebelle à nos avis. Ils étaient aussi bons l'an dernier qu'aujourd'hui.

Digitized by Google

Au moment où notre gouvernement commence à s'apercevoir que notre nouvelle loi militaire pourrait n'être pas sans graves défauts, le cabinet de Vienne travaille à l'imiter. Il a demandé au Reichsrath de lui accorder 800,000 hommes, exactement le chiffre qu'a obtenu de notre Corps législatif le maréchal Niel. Et comme ce chiffre sacramentel ne peut pas subir d'échec, le ministre cisléthanien a pris soin d'en faire une question de cabinet. L'Autriche aura donc 800,000 soldats et point d'argent pour les payer. Attendez un an et vous verrez le beau résultat. Au lieu de songer à augmenter ses forces militaires au point de leur donner un véritable caractère agressif, l'Autriche eût mieux fait, ce semble, d'appliquer tous ses efforts au développement de son industrie, de son agriculture et de son instruction publique. Ce sont là les trois sources fécondes qui rendent aujourd'hui les nations puissantes

M. de Beust a cru devoir atténuer, par une circulaire à ses agents diplomatiques, l'effet de ses paroles devant la commission du projet de loi sur l'armée. A Berlin, ni les paroles ni la circulaire n'ont produit aucune impression. On sait que, pour escamoter aux représentants de la nation une loi aussi lourde que celle qui impose au peuple une armée permanente de 800,000 hommes, il faut nécessairement faire apparaître le spectre de la guerre, et vibrer, à tort ou à raison, toutes les fibres du patriotisme. Le tour une fois joué, on se calme, on s'apaise ; plus de spectre, plus de danger de guerre; la paix, on la désire ; on n'a jamais songé à la troubler. C'est exactement comme en 1863, à Würtzbourg, lorsque, après avoir voulu jeter toute l'Allemagne sur la Prusse et n'y avoir pas réussi, on faisait ensuite patte de velours en attendant meilleure occasion.

Il faut reconnaître que M. de Beust est aux prises avec une situation bien difficile. Après avoir détruit l'œuvre d'unification entreprise par ses prédécesseurs, il s'est trouvé en face de nationalités diverses et impérieuses. La Hongrie rendue à elle-même, la Gallicie a réclamé son autonomie ; la Bohême, depuis longtemps absorbée, a fait valoir la sienne. Toutes ces têtes blondes, rousses et brunes qui forment l'empire d'Autriche ont élevé les mêmes prétentions, puisqu'elles avaient les mêmes droits. Nous ne sommes encore qu'au début de ce travail de revendication, et si la couronne ne s'y trouve pas broyée, elle y sera du moins fondue sur un modèle nouveau. D'ici là que peut l'Autriche? Elle pourrait quelque chose contre la Russie, dans une guerre qui engagerait contre cette puissance les forces divisées de l'Occident; elle ne peut rien contre l'Allemagne du Nord, qui est plus avancée qu'elle en toutes choses, qui est surtout plus libre, plus prospère et mieux administrée. Une guerre pourrait retremper ce pouvoir qui se pulvérise, mais elle ne saurait être faite contre la civilisation, dans un pur intérêt de domination. L'Autriche devrait donc avant tout cesser de jeter sur les principautés danubiennes le regard qui l'attirait naguère vers l'Italie. Ses intrigues de ce côté et les efforts attribués à lord Stanley pour faire réviser les conventions de 1856-58 en ce qui touche à l'intervention des puissances en Roumanie, ne sont pas de nature à lui préparer un accroissement de puissance, mais

Digitized by Google

ils pourraient fort bien entraîner entre elle et la Russie un conflit prématuré dont la Roumanie serait la première victime. L'expérience n'a-t-elle donc pas guéri l'Autriche de cette envie de mettre le pied chez ses voisins? N'a-t-elle donc pas assez souffert pour ce rêve fantastique d'empire romain reconstitué, et faut-il qu'elle songe à refaire un empire byzantin?

Si de pareilles idées pouvaient trouver crédit et appui en Europe, ce ne serait pas, à coup sûr, auprès du gouvernement français, dont les principes sont diamétralement opposés à de telles prétentions. La France, qui a aidé à l'affranchissement de l'Italie et qui a été le plus solide soutien de la nationalité roumaine, ne peut venir maintenant se prêter à sa destruction et défaire son œuvre de sa propre main. Il est donc à supposer que si la question de la révision des conventions de 1856-58 venait à être posée par les puissances, elle trouverait dans le cabinet des Tuileries un persévérant adversaire. Cette révision, d'ailleurs, ne pourrait être mise sur le tapis de nouvelles conférences sans que la Russie fît, de son côté, valoir ses idées. On sait qu'elle réclame depuis longtemps, par ses ganes officieux du moins, contre les entraves qu'on a mises à sa puissance dans la mer Noire. On voit dès lors le conflit qui sortirait d'une tentative de cette nature. Toucher à cette question en ce moment, ce serait vouloir la guerre.

C'est aussi l'impérieux besoin de la paix qui s'impose au gouvernement anglais au moment où va fonctionner pour la première fois le nouveau système électoral voté au commencement de l'année. Dans le banquet annuel donné par le nouveau lord-maire de la cité, le chef du cabinet, M. Disraéli, a nettement exprimé sa confiance que la paix ne sera pas troublée. « Si en ce moment encore il existe dans la position respective de la France et de la Prusse une cause apparente d'anxiété prenant naissance dans leurs grands armements, » le premier lord de la Trésorerie pense que son noble ami, lord Stanley, ministre des affaires étrangères, « ne saurait mieux faire que de conférer avec les autres grandes puissances de l'Europe, afin de s'interposer entre deux nations que n'animent pas des sentiments hostiles et qui se trouvent seulement dans une situation qui s'est rarement présentée. Il a la conviction que la sage médiation des autres grandes puissances européennes amènerait une solution aussi heureuse que celle qui vient d'avoir lieu entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. » Le conflit qu'avait fait naître l'affaire de l'*Alabama* entre les deux puissances est en effet réglé d'un commun accord et soumis à un arbitrage. Le ministre des États-Unis à Londres, M. Reverdy Johnson, s'est plu, dans cette circonstance solennelle, à le déclarer et à proclamer la bonne entente des deux gouvernements.

Il eût paru singulier que, dans cette occasion, le premier ministre ne fît pas au moins allusion à la grande affaire qui préoccupe le plus les esprits en ce moment de l'autre côté du détroit, à l'Église d'Irlande. M. Disraéli, sur ce point, n'a pas varié d'opinion. Il considère toujours toute modification apportée à l'Église d'Irlande comme une atteinte contre l'Église anglicane et contre la Constitution même de la vieille Angleterre. Pour faire prévaloir cette opinion, à laquelle M. Gladstone a infligé un si rude échec

Digitized by Google

devant le Parlement, M. Disraéli n'a pas hésité à faire appel au pays. Il croit que le pays ne partage pas les idées de M. Gladstone et de la majorité de la Chambre des communes sur ce grave sujet. Les élections qui vont avoir lieu nous diront dans quelques jours lequel, de lui ou de l'ancien chancelier de l'Échiquier, se trompe. La proclamation de dissolution a été publiée le 11, et le nouveau Parlement à élire est convoqué pour le 10 décembre; les élections commenceront le 16 novembre.

Au moment où la nouvelle loi électorale va fonctionner en Angleterre, il n'est pas inutile de rappeler ses dispositions principales. On sait que le cens a été beaucoup abaissé et que par suite un plus grand nombre d'électeurs sont appelés à prendre part aux élections. Mais ce qu'on sait moins généralement, c'est la part que la loi nouvelle a voulu faire aux minorités. En Angleterre, pays de bon sens et de grande pratique politique, il a paru absurde que les minorités, qui représentent au demeurant une masse considérable de la nation et peuvent même constituer plus de la moitié, ne pussent avoir régulièrement leur place au Parlement. Pour obvier à cet inconvénient, voici ce que l'on a fait : dans les centres de population qui ont la faculté d'envoyer au Parlement plusieurs députés, on vote sur une liste, mais chacun n'a droit de donner son suffrage que pour l'élection d'un certain nombre de députés. Ainsi, pour prendre un exemple, Londres a droit à quatre députés, mais chacun ne peut donner sa voix qu'à trois candidats. D'où il suit que les libéraux, qui avaient toujours la majorité à Londres, en portant tous leurs voix sur trois candidats libéraux, assurent du même coup l'élection de celui des trois candidats conservateurs qui aura obtenu le plus de voix. On a souvent proposé chez nous d'avoir recours à un mode d'élection analogue et de nature à corriger ce que le suffrage universel peut avoir d'absolu. De bons esprits, des esprtis justes disent avec raison que l'on ne peut considérer comme l'expression exacte des sentiments et des besoins du pays un Corps législatif où un tiers et plus même de la population de la France ne peut se faire représenter. Là où le gouvernement a la majorité, tous ses candidats sont élus ; là où l'opposition exerce une grande influence, tous ses candidats le sont également. D'où il suit qu'à Paris toute la représentation appartient à l'opposition, et que la grande minorité, favorable au gouvernement, n'a pas d'organe. Au contraire, dans les pays agricoles, où l'administration exerce plus de pouvoir, la représentation est toute favorable au gouvernement et l'opposition n'y triomphe que par accident. On a proposé d'en revenir au scrutin de listes, par départements, et de ne laisser aux électeurs, comme en Angleterre, qu'une faculté partielle d'élection réduite à trois sur quatre, à quatre sur cinq, et ainsi de suite. On a proposé aussi de faire marcher les circonscriptions deux par deux, et de déclarer élus les deux candidats qui auraient obtenu le plus de voix. Ce système ne remédierait à rien. On a été alors plus loin : à l'idée de déclarer élus les deux candidats qui, par circonscriptions agrandies, auraient obtenu le plus de voix, chaque électeur n'ayant qu'un seul choix à faire. Tous ces systèmes sont évidemment inspirés d'une idée juste et conforme au droit. Il faudra les étudier à fond lorsqu'ils auront

Digitized by Google

pris un corps et que le gouvernement aura perdu un peu du terrain qu'il possède encore aujourd'hui, mais qui ne peut manquer de lui échapper un jour. Les élections de l'an prochain nous diront si l'heure approche où, les majorités ayant changé de place, il devient urgent, dans un intérêt de conservation, d'ouvrir la porte du Corps législatif aux minorités considérables.

Nous sommes au moment où les Parlements commencent à se réunir. Les Chambres belges viennent de s'ouvrir, et leur premier acte, voté par acclamation, a été l'envoi d'un message respectueux au roi, pour lui exprimer la douleur que ressent la nation pour le malheur qui menace la famille royale. Une sœur dont l'intelligence s'est éteinte dans la plus triste catastrophe de ces derniers temps, un fils unique, espoir d'une jeune monarchie, frappé dans sa fleur, c'est là plus qu'il n'en faut pour étendre comme un voile de deuil sur ce petit peuple d'ailleurs si libre et si prospère.

Encore un trône qui s'écroule; mais cette fois, nul n'en regrettera la chute. Le tyran du Paraguay, réduit aux abois et relancé dans son dernier réduit de Villeta, erre probablement, à l'heure qu'il est, seul, dans les déserts des plus lointaines provinces, à moins qu'il n'ait eu le bonheur de tomber entre les mains de l'armée brésilienne. Commencée par Lopez avec une armée de 120,000 hommes, cette guerre aura vu fondre en trois années une population tout entière pour l'unique défense et pour le seul caprice d'un despote dont on chercherait vainement le pareil dans les temps modernes. Il faut remonter dans le lointain des âges, aux tyrans de Syracuse ou à ces anciens despotes de l'Asie, pour trouver son pendant; encore ne le trouverait-on pas. Il n'y a pas un de ces tyrans qui ne fût au moins doué d'un talent ou d'une qualité qui fait absolument défaut au tyran du Paraguay. Le Brésil, qui a versé beaucoup de sang et dépensé beaucoup d'argent pour débarrasser l'Amérique du Sud de ce « fléau du genre humain » en miniature, s'occupe maintenant, sous la direction d'un très habile et très honorable homme d'Etat, le vicomte d'Itaborahy, de rétablir ses finances obérées. L'éminent ministre des finances vient de contracter, par souscription directe, un emprunt de 750 millions, qui a été couvert près de quatre fois. Ainsi le système inauguré en France fait le tour du monde, et partout il obtient un égal succès.

Le secrétaire de la rédaction, PASCAL PICARD.

Digitized by Google

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Ce qui se passe actuellement à la Bourse est-il l'exacte expression de la vérité, ou bien au contraire ce que nous voyons n'est-il pas le résultat d'illusions mensongères ou d'une confiance aveugle? Il nous semble faire un beau rêve et assister à un spectacle en contradiction complète avec les faits et la situation véritable. Un mouvement de hausse aussi considérable que celui qui vient d'avoir lieu doit partir évidemment d'un point d'appui sérieux, que nous cherchons vainement, aussi bien dans la situation générale des affaires politiques que dans l'état des affaires financières. Qu'y a-t-il donc de changé? Ne sommes-nous pas toujours dans cet état d'incertitude qui, suivant une parole auguste, n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses? Et ne voyons-nous pas tous les jours, dans l'Europe entière, que les ressources les plus précieuses s'épuisent dans une vaine ostentation de force armée?

On ne saurait prétendre que le commerce a repris un essor vigoureux, que la haute industrie ne fait plus entendre ses plaintes ; on ne saurait alléguer la satisfaction générale, alors que de tous côtés règne la plus grande incertitude. Faudrait-il donc attribuer ce revirement subit à l'influence des fameuses cartes géographiques dont on a tant parlé dans ces derniers temps?

Hélas! nous le répétons encore, nous voudrions, nous aussi, une carte dont les teintes diverses porteraient dans leurs contrastes bien des enseignements et pourraient donner à réfléchir aux contribuables, aux souscripteurs d'emprunts, à tous ceux qui, confiants dans les affaires nationales ou étrangères, livrent leurs épargnes aux gouvernements obérés. Dans l'exécution d'une carte pareille, nous ne serions pas embarrassés pour le choix des couleurs. Nous aurions recours de préférence aux teintes sombres, et la légende de rigueur serait plutôt un *lamento* qu'un *hosannah*.

Voyez-vous d'ici le noir sinistre dont nous peindrions Tunis? Voyez-vous le gris très foncé, presque noir, que nous étendrions sur l'Egypte et la Turquie? Pensez-vous que nous soyons assez naïfs pour colorer en rose l'Autriche, qui dernièrement a fait un quart de banqueroute avec l'impôt sur les valeurs? Quelles couleurs faudrait-il donner à la banqueroute, au quart de banqueroute, à l'insolvabilité, à la corruption, à la dilapidation, à l'épuisement, à la ruine? Donnerions-nous du bleu céleste à l'Italie? du vert espérance à la France? Et quelle jolie et charmante nuance pourrions-nous trouver pour exprimer les deux milliards et demi de réaux du déficit espagnol? Et les valeurs portugaises, s'épanouiraient-elles dans le rouge Magenta ou le violet Solférino? Quelle palette abondante et variée il nous faudrait! Et les nuances rutilantes, les rouges de foudre, les ver-

Digitized by Google

millons ardents dont il nous faudrait barbouiller les nations que l'armement permanent ruine, brûle et dévore ! Comment exprimer les 800,000 hommes que tous les souverains, à notre exemple, veulent avoir aujourd'hui ? Comment cela se dit-il en couleur ? O grands princes, que notre pinceau vous montrerait pauvres ! O pauvres peuples, que notre lavis vous montrerait pressurés, écrasés, exploités !

En marge de cette carte édifiante on aurait soin d'enregistrer les émissions si brillantes de ces derniers temps, ces émissions où actionnaires et obligataires ont semé des trésors et récolté la misère ; les grands faiseurs auraient leurs paragraphes; certains banquiers étrangers, leurs chapitres, et quels chapitres ! les spéculateurs, leur martyrologe. O la belle, la divine et instructive carte ! Qui donc osera la faire ? Hélas ! personne. Il n'est pas permis à tout le monde de montrer les sottises qui courent le monde. On ne saurait le souffrir, même en peinture. Toute vérité n'est pas bonne à dire.... même en géographie financière.

Et par cette raison aussi ne nous appesantissons pas sur la hausse insensée qui vient de se produire. C'est uniquement le résultat de manœuvres de spéculateurs qui n'ont pas à se préoccuper des désastres qu'ils ont causés et qu'ils causeront encore. Mercadet disait qu'on ne jouait bien que l'argent des actionnaires ; on peut dire aujourd'hui qu'on joue encore mieux l'argent du public et avec une audace qui fait honneur à l'esprit libéral qui réglemente nos marchés publics. Il appartient au public seul de se mettre sur ses gardes contre un pareil entraînement, car la réaction sera d'autant plus terrible que la vérité aura été plus faussée.

N'en avons-nous pas un exemple frappant et tout récent sous les yeux dans ce qui vient de se passer en Espagne ? Tous les ministres des finances du gouvernement de la reine Isabelle avaient toujours déclaré que le budget espagnol était florissant, que les recettes progressaient sans cesse, que non-seulement il n'y avait pas de déficits, mais bien des excédants dans les caisses gouvernementales ! Il a fallu que la révolution arrivât pour nous éclairer sur la situation véritable, et, c'est justice à rendre au pouvoir actuel, il s'est empressé de tout dire et de tout dévoiler. Ce budget, qu'on nous présentait en excédant de recettes, se solde en déficit de 625 millions de francs ! Six-cent-vingt-cinq millions de francs ! nous répétons ces chiffres qui donnent le vertige ! Comment a-t-on pu aussi longtemps cacher la vérité, altérer les faits, et on peut le dire, tromper le monde entier ? Que d'artifices il a fallu employer pour montrer toujours des points roses alors que tout était noir !

Sachons donc gré au nouveau ministre des finances espagnoles, M. Figuerola, de n'avoir pas voulu suivre les errements de ses prédécesseurs ; la franchise qu'il a mise dans ses déclarations ne sera pas une des moindres causes du succès qui est réservé aux mesures urgentes qu'il vient de prendre pour remédier à la triste situation financière de son pays. Une souscription publique est ouverte, du 11 au 25 de ce mois, à un emprunt de 200 millions d'écus effectifs représentés par 1,250,000 bons du Trésor d'une valeur nominale de 200 écus chacun, émis à 80 0/0 et rapportant 6 0/0 d'intérêt. Les intérêts seront payables le 30 juin et le 31 décembre,

Digitized by Google

à dater du 1er janvier 1869. L'amortissement commencera en 1869 et finira en 1888 par la voie du tirage au sort. L'emprunt est garanti par les pagarès, par les biens désamortis et par les biens de la couronne jusqu'à 2 milliards 110 millions de réaux. Le gouvernement remettra à la Banque avant l'échéance du premier semestre des pagarès en quantité suffisante pour garantir ce payement, et ultérieurement tous les pagarès provenant de la vente des biens précités. Les garanties offertes par cet emprunt nous paraissent de celles qui doivent inspirer toute confiance et donner toute sécurité. Le succès de l'opération nous paraît certain : il consolidera le nouvel état de choses en Espagne. Le gouvernement provisoire remportera par là un double triomphe : un triomphe politique, un triomphe financier.

Il est une autre opération à laquelle toutes nos sympathies sont acquises depuis longtemps, non-seulement parce qu'elle répond à une œuvre grandiose, du plus grand intérêt pour notre pays, mais parce que ses promoteurs méritent l'estime et les encouragements de tous pour le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés à sa réalisation. Nous voulons parler du chemin de fer de la ligne d'Italie par le Simplon dont M. le comte Adrien de Lavalette est l'énergique champion. Nous avons pu nous rendre compte, par nous-même, des difficultés qu'il lui a fallu vaincre, des résistances qu'il lui fallait dompter, de la persévérance qu'il a dû apporter dans une semblable entreprise. Aujourd'hui, toutes les difficultés sont heureusement aplanies, et, grâce à une administration dont le zèle non plus que le désintéressement ne s'est jamais ralenti, le chemin de fer de la ligne d'Italie par le Simplon est un fait accompli. Le vœu de l'Empereur Napoléon Ier s'est réalisé. Ce qui paraissait une chimère, un rêve, est entré dans le domaine de la réalité. Le Simplon, que Napoléon proclamait la clef de l'Italie, sera bientôt franchi, et son chemin de fer formera la jonction centrale la plus directe, sans concurrence possible, entre les voies ferrées de l'Italie et tous les réseaux de chemins de fer de l'Europe occidentale. C'est la ligne la plus courte entre Brindisi, Milan, d'une part, et Paris, Londres et Bruxelles, d'autre part. Si l'on songe qu'elle relie le chemin de fer de Lyon à Genève, Paris à Lyon, Est (Bâle) Nord, Ouest-Suisse, Central-Suisse, avec les chemins de fer Lombard-Vénitien, Turin à Gênes, Central-Italien, chemins Romains, Arona, Novare-Alexandrie et toutes autres voies ferrées de la Haute-Italie, on peut se faire une idée de l'importance de son trafic et des services qu'elle est appelée à rendre au monde entier. Cette ligne est en outre le passage le plus naturel et le plus commode de Suisse et de France en Italie, celui qui offre le moins de danger et, dans l'exécution, le moins de difficultés matérielles. Il n'y faut pas de ces grands ouvrages d'art comme celui que l'on est en train d'exécuter au mont Cenis; il suffit de travaux ordinaires, quelques abris voûtés pour traverser les couloirs d'avalanches, et quelques tunnels dont le plus long n'a même pas quatre kilomètres. On sait que celui du mont Cenis en aura treize. On peut de plus se servir du système Fell, qu'on expérimente en ce moment de Lans-le-bourg à Suse. Avec le système Fell, pour la traversée du col du Simplon et dans la situation

Digitized by Google

conquise par la nouvelle Compagnie, toute la ligne internationale d'Italie terminée reviendra au plus, en moyenne, à 200,000 francs le kilomètre, et l'on sait que la moyenne des grands chemins de fer français est d'au moins 400,000 francs le kilomètre.

La souscription qui vient de s'ouvrir pour le placement de 134,166 obligations est donc tout à la fois une opération d'un grand intérêt national et avantageux pour ceux qui s'y intéresseront. Les obligations sont émises à 240 fr., remboursables à 525 fr. dont 125 en une action de propriété du chemin, innovation ingénieuse et d'une grande loyauté. Les obligations rapportent 15 fr. d'intérêt annuel, et donneront droit, deux mois après l'émission, à 3,240,000 fr. de lots depuis 500 fr. jusqu'à 500,000 fr. A une œuvre grandiose ajouter des avantages semblables, c'est en assurer d'avance le succès. Ce succès, que nous souhaitons, sera la juste récompense du dévouement de M. de Lavalette, dont les efforts ont été, du reste, si bien secondés par son vaillant et intelligent secrétaire général, M. Vauzou. D'une entreprise qui semblait téméraire et qui fut onéreuse aux premiers qui la tentèrent, ils ont su faire une ligne excellente et qui, dirigée avec sagesse, doit devenir une des plus fructueuses et des plus utiles aux grands pays qu'elle dessert.

ALFRED NEYMARCK.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et Cᵉ, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

LA

SCIENCE DE L'HOMME

ET LA

PHILOSOPHIE EN FRANCE A NOTRE ÉPOQUE

Rapport sur les progrès de l'anthropologie, par M. A. DE QUATREFAGES. — *Rapport sur les progrès et la marche de la physiologie en France*, par M. CLAUDE BERNARD. — *La philosophie en France au XIXe siècle*, par FÉLIX RAVAISSON.

Quelle histoire que l'histoire naturelle de l'homme, si elle était faite avec tous les matériaux qu'elle réclame, si la plume du savant pouvait creuser dans les entrailles de la terre, déterrer les premiers hommes, et de là nous faire remonter d'âge en âge jusqu'à nos jours! Déjà on peut étudier l'homme de l'époque quaternaire, et peut-être même celui de l'époque précédente. Furent-ils les premiers êtres humains à fouler le sol de notre globe? L'âge de pierre fut-il un progrès ou une chute? La loi générale, qui semble être celle du progrès, a-t-elle été respectée ou violée? Et avant tout, d'où vient l'homme? Forme-t-il un règne à part? n'est-ce qu'un animal un peu plus favorisé qu'un autre à certains égards? N'est-ce qu'un singe émancipé? Quel sujet d'études dans le passé et dans le présent! C'est le sujet qu'embrasse l'anthropologie, et en lui adjoignant la philosophie, on n'a plus seulement l'histoire, mais la science de l'homme. A vrai dire, elles se complètent mutuellement, et quoique l'anthropologie s'en défende, elle tient par plus d'un point à une science

Digitized by Google

plus large encore, plus synthétique, qui voit plus loin et plus haut. Mais déjà, à la prendre telle que la présente M. de Quatrefages, dans toute son étendue et avec les différentes branches du savoir humain qui forment son domaine, « on est allé jusqu'à dire qu'elle vit uniquement d'emprunts, et que, par suite, elle ne constitue pas une *science spéciale.* » C'est en effet le sort d'une science, dont l'objet, quoique spécial, nécessite une étude plus divisée et plus complexe, de se voir contester son titre; comme si un fleuve, à mesure qu'il s'avance vers la mer et qu'il grossit par ses affluents, cessait d'être un fleuve.

Il en est de même pour la philosophie; et ce qui rend contestable, aux yeux d'un grand nombre, son caractère de science spéciale, c'est la difficulté de déterminer exactement son objet. Son histoire nous offre le spectacle de tant d'écoles, de doctrines et de systèmes; on l'a définie de tant de façons différentes depuis vingt-quatre siècles et plus que la philosophie grecque a commencé, qu'on ne s'étonne pas du doute qui se montre encore, non sur sa valeur réelle et sa nécessité, mais sur l'idée exacte de l'œuvre qu'elle est appelée à accomplir. Ainsi, de notre temps, Th. Jouffroy écrivait « que rien n'est arrêté sur l'objet de la philosophie, et que la véritable unité de cette science est encore en question. » Suivant M. Cournot, « la philosophie n'est pas une science qui ait un objet particulier, tel que le serait, par exemple, selon l'école écossaise et l'école éclectique, un monde à part, tout intérieur, de phénomènes intellectuels et moraux; ce n'est pas non plus une science de l'absolu, comme d'autres l'ont comprise. Auguste Comte l'avait fait consister dans les généralités réunies de toutes les sciences; pour M. Cournot, elle consiste en un ensemble de vues relatives à l'ordre et à la raison des choses [1]. » Le vague de cette dernière énonciation laisse à peine soupçonner ce que peut être la philosophie; Auguste Comte en faisait la science générale, et en cela il serait plus près de la vérité. Il est bien évident que toutes les sciences particulières ne sont que les rameaux d'un même tronc, qu'elles s'attachent chacune à étudier un côté spécial du même objet, de l'être, non pas considéré abstractivement, fantôme insaisissable et incompréhensible d'une science chimérique qui prétend le faire connaître en le dépouillant de toutes les formes de l'existence, mais de l'être réel, parlant aux sens comme à l'esprit. Et c'est parce qu'il est réel qu'il ne peut être embrassé d'un même coup d'œil et d'une seule étude dans son ensemble et dans son détail. L'homme lui-même est l'objet de plusieurs sciences particulières, à plus forte raison l'en-

[1] *La Philosophie en France au XIVe siècle*, p. 206.

Digitized by Google

semble des êtres qui peuplent le globe, et le globe lui-même avec son ciel étoilé. La science réalisée et identique à l'idéal qu'elle fait concevoir serait la vérité sur toutes choses, la vérité mise en lumière et le mot de l'énigme que l'homme cherchera toujours et qu'il ne trouvera jamais. La science qui s'approche le plus de l'idéal au point de vue des principes et qui fait un faisceau de toutes les autres, c'est la philosophie, qu'on voudrait en vain repousser, sous prétexte qu'elle prétend nous conduire dans un domaine inaccessible à l'homme. Ce n'était pas l'opinion des esprits les plus élevés de tous les temps : Aristote, qu'on n'accusera pas d'un idéalisme exagéré, « posait à une hauteur où n'atteignent ni la physique ni la logique seules, au-dessus et des réalités matérielles et des abstractions par lesquelles notre entendement les mesure, l'objet de ce que le premier il appela d'un nom expressif, la « métaphysique, » c'est-à-dire la science du surnaturel, science universelle d'ailleurs, ainsi que son objet, et à laquelle devaient se rattacher, comme à leur centre commun, toutes les sciences [1]. »

Avant de demander au rapport de M. Ravaisson ce que devient la philosophie en France à notre époque, de ce centre commun détachons l'anthropologie, et voyons, en la suivant dans sa marche progressive, comment elle se rattache à la philosophie, comment, sans cette dernière, on ne peut avoir de l'homme qu'une connaissance incomplète. Car de même que sans l'anthropologie, y compris le secours des sciences dont elle a besoin, la philosophie ne donnerait de l'homme qu'une idée fausse, de même la première, réduite à ses seules ressources, ne ferait connaître dans l'homme que l'animal. Toutes les sciences se prêtent un mutuel appui, mais cela est vrai surtout de celles qui ont pour objet l'être humain, ce qui expliquerait au besoin pourquoi la philosophie, tout en cherchant à mettre en pratique le précepte de Socrate, s'est trompée si souvent en parlant de l'homme. Elle qui doit être un résultat et comme le dernier mot sur tout ce que l'homme peut connaître, a parlé la première; celle qu'Auguste Comte fait consister dans les généralités réunies de toutes les sciences, et qui, par conséquent, aurait dû venir en dernier lieu, comme une synthèse scientifique succède à l'analyse, a précédé de bien longtemps toutes les autres. Les raisons ne manquent pas pour expliquer cette anomalie, plus apparente que réelle; nous n'avons pas à nous y arrêter, mais à rechercher où en sont aujourd'hui en France les sciences qui s'occupent de l'homme, y compris la philosophie.

[1] *Id.*, p. 2-3.

Digitized by Google

I

Parmi les sciences, l'anthropologie est la dernière venue, par suite des connaissances antérieures qui lui étaient nécessaires, et dont quelques-unes sont de dates relativement récentes ; telle est, par exemple, la physiologie, si indispensable pour la connaissance de l'homme. « Les progrès actuels de la physiologie, dit M. Claude Bernard, se relient à une véritable *renaissance* que cette science a éprouvée vers le commencement de ce siècle. Il était important de montrer que la France a été le berceau de cette rénovation, à laquelle ont principalement concouru Lavoisier, Laplace, Bichat et Magendie [1]. » C'est à elle aussi que revient l'honneur d'avoir écrit les premières pages de l'anthropologie : « Dans la période de temps à peu près similaire dont je viens de tracer l'esquisse, forcément très incomplète, le rôle de la France, en ce qui touche l'anthropologie, est facile à déterminer.

» La première, par la voix de Buffon, elle a résumé l'ensemble des faits acquis et en a fait ressortir les résultats généraux ; la première, elle a tracé le plan de la science telle qu' on pouvait la comprendre en 1749.

» La première, et encore dans les écrits de Buffon, elle a affirmé l'unité de l'espèce humaine au nom de la science seule et en dehors de toute considération théologique ; la première aussi, par la plume de Virey, de Bory, de Desmoulins, elle a soutenu la doctrine contraire et tenté de démontrer scientifiquement la multiplicité scientifique des groupes humains, agissant ainsi en sens contraire de ce qu'avaient fait Linné, Buffon et Blumenbach ; elle a donc ouvert l'ère de la discussion, qui dure encore.

» Par les travaux de William Edwards, elle a cherché à amener sur un terrain commun les sciences naturelles et les sciences historiques.

» La première elle a fondé un enseignement officiel et public consacré à l'histoire naturelle de l'homme.

» La première elle a constitué une société savante se vouant tout entière à l'étude de cette histoire, et publiant un recueil qui lui était exclusivement consacré.

» Ainsi, jusqu'à l'époque à laquelle nous nous sommes arrêté, la France a fait preuve d'une féconde initiative en anthropologie ; elle a plusieurs fois ouvert aux autres nations la voie des recherches et

[1] *Rapport sur les progrès et la marche de la physiologie en France*, p. 7.

Digitized by Google

du progrès [1]. » Nous allons voir, ajoute M. de Quatrefages, qu'elle a gardé son rang dans ces dernières années.

Les preuves ne manquent pas dans le rapport, où les différentes questions sont traitées avec tant d'ordre, de clarté, et avec un savoir si compétent ; mais ne pouvant suivre l'anthropologie dans toutes ses parties, où elle a pour auxiliaires, outre la physiologie, l'anatomie, la géologie, la paléontologie, et aussi l'archéologie, la linguistique et l'histoire, nous n'aborderons que quelques points essentiels et où la philosophie se trouve le plus particulièrement engagée.

La première question qui s'impose à l'anthropologiste est nécessairement celle-ci : L'homme appartient-il au règne animal ou forme-t-il son règne à part ?

Quand on compare l'homme aux animaux, on trouve entre eux et lui tant de points de ressemblance, qu'on est presque tenté de regarder la question comme impertinente ; mais on découvre aussi tant et de si profondes différences, qu'on est forcé de convenir qu'elle est plus que justifiée. Les partisans comme les adversaires de l'animalité de l'homme ne méconnaissent ni les uns ni les autres ; c'est une question de distance, et parmi les premiers il n'est personne qui ait hésité à proclamer que cette distance est très grande. M. Bert dit en propres termes : « L'homme se rapproche plus des singes que d'aucun autre animal, et diffère plus de ces singes que ceux-ci ne diffèrent entre eux. » C'est donc pour eux une question de plus ou de moins, mais ce n'est pas ainsi que le problème peut être résolu. Il est évident qu'à ne considérer que l'organisation physique de l'homme, ses rapports avec les animaux sont nombreux, les ressemblances frappantes, et qu'à ce point de vue unique, l'homme est, comme le dit M. de Quatrefages, un véritable animal, rien de plus, rien de moins. N'est-ce pas en se fondant sur cette similitude profonde, que la physiologie, la pathologie, la thérapeutique s'éclairent par des expériences faites sur les animaux « La physiologie, dit M. Claude Bernard dans son beau travail, est la science intime des corps vivants ; car on ne veut finalement arriver qu'à s'expliquer les phénomènes de la vie. » Mais comment expliquer ces phénomènes par des expériences faites sur des animaux au profit de l'homme, si des deux parts l'organisme n'a rien de semblable ? L'homme tient donc par là à l'animalité ; mais ce n'est pas tout ; comme le constate M. de Quatrefages, personne ne peut nier l'étroitesse des rapports qu'établit entre l'homme et l'animal ce qu'on appelle le *caractère*. Comme nous, l'animal aime et hait ; comme chez nous,

[1] *Rapport sur les progrès de l'anthropologie en France.*

Digitized by Google

on trouve chez les animaux des individus patients ou colères, affectueux ou hargneux, confiants ou jaloux, lâches ou courageux, etc. L'intelligence même n'élève pas cette barrière absolue que Descartes croyait voir entre la bête et l'homme, et dont Malebranche était si convaincu. Mais à partir de ce moment, la distance augmente; bientôt l'animal et l'homme sont comme étrangers l'un à l'autre; le dernier parle un langage que l'autre ne peut pas comprendre, parce que c'est la langue d'un monde à jamais fermé à l'animal. Mieux que personne, M. de Quatrefages, par ses travaux antérieurs, était en mesure de traiter cette question en la résumant; il se prononce donc pour un règne à part, en s'appuyant sur les considérations suivantes : « L'homme est le seul être chez lequel se rencontrent les trois faits fondamentaux : 1° la notion du bien et du mal moral; 2° la croyance à une autre vie; 3° la croyance à des êtres qui lui sont supérieurs. Ces deux derniers, parfois difficiles à distinguer l'un de l'autre, peuvent être rapportés à une même faculté, la *religiosité*. Le premier se rattache à la *moralité*. Ces deux facultés sont pour moi les attributs du règne humain[1]. » Il est bien évident que ces deux facultés, suivant l'expression de l'auteur, donnent naissance à des faits qu'on chercherait en vain chez les espèces les plus voisines de l'homme et les plus propres à fournir des arguments aux adversaires du règne humain; on peut, en effet, les regarder comme des attributs d'un règne supérieur à celui des bêtes.

Ce règne comprend les mouvements, les phénomènes physico-chimiques, organiques, les phénomènes sensitifs, les mouvements volontaires, enfin les phénomènes religieux et moraux. Parmi les causes il comprend, outre celles qui lui sont communes avec les animaux, l'*âme animale*, selon certains auteurs, où on retrouve la sensibilité et la volonté, mais manifestant chez l'homme, de l'aveu de tout le monde, une immense supériorité, et enfin la moralité et la religiosité, comprises dans l'âme humaine.

En rappelant l'expression *âme animale*, M. de Quatrefages a soin de faire remarquer qu'il ne préjuge rien sur le *je ne sais quoi* qui distingue l'animal du végétal. De même, en employant cette formule : *âme humaine*, dont se servent ceux mêmes qui en nient l'existence, il n'entend pas aller au delà de ce que permettent de connaître l'observation et l'expérience. « Je me borne, dit-il, à rattacher à une cause déjà nommée, à *un quelque chose* dont la nature, l'origine et la fin se dérobent à la science actuelle, les faits entièrement spéciaux que présentent tous les hommes. Là finit le

[1] Ouv. cit. p. 76.

Digitized by Google

rôle du *naturaliste*. Au delà commencent ceux du *philosophe* et du *théologien* [1]. »

Le savant naturaliste est-il bien sûr de s'arrêter court devant la barrière qu'il élève devant lui ? Certes, d'après les faits, il est dans le vrai, nous le croyons du moins, en voyant dans l'humanité un règne à part, distinct du règne animal par des caractères propres, *sui generis* ; mais il nous semble aussi qu'en quittant le rôle du naturaliste il a pris celui du philosophe. Ce n'est pas le physiologiste ni l'anatomiste, ce n'est pas, en un mot, le savant qui ne s'occuperait dans l'homme que de l'animal, et qui ne chercherait rien de plus en lui, qui parlerait comme on vient de le voir. Ce sera, si on veut, l'anthropologiste, mais embrassant, sciemment ou non, la science de l'homme dans toutes ses parties, et laissant la philosophie parler à son heure et selon son droit. Si l'homme était par nature étranger aux questions dont s'occupe cette dernière science, celle-ci n'aurait pas à intervenir ; mais puisqu'il en est autrement, elle devient de plein droit le couronnement de la science de l'homme. Dès lors, celle-ci, en gardant le nom qui la distingue, traitera de l'homme dans le sens le plus complet et le plus large, s'occupant de l'animal, et, selon l'exigence du sujet, de ce qui le met au-dessus de l'animalité. Le règne distinct pour lequel M. de Quatrefages plaide si bien n'est possible qu'à cette condition. Aussi ne se borne-t-il pas à poser sa thèse et à l'établir solidement ; il passe en revue les objections dirigées contre elle, et il y répond non pas seulement en naturaliste, mais en philosophe. Nous ajouterons quelques considérations de plus à celles qu'il donne touchant la religiosité et la moralité.

Ces deux faits sont naturellement les plus gênants pour ceux qui rejettent le règne humain, et surtout pour ceux qui se plaisent à ne voir dans l'homme qu'un animal, qu'un singe perfectionné. C'est alors qu'ils diminuent la distance de l'homme à la bête, en disséminant les athées sur le globe avec une complaisance qui prouve chez eux un grand désir de gagner leur procès, ce qui est bien naturel, mais pas aussi facile. Il convient d'abord de s'entendre sur cette dénomination d'athéisme si facilement prodiguée. Les sauvages, dont on arguë comme étant privés de toute notion religieuse, sont-ils des athées ? Pas plus qu'ils ne sont des croyants. Ils ne sont rien, parce que, dans leur ignorance, ils ne peuvent rien être ni rien comprendre, pas plus la foi que l'incrédulité. L'athéisme est une doctrine qui se formule par la négation de la divinité, quelle que soit la forme que lui donne l'intelligence de l'homme. Or, pour

[1] *Ouv. cit.*, p. 78.

Digitized by Google

affirmer qu'il n'y a pas de Dieu, il faut au moins avoir présente une idée quelconque de ce Dieu qu'on nie, ou savoir que d'autres hommes y croient ou n'y croient pas. Le sauvage en est-il là ? Non, puisqu'il est ignorant. N'ayant aucune idée de divinité, il ne peut se prononcer ni pour ni contre. Quand vient le moment d'avoir un avis, si la peur a parlé, par exemple, à qui fera-t-on croire que le sauvage nie cette puissance, ce Dieu qui le fait trembler ? La première parole de l'homme touchant la divinité est une affirmation. Il est tellement né pour croire, la foi lui est si naturelle, qu'il tombe de suite dans les croyance les plus extravagantes et dans tous les excès, sauf celui de ne pas croire. Il croira d'autant plus obstinément qu'il sortira d'une ignorance plus épaisse ; l'œil n'est jamais plus ébloui qu'en passant subitement d'une nuit profonde à un jour éclatant. Qu'on parle donc de l'ignorance de quelques peuplades, mais non de leur athéisme. Les athées ne peuplent pas plus les forêts vierges que les sauvages n'encombrent nos cités et nos églises.

Quand de ces prétendus athées les adversaires du règne humain passent à ceux chez qui on est bien forcé de reconnaître la présence de l'idée religieuse, ils reproduisent la vieille objection : *la peur a fait les dieux*. On peut en dire autant de la reconnaissance et de l'admiration ; celle-ci a donné naissance à la philosophie qui s'occupe tant de Dieu. Cela revient à avouer qu'il faut à l'homme une impression forte, qui lui révèle un côté de sa nature resté jusqu'alors à l'état latent, pour qu'il sente qu'il est religieux, comme Malebranche se sentit philosophe à la lecture d'un ouvrage de Descartes. Toutes nos facultés ont besoin d'un mobile pour entrer en fonction et pour que nous-mêmes nous soyons avertis de leur présence. Il a donc pu se présenter des circonstances où des hommes, sous le coup de la peur, ont conçu l'idée d'un être fort et redoutable et qui leur était supérieur. Si jusque-là le sentiment de la divinité ne s'était pas manifesté en eux, la peur l'a éveillé, mais elle ne l'a pas créé. Autrement, pourquoi ne se manifesterait-il pas chez les animaux ? Est-ce que les bêtes n'ont jamais peur ? Si elles ne tirent pas la même conséquence que l'homme, c'est qu'elles ne sont pas placées au même rang que lui, c'est que la nature humaine est supérieure à celle des brutes de toute la supériorité de la raison sur l'instinct. Il en est du sentiment religieux comme de tout autre ; pour se montrer une première fois, il faut qu'il soit éveillé : l'homme est virtuellement religieux, mais il a besoin d'être averti ; aussitôt que ce sentiment passe de la puissance à l'acte, il devient une idée, idée grossière le plus souvent, mais là n'est pas la question. Quelque absurde ou monstrueuse qu'on la suppose, elle suffit pour prouver que la religiosité est naturelle à l'homme; le temps

Digitized by Google

fera le reste. C'est en faussant cette vérité de la nécessité de l'éveil du sentiment religieux, qu'on l'a attribué à l'éducation, comme étant d'invention humaine; le laboureur n'a pas inventé son champ, il le fertilise par la culture ; ainsi de l'éducation : elle ne crée pas l'être humain, elle l'aide à devenir un homme. Si donc il est une peuplade, une race où l'heure ne soit pas sonnée, où la corde religieuse de l'âme n'ait pas encore vibré, il faut en conclure que cette race est athée avec autant de raison qu'on peut le dire de l'enfant dans ses premières années, vrai sauvage en fait de religion, méritant comme lui cette dénomination d'athée, tout aussi ridicule pour l'Australien le plus attardé que pour l'enfant dans les bras de sa mère. Mais il est une autre question, celle de savoir si cette dénomination est aussi méritée qu'elle est prodiguée. Sans nier qu'il puisse se trouver dans le règne humain quelques groupes assez plongés dans la nuit pour n'avoir jamais vu luire la moindre lueur religieuse, il ne faut pas admettre sans réserve ce que débitent à ce sujet des voyageurs souvent mal informés : « Je ferai remarquer d'abord, dit M. Quatrefages, que l'exemple le plus souvent invoqué quand il s'agit de populations *athées*, celui sur lequel on revient avec une insistance que rien n'ébranle, est celui des peuples africains visités par Livingstone, et qu'on en appelle au témoignage de cet éminent voyageur. Or, voici textuellement ce que disait Livingstone : « Quelque dégradées que soient ces populations, il n'est pas besoin de les entretenir de l'existence de Dieu ni de leur parler de la vie future; ces deux vérités sont universellement reconnues en Afrique. » Un peu plus loin, il explique comment l'absence d'idoles, de culte public et de sacrifices, a pu faire croire à l'athéisme des Cafres et des Béchnanas. Enfin, quelques lignes après, il constate que les idées religieuses ou, si l'on veut, leurs manifestations, se développent de plus en plus à mesure qu'on marche vers le nord. Évidemment, Livingstone n'admet pas l'athéisme des populations sud-africaines [1]. »

Il serait superflu de suivre les adversaires du règne animal entassant comme athées les uns sur les autres Australiens, Mongols, Chinois, Japonais, toutes les populations bouddhistes ; en appelant au père Mersenne, qui comptait soixante mille athées dans Paris seulement. Le paradoxe a un charme qui trouble l'esprit et qui le grise; Sylvain Maréchal publia un *Dictionnaire des Athées*, parmi lesquels il compte, de la meilleure foi du monde, saint Justin, saint Augustin, Pascal, Bossuet, Bellarmin, Leibnitz ; Lalande, trouvant que cela ne suffisait pas, y joignit les noms de Kant et de Bonaparte.

[1] Ouv. cit. p. 82.

Digitized by Google

Ainsi va l'esprit humain : la religiosité, qui est le propre de l'humanité, se manifeste de différentes manières dans l'immense majorité de ses membres, et il est impossible de l'attribuer à aucune espèce inférieure; la distance est grande, il faut la diminuer. Comme on ne peut pas faire d'un quadrupède, ni même d'un orang ou d'un gorille un animal religieux, on conteste à l'homme ce titre naturel; on devrait au moins expliquer comment, ne l'ayant pas, il peut l'acquérir, tandis que ce privilége est refusé à son ancêtre l'anthropomorphe. On agit de même à l'égard de la *moralité*.

Il n'y a pas moyen de l'attribuer à la brute; il faut donc songer à la contester chez l'homme, et, par là, diminuer la distance. Si cette prétention est fondée, d'où vient la moralité? Est-ce du bien et du mal physique, et suffit-il d'éprouver l'un ou l'autre pour s'élever à l'idée du bien et du mal moraux? Que les faits répondent, c'est un témoignage que les naturalistes ne récusent pas. Le loup chassé hors du bois par la faim qui le ronge éprouve un malaise incontestable; quand il se repaît de la chair d'une victime, en refusant de partager avec son semblable qui souffre comme lui et qu'il étranglera au besoin s'il est le plus fort, quand il est rassasié, il en résulte pour lui un bien-être auquel il est fort sensible. En rentrant au bois repu et content, après avoir souffert, a-t-il changé de nature, est-il devenu un être moral? Non ; et il en est de même de toutes les bêtes, sans exception. Pourquoi? Voilà ce qu'il faut demander à ceux qui dénient à l'homme la moralité, comme un caractère distinctif de sa nature. Répondre ne leur est pas facile ; il l'est davantage, par exemple, de refuser la moralité aux Australiens sous prétexte qu'ils n'ont pas même de mot qui exprime l'idée de *bien* et de *mal* moraux. M. de Quatrefages admet ce fait et je ne suis pas en mesure de le contester, mais ceux qui l'ont avancé sont-ils bien certains qu'il n'y ait pas dans la langue des indigènes quelques signes correspondant aux sentiments moraux, et qui leur auraient échappé? Ont-ils étudié chez eux le langage des gestes et de la physionomie avec assez d'attention pour qu'il leur soit démontré que ces indigènes sont insensibles à tout fait moral? D'ailleurs, si le mot est nécessaire pour prouver la réalité d'un fait, il faut nier une partie de la vie intime : que de sensations, que de sentiments, que d'idées n'avons-nous pas sans pouvoir les exprimer parce que les mots nous manquent? Ces mêmes Australiens n'ont pas non plus d'expression correspondant aux mots *arbre*, *poisson*, *oiseau*, assertion qui permet bien un peu le doute; mais en l'admettant, faut-il en conclure qu'ils n'ont aucune idée de ces objets, qu'ils n'ont jamais vu un arbre, un oiseau, un poisson?

Concluons que les partisans de l'animalité de l'homme ne sont

Digitized by Google

pas heureux dans leurs moyens de preuve, et qu'on peut encore s'en tenir à la vieille définition de l'homme donnée par la philosophie. En le présentant comme un animal raisonnable, elle donne une idée exacte de sa nature; l'animalité y a sa place et la raison la sienne; par elle, la religiosité et la moralité sont indiquées. Les bêtes ont une intelligence, elles n'ont pas la raison. M. de Quatrefages nous paraît donc être tout à fait dans le vrai en se prononçant pour le règne humain; évidemment, ce n'est pas une simple question de classification, mais la confirmation de cette vérité, que l'homme est un être à part au milieu de tous ceux qui peuplent le globe; qu'il a, outre l'animalité, un élément supérieur qui trace entre lui et la bête une ligne de démarcation dont l'évidence ne peut plus guère être contestée. Son rang ainsi bien déterminé, d'où vient l'homme? En d'autres termes, y a-t-il à la surface du globe plusieurs espèces humaines? Ou bien n'existe-t-il qu'une seule espèce humaine, composée de plusieurs races?

Cette question, étroitement liée à la première, est une des plus sérieuses dont puisse s'occuper l'anthropologie; il n'en est aucune qui, de notre temps, ait donné lieu à de plus vifs débats. L'esprit théologique, qui n'est pas propre à éclaircir ces sortes de questions, n'a pas manqué d'intervenir. Cependant, la théologie n'avait rien à voir dans celle-ci : une affirmation est vraie ou fausse, non parce que le théologien dit oui ou non, mais parce qu'elle est ou n'est pas l'expression d'une réalité. D'autre part, il n'est pas moins nuisible à la science d'affirmer un fait *a priori* et sans examen suffisant, parce que la théologie le repousse ou le conteste; ce parti pris n'est pas moins nuisible à la science que le dogmatisme opposé. La règle pour tous est d'étudier les faits, de les accepter tels qu'ils sont, et les témoignages tels qu'ils se présentent; de juger, je ne dirai pas seulement avec bonne foi, elle est incontestable de part et d'autre, mais avec une indépendance d'esprit à l'abri de toute prévention. L'impartialité dans ce cas est une vertu et souvent une vertu difficile, M. de Quatrefages en donne un bel exemple dans son rapport; il a son opinion faite depuis longtemps, mais dans le résumé des débats, le pour et le contre sont pesés avec le scrupule d'un savant qui met la vérité avant tout, dût la vérité prononcer contre lui.

La question de l'unité de l'espèce humaine ou de son contraire est une question d'origine, c'est-à-dire un de ces problèmes que, selon toute apparence, l'homme débattra toujours et ne résoudra jamais. Les monogénistes et les polygénistes ont à leur service les mêmes moyens pour l'attaque et la défense; des deux côté on a l'analogie, l'induction, le raisonnement sous toutes ses formes; des deux côtés on sait s'en servir en s'appuyant sur les secours dus à la géologie, à

Digitized by Google

la paléontologie et aux découvertes précieuses dont l'anthropologie s'enrichit depuis un certain nombre d'années. Par là elle s'appuie sur des faits, et à cet égard, ses progrès en divers pays, mais notamment en France, sont à signaler. Grâce à eux, la science ne parle pas au hasard, et si les faits connus ne sont ni assez nombreux encore ni assez décisifs pour aboutir à un accord unanime sur les conclusions, tout au moins ils ouvrent à la science une voie sûre où l'observation peut accomplir son œuvre. Déjà elle a conduit à un résultat définitif sur la présence de l'homme sur la terre, présence qui remonte à une antiquité qui échappe à l'histoire. Tout le monde savant connaît les belles découvertes de Boucher de Perthes et ses écrits publiés en 1846 et 1847. Citons aussi, sans pouvoir entrer dans aucun détail, les découvertes faites dans la montagne de la Denise, près du Puy, par M. Aymard; celles de Saint-Acheul que le docteur Rigollot a fait connaître; dans le midi de la France, par MM. Tournal et Christol; des fouilles dans les grottes de Massat (Ariége), dans les cavernes de la Dordogne et du Tarn-et-Garonne (grottes de Lyzies, de Langerie haute, de Langerie basse, de la Madeleine, de Moustier, de Braniquel).

Un fait propre à confirmer la nature supérieure de l'homme et son droit à un règne à part ressort de ces découvertes par les traits d'intelligence, d'habileté, on dirait presque d'un certain art qui cherche à se faire jour, dans les outils d'os et de pierre, dans les armes que ces premiers-nés peut-être savaient déjà fabriquer et qui les rendaient maîtres d'animaux plus forts et plus agiles qu'ils ne pouvaient l'être eux-mêmes. En peut-on conclure aussi l'unité de l'espèce humaine? Il est bien vrai que toutes les découvertes révèlent un type commun, que l'homme d'Aurignac, celui de la grotte d'Arcy et celui de la grotte de Massat sont à peu près contemporains entre eux et avec l'homme d'Engis, en ce sens que tous les quatre appartiennent aux formations les plus anciennes des terrains quaternaires; mais il n'y a pas là une raison suffisante pour décider la question. Depuis longtemps M. de Quatrefages s'est prononcé en faveur du monogénisme, et les arguments spécieux ne lui ont pas manqué; on comprend toutefois qu'ils n'aient pas produit la conviction dans l'esprit de ses adversaires. D'un autre côté, les objections de ces derniers sont quelquefois d'une faiblesse à lui donner raison. Ainsi le monogénisme explique le peuplement du globe par le fait des migrations et des colonisations; « les défenseurs du principe de l'autochtonie ont déclaré ces migrations *impossibles* pour un certain nombre de cas; et cette impossibilité prétendue a été bien souvent, tout récemment encore, opposée au

Digitized by Google

monogénisme à titre d'objection [1]. » Il serait difficile de trouver un argument moins concluant, car le fait des migrations est partout dans l'histoire. Il apparaît à l'origine de tous les peuples sur lesquels nous possédons quelques notions. Nous le constatons et chez les peuples les plus civilisés de nos jours, et chez les tribus arrêtées aux plus bas échelons de la vie sauvage. L'immobilité primordiale et ininterrompue d'un groupe humain quelconque serait un fait en désaccord avec toutes les analogies. Cette réponse de l'auteur et les considérations dont il la fortifie lui donnent le droit de conclure que le peuplement du globe par voie de migrations n'a rien d'impossible. De ce côté donc, le monogénisme est fort; mais l'est-il autant par les arguments directs qu'il emploie pour se soutenir? C'est ce qui ne me paraît pas aussi évident. M. de Quatrefages commence par poser un principe excellent, à savoir : « que tenter de résoudre la question de l'unité ou de la multiplicité des espèces humaines par l'étude de l'homme seul serait évidemment faire fausse route. Ce serait agir comme le mathématicien qui chercherait à déterminer la valeur de son x sans recourir à d'autres quantités. L'homme, étant l'*inconnue du problème*, ne peut en donner la solution [2]. » Rien de mieux assurément : l'homme, comme tous les animaux, est soumis aux lois qui régissent les êtres vivants, et dont tout le passé de la science et ses résultats les plus modernes attestent l'universalité. Par conséquent, ajoute M. de Quatrefages, « lorsque l'homme présente un problème dont il ne peut pas lui-même donner la solution, la seule marche à suivre est d'interroger sur ce point les animaux, les végétaux eux-mêmes, et de conclure d'eux à lui. La physiologie, cette science presque récente et dont les progrès ont été si rapides, ne procède pas autrement. » Il est donc nécessaire d'étudier dans le règne animal et dans le règne végétal les phénomènes reconnus pour caractériser l'espèce et la race; puis, revenant à l'homme, de comparer ce qui existe chez lui à ce que tous les naturalistes ont trouvé chez les autres êtres organisés. C'est en suivant cette voie que M. de Quatrefages est arrivé au monogénisme; mais ne pourrait-elle pas conduire à un résultat tout différent? Au moins ne serait-il pas sans intérêt de rechercher si, en rapprochant les végétaux et les animaux propres à certains points du globe des races indigènes habitant les mêmes lieux, on ne serait pas autorisé à conclure des hommes ce qu'on est en droit d'affirmer des animaux et des plantes? Il semble que le monogénisme, par la plume de M. de Quatrefages, fournit des armes à qui voudrait le combattre sur

[1] M. de Quatrefages, *ouv. cit.*, p. 192.
[2] M. de Quatrefages, *ouv. cit.* p. 100.

Digitized by Google

ce terrain. Pour plus de précautions, et dans la crainte de ne pas rendre assez exactement sa pensée, nous demandons à citer textuellement et dans son entier le passage suivant :

« Les animaux comme les plantes ne sont pas distribués aux hasard à la surface du globe. Depuis assez longtemps, les hommes qui poursuivent cette étude se sont efforcés de démêler, au milieu de l'immensité des faits particuliers, les faits généraux, c'est-à-dire les lois qui président à cette distribution. De nombreux travaux ont été publiés dans cette direction. Pour ne citer que les noms de ceux qui ont examiné à ce point de vue des groupes considérables, je mentionnerai seulement les recherches de Buffon sur les mammifères, recherches qui ont été le point de départ de celles des Geoffroy Saint-Hilaire père et fils, de Desmarets, etc.; les travaux de MM. Duméril père et Bibron sur les reptiles; ceux de Humboldt, de Valenciennes, sur les poissons; ceux de M. Edwards sur les crustacés; de Fabricius, Latreille, Spence, Kirby, Lacordaire, etc., sur les insectes; de Quatrefages, sur les annélides; de Blainville, sur les mollusques et les rayonnés, etc. Les botanistes, de leur côté, ne sont pas restés oisifs, et tous les hommes de science connaissent le remarquable ouvrage, consacré à la géographie des plantes, où M. Ad. de Candolle a résumé ses propres travaux, ceux de son père et de tous ses prédécesseurs.

» Cet ensemble de recherches a eu pour résultat de mettre hors de doute un fait qu'on a eu le tort de repousser au nom du dogme, savoir, que les animaux et les plantes n'ont pu prendre naissance sur un seul point du globe. L'*observation* nous apprend que chaque région a ses espèces, ses genres, ses types particuliers. L'expérience démontre chaque jour que certaines espèces peuvent être transportées d'une région dans l'autre, y vivre et y prospérer; par conséquent, elles y seraient restées si, à une époque quelconque, elles y avaient pénétré. Enfin la *physiologie*, appuyée sur l'*expérience*, enseigne que les espèces vraiment polaires ne sauraient ni vivre, ni avoir vécu, même momentanément, à côté des espèces équatoriales. A plus forte raison, la totalité des espèces n'a-t-elle pu durer dans une région unique pendant le temps nécessaire pour amener la séparation et la répartition actuelle de chacune d'elles.

» Il faut donc, pour les animaux et les plantes, abandonner l'idée d'un *centre de création unique*, et accepter celle des *centres de création multiples*, telle que l'ont émise et développée Desmoulins et M. Milne-Edwards; il faut au moins admettre que *tout est comme* si ces centres multiples avaient réellement existé[1]. »

[1] *Ibid.*, p. 163-4.

Digitized by Google

Voilà donc la *géographie physique et zoologique* qui vient au secours de l'anthropologie; l'essentiel est de savoir comment il faut interpréter les données mises à la disposition de cette dernière. Or, il semble que l'idée de rattacher au moins à chacun des principaux centres zoologiques et botaniques une ou plusieurs races humaines, et de considérer celles-ci comme ayant été placées dès l'origine à côté des autres êtres organisés qui les entourent de nos jours, a dû se présenter d'elle-même à l'esprit. C'est, en effet, la conséquence qu'ont tirée MM. Desmoulins et Agassiz; M. de Quatrefages conclut autrement : « *Que l'on soit*, dit-il, monogéniste ou polygéniste, on ne saurait attribuer à l'homme des origines multiples sans faire de lui une exception unique parmi tous les êtres organisés. » Cette exception est à ses yeux une raison capitale, car un peu plus loin il la reproduit encore : « Admettre que ce *type*, le plus perfectionné de tous, ce *genre* le plus exceptionnel, *a pris naissance dans tous les centres de création*, qu'il *n'en a caractérisé aucun*, n'est-ce pas faire de lui *une exception unique?* » Et pourquoi l'homme ne ferait-il pas exception? N'en est-ce pas une déjà assez frappante que sa présence au milieu des animaux? Il est avec eux en communauté de nature pour ce qui concerne l'organisme et la vie physique, mais il s'en sépare radicalement par la vie morale : il a la parole, les animaux n'ont que la voix ; il a la raison, les animaux en sont privés.

Sanctius his animal, mentisque capacius altæ.

Enfin, l'exception est si frappante, que, d'après M. de Quatrefages, l'homme forme un règne à part du règne animal. Si chez tous les hommes la nature fondamentale est identique, et cela est incontestable, est-ce uniquement une vertu de l'unité de l'espèce, et cette identité est-elle incompatible avec le polygénisme? Alors, étant donnée la nature humaine, ce serait dire que l'humanité n'a pu naître que sur un seul point du globe, soit parce qu'elle n'avait pas une énergie suffisante pour se produire ailleurs, soit parce que la terre n'avait absolument qu'un seul berceau à lui offrir. Dans le premier cas, comment l'espèce humaine a-t-elle pu vivre partout et depuis si longtemps? L'homme fossile, l'homme d'Engis, celui de la grotte de Massat, ne sont pas nés sur un point de l'Asie voisin « de la région occupée aujourd'hui par le massif central. » Quant à la seconde hypothèse, est-il bien démontré que la terre n'avait alors pour l'espèce humaine qu'un seul point habitable? Alors on pourrait encore admettre que le type est apparu en différents lieux de la terre à mesure que pour lui les conditions de la vie se réali-

Digitized by Google

saient. « Il est manifeste, dit un écrivain compétent, qu'un être vivant est le produit d'une force unique et pour ainsi dire centrale, qui, tout en subissant l'influence variée des formes purement matérielles et cosmiques, en s'en aidant quelquefois, en les tenant d'autres fois en échec, dispose la matière organisable et organisée suivant un plan, une idée dont l'individu vivant ne sera que l'expression matérielle plus ou moins heureuse [1]. » La nature n'a-t-elle pu mettre le germe de l'humanité partout, sauf à celui-ci à se développer suivant l'influence du milieu cosmique où il se trouve? De là un règne, une seule espèce et dix races différentes; en vertu de sa nature supérieure, l'homme a pu naître partout, mais en payant tribut, comme par une sorte de compromis, aux forces environnantes. Le règne humain comprend donc tous les hommes, comme le règne animal tous les animaux; et de même que parmi ceux-ci il en est qui ne peuvent pas naître ni vivre sous certaine latitude, de même chez les hommes le même centre de création a dû ne pas convenir à toutes les races. Le tigre ou le boa constrictor ne vivent pas sous le ciel de la Laponie ou du Spitzberg, et l'ours blanc des mers polaires n'a pas pris naissance dans le Sahara ou sur les bords du Nil. Ces zones assignées aux animaux, on les voit également imposées aux races humaines : le type nègre, tel qu'il se montre, par exemple, chez les Micompies ou la plupart des Guinéens, n'a pas fait son apparition sur le globe dans les régions arrosées par la Néwa, celui des anciennes populations de la Scythie, dans la Cafrerie ou sur les bords du Sénégal. Si, par le fait des migrations, une race se transforme et perd une partie de son caractère originel, ce changement va-t-il jusqu'à la faire passer du blanc au noir ou du type nègre au type aryen? En admettant cette métamorphose, que nous regardons comme impossible, il resterait encore que la race changeant, l'espèce resterait, tandis qu'il n'en est pas de même dans le règne animal. Qu'on place une colonie de singes dans les forêts de la Suède ou de la Russie, ils ne s'y transformeraient pas de père en fils; ils périraient tous jusqu'au dernier, et toute la race, soumise à la même épreuve, subirait le même sort. Le fait des migrations et de l'acclimatation est incontestable, mais cette dernière rencontre plus ou moins de difficultés, selon qu'une race qui cherche à s'établir sur un sol étranger trouve des conditions d'existence plus ou moins différentes de celles qui ont aidé à son développement primitif. Cette différence peut atteindre un degré où l'acclimatation devient impossible, puisque les causes destructives qui accueillent les nouveaux venus l'emportent sur les éléments qui pouvaient les pro-

[1] M. Tissot, *l'Animisme ou la matière et l'esprit conciliés*, etc. Préface, p. 5.

Digitized by Google

téger et leur donner le temps de se transformer, eux ou leurs descendants.

La science qui s'occupe de l'homme ne peut pas négliger la parole, « un des plus beaux attributs de l'espèce humaine. » C'est pourquoi l'anthropologie aborde « un terrain généralement regardé comme appartenant à la philosophie, » tout en respectant « le domaine de cette dernière, » et il va sans dire que M. de Quatrefages cherche dans la linguistique un auxiliaire de plus. Le règne humain renferme plusieurs espèces, et la voix humaine parle plusieurs langues ; par conséquent, si toutes les races sortent d'une même souche, tous les idiomes sortent d'une même langue. Quelle fut cette langue primitive, s'il n'y en a eu qu'une ? C'est ce qu'on ne saura jamais ; les monuments font défaut, il n'y a pas de langue fossile. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'on ne doit pas ranger le langage primitif parmi les langues à flexions. Il est également vrai qu'elle ne peut pas appartenir aux langues agglutinatives. Reste le langage monosyllabique, comme le plus rudimentaire. Il représente mieux le début des langues, et c'est l'opinion des linguistes les plus distingués. Les langues actuelles sont donc des langues dérivées ; mais est-on autorisé suffisamment à dire, « s'il est permis de s'exprimer ainsi, qu'elles ne sont que *des races d'une langue primitive unique ?* » C'est trancher la question principale d'un seul mot ; mais ce moyen de preuve n'a pas encore force de loi. Max Muller, il est vrai, penche de ce côté en ce qui concerne le langage. Il déclare, en effet, que « rien ne démontre la nécessité d'admettre des commencements divers et indépendants pour les éléments qui constituent la matière, le fond même des langues dont se composent les trois groupes touranien, sémitique et aryan. » Toutes les langues peuvent sans doute être ramenées à quelques groupes principaux, mais sans rien préjuger sur la question d'origine et sans aider beaucoup à la découvrir. Avec le temps, et à mesure qu'elles s'éloignaient de leur point de départ, elles se sont modifiées et sont devenues, pour chaque race détachée du règne, pour chaque espèce détachée de la race, pour chaque peuple détaché de l'espèce, un caractère distinct, pour ainsi dire personnel, et, par cela même, peu propre à élucider la question du monogénisme et du système opposé. Si rien ne démontre la nécessité des commencements divers et indépendants pour la formation des langues, rien non plus ne démontre la nécessité d'un point de départ unique. La nature fondamentale de l'homme étant identique, diverses branches du groupe humain n'ont-elles pu, sur diverss points du globe, parler des langues différentes, mais qui auraient eu un caractère commun, le monosyllabisme, puisque ces races en avaient déjà un bien frappant, la pa-

Digitized by Google

role? Celle-ci appelait une conséquence nécessaire et pour ainsi dire fatale: la production du langage parlé; mais, en s'imposant, celui-ci laissait à tout être humain des moyens divers pour user de son privilége et manifester ses sensations, ses idées. Il est également naturel que tous les hommes, réunis ou en groupes séparés, aient débuté par le monosyllabisme. Cette forme primitive ne prouve donc rien dans la question de l'unité de l'espèce humaine; elle peut être invoquée des deux côtés. Du reste, pour aider à la solution du problème, il ne faut pas trop compter sur la linguistique; elle sera longtemps encore, sinon toujours, bien moins propre à l'éclairer que la géographie physique et zoologique, ainsi que d'autres sciences qui ont déjà tant fait pour l'anthropologie.

En résumant les considérations précédentes sur les deux questions si capitales dont l'anthropologie cherche la solution avec tant d'ardeur, il semble qu'on pourrait s'arrêter à ces deux conclusions : 1° que la doctrine qui professe que l'homme doit entrer dans une division à part, et qui conclut à la nécessité d'un règne humain, paraît s'appuyer sur des motifs plus solides que celle qui plaide en faveur de l'animalité exclusive de l'homme; 2° que l'opinion qui ne veut admettre qu'un centre unique de création n'est pas suffisamment justifiée, et que le polygénisme, au contraire, est plus près de la vérité.

Peut-être arriverait-on à une sorte d'accord entre les deux camps, en admettant qu'il y a unité de l'espèce en ce qu'il n'y a eu qu'un seul type humain, entendu dans le sens le plus général, ou, si on veut, qu'un seul germe, partout le même, mais qu'il s'est développé sur divers points du globe, soit simultanément, soit successivement, et en subissant l'influence des milieux différents, ce qui expliquerait la différence des races. Nous ne prétendons pas toutefois donner par là une solution définitive du problème si compliqué de l'origine de l'homme; mais nous croyons voir dans cette manière de le comprendre un degré de vraisemblance auquel n'arrivent pas le monogénisme et le polygénisme exclusifs. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas s'empêcher d'applaudir aux travaux considérables qui sont sortis de ces débats et aux progrès qu'ils ont fait faire à l'anthropologie. Il faut en dire autant des autres sciences qui s'y rattachent, et particulièrement de la physiologie, dont M. Claude Bernard a retracé la marche avec l'autorité qui lui appartient. Son rapport justifie pleinement ce court passage de son introduction : « Aujourd'hui cette nouvelle science expérimentale des phénomènes de la vie est partout cultivée. L'importance et l'attrait des problèmes qu'elle poursuit, le pressentiment de l'influence qu'elle est appelée à exercer dans l'avenir sur le bien-être de l'homme, ont excité

Digitized by Google

l'ardeur scientifique des jeunes générations et lui ont valu la sympathie de tous les hommes de progrès. Dans cette voie féconde, la physiologie expérimentale sera bientôt constituée comme science indépendante ; elle marche à pas de géant, et elle a réalisé dans ce siècle des progrès vraiment extraordinaires. »

Nous avons maintenant à demander à la philosophie où elle en est, et quels sont les progrès qu'elle a su réaliser au XIXe siècle.

II

On ne peut pas dire de la philosophie comme de la physiologie, qu'elle est une science nouvelle ; aussi ne marche-t-elle plus à pas de géant ; c'est une vieille douairière qui va lentement, qui s'arrête pour se reposer, pour regarder à droite, à gauche, derrière elle, du côté du passé, et qui souvent même retourne sur ses pas. Elle est riche, mais d'une richesse mal organisée et qui parfois lui donne un air d'indigence qui fait douter de la valeur de ses titres. Elle en a cependant qui sont réels ; la Renaissance avait révélé une partie des plus anciens ; mais, après les premières années de notre siècle, un mouvement analogue, pour la philosophie, les fit connaître avec plus d'éclat et d'autorité, en y joignant les travaux de la philosophie moderne. Il en résulte que le mouvement philosophique, dont le grand moteur fut Victor Cousin, prit d'abord un caractère historique ; il eut aussi son dogmatisme, mais qui a donné des résultats moins brillants. Aussi M. Ravaisson, dans son rapport, commence par rappeler les travaux ayant trait à l'histoire de la philosophie ; nomenclature un peu froide de ton et dans laquelle on est surpris de ne pas voir figurer Damiron, pour ses écrits sur la philosophie des trois siècles précédents, ni M. Tissot, pour sa traduction de l'*Histoire de la philosophie ancienne* de Ritter. Cette liste, car ce n'est rien de plus, fait du moins comprendre que l'impulsion était donnée, qu'une école était fondée, devant donner naissance à un système qui fut l'éclectisme.

Si l'on veut y regarder de près, on verra que ce système est essentiellement celui d'une école de critique historique, passant en revue toutes les doctrines pour démêler le vrai du faux, séparer l'ivraie du bon grain et faire avec celui-ci le pain de la philosophie à venir. C'est, en effet, le but qu'on se proposait ; ce but, s'il fut cherché sérieusement, ne fut jamais atteint. A propos de Victor Cousin, on a souvent rappelé l'école d'Alexandrie ; mais il y a entre eux une différence qui ne permet pas ce rapprochement. Chez les Alexandrins, il y a plus et mieux que l'éclectisme. Ceux d'entre eux qui méritent réellement le titre de philosophes, comme Plotin, Porphyre,

Digitized by Google

Proclus, ont un système construit, il est vrai, avec des matériaux pris de toutes parts, mais qui est un des chapitres les plus admirables de l'histoire de la philosophie et dont le caractère propre est le mysticisme. Victor Cousin n'a rien laissé de semblable; tout le mouvement qu'il s'est donné aboutit à un spiritualisme que M. Ravaisson trouve, à bon droit, très insuffisant : c'est à peine du cartésianisme. Victor Cousin, en entrant dans la carrière philosophique, n'était pas suffisamment préparé par des études préliminaires ; de là son empressement à courir d'un système à l'autre, étudiant la veille ce qu'il enseignait le lendemain. De là vint que plus tard on le vit hésiter devant son passé, se reprendre et se corriger, user de petits subterfuges et d'une grande habileté de plume pour couvrir certaines propositions échappées aux premiers temps de sa ferveur philosophique, tout en protestant qu'il ne changerait pas, qu'il ne changerait jamais. Toutefois il avait le feu sacré, et il l'allumait dans l'âme de ses disciples; il a provoqué de grands travaux en donnant l'exemple ; grâce à lui, la philosophie en France est devenue presque populaire, elle a étudié les vieux monuments; elle les a fait comprendre, elle les a fait aimer en les interprétant avec une clarté et, on peut dire, avec un charme dont Victor Cousin a douné de vrais modèles dans ses monographies. Il eût été juste de tenir compte de ce mérite; c'était se donner plus de droits à la critique pour le reste, car la partie dogmatique de l'éclectisme prêtait à plus d'un reproche. Victor Cousin se vit bientôt en désaccord avec les principaux de ses disciples, parmi lesquels se distinguait Théodore Jouffroy. Celui-ci était un esprit plus sérieusement philosophique, d'une imagination moins ardente, et moins disposé à mettre la beauté de la forme au même rang que la vérité du fond. Mais comme la juste mesure est rare en toute chose et chez tous, Jouffroy, en estimant la philosophie à son prix, en avait presque peur ; il cherchait la vérité comme un homme qui craint de trouver ce qu'il cherche. Il a laissé de belles esquisses, mais pas un tableau achevé. Nous parlons plutôt de l'homme que de sa doctrine, car les écrits qu'il a laissés ne sont guère que des prolégomènes. Il abandonne assez facilement Victor Cousin sur plusieurs points essentiels, ses chers Ecossais ne le satisfont pas toujours; il tourne sans cesse autour de la philosophie, et quand la mort vient le surprendre, il en est arrivé à se dire que rien n'est arrêté sur son objet et que la véritable unité de cette science est encore en question.

Un homme d'un génie plus entreprenant, dont la pensée plus arrêtée et plus obstinée ne reculait devant aucune conséquence, fit école dans le même temps, mais dans une voie où le catholicisme était plus engagé que la philosophie. Cependant, celle-ci attira l'at-

Digitized by Google

tention et domina longtemps la pensée de Lamennais, qui. après son *Essai sur l'indifférence*, mit au jour son *Esquisse d'une philosophie*. Il y a déjà loin du premier écrit au second, mais l'*Essai* est plus à remarquer, en ce qu'il annonçait une tendance prononcée au scepticisme. Lamennais avait mis d'abord celui-ci au service du dogme catholique ; mais ce n'est pas en vain qu'on tourmente la raison et qu'on la méconnaît jusqu'à la nier ; elle se retourne à son tour, elle prend sa revanche et pousse à l'extrême ; *les Paroles d'un croyant* furent la rançon de l'*Essai sur l'indifférence*. Pourquoi un changement si profond? Etait-ce un fait individuel, une anomalie au sein de la pensée générale? Dans le tableau de la philosophie de notre siècle, il y a quelque chose de plus à voir que la marche d'une science spéculative ouvrant ses calmes demeures, *templa serena*, aux esprits méditatifs. Il y a des faits qui invitent à s'occuper de l'homme non-seulement avec les yeux du naturaliste et de la spéculation philosophique, mais dans le mouvement social où il se pose avec des prétentions nouvelles. S'il est du devoir de la philosophie de sonder l'être moral dans l'homme, de l'aider à regarder en haut et pour l'avenir, il faut aussi qu'elle regarde avec lui dans le présent, ne fût-ce que pour le convaincre qu'il est trop pressé et que le bonheur n'est pas où il se l'imagine. Ce n'est plus le doute qui nous tourmente, c'est une idée qui s'en prend à l'élément religieux et à l'élément social ; comment ne pas en convenir quand on rencontre sur les degrés de notre siècle Saint-Simon, Charles Fourier, Proudhon? M. Ravaisson fait la remarque que la philosophie n'occupe pas une grande place dans leurs doctrines ; on le croit sans peine ; l'idée pure domine d'autant moins, que les tendances pratiques se manifestent davantage. Ces tendances forment le trait saillant de notre âge ; on vise au progrès, mais avec une soif de jouissances matérielles qui trahit un grand abaissement moral ; les doctrines socialistes se sont donné la mission de nous procurer le breuvage qui doit la satisfaire; c'est assez dire qu'elles méconnaissent la nature de l'homme et sa véritable destinée. En ce qui concerne la philosophie, on a dit avec raison que le saint-simonisme n'avait guère fait que continuer l'école sensualiste, en développant Cabanis à travers Locke et Condillac. Le fouriérisme, plus impraticable encore, se distingue par certaines vues originales sur les passions et en général sur la nature humaine ; du reste, Fourier est un homme à part, qui aurait droit à une étude sérieuse ; Proudhon fut l'homme des paradoxes, et l'humanité lui devra peu de chose; M. Pierre Leroux, préoccupé de l'avenir de l'homme, proclame sa perfectibilité indéfinie; mais c'est sur la terre qu'elle doit se réaliser. « L'humanité est un être idéal composé d'une multitude d'êtres

Digitized by Google

réels qui sont eux-mêmes l'humanité en germe, l'humanité à l'état virtuel. Et réciproquement, l'homme est un être réel, dans lequel vit, à l'état virtuel, l'être idéal appelé Humanité. Il y a pénétration de l'être particulier Homme, et de l'être général Humanité. Et la vie résulte de cette pénétration [1]. » Bref, la terre est le ciel de l'homme en même temps que son éternel séjour ; l'humanité est un phénix qui renaît de ses cendres en se perfectionnant sans cesse; nous sommes aujourd'hui après avoir été antérieurement ; sommes-nous beaucoup meilleurs, et pouvons-nous donner un démenti au lyrique latin ?

Ætas parentum, pejor ævis, tulit
Nos nequiores, mox daturos
Progeniem vitiosiorem.

Là-dessus la doctrine est muette, et il est permis de rester dans le doute.

Au point de vue psychologique et moral, l'école de V. Cousin n'a pas été sans quelque utilité pour la science de l'homme; mais les doctrines humanitaires et socialistes, en cherchant à le servir, ont manqué leur but; elles sont trop en dehors de la réalité; elles ont trop oublié que pour être réellement utile à la société, il faut prendre l'homme tel qu'il est, tel que les sciences qui s'en occupent le fond connaître, et dans l'ordre social que sa nature lui impose.

Un ami de M. P. Leroux, Jean Reynaud, croyait aussi au progrès, mais d'une autre façon; ici du moins les principes d'un vrai spiritualisme n'étaient pas oubliés. La terre ne pouvant être le théâtre de cette perfectibilité universelle que M. P. Leroux veut y placer, celle-ci doit, selon J. Reynaud, se former par une suite d'autres vies sur d'autres globes, à l'infini. On peut se demander, avec M. Ravaisson, « si entendre le ciel comme l'auteur, en l'assimilant, au degré près, à la terre, ce n'est pas le supprimer ; si ce n'est pas, en effet, supprimer le progrès même que de supprimer le terme; si faire disparaître l'absolue perfection, ce n'est pas faire disparaître toute idée du perfectionnement. » A part cette restriction, qu'il ne faudrait pas prendre à la lettre, on doit convenir qu'il y a dans cette conception de la nature et de la destinée de l'homme plus de grandeur et de vérité que dans l'*Humanité* de M. P. Leroux, que dans les doctrines de Fourier, de Saint-Simon et d'autres encore. Quelle que soit l'opinion qu'on se fasse des idées exposées dans *Terre et Ciel*, il n'en est pas moins vrai que la doctrine de la trans-

[1] *De l'Humanité*, p. 251-252.

Digitized by Google

migration des âmes remonte à la plus haute antiquité ; que, sans parler de l'Inde, elle était enseignée au nom d'Orphée dans les mystères de la Grèce, et qu'elle se montra dans la vieille Gaule revêtue d'un caractère social et comme une croyance religieuse étendue à toute une race. Du livre de J. Reynaud, dit M. Ravaisson, « quelque chose pourtant doit rester... C'est l'idée générale qui l'inspire, quoiqu'il la prenne en un sens trop étroit, que, comme le reste du monde, et avant tout le reste, l'âme humaine, disons mieux, toute âme est en marche, en progrès, et, à partir des plus ténébreuses profondeurs de l'existence embryonnaire, va toujours, en dépit de mille déviations accidentelles, se rapprochant de Dieu. »

Quelqu'un, en parlant de J. Reynaud, le comparait à saint Jean dans le désert ; et en effet, bien que sa voix n'ait pas été sans écho, elle devait être couverte par une philosophie opposée à toute métaphysique, à toute culture religieuse, et qui répondait mieux aux tendances générales de notre temps. Broussais, en continuant à sa manière La Mettrie et Cabanis, avait déjà cherché à expliquer l'homme tout entier par sa seule organisation corporelle. Gall, de son côté, venait enlever à l'esprit ce qu'on avait toujours revendiqué pour lui comme son caractère exclusif, la simplicité et l'unité. La doctrine fondée par Auguste Comte, sous le nom de *philosophie positive* ou de *positivisme*, sortit en partie de l'école de Broussais et en partie du saint-simonisme. D'accord avec le fondateur de ce dernier, il entreprit de fonder, sur les ruines de la société du moyen âge, une société nouvelle dont l'industrie serait la base, et le but unique la félicité sur la terre. La métaphysique était bannie en vertu de cet axiome positiviste « qu'il n'y a qu'une seule maxime absolue : c'est qu'il n'y a rien d'absolu. » Par cette maxime, presque aussi vieille que la philosophie grecque, A. Comte entendait « que nous ne pouvons connaître des causes, mais seulement des faits en relation avec d'autres faits, et ainsi indéfiniment ; des faits, c'est-à-dire des phénomènes tels que nous les manifestent nos sens. » Suivre le positivisme dans son développement et entrer dans une discussion sérieuse est impossible ici. Il faut nous borner à le considérer dans ses évolutions et dans ses revirements, car la contradiction n'est pas rare chez le maître ni chez les disciples. Auguste Comte prétendit rester toujours fidèle à cette proposition, qu'il n'y a pour nous rien que de relatif. Cependant, « il en vint, après avoir longtemps écarté toute idée de cause, à faire à la cause, et à la cause comprise comme finale, intentionnelle, une part plus grande. » M. Littré imita son maître. Il était d'abord de ceux qui, avec Epicure, pensent que les ailes n'ont pas été faites pour voler ; mais depuis, « considérant de près celui de nos organes qui, par la

Digitized by Google

complication et en même temps par l'unité de sa structure, a toujours fourni aux partisans des causes finales le plus d'arguments, c'est-à-dire l'œil, il reconnut qu'il y avait dans cet organe une appropriation incontestable d'un ensemble de moyens à une fin ; il en reconnut une semblable plus ou moins manifeste dans tout l'organisme, et la doctrine de la finalité universelle, qu'il avait combattue jadis, et de son chef et au nom du positivisme, devint la sienne. » Ajoutons qu'en admettant une cause finale on se sent dans la nécessité d'admettre une cause organisatrice, car il faut bien que l'intention vienne de quelque part, à moins qu'on ne la suppose dans chacune de toutes les particules matérielles qui viennent se mettre en place pour former l'organisme, ce qui ne donnerait pas une seule, mais un nombre indéfini de causes efficientes. Cependant, A. Comte ne veut de cause de cette nature, de cause première, à aucun prix. C'est par où, après tant de changements, il resta le même. Selon lui, il n'y a point de Dieu ; il n'y a pas d'âme non plus, du moins d'âme immortelle ; d'accord en cela avec M. P. Leroux, l'Etre suprême, c'est l'humanité. Il l'appelle le « grand Etre ». Si le positivisme n'a pas de Dieu, il a néanmoins sa petite trinité, composée du grand Milieu, l'espace ; du grand Fétiche, la terre, et du grand Etre, l'humanité. N'est-on pas forcé de convenir que les systèmes ennemis du spiritualisme sont quelquefois bien malheureux dans les inventions qu'ils mettent en avant pour le remplacer, sans parler des inconséquences dont le positivisme ne se fait pas faute, et que nous n'avons pas toutes dénoncées ? Une inconséquence n'est pas toujours un sujet de grave reproche pour un penseur. Il est rarement donné à un homme de produire du premier jet un système complet et parfait selon ses vues. Le philosophe cherche, c'est son droit ; il doit se corriger, mais non se démentir ; ce qui doit être sacré à ses yeux, c'est le principe qui sert de base à sa doctrine ; plus on s'est montré dogmatique et absolu en le posant, plus on est tenu d'y rester fidèle.

On voit que le spiritualisme sorti de l'école de V. Cousin n'avait pas eu assez d'ascendant sur les esprits pour empêcher une forte école de s'établir et de l'ébranler, quoique d'une manière indirecte. Il rencontra un nouvel adversaire dans l'auteur du livre intitulé : *Les Philosophes français du XIXe siècle.* Ici la réfutation est directe, fondée sur quelques points, erronée sur d'autres, et toute au service du sensualisme ; mais, en dernière analyse, ce n'est que du condilliacisme réchauffé au moyen d'un aperçu nouveau sur la perception, qui devient une *hallucination vraie.* Dans *le Positivisme anglais, étude sur M. Stuart Mill,* M. Taine invoque comme universel ce qu'il appelle l'axiome des causes, autrement dit le principe de causa-

Digitized by Google

lité ; tout, selon lui, a une cause. Cette cause, c'est un fait le plus simple, le plus élémentaire possible ; il est dans la matière, et la doctrine est réduite au pur matérialisme.

Pour en finir avec ces doctrines, rappelons ce qui a été dit en commençant. L'anthropologie et la philosophie se donnent la main pour expliquer l'homme tout entier ; la philosophie éclaire la première jusque dans les investigations qui sont de son domaine, et l'anthropologie à son tour lui vient en aide au moyen de ses observations. Quand on dit l'anthropologie, on entend les sciences qui servent à la constituer. Ainsi la physiologie, par l'organe de M. C. Bernard, va répondre aux systèmes qui ramènent tout aux phénomènes et qui expliquent les causes par la matière. Par là, et tout en déclarant que « les *causes premières* sont hors de sa portée, » la physiologie entre d'une manière indirecte dans le domaine de la métaphysique, en montrant aux matérialistes la limite devant laquelle ils devraient s'arrêter. Voici ce que dit M. C. Bernard : « Je n'ai pas à entrer ici dans l'examen des questions de matérialisme et de spiritualisme, que j'aurai peut-être l'occasion de discuter plus tard. Je me bornerai seulement à dire que ces deux questions sont en général très mal posées dans la science, de sorte qu'elles nuisent à son avancement. La science démontre, ainsi que je l'ai déjà dit, que ni la matière organisée, ni la matière brute, n'engendrent les phénomènes, mais qu'elles servent uniquement à les manifester par leurs propriétés dans des conditions déterminées. Il répugne d'admettre qu'un phénomène de mouvement quelconque, qu'il soit produit dans une machine brute ou dans une machine vivante, ne soit pas mécaniquement explicable. Mais, d'un autre côté, la matière, quelle qu'elle soit, est toujours par elle-même dénuée de spontanéité et n'engendre rien ; elle ne fait qu'exprimer, par ses propriétés, l'*idée* de celui qui a créé la machine qui fonctionne. De sorte que la matière organisée du cerveau qui manifeste des phénomènes de sensibilité et d'intelligence propres à l'être vivant n'a pas plus conscience de la pensée et des phénomènes qu'elle manifeste que la matière brute d'une machine inerte, d'une horloge, par exemple, n'a conscience des mouvements qu'elle manifeste ou de l'heure qu'elle indique ; pas plus que le caractère d'imprimerie et le papier n'ont la conscience des idées qu'ils retracent, etc. Dire que le cerveau sécrète la pensée, cela équivaudrait à dire que l'horloge sécrète l'heure ou l'idée du temps. Le cerveau et l'horloge sont deux mécanismes, l'un vivant et l'autre inerte, voilà toute la différence ; ce qui n'empêche pas que l'un et l'autre ne fonctionnent toujours que dans des conditions d'un déterminisme physico-chimique absolu. En effet, le cerveau renferme virtuellement, par sa structure

Digitized by Google

primordiale, tous les phénomènes qu'il exprime ; seulement il faut pour cela des conditions qu'il appartient aux physiologistes d'étudier..... En résumé, il ne faut pas confondre les *causes* et les *conditions* : tout est là. La matière n'est jamais cause de rien ; elle n'est que la condition, et cela aussi bien dans les phénomènes des corps bruts que dans ceux des corps vivants. Or, le savant ne peut placer le *déterminisme* des phénomènes que dans leurs conditions qui jouent le rôle de *causes prochaines*. Les *causes premières* sont hors de sa portée[1]. » La même conviction est exprimée aux pages 56, 109-110 du rapport de M. Ravaisson. De plus, on y trouve une étude spéciale sur un livre de M. C. Bernard, l'*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, et qui donne du déterminisme une explication qui suppose la cause finale et « une cause toute différente des parties de la matière, une cause que M. C. Bernard ne définit pas, si ce n'est par ce caractère, que sous son influence, les parties, les éléments matériels s'accordent et se concertent comme dans l'unité d'une seule et même pensée. C'est là, en tous cas, un déterminisme tout autre que le premier, et que M. C. Bernard appelle un déterminisme supérieur. »

Le savant physiologiste n'a pas tort de dire que les questions du matérialisme et du spiritualisme sont mal posées; mais bien ou mal, elles sont au fond de tout système sérieux, elles sont dans ceux de MM. Taine, Renan, Renouvier, Vacherot.

M. Renan tient de V. Cousin, non par la doctrine assurément, mais par son imagination, qui annonce plutôt un artiste et un écrivain supérieur qu'un philosophe ; si on croit pouvoir tirer de ses écrits une doctrine philosophique, c'est une doctrine sans contours bien arrêtés. Ainsi il rejette le surnaturel et la métaphysique ; il s'est « quelquefois exprimé, au sujet des idées de l'âme humaine et de sa destinée, de la divinité et de sa providence, dans des termes qui lui ont été souvent reprochés, comme incompatibles avec les croyances morales qu'un lien rattache à ces idées. » Cependant, dans un article qui attira l'attention, il revendiquait dignement, contre les prétentions de la matière, les droits de l'ordre moral et la prééminence de l'intelligence. Il ne paraît pas être positiviste, et il répète souvent qu'il n'est point de science absolue, que nos idées sont toutes relatives. Mais le fait le plus constant de sa doctrine, s'il en a une, est l'application du principe de M. Ch. Darwin sur l'origine des espèces, à la production de l'ensemble des choses. La pensée mère de M. Darwin est que la nature a fait naître d'une forme primitive très simple toutes les formes consécutives, sans excep-

[1] Ouv. cit., p. 227-228.

Digitized by Google

tion. Selon M. Renan, ce principe, appliqué à l'ensemble du Cosmos, en donne l'explication. Pour que ce Cosmos, tel qu'il s'offre à nos regards, pour que l'univers arrive à cet ensemble des choses, il faut du temps; le temps est donc l'agent par excellence. » Qu'on réunisse sur un point donné tous les matériaux nécessaires pour la construction d'une maison, et qu'on demande à M. Renan si, au bout d'un laps de temps, aussi largement mesuré qu'il le désirera, les matériaux étant laissés à eux-mêmes, la maison sera élevée et prête à recevoir des habitants. Il a sans doute prévu la question, car il a recours à un deuxième facteur; celui-ci est « une force intime qui porte le germe à remplir un cadre tracé d'avance. » Tracé par qui? Suffit-il de répondre, à peu près comme M. A. Comte, comme M. Littré et M. Taine, que la cause universelle est un idéal où les choses aspirent, et que le grand ressort du monde est la pensée? La pensée de quoi? Quand Aristote parle de la pensée de la pensée, on le comprend, on sait ce qu'il veut dire; ici, au contraire, l'esprit reste dans le vague, il ne voit que des abstractions, à moins qu'on ne prétende le conduire à une sorte de théovitalisme ou de déisme matérialiste qui ressemblerait fort au panthéisme.

M. Renouvier ne veut pas de ce dernier système; cependant il repousse bien loin l'idée de l'Être parfait et infini; il n'est pas d'avantage partisan du positivisme, dont le sensualisme lui paraît grossier, tout en adhérant à cette maxime, que notre connaissance ne dépasse pas les phénomènes. Il l'explique dans le sens de Kant, en disant que le sensible n'est dans les phénomènes qu'un élément, et qu'il y en a un autre sans lesquel il ne saurait apparaître, savoir, les formes sous lesquelles nous les saisissons, et qui sont de notre fait. Un point surtout nous choque dans la doctrine de M. Renouvier, c'est de réduire l'être pensant à un groupe ou une série de pensées qui se succèdent. Cette opinion n'est pas nouvelle et on y a répondu; mais on s'étonne d'autant plus de la rencontrer chez M. Renouvier qu'il fait grand cas de la liberté, qui est à ses yeux le fond de l'homme, en quoi nous sommes tout à fait de son avis. Mais que devient la liberté sans l'unité, sans l'identité personnelle? L'homme est libre, où va-t-il? Cette question de l'immortalité, M. Renouvier ne prétend pas la résoudre, ce qui lui serait fort difficile avec sa manière de comprendre l'être pensant; cependant il estime que des inductions légitimes nous garantissent une vie indéfinie. A ce sujet, on peut regretter que le rapport de M. Ravaisson ne dise rien des *Problèmes de la nature*, des *Problèmes de la vie* et des *Problèmes de l'âme*, de M. Laugel. Dieu nous garde de mettre en doute le mérite de certains ouvrages sur lesquels il a cru devoir s'arrêter longuement; sans leur faire tort, on peut admettre que ceux de

Digitized by Google

M. Laugel avaient aussi quelques droits à son attention. Ceci dit, revenons à M. Renouvier, que cette parenthèse ne concerne en aucune façon, pour remarquer qu'il « semble revenir sur plus d'un point à des idées moins éloignées de celles des métaphysiciens ». C'est assez le train ordinaire de nos philosophes actuels, comme si, quand ils se mettent en marche, ils ne savaient pas au juste où ils vont.

Cette remarque n'est pas applicable à M. Vacherot; on peut n'être pas toujours d'accord avec lui, mais au moins on sait à quoi s'en tenir ; il est toujours lui-même et, de nos jours, ce n'est pas un petit mérite. M. Vacherot fut d'abord disciple de V. Cousin, dont il publia les leçons sur la morale et le droit naturel. Le maître avait allumé en lui le feu sacré, mais le disciple le porta bientôt sur un autre autel que celui de l'éclectisme. Déjà, dans son *Histoire de l'école d'Alexandrie*, M. Vacherot s'était permis certains énoncés qui lui valurent les pétites tribulations que chacun sait; puis vint *la Métaphysique et la Science*. Voici l'idée fondamentale qu'il en donne lui-même : « Les deux grands objets de la métaphysique sont Dieu et le monde. Le monde, c'est la réalité, objet des sens, laquelle est infinie ; Dieu, c'est la perfection, objet de l'intelligence, c'est-à-dire l'idéal. La pensée de ce livre est la distinction profonde du parfait et de l'infini, l'un étant conçu comme l'idéal suprême, l'autre comme la réalité universelle [1]. » Ainsi la conception d'une perfection infinie implique, selon M. Vacherot, la négation d'un être divin et parfait, la négation du Dieu de Platon et de Descartes, d'Aristote et de Leibnitz. Remontons à la cause de toutes les doctrines qui aboutissent à cette négation, quels que soient leurs auteurs et les formes sous lesquelles elles se présentent. Cette cause est l'idée de Dieu tel que l'a conçue le spiritualisme, l'idée d'un Dieu personnel; nier sa personnalité, c'est le détruire, et il ne reste plus qu'à entrer dans le panthéisme, en s'appuyant sur cette proposition de Spinoza : *Omnis determinatio est limitatio*. Cela est vrai pour ce qui est limité de sa nature ; mais affirmer Dieu, n'est-ce pas énoncer la négation de toute limite et poser cette négation comme la condition de la réalité de cet être ? Cela au moins vaudrait la peine d'être examiné. Dès lors, que deviendrait cette proposition, que l'infini et le parfait sont inconciliables ? Est-il plus rationnel de mettre cette perfection en idéal dans la pensée de l'homme que dans une réalité divine ? Est-ce bien certain que cette pensée puisse s'élever d'elle-même jusqu'à cet idéal ? C'est de l'anthropomorphisme et rien de plus. L'anthropologie et l'histoire nous apprennent que

[1] Avant-propos de la 2e édition.

Digitized by Google

chaque race a son idéal divin, qui souvent varie d'un peuple à l'autre. Mais, qu'importe? Il y a des facultés qui veulent un Dieu réel, vivant, acceptant tout, dit M. Vacherot, mais pour la raison seule point d'illusion : nulle réalité ne peut être Dieu[1]. Sommes-nous ramenés au régime des castes et des mystères? M. Vacherot, posant la réalité comme infinie, aboutit nécessairement à cette proposition cosmologique, que le réel forme un tout continu et infini. Le monde tient la place de Dieu; quelquefois même on serait tenté de croire que M. Vacherot le prend pour Dieu lui-même, car souvent il lui en donne le nom. On aurait tort d'en conclure qu'il incline au panthéisme ; ce système, à ses yeux, est plus qu'une erreur, c'est un crime. Il est vrai que sa doctrine pose une distinction qui lui donne un caractère particulier ; le tout serait de donner à ce caractère une base solide et acceptable.

Le mouvement philosophique dont nous venons de signaler les évolutions principales devait soulever de nombreuses protestations, et plusieurs écrivains d'un mérite reconnu se sont attachés à réfuter des doctrines qu'ils repoussaient, les uns au nom de la théologie, les autres au nom de la philosophie.

Le père Gratry, de l'Oratoire, cité ici surtout comme philosophe, rattachant toutes ces doctrines à ce principe énoncé par Hégel, « qu'au fond tout est identique ; que, par conséquent, le oui et le non, l'être et le non-être ne font qu'un, » oppose à ce principe une méthode propre à raffermir tout ce que menace ce qu'il nomme la sophistique moderne. Croyant trouver une relation intime entre le système hégélien de l'identité universelle et la méthode déductive, il lui oppose l'induction, identique, selon lui, avec la dialectique platonicienne. L'ancre de salut de la philosophie est donc dans la méthode infinitésimale, qui, par voie d'induction, irait du fini à l'infini. C'est par elle que doit se résoudre le problème principal de la philosophie. « Que fait-on lorsque, de perfections finies qui se trouvent en nous, on conclut, en suivant la marche tracée par Descartes, à des perfections infinies en Dieu? On procède, comme dans le calcul infinitésimal, du fini à l'infini. Donc, la méthode du calcul infinitésimal est celle même par laquelle on démontre l'existence et la nature de Dieu. » Pour reconnaître à cette méthode toute l'efficacité que l'éloquent et savant oratorien lui attribue, il faudrait être certain qu'on *démontre*, en effet, l'existence et la nature de Dieu. Le père Gratry lui-même finit par convenir que nous ne concevons pas seulement Dieu, mais que nous en avons, à proprement parler, le sentiment, l'expérience. D'autre part, en ne

[1] *La Métaphysique et la Science*, III, p. 284.

Digitized by Google

prêtant rien à l'induction, et tout en lui laissant sa valeur réelle, on est forcé de convenir avec Newton qu'elle ne peut donner qu'une probabilité plus ou moins grande, ce qui, pour le dire en passant, rend fort problématique la possibilité de réduire l'induction à la déduction. La méthode du père Gratry n'est donc pas propre à accomplir la tâche qu'il s'est donnée, et cela, pour avoir un peu légèrement regardé Hégel comme le père, pour ainsi dire, des doctrines et des philosophes qu'il attaque, et qui, plus d'une fois, se séparent de Hégel de la manière la plus éclatante.

Au nom des mêmes intérêts philosophiques, Emile Saisset et M. Jules Simon se sont proposé de maintenir contre les théories qui tendent à renfermer toute réalité dans les limites des existences relatives l'absolu de la nature divine. Laissant de côté les arguments si souvent reproduits et d'une valeur tant de fois contestée, ils inclinent à considérer l'existence de Dieu comme supérieure à toute démonstration et d'une évidence que l'argumentation ne pourrait qu'obscurcir. Ce qu'ils défendent avec force, c'est la personnalité divine contre les objections qu'on lui a opposées sans cesse.

A ces travaux il conviendrait d'en ajouter d'autres sur des sujets plus spéciaux. Il en est un cependant d'un intérêt plus frappant et qui mérite une attention particulière : c'est l'animisme.

M. Albert Lemoine, dans un mémoire intitulé *Stahl et l'Animisme*, appelait l'attention sur les idées de Stahl, qui lui paraissaient renfermer une part considérable de vérité. Il concluait en admettant le vitalisme et en rejetant l'animisme. Celui-ci avait rencontré bien d'autres adversaires; mais il trouva dans M. Tissot un défenseur habile et convaincu, et qui publia un ouvrage intitulé : *L'Animisme ou la Matière et l'Esprit conciliés par l'identité du principe et la diversité des fonctions dans les phénomènes organiques et physiques.* Résumant tout son travail, qui se compose en grande partie d'articles publiés dans la *Revue médicale*, l'auteur est amené aux considérations suivantes : si la vie, avec toutes ses merveilles de fins et de moyens, est explicable par les seules propriétés de la matière, il n'y a plus de raison suffisante d'admettre un principe immatériel, qui rende raison du sentir, du penser et du vouloir. Si la vie ne résulte ni de la matière ni de l'esprit, mais d'un principe non spirituel, bien qu'il soit incorporel, il n'y a plus lieu de songer à la nécessité d'un principe spirituel comme cause de la pensée. Enfin, si la cause par laquelle on expliquerait la vie n'était ni Dieu, ni l'âme, ni quelque autre cause seconde spirituelle, si c'était la matière, il faudrait renoncer à admettre Dieu. M. Tissot ne voit de salut pour le spiritualisme que dans l'animisme. « Le dernier mot de tout ceci, dit-il, c'est que le spiritualisme n'est soutenable qu'à

Digitized by Google

la condition de l'animisme : autrement il ne lui reste plus qu'à rendre les armes soit au matérialisme pur, soit à un vitalisme qui n'est qu'un mot, s'il n'est pas du matérialisme ou du spiritualisme déguisé, soit à un naturalisme qui n'explique rien, soit à un théovitalisme mystique et arbitraire, soit enfin au panthéisme[1]. » M. Bouillier, qui a su profiter des travaux antérieurs, traita aussi la même question, mais il s'est déclaré presque entièrement stahlien. Une seule remarque avant de finir : M. Bouillier, et bien d'autres avec lui, reprochent à Descartes d'avoir fait de la pensée l'essence de l'âme ; il la voit dans l'action ; mais la pensée n'est-elle pas un fait d'activité, et bien souvent d'activité volontaire ? La pensée est l'action sous sa forme la plus noble et la plus propre à caractériser l'âme. Leibnitz allait plus loin que Descartes : il voulait que la pensée fût l'essence d'une infinité de monades répandues dans tout l'univers, et qui représentent, par des perceptions plus ou moins confuses ou distinctes, obscures ou claires, l'infinité des phénomènes dont il est composé. Il y a là pour l'animisme une ouverture dont il saura peut-être profiter; aussi est-il possible qu'un jour il mette fin à l'antagonisme qui dure depuis si longtemps entre le matérialisme et le spiritualisme.

III

Résumons en peu de mots l'exposé qui précède.

Nous avons réuni la science, déjà si complexe, qui s'occupe particulièrement de l'animal dans l'homme à celle qui étudie en lui un être moral, parce qu'elles marchent d'accord pour cette double étude, qu'elles y sont nécessaires l'une à l'autre, et que là même où la métaphysique semble les séparer et créer à la philosophie un domaine à part, elles peuvent encore s'entendre. Cependant, on sait qu'elles n'ont pas toujours été réunies, et qu'aujourd'hui elles se distinguent par des allures bien différentes. L'anthropologie, science récente, comparée surtout à la philosophie, trouve un champ plus fécond à exploiter, par cela même qu'il n'avait encore produit que bien peu. En outre, elle procède avec plus de sûreté, à l'aide d'une méthode moins aventureuse, et dont les résultats seront de plus en plus précieux, à en juger par ceux déjà obtenus, comme le montre le rapport de M. de Quatrefages et celui de M. Claude Bernard, et sur lesquelles la France a une belle part à revendiquer.

Le rapport de M. Ravaisson, œuvre aussi d'un esprit élevé et compétent, semble pécher par deux endroits ; il présente des lacunes;

[1] Ouv. cit., p. 301-2.

Digitized by Google

nous n'en avons signalé que quelques-unes; il manque un peu de proportions : on y voit un simple article de journal mentionné à plusieurs reprises, et des ouvrages de longue haleine, traitant des sujets d'une importance incontestable, y tenir une place minime, quelquefois même celle du titre uniquement. En compensation, tel autre est analysé avec une largesse dont l'auteur aurait lieu de s'étonner, si un auteur pouvait s'étonner en pareil cas; mais des mérites réels font passer sur ces imperfections de détail. On peut se convaincre, en lisant ce rapport, que la France n'est pas restée stérile dans le mouvement des idées spéculatives à notre époque, et si on veut bien se rappeler ce qu'était la philosophie dans notre pays à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, on verra qu'il a largement payé sa dette. Si la spéculation métaphysique n'a pas fait défaut, des doctrines inspirées par un esprit beaucoup plus positif ont en quelque sorte envahi la scène et pris la première place. M. Ravaisson, tout en les soumettant à une critique convenable, a su tenir grand compte de ce qu'elles ont de vrai et des sciences qui s'occupent des êtres organisés et doués de la vie. Il comprend que « les choses vivantes où, à mesure surtout qu'on s'élève dans la hiérarchie organique, on sent comme l'approche de l'âme, enseignent en quelque sorte le spiritualisme, et bien plus encore que celles de l'ordre moral ou esthétique, parce que la considération de l'ensemble, de l'ordre, de l'harmonie y domine celle du détail des parties; en d'autres termes, parce que la considération de la forme y domine celle de la matière. »

Peut-être y a-t-il un peu d'excès au détriment de l'ordre moral dans ces lignes où se révèle le souffle puissant du Lycée; mais on n'en saisit que mieux combien sont réels les rapports de ces sciences et de la philosophie; combien il importe, pour avoir de l'homme une idée qui réponde à tout son être, de le saisir par tous les points, au dedans et au dehors, au naturel et au spirituel; si le premier est utile au second, celui-ci ne l'est pas moins au premier. Nous sommes heureux de pouvoir citer les lignes suivantes de M. Ravaisson : « Ce n'est pas à dire non plus que la science du spirituel ne puisse jamais rien pour celle du naturel. Il est vrai que les sciences naturelles et physiques sont jusqu'à un certain point indépendantes de la métaphysique; il est vrai, de plus, qu'elles peuvent beaucoup lui servir; car telle est notre constitution, que nous n'entendons pas aisément le pur intelligible, si ce n'est dans le sensible, qui nous en offre en quelque sorte une image plus grossière; et l'on a pu dire avec raison qu'autant nous ignorons de la nature, autant nous ignorons de l'âme. Mais il est vrai aussi, et d'une vérité supérieure, que le sensible ne s'entend que par l'intelligible, que la nature ne

Digitized by Google

s'explique que par l'âme. Dans les sciences des êtres organisés, depuis Hippocrate et Aristote jusqu'à Harvey, Grimaud, Bichat et M. Claude Bernard, rien de considérable n'a été trouvé qu'à l'aide de la supposition plus ou moins expresse d'une fin déterminante pour les fonctions, d'un concert harmonique des moyens. Dans la physique, les lois les plus importantes sont sorties de l'usage de ces hypothèses plus ou moins avouées : que tout se fait, autant que possible, par les voies les plus courtes, par les moyens les plus simples; qu'il se dépense le moins possible de forces et se produit toujours le maximum d'effet ; toutes variantes d'une règle générale de sagesse. Dans la cosmologie générale ou élémentaire, depuis Copernic et Képler surtout, nulle grande découverte qu'on ne voie suggérée par quelque application d'une croyance expresse ou tacite dans l'universelle harmonie. » Dans cette large conception de l'harmonie universelle, l'antagonisme entre l'esprit et la matière tend à disparaître ; tout s'explique, Dieu et le monde, l'âme et le corps, et la science qui résume toutes les autres en synthétisant leurs résultats, nous voulons dire la philosophie, montant de composition en composition à des principes de composition de plus en plus hauts, de plus en plus affranchis des limitations matérielles, tend à tout expliquer par la perfection absolue, que rien ne limite. Voilà ce que fait la philosophie, ou plutôt ce qu'elle devrait faire, car elle ne va pas ainsi en ligne droite.

A s'en rapporter aux apparences, on serait tenté de croire qu'elle est condamnée à se démentir elle-même ou à tourner sans cesse dans le même cercle.

Faut-il, comme le veut le positivisme, renoncer à toute spéculation métaphysique et rester dans l'étude des faits ? C'est tout simplement demander l'impossible : le positivisme a de cela quelque soupçon, car il compte sur « une régénération radicale qui, changeant toutes les conditions mentales, changera parallèlement toutes les conditions matérielles[1]. » Pour une doctrine qui ne croit pas au surnaturel, c'est demander simplement un miracle, car ce changement ne serait pas moins que celui de la nature humaine. Un autre système nous dira que la vieille philosophie a fait son temps, mais que rien n'est désespéré. A l'en croire, il n'y a plus de philosophie vraiment vivante et actuelle que celle qui procède de la grande école critique du dernier siècle. Tout ce qui précède cette révolution est mort. Descartes et Leibnitz appartiennent à l'histoire, aussi bien que Platon et Aristote. Leur philosophie est d'un autre temps ; elle

[1] M. Littré. *Conservation et positivisme*, p. 90.

Digitized by Google

ne peut répondre aux besoins nouveaux de la philosophie moderne[1]. M. Renan tient le même langage. « La métaphysique de Platon, Descartes, Malebranche, Bossuet, Fénelon, Leibnitz, Clarke, peut bien faire illusion aux esprits novices. On l'admire comme histoire; on ne la prend pas au sérieux comme science. » Que ne dit-on de suite, comme l'Allemand Feuerbach : « La vérité n'est ni le matérialisme, ni l'idéalisme, ni la psychologie, ni la physiologie; la vérité, c'est l'anthropologie[2]. »

Quand ceux qui voient dans l'homme quelque chose de plus qu'un animal, avec quelque confiance dans la philosophie interrogent son histoire, ils sont frappés d'un singulier spectacle. Chez toutes les autres sciences, le progrès est à peu près continu, plus lent chez les unes que chez d'autres, mais réel et bien constaté pour toutes; elles ne se recommencent pas sans cesse. On ne quitte pas Copernic, Képler, Newton, pour retourner à Hipparque, à Ptolémée, ni même à Tycho-Brahé; la chimie ne retourne pas à l'alchimie, la physique aux quatre éléments; la médecine, cette science où l'empirisme a tant de prisé, ne reproduit pas l'école de Cos ni celle de Gnide. La philosophie est avec elles dans un parfait contraste. Combien de fois le matérialisme et le spiritualisme ne se sont-ils pas reproduits sous des couvertures plus ou moins modernes, mais recouvrant toujours à peu près les mêmes pages! Restons dans notre siècle, et, tout en tenant compte de son état simplifié, comparé à celui de l'ancienne Grèce, voyons ce que fait la philosophie. Conduite par Hégel, ne semble-t-elle pas retourner à Héraclite par le devenir, qui n'est que le mouvement et la variété des phénomènes du philosophe grec; à Gorgias, par le sophisme du non-être; à Protagoras, par l'élément subjectif? Protagoras, d'ailleurs, aux yeux de Hégel, devait résumer les deux précédents; car si tout est vrai et si tout est faux, il est vrai que l'être est et qu'il n'est pas. Quoi qu'il en soit de ces rapprochements, qu'il serait facile de pousser plus loin, la philosophie se montre dans le cours de sa longue existence comme une Pénélope qui défait et refait sans cesse la même toile, et notre siècle en fournit une preuve de plus. C'est une conséquence qui ressort du tableau tracé par M. Ravaisson, et qu'il n'eût pas été inutile de constater, car c'est, paraît-il, la moins contestable.

D'où viennent ces revirements et cette anarchie au sein de la philosophie? Avant tout, d'une cause intrinsèque, de la nature et de la difficulté de ce qui fait l'objet de ses recherches. Il s'agit de

[1] M. Vacherot, *la Métaphysique et la science*, Préface.
[2] *La Religion*, traduction de M. Joseph Boy, p. 313.

Digitized by Google

l'homme, car dans ses spéculations les plus abstraites, c'est encore lui-même qu'il a en vue, et tout aboutit pour lui à savoir ce qu'il est, d'où il vient, où il va. Comme il tient à tout, à la terre et au ciel, la philosophie est tenue d'entrer partout, de tout voir, et pour ainsi dire de tout savoir. Comment répondre à un tel programme? Dans les sciences expérimentales et d'observation, on cherche ce qui est accessible aux sens, et, l'objet qu'on cherchait une fois trouvé, il en résulte une certitude qui permet de pousser les investigations plus loin. Il en est plus rarement ainsi dans la philosophie. S'il lui arrive également de s'occuper de certains faits à la lumière de la conscience, elle cherche aussi la certitude dans l'invisible ; elle raisonne, et le raisonnement n'est pas infaillible; la raison même a ses éclipses. On en conclurait à tort que la philosophie n'a aucun droit à la certitude. Dans tout problème, il y a un inconnu, et pour toute science c'est l'invisible. Pour la philosophie, l'inconnu est plus difficile à trouver, mais il suffit qu'il soit proposé aux investigations de l'intelligence pour que l'homme ait le devoir de le chercher. Si la philosophie s'est produite sous tant de formes, si elle s'est si souvent démentie, si avec une ténacité infatigable elle recommence un labeur tant de fois déçu, c'est que l'homme en comprend l'importance et la nécessité pour lui de chercher à résoudre le problème. Posé de bien des façons différentes, donnera-t-il enfin une solution? Le rapport exprime à cet égard la plus généreuse espérance. « Si le génie de la France n'a pas changé, dit-il, rien de plus naturel que d'y voir triompher aisément de systèmes qui réduisent tout à des éléments matériels et à un mécanisme aveugle la haute doctrine qui enseigne que la matière n'est que le dernier degré et comme l'ombre de l'existence ; que l'existence véritable, dont toute autre n'est qu'une imparfaite ébauche, est celle de l'âme..... que le bien, que la beauté expliquent seuls l'univers et son auteur lui-même. On s'associe d'autant plus facilement à des vues si élevées, qu'on n'en est que plus fondé à croire que si la lumière dont nous avons besoin nous fait défaut ici-bas, l'âme pourra la voir briller dans un autre monde. Cette croyance est aussi dans le génie de la France : « Nos pères, dès les temps les plus reculés, crurent profondément en l'immortalité, croyance qui a pour principe la conscience de l'infini, du divin en nous [1]. » Cette pensée est plus fortifiante sur le chemin de la vie que la perspective de fournir, pour toute destinée future, sa petite pincée de terre à la poussière des siècles.

JOSEPH KEHRENS.

[1] *Rapport*, p. 265.

Digitized by Google

DEUX MOIS EN ESPAGNE

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE [1].

MADRID. — LES *Tertullias*. — LES MŒURS ET LA POLITIQUE. — L'ENNUI. — L'ARMÉE. — LE THÉATRE ET LA DANSE. — ARANJUEZ. — TOLÈDE, LE TAGE; LA CAMPAGNE; LA *Puerta del Sol*; LES RUES; UN ENTERREMENT; LES VISIGOTHS ET RODERIC; FLORINDA. — MONARCHIE ET CATHOLICISME; LA CATHÉDRALE; SAN JUAN DE LOS REYES; LES SYNAGOGUES; QUELQUES MAISONS; L'ALCAZAR; LES HABITANTS, TYPES ET CARACTÈRES; LA FABRIQUE D'ARMES; LES MÉCONTENTS.

I

C'est moins dans les grandes soirées et les fêtes que dans les réunions intimes que l'on juge du caractère et de l'esprit d'une nation. Ces réunions, que l'on nomme en Espagne *tertullias*, sont fréquentes, surtout dans les villes, et l'on y cause avec abandon. Ce qu'on peut, dès l'abord, y observer, c'est l'esprit un peu étroit des femmes, qu'aucune des grandes idées modernes n'a pénétrées et qui sont, en général, d'une ignorance parfaite. Les conversations roulent donc, pour la plupart du temps, sur des sujets plus que

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 15 octobre et du 15 novembre 1868.

Digitized by Google

futiles, et l'on est désagréablement surpris d'entendre de telles pauvretés sortir de si jolies bouches. Les hommes, de leur côté, font tout ce qu'ils peuvent pour se donner l'apparence d'esprit forts; ils causent, en certaines occasions, haut et beaucoup; la politique sert de thème principal à leurs discours. Il est à remarquer que justement, dans les pays soumis au régime despotique, c'est la politique qui occupe les loisirs des hommes, et quelle politique! On discute tout par les petits côtés; on colporte, on commente tous les petits bruits de cour, de ministère; il semble qu'on veuille se venger par ces murmures peu dangereux d'une tyrannie qui gêne plus qu'elle ne pèse. Nul pays, certes, en Europe, où l'on s'occupât plus qu'en Espagne de cette petite politique inoffensive des salons ou de la rue. C'était la seule façon dont on pût alors se mêler aux affaires publiques, et on y mettait une affectation quelque peu risible, car ces mêmes hommes qui, la veille au soir, en un langage imagé et pompeux, avaient, dans une embrasure de fenêtre, foudroyé le ministère d'une philippique véhémente, se courbaient jusqu'à terre le lendemain devant l'autorité. Sommes-nous bien sûrs qu'il n'en soit pas, hélas! un peu de même en France, et oserons-nous jeter la pierre aux frondeurs innocents de Madrid?

Assurément, ce ne sont pas ces mécontents de Madrid qui, depuis que nous les avons observés, ont fait la révolution, mais nous pouvons affirmer aussi que, dans ces jours où la liberté naissante leur permettait l'entière expansion de leurs sentiments, ils ont dû faire grand bruit par les rues et les places, comme des enfants craintifs délivrés de leurs maîtres. Nous ne voudrions pas répondre que, dès aujourd'hui, cette petite opposition innocente ne renaît point de ses cendres, ou ne va pas renaître bientôt. En résumé, l'impression que nous avons ressentie, non-seulement à Madrid, mais dans toute l'Espagne, à la vue de la classe bourgeoise, de cette demi-société qui n'est ni riche ni pauvre, qui vit de peu, travaille à peine, c'est que nous étions en face d'une population que l'ennui et le désœuvrement abattent et énervent dans une certaine mesure.

La liberté, décrétée par la révolution, va-t-elle ramener la vie dans ce corps éteint? Il faut l'espérer; mais la chose est moins facile qu'on ne le suppose. La tranquillité qui règne en Espagne depuis ces événements tient moins, nous osons le dire, au bon sens et à la sagesse des populations qu'à la défaillance d'un esprit énervé et rendu maniable par une longue oppression. Fier et hardi contre tout ce qui vient de l'extérieur, l'Espagnol redevient calme et docile pour tout ce qui est d'essence gouvernementale. L'armée seule, ainsi que nous l'avons dit, a une volonté et une énergie propres, et c'est justement encore ce qui distingue cette étrange nation des na-

Digitized by Google

tions européennes où l'armée n'est qu'un instrument obéissant aux mains du pouvoir.

Cette armée espagnole est, pour nous, un problème à peu près incompréhensible; nous la connaissons peu, d'ailleurs : composée de moins de cent mille hommes (il s'agit de l'armée active), elle est commandée par un nombre fabuleux d'officiers de tous grades. Il y a six maréchaux, et quant aux autres officiers généraux, on n'en compte pas moins de cinq cent quarante. Cela fait un général pour moins de cent quatre-vingts soldats. Eh bien ! cette plaie, qui, en apparence, eût dû amener la ruine de l'Espagne, va être la cause, probablement, de sa régénération. Ce nombre insensé d'officiers généraux représente, en effet, des opinions bien diverses. Or, chacun d'eux, ou plutôt chacune des personnalités un peu saillantes de ce cadre prodigieux, a voulu avoir des partisans, a cherché à inculquer ses idées dans l'armée, au sein même des simples soldats. Il en est résulté que l'armée a appris à penser. Pendant que la petite bourgeoisie pérorait, pendant que le peuple croupissait en son ignorance, le soldat, sollicité par l'un et par l'autre, examinait, pensait, réfléchissait. Or, dans tout pays, la réflexion, chez les hommes sortis du peuple, mène toujours et nécessairement à la liberté. Voilà comment, de *pronunciamiento* en *pronunciamiento*, l'armée, après avoir servi d'abord les intérêts de tel ou tel général, en est venue à se ranger, en fin de compte et définitivement, espérons-le, du côté de ceux qui l'appelaient en invoquant la liberté. C'est un phénomène qui n'est pas sans importance et dont il faut tenir grand état. Pour ma part, bien avant cette révolution, j'avais été frappé de ce fait en causant, à Tolède et à Séville surtout, avec des militaires auxquels j'avais trouvé un esprit bien plus sérieusement éclairé et libéral que chez aucun autre citoyen espagnol.

Quant au peuple proprement dit, il n'a guère d'idées sur la politique, et nous ne savons trop comment il va se servir du suffrage universel dont on vient de le doter. Ce suffrage universel, principe juste, devient un instrument dangereux aux mains d'une population ignorante et facile. Or, c'est là justement le double caractère du peuple espagnol. Les élections pour les Cortès vont se faire sans doute sous l'influence révolutionnaire qui souffle en ce moment; elles pourront amener le choix d'hommes libéraux ; mais qu'une forte personnalité surgisse qui s'impose, et, docile instrument plus encore que chez nous, le suffrage universel obéira et tendra le marche-pied au despotisme. Avant de demander au peuple ce qu'il pense sur les affaires de la politique, il faudrait s'assurer s'il a une pensée, et ce que nous avons vu du peuple espagnol nous permet d'assurer qu'il n'en a aucune encore. Nous ne sommes pas l'adver-

Digitized by Google

saire du vote universel, mais le résultat qu'il a donné chez nous nous a appris à être défiant, et nous avons quelque crainte pour l'Espagne, crainte que nous puisons surtout dans l'extrême docilité de sa population. Ouvrir un bon livre devant les yeux des citoyens est chose louable ; mais s'ils ne savent point y lire, n'eût-il pas été mieux de le leur apprendre tout d'abord ?

On prétend que l'Espagne est monarchique et catholique. L'Espagne n'est rien ; on l'a façonnée à une empreinte, et elle la garde. En réalité, le peuple espagnol, et cela ressort de toutes choses et de toutes parts, le peuple espagnol s'ennuie, il sommeille, et ce qu'il s'agit de voir, c'est comment il va revenir à la vie civile et politique. L'aliment qu'on lui donne va-t-il le satisfaire ? Nous n'osons le croire. C'est à la vie civile et commerciale surtout qu'il faut le rendre. Là est l'écueil pour le gouvernement qui va sortir de la révolution. L'Espagne n'a ni industrie ni commerce ; le peu de mouvement qui s'y fait est presque tout entier aux mains des étrangers, et cependant nul pays n'est mieux situé que celui-ci en Europe, nul sol plus fécond. Mais, depuis Philippe II, cette nation est en proie à une sorte d'engourdissement qui provient de causes diverses. La gloire militaire dont l'a gorgée Charles-Quint, gloire fatale et corruptrice ; la richesse que lui a apportée la découverte de l'Amérique, richesse qui a désappris le travail à l'intérieur et qui, follement gaspillée, n'a laissé à sa place que la misère ; l'émigration, causée d'une part par la soif de l'or, de l'autre par les persécutions religieuses, qui ont amené une dépopulation énorme, une ruine industrielle absolue, un affaissement déplorable, voilà les causes de la décadence commerciale et ensuite de la décadence politique de l'Espagne. Et c'est de ces faits que doivent bien se pénétrer ses gouvernants nouveaux s'ils veulent la relever ; autrement, toute cette révolution s'éteindra dans l'impuissance. La liberté politique, civile et commerciale, servie par une administration active et intelligente, qui créera des routes et des ports, voilà les conditions qui peuvent régénérer l'Espagne. Si la révolution ne peut faire cela, elle n'aboutira qu'à un misérable avortement.

Depuis longtemps, les Espagnols ont perdu l'habitude de penser et d'agir par eux-mêmes ! au point de vue politique, l'Etat agissait pour eux ; au point de vue religieux, l'Eglise pensait pour eux. Tout écart était, d'un côté ou de l'autre, sévèrement réprimé ; car en nul pays du monde l'Eglise et l'Etat n'avaient fait une plus étroite et plus terrible alliance. Repliés sur eux-mêmes, n'ayant pas de grands besoins physiques, habitant un pays où la terre est prodigue, où le ciel est clément, les Espagnols, qui ont beaucoup, depuis la domination des Arabes, de l'apathie orientale, attendaient,

Digitized by Google

se consolant au souvenir de leur grandeur passée. Le coup de foudre qui vient de gronder va-t-il les réveiller, et quel sera ce réveil? Il faut attendre; ici tout viendra, non, comme on dit, de la sagesse du peuple, mais des inspirations plus ou moins généreuses des classes éclairées, et, par malheur, elles nous ont appris qu'il convient de se défier d'elles. La concorde règne et on doit espérer qu'elle durera; il en sera ainsi tant que les populations ne seront point surexcitées par des passions diverses. Tant qu'elles verront l'accord en haut, elles seront calmes et laisseront faire. C'est donc aux hommes qui sont à la tête de la révolution qu'incombe toute la responsabilité. Ils connaissent profondément leur pays, sentent le poids qu'ils portent et montrent une modération qu'il faut louer. Qu'ils y ajoutent un peu de désintéressement personnel, le peuple les suivra.

II

Les circonstances présentes nous ont engagé à nous arrêter, un peu longtemps peut-être, sur certaines considérations politiques et sociales que nous n'eussions présentées que plus tard. Nous reviendrons sur ces points de vue en parlant des provinces, où l'esprit espagnol apparaît bien plus marqué qu'à Madrid. La capitale offre, dit-on, le résumé de la nation; c'est possible, mais il arrive souvent aussi que ce résumé ne fournit pas une idée bien exacte du tout, et c'est ce qui existe certainement pour la capitale de l'Espagne.

Nous l'avons dit, dans les réunions intimes, dans les *tertullias*, l'Espagnol apparaît quelque peu frondeur; il y a certainement encore beaucoup de don Quichotte en ces héros toujours prêts à partir pour la conquête du monde et qui, pour la plupart, ne connaissent rien du monde et vivent dans le reflet de leur ancienne grandeur. Il faut dire que les femmes ne les incitent guère aux nobles actions; elles ont l'esprit peu élevé, l'âme engourdie par une dévotion mal entendue. Le peu d'idéal chez les femmes est un signe infaillible que les hommes doivent manquer d'initiative et d'ardeur. Elles n'exigent qu'une certaine soumission à leurs volontés, à leurs caprices, et volontés et caprices ne vont pas au delà de certaines complaisances, de certaines assiduités qui n'élèvent pas beaucoup le caractère des hommes et ne leur imposent pas un travail bien difficile ni bien pénible. En un mot, je ne saurais trop le répéter tant j'en ai été partout frappé, cette société s'ennuie de jouer si longtemps aux petits jeux; elle est engourdie, son oisiveté lui pèse, et elle n'a guère eu jusqu'ici le courage de secouer cette torpeur.

Les théâtres mêmes, à Madrid, n'offrent rien d'original. A côté du

Digitized by Google

Théâtre-Royal, où l'on entend les mêmes chanteurs et les mêmes cantatrices qu'à Paris et à Londres, les mêmes opéras aussi de Rossini, Donizetti, Verdi, où les belles dames étalent leurs épaules d'un blanc mat ou nacré et font miroiter leurs diamants et rayonner leurs lumineux regards, il existe quelques autres scènes où l'on représente presque exclusivement des ouvrages traduits du français, drames et vaudevilles surtout. Le vieux théâtre espagnol, qui a inspiré Corneille, n'existe plus; Lope de Véga est sans crédit sur les foules. Quant à la danse, à cette fameuse danse que nous a révélée, il y a trente ans, Fanny Essler, je l'ai cherchée vainement partout en Espagne, et je ne l'ai rencontrée que chez les Gitanas de l'Albaycin, à Grenade, et du faubourg de Triana, à Séville. Au théâtre, point de danses nationales; les *cachuchas*, les *fandangos*, les *seguidillas*, sont moins connues en Espagne qu'en France. Il n'existe pas même de lieu où la jeunesse aille se réjouir. Paris a ses bals publics, qui ont à l'étranger une réputation extraordinaire; nos villes de province ont les leurs; j'imaginais trouver à Madrid et dans les grandes villes d'Espagne des réunions analogues, où je surprendrais sur le fait les jeunes gens, *manolos* et *manolas*, se livrant aux danses de caractère. Hélas! point; il n'y a plus de *manolas*, il n'y a point de bals publics, ou fort peu, et ceux qui existent ne sont, en aucune façon, dignes de la visite ou de l'attention du voyageur. Je le demande, que peut faire un peuple qui ne pense point, ne travaille guère et qui ne rit plus? Il s'engourdit et défaille sur lui-même.

III

Tolède m'attirait; j'avais hâte de visiter cette célèbre capitale des Goths dont j'avais lu de si merveilleuses descriptions, ce bijou de l'Espagne, disait-on, ce trésor de l'archéologie. Je partis donc un matin de Madrid, par un de ces temps secs qui vous altèrent au dernier point. Du pays qu'on traverse jusqu'à Aranjuez je ne veux rien dire, sinon qu'il attriste le regard et le cœur. Les environs de Madrid sont d'une navrante monotonie. A Aranjuez, on se sent tout réjoui. Voilà le Tage, fleuve célèbre *aux bords heureux*, dit la romance. Ce n'est encore ici qu'un filet d'eau roussâtre; mais combien poétique il apparaît avec ses rives boisées! Les arbres, et ce sont les premiers qu'on aperçoit depuis Madrid, les arbres se mirent dans l'eau, qui coule, mélancolique, sur ses grèves. De grandes herbes pâles se penchent sur ses bords et se baignent dans les flots. C'est une oasis charmante et gracieuse. Du palais, que dire, sinon qu'il

Digitized by Google

est bâti dans ce style Louis XIII, briques et pierre, qui se prête merveilleusement aux constructions seigneuriales? On y jouit d'une vue admirable et qui va jusqu'aux montagnes de la Guadarrama. Tout autour, des jardins et des parterres et des bois qui, lorsqu'on a traversé la plaine nue de Madrid, apportent une sensation de fraîcheur et de bien-être indescriptible. On prétend que la Vieille-Castille et une partie de la Nouvelle ne peuvent nourrir d'arbres. Aranjuez, avec ses vastes et nobles forêts d'ormes, de trembles, de bouleaux, de frênes, donne un démenti à cette assertion et témoigne que si l'Espagne est si pauvre en arbres, cela tient à l'incurie, à l'apathie de ses habitants, bien plus qu'à la nature même de son sol. La forêt qui s'étend autour du château est l'une des plus magnifiques qui se puissent voir; elle renferme des arbres d'une grandeur et d'une vigueur vraiment extraordinaires et qu'on est tout étonné de rencontrer si brusquement après la végétation rabougrie et chétive dont le regard a été attristé. Des allées sombres et profondes versent une ombre épaisse sur un sol demeuré presque humide, et sur lequel les rayons du soleil n'arrivent que tamisés par un feuillage opulent. C'était la première fois que, depuis mon entrée en Espagne, je respirais librement, à pleine poitrine, un air imprégné d'oxygène, pur et frais à la fois. Habitants du nord, nous ressentons ces sensations bien plus vivement que les gens du pays; nos poumons ont besoin d'un air plus humide et plus oxygéné que celui qu'on respire en ces plaines pierreuses et sèches.

Aranjuez est vraiment un séjour délicieux; la partie du bois et des jardins qui s'étend le long du Tage a quelque chose d'enchanteur. En France, peut-être n'y ferait-on point si grande attention, habitué que l'on est aux bois touffus et aux eaux vives; mais ici, tout cela apparaît ravissant, et ces frênes pleureurs qui plongent le bout de leurs branches élégantes dans l'onde du Tage, comme de gracieuses naïades qui dénouent leurs blondes chevelures, vous retiennent longtemps, presque en contemplation, sous ce charme toujours si puissant de la nature à la fois gracieuse, poétique et forte.

J'aime moins les jardins; beaucoup de rocaille, de rococo, beaucoup d'embellissements puérils, de grottes artificielles, de rochers postiches et de statues déplorables; une représentation enfantine du détroit de Gibraltar, les colonnes d'Hercule : deux colonnes s'élèvent au milieu d'un parterre; en haut, sur un portique, le demi-dieu étouffe Antée dans sa puissante étreinte. Beaucoup de fontaines aussi, et c'est là le principal attrait de ces lieux où l'on voudrait rester longtemps.

La *Casa del Labrador*, que l'on vante si fort, n'est qu'un amas

Digitized by Google

d'or et de soie; c'est riche, mais le goût y fait défaut, et l'art vrai en est banni. Au reste, c'est une chose à déplorer que, presque partout, les appartements royaux et princiers manquent de cette élégance de bon aloi que donne seul le goût des arts, du beau, du simple. Ce ne sont qu'entassements de richesses, or, argent, marbres rares, jaspes, soies, broderies. L'œil s'y perd tout d'abord, mais dès qu'il se retrouve, le charme disparaît. Quoi qu'il en soit, Aranjuez est un séjour enchanteur ; on y jouit de vues, de perspectives admirables ; on y trouve, sous ce ciel chaud et brûlant, un air pur et frais ; le calme et la vie y règnent en même temps. Le climat y est plus doux qu'à Madrid, car c'est, de beaucoup, le point le moins élevé du vaste plateau qui se déroule des Pyrénées à la Sierra-Morena.

Après une promenade de quelques heures sous ces arbres majestueux, qu'une brise légère faisait à peine frissonner, rafraîchi, je pris le chemin de Tolède. Adieu verdure ! l'horizon reparaît sec et poudreux et le soleil redevient terrible. L'herbe des moissons, pourtant, était verte encore et tranchait çà et là sur le ton rougeâtre des terres. Enfin, nous apercevons Tolède sur sa colline, et quelques minutes après nous franchissions le fameux pont d'Alcantara. La ville se dresse, comme un nid d'aigle, fière et noble, sur un rocher haut de deux cents pieds. On est forcé de lever la tête pour la voir. Le Tage l'enserre et roule du nord au sud-ouest autour d'elle, décrivant une courbe en fer à cheval, grondant au fond d'un ravin immense, au milieu de rocs noirâtres et d'un aspect grandiose. Sur les deux tiers de son circuit, la ville est ainsi isolée par un abîme. On l'aperçoit d'en bas, elle se développe sur ce rocher ; ses maisons, bâties en amphithéâtre, semblent superposées les unes aux autres. La cathédrale avec ses tours et l'Alcazar dominent de leur masse énorme cet ensemble imposant. Le soleil verse partout une clarté limpide et transparente ; les toits, les tours, les angles se profilant sur un ciel bleu, revêtent des teintes d'une pureté extrême. Voilà l'antique cité des Goths, le berceau de la monarchie, la vraie capitale du catholicisme espagnol, la ville sainte, pour ainsi dire. On entre, on gravit des rampes abruptes, on traverse la *puerta del Sol*, un monument délicieux, cette fois, une porte admirable, qui date de la meilleure époque de la domination des Maures. C'était le premier monument de ce genre que je voyais ; aussi me frappa-t-il vivement. Un double arc, cintré en fer à cheval, s'ouvre dans une masse de pierres auxquelles le temps, le soleil ont donné une teinte d'un jaune sombre, assez semblable à la couleur du pain grillé ; la vue est merveilleuse ; à droite, la montée abrupte qui conduit à la place du Zocodover ; à gauche, au bas, le Tage qui fuit et se cache parmi les

Digitized by Google

grands rochers; en arrière, la rivière encore, serpentant au milieu d'une campagne inondée de lumière, où s'étale une pâle et élégante verdure; en face, l'Alcazar, qui s'élance hardi dans l'azur et semble commander à la ville et aux champs qui l'environnent.

Il règne ici je ne sais quel souffle de poésie héroïque, d'épopée grandiose. L'âme, quelque engourdie qu'elle soit, se réveille; on entre dans un autre monde. Ce n'est plus l'Europe moderne avec ses cités bien ordonnées, aux rues droites, aux maisons carrées, bien assises, appareillées; c'est un fouillis inextricable de ruelles à peine larges de deux mètres, un dédale inouï où le fil d'Ariane devient nécessaire pour se reconnaître. Des maisons sévères bordent ces rues; les fenêtres sont défendues par des grilles solides aux barreaux entrecroisés. Les portes à deux battants, en bois épais, sont bardées de fer. Les clous qui joignent les ais ont des têtes énormes; ils s'étalent en quadruples rangées, gros comme la moitié d'une orange, ce qui leur a valu le nom de *medias-naranjas*. Beaucoup sont ciselés avec le plus grand soin. Les marteaux aussi ont un caractère spécial; presque tous sont des objets d'art. Rien de plus étrange, rien de plus saisissant que l'aspect de ces rues étroites, peu longues, enchevêtrées les unes dans les autres, montant, descendant, tantôt inondées de soleil, tantôt baignées d'ombres crues, bordées de maisons qui ressemblent à des prisons ou à des couvents, et peintes en général de couleurs pâles. La plupart de ces rues sont désertes; c'est à peine si, de temps en temps, on y rencontre un grave caballero ou quelque brune señora à l'œil luisant, qui trottine sur ces pierres pointues avec la légèreté d'une gazelle.

Mais quand on arrive à une rue commerçante et fréquentée, comme la *Calle Ancha*, quel tableau! Je venais de franchir la place du Zocodover, je gravissais une rue escarpée et étroite, à laquelle on a pourtant donné ambitieusement le nom de *Grande-Rue*, le soleil y ruisselait; arrivé à son extrémité supérieure, une autre rue s'ouvrit devant moi; celle-ci descendait vers une des portes latérales de la cathédrale. Elle est peuplée de boutiquiers, de marchands d'étoffes surtout; des drapeaux jaunes et rouges pendus aux portes flottent à la brise; une foule bariolée, où les femmes et les enfants à peine vêtus dominent, va et vient; tout semble sourire et jouir; le soleil anime tout, et tout est en liesse. Il se fit tout à coup un mouvement plus vif; je m'arrêtai; quelques musiciens jouant d'instruments divers arrivaient par le haut de la rue, suivis de prêtres en surplis et d'un bedeau portant une croix. Je crus à une fête et m'arrêtai. Qu'on juge de ma stupéfaction : derrière ce clergé marchaient quatre hommes portant un cercueil où un pauvre enfant mort gisait en ses draps blancs. Le cercueil était recouvert d'une

Digitized by Google

étoffe bleue, ornée de bandes d'argent. Un peu en arrière, un jeune bambin vêtu d'un costume presque galant portait le couvercle du cercueil, aussi tendu de drap bleu ; puis venait un pauvre jeune homme qui pleurait, le père sans doute, et quelques amis qui causaient avec indifférence pendant que la musique continuait à exécuter des fanfares joyeuses ! Voilà un enterrement, et j'avoue que je demeurai un instant étonné en voyant cette façon de conduire un mort à sa dernière demeure. C'était un enfant; Dieu venait d'en faire un ange ! voilà la pensée ; à quoi bon se désoler ? le bonheur éternel commence pour lui, chantons ! rien de plus simple. Je me rappelai alors avoir vu quelque chose d'analogue en Italie. C'était au cap Misène, à Bauli ; on conduisait, presque en cadence, à sa dernière demeure, une jeune fille morte, et on avait mis en sa bouche une rose, sans doute pour cacher la pâleur livide de ses lèvres. La foule se signait, puis, le convoi passé, l'animation recommençait.

C'était bien, cette fois, l'Orient aux couleurs vives et tranchées. Tolède est une ville étrange ; tout y a vécu, tout y est resté. C'est encore la ville dont Teudès et Athanagilde firent la capitale des Visigoths, la patrie joyeuse et cruelle de Galswinde et de Brunehilde, dont notre France conserve la tragique mémoire. C'est bien encore la ville de Wamba, dont on montre, en une rue obscure et étroite, le palais (?) lourde et massive construction que dédaignerait un bourgeois enrichi dans le commerce le plus vil. C'est bien la cité des Maures et des juifs, dont on heurte les vestiges à chaque pas, synagogues et palais. C'est un entassement de choses disparates et qui pourtant ont fini par s'harmoniser. Joie de l'antiquaire, trésor de l'archéologue, Tolède est une proie magnifique pour les fanatiques du passé. Tout y parle, tout y raconte des légendes fantastiques. Au bas des remparts, le Tage, en ses rochers, chante ou murmure ; là sont les bains de Florinda, de la pauvre et adorable Cava, si calomniée et si belle, séduite par l'infortuné et galant Roderic, et cause de la ruine des Visigoths.

Car c'est une chose étrange vraiment que dans l'écroulement des empires on trouve toujours, sinon pour cause, du moins pour occasion ou pour prétexte, une femme. Le magistrat français qui, au dernier siècle, disait en toute cause intéressante : « *Cherchez la femme !* » n'avait besoin que de connaître quelque peu son histoire pour tenir ce propos. N'avons-nous pas nous-même rencontré en Irlande la femme cause ou prétexte de l'invasion anglaise au XIIe siècle ? Ici encore elle apparaît. Les Goths régnaient depuis trois siècles sur toute la Péninsule, car les Suèves et les Alains étaient réduits à quelques lambeaux de territoire ; ils avaient embrassé le catholicisme, donné à la monarchie un code de lois sages

Digitized by Google

pour l'époque ; la fusion se faisait doucement entre les différentes races, entre les habitants primitifs, les Romains, et les barbares. Wamba le Sage, Receswinte, Favila, Witiza, avaient gouverné, non sans troubles, mais avec succès ; la paix devenait de jour en jour plus assurée ; le catholicisme florissait, et déjà, comme de nos jours, protégé par une législation sévère, devenait la religion de l'Etat. Or, voici l'amour, voici la femme, et tout est perdu. Le dernier roi visigoth, Roderic, si célébré dans les romanceros espagnols et dans les contes arabes, avait à sa cour la fille du comte Illian, la belle Florinda ; il en devint éperdument amoureux et la séduisit. Celle-ci, au désespoir, avertit son père, qui, pour se venger, alla en Afrique, où commandait l'émir Muza, tout enivré des premiers succès de l'islamisme ; il l'engagea à passer en Espagne, pour venger son injure et celle des fils de Witiza, lui promettant la conquête de cet admirable pays. Le vieux Muza détacha un de ses lieutenants, Tarek, qui, en 711, débarqua avec une armée formidable sur la pointe la plus méridionale de la Péninsule, à laquelle il donna son nom (Gebal Tarek, d'où est venu Gibraltar). En quelques mois, l'Espagne était conquise. Roderic, vaincu à la bataille de Xérès, sur les bords du Guadalète, disparaissait à jamais et sa monarchie s'écroulait. Voilà comment s'abîment les grands Etats, lorsqu'ils n'ont pas de fondements réels dans le vœu des populations et ne sont pas la représentation même de la nation. Nous avons vu, depuis lors, bien des écroulements pareils, mais quels gouvernements en ont tiré une leçon salutaire ? Nous demandons pardon à nos lecteurs de terminer par des paroles si sérieuses une page d'histoire commencée par une fable, ou du moins par une légende.

IV

Tolède a compté, sous la domination des Visigoths et sous celle des Maures, plus de deux cent mille habitants ; la ville est réduite aujourd'hui à moins de dix-huit mille, et il en va de même pour la plupart des grandes cités espagnoles, dont la population a diminué dans de lamentables proportions. L'Espagne fut le pays des grandes villes : Numance, Sagonte et Mérida d'abord, puis, plus tard, Cordoue, Grenade, Séville, Burgos et Léon ; depuis, un souffle terrible a passé par là, et les populations se sont évanouies, dispersées, fondues. On prétend, et je pense que c'est avec grande raison, qu'au Xe siècle la population de la Péninsule atteignait au chiffre de trente millions d'âmes. Au XVe siècle, elle avait déjà sensiblement

Digitized by Google

diminué, eu égard aux circonstances que nous avons énumérées plus haut. Depuis lors, elle a décru de jour en jour; les villes ont perdu une grande partie de leurs habitants, et le territoire entier compte à peine aujourd'hui quinze ou seize millions d'âmes. C'est un fait désolant et qui parle avec une éloquence extrême contre le régime de monarchie et de catholicisme à outrance qui, depuis Charles-Quint, a prévalu. Il est à présumer que les Espagnols se sont sentis bien fatigués de ce régime, au moins en ce qui concerne la monarchie, car partout où ils ont émigré et se sont établis dans le Nouveau Monde, dès qu'ils sont devenus indépendants de la métropole, ils se sont empressés d'adopter la forme républicaine. Tous les Etats de l'Amérique centrale et méridionale, depuis le Mexique jusqu'au Chili, en font foi. Ceci peut répondre assez nettement à l'opinion émise, un peu témérairement peut-être, par certains membres du gouvernement provisoire, que l'Espagnol n'est pas républicain. Qu'en sait-on? L'Espagnol, selon nous, n'a pas une idée bien nette des choses présentes, parce qu'il ignore les premiers éléments de l'histoire de son propre pays; mais nous inclinons à croire que si, avant de se prononcer, il était mis à même de connaître et de juger, il ferait chez lui ce que ses compatriotes ont fait en Amérique. Au commencement du siècle dernier, le trône s'est trouvé vacant; on l'a offert à une dynastie étrangère. Qu'a-t-elle fait pour relever le pays? A l'exception de Charles III, quel est l'homme vraiment intelligent qui soit sorti de cette dynastie? L'Espagne a été malheureuse en rois, beaucoup plus malheureuse encore que la France, et nous craignons pour elle, quelques garanties qu'elle prenne, une nouvelle expérience. Il est fort aisé de se donner un roi, mais il est beaucoup moins facile de s'en débarrasser lorsqu'il a violé ses serments et ses promesses et qu'il gouverne mal. C'est à cela qu'il faut songer.

On est amené nécessairement à ces réflexions à Tolède, qui, comme nous l'avons dit, est le berceau de la monarchie espagnole, catholique et despotique par essence. Un peuple n'arrive pas de prime-saut à une constitution telle que celle qu'a subie l'Espagne depuis trois cents ans, où les populations ne sont comptées pour rien, où le roi et l'Eglise sont tout. Ces régimes ont leurs racines plus haut dans les siècles passés, et on s'en convaincra si on jette un regard sur la constitution monarchique des Visigoths, dont la tradition a été continuée par les rois de Castille, après l'expulsion des Maures. Tant qu'ils furent ariens, les monarques goths, ayant à lutter contre les descendants des Romains qui habitaient l'Espagne et qui étaient tous catholiques, contre un clergé nombreux et influent, laissèrent aux peuples certains priviléges; mais à partir de

Digitized by Google

Reccared; qui se convertit au catholicisme, tout changea. Une étroite alliance fut faite avec les évêques, qui reçurent un pouvoir énorme et devinrent de la sorte les alliés de la royauté. Un code, mélange étrange de coutumes romaines et de lois du Nord, telles qu'on les retrouve encore aujourd'hui dans la Bavière, fut promulgué sous Leuwigilde et ses successeurs. On peut augurer que la grande part de pouvoir fut réservée au roi et au clergé. Ainsi, tandis que, chez les nations du Nord, d'où les Goths cependant tiraient leur origine, la souveraineté résidait dans les assemblées populaires, le code gothique d'Espagne attribuait au roi une puissance presque sans limites, le mettait à la tête de l'armée et de l'administration, lui donnait sans conteste le droit de paix et de guerre. Des priviléges considérables furent également accordés au clergé, qui, dès lors, devenu le maître, proscrivit toute religion étrangère, toute hérésie et poursuivit à outrance le judaïsme. Des lois sévères furent portées contre les dissidents, et l'on peut dire avec raison que l'inquisition date de cette époque; en effet, dans le code de l'inquisition du XVe siècle on retrouve toutes les peines édictées sous les rois goths contre les juifs et les hérétiques.

L'alliance intime du trône et de l'autel date donc de ce temps éloigné; la conquête arabe n'a pas rompu la chaine des traditions. Pélayo, un descendant des rois goths, réfugié dans les Asturies, et qui devait être la souche de la future royauté espagnole, conserva précieusement cette tradition et la transmit à ses successeurs. Elle arriva donc intacte aux rois de Léon, de Castille et d'Aragon, qui, à vrai dire, n'étaient autres que les descendants, les successeurs et les continuateurs des Visigoths. En effet, la fameuse législation donnée par Alphonse le Sage, sous le nom de *Las siete partidas*, reproduit, en certaines de ses parties, presque textuellement les lois gothiques, non-seulement au point de vue civil, mais même au point de vue politique. Les rois, à cette époque, étaient donc encore imbus des idées qui étaient nées sous la monarchie des Visigoths, et ils les conservèrent presque intactes.

En vain, pour s'assurer le concours des peuples contre les Arabes, furent-ils amenés à leur concéder des *fueros*; en vain les assemblées faisaient-elles jurer à ces rois, lors de leur avénement, de respecter leurs droits; ces droits étaient sans cesse violés, et quand les Arabes furent chassés, quand aucun ennemi intérieur ni extérieur ne menaça plus la royauté, on la vit, avec Ferdinand et Isabelle, repousser toute observation des assemblées, et, reprenant la coutume interrompue des rois visigoths, appuyée sur le clergé, gouverner despotiquement. La fin de la domination arabe en Espagne a fatalement marqué la fin des *fueros* des provinces, en même temps que la puis-

Digitized by Google

sance royale prenait un développement considérable. Voilà comment et pourquoi l'Espagne est si monarchique, du moins en apparence; le peuple a été vaincu en même temps que les Maures qu'il avait combattus et chassés, et c'est sur lui qu'est retombé tout le poids de la victoire. Au lieu de la grandeur, de la prospérité, de la liberté auxquelles il avait le droit de prétendre, il n'a eu que déception, oppression et misère. En réalité, ce n'a pas été pour lui qu'il a vaincu, mais pour ses rois et sa religion, qui ne lui en ont tenu aucun compte. Dès que les rois n'ont plus eu d'ennemi étranger à combattre, c'est contre le peuple qu'ils se sont retournés, pour le soumettre et l'opprimer. Rien de plus instructif, rien de plus intéressant, au point de vue du présent qu'elles éclairent, que ces *luttes* du passé, où un peuple généreux et fier combat pour ce qu'il croit être sa cause et s'affaisse en son triomphe sous le poids d'un double despotisme, qui l'étouffe ensuite pendant trois siècles.

V

Revenons à Tolède, dont ces digressions nous ont éloigné; mais, dans les circonstances présentes, on comprendra que ces réflexions se soient présentées à notre plume, et on nous excusera de n'avoir su résister à les écrire. Nous reprenons la partie pittoresque de notre récit.

Nulle ville plus que Tolède n'offre une réunion singulière de monuments de toute sorte, de toute époque, de tout caractère; nulle n'a des pages plus saisissantes, plus dramatiques; nulle n'a subi de plus terribles vicissitudes, grandeurs et misères, siéges, massacres, fêtes et triomphes. Des Visigoths elle passa aux Maures, des Maures elle revint aux rois de Léon, et quels exploits de part et d'autres! Il y aurait matière à vingt romans. On pense bien que chacun a laissé son empreinte sur ce sol. Maures, juifs, chrétiens, tous y sont représentés. Voici d'abord la cathédrale, le monument par excellence, non le plus ancien, mais assurément le plus splendide. Ce n'est pas que, comme celle de Burgos, cette cathédrale, à l'extérieur, présente une masse à la fois élégante et fière; non; mais beaucoup moins remarquable de ce côté, la cathédrale de Tolède l'emporte par son ornementation intérieure, son développement et sa richesse. On sent une église mère et d'où part le commandement. Tolède fut le berceau du catholicisme royal, et cela se remarque à la splendeur même du monument. Malheureusement, hélas! cette noble église est enserrée de toutes parts, plus encore qu'à Burgos, dans d'abominables constructions qui l'étouffent.

Digitized by Google

Commencée en 1227, par ordre de saint Ferdinand, le vainqueur de Séville, sur les plans de Pedro Perez, cette cathédrale est d'un gothique élégant et sobre à la fois. Sa tour n'a pas la grâce de celles de Burgos, et ses fenêtres n'ont point la même délicatesse. Mais, à l'intérieur, quel charme imposant ! Quatre-vingt-huit piliers formés chacun d'un faisceau de seize colonnettes, dessinent cinq nefs et soutiennent des voûtes admirables et d'une extraordinaire pureté de contours. Par malheur, ici, comme dans toutes les cathédrales d'Espagne, la chapelle principale et le chœur forment, en quelque sorte, une église dans l'église. Entre les piliers de la grande nef, sur une étendue assez considérable, ce chœur et cette chapelle ont été isolés par des murs épais. En vain l'architecte a-t-il multiplié les ornements, prodigué le marbre, le jaspe, l'or, le bois sculpté; en vain l'art est-il venu à son aide pour faire pardonner ce monument parasite, il offre un inconvénient architectural sérieux, rompt la grande harmonie des lignes et nuit à la perspective, qu'il coupe en maint endroit. De tels édifices gagneraient beaucoup à être dégagés, d'autant plus que nous ne voyons pas quel est l'avantage de ces espèces de réduits sombres où le culte a l'air de se cacher. Nous préférons de beaucoup les dispositions des églises de Rome, où le maître-autel se dresse seul au milieu du transept, sous la voûte, sous le dôme, et laisse voir à tous le prêtre officiant. Mais c'est encore ici, sans doute, un trait du caractère espagnol, sombre, mystérieux et qui cherche à frapper avant tout. Le rétable de la grande chapelle est fort beau, quoique maniéré; ce sont des caissons de bois de mélèze sculpté représentant des sujets religieux; trop d'or le surcharge. En face se trouve le chœur, réduit un peu obscur aussi, mais qui offre à l'admiration du visiteur un travail d'une splendeur inouïe. Trois rangées de stalles en bois sculpté se dressent sur chacun des côtés, à droite, à gauche et en face. La dernière rangée, à laquelle on arrive par des gradins, contient les stalles des chanoines, séparées entre elles par des colonnettes de marbre brun qui soutiennent un entablement en forme de dais. Au fond, au milieu, en face du grand autel, le fauteuil de cardinal, plus grand, plus élevé que les autres. Entreprendre la description de ce travail prodigieux, essayer même d'en donner une idée, serait une chose insensée; nulle parole n'y saurait réussir; ce bois est travaillé, fouillé, creusé avec un art inouï, une patience presque céleste; les sujets se déroulent avec une grâce et une élégance extrêmes, et quant à l'ensemble, il est d'une beauté à la fois grande et saisissante. C'est l'œuvre de Philippe de Bourgogne et du Berruguete.

Pour décrire cette cathédrale, il faudrait un volume; certains auteurs espagnols y ont consacré des *in-folio*, et je le conçois. Il ne

Digitized by Google

m'est pas possible pourtant de ne point parler de la salle capitulaire et de la sacristie, qui, chacune en son genre, offrent de grandes beautés architecturales et d'ornementation. La première surtout a des plafonds d'une richesse extraordinaire, et qui ne nuit point à leur valeur comme dessin. L'autre se présente sous l'aspect d'une nef rectangulaire, dont la voûte a été peinte par Luca Giordano, peintre fécond dont on retrouve les fresques dans une foule de cathédrales espagnoles, fresques souvent fort belles et parfois aussi d'une infériorité déplorable. Toutes les peintures ici représentent des miracles locaux, et surtout l'apparition de la sainte Vierge à saint Ildefonse, qui eut lieu, dit la légende, en cet endroit même. On montre encore, attachée à l'un des piliers de la cathédrale, la pierre sur laquelle la mère du Christ posa son pied pendant son séjour sur la terre.

Si le peuple espagnol est pauvre, ses églises sont riches, riches surtout en vaisselle d'argent et d'or, riches en diamants et en pierreries. Nous l'avons constaté déjà à Burgos et à Madrid. Tolède nous en offre un nouveau témoignage. Quand on pénètre dans la petite salle où est enfermé le trésor, on croirait entrer dans un palais de fée. Une *custodia* de quatre pieds de hauteur, en argent massif, de forme pyramidale, sculptée, ciselée, découpée, dentelée comme une flèche gothique, est une œuvre d'art et de patience indescriptible; elle est semée de diamants et de pierres précieuses, garnie d'émaux; elle est montée à l'aide de quatre-vingt mille viroles cataloguées; elle pèse huit cents marcs, et sa fabrication a duré cent ans. Trois générations d'artistes y ont travaillé de père en fils, et en ont fait certes le chef-d'œuvre de l'orfévrerie de tous les temps. A côté de cette *custodia*, des vases, par centaines, précieux par la matière, plus précieux par le travail, *materiam superabat opus*, comme dit le poète. Il n'en est pas de même pour les vêtements sacrés contenus dans une vitrine, vêtements dont on couvre la Vierge pendant les processions à travers les rues. Les diamants, les rubis, les perles, les émeraudes y ruissellent à profusion. C'est un entassement inouï, un éblouissement. Il est impossible de voir de plus belles pierres, et surtout des émeraudes plus admirables que celles qui sont enchâssées dans les couronnes. Il y a certes, et comme art et comme matière, une valeur de plusieurs millions enfouie en cet étroit espace.

Avant de quitter la cathédrale, il faut visiter, parmi les nombreuses chapelles qui rayonnent autour de ses nefs, la chapelle *mozarabe*, qui présente plus d'un genre de curiosité et qui parle peut-être plus en faveur de la tolérance des musulmans que les chrétiens ne voudraient le laisser croire. Quand Tolède fut prise

Digitized by Google

par les Arabes, ceux-ci permirent aux chrétiens le libre exercice de leur culte, à la seule condition de ne point troubler la paix publique. Pendant plusieurs siècles donc, les catholiques purent, non-seulement à Tolède, mais même, comme nous le verrons plus tard, dans la capitale arabe, à Cordoue, pratiquer publiquement leur religion. Ils conservèrent ainsi le rite gothique, qui était en usage dans toute l'Espagne au moment de l'invasion. Quand les rois de Castille eurent repris Tolède, pour nous en tenir spécialement à ce qui concerne cette cité, ils trouvèrent les chrétiens qui l'habitaient, et qu'on nommait *Mozarabes* (mêlés aux Arabes), en possession du vieux rituel. On voulut, dès lors, le leur faire changer pour adopter le rituel romain, ce à quoi ils se refusèrent. Il y eut des combats, des luttes, des épreuves, des jugements de Dieu; les catholiques tolédans tenaient à leur coutume, et les catholiques castillans, devenus les maîtres, se montrant moins tolérants que les infidèles, voulaient les forcer à y renoncer. Il fallut bien, à la fin, céder à la contrainte; le plus grand nombre des prêtres s'y décida, mais beaucoup restèrent inébranlables. On résolut alors, pour avoir la paix, de laisser ces derniers prier selon le rite gothique en certaines églises. Plus tard, le cardinal Cisneros restreignit encore cette faculté et ordonna que les prêtres mozarabes ne pourraient plus officier que dans une chapelle spéciale qu'il leur réserva dans la cathédrale même. J'ai été assez heureux pour me trouver là au moment d'un office; point de chants, une psalmodie parfois lente, parfois plus précipitée, toujours monotone, mais d'une gravité, d'une solennité qui imposent: voilà quel était le rite primitif qu'on a proscrit pour lui substituer le chant grégorien et les orgues, qui donnent, en effet, au culte et à la prière une grande splendeur, et agissent si puissamment sur les natures tendres. Il est clair que l'office mozarabe ne touchera personne, n'apportera aucune de ces émotions qu'on ressent, le plus souvent, aux sons de l'orgue, sous les grandes voûtes des cathédrales. Le catholicisme, en cette réforme, savait bien qu'il irait aux âmes par les sens, et c'est pour agir surtout sur les foules, le chemin le plus sûr.

Cette chapelle *mozarabe* est, en outre, remarquable par des fresques d'un haut intérêt historique, d'une conservation parfaite. Elles représentent des combats entre les Tolédans et les Maures, et donnent une idée fort exacte des costumes de chacun des deux peuples à cette époque reculée.

Au nord de la cathédrale se trouve un cloître digne du monument, mais dont le mérite architectural, quel qu'il puisse être, me semble de beaucoup primé par le cloître de *San Juan de los Reyes*, une des plus gracieuses merveilles de l'architecture gothique en

Digitized by Google

Espagne. L'église Saint-Jean-des-Rois est située à l'ouest de Tolède, sur une plate-forme qui, à deux cents pieds de hauteur, domine le cours du Tage à l'endroit où, sortant de son lit de rochers, il aborde de nouveau la plaine, qu'on nomme ici la Véga, à travers laquelle il serpente doucement. La vue qu'on en a est fort étendue et fort belle. Le soleil éclaire ces paysages d'une lumière si pure, si transparente, que les montagnes, bien qu'éloignées de plusieurs lieues, semblent à une faible distance. La verdure des champs n'a rien de cette vigueur qui caractérise la végétation du Nord ; elle est pâle et pour ainsi dire blonde, et apparaît fort gracieuse en cet encadrement de montagnes rougeâtres et bien colorées. On se complaît à considérer ces monts et ces plaines d'un aspect si étrange et si doux à la fois, et c'est avec regret que l'on ramène ses regards vers les monuments de pierre, quelque grands et beaux qu'ils soient. L'église Saint-Jean-des-Rois fut construite, à la fin du XVe siècle, par Ferdinand et Isabelle, pour célébrer et leur victoire sur le Portugal et leurs triomphes sur les Maures. C'est une vaste chapelle de couvent plutôt qu'une église. L'intérieur se compose d'une seule nef soutenue par des piliers recouverts d'arabesques. On sent que, malgré eux, les artistes chrétiens subissaient encore l'influence des Arabes dans l'ornementation des édifices, même des édifices religieux. Ici la pierre est fouillée, les piliers sont ornés de guirlandes charmantes, les chapiteaux sont surchargés de sculptures et d'arabesques ; les balcons sont à jour, à nervures élégantes; mais toute cette ornementation disparaît devant la beauté du cloître. Je ne pense pas que le gothique puisse atteindre à un plus haut degré de perfection, de grâce majestueuse et de grandeur. Ce cloître, dont malheureusement un des côtés est absolument en ruines, dont les autres, mal entretenus, se crevassent et s'effondrent, attire et retient longtemps le regard de toute personne qui aime le beau. Les arcs se dessinent avec une extrême pureté ; autour de leurs saillies s'enroulent des guirlandes de feuillages et de fleurs peuplées d'oiseaux, d'anges, d'animaux de toute espèce, d'une finesse, d'une délicatesse de ciseau qu'il est impossible de surpasser. Les trèfles, les losanges, les flammes des ogives se profilent sur le ciel pur, pendant que les frêles et délicates colonnettes qui les supportent descendent s'appuyer sur un soubassement sculpté ; les piliers sont ornés de statues de saints fouillées de mille manières; les murs de soutènement, où se reproduisent les arcs d'ouverture, sont couverts également des plus délicieuses sculptures, où l'œil se perd et s'égare avec cette admiration, avec cette joie que donne la vue du beau, du noble et du grand.

A l'intérieur du cloître, dans le *patio*, croissent en liberté des

Digitized by Google

fleurs et des arbustes ; là un oranger au feuillage luisant, ici un rosier grimpant qui s'accroche aux murs, plus loin une clématite qui s'enroule autour d'une colonnette. Un des arcs est presque entièrement envahi par des plantes grimpantes qui, en certains endroits, retombent avec une grâce exquise ; tout cet ensemble, inondé de soleil, imprégné du parfum des orangers, des roses, des résédas, a quelque chose de suave et d'enivrant ; la nature est aux prises avec l'art qu'elle étouffe doucement, mais fatalement ; l'une et l'autre sont dignes d'être admirés ; mais ne faudrait-il pas, sans exiler les fleurs, protéger un peu ces nobles pierres contre la ruine que leur apportent ces délicieuses mais mortelles étreintes? On sort de là ravi et attristé ; et le sentiment que j'avais éprouvé à Burgos, en visitant la *Cartuja de Miraflores*, se représenta plus vivement encore à mon esprit. Pourquoi laisser périr de tels chefs-d'œuvre? Par quoi les remplacera-t-on ? L'architecture moderne est-elle si riche, si féconde, qu'on puisse mépriser, dédaigner, oublier ces œuvres que nous a laissées le passé ? Hélas ! en France comme en Espagne il n'y a qu'à regarder les églises nouvelles, et les regrets redoubleront. Pourquoi dépenser des millions à entasser des pierres sur des pierres, sans goût, sans idée, sans art, et laisser périr les merveilles que nous ont léguées nos pères, qui faisaient leur orgueil et qui font notre gloire ? Bâtissez des temples simples, à bon marché, puisque vous n'avez plus le secret de ces édifices splendides, et consacrez vos ressources à l'entretien de ceux qui tombent et s'écroulent en vous accusant d'ineptie et d'oubli !

Je parcourus ensuite les salles du couvent, sombres et laides pour la plupart, peuplées de tableaux plus que médiocres, et où sont entassées de soi-disant reliques de saints, de prélats et d'hommes célèbres, telles que le chapeau du cardinal Ximénès. Je m'intéresse peu à ces défroques ; ce qu'il me faut, ce sont des hommes ; ce qui m'importe, ce sont des actes, ce sont des œuvres, ce sont les résultats produits et pour le bien, et pour la grandeur, et pour la splendeur des nations. Que me fait de voir ce chapeau ou cette chasuble? Tel homme a bien vécu, voici son portrait : je m'incline devant ce visage honnête ; pour le reste, que m'importe. Nous devenons aujourd'hui friands de ces exhibitions ; notre musée des Souverains, au Louvre, en est le prototype. Quand l'objet conservé est une œuvre d'art, c'est bien, j'admire ; mais quand c'est une loque informe, quel sentiment éprouver, sinon le dédain ? Dans le même ordre d'idées, je critiquerai l'exhibition des chaînes suspendues aux murs extérieurs de cette église, qui lui donnent un aspect maussade et la font ressembler à l'étalage d'un brocanteur de vieux métaux. Ce sont, dit-on, les fers trouvés à Malaga et à Grenade,

Digitized by Google

lors de la prise de ces villes sur les Maures, et qui servaient à garrotter les chrétiens. En vérité, je les trouve bien grosses pour avoir servi, et en si grand nombre, à un tel usage. Tout le monde sait, d'ailleurs nous l'avons dit plus haut, à propos de la chapelle *mozarabe*, que les musulmans usaient vis-à-vis des chrétiens d'une tolérance extrême, que ceux-ci ne leur rendirent guère ; nous examinerons ce point quand nous parlerons de Cordoue. Comment donc tant de chaînes? Pourquoi cette exhibition? C'est qu'on veut toujours frapper par des démonstrations actives l'esprit crédule et craintif des foules ; il fallait prouver au peuple qu'en expulsant les Maures on avait travaillé pour lui, pour sa délivrance, pour sa foi. On sait ce qu'il en advint et comment l'Espagnol, libre en une certaine mesure sous ses petits rois de Castille et d'Aragon, se trouva complétement gouverné, c'est-à-dire privé de presque tous ses *fueros*, quand les couronnes furent réunies sur une seule tête. Donc, à mon avis, ces fers sont un symbole, et voici lequel : ils n'avaient servi, à Grenade, qu'à enchaîner un petit nombre de chrétiens; ici, ils indiqueront que le peuple espagnol va être enchaîné tout entier. C'est ce qui a eu lieu pendant trois cent cinquante ans! Et d'ailleurs, était-ce bien aux restaurateurs de l'Inquisition qu'il appartenait d'exposer de tels objets? A l'heure qu'il est, ne pourrait-on pas mettre au-dessous de ces chaînes les instruments de torture trouvés dans les cachots du saint-office? Pourrait-on trouver mauvais que les libérateurs de l'Espagne montrassent aussi au peuple le péril d'où ils l'ont tiré? Tout cela, alors, pouvait avoir une portée ; c'est maintenant puéril. Aussi, je comprendrais fort bien que le gouvernement des Espagnols libres fît enlever cette ferraille vénérable, mais présentement ridicule, et l'employât plus utilement. Il n'est plus bon de perpétuer ces souvenirs; travaillons à la concorde et à la paix, et repoussons tout ce qui peut nous rappeler les persécutions, les haînes et les guerres.

Quoi qu'il en soit, le cloître Saint-Jean-des-Rois est un bijou, et j'insiste pour qu'on vende les fers suspendus aux murs de l'église, afin d'avoir, à la rigueur, quelque argent pour le réparer.

VI

Après les églises, les synagogues. Tolède était un refuge pour les juifs, que les Maures y toléraient et que les chrétiens en expulsèrent en 1494, toujours sous le règne fameux de Ferdinand et d'Isabelle, ces glorieux intolérants. Don Pedro, de sanglante mémoire, avait autorisé son trésorier Samuel Lévi, en récompense de ses services, à élever une synagogue. Elle n'appartint pas longtemps aux

Digitized by Google

juifs, car les monarques catholiques en firent don aux chevaliers de Calatrava. C'est une vaste pièce carrée, aux murs unis, recouverts d'un revêtement en stuc fouillé d'arabesques. Une frise surmontée de cinquante-quatre arcs se développe autour de l'édifice ; l'ornementation en est admirable. Le plafond est en bois de mélèze et les poutres de la couverture en cèdre du Liban. Les autels modernes dont on a flanqué les murs, les boiseries sans goût dont on les a obstrués ôtent tout caractère à cette synagogue, qui, dans son état primitif, devait être d'un étrange effet. C'est maintenant *Nuestra Senora del Transito*. Pourquoi ?

Non loin de là, dans une rue étroite et poudreuse, cachée derrière un mur lézardé, au fond d'une cour où un pauvre figuier s'étiole entre deux puits qui pourraient cependant, de temps à autre, lui verser un peu d'eau, apparaît *Santa-Maria-la-Blanca*. Cet édifice a tout l'aspect d'une grange ; on entre et, comme dit un auteur espagnol, M. Quadrado, « on s'arrête surpris de ce singulier mélange de magnificence et de nudité, de l'étrangeté capricieuse de ces lignes, du goût exquis des ornements ; on se croirait transporté en une pagode fantastique. » Une forêt de piliers octogones soutiennent cinq nefs sur des arcs en fer à cheval d'une hardiesse extrême ; les murs, les chapiteaux sont revêtus de stucs où courent les arabesques avec une fantaisie incroyable ; pour couronner tout cet ensemble, un toit sans plafond ! Splendeur et misère ! une adorable personne vêtue d'une honteuse guenille ! C'est une perle tombée au fumier, qu'on admire encore, mais dont nul ne prend soin.

Il en est ainsi à chaque pas dans Tolède. On heurte une maison qui croule et qui s'effondre : elle contient une salle arabe de la plus grande magnificence ; vous traversez une cour ouverte à tous venants encombrée d'objets les plus sordides ; les enfants nus et les animaux couverts de vermine y grouillent ; au fond, une porte vous conduit en une salle dont les murs, couverts d'arabesques jusqu'aux frises, sont un des plus beaux spécimens de l'art arabe. C'est le *Taller del Moro*. Un menuisier, un rempailleur de chaises y ont installé leur industrie. Ils ont badigeonné les murs, empâté les arabesques, crevé le stuc en maint endroit pour y fixer des poutres ou des planches. Voilà le cas que l'on fait, à Tolède, de ces restes charmants du passé. Plus loin, une autre salle, celle-là mieux conservée, mais où l'on a construit un théâtre. C'était la demeure d'un riche Arabe. On ne peut faire trois pas sans rencontrer un souvenir, un noble débris. Vous descendez une rue, voici des maisons peintes en rose, à la détrempe, avec des fleurs, des rosaces, des oiseaux. A côté, un débris de cloître, une flèche gothique qui se dresse sur un arc mauresque. Tout y est marié, tous les styles s'y heurtent, toutes les

Digitized by Google

époques y vivent, ou plutôt y périssent ensemble dans un même état d'abandon. C'est partout comme un écroulement de pierres, de stucs, de poutres vieillies ; personne n'y songe, personne ne s'en inquiète. Ceux des édifices qui ont reçu une destination spéciale ne périssent point, mais ils subissent un genre d'avanies plus cruel encore. Ceux-là ne s'en vont pas pierre à pierre, mais leur beauté se cache honteusement sous une quadruple couche de badigeon, de lait de chaux. C'est comme une belle jeune fille à laquelle on impose un masque plat et insignifiant.

Tolède était la ville des palais, des alcazars. Les Maures l'avaient peuplée de constructions délicieuses dont il ne reste presque plus de traces. Le grand Alcazar moderne, bâti sur l'emplacement de l'Alcazar des Maures, n'a conservé aucun des caractères de cette époque. C'est néanmoins un édifice d'une grande magnificence, qui, hélas ! est déjà lui-même presque en ruines. Il affecte la forme d'un vaste parallélogramme dont trois côtés ont été construits par Covarrubias ; le quatrième, vers le sud, est l'œuvre de Juan Herrera. L'intérieur, qu'on répare en ce moment, contient deux rangées de galeries d'une hardiesse extrême en même temps que d'une grande élégance, et un escalier dont la renommée est universelle.

Mais le grand charme de l'Alcazar réside surtout en sa situation. Il s'élève, en effet, dans la plus haute partie de la ville, en terrasse, au-dessus du Tage, qui gronde en ses rochers à plus de deux cents pieds au-dessous du rempart crénelé dont les jardins du palais sont entourés. Un panorama splendide se découvre aux regards étonnés. La ville, avec ses monuments, ses églises, ses couvents, ses hôpitaux ; la ville, qui se groupe surtout autour de la cathédrale, qu'elle étouffe, et qui va descendant presque jusqu'au fleuve par une succession de terrasses où conduisent des rampes et des escaliers ; le Tage lui-même, qui s'enroule autour d'elle, l'étreint et ne semble la quitter qu'à regret pour reprendre sa course à travers la plaine ondulée qui s'étend vers l'ouest ; les monts de Tolède, aux crêtes chenues et dentelées, qui se profilent au sud, nus et décharnés, mais revêtus de ces teintes violettes si douces aux regards : tout cela a je ne sais quoi de poétique, de grand, de vraiment beau, qui fait que bien longtemps on demeure en contemplation, presque en extase. Tant de choses aussi revivent en ce lieu, tant de souvenirs, tant de vertus et de misères, de grandeurs et d'ignominies ! Tout parle, victimes et bourreaux, Pierre le Cruel et Blanche de Bourbon, et la belle et atroce Maria Padilla, et cet autre Padilla, un héros, lui, et cent autres, qui sont morts pour l'indépendance, le droit, la justice, et dont le sacrifice n'a point encore porté ses fruits. Que de

Digitized by Google

sang l'humanité doit-elle donc verser pour faire germer cette semence divine qui fait éclore la justice et la liberté !

Tolède, je l'ai dit déjà, offre un spectacle tout à fait différent de ceux qu'on a vus jusqu'alors en Espagne. On sent ici la domination, l'influence arabe ; ses habitants ont un type, un tempérament spécial. Il y a six cents ans que les Castillans ont reconquis la ville; les Maures ne l'ont occupée que pendant quatre siècles et demi ; n'importe ! ils y ont laissé une trace indélébile. En vain les Tolédans, comme tous les Espagnols du sud et de l'est, repoussent-ils cette idée, cette croyance comme une injure : ils ont dans le sang du sang oriental, du sang arabe ; il ne faut que les voir, les observer pour s'en convaincre. Quelle différence déjà avec les Castillans de Burgos, tels que je les ai dépeints ! Ici, l'œil brille, profond et lumineux ; la peau n'a déjà plus la même teinte ; ce n'est pas le hâle du soleil et de la bise froide des montagnes qui lui donne sa teinte chaude ; c'est un fait naturel. Et le langage, et la démarche, et les idées, et l'apathie ! Le Castillan est sec, nerveux ; s'il demeure oisif, c'est par orgueil ou par dédain. Faire œuvre vile, fi donc ! Dans le midi de l'Espagne, à partir de Tolède, on est oisif par nature, par conviction, majestueux par principe. Ce n'est pas une opinion ou un calcul, c'est une conséquence du tempérament général qui porte à une certaine indifférence des choses ordinaires. On sent l'Orient. Pourtant les Arabes travaillaient, ils étaient actifs ; la situation prospère de l'Espagne sous leur domination le prouve surabondamment. Oui, mais le régime militaire qui, pendant sept ou huit siècles, pesa sur l'Espagne, depuis lors, empêcha les vainqueurs de suivre les bonnes traditions des vaincus. Ils prirent les mauvais côtés de leur caractère, une espèce de fatalisme morbide, et laissèrent de côté, pleins de dédains, l'activité qui les distinguait et dans les travaux des champs, et dans le commerce, et dans l'industrie. Etait-il bien digne d'ailleurs de si fiers vainqueurs de s'astreindre aux petites vertus actives des vaincus ? Rien ne s'accommode plus mal que le régime militaire avec le travail producteur.

Le militarisme espagnol ne date donc point d'hier ; tout homme y est un *señor caballero*, et c'est tout dire. Comment voulez-vous qu'un si noble personnage se fasse travailleur ? Par des motifs bien différents, on arrive ici aux mêmes résultats négatifs que dans les Castilles, à l'immobilité. Ici, c'est l'orgueil de race, le découragement apporté par une nature âpre et sévère ; là, c'est l'apathie, c'est une espèce de nonchalance naturelle, d'absence d'idées et de besoins. On se laisse vivre, content de peu : et d'ailleurs, on a une foi qui encourage et console : la terre est un lieu de passage; qu'importe d'y vivre bien ? La récompense est plus haut et plus loin ! Et

Digitized by Google

voilà pourquoi l'industrie est presque nulle; pourquoi les champs sont à peine ou sont mal cultivés; pourquoi sur ces fronts, larges pourtant, vous voyez si peu le reflet de la pensée. Penser est plus fatigant qu'on ne le suppose. En France, nous parlons beaucoup et ne pensons guère; en Espagne, on parle peu, mais, qu'on me pardonne de le dire, suivant la locution vulgaire, on n'en pense pas davantage.

Je m'aperçois que j'ai omis de parler de la fameuse fabrique d'armes, des bonnes *lames de Tolède* si renommées. J'en veux dire deux mots. Elle fut construite par ordre de Charles III, un roi vraiment roi, quoique un peu trop imbu des fausses idées de son siècle. Mais combien de rois ont su s'en affranchir? Située dans la *Végabaja*, à l'ouest de Tolède, elle n'a rien de remarquable comme construction spéciale. Cette industrie remonte, à ce qu'il paraît, à la plus haute antiquité, et on ne sait à quelle époque elle apparut à Tolède. Elle y est d'autant plus étrangement placée, que le territoire ne produit rien, absolument rien des matières premières nécessaires à cette fabrication, que l'acier espagnol même n'y peut guère être employé et que l'on se sert de métaux étrangers. La trempe qu'on leur donne, cependant, est excellente, et j'ai vu des épées qui se ploient comme des roseaux flexibles. C'est le Tage, ce doux et poétique Tage, qui, par une dérivation, va travailler là-bas, au milieu des arbres, comme autrefois le chien du cloutier, à tourner la roue qui met en mouvement cette usine. Qui l'aurait cru? Le Tage travaillant comme le plus vulgaire ruisseau français! le Tage sortant fier et noble de son lit de rochers, acceptant le collier et faisant tourner une roue à godets! Je ne sais si c'est cela qui a dégoûté les Tolédans du travail; toujours est-il qu'ils vivent en un noble repos, mais non sans murmurer un peu, car Tolède est la vieille ville frondeuse et mécontente. Elle fait l'effet de ces vieillards grondeurs, qui ne trouvent rien de bien que ce qui se faisait au bon temps jadis. Hélas! pour l'Espagne, le temps jadis remonte déjà bien loin, et elle fera bien de se tourner un peu vers l'avenir, pendant qu'il en est temps encore.

AMÉDÉE MARTEAU.

Digitized by Google

L'ÉVASION

D'UNE

REINE DE FRANCE

ÉPISODE DU RÈGNE DE LOUIS XIII

Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'État du cardinal de Richelieu, publiés par M. Avenel, dans la collection de documents inédits, 1853-1867.— Le duc et connétable de Luynes, par M. Cousin, articles du *Journal des Savants* non encore réunis en volumes. —*Lettere diplomatiche di Guido Bentivoglio, arcivescovo di Rodi e nuncio in Francia poi cardinale di Santa-Chiesa e vescovo Prenestino, ora per la prima volta pubblicate per la cura di Luciano Scarabelli.* Turin, 1852.

La captivité de Marie de Médicis au château de Blois et son évasion dans la nuit du 21 février 1619 forment, après le meurtre des Guises, l'épisode le plus dramatique de l'histoire de cette vieille demeure des comtes de Blois-Champagne.

Les détails de ces événements nous ont été transmis par divers écrivains contemporains, dont plusieurs y ont été mêlés : par le cardinal de la Valette, fils du duc d'Epernon ; par Guillaume Girard, secrétaire de ce dernier ; par Richelieu, Brienne, Fontenay-Mareuil. Le père Griffet, d'ordinaire si bien informé, et qui a eu entre les mains tant de documents originaux aujourd'hui perdus pour la plu-

Digitized by Google

part, les a le premier présentés avec la méthode et les vues d'ensemble qui distinguent l'historien du simple compositeur de mémoires, mais qui changent à chaque grande évolution de l'esprit humain. Si l'on tient à recueillir sur ces événements tout ce qu'il semble possible aujourd'hui d'en connaître, il faut joindre aux divers éléments d'enquête que nous venons d'énumérer ceux qu'on trouve dans le *Mercure de France*, dans les pamphlets et les brochures de l'époque, et enfin dans divers documents récemment mis au jour ou signalés. Nous citerons, parmi les plus importants, les lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, volumineuse collection dont M. Avenel vient de terminer la publication ; les lettres diplomatiques du nonce Guido Bentivoglio, édictées à Turin en 1852, et les dépêches des ambassadeurs vénitiens près la cour de France. Ces dépêches, tirées des archives de Venise par M. Armand Baschet, ne sont encore connues que par les extraits qu'il a communiqués à M. Cousin, et que ce dernier a publiés [1].

Celui qui entreprend d'étudier, dans un de ses épisodes les plus caractéristiques, la lutte de Marie de Médicis et d'Albert de Luynes, n'a point, on le voit, à craindre la disette des renseignements. Son embarras naît bien plutôt de la difficulté d'accorder les témoignages. Sur les mêmes faits et sur les mêmes personnages les écrivains dont il doit confronter les dépositions arrivent à des conclusions à peu près opposées. Ceux-ci, comme Richelieu et Bentivoglio, sont hostiles à la politique du duc de Luynes ; ceux-là, comme les ambassadeurs vénitiens, lui sont au contraire favorables et voient dans l'abaissement de Marie de Médicis un événement providentiel qui doit remettre le gouvernement français dans la grande voie tracée par Henri IV. Les uns et les autres, hommes de parti avant tout, font entendre plutôt le cri de la passion politique que la voix calme et désintéressée de l'histoire.

Même désaccord parmi les historiens de ces derniers temps. Pour M. Michelet, Luynes n'est qu'un vaniteux sans portée et sans prévoyance, qui entasse sur lui tout ce qui peut l'écraser. M. Bazin, le plus consciencieux et le meilleur des historiens de Louis XIII, n'accorde à l'imprudent favori qu'une attention dédaigneuse. Seul, M. Cousin voit en lui un politique de premier ordre, un homme de bien, presque un génie. Il glisse avec un parti pris évident sur les trames ourdies par son héros pour éloigner la veuve de Henri IV des affaires, sur les mesquines persécutions dont elle fut victime.

[1] Le premier volume des dépêches des ambassadeurs vénitiens, publié par M. Baschet en 1862, n'embrasse que la correspondance de ces diplomates pendant le XVIe siècle.

Digitized by Google

Selon lui, la révolution du 24 avril 1617 « ne fut pas très-violente[1] ». L'exil de Marie de Médicis, qui fut la conséquence de ce lâche guet-apens, n'est qu'une précaution des plus inoffensives. Luynes, dit-il, tint quelque temps la reine mère éloignée de la cour et des affaires sans rigueurs inutiles[2]. On va voir ce qu'il faut croire de cette prétendue mansuétude. Pour le moment, nous n'avons voulu constater qu'une chose : le désaccord des principaux écrivains contemporains et de ceux même de notre époque sur les personnages que nous allons mettre en scène et sur les faits dont nous essayerons de préciser l'esprit et les détails.

I

Le fils du capitaine d'Albert, le brillant et rapide fondateur de la fortune de cette grande maison dont la véritable origine semble encore un problème, avait-il les hautes qualités d'homme d'Etat dont l'a doté la plume complaisante de M. Cousin? Pour notre part, nous osons en douter. Ces réhabilitations de caractères condamnés par la tradition historique sont un peu la manie de notre époque, qui veut du neuf avant tout, et M. Cousin s'en était fait une spécialité. Sans doute il y trouvait à son insu quelque chose de la jouissance que procure un paradoxe habilement soutenu, et qu'à force d'adresse on parvient à faire accepter pour vérité. Mais il était sincère et dupe lui-même de l'illusion qu'il communiquait à ses lecteurs. C'était de la meilleure foi du monde qu'il transformait en héroïnes immaculées ces galantes Armides de la Fronde pour lesquelles il brûlait d'un amour sénile.

Il y a pourtant dans l'histoire des jugements acquis, des arrêts sans appel, contre lesquels toutes les habiletés de l'art le plus raffiné ne peuvent rien, parce qu'ils sont fondés sur des témoignages autorisés et sur les révélations qui ressortent de l'étude des faits et des caractères. Il en est ainsi de l'opinion commune sur l'heureux parvenu qui, arrivé à la cour avec l'épée de son père et un grand fonds d'audace et de gaieté pour toutes ressources, parvint rapidement au faîte du pouvoir, réunit dans ses mains les fonctions les plus opposées, les sceaux et l'épée de connétable, la justice et la guerre, et disparut tout à coup, abandonné de tous à l'heure de la mort, sans même laisser un souvenir ou un regret. Quelques éclairs de génie diplomatique, quelques aspirations vers un régime

[1] *Journal des Savants*, mai 1861, p. 268.
[2] *Id.* p. 264.

Digitized by Google

de forte unité politique, ne suffisent point pour désarmer l'histoire ni pour faire oublier les perfidies et les violences qui furent le principe de cette brillante et rapide fortune. Jusqu'au jour, assez voisin de sa mort, où, comblé des faveurs les plus nombreuses et les plus hautes qui aient jamais été accumulées sur un courtisan, il n'eut plus rien à désirer, Luynes ne connut guère d'autre guide que l'intérêt. Son programme de politique intérieure se réduisit à un seul point : brouiller le roi avec sa mère et fonder sa propre fortune sur leurs divisions. Le meurtre de Concini, dont il s'appropria les charges et la majeure partie des biens; le supplice de la maréchale d'Ancre, qu'il laissa exécuter au mépris de la promesse de grâce qu'il avait faite à ses juges; la conspiration de l'ancien contrôleur général Barbin qu'il imagina; l'exil de la reine mère et la guerre qu'il lui fit jusqu'au jour où les circonstances le forcèrent à simuler un rapprochement dont personne ne fut dupe : tels furent les principaux ressorts qu'il mit en œuvre pour réaliser ce programme.

Condé, le chef des mécontents, était à la Bastille; les princes, ses alliés, les ducs de Mayenne, de Nevers, de Vendôme et de Bouillon, faisaient au roi de France une guerre de partisans. Pour réussir, Luynes devait changer le système du maréchal d'Ancre, abandonner, au moins temporairement, la pensée de l'unité monarchique, que le premier ministre poursuivait, et s'appuyer sur les princes, que ce dernier avait combattus. Le nouveau favori, en un mot, était conduit à se faire l'expression du parti féodal, luttant contre la royauté absolue, sauf à se retourner plus tard contre ses alliés. De là sa popularité d'un jour; de là cette joie brutale avec laquelle le peuple de Paris accueillit l'assassinat du favori de Marie de Médicis et le retour au pouvoir des vieux conseillers de Henri IV, que, la veille encore, il détestait. Au lendemain de cette révolution, il y eut un moment d'apaisement universel et de mutuelle confiance, une sorte de baiser Lamourette, auquel les princes eux-mêmes se prêtèrent. Seul, Condé fut exclu de la réconciliation générale. Il était trop redoutable pour que Luynes se décidât, sans urgente nécessité, à ouvrir les portes de sa prison; il se contenta d'en élargir les fenêtres.

La mort de Concini n'avait été que le premier acte du drame; la perte de la reine mère était la conséquence logique de celle du maréchal. Depuis longtemps Luynes y travaillait en secret.

Dès les premiers temps de sa faveur, il s'était appliqué à ruiner le peu d'autorité morale que Marie de Médicis conservait encore sur son fils. Rien n'avait été épargné pour aigrir leurs relations. Sous le souffle intéressé du favori, les soupçons, les méfiances injurieuses, les ferments de discorde germaient et se développaient dans

Digitized by Google

l'esprit naturellement ombrageux du jeune roi. Les faveurs, les dignités, les grands biens dont la reine comblait Concini, le luxe insolent de ce parvenu, son orgueil, ses forfanteries, l'abandon et la pénurie dans lesquels il laissait le monarque, le sans-façon avec lequel il le traitait, c'étaient là autant de textes de perfides insinuations.

A ces accusations trop fondées, Luynes et ses amis en ajoutaient d'autres plus invraisemblables, mais qui ne trouvaient pas moins de crédit près de leur royal et naïf auditeur. On lui faisait lire les tragiques histoires de François II et de Charles IX, dont les jours, lui disait-on, avaient été abrégés par leur mère, une Médicis comme la sienne. On lui donnait à entendre que, pour prolonger l'autorité absolue de son amant, la reine ne reculerait pas devant un crime dont le résultat serait de transférer la couronne à son plus jeune fils. Ces terreurs, habilement entretenues, expliquent le facile consentement que Louis XIII donna au meurtre du maréchal d'Ancre et la joie sauvage qu'il manifesta après le succès de l'odieux guet-apens. Du haut du billard où on l'avait hissé, le pauvre faible enfant vit défiler à ses pieds les ducs, les princes réconciliés, les anciens ministres et ceux qui aspiraient à le devenir, cette foule avide et sans scrupule qui encombre les avenues de tout nouveau pouvoir, et il se crut roi parce qu'il changeait de maître.

De ce jour, la reine mère fut tenue pour prisonnière. Reléguée au fond de son appartement, entourée d'espions, abandonnée de ses courtisans, privée de ses gardes, Marie faisait encore trembler l'heureux favori. Tout fermé qu'il fût aux sentiments tendres et généreux, le cœur du roi n'avait point encore perdu l'habitude de la soumission et des douces obéissances du premier âge. Un moment d'attendrissement filial pouvait le remettre sous l'ancien joug et restaurer cette autorité maternelle dont les représailles eussent été terribles. Aussi n'y eut-il sorte de vexations que Luynes n'employât pour dégoûter la reine de la cour et la pousser à demander elle-même son exil. Elle fut soumise à la plus injurieuse surveillance. On avait fait murer les portes qui conduisaient de son appartement à celui du roi ; le pont par lequel cet appartement communiquait avec le jardin avait été abattu. Des visites étaient faites chaque matin jusque dans sa chambre à coucher. A toutes les demandes d'entrevue et d'explication qu'elle adressait à son fils, ce dernier répondait par un refus absolu. Luynes fit si bien que la reine, désolée, sollicita enfin comme une faveur ce qu'on songeait à lui infliger comme une peine : la permission de quitter la cour et de se retirer à Monceaux. Cette résidence fut jugée trop près de Paris. On lui indiqua Moulins, qui faisait partie de son domaine. Mais le

Digitized by Google

château de Moulins, abandonné depuis longtemps, avait besoin de grandes réparations. Blois fut enfin choisi par transaction.

On laissa à l'exilée tous les revenus de ses biens; elle eut la permission d'emmener ses serviteurs et les personnes qu'elle affectionnait, à la condition toutefois qu'elles fussent agréées par le roi, c'est-à-dire par Albert de Luynes. L'évêque de Luçon, Richelieu, fut de ceux qui s'attachèrent à sa fortune, plus par nécessité que par dévouement. Il avait trouvé grâce devant l'ombrageux favori, et espéra un moment se maintenir au conseil royal, dont il faisait partie; mais, gravement compromis par des lettres qui, dans ce moment-là même, étaient produites au cours du procès de la maréchale d'Ancre[1], il jugea prudent de s'éloigner temporairement et de laisser passer l'orage. Marie le fit intendant de sa maison et chef de son conseil particulier. Trop habile pour ne pas ménager l'avenir, Richelieu n'accepta ces charges que sur la permission expresse du roi. Luynes n'était pas fâché de laisser auprès de Marie cet esprit rempli tout ensemble de prudence et de souplesse, capable de retenir la reine dans les résolutions désespérées que la colère pouvait lui inspirer et, au besoin, d'en trahir le secret.

La veille du jour fixé pour le départ, un singulier bruit se répandit : la reine mère avait failli être assassinée. Le coupable était un certain Travail, jadis soldat et protestant, puis catholique et capucin, homme de sac et de corde, mêlé à toute sorte d'intrigues ténébreuses. Il avait été l'un des organisateurs du complot dont Concini venait d'être victime, et il paraît qu'en récompense de sa coopération, Luynes lui avait fait espérer l'archevêché de Tours, qu'occupait le frère de la maréchale. Richelieu prétend, dans ses Mémoires, que, trompé dans ses espérances, le capucin voulut se venger en assassinant le nouveau ministre dans le lieu même où le meurtre de Concini avait été concerté. Il aurait découvert son dessein au marquis de Bressieux, premier écuyer de la reine mère, et Luynes aurait pris le parti de se défaire de son ennemi en lui prêtant un projet criminel différent de celui qu'il avait réellement conçu. Il y a là un mystère qui n'a jamais été éclairci. On n'aperçoit pas clairement pourquoi Luynes aurait ainsi donné le change à la justice. Si son but était de se défaire de son exigeant complice, il y parvenait aussi sûrement par la vérité que par la fable qu'on l'accuse d'avoir inventée. Qu'il fût dirigé contre les jours du principal dépositaire du pouvoir ou contre ceux de la reine,

[1] Ce fait peu connu résulte d'une dépêche de l'ambassadeur de Venise, en date du 29 juin 1617, et d'une missive du nonce Bentivoglio du 5 juillet suivant. Les lettres dont il s'agit avaient été écrites par Richelieu à Concini.

Digitized by Google

le complot de Travail n'en était pas moins crime capital. On possède d'ailleurs la déposition du marquis de Bressieux, dont l'original est conservé à la bibliothèque impériale. Elle est tellement circonstanciée, les détails qu'elle fait connaître sont si précis, qu'il est bien difficile d'admettre que tout y soit de pure invention. On ne doute guère, après l'avoir lue, que la victime choisie ne fût bien la reine et non Luynes. La haine que Richelieu portait à ce dernier l'a probablement poussé à le charger d'une imputation odieuse autant qu'invraisemblable [1].

Cet événement avait fait remettre au 4 mai le départ de la reine, d'abord fixé au 3. Luynes fit savoir que chacun serait libre de prendre congé d'elle; mais nombre de ses affidés furent chargés de recueillir les moindres paroles et d'épier jusqu'aux sentiments sur les visages. Presque toute la cour et tous les corps de la ville se rendirent à ce devoir : le nouveau pouvoir était encore trop vacillant pour qu'on osât rompre ouvertement avec l'ancien. « La reine, dit Richelieu, reçut tout le monde avec un même visage et une constance immobile, semblant plutôt s'aller promener en une de ses maisons qu'y être reléguée. » Ses deux filles pleuraient : « Si mes actions ont déplu au roi, leur dit-elle, elles me déplaisent à moi-même; mais il connaîtra, je m'assure, un jour, qu'elles lui ont été utiles. Pour ce qui regarde le maréchal d'Ancre (ce souvenir, quoi qu'elle fît, lui revenait sans cesse à la pensée), je plains son âme et la forme qu'on a fait prendre au roi pour l'en délivrer. » Ce fut le seul mot de critique qui lui échappa.

Elle avait obtenu à grand'peine de voir son fils avant de partir. Tous les détails de cette entrevue avaient été débattus et réglés comme un traité diplomatique; les phrases qu'on devait échanger étaient convenues d'avance. Après son dîner, le roi entra chez sa mère, vêtu d'un pourpoint de satin blanc, déjà botté pour la chasse et tenant d'Albert de Luynes par la main. Dès qu'elle l'aperçut, Marie, impassible jusque-là, fondit en larmes, et, oubliant les paroles convenues, elle lui jeta quelques phrases entrecoupées, où elle accusait ses ennemis, qui, disait-elle, s'étaient servis de la jeunesse du fils pour ruiner la mère, et allaient à présent se servir de l'éloignement de la mère pour ruiner le fils.

Ce changement dans le programme bouleversa le roi, qui inter-

[1] Voyez la déposition du marquis de Bressieux, publiée dans la *Revue rétrospective*, t. II, p. 297. Ce qui donnerait quelque crédit aux accusations de Richelieu, c'est le soin que prirent les juges de décider que le procès de Travail serait brûlé avec lui, pour qu'il ne restât point de traces de son attentat (*Mém. de Richelieu*., coll. Petitot, t. XXI bis, p. 438). C'était bien plutôt, dit un historien, pour que leur iniquité ne laissât point de traces après elle.

Digitized by Google

rogea des yeux son confident, aussi embarrassé que lui. Il se remit enfin, et s'adressant à sa mère avec une froideur glaciale et du ton d'un écolier qui débite une leçon : « Madame, dit-il, je suis venu vous dire adieu et vous assurer que j'aurai soin de vous comme de ma mère. J'ai pris la résolution de ne souffrir plus qu'autre que moi commande en mon royaume. J'ai donné ordre à tout ce qui est nécessaire pour votre voyage, et commandé à La Curée de vous accompagner; vous aurez de mes nouvelles étant arrivée à Blois. Adieu, madame. » Puis, comme la reine, toute en larmes, se baissait pour l'embrasser, le roi s'inclina profondément et lui tourna le dos, en sorte qu'elle n'embrassa que le vide[1]. En ce moment, Albert de Luynes se courbait respectueusement pour baiser le bas de sa robe. Marie lui saisit vivement le bras : « D'Albert, dit-elle, j'ai vainement fait prier mon fils de me rendre Barbin, mon intendant. Obtenez qu'il m'accorde cette grâce : elle n'est pas si importante qu'on puisse me la refuser. » On entendit en ce moment la voix du roi qui, déjà dans l'antichambre, criait : « Albert! Albert! » Obéissant à cet appel, le favori quitta brusquement la reine sans lui répondre.

Cet acte d'impertinence étonna la cour, bien faite pourtant aux ingratitudes. Restée seule, la veuve de Henri IV, profondément humiliée, s'appuya contre la muraille et pleura amèrement. Bassompierre et M. de Chevreuse lui baisèrent la robe en pleurant aussi[2]. Elle dîna à la hâte, puis, suivie de ses femmes et de ses officiers, qui portaient la tristesse et l'indignation peintes sur leurs visages, elle descendit à pas précipités le grand escalier du Louvre[3]. La jeune reine Anne, sa belle-fille, et Monsieur, frère du roi, l'accompagnèrent jusqu'à sa litière. Elle y monta en compagnie de Mmes Christine et Marie-Henriette, ses filles, qu'elle congédia aux portes de la ville. Une immense affluence de peuple l'attendait à sa sortie du Louvre. Paris tout entier voulait se repaître du spectacle de cette grande chute. « Il n'y avoit guère de personne, dit Richelieu, qui eût si peu de sentiment des choses humaines, que la face de cette pompe quasi funèbre ne l'émût à compassion. Mais l'aversion qu'on avoit pour son gouvernement étoit si obstinée, que le peuple ne s'abstint néanmoins pas de plusieurs paroles irrespectueuses en la voyant passer, qui lui étoient des traits qui rouvroient et ensanglantoient

[1] *Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre depuis le vingt-quatrième avril, jusques au départ de la royne mère du roy.* Paris, Saugrain, 1617, ap. arch. curi., 2e série, tome XI.

[2] Suivant Richelieu, au contraire, la reine mère fit preuve, en cette circonstance, d'une rare fermeté. Elle ne répandit pas une larme au moment du dernier adieu qu'elle adressa à ses filles. — Voir *Mém. de Richelieu*, coll. Petitot. t. XXI *bis*, p. 441.

[3] *Récit véritable de ce qui s'est passé au Louvre, etc., p.* 32.

Digitized by Google

la blessure dont son cœur étoit entamé. » Elle jeta, en traversant le pont Neuf, un mélancolique coup d'œil sur les marbres envoyés par les Médicis, et dans lesquels des ouvriers taillaient le piédestal qui devait supporter la statue du roi son défunt mari. Le jeune Louis XIII s'était mis aux fenêtres pour voir partir l'exilée; il courut au balcon de la galerie du Louvre pour la suivre plus longtemps des yeux [1]. Ce n'était pas signe d'affection de sa part, car il plaisantait tout haut avec Luynes et les deux frères de ce dernier sur les plumes et les équipages des dames de sa mère; c'était une marque précoce de cette insensibilité qui lui fit plus tard abandonner à Richelieu les têtes de ses amis les plus chers. Quand le dernier carrosse eut disparu à l'angle du pont Neuf : « Albert, cria le roi, ça, mes faucons, mes pies-grièches! Je veux aller chasser à Vincennes. »

Il partit une heure après avec la jeune reine, donnant pour prétexte à ce joyeux et brusque départ la nécessité de faire visiter exactement le Louvre, de crainte que des créatures de Concini et de la reine mère n'y eussent caché quelque machine infernale.

II

Marie de Médicis arriva à Blois le 10 mai : elle avait mis six jours à ce voyage qu'on fait aujourd'hui en quatre heures. A peine installée, une nouvelle douloureuse lui parvint, bien faite pour aigrir encore ses ressentiments. La veuve du maréchal d'Ancre était condamnée à mort par le parlement.

Malgré la lâche indifférence qu'elle avait témoignée pour le sort de cette infortunée dans les premiers moments qui suivirent le meurtre de Concini, Marie n'en fut pas moins saisie d'indignation à la nouvelle de cette condamnation inique. Léonora Galigaï était la sœur de lait de la reine : elle exerçait sur cette molle et ingrate nature l'ascendant d'un cœur viril et d'un esprit supérieur. Son seul crime était son dévouement aux intérêts de sa maîtresse : en la frappant, c'était la reine elle-même qu'on voulait frapper.

Cet arrêt, que Luynes eut tant de peine à arracher au parlement, montrait assez dans quelle dépendance il tenait ce grand corps et qu'aucun scrupule n'arrêterait l'essor de son ambition. Maître de la

[1] *Mémoires de Bassompierre*, coll. Michaud et Poujoulat, 2e série, t. LXXXI, p. 127.

Digitized by Google

majeure partie des biens confisqués sur ses deux victimes[1], rêvant dès cette époque la brillante alliance et la haute dignité qui firent de lui le premier personnage de l'État, il suivit avec persistance le plan politique qu'il s'était tracé et qui consistait à tenir le roi dans une perpétuelle méfiance envers sa mère et à fournir à l'un et à l'autre de légitimes sujets de mécontentement. Sa lutte contre la veuve de Henri IV se continua de loin; elle fut sans grandeur et sans dignité. Des persécutions journalières, des tracasseries mesquines, un espionnage organisé sur une large échelle, furent les armes qu'il employa. Quiconque avait servi la régente, quiconque était soupçonné de lui garder un cœur reconnaissant, devenait suspect et se voyait bientôt exclu de son emploi. Ceux qui connaissent l'égoïsme oublieux des hommes et, en particulier, celui des hommes en place, peuvent aisément se figurer le vide qu'un pareil traitement faisait chaque jour parmi les amitiés restées fidèles à l'exilée. La pitié même qu'inspirait une telle ruine était imputée à crime; « de sorte que, s'il y avait autrefois presse à mendier les bienfaits de la reine, il y en avait maintenant davantage à dénier qu'on en eût reçu. »

Richelieu lui-même, à qui nous empruntons cette dernière phrase, ne resta point à l'abri de tout soupçon d'ingratitude. Il n'avait accepté qu'avec des précautions infinies l'emploi de chef du conseil de la reine mère. « Je savois bien, dit-il, l'épineuse charge que ce m'étoit de demeurer auprès d'elle; mais j'espérois me conduire avec *tant de candeur et de sincérité*, que je dissiperois les ténèbres de la malice conjurée contre moi. Je ne manquai point aussi, dès que nous fûmes arrivés à Blois, en donnant avis au sieur de Luynes, de lui mander que je prévoyois assurément qu'il auroit tout contentement d'elle. Puis, de temps en temps, je lui rendois un compte exact des actions de la reine, afin qu'il ne lui pût rester aucun doute qui le fît entrer en soupçon[2]. » Cette conduite si pleine de candeur et de sincérité ne ressemble-t-elle pas à s'y méprendre à l'espionnage et à la délation[3] ?

[1] Une dépêche de l'ambassadeur de la république de Venise à son gouvernement, en date du 11 juillet 1617, nous apprend que Luynes eut pour sa part, dans la dépouille de Concini, les terres d'Ancre et de Lésigny, plus 800,000 écus, tant en argenterie, qu'en valeurs monnayées. Il y faut joindre les grandes charges dont jouissait le maréchal, le gouvernement d'Amiens, la lieutenance générale de Normandie, la charge de premier gentilhomme de la chambre.

[2] *Mémoires*, t. XXI *bis*, p. 464.

[3] On lit ce qui suit dans une lettre adressée par Richelieu à M. de Montbazon, lettre sans date, mais que M. Avenel, l'habile éditeur des lettres et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, suppose de quelque temps antérieure au 7 avril 1618, jour où l'ordre de se retirer à Avignon lui fut donné : « Je sçay, par la grâce de Dieu, ce que l'on doibt à

Digitized by Google

Tant de précautions devaient rester inutiles. Richelieu reçut l'ordre de se retirer dans son diocèse. Il fit ainsi connaissance avec ce supplice de l'exil qu'il imposa depuis à tant d'autres. Fut-il, comme il le prétend, la victime de calomnies et de cabales organisées contre lui, ou bien, comme cela semble résulter d'une de ses lettres récemment publiée, eut-il l'habileté de chercher de lui-même un dénoûment à la position pleine de périls où il se trouvait et de se réserver pour l'avenir, quel que fût le parti qui finît par triompher, le rôle également profitable de serviteur obéissant ou de victime[1] ? C'est une question qu'on peut hésiter à résoudre. Mais il est certain que l'éloignement d'un homme qu'elle regardait à bon droit comme l'âme de son conseil fut un coup sensible au cœur de la reine mère. Elle dépêcha sur-le-champ à Paris l'évêque de Béziers, chargé de faire des représentations à Luynes et au roi. On la paya de vaines excuses, mais on ne lui rendit point Richelieu, qu'on remplaça près d'elle par le sieur de Roissy, ouvertement chargé d'épier ses actions, et qu'elle dut, contre son gré, admettre dans son conseil.

On la privait en même temps de la jouissance d'une partie de son douaire, du droit de gratifier ses serviteurs des bénéfices qui devenaient vacants sur ses domaines et de disposer des capitaineries qui en dépendaient. Le baron de Thémines, son capitaine des gardes, ne put obtenir la permission de céder sa charge au baron de la Tour, parce que le dévouement de ce dernier à l'exilée était trop notoire. On voulait que tous ses serviteurs fussent aux gages de la cour. C'étaient autant d'oreilles et de bouches chargées de recueillir et de reporter au Louvre les moindres événements de la petite cour de Blois.

Au commencement de l'année 1618, ces tracasseries devinrent si

son roy... Je suis venu, auprès de la reyne sa mère par son commandement; je m'y suis gouverné, *et M. de Luynes le sçait, ainsi qu'il m'a fait cognoistre qu'il le désiroit;* quand on m'a témoigné que je luy ferois chose agréable de m'en éloigner, je l'ay fait. » *Lettres du cardinal de Richelieu, t. I, p.* 561. Dès le 27 septembre 1617, le nonce Bentivoglio avait signalé dans une dépêche la conduite pleine de duplicité de Richelieu à Blois. Voyez les lettres publiées à Turin et citées plus haut.

[1] Voici ce qu'on lit dans une lettre de Richelieu adressée au roi au commencement de 1618 « Suppliant Vostre Majesté, au cas que mon malheur empesche qu'elle ne puisse prendre confiance en moy, en ce lieu où elle apprendra, je m'assure, par toute personne non passionnée que je n'ay jamais eu autre dessein que de m'acquitter des fonctions de ma charge, *de m'en prescrire tel autre qu'il lui plaira pour ma demeure* où je puisse vivre sans calomnie. » (*Lettres de Richelieu*, t. I, p. 564.) Les lettres précédentes, dit M. Avenel au sujet de cette phrase, montrent combien l'évêque de Luçon était préoccupé des mauvais offices qu'on lui rendait auprès du roi et, comme il dit, des calomnies dont on le poursuivait incessamment. Pour se mettre à couvert, il provoque lui-même une espèce d'exil ; le roi ne tarda pas à le satisfaire sur ce point. Par une lettre du 7 avril, Louis XIII lui ordonna de se retirer à Avignon.

Digitized by Google

irritantes et si injurieuses, que la reine mère forma le dessein de voir le roi et de se plaindre à lui de ces vexations. Luynes connut ce projet, et trouva moyen d'en ajourner l'exécution en annonçant qu'il allait envoyer à Blois Cadenet, son frère, chargé d'entendre l'exilée et de faire droit à ses plaintes. Cadenet n'arrivant pas, Marie sollicita de nouveau et plus instamment que jamais la permission de se rendre à Paris. Elle eut à ce sujet une longue correspondance avec Barbin, son ancien intendant, enfermé à la Bastille après la mort du maréchal d'Ancre. Loin de mettre obstacle à cet échange de lettres, les deux geôliers de Barbin, le baron de Bournonville et son beau-frère, le baron de Persan, y prêtèrent les mains, sans soupçonner qu'un traître livrait les missives au sieur de Luynes, qui en prenait copie avant de les expédier. Il entrait dans les plans de ce favori de perdre d'abord les amis de la royale exilée en donnant à cette innocente correspondance les apparences d'un complot tramé contre l'Etat. Pour frapper plus vivement les esprits, on imagina de prêter aux prétendus conjurés l'intention de délivrer à la fois la mère du roi et le prince de Condé, qu'on avait transféré de la Bastille au bois de Vincennes. Les deux chefs d'accusation furent formulés dans la commission qui saisissait le grand conseil du procès à faire à Barbin, à son gardien, le baron de Bournonville, et au baron de Persan, ancien gouverneur du bois de Vincennes et beau-frère du maréchal de Vitry. Le procès s'instruisit en même temps que celui des frères Siti, dont il sera fait mention tout à l'heure.

Dès lors cessèrent les ménagements tout extérieurs et l'espèce de décorum officiel qu'on gardait encore à l'égard de la mère du roi. L'espionnage se changea en surveillance, l'exil en captivité. Des troupes envoyées autour de Blois eurent ordre de l'arrêter, au cas où elle tenterait de marcher sur Paris [1]. Bien que Louis XIII, par une lettre adressée aux échevins de Blois, eût déclaré accorder à sa mère, tant dans le château que dans la ville, la même autorité qu'il y avait lui-même [2], Marie n'en fut pas moins traitée en prison-

[1] *Mémoires de Fontenay-Mareuil*, coll. Michaud et Poujoulat, 2e série, t. V, p. 182, et *Mémoires de Pontchartrain*, même volume, p. 399.

[2] Voici cette lettre, qu'on lit dans les registres de la ville de Blois : « Chers et bien amez, la Royne, nostre très honorée dame et mère, s'en allant faire sa demeure en nostre chasteau de Bloys, nous vous faysons la présente, par laquelle nous vous mandons, ordonnons et très expressément enjoignons que vous ayez à la recevoir, assister, servir et recognoistre avec tout l'honneur, le respect et l'obéissance qui lui sont deubs, et tels que vous puissiez les rendre à notre propre personne ; lui donnant les mesmes pouvoir et autorité que nous avons, tant en nostre dict chasteau que en nostre ville de Bloys. Si n'y faictes faulte, surtout que désiriez faire chose qui nous soit agréable. Car tel est nostre plaisir.

« Donné à Paris, le 2 mai 1617

« LOYS. »

Digitized by Google

nière. On limita ses promenades, on lui défendit de sortir de la ville. Les personnages officiels qui passaient à Blois ne pouvaient la visiter sans une permission expresse, et ceux qui réclamaient cette permission étaient aussitôt tenus pour suspects. Avide de nouvelles, comme tous les exilés, Marie dut plus d'une fois refuser au peu d'amis qui lui demeuraient fidèles le périlleux honneur qu'ils sollicitaient. L'ambassadeur de l'Empereur étant passé à Blois et s'étant présenté au château, la reine prétexta une indisposition et se mit au lit pour ne pas le recevoir.

Telle était la terreur que la seule idée d'une entrevue entre la reine et son fils inspirait au futur duc de Luynes [1], qu'il entreprit d'ajouter à ces précautions matérielles des garanties toutes morales, et d'enchaîner son ennemie à Blois non-seulement par la force, mais encore par les liens de la conscience et du serment. Il lui dépêcha le père Arnoux, confesseur du roi, chargé de lui représenter les dangers que sa seule présence à la cour feraient courir à la France. Pour tenir en échec les ennemis du roi, dont son arrivée ranimerait les espérances, on serait forcé de mettre en liberté M. de Condé, et du choc de ces deux partis, celui du prince et celui de la reine, naîtrait la ruine de l'État. Son devoir comme sujette, son affection comme mère, lui commandaient donc également de rester éloignée de la cour. Le révérend père fit si bien, que, moitié par intimidation, moitié par persécution, la reine prêta sur les saints Evangiles le serment de ne point se rendre auprès de son fils qu'il ne l'envoyât chercher lui-même, et, ce cas échéant, de ne se mêler d'aucune affaire politique. Marie dut ensuite renouveler par écrit cette promesse et copier de sa main un serment conçu dans le même sens et dont le texte avait été rédigé par le garde des sceaux du Vair. (3 novembre 1618).

Luynes n'avait oublié qu'une chose : c'est que ce serment, qu'un jésuite avait arraché, serait interprété par un jésuite. Le père Suffren, confesseur de la reine, n'eut pas de peine à détruire l'édifice si laborieusement construit par le père Arnoux [2], et Marie, déliée d'un serment imposé par la force, résolut enfin de se soustraire par la fuite aux dangers qui la menaçaient.

Quoique grossis par la passion et l'inquiétude d'esprit naturelle aux captifs, ces dangers n'étaient point imaginaires. Le génie actif et remuant de Marie de Médicis inspirait à Luynes un vague effroi, et la connaissance qu'il en avait le troublait au milieu de ses subites

[1] C'est seulement au mois d'août 1619, quelque temps après les événements que nous racontons, que la terre de Maillé fut érigée en duché-pairie, en faveur d'Albert de Luynes, dont elle prit alors le nom.

[2] *Mémoires de Fontenay-Mareuil. Loc. cit.*

Digitized by Google

félicités. L'ancien fauconnier devenu président du conseil royal, duc tout à l'heure et bientôt connétable, sentait instinctivement que toutes ces grandeurs seraient mal assises tant que cette femme respirerait l'air de la France. Il poursuivait dès 1618 le but que Richelieu après lui atteignit en 1631. Il entrait dans la destinée de la veuve de Henri IV d'être la victime des favoris de son fils, auxquels elle ne sut que disputer le pouvoir sans avoir jamais assez d'habileté pour le garder ni assez d'abnégation pour y renoncer. Mais Luynes n'était pas à la hauteur de l'homme qui fit plus tard la journée des Dupes. Il allait droit et brutalement à son but. Vers la fin de 1617 il eut envie du gouvernement de Picardie, que possédait M. de Longueville. Il fallait à ce dernier un dédommagement, et Luynes trouva tout simple de lui offrir le gouvernement de Normandie, qui appartenait à la reine-mère. Celle-ci s'indignant et résistant à la spoliation, on lui fit entendre que si elle persistait dans son refus, on la forcerait à sortir de France ou à se retirer dans un couvent.

On faisait en même temps le procès de ses amis, procès de tendance s'il en fut, qui n'avait d'autre but que d'étourdir l'opinion publique et de lui communiquer, non la conviction, mais l'impression vague de quelque grand crime. Barbin et son gardien, le baron de Bournonville, le baron de Persan, frère de ce dernier, Chanteloube, Codony, Selvage, étaient mis en jugement. Bournonville fut condamné à mort, mais l'arrêt ne fut pas exécuté. Persan en fut quitte pour cinq ans de bannissement. Tous les deux tenaient de trop près au baron de Vitry, l'exécuteur en chef du complot contre Concini, pour que ce lien de famille ne lui fût pas de quelque secours. Quant à Barbin, il ne dut la vie qu'aux variations d'un conseiller qui, s'étant évanoui pendant la délibération, déclara en reprenant ses sens qu'il se voyait trop voisin de la mort pour condamner un innocent. On essaya même d'impliquer dans l'affaire le grand-duc de Florence, ou tout au moins son représentant à Paris, Bartolini. Ce dernier avait pour agents deux Florentins du nom de Siti, naguère attachés au service de la maréchale d'Ancre. Les deux frères Siti furent condamnés, l'un à la potence, l'autre à la roue, par arrêt d'une commission du grand conseil rendu le 30 août 1618 [1]. C'est ainsi qu'étaient traités tous ceux qui tenaient à la malheureuse reine par les liens de l'affection et du dévouement. On l'eût frappée elle-même, n'eût été le respect du sang royal et la grande figure de Henri IV qui planait sur cette illustre infortune. Un jour, Ornano, ce Corse qui avait joué un si grand rôle dans l'assassinat du duc de

[1] Manuscrit de la bibliothèque impériale, Fonds Dupuy, n° 92.

Digitized by Google

Guise, et que Luynes allait bientôt faire maréchal de France, Ornano eut avec elle une altercation des plus vives. La reine tenait en ce moment le busc d'un corset. Brienne raconte qu'il échappa à Ornano de la menacer de la main en la touchant, audace inouïe envers une personne royale, et de lui dire que si elle entreprenait jamais la moindre chose contre le premier ministre, il se chargeait, lui Ornano, de la rendre plus sèche que le busc qu'elle tenait à la main.

Ces rigueurs indignes, ce traitement scandaleux, soulevèrent l'opinion publique et retournèrent les esprits. Il y avait alors, et il y aura toujours en France, un fonds de générosité et de sensibilité chevaleresques qui ne permet pas aux puissants de triompher avec insolence et d'appesantir outre mesure leur main sur l'infortune, même coupable. Ceux même qui, dix-huit mois auparavant, avaient vu avec le plus de plaisir la fin misérable de cette régence si prodigue, si faible, si impuissante, si livrée aux favoris de bas étage, ceux qui avaient applaudi à sa chute méritée, ceux-là s'étonnaient de cette haine tenace que tant d'humiliations ne satisfaisaient pas, et qui, la reine frappée, ne savait pas amnistier la femme. La commisération mène à la sympathie. La régente, d'ailleurs, c'était déjà le passé, ce passé toujours regretté en France. Les cœurs lui revenaient par le spectacle de l'insolente fortune de l'avide favori, par les inévitables déceptions qui suivent l'établissement de tout nouveau régime. Il se trouva un beau jour que cette pauvre femme exilée eut un parti, parti d'autant plus fort que tous les cœurs honnêtes pouvaient l'avouer, car il semblait celui du droit, de la tradition et du malheur. Les réformés, les princes dupés par Luynes, qui, au mépris de ses promesses, retenait Condé sous les verrous, les amis du maréchal d'Ancre, enveloppés dans sa catastrophe, les mécontents enfin, si nombreux sous tous les régimes, confondaient leurs inimitiés et leurs prétentions adverses sous ce commun étendard. La délivrance de la reine : ce fut le mot d'ordre de tous ces esprits batailleurs, d'humeur et de tendances si diverses. Chacun s'en mêla, chacun proposa son projet, dressa ses batteries, voulut prendre part à cette grande œuvre. Le duc de Mayenne, le prince de Joinville, le cardinal de Guise, les ducs de Rohan et de Bellegarde offrirent leurs services. On consulta le maréchal de Bouillon, qui était tenu pour un oracle en pareilles affaires et que Richelieu appelle quelque part le démon incarné de la sédition. Mais c'était à un agent plus obscur qu'était réservé l'honneur de cette délivrance.

Digitized by Google

III

La régente, au temps de sa puissance, comptait parmi ses familiers les plus intimes un abbé du nom de Ruccelaï.

Fils d'un gentilhomme florentin longtemps correspondant de Zamet et dont le père s'était enrichi dans le commerce, compatriote et créature du maréchal d'Ancre, avide comme lui, mais, comme lui, prodigue et hasardeux, parlant ce pur toscan si cher à la reine, Ruccelaï avait fait à la cour un chemin rapide. Le maréchal, quelques jours avant la catastrophe qui termina sa vie, l'avait désigné pour faire partie du nouveau ministère qu'il comptait former [1]. Concini mort et Marie de Médicis exilée, Ruccelaï fut du petit nombre de ceux qui demeurèrent fidèles à la mémoire de l'un et à la cause de l'autre. Il suivit la reine à Blois, où il partagea quelque temps ses secrets avec Chanteloube et avec l'évêque de Luçon. Après l'exil de ce dernier, le rusé personnage, comprenant qu'un sort semblable le menaçait, acheta du duc de Luynes la permission de revenir à la cour, en lui révélant divers placements que Concini avait faits à Rome. Ces placements avaient été opérés sous le nom de l'abbé, qui promit de les faire passer entre les mains d'Albert de Luynes. A ce prix il put rester à Paris et travailler à la délivrance de la reine. Sans doute, dans son esprit, le but justifiait les moyens.

Par malheur, la qualité dominante de Ruccelaï n'était pas la discrétion. Son luxe, ses prodigalités, son esprit vain, léger, superficiel, mais brillant et libéral, lui avaient créé, sous la régence, des amitiés nombreuses et des relations qui n'étaient pas toutes également avouables. Avec vingt mille écus de rente qu'il avait, il trouvait moyen de mener un train de prince. Sa table, dans un temps où les goûts étaient encore si grossiers, était renommée pour sa délicatesse. Tout en lui était élégant et raffiné : il passe pour le premier homme qui ait eu des vapeurs. [2] Ami des arts, connaisseur, à demi artiste, comme tous les Italiens, il tirait de sa patrie ces curiosités dont elle abonde et les distribuait avec prodigalité. Ces libéralités, ces grandes façons lui gagnaient le cœur des femmes, et il se vantait d'en trouver peu de cruelles. Le bruit courait même

[1] *Mém. de Richelieu*, coll. Petitot, livre VIII, p. 404; Vittorio Siri, *Memorie recondite*, t. IV, p. 565 et suiv.

[2] *Mém. de Montglat*, t. Ier, note de la p. 28. coll. Petitot.

Digitized by Google

qu'il avait osé élever ses vœux jusqu'à la reine [1]. Un tel homme était excellent pour organiser un complot, mais peu fait pour en garder le secret. Ses allées et venues de Paris à Blois [2], ses visites aux personnages les plus compromis et les plus notoirement hostiles au premier ministre et, par-dessus tout, ses indiscrétions eurent bientôt mis la police de de Luynes sur la piste de ses projets. Ruccelaï reçut l'ordre de quitter Paris [3]. On ne l'arrêta point, mais une foule d'émissaires furent chargés d'épier sa conduite. Son portrait fut envoyé aux prévôts et sergents de tous les lieux où l'on crut qu'il pourrait nouer des intrigues. Ce pauvre abbé, si coquet, si délicat, si raffiné, si sensuel, fut alors réduit à la dure vie des conspirateurs. Il se cacha dans les forêts qui avoisinent Blois, ne voyageant que la nuit, sous des travestissements, et n'approchant de la ville et de la reine mère qu'avec d'infinies précautions.

Tel était l'homme auquel Marie de Médicis commit le soin de sa délivrance. Il faut dire à son honneur que, dès qu'il eut été officiellement chargé de cette grave mission, son caractère et ses façons de vivre changèrent comme par miracle. A la dissipation, à la légèreté, à l'indiscrétion succédèrent l'ordre, la gravité, la réserve. Il dompta jusqu'à la constitution délicate qu'il avait reçue de la nature, et l'homme que les moindres intempéries de l'air faisaient cruellement souffrir passa des semaines entières dans les bois et sur les grandes routes sans en paraître incommodé.

Ruccelaï était abbé de Ligny, près de Sedan. Après plusieurs semaines d'une vie errante, pendant lesquelles il risqua vingt fois sa vie pour voir la reine mère et où il dut lutter contre ses défiances et lui arracher la permission de la sauver, il partit enfin pour cette abbaye, muni des pleins pouvoirs de l'ex-régente. Il se trouvait là à portée des deux hommes sur lesquels il comptait pour le succès de son entreprise, le duc d'Epernon, qui était à Metz, et le duc de Bouillon, qui résidait à Sedan.

Ce n'était pas chose facile que de persuader ces deux hommes de guerre et de les déterminer à agir en commun. Tous deux avaient

[1] Dépêche adressée le 16 juin 1619 par Guido Bentivoglio, nonce apostolique en France, au cardinal Borghèse, neveu et secrétaire d'Etat du pape Paul V, dans le recueil de ses dépêches publié à Turin en 1852 (2 vol. in-12). On y lit : « Si parla publicamente ch'egli sia o faccia l'innamorato della regina, sebbene si può credere l'uno e l'altro della sua vanità. »

[2] Il avait obtenu la permission de venir à Paris par le crédit de Bassompierre, qui s'était porté caution de lui près de de Luynes et avait promis qu'il n'entrerait dans aucune intrigue contraire aux intérêts de ce favori. *Mém. de Bassompierre*, coll. Michaud et Poujoulat, 2e série, t. VI, p. 128.

[3] Bassompierre prétend que ce fut Ruccelai lui-même qui, voulant quitter Paris, fit faire de fausses dénonciations contre sa propre personne pour se faire chasser de la cour. *Mém.* p. 129.

Digitized by Google

la plus mauvaise opinion de Ruccelaï, qu'ils jugeaient sur sa vie passée, et ils étaient d'ailleurs si hostiles l'un à l'autre, qu'il semblait impossible de les faire concourir à une œuvre commune. Aussi les premières démarches que l'abbé tenta près du duc de Bouillon furent-elles loin d'être heureuses. Le duc s'excusa sur sa vieillesse, sur les incommodités de son âge, qui lui faisaient une loi de se contenter de la position qu'il tenait et de ne plus courir les aventures. Il protesta toutefois de son dévouement à la reine mère. La meilleure preuve, dit-il, que je puisse lui en donner, c'est de lui indiquer un voisin plus propre que moi à accomplir ce qu'elle demande. Il est plein d'une vigoureuse santé, quoique dans un âge assez avancé, prudent, courageux, riche, appuyé d'enfants capables de grandes choses. Il a, avec cela, de bonnes places dans le cœur et aux frontières du royaume, et, ce qu'on doit considérer par-dessus tout, il est blessé jusqu'au vif par les mauvais traitements qu'il reçoit de la cour et ne rejettera pas sans doute les ouvertures d'une juste vengeance.

C'était désigner le duc d'Epernon.

IV

Le portrait que le maréchal de Bouillon traçait de ce favori de trois règnes était ressemblant; la fortune, l'influence, l'irritation qu'il lui supposait étaient réelles.

Louis Nogaret de La Valette, duc d'Epernon, était alors âgé de soixante-cinq ans. L'ancien mignon de Henri III survivait, comme Villeroi, à un demi-siècle d'intrigues et de guerres civiles. Sa fortune était immense. Il possédait tant de charges qu'à la cour on l'appelait la garde-robe du roi : c'était alors le terme général sous lequel on comprenait tous les grands emplois de la couronne. Il était pair et amiral de France, premier gentilhomme de la chambre, colonel de l'infanterie, gouverneur d'Angoumois, Saintonge et Aunis, de La Rochelle, du Limousin, de la Normandie, de Loches et du pays messin. Son insolence, sa liberté de langage, son esprit d'indépendance égalaient sa fortune. Jeune homme, il avait, en présence de Henri III, menacé le secrétaire d'État Villeroi de lui donner cent coups d'éperon, comme à un cheval rétif. Homme fait, il répondait hardiment à Henri IV, qui avouait ne pas l'aimer : « Pour ce qui est de l'amitié, sire, Votre Majesté sait bien qu'elle ne s'acquiert que par l'amitié. » Ce petit vieillard hargneux, rancunier et violent se croyait toujours l'homme que le dernier Valois avait voulu investir des droits de la souveraineté, celui qui, après la mort

Digitized by Google

du Béarnais, était entré, la main sur la garde de son épée, au sein du parlement pour arracher l'arrêt qui conféra la régence à Marie de Médicis.

S'il avait donné le pouvoir à Marie, il avait peut-être contribué à ravir Henri IV à la France. Le sentiment public qui l'accusait fut assez fort pour l'emporter sur son crédit. Une instruction fut commencée : un capitaine Lagarde lui imputait d'avoir eu des rapports avec Ravaillac ; une dame d'Escoman prétendait que le coutelas du meurtrier avait été dirigé par le duc lui-même qui, comme, on sait, se trouvait dans la voiture du roi au moment de la catastrophe. Le parlement recula devant des investigations qui devaient, pour être complètes, monter jusqu'à la reine. L'instruction commencée contre le duc ne fut pas achevée, et les pièces de la procédure enlevées du greffe condamnent, sur ce point, l'histoire à un doute éternel.

D'Epernon, favori déchu, ne pouvait supporter les favoris. L'homme qui arrivait à occuper la première place auprès du maître devenait par cela seul son ennemi. Il détestait Sully, qui, tant que vécut Henri IV, empêcha que ses bouderies ne dégénérassent en révoltes. Il avait quitté la cour quand Concini s'établit au faîte du pouvoir ; il la quitta encore quand Albert de Luynes succéda à Concini. Le lendemain de la mort de ce dernier, recontrant, comme il quittait le Louvre, les Luynes qui montaient le grand escalier et qui lui demandaient ce qu'il y avait de nouveau : « Rien, Messieurs, leur répondit-il, si ce n'est que vous montez et que nous descendons. » Le prétexte de cette seconde retraite était des plus futiles. Il s'agissait d'étiquette et de préséance [1] : d'Epernon, fils d'un notaire, était blessé que le garde des sceaux osât s'asseoir en face de lui dans le conseil. Du Vair, selon d'Epernon, devait prendre place au-dessous du chancelier, et non en face des ducs. Le jour de Pâques, le roi entendant la messe dans l'église de Saint-Germain, et du Vair s'étant assis à ses côtés au-dessus de MM. de Montmorency, d'Uzès, de Retz et de Montbazon, d'Epernon, qui survint, s'approcha du garde des sceaux, lui mit la main sur l'épaule et l'ar-

[1] Ce n'était là, en effet, qu'un prétexte ; l'animosité du duc d'Epernon contre de Luynes avait des motifs plus sérieux. Depuis plus de six ans, le chapeau de cardinal était promis à l'archevêque de Toulouse, son troisième fils, et, au mépris des droits de ce dernier, Luynes venait de le faire donner à Henri de Gondy, archevêque de Paris. De plus, d'Epernon était profondément blessé des procédés, qu'à l'instigation du nouveau favori, le jeune monarque affectait à son égard. Un jour que, sur l'ordre du prince, le vieux duc arrivait à Saint-Germain avec son train de grand seigneur de l'ancien régime et suivi de huit cents chevaux, le roi lui fit donner ordre d'entrer seul avec les membres de sa famille, et il lui dit fièrement qu'il serait pour lui un bon maître si, de son côté, il se montrait bon serviteur. — *Dépêches du nonce Guido Bentivoglio, en date des 15 et 24 novembre 1617.*

Digitized by Google

racha de la place qu'il occupait près du roi. Le malheureux garde des sceaux quitta l'Eglise plein de confusion. Mais le lendemain, un arrêt du conseil condamna les prétentions du duc, qui saisit cette occasion de quitter la cour. Il était temps : on parlait tout haut de l'arrêter.

D'Epernon se retira à Metz, qui dépendait de son gouvernement ; il y réunit des troupes, et l'on put croire un instant qu'il allait secouer l'autorité royale. Louis XIII, conseillé par de Luynes, songea même un instant à marcher sur Metz et à s'assurer de la personne du duc. Les affaires du Béarn, où les huguenots refusaient obstinément de restituer les biens du clergé, la crainte de voir sa mère profiter des offres que lui faisaient les réformés, et, par-dessus tout, la pénurie du Trésor, détournèrent le roi de ce projet.

Tel était l'homme auquel Ruccelaï résolut de faire accepter le soin de délivrer la reine mère. L'entreprise était d'autant plus épineuse, que d'Epernon avait la plus mauvaise opinion du négociateur, et nourrissait même contre lui quelque ressentiment. Ruccelaï, sous la régence, avait eu avec le marquis de Roilhac, neveu du duc, certain démêlé dans lequel ce dernier avait pris fait et cause pour le marquis [1]. Aussi, l'abbé jugea-t-il prudent de charger un tiers des premières négociations. Il fit choix d'un de ses amis, Italien comme lui, nommé Vincentio Ludovici, et ancien secrétaire du maréchal d'Ancre. Ce Vincentio, jeté en prison après la mort de son protecteur, s'était, au sortir de captivité, retiré à Ligny près de Ruccelaï, son compatriote. Il accepta avec empressement la délicate mission qu'on lui confiait et partit pour Metz, muni d'une lettre de créance de la reine pour le duc d'Epernon.

Arrivé à Metz sous le costume d'un marchand ambulant, et logé à l'hôtellerie de la *Tête-Noire*, Vincentio y mande Du Plessis Baussonnière, gentilhomme attaché au duc d'Epernon, et qui passait pour son plus intime confident. Il lui fait dire qu'un gentilhomme de ses amis, de passage à Metz, désire le voir. Cette seule annonce, dans ce temps d'intrigues et de conspirations, suffit pour éveiller l'attention de Du Plessis, qui, craignant, par une démarche inconsidérée, de compromettre son maître, se contenta d'envoyer à la Tête-Noire un serviteur habile et délié nommé Cadillac. Ce Cadillac, Gascon d'origine, était destiné à jouer un certain rôle dans la suite de cette intrigue.

Il vit Vincentio, lui parla sans se faire connaître, le reconnut pour

[1] Roilhac reprochait à Ruccelai de l'avoir desservi près d'une dame qu'il aimait, et ce démêlé s'était terminé par des coups de canne, que le marquis avait donnés à l'abbé en pleine foire Saint-Germain.

Digitized by Google

étranger et homme de cour, et rapporta ses observations à Du Plessis, qui, après avoir pris l'autorisation du duc, s'achemina à son tour vers l'hôtellerie.

Là l'Italien livra la moitié de son secret. Il ne dit pas un mot de Ruccelaï; mais il s'annonça comme venant de Blois, et comme chargé d'une mission importante pour le duc d'Epernon.

L'affaire parut grave. Malgré son esprit aventureux, malgré l'irritation qu'il nourrissait contre Luynes et ses frères, d'Epernon ne se dissimulait pas que recevoir un envoyé de la reine-mère, c'était justifier les défiances de la cour et lever l'étendard de la révolte. Il appela ses deux fils, le marquis de La Valette et l'archevêque de Toulouse. Ce dernier, à qui le duc de Luynes avait récemment refusé le chapeau de cardinal, nourrissait contre le favori une rancune qui pour éclater n'attendait que l'occasion : il insista pour que son père donnât audience à l'étranger.

L'entrevue eut lieu, en effet, le lendemain, dans l'abbaye de Saint-Vincent de Metz, qui appartenait à l'achevêque de Toulouse. Vincentio remit au duc une lettre autographe de Marie de Médicis : « Mon cousin, disait l'ex-régente, je vous prie de ne point douter de la fidélité de celui qui vous rendra cette lettre et d'ajouter foi à tout ce qu'il vous dira, vous laissant toutefois la liberté de répondre par lui ou par tel autre que bon vous semblera à la prière très humble qu'il vous fera de ma part, et vous protestant qu'il ne vous parlera de chose du monde contraire au service du Roi, monsieur mon fils, lequel vous remerciera un jour de l'assistance que vous me rendrez en cette occasion, en laquelle vous me pouvez obliger à être toute ma vie votre bien bonne cousine, *Marie.* »

Vincentio joignit à cette lettre tous les commentaires qu'il jugea propres à toucher le vieux duc. Il rappela les services qu'il avait rendus à la régente, services qu'elle regrettait en ce moment de n'avoir pas récompensés comme elle le devait. Il lui remémora les procédés bien autrement offensants des Luynes à son égard, leur insolence, leur parti pris d'éloigner du roi tous ceux à qui leur rang, leurs services et leurs emplois donnaient une part naturelle au gouvernement. Lui-même on songeait à le dépouiller. Il fit luire enfin à ses yeux l'honneur qu'il retirerait de la délivrance de la reine et la récompense qu'il était en droit d'attendre d'un tel service.

Ces considérations enflammèrent l'esprit des deux fils du duc, mais ne déterminèrent point d'Epernon à s'engager d'une façon complète et définitive. Il protesta de sa passion de servir la reine ; mais avant de rien promettre, il exigea qu'on lui fît connaître quelles personnes de condition elle avait dans ses intérêts et quelles

Digitized by Google

sommes elle pouvait consacrer à la guerre, se réservant, jusqu'à cet éclaircissement, son libre arbitre.

C'était pour le moment tout ce que voulait Ruccelaï. Il se hâta de transmettre à Blois le résultat des démarches de Vincentio, et, un mois après, ce dernier retournait à Metz, porteur de la réponse de la reine mère. Marie assurait d'Epernon du concours du duc de Montmorency, du maréchal de Bouillon et de la maison de Guise. Quant à l'argent, ses pierreries devaient lui en procurer. Sur ces assurances, d'Epernon donna sa parole et remit au messager les chiffres qui devaient servir à la correspondance avec la reine. Pour plus de sûreté, cette correspondance devait être écrite en style de galimatias, comme on disait alors. La reine y prendrait la condition d'une marchande de Saverne écrivant à son mari; le duc d'Epernon serait ce mari et aurait nom *Fabert;* Du Plessis s'appellerait *Floze*, et le duc de Luynes l'*armurier*.

Ruccelaï crut alors le moment venu d'entrer en scène, afin de ne pas permettre qu'un autre retirât l'honneur et les fruits d'une intrigue dont lui seul était le pivot. Il vint à Metz à son tour, vit Cadillac d'abord et ensuite Du Plessis, qu'il étonna par l'exhibition des chiffres convenus entre le duc et la reine et auquel il se fit connaître comme le véritable négociateur de l'affaire. D'Epernon, à cette nouvelle, entra dans une violente colère. Son secret était aux mains d'un homme connu par sa légèreté, d'un Italien vindicatif et offensé : il se voyait compromis avant d'avoir agi, et perdu par une rébellion encore en projet.

Il mit en délibération avec ses enfants la mort de Ruccelaï. Quelques mois auparavant, il avait blessé, maltraité et forcé à prendre la fuite, en l'effrayant sur sa vie, un envoyé du roi venu à Metz sous le prétexte de réclamer certains droits appartenant à la couronne, mais, en réalité, pour espionner, au profit du duc de Luynes, la conduite de son ennemi. Il pouvait, à bien meilleur compte, et sans le moindre danger, se défaire de cet étranger, venu à Metz pour conspirer contre le roi, et dont la mort, loin d'être imputée à crime, passerait pour un service rendu à l'état.

Mais il avait affaire à un homme résolu qui avait d'avance envisagé toutes les conséquences possibles de son aventureuse entreprise, et chez qui la souplesse n'excluait pas le courage. Ruccelaï dit nettement au confident du duc ce qu'il était et ce qu'il voulait : que la reine mère avait mis en lui seul sa confiance; que Vincentio n'était qu'un agent subalterne ; qu'il avait entre les mains de quoi perdre d'Epernon, et que lorsque lui Ruccelaï voulait bien mettre sous les pieds, pour le service de la reine, une offense dont seul il

Digitized by Google

avait à se plaindre, ce n'était pas au duc à montrer plus de mémoire qu'il n'en voulait avoir lui-même.

Ce fier langage imposa à d'Epernon. Il consentit à recevoir Ruccelaï, qui entra de nuit et travesti à la Haute-Pierre, logement habituel des gouverneurs de Metz. Il y demeura un mois dans un demi-mystère, qui excita la curiosité de toute la ville, nourri des plats de la table du duc, ne buvant que d'une certaine eau qu'il fallait aller chercher au loin, et servi par le seul Cadillac. Ces soins mystérieux firent croire à une bonne fortune du vieux duc, et l'intrigue politique s'abrita heureusement sous le voile d'une intrigue amoureuse.

Ruccelaï mit à profit cette longue retraite. Il fit cesser les dernières hésitations de son hôte en produisant une lettre que Marie de Médicis avait reçue du roi son fils au mois d'octobre 1618, c'est-à-dire à l'époque où le père Arnoux lui arrachait par la ruse des engagements si peu respectés. Louis XIII, dans cette lettre, invitait sa mère à voyager pour sa santé, à faire des pèlerinages aux lieux de dévotion les plus renommés, et Marie en tira depuis le meilleur parti pour justifier ceux qui avaient concouru à sa délivrance. En même temps qu'il ménageait ainsi la retraite, l'adroit Florentin dressait les batteries d'attaque. Il reconciliait le maréchal de Bouillon avec le duc d'Epernon et établissait entre eux et le cardinal de Guise une sorte de traité d'alliance. On convint de lever en Champagne 12,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. Cette armée, considérable pour une époque où les batailles les plus retentissantes ne comptaient pas en ligne plus de cinq à six mille hommes, cette armée, disons-nous, avait une double mission : elle devait faire une diversion si le roi, comme c'était probable, dirigeait ses troupes sur l'Angoumois, où Marie méditait de se retirer ; elle était en outre destinée à appuyer le marquis de La Valette, fils du duc d'Epernon, dans le cas où Louis XIII entreprendrait de le chasser de Metz pendant que le duc serait occupé à la délivrance de la reine mère. Cette dernière avait trouvé moyen de faire parvenir à Ruccelaï deux cent mille écus, sur lesquels cent mille livres payèrent le dévouement du duc de Bouillon ; le reste fut employé à la levée des gens de guerre que le marquis de La Valette concentra à Metz.

Tout étant ainsi disposé, d'Epernon fit savoir à la reine qu'il était prêt à partir, qu'il ne restait plus qu'à déterminer le lieu où il devait l'attendre et celui où elle comptait se retirer, et qu'il réclamait ses ordres.

Mais c'était là précisément, c'étaient ces derniers détails de la fuite et de la retraite qui embarrassaient l'illustre exilée : le malheur avait fait le vide autour d'elle ; aucun des rares confidents qui lui restaient n'était capable de la guider. Presque tous ses serviteurs

Digitized by Google

étaient vendus aux Luynes. Seuls, Chanteloube, l'un de ses gentilshommes[1] et le comte de Brenne, son écuyer, étaient d'un dévouement éprouvé; mais l'un manquait d'énergie, l'autre était trop jeune pour inspirer grande confiance. Loin donc de guider d'Epernon, elle prit le parti de s'en remettre à sa décision et de le laisser maître de conduire les choses à son gré. Elle lui écrivit, par la plume de Chanteloube, la lettre suivante en style de galimatias. Elle s'y déguisait, comme nous l'avons déjà dit, sous la figure d'une marchande de Saverne écrivant à son mari :

« Monsieur, je me servirai de la plume de Magurin, l'un de nos commis, pour vous dire que je ne reçus de ma vie plus de joie que le jour que la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire me fut rendue, par laquelle vous m'assurez que vous m'aimerez toujours, ce qui m'a grandement consolée, de sorte que, quelque affliction que Dieu m'envoie, je me réjouirai, pensant que mon mari m'aime et que j'aurai bientôt l'honneur de le voir. Je ne doute nullement de son affection, car il a l'âme si bonne, que j'estime qu'il n'oubliera jamais la personne du monde qui l'honore le plus, et que, tout aussitôt qu'il aura mis ordre à toutes les affaires que nous avons de par là, il voudra parachever celles que nous avons en ce pays, qui prennent un assez bon chemin, dont je loue Dieu.

» Je suis en toutes les peines de savoir le lieu où il vous plaira que je vous attende; car si vous jugez plus à propos que je m'en aille à notre maison que de demeurer ici plus longtemps, mandez-le-moi, et je ferai tout ce qui me sera possible pour surmonter tous les obstacles de la saison pour vous obéir. S'il arrive que je ne puisse partir de ce lieu, écrivez-moi comme il faudra que je me conduise pour vous aller rencontrer en chemin : *pourvu qu'il ne faille point partir matin*, je ferai merveilles. Je recevrai la loi de vous, laquelle j'observerai fort fidèlement et vous supplierai de me donner votre avis sur toutes les autres affaires, afin que je ne fasse rien qui me puisse nuire; je ne saurais faillir en faisant ce que vous ordonnerez à votre très humble et très obéissante femme et servante. »

Et en apostille : « Celle-ci sera la dernière que je vous écrirai. C'est pourquoi je vous conjure de vous ressouvenir de me donner avis du temps que vous partirez, afin que je me prépare. »

Si cette lettre fût tombée entre les mains des agents du ministre, nul doute qu'il en eût aisément pénétré le sens, assez mal dissi-

[1] Jacques d'Apchon de Chanteloube était d'une ancienne famille du Forez. Peu de temps après la fuite de la reine mère, il entra dans l'Oratoire, ce qui ne l'empêcha pas de jouer par la suite un grand rôle dans les divisions qui s'élevèrent entre elle et Richelieu.

Digitized by Google

mulé. Elle contenait bien des indices révélateurs; la paresse bien connue de la reine s'y trahissait par ces mots : « *Pourvu qu'il ne faille pas partir matin.* » La formule finale elle-même, par son étrange obséquiosité, décelait la fiction : même à cette époque, les femmes de la bourgeoisie ne parlaient point à leurs maris de ce ton humble et soumis. Certes, le jeune Guez de Balzac, secrétaire de l'archevêque de Toulouse, et qui, à cette époque, prêtait sa plume au duc d'Epernon, se fût montré rédacteur plus avisé.

Par bonheur, cette maladroite épître parvint sans encombre à son adresse. Elle mettait d'Epernon en demeure d'agir, et il n'avait plus qu'à choisir entre les deux partis qu'elle indiquait. L'un et l'autre furent examinés dans un conseil où le duc convoqua ses deux fils, Ruccelaï et Du Plessis. Devait-on fixer à la reine un rendez-vous où elle se rendrait, armée de la lettre de Louis XIII qui lui permettait d'aller où bon lui semblait pour sa santé? Pouvait-on, dans cette hypothèse, régler si bien le voyage de Sa Majesté et celui du duc que tous deux se rencontrassent à l'heure et au lieu fixés? Ne risquait-on pas, par la coïncidence de ces deux départs, d'attirer sur ces menées l'attention déjà si éveillée de la cour? Ou bien la reine devait-elle rester à Blois et n'en sortir que lorsque le duc d'Epernon serait arrivé à Loches et tout prêt à l'y recevoir et à la conduire ensuite à Angoulême?

On s'arrêta à ce dernier parti, qui reportait sur le seul d'Epernon la plus grande somme de dangers. L'entreprise pouvait certes passer pour hardie : il lui fallait, au cœur de l'hiver, traverser la moitié de la France pour arriver en Angoumois, puis revenir sur ses pas jusqu'au centre même du royaume, dans un pays couvert de troupes royales et de créatures des Luynes. Conspirateur émérite, il avait, il est vrai, pris la précaution de faire demander au roi la permission de se rendre dans ses gouvernements de Saintonge et d'Angoumois; mais cette permission lui avait été poliment refusée[1], et ce refus même donnait à son voyage le caractère d'une rébellion. Au moment de partir, il voulut du moins sauver les apparences et se créer d'avance, en cas d'échec, un refuge et un système de défense. Il écrivit donc au duc de Luynes pour le prier d'obtenir du roi, à force d'instances, la permission qui lui avait été refusée, et il ajouta que, sûr d'avance d'être exaucé, il prenait le parti de se mettre en route avant d'avoir reçu la réponse. Ce fut Balzac qui rédigea cette audacieuse et perfide dépêche.

[1] *Mém. de Fontenay-Mareuil*, coll. Michaud et Poujoulat, 2e série, t. V, p. 135. Luynes motiva son refus sur la guerre d'Allemagne, qui nécessitait la présence du duc sur la frontière.

Digitized by Google

Restait à prévenir la reine de ces arrangements : Ruccelaï se chargea de ce soin. Un jeune page, nommé de Lorme, nourri dans sa maison et sur lequel il croyait pouvoir compter, reçut de lui la missive qui annonçait à Marie les derniers préparatifs de d'Epernon et son prochain départ.

Cette imprudence faillit tout perdre. Le jeune homme devina l'importance du papier qu'on lui confiait et crut pouvoir acheter la fortune au prix de l'honneur. Au lieu d'aller à Blois et de là à Confolens, en Angoumois, où il devait attendre le duc et lui rendre la réponse de la reine, il se dirigea droit sur Paris et vint frapper à la porte de l'hôtel de Luynes. Il était, dit-il aux gens du premier ministre, porteur d'un secret important, qu'il offrait de livrer moyennant bonne récompense. Mais depuis qu'il était au pouvoir, Luynes avait reçu bien des offres semblables ; il n'en était plus à cette période où le parvenu est encore poli envers la fortune et se croyait maintenant en droit de la faire attendre. Trois jours durant le page fit le pied de grue dans l'antichambre sans pouvoir arriver au maître. Il y fut vu et reconnu par un de ses anciens amis, valet d'un conseiller au parlement. Ce valet instruisit son maître de la présence, dans l'antichambre de Luynes, d'un homme appartenant à l'abbé Ruccelaï. Le conseiller Dubuisson était à la fois l'affidé de la reine mère, dont il possédait le secret, et l'obligé du duc d'Epernon, qu'un de ses frères servait en qualité d'officier. Il conçut des doutes, fit sonder le jeune De Lorme par son valet, l'englua par le moyen d'un de ses amis, qui se dit envoyé du duc de Luynes, et finalement acheta, pour cinq cents écus, les redoutables dépêches. Marie et d'Epernon ne connurent le danger qu'ils avaient couru qu'au moment même du succès.

Quant à Luynes, à qui le sort venait d'offrir une si belle occasion de s'éclairer, il semble qu'il ait été frappé d'aveuglement. Marie avait récemment écrit à son fils pour le remercier de lui avoir accordé le rappel de M. de Roissy, qui commandait les troupes employées à surveiller Blois et qu'elle avait été forcée d'admettre dans son conseil. Le favori se paya des termes soumis de cette lettre et crut à la résignation que la reine y témoignait[1]. Aucun de ses nombreux espions

[1] Voici cette lettre, qui existe à la bibl. imp., fond. Béthune, manusc, 9,305 :

« Monsieur mon fils, bien que je n'aie pas toujours été sans quelque petit déplaisir de voir ici M. de Roissy en la charge qu'il avait auprès de moi, je vous avouerai qu'il s'y est comporté avec tant de modestie et de respect, que j'ay occasion de m'en louer et lui en témoigner du gré. Il vous donnera compte de tout ce qu'il a reconnu de mon procédé pendant qu'il y a demeuré, et m'assure qu'étant homme véritable comme il est, il ne vous en rapportera chose qui vous puisse détourner de la bonne opinion que je vous supplie d'avoir, qu'il n'y a rien en ce monde que je prise davantage que l'honneur de votre bienveillance. Votre très humble et affectionnée mère et sujette,

» MARIE. »

Digitized by Google

ne lui ouvrit les yeux, et il serait à peine croyable, si tous les mémoires du temps ne le constataient, qu'un complot qui avait demandé tant de temps, nécessité tant d'allées et de venues, et dont tant de gens avaient le secret, soit resté absolument inconnu de l'homme dont il menaçait l'autorité et qui avait tant de facilités pour le découvrir [1].

V

Le duc d'Epernon quitta Metz le lundi 22 janvier 1619, en compagnie de Ruccelaï [2]. « Je vais faire, dit-il en sortant du palais du gouvernement, le coup le plus hardi que j'aie risqué de ma vie. » Les portes de la ville avaient été fermées dès la veille et elles restèrent closes trois jours entiers après ce départ. Pendant tout ce temps, une compagnie de carabiniers garda jour et nuit la route de Paris, arrêtant tous ceux qui prenaient le chemin de la capitale. Ces précautions eurent un plein succès : les derniers avis qu'on reçut à la cour du départ du duc d'Epernon furent ceux qui partirent de Metz.

Le mystère, du reste, était une question de vie ou de mort pour les conjurés. D'Epernon n'emmenait avec lui que cinquante gentilshommes, armés chacun de deux pistolets et d'une carabine, quarante gardes, ses officiers de bouche et quelques valets, en tout une centaine de chevaux [3]. C'était assez pour courir des aventures, mais non pour affronter des combats. La moindre troupe régulière eût mis en fuite cette poignée d'hommes, et deux ou trois fois la chose faillit arriver. A deux journées de Vichy, l'on aperçut deux gros de cavalerie qu'on prit de loin pour des chevau-légers de la reine régnante. L'effroi se mit aussitôt dans la petite troupe : « Il faut passer ou mourir ! » dit le duc, et il envoya aussitôt à la découverte. C'étaient simplement deux gentilshommes qui se disputaient l'héritage d'une maison et qui n'avaient rien trouvé de mieux que de réunir leurs amis pour vider le différend à main armée ; ce détail peint les mœurs du temps et le cas que faisaient de la justice et des lois tous ces hobereaux batailleurs sur lesquels allait tout à l'heure s'appesantir la main de Richelieu.

De Vichy, où il passa l'Allier, d'Epernon adressa une nouvelle

[1] Voyez en particulier Fontenay-Mareuil, coll. Michaud, t. V, p. 185, et la relation du cardinal de La Valette. dans le t. Ier du recueil d'Aubery sur Richelieu.

[2] *Mercure de France*, t. V, p. 98.

[3] Fontenay-Mareuil, *oc. cit.*

Digitized by Google

dépêche au roi pour le prier d'agréer sa sortie de Metz, alléguant que sa présence y était moins nécessaire qu'en Angoumois [1]. Cette lettre, portée au duc de Luynes par le neveu de Du Plessis, jeta dans la cour un étonnement mêlé d'appréhension. Le roi dit tout haut son opinion : il avait toujours pensé que si l'on refusait au duc le congé qu'il sollicitait, il était homme à s'en passer et à partir sans ordre. Ce propos montre que si l'équipée du duc irrita, du moins n'en aperçut-on pas de suite toute la portée. Luynes y vit un coup de tête et non une rébellion. Soucieux surtout de couvrir la dignité du pouvoir, il eut l'art de paraître concéder ce qu'il n'était plus en son pouvoir de prévenir, et il expédia au duc l'aveu du roi pour continuer son voyage.

Vingt jours après leur départ de Metz, d'Epernon et Ruccelaï arrivèrent à Confolens en Angoumois. Ils croyaient y trouver de Lorme, porteur de la réponse de la reine mère. L'absence du jeune page jeta les conspirateurs dans la plus grande perplexité. Il fallait croire à une trahison ou à un revirement dans les volontés de Marie. Le péril était égal dans les deux cas. On n'osait ni aller plus loin ni revenir sur ses pas, et il était malaisé qu'on restât longtemps à Confolens, dont les habitants commençaient à s'étonner de la présence dans leurs murs d'un personnage aussi considérable que l'était d'Epernon. Dans cette extrémité, les deux chefs résolurent d'envoyer Du Plessis en éclaireur. Il devait prendre la poste à Châtellerault, gagner Loches, s'assurer de La Hilière, gouverneur de cette ville et le disposer à y recevoir la reine, puis s'aventurer jusqu'à Blois.

Du Plessis trouva dans La Hilière un homme dévoué à d'Epernon, mais irrésolu, qui s'effraya de la gravité de l'entreprise et n'osa ni accepter ni rejeter de prime abord les propositions qu'il recevait. Cependant, le temps pressait ; la reine, si de Lorme ne l'avait pas vue, devait être dans une anxiété mortelle. D'un autre côté, Du Plessis ne pouvait passer outre sans être assuré de Loches. Heureusement il avait amené Cadillac, ce Gascon fertile en ressources, dont le savoir-faire s'était déjà montré dans les premières négociations avec Ruccelaï. Cadillac fut dépêché à Blois, porteur des lettres du duc d'Epernon pour Marie et d'un mot pour le comte de Brenne, premier écuyer de la reine, qui devait servir d'introducteur à l'envoyé. Ainsi, ce fut entre les mains d'un simple domestique que fut, en fin de compte, remis le salut de l'entreprise.

Le premier écuyer n'avait aucun soupçon des projets de sa maîtresse ; il consentit toutefois à introduire secrètement Cadillac près de la reine. L'entrevue eut lieu le soir, dans le cabinet qui suit la

[1] *Mercure*, t. V, p. 98. Cette lettre est du 7 février 1619.

Digitized by Google

chambre à coucher royale. Marie, à qui le conseiller Dubuisson n'avait pas encore transmis les dépêches qu'il avait soustraites au page infidèle, Marie, disons-nous, respira en apprenant que ses libérateurs étaient si près d'elle. Il fut convenu que Cadillac retournerait de suite près de Du Plessis et l'amènerait jusqu'au faubourg de Blois qui précède le pont, à l'hôtellerie du *Petit-Maure*, où la reine se chargeait de l'envoyer prendre par une personne sûre.

Deux jours après, Du Plessis était au *Petit-Maure*, où l'attendait le maître d'hôtel du comte de Brenne. Il avait, pendant l'absence de Cadillac, fait taire les derniers scrupules de La Hilière et Loches était prête à ouvrir ses portes à la reine fugitive. Introduit le soir, en compagnie de l'infatigable Cadillac, dans l'appartement que le premier écuyer occupait au château de Blois, il y attendit que la reine mère se trouvât seule et en liberté. Quand enfin il put être admis en sa présence, il lui raconta en peu de mots le long et périlleux voyage du duc son maître, les craintes, les incertitudes de ce dernier, et il insista pour que la fuite eût lieu sans délai.

La reine ne fit aucune difficulté sur ce point; mais c'était peu de décider l'évasion, il fallait en trouver les moyens. Le château était bâti sur un rocher; il était défendu par une avant-cour, des fossés, un pont-levis, des rampes escarpées, des portes solides et bien gardées. Ses antichambres, ses corridors étaient pleins d'espions vendus aux Luynes. Une fois encore on dut recourir à l'imaginative de Cadillac. Avec une intrépidité pleine de logique, le Gascon répondit que puisque les portes étaient si bien gardées, il fallait fuir par les fenêtres. Marie se récria : les fenêtres ouvraient sur un abîme ; c'était affaire à un oiseau et non à une femme et à une reine. Cadillac, que rien n'embarrassait, fit respectueusement observer que plus le chemin était dangereux, plus il était sûr ; qu'à défaut des ailes de l'oiseau, l'on pouvait se procurer des échelles de corde, et qu'il n'y avait pas d'abîme au fond duquel une captive, fût-elle reine, ne dût descendre allégrement, quand elle savait devoir y trouver ces deux trésors inestimables : la vengeance et la liberté.

La reine se rendit à ces bonnes raisons, et il ne resta plus qu'à chercher comment on se procurerait des échelles. Il fallait de plus des chevaux, des voitures, des relais organisés; pour tous ces préparatifs, un homme habile et sûr était indispensable. On finit, faute de mieux, par s'accorder pour charger le comte de Brenne de tous ces détails. Sa prudence seule, non son dévouement, était en doute. La reine le manda immédiatement, lui dévoila son projet et ne lui cacha que le nom du duc d'Epernon. Le jeune homme envisagea sans crainte la grave responsabilité qui allait peser sur lui ; il ne fit aucune question, trouvant sans doute que, dans ce jeu terrible où

Digitized by Google

on l'engageait les yeux à demi bandés, il était magnanime de jouer sa vie sans même demander le nom de son partenaire. Echelles, chevaux et voitures, il s'engagea à tout disposer en un seul jour ; la rapidité, au point où en étaient les choses, étant la première condition du succès. On convint, en conséquence, que l'évasion aurait lieu dans la nuit du lendemain, celle du 21 au 22 février.

Du cabinet de la reine mère, où il resta caché, Du Plessis, dès l'aurore, expédia Cadillac à l'archevêque de Toulouse, qui devait attendre les fugitifs à Loches et veiller à la sûreté du chemin. A son arrivée dans cette ville, Cadillac y trouva le duc d'Epernon lui-même, qui n'avait pu se résoudre à séparer sa fortune de celle de son fils. Tous deux, le père et le fils, étaient depuis huit jours en de cruelles anxiétés. Aussi Cadillac fut-il reçu avec des transports de joie et dut-il recommencer cent fois le récit de son entrevue avec la reine. Il fut ensuite renvoyé à Blois en toute hâte pour annoncer à cette dernière que l'archevêque de Toulouse, à la tête de cinquante chevaux, l'attendrait dans la nuit même à Montrichard, et que le duc d'Epernon, dès le lendemain matin, viendrait au-devant d'elle avec le reste de sa troupe.

VI

Il était huit heures du soir lorsque Cadillac quitta Loches. Vers une heure du matin, il arriva dans le faubourg de Vienne, qui précède le pont de Blois, et où il rencontra plusieurs hommes qui gardaient un carrosse et quelques chevaux. Deux de ces hommes l'arrêtèrent : c'étaient l'écuyer du comte de Brenne et un valet de pied de la reine. Ils avaient ordre de ne laisser passer qu'un seul courrier, et, doutant que Cadillac fût celui qu'on attendait, ils résolurent de ne pas le quitter et s'acheminèrent avec lui vers la résidence royale. Mais le Gascon avait si bien observé la veille le chemin qu'il fallait suivre pour parvenir aux jardins du château, qu'il servait de guide à ceux même qui le conduisaient.

Les terrasses du château de Blois n'avaient alors pour tout soutènement que la masse abrupte du rocher. Le révêtement de pierre ne fut exécuté que vingt ans plus tard, par Gaston d'Orléans. A moitié de la hauteur, entre le cabinet de la reine et le sol de la rue, les terrasses formaient une sorte de plate-forme. Aussi Brenne avait-il dû dresser deux échelles. La première flottait au niveau du sol de la rue et aboutissait à la plate-forme ; la seconde partait de ce dernier point et était attachée à la fenêtre du cabinet. Cadillac fran-

Digitized by Google

chit lestement les deux échelles et vint appliquer l'œil à cette fenêtre.

La reine et cinq autres personnes étaient réunies dans le cabinet : ces cinq personnes étaient Du Plessis, le comte de Brenne, La Mazure et du Lion, exempts des gardes de Sa Majesté, et enfin une femme de chambre italienne nommée Catherine. Marie n'avait pas jugé à propos d'associer plus de monde à son entreprise ; encore n'avait-elle révélé à ces compagnons de fuite que la moitié du secret. Elle leur avait annoncé sa délivrance sans leur faire connaître son libérateur. Le cabinet était plein d'émotion et de désordre. Tandis que la femme de chambre, tout en larmes, remplissait à la hâte les cassettes de la reine de ses plus riches pierreries, La Mazure et du Lion se jetaient à ses pieds et la suppliaient de réfléchir encore avant de franchir un si grand pas. Brenne seul, quoique aussi peu instruit qu'eux, témoignait par son attitude d'un calme et énergique dévouement. Du Plessis, debout dans l'ombre, gardait un silence plein d'anxiété. La reine, enfin, inquiète du retard du messager attendu et de la nuit qui avançait, sentait peu à peu s'évanouir sa résolution. Une circonstance fortuite augmentait ses craintes et sa perplexité. A la chute du jour, elle avait reçu le paquet confié au jeune page de Ruccelaï, paquet que le conseiller Dubuisson venait de lui faire parvenir avec une lettre où il dévoilait la trahison dont elle avait failli être victime. Cette trahison, bien qu'éludée, lui en faisait soupçonner d'autres.

Enfin un léger coup est frappé à la fenêtre. Brenne s'y précipite : « Ouvrez à l'homme de Floze, » dit une voix. C'était le nom de Du Plessis dans le galimatias convenu. La fenêtre est ouverte et Cadillac vient tomber aux pieds de la reine.

« Madame, dit-il, tout marche au gré de vos désirs. M. le duc d'Epernon est à Loches, M. de Toulouse à Montrichard, et trois cents gentilshommes avec eux prêts à suivre partout Votre Majesté. »

Ce fut comme le coup d'une baguette enchantée. Tout le monde, la reine et Du Plessis exceptés, entendait pour la première fois le nom du duc d'Epernon dans cette affaire. Ce nom assignait sa véritable proportion et son caractère à l'événement qui allait s'accomplir : il faisait de cette évasion une révolte et de cette escapade un coup d'Etat.

Sans perdre un moment, la reine leva sa robe, la serra autour de son corps, afin de descendre avec plus de liberté, franchit le balcon et mit le pied sur l'échelle. Du Plessis, qui venait ensuite, la soutenait de son mieux par la main, tandis que Brenne, passé le premier, veillait à ce que son pied s'appliquât sans broncher aux mobiles échelons.

Digitized by Google

Malgré ce double secours, la reine, qui était grasse et fort replète, eut tant de peine dans cette première descente, qu'arrivée sur la plate-forme, elle déclara qu'elle renonçait à une voie si périlleuse et qu'elle ne mettrait pas le pied sur la seconde échelle.

Il y eut alors pour la petite troupe un moment d'anxiété cruelle. Que faire ? quel parti prendre ? La nuit était noire et glaciale ; la seule lumière qu'on aperçût était celle des cires qui se mouraient dans le cabinet qu'on venait de quitter ; le seul bruit que le vent apportât était le sourd fracas des glaces qui se brisaient contre les piles du pont de Blois. On n'avait aucun secours à attendre de qui que ce fût, et il était tout aussi difficile de faire remonter la reine que de la faire parvenir jusqu'à la rue. Dans cette extrémité, ce fut Cadillac encore dont le génie inventif ouvrit la voie du salut. Il découvrit un endroit où le rocher ne se montrait pas à nu et où la terre de la plate-forme était éboulée et ravinée par les pluies. Plaçant la reine à l'ouverture de cette sorte de rigole, il la fit asseoir sur un manteau qui, soutenu par le haut et doucement tiré par le bas, la conduisit sans accident jusqu'au bas de l'escarpement. Marie respira en sentant enfin sous ses pieds le sol ferme. Elle venait de franchir une hauteur de près de cent pieds. Elle saisit vivement le bras de Du Plessis et celui du comte de Brenne, et s'engagea avec eux dans le faubourg du Foix. Des officiers de sa propre maison la rencontrèrent, et, voyant une femme sans flambeau entre deux hommes, lancèrent en passant quelque grossière plaisanterie. « Ils me prennent pour une bonne dame, » dit en riant l'illustre fugitive.

On passa le pont sans accident ; mais, quand on fut à l'endroit où le carrosse et les gens de la reine devaient se trouver, et où Cadillac les avait vus, on les chercha vainement : gens et carrosse avaient disparu. Nouvel embarras, non moins grand que le premier. Chacun examine déjà ses compagnons avec défiance et se demande s'il y a trahison et quels sont les traîtres. Un valet de pied accourt enfin qui annonce que la voiture a été cachée dans une ruelle voisine. On jette à la hâte les paquets et les cassettes dans le carrosse, et la reine s'y précipite en compagnie du comte de Brenne, de Du Plessis et de Catherine. Le reste de la troupe monte à cheval ; on part, et l'on prend au galop la route de Montrichard. Tout à coup, la reine s'aperçoit qu'une de ses cassettes lui manque ; elle fait arrêter. L'impatience est au comble ; cinq minutes de retard peuvent tout perdre ; mais Marie déclare qu'il lui est impossible de partir sans cette boîte. Les valets sont envoyés à la recherche et trouvent enfin la malheureuse cassette dans la ruelle où l'on était monté en voiture : elle contenait pour cent mille écus de pierreries.

Au point du jour, les fugitifs rencontrèrent Ruccelaï, qui venait

Digitized by Google

au-devant de la reine à la tête de quinze gentilshommes. Le brave abbé avait hâte de jouir de son ouvrage. A Montrichard, Marie fut reçue par l'archevêque de Toulouse, qui lui fit les honneurs du château ; elle était dès lors en sûreté sous les fortes murailles bâties par Foulques-Nerra. Toutefois son impatience était telle, qu'elle prit à peine le temps de déjeuner et remonta de suite en voiture. Le duc d'Epernon l'attendait à deux lieues de Loches, en compagnie de deux cents gentilshommes. Elle avait désormais une armée et allait traiter sur le pied de l'égalité avec son fils[1].

Les préparatifs de cette fuite avaient été combinés avec tant d'habileté et de discrétion, qu'il n'y eut personne, dans le château de Blois, qui s'en aperçut. Le matin du 22 février, quand les domestiques préposés au service de la personne de la reine, étonnés de n'être pas appelés à l'heure ordinaire et ne sachant que penser d'un si profond silence, se décidèrent à pénétrer dans l'appartement et le trouvèrent vide, leur étonnement fut au comble. Les échelles avaient été retirées et jetées dans la Loire, de sorte que personne ne s'expliqua d'abord comment cinq personnes avaient pu, sans être vues, sortir d'un appartement entouré de gardes nombreux et dont les fenêtres ouvraient sur un précipice.

Ce fut la reine elle-même qui donna le mot de l'énigme. A peine arrivée à Loches, elle écrivit au roi pour lui faire connaître sa fuite et son dessein de se retirer à Angoulême. C'étaient, disait-elle, la longue oppression de son honneur et de sa liberté, une raisonnable appréhension pour sa vie, et, par-dessus tout, le péril de l'Etat, qui l'avaient conduite au parti désespéré qu'elle avait pris. Dès cette première lettre, Marie se posait en victime qui couvre d'un reste de déférence le juste ressentiment des injures reçues et qui se sent assez forte pour les venger.

Cette lettre arriva à la cour au milieu des divertissements du carnaval et de la foire de Saint-Germain. Une suite de mariages illustres la tenait en haleine de plaisirs : ballets, spectacles, galas, réjouissances de toute sorte s'y succédaient. Luynes avait marié la sœur naturelle du roi, Mlle de Vendôme[2], avec le duc d'Elbeuf. Il venait de conclure l'union, longuement discutée, de Mme Christine, seconde fille de France, avec Victor-Amédée, prince de Piémont. Enfin, l'heureux favori avait récemment conduit le roi lui-même au lit de la jeune reine, et, par la consommation si difficile et si longtemps différée de l'union royale, il s'était acquis des droits

[1] *Mém. de Richelieu*, ap. coll. Petitot, t. XXI bis, p. 527, et Aubery, t. Ier, p. 142.
[2] Catherine-Henriette, légitimée de France, fille naturelle de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées.

Digitized by Google

à la reconnaissance de la cour d'Espagne et du Saint-Père[1]. Pour jouir sans trouble de sa haute fortune, il venait de faire adopter au roi le projet d'un voyage à Blois, voyage dans lequel, sous prétexte de visiter sa mère, Louis XIII devait, s'il faut en croire Richelieu, la mener honnêtement dans la forteresse d'Amboise, où on l'eût renfermée sous bonne garde pour le reste de sa vie. La lettre de Marie tombait comme une goutte d'eau froide sur cet orgueil en ébullition et ne laissait plus au favori d'autre refuge que la guerre civile.

Ce fut en effet la guerre civile qui sortit de l'évasion de Blois. Luynes crut opposer au duc d'Epernon un rival digne de lui en ouvrant les portes de Vincennes au prince de Condé et paralyser l'action de Ruccelaï en invitant secrètement Richelieu à se rendre près de la reine mère[2]. Il ne fit par là qu'aggraver la situation : la lutte s'agrandit avec les lutteurs. Le traité d'Angoulême fut une trêve entre deux combats. En donnant l'Anjou à sa mère, Louis XIII acheta chèrement un court moment de tranquillité. Toujours turbulente et vindicative, la veuve de Henri IV fit bientôt de sa petite cour d'Angers un foyer de conspirations incessantes : le roi dut marcher contre elle. On se battit aux Ponts-de-Cé, et il fallut toute la diplomatie de Richelieu pour ménager entre la mère et le fils un fragile rapprochement, qui eut lieu au château de Brissac, le 13 août 1620.

Cette guerre, impie des deux parts, mit en lumière tous les vices du régime féodal ; elle éleva à la hauteur d'un besoin public la destruction de cette puissance expirante ; elle prépara ainsi les voies à Richelieu et justifia l'énergique intervention de ce grand niveleur.

JULES LOISELEUR.

[1] Les négociations et les efforts au moyen desquels Luynes parvint à rapprocher les deux époux ont été très bien exposés par M. Armand Baschet, dans le curieux volume intitulé : *Le roi chez la reine, ou Histoire secrète du mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche*. Paris, Aubry, 1864.

[2] Il est certain, d'une part, que Richelieu reçut, dès le commencement de mars, l'autorisation secrète de se rendre près de la reine mère; le roi lui-même lui écrivit pour l'en prier; d'une autre, qu'il se fit précéder d'un mémoire où le rôle de Richelieu était indiqué en termes voilés. Cet écrit, intitulé : *Mémoire à M. le comte *** [illegible] à dire à la reine mère de ma part*, a été publié par M. Avenel au t. Ier, p. 580, des *Lettres et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu*. Sur les démarches faites par Luynes et par le roi près de Richelieu pour qu'il revînt près de Marie de Médicis, voyez les *Mém. de Déageant*, p. 210, et les notes de M. Avenel sur le mémoire précité.

Digitized by Google

SOUVENIRS D'UN VOYAGE

EN ÉGYPTE

LES PYRAMIDES DE GHISEH

De quelque côté que l'on sorte du Caire, si l'on tourne les yeux dans la direction de l'ouest, le regard est aussitôt arrêté et captivé par un immense triangle à double sommet dont la silhouette grisâtre se profile à l'horizon au-dessus de la chaîne de montagnes qui sépare la Lybie de la vallée du Nil. Ce sont les pyramides de Ghiseh, qui, placées en avant l'une de l'autre et confondues par la perspective, ne forment qu'une seule et même masse dont les cimes se détachent en vives arêtes sur l'azur du ciel. Ce premier aspect est saisissant. A partir de ce moment, les yeux ne peuvent plus se détacher du colosse à double tête, et la pensée demeure absorbée par les réflexions de toute nature que soulèvent ces antiques et célèbres monuments.

Lorsqu'on a contemplé ce groupe imposant de tous les points qui environnent la grande cité orientale, depuis les hauteurs du Moqatam jusqu'aux plaines sablonneuses de l'Abassieh ; depuis les terrasses de la citadelle jusqu'à la magnifique avenue de Choubrah, on se sent pris d'un ardent désir de voir les colosses de près et de toucher du doigt une des œuvres les plus anciennes et les

Digitized by Google

plus merveilleuses qu'aient laissées sur notre globe les sociétés humaines. Je n'ignorais pas qu'en pareil cas surtout, ce n'est pas avec les yeux qu'on voit, mais avec l'esprit; je m'attachai donc à recueillir chez les anciens historiens ce qu'ils nous ont transmis sur la vieille Egypte et ses vénérables monuments, et quand je me sentis armé de toutes pièces, je pris mes dispositions pour rendre aux pyramides une visite depuis longtemps projetée.

I

Désirant trouver dans cette excursion la plus grande somme de satisfaction possible, je pars seul, seul avec moi-même, avec mes réflexions, avec mes études. Deux compagnons toutefois sont inévitables : un âne et son conducteur, qui sert en même temps de guide. Quinze à dix-huit kilomètres séparent le Caire des pyramides, et l'obligation de traverser le Nil en barque, ainsi que l'état des chemins, ne permettent guère d'employer un autre moyen pour s'y rendre. Je quittai donc l'hôtel par une belle matinée du printemps dernier, et les premiers rayons du soleil levant me surprirent trottinant sur une de ces jolies bêtes, vives, alertes, bien équipées, qui, pour la plus grande partie de la population arabe et européenne du Caire, remplacent les chevaux et les voitures.

La route suit d'abord les belles avenues de ce vaste jardin qu'on appelle les Plantations d'Ibrahim; l'air est frais, le ciel est pur, et tout annonce une de ces journées splendides qui seraient si fréquentes en Egypte si le vent, et, par suite, la poussière ne venaient trop souvent en altérer la sérénité. Une demi-heure de marche nous amène à Fostat ou Vieux-Caire. Il n'y a pas de pont sur le Nil, et c'est là qu'on s'embarque pour traverser le fleuve. Ce long faubourg, seul reste de la ville primitive détruite par les croisades, est déjà éveillé. Les Arabes ouvrent leurs boutiques, les plus diligents étalent et crient leurs marchandises, les chalands regardent et font leur choix. Le Nil, à Fostat, a près d'un kilomètre de largeur, et son aspect est magnifique. Des barques nombreuses vont et viennent d'une rive à l'autre, poussées par la rame ou par la voile, chargées de bêtes, gens et denrées de toute espèce. Je prends place dans l'une d'elles avec mon équipage, et il ne nous faut pas moins d'une demi-heure pour atteindre le village de Ghiseh, qui fait face à Fostat de l'autre côté du fleuve.

C'est du nom de ce village que les pyramides de Ghiseh ont pris leur désignation spéciale. L'Egypte compte quatre groupes de py-

Digitized by Google

ramides, que l'on distingue entre eux par les centres de population situés à leurs pieds. Ce sont, outre les pyramides de Ghiseh, les pyramides d'Abouzir, les pyramides de Saqqarah et les pyramides de Dachour. Ils sont situés tous quatre en amont du Caire, sur une longueur de cinquante kilomètres, et s'alignent sur la rive gauche de ce fleuve. Ces monuments sont au nombre de soixante-dix. Semblables entre eux par la forme, ils présentent de grandes différences dans leurs dimensions et couronnent de leurs cimes inégales les dernières déclivités de la chaîne libyque. Comme ils s'élèvent tous dans l'ancienne province dont Memphis était la capitale, les anciens les enveloppaient dans la dénomination générique de pyramides de Memphis.

Je ne m'occuperai ici que des pyramides de Ghiseh ; ce sont d'ailleurs les plus élevées, les plus intéressantes et les plus célèbres.

Ghiseh est un grand village dont sa position a fait l'entrepôt de tous les produits agricoles qui se récoltent aux environs. Il ressemble un peu à Fostat, dont il a les rues étroites, l'animation et les boutiques. Le hasard voulut que ce jour-là fût un dimanche. Par une singularité assez difficile à expliquer, c'est celui que les Arabes choisissent presque toujours pour leurs marchés, et Ghiseh en recevait une affluence et un mouvement extraordinaires. En certains endroits, la circulation est difficile, et les ruelles sont parfois étroites à ce point, que deux ânes ne s'y croisent pas sans danger pour les jambes des cavaliers. Vigoureusement poussée par son conducteur, ma monture parvient à se faire jour au milieu de ce flot de population, et, au bout de quelques instants, nous sommes en pleine campagne.

Nous cheminons sur une chaussée qui s'élève au-dessus de la plaine et se trouve ainsi en toute saison à l'abri des inondations du Nil. Les bords et les talus sont plantés de saules, de tamarins, de figuiers, et leur belle végétation donne au chemin l'aspect d'une jolie allée de parc dont les gracieux détours vont se perdre tantôt à travers des bois de palmiers, tantôt à travers des champs d'orge, de froment et de trèfle. Le marché amène des villages voisins une foule considérable, et c'est une véritable procession arabe qui défile sous mes yeux, avec ses types variés et ses costumes bibliques. La plupart des hommes sont à âne ; toutes les femmes sont à pied. Ce sont elles, en revanche, qui portent sur leurs têtes, dans de larges corbeilles, les denrées à vendre, telles que légumes, poulets, œufs, etc. Les femmes de la campagne ne se voilent pas comme celles de la ville ; tout au plus ramènent-elles devant leur visage, quand un étranger passe, les pans de l'espèce de châle bleu qui leur couvre a tête et descend jusqu'aux talons. Le plus grand nombre néglige

Digitized by Google

cette précaution et se laisse voir sans scrupule. Ces femmes sont généralement peu attrayantes; quelquefois cependant, lorsqu'elles sont jeunes et qu'une parturition prématurée n'a pas fatigué leurs traits, leur œil largement ouvert et d'un noir profond, leur teint basané, leurs dents étincelantes, l'aisance avec laquelle elles portent leurs corbeilles, et enfin ce long châle qui les enveloppe de la tête aux pieds, donnent à toute leur personne je ne sais quelle saveur orientale qui arrête et charme le regard. La pensée se reporte alors sur ces familles de patriarches dont nous entretient la Bible, et tandis que les hommes, par la gravité de leur maintien, les tuniques qui les couvrent et leur barbe blanche, rappellent Abraham, Isaac et Jacob, les femmes font songer à Agar, à Rachel, à Rebecca.

Il y avait plus d'une heure que je m'abandonnais à l'attrait piquant de ces tableaux pleins d'animation et de couleur, quand tout à coup, à travers l'élégante colonnade d'un petit bois de palmiers bordant la plaine, j'aperçus, immense et vivement éclairée par les feux du soleil, la masse imposante des pyramides. Jusqu'alors je ne les avais contemplées que de loin, et je ne pus me défendre d'une vive émotion quand je me vis à deux kilomètres seulement de cette œuvre de Titans dont une des faces se dessinait derrière les palmiers comme à travers les barreaux d'une immense grille. En peu d'instants nous avons atteint la limite du bois, et les colosses se présentent à nos regards entièrement dégagés de la base au sommet. C'est vraiment ici qu'il faut se placer pour les considérer dans toute leur splendeur. Du Caire, on n'a pas assez le sentiment de leur masse prodigieuse; de près, l'œil, absorbé par les détails, ne peut plus embrasser l'ensemble.

Quelques pas encore et nous franchissons la ligne nettement tranchée qui sépare le désert des terres cultivées. Le propriétaire du dernier champ est entré résolûment en lutte avec les sables, et il a établi le long de sa propriété une palissade destinée à la protéger contre leurs envahissements. Vain effort! Les sables impitoyables ont déjà gagné deux mètres sur sa culture, et une bande d'un jaune sinistre s'étend à l'intérieur du champ tout le long de la palissade.

Nous sommes désormais en plein désert. Je laisse à droite les nombreux hypogées dont est criblée la colline sur laquelle reposent les pyramides; je laisse à gauche le sphinx et les monuments intéressants qui l'environnent: j'ai hâte d'arriver aux deux géants. Un jeune couple d'enfants de la Germanie m'a depuis longtemps dépassé sur la route; je crois les reconnaître à cent mètres au-dessus du sol, escaladant un des colosses. Ils avancent péniblement, ac-

Digitized by Google

compagnés et soutenus par un groupe d'Arabes. On dirait une troupe de fourmis escaladant un pylône. Quelques instants après, un hurrah retentit dans les airs; je lève les yeux : c'est le cri de triomphe que ne manquent jamais de pousser les Arabes lorsqu'ils sont parvenus à amener les touristes jusqu'au sommet. C'est un honneur que je suis bien décidé à me refuser. Je trouve qu'il est déjà fort honnête d'être arrivé jusqu'au pied des vieux monuments, et il me paraît tout à fait inutile d'y joindre le complément d'une ascension pénible, devant laquelle reculent bon nombre de curieux.

Les pyramides de Ghiseh reposent sur un plateau élevé de trente mètres au-dessus de la vallée du Nil et nivelé de main d'homme. Nous suivons, pour y parvenir, un sentier montant et sablonneux, et bientôt un détour du chemin me place brusquement en face de l'un des colosses. Douze ou quinze ânes se reposent à son ombre, attendant les touristes qui m'ont précédé. Je saute à bas de ma monture, je m'approche de la montagne artificielle, et j'ai peine à en croire mes yeux en mesurant du regard cette prodigieuse façade et cet amoncellement inouï de pierres de taille. De la base au sommet, l'édifice est composé d'assises régulières de blocs superposés de soixante à quatre-vingt-dix centimètres de hauteur sur deux ou trois mètres de longueur ; elles sont au nombre de deux cent six, et ce sont ces assises qui, placées en retrait l'une au-dessus de l'autre, forment les degrés de l'escalier gigantesque par lequel on monte au sommet. On est généralement disposé à croire que la masse intérieure a été construite en moellons, plus ou moins gros reliés entre eux par du mortier; il n'en est rien : nous aurons plus tard la preuve que les pyramides sont entièrement formées de pierres taillées avec soin et régulièrement assemblées. On ne se lasse pas d'examiner ces blocs énormes ; on s'épouvante de leurs dimensions, de leur nombre, du travail effroyable que représente cette œuvre colossale; on se sent si petit, si écrasé, qu'on a peine à comprendre que l'homme, frêle créature, ait pu accomplir un travail si prodigieux.

II

Par qui, à quelle époque et avec quels matériaux furent construits ces merveilleux monuments? Quelle en était la destination, que recèlent-ils dans leurs vastes flancs, quels sont les auteurs des dégradations dont ils portent la trace ? Telles sont les questions qui, à leur aspect, se pressent sur les lèvres, et avant d'aller plus loin il me semble utile d'y répondre. Nous connaîtrons mieux ainsi le

Digitized by Google

terrain sur lequel nous sommes; nous saurons à quelle société nous avons affaire, et nous comprendrons plus facilement l'esprit qui a présidé à leur construction.

Le groupe des pyramides de Ghiseh comprend trois monuments de ce genre. Ils sont placés à une centaine de mètres l'un de l'autre, et s'alignent dans la direction du nord-est au sud-ouest. On désigne chaque pyramide par le nom de son fondateur. La première, dite aussi grande pyramide, est l'œuvre de Chéops; la seconde a été élevée par Chéfren; la troisième remonte à Mycérinus. La pyramide de Chéops, sur laquelle se porte tout l'intérêt des curieux et dont je vais particulièrement m'occuper, est à la fois la plus ancienne et la plus élevée; mais c'est aussi la plus endommagée à l'extérieur. Dans son intégrité, elle mesurait 145 metres de hauteur verticale; la largeur de chacune de ses quatre faces était, à la base, de 232 mètres; en sorte que le simple pourtour offrait près d'un kilomètre de développement [1]. Par suite des dégradations, ces chiffres ont subi une légère réduction dont je parlerai bientôt. La pyramide de Chéfren atteint à peu de chose près la même hauteur que sa voisine; mais elle est moins large, et cette particularité la rend un peu moins massive. Quant à la pyramide de Mycérinus, elle n'a guère que la moitié des dimensions des deux premières. Il y a en outre près de ce dernier monument trois autres pyramides de très petite dimension, embryons sans intérêt en présence des colosses que nous avons devant les yeux.

Si les cartouches trouvés à Memphis et les documents recueillis par la science égyptologique permettent d'affirmer que le fondateur de la grande pyramide, Chéops, appartient à la IVe dynastie des rois d'Egypte, il n'a pas été aussi facile aux savants de se mettre d'accord sur l'époque à laquelle régnait cette dynastie. Au IIIe siècle avant l'ère chrétienne, un des Ptolémées, frappé de la haute antiquité à laquelle les Egyptiens faisaient remonter leurs annales, chargea Manéthon, un des prêtres les plus instruits de Thèbes, de faire le relevé des différentes dynasties qui avaient occupé le trône, avec l'indication des noms des rois et de la durée de chaque dynastie. Ce travail ne nous est parvenu qu'en partie; mais il a pu être complété par les documents fournis par l'épigraphie, et il forme aujourd'hui la base sur laquelle s'appuient les commentateurs pour l'établissement de la chronologie égyptienne.

Avant de donner les chiffres obtenus par les éléments dont dispose la science, je dois dire qu'ils ne manquent pas de contradicteurs et

[1] On a calculé, en la supposant solide, que les matériaux qu'elle contient suffiraient pour construire un mur de deux mètres d'élévation et d'une épaisseur proportionnée qui ferait le tour de l'Espagne.

Digitized by Google

que Manéthon est accusé d'avoir vieilli les parchemins des Pharaons pour donner plus de prestige à leurs noms et à leurs œuvres ; mais, sans entrer dans ce débat, qui nous conduirait beaucoup trop loin, je me bornerai à donner une idée des différences qui divisent les savants en disant que celui qui s'éloigne le plus des chiffres de Manéthon place le commencement de la monarchie égyptienne quatorze cents ans plus tard que ne le fait celui-ci. C'est donc entre les deux chiffres de cinq mille ans et de trois mille six cents ans avant Jésus-Christ que les commentateurs font régner à Memphis le premier roi de la première dynastie. Chaque savant ayant sa chronologie particulière, et des raisons aussi nombreuses que puissantes militant en faveur de celle de Manéthon, ce sont ses chiffres que j'ai adoptés. Ils ont d'ailleurs pour eux l'autorité du directeur du musée de Boulaq, au Caire, M. Mariette-Bey, dont personne ne contestera l'érudition profonde et la parfaite compétence. Prenons donc pour point de départ le chiffre de 5,000 ans avant J.-C., époque probable de la fondation de la monarchie égyptienne, et concluons-en, avec Manéthon, que le règne de la IVe dynastie, à laquelle appartient Chéops, fondateur de la grande pyramide, remonte à 4,200 ans avant notre ère. Une erreur de vingt siècles n'ôte rien au mérite de la célèbre allocution du général Bonaparte, et nous possédons du moins une base qui nous permet d'asseoir avec quelque probabilité des chiffres difficiles à préciser dans l'état actuel de la science. Il n'y a rien ici, du reste, qui puisse blesser les croyances religieuses; la Bible ne donne pas de dates; elles ont été ajoutées par les commentateurs et ne participent point à la foi due au livre sacré[1].

La destination des pyramides a été l'objet de bien des hypothèses, et les relever serait faire le récit de théories présentées sans observations sérieuses et où le ridicule le dispute parfois à l'erreur. Les pyramides n'étaient ni des observatoires, ni des trônes, et encore moins des obstacles apportés à l'invasion des sables ; c'étaient tout simplement des tombeaux. Les anciens Egyptiens redoutaient pardessus tout deux choses après leur mort : la corruption des corps et la violation des sépultures. Ils pensaient que l'âme, dans les épreuves qu'elle a à subir avant d'arriver à la félicité suprême, avait besoin de retrouver intacte l'enveloppe périssable qu'elle avait animée, et ils croyaient leur salut dans l'autre monde attaché à l'inté-

[1] Je ne dois pas omettre de dire qu'au nombre des savants qui n'admettent pas la chronologie de Manéthon se place l'éminent professeur du collége de France, M. de Rougé, dont les remarquables travaux ont jeté un grand jour sur la science égyptologique. Le résumé de ses dernières leçons a été présenté dans ce recueil avec beaucoup de clarté dans un article plein d'intérêt de M. Félix Robiou. (V. le numéro du 15 octobre 1868.)

Digitized by Google

grité de leurs restes mortels. Ils obvièrent au danger de la corruption par la momification et par l'établissement d'hypogées creusés dans le flanc des montagnes calcaires qui bordent le Nil. Quant à la violation des sépultures, ils eurent recours, pour se prémunir contre cette redoutable calamité, à toutes les ressources architecturales dont ils pouvaient disposer. Les pyramides ne sont donc pas seulement, comme on le croit généralement, des tombes fastueuses élevées par la vanité des monarques égyptiens ; elles sont encore, elles sont surtout un moyen de placer à jamais leur dépouille terrestre à l'abri de toute profanation. Il est difficile d'en douter lorsqu'on les a examinées avec quelque attention : leur masse formidable, les réduits secrets ménagés à l'intérieur, l'art avec lequel l'entrée était dissimulée, tout révèle chez leurs auteurs la préoccupation de s'assurer au delà de la tombe un repos éternel.

Il est remarquable que vingt-cinq siècles plus tard la même pensée guidait encore les dynasties thébaines dans la construction de leurs tombeaux. Mais il est à croire que les profanations accomplies ou tentées lors de l'invasion des Hycsos ou peuples pasteurs firent abandonner le mode de sépulture adopté jusqu'alors. Les pyramides avaient le grave inconvénient de désigner clairement le lieu où reposait le défunt et semblaient jeter un défi aux profanateurs ; aussi voyons-nous, après l'expulsion des Hycsos, c'est-à-dire au XVe siècle avant l'ère chrétienne, les tombes souterraines ou hypogées se substituer aux tombes extérieures, et c'est désormais au fond d'interminables galeries ouvertes dans le roc vif et dont l'entrée est facile à dissimuler que les souverains de Thèbes vont chercher l'éternel repos. On peut faire en outre sur ces hypogées cette curieuse observation : c'est que la galerie à laquelle aboutit la tombe de Ramsès le Grand, le plus illustre des monarques de l'Egypte, égale en longueur la hauteur de la pyramide de Chéops. Sous une forme entièrement différente, le Charlemagne thébain n'a pas voulu que son tombeau fût au-dessous de celui du Louis XIV memphite.

Hérodote nous a laissé des détails intéressants sur les pyramides et sur le mode de leur construction. On croit généralement, d'après lui, que les matériaux en ont été pris sur la rive droite du Nil, dans des carrières immenses ouvertes en face des champs où fut Memphis et qu'on ne peut parcourir sans un vif intérêt. Il n'y a ici que la moitié de la vérité. Le fait est que dans les matériaux dont sont formées les pyramides il y a deux sortes de pierre, que la vue seule fait facilement reconnaître : l'une est un calcaire grossier, abondant en coquilles et en petits cailloux ; il n'est pas susceptible de poli et se délite assez facilement. C'est le calcaire de la chaîne libyque, sur laquelle s'élèvent les pyramides, et il forme le gros de

Digitized by Google

la construction. L'autre est un calcaire fin, ayant la consistance du marbre, susceptible de poli et se prêtant aux formes les plus variées par sa dureté et la finesse de son grain. C'est le calcaire de la chaîne arabique, qui borde la rive opposée du Nil. Il forme le revêtement des pyramides, tant à l'extérieur que dans les couloirs, galeries et salles de l'intérieur, et c'est de cette pierre que parle Hérodote lorsqu'il rend compte de cette œuvre de géants, terminée, lors de son voyage en Egypte, depuis plus de trente-cinq siècles.

Laissons un instant la parole au « père de l'histoire. » Il avait recueilli sur place, il y a deux mille trois cents ans, les renseignements qu'il nous donne, et malgré quelques inexactitudes que j'aurai occasion de relever, on le lit toujours avec un vif intérêt. « Chéops, nous dit-il, fit d'abord fermer les temples et prohiba toute espèce de sacrifices ; ensuite il condamna tous les Egyptiens indistinctement aux travaux publics. Les uns furent contraints à tailler les pierres dans les carrières de la chaîne arabique et à les traîner jusqu'au Nil ; d'autres, à recevoir ces pierres, qui traversaient le Nil sur des barques, et à les conduire dans la montagne, du côté de la Libye. Cent mille hommes, relevés tous les trois mois, étaient continuellement occupés à ces travaux, et dix années, pendant lesquelles le peuple ne cessa d'être accablé de fatigues de tout genre, furent employées à faire seulement un chemin pour conduire les pierres, ouvrage qui ne paraît pas inférieur à l'érection d'une pyramide. Chéops fit en outre creuser plusieurs chambres souterraines dans la colline sur laquelle sont élevées les pyramides. Ces souterrains étaient consacrés par ce roi à sa sépulture, qu'il avait placée dans une île formée par un canal tiré du fleuve. La pyramide qui porte son nom coûta vingt autres années de travaux. »

Cent mille hommes relevés tous les trois mois pendant trente années, telle est donc, en résumé, la somme de travail que représente la construction du tombeau devant lequel nous sommes ; et lorsqu'on songe aux misères de toute sorte qu'elle imposa à la nation, on ne s'étonne pas que le long cri de réprobation qu'elle arracha à l'Egypte ne fût pas encore éteint trois mille cinq cents ans après son achèvement. Nous verrons au surplus que la pyramide n'était pas entièrement terminée à l'intérieur lors du décès de Chéops ; la mort de ce monarque interrompit seule le prolongement de galeries souterraines qui, depuis six mille ans, se trouvent dans l'état où il les a laissées.

On a pu, par des études faites avec soin sur les lieux, constater le mode suivi pour la construction de ces monuments. Elle commençait par le centre et se développait extérieurement, à la manière de l'aubier dans les arbres. Un noyau central était formé, auquel on

Digitized by Google

ajoutait successivement de nouveaux blocs disposés par assises horizontales placées en retrait les unes au-dessus des autres et s'élargissant sans cesse. La pyramide croissait ainsi en largeur et en hauteur, jusqu'au jour où la mort du souverain auquel elle était destinée mettait fin aux travaux. Ce procédé était en quelque sorte dicté par l'usage qui, dans l'ancienne monarchie égyptienne, autorisait les rois à faire commencer leur tombeau dès leur avénement au trône et en arrêtait les travaux le jour de leur décès. Une tombe, de cette façon, se trouvait toujours terminée : le revêtement seul restait à poser. Il en résulte que la dimension de chaque pyramide était en proportion de la longueur du règne de son auteur, et c'est ce qui explique comment les soixante-dix pyramides qui bordent la rive gauche du Nil varient entre elles du colosse à l'embryon. Le même principe a été suivi dans la construction des hypogées de Thèbes, qui diffèrent entre eux en profondeur comme les pyramides diffèrent en volume.

A l'époque où Hérodote recueillait de la bouche des prêtres de Memphis les renseignements qu'il nous a transmis, Chéops reposait en paix au sein de sa pyramide depuis trois mille cinq cents ans. Le respect dû aux sépultures le protégeait, et d'ailleurs l'entrée du tombeau avait été dissimulée avec tant d'art par un revêtement uniforme, qu'elle était complétement inconnue. Il ne faut donc pas s'étonner que le vieux touriste grec n'ait recueilli, sur la mystérieuse distribution de l'intérieur, que des renseignements inexacts, et nous verrons plus bas ce qu'il faut penser de cette « île formée par un canal tiré du Nil » au milieu de laquelle il place la sépulture de Chéops. L'ouverture des pyramides est relativement moderne et ne paraît pas remonter à plus de six ou sept cents ans. Cinq siècles après la conquête de l'Egypte par les sectateurs de Mahomet, les Arabes n'avaient pas encore songé à porter la main sur les pyramides; on en trouve la preuve dans les mosquées d'Amrou et de Touloun, qui, antérieures toutes deux au XIIe siècle, sont entièrement construites en briques et sans matériaux d'emprunt. C'est seulement en 1176, sous le califat de Salâh-Eddin (Saladin), que fut entreprise au Caire une série de travaux exigeant une quantité considérable de matériaux. La nouvelle ville arabe devint alors le tombeau des brillantes cités d'Héliopolis et de Memphis, et les pyramides se transformèrent en carrières de blocs tout taillés avec lesquels furent construits la citadelle, l'aqueduc qui lui fournit de l'eau, et les nouveaux remparts de la ville. C'est à peu près à la même époque que remontent la plupart de ces belles mosquées qui, sous le nom de style arabe, ont inauguré des formes d'architecture jusqu'alors inconnues ; on les rencontre par centaines

Digitized by Google

au Caire, et les sveltes minarets qui se dressent à leurs côtés donnent à la ville un aspect sans analogie avec nos cités occidentales [1].

L'impulsion était donnée, l'exemple fut suivi, et les pyramides, celle de Chéops surtout, firent les frais de cette renaissance sarrasine. Les belles pierres formant le revêtement des vieux monuments durent repasser le Nil et aller à quelques kilomètres de leurs carrières d'extraction s'amonceler sous une autre forme et se soumettre à un autre emploi. Singulière destinée de ces blocs aujourd'hui soixante fois séculaires, passant de la rive droite du Nil sur la gauche pour se grouper sous forme de tombeaux, puis repassant, plus de cinq mille ans après, de la rive gauche sur la rive droite pour se relever, au souffle d'une société nouvelle et d'un autre culte, sous la forme de fortifications et de mosquées !

Les Arabes ne tardèrent pas à reconnaître que les pierres employées à la construction des pyramides étaient de deux qualités différentes ; ils se bornèrent à enlever les beaux blocs du revêtement extérieur, et c'est ainsi qu'ils donnèrent naissance à l'escalier gigantesque qui remplace de nos jours la surface lisse et unie de l'édifice primitif. Mais telle est la masse prodigieuse de ces monuments, que cette exploitation, continuée pendant plusieurs siècles, n'a fait qu'effleurer leur surface et n'a enlevé à la pyramide de Chéops que quelques mètres en hauteur et en largeur. Elle eut toutefois un résultat auquel les Arabes ne s'attendaient sans doute pas eux-mêmes. En arrachant le revêtement de la face nord, les démolisseurs se virent tout à coup en présence d'une ouverture donnant accès à un couloir profond, fortement incliné, construit avec un art et une perfection qui leur étaient inconnus. L'entrée de la pyramide était trouvée ; elle n'a jamais été refermée depuis, et c'est par cette ouverture que j'y ferai pénétrer dans un instant le lecteur s'il ne craint pas de s'y aventurer avec moi.

III

J'étais donc là, au pied de la pyramide de Chéops, mesurant avec mon ombrelle la hauteur des blocs formidables qui forment les deux cent six degrés de cet escalier de géants ; je toisais du regard cette immense surface hérissée de blocs en retrait les uns sur les autres et qui, par leur disposition, semblent provoquer le curieux à

[1] Voir dans la *Revue* le travail intitulé : *Les Mosquées du Caire*, 2e série, t. XXXV, p. 586.

Digitized by Google

l'escalade ; mais la conclusion de mes réflexions était toujours une intention bien arrêtée de ne pas me risquer dans une aussi rude entreprise. Pendant que j'allais ainsi d'un bloc à l'autre, désespéré de voir que leur hauteur dépassait toujours celle de mon parasol, un Arabe, puis deux, puis trois, s'étaient successivement approchés de moi, suivant tous mes mouvements, et attendant discrètement le moment de me faire leurs offres de service. Il est bon de dire que les difficultés et les dangers d'une visite aux pyramides, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ont fait confier les fonctions de guide aux habitants des deux villages les plus rapprochés. Ils sont embrigadés sous la direction des deux cheicks des villages, et, en dehors de ces hommes, nul n'est admis à conduire les étrangers. Ce sont donc de vrais fonctionnaires publics. Un droit fixe se paye entre les mains des cheicks ; on donne ensuite aux Arabes ce que l'on veut. Chaque visiteur ne peut être accompagné de moins de trois guides, et personne ne peut pénétrer seul à l'intérieur.

Fort de mes résolutions, je tenais depuis longtemps une réponse toute prête pour me débarrasser des trois Bédouins. J'avais même réuni une assez jolie collection de négations et de refus arabes, lorsque l'un d'eux me dit en anglais :

« Monsieur, voulez-vous monter au sommet de la pyramide?

— Dieu m'en préserve ! m'écriai-je.

— Oh ! monsieur, c'est très-facile, ajouta-t-il en escaladant d'une jambe fine et musculeuse les premières assises. Essayez un peu.

— Au fait, me dis-je, je ne suis pas forcé d'aller jusqu'au haut. J'essayai, en effet, et en m'aidant des pieds, des mains et des genoux, je parvins à franchir une demi-douzaine de blocs, qui n'avaient guère que 80 centimètres de hauteur.

— *Bravo, signore!* s'écria en italien le second Arabe, *bravissimo* ! Reposez-vous maintenant, et en allant ainsi, *piano, piano*, je vous garantis que vous arriverez au sommet sans fatigue. »

L'ascension de la grande pyramide, il faut le dire, est un de ces tours de force qu'un voyageur qui se respecte ne peut guère se dispenser d'accomplir ; une sorte de point d'honneur s'y trouve attaché, et visiter les pyramides sans faire l'ascension de celle de Chéops semble aussi impossible que de se dispenser de monter au Vésuve lorsqu'on est parvenu au pied du célèbre volcan. Il y allait donc un peu de mon amour-propre de touriste, indépendamment du merveilleux panorama qui, par une journée comme celle-ci, ne pouvait manquer de m'attendre à 170 mètres au-dessus de la vallée du Nil. Ces considérations m'assaillaient vivement l'esprit pendant que je trônais sur ma sixième assise

Digitized by Google

et me donnaient à réfléchir. Le premier pas était fait, il est vrai; mais il me restait encore deux cents degrés à escalader, et je ne me dissimulais pas qu'au train dont j'y allais je pourrais bien arriver au sommet juste pour y contempler les splendeurs du soleil couchant. Ce n'était pas tout à fait mon affaire. Aussi, je pris la résolution d'essayer encore mes forces sur quelques gradins et de descendre ensuite pour passer à des exercices moins difficiles. Je repris donc mon ascension; mais au bout de quelques instants, je dus m'arrêter devant un bloc formidable qui se dressait devant moi et semblait vouloir me barrer le passage.

« Monsieur, me dit en français le troisième Arabe, voulez-vous que je vous donne la main? »

J'acceptai sans trop de scrupule; j'en pris même une seconde qui se présentait de l'autre côté, et grâce à deux autres mains invisibles qui m'enlevaient par derrière, je franchis le bloc sans m'en apercevoir. J'en franchis même deux, trois, quatre, et tout émerveillé de ma prouesse, je pris dès lors la résolution d'atteindre quand même le sommet. La glace était décidément rompue entre les trois Bédouins et moi. Ces hommes parlaient avec une facilité vraiment surprenante l'anglais, l'italien et le français, et pendant les quelques instants de repos que je m'accordai encore, nous conclûmes ensemble un traité d'alliance en trois langues, aux termes duquel il fut convenu que j'entendais monter seul, à ma guise, sans précipitation, sauf à les appeler à mon aide quand j'en aurais besoin. Je stipulai en outre (sanction indispensable) que chaque importunité de leur part aurait pour résultat une diminution du large *bakchiche* (pourboire) que je leur réservais si je revenais sain et sauf de mon ascension. Mes Arabes se le tinrent pour dit, et une demi-heure après nous arrivions au « salon. »

L'ascension de la pyramide se fait par l'angle nord-est, qui présente les dispositions les plus favorables. Sur un point de cette ligne, à peu près à moitié route, se trouve une large échancrure ouverte dans le flanc de la pyramide, comme si l'on eût voulu pénétrer à l'intérieur de ce côté. C'est un lieu de repos assez commode; on y reprend haleine à l'abri du soleil, et ce n'est pas sans quelque raison qu'on l'a nommé le salon. Parmi les curieux qui s'y reposaient des fatigues de la descente, je reconnus une jeune dame allemande faisant partie de la société qui m'avait dépassée sur la route. Pour faciliter son ascension, elle avait pris un costume masculin : pantalon de coutil, blouse bleue, chapeau gris à larges bords. Une des personnes qui l'accompagnaient se donnait la récréation de décharger en l'air son revolver. Pareille à une sphère d'ivoire roulant entre les deux bandes d'un billard, chaque détonation, renvoyée

Digitized by Google

de la chaîne arabique à la chaîne libyque, bondissait d'une rive du Nil à l'autre pendant quelques secondes; on eût dit un feu de file dont les décharges se perdaient dans le lointain. Lorsque le bruit de la dernière détonation eut expiré dans les profondeurs de l'immense vallée, je repris mon ascension.

« Allons, me dit un des Arabes, un peu de courage! Songez que du haut des pyramides quarante siècles vous contemplent! »

Je m'arrêtai tout court à ces mots.

« Et qui diable t'a appris cela? m'écriai-je.

— Oh! monsieur, nous l'entendons dire par tous les Français qui viennent ici. Nous autres, continua l'Arabe, nous apprenons tout des étrangers. Si vous voulez, je vais vous chanter une chanson anglaise. Connaissez-vous la chanson de *Jim Crow*?

— Au diable ta chanson! fis-je; c'est bien de chansons qu'il s'agit ici. Allons, ta main, et montons doucement! »

Nous montâmes si bien, en effet, qu'au bout d'une nouvelle demi-heure, un des Arabes, s'élançant comme un chat sur le sommet de la pyramide, s'écria :

« Monsieur, vous voilà arrivé!

— *Allah kérim*! » (Dieu est grand!) répondis-je en m'élançant à mon tour; et ce n'est pas sans quelque satisfaction que j'entendis pousser en mon honneur ce hurrah de triomphe qui, deux heures auparavant, avait retenti à mes oreilles, non sans exciter en moi, je l'avoue, une secrète envie.

Je ne trouvai point au haut de la pyramide les quarante siècles qui, si l'on en croit le général Bonaparte, y contemplaient les soldats français le 21 juillet 1798; je pus y admirer en revanche un des plus merveilleux panoramas qui soient au monde. Il n'y avait personne heureusement sur la plate-forme à ce moment. J'annonçai à mes Arabes que je désirais rester seul pendant quelques instants, et je les priai de m'attendre sur les premiers degrés. Je m'assis successivement sur les quatre faces de la pyramide, et là, du haut de ce merveilleux observatoire, je pris un plaisir infini à me reconnaître et à considérer à loisir les immenses tableaux déroulés sous mes yeux.

Les pyramides de Ghiseh sont très-exactement orientées, c'est à-dire que chacune de leurs quatre faces répond à un des quatre points cardinaux. Quant à la plate-forme de la pyramide de Chéops, elle est l'œuvre des Arabes, qui, après avoir enlevé le revêtement extérieur, en entreprirent la démolition entière en commençant par le sommet. On ignore la raison pour laquelle cette œuvre de destruction ne fut pas continuée. Ils s'arrêtèrent après avoir enlevé 8 mètres à la pyramide, qui, aujourd'hui, n'a plus que 137 mètres

Digitized by Google

d'élévation verticale, c'est-à-dire la hauteur des plus grands édifices modernes, et plus de trois fois celle de la colonne Vendôme. La plate-forme a 10 mètres de côté, et l'inégalité de sa surface y forme des bancs sur lesquels on se repose à l'aise des fatigues de l'ascension.

Mais où trouver des expressions pour peindre le panorama immense qui se déploie autour de moi? Voici d'abord le Caire, gros village de cinq cent mille âmes noyé dans la verdure et mirant dans le Nil les sveltes minarets de ses quatre cents mosquées. A droite, s'allonge la longue chaîne des montagnes arabiques, au pied desquelles le fleuve roule paresseusement ses eaux fécondantes. Tout près de nous, le désert menace de ses sables jaunes la fraîche verdure des champs; mais de longs canaux courent à travers la plaine, et portent de toutes parts, aux jours de l'inondation, les riches limons du Nil. Ce sont eux qui tiennent en échec l'implacable ennemi de l'Egypte, et, grâce à leur action bienfaisante, la vaste campagne qui s'étend entre le fleuve et les pyramides est verte et riche comme un polder hollandais. Çà et là, quelques groupes d'habitations serrées les unes contre les autres, comme les alvéoles d'une ruche d'abeilles. Appuyons encore à droite et faisons le tour de la plate-forme. Le sphinx, ce monstre colossal que nous verrons bientôt de près, nous apparaît ici comme un géant que son propre poids entraîne au fond des sables mouvants, et qui dresse convulsivement la tête pour échapper à l'abîme qui va l'engloutir. Plus loin, un massif de palmiers et de sycomores, isolés au sein du désert, protestent par la verdure de leur feuillage contre l'ensevelissement général. Du nord au sud se déroulent les rameaux parallèles de la chaîne arabique et de la chaîne libyque, serrant précieusement entre leurs bras le fleuve vénéré auquel l'Egypte doit la vie. Une double ligne de verdure suit son large lit et lui donne l'aspect d'un long ruban bleu bordé d'émeraudes. Au delà règne le désert. Son sol aride, jaunâtre, tourmenté, s'étend jusqu'aux limites de l'horizon, et derrière les lignes vaporeuses qui relient la terre au ciel, l'œil devine les côtes rougeâtres du golfe Arabique. Sur quelques points de la plaine apparaissent au loin de longues files de chameaux, ces vaisseaux du désert, glissant lentement à la surface de cette mer de sable. A voir leur corps ramassé, leurs jambes élevées, leur cou allongé, on dirait des échassiers gigantesques apprivoisés par l'homme et dressés à son service.

Sur la rive gauche du Nil s'alignent les pyramides d'Abouzir, de Saqqarah et de Dachour, pareilles à des jalons séparant le désert des champs cultivés. A cette faible distance, la pyramide de Chéfren paraît monstrueuse; celle de Mycérinus elle-même prend de l'im-

Digitized by Google

portance. La première a conservé son revêtement extérieur jusqu'au quart de sa hauteur à partir du sommet, et l'on se fait, en la voyant ainsi de près, une idée de l'aspect que devaient présenter ces monuments lorsqu'ils étaient dans leur intégrité. Tout un peuple de morts illustres a choisi ce coin de terre pour dernière demeure. Courtisans jusque dans la tombe d'un monarque exécré, ils sont là par centaines. De toutes ces tombes, les unes montrent encore quelques assises de pierres; d'autres ne se révèlent que par les inégalités du sol. Ici des hypogées ouverts à tous les vents, violés et profanés depuis longtemps; là un simple tertre indiquant d'anciennes fouilles, partout le témoignage de la ruine et de l'inanité des choses humaines.

C'est du côté du nord qu'on reconnaît le mieux la lutte séculaire engagée entre les sables stériles du désert et le limon fécondant du Nil. Une longue ligne nettement tranchée les sépare : l'œil constate ici la victoire des uns, là le triomphe de l'autre, et suit avec un vif intérêt, jusqu'aux riches plaines du Delta, le tableau de ce combat à outrance entre la vie et la mort. A l'horizon, une longue ligne blanche, qui se profile de l'est à l'ouest au milieu d'un océan de verdure, nous annonce le barrage du Nil, merveilleux travail hydraulique destiné à tomber en ruine avant d'avoir été achevé. Enfin, dans la même direction, entre les rives du fleuve et les derniers contreforts de la chaîne libyque, au milieu de cette riche plaine, dont les cultures variées font une immense mosaïque, s'étend le champ de bataille des Pyramides. On aime à parcourir du regard l'arène célèbre où une poignée de Français, commandés par le premier homme de guerre des temps modernes, mit en déroute une armée turque tout entière, et l'on ne peut se défendre d'un légitime sentiment de fierté en pensant que si, depuis longtemps déjà, l'Europe visite sans obstacle les intéressantes reliques laissées par la vieille Egypte, elle en est redevable aux victoires qui ont popularisé le nom français sur l'antique terre des Pharaons.

Je ne pouvais m'arracher de ce lieu enchanté. Du haut de ce gigantesque observatoire, il me semblait que seul, détaché du monde entier, je dominais les misères, les infirmités de la nature humaine, et j'en éprouvais une indicible satisfaction. Mes regards s'enivraient dans la contemplation de ces tableaux si divers, si attachants; la splendeur du ciel ajoutait son prestige à cette scène magnifique, et j'eusse volontiers passé le reste de la journée à laisser errer mes yeux et ma pensée à travers les paysages grandioses et les émouvants souvenirs qui se pressaient autour de moi.

Les charmes de ce séjour aérien n'absorbaient pas toutefois mes facultés à ce point que je ne me reportasse de temps en temps sur la

Digitized by Google

somme prodigieuse de labeur qu'il représente. Je ne pouvais me faire à l'idée d'un despote dépensant pendant un tiers de siècle les sueurs de tout un peuple dans le seul but d'assurer un asile à son cadavre. Parle, réponds-moi, étais-je tenté de dire au bloc sur lequel j'étais appuyé; raconte-moi les douleurs de ceux qui, du sein de la carrière où tu reposais depuis la création, ont porté à cette hauteur ta masse étonnée. Dis-moi les malédictions sans nombre jetées à la face d'un monarque orgueilleux par les milliers d'hommes qu'il courba sur cet effrayant travail. Mais le bloc n'eût pas répondu. Image de ces malheureux peuples de l'Orient que n'anime pas l'étincelle sacrée de la liberté, la pierre se laisse tailler, mutiler, arracher à son berceau sans qu'une voix s'élève pour la défendre ou pour la plaindre.

De bruyants éclats de rire, partis du côté de mes Arabes, interrompirent mes réflexions. Je me levai et m'approchai d'eux. Pour charmer leur attente, ils avaient ramassé une douzaine de petits cailloux et s'en servaient pour jouer à je ne sais quel jeu. C'était vraiment s'amuser à bon compte. Est-il bien sûr, pensai-je, que celui sur la tombe de qui ils s'ébattent ainsi ait été plus heureux que ces insouciants Bédouins? Je n'oserais l'affirmer. Tout a été dit sur les soucis qui assiégent parfois les rois de ce monde, et Chéops, moins que tout autre, dut échapper à cette commune loi. Ces Arabes tiennent beaucoup, du reste, à ne pas être confondus avec les Egyptiens proprement dits, qui habitent les villages et cultivent la terre. Ils sont, eux, enfants de la tente, et font peu de cas du fellah, qu'ils considèrent comme appartenant à une race inférieure. Ils oublient volontiers que depuis les premières années du XVIe siècle, ils sont tombés sous la domination turque; mais la tradition de la conquête arabe s'est maintenue dans leur esprit fière et vivace depuis douze siècles : ils savent qu'ils sont les fils des vainqueurs de l'an 18 de l'hégire, et ils en tirent encore vanité.

Si, dans un escalier ordinaire, la descente est plus facile que la montée, il n'en est plus de même lorsqu'on a affaire à un escalier de la taille de celui que j'avais mis une heure à escalader. Je crus que je ne verrais jamais la fin de ces interminables gradins : il semblait vraiment que le sol s'abaissât à mesure que je descendais. Malgré l'aide de mes trois hommes, je trouvai là encore une rude gymnastique pour les bras et les jambes, et cependant c'était peu de chose auprès de ce qui m'attendait dans les longs couloirs de l'intérieur. J'arrivai sans encombre au « salon, » puis, après quelques instants de repos, je me remis en marche. Ce qui rend surtout la descente dangereuse, c'est qu'on a constamment devant soi, non les gradins à escalader, comme en montant, mais l'abîme au fond

Digitized by Google

duquel on risque à chaque pas d'être précipité. Lorsque l'on jette les yeux sur cette effroyable cascade de blocs dont les arêtes se profilent par milliers à perte de vue, on se sent pris de vertige, et on s'accroche instinctivement aux parois de la pyramide pour ne pas être entraîné par ce vide immense qui vous attire et vous fascine. Pour vous rassurer, les Arabes ne manquent pas de vous raconter, sur les lieux mêmes, qu'il y a peu d'années, un jeune Anglais, vif et leste cependant, ayant voulu descendre sans le secours des guides, le pied lui manqua, et son corps, rejeté de bloc en bloc, d'arête en arête, parvint à terre en lambeaux, méconnaissable, comme s'il eût passé sous la meule d'un moulin.

Je fus plus heureux ou, si l'on veut, plus prudent, et une demi-heure me suffit pour arriver jusqu'à une vingtaine de mètres au-dessus du sol. Mes Arabes me firent alors suivre horizontalement l'assise des blocs sur laquelle je me trouvais, et au bout de quelques minutes je parvins, au milieu de la façade nord de la pyramide, devant l'ouverture qui donne accès à l'intérieur.

IV

Dans cette œuvre de Titans, tout est prodigieux, gigantesque, et les plus petits détails amènent un déploiement colossal de grandeur et de puissance. Le couloir par lequel on pénètre dans l'intérieur de la pyramide offre l'aspect d'un long escalier de cave dépourvu de marches, tracé en ligne droite et incliné sur l'horizon de cinquante degrés environ. Sa hauteur est de 1^{m}20 et sa largeur de 1 mètre. Cette étroite ouverture est comme perdue au milieu d'une façade de 232 mètres, et cependant ses abords sont disposés sur une largeur de 15 mètres comme le portail d'un grand édifice. A défaut de ces voûtes en berceau si heureusement employées par les Romains, et dont les Egyptiens ne connaissaient pas l'usage, le plafond du couloir est protégé contre la masse effroyable qui pèse sur lui par de grands blocs placés en encorbellement. Ils rejettent toute la charge sur les murailles latérales et remplissent ici le rôle d'ogives en tiers point. Mais pour racheter le désordre momentané produit au milieu des assises horizontales par ce plan incliné et ce plafond en encorbellement, il a fallu, afin de ne laisser aucun vide à l'intérieur, de vrais tours de force de stéréotomie. Tout impose dans cette masse formidable, et l'on ne sait ce que l'on doit le plus admirer, du déploiement extraordinaire de forces qu'elle suppose, ou du talent merveilleux que révèlent la taille, la pose, l'appareillage, veux-je dire, de ces énormes matériaux. Les raccords y sont faits avec une précision

Digitized by Google

qui ne laisse rien à désirer, et l'entrée de cet étroit couloir offre déjà un spécimen intéressant du talent auquel étaient parvenus les Egyptiens, il y a six mille ans, dans l'art de tailler et d'appareiller les grands matériaux de construction.

Après quelques instants de repos, je fais allumer les bougies, j'en remets une à chacun de mes Arabes, et nous nous engageons résolûment dans l'étroit couloir. Cette galerie n'ayant, comme je viens de le dire, qu'un mètre vingt centimètres de hauteur, il fallut me courber, et me courber beaucoup, pour ne pas me heurter la tête au plafond. Cet inconvénient eût été peu de chose encore sans la rapidité de la pente sur une pierre lisse et polie par le passage de milliers de visiteurs. Des âmes charitables ont fait, il est vrai, quelques entailles dans les dalles, et, grâce à ce secours, on risque un peu moins de glisser jusqu'en bas comme du haut d'une montagne russe. Mes Arabes, on peut le croire, me furent d'un grand secours. Tandis que l'un d'eux me précédait pour éclairer la marche, un autre me retenait par devant, le troisième me retenait par derrière, et moi, courbé en deux et le pied chancelant, j'avançais comme je pouvais au sein de l'abîme.

Pendant combien de temps nous descendîmes ainsi, je ne saurais trop le dire; mais cette glissoire de pierre me sembla bien longue, et c'est avec un vrai bonheur que je parvins enfin à un endroit où je pus me redresser et reprendre haleine. Aussi bien, ce point est digne d'attention et mérite que nous nous y arrêtions. Nous sommes parvenus ici, à travers le flanc de la pyramide, au niveau du sol de la banquette sur laquelle elle est construite. La galerie se continue encore en ligne droite, avec les mêmes dimensions et la même inclinaison; seulement c'est dans le roc vif qu'elle pénètre jusqu'à une profondeur de 32 mètres au-dessous du sol. Cette seconde partie offrant plus de dangers que d'intérêt pour les visiteurs, elle a été récemment comblée après avoir été relevée et décrite avec soin. J'en dirai de suite quelques mots. A cette profondeur de 32 mètres, le couloir atteint le niveau des eaux du Nil. Arrivé là, il devient horizontal; puis, au bout de quelques mètres, il donne accès à une salle taillée tout entière dans le roc et placée dans l'axe vertical de la pyramide. Cette salle, de dimension moyenne, n'a pas été terminée, et l'on remarque sur ses parois des parties de rochers à demi taillées. A la suite de cette salle, et dans le prolongement de la galerie horizontale qui y conduit, se trouve un autre couloir de seize mètres de longueur qui se termine brusquement et n'aboutit à rien. La mort du fondateur de la pyramide interrompit sans doute ces travaux, dont rien n'indique ni le but, ni la destination. Mais si nous nous reportons à Hérodote, nous trouvons dans son récit l'ex-

Digitized by Google

plication de ces singulières dispositions. « Chéops, nous dit-il, fit creuser plusieurs chambres *souterraines* dans la colline où sont les pyramides ; ces souterrains étaient destinés par ce roi à sa sépulture, qu'il avait placée *dans une île formée par un canal tiré du fleuve.* » Cette chambre creusée au niveau des eaux du Nil, ce couloir ou canal inachevé qui la suit, tout donne lieu de croire que nous avons ici sous les yeux le commencement d'un travail que le vieil historien nous présente comme achevé. La mort de Chéops, suivant toute apparence, ne permit pas de terminer l'île et le canal projetés, et sa dépouille mortelle fut placée ailleurs. Mais la tradition ne tint pas compte de cette interruption ; le souvenir du plan primitif se perpétua d'âge en âge, et, trente-cinq siècles après, à l'époque du passage d'Hérodote, on était encore persuadé qu'il avait été exécuté dans son entier. Le canal inachevé se dirige, il est vrai, du nord au sud, et court parallèlement au Nil ; mais il n'a que seize mètres de longueur ; un simple détour à l'est pouvait le mettre en communication avec le fleuve, et la disposition des lieux, jointe au témoignage d'Hérodote, ne paraît pas permettre une autre hypothèse sur la destination de ces souterrains.

Tel n'était pas sans doute l'avis d'un touriste anglais, le colonel Wyse, qui, soupçonnant dans cette galerie brusquement interrompue une de ces ruses destinées à dissimuler le véritable emplacement de la tombe, y fit creuser, en 1837, un puits vertical de 11 mètres de profondeur. Mais ces recherches furent sans résultat, et n'ont servi qu'à confirmer le récit de l'historien grec.

Revenons maintenant au point d'où nous sommes partis. Si nous jetons les yeux au-dessus de la galerie que nous venons de quitter, notre attention est attirée par un énorme bloc de granit rose, offrant sur la face qu'il nous montre les mêmes dimensions que le couloir par lequel nous sommes descendus, et paraissant boucher de la manière la plus hermétique un couloir semblable ouvert en face du premier. Cette manière de fermer une galerie est vraiment un peu naïve ; autant eût valu que Chéops eût écrit à cet endroit : *Défense de passer.* Les Arabes ne se trompèrent point sur la destination de ce bloc. Déçus dans les recherches qu'ils avaient faites dans les galeries souterraines, ils revinrent avec ardeur vers l'obstacle de granit, et, malgré les immenses difficultés que présentait le passage, ils résolurent de le franchir.

Ce n'était pas, on peut le croire, un intérêt archéologique qui les poussait dans cette entreprise. Les Orientaux, depuis le simple fellah jusqu'au souverain, n'ont aucune idée de la manière de faire valoir un capital mobilier. Lorsqu'une somme d'argent tombe entre leurs mains, ils la cachent, l'enfouissent dans les réduits les plus

Digitized by Google

secrets, et, ne doutant pas que chacun ne soit disposé à faire de même, ils voient partout des richesses cachées, des trésors dissimulés. C'est avec cette avide préoccupation qu'ils fouillaient la pyramide, et rien dès lors ne devait les arrêter dans leurs recherches. Mais le bloc était de taille à se défendre hardiment. Solidement encastré à l'entrée du nouveau couloir, il défiait par son volume et sa dureté les assauts qu'on pouvait être tenté de lui faire subir. Aussi les Arabes n'osèrent-ils pas s'attaquer à lui. Ils trouvèrent moins difficile de le tourner en enlevant à sa droite les blocs du noyau intérieur. Ce fut une opération des plus pénibles, à raison surtout du peu d'espace où il était possible de se mouvoir. Il fallut briser les pierres de taille, en arracher les débris les uns après les autres et les transporter au dehors. Mais l'*auri sacra fames* ne connaît pas d'obstacle. Après avoir exécuté une entaille demi-circulaire autour du redoutable bloc, les chercheurs de trésors parvinrent enfin à son extrémité supérieure, et, comme ils l'avaient supposé, ils virent s'ouvrir devant eux un long couloir ascendant. Le passage d'une galerie à l'autre par cette voie présente de grandes difficultés : il y a là comme une sorte de muraille de 2 mètres de hauteur que je ne franchis qu'à grand' peine, même avec l'aide de mes hommes.

Cette escalade accomplie, je me trouvai à l'entrée d'un couloir de tout point pareil à celui que je venais de quitter ; seulement, le second forme un angle droit avec le premier, en sorte que l'inclinaison de la montée est égale à celle de la descente, c'est-à-dire qu'elle est de 45° environ. Il est remarquable, du reste, que la plupart des plans inclinés dans ce monument tombent à angle droit les uns sur les autres, et forment ainsi presque partout des pentes de 45° à 50°. On peut juger par là des difficultés de l'ascension et de la descente, surtout si l'on songe que les plans sur lesquels on a à se mouvoir sont polis par l'usure et glissants.

J'eus alors à monter d'une longueur à peu près égale à celle du couloir qui m'avait amené. Mais, à l'intérieur comme à l'extérieur de la pyramide, l'ascension est plus facile que la descente. Toujours plié en deux et aidé seulement d'une main, j'arrive jusqu'à une sorte de carrefour, au milieu duquel j'ai d'abord quelque peine à me reconnaître. Autant l'espace a été jusque-là ménagé avec avarice, autant ici la galerie s'exhausse et prend un aspect grandiose. Je me redresse de toute ma hauteur, je fais élever les bougies dans tous les sens, et je m'applique à comprendre le plan et la disposition des lieux. Quatre galeries viennent aboutir à l'espèce de palier sur lequel je suis arrêté : le couloir par lequel je viens de déboucher, un couloir horizontal, un puits vertical et une grande galerie ascendante. Je dirai d'abord quelques mots du puits, aujourd'hui com-

Digitized by Google

blé. En partie ménagé dans le sein de la pyramide, ce puits descend verticalement sur une profondeur de 20 mètres; mais bientôt il pénètre dans le roc vif en faisant un détour, et va rejoindre l'extrémité inférieure de la galerie qui conduit à la salle souterraine dont j'ai parlé plus haut. Il a par conséquent environ 50 mètres de profondeur verticale. Il forme, dans une certaine mesure, double emploi avec la galerie, et les motifs qui ont fait combler celle-ci devaient, à plus forte raison, le faire boucher. Le couloir horizontal a exactement les dimensions de ceux que je viens de quitter et conduit, suivant mes guides, à une salle dite « chambre de la reine. » Quant à la grande galerie ascendante qui continue celle par laquelle je suis arrivé, elle conduit à la salle où se trouvait la sépulture du roi et se nomme pour ce motif « chambre du roi » ou « chambre du sarcophage. »

Ce point offre vraiment un aspect étrange. Cette galerie profonde par laquelle je viens d'arriver, ce puits béant à mes pieds, ce couloir écrasé dans lequel je vais m'engager, enfin cette haute galerie ascendante dont le plafond se perd dans une nuit épaisse, tout cet ensemble, éclairé par la lueur vacillante des bougies, revêt un caractère fantastique. Il n'est pas besoin, en pareil lieu, d'un grand effort d'imagination pour se croire transporté dans un de ces châteaux féeriques créés au sein de la terre par la baguette redoutable d'un génie malfaisant : ce sont ses maléfices qui m'ont entraîné au fond de cet abîme, et mes trois Bédouins sont les gardiens de ce séjour ténébreux. Il faudrait pouvoir congédier ses guides, bannir loin de soi la mémoire du temps où l'on vit, et là, perdu dans la nuit et le silence de la tombe, laisser errer sa pensée à travers l'océan des âges. J'aurais voulu évoquer le fantôme de tous ceux qui passèrent en ces lieux : rois, princes, manœuvres, et qui, après des destinées si étrangement diverses, sont allés se perdre dans cet incommensurable néant où tout s'engloutit. J'aurais interrogé leurs ombres, et peut-être aurais-je appris que l'humble artisan qui tailla ces blocs repose encore en paix dans sa tombe obscure et inviolée, tandis que l'orgueilleux monarque auquel était destinée cette fastueuse demeure voit sa dépouille mortelle mutilée, jetée aux vents et perdue dans les sables du désert.

« Monsieur, me dit un des guides, qui voyait dans mes réflexions une hésitation à me risquer dans les nouvelles galeries, vous avez le choix entre la chambre du roi et la chambre de la reine; par où voulez-vous commencer?

— Honneur aux dames, répondis-je, allons chez la reine ! »

Digitized by Google

V

Je dus m'incliner de nouveau, et beaucoup, pour pénétrer chez Sa Majesté ; mais, quelques instants avant d'arriver, le plafond du couloir s'exhausse, et c'est le front levé que je pus faire mon entrée dans la « chambre de la reine. »

La reine n'était pas chez elle ; il y a même lieu de croire qu'elle n'a jamais mis les pieds dans la chambre qu'on désigne par son nom. Cette salle est vide, les murailles sont nues ; pas un sarcophage , pas une inscription n'en révèle la destination. Sa position relativement à la chambre dite du roi, qui se trouve au-dessus, paraît seule être l'origine de cette appellation. Egale en dimension à un de nos salons, elle se trouve exactement dans l'axe de la pyramide, à 22 mètres au-dessus du sol.

Couvrir sans le secours de la voûte une salle sur le plafond de laquelle devait reposer le poids énorme des assises supérieures de la pyramide était un redoutable problème. Les architectes de Chéops le résolurent au moyen de longues dalles inclinées l'une contre l'autre et s'appuyant sur les murailles dans le sens de la largeur. Ils répétèrent cette sorte d'ogive rudimentaire sur toute la longueur du plafond et se placèrent ainsi à l'abri de tout danger d'écrasement. Nous retrouvons dans les murs de cette salle et dans les grandes dalles rectangulaires qui recouvrent le sol le beau calcaire du Moqattam, et tous ces matériaux sont assemblés avec une remarquable précision. A gauche de l'entrée de cette chambre s'ouvre une haute galerie à assises encorbelées ; mais cette galerie n'a pas été poussée plus loin que deux ou trois mètres.

« Aussi bien, dis-je à mon Arabe, puisque la reine n'est pas ici pour nous recevoir, allons chez le roi. » Je ployai de nouveau l'échine, et je revins à cette sorte de palier où aboutissent le puits et les trois galeries dont je viens de parler.

La galerie ascendante qui conduit à la « chambre du roi » a des proportions plus considérables que les autres et ne mesure pas moins de huit mètres de hauteur sur 1m80 de largeur ; mais lorsqu'on l'étudie avec soin, on s'aperçoit que ce n'est pas à titre de distinction honorifique que les dimensions ordinaires ont été ainsi augmentées. Le motif en est singulier et vaut la peine qu'on s'y arrête. La chambre du roi et celle de la reine sont situées toutes deux dans l'axe de la pyramide, et les galeries qui conduisent à chacune d'elles partent du même point. Mais comme elles se trouvent en même temps exactement au-dessus l'une de l'autre, il en résulte que la galerie horizontale fait le vide au pied de la galerie ascendante jusqu'à ce

Digitized by Google

que celle-ci domine la première. De là la nécessité d'une petite banquette latérale supplémentaire permettant d'arriver à la chambre du roi ; de là aussi une augmentation forcée de largeur dans la galerie qui y conduit. Cette banquette supplémentaire n'a pas plus de 60 centimètres de large ; elle règne des deux côtés, de telle façon que la galerie montante se trouve avoir une largeur totale de 1m80, c'est-à-dire 80 centimètres de plus que les autres couloirs.

Quelque léger qu'il fût, ce supplément donna à réfléchir aux architectes égyptiens. Ils s'effrayèrent de la pression épouvantable qui allait s'exercer sur un plafond horizontal de 1m80 de portée, et, ne voulant laisser aucune prise aux mécomptes, ils adoptèrent, pour couvrir cette galerie, un mode tout particulier. Après avoir donné au soubassement la largeur voulue de 1m80, ils firent surplomber de quelques centimètres chacune des assises suivantes, en sorte qu'à la hauteur de 8 mètres, la portée du plafond se trouva réduite à 50 ou 60 centimètres. Ils purent alors protéger facilement par des blocs inclinés les dalles horizontales dont il était formé, et se placèrent ainsi à l'abri de tout danger d'écrasement.

Elever un plafond de 8 mètres pour arriver à couvrir une galerie de 1m80 de largeur annonce des ressources architectoniques assez pauvres, et nous sommes loin ici de ces audacieuses travées horizontales de 6m50 que j'ai mesurées dans les palais de Karnac et de Louqsor ; mais il ne faut pas oublier que les plafonds des palais de Thèbes n'avaient que des poids insignifiants à supporter, et que cependant bon nombre de ces blocs, succombant sous des portées excessives, se sont brisés par leur propre poids. Les anciens Egyptiens entendaient bâtir, non pour une longue suite de siècles, mais pour l'éternité. Le luxe de précautions inouï qu'ils déploient pour assurer la solidité et, je le répète, l'éternité de leurs œuvres, ne se trouve nulle part en défaut. Nous pouvons déjà voir ici et nous verrons plus loin que, malgré des pressions verticales effroyables, pas une pierre n'a fléchi, pas un tassement ne s'est opéré, et dans les salles et les interminables galeries que j'ai parcourues, j'ai vainement cherché un bloc ayant subi un déplacement de quelques millimètres.

Cinq mille ans avaient passé sur les pyramides sans y laisser de trace ; sept siècles n'ont rien ajouté à l'œuvre de destruction commencée par les Arabes ; et si l'homme consent à respecter ces vieux monuments, je ne doute pas que les habitants de notre planète ne puissent répéter avec Delille jusqu'à la consommation des siècles :

Leur masse indestructible a fatigué le Temps.

Digitized by Google

Dans une galerie de 8 mètres de hauteur, on n'a plus à craindre de se heurter la tête au plafond, et ce n'est pas un médiocre avantage. Mais voici bien une autre difficulté : il s'agit d'en franchir les 12 ou 15 premiers mètres par les étroites banquettes qui la bordent. Ces trottoirs en miniature sont glissants, lisses, rapides, et il me fallut développer à la fois toute la puissance du crampon et les talents de l'équilibriste pour m'accrocher à mes hommes sans nous jeter tous de côté. Cette incroyable gymnastique ne dure que quelques minutes, et si l'on n'était préoccupé du danger réel que présente ici un faux pas, on serait fort tenté de sourire en se voyant en pareille équipée. Quelques efforts encore et nous dominons enfin le couloir qui conduit à la chambre de la reine; nous y gagnons, sinon en facilité, du moins en espace pour nous mouvoir. Je trouvai bien longue et bien roide la galerie qui conduit chez le roi. C'est en effet la plus longue de celles que j'ai parcourues, et elle ne mesure pas moins de cinquante mètres. Mais que ne fait-on pas pour avoir une audience d'un monarque mort depuis soixante siècles!

Parvenu enfin à la partie supérieure, j'y trouve un couloir horizontal ayant les dimensions écrasées de ceux que j'ai déjà suivis. Je ploie de nouveau l'échine jusqu'à une sorte de vestibule qui précède la chambre et atteint 2 mètres de hauteur. Ce vestibule était autrefois fermé par des plaques de granit. On voit encore les traces de leur emplacement; mais elles ont été brisées et leurs débris mêmes ont disparu. Le *compelle intrare* est prononcé par un de mes Arabes, et je fais mon entrée chez S. M. Chéops Ier.

J'arrive sept cents ans trop tard! Sa Majesté ne brille ici que par son absence, et son sarcophage de granit, ouvert, profané, vide, est le seul témoignage de son passage en ces lieux. Le couvercle lui-même, brisé sans doute lors de l'ouverture du tombeau, n'a laissé aucun vestige. Désirant prendre quelques notes, j'entre sans façon à l'intérieur, et là, assis sur le rebord et éclairé par les bougies que tiennent mes Arabes, j'essaye de me rendre compte de la disposition du labyrinthe étrange dans le sein duquel j'ai pénétré.

Qu'en dit votre ombre, ô puissant Chéops! vous qui pendant près d'un demi-siècle avez sucé le sang et la moelle d'un peuple entier pour vous ériger ce tombeau et placer votre dépouille mortelle à l'abri de toute atteinte? Ne frémissez-vous pas d'indignation à la vue de cette nouvelle profanation infligée à votre sépulture! Le fils d'une de ces peuplades sauvages dont, vingt-cinq siècles après vous, les Pharaons ne prononçaient encore le nom qu'avec mépris, est assis là, les pieds dans ce sarcophage sur lequel vos sujets eussent à peine osé jeter les yeux, et votre cercueil est un siége sur lequel il se plaît à sourire de vos déceptions et à maudire votre mémoire.

Digitized by Google

Deux cents générations ont rendu hommage au talent déployé par les hommes qui vous ont élevé cette tombe fastueuse ; mais quand on songe à ce qu'elle a coûté de peines et de douleurs, l'admiration fait place à l'indignation, et il ne reste pour votre nom que la malédiction qui suit tôt ou tard les œuvres d'un despote orgueilleux et sans pitié. C'est du sein de votre tombeau et les pieds dans votre sarcophage que je vous jette la mienne, faible satisfaction donnée aux larmes et aux misères de tout un peuple sacrifié !

Cette prosopopée, ébauchée sur mes tablettes, eût bien surpris, à coup sûr, mes trois Arabes, qui ne paraissaient pas comprendre ce que l'on pouvait écrire au sujet d'une salle où il n'y a rien, absolument rien qu'un cercueil vide. Le fait est que ce sarcophage de granit rouge est ici la seule trace de la sépulture du monarque égyptien : pas une inscription, pas un hiéroglyphe n'accompagnait sa dépouille mortelle. C'est beaucoup plus tard que pénètre dans les hypogées ce luxe d'ornementation qui, deux mille cinq cents ans après, sous Ramsès le Grand (le Sésostris des Grecs), ne laissera plus une muraille, une colonne, un pylône, qui ne soit couvert d'inscriptions votives, de cartouches royaux, de poêmes épiques, en l'honneur des « Louis XIV » qui se succédèrent sur le trône des Pharaons.

La salle dite « chambre du roi » ou « du sarcophage, » ne révèle sa haute distinction, outre la présence de la cuve tombale, que par les plaques de granit rouge qui recouvrent ses quatre faces et par sa dimension. Elle mesure cinq mètres de hauteur sur dix de longueur et cinq mètres trente centimètres de largeur. Le plafond est formé de blocs horizontaux posés à plat, qui ne peuvent pas atteindre moins de six mètres de longueur. Cent mètres la séparent du faîte de la pyramide, et, au premier abord, on ne comprend pas que son plafond puisse supporter la formidable pression qui s'exerce sur les blocs dont il est formé. Mais, pour alléger le poids qu'ils ont à supporter, cinq autres salles ont été ménagées au-dessus de cette chambre, à peu de distance l'une de l'autre, de manière à rendre tout écrasement impossible. Je n'ai pas pénétré dans ces salles, qui ne présentent aucun intérêt. On y parvient par un couloir étroit, dont l'entrée se trouve à l'extrémité supérieure de la grande galerie. On y a trouvé, tracé sur la pierre, le cartouche du roi Choufou, dont les Grecs ont fait Chéops, constructeur de la pyramide. C'est le seul renseignement épigraphique que porte le monument. Hérodote rapporte, il est vrai, des inscriptions gravées sur les faces extérieures, et qui lui ont fourni une partie des renseignements qu'il nous a transmis ; mais les inscriptions ont disparu avec le revêtement qui les portait. Ces renseignements s'accordent au surplus

Digitized by Google

avec ceux que nous devons à Manéthon, à Diodore de Sicile, à Strabon, et ils ont été pleinement confirmés par les découvertes des égyptologues modernes, en tête desquels se place l'illustre Champollion. C'est ainsi qu'on a pu s'assurer que le constructeur de la pyramide qui nous occupe est bien Souphis, suivant Manéthon, Choufou, suivant les cartouches hiéroglyphiques, et Chéops, suivant Hérodote.

Facilis descensus Averni, a dit Virgile. Je n'y contredis pas ; mais je puis affirmer qu'il n'en est pas de même de la galerie par laquelle on quitte la dernière demeure du monarque égyptien. Après plusieurs essais désespérants, je trouve que le mode de descente le moins périlleux est encore de marcher à reculons, soutenu à droite et à gauche par deux de mes Arabes, et c'est de cette manière que je m'achemine vers le palier d'où je suis parti, au risque de me désarticuler vingt fois les jambes et les bras. Désirant me donner le plaisir de mesurer d'une façon pittoresque la longueur et la profondeur de cette immense galerie, je laisse un de mes hommes à son extrémité supérieure avec une bougie et je descends jusqu'au bas avec les deux autres. Arrivé là, je fais souffler les lumières qui m'ont accompagné, et nous ne sommes plus éclairés, au fond de cet impénétrable abîme, que par une seule bougie perdue au milieu des ténèbres épaisses qui nous environnent. Ce faible point lumineux rend plus sensible encore la nuit qui règne autour de nous, et il nous apparaît au loin comme une étoile unique jetant péniblement ses lueurs tremblotantes au sein d'un firmament sans limites et profondément obscur. Mes deux Arabes étaient devenus invisibles, et, sans les difficultés de la descente, j'aurais pu me croire au fond de ce noir Averne où, selon Virgile, on arrive si facilement.

Je fus tiré de ma contemplation par des cris désespérés partant du sommet de la galerie et auxquels mes deux compagnons paraissaient répondre d'un ton goguenard. J'appris alors que le pauvre diable laissé par moi sur le seuil de la chambre du roi se mourait de peur depuis que nous avions éteint nos bougies, et il demandait avec instance que je l'autorisasse à descendre. Ce malheureux croyait voir à chaque instant l'ombre du monarque égyptien sortir de sa tombe, fondre sur lui et venger sur sa tête la violation de sa sépulture. Après m'être donné le plaisir de prolonger quelques instants ses puériles terreurs, je lui permis de descendre, et nous vîmes l'étoile unique de ce noir firmament s'abaisser vers nous peu à peu et rendre la vie à nos bougies éteintes.

Je quittai le palier des quatre issues par le couloir bas et étroit qui m'y avait amené, et je revins à l'endroit où le bloc de granit oblige à tourner la galerie. Arrivé là, je dus me jeter d'une hauteur

Digitized by Google

de 2 mètres entre les bras de mes trois Arabes, accrochés eux-mêmes par une main aux parois de la muraille, et je parvins sans trop de difficulté au pied de la galerie communiquant directement avec l'extérieur. J'étais sauvé désormais. Mon échine avait fini d'ailleurs par se plier aux circonstances : elle était devenue souple comme celle d'un solliciteur. J'escaladai lestement le dernier couloir, et en quelques minutes je revins à la lumière du jour, en nage, haletant, épuisé. J'avais passé deux heures dans ce noir dédale.

Sitôt que je me fus enveloppé dans le paletot et les couvertures que j'avais apportés, je jetai les yeux autour de moi et je me trouvai en présence d'une dizaine d'individus groupés de la façon la plus pittoresque sur les blocs qui entourent l'entrée de la pyramide. C'étaient d'abord les deux cheicks des villages voisins, chefs des guides attachés aux pyramides, bonnes figures bibliques à l'air honnête et patriarcal ; puis deux ou trois Bédouins qui venaient de faire l'ascension, des enfants à demi nus avec des gargoulettes pleines d'eau, et enfin deux touristes armés de voiles verts, de lunettes bleues et d'ombrelles blanches. On s'étonnait un peu de ne pas me voir revenir, et on devisait sur ce retard. Quant aux touristes, ils m'attendaient pour recueillir mes impressions.

« *Well, sir*, s'écria l'un d'eux, *are you satisfied?*

— *Very satisfied indeed*, répondis-je.

— Et cette visite est-elle aussi pénible qu'on le dit?

— *My dear sir*, c'est une affaire de goût et de muscles. Pour moi, je vous déclare que j'aimerais mieux faire encore deux fois l'ascension de la pyramide que de retourner voir le sarcophage de S. M. Chéops Ier.

— Aoh! » fit l'Anglo-Saxon.

Notre entretien en resta là, et je complétai mes notes tout en me reposant. Quelques instants après, mes deux gentlemen accomplissaient l'ascension traditionnelle, et je les apercevais, suspendus, comme les chèvres de Virgile, au flanc du colosse de pierre, *pendentes de rupe*.

VI

J'en avais fini avec le tombeau de Chéops; mais j'avais encore bien des choses à voir, et l'heure ne me permettait pas de perdre un seul instant. Je voulais donner un coup-d'œil aux pyramides de Chéfren et de Mycérinus, visiter quelques-unes des tombes nombreuses découvertes et décrites par le docteur Lepsius, et dont les ouvertures béantes vous provoquent de toutes parts ; je voulais enfin contempler le sphinx face à face et descendre dans son temple. On

Digitized by Google

passerait d'ailleurs une admirable journée à errer seul sur ce kilomètre carré, où se trouvent mille sujets d'études intéressantes ; on se donnerait la satisfaction d'y faire soi-même de ces découvertes auxquelles l'inattendu donne toujours un charme piquant, et on comprendrait bien vite la passion qu'apportent dans leurs recherches ces ardents investigateurs assez heureux pour pouvoir lire dans des annales qui remontent à cinquante ou soixante siècles.

Mais je dus me borner, et j'allai droit à la tombe qui porte spécialement le nom du docteur Lepsius. Aussi bien, celle-ci peut donner une idée des autres, et par ce motif je la décrirai avec quelque détail.

Ces monuments égyptiens ne sont décidément pas d'un accès facile : sur la grande pyramide, un escalier de géants avec des marches de près d'un mètre de hauteur ; à l'intérieur, des galeries souterraines sans marches et inclinées de 45 degrés : ici une tombe dont l'entrée a 35 centimètres de hauteur, tant les sables l'enserrent de toutes parts. Habitué depuis le matin aux exercices les plus impossibles, je ne pouvais m'arrêter devant ce détail. Je me couchai donc bravement sur le sable, et en faisant la planche au milieu de cette nappe mouvante, je parvins sans trop de peine à l'intérieur.

Pour comprendre l'intérêt qui s'attache à ces sépultures, il est bon de savoir que les Egyptiens croyaient que les morts avaient, dans la tombe, une certaine intuition des objets qui s'y trouvaient renfermés, et, pour leur en rendre le séjour moins pénible, on se plaisait à les y entourer de ce qui leur avait été agréable pendant leur vie. Toute bizarre que puisse paraître cette croyance, elle a quelque chose de touchant, et, dans tous les cas, elle est pour l'archéologue la somme des plus vives satisfactions. Il trouve là, en effet, la vie des contemporains des pyramides écrite par eux-mêmes, sous la forme de tableaux, d'inscriptions, de scènes de la vie intime. La plupart de ces tombes appartiennent à de hauts fonctionnaires de l'Etat, à des personnages importants, à de grands propriétaires, qui ont tenu à se faire inhumer autour de leur souverain et à garder à ses pieds, après leur mort, la place qu'ils y occupaient pendant leur vie. On énumère leurs titres, leurs dignités, leurs richesses ; on fait plus encore : on retrace sur les murs l'image de tout ce qui peut leur rappeler un souvenir agréable, jeux, travaux de la campagne, scènes de la vie rustique ; on place sous leurs yeux leurs parents, leurs amis, leurs serviteurs, leurs animaux domestiques, leurs habitations, leurs jardins, et l'on fait appel à toutes les ressources de la peinture, de la ciselure et du dessin pour réunir autour d'eux l'image des objets dont la mort les a privés. Les ciselures sont faites

Digitized by Google

dans la pierre, soit en relief, soit en creux, et toujours rehaussées de couleurs vives bien conservées. Quelquefois, c'est un simple trait au pinceau noir. Les figures ont généralement 30 à 40 centimètres de hauteur, et elles sont disposées par registres horizontaux superposés. Les hommes sont toujours représentés avec le corps peint en rouge; celui des femmes est peint en jaune. Quant aux hiéroglyphes, ils sont relevés par des couleurs tranchantes, où dominent le bleu, le vert et le rouge. Toutes ces représentations sont antérieures aux VIIe et VIIIe dynasties, et remontent par conséquent à trente-cinq ou quarante siècles avant Jésus-Christ. Les hypogées de Beni-Hassan, dans la haute Egypte, nous offrent des représentations semblables, plus nombreuses et plus variées encore, appartenant aux XXVe et XXVIIIe siècles avant l'ère chrétienne; on les retrouve à profusion douze et quinze cents ans plus tard sur les murailles des temples et dans les hypogées des rois thébains, et elles continuent ainsi à couvrir palais, temples et tombeaux, même après la conquête grecque et la domination romaine. Cette prodigieuse quantité de tableaux permet de suivre les Egyptiens dans tous les détails de leur existence pendant une période de quatre mille ans, qui se déroule presque tout entière antérieurement à l'ère chrétienne. C'est une source inépuisable d'études du plus haut intérêt pour les égyptologues, et lorsque ces immenses matériaux auront été relevés, coordonnés et mis en œuvre par une intelligence large et synthétique, nous connaîtrons la mythologie, l'histoire et les mœurs de l'ancienne Egypte mieux encore que nous ne connaissons celles de la Grèce et de Rome.

Un premier point intéressant à remarquer dans les tombes qui nous occupent, c'est que, pendant la longue série de siècles qui suivit la fondation de la monarchie égyptienne, on n'y trouve aucune représentation de symboles religieux, aucune scène relative au culte, aux cérémonies sacrées; aucune allusion aux migrations des âmes dans les sphères où elles vont subir les épreuves auxquelles elles sont soumises. Les prêtres n'avaient pas encore, à cette époque, cette puissance redoutable qui les arma un jour contre l'autorité monarchique et fit tomber le sceptre dans leurs débiles mains. Ce n'est guère que vingt siècles avant l'ère chrétienne que ces représentations commencent à paraître; elles couvrent bientôt les pylônes, les palais, les murailles, les colonnes mêmes des temples; elles se reproduisent partout avec profusion, jusqu'au jour où le christianisme, apparaissant dans ces contrées, la croix d'une main et le marteau de l'autre, pose partout l'image du Christ sur les images brisées des dieux de la vieille Egypte.

Une seconde observation, qui n'est pas moins intéressante, c'est

Digitized by Google

que les tombes des contemporains des pyramides, au milieu des scènes variées qui nous offrent l'image de tous les animaux domestiques élevés en Egypte à cette époque, ne présentent aucune trace d'espèces qu'on pouvait y croire acclimatées depuis longtemps. Ainsi, tandis que nous y voyons, reproduits en grand nombre, les bœufs, les ânes, les chiens, les singes, les gazelles, les oies, les canards, les cigognes, les tourterelles, on n'y voit figurer ni chevaux, ni chameaux, ni éléphants, ni moutons, ni girafes, ni chats, ni poules. L'Egypte, isolée du reste du monde par les déserts et par la mer, vécut pendant de longues années sur son propre fonds, et, pareille au fleuve auquel elle doit la naissance et la vie, elle parcourut une grande partie de sa carrière sans rien recevoir des autres peuples et sans rien leur donner. Les conquêtes domestiques qu'elle fit plus tard sont-elles le résultat de ses incursions dans les pays voisins ou des invasions qu'elle eut à subir? C'est ce que la science égyptologique n'a pu encore déterminer. Mais il n'en est pas moins intéressant de constater aujourd'hui qu'à l'époque où furent construites les pyramides, et, suivant toute apparence, un certain nombre de siècles après, l'Egypte ne connaissait encore ni le cheval, ni le chameau, ni le mouton, animaux qui tiennent de nos jours une si grande place dans sa vie domestique, que, sans eux, on a peine à comprendre son existence. Ce fait vient à l'appui de l'assertion d'Hérodote, que les blocs extraits des carrières furent amenés à bras d'homme jusqu'à pied d'œuvre, et l'on ne trouve rien d'exagéré dans le chiffre de cent mille ouvriers qu'il nous dit y avoir travaillé pendant trente ans.

La tombe Lepsius, à laquelle je reviens enfin, se compose de deux chambres de moyenne grandeur, construites en pierre calcaire pareille à celle du revêtement des pyramides. Les hiéroglyphes et les représentations dont j'ai parlé plus haut en couvrent les murailles. Dans la seconde, on trouve, en outre, des encadrements creusés dans la paroi du mur, où s'encastraient des tablettes de pierre quadrangulaires, relatant les noms, titres et fonctions du défunt. C'est ce qu'on nomme des stèles. Ces tablettes ont été enlevées ici et partout où il s'en trouve de semblables, et elles sont aujourd'hui dispersées dans tous les musées de l'Europe. Le musée du Caire, établi à Boulak par les soins de M. Mariette-Bey, en possède une très belle collection. Ces deux salles ne contenaient pas autre chose. Du reste, les cercueils et les sarcophages renfermant les momies n'étaient jamais placés au-dessous de chapelles funéraires. La première condition des sépultures était le secret, et, à défaut des replis sinueux d'une pyramide, chacun s'ingéniait de son mieux à dissimuler le lieu où devait reposer sa dépouille mortelle. Le plus sou-

Digitized by Google

vent, dans la chambre la plus reculée du tombeau, s'ouvrait un puits vertical, atteignant parfois jusqu'à trente mètres de profondeur ; c'est là qu'on descendait le cercueil. D'autres fois, on cherchait un asile plus sûr encore dans des galeries horizontales creusées dans la paroi des puits, et dont l'entrée était fermée avec soin. Ces puits étaient toujours comblés, puis remplis d'eau, pour donner aux terres plus de consistance. Les constructions élevées au-dessus des tombes n'étaient que de pieuses retraites, où venaient prier et faire des sacrifices les parents et les amis du défunt.

Les sépultures de ce genre sont en grand nombre. Quelques-unes avaient un aspect monumental et atteignaient jusqu'à huit et dix mètres de hauteur. Les savants disputent avec persévérance aux sables du désert ces ruines intéressantes ; mais le sable est patient, impitoyable : grain par grain, atome par atome, il s'amoncelle autour des tombes, pénètre dans leur intérieur et les engloutit, jusqu'à ce qu'un nouvel adepte de la science vienne, pour un instant, les rendre à la lumière.

Après avoir visité quelques-unes de ces tombes, j'allai donner un coup d'œil à la pyramide de Chéfren, sœur cadette de celle de Chéops et de quelques mètres moins élevée. Pour la construire, on a taillé, sur le sommet de la colline où elle repose, une vaste esplanade offrant, du côté du désert libyque, des talus verticaux de trois ou quatre mètres de hauteur. La pyramide se dresse au milieu, et une large tranchée ouverte devant ses quatre faces permet d'en faire aisément le tour. L'intérieur n'offre qu'un médiocre intérêt. Il se compose d'une salle unique, à laquelle conduit un étroit couloir. Sur quelques points du talus se trouvent des cartouches royaux, contemporains, suivant toute apparence, de la pyramide. On y rencontre en outre quelques *speos*, ou tombes souterraines, creusées horizontalement dans le roc vif. Ces spéos sont composés d'une ou deux petites salles carrées, ayant rarement plus de deux mètres de hauteur. Les montants de l'entrée, le linteau et quelques parties de l'intérieur sont ornés d'hiéroglyphes peints, assez bien conservés. L'un de ces spéos présente une particularité très remarquable. Le plafond, taillé, comme la chambre, dans le roc vif, offre l'apparence de fûts de colonnes placés horizontalement et juxtaposés. Cette disposition, qui n'a aucune raison d'être, paraît singulière au premier aspect ; mais, pour peu qu'on y réfléchisse, il est impossible de ne pas y reconnaître l'imitation en pierre d'un plafond construit avec des troncs de palmiers, tels que les Arabes les font encore aujourd'hui. Nous avons ici sous les yeux un spécimen curieux de la transition de l'architecture de bois à l'architecture de pierre, transition analogue à celle qui s'opère de nos jours et qui, six mille ans après cette

Digitized by Google

première évolution de l'art de bâtir, nous pousse vers un art nouveau qui s'essaye et cherche sa voie, l'architecture de fer.

On trouve au pied de la pyramide de Chéfren un assez grand nombre de fragments de blocs de granit qui ont fait croire un instant que ces monuments avaient été recouverts avec cette matière. Il n'en est rien. Sans chercher à expliquer l'origine et la destination de ces fragments, il suffit de lever la tête pour reconnaître que le tombeau de Chéfren a conservé son revêtement jusqu'au quart de sa hauteur à partir du sommet, et que ce revêtement est un calcaire de la chaîne arabique. C'est ce même calcaire qui recouvre les couloirs, salles et galeries de l'intérieur de la pyramide de Chéops, et qui, avant les dégradations faites par les Arabes, en recouvrait également les faces extérieures.

Il était alors quatre heures de l'après-midi. Le soleil était ardent, et chaque pas était un travail au milieu de cette nappe de sable mouvant que bouleversent à tour de rôle le vent et les archéologues. Ce sol, cent fois fouillé et retourné dans tous les sens, est le point que choisissent d'ordinaire les Arabes pour jouer une petite comédie sur laquelle j'étais prévenu et dont je ne voulus pas être dupe. Ces hommes ont toujours la ceinture pleine d'antiquités et de curiosités d'une authenticité fort suspecte : statuettes, scarabées, médailles et autres objets; ils ne manquent pas de vous faire leurs offres de la manière la plus pressante, en prodiguant à chacun de leurs objets l'épithète d'*antico*. Le plus souvent, l'étranger repousse l'offre, en émettant des doutes sérieux sur cette prétendue antiquité. Mais le rusé Bédouin ne se tient pas pour battu, et il a recours à un autre moyen pour triompher de la défiance des incrédules. J'avais donc obstinément refusé de me laisser prendre aux séductions archéologiques qui m'étaient présentées, quand tout à coup un des Arabes qui marchaient devant moi se baisse, gratte un instant le sable, et se relève en essuyant avec soin un objet qu'il vient de ramasser.

« Pour le coup, *signor*, voilà qui est bien antique, me dit-il d'un air triomphant, en me présentant une petite grenouille en faïence verte émaillée, comme il en existe un grand nombre au musée de Boulaq.

— *Mio caro*, lui répondis-je, je connais celle-là. Ta comédie est bien jouée ; mais je t'engage à chercher un autre public.

— Oh ! *signor*, je vous assure que...

— Allons donc ! ne sais-tu pas à qui tu as affaire? Tiens, va porter ta grenouille à ces deux *gentlemen* que voilà là-bas, et laisse-moi en repos. »

Les deux gentlemen, c'étaient les Anglais, qui, une heure aupara-

Digitized by Google

vant, m'attendaient à l'entrée de la pyramide de Chéops. Mes paroles leur avaient donné à réfléchir. Ils avaient escaladé la pyramide, poussé sur son sommet un hurrah à la gloire de la reine Victoria et de la vieille Angleterre; après quoi, trouvant leur honneur et leur curiosité satisfaits, ils avaient jugé inutile de se donner une fatigue de plus. C'est, il faut le dire, ce que font la plupart des touristes, et sur les quinze personnes que je vis ce jour-là aux pyramides, je ne crois pas qu'une seule ait pénétré à l'intérieur. Quand je revis les deux fils d'Albion, ils étaient fièrement plantés sur leurs ânes, face à face avec le sphinx. Craignant sans doute que le mystérieux géant ne leur proposât quelque énigme insidieuse, ils mirèrent un instant leurs yeux dans ses yeux, après quoi ils tournèrent bride et disparurent.

Mon Arabe, un peu déconcerté, n'insista pas. Il remit sa grenouille dans sa ceinture en attendant un touriste moins sceptique, et nous continuâmes notre exploration. Nous parvînmes bientôt à la tombe connue sous le nom de «Tombe de Campbell.» C'est un des monuments les plus curieux de cet intéressant plateau.

« Eh bien! monsieur, s'écria l'Arabe à la grenouille, vous ne direz pas que c'est moi qui l'ai placé là?

— Non, certes,» répondis-je, et je m'arrêtai stupéfait. J'étais sur le bord d'un immense puits carré, creusé dans le roc, et au fond duquel un beau cercueil de basalte noir en forme de momie et couvert d'hiéroglyphes gisait sous un sarcophage en pierre. Ce puits a 16 mètres de profondeur et près de 10 mètres de côté. Autour de lui règne une tranchée profonde qui l'isole entièrement et le place comme dans un étui au milieu d'un autre puits carré de 20 mètres de côté. La tranchée communique au puits par un passage souterrain ménagé dans la partie inférieure. Deux autres puits de moindre dimension avaient été creusés au fond de cette tranchée, et l'on a retiré de l'un d'eux un sarcophage aujourd'hui déposé au musée britannique. Ce cercueil, en forme de momie, indique une tombe relativement moderne. Elle remonte, en effet, à la XXVIe dynastie, c'est-à-dire au règne de Psammétique Ier, six cents ans avant Jésus-Christ. Elle était recouverte par une voûte plein cintre qui fut démolie par les Turcs pour en employer ailleurs les matériaux.

Toute cette partie de la colline est criblée de tombes taillées dans le roc et de puits carrés, dont quelques-uns ont une grande profondeur. Je m'y arrêtai peu de temps : le sphinx était là, à quelques pas de moi, et il me tardait de me mesurer avec lui.

Je me trouvai bientôt en face du colosse; il est placé en avant de la pyramide de Chéfren, à cinq cents mètres environ de son élévation orientale. Il a la forme d'un lion à tête humaine, accroupi et les

Digitized by Google

pattes allongées. Deux chiffres donneront une idée de ses dimensions. Sa longueur est de près de soixante mètres, et sa tête, du menton au sommet du front, ne mesure pas moins de neuf mètres. L'union de l'intelligence humaine avec la plus haute expression de la force matérielle symbolisait, aux yeux des Egyptiens, la puissance divine; et, d'après des inscriptions hiéroglyphiques qu'on lisait autrefois sur son corps, il offrait en effet l'image du dieu Soleil. Le dieu Soleil fut toujours la principale divinité des Egyptiens; il se retrouve partout, sous des formes variées, dans les nombreux objets de leur culte. Devant la poitrine et entre les deux pattes se trouve une stèle presque enterrée par le sable et haute de près de quatre mètres. Elle représente le roi Thouthmès IV, de la dix-huitième dynastie (1550 ans av. J.-C.), offrant au dieu un sacrifice. Taillé dans la montagne calcaire sur laquelle s'élèvent les pyramides, le sphinx fait corps avec elle et se compose d'un seul bloc. Mais la pierre s'est dégradée sous le poids des siècles, et le corps du colosse n'offre plus guère aujourd'hui qu'une masse informe; à peine distingue-t-on ses énormes pattes de lion. La tête est la partie la mieux conservée, ce qui tient sans doute à la couleur rouge dont elle était recouverte et dont on voit encore les traces. Le nez seul a entièrement disparu, ainsi qu'une partie de la lèvre inférieure.

L'hommage rendu par le roi Thouthmès IV à la divinité la plus révérée des Egyptiens ne nous donne aucune indication sur l'époque à laquelle remonte le mystérieux colosse; mais, à défaut de renseignements précis, les inductions de la science sont parvenues à assigner une date approximative à son exécution. Une stèle trouvée sur les lieux, et que j'ai vue au musée de Boulaq, présente une image exacte de cet étrange monument, et il paraît en résulter que Chéops y fit faire des réparations. Le sphinx serait donc antérieur à la grande pyramide elle-même, et d'un nombre d'années assez considérable, puisque du temps de Chéops il avait déjà besoin d'être réparé. Il faut donc en faire remonter l'exécution aux deux ou trois premières dynasties au plus tard, c'est-à-dire à quatre mille cinq cents ans avant l'ère chrétienne.

Autant qu'on peut en juger par l'état d'ensevelissement dans lequel il se trouve, le sphinx, avec son piédestal, a près de quinze mètres de hauteur. C'est par derrière que les sables l'envahissent, et leur accumulation a formé autour de sa croupe gigantesque une chaussée qui me permit de lui monter sans façon sur le dos. Je m'avance avec curiosité; je fais quelques pas sur ses épaules, je mesure du regard sa tête énorme, où une tradition fabuleuse avait placé une ouverture par laquelle on pénétrait dans les pyramides au moyen de couloirs souterrains. Le sphinx fait face à l'orient; son

Digitized by Google

œil est largement ouvert; son regard, fixe et hautain, semble jeter sur la plaine immense qui se développe à ses pieds un défi audacieux. Placé en avant de ces tombes gigantesques, de ces sépulcres, de ces hypogées, on est tenté de voir en lui un cerbère colossal préposé à la garde de ces funèbres demeures. Son attitude, toutefois, est calme, fière, imposante, comme il sied à la force matérielle animée par le souffle du génie de l'homme. Mystérieux symbole des mystères sans nombre qui se cachent autour de lui, le « père de la terreur », comme l'appellent les Arabes, dresse au-dessus de ce royaume de la mort son front impassible, et se rit depuis six mille ans de la folie des hommes, de leurs aberrations, de leurs misères et de leur incurable vanité.

VII

Il y avait bien des siècles que le désert, acharné à la perte de tout ce qui l'environne, versait incessamment ses sables autour du vieux colosse, lorsqu'il y a quinze ans, un homme doué d'une sorte d'intuition archéologique, M. le duc de Luynes, pensa que les abords de cette gigantesque divinité devaient recéler quelque monument digne d'intérêt. Bientôt après, des fouilles étaient exécutées en cet endroit sur ses indications et à ses frais, sous la direction de M. Mariette-Bey. Elles furent couronnées d'un succès éclatant, et amenèrent la découverte de l'édifice dit « temple du sphinx. » Ce fut tout un événement pour la science égyptologique. Ce temple, dépourvu de toute analogie avec les constructions de ce genre qui couvrent la haute Egypte, est placé à quelques pas du sphinx et un peu en avant. L'intérieur seul en a été déblayé, et déjà les sables en reprennent possession avec une effrayante rapidité. Il a la forme d'un T majuscule posé horizontalement. La nef principale est divisée en trois travées, formées par douze piliers, disposés sur deux lignes; l'aile transversale forme deux travées que séparent six piliers placés en ligne droite. La partie extérieure du temple a été construite en calcaire assez grossier; mais les murs sont revêtus de larges blocs de granit rose, et aucune autre matière ne se montre à l'intérieur. Murailles, plafond, piliers, tout est en granit rose, et l'on ne saurait se figurer l'aspect riche et magnifique que cette belle pierre donne au temple. Les piliers qui soutiennent le plafond sont droits, unis, sans chapiteaux, sans bases, sans moulures; aucun ornement, aucune inscription, aucune ciselure, ne les décore. Mais ce dont il est difficile de donner une idée, c'est le soin et la précision avec lesquels la construction est appareillée. Tous les piliers sont d'une seule pièce : on dirait une forêt d'obélisques en-

Digitized by Google

tourée de murs de granit. Les arêtes en sont aussi vives que si elles sortaient de la carrière, et l'assemblage des blocs rappelle, par sa précision, la chambre du roi dans la pyramide de Chéops. Les piliers sont debout et ne portent la trace d'aucune dégradation; le plafond seul a été détruit, et il l'a été de main d'homme évidemment, car je ne vois là aucun exemple de ces ruptures spontanées provenant d'une portée excessive, comme j'en ai si souvent remarqué dans les temples de la Haute Egypte. L'aile transversale du T est pourvue d'une porte à chaque extrémité; à gauche se trouve un puits carré, aujourd'hui comblé, sur lequel je vais revenir; à droite s'ouvre une sorte de sanctuaire dont les plafonds, plus bas que ceux des autres parties du temple, sont encore intacts. Ce sanctuaire se compose d'une galerie centrale, à double étage, de quelques mètres de longueur, et de deux autres galeries latérales, séparées de la première par un mur épais et beaucoup plus longues. Ces trois galeries sont également revêtues de granit rose sur toutes leurs faces.

Lorsque l'on considère ce temple singulier, les différences radicales qui le distinguent de tous les temples égyptiens, l'analogie de sa construction avec la « chambre du roi, » la beauté des matériaux et la majestueuse simplicité de son ordonnance, on est tout d'abord tenté de rapprocher sa construction de l'époque où furent élevées les pyramides; et cette présomption prend tous les caractères de la certitude lorsque l'on connaît les découvertes faites par M. Mariette dans le puits que nous avons rencontré dans l'aile transversale du temple. En le déblayant, le savant directeur du musée de Boulaq y trouva entassées et en partie brisées plusieurs statues en diorite, semblables entre elles ou peu s'en faut, et portant toutes le cartouche de Chéfren, troisième roi de la quatrième dynastie, dont nous venons de voir la pyramide. Il ne paraît pas douteux que ce prince ne soit le fondateur du temple. Il s'y était fait élever des statues et partageait les hommages rendus à la divinité, lorsque des événements qui nous sont inconnus firent précipiter ces images dans ce puits. Un bonheur singulier voulut que l'une d'elles fût merveilleusement conservée; elle occupe aujourd'hui la place d'honneur au musée de Boulaq, et c'est assurément le plus ancien morceau de sculpture que l'on connaisse [1]. Sa date et son authenticité ne sauraient être mises en question, et malgré la dureté extrême de la matière, il est exécuté avec une habileté de main qui a été à peine égalée aux plus beaux jours de l'art égyptien. Cette sta-

[1] On a pu la voir dans le temple égyptien, à l'Exposition universelle de Paris, en 1867.

Digitized by Google

tue, à laquelle il est impossible de donner moins de six mille ans, est un portrait plein de vie et d'accent.

Les deux grandes pyramides, le sphinx et le temple érigé en son honneur, groupés sur un espace de quelques milliers de mètres carrés, forment à eux seuls quatre monuments d'un intérêt incomparable ; ils nous font remonter à la période la plus éloignée des annales de l'humanité, et, réunis à la statue du roi Chéfren, ils nous offrent cinq spécimens de la manière dont étaient compris et pratiqués, à cette époque reculée, deux arts sur lesquels, de tout temps, s'est exercé le génie de l'homme : l'architecture et la sculpture. Si nous interrogeons la longue suite des âges qui s'écoula depuis Chéfren jusqu'à la submersion de l'art égyptien dans le naufrage de la monarchie des Pharaons, nous trouvons que le second de ces arts s'est peu modifié. Chose étrange ! ces fils de Cham arrivent rapidement à un mérite réel relatif, comme en témoigne la statue dont je viens de parler ; leur habileté du moins est sans égale, la difficulté opposée par les matériaux ne les rebute point ; ils taillent et cisèlent le granit, le diorite, le basalte, avec autant de facilité que le calcaire et le grès ; leurs figures sont vivantes et semblent respirer. Quelques pas encore, et nous allons trouver dans l'âge suivant l'art arrivé à sa perfection et animé par l'étincelle sacrée qui donna tant de chefs-d'œuvre à la Grèce. Il n'en est rien : les années, les siècles s'écoulent, et le sculpteur, enfermé par les règles hiératiques dans un cercle infranchissable, nous présente invariablement, pendant quatre mille ans, les mêmes lignes, les mêmes attitudes. Nous trouvons dans les hypogées, il est vrai, des scènes variées, où, malgré de grandes imperfections, la ciselure et le pinceau ont considérablement élargi leur carrière ; mais la sculpture proprement dite, qu'il s'agisse de colosses ou de figurines, ne sort jamais de deux types invariables, dont l'un est assis et l'autre debout. Le port ne manque pas d'une certaine noblesse, les proportions sont bien gardées ; mais les attitudes sont toujours identiques et roides ; ce sont des corps animés si l'on veut, mais plongés dans une implacable et perpétuelle catalepsie.

Plus heureuse que la sculpture, sa sœur, l'architecture parvint à s'affranchir des liens étroits que la première ne sut jamais briser. Ce dont surtout on ne saurait trop s'étonner, c'est que ni au temps des Ousertasen et des Aménemha, ni aux époques plus brillantes encore des Ramsès, des Psammétiques, des Ptolémées, ni enfin pendant les trois ou quatre « renaissances » qui ranimèrent successivement l'art égyptien, on ne retrouve la science de l'appareillage poussée au point où l'ont laissée les contemporains de Chéops et de Chéfren. Il m'est arrivé plusieurs fois, pen-

Digitized by Google

dant que je parcourais les chambres, les couloirs, les galeries de la grande pyramide, d'être le jouet d'une singulière illusion. La tête encore pleine du souvenir des hypogées immenses creusés dans le roc vif par les monarques thébains, je me figurais à chaque instant que j'errais au sein d'une véritable montagne taillée de main d'homme. Vainement j'approchais ma bougie des parois de la muraille pour reconnaître les assises de pierre; l'ongle seul pouvait me révéler une solution de continuité dans ces murs portant depuis six mille ans des masses effroyables. L'art, je le répète, n'a jamais été plus loin en fait de construction proprement dite.

Il semble téméraire, au premier abord, d'établir un rapprochement entre des masses imposantes qui révèlent des connaissances architectoniques si complètes et le simple tertre élevé sur une dépouille mortelle. Cependant on ne saurait douter que cette modeste sépulture n'ait été le point de départ des admirables tombeaux que nous avons sous les yeux. Le *tumulus* est bien la pyramide à l'état rudimentaire, et il est peu de contrées où l'on ne rencontre cet hommage funèbre rendu par une civilisation primitive et barbare. Naturellement porté au grandiose par les spectacles qui se déroulent chaque jour sous ses yeux, l'Egyptien s'empare de cette idée, se l'assimile, et la colline tumulaire, assujettie à des règles savantes, et transformée, devient la pyramide des rivages du Nil. L'empire fondé par Ménès a trouvé désormais la formule de son art, et en attendant qu'il donne à ses conceptions un corps plus parfait encore dans les palais de Thèbe et de Memphis, c'est dans les pyramides qu'il traduit son goût inné pour le grand, le solide, l'éternel.

L'art qui se révèle dans les pyramides n'est point assurément l'art qui a produit le Parthénon, le Colysée, Notre-Dame de Paris. Mais il en est des monuments comme du langage : chaque peuple possède un idiome propre, au moyen duquel il énonce ses idées, et l'éloquence n'a jamais été le privilége exclusif de telle ou telle façon de s'exprimer. Perpétuellement placée en face des horizons infinis du désert arabique et du désert libyque, baignée par un des plus grands fleuves du monde, dévorée par les feux d'un soleil implacable, l'Egypte dut être séduite de bonne heure par les grandes masses, les grandes lignes, les grandes perspectives. Il n'en pouvait être de même dans d'autres contrées, en Grèce par exemple, où mer, fleuves et montagnes portent un indicible cachet de grâce et d'élégance. Aussi l'esprit ne comprend-il pas mieux le temple de Thésée sur les rives du Nil que la pyramide de Chéops aux bords du Céphise ou de l'Ilissus. Les monuments de Ghiseh sont empreints d'un sceau particulier où se reflètent avec un éclat incomparable le génie d'une grande nation et une civilisation très avancée ; ils nous révèlent la

Digitized by Google

pensée intime de l'Egypte, la formule de son art, son génie artistique, et sont à cette antique société ce que le Parthénon est à la Grèce, le Colysée à la Ville éternelle, la cathédrale gothique à l'Europe du moyen âge.

Les anciens n'avaient pas compris le caractère et le sens profond de cet art simple et sévère; ils ne voyaient rien au delà des arts cultivés sur leur sol, et les colosses de Ghiseh les trouvaient froids et dédaigneux. C'est le sentiment dont Claudien se fait l'écho lorsqu'il s'écrie à l'aspect des splendeurs de la Rome orientale : « Silence, pyramides de Memphis, vous n'êtes que des monuments barbares! »

Barbara pyramidûm sileant spectacula Memphis!

Il était cinq heures. Le soleil s'abaissait sur la cime des pyramides, l'ombre des deux colosses s'allongeait sur la plaine en vastes triangles de plus en plus aigus. Je fis mes générosités à mes guides, je jetai à toute l'assistance le *sélamou-aleik* musulman, et nous nous séparâmes fort satisfaits les uns des autres. C'est avec peine, je l'avoue, que je quittai des lieux où je venais de passer une si intéressante journée. Je me retournai plusieurs fois pour faire mes adieux aux vieux monuments. Baignés dans les flots du soleil couchant, leur silhouette immense se détachait sur l'horizon, pareille au triangle mystique entouré de son auréole étincelante. Je les revis à travers le bois de palmiers, toujours grandioses, imposants, magnifiques; mais bientôt les palmiers s'épaissirent, et ils disparurent avec les feux du soleil dans les profondeurs du désert libyque.

Désireux d'arriver au Nil avant la nuit, je presse un peu ma monture. Le joli paysage du matin se déroule de nouveau sous mes yeux; mais à la vie bruyante qui l'animait a succédé le calme qui accompagne le soir d'un beau jour. Plus d'Arabes sur le chemin, plus de torrents de lumière inondant la campagne. Les oiseaux jettent leur dernier chant, la brise du soir exhale ses premiers soupirs, les palmiers me saluent au passage en agitant doucement leur panache majestueux. Tout est frais et silencieux; la nature se recueille et se prépare au repos.

Nous voici sur les rives du vieux fleuve. Je le franchis sans encombre, et à huit heures du soir je mets pied à terre devant l'hôtel. J'ai rarement fait une excursion plus intéressante. Aucun incident fâcheux n'est venu se mêler à cette longue suite d'impressions agréables : c'est de tout point, suivant l'expression d'Horace, une journée à marquer de blanc, *albo dies notanda lapillo*.

Il est vrai que j'étais parti seul.

A. FILLEMIN.

Digitized by Google

LES

AFFAIRES D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE

EN 1866

LE ROMAN ET L'HISTOIRE

DEUXIÈME PARTIE[1]

II. — NÉGOCIATIONS ENTRE L'ITALIE ET LA PRUSSE

La guerre entre la Prusse et l'Autriche était inévitable et avait sa source dans les arrangements défectueux de 1815. La question des duchés de l'Elbe n'en a été que l'occasion, et c'est le Danemark qui l'a fait naître en voulant, contrairement au droit écrit et aux engagements contractés, absorber le Sleswig dans la monarchie et soumettre le Holstein à une constitution incompatible avec les droits de l'Allemagne et avec ceux des duchés. Ces faits, que nous avons établis d'une façon irréfutable, sont désormais acquis au débat, et il n'est plus possible de les nier à quiconque apporte en ces matières un peu d'intelligence et de bonne foi. Nous voulons montrer maintenant que l'alliance entre la Prusse et l'Italie était toute naturelle et qu'elle a été contractée librement entre les deux États, sous l'inspiration d'une pensée politique commune et dans des intérêts communs, c'est-à-dire dans les conditions les plus correctes et les plus loyales. La Prusse était dans le cas de légitime défense, et

[1] Voir la *Revue* du 31 octobre 1868.

Digitized by Google

l'Italie voulait purger son sol de la domination étrangère. Nous défions bien les hommes d'imagination qui appliquent leurs talents à fausser l'histoire de nous montrer dans les annales des peuples une alliance formée pour un but plus moral et plus élevé.

Mais une chose si sainte et si simple n'a rien pour plaire aux esprits compliqués. Ils veulent partout des arcanes et des surprises. A les en croire, si la Prusse et l'Italie s'allient pour une fin évidente, claire comme le jour, cette clarté, cette évidence n'est qu'apparente. Au fond, il y a un mystère, une ténébreuse machination ourdie dans l'ombre et préparée dans le silence du cabinet. Quoi donc! savez-vous pourquoi la Prusse a pu faire, de janvier à juillet 1864, la guerre du Danemark? Parce que l'Angleterre n'a pas, à la fin de 1863, accueilli d'un ton suffisamment sérieux notre proposition de congrès. Pourquoi la France, le 15 septembre 1864, a signé la convention italienne qui impliquait la retraite de nos troupes de Rome? Parce que l'Autriche n'a pas voulu, cette même année, reconstituer la Pologne. Pourquoi la Prusse s'est engagée dans la guerre de 1866? Parce qu'il était sûr qu'elle serait battue.

En effet, suivez bien le raisonnement : personne ne pouvait supposer que la Prusse serait victorieuse, « ni la France, ni l'Autriche, ni les militaires, ni les simples citoyens; » la Prusse elle-même ne le croyait pas; il était « évident » que la Prusse serait battue; c'était, affirme-t-on, l'opinion des généraux prussiens, et cela est si vrai, que M. de Bismark, comme un héros de roman, portait toujours un pistolet à sa ceinture pour se faire sauter la cervelle en cas de défaite. Voilà ce que l'on dit, ce que l'on imprime. Cette conviction si générale, si absolue, une fois bien constatée, bien acquise, lorsqu'il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet, et lorsque le premier ministre a pris ses précautions pour se soustraire à une inévitable défaite, on ajoute que la Prusse a provoqué la guerre. Si la défaite était si inévitable, l'infériorité de la Prusse si évidente, comment expliquer cette initiative bénévole, sinon par une démangeaison étrange qu'elle avait de s'exposer à un échec? Je défie qu'on sorte de là. Voilà comment, en voulant trop prouver, on trébuche contre ses propres arguments. Nous ne sommes déjà plus dans les données permises du roman ou de la comédie; nous sommes emportés par le courant de la plus capricieuse fantaisie.

Il est difficile de dire sous l'influence de quelle hallucination est née cette idée que la convention du 15 septembre 1864 serait sortie des flancs de la dernière insurrection polonaise. Les peines que l'on a prises pour expliquer cette singulière origine n'ont eu d'autre effet que de nous montrer combien l'art du romancier est difficile quand il s'applique à l'histoire contemporaine. Il ne suffit pas de

Digitized by Google

rapprocher les événements par leurs dates pour établir une filiation vraisemblable ; il faut encore que le lien entre eux soit possible et que les circonstances dont l'imagination les environne, ne se trouvent pas en contradiction avec les faits et avec les données acquises. L'insurrection polonaise de 1863 n'est pas un événement de hasard, qui se soit produit uniquement de lui-même. Un esprit éminent, le marquis Wielopolski, était alors à la tête des affaires à Varsovie, et il y préparait un avenir qui n'a pas eu le temps de naître, mais qui, nous avons de graves raisons de le croire, ne se présentait pas sous un jour purement français. Au sens de cet homme d'Etat, l'un des malheurs de la Pologne était la bruyante et stérile alliance que les peuples polonais ont depuis longtemps contractée avec le peuple français. De tout temps la Pologne a tourné ses regards du côté de la France, et de tout temps aussi la France a témoigné les plus vives sympathies pour « sa sœur » la Pologne. Leurs cœurs ont battu à l'unisson, leurs mains se sont tendues à travers l'Allemagne, leur sang s'est mêlé sur les champs de bataille. On s'est habitué chez toutes les nations de l'Europe à regarder les deux pays comme liés par un pacte tacite, et à considérer la Pologne comme une sorte d'annexe de la France entre l'Allemagne et la Russie, c'est-à-dire au cœur même de l'Europe. Toutes les fois qu'une révolution éclate au bord de la Seine, les garnisons se renforcent du côté de la Vistule. La Pologne étant impuissante à revendiquer seule son indépendance par la force, il fallait qu'elle la conquît par l'adresse, par l'esprit politique ; incapable de triompher par les armes, malgré son héroïsme, elle devait s'attacher à vaincre par l'habileté et d'accord en quelque sorte avec ses dominateurs. L'alliance française éveillait chez ceux-ci des suspicions invétérées et des souvenirs cuisants. Il fallait avant tout détruire ce soupçon, calmer ces craintes et rompre par conséquent avec les vieilles traditions chevaleresques. C'est ce que le marquis Wielopolski s'efforça en vain de faire comprendre à la Pologne.

Il paraîtrait qu'ici on eut le regard plus perspicace, et si l'on ne fit rien pour pousser à l'insurrection, on ne fit rien non plus pour l'empêcher. L'insurrection fut dès le premier jour envisagée comme une réaction de l'idée française contre l'idée slave ; on s'y associa dans la mesure du possible, c'est-à-dire en favorisant l'essor de l'opinion en faveur d'une cause « toute française ». Si l'on alla plus loin, si l'on envoya, comme on l'a prétendu, des encouragements et quelque chose même de plus efficace aux insurgés, je ne veux pas le savoir ; mais je ne pense pas qu'aucun des hommes qui se sont trouvés, de près ou de loin, mêlés à ces affaires, puisse croire que le gouvernement français ait vu avec mécontentement le soulève-

Digitized by Google

ment polonais. Depuis qu'elles ont mal tourné et tout au rebours de ce qu'on en espérait, les écrivains officieux n'ont jamais laissé échapper l'occasion de nier toute immixtion de la France, mais c'est là une thèse d'après coup, plus utile au maintien des bonnes relations diplomatiques qu'aux intérêts de l'histoire.

Une chose pourtant surnage après la lecture des écrits qui ont touché à cette question : c'est que l'Autriche, lors de l'échec subi par le cabinet des Tuileries de la part du prince Gortchakoff, ne mit pas un grand empressement à nous aider à en tirer vengeance. L'Angleterre avait aussi refusé de nous seconder, mais son refus était prévu d'avance. On s'étonnait davantage que l'Autriche, qui avait paru dans les premiers temps favoriser l'insurrection, au moins par son silence, ait cru devoir tourner contre elle ses rigueurs au moment même où le gouvernement français aurait voulu qu'elle prît une attitude toute contraire. Pour ceux qui aiment les rapprochements et se plaisent à en tirer des conséquences, cette coïncidence étrange peut donner à réfléchir. Mais si elle est de nature à servir d'avertissement aux Polonais qui se livrent en ce moment à de si vaines espérances du côté de la Gallicie, elle ne saurait autoriser les conséquences qu'on en a voulu tirer relativement à la convention du 15 septembre. On veut que le dépit du gouvernement français se soit traduit bientôt par un changement dans la politique impériale vis-à-vis de l'Italie, et qu'il en soit résulté le rappel de notre garnison de Rome. Nous ne voyons pas bien comment la France, en retirant ses troupes du territoire pontifical et en confiant à l'Italie le soin éventuel de le garder, a pu faire pièce à l'Autriche. Il était clair que cette convention du 15 septembre devait, dans un temps donné, en imposant au gouvernement italien des obligations difficiles à remplir, créer à celui-ci de tels embarras qu'il lui serait pour longtemps défendu de jeter les yeux du côté de la Vénétie. Si les hommes d'Etat de l'empire d'Autriche en ont pris ombrage et en ont conçu des inquiétudes, il faut avouer qu'ils sont bien déchus de leur ancienne et célèbre habileté.

Mais cette prétention de rattacher la convention du 15 septembre à un mouvement de dépit causé au gouvernement impérial par le parti pris de l'Autriche contre la Pologne, n'est pas seulement invraisemblable, elle est fausse de tout point. L'histoire des négociations qui ont précédé la signature de la convention du 15 septembre ont été exposées ici même dans le plus grand détail et par une plume infiniment compétente [1]. Des documents jusqu'ici inconnus

[1] Voir les deux articles intitulés : *La Convention du 15 septembre 1864*, numéros des 15 et 30 septembre 1868 (2e série, tome LXV, pages 319 et 385). Ce travail est rédigé sur documents authentiques.

Digitized by Google

ont été produits ; les faits ont été exposés dans leur plus rigoureuse exactitude et placés sous leur vrai jour. Tout dans ce récit s'enchaîne et s'engendre naturellement. On n'y saurait découvrir une hypothèse ni une conjecture ; tout y est net et précis, tout y est simple et clair comme la vérité. C'est là de l'histoire et non du roman. Les déductions en sont telles, qu'elles renversent de fond en comble l'échafaudage si péniblement construit pour les besoins d'un parti. Loin que les propositions d'arrangement entre la France et l'Italie aient suivi, du côté de la France, l'attitude prise par l'Autriche dans les affaires de Pologne, elles l'ont au contraire précédée. C'est en janvier 1863 que la France essaya de remettre sur le tapis la question de Rome. « A peine M. Pasolini avait-il pris en main le portefeuille des affaires étrangères, que M. de Sartiges vint lui proposer un arrangement moyennant lequel l'Italie se serait engagée à respecter la souveraineté temporelle du pape. » Or, en janvier 1863, la campagne diplomatique en faveur de la Pologne n'était même pas ouverte. Ce n'est que le 7 avril suivant que M. Drouyn de Lhuys expédie sa fameuse dépêche. Le gouvernement des Tuileries ne pouvait pas songer en janvier à tirer vengeance d'un refus de concours qui ne s'est formulé que trois mois après. Il est donc impossible d'établir une solidarité quelconque entre les affaires de Pologne et l'intention qu'avaient les Tuileries de retirer ses troupes de Rome. Si la convention du 15 septembre 1864 ne fut pas signée dix-huit mois plus tôt, ce n'est pas la faute du gouvernement impérial, mais celle du gouvernement italien, qui ne crut pas tout d'abord l'heure propice pour prendre un pareil engagement, et qui même estima la convention dangereuse, équivoque et difficile à exécuter. En janvier 1863, M. Pasolini avait décliné assez froidement la proposition qui lui était faite par M. de Sartiges. Il dit « que le ministère acceptait dans son intégrité le programme du comte Cavour, mais qu'il n'était pas d'avis qu'il fût utile d'entamer de nouveau une discussion qui, pour le moment, ne lui semblait pas présenter assez de chances d'aboutir à l'entente qu'il souhaitait si vivement. »

Le désir qu'avait la France de mettre un terme à son occupation armée du territoire romain n'avait nullement besoin d'être excité par l'envie de jouer un mauvais tour à l'Autriche. Il s'explique de lui-même et par divers motifs qui n'ont rien à voir avec la Pologne. Le besoin de faire des économies, de mettre un terme aux incessantes protestations de l'opposition, de ne pas demeurer plus longtemps en désaccord avec le principe de non-intervention que l'on proclamait hautement dans toutes les autres affaires de l'Europe, peut-être aussi la volonté secrète de faire quelque chose d'utile à l'Italie, tout en limitant ses aspirations du côté de Rome, c'étaient là

Digitized by Google

des raisons suffisantes pour déterminer le gouvernement français à négocier la convention du 15 septembre. La difficulté était d'amener l'Italie à y souscrire sans qu'elle pût supposer la grande envie qu'en avait le cabinet des Tuileries. Ce fut l'Italie elle-même qui rouvrit les négociations, et l'on sait dans quelles circonstances. Le ministère Minghetti, à son arrivée aux affaires, en 1863, avait promis qu'en quatre ans il rétablirait l'équilibre dans les finances. Je me rappelle encore la séance dans laquelle il prit cet engagement et à laquelle j'assistais ; c'était au mois de juin, et il me souvient aussi que parmi les députés qui se crurent obligés, dans un intérêt patriotique, de soutenir le ministère, il y en avait fort peu qui crussent le ministre en mesure de remplir sa promesse. L'événement ne tarda pas à justifier cette incrédulité ; loin de diminuer, le déficit avait augmenté, et l'on estimait qu'en 1865 cette augmentation ne serait pas moindre de 100 millions, selon les uns, de 210 millions suivant les autres. C'est en voyant approcher l'heure de cette défaite financière que le ministère Minghetti songea à donner à l'Italie un grand spectacle. Il ne pouvait lui conquérir la Vénétie ; il essaya de lui ouvrir des perspectives sur Rome.

L'histoire des négociations qui ont amené la convention du 15 septembre n'est plus à refaire puisqu'elle a été faite. Les causes véritables qui ont amené cet événement ne ressortent pas seulement d'un récit, qui peut toujours être entaché de partialité ou d'erreur ; elles ressortent de documents authentiques, de conversations entre hauts personnages, qui n'auraient pas manqué de les désavouer si les faits racontés n'étaient pas de la plus scrupuleuse exactitude. Il n'est donc plus permis de méconnaître ces causes et surtout d'en imaginer d'arbitraires. L'embarras du ministère Minghetti, son ardent désir de se tirer d'un mauvais pas, le désir non moins vif qu'avait le gouvernement français de donner une solution à cette insoluble question de Rome, qui était devenue pour lui, depuis la guerre de 1859, une source intarissable de dégoûts, telles sont les causes très simples, très claires et très naturelles qui ont produit l'œuvre équivoque du 15 septembre 1864.

Le terrain une fois débarrassé d'une question qui lui est complétement étrangère, nous pouvons aborder l'étude de cette alliance entre la Prusse et l'Italie qui a donné lieu depuis deux ans à tant de commentaires erronés. Nous nous servirons beaucoup dans cette recherche d'un livre qui se publie en ce moment à Florence et à Paris sous ce titre : *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne*[1].

[1] Un volume in-8°, Paris, Dumaine. Le manuscrit de ce livre avait été envoyé à Paris par l'auteur. Comment se fit-il qu'il alla tomber dans d'autres mains que celles du destinataire? Voilà ce que nous ne voulons pas approfondir. Toujours est-il qu'on s'en est

Digitized by Google

Cet ouvrage est écrit avec une grande sincérité; les documents y abondent, et s'il ne nous est pas possible, après avoir examiné avec soin toutes les pièces du procès, de nous ranger à toutes les opinions de l'auteur, il nous est aisé du moins de proclamer son entière bonne foi. Elle ressort d'autant plus vivement à nos yeux qu'elle fait un contraste curieux avec des écrits qui ont puisé abondamment à cette source, mais avec une préoccupation toute contraire.

Nous avons dit précédemment que l'alliance de l'Italie avec la Prusse était dans la force des choses. Si l'on considère que la France en 1859 fut arrêtée sur les bords du Mincio par l'organe de la Confédération germanique, on est amené à reconnaître que tout le temps que la cause subsisterait, c'est-à-dire tout le temps que cette Confédération serait debout dans la forme hostile à la France que lui avaient donnée les traités de 1815, le même obstacle se dresserait devant elle toutes les fois qu'elle voudrait attaquer l'Autriche dans ses forteresses du quadrilatère. Cet ensemble de défenses apparaissait en effet comme le boulevard de l'Allemagne au sud, de même que les forteresses du Rhin constituent son boulevard au nord. L'Italie ne devait donc pas, dans l'état présent des choses, compter sur la France pour compléter son territoire. Il s'est trouvé des esprits pour nier le droit qu'avait l'Italie de réclamer la Vénétie comme possession italienne. Assurément, si l'on ne consulte que les traités de 1815, qui avaient si ingénieusement confirmé l'Autriche dans les droits qu'elle avait récemment reçus du traité de Campo-Formio, il faut avouer que la Vénétie appartenait à l'Autriche au même titre, non, à titre plus nouveau et moins souvent visé que la Gallicie. Nous ne sommes pas de ceux, grâce au ciel, qui prétendent que la Gallicie est irrévocablement acquise à l'Autriche, et par la même raison nous nous permettons de douter que les prétentions de l'Autriche à garder la Vénétie se trouvassent suffisamment justifiées par le droit écrit. Il faut laisser aux adorateurs du despotisme le soin d'argumenter du droit écrit contre le droit des peuples. Pour nous, Français, qui avons la faiblesse de croire qu'il existe un droit supérieur à celui que s'arrogent trop souvent les diplomates, il nous est impossible d'admettre que l'Italie fût sans droit sur la Vénétie. C'était d'ailleurs un sentiment profondément enraciné dans le cœur des Italiens, que la Vénétie

servi sans scrupule dans un autre recueil, où l'on en a reproduit les pages en les détournant de leur sens. Si, par mégarde, par légèreté ou pour toute autre raison, un messager infidèle nous apportait un paquet destiné au voisin, nous ne commettrions pas l'indiscrétion de le décacheter, encore moins de nous en approprier le contenu. — Il faut aussi consulter le livre excellent de M. S. Jacini, collègue du général La Marmora dans le ministère de septembre 1864. Ce livre est intitulé : *Due anni di Politica italiana.*

Digitized by Google

leur appartenait, et il est évident qu'à défaut de la France pour les aider à le faire prévaloir dans les faits, ils saisiraient toutes les occasions pour lui donner carrière et le faire passer dans la pratique. Si la Russie se fût trouvée en guerre avec l'Autriche, l'Italie se fût alliée avec la Russie. Ce fut la Prusse qui entra en lutte; l'Italie s'allia avec la Prusse.

Mais cette alliance était-elle nécessaire pour produire les effets que nous en avons vu tirer? Non. Elle était tellement dans la force des choses, que, sans se concerter, les deux puissances auraient pu tenir la conduite qu'elle ont tenue, faire toutes deux à la fois la guerre à leur ennemi commun. On peut dire qu'entre l'Autriche et l'Italie, l'état de guerre était permanent : le traité de Zurich n'avait que la valeur d'une trêve, et l'Italie le montrait bien, puisqu'elle ne cessait de revendiquer ses droits et de réclamer Venise. D'un autre côté, la Prusse ne cessait de se plaindre de la situation secondaire où la voulait réduire l'Autriche en Allemagne, et de protester contre des tentatives d'absoption qui avaient failli un jour, à Würtzbourg, se traduire en violence armée. Au moment où il parut que, d'une part ou d'une autre, — ce fut de la part de la Prusse, — on était bien résolu d'en finir avec cette situation intolérable, il était sûr que les deux peuples marcheraient ensemble, d'un accord tacite ou déclaré. L'alliance ne fit donc que régulariser une situation existante et donner un corps écrit à une entente préalablement établie dans les faits.

Il serait aussi absurde de récriminer contre les deux gouvernements pour s'être unis dans cette circonstance qu'il serait insensé de blâmer deux hommes qui joindraient leurs efforts pour se débarrasser d'un ennemi. Cette vérité domine tout le débat, et une fois constatée, il n'y a plus place que pour les détails d'exécution et pour l'appréciation des procédés divers mis en œuvre afin d'atteindre le but. Cette manière de poser la question me semble de nature à la simplifier et à ôter beaucoup de leur importance aux divergences qui ont pu se manifester plus tard dans les points de vue; elle réduit à bien peu de chose les difficultés secondaires qui ont pu se faire jour pendant et après la lutte. En somme, les intérêts qui avaient uni les deux peuples se sont trouvés satisfaits de part et d'autre, le but a été atteint, et nous n'aurions dès à présent qu'à en étudier les conséquences si ces points secondaires n'avaient été présentés sous un faux jour et n'avaient servi de considérants à des jugements erronés.

L'Italie, disions-nous, ne pouvait compter sur la France pour conquérir la Vénétie. Il convient de faire une distinction : par les armes, la France ne pouvait rien sans compromettre ses propres

Digitized by Google

intérêts ; mais, par ses bons offices, par des négociations bien conduites, par la persuasion enfin, peut-être pourrait-elle amener l'Autriche à une cession volontaire, qui terminerait les différends séculaires entre l'Italie et l'Allemagne et rendrait à l'Autriche, en même temps que la libre disposition de toutes ses forces, les moyens d'asseoir sur des bases inébranlables sa suprématie dans la Confédération germanique. Cette pensée, qui n'était pas nouvelle, avait pris un corps dans l'esprit du général La Marmora, chef du cabinet italien après la chute du ministère Minghetti. Nous le voyons presque aussitôt se détourner des affaires de Rome et jeter les yeux sur Venise, non pour la conquérir, l'Italie y eût été impuissante, mais pour l'acquérir. Les cabinets des Tuileries et de Saint-James ne refusèrent par de servir d'intermédiaires entre la cour de Turin et celle de Vienne. Mais le gouvernement de l'empereur François-Joseph, qui n'a jamais brillé par un grand esprit politique, repoussa les propositions qui lui étaient faites : « L'Autriche demeura inébranlable dans sa fierté militaire. Elle ne pouvait, disait-elle, abandonner un territoire comme la Vénétie qu'à la suite d'une guerre[1]. » Ceci se passait à la fin de 1864 ; il ne restait d'autre voie au général La Marmora pour accomplir ses desseins sur Venise que d'attendre l'occasion d'une guerre, durant laquelle il trouverait des alliés contre l'Autriche ou qui obligerait celle-ci à céder la Vénétie sans coup férir. Il était aisé dès lors de prévoir le moment où un conflit éclaterait en Allemagne. Déjà, au commencement de 1864, il aurait pu arriver, si la France n'avait pas pris une attitude si sage et si réservée dans la question des duchés de l'Elbe, qu'une guerre éclatât entre elle et l'Allemagne. Dès lors l'Italie serait devenue un auxiliaire naturel de la France ; mais le nuage qui avait un moment assombri l'horizon s'était bientôt dissipé, et l'Italie avait vu ses espérances s'évanouir en même temps que ses dépenses militaires avaient aggravé son déficit. C'était là, en effet, le mauvais côté, le plus mauvais côté de la position de l'Italie : obligée d'être toujours en armes pour être prête à tout événement.

Si la guerre de Danemark n'avait pas fourni l'occasion que guettait l'Italie, elle avait montré que la Prusse était mûre pour la politique d'action, et qu'un jour ou l'autre elle pourrait fournir l'occasion souhaitée. On avait pu remarquer aussi que la bonne entente entre les alliés, vainqueurs du Danemark, pourrait bien n'être pas de longue durée : l'Autriche, qui n'avait fait la guerre que pour empêcher la Prusse d'en recueillir seule les fruits, différait de point de vue avec la Prusse sur les conséquences à donner au traité de

[1] *Le général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

Digitized by Google

Vienne. La manière de voir des deux gouvernements était une source continuelle de difficultés entre eux, et l'année 1865 s'ouvrit sous des auspices favorables en apparence aux arrière-pensées de l'Italie. Néanmoins ce serait aller beaucoup trop loin que de prétendre que ce fut en prévision des événements qui se préparaient en Allemagne que le général La Marmora fut choisi par le roi Victor-Emmanuel, en septembre 1864, pour former un ministère. Ce sont là de ces imaginations qui ne viennent qu'après coup à ceux-là mêmes qui ne croyaient pas la guerre possible le jour où elle éclatait.

Mieux placé qu'eux pour savoir le fond des choses, et doué de cet instinct politique que développe parfois dans les hommes un ardent patriotisme, le général La Marmora avait depuis longtemps la prévision qu'un jour la Prusse deviendrait l'instrument le plus efficace de l'achèvement de l'Italie. Grand admirateur de l'organisation militaire de la Prusse, il s'était efforcé, — bien infructueusement, on le vit plus tard, — d'imiter cette organisation dans le Piémont d'abord, quand il en fut ministre, en Italie ensuite, lorsque son intelligence et son noble caractère lui eurent donné dans le royaume agrandi la haute influence dont il était si digne à tous les points de vue. Ce goût du général La Marmora pour les institutions militaires de la Prusse n'avait pourtant pas diminué son penchant pour la France, car l'auteur de l'ouvrage, qui nous révèle les pensées du général sur ce point et qui paraît être dans ses confidences, nous affirme qu'il est en Italie « le plus chaud partisan de l'alliance française. » C'est donc forcer beaucoup le sens du mot et se tromper complétement dans l'appréciation des événements, que d'induire, de la « prussomanie » du général, qu'il fît passer avant tout son projet d'alliance avec la Prusse. Il sera aisé de voir par la suite qu'il y était, comme son pays, porté par le courant et attaché par les circonstances. Il voyait à la tête des affaires, en Prusse, un homme d'un génie supérieur, hardi dans ses conceptions, résolu dans ses projets, inébranlable dans leur exécution, marchant droit au but, habile à déjouer par sa franchise la finesse vulgaire de la diplomatie contemporaine. Il était évident pour tout esprit éclairé qu'un pareil homme, en de pareilles circonstances, s'efforcerait de replacer son pays dans une situation plus forte et plus indépendante en Europe, et de lui assurer en Allemagne sinon une absolue prépondérance, du moins une position moins précaire devant l'Autriche, plus en rapport avec l'état d'avancement des contrées du Nord et avec l'importance de sa population allemande.

Les espérances que le général La Marmora avait pu concevoir, s'étaient fortifiées encore par les bons rapports qui s'étaient peu à peu établis entre l'Italie et la Prusse depuis que celle-ci,

Digitized by Google

sans se préoccuper de déplaire à l'Autriche, avait reconnu le royaume italien. Cet acte important, si grave chez un confédéré de l'Autriche, avait bien effacé les dissentiments qui avaient pu exister naguère entre les deux gouvernements, lorsque le comte Brassier de Saint-Simon, organe d'un autre ministère et d'une autre politique, était venu lire à M. de Cavour une note sur les annexions un peu trop rapides du Piémont. On en était encore là, à cette époque, de ne voir dans ce qui se passait en Italie qu'un agrandissement du Piémont. L'image du fameux artichaut mangé feuille à feuille par la maison de Savoie troublait les cerveaux les plus sains et les empêchait de saisir le vrai sens du mouvement italien. Toujours est-il qu'en 1864, les idées avaient complétement changé à cet égard. Le royaume italien avait été reconnu par le plus grand nombre des puissances; la Prusse lui avait donné ce haut témoignage de sympathie, et, à sa suite, plusieurs autres confédérés de l'Autriche avaient suivi son exemple. Il devenait possible de traiter avec l'Italie, et, en effet, il se négociait à Berlin un traité de commerce entre l'Italie et le Zollverein, qui avait tout lieu de déplaire au cabinet de Vienne. Chose remarquable, aujourd'hui que tout est fini et que l'alliance prusso-italienne a porté ses fruits, on semble, au delà des Alpes, vouloir démontrer qu'en s'alliant à la Prusse, l'Italie faisait un acte de condescendance, qu'elle abdiquaît ses griefs et bravait les répugnances de l'opinion publique. On rappelle que, pendant la guerre du Sleswig, la Prusse avait temporairement garanti l'Autriche de toute attaque du côté du Mincio; je pense qu'il suffisait d'un avertissement à l'Italie pour qu'elle ne vînt pas troubler les deux puissances dans une œuvre qui devait lui être un jour si profitable; je pense également qu'une division détachée de l'armée autrichienne n'affaiblissait pas celle-ci au point de laisser prise sur le quadrilatère. Ce sont là de mesquines récriminations, qui ne peuvent en aucune façon être mises dans la balance avec les concessions grandes et les avantages réels que la Prusse faisait à l'Italie en reconnaissant toutes les annexions et en préparant avec elle un traité de commerce qui devait être le prélude d'un accord politique, en même temps qu'il entraînait la reconnaissance du royaume d'Italie par la Bavière et la Saxe : c'étaient là des actes d'une tout autre signification et d'un intérêt plus effectif qu'une revue de la garnison de Vérone passée à côté de Benedek par le prince royal de Prusse.

Le bon esprit du général La Marmora ne s'y méprit pas, et, bien que les négociations pour le traité de commerce eussent été interrompues au mois d'août 1864, bien que les conventions du Zollverein eussent été renouvelées, entre les Etats qui en faisaient partie, le

Digitized by Google

12 novembre de la même année, et eussent créé une situation moins favorable à l'Italie, le cabinet de Turin n'hésita pas à rouvrir les pourparlers, qui aboutirent à un traité entre les deux Etats. L'empressement qu'il y mit s'accorde mal avec la réserve et le dédain qu'on lui prête aujourd'hui, et c'est avec raison qu'un homme d'Etat italien y voit le point de départ des événements de 1866 [1].

« Le général La Marmora s'apprêtait à sonder les intentions du cabinet de Berlin au sujet d'une alliance éventuelle contre l'Autriche, lorsqu'il fut devancé par M. de Bismark, qui lui fit faire des ouvertures verbales sur le même objet. C'était au commencement d'août. Le général La Marmora répondit tout de suite, verbalement aussi, que les sentiments du gouvernement italien envers l'Autriche étaient trop connus pour qu'on pût douter de son empressement à entrer dans toute combinaison favorisant l'accomplissement d'un programme qui n'était un secret pour personne. » Ainsi s'exprime l'écrivain qui semble être le dépositaire des pensées du général La Marmora. Ici l'on voit le chef du cabinet italien se précipiter pour ainsi dire sur l'occasion qui lui est offerte. Il n'attend pas la réponse de M. de Bismark pour se mettre en mesure de faire face aux événements. Le ministre de la guerre, un des hommes les plus distingués du vieux Piémont, qui jouissait auprès du président du conseil d'une confiance bien méritée, le général Pettitti, fut mis dans le secret et chargé de tout préparer en vue d'une campagne prochaine. Néanmoins, on se borna à envoyer des officiers étudier sur place les endroits faibles de l'ennemi et s'enquérir des forces qu'il pouvait opposer à l'Italie. « Le gouvernement italien, dit l'historien de l'*Alliance prussienne*, ne pouvait s'engager dès lors dans la voie des armements sans s'exposer à faire avorter complétement ses desseins. » Il en était encore aux « préliminaires, » lorsqu'il apprit qu'une convention qui réglait le *condominium* des duchés de l'Elbe entre la Prusse et l'Autriche venait d'être signée à Gastein. L'Italie, on le voit, n'avait fait jusque-là que des préparatifs insignifiants, et les officieux qui prennent ici sa défense altèrent la vérité lorsqu'ils prétendent que le chef du cabinet prussien avait perfidement entraîné l'Italie dans des dépenses ruineuses. Il n'y avait eu de la part de la Prusse que des ouvertures. Il n'y eut du côté de l'Italie que des « études préliminaires. »

Nous avons montré à quel point de tension en étaient venues les relations des deux puissances allemandes. Nous aurons tout dit en ajoutant qu'on fut un moment aussi près de la guerre qu'on pouvait le désirer en Italie, et qu'on le fut dix mois plus tard, au mois

[1] Jacini, *Due anni di Politica italiana.*

Digitized by Google

de mai 1866. Si elle n'éclata point, c'est que l'Autriche consentit, à la dernière minute, à modifier le système d'occupation des duchés. Ce fut, dit-on, un grand désappointement pour le général La Marmora de voir que la guerre qu'il attendait et qu'on lui avait promise lui échappait. On l'avait encouragé à faire des armements; l'Italie s'était épuisée en dépenses militaires; puis, tout à coup, il s'apercevait que ces dépenses avaient été faites en pure perte : quelle trahison! Pourquoi M. de Bismark avait-il manqué à sa parole? Pourquoi n'avait-il pas déclaré tout de suite la guerre à l'Autriche? Il eût été si commode pour l'Italie de mettre à profit ses petits préparatifs? Ce n'est pas le général La Marmora qui parle ainsi, ni l'écrivain consciencieux qui s'est institué son défenseur, ni personne en Italie. Pour voir exprimer de pareilles idées, il faut rester en France et parcourir les écrits qui accusent précisément M. de Bismark d'avoir fomenté la guerre en 1866. Comme on voit bien qu'il ne s'agit pas de dégager la vérité, mais au contraire de la rendre inaccessible aux esprits inattentifs!

Il est donc bien entendu que M. de Bismark a manqué à tous ses devoirs en ne consultant pas le général La Marmora et l'état des ressources de l'Italie avant de signer la convention de Gastein. Voyez-vous la duplicité de ce ministère qui laisse faire à l'Italie « les armements considérables » dont le confident du général La Marmora vient de nous faire mesurer l'importance, et tout à coup trompe son attente en s'arrangeant avec son allié! Hélas, il faut bien l'avouer, c'était la destinée de l'Italie de s'épuiser en dépenses militaires tout le temps qu'elle n'aurait pas Venise, puisqu'il était dans sa nature de la convoiter. Si l'Italie avait voulu dès le premier jour, après ses aciles annexions, « abandonner l'espoir et les vastes pensées » pour s'occuper de mettre d'aplomb ses finances, elle n'eût pas été réduite à interroger avec tant d'anxiété l'horizon politique et eût attendu plus patiemment l'occasion propice.

Cette occasion se présenta pourtant, et l'Italie, malgré la déception de Gastein, se garda de la laisser échapper. Le général La Marmora avait l'instinct qu'une solution était proche, et il se croyait appelé à la donner. Peut-être, puisqu'il avait cette intuition, eût-il pu s'épargner une démarche qu'il crut pouvoir faire directement à Vienne. Nous disons directement, parce que, cette fois, le chef du cabinet italien n'eut plus recours à un gouvernement étranger pour faire ses ouvertures. « Il fit choix, pour cette mission non officielle, d'un homme qui avait à Vienne de grandes relations et qui se trouvait ainsi en mesure d'y préparer favorablement le terrain pour des négociations diplomatiques à entamer. » Cet envoyé, qui n'était pas un agent de M. de Rothschild, comme on l'a prétendu

Digitized by Google

plaisamment ici[1], obtint un succès relatif auprès des hommes politiques de la cour d'Autriche, mais il ne put vaincre la résistance de la cour elle-même. « Elle se faisait un point d'honneur militaire de ne pas céder la Vénétie sans combat. » C'était la même réponse qui avait été faite naguère aux cabinets de Saint-James et des Tuileries ; c'était celle que M. de Mensdorff devait faire plus tard, à la veille de la guerre, lorsqu'on lui proposait d'entrer en conférence. Devant cette obstination « chevaleresque, » le général La Marmora dut s'arrêter et reconnaître qu'il avait fait fausse route. On ne saurait le blâmer toutefois d'avoir essayé, avec tant de persévérance, d'acquérir la Vénétie sans faire couler le sang. Ce fut une illusion de croire qu'un gouvernement tout militaire, comme celui de l'Autriche, céderait à des considérations purement morales et politiques. L'intérêt même qu'y aurait trouvé l'Autriche n'était pas suffisant pour triompher de ses répugnances. Il fallait une hécatombe humaine pour qu'elle se crût en droit d'abandonner une province qui ne lui appartenait ni par le sang, ni par la langue, ni par la géographie. Nous ne jugeons pas cette manière de voir, nous l'exposons seulement, pour que ceux que n'a jamais atteints l'oppression étrangère et qui n'ont jamais mangé « le pain de l'exil » puissent féliciter l'Autriche sur le caractère de ses « chevaleresques » sentiments.

Avant que l'année 1865 ne fût achevée, le général La Marmora avait pris son parti de sa défaite sur le terrain des acquisitions pacifiques, car le roi Victor-Emmanuel, en ouvrant à Florence, le 18 novembre, la seconde législature du royaume italien, disait : « Un changement profond, inévitable, est en train de s'opérer parmi les peuples européens. L'avenir est entre les mains de Dieu. Si, pour l'achèvement des destinées de l'Italie, devaient surgir de nouvelles épreuves, je suis sûr qu'une fois encore ses fils valeureux se réuniraient autour de moi. » Evidemment le roi d'Italie ne comptait plus que sur son épée pour achever l'œuvre de 1859. « On applaudit, ajoute l'historien de l'*Alliance prussienne,* après avoir cité le passage du discours royal, mais on ne saisit pas toute la portée de ces paroles. » M. de Bismark non plus n'avait pas toujours été compris lorsqu'il parlait devant les Chambres de Berlin. Quelques jours après, la chambre de Florence repoussait les mesures financières du ministère La Marmora. Le général, pourtant, ne voulut

[1] On a raconté que M. Horace Laudau aurait été chargé par le gouvernement italien de négocier l'acquisition de la Vénétie, moyennant finance, avec la cour de Vienne. C'est une plaisante invention. Quel homme sérieux peut croire qu'un gouvernement ait confié une semblable mission à un employé de maison de banque? Si, plus tard, à la veille de la guerre, M. Laudau crut pouvoir, de son chef, tirer parti de la situation et proposer à Vienne un marché où il aurait eu sans doute sa commission, ce n'est pas là un fait dont l'histoire puisse s'enrichir.

Digitized by Google

pas quitter le pouvoir. Il se sentait dépositaire d'un grand secret et l'instrument d'une grande action. Ceux qui approuvent le chef du cabinet italien de n'avoir pas cédé à la pression du Parlement sont-ils bien venus de faire un crime à M. de Bismark pour avoir tenu dans des circonstances autrement difficiles une conduite analogue? Ces deux hommes se sentaient investis, bien que dans une mesure différente, d'un droit qui primait en ce moment les droits, si respectables d'ailleurs, du pouvoir parlementaire. Il y eut toutefois cette différence entre les deux hommes d'Etat et les deux pays, que d'un côté on passa outre, ce qui conduisit l'armée prussienne à Sadowa, et que de l'autre on dut courber la tête, ce qui mena aux défaites de Custozza et de Lissa. De ce rapprochement nous ne voulons pas tirer cette conséquences que l'arbitraire et le dédain des formes parlementaires soient préférables à leur respect et à l'exercice régulier du gouvernement constitutionnel; nous voulons seulement montrer que si des deux côtés la représentation nationale fut aveugle, les conséquences en furent différentes en raison de la différence des milieux et des caractères. Frappé dans ses œuvres vives, le ministère italien ne put se reconstituer qu'à la condition de réaliser de nouvelles réductions de dépenses dans l'armée, précisément au moment où on allait avoir de celle-ci le plus grand besoin. A neuf millions d'économies que le général Petitti avait déjà réalisés on voulut qu'il ajoutât encore onze millions. C'était demander une diminution d'environ quarante mille hommes sur l'effectif. Il n'en faut pas davantage, suivant nous, pour expliquer les échecs qu'eurent bientôt à subir les armes italiennes.

M. Jacini, dans son remarquable ouvrage [1], exprime la pensée que cette fâcheuse et inopportune réduction de l'armée eut pourtant son bon côté, « en ce qu'elle mit la Prusse en demeure, si elle voulait faire la guerre, de se hâter, de peur qu'un plus long atermoiement ne lui permît plus de trouver son alliée éventuelle en mesure de lui offrir son appui. » Nous ne pouvons nous payer d'une semblable raison. Ce n'était pas en Italie que s'agitait la question de paix ou de guerre, mais en Allemagne. Il était loisible à l'Italie d'ouvrir ou de ne pas ouvrir les hostilités pour s'emparer de la Vénétie. Une chose était certaine : c'est que l'Autriche n'attaquerait pas l'Italie. Il n'en était pas de même en Allemagne. La lutte, conjurée en 1865, ne pouvait plus être ajournée. Elle s'imposait avec une égale nécessité aux deux parties. L'Autriche avait de bonnes raisons pour la vouloir, puisqu'elle prétendait maintenir sa suprématie et même lui donner une assiette plus large et plus solide ; la Prusse la voulait également,

[1] *Due anni di politica italiana.*

Digitized by Google

puisqu'elle prétendait échapper à cette suprématie et faire au contraire reconnaître la sienne, qui lui paraissait plus légitime. Chacune des deux puissances poursuivait un but identique, dont elles ne pouvaient s'approcher qu'en se heurtant. L'Autriche avait déjà plusieurs fois failli l'atteindre, et, depuis la conférence de Würtzbourg, on pouvait craindre à chaque instant une agression de sa part. La Prusse n'était donc pas maîtresse des événements; ils pouvaient éclater sur sa tête, et ils éclatèrent en effet le 11 juin 1866, lorsque l'Autriche proposa à la Diète et fit voter par elle, le 14, la mobilisation des corps fédéraux contre la Prusse. S'il ne dépendait pas de celle-ci de hâter ou de reculer l'heure de la lutte, quelle influence les déterminations de l'Italie pouvaient-elles avoir sur ses résolutions? Le jour où il plairait à l'Autriche d'ameuter les Etats contre elle, il fallait bien qu'elle se résignât à la guerre, dût-elle se trouver seule devant tous ses ennemis. M. de Bismark, dont le regard profond avait pénétré jusque dans les plus intimes replis du cœur allemand et avait su y lire ce qu'il se cachait à lui-même, la promesse de victoire; M. de Bismark, qui sentait derrière lui une armée vaillante et parfaitement organisée, n'avait aucun intérêt à retarder la lutte. Tout l'invitait au contraire à la précipiter : l'état de l'Allemagne, celui de l'Europe et jusqu'à «la neutralité attentive» du voisin; tout lui disait de profiter des avantages d'un système militaire bien ordonné et d'un premier moment de surprise. Que l'Italie voulût ou ne voulût pas joindre ses armes à celles de la Prusse, la guerre n'en eût pas moins eu lieu, et j'ajoute qu'elle ne se serait pas faite dans des conditions sensiblement différentes de celles qui présidèrent à la campagne de 1866. Nous aurons, chemin faisant, à en donner des preuves. Ce qu'il nous importait d'établir dès ce moment, c'est que la guerre était *facultative* pour l'Italie et *obligatoire* pour la Prusse. Cette différence radicale dans la situation des deux futurs alliés est de nature, si l'on y prend bien garde, à éclairer la plupart des faits qui vont suivre, à faire cesser bien des malentendus et à dissiper surtout une équivoque qui, nous le disons avec regret, dure encore après plus de deux ans écoulés, à savoir que la plus obligée des deux puissances en cette affaire fut la Prusse, et que sans l'Italie la guerre devenait impossible, impossible dans tous les cas la victoire de Kœniggrætz. Nous nous croyons en mesure de démontrer que ce sont là deux erreurs qui ne résistent pas à un examen approfondi.

Nous n'avons plus à retracer les incidents qui se sont succédé en Allemagne durant les premiers mois de 1866. Nous les avons déjà groupés, et assez brièvement, pour qu'on ait pu en saisir le vérita-

Digitized by Google

ble sens d'un coup d'œil [1]. Nous limitons cette fois notre exposé aux seules relations qui se sont établies en vue de la guerre entre la Prusse et l'Italie.

Nouées en août 1865, au moment où la guerre paraissait imminente en Allemagne, elles furent interrompues par la convention de Gastein, puis tout à fait abandonnées par le général La Marmora qui crut pouvoir, sous le commandement de la situation, négocier directement avec Vienne. Elles furent reprises dans les premiers jours de mars suivant par M. de Bismark, « au moment même où le chef du cabinet italien allait faire lui-même de nouvelles ouvertures [2]. » Il commençait à s'apercevoir qu'il pourrait bien se passer quelque chose de sérieux en Allemagne. Sa démarche auprès de la cour d'Autriche avait été une faute ; elle n'avait eu d'autre résultat que de rendre l'Italie suspecte à la Prusse. Elle ne pouvait être justifiée par la convention de Gastein, puisque tout le monde s'accorde à reconnaître que cette convention, comme l'a dit M. Thiers, n'était qu'un « temps de répit ». Ce n'est pas un homme habitué aux affaires, comme le général La Marmora, qui pouvait s'y méprendre. Pour donner à cette démarche son véritable caractère, il faut dire que le chef du cabinet italien avait conçu l'espoir que l'Autriche, sous la pression des événements qui se préparaient en Allemagne, finirait par céder la Vénétie à prix d'argent. Le calcul ne manquait pas de justesse : l'Autriche y aurait trouvé la liberté de ses mouvements et une grosse somme pour suppléer au dénûment de son Trésor ; mais il avait ce grave inconvénient d'altérer, dès l'origine, la sincérité des rapports entre le gouvernement de Florence et celui de Berlin. On sent désormais peser sur leurs relations une défiance réciproque, uniquement engendrée par la faute du général La Marmora, et qu'il ne peut guère imputer qu'à lui-même. La pensée d'un marché qui épargnerait la guerre domine toujours l'attitude du général, jusqu'au jour où le traité avec la Prusse est signé [3] ; la pensée qu'un tel marché est possible domine toujours l'attitude de M. de Bismark, même quand le traité est signé. Sous l'empire de ces observations, la suite des négociations apparaît sous son vrai jour avec une clarté saisissante.

C'est au comte de Barral, ministre du roi Victor-Emmanuel à Berlin, que M. de Bismark s'adresse pour savoir si l'Italie serait toujours dans l'intention de s'unir à la Prusse, dans le cas d'un con-

[1] Voir dans notre première étude le chapitre : *la Réforme fédérale.*

[2] *Le Général La Marmora et l'Alliance prussienne.*

[3] Cela est si vrai que, même le traité signé, M. Laudau, pour son compte personnel, et sans mission d'aucune sorte, croyait encore un marché possible et négociait à Vienn pour l'obtenir.

Digitized by Google

flit avec l'Autriche. Après les tentatives qu'avait faites à Vienne le chef du cabinet de Florence, il était naturel de sonder d'abord ce terrain mouvant de la politique italienne. Le général attendait cette ouverture ; il ne la recherchait pas, dit-on ; « il était parfaitement convaincu que la Prusse n'oserait jamais se mesurer avec l'Autriche avant de s'être assuré une alliance avec l'étranger. » Evidemment le général n'avait pas lu l'histoire de Frédéric II. Le grand admirateur de l'armée prussienne reprenait à celle-ci une partie de son ancienne estime, et M. de Bismark, malgré ses « témérités », lui apparaissait comme un homme timide. Cette fausse appréciation des choses et des hommes se manifeste dès la reprise des négociations. Dans la pensée du général, la Prusse, pour ses desseins, ne peut se passer de l'Italie. Il ne se demande pas si l'Italie, pour les siens, peut se passer de la Prusse. Il intervertit les rôles et, au moment où on lui pose cette question : si l'Italie, revenue de ses erreurs, est de nouveau disposée à faire la guerre à l'Autriche, le général répond « qu'on le trouverait toujours prêt à entrer en toutes négociations ayant pour but de combattre la puissance autrichienne ; » ce qui n'était pas rigoureusement exact, puisqu'il avait récemment essayé de s'accommoder avec elle. Il ajoutait « qu'avant de s'engager dans une négociation, il désirait savoir jusqu'à quel point l'Italie pouvait compter sur le concours de la Prusse. » L'esprit italien, qui parlait par la bouche du général La Marmora, s'était trop habitué à voir faire par l'étranger les affaires de l'Italie.

Nous sommes loin du *fara da se* du roi Charles-Albert. On se figurait à Florence que c'était faire trop d'honneur à la Prusse que de lui permettre « d'achever » l'Italie. En suivant le cours de ces négociations, nous nous demandons par moments quelle impression devait faire cette prétention italienne sur l'esprit net et précis de M. de Bismark. Combien de fois il dut être tenté d'interrompre les pourparlers et de laisser l'Italie se faire par elle-même ! Néanmoins, sur la réponse du général La Marmora, il exprima le désir « qu'on envoyât à Berlin, pour être adjoint à M. de Barral, un homme versé à la fois dans l'art militaire et dans la diplomatie, qui pût éclaircir tous les points sur lesquels le gouvernement prussien croyait devoir demander des explications, et pour donner une forme concrète aux accords qui pourraient éventuellement être établis entre Berlin et Florence moyennant des télégrammes chiffrés[1]. » Le chef du cabinet prussien, sans s'arrêter à la forme que le chef du cabinet italien voulait imprimer aux négociations, visait à les amener sur le terrain pratique.

[1] *Le général La Marmora et l'alliance prussienne.*

Digitized by Google

A la suite de cette entente préalable, le général Govone, qui jouissait de la confiance du général La Marmora, fut envoyé à Berlin. Il était muni d'une lettre pour M. de Barral qui expliquait sa mission. « Vous le savez, M. le ministre, disait cette lettre, écrite sous l'empire des idées que nous avons constatées ; nos résolutions dépendent de celles que la Prusse pourra prendre, des engagements qu'elle est disposée à contracter, de la portée enfin du but qu'elle poursuit. Si la Prusse est prête à entrer résolûment et *à fond* dans une politique qui assurerait sa grandeur en Allemagne ; si, en présence de la persistance de l'Autriche à suivre une politique d'hostilité envers la Prusse et envers l'Italie, la guerre est une éventualité réellement acceptée par le gouvernement prussien, si l'on est disposé enfin à Berlin à conclure avec l'Italie des accords effectifs en vue de buts déterminés, nous croyons le moment venu pour la Prusse de s'en ouvrir franchement avec nous, et nous sommes prêts à entrer avec elle dans un échange de communications qui lui prouvera combien nos dispositions sont sérieuses. » A vrai dire, il n'y avait guère que cela de sérieux, et encore ces dispositions ne prirent-elles décidément ce caractère que le jour où l'on vit à Florence qu'il était impossible d'amener la Prusse « à faire la guerre pour une idée, » c'est-à-dire uniquement pour assurer des avantages à l'Italie. Toutefois, il était facile de lire entre les lignes et de voir combien le gouvernement italien était désireux que la Prusse entrât résolûment et *à fond* dans une politique qui assurerait.... la Vénétie au royaume italien.

Cette lettre est du 9 mars, et le même jour, M. Pepoli interpellait le ministère à la Chambre pour savoir si, dans la situation présente, le gouvernement ne songeait pas enfin à prendre ses mesures et à profiter de l'occasion. On a voulu découvrir dans cette interpellation du marquis Pepoli une instigation du gouvernement français en vue de secouer la nonchalance du général La Marmora. L'auteur de l'*Alliance prussienne* laisse assez bien entendre que cette pensée est la sienne. Nous croyons qu'il suffit d'interroger les dates pour dissiper ce que nous considérons comme une erreur. C'est, dit-on, dans un conseil des ministres tenu à Berlin le 28 février que fut prise la détermination de demander à l'Italie son concours éventuel. Ce n'est donc que le 1er mars que M. de Bismark a pu faire ses premières ouvertures à M. de Barral, et c'est le 9, après un échange de dépêches, que le général Govone est expédié de Florence. On n'avait pas perdu de temps et l'on ne pouvait en ce moment raisonnablement accuser le cabinet italien de lenteur. Quelque désir qu'il pût avoir d'une guerre en Allemagne, le gouvernement français, très au courant de tout ce qui se passait, ne pouvait songer à préci-

Digitized by Google

piter davantage les événements. Ce soin était inutile ; d'où il faut conclure qu'il ne fut pas pris. Il n'était pas nécessaire que le marquis Pepoli fût excité par le gouvernement des Tuileries pour qu'il prît occasion d'interpeller le ministère sur une question qui intéressait en ce moment tous les esprits en Italie. Le Parlement, après avoir commandé des économies sur la guerre, commençait à s'apercevoir qu'il avait mal choisi le moment et qu'il ne serait pas inopportun de revenir sur ses pas. L'interpellation du marquis Pepoli, si naturelle et si parfaitement conforme aux sentiments qui agitaient alors les esprits, jeta le général La Marmora dans un profond étonnement. Il semble pourtant, lorsqu'on examine de près tous ces incidents, que le chef du cabinet eût dû s'en féliciter au lieu de s'en étonner, et il n'est pas douteux que dans un pays habitué aux exercices parlementaires, comme l'Angleterre, loin d'attendre qu'une telle question lui fût posée à son insu, le chef du cabinet en eût confié l'initiative à l'un de ses amis. Dans tous les cas, il n'eût pas répondu d'un ton de mauvaise humeur et presque de colère, ce qui trahissait trop les préoccupations qu'il aurait voulu cacher. Il aurait dit que, dans ces circonstances, d'une gravité exceptionnelle, il lui était impossible de répondre à une question inopportune ; ou bien, s'armant de courage, il aurait marché droit à l'ennemi et aurait réclamé, pour une guerre devenue inévitable, les millions qu'on l'avait forcé d'économiser sur les dépenses de l'armée. Mais, le général l'avoue, il avait peur ; le soldat qui a bravé cent fois la mort sur les champs de bataille sentait trembler en lui l'homme politique. Il avait voulu récemment tirer profit de la guerre qui menaçait l'Autriche en Allemagne ; il craignait maintenant que la Prusse ne voulût tirer parti d'une guerre menaçante pour l'Autriche en Italie. Il s'était même bénévolement persuadé que si l'Autriche avait signé la convention de Gastein, ce n'avait été que sous la menace d'une alliance de la Prusse avec l'Italie.

Cette erreur, qui devait entraîner tant de fautes, était du reste partagée par beaucoup d'hommes politiques au delà des Alpes. Un écrivain distingué, M. Bonghi, manifeste les mêmes craintes dans un écrit spirituel inséré dans une revue italienne[1]. Il y a lieu de croire qu'il n'exprimait pas une opinion purement personnelle lorsqu'il écrivait, le 30 mars : « Nous allons jusqu'à croire que ni l'un ni l'autre des deux gouvernements n'a la ferme confiance que, une fois le traité conclu, son allié lui resterait fidèle jusqu'au bout. Ils ont plutôt l'air de deux individus qui se regardent en dessous, se poussent du coude, et trouvent chacun à part soi que l'autre pour-

[1] *La Nuova Antologia italiana.*

Digitized by Google

rait bien lui tirer les marrons du feu et l'empêcher de se brûler les doigts. Le marron tiré, ira-t-on s'enquérir si le marron de l'autre ne reste pas sur les charbons? Aucun des deux ne voudrait jurer que son compagnon en prendrait le souci. Or, *le marron de la Prusse est beaucoup plus facile à tirer que le nôtre*, et le trop de hâte que nous témoignerions afin de lui venir en aide pourrait lui profiter bien plus qu'à nous. » Je reconnais bien là l'esprit italien, je ne reconnais pas son sens politique. A qui persuadera-t-on que « le marron italien » fût plus difficile à tirer que « le marron prussien », aujourd'hui surtout que les faits ont parlé? L'événement a prouvé qu'il était plus aisé de tirer la Vénétie des griffes de l'Autriche que de faire sortir celle-ci de la Confédération. L'Autriche, qui ne réclamait, pour céder la Vénétie, qu'une satisfaction donnée à « son honneur militaire », n'était pas disposée à faire si bon marché de ses intérêts en Allemagne. Il fallait des victoires pour tirer du feu « le marron prussien »; pour manger « le marron italien », il suffit de défaites.

L'étonnement du général La Marmora à l'interpellation du marquis Pepoli ne fut pas si grand que le chef du cabinet ne crût devoir prendre quelques-unes des mesures qui lui étaient conseillées. Néanmoins les négociations avec Berlin suivaient une marche lente et difficile. Pendant que les relations entre l'Autriche et la Prusse s'aggravaient de jour en jour, on en était encore à Florence à demander, avant de s'engager, que la Prusse s'obligeât, en tout état de causes, à faire la guerre à l'Autriche. C'était là une exigence que M. de Bismark, si « téméraire » qu'il fût, ne pouvait admettre. Nous avons déjà dit que l'heure de la guerre ne dépendait pas de lui, et qu'avant de porter un si grand trouble au milieu de l'Europe, il avait aussi à tenir compte et des intérêts et des sentiments qu'elle pouvait froisser chez ses voisins. Il lui fallait une circonspection plus grande encore qu'à l'Italie; si l'Italie pouvait impunément franchir le Mincio, sûre qu'elle était que ni la France ni la Prusse ne laisseraient l'Autriche la repousser plus loin que ses dernières frontières, il n'en était pas de même de la Prusse, qui, une fois la lutte engagée, pouvait perdre ses plus riches provinces sans que la France voulût, sans que l'Italie pût lui porter aucun secours. Sous l'empire de cette situation et, en outre, par cette raison très simple que la Prusse était la plus forte et en réalité la seule des deux puissances engagée dans un péril, elle devait dicter les termes du traité à intervenir et non les laisser dicter au cabinet de Florence. On ne peut blâmer le général La Marmora d'avoir cherché jusqu'au dernier moment à conserver à son pays une complète indépendance d'action et une sorte de prépondérance dans l'alliance des deux

Digitized by Google

ats ; mais l'historien peut se demander s'il n'eût pas mieux valu, ıt en sauvegardant la dignité de son pays, en venir tout de suite ın arrangement qui ne pouvait finalement être accepté par la usse que dans les conditions auxquelles le chef du cabinet italien ıit par souscrire. En ce moment encore, M. de Bismark, résolu, ıant à lui, à la guerre, trouvait encore des résistances à ses desins jusqu'au sommet du pouvoir. On en a conclu qu'il fallait agir, ı côté de l'Italie, avec une extrême circonspection, même avec ·fiance. Nous croyons précisément le contraire. Il fallait, si l'on ·sirait fermement conquérir la Vénétie, montrer un peu de cette ırdiesse dont M. de Bismark était si prodigue, forcer, en un mot, situation à s'accuser dans le sens de la guerre. Si l'Italie eût agi ès lors avec résolution, elle se fût probablement épargné bien des ɔuleurs. Au lieu de cela, elle qui n'avait rien à perdre et tout à ıgner, elle hésitait encore à s'abandonner à la fortune et à comléter ses destinées, qu'elle tenait dans sa main. Qu'était devenue ı hardiesse de M. de Cavour? L'Italie était-elle retournée si loin ı arrière qu'il fallût, pour caractériser sa conduite, évoquer le ɔuvenir de Fabius Cunctator?

Dans les dernières instructions que le général La Marmora adresait, le 3 avril, au comte de Barral et au général de Govone, l'hésitaion se fait encore sentir. Il accordait bien que les « deux souverains, ıimés du désir de donner à la paix générale de plus solides garanies, tenant compte des besoins et des aspirations légitimes de eurs nations, concluaient une alliance ayant pour but : 1° de mainenir, et, s'il le fallait, même par les armes, les propositions faites ɔar Sa Majesté prussienne pour la réforme de la constitution fédérale dans un sens conforme aux besoins de l'Allemagne ; 2° d'obteıir la cession au royaume d'Italie des territoires italiens soumis à l'Autriche. » Mais, tout entier à cette idée que la Prusse n'accomplit envers l'Italie qu'un devoir, et que c'est celle-ci qui va aider la Prusse à sortir de la serre autrichienne, il ajoute : « Le Piémont commença en 1859, avec le généreux concours de la France, l'œuvre de la délivrance du territoire italien. Nous souhaitons que, dans un avenir prochain, il soit donné à l'Italie d'achever cette œuvre, peut-être par une guerre d'indépendance soutenue aux côtés de la puissance qui représente en Allemagne les mêmes principes qu'elle, le principe des nationalités et le développement des destinées du peuple germanique. Parmi les solutions proposées, surtout dans ces derniers temps, pour la question vénitienne, celle-ci, mieux que toute autre, nous permet de rester dans la logique de notre situation politique et internationale, de conserver nos alliances naturelles, même les plus lointaines. Nous serons heureux d'*aider* la Prusse à

Digitized by Google

résister aux desseins de l'empire autrichien, en se plaçant décidément à la tête du parti national, en convoquant ce Parlement dont la réunion est depuis tant d'années l'objet des vœux de l'Allemagne, et en *assurant* à ce pays, ainsi que cela est arrivé en Italie, le progrès des institutions libérales par l'exclusion de l'Autriche. » Il est clair, après ces paroles, que c'est l'Italie qui va délivrer la Prusse de l'Autriche. Nous aimons la fierté chez les représentants des nations devant l'étranger, et ce langage ne mériterait que des éloges s'il ne se rattachait à des idées préconçues, dont nous avons à plusieurs reprises montré le peu de fondement.

On discute encore pendant quelques jours si le traité sera un *traité d'alliance offensive et défensive*, ou, plus simplement, un *traité d'alliance et d'amitié*. Enfin, on passe à Berlin sur la question de forme; ce sera un traité d'alliance offensive ou défensive, et, l'on y fait figurer les stipulations suivantes : « Si le roi de Prusse était obligé de prendre les armes pour faire prévaloir ses propositions de réforme fédérale en Allemagne, le roi d'Italie, dès qu'il serait averti par la Prusse et que celle-ci *aurait pris l'initiative des hostilités*, déclarerait la guerre à l'Autriche. A partir de ce moment, la guerre serait poursuivie par les deux puissances avec toutes leurs forces, et ni la Prusse ni l'Italie ne concluraient de paix ou d'armistice sans consentement réciproque. Ce consentement ne pourrait être refusé lorsque l'Autriche ne s'opposerait plus à laisser l'Italie s'annexer le royaume lombardo-vénitien, et la Prusse les territoires équivalents voisins de ses frontières. » L'Italie, devenue depuis peu si réservée, craint de mettre un pied devant l'autre. Elle ne s'engagera que pour trois mois. Si, trois mois après la signature, la guerre n'est pas commencée, l'Italie rentrera dans sa liberté d'action. Passé ce délai, l'Italie, si la guerre avait éclaté en Allemagne, aurait-elle renoncé à s'emparer de la Vénétie? Assurément non. Conçu dans ces termes, le traité n'avait pas une grande importance et ne modifiait pas sensiblement la situation. Il est vrai de dire que les plénipotentiaires italiens n'avaient pas obtenu tout ce qu'ils désiraient d'abord, et, avant tout, l'Italie n'était pas l'arbitre de la guerre. Il ne pouvait convenir à la Prusse de se mettre sur ce point à la discrétion de son alliée, et de devenir solidaire avec elle d'une entreprise inconsidérée ou d'un coup de main garibaldien. Il y avait danger de guerre en Allemagne, non en Italie. L'opportunité de l'entrée en campagne devrait donc rester au jugement de la Prusse. Il n'y a pas de subtilité qui puisse prévaloir contre cette simple donnée du bon sens.

L'Italie aurait encore voulu que la Prusse lui garantît, outre la Vénétie, l'acquisition du Trentin; mais le Trentin faisait partie de

Digitized by Google

la Confédération germanique. A ce moment la Prusse pouvait encore concevoir l'espérance que les moyens Etats de la Confédération ne prendraient point parti contre elle et garderaient la neutralité. Elle ne pouvait donc pas signer d'engagements à cet égard ; mais M. de Bismark ne faisait point difficulté de promettre qu'il ne soulèverait aucun obstacle contre cette extension du territoire italien si les circonstances la rendaient possible. C'était à l'Italie, une fois la guerre entamée et la Confédération engagée contre la Prusse, de faire naître ces circonstances et de les maintenir jusqu'à la paix. Enfin, on a voulu que l'Italie ait demandé des subsides à Berlin, et que le chef du cabinet se fût empressé de les fournir. Il a été opposé à cette allégation un démenti catégorique qui nous dispense d'y revenir.

Le traité est signé le 8 avril ; il est ratifié le 14. Que va-t-il advenir ? La guerre va-t-elle éclater le lendemain ? La Prusse pourrait le vouloir ; l'extrême mobilité de son armée et sa forte organisation lui assurent un avantage considérable ; mais elle attend que l'Autriche, qui accumule faute sur faute, commette la dernière, la plus grande. L'Autriche, de son côté, bien qu'elle ait commencé ses armements plus tôt que la Prusse, n'est pas prête, et lorsqu'elle conviera les armées fédérales à unir leurs forces aux siennes, elle croira avoir encore assez de temps devant elle pour coordonner ses troupes et prendre l'offensive. Quant à l'Italie, qui, à ce moment suprême, doute de tout, même d'elle, elle songe seulement à s'armer et n'a pas encore appelé ses contingents. Pressée de voir ouvrir les hostilités sur l'Elbe, elle ne sera pas de sitôt en mesure de les ouvrir sur le Mincio. Au sentiment du général La Marmora il ne faudra guère moins du délai de trois mois stipulé dans le traité pour faire ses préparatifs. On s'attendait donc, du côté de l'Italie, à de longs pourparlers, à des atermoiements sans fin. Quelle ne dut pas être la surprise du cabinet de Florence lorsqu'il vit les événements se précipiter avec une rapidité foudroyante !

L'Autriche, qui avait eu vent du traité de Berlin, en même temps qu'elle faisait à la Prusse des propositions de désarmement, renforçait ses garnisons du quadrilatère et concentrait des forces en Vénétie. Florence commençait à s'inquiéter, et ses alarmes furent grandes lorsqu'on lui fit savoir de Berlin, le 25 avril, que la Prusse avait dû accepter les propositions de désarmement, mais que les ordres donnés en conséquence « seraient exécutés avec toute la lenteur possible ». Au lieu de s'abandonner à de vaines alarmes, puisque jamais les Autrichiens ne seraient, de leur propre mouvement, sortis de leurs murailles, le gouvernement italien aurait dû prendre de ces dernières paroles une confiance sans limite. Que signifiaient

Digitized by Google

elles, en effet, sinon que la Prusse tenait la main sur la garde de son épée? Qu'il y eût en effet des difficultés et des hésitations aux approches d'une guerre comme celle qui se préparait en Allemagne; que les puissances neutres tentassent de s'interposer entre les antagonistes; que le roi lui-même sentît par moment son cœur faiblir en pensant aux malheurs que toute guerre entraîne après elle et aux conséquences que celle-ci, en particulier, pouvait avoir pour ses peuples; devait-on s'en étonner? N'étaient-ce pas choses prévues ou à prévoir? Cependant on se plaint à Florence; on réclame impérieusement l'exécution du traité, juste au moment où l'Autriche rendait tout accommodement invraisemblable. En effet, elle proposait de remettre à la Diète de Francfort le soin de décider quelles devaient être les conséquences du traité de Vienne du 30 octobre 1864, le traité de cession des duchés! comme si la cour de Vienne avait eu besoin d'un refus catégorique pour bien connaître sur ce point les intentions du cabinet de Berlin! L'Italie, à cette date (26 avril) « n'avait encore pris aucune mesure militaire qui pût donner à l'Autriche un prétexte pour mobiliser son armée du sud ». Le 27, le général La Marmora adresse une circulaire à ses agents pour annoncer que les envois incessants de troupes en Vénétie obligent l'Italie « à se mettre en mesure de repousser une attaque *imminente* (imminente est de trop) en rappelant ses contingents sous les armes ». De son côté, M. de Bismark refusait de désarmer si l'Autriche ne désarmait elle-même en Vénétie aussi bien qu'en Bohême (30 avril).

On peut se demander dès lors comment le gouvernement italien put prendre la chaude alarme qui le saisit ce jour-là même, et signaler à Berlin, en réclamant son aide, le danger où il se croyait d'être attaqué à l'improviste par l'Autriche. M. de Bismark, qui ne partageait pas ces terreurs et qui sans doute savait à quoi s'en tenir sur les projets de l'Autriche, se bornait à répondre verbalement, le 2 mai, que le traité du 8 avril n'obligeait en aucune façon la Prusse à prendre les armes pour l'Italie. Le texte du traité ne laissait aucun doute à cet égard. Le cas prévu était celui-ci : « La Prusse, obligée de prendre les armes, devait avertir son alliée, et celle-ci déclarait aussitôt la guerre à l'Autriche. » Mais personne n'avait pu songer sérieusement ni à laisser l'initiative de la guerre à l'Italie, ni à garantir celle-ci contre une attaque absolument invraisemblable. C'était bien assez pour l'Autriche d'avoir sur les bras, en perspective, la Prusse et l'Italie, sans qu'elle assumât encore la responsabilité d'une rupture du côté de la Péninsule, c'est-à-dire du côté où elle devait rencontrer un troisième adversaire, la France. Comment le général La Marmora pouvait-il se méprendre à ce point sur les intentions

Digitized by Google

e l'Autriche ? N'avait-il pas reconnu lui-même, par la réponse qui ıt faite à son négociateur quelques mois auparavant à la cour de ienne, que celle-ci ne détenait plus la Vénétie que pour la forme , comme on l'a dit, pour « le point d'honneur? » S'il s'agissait 'un duel, ce ne pouvait être qu'un duel au premier sang, et l'Au- iche, dans cette circonstance, ne pouvait être le provocateur. Le ›nfident du général La Marmora, dont le témoignage ne saurait re suspect dans cette matière, se charge lui-même de dissiper nos erniers doutes à ce sujet, s'il pouvait en exister encore. Selon lui, : personne n'est plus digne de créance, les Autrichiens ne pou- ıient être prêts pour tenter une attaque hors de leur quadrilatère vant le 15 mai. Or, dès le 5 du même mois, le gouvernement ita- en avait concentré sur la ligne du Pô, à Plaisance et à Bologne, 5,000 hommes, « qui suffisaient parfaitement pour rendre impro- able, sinon impossible, une agression de l'Autriche. » L'Italie n'a onc jamais couru le moindre danger. En faisant sa réponse et en romettant de poser la question de cabinet « plutôt que de laisser craser l'Italie », M. de Bismark, dont l'esprit ne manque pas de ›onne humeur, introduisait un grain de malice dans la politique. Il levait avoir besoin de ce dérivatif pour se remettre des fatigantes ›bsessions dont il était l'objet.

M. de Bismark, heureusement pour son pays et aussi pour l'Italie, ıe sortit pas du ministère. Il maintint au traité du 8 avril son vrai sens et laissa aux événements le soin de dissiper l'équivoque que 'esprit défiant des Italiens voulait faire sortir du traité de Berlin. Ce n'était pas la première fois qu'une équivoque naissait d'un traité souscrit par l'Italie. L'interprétation donnée en Italie à la convention du 15 septembre n'avait été qu'une longue et douloureuse équivoque[1]. Celle-ci fut courte fort heureusement et ne fut pas douloureuse. Le traité n'était qu'en partie bilatéral, puisqu'il ne stipulait qu'un cas où la Prusse serait engagée à défendre l'Italie, c'était celui où « le roi de Prusse serait obligé de prendre les armes pour faire prévaloir ses propositions de réformes fédérales en Allemagne » et « où il aurait pris l'initiative des hostilités. » C'est seulement « à partir de ce moment que la guerre serait poursuivie par les deux puissances, » et que celles-ci « s'engageaient à ne conclure de paix ou d'armistice sans consentement réciproque. » S'il y a d'autres textes, qu'on nous les montre ; mais jusque-là il ne nous est pas possible d'admettre que le traité « liât une partie aussi bien que l'autre *pour tous les cas*, un seul excepté, celui où l'Italie attaque-

[1] Voir les articles déjà cités plus haut sur la convention du 15 septembre 1864, numéros des 15 septembre et 30 octobre.

Digitized by Google

rait l'Autriche. » Le cas où l'Autriche attaquerait l'Italie était implicitement exclu par les termes explicites cités plus haut. Si l'Italie ni la Prusse ne l'avaient point prévu, c'est qu'il n'était pas à prévoir. On ne peut donc s'expliquer l'insistance que mirent après coup les négociateurs italiens pour faire interpréter le traité dans ce sens, que par la crainte, d'ailleurs très excusable, qu'ils avaient que l'occasion, si longtemps attendue et si heureusement trouvée d'acquérir la Vénétie, ne leur échappât au dernier moment. Il est clair que si l'Autriche avait accordé à la Prusse tout ce qu'elle demandait, et entre autres sa propre exclusion de l'Allemagne, la guerre fût devenue impossible, et l'Italie n'aurait pas eu Venise. Aurait-il été loisible à la Prusse de faire la guerre uniquement pour la conquérir à l'Italie? A cette question se réduit en réalité toute la controverse; le reste n'est qu'hypothèses que les énénements ont depuis longtemps dissipées en fumée. Pour admettre que l'Autriche acquiescerait à toutes les demandes de la Prusse, il fallait n'avoir pas une foi bien robuste dans cet « honneur militaire » de la cour de Vienne que l'Italie avait pourtant appris à connaître dans deux occasions, où l'échec pour cet honneur eût été bien moins grave.

L'Autriche se chargea elle-même de ramener le cabinet italien à une plus juste appréciation des choses. Le refus qu'avait formulé M. de Bismark, le 30 avril, de donner des ordres de désarmement si l'Autriche ne commençait elle-même à désarmer en Vénétie, était une mise en demeure si péremptoire que M. de Mensdorff n'hésita pas, quatre jours après, à dénoncer la Prusse comme trahissant la Confédération germanique en s'alliant avec l'étranger. Le gouvernement prussien avait été même au delà de ses engagements, et, le 12 mai, une lettre autographe du roi Guillaume au roi Victor-Emmanuel venait solennellement confirmer les précédentes déclarations de son ministre. Cette lettre, qui avait vraisemblablement pour but de couronner l'œuvre des négociations et de leur prêter une sorte de sanction anticipée, était bien faite pour vaincre les dernières timidités du général La Marmora. Si le roi maintenait dans sa rigoureuse interprétation le texte du traité, il ne laissait pas que de faire entendre que l'appui ne manquerait pas à l'Italie dans le cas peu probable où elle serait attaquée par l'Autriche. Il rappelait enfin, avec un sens parfait et une vue très juste de la situation, que la France, ce jour-là, ne saurait lui faire défaut. La Prusse eût-elle été impuissante pour conjurer l'orage, il eût suffi du doigt levé de la France pour arrêter le bras de l'agresseur. « Nous désapprouvons hautement toute attaque de l'Autriche contre elle, » avait dit le gouvernement français le 3 mai. Si, après cela, l'Italie n'avait pas quitté ses alarmes, c'est qu'elle ne voulait pas être rassurée.

Digitized by Google

Nous croyons qu'en pesant bien toutes les raisons que nous avons onnées, les esprits impartiaux ne songeront plus à opposer la yauté du général La Marmora à l'habileté de M. de Bismark. On aconte que, dans la nuit du 5 au 6 mai, dans une salle du Palazzo ecchio, à Florence, « une proposition de la plus haute importance it faite par voie indirecte au chef du Cabinet italien. On venait lui ffrir la cession directe de la Vénétie, sans aucune compensation, et la condition seulement que l'Italie maintiendrait sa neutralité. » e général La Marmora, le brave et loyal militaire, repoussa cette ffre et ne crut pas même devoir consulter ses collègues pour faire ne réponse qui se trouvait écrite dans le traité du 8 avril. « Ce qui e détermina, dit l'historien de ces négociations, ce fut un sentiment ui prime tous les autres chez les hommes de la trempe du général a Marmora, le sentiment de loyauté. » Nous n'avons aucune peine le croire. Le général se sentait lié par le traité du 8 avril; mais, ne eût-il pas été, que les intérêts bien entendus de l'Italie lui eussent ommandé de repousser une offre d'où aurait pu sortir un danger ermanent pour sa patrie.

La loyauté imposait au général La Marmora un autre devoir : celui de ne rien conclure avec Berlin sans s'en être au préalable ouvert avec les Tuileries. Il n'y avait pas seulement convenance à le faire, il y avait intérêt, il y avait nécessité. Convenance, le gouvernement italien ne pouvait céler à celui qui le premier avait travaillé à l'œuvre de délivrance un acte qui devait la compléter; intérêt, il n'était pas indifférent de savoir de quel œil la France verrait l'Italie prendre part à une guerre qui pouvait entraîner de si grands changements en Europe; nécessité, la France pouvait avoir dans cette guerre des vues contraires à celles de l'Italie, et la pensée d'y prendre une part suivant les circonstances. Le comte Arèse, ami personnel de l'empereur Napoléon III, fut donc chargé d'une mission près de lui vers la fin de mars, lorsque le général Govone était déjà à Berlin depuis plus de quinze jours. Les ouvertures de l'Italie ne trouvèrent pas seulement bon accueil à la cour des Tuileries; le comte Arèse put bientôt convaincre son gouvernement que l'on y verrait sans déplaisir l'Italie saisir l'occasion qui lui était offerte de satisfaire au vœu national. L'Empereur se réservait toutefois « une complète liberté d'action pour toute éventualité dans laquelle les intérêts de la France courraient quelque danger. » Rien de plus juste, rien de plus légitime. Ce qui ne l'est pas, c'est d'induire de là que l'Italie fût en cette occasion solennelle, le « lien sympathique » qui unissait Paris à Berlin, et qui rendait *seul* possible pour la Prusse l'accomplissement de ses desseins. Le gouvernement français, avant la guerre, ne cessa pas un instant de faire bon visage à la

Digitized by Google

Prusse, et il n'avait pas attendu, pour l'encourager dans ses projets, qu'elle se fût alliée à l'Italie. On le lui a assez reproché pour que nous n'ayons pas à en renouveler la preuve : elle est dans toutes ses paroles et dans tous ses actes, et nous nous rappelons encore M. Thiers, le 3 mai, se dressant de toute la hauteur de son éloquence, contre la tolérance du gouvernement impérial pour les ambitions prussiennes, et lui faisant un crime de ne pas s'opposer à une guerre où ces ambitions pouvaient trouver leur satisfaction. C'était alors une croyance générale que la Prusse avait pris envers le gouvernement français certains engagements mystérieux dont, chaque jour, en Allemagne, journaux, orateurs, hommes politiques, faisaient l'objet d'accusations contre M. de Bismark. Dans les cercles de l'opposition, on ne trouvait pas d'autre manière d'expliquer ce que les plus polis appelaient « la connivence » du gouvernement impérial. Leur perspicacité à tous était, paraît-il, en défaut, s'il est vrai que, pendant qu'on reprochait au cabinet des Tuileries d'incliner ses préférences du côté de la Prusse, il entendît, comme on l'affirme aujourd'hui, aux insinuations de l'Autriche pour désarçonner son adversaire.

Ici s'arrêtent les négociations entre l'Italie et la Prusse en vue d'une action commune : mais au moment de faire passer les idées dans la pratique, il surgira encore, et toujours sous l'empire des mêmes défiances, plus d'une difficulté entre les deux gouvernements. Comme elles se rattachent plus particulièrement au plan de campagne et aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre les résultats désirés, nous en ferons l'objet d'un examen particulier.

ALPHONSE DE CALONNE.

(*La 3e partie prochainement*).

Digitized by Google

POÉSIES

SONNETS

I

LE VIEUX PORTRAIT

Dans l'ovale du cadre où s'éteint la dorure,
Sous le verre, l'éclat d'un pastel ancien
S'amortit en des tons gris de perle. On voit bien
Qu'il est vieux, et le temps lui fait une parure.

C'est la mémoire encore, et ce fut la peinture
D'un homme jeune et fier, et d'un royal maintien.
Le nom qu'eut ce vivant jadis, on n'en sait rien;
Et l'artiste n'a pas laissé de signature.

Les vieux portraits, ce sont les morts tendres et doux
Qui nous aiment toujours et viennent parmi nous
Réveiller sur leur lèvre endormie un sourire.

Ils ont la gravité des choses d'autrefois...
C'est peut-être un aïeul, et je baisse la voix
De peur de le troubler et de le contredire.

II

LE CLAVECIN

Les pieds branlants et lourds et le ventre fluet,
Moins utile qu'aimé, vieilli comme sa gloire,
Mais d'un attrait pareil à celui d'une histoire,
Le clavecin repose, immobile et muet.

L'œil avait des lueurs et le cœur remuait
A l'entendre. Egayant la grande glace noire,
Il montre avec orgueil quatre octaves d'ivoire
Qu'usa de son pas grave et lent le menuet.

Digitized by Google

Là dort ensevelie une musique exquise,
Ces vieux airs qu'on dansait en robe de marquise,
Aigrelets et vibrants comme un son de ducat.

Et le soir, doucement si l'on ouvrait les portes,
Peut-être on entendrait un scherzo délicat
Sous les doigts effilés des châtelaines mortes.

III

L'HERCULE

En plein air, sur l'estrade en planches de bois blanc,
Aux sons du cuivre aigu faussant les ritournelles,
Pendant que les buveurs trinquent sous les tonnelles,
L'hercule fait saillir les muscles de son flanc.

Ses deux bras sont croisés dans le geste indolent
D'un athlète certain de ses splendeurs charnelles.
Le regard sans rayons qui fixe ses prunelles
Vers la foule parfois s'abaisse, fier et lent.

Sa tête, qu'un front bas et sans rides déprime,
N'a pas l'amer souci de l'idée, et n'exprime
Que la félicité d'un grand lion dispos.

Pourtant, malgré la douce extase de la gloire,
Dans l'orgueil souverain de son large repos,
Cet homme-là n'est pas heureux : il voudrait boire.

IV

LE JARDIN

Le décor est royal; les arbres éclaircis
Alignent la beauté des larges perspectives;
L'eau, qu'un bassin de marbre enserre au lieu de rives,
Etale avec orgueil ses grands cygnes transis.

Les princesses de France, en de blancs raccourcis,
Luisent sur le profil des terrasses massives;
Bleus et rayant le ciel de leurs arêtes vives,
Les vieux toits effilés parlent des Médicis.

C'est charmant et point trop pompeux. Dans les allées,
L'ombre, où bruit l'essaim des feuilles envolées,
Figure les tilleuls dépouillés et tremblants.

Digitized by Google

Les oiseaux sont partis vers les tièdes provinces ;
Il gèle, et l'azur pâle, entre les rayons blancs,
Semble un rire forcé plissant des lèvres minces.

V

LES PETITS ARBRES

Malingres, laids, tendant de longs bras d'araignées,
Le corps cerclé de linge et les pieds dans du fer,
A deux pas des maisons, sans espace, sans air,
Les petits arbres vont en bandes alignées.

Ils sont libres de croître aux places assignées ;
On les garde de la chaleur et de l'hiver.
Ils ont sur eux le ciel des villes, jamais clair,
Toujours morne, et qui sied aux poses résignées.

L'été, quand l'air profond s'exhale dans la nuit,
Peut-être que de loin, des bois natals, un bruit,
Une voix leur parvient qui leur parle sans haine :

« Qu'êtes-vous devenus, ô nos frères bannis,
» Platane au tronc d'argent, orme rude, et toi, chêne,
» Abrités mais captifs, tranquilles mais sans nids ? »

VI

LES BŒUFS

Des larges prés ayant le flot bleu pour frontière,
Jetés dans les wagons, monstrueux et hurlants,
Les bœufs, souffrant de l'air qui leur coupe les flancs,
Ont raidi leurs jarrets une nuit tout entière.

entrent dans Paris par l'ancienne barrière ;
La corne de leurs pieds fait les pavés sanglants ;
La salive leur pend au muffle en filets blancs ;
Les chiens lâches et vils les mordent par derrière.

Etonnés des passants, des arbres, des maisons,
Ils cherchent de leur œil calme les horizons
Et beuglent longuement, songeant au pâturage.

Un seul homme, à son gré les mène, fouet en main :
Pauvres grands bœufs, pareils à nous, bétail humain,
Incapable de libre arbitre et de courage !

ALBERT MÉRAT

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

De la morale de Plutarque, ouvrage couronné par l'Académie française, par M. OCTAVE GRÉARD, inspecteur de l'Académie de Paris. Un vol. in-8°, Paris, Hachette.

Il n'est jamais trop tard pour parler d'un bon livre. L'ouvrage de M. Gréard date de deux ans. Il a obtenu le suffrage de l'Académie française et il le méritait bien. C'est une très fine et très attachante étude sur un des personnages les plus considérables de la fin du Ier siècle de l'ère chrétienne.

Plutarque est surtout connu comme auteur des *Vies parallèles*, mais il a fait bien autre chose, et ses immortelles biographies, bien que son meilleur titre à l'estime de la postérité, ne sont pas le seul. C'est, en effet, un écrivain encyclopédiste ou, comme on dit, un polygraphe ; son esprit très curieux et très étendu a embrassé le cercle entier des connaissances de son temps : religion, philosophie, histoire, morale, physique, médecine, il paraît tout savoir ; tout au moins il touche à tout. Ce n'est pas un génie original ; il ne se pique pas d'ouvrir à la pensée des voies nouvelles; il n'a ni la profondeur et la pénétration d'Aristote, ni l'élévation de Platon, pas même la largeur généreuse de Sénèque ou l'austérité rigide d'Épictète ses deux contemporains. On le classe d'ordinaire au nombre des platoniciens. A vrai dire, il a des inclinations et des préférences plutôt qu'une doctrine précise, et n'est l'homme d'aucune école. C'est, du reste, un des caractères des temps de transition comme celui où il a vécu qu'affirmer des principes et s'y tenir passe pour défaut d'intelligence et étroitesse d'esprit. Plutarque est moins un savant qu'un curieux, moins un philosophe qu'un lettré amateur de philosophie, libre et assez superficiel interprète des doctrines du passé. Il est venu à la postérité avec la double renommée d'historien et de moraliste. C'est la distinction même qu'on a introduite entre ses nombreux écrits ; mais cette distinction est plutôt de forme que de fond, car les préoccupations morales, assez étrangères à plusieurs traités compris dans les *Moralia*, sont constamment visibles dans ses *Vies parallèles*. Il a traité l'histoire en moraliste ; la philosophie la religion et la morale, en historien et en critique. « Son œuvre entière, comme

Digitized by Google

le dit fort bien M. Gréard, n'est, à quelques égards, qu'un monument élevé aux grands hommes de l'antiquité. » Dans ses biographies, comme dans ses traités, soit qu'il cherche l'homme derrière le politique ou le général, et tire du récit des vies illustres des modèles et des conseils, soit qu'il analyse les vertus et les vices, Plutarque montre qu'il a appris le cœur humain ailleurs que dans les livres. L'expérience de la vie peut donner seule cette délicatesse de touche et cet art si difficile d'insinuer la leçon dans un exemple et sous le voile d'une anecdote.

M. Gréard étudie dans Plutarque le moraliste.

A la fin d'une excellente introduction, dans laquelle il fait, pour ainsi parler, les honneurs de son personnage, notant religieusement et pas à pas le progrès de sa popularité, M. Gréard indique l'objet qu'il se propose : « Recueillir dans les œuvres de Plutarque les traits épars de cette sagesse qui a nourri tant d'éminents et de charmants esprits, en rechercher l'origine et le caractère, en expliquer l'action, tel est le but de cette étude. »

M. Gréard consacre son premier chapitre à restituer la vie de Plutarque et à déterminer les principes et le caractère de sa morale.

On se résigne difficilement à ignorer la vie des grands hommes. Comment laisser dans l'obscurité celui qui a été pour tant d'illustres personnages une des voix de la renommée ! Les renseignements authentiques font-il défaut ? l'imagination y supplée. De là les légendes. Plutarque a eu la sienne. On en a fait un consul, on l'a introduit dans le conseil des princes ; on l'a attaché à la personne de Trajan et d'Adrien en qualité de précepteur et d'ami. M. Gréard a très solidement établi que cette tradition est sans autorité et sans fondement sérieux. Rien n'autorise à croire en effet que Plutarque ait vécu dans l'éclat d'une si grande fortune et porté le fardeau de ces augustes amitiés. Il est né à Chéronée, a fait très jeune encore le voyage d'Athènes dans l'intérêt de ses études, a visité Alexandrie et peut-être Ephèse, a séjourné à deux reprises et assez longtemps à Rome, où il a tenu école et noué de précieuses relations, puis est retourné dans sa patrie, y a rempli avec honheur des fonctions civiles et religieuses, et y est mort sans bruit, comme il avait vécu, au milieu de ses livres, de ses travaux, de ses enfants et de ses amis. C'est la vie simple et unie d'un honnête homme. La gloire est venue. Les faisceaux consulaires et l'amitié d'un prince n'y pourraient rien ajouter. Qui ne voudrait que la vie de Sénèque eût été semblable, et qu'il se fût gardé de compromettre son nom de philosophe au milieu des scènes honteuses et criminelles dont il fut sinon le complice, au moins le confident, l'avocat ou le muet témoin à la cour de Claude et de Néron ?

A Rome, Plutarque donna des leçons de morale, dit M. Gréard. De morale ? Je ne sais. S'il est vrai que quelques-uns des petits traités compris dans les *Moralia* et plusieurs des dissertations qu'on trouve dans ses *Propos de table* ont été improvisés à Rome au temps de Vespasien et de Domitien, comme ces deux empereurs n'aimaient pas plus l'un que l'autre la libre parole, il est permis de croire que les sujets traités par Plutarque ne touchaient ni à la politique, ni à l'administration, ni à la morale, ni à

Digitized by Google

rien qui pût effaroucher leur ombrageuse police : « Plutarque, écrit M. Gréard, a débuté à Rome comme débutaient tous les sophistes, mais il ne dut pas tarder à chercher dans une voie plus féconde et plus haute l'inspiration de son talent. A côté de ces sophistes dont le métier était de faire assaut d'éloquence ou d'esprit sur quelque sujet d'école, d'autres, portant sous le même nom un utile et généreux esprit de propagande philosophique, se donnaient la tâche d'éclaircir les vérités de la morale pratique et de diriger les consciences. » Mais ces derniers, Vespasien les avait tous renvoyés de Rome (à l'exception de Musonius), et Domitien les chassa de nouveau. Plutarque, s'il fut toléré, ne fit pas comme eux sans doute, et s'il garda la parole, il n'en dut user que pour d'innocents badinages tels qu'on en rencontre trop souvent dans ses traités. Pline le Jeune et Tacite demeurèrent à Rome sous Domitien sans être inquiétés, et Tacite même avoue que sa fortune a grandi sous Domitien. C'est que l'un et l'autre n'avaient pour la liberté qu'un amour platonique. Ils attendirent la fin du règne pour exhaler leurs sentiments, se renfermant jusque-là dans les amplifications de la rhétorique autorisée, et se réservant avec prudence pour ces temps meilleurs où l'on peut penser et parler librement.

La seconde section de ce chapitre, intitulée *Principes et caractères de la morale de Plutarque* est un morceau excellent plein d'observations ingénieuses et délicates, mais est-il bien à sa place? N'est-ce pas une conclusion anticipée? M. Gréard reconnaît que la doctrine de Plutarque ne forme pas un corps, que sa morale consiste essentiellement dans les conseils et les préceptes de détail, qu'on y chercherait vainement des vues théoriques précises, que sa polémique même contre les Epicuriens et les Stoïciens est surannée ou toute négative. Rien n'est plus vrai. Plutarque n'a pas songé à résoudre le problème fondamental de la morale : la question du souverain bien, comme on disait dans les écoles. Il n'a pas seulement posé cette question. Il n'y a donc pas lieu de déterminer les principes de la morale de Plutarque, puisque « nulle part, dans aucune de ses œuvres, il n'établit les fondements de la science à laquelle il s'était voué. » La morale même est-elle une science pour lui? On a le droit de dire qu'il ne l'a envisagée que comme un art, le premier et le plus grand des arts, il est vrai : l'art de régler sa vie et de gouverner ses passions. Il suit de là que tout ce morceau, où le caractère de la morale de Plutarque est analysé très finement, serait mieux placé à la fin de cette étude qu'au début, car il la résume d'une façon supérieure.

Le chapitre II contient l'*exposition critique*, je dirais volontiers apologétique, de la morale de Plutarque. Comment Plutarque entend-il les rapports de l'homme au sein de la famille et de la cité? Quelle est sa foi religieuse? C'est à ces questions que répondent trois subdivisions de ce chapitre : la *famille*, la *cité*, le *temple*. Les idées de Plutarque sur ces objets importants sont exposées par M. Gréard avec un accent de sympathie très marquée pour cette sagesse moyenne, également éloignée du relâchement et de la roideur, où l'esprit pratique de Plutarque a su se tenir. Ni relâchement ni roideur, disons-nous, mais d'autre part nul idéal. Ce

Digitized by Google

n'est pas du *sage* de Plutarque qu'on pourrait dire qu'il est un héros et qu'il dépasse la nature humaine. Les vertus d'exception ne sont pas les siennes. C'est une âme douce, incapable de nuire, serviable au besoin, vivant à petit bruit dans le terre à terre des opinions communes, gardant la paix avec elle-même et avec tout le monde, au demeurant bien équilibrée, mais étrangère aux passions généreuses, aux grands élans et aux nobles enthousiasmes. L'idéal stoïcien est trop haut, je le sais. Mais l'idéal n'excite d'effort qu'à la condition d'être inaccessible, et qui n'exige de l'homme un peu plus que ce qu'il doit court grand risque d'obtenir moins qu'il ne faut.

Que les positifs appellent l'idéal utopie et chimère, j'y consens. Il y a un peu de cette chimère dans toute grande conception humaine et au fond de toute âme bien née. Une morale digne de ce nom ne peut s'en passer. Si le type de la vie parfaite n'y est pas dépeint, si l'absolu y fait défaut, si tout se réduit aux recommandations d'expérience, aux expédients et aux recettes pratiques, je dirai qu'il y manque non la parure, et, selon le mot d'Épictète, la bande de pourpre du manteau, mais le corps même et le tissu solide. C'est de ce côté que Plutarque, si avisés et si délicats parfois que soient ses conseils, prête le flanc à la critique. M. Gréard, à plusieurs reprises, l'appelle *directeur de conscience*. Ce titre, que dans une ingénieuse étude on a revendiqué pour Sénèque, me paraît moins juste appliqué à Plutarque. Il n'a pas d'abord, au même degré que Sénèque, la finesse et le tact pénétrant du casuiste. Il n'a pas du tout l'autorité du directeur, non-seulement parce qu'il parle au nom de la raison humaine, mais encore et surtout parce qu'il ne paraît avoir d'autre principe que l'expérience pour appuyer les préceptes qu'il donne. Les anciens *sages* aussi étaient des esprits pratiques et droits, ayant appris la vie dans le maniement des choses et des hommes; ils donnaient aussi des consultations et faisaient profiter leurs contemporains des trésors d'une expérience laborieusement acquise. Étaient-ils aussi des directeurs de conscience ? Non, mais d'utiles conseillers de la privée et publique. En voulant assurer la sécurité, le repos, le bon ordre et la bonne direction de la vie de ceux qui faisaient appel à leurs lumières, ils ont souvent rencontré le ton du vrai moraliste. M. Gréard cite quelques-unes de leurs maximes, courtes et impératives comme des oracles; une pointe d'égoïsme y perce. Il y en a d'autres qui sont empreintes d'un esprit plus généreux et plus élevé. Cependant ce sont moins les consciences qu'ils prétendaient gouverner que les affaires. Plutarque me paraît appartenir à la tradition de cette sagesse antique, habile sans doute, mais un peu courte et tout inspirée des intérêts de chaque jour.

La famille telle que l'entend Plutarque est-elle plus fortement constituée et plus unie ; le rôle de la femme, de l'épouse et de la mère, plus large et plus digne que dans l'enseignement de Socrate ? On peut en douter. La subordination et la dépendance où Plutarque la place vis-à-vis de son mari, est plus étroite à coup sûr. « L'épouse d'Ischomaque, chez Xénophon, dit M. Gréard, n'est qu'une bonne ménagère, une associée qui doit veiller à l'accroissement des biens de la maison domestique. » Non,

Digitized by Google

c'est une vraie compagne, elle est la gardienne, l'âme et la joie du foyer. « La plus douce de ses jouissances, dit à peu près Xénophon, c'est lorsque, devenue plus parfaite et meilleure que son mari, elle trouve en lui le premier et le plus soumis de ses serviteurs, et qu'à mesure qu'elle avance en âge, elle voit s'accroître autour d'elle la considération et les respects. » Je ne crois pas qu'on puisse trouver dans Plutarque de telles paroles. M. Gréard remarque que Plutarque a montré pour les animaux une singulière sympathie. C'est vrai, il est fort libéral à leur égard, mais si ce n'est pas un paradoxe qu'il a voulu défendre, en leur accordant une part de raison, pourquoi si peu de générosité envers les esclaves? Ici encore, non-seulement les stoïciens, mais Socrate lui-même, bien que sur la question de principe il partageât les opinions de son temps, sont fort en avant de Plutarque.

Rien n'est plus difficile que d'analyser avec intérêt des prescriptions de détail destinées à régler la vie privée et les relations sociales. M. Gréard y excelle. Le tableau qu'il trace d'après Plutarque des petites passions d'une petite ville grecque dans les premières années du IIe siècle est plein de vie et de relief. On ne peut mettre en un meilleur jour l'esprit de fine observation et de sagesse pratique de Plutarque. Quant aux préceptes politiques, j'accorde qu'ils sont d'un très honnête homme, mais ils prouvent encore plus l'ingénuité que la pénétration du patriotisme de Plutarque. Combattre la torpeur et l'indifférence politique dans un petit municipe grec, à l'époque de Trajan, était ou un anachronisme ou un jeu d'esprit. Quelle ironie, en effet, de réveiller des ambitions qui n'avaient plus d'objet sérieux, de préconiser la vie publique, quand les libertés locales étaient mortes, et que, séparées de l'indépendance, qui en fait la dignité, et du pouvoir effectif, qui les relève, les magistratures municipales n'étaient plus qu'un fardeau sans honneur! La correspondance de Pline le Jeune avec son maître nous apprend au juste à quoi se réduisait l'autonomie provinciale. Plutarque ne savait-il pas bien qu'on ne pouvait faire réparer un temple ou un aqueduc sans l'autorisation de Rome? On n'osait même point se passer des architectes ou des ingénieurs officiels. Trajan semblait parfois impatient de cette inertie des autorités locales. J'imagine qu'au fond il n'en était pas si fâché. Les Antonins furent sans doute de très bons princes. Mais ils ne songèrent pas à relâcher les liens de la centralisation, qui, sous leur règne, furent plus serrés que sous les premiers Césars.

Plutarque, dans les dernières années de sa vie, fut grand prêtre du temple de Delphes. Cette fonction fut-elle pour lui un rôle comme l'augurat pour Pline le Jeune? On n'admet guère en général parmi nous la piété en dehors du christianisme, et les mots de dévotion païenne semblent à quelques oreilles jurer singulièrement. Les anciens, à cause même du caractère très peu dogmatique de leur religion, étaient moins exclusifs. Plutarque lui-même et Maxime de Tyr, son jeune contemporain, reconnaissaient volontiers qu'un même Dieu peut être adoré avec un cœur pur sous différents noms et par diverses pratiques. M. Gréard ne fait pas difficulté d'honorer en Plutarque une âme sincèrement religieuse, et il a

Digitized by Google

ien raison. Le sage de Chéronée est en effet un dévot du paganisme, un évot sincère et enthousiaste, mais un dévot éclairé, également éloigné es grimaces et des terreurs puériles des superstitieux et de l'orgueil troit des incrédules. Il unit en sa personne le philosophe et le croyant. l. Gréard lui attribue la théodicée de Platon. Je n'y contredis pas, à la ondition qu'on cherche celle-ci dans le *Timée* plutôt qu'au VIe livre de la *République* et au Xe livre des *Lois*. Déjà l'on sent que le Dialogue des *délais de la Justice divine* a lieu sous le portique du temple de Delphes et ue c'est un familier de la maison sacrée qui le conduit. Il y a plus d'une hèse dans cette œuvre contre laquelle Platon se fût inscrit en faux. La héorie de la Providence de Plutarque, divisée en un Dieu suprême et deux éries de divinités subalternes, ministres du premier Dieu et gardien des nommes (*de fato*), est, je crois, assez étrangère à la philosophie de Platon. Si Platon parle quelquefois des démons ou génies, il n'y a pas chez ui de théorie précise à ce sujet. J'oserai dire même, malgré l'autorité de M. Maury, que la théorie des démons est étrangère à la théodicée de Platon. Ainsi ce n'est pas sans faire des réserves qu'on peut affirmer que Plutarque reproduit la théodicée platonicienne. « Sa religion, dit M. Gréard, est celle de Platon. » Mais y a-t-il lieu de distinguer chez Platon comme chez Plutarque le philosophe et le croyant, la théodicée, œuvre de raison, et la foi traditionnelle? Je ne le crois pas. Les croyances religieuses de Platon, ce sont ses convictions philosophiques, lesquelles sans doute étaient assez peu d'accord avec les croyances communes et les légendes populaires, puisque, au nom de la morale, il attaquait et répudiait celles-ci dans l'*Eutyphron* et au IIe livre de sa *République*. La religion de Plutarque est la religion hellénique telle qu'il l'a reçue des mains de la tradition. « La foi que nos pères nous ont transmise depuis tant de siècles, dit-il en effet, doit nous suffire : son ancienneté est la preuve de sa divinité. Notre devoir est de la conserver à nos descendants intacte et pure, sans mélange ni souillure. » — Platon condamne comme de dangereux imposteurs les anciens poètes théologiens, Homère et Hésiode; Plutarque avec tous les platoniciens du IIe siècle, les révère comme les maîtres inspirés de la vérité religieuse. — Platon dans sa *République* montre un esprit très exclusif à propos du culte, et établit nettement une religion d'État : Plutarque, docile à l'expérience, comprend et accepte tous les cultes et regarde les religions étrangères comme des formes dérivées ou, comme nous dirions, des hérésies de la religion hellénique. — Enfin il ne paraît pas que Platon ait été personnellement touché de la vertu du culte païen et l'ait pratiqué en effet; c'était, aux yeux de beaucoup, un sérieux grief contre Socrate, son maître, de ne s'être pas présenté pour se faire initier aux saints *mystères* : Plutarque est païen de cœur; c'est un païen pratiquant, bien plus, un ministre zélé du culte, un gardien fidèle et un défenseur scrupuleux des observances sacrées.

M. Gréard va plus loin sur ce point, et me paraît s'aventurer quelque peu. Il fait de Plutarque, non pas seulement un serviteur exact et consciencieux de la religion hellénique, agissant dans sa petite sphère par l'exemple et le conseil pour maintenir la foi des aïeux, mais un ardent

Digitized by Google

champion et un réformateur du polythéisme ébranlé et chancelant. C'est déterminer trop nettement ce qui est vague et flottant; c'est grossir outre mesure l'autorité et l'influence de Plutarque ; c'est lui prêter un peu arbitrairement une ambition et un dessein que les faits ne semblent pas justifier. Que le paganisme n'eût pas de très vives racines dans beaucoup d'âmes, qu'il se soutînt par la seule routine; qu'il régnât presque partout une profonde incrédulité ou une singulière indifférence religieuse ; que les consciences dévoyées, et ne sachant où se prendre et se fixer, fussent pour cela à la merci de tous les charlatanismes, cela est vrai ; mais cet état moral est-il plus caractérisé sous Trajan que sous Tibère ? Je sais ce que c'est que la *crise du paganisme*, à l'époque des luttes de Constantin avec Maxence et Licinius, ou encore à l'avénement de Julien et pendant son règne si court; mais, à la fin du Ier siècle, je n'aperçois que des symptômes. L'agonie du paganisme est précédée d'un état d'alanguissesement, de défaillance et de difficulté d'être, si j'ose ainsi parler, qui dure plus de trois siècles : ce n'est pas ce qu'on appelle proprement une crise.

Ne nous servons pas de mots plus grands que les choses. Restaurateur du paganisme est une épithète qui ne me paraît pas convenir à Plutarque plus qu'à Maxime de Tyr, à Apulée et aux autres platoniciens de ce temps, pas plus qu'aux autres pontifes païens, dont les noms ne sont pas venus jusqu'à nous, et qui portèrent dans leurs fonctions la dignité et la conscience d'hommes convaincus, l'autorité de l'exemple et du précepte. Je n'oserais même pas me servir de ce terme pour Libanius et Symmaque, qui se firent les derniers avocats des autels et des temples païens. Plutarque n'a pas plus entrepris de restaurer la religion que de renouveler la morale ; il est en tout un habile et délicat interprète de la conscience païenne, un organe du sens commun, qui, en tout temps et en tout pays, parle à peu près le même langage. Sa propagande religieuse n'est ni plus haute, ni plus originale, ni plus révolutionnaire, ni plus efficace que sa propagande morale : l'une et l'autre ont passé sans laisser une grande trace parmi les contemporains. On doit citer son nom parmi ceux qui ont fait honneur à la civilisation païenne; on peut le citer parmi ceux qui l'ont aimée et défendue ; mais faire de cette âme douce et sereine un précurseur de Julien, un devancier des Hiéroclès et des Porphyre, c'est, selon moi, grandir à l'excès son rôle et commettre un petit anachronisme.

J'aurais peut-être encore d'autres querelles à faire à M. Gréard sur certaines parties de Plutarque qu'il a trop laissées dans l'ombre ou insuffisamment marquées, à mon avis ; mais je ne veux pas me faire accuser à mon tour de cultiver la contradiction à outrance.

En somme, son livre témoigne d'un esprit très distingué et très fin ; c'est une œuvre de science et de conscience, et la plume qui l'a écrite est d'une rare flexibilité.

Un peu d'enthousiasme se mêle toujours aux amitiés vraies et aux amours profondes ; on est aveugle sur les défauts de ceux qu'on aime; on va jusqu'à transformer leurs défauts en qualités. Pour ces bons amis qu'on appelle les livres, ces chères illusions sont très fréquentes aussi ; et le grain d'envie que La Rochefoucauld note dans les amitiés vivantes n'a

Digitized by Google

s ici l'occasion de germer : on n'est guère jaloux des morts illustres, rtout des anciens. Or, quand on a vécu dans une longue et étroite intiité avec un écrivain, et que cet écrivain a les grâces et le charme insiant de Plutarque, pourvu qu'on soit comme M. Gréard, sensible aux oses de l'esprit, on se laisse gagner, on s'éprend, on se passionne peu peu, et l'on contracte alors quelque chose de ce doux aveuglement dont us parlions tout à l'heure, et pour aimer trop à fond son auteur on le rfait un peu. C'est toute ma critique en deux mots.

B. Aubé.

Histoire civile de l'armée... jusqu'à la formation de l'armée permanente, par M. A. Vitu. — Didier.

C'est le travail le plus considérable, le plus consciencieux qui ait ncore paru sur ce sujet difficile. L'auteur étudie successivement les conitions du service militaire avant l'établissement de la monarchie franque, uis sous chacune des trois races, jusqu'à la permanence, laquelle ne late, en droit, que de Charles VII, mais remonte, en fait, à son aïeul Charles V. Celui-ci, en 1368 et 1373, avait institué les compagnies d'orlonnances ou l'armée régulière, et assuré la permanence ou *retenue* d'une partie de ces compagnies. Charles VII ne fit qu'exécuter en grand, dans les circonstances analogues, les plans de son aïeul.

L'historique de cette réforme mémorable est la partie la plus intéressante du livre de M. Vitu. Il cite des documents inédits d'une grande importance et rectifie des erreurs commises par les historiens qui citent des textes sans avoir pris la peine de les lire. Ainsi, M. Vitu considère avec raison comme un premier acte de réforme les lettres inédites du 19 septembre 1438, adressées à tous les baillis du royaume. Le roi leur écrivait que « pour décharger le peuple des charges et oppressions des gens de guerre », il avait décidé, « de l'avis de plusieurs seigneurs de lignage royal et membres du grand conseil, qu'une partie des gens de guerre seraient entretenus et logés aux frontières, à l'encontre des ennemis ; que, dorénavant, aucun d'eux ne vivrait plus sur le pays. » Dix jours après, il prescrivait les mesures les plus vigoureuses pour l'exécution de ces ordres contre tous gens d'armes et de trait, « espieurs de chemins et repairés.... » avec pages, valets, femmes et toute telle manière de *coquinaille....*

En examinant avec soin le seul compte rendu qui existe des états de 1439, et le texte de l'ordonnance qui suivit, M. Vitu a fait une intéressante découverte. Tous les historiens et compilateurs modernes ont appliqué en cette matière le précepte par trop commode du moyen âge : *Græcum est, non legitur.* Ils ont laissé de côté le texte de ces documents pour l'analyse que leur fournissait la préface du tome XIII des *Ordonnances.* Sur la foi de cette analyse, on a répété avec une confiance impertur-

Digitized by Google

bable que la réforme comprenant l'établissement de l'armée permanente et la taille perpétuelle fut *délibérée* et votée par les états de 1439, ce qui est absolument inexact. Il est simplement dit, dans le préambule de l'ordonnance, qu'elle a été rendue pour remédier aux excès et pilleries qui avaient été le sujet des plaintes et remontrances adressées au roi par les gens des trois états. D'autre part, aucune taille permanente ne fut ni votée ni levée à cette époque. Et voilà comme on écrit encore l'histoire, même dans ce siècle de progrès ! En réalité, la taille pour les gens d'armes ne fut établie que par l'ordonnance du 4 décembre 1445, et d'une façon qu'on pourrait qualifier de jésuitique, si ce mot ne constituait ici un anachronisme, car il est dit dans cette ordonnance « que le roi juge à propos d'entretenir ses gens d'armes, jusqu'à ce qu'il sache au juste s'il aura la paix ou la guerre ». On voit que la théorie de la *paix armée* n'est pas née d'hier. On remarquera enfin, ce qui est plus important, et ce que M. Vitu a mis en lumière avec un grand sens historique et politique, qu'avec l'établissement de l'armée permanente coïncide le privilége que s'arrogea la royauté de lever des impôts sans le consentement de la nation. « Ce fut une révolution, » dit-il, et il ajoute : « Il demeure incontestable que les éléments d'un gouvernement représentatif avaient existé en France sous Jean Ier, sous Charles V et sous Charles VI, mais qu'ils furent détruits dans leurs premiers germes par les événements du règne de Charles VII. »

M. Vitu nous promet un second volume, qui conduira l'histoire civile de l'armée jusqu'à nos jours. Nous comptons qu'il tiendra sa promesse et qu'il nous fournira l'occasion de revenir sur l'ensemble de cette œuvre, qui fait honneur à l'érudition et au patriotisme de l'auteur.

E. C.

Maria, poëme d'Ukraine, par A. MALCZEWSKI, traduit par S.-M. NÉRAC, 1868.

Ce qui caractérise le talent de Malczewski, c'est l'éclat de l'expression, l'originalité de la métaphore, la vivacité continue de l'inspiration, et par-dessus tout le maintien constant d'une harmonie parfaite entre la partie morale et la partie descriptive de l'œuvre. Fidèle à son origine, *Maria* est essentiellement un poëme d'Ukraine, et les particularités du cadre immense où se déroule l'action se retrouvent, pour leur part exacte d'influence, dans le développement des sentiments et dans la pose des caractères. La brièveté même du récit, sa marche rapide, sa simplicité dramatique, sont comme un reflet naturel de la vie physique dans cette contrée singulière. C'est la poésie de la largeur et de la spontanéité, c'est l'action prompte et terrible, le coup soudain doublé de son contre-coup immédiat, la joie succédant à l'abattement, puis, sans ménagement, sans transition, une désolation immense faisant suite au triomphe. La vie sauvage de la

Digitized by Google

irie a de ces violents contrastes ; elle seule aussi permet aux passions se développer à l'aise. Amour, vengeance, désespoir, ruse, perfidie, ce qui meut les ressorts de l'âme atteint, dans ce milieu de liberté e sincérité, des proportions énormes. La contrainte de la civilisation it pas là pour tempérer les ardeurs du sang, et le bien comme le mal souffrent d'autres limites que l'excès même qui les épuise. La fatigue satiété sont les seuls freins qu'on connaisse ; l'homme épuisé s'en-, la passion usée s'amortit. En attendant, le cheval emporte dans sa rse vertigineuse le cavalier ivre d'amour ou de rage, et dans ces im-ses plaines de l'Ukraine, c'est toujours moins le désir d'atteindre un et d'arriver que la nécessité de fuir et de poursuivre qui aiguillonne e vie à outrance. Il n'y a là d'autre sécurité que celle qu'on se fait à même par sa vigilance et son courage, d'autre protection que celle on trouve dans la vigueur de son bras et le tranchant de son épée ; tout rôdent de sombres et rusés pillards, les implacables Tatars, sans se assassinant, sans cesse incendiant, sans cesse fuyant ; sans cesse si traqués, sans cesse massacrés. Tout cela sur une scène sans bornes, s le cercle infini d'un horizon illimité, dans la solitude de la plaine, s la houle mystérieuse des hautes herbes, au milieu de l'inconnu et du nce.

C'est au sein de cette nature toute peuplée de terreurs et de représailles e Malczewski a placé l'action de son poëme. Elle est simple comme ce i l'entoure, mais empreinte également du même caractère de gran-ar, de fatalité et de mystère. Une rivalité existe entre deux de ces vieux erriers épiques comme la Pologne légendaire en a seule conservé le e. L'un, c'est le palatin ou gouverneur civil de la province ; l'autre, st le porte-glaive ou gouverneur militaire. Cependant, la défiance et la ine que se portent mutuellement les pères n'ont pas empêché les enfants se voir et de s'aimer. Le *Roméo* et la *Juliette* de l'Ukraine se sont mariés crètement ; mais le palatin fait tout pour les éloigner et les séparer : il rêvé pour son fils quelque alliance plus noble et plus à sa convenance. a demandé à Rome la dissolution du mariage ; mais cette voie légale et ligieuse n'est pas assez prompte au gré de son impatience ; une résolu-n terrible va le débarrasser de sa bru. Feignant avec son fils Venceslas, nt il n'a pu vaincre les sentiments, et avec le vieux porte-glaive une conciliation mensongère, il envoie Venceslas auprès de Maria et ne et plus d'autre condition à la liberté de leur bonheur qu'un délai néces-té par une expédition contre les Tatars. Le porte-glaive et Venceslas mbattront ensemble, et après la victoire Maria appartiendra tout entière Venceslas. Mais ce n'est là qu'une infâme trahison du palatin, qui, pen-nt l'absence des deux protecteurs de la jeune femme, la fait saisir par es assassins et noyer dans l'étang du château.

Malczewski a jeté sur ce simple canevas toutes les richesses d'un style à fois plein de chaleur et d'imprévu. Ce que la traduction de M. S.-M. Nérac isse pénétrer jusqu'à nous de ces rayons brillants de l'inspiration qui illissent d'un seul jet de l'âme du poète, suffit pour nous donner une aute idée du génie de Malczewski. Sans doute bien des traits s'émoussent

Digitized by Google

en passant d'une langue dans l'autre, bien des images pâlissent, et le mouvement musical de la poésie, la sonorité mélodieuse des mots polonais, étouffés sous l'uniforme limpidité de la prose française, n'arrivent que bien affaiblis à nos oreilles. Bien des qualités de poète, et des plus brillantes, nous demeurent ainsi fermées; néanmoins la traduction, forcée de les voiler, ne les a pas mutilées, et l'on suit parfaitement sous les plis transparents de la phrase française les lignes pures et vigoureuses du vers original. Le style si ardent et si entraînant de Malczewski suffit à vivifier la traduction et lui communique quelque chose de cette passion qui, dans les scènes et dans les dialogues d'amour, comme dans les descriptions de combat et de carnage, bouillonne dans la cervelle inspirée du grand poète polonais.

LOUIS LIEVIN.

La Croisade contre les Albigeois, **épopée nationale, traduite par MARY LAFON, Paris, Librairie internationale, 1868.**

De tous les forfaits enregistrés par l'histoire, il n'en est pas de plus hideux que le massacre organisé des Albigeois, ces Manichéens qui se donnaient à eux-mêmes le nom de Cathares (purs) et qui le méritaient certes mieux, si l'on s'en rapporte à leur doctrine, que ceux qui les ont mis en coupe réglée. Il faut lire le récit des atrocités commises par les hordes catholiques déchaînées par le Saint-Siége ; il faut assister par la pensée aux sacs de Béziers, de Carcassonne, d'Albi ; il faut écouter la voix palpitante des troubadours proscrits, pour apprécier cette odieuse croisade qui imprime un ineffaçable stigmate au nom du pape Innocent *III* et à ceux de ses légats, Milon et Arnaud Amalric. Après avoir mis tout le Midi en deuil, tout le Languedoc en sang, elle fit rétrograder violemment l'esprit humain et retarda jusqu'au XVIe siècle la marche du progrès et de la civilisation.

Le récit fidèle et chaleureux de cette guerre impie, tel est le sujet du poëme contemporain que M. Mary Lafon vient de traduire en français. « Il y a lieu de s'étonner qu'un poëme si intéressant à tant d'égards et aussi utile à l'histoire qu'important sous le rapport poétique, qu'un manuscrit qui a figuré plus d'un siècle dans les bibliothèques de Paris les plus fréquentées, ait si longtemps échappé à l'attention des érudits. » Cette observation très juste a été faite en 1833 par M. Fauriel, qui, quatre ans plus tard, donna du poëme une première version en prose, précédée d'une fort remarquable étude.

Quel est l'auteur de ce poëme, dont le héros n'est pas un homme, Simon de Montfort ou le comte de Toulouse, mais un être collectif, une population tout entière, et qui célèbre les généreux efforts faits par la société du Midi pour secouer le joug de l'étranger ? Le troisième vers de la *Geste*

Digitized by Google

isserait croire que c'est un nécromancien de Tudela, en Navarre :

Us clerc qui en Navarre fo à Tudela noirit.

D'après une variante du manuscrit de M. Raynouard, ce serait un ıanoine de Saint-Antoine, qui, par prudence, s'est abrité derrière le clerc, : qui a pu composer à Montauban les premiers chants de la croisade. ais ce n'en est ni le seul ni le principal auteur.

M. Fauriel croit qu'il y en a deux : le premier, partisan de la croisade, ı second, son ennemi acharné. Il suppose toutefois que la *Geste* a été crite par ce dernier même, que les crimes des barons du Nord auraient ıit changer d'opinion. M. Mary Lafon prouve que le poëme est non-seu- ement double, mais triple, et qu'il émane évidemment de trois couleurs, n ecclésiastique et deux méridionaux.

La première partie, en effet, est écrite au point de vue exclusivement lérical ; favorable aux croisés, elle en exalte les excès. De plus, l'abon- lance des mots de la langue du Nord et des rimes françaises témoigne out au moins de collaboration avec un trouvère de la langue d'oil. Au ontraire, la seconde partie, qui s'étend de la bataille de Muret (1213), ù Pédro II, roi d'Aragon, et les Albigeois furent défaits par Simon de Montfort, jusqu'à la mort de ce dernier, tué d'un coup de pierre au siége le Toulouse (1218), respire l'horreur de l'invasion cléricale. Elle a été ertainement composée par un poète énergique, tout prêt à se sacrifier et à mourir pour sa patrie. L'idiome du XIIIe siècle y est pur de tout mé- lange ; c'est bien ce magnifique langage si riche, si sonore, si harmo- nieux des troubadours de la langue d'oc. Ici, plus d'exaltation religieuse, plus de vœux en faveur de la croisade ; partout l'amour de la patrie et la haine de l'étranger. L'intérêt féodal domine et absorbe tout. L'Eglise, pour employer les termes de M. Lafon, a servi le festin ; c'est la féoda- lité qui le mange. La lutte n'existe plus qu'entre les barons du Nord et ceux du Midi, soutenus par les communes. Quant à la troisième partie, bien qu'y souffle le même esprit national, elle est inférieure à la seconde, parce qu'elle s'agite dans le cercle de la féodalité, rétréci petit à petit par les événements.

L'œuvre, composée en vers monorimes, comprend deux cent quatorze strophes terminées chacune par un petit vers. C'est ainsi que l'a traduite M. Mary Lafon, en suivant scrupuleusement et pied à pied l'original. Il a dû bien souvent rectifier le texte altéré par les copistes et effectuer quel- ques coupures, afin de conserver l'unité et l'intérêt du récit. Comme échantillon de cette traduction, voici le portrait de Simon de Montfort. Le lecteur s'apercevra tout de suite que cette strophe est extraite de la pre- mière partie, attendu que le chef des croisés ne brillait pas précisément par son *affabilité*, sa *franchise* et sa *douceur :*

Mais là, dans ce conseil et dans ce parlement,
Est un noble baron qui fut preux et vaillant,
Le premier au conseil, hardi, sage, prudent,
Brave et bon chevalier, libéral, avenant,

Digitized by Google

Affable, franc et doux, de bon entendement.
Outre-mer il avait un établissement :
Comte de Leicester, si la *Geste* ne ment,
Il possédait Montfort et son fief bretonnant.
Voilà celui que tous viennent pareillement
Prier de se charger de ce gouvernement,
Afin de contenir ce peuple mécréant.
L'abbé lui dit : « Seigneur, au nom du Tout-Puissant,
Acceptez cet honneur dont on vous fait présent,
Le pape, comme Dieu, vous en sera garant,
Nous ensuite avec eux et toute cette gent,
Et nous vous aiderons tant que serez vivant.
— Je le veux bien, reprit Montfort, mais seulement
A la condition que tous feront serment
De me venir défendre en un péril urgent.
— Nous vous le promettons, dirent tous franchement. »
Et Montfort accepta vite et résolûment
La terre et le pays.

Ce poëme est précieux surtout par les renseignements qu'il apporte à l'histoire ; le moyen âge y renaît tout entier, avec ses idées, ses passions et ses mœurs. Aussi le lit-on du premier vers au dernier avec un intérêt toujours croissant. Il renferme des portraits touchés de main de maître et de magnifiques descriptions, celle du fameux concile de Latran, entre autres, qui seule suffirait à immortaliser un poète.

En félicitant M. Mary Lafon de l'œuvre véritablement nationale qu'il vient d'accomplir, je ne puis m'empêcher de former le vœu que tous nos poëmes du moyen âge soient rappelés à la vie sous la plume d'un traducteur aussi savant, aussi habile et aussi consciencieux. Jusqu'à présent, la lecture en est réservée aux seuls érudits ; pour le commun des mortels, c'est lettre morte, et il doit se contenter de versions en prose impuissantes à rendre la beauté et la vigueur de l'original. M. Mary Lafon a ouvert magistralement la voie. Les archivistes paléographes s'empresseront, sans aucun doute, de l'y suivre, et notre littérature se trouvera dotée d'un grand nombre de chefs-d'œuvre inconnus.

HIPPOLYTE VATTEMARE.

Le Nouveau Testament, selon la Vulgate, traduit en français, avec des notes, par l'abbé J.-B. GLAIRE. Paris, Firmin Didot frères et fils. Un magnifique volume grand in-8° sur vélin. — *Les arts au moyen âge et à l'époque de la Renaissance*, par PAUL LACROIX (bibliophile Jacob), ouvrage illustré de 17 planches chromolithographiques exécutées par F. KELLERHOVEN et de 400 gravures sur bois. Grand in-8° de 530 pages. Mêmes éditeurs.

Il a été publié l'an dernier chez MM. Didot une édition des *Evangiles*, qui est et restera longtemps une des plus belles, sinon la plus belle, des nombreuses éditions qui ont été faites du livre sacré. Ce livre par excellence, de format grand in-8°, comprend les quatre évangiles, les Actes des apôtres et l'Apocalypse. Il a été fait usage de la traduction si estimée de M. l'abbé Glaire, enrichie de notes, d'avertissements et d'une table indicative par

Digitized by Google

ordre alphabétique des « textes de la Bible qui établissent le dogme catholique contre les erreurs des protestants; » le tout forme un volume de 322 pages imprimé sur papier vélin.

Le type dont on s'est servi est ce caractère dérivé des anciens caractères elzéviriens et qu'on appelle improprement anglais. C'est un type élégant, svelte sans être maigre, et ferme sans être lourd, d'une régularité parfaite, d'un aspect doux et harmonieux. Le texte est encadré à la manière des beaux missels de la Renaissance, avec cette différence seulement qu'ici ces encadrements, gravés sur bois, sont en noir au lieu d'être en couleur. Pour ces encadrements comme pour les fleurons et les culs-de-lampe, les savants éditeurs ont puisé largement dans les beaux livres enluminés de la fin du XVe siècle et du commencement du XVIe; ils ont emprunté aussi beaucoup de sujets aux admirables arabesques des loges du Vatican. Enfin, toutes les fois qu'il a fallu inventer, l'artiste, sans s'astreindre à la copie, s'est rigoureusement renfermé dans le style qu'il avait choisi.

Mais ce n'est là qu'une partie de l'œuvre. Ce qui lui donne un caractère tout particulier et ce qui lui assure un prix inestimable, c'est qu'on a fait précéder chaque évangile de la reproduction des principaux tableaux inspirés aux plus belles époques de l'art par les épisodes de la vie de Jésus que ces évangiles racontent. C'est ainsi que nous voyons successivement passer, feuille à feuille, des gravures, d'une excellente exécution, reproduisant les ouvrages admirés de Raphaël, de Michel-Ange, de Léonard, de Francia, de Titien, de Corrége et surtout de fra Angelico da Fiesole, ce pieux et inimitable peintre des mystères sacrés. Quelques-unes de ces reproductions constituent à elles seules des chefs-d'œuvre. Nous signalerons surtout la *Descente de Croix* de Daniel de Volterre, tableau d'une ordonnance si noble et d'un aspect si saisissant; la *Cène* de Léonard, le *Jésus dans sa gloire* du Pérugin, *Jésus parmi les docteurs* de Fiesole, la *Pêche miraculeuse*, *les Disciples d'Emaüs*, de Raphaël, *le Lazare* de Sébastien del Piombo, et vingt autres. Le seul reproche que nous pourrions peut-être adresser aux éditeurs de ce beau livre, ce serait d'avoir trop fait d'emprunts à Gaudentio Ferrari, peintre de la décadence lombarde, qui avait pourtant su garder certaines traditions du grand Mantegna. G. Ferrari a beaucoup peint des sujets de l'Évangile; ainsi s'explique qu'on ait eu souvent recours à ses œuvres pour orner toutes les pages d'un livre qu'on voulait rendre aussi complet par le dessin qu'il l'était déjà par l'ornement. Au demeurant, les copies d'après G. Ferrari valent mille fois mieux que les *illustrations* de nos médiocres dessinateurs.

Cette édition du Nouveau Testament est un des plus beaux livres et des mieux imprimés qui soient sortis des presses modernes.

Les arts au moyen âge peuvent être considérés comme un accessoire nécessaire à l'étude de l'histoire. Il est bien difficile de comprendre les faits historiques si on les détache de leur cadre, si on les enlève au milieu où ils se sont produits. Le mobilier, les vêtements, l'habitation, le monu-

Digitized by Google

ment, l'art tout entier, se lient étroitement aux événements, leur donnent leur véritable physionomie et concourent à les graver dans la mémoire. C'est un des traits saillants de notre époque que l'étude de cet ensemble de faits, en apparence secondaires, mais plus importants toutefois qu'on ne l'a cru longtemps, si l'on considère qu'ils sont le développement du génie humain soumis à certaines conditions sociales, dont ils forment en quelque sorte le tableau saisissant. L'art, jusque dans ses branches inférieures, considéré à ce point de vue, n'est plus seulement une curiosité ou même une chose belle en soi; c'est une voix éloquente qui révèle les temps passés et nous initie aux mœurs, aux pensées, aux conditions sociales, philosophiques et religieuses des âges écoulés. Il prend dès lors un rôle considérable dans l'histoire, qu'il éclaire d'un vrai jour, et sert de commentaire et de contrôle aux chroniqueurs et aux historiens. C'est donc une bonne pensée que d'avoir réuni en un beau volume les éléments principaux de cette partie de la science, aujourd'hui épars dans des livres nombreux et dans de vastes collections. Cet ouvrage ne dira pas tout, cela est impossible en 600 pages; mais il dira beaucoup, et tout ce qu'il faut savoir pour se faire une idée juste de temps qui semblent, en raison de notre éducation, plus éloignés de nous que l'antiquité elle-même.

Il était naturel qu'une telle collection fût rassemblée par M. Paul Lacroix, un des hommes de France qui ont le plus vécu dans le moyen âge. Auteur déjà de grandes collections estimées d'ustensiles, de meubles et de costumes, historien érudit et bibliophile d'un goût exercé; nous lui devons cette fois un *epitome* fort bien fait et d'une utilité plus générale.

Le livre s'ouvre par un *fac-simile* d'une des plus belles miniatures des *Petites Heures*, d'Anne de Bretagne, livre infiniment précieux, qui a appartenu à Catherine de Médicis et qui appartient maintenant à la bibliothèque de M. Ambroise-Firmin Didot. On ne pouvait trouver un plus beau frontispice pour un beau livre. L'auteur s'occupe d'abord de l'ameublement, et nous voyons passer sous nos yeux le fameux fauteuil de Dagobert que l'on voit au Cabinet des antiques à la Bibliothèque impériale. La plupart des siéges, à cette époque, étaient en métal, quelques-uns en or ou en argent. Nous ne parlons, bien entendu, que du mobilier des grands, le seul dont quelques rares fragments soient arrivés jusqu'à nous. Cependant, dès les Xe et XIe siècles, quelques vieilles peintures, et plus tard quelques vieilles miniatures qui ornent d'antiques manuscrits, nous montrent les pièces les plus importantes du mobilier à cette époque. On y reconnaît encore dans la forme les vestiges de l'art romain et du style byzantin, qu'en est un dérivé. Chemin faisant, nous voici parvenus au XIVe siècle, dont une verrière nous représente saint Louis sur son siége royal. C'est encore l'antique siége en X, à branches courbes, forme qui descend en ligne droite de la chaise romaine et grecque. Mais celui-ci est orné d'un dossier en tapisserie ou étoffe brodée et surmonté d'un dais de même étoffe. Il est de fond bleu et semé de fleurs de lys d'or. Bientôt la renaissance arrive, et, tout en conservant le siége à dais dans ses lignes principales, elle le découpe à jour et l'orne de fleurons, de palmettes

Digitized by Google

de colonnettes. La même révolution s'était accomplie dans les monu-
ents : les châteaux, par leur plan, appartiennent encore au moyen âge ;
urs détails relèvent d'un art nouveau ; les grosses tours sont là, mais leur
pect défensif a disparu.

Après nous avoir rapidement montré le meuble et ses accessoires, les
npes, les coffres et leurs serrures, l'auteur nous introduit dans un véri-
ble musée de tapisseries, riche chapitre qui commence à la fameuse ta-
sserie de Bayeux et va jusqu'aux belles tapisseries de Beauvais. On
rait pu y joindre les tapisseries d'Arras exécutées d'après Raphaël,
ui figurent au Vatican et au musée de Berlin, et dont les cartons sont
château d'Hampton-Court, en Angleterre. C'est l'apogée de la renais-
nce.

La céramique vient ensuite, et s'étend de l'époque gallo-romaine à la
ience dite de Henri II. Luca della Robbia et Bernard Palissy y jouent natu-
ellement le principal rôle. L'armurerie forme un chapitre très intéressant.
es autres chapitres comprennent la carrosserie, l'orfèvrerie, un des
ieux étudiés, l'horlogerie, les instruments de musique, les cartes à jouer,
a peinture sur verre, un des sujets les plus riches du moyen âge, la
einture à fresque, la peinture sur bois, sur toile, etc. La gravure, la sculp-
ure, l'architecture religieuse et civile, partie nécessairement sacrifiée,
ar elle comprendrait à elle seule plusieurs volumes ; le parchemin, le
apier, les manuscrits, les miniatures, l'imprimerie, qui les couronne et les
emplace ; la reliure enfin, qui les rapproche. Le cercle est complet. Toute
a vie de l'homme y est comprise dans ses manifestations diverses.

Les planches coloriées sont d'une remarquable exécution. Il faut citer surtout le *Songe de la vie*, d'Andrea Orcagna, dont on voit la fresque au Campo-Santo de Pise.

Au sortir d'un tel livre, on en saura plus sur le moyen âge et la renaissance qu'on n'en aura pu apprendre dans les cours d'histoire de nos lycées et même de nos Facultés.

ALPHONSE DE CALONNE.

***La Callipédie contemporaine*, par M. le Dr L. NOIROT. Paris. Dentu.**

Voilà un titre qui promet beaucoup, trop peut-être. Mais déjà la préface est plus modeste, et le corps du livre ne la dément pas. Sous une forme anecdotique et spirituelle, M. Noirot appuie ses préceptes d'une multitude de faits. Il enseigne par l'expérience ce que l'expérience seule peut apprendre. Quand elle lui fait défaut ou qu'elle semble n'être pas d'accord avec elle-même, ou plutôt quand ses interprètes se taisent ou se contredisent, M. Noirot n'a lui-même rien à dire ou sait douter. A l'expérience d'autrui il joint quelquefois la sienne propre ; car il a tout ce qu'il faut pour bien observer, et il est convenablement placé pour le faire. Quant à la forme de son ouvrage, c'est la même que pour son *Art de vivre long-*

Digitized by Google

temps, dont nous avons aussi rendu compte dans l'un des précédents numéros de cette revue. Esprit orné, délicat et fin, il dit avec simplicité, clarté, élégance et sobriété tout ce qu'il pense pouvoir intéresser le public sur ce sujet.

La matière était délicate à traiter. Il a su tourner toutes les difficultés. S'il est de l'avis de je ne sais plus quel cardinal célèbre auquel une dame demandait s'il convient, en certains moments, de se livrer à l'oraison *aliquid ruminare psalmorum*, il répond sagement, comme le cardinal : *Age quod agis*. Car la dame, au dire de Bayle, parlait latin; et l'on conviendra que c'était le cas de se servir d'une langue qui, dit-on, brave l'honnêteté. M. Noirot a rarement besoin de recourir à ce moyen pour ménager la pudeur du lecteur.

La partie sans contredit la plus importante de son livre est celle où, d'accord avec tous les physiologistes, il fait ressortir la nécessité du choix dans les alliances, au point de vue de l'heureuse modification d'une constitution par une constitution contraire, tout en dissuadant de marier une maladie à une autre dans l'espoir très périlleux d'obtenir un produit plein de santé.

Il n'est jamais plus important de tenir compte de ces données que lorsqu'une même maladie ou des maladies analogues règnent dans les familles qui songeraient à s'allier. Et comme beaucoup d'affections sont héréditaires, il y a un danger tout particulier à s'unir entre cousins ou cousins issus de germains.

Un jurisconsulte fort distingué, qui a été longtemps l'honneur de la Faculté de droit de Dijon, Proudhon, l'un des premiers commentateurs du code civil, avait dit que, dans l'humanité même, « il faut croiser les générations ; que c'est d'ailleurs un moyen de multiplier les affections sociales et d'attacher l'homme à sa patrie par un plus grand nombre de liens. » M. le docteur Noirot partage entièrement l'avis du jurisconsulte dijonnais, au moins en ce qui regarde le motif pris de la physiologie. Je pense qu'il n'aurait aucune répugnance à reconnaître la justesse des deux autres. Croirait-on qu'il s'est rencontré un professeur de droit assez faussement pudibond pour trouver mauvais que le doyen de la Faculté de Dijon ait parlé avec cette chaste simplicité dans un ouvrage destiné principalement « à des jeunes gens ? » Delvincourt lui-même, doyen de la Faculté de droit de Paris, a osé dire, écrire à l'adresse de son illustre collègue de Dijon, que « le motif tiré du croisement des races ravale évidemment l'homme à la qualité des bêtes ; qu'il serait parfaitement à sa place dans un code de haras, plutôt que dans un code civil. » Nous en sommes bien fâché pour le trop scrupuleux Delvincourt; mais il y a là une telle étroitesse d'esprit, qu'elle aboutit à l'erreur et rappelle cette pensée de Pascal : « L'homme n'est ni ange ni bête, et le malheureux qui veut faire l'ange fait la bête. »

J. TISSOT.

Digitized by Google

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

THÉATRE-FRANÇAIS : Triomphe de Ponsard. — Reprise du *Lion amoureux*. — *Les Conférences*.

La Comédie-Française a fait un triomphe à Ponsard ; elle a bien fait. Cependant c'est s'y prendre un peu tard ; beaucoup de gens penseront qu'il eût mieux valu être un peu moins passionnée pour Ponsard mort et un peu plus hospitalière pour Ponsard vivant. Cette ovation posthume ressemble trop à ce qu'on appelle une palinodie ou encore à une amende honorable. Le théâtre qui a refusé *Lucrèce*, *l'Honneur et l'Argent*, quoi encore ? et qui aurait certainement tué Ponsard du premier coup si son talent méconnu n'avait trouvé des débouchés ailleurs, est assez mal venu aujourd'hui à lui prodiguer tant d'honneurs. Mais enfin il est sage de reconnaître les torts que l'on a eus et de venir à contrition, surtout quand il n'en coûte rien. Le Théâtre-Français a l'air d'un pénitent qui entonne des chants de fête pour qu'on n'entende pas ses *mea culpa*.

La soirée triomphale débute par des stances de M. Henri de Bornier sur Ponsard ; ce ne sont point de mauvaises stances ; mais que je plains M. Henri de Bornier ! Avoir du talent, bien tourner une strophe, marier avec habileté la rime et l'hyperbole, exceller dans l'éloge académique en vers, avoir été décoré par M. Duruy pour cette spécialité, et n'en jamais sortir, n'est-ce pas jouer de malheur ? Une fois, deux fois, passe encore, mais être appelé à toutes les solennités comme le musicien de la fête, se voir réduit à ce rôle subalterne, quand on sent évidemment en soi de quoi faire mieux, s'en tenir modestement aux fonctions d'accompagnateur, quand on chanterait assez bien pour son propre compte, c'est désolant ! Il paraît que M. Henri de Bornier ne s'en afflige pas, puisqu'il recommence toujours ; mais il faut bien le lui dire, il n'aura un talent original que le jour où il donnera sa démission. Véritablement, se charger de composer des distiques ou même des stances pour les statues des grands hommes, est-ce faire œuvre de poète ? Quand M. Henri de Bornier aura ainsi enterré en alexandrins ce qui nous reste encore d'un peu passable, croit-il qu'il se sera rapproché de leur niveau et qu'il participera au cer-

Digitized by Google

tificat d'immortalité qu'il leur délivre? Non, sans doute ; sans compter que l'on s'use à ce métier, et qu'il n'y a pas cent mille façons de tourner une épitaphe.

Celle de Ponsard est une des meilleures qu'ait rimées M. de Bornier, et il faut bien en parler un peu, car, en somme, c'est la vraie nouveauté de cette petite fête. Voici ce que Mlles Ponsin et Tordeus ont récité au Théâtre-Français :

Ne te repose pas encore,
Sculpteur! prends le marbre ou l'airain,
Livre aux souffles du vent sonore
La statue au front souverain ;
Dans ton siècle et dans les vieux âges
Choisis les héros et les sages,
Les rois humains, les précurseurs,
Tous ceux dont les efforts sans nombre
Ont vaincu le mal, chassé l'ombre,
Savants, poètes et penseurs.

Il y aurait plaisir à analyser cet poésie, comme on analyse, dans les cours de littérature, une ode de Jean-Baptiste Rousseau ou de Lefranc de Pompignan, et à en faire ressortir toutes les beautés lyriques. Travail de pédant, mais bien amusant, quoi qu'on dise. A-t-on assez déchiqueté ainsi ce pauvre *comte du Luc*, à peine convalescent! Un critique de l'ancienne école ne manquerait pas de commencer ainsi : « Ne te repose pas encore... » Bon mouvement, assez vif pour lancer la strophe et permettre cependant cette savante gradation d'enthousiasme qui convient à l'ode. Boileau ne procède pas autrement dans sa *Prise de Namur*... « Sculpteur ! prends le marbre ou l'airain... » L'élan est donné, le poète commence à ne plus se connaître, le délire apollonien l'envahit, on voit passer l'ombre de Pindare. Cette divine fureur doit faire pardonner quelques vers faibles, les efforts *sans nombre* et l'ombre chassée, banalité romantique. Poursuivons :

Pour l'honneur du siècle où nous sommes,
Pour sa joie et pour son orgueil,
Le temps n'est plus où les grands hommes
Dans l'art ne trouvaient qu'un long deuil.
Contre eux l'aveugle ingratitude
N'a qu'une heure ; la multitude,
Vivants même, les protégea;
L'injustice avant eux succombe,
Et le jour où s'ouvre leur tombe,
Leur statue est prête déjà !

En général, elle est même prête un peu trop tôt. Il serait bon d'y laisser collaborer pour une bonne part ce grand sculpteur, cet admirable metteur au point qui s'appelle le Temps. Mais M. de Bornier a bien raison quand il proclame que l'on n'est plus ingrat envers les grands hommes : c'est bien différent : on est reconnaissant envers les petits. Le peuple les

Digitized by Google

rotége, *même vivants!* Ce *même vivants* vaut son pesant d'or. Et, morts, . de Bornier les couronne :

O Ponsard! la tienne était prête;
Le Phidias mystérieux
D'avance modelait ta tête
Pour le monument glorieux.
Tu ne rencontrais sur ta route
Ni le froid dédain, ni le doute,
Ni les haines au noir flambeau.
Tu marchais en pleine lumière,
Et la victoire, coutumière,
Ne t'abandonne qu'au tombeau.

Coutumière, surtout entre deux virgules, est d'un joli effet; mais ébut de la strophe est un peu vague. Quel est ce Phidias mystérieux a-t-il donc chez nous des Phidias mystérieux ou démasqués?

On disait : « Ils sont morts depuis trois mille années,
» Les maîtres oubliés de l'Olympe lointain.
» L'homme ne se sent plus dans les mains obstinées
» De l'inexorable Destin;

» Ils dorment sous le ciel de la Grèce, leur mère,
» Les monstres de la fable et les héros fameux;
» Ils ne sont plus, les rois de Sophocle et d'Homère,
» Et l'art tragique est mort comme eux. »

Non! répondait Ponsard; comme dans l'âge antique,
Une inflexible loi régit l'humanité,
Et la raison d'Etat, la sombre politique
Remplace la fatalité.

L'homme, sauvé des dieux, n'est pas sauvé des hommes,
Et la rage, l'orgueil, l'intérêt odieux,
Pèsent sur nous, mortels, désarmés que nous sommes,
Comme jadis pesaient les dieux.

Tu peux venir après l'antique Melpomène,
Muse de l'art nouveau, Muse des nouveaux pleurs;
L'histoire t'appartient, et voici ton domaine :
Quarante siècles de douleurs!

Il le savait, Ponsard! Sur son œuvre profonde
Il fit planer, ainsi que Corneille autrefois,
Cette fatalité, loi moderne du monde,
Terrible à tous, peuples et rois!

Voilà de très bons et même de très beaux vers, de ceux qui nous font regretter bien sincèrement que M. de Bornier s'en tienne à cette modeste fonction d'appariteur des grands hommes et de chambellan du Théâtre-Français. Il ne faut point trop chicaner sur l'idée, sur cette seconde fatalité, aussi terrible que l'ancienne, qui, suivant M. de Bornier, préside au théâtre de Ponsard. La politique n'est pas la fameuse Anankê de Sophocle et de Victor Hugo; M. Rouher n'est pas le Destin. D'ailleurs,

Digitized by Google

elle a existé de tout temps, et ce ne sont ni Corneille ni Ponsard qui l'ont inventée. Le théâtre grec n'est que politique d'un bout à l'autre ; et qu'importe qu'elle soit historique ou fabuleuse? les ressorts et les effets en sont les mêmes. Non, la vraie, l'éternelle fatalité, celle qui est de tous les temps et de tous les théâtres, celle qui surmonte Jupiter lui-même, elle est en nous, et c'est la passion, la passion violente, souveraine, indomptable, la passion qui règne et triomphe sur le corps de la liberté. Dans Ponsard comme dans Sophocle, chez Danton comme chez Créon, chez Charlotte Corday comme chez Antigone, voilà la vraie fatalité, et il n'y en a pas d'autres, et Ponsard n'en a pas imaginé une seconde pour son usage; et s'il avait essayé d'en imaginer une nouvelle, il serait resté absolument inécouté et incompris. Ce qui est vrai, c'est que les dieux sont morts, et que l'humanité, victime d'elle-même, n'a plus le droit de s'amnistier en se disant leur victime :

L'homme sauvé des dieux n'est pas sauvé des hommes.

Ce n'est pas seulement un vers remarquable ; c'est un résumé historique du premier ordre :

L'histoire t'appartient, l'histoire, mer sans bornes!
Comme un plongeur descend dans les profondeurs mornes
Que n'agite jamais le flux ni le reflux,
Le poète descend dans les temps révolus.
Ils sont là devant lui : roi, guerrier, juge, prêtre.
Législateurs, tribuns, le sceptique, le traître,
Le persécuteur sombre et le martyr joyeux,
Ensemble ou tour à tour passent devant ses yeux;

Le poète attentif, dans ces ombres mêlées
Attache son regard sur les âmes voilées,
Compte ce que la terre a supporté d'horreurs,
Ce que l'esprit humain a contenu d'erreurs,
Aperçoit dans le calme où l'injustice expire
Que le bon fut meilleur, que le méchant fut pire
Et remontant vers nous, que le doute agitait,
Il crie enfin : Voilà l'homme tel qu'il était!

Quelle est ta première héroïne,
Sanglante sous son voile noir?
Chrétienne, elle eût été Pauline.
Martyre d'un autre devoir;
C'est Lucrèce! la tyrannie

Inflige en vain l'ignominie
A ce front pudique et charmant;
Il saura, le vainqueur infâme,
Que le dernier cri d'une femme
Réveille un peuple par moment!

C'est vous, Agnès, douce victime
Pour qui le devoir fut obscur,
Dont le bonheur fut le seul crime.
Cœur déchiré, tremblant et pur,
C'est toi, vierge aux héros pareille,
Petite-fille de Corneille,

Digitized by Google

Sœur de Camille et de Cinna,
Qu'on n'ose louer ni maudire,
La seule dont on a pu dire :
C'est l'ange de l'assassinat.
. . . . . .
. . . . . .

C'en est assez pour donner une idée d'un morceau qui, en des temps plus heureux, aurait peut-être suffi à la gloire de son auteur. Il est bien certain que les deux siècles littéraires qui ont précédé le nôtre n'en demandaient pas toujours autant à un poète pour lui marquer sa place et recommander son nom. Aujourd'hui, bien que la multitude protége les poètes, *même vivants*, le public est plus difficile et il ne se contente pas d'une ode pour établir une réputation. Quant au *Lion amoureux*, que l'on reprenait en grande pompe pour la circonstance, on nous saura gré de citer encore la strophe qui s'y rapporte :

Vous voici maintenant, marquise,
Devant qui déjà nous plions,
Vous dont les yeux, la grâce exquise,
Rendent amoureux les lions;
Mais prenez garde aussi vous-même.

Le cœur, sous le nouveau système,
S'attendrit comme sous l'ancien;
Quand on veut n'être pas ingrate,
On est plus vite démocrate
Qu'on ne le croit, songez-y bien!

Le *Lion amoureux* a réussi comme au premier jour, encore plus bruyamment peut-être. Les *fureurs d'Humbert* ont électrisé une salle qui est devenue révolutionnaire depuis quelque temps. Quatre salves, ni plus ni moins, pour la république! Cela ressemble un peu à une niche, mais ces Français sont si malins! Quand la république était vivante et présente, ils applaudissaient les pièces royalistes; le foyer d'un théâtre est toujours un foyer d'opposition. Nous avons déjà dit ce que nous pensions de la tirade qui remue ainsi les spectateurs du *Lion amoureux*; elle est des plus médiocres, et Ponsard a fait mieux dix fois, notamment dans *Charlotte Corday*, la plus belle de ses œuvres. Ici, le vers mollit, trébuche en maint endroit, et le souffle manque; mais allez donc dire à des gens ainsi montés que tout n'est pas beau dans la *Marseillaise!*

Maintenant, une autre observation : le vers choque un peu dans une pièce semblable; c'est trop contemporain, trop près de nous pour supporter ce qu'il entre de convention forcée dans un drame en vers. On sait que nous n'avons aucune répugnance pour la tragédie; que, suivant nous, ce qui est beau en vers ne peut être égalé en prose; que la poésie donne à tout ce qu'elle touche un accent et un relief particuliers; mais encore faut-il que le temps et les événements qu'on met en scène s'accommodent de ses façons et de son langage. Ici ce n'est point le cas; la république en vers! On l'admet à peine dans *Charlotte Corday*, ou plutôt on

Digitized by Google

tâche de l'oublier, et on y arrive parce que le poète s'est contenté presque partout de découper le *Moniteur* en y ajoutant quelques rimes. Dans le *Lion amoureux*, ce farouche Humbert invectivant les muscadins sur le rhythme tragique, on aimerait mieux la prose. La scène manque de perspective et de lointain. La même observation ne s'applique pas aux déclamations amoureuses du quatrième acte; l'amour va bien avec les vers; la politique, et surtout la politique contemporaine, y répugne. Quand Humbert casse tout chez lui, on ne s'étonne point de l'entendre rimer en même temps que casser : c'est une colère à hémistiches; quand il défend la république, on s'en plaint un peu : c'est une colère de père Duchesne, c'est-à-dire une colère en prose.

Le rôle du petit marquis royaliste est moins bien tenu par M. Febvre qu'il ne l'était dans la première distribution par M. Delaunay. M. Febvre ne sait pas dire : Vive le roi! comme son camarade. Mme Tallien n'est pas cette fameuse Notre-Dame de Thermidor, cette païenne du Directoire, qu'Alfred de Musset a peinte en deux coups de crayon; mais c'est la faute de Ponsard; une telle figure était trop fine et trop compliquée pour son talent rectiligne, il n'a pas pu s'en tirer. Reste le général Hoche, dont M. Leroux ne paraît pas se faire une idée bien exacte. Il nous montre en lui une espèce de Kléber, un Hercule des combats, un débraillé de paroles et de tenue dans la donnée d'Augereau ou de Lefebvre. Ce n'est pas cela, ou du moins c'est le Hoche de la première venue; tandis que le Hoche de Quiberon est déjà de la seconde manière, discret, modéré, humain, excellent citoyen et très peu sans-culotte. En somme, la pièce est bien montée, bien soignée, jouée avec bonne volonté et avec ensemble; les costumes sont exacts et brillants, trop brillants peut-être. On peut reprocher à ceux qui les portent d'y mettre un peu de charge et d'exagérer dans un salon du Directoire comme ils le feraient dans un bal travesti. C'est encore un manque de goût. Les costumes du Directoire sont assez bizarres par eux-mêmes, et assez *incroyables*, pour qu'on n'essaye pas de nous les rendre plus *incroyables* encore. La vérité y suffit, et même une pointe d'adoucissement n'y messiérait pas. Encore une fois, voici le problème, et il est délicat, faire accepter des modes devenues ridicules, et leur donner l'intérêt d'un grand spectacle historique. Dans ce *Lion amoureux*, MM. les comédiens du Théâtre-Français n'y ont pas toujours réussi.

Je ne voudrais point laisser passer la réouverture des conférences du boulevard des Capucines sans rappeler en quelques mots combien cette entreprise est intéressante et digne d'être encouragée. C'est le premier essai d'enseignement vraiment libre que nous voyons dans notre pays; c'est la première occasion qui nous est offerte d'imiter l'Angleterre dans une de ses meilleures institutions; une élite d'hommes éloquents, instruits, spirituels, s'est dévouée à nous prouver tous les services qu'une pareille institution peut rendre. Il faudrait désespérer des habitudes françaises si notre zèle ne répondait pas à leurs efforts. C'est M. Sarcey qui a prononcé le discours de rentrée. Ce discours n'a été, Dieu merci! qu'une causerie toute d'entrain et de verve. Après avoir posé en principe que

Digitized by Google

l'art de la causerie était à peu près perdu chez nous, M. Sarcey n'a pu s'empêcher de se donner immédiatement un démenti à lui-même, car il a causé du mieux que l'on puisse causer en France à l'heure qu'il est. On voit en l'écoutant qu'il improvise. Sa phrase originale, fantasque, tombe sur le mot tout en courant, et fait continuellement d'heureuses rencontres. La causerie n'est à l'aise, a-t-il dit, et ne peut s'appeler véritablement causerie que si les sujets traités et ceux qui les traitent ont de la valeur. La philosophie, la littérature et l'art sont trois sciences inépuisables, qui suffisent à l'alimenter.

Après ce préambule, M. Sarcey a parlé de la causerie au XVIIIe siècle. Il a rendu sensible aux yeux cet éclat des salons de Mme d'Epinay où les d'Holbach, les d'Alembert, les Voltaire et les Diderot tiraient leurs feux d'artifice. Il a présenté Diderot comme le roi de la causerie, comme le plus brillant et le plus profond des parleurs, ce qui est l'exacte vérité. La flamme allumée par ces maîtres du genre vacillait peu à peu, et diminua avec Chamfort et Rivarol, jusqu'au jour où elle s'éteignit complétement dans le sombre brouillard de la Révolution française. On a quelquefois essayé de la ranimer depuis; mais à quoi bon? les temps n'y sont plus. Notre époque, toute à ses affaires, toute à ses travaux, sans salons comme sans causeries, est bien assez occupée d'enfanter la démocratie, et, comme le disait naguère M. Lowe à l'Angleterre stupéfaite, d'apprendre à lire à ceux qui seront nos maîtres demain.

M. Sarcey a été chaudement applaudi par un public intelligent, qui semblait ravi de le voir aller ainsi contre sa thèse. Après lui est venu un philosophe qui ressemble à un tribun, M. Chavée, qui a parlé avec emportement contre le spiritualisme et le positivisme tout ensemble. Guerre à M. Guizot! Guerre à M. Littré! C'est un peu transcendantal pour le boulevard des Capucines. Peut-être les auditeurs de M. Chavée ne se sont-ils pas rendu un compte bien exact de sa doctrine; mais ils ont certainement été satisfaits de son éloquence. Quand il mettra autant de lumière dans ses idées que de chaleur dans sa parole, il convertira certainement le monde. Mlle Maria Deraismes, qui lui succédait *à la tribune*, a parlé avec beaucoup de conviction du rôle des femmes dans la société moderne. Il y a un rôle qu'elle leur a spécialement dévolu : c'est de cribler d'épigrammes le petit nombre d'hommes qui voudraient les réduire aux fonctions stériles et subalternes d'épouses dévouées et de mères intelligentes. Stériles! stériles!

A. CLAVEAU.

Digitized by Google

REVUE MUSICALE

THÉATRE LYRIQUE : *Iphigénie en Tauride.* — THÉATRE ITALIEN : *Semiramide.* — Mlle Krauss. — GRAND OPÉRA : *Les Huguenots.* — Mme Sasse. — Mme Carvalho. — Rossini.

La fécondité de notre école de musique se manifeste en ce moment d'une façon bien singulière. Aucune partition nouvelle ne voit le jour, et on ne nous donne à applaudir que des pièces de date peu récente : le *Val d'Andorre*, le *Barbier de Séville*, *Semiramide*, *l'Irato*, *Iphigénie en Tauride*. Grâce à Mlle Krauss, admirable tragédienne, cantatrice éminente, grâce à M. Palermi, habile à chanter la musique de Rossini, grâce à M. Verger, qui est un artiste de race, *Semiramide* a repris dans le répertoire du Théâtre-Italien la place qui lui appartient. Pour *Iphigénie en Tauride*, les chances sont moins sûres. *Orphée* a laissé au Théâtre-Lyrique une tradition qu'on tâche d'y perpétuer. Mais l'austère et grandiose opéra de Gluck réclamerait une troupe moins disparate, un orchestre moins bruyant, une interprétation plus respectueuse. Mme Gaston-Lacaze, — Iphigénie, — qui n'est pas une artiste sans valeur, a l'élan dramatique ; elle phrase avec largeur et détaille habilement le récitatif. A côté d'elle, on a applaudi un ténor un peu mignard, M. Bosquin — Pylade. — Mais l'auditoire se montrait moins enthousiaste dès le second acte, par la raison qu'il faut posséder au suprême degré l'art difficile de chanter pour mettre dans tout son relief cette musique pleine d'idées, et qui, constamment, se déroule sous une forme puissante et solennelle. Le pas des Scythes, qui est habilement réglé, est le morceau qui obtient le plus de succès, sans doute à cause du mouvement rapide de son rhythme. M. Pasdeloup, le directeur du théâtre, qui lui-même conduisait l'orchestre, ne paraît pas se faire une idée bien juste de la musique de Gluck. Les mouvements sont souvent à contre-sens et les instruments, mal pondérés, couvrent les voix et les chœurs. Il y aurait beaucoup de conseils à donner à M. Pasdeloup s'il était homme à les entendre.

Semiramide et *Iphigénie en Tauride* ont été favorablement accueillies. En revanche, la reprise des *Huguenots* a été une déroute. On l'avait cependant annoncée depuis plusieurs mois comme un fait destiné à marquer dans les annales de la direction actuelle de l'Opéra. Elle devait servir de pendant à cette représentation épique de *Guillaume Tell*, qui fut une des solennités de la dernière saison. Cette fête si bruyamment carillonnée a été une déception, et la direction de notre académie impériale de musique a dû, non sans étonnement, s'apercevoir que, dans la coupe de ses succès, il s'est mêlé une très amère goutte de fiel. Trop d'habileté nuit. On commande le triomphe et le triomphe fait défaut.

Le ballet et la musique concourent pour les plaisirs que l'on recherche à l'Opéra. Que la direction de l'Académie impériale soit dilettante de

Digitized by Google

ballets, on ne s'en aperçoit pas toujours ; qu'elle soit dilettante de musique, l est permis d'en douter. Mais les maîtres doivent toujours être respectés. La tradition laissée par Meyerbeer est encore vivante à l'Opéra ; pourquoi a violer ? M. Gevaert est un musicien renommé, et il est inspecteur général de la partie musicale à l'Opéra. Il faut lui pardonner un excès de zèle. On l'avait chargé de contrôler certains mouvements que la routine et le désir de finir vite avaient insensiblement accélérés. M. Gevaert, qui est très savant, très doctoral, très grave et très austère, a voulu tout refaire, tout ramener à une gravité lourde, à une lenteur psalmodique. Il a mis les semelles de plomb à tous ces pieds devenus trop légers, et qu'est-il arrivé? C'est que rien n'a marché : l'orchestre, où dominent les beaux instruments de M. Sax, tâchait d'être excellent; mais, tiraillé en tous sens, il n'a pu faire de bonne besogne et n'a plus mérité d'être appelé le premier orchestre de l'univers. Dans quel but infliger ces périlleuses modifications à un chef-d'œuvre consacré par l'admiration de toutes les écoles, et qui n'en est plus à sa période d'essai? Le maître regrettéqui a écrit les *Huguenots* ne veillait-il pas à tout, et M. Gevaert est-il donc chargé de corriger Rossini et de refaire Meyerbeer?

L'imagination a besoin d'un effort pour retrouver en Mme Sasse l'héroïne rêvée par Meyerbeer; mais cela admis, on n'a plus que des compliments à adresser à cette artiste, qui sait aviver ses qualités rares par une si énergique volonté. Depuis Mme Cruvelli, nous n'avons pas entendu à l'Opéra de voix plus ample, plus solide dans son tissu et d'un métal plus pur. Le sentiment dramatique anime cette belle voix, et par moments Mme Sasse arrive au grand style. De concert avec M. Faure, qui, dans le rôle épisodique de Nevers, apporte l'élégance et la flamme dramatique d'un Nourrit, elle a dominé l'ensemble de cette représentation compromise, que ne sauvera pas l'intervention de Mme Carvalho. Cette artiste, qui si rarement s'est méprise, a prêté des finesses et des mièvreries à un personnage dont le caractère s'efface au milieu de tous ces enjolivements. La partition des *Huguenots* est comme un monument ; les sculptures trop délicates et les joailleries bien ciselées le déparent au lieu de l'embellir. La reine de Navarre n'est pas une Parisienne de notre siècle et la musique de Meyerbeer repousse les jolis effets qui vont si bien aux chants languissants de M. Gounod.

Au moment où le rideau se relevait pour la quatrième fois, avant la clôture de cette représentation dont on avait si mal à propos voulu faire une solennité d'exception, on apprit tout à coup la nouvelle sinistre que le terme était enfin venu de la douloureuse agonie du maître dont les chefs-d'œuvre ont tant illustré notre grand Opéra. Un voile de deuil s'étendit sur la salle, et, pendant que la partition s'achevait tristement, l'on ne parla plus que de cette grande mort qui de nouveau frappait l'art. Au vestibule du grand Opéra est placée la statue de Rossini. Pas un homme, pas une femme qui n'ait senti l'émotion lui monter au cœur et peut-être les larmes aux yeux, en passant devant cette image dressée pendant que le maître vivait et que maintenant on peut placer sur son mausolée. L'on s'étonnait. Quoi ! Rossini se meurt, Rossini est mort ! Les grands hommes

Digitized by Google

ne meurent pas. Et, en effet, le merveilleux artiste n'est pas mort. Ce qui fut lui, son âme, son génie, tout cela ne meurt pas, tout cela survit dans l'immortalité.

Cette grande figure sera ici l'objet d'une étude pour laquelle il n'est pas besoin de solliciter l'attention. Nous rappellerons seulement que Rossini avait depuis longtemps adopté la France comme seconde patrie. Ce n'était pas seulement son génie qui avait pris ses grandes lettres de naturalisation en remaniant *Moïse* et le *Siége de Corinthe* dans les traditions nationales de notre scène lyrique, et en composant *Guillaume Tell* et le *Comte Ory*, deux chefs-d'œuvre, dans la musique théâtrale. Rossini était Français par les habitudes de la vie, par l'esprit, par le caractère. Il avait essayé de prendre sa retraite en Italie, notamment à Bologne, sa vraie patrie musicale, comme le remarque M. Verdi ; mais il avait reconnu que rien ne lui était plus favorable que l'air de nos contrées et la vie de la capitale. Il ne s'éloignait point de Paris, et il ne quittait son appartement du boulevard des Italiens que pour cette villa de Passy qu'il aimait trop, car il s'y attardait tous les automnes un peu plus longtemps qu'il n'eût fallu. Il est peu de Français de marque, peu d'étrangers ayant quelque légitime notoriété qui aient négligé de se faire présenter à cet homme simple, spirituel et bon, dont la vie sereine rappelle celle de Gœthe. Meyerbeer lui parlait comme à un dieu. *Caro Giove*, lui écrivait-il. Tous ceux qui l'entouraient lui décernaient ainsi l'apothéose et le divinisaient longtemps avant la mort. Il était le plus aimable des hommes et aussi un juge suprême de l'art ; il tenait, on peut le dire, une cour plénière en permanence où tous les talents étaient accueillis avec urbanité. Mme Patti, Mme Alboni, Mlle Krauss, et tous les virtuoses de valeur étaient là chez eux. C'était comme une famille, et l'on y improvisait des concerts que les princes ne pourraient guère se donner. Vivant, il a pu se contempler dans son immortalité ; il espérait qu'une nuit paisible, la fin d'un beau jour, endormirait cette vie privilégiée, triomphante dès la première jeunesse, et constamment assurée de toutes les prospérités et de tous les bonheurs. Avec sagesse, lui-même il semblait vouloir mettre un frein à cette fatalité d'imperturbable allégresse. Il se modérait dans la joie, et n'abusait pas de la gloire ; il mettait sa fantaisie à interrompre son triomphe, à placer quelques ombres sages dans le rayonnement de sa célébrité. La maladie cruelle le frappa soudain d'un coup terrible. L'horreur de ses souffrances nous glaça tous, et son agonie fut un martyre par lequel toute sa vie a été couronnée. Le jour de ses obsèques sera désormais une date dans l'histoire de l'art. Nos virtuoses ont, par leur talent reconnaissant, consacré le *dernier samedi* (21 novembre), la dernière réunion du cher vieillard, qui aimait tant à les recevoir. Ces obsèques ont été une apothéose. La France a fait à Rossini les solennelles funérailles qu'elle réserve à ses grands hommes.

MAURICE CRISTAL.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

Paris, le 29 novembre 1868.

Si le gouvernement éprouve, depuis quelques jours, toute sorte de traverses ; si la tentative qu'il a faite pour refouler dans nos mémoires le souvenir importun du 2 décembre lui a si peu réussi ; si les défenseurs des accusés, dans l'affaire de la souscription Baudin, se sont élevés à un niveau d'éloquence et de popularité qu'on n'aurait pas osé prévoir ; si, enfin, pour comble de mauvaise fortune, un dissentiment regrettable s'est produit sur la question en litige entre les juges de différents ressorts, la faute en est à l'initiative imprudente de quelques zélés défenseurs de l'ordre public. Les choses ont aussi mal tourné que possible ; pour conserver à cet égard la moindre illusion et penser encore qu'en soulevant cette querelle on a servi l'Etat, il faudrait fermer volontairement les yeux et les oreilles. Y a-t-il pour un pouvoir constitué une position plus désavantageuse que celle qui vient d'être faite à l'Empire, non-seulement par les attaques multipliées que son défi a provoquées de toutes parts, mais encore par l'inefficacité d'une répression tout à fait insuffisante et par la mauvaise contenance des tribunaux ? Ce sera pour les recueils de jurisprudence un cas très singulier que celui que vient de faire naître la poursuite du ministère public. Un délit est imaginé pour arrêter certaines manifestations hostiles au pouvoir ; ce délit, qui existe peut-être dans les intentions, n'est point dans les faits ; il n'y est point, et l'accusation veut qu'il y soit ; elle l'y trouve par des enchaînements d'idées et par des corrélations de faits où la fantaisie joue le rôle que la raison impartiale et positive devrait jouer seule dans les arrêts de la justice.

En effet, les jugements longuement motivés du tribunal correctionnel n'ont pu démontrer dans leurs considérants ce qu'ils ont affirmé dans leur dispositif. On aura une idée complétement exacte de l'embarras des juges si on considère qu'ils ne sont pas arrivés à établir matériellement ce dont ils étaient moralement convaincus. Dans l'espèce, la force de l'opposition était tout entière dans cette impuissance où devaient se trouver l'autorité administrative pour exercer une répression et l'autorité judiciaire pour

Digitized by Google

asseoir une condamnation. S'il existait une loi bien positive, portant que nul ne doit faire ce que les autorités regardent comme préjudiciable au gouvernement, on aurait pu sans crainte entamer un procès contre tous ceux qui sont allés, le jour des Morts, honorer la tombe de Baudin et atteindre dans cette poursuite, en même temps que les journaux qui ont ouvert une souscription, la personne même des souscripteurs. Que ne poursuivrait-on pas encore si une telle loi existait! Mais elle n'existe pas, et, malgré toute la bonne volonté et toute l'intelligence des parquets, on ne donnera jamais cette portée à la loi de sûreté générale. Celle-ci, définie par M. Baroche lui-même : « Un ensemble de faits et d'actes, un concours ou un accord de volontés spécifiées par le but coupable auquel ils doivent tendre, etc., » ne laisse pas à l'autorité le moyen de se passer de preuves pour établir le délit qu'elle croit avoir découvert. Il faut prouver, aux termes de cette loi, beaucoup moins arbitraire qu'on ne le suppose, deux choses essentielles : 1° l'accord des volontés; 2° le but coupable.

C'est précisément ces deux faits essentiels que le tribunal de Paris s'est vainement efforcé d'établir, et que les juges de Clermont-Ferrand ont déclaré ne point exister. L'opinion publique a donné raison aux juges de Clermont-Ferrand; elle a pu, sans s'écarter du respect dû à la chose jugée, proclamer défectueuse la décision des juges parisiens et s'incliner avec un empressement plein d'intentions malicieuses devant le verdict des juges auvergnats. Elle a pu admirer le solide bon sens de ces magistrats qui n'ont pas compris qu'il pût y avoir une manœuvre quelconque dans ce simple fait d'aller dans un cimetière, d'y retrouver une tombe oubliée et d'avoir spontanément le désir de réparer l'oubli de cette tombe. Ne sont-ce pas là des faits qui s'enchaînent naturellement, qui naissent d'eux-mêmes à la suite l'un de l'autre si logiquement, que l'accord préalable prévu par la loi était plutôt nécessaire pour les empêcher que pour les provoquer? L'habileté de l'opposition a été précisément de réveiller un de ces sentiments qui font pour ainsi dire leur chemin tout seuls et vont tout seuls vers ce but coupable prévu par le législateur. Il peut y avoir eu de sa part intention subversive, ou tout au moins inconvenance; il peut y avoir eu même intention d'ébranler les bases du régime actuel; mais, du moment que ces arrière-pensées coupables s'abritaient sous un acte légal et même sous un sentiment honorable, le gouvernement devait s'efforcer d'en empêcher l'effet autrement que par la répression. Il y avait pour lui divers moyens de jeter le désarroi le plus complet dans les plans de ses adversaires; mais il n'y en avait qu'un qui pût leur assurer un succès certain : c'est précisément celui qui a été employé.

Tout ce que l'opposition avait sur le cœur, tout ce qu'elle brûlait d'envie, depuis dix-sept ans, de faire éclater à tous les yeux, la haine vivace des vaincus contre les vainqueurs, a trouvé un débouché licite et une publicité retentissante dans le débat que le gouvernement lui-même a provoqué. De quelles amendes et de quels mois de prison ceux qui rêvent le renversement de l'État n'auraient-ils point payé le droit de dire tout ce qu'ils ont dit? Il ne leur en a coûté qu'une très faible répression, et,

Digitized by Google

à ce prix, ils ont trouvé cinq ou six avocats, parmi lesquels s'est révélé un tribun, pour faire le procès au gouvernement impérial et le flétrir dans ses origines après l'avoir vertement critiqué dans ses actes. Les salons et tous les lieux publics où l'opposition a établi ses foyers de propagande ont pu se délecter dans la lecture de ces plaidoiries, où l'on retrouvait une liberté de langage, une audace dont aucun organe de la presse n'avait encore osé donner l'exemple et qui n'auraient même pas osé se produire à la tribune du Corps législatif. A la tête de ces vengeurs du coup d'État il y avait Me Crémieux, une des colonnes de l'édifice républicain que le coup d'État a renversé; il y avait aussi un des proconsuls de la république, Me Emmanuel Arago, dont les hommages officiels rendus au nom qu'il porte n'ont pu adoucir les convictions farouches, et qui a cherché le pathétique dans la narration émue des sanglantes journées de décembre. A côté de ces têtes chauves de la démocratie sont apparus de jeunes adeptes chez qui la légitime ambition de professer publiquement leur foi politique remplaçait le stimulant que leurs collègues plus anciens puisaient dans leurs souvenirs. On a remarqué surtout les formes oratoires d'un jeune avocat qui, depuis quelque temps déjà, commençait à percer dans les comités républicains; ce procès lui a fourni l'occasion, qu'il cherchait sans doute depuis longtemps, de frapper un grand coup et de montrer les aptitudes oratoires que les électeurs parisiens aiment à trouver dans leurs représentants.

Il ne faut pas se plaindre de cette propagande personnelle si elle doit enrichir le Corps législatif d'un orateur nouveau et porter à la tribune un homme chez lequel ses amis croient déjà voir briller les étincelles de l'âme de Mirabeau. Le gouvernement lui-même ne devrait pas trop regretter d'avoir favorisé cette éclosion oratoire, si sa conduite ne pouvait avoir pour lui de plus graves inconvénients. Elle aide aussi à répandre dans le public une sorte de désaffection, et elle prépare de loin, sur le terrain électoral, des positions avantageuses aux concurrents des candidatures officielles. Tous ces discours de M. Crémieux, de M. Arago, de M. Laurier, de M. Gambetta, et celui que prononçait hier encore, dans la même cause et devant le même tribunal, M. Dufaure, auront laissé dans quelques esprits une impression que les organes dévoués, si impétueux et si frondeurs qu'ils soient dans leur polémique, seront impuissants à faire disparaître. Ce n'est pas qu'il faille craindre pour le gouvernement impérial le discrédit que l'on cherche à jeter sur ces procédés de restauration; là n'est point le plus grand péril, surtout si l'on considère que le juge du camp doit être ce même suffrage universel qui a déjà très nettement formulé son opinion sur les actes du coup d'Etat. Ce qu'il faut craindre, c'est l'effet des inhabiletés de la politique impériale sur l'esprit de cette catégorie d'électeurs qui jugent beaucoup plus un gouvernement à ses actes qu'à ses origines, et qui ne comprendront guère qu'il soit opportun de n'envoyer que des approbateurs auprès de ses ministres, toujours prêts à s'égarer dans quelque méchante affaire; c'est à ce point de vue surtout que le procès, encore pendant, de l'affaire Baudin peut avoir pour le gouvernement des conséquences funestes, en lui

Digitized by Google

préparant des inimitiés qui ne trouveront point de compensation dans les sympathies décroissantes de ses partisans. D'autre part, le pouvoir reste toujours isolé, il ne fait point de recrues; il va se présenter aux élections de 1869 avec l'équipage officiel dans lequel nous l'avons vu obtenir ses victoires électorales de 1856 et de 1863. Il aura les préfets, les agents de de tous rangs, la pression administrative, les organes officieux, armes très suffisantes dans un temps où le pays n'avait pas encore secoué sa léthargie. Mais aujourd'hui la vie lui est revenue; il a repris son initiative, son libre arbitre; il pense, il réfléchit, il parle. Pour le guider, il faut agir sur lui par de nouveaux moyens de persuasion, par ceux précisément que l'opposition met en pratique. Pendant que le pouvoir concentrait toute sa sollicitude sur lui-même et formait des fonctionnaires dévoués et intrépides, négligeant absolument de se faire des amis parmi les lettrés de la génération nouvelle et se trouvant même assez richement pourvu du côté de la plume par les trois ou quatre écrivains qui, depuis le commencement, le défendent toujours dans le même style, ses adversaires, qui n'ont point les gendarmes à leur disposition, attirent à eux tous les talents nouveaux; ils peuplent leurs journaux d'une jeunesse militante; ils rallient, en un mot, autour de leurs drapeaux toutes ces nobles ambitions que les inexpériences de l'âge et le conflit des opinions laissaient encore indécises. De ce côté donc, l'opposition et le gouvernement se trouvent inégalement pourvus, et il ne faut point se dissimuler que, pour celui-ci, la privation à peu près complète d'écrivains capables et écoutés du public est une cause réelle de faiblesse. Les orateurs mêmes lui font défaut; il ne s'en révèle presque jamais de nouveaux du côté de la majorité législative, trop souvent recrutée parmi les chambellans, les écuyers de la cour et leurs cousins. Si un orateur est applaudi au sein de la représentation nationale, c'est sur les bancs de l'opposition que nos regards vont le chercher; c'est là aussi que viennent prendre place tous les nouveaux venus que le suffrage universel a portés à ce rang avant que la protection officielle les ait distingués. On le voit donc, la lutte de 1869 s'engage dans des conditions qui ne sont pas toutes favorables au pouvoir; il fait des fautes et il néglige les hommes.

Les hommes cependant ne sont point à négliger. Si richement pourvu que soit un gouvernement, il ne doit point dédaigner d'augmenter quand il le peut, par de courtoises avances ou par des procédés honorables, le nombre de ses partisans. Tout lui suggère la nécessité de se pourvoir et d'appeler auprès de lui une réserve pour les combats de l'avenir. La mort elle-même lui donne à tout instant ce salutaire avertissement. Combien de serviteurs fidèles et d'éminentes personnalités ne fait-elle pas, chaque année, disparaître! Elle a pris M. Billault, le duc de Morny, le comte Walewski, et dépeuplé, dans ces derniers temps, les bancs de la majorité législative. Depuis quelques jours, elle semble prendre plaisir à exercer ses ravages dans les plus hauts sommets de la politique et de la finance; elle ne respecte même pas les fronts privilégiés qu'environne l'auréole artistique. Trois cercueils ont défilé devant nous à travers les brouillards de novembre; d'autres s'entr'ouvrent pour recevoir d'illustres victimes

Digitized by Google

déjà désignées pour le trépas, et dont les amis portent le deuil anticipé.

Le journalisme parisien a escorté les funérailles de M. Havin, un homme de conviction conciliante, qui devait à la grande publicité du journal *le Siècle*, dont il était depuis nombre d'années le directeur politique, une influence personnelle considérable. M. Havin a eu la rare fortune de recueillir des sympathies, non-seulement parmi les gens de son opinion, mais encore dans les partis les plus éloignés de son drapeau. Les journaux officieux eux-mêmes ne lui ont pas refusé leur hommage, bien que M. Havin se soit montré presque toujours leur adversaire et qu'il ait combattu le gouvernement par ses écrits et par ses votes. Les regrets qu'il a laissés et les panégyriques qui ont accompagné sa mort ont fait moins de bruit cependant que le flot tumultueux d'éloges que l'admiration et la reconnaissance ont versé sur la tombe du baron James de Rothschild. C'est ici, devant ce cercueil doré, que l'âme de nos contemporains a déposé son plus large tribut de respect et a montré quelle était de nos jours la seule puissance unanimement reconnue, la seule vraiment capable de rallier toutes les opinions et de satisfaire toutes les consciences. Ce que le baron de Rothschild avait de mieux dans sa personne, c'étaient évidemment les deux milliards que la crédulité publique inscrivait en chiffres éclatants sur les tentures de son sarcophage. On ne se lassait pas d'admirer les vertus publiques et privées d'un homme aussi richement pourvu de tout ce qui rend la vertu facile. Un écrivain, qui n'est point sujet à l'enthousiasme, lui a trouvé l'air d'un ancien égaré dans notre société moderne et n'a pas songé à l'embarras dans lequel se trouverait sa plume, pourtant très déliée, si elle était mise en demeure de justifier un pareil éloge. Les qualités que possédait réellement ce puissant manieur d'argent étaient précisément celles que dans le monde froid et compassé des doctrinaires on admire le moins; il n'avait point de préférences politiques, et il s'était préservé avec soin de tout sentiment d'affection et de haine pouvant, à un moment donné, lui faire perdre l'occasion d'un bénéfice ou compromettre la tranquille possession des bénéfices réalisés.

Voilà cet homme antique; on lui rendrait meilleure justice en reconnaissant qu'il a toujours, autant que possible, visé à concilier ses intérêts privés avec les intérêts publics et à racheter par la bienfaisance l'excès de richesses que de patientes combinaisons et d'intelligentes entreprises avaient accumulé dans ses coffres; il avait su devenir riche, non pas, comme d'autres, en jouant le terrible jeu de quelques progrès à réaliser, de quelques transformations économiques ou sociales à seconder; la richesse était son but; il n'en poursuivait point d'autres. Aussi, pendant qu'autour de lui s'écroulaient des entreprises de fondation récente, lui, ferme dans ses traditions de prudence, donnait le spectacle de la plus grande solidité financière de ce temps-ci et réalisait, avec un éclat sans pareil, la biblique allégorie du Veau d'or. Faut-il s'étonner que cet opulent nabab ait pu provoquer autour de ses funérailles une si grande effusion de sympathies et de respects? Il était l'homme de l'époque actuelle et le gardien de l'arche devant laquelle se courbe notre génération. Elle

Digitized by Google

se courbe aussi, avec moins de conviction peut-être, mais avec plus d'emphase, devant les hommes marqués au front du signe du génie. Les hommages rendus à Rossini, suivant de près le triomphe funèbre du banquier Rothschild, relèvent nos contemporains et montrent que si l'argent règne en souverain, il ne règne pas tout à fait sans partage. Pour le philosophe, les trois personnalités qui viennent de s'éteindre ont des titres égaux au respect, si chacune d'elle, dans la sphère où elle était placée, s'est acquittée de ses devoirs et a travaillé au progrès de l'humanité. Les regrets qu'elles nous donnent, en disparaissant, sont d'autant plus vivement sentis qu'elles laissent un vide plus grand et plus difficile à remplir.

Il appartient à un gouvernement qui a la garde de la génération présente et de ses illustrations, de se préoccuper de ceux qui s'en vont et de ne pas souffrir que la place qu'ils remplissaient si bien reste longtemps vacante. Dans un pays démocratiquement organisé et aussi richement pourvu que le nôtre sous le rapport de l'intelligence et du cœur, il semble qu'il devrait y avoir comme un mouvement continu de grands hommes, et qu'il dût suffir de puiser à chaque période électorale dans les couches populaires pour ne point laisser d'interrègne à la royauté de l'intelligence et du génie.

Pendant que nous nous agitons dans de stériles dissensions et que nous perdons une partie de notre temps à battre en brèche les pouvoirs établis, les Anglais, qui ont toujours de bons exemples à nous donner, viennent de faire la première application de leur loi électorale. Les conservateurs n'avaient pas eu tort, dès le début, d'opposer de longues résistances à ce progrès politique dont l'initiative appartient au parti radical. Les résultats connus des élections anglaises donnent aux libéraux 121 voix de majorité sur un total de 615 représentants. Les opérations électorales auxquelles ont pris part, en vertu du nouveau bill, 500,000 électeurs nouveaux, n'ont été troublées que par les tumultes des *hustings* et les vociférations habituelles du peuple anglais; il crie, il s'agite, il s'enivre des vapeurs de cette fugitive souveraineté dont aucune intervention officielle ne vient troubler l'exercice; mais, somme toute, il vote fort sagement pour les hommes qui représentent le plus fidèlement ses idées. Cependant, quelques libéraux dont le talent ne manque point d'éclat n'ont pu sortir victorieux de l'épreuve du *poll*. On cite parmi ces vaincus M. Milner Gibson, un libéral émérite; M. Osborn, un rude athlète dans les combats de la parole; M. Rœbuck, dont les discours intéressants captivaient ceux-là mêmes qu'ils blessaient; M. Norsman, un orateur vigoureux, et l'honnête M. Stuart Mill, qui vient de faire, dans Westminster, la triste expérience de la versatilité populaire. M. Gladstone lui-même, le chef de cette grande agitation, qui sera demain le premier ministre, a été vaincu dans le Lancashire; il est vrai que les électeurs de Greenwich lui ouvrent toutes grandes les portes du Parlement.

Ces exclusions doivent être pour M. Disraeli et pour les conservateurs qu'il représente un grand sujet de satisfaction. M. Disraeli ne craignait rien tant que l'alliance des philosophes et du peuple. Cette alliance, l'Angleterre électorale vient de la repousser non-seulement par l'exclusion de

Digitized by Google

M. Stuart Mill, mais encore par celle des cinq ou six intelligences d'élite, professeurs ou écrivains, qui siégeaient dans l'ancien Parlement. C'est même là le trait caractéristique des récentes élections. Elles produisent une Chambre très libérale assurément, mais elles laissent la philosophie à la porte. Il y avait aussi des candidatures ouvrières, — et dans ce nombre il faut comprendre non-seulement les ouvriers eux-mêmes, mais tous ceux qui avaient dit trop haut : Nous sommes avec le peuple,—qui ont complétement échoué à Warwick, à Aylesbury, à Manchester, à Northampton, à Tower-Hamlet, où a succombé M. Beales, le même devant qui tombaient, il y a un an, avec un éclat si retentissant, les grilles de Hyde-Park. Pour se faire une idée très exacte du résultat électoral qui vient d'être obtenu en Angleterre, il faut considérer que tous ces candidats restés sur le carreau sont pour la plupart des gens sans fortune que les électeurs auraient peut-être moins dédaignés s'ils avaient pu être plus généreux. Les foules en Angleterre, les pauvres hères déguenillés ne résistent point à l'appât du shilling, et jusqu'à ce que la démocratie soit aussi bien organisée chez eux qu'elle l'est chez nous, la richesse sera une meilleure recommandation que l'intelligence.

Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que M. Gladstone l'emporte et qu'il va bientôt pouvoir gouverner l'Angleterre avec cette formidable majorité de 121 voix que depuis longtemps aucun ministère n'avait eue. Les résultats politiques de cette élection sont, au point de vue de l'Angleterre, assez faciles à prévoir ; ils assurent aux partisans de la liberté religieuse un triomphe prochain et promettent de meilleurs jours à l'Irlande catholique. Nos voisins vont marcher sans doute d'un pas rapide dans la voie de toutes les réformes, sans en excepter le complément de la réforme électorale, c'est-à-dire le suffrage universel. Au point de vue de la politique générale, les changements qui s'accomplissent en Angleterre nous intéressent davantage. M. Disraeli et lord Stanley, dans des discours qui ont eu le plus grand retentissement, et sans doute pour se faire regretter autant de l'Europe qu'ils pensaient l'être de leurs amis, ont affiché hautement leurs répugnances pour une politique de guerre et ont pour ainsi dire promis la médiation du *Foreign Office* entre la Prusse et la France. Heureusement que les tories n'ont point le monopole de ces aspirations pacifiques ; elles sont aussi bien le partage des libéraux, avec cette différence peut-être que ces derniers sauront nous faire une part plus honorable dans la défense de nos intérêts. M. Gladstone n'a pas voulu, sur ce point, être en reste avec ses adversaires politiques ; sachant aussi bien qu'eux où résident l'intérêt et la tendance de l'Angleterre, il a laissé voir aussi dans ses discours publics qu'il favoriserait le maintien de la paix en Europe. Nous croyons donc n'avoir rien à perdre dans les changements qui sont sur le point de s'opérer dans l'état politique de nos voisins, et même, sous quelques rapports, nous ne pouvons qu'y gagner.

On peut espérer que les bonnes intentions du gouvernement britannique seront couronnées de succès ; elles se trouvent secondées par les dispositions des puissances directement engagées dans les grands conflits européens. La France et la Prusse, entre lesquelles on prévoyait des frois-

Digitized by Google

sements inévitables, ont donné l'une et l'autre des gages de leurs intentions conciliantes en prolongeant jusqu'à ce jour, et contrairement à toutes les prévisions, une situation d'où la guerre semblait à tout instant prête à sortir. C'est au point que l'on peut se demander aujourd'hui si les armements qui ont été faits de notre côté et qui ont mis notre budget dans un si déplorable état, ne sont pas plus près de servir une alliance que de favoriser d'imprudentes représailles. Il ne faut certainement pas attacher une importance exagérée aux indications que nous fournissait, dans un article récent, le *Journal des Débats*, au sujet d'une garantie européenne à donner à l'exécution du traité de Prague, garantie sollicitée, près le *Foreign Office*, par le Cabinet des Tuileries. Ces conjectures ne tiennent pas assez compte des circonstances dans lesquelles les ministres anglais ont parlé de leur ascendant politique, ni des précédentes déclarations de lord Stanley, disant que l'Allemagne tout entière était en quelque sorte l'héritage naturel de la Prusse. Une telle affirmation se concilie mal avec la stricte exécution du traité de Prague. Ce qui nous rassure davantage, c'est l'attitude du cabinet de Berlin, qui se sent poussé, par la force des choses et par une intelligence très nette de ses intérêts, vers une entente avec le cabinet des Tuileries.

Il y a longtemps que nous avons signalé nous-mêmes, à cette place, les intérêts communs qui devaient forcément rapprocher un jour la Prusse et la France. Les progrès du panslavisme nous ont paru, de tout temps, bien plus inquiétants pour l'Allemagne que nos prétendues ambitions territoriales, et, dans le cas prévu d'un conflit en Orient, l'intérêt de la Prusse était, dans nos appréciations, tout à fait le même que celui des puissances occidentales. Cette appréciation se trouve pleinement justifiée par les graves déclarations d'un organe qui reçoit les inspirations des hommes d'Etat prussiens, et qui, de plus, traduit exactement la pensée du peuple allemand. On sait le bruit qu'ont fait, dans ces derniers temps, les articles de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et toute la surprise qu'a excitée dans le monde diplomatique la manifestation de ce journal. Il est toutefois très facile de se tromper dans l'appréciation de la véritable portée qu'on doit donner à l'article de la gazette berlinoise, si l'on ne connaît pas à fond la situation réciproque des puissances dans les affaires de l'Europe en général et spécialement dans la question d'Orient. Sous bien des rapports, la critique exercée par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* vient complétement confirmer ce que nous avons dit, à différentes reprises, sur les véritables rapports qui existent entre la Prusse et la Roumanie.

La Prusse n'a pas fait l'élection du prince Charles ; elle y est restée complétement étrangère et n'a jamais rattaché le moindre plan politique à l'intronisation de la nouvelle dynastie en Roumanie. Cette vérité incontestable ne peut en aucune façon exclure la possibilité que, en cas d'événements graves, la Prusse ne profitât de l'existence d'un prince allié par les liens du sang à sa propre famille royale, pour faire valoir son influence jusqu'au bassin du bas-Danube. Mais supposer que la Prusse ait voulu établir un agent dissolvant sur les derrières de l'Autriche, c'est manquer

Digitized by Google

complétement de sens politique; car, d'une part, la Prusse a toujours reconnu que la véritable mission de l'Autriche est du côté de l'Orient, et, d'autre part, on sait parfaitement à Berlin que, la Transylvanie étant un pays de la couronne de saint Etienne, les Hongrois se laisseraient plutôt hacher en morceaux que de céder un seul pouce de terrain à la Roumanie. L'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* n'est donc nullement une manifestation contre le gouvernement du prince Charles, et il peut l'être d'autant moins qu'à Berlin on ne paraît nullement convaincu de l'exactitude des bruits répandus au sujet de l'agitation roumaine. Il est inutile de le nier, toute la Turquie d'Europe manifeste périodiquement ses tendances vers l'émancipation. Après les événements de Crète et de Bulgarie, il était impossible qu'une certaine effervescence ne se fît pas sentir jusque dans les Principautés danubiennes. Mais ce qui est certain, c'est que le gouvernement roumain n'en a pas profité pour faire des manifestations contre la Porte ; loin de là, il a cherché à contenir les aspirations du parti national qui, très probablement, se seraient déjà fait jour d'une façon violente si un membre de ce parti ne s'était trouvé à la tête du cabinet. Le télégraphe nous annonce aujourd'hui que M. Bratiano quitte le ministère où il serait remplacé par M. Cretzoulesco. Nous verrons ce que ce changement dans les hommes va produire dans les choses. Ce que nous voyons dans le réveil des affaires roumaines et dans une partie des dépêches publiées dans le *Livre rouge*, c'est une excellente mise en scène de l'influence autrichienne, qui, nous nous empressons d'en convenir, pourrait facilement prendre une plus grande extension si les cabinets de l'Europe continuaient à ajouter foi aux assertions des agents autrichiens.

L'Autriche, il est vrai, avait besoin d'une occasion pour se réhabiliter aux yeux de l'Europe. Les événements de 1866 l'ont tellement amoindrie, la confiance dans son avenir est restée tellement ébranlée qu'elle a dû chercher une occasion pour montrer l'utilité de son influence et sa grande mission de protectrice de l'Occident contre les envahissements de la Russie. Il se peut que cette dernière puissance persiste dans ses anciennes traditions, et veuille tenir en haleine l'Empire ottoman; il est possible qu'elle cherche à profiter des tendances nationales des populations du bas Danube. Résulte-t-il de là qu'il y ait des conventions secrètes entre la Russie et la Roumanie, ainsi qu'on l'a prétendu, auxquelles la Prusse aurait indirectement participé? Il nous est impossible de le supposer. N'est-il pas tout à fait téméraire de croire que la Russie donnerait la Bessarabie en dot à un royaume roumain agrandi, quand toute sa politique tend au contraire à empêcher la formation d'un État de second ordre capable d'absorber certaines provinces de la Turquie? Nous pourrions nous étendre plus longuement sur les erreurs répandues par certains journaux, erreurs que les publications du *Livre rouge* ne peuvent qu'encourager dans la guerre qu'ils font au gouvernement du prince Charles. Les documents relatifs à la question des israélites prouvent jusqu'à l'évidence la parfaite loyauté du gouvernement de Bukharest. Chaque fois qu'on lui a signalé des abus de pouvoir, il s'est empressé de donner

Digitized by Google

une entière satisfaction à l'opinion publique. Quant à l'Autriche, il faut qu'elle se sente bien faible pour trouver des satisfactions immenses dans des résultats auxquels on n'a jamais songé à opposer la moindre difficulté. La Roumanie, grâce à l'esprit droit et pratique de son souverain, a des occupations plus immédiates que celles qui consisteraient dans l'agrandissement de son territoire. Un réseau de chemins de fer est en voie de construction dans ce pays, qui abonde en ressources de toutes sortes. Les gouvernements précédents n'ont jamais pu réaliser ce que le gouvernement du prince Charles réalise aujourd'hui, grâce à l'énergie qu'il a déployée au milieu d'intrigues intérieures et extérieures. Nous nous proposons de revenir plus amplement, et dans un article de fond, sur toutes les affaires qui touchent à la Roumanie et à sa position vis-à-vis des puissances.

L'Italie et l'Espagne, sans paraître trop se préoccuper de l'état général de l'Europe, sont tout entières à leurs affaires extérieures. La première de ces deux nations poursuit à travers tous les obstacles la revendication de Rome capitale, et la seconde semble s'éloigner de plus en plus des résultats que lui promettaient les auteurs du *pronunciamiento* de Cadix. Les Italiens viennent de trouver une nouvelle occasion d'affirmer leurs droits à la possession de Rome en protestant contre l'exécution capitale de Monti et de Tognetti. Ce sont les noms des deux hommes condamnés à la suite de l'explosion d'une mine qui fit sauter, au mois d'octobre 1867, une partie de la caserne des zouaves pontificaux. On se souvient que cette explosion devait être le signal d'une révolution qui, du reste, n'éclata point. Le crime était du caractère le plus odieux et de ceux qu'un gouvernement doit réprimer; mais on se demande si l'autorité pontificale avait un intérêt bien réel à relever l'échafaud politique pour y faire monter deux hommes qui ne sont évidemment que des agents subalternes et des vauriens du plus bas étage, commettant le crime pour une somme d'argent. Depuis le temps que le crime a été commis, l'indignation qu'il a fait naître a eu le temps de s'apaiser; tout le monde pouvait espérer qu'en laissant s'écouler de si longs délais, l'intention du gouvernement pontifical était précisément d'éviter le sanglant dénoûment qui vient de s'accomplir.

On s'est exalté à Florence contre l'acte de légitime vindicte accompli par les autorités romaines; le ministère s'est associé à cette protestation, disant qu'il considérait l'exécution de Monti et de Tognetti comme une erreur politique de nature à nuire au caractère de l'autorité pontificale. Le parlement a voté un ordre du jour dans ce sens et des souscriptions se sont ouvertes dans la plupart des feuilles italiennes pour venir en aide aux familles des deux condamnés. Cet incident montre jusqu'où va en Italie l'excitation des esprits contre le gouvernement romain, et il rend de plus en plus irréalisable, à la grande joie du parti radical qui a poussé à cette manifestation, tout projet de conciliation entre le cabinet de Florence et la cour de Rome. La session parlementaire s'ouvre sous ces fâcheux auspices et ne tardera pas sans doute à être troublée par quelque tentative de la gauche pour renverser le cabinet. Celle-ci a livré une pre-

Digitized by Google

mière escarmouche et dévoilé jusqu'à un certain point son plan de bataille en mettant en avant M. Crispi pour la présidence de la Chambre. Elle savait bien que M. Crispi ne serait point élu ; mais elle a voulu constater sa force numérique et montrer quelle part d'influence elle pourra revendiquer le jour où les différents groupes de l'opposition se réuniront pour renverser le cabinet.

On peut donc affirmer dès à présent que le nombre de voix obtenu par M. Crispi, quoique très inférieur à celui qu'a obtenu M. Mari, candidat ministériel, assure à l'honorable député de la gauche et au parti qu'il représente une position importante dans la combinaison ministérielle qui doit remplacer le cabinet actuel. On ne sait pas encore exactement sur quel terrain les adversaires du général Ménabréa vont engager la lutte ; on pense que ce pourrait être sur la réorganisation des provinces et des communes, qui donne lieu aux projets les plus divers et sur lesquels la majorité est loin d'être d'accord. Les Piémontais veulent attaquer le ministère sur la loi des tabacs. Enfin, il faut s'attendre aussi à des interpellations sur la politique générale, qui embrasse la question romaine, et sur le règlement de la dette pontificale. S'il fallait s'en rapporter au langage des organes de la droite, le gouvernement ne verrait point sans appréhension surgir un pareil débat, d'où il ne pourrait sortir avec avantage sans altérer encore une fois ses bonnes relations avec le cabinet des Tuileries. Nos troupes sont encore à Civitta-Vecchia, et l'on sait que le gouvernement impérial s'est obstinément refusé à fixer la date de leur départ. Pour obtenir sur ce point quelques concessions du cabinet des Tuileries, il est probable qu'un ministère de gauche ne serait pas plus heureux qu'un ministère de droite, alors même qu'il aurait recours aux procédés extra-parlementaires et extra-légaux qui, en 1867, ont appelé une seconde fois sur le territoire italien une armée française. Loin de nous la pensée de vouloir dissuader l'opposition parlementaire de ses légitimes revendications; mais on peut, sans blesser son patriotisme, exprimer le vœu qu'elle n'ait point recours à la dangereuse épée de Garibaldi et qu'elle ne cède point aux funestes conseils que lui enverra peut-être de Lugano Mazzini expirant.

Lorsque, dans les cercles politiques, on s'aborde pour se demander où en est l'Espagne, rien n'est embarrassant comme de trouver réponse à une pareille question. L'Espagne en est exactement au point où elle en était au mois de septembre dernier, lorsqu'elle a renversé la reine Isabelle, avec cette différence cependant, qu'elle a quelques embarras de plus et un peu d'argent de moins : les ministres ont rendu des décrets dont quelques-uns portent la marque des plus louables intentions ; mais les finances sont dans un complet désarroi ; il a fallu prolonger jusqu'au 15 décembre la souscription à l'emprunt, qui jusqu'à présent n'a pu réaliser que dix-huit millions d'écus. Le gouvernement provisoire aura résolu un difficile problème s'il peut éviter, au milieu de cette résistance générale de toutes les bourses, de tomber dans la banqueroute. Du côté de la régénération politique annoncée aux Espagnols, rien encore ne se dessine ; tout reste vague et indécis, et l'opinion publique, de qui on attendait

Digitized by Google

des manifestations précises sur la forme à donner au gouvernement, attend elle-même que la Providence, aidée de quelque général, lui apporte une nouvelle personnification de la royauté. Cet état d'incertitude pourra durer bien longtemps, si on ne se hâte pas de réunir les Cortès et de procéder avec eux régulièrement à une nouvelle organisation politique. Mais il semble que les ministres provisoires redoutent ce moment décisif; toujours est-il qu'ils l'éloignent de plus en plus, comme s'ils craignaient qu'en interrogeant la nation elle ne leur fît une réponse contraire à leurs désirs, ou comme s'ils voulaient prolonger le plus longtemps possible cet interrègne qui leur permet d'exécuter, devant leurs compatriotes et aux yeux de l'Europe, tous les genres de parades civiles et militaires. Pendant ce temps, nous assistons à toutes les fantaisies espagnoles; la péninsule nous paraît divisée en ce moment en autant de théâtres qu'il y a de villes principales. Sur chacun de ces théâtres chaque parti exécute son boléro, et l'on se ferait une idée assez exacte de l'aspect de l'Espagne en imaginant un frétillement général de jambes et de castagnettes; il y a le fandango monarchique et la cachucha républicaine, interrompus de loin en loin par de sourds grondements et d'inquiétantes rumeurs. De temps à autre, l'œil effaré de l'Espagnol se tourne du côté de la frontière et ne voit rien venir. Il prête l'oreille; c'est un manifeste carliste; c'est une protestation de la reine déchue dont les bruits arrivent jusqu'à lui. Ces manifestes et ces protestations achèvent de troubler son esprit et de dérouter sa conscience. Nous n'avons de mal à dire d'aucun des prétendants au trône d'Espagne. Ils sont tous irréprochables dans leurs promesses, quoique plus ou moins habiles dans les procédés qu'ils emploient pour se frayer le chemin du trône. Le mérite du manifeste carliste est d'être fort court et de viser autant à satisfaire les fidèles partisans du droit divin qu'à ne pas choquer les idées modernes. Don Carlos ne dit pas fort nettement s'il se considère comme un roi légitime, prêt à prendre la couronne à la force de l'escopette, si on ne vient pas la lui offrir, ou simplement comme un prince qui attend tout du libre choix des Espagnols. Il est visible qu'il ne dédaigne point le principe de la souveraineté nationale, et que c'est encore, à ses yeux, la base la plus solide et la plus enviable du pouvoir qu'il convoite; mais il y a dans son manifeste des retours vers quelques idées vieillies, sur lesquelles peut-être il insiste trop en une phrase malheureuse, si tant est qu'elle n'ait pas été mal traduite dans notre langue. C'est celle dans laquelle on fait dire au jeune duc de Madrid *qu'il laissera* aux Cortès la difficile tâche de doter le pays d'une constitution. D'autres souverains ont octroyé des chartes; voici un prétendant qui octroie le droit de les écrire. S'il veut que sa cause devienne populaire et recueille en France, où fonctionne son comité et d'où rayonnent ses manifestes, d'efficaces sympathies, il doit professer hautement son respect pour les droits du peuple et annoncer qu'il ne connaît aucun moyen de régénérer l'Espagne en dehors de la liberté. Ce serait, de la part du petit-fils de don Carlos une grande imprudence, s'il écoutait d'autres conseils et s'il venait à perdre de vue qu'il a près de lui, résignée dans son malheur, mais fière encore et ferme dans la défense de ses droits,

Digitized by Google

une reine qui représente plus exactement que lui ce principe de monarchie constitutionnelle qui paraît être le plus en faveur aujourd'hui dans tous les pays de l'Europe. Il ne nous en coûte pas, à nous qui n'avons point ménagé la vérité à la reine Isabelle, de reconnaître que l'infortune et l'exil la relèvent, et qu'il y a quelque chose de grand dans le spectacle que nous donne la fille de Ferdinand VII, en venant s'installer sans bruit au milieu de nous et en adoptant un genre de vie qui n'a plus rien de commun avec les splendeurs de l'Escurial. Elle semble avoir déjà profité pour elle et pour son fils de la rude leçon que la Providence vient de lui donner.

Le secrétaire de la rédaction, PASCAL PICARD.

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Que nos premières lignes soient un hommage rendu à la mémoire du regretté baron James de Rothschild, dont la carrière, si bien remplie, doit rester comme un modèle pour le monde financier. M. de Rothschild était une des plus grandes personnalités de notre époque. Son nom était synonyme de probité et de loyauté, et, dans le monde entier, il était entouré du respect et de la considération de tous. Si on peut dire de M. de Rothschild qu'il était un des plus riches du globe, on peut dire aussi que cette immense fortune avait été honnêtement acquise par une intelligence et un travail auxquels chacun rendait justice. Les affaires princières dans lesquelles M. de Rothschild s'est intéressé ont toujours inspiré la plus grande confiance, parce qu'on savait que l'homme qui était à leur tête et y donnait l'appui de son nom et de ses capitaux tenait encore plus à l'honneur qu'à l'argent. La vie et les affaires du baron James de Rothschild doivent servir d'exemple, nous le répétons; et si chacun de nos financiers actuels qui se sont occupés dans ces derniers temps de grandes opérations financières avait voulu imiter sa prudence et sa sagesse, nous n'aurions pas eu à signaler les abus et à déplorer les ruines dont la Bourse a été le théâtre. La mort du baron de Rothschild a été un deuil général aussi bien en France qu'à l'étranger. Et ne trouvons-nous pas dans l'unanimité de ces manifestations un grand enseignement? Aujourd'hui, en effet, nous voyons de toutes parts procès sur procès intentés à des financiers qui se sont enrichis dans des entreprises où leurs actionnaires ont trouvé la ruine; le scandale succède au scandale; de tous côtés plaintes et récriminations. Et pourquoi le public se plaint-il? pourquoi récrimine-t-il? C'est qu'il voit que des financiers tiennent plus à l'argent qu'à l'honneur. Il n'en était pas ainsi dans la maison de Rothschild.

Nous, à qui il a été donné d'apprécier de près les qualités rares du baron de Rothschild, nous pouvons rendre justice à l'élévation de son caractère, à la grandeur de ses vues et de ses conceptions; il était plus soucieux des nombreux intérêts qui lui étaient confiés que de ses intérêts personnels : on n'a jamais pu et on ne pourra jamais lui faire le reproche d'avoir éta-

Digitized by Google

bli sa fortune au détriment de la fortune d'autrui. Assise sur de pareils principes, une maison est impérissable ; la confiance qu'elle inspire, le crédit qu'elle possède sont plus puissants que les millions qui lui appartiennent. Les fils du baron James sauront continuer dignement les traditions de leur famille, traditions qui leur ont été transmises intactes par leur père, et, comme lui, ils légueront à leurs enfants un nom toujours honoré et toujours respecté.

Que ne pouvons-nous dire des affaires de la Bourse ce que nous disons des affaires de la maison Rothschild? C'est qu'à la Bourse, de quelque côté que nous portions nos regards, nous ne voyons que de la spéculation, de l'aléa, du jeu; rien de certain de ce côté, toujours le vague de l'inconnu, toujours les mêmes craintes, les mêmes inquiétudes. La hausse a bien pu se produire; aujourd'hui, c'est sur une valeur, demain, ce sera sur une autre; mais tant que ces mouvements effrénés n'auront pas une bonne assiette, nous serons toujours en éveil, et nous ne cesserons de conseiller la prudence à nos lecteurs. Comment pourrions-nous avoir foi dans la hausse des valeurs de la Bourse lorsque les faits politiques sont toujours là, en suspens, aussi graves, aussi menaçants, et peuvent, d'un instant à l'autre, bouleverser le monde entier? La situation sur laquelle nous nous appesantissons depuis si longtemps reste toujours la même, à peu de choses près; c'est, comme on l'a si bien qualifiée, le cauchemar de l'incertitude. Si les paroles du baron Louis : « Faites-moi de la bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances, » sont toujours vraies, nous sommes obligés de reconnaître que nous ne sommes pas encore près d'avoir une situation financière satisfaisante. Nous n'avons pas la guerre; nous n'avons pas la paix. Aurons-nous l'une? aurons-nous l'autre? car ce n'est pas avoir la paix, que d'être armé comme en temps de guerre; ce n'est pas avoir la paix, que de dépenser en armements des millions qui devraient, au contraire, être consacrés au développement de la richesse et du bien-être du pays.

Nous n'apporterons jamais assez de prudence dans nos appréciations, et si nous parlons ainsi, c'est que nous avons sous les yeux des exemples frappants des malheurs enfantés par une confiance aveugle; c'est que nous voyons ce qu'ont produit les conseils enthousiastes, nous ne voulons pas dire si peu sincères, qui ont été donnés depuis des années aux capitalistes français lorsqu'il s'agissait d'opérations dont le plus simple examen aurait montré le peu de consistance. Ainsi, aujourd'hui, les finances égyptiennes imposent de graves préoccupations, et ce qu'il y a de plus étonnant, et ce qui peut suggérer de sérieuses réflexions, c'est le triste courage des journaux qui vantaient si bien la situation financière de l'Égypte au moment de l'émission de l'emprunt, et qui déplorent aujourd'hui cette même situation financière, en accusant le vice-roi et son gouvernement de dilapidation et de gaspillage. Non-seulement nos arguments d'autrefois ne sont plus contestés, mais ceux qui les combattaient s'en servent pour démontrer le mauvais état des finances égyptiennes.

Depuis 1859, les charges du budget ont été sans cesse en augmentant, et la dette générale s'est accrue dans des proportions considérables. A la

Digitized by Google

fin de 1859, la dette s'élevait à 125 millions de francs ; elle s'est augmentée depuis : par un emprunt de 28 millions, contracté à Paris en août 1860 ; par un emprunt de 40 millions contracté encore à Paris en mars 1862 ; par un emprunt de 17,500,000 fr. contracté en août 1864 par des banques anglaises ; par un quatrième emprunt de 125 millions contracté encore en 1864 par MM. Pastré, à Paris et à Londres ; enfin, le dernier emprunt effectué par la Société générale, porte le chiffre de la dette publique à 635 millions ! Et quelles sont les ressources dont le pays dispose pour faire face à de semblables engagements ? La moyenne du revenu actuel est de 125 millions de francs ! Nous comprenons pourquoi ceux qui, lors de l'émission de l'emprunt, fermaient les yeux, veulent aujourd'hui tout voir et tout dire ! La responsabilité qui pèse sur eux les effraye ; ils reculent, et cependant, c'est aujourd'hui que les défenseurs auraient besoin de se rendre utiles et de rester dévoués à cette cause malheureuse !

Il faut se hâter, car tout concourt à ruiner complétement le pays. Nous pourrions citer plusieurs branches du revenu complétement épuisées ; nous pourrions dire que le commerce de l'Egypte décroît sensiblement ; nous nous bornerons à parler encore aujourd'hui de la position fâcheuse dans laquelle se trouve son agriculture. La fertilité du sol de l'Egypte est connue de temps immémorial. Cette riche contrée était un des greniers d'abondance de l'ancienne Rome. Aujourd'hui, à ce pays, qui approvisionnait jadis les nations étrangères, il faut apporter en partie ce qui est nécessaire à sa subsistance. Ce n'est pas pourtant que l'Egypte soit devenue stérile : si la culture y est restée stationnaire, il faut s'en prendre pour beaucoup au gouvernement qui a frappé les terres d'un impôt supérieur au revenu qu'elles produisent. Aussi, pour ne pas payer l'impôt, les propriétaires de terrains laissent leurs champs en friche, coupent leurs arbres, leurs palmiers, leurs dattiers, qui sont également imposés. La situation est telle, que l'Egypte importe annuellement plus de 800,000 quintaux de blé, quand autrefois elle pouvait nourrir le monde entier. Nous pourrions compléter ce tableau avec quelques coups de pinceau et des couleurs sombres ; nous nous bornerons à ces réflexions ; la situation financière de l'Égypte est inquiétante ; elle préoccupe tout le monde. Nous avions donc bien raison d'être circonspects et réservés quand surgissaient de tous côtés les approbateurs et les zélés défenseurs des finances égyptiennes.

Il est une opération nouvelle qui se prépare actuellement, à laquelle les défenseurs ne feront certainement pas défaut. Nous voulons parler de l'emprunt portugais, que la Société générale serait chargée de négocier. Peu de gouvernements ont su s'attirer les sympathies et la confiance du public comme celui de Portugal. Cela tient évidemment à l'administration intègre et éclairée des hommes éminents qui sont à la tête des affaires publiques. La loyauté du gouvernement portugais ne peut souffrir l'ombre d'une discussion. Ce petit, mais sage, gouvernement tient et exécute ses engagements avec une fidélité, une exactitude que beaucoup de grands Etats devraient imiter. L'emprunt qui doit être fait est une preuve évidente du soin que le Portugal apporte à la chose publique. Le but que

Digitized by Google

le gouvernement se propose est de consolider sa dette flottante, et, au moyen d'une annuité suffisante, d'arriver, dans un certain délai, à rembourser la totalité de cette dette. Cet emprunt n'est donc, à proprement parler, qu'une consolidation de prêts acceptés antérieurement. Les conditions de la nouvelle opération financière ne sont pas encore officiellement connues; mais par ce que nous en savons personnellement, nous pouvons affirmer qu'elles offrent tous les éléments de sécurité et tous les avantages que le public peut espérer trouver dans une opération de cette nature. Du reste, S. Exc. le ministre des finances du Portugal, M. C. Bento da Silva, est actuellement ici, dans le but de terminer la négociation de cette affaire. Les hautes connaissances pratiques de cet éminent personnage, la juste réputation qui l'entoure, sont une garantie de succès pour cette opération où les intérêts des souscripteurs sont sauvegardés avec la même équité que ceux du gouvernement portugais.

A différentes reprises, en nous occupant des affaires financières du gouvernement portugais, nous avons parlé de S. Exc. le comte d'Avila, qui a rempli, dans son pays, les fonctions les plus élevées, et qui y jouit de la plus haute considération qu'un homme d'Etat puisse ambitionner. Nous avons appris avec plaisir sa rentrée aux affaires publiques par sa nomination au poste de ministre plénipotentiaire du Portugal près le gouvernement français. On sait la manière intelligente dont M. le comte d'Avila envisage les intérêts de son pays et l'estime qu'il a su aussitôt s'acquérir parmi nos capitalistes par la lucidité de son esprit et la droiture de son caractère.

Nous apprenons que l'emprunt espagnol, dont nous avons indiqué les termes dans notre précédente Chronique, marche mieux. On s'attend à Madrid à de fortes souscriptions pour les derniers jours de l'émission. Nous ne mettons pas en doute que le gouvernement actuel n'atteigne le but qu'il s'est proposé.

Comme nous l'avions espéré, l'émission des obligations de la Compagnie de la ligne internationale d'Italie a obtenu un véritable succès. Nous en sommes doublement heureux : d'abord parce qu'il s'agit d'une entreprise nationale du plus haut intérêt, et ensuite parce que c'est la juste récompense des laborieux efforts de M. le comte A. de La Valette et de sa persévérante sollicitude pour l'œuvre à laquelle il a consacré tous ses soins.

Il est question du projet de caisse d'assurances contre les accidents de chemins de fer dont l'administration reviendrait à l'État. Les promoteurs de cette opération, MM. F. Langlois et M. A. Lacampagne, à Bordeaux, paraissent avoir en vue les bénéfices qui pourraient résulter, tant pour les voyageurs que pour l'État, de l'adoption de leur combinaison. Nous parlerons prochainement des moyens propres à assurer la réussite de cette affaire, qui n'est pas sans offrir un certain intérêt et dont l'application, du reste, s'est généralisée en Angleterre.

ALFRED NEYMARCK.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et Ce, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

COMPOSITEURS CONTEMPORAINS

ROSSINI

SA VIE ET SON ŒUVRE

Les chants funèbres ont cessé. L'auteur fécond et inspiré du *Barbier*, d'*Otello*, de *Sémiramis*, de *Moïse*, de *Guillaume Tell*, appartient désormais tout entier à l'histoire de l'art sur lequel il régna longtemps en maître. Comme tous les hommes qui ont fixé vivement l'attention de leurs contemporains et exercé une grande influence, Rossini a été l'objet des appréciations les plus contradictoires, et son abdication volontaire, dans la force de l'âge et du talent, n'avait ni refroidi ses admirateurs, ni désarmé ses critiques. Jamais artiste ne naquit avec d'aussi heureuses aptitudes, et ne gagna, suivant sa propre expression, un plus beau lot à la loterie de la nature. Mais ces facultés attrayantes, puissantes, ont-elles été toujours employées d'une manière digne de lui? Fut-il un homme de progrès ou de décadence? Telles sont les questions, controversées depuis près d'un demi-siècle, que nous allons nous efforcer de résoudre dans cette étude.

Digitized by Google

I

Pesaro, anciennement *Pisaurus*, est une petite ville agréablement située sur le littoral de l'Adriatique, entre Rimini et Fano, et traversée par l'antique voie Flaminienne. Là naquit Gioacchimo-Antonio Rossini, le 29 février 1792; et, dès 1813, Pesaro était déjà célèbre dans l'Italie entière, comme patrie de l'auteur de *Tancrède*.

Tout le monde sait qu'il était le fils d'un pauvre corniste faisant partie de l'orchestre d'une troupe ambulante, dans laquelle la mère du jeune virtuose jouait de petits rôles. Gioacchimo connut ses notes avant de savoir épeler; dès l'âge de dix ans, il exécutait passablement une partie de cor à côté de son père. Il faut ajouter que le rôle des instruments à vent était généralement des plus simples dans les partitions alors en vogue de Cimarosa, de Paisiello, de Zingarelli, de Fioravanti, de Simon Mayer, de Paër, qui défrayaient les théâtres grands et petits de l'Italie[1]. *Don Giovanni* et les autres opéras de Mozart y étaient à peine connus et encore contestés. Un peu plus tard, le jeune Rossini promettant d'avoir une jolie voix, ses parents firent des sacrifices pour le rendre tout à fait musicien. Heureusement pour lui, la Révolution française, plus chrétienne en ceci que bien des papes, avait aboli l'usage barbare des sopranistes, et c'était sur le futur ténor de Gioacchimo que ses parents comptaient pour lui, et un peu aussi pour eux. Ils lui firent donc donner, par un maestro bolonais nommé Tesei, des leçons de chant et d'accompagnement, dont il profita si bien, qu'après moins de deux ans il put reprendre ses tournées lyriques en famille, mais remplissant désormais les fonctions plus relevées et un peu plus payées d'accompagnateur (*maestro al cembalo*), dont les attributions consistaient à faire la basse chiffrée des récitatifs et à diriger les chœurs. A cette industrie profane il en joignait une plus édifiante et plus lucrative à cette époque : il chantait avec succès dans les églises le dimanche et les jours de fête, et l'on sait si les fêtes sont nombreuses en Italie. En 1807, la voix du jeune virtuose ayant *mué*, il résolut de profiter de ce repos forcé pour étudier plus sérieusement la composition, et fut admis, grâce à ses heureuses dispositions, parmi les élèves du savant abbé Mattei.

[1] « Ah! monsieur *Chérubini*, disait souvent Napoléon à son maître de chapelle, en affectant malignement de prononcer son nom à la française, quels grands hommes que Paisiello et Zingarelli! » Cherubini, adepte zélé d'une autre école, malgré son origine italienne, était bien forcé de s'incliner en faisant une grimace à peu près approbative. Mais il s'amassait dans son âme de terribles rancunes, et l'on prétend que son état chronique de mauvaise humeur date de cette époque. « Passe encore pour Paisiello, disait-il à ses intimes en leur rapportant cette appréciation impériale, mais Zingarelli!! »

Digitized by Google

Cet abbé Mattei, ancien cordelier, avait été l'élève favori du célèbre *padre* Martini, maître de chapelle de l'église Saint-François de Bologne et l'un des plus célèbres théoriciens du dernier siècle. Après la suppression des couvents, Mattei était devenu professeur de contre-point au lycée communal de Bologne, où il compta parmi ses élèves Tesei, le premier maître de Rossini ; Morlacchi, compositeur jadis en vogue, dont l'opéra de *Teobaldo et Isolina* surtout était vivement applaudi ; Pacini, dont la cavatine de *Niobe* a survécu ; Rossini, et plus tard Donizetti. Jamais le savant moine, dans sa longue carrière de professorat, n'avait rencontré d'élève plus heureusement doué que le fils de l'humble corniste de Pesaro. Il se flattait de l'initier aux raffinements les plus compliqués de la science, d'en faire un maître tout à fait selon son cœur, dédaignant, comme Sébastien Bach, les *chansonnettes* dramatiques pour les jouissances austères de la musique religieuse. Mais la vocation de Rossini l'entraînait ailleurs. Dès qu'il eut acquis par son professeur lui-même la certitude qu'il était déjà en état d'écrire correctement de ces chansonnettes, il prit sa volée, laissant son maître inconsolable de n'avoir pu achever l'éducation musicale d'un sujet qui aurait pu être si brillant. Dans la suite, quand l'abbé Mattei entendait vanter les succès de son volage disciple, il levait les yeux au ciel et disait en soupirant : « Ah ! s'il avait voulu ! » Quelques années après, Donizetti lui donna le même sujet de chagrin.

Rossini, impatient de succès et de fortune, plein de foi en lui-même, n'avait donc fait que des études fort superficielles d'harmonie et de contre-point. C'est là un fait capital, dont il était lui-même le premier à convenir, qui a exercé une grande influence sur sa carrière et, par contre-coup, sur toute une évolution de l'art musical. Toutefois, on tient de lui qu'il s'exerça utilement à la pratique de la composition en mettant en partition des quatuors d'Haydn et de Mozart. Il composa lui-même, à seize ou dix-sept ans, une cantate, un quatuor d'instruments à cordes et une symphonie, mais jamais il n'attacha d'importance à ces essais de sa première jeunesse. Il avait déjà dix-huit ans quand il parvint à faire recevoir au théâtre San-Mosé de Venise sa première opérette, la *Cambiale di Matrimonio*, composée l'année précédente. A cet âge, Mozart, joignant à des dispositions naturelles non moins heureuses une forte éducation musicale reçue en famille, avait déjà composé deux ouvrages de premier ordre, l'*Enlèvement du Sérail* et *Idoménée*, sans parler de la cantate du *Rè Pastore* et de plusieurs autres essais dramatiques fort supérieurs à ceux de Rossini. Il est vrai que celui-ci allait bientôt réparer le temps perdu. En 1811, il composa pour Bologne l'*Equivoco extravagante*, opérette sans prétention, exhu-

Digitized by Google

mée en 1857 et exécutée aux Bouffes-Parisiens sous le nom de *Bruschino;* et pour Rome, *Demetrio è Polibio*. En 1812, il écrivit cinq nouveaux opéras, dont un seul, l'*Inganno Fortunato*, mérite une mention sérieuse.

Cet *Inganno*, représenté à Venise avec un véritable succès, est un charmant ouvrage en un acte, qu'on dirait écrit par Cimarosa dans un de ses meilleurs moments. La similitude est surtout frappante dans le duetto en sol majeur pour soprano et basse, *Si è vero*. Quant au trio pour soprano, ténor et basse, *Quel sembiante*, qui est le morceau capital de la partition, il se rapproche du style de Mozart. L'*andante* de ce trio est une réminiscence visible d'un duo de *don Giovanni* entre Ottavio et Anna, duo charmant, mais peu connu, parce qu'il fait partie dernier d'un finale qui suit la grande scène du commandeur, et qui n'a jamais été exécuté en France. Cet emprunt n'est pas à beaucoup près le seul que Rossini ait fait à Mozart. C'est dans l'*Inganno Fortunato* que débuta à Paris, à la fin de 1818, le ténor léger Bordogni, qui a joui longtemps d'une célébrité légitime comme professeur de chant.

L'année 1813 suffit à l'enfantement de trois nouveaux opéras du jeune maestro, *Il Figlio per azzardo*, *Tancrède* et l'*Italienne à Alger*. Mécontent, pour plusieurs motifs, de l'entrepreneur du théâtre San-Mosè de Venise, pour lequel il avait écrit le premier de ces ouvrages, Rossini avait fait de son mieux pour obtenir un résultat auquel ses confrères arrivent souvent bien malgré eux, un complet échec. C'est à la première et unique représentation du *Figlio* que se rattache l'anecdote célèbre du coup d'archet obligé sur l'abat-jour du pupitre entre chaque mesure de l'ouverture. Rossini ne tarda pas à se relever de cette chute volontaire dans les deux autres ouvrages qui, suivant l'expression italienne, « allèrent aux étoiles. »

De toutes les partitions de Rossini, aucune n'a réussi d'une manière aussi brillante, aussi facile que *Tancrède*, et n'a été l'objet d'un semblable engouement de la part des contemporains. Pendant plus d'un quart de siècle, le *Di tanti palpiti*, primitivement écrit pour la Malanotti, alors le premier contralto de l'Italie, a été chanté ou fredonné par toutes les voix, répété par tous les orchestres, et jusque sur les plus humbles instruments. Vers 1830, cet opéra conservait encore ses fanatiques, notamment le spirituel et paradoxal auteur d'une *Vie de Rossini* (Beyle), qui le mettait fort au-dessus de *Sémiramis*, de *Moïse* et surtout de *Guillaume Tell*! Depuis cette époque, et grâce en partie à Rossini lui-même, le goût du public s'est modifié. *Tancrède*, qui n'est guère d'un bout à l'autre qu'un cadre adroitement disposé pour faire valoir les chanteurs, sans grande préoccupation du *libretto*, *Tancrède*, osons le dire, est

Digitized by Google

passé de mode. Comment cette œuvre brillante, mais légère, a-t-elle excité un si long enthousiasme en France, en Allemagne, notamment à Vienne, où le jeune maître de Pesaro récolta une ample moisson d'argent et de bravos, tandis que Beethoven avait quelque peine à y vivre? Il faut chercher la cause de cette anomalie dans une réaction analogue à celle qui s'était accomplie en France sous le Directoire. Après les émotions des grandes guerres, un besoin immense de repos avait envahi toutes les âmes. On redoutait les impressions violentes jusque dans les arts. On se laissait doucement bercer par ces mélodies légères et gracieuses, dont l'intelligence n'exigeait aucune contention d'esprit. Le défaut calculé de profondeur était, pour un public ainsi disposé, l'une des meilleures conditions de succès.

Ainsi s'explique cette revanche musicale de l'Italie esclave sur l'Autriche despote, pendant les premières années de la Restauration.

Le succès cosmopolite et prolongé des premiers ouvrages de Rossini et de ses imitateurs irrita la minorité convaincue, qui conservait, en France et en Allemagne, les traditions classiques. La protestation de cette minorité devint, au bout de quelques années, le point de départ d'une réaction qui compta parmi ses plus ardents promoteurs Weber, Mendelssohn et ensuite Schumann, réaction dont Rossini lui-même a subi l'influence dans sa dernière manière. Comme tous les mouvements de ce genre, celui-là dépassa souvent les bornes. La postérité impartiale a retenu plus d'une page de ce *Tancrède* tant applaudi et tant critiqué; d'abord le *Di tanti palpiti* lui-même et le récitatif qui précède, *O patria dolce*, dans lequel la Pasta arrachait des larmes à l'auteur des *Martyrs* et au général Foy; le duo de Tancrède et d'Aménaïde, l'*Aura che intorno spira*, qui restera toujours, avec n'importe quelles paroles, un charmant morceau de concert; puis encore le duo en *ut* majeur du second acte, entre Argirio et Tancrède, dont la *stretta* militaire est d'un charmant effet. C'est un des plus heureux exemples de l'intervention d'une musique guerrière, l'un des procédés favoris du maître, pour obtenir de beaux effets de contraste entre un langoureux andante et un martial *allegro* [1]. L'ouverture, écrite avec cette facilité dont toutes les œuvres du maître portent l'empreinte, nous offre le type primitif du *crescendo* balancé de la tonique à la septième, *poncif* brillant dont Rossini lui-même abusa depuis, et que ses imitateurs avaient fini par rendre insupportable.

[1] Peu de temps après le succès enthousiaste de *Tancrède* à Venise, le jeune Rubini, qui avait figuré en 1812, à Milan, parmi les choristes à quarante sous par soirée, s'essaya pour la première fois dans le rôle d'Argirio. Il faisait alors partie d'une troupe ambulante qui exploitait péniblement quelques bourgades piémontaises. Cet Argirio, à peine

Digitized by Google

L'*Italienne à Alger*, opéra franchement bouffe, réussit presque autant que l'opéra *sérieux* de *Tancrède*, et lui a survécu, malgré quelques formules vieillies pour avoir été jadis trop à la mode. De ce joli ouvrage, encore présent à toutes les mémoires, nous ne rappellerons que le trio *Papataci*, modèle de comique gracieux. « Dans ce trio, dit un critique distingué, la phrase charmante du ténor s'enroule comme une guirlande autour du débit grotesque des deux basses, son rhythme élégant relève leur roulement syllabique et l'empêche de tomber dans le bas comique. » Cet éloge est exact, mais il peut s'appliquer à bien d'autres morceaux de Rossini, conçus d'après le même plan.

Les préoccupations de 1814 et de 1815 assombrirent quelque peu la riante imagination du jeune maître. Il ne fit jouer en 1814 que deux ouvrages : *Aureliano*, froidement accueilli, et *il Turco in Italia*, cette joyeuse facétie musicale dans laquelle Lablache était inimitable. Le sujet d'*Elisabetta*, opéra représenté en 1815, était emprunté au *Château de Kenilworth* de Walter Scott. Il n'est rien resté de cet ouvrage, étouffé en quelque sorte entre les immenses succès de la veille et ceux du lendemain, entre *Tancrède* et l'*Italienne* d'une part, le *Barbier* et *Otello* de l'autre. A cette époque, la plus brillante de sa carrière, Rossini ne connaissait d'autre rival que lui-même. L'année 1816 vit naître quatre œuvres nouvelles, dont deux sont aujourd'hui absolument oubliées. Mais les deux autres, le *Barbier* et *Otello*, suffiraient pour assurer l'immortalité à leur auteur.

II

La partition du *Barbier* fut, sinon entièrement écrite, au moins esquissée par Rossini en quinze jours. « Cela ne m'étonne pas, il est si paresseux ! » disait Donizetti, auquel *don Pasquale* n'avait coûté qu'une semaine de travail. Rossini, en abordant un pareil sujet, allait se trouver en concurrence avec un souvenir qui devait alors sembler redoutable, celui du *Barbier* de Paisiello. Le vieux maître vivait encore, le jeune auteur de *Tancrède* et de l'*Inganno felice* crut devoir faire une démarche auprès de lui pour s'excuser d'avance et réclamer pour cet essai téméraire une sorte d'autorisation, qui lui fut, dit-on, accordée avec un accent ironique dont il

majeur, se trouvait, d'après la distribution des rôles, le père d'une Aménaïde plus que quinquagénaire. La représentation ayant marché assez mal, l'audacieux *impresario* transforma ses chanteurs en danseurs et leur fit exécuter un ballet qui déplut encore plus que l'opéra, si bien que les artistes faillirent succomber sous une grêle de projectiles variés. Rubini aimait à raconter ce début agité de sa carrière.

Digitized by Google

n'eut pas l'air de s'apercevoir. Paisiello, toutefois, estimait assez son rival pour ne pas s'abuser sur la portée d'une semblable tentative. Il dit à plusieurs personnes : « Si le *Barbier* de Rossini réussit, je suis perdu. » Heureusement pour lui, il ne connut pas la solution de ce problème redoutable pour sa gloire. Il était mort depuis trois mois quand le nouveau *Barbier* fit son apparition à Rome sur le théâtre Argentina, au mois de septembre 1816. La lutte fut vive, comme on devait s'y attendre, entre les conservateurs obstinés et les admirateurs fanatiques du jeune maître. La musique de Rossini était alors celle de l'avenir ; la victoire, disputée avec acharnement, n'en fut que plus éclatante, et d'autant plus méritoire que l'opéra de son prédécesseur contient plusieurs morceaux excellents et qui sont encore entendus aujourd'hui avec plaisir [1]. Trois ans après, quand le nouveau *Barbier* fit son apparition en France, la lutte se renouvela avec les mêmes péripéties et le même dénoûment.

Le *Barbier* fait époque dans les fastes de l'art. Rossini se révélait tout entier par cette œuvre justement applaudie depuis un demi-siècle. Le temps, qui, dans cet intervalle, a usé, vieilli tant de choses, a marqué non sans effort de quelques rides imperceptibles certaines parties de cette œuvre charmante. L'ouverture, écrite de verve d'un bout à l'autre comme l'ouvrage entier, est coupée comme celle de *Tancrède*, mais plus développée et instrumentée avec plus de soin ; c'est encore une des plus agréables qui aient été écrites dans ce style.

A l'art de mettre en évidence les facultés des chanteurs, art dans lequel Rossini est demeuré sans rival, il joint, quand il veut s'en donner la peine, le dessin des caractères et un instinct étonnant de la couleur locale. Ce dernier mérite se révèle à un degré éminent dans l'Introduction du *Barbier*. Parmi les plus grands symphonistes, aucun n'a mieux rendu le calme du crépuscule matinal, dans la cité espagnole, où l'amour seul est déjà éveillé, en supposant qu'il ait dormi ; l'approche discrète des musiciens guidés par Fiorello, qui vont accompagner l'immortelle sérénade : *piano*, *pianissimo*. Cette sérénade du comte, *Ecco la ridente aurora*, est empruntée en partie à un opéra antérieur, *Aureliano*, mais qu'importe ! Elle tient toutes les promesses du prélude. Quelle Rosine ne serait subjuguée par de tels accents ! L'impétueuse entrée en scène de Figaro, l'air si entraînant, si caractéristique, *largo al fattotum della città*, forme, avec la mystérieuse tendresse du début, l'un des contrastes les plus heu-

[1] Notamment le trio, d'un comique excellent, écrit pour Bartholo et les deux argus, spécialement chargés de surveiller Rosine, et dont l'un, l'Eveillé, bâille à chaque syllabe, tandis que l'autre ne fait que bredouiller.

Digitized by Google

reux qui existent au théâtre. Quelle vivacité entraînante dans le duo qui suit; et comme on sent bien d'avance qu'aucun obstacle ne saurait résister à l'union de ces deux hommes, l'un si subtil, l'autre si amoureux! Que dire qui n'ait été dit cent fois de la cavatine de Rosine, *Una voce poco fà*, ce chef-d'œuvre d'ingénieuse et gracieuse coquetterie? Ce n'est pas là un de ces airs ordinaires *di bravura*, uniquement destinés à faire briller l'artiste; les vocalises de cette cavatine ont leur caractère spécial, et nous avons souvent regretté de les entendre défigurer par les plus célèbres cantatrices. L'air de *la Calomnie* qui suit semble une beauté sévère, à physionomie presque sinistre, se détachant soudain d'un groupe folâtre. Ce morceau, d'une facture à peu près germanique, occupe une place à part, et des plus élevées, dans les œuvres de la première manière de Rossini. Il en a visiblement emprunté l'idée primitive à un air trop peu connu du *Mariage de Figaro*, celui dans lequel Bartholo, ayant toujours son ancienne mystification sur le cœur, exalte les charmes de la vengeance.

La vendetta, oh! la vendetta,
E un piacer servato ai saggi;
Obbliar l'onte, l'oltraggi
E bassezza, è ognor viltà.

Ecrit en *ré* majeur comme celui-là, l'air de Basile offre avec lui, au début surtout, une similitude d'allure que nous sommes loin de lui reprocher. Il n'y a pas là d'ailleurs imitation proprement dite, mais seulement point de départ. Cet air de la *Calomnie*, dont le duo final d'*Otello* nous offrira, à son tour, une splendide réminiscence, demeure l'un des chefs-d'œuvre du maître dans le genre sérieux. On connaît l'effet puissant, irrésistible de ce susurrement *crescendo* de l'orchestre qui exprime si vivement la marche insidieuse du reptile, le progrès sourd, incessant de la calomnie :

Leggermente, dolcemente,
Incommincia a susurrar,
Piano, piano, terra a terra
Sotto voce sibilando...

Puis l'explosion terrible sur ces mots :

Come un colpo di canone;

Enfin la résolution qui, revenant au ton primitif par une série chro-

Digitized by Google

matique, exprime d'une façon si profonde, si pathétique, la consternation, l'affaissement de la victime :

E'l meschino calumniato,
Avvilito, calpestato
Sotto il publico flagello,
Per gran sorte va a crepar.

Nous ne poursuivrons pas plus loin cette analyse du *Barbier ;* il faudrait presque tout citer. Rappelons seulement encore le finale si spirituel du premier acte, et son énergique *stretta*, dans laquelle on croit encore entendre tonner la voix de Lablache :

Mi par d'esser colla testa,
In un' horrida fucina :

C'est une des premières et des plus heureuses applications de ces effets de voix à l'unisson dont on a tant usé et abusé depuis[1].

III

Dans l'air de la *Calomnie*, Rossini laissait pressentir qu'il saurait au besoin faire résonner avec autant d'énergie que personne les cordes les plus graves de la lyre dramatique. La démonstration devient complète dans *Otello.* Soutenu par Shakespeare, le maestro de vingt-quatre ans s'élève et se soutient sans effort dans les plus hautes régions de l'art.

Il semble qu'au début de l'ouvrage le compositeur hésite entre deux influences contradictoires. L'ouverture, le chœur d'introduction, la fameuse marche en *si* bémol, qui nous a valu des milliers de variations sur tous les instruments, depuis le flageolet jusqu'à la contrebasse, même le premier air d'*Otello*, semblaient ne promettre qu'un second *Tancrède.* Mais Rossini n'a pu garder longtemps cette désinvolture insouciante en présence de la conception du poète. Déjà, dans le courant de ce premier acte, malgré l'abus

[1] Le rôle d'*Almaviva* fut créé par le célèbre Garcia, dont nous parlerons plus longuement à propos d'*Otello.* A une époque plus rapprochée de nous, ce rôle a été interprété d'une façon supérieure, par Rubini, et ensuite par M. Mario. Pellegrini, Lablache, Tamburini, Ronconi, ont été tour à tour d'admirables Figaros. Depuis plus d'un demi-siècle, le rôle de Rosine, écrit originairement pour contralto, a été le rôle favori des cantatrices *di cartello*, depuis la Mombelli et la Fodor, jusqu'à l'Alboni et la Patti. Quand des cantatrices altéraient par trop la célèbre cavatine en présence du vieux *maestro*, il se confondait d'habitude en remerciments ironiques pour le soin qu'on prenait d'embellir sa musique à tel point, disait-il, qu'il ne la reconnaissait plus. Jamais ce rôle de Rosine n'a été rendu, depuis l'origine, avec plus de perfection que par madame Cinti-Damoreau.

Digitized by Google

persistant des vocalises, certaines recherches d'harmonie, certains élans caractéristiques attestent une certaine préoccupation du sujet. La malédiction qui vient foudroyer Desdemone a réveillé tout à fait Rossini. Le quintette en *la* bémol qui suit ce moment terrible,

Incerta l'anima
Vacilla e geme,
La dolce speme
Fuggi del cor,

est tout à fait à la hauteur de la situation ; il présage, par sa coupe et son allure, celui du célèbre finale de *Semiramide*, et ne lui est guère inférieur. Le passage à la *stretta* en *ut* est d'un effet d'autant plus puissant, que Rossini n'est pas prodigue de semblables transitions. Pour la première fois, le maître rejette hardiment comme incompatible avec le sujet toute miévrerie italienne.

Il reproduit à grands traits le tumulte, l'emportement des passions qui animent le père en courroux, la fille au désespoir, l'amant déchu de ses espérances. La rentrée de Rodrigue et d'Othello sur ces paroles :

Or, or vedrai chi sono
Paventa il mio furor;

atteint, sans exagération, sans cris, à la plus haute expression de la force dramatique.

L'acte suivant nous offre un morceau de premier ordre, le duo d'Othello et d'Iago. L'*allegro*, surtout, exprime avec une énergie bien shakespearienne le désespoir de l'époux qui se croit trompé, sa rage de vengeance, l'accent de triomphe féroce du calomniateur. Le trio de la provocation qui suit présente également de grandes beautés, malgré des *agréments* par trop multipliés dans une telle situation. Le finale du second acte n'est guère inférieur au précédent ; c'est là que se trouve la phrase célèbre :

Se il padre m'abbandona,
Da chi sperar pietà?

que rendait d'une manière sublime la plus grande cantatrice qui ait été entendue dans ce siècle, Malibran-Garcia.

Le troisième acte entier est un des chefs-d'œuvre de la musique dramatique de tous les temps. Le récitatif est traité ici à la manière des plus grands maîtres. Quel charme, quel profond accord

Digitized by Google

de la musique et des paroles dans la mélopée plaintive du gondolier, interrompant pour un instant le silence sinistre de la nuit :

Nessun maggior dolore
Che ricordarsi del tempo felice
Nella miseria!

Toutes les formules de l'éloge sont depuis longtemps épuisées pour la romance du *Saule*, le triomphe des grandes cantatrices et le désespoir des petites. Ce n'est qu'au théâtre qu'on peut apprécier pleinement cette inspiration sublime, si habilement combinée pour mettre en relief toutes les qualités lyriques et dramatiques de l'artiste, tous les dons de l'art et de la nature. Cette *canzone*, si gracieuse encore dans la tristesse, est coupée par deux incidents que Rossini a traités en homme de génie. La bouffée violente d'orage qui intervient entre le second et le troisième couplet, et que l'orchestre accentue d'une façon si énergique et si simple à la fois, produit l'un des plus puissants effets de terreur qui aient été obtenus jusqu'ici dans aucun drame lyrique : c'était là que Mme Malibran lançait ce fameux *Qual presagio funesto*! qui faisait frissonner la salle entière. L'autre incident, c'est la mélopée plaintive, déchirante, dans laquelle se résout le dernier couplet, quand Desdemona, s'identifiant par degrés à la destinée lugubre d'Isaure, éclate en sanglots et laisse la romance inachevée. Cet égarement douloureux est exprimé d'une façon magistrale par le brusque passage du ton primitif de *sol* en *fa* mineur, et ensuite à l'accord de septième de *mi* bémol mineur, sur lequel intervient la suspension :

Oimè che il pianto proseguir non misà.

Qui de nous a pu entendre sans émotion la prière qui suit, dont les paroles contrastent d'une manière si déchirante avec la prochaine catastrophe : « Permets, ô ciel! que le sommeil vienne un moment soulager mes peines, *et que le bien-aimé vienne me consoler!* »

Deh calmà, o ciel, nel sonno
Per poco le mie pene,
Fa che l'amato bene
Mi venga a consolar.

Comment cette imploration si ardente et si pure n'obtient-elle pas que ce bien-aimé impitoyable soit détrompé à temps de sa funeste erreur ?

Ce qu'on ne saurait surtout trop admirer dans cette scène incomparable, c'est l'art qu'a déployé le maître pour varier les inflexions de

Digitized by Google

la douleur, de l'effroi, d'une attente douloureuse, de manière à éviter toute monotonie dans une situation si pénible et si prolongée. Au dénoûment, l'inspiration grandit et s'élève encore, s'il est possible. Un effet saisissant de rhythme imitatif, obtenu par les seuls instruments à cordes, dénonce les pas sourds du meurtrier dans l'escalier, sa brusque entrée en scène. A part quelques traits un peu vieillis, d'une exécution difficile, et qu'on peut supprimer sans inconvénient, le *duo* final, *non arrestar il colpo*, reste pour nous le chef-d'œuvre de Rossini parmi ses chefs-d'œuvre. Le début offre, comme nous l'avons déjà dit, une réminiscence parfaitement motivée du fameux *crescendo* de la Calomnie. La seconde partie du duo, en mineur, *notte per me funesta*, avec l'accompagnement d'orage obligé, est encore supérieure à la première. L'effort suprême de l'inspiration dramatique éclate dans la série de transitions que répètent alternativement les deux parties, du ton de ré en ceux de sol et d'ut, puis en celui de fa mineur, sur lequel éclate le formidable unisson de la victime et du meurtrier.

Il tuo fragor horribile
Col fulmini i palpiti e l'orror
Accresci il mio furor.

Ici, chaque accord, chaque note porte coup; les péripéties finales du meurtre, les supplications dernières et la poursuite de la victime, sont rendues avec une énergie effrayante par le retour impétueux vers le ton primitif, par une succession éperdue de tierces s'élevant par demi-tons jusqu'au *si* bémol aigu, explosion suprême de terreur et de désespoir! Enfin, pleinement fidèle cette fois à la dignité de l'art, aux exigences de la vérité dramatique, Rossini écarte dédaigneusement ces formes de conclusion naguère accréditées par lui-même, pour provoquer les bravos, et que la mode devait encore protéger pendant bien des années. Contrairement à la routine, il reste fidèle jusqu'à la fin au mode mineur, qui seul convient à la situation. Ce n'est qu'au dernier moment, sur le cri d'agonie de Desdemona, qu'intervient, comme un dernier coup de théâtre, la résolution en *ré* majeur.

Deux des plus grands artistes de ce siècle, que Paris n'a vus malheureusement que l'un après l'autre, Garcia et sa fille aînée (Marie-Malibran), ont laissé dans l'exécution de ce drame lyrique d'impérissables souvenirs. Garcia, qui avait dans les veines du sang maure, déployait dans la dernière scène une fureur tellement naturelle, qu'un jour sa fille, en scène avec lui, à New-York, prit peur et se

Digitized by Google

mit à crier en pleurant : « *Papa, ne me tue pas, je t'en prie*[1] ! » C'est dans le rôle de Desdemone qu'elle obtint plus tard son plus beau triomphe. Ce qui caractérisait surtout ce prodigieux talent, c'était la variété, la spontanéité ; d'un jour à l'autre, elle variait ses traits de chant, son jeu, de la façon la plus imprévue et presque toujours la plus heureuse. A cette époque, le rôle d'Othello était tenu par Rubini, qui n'était, comme on sait, qu'un admirable chanteur. Mais auprès d'une telle Desdemone, Rubini lui-même devenait tragédien. Les anciens dilettantes se souviennent encore de l'effet saisissant d'un jeu de scène improvisé par la Malibran dans le duo du meurtre, au moment le plus ardent de la poursuite. Dans le paroxysme de la terreur, Desdemone se jetait à la fenêtre, s'efforçant de s'accrocher et de grimper aux carreaux. Parmi les grands artistes encore vivants qui ont le mieux interprété ces deux terribles rôles, il faut citer Duprez, magnifique dans le duo avec Iago, et la digne sœur de Malibran, Mme Viardot Garcia[2].

IV

Rossini a écrit coup sur coup, en moins de dix-huit mois, le *Barbier*, *Otello*, *Cenerentola*, la *Gazza ladra*, quatre opéras de genres différents, comique de caractère, drame héroïque, féerie facétieuse, drame bourgeois. Ces ouvrages, qui comptent tous quatre parmi ses meilleurs, furent créés en moins de temps qu'il n'en fallut ensuite pour transcrire les parties séparées, les apprendre et les répéter. Les fastes de la musique n'offrent pas un second exemple d'une telle souplesse, d'une telle fécondité de conception. Rossini, comme Saint-Simon, écrivait à la diable pour l'immortalité. Déjà sa jeune renommée débordait de l'Italie sur le monde. « Les guitares de Lima et de la Havane donnaient leurs sérénades sur les airs du *Barbier ;* les éléphants de la compagnie des Indes allaient en guerre ou à la parade au son des fanfares d'*Elisabetta* et d'*Otello.* La jeunesse de Rossini fut une campagne enchantée à travers les ovations, les orages et les bonnes fortunes. Il courut dans l'Italie comme son Figaro dans Séville, semant les saillies et les mélodies, éclatant de génie, de *brio* et de belle humeur. *Largo al fattotum !* Il était en effet, à ce moment-là, le factotum des plaisirs du monde. » C'est en ces termes qu'un écrivain distingué, M. Paul de Saint-Victor, rap-

[1] J'ai entendu raconter par Mme Malibran elle-même, chez la comtesse Merlin, cette anecdote, qui remontait à l'époque de ses débuts.

[2] Le rôle d'Othello avait été écrit pour Davide, ténor de premier ordre, que Paris n'a connu que vers la fin de sa carrière, en 1829, alors qu'il n'était plus que l'ombre de lui-même.

Digitized by Google

pelait, sous l'impression des funérailles du maître, le souvenir de sa jeunesse inondée, saturée de gloire. Peut-être eût-il mieux valu, pour les générations suivantes et pour lui-même, que ses triomphes fussent moins faciles.

Le *Cenerentola* est une féerie traitée à la manière des anciennes facéties italiennes, et laissant en même temps libre carrière aux fantaisies du chant les plus audacieuses, les plus éblouissantes, qui, dans un pareil sujet, ne blessent en rien les convenances dramatiques. Le rôle de Ramiro était un des plus habilement dessinés pour mettre en évidence les qualités de l'espèce précieuse des ténors légers, classée aujourd'hui parmi les fossiles, tandis que les rôles bouffes présentent d'excellents modèles de chant syllabique. Les anciens *dilettanti* n'ont pas encore oublié les éminentes qualités de chanteur et de comédien que déployait Lablache dans la mirifique robe de chambre de don Magnifico. Mais Rossini est gracieux, de bon goût, jusque dans la facétie, et reste sous ce rapport au-dessus de la plupart de ses prédécesseurs en ce genre, notamment de Fioravanti et de Gnecco [1].

Dans un genre bien différent, la *Gazza ladra* compte à bon droit parmi les œuvres les plus remarquables du maître. Sa première exécution date de 1817; mais l'histoire de la musique a spécialement conservé le souvenir de la reprise qui eut lieu à Rome pendant le carnaval de 1819, et dans laquelle figurèrent les plus illustres chanteurs du temps. Rubini y remplissait un rôle dans ses moyens, celui de l'amoureux de Ninetta, tout à fait nul au point de vue dramatique, mais dans lequel on trouve l'air de bravoure *Mà qual piacer in me sento*, l'un des chefs-d'œuvre du genre, qui faisait dignement valoir l'incomparable gosier de l'artiste. Ambroggi représentait le podestat, rôle créé par lui, et dans lequel Lablache a fait oublier depuis tous ses devanciers. Ceux de Ninetta et de son père étaient remplis par la Mombelli et Pellegrini. La pièce alla « aux étoiles » et même par delà.

« Pendant tout le carnaval, dit Castil-Blaze, les dames romaines portèrent dans les bals des figurines représentant Giannetto et Ninetta en costume. Mesdames Mainvielle, Fodor, Pasta et Malibran ont laissé dans ce rôle si dramatique de Ninetta des souvenirs qui ne sont pas effacés.

La *Gazza* est un des ouvrages de Rossini qni ont été le mieux accueillis en France et qui y restent le plus populaires. Dans

[1] On prétend que Rossini, dans ces dernières années, s'est occupé de l'arrangement de la *Cenerentola* pour la scène française. Nous en acceptons l'augure, mais il lui aura fallu, pour rendre cet ouvrage abordable à la plupart des chanteurs français actuels, pratiquer de véritables coupes sombres parmi les vocalises et les fioritures.

Digitized by Google

cet opéra, comme dans les autres chefs-d'œuvre du maître, le temps a respecté tout ce qui a été écrit en dehors des concessions aux caprices de la mode, notamment l'andante du duo de Ninetta et de Pippo, l'une des pages les plus touchantes que Rossini ait jamais écrites ; le chœur des juges, d'une ampleur si magistrale, le finale du premier acte, dans lequel Lablache donnait tant de relief à la joie féroce du podestat, et surtout la célèbre marche au supplice, comparable à celles de la *Vestale* et d'*Idoménée*.

Rossini donna encore, dans cette année 1817, un troisième opéra, *Armida*; mais il fut moins heureux dans sa lutte avec le vieux Glück que dans celle qu'il avait soutenue contre Paisiello l'année précédente. En raison de la nature fantastique du sujet, il avait cru pouvoir user et abuser du style fleuri. Toutefois il est resté de cette œuvre un duo très remarquable entre Renaud et Armide, et un beau chœur, intercalé depuis dans le *Moïse* français.

En 1818, il parut trois ouvrages nouveaux de l'illustre maestro, les opéras d'*Adélaïde* et de *Ricciardo et Zoraïde*, et une œuvre d'une portée bien autrement sérieuse, l'oratorio dramatique de *Moïse*, sur lequel nous reviendrons à propos de son appropriation à la scène française, qui n'eut lieu que huit ans après. D'ordinaire, le jeune et trop heureux maestro voulait, avant tout et à tout prix, s'assurer les meilleures conditions de succès immédiat. Aussi il avait fait, sans trop de scrupule, de larges concessions au profane amour-propre des chanteurs à la mode, qui ne voulaient rien sacrifier de leurs roulades au Dieu d'Israël. Mais, dans toutes les parties du *libretto* directement empruntées à la Bible, Rossini avait trouvé sans effort des accents dignes du sujet. Cette partie sérieuse du *Mosè*, témoignage saisissant de l'universalité des aptitudes du maître, ne surprit pas moins ses partisans que ses ennemis.

Ricciardo et Zoraïde, que Rossini trouva encore le temps d'improviser à la suite de *Mosè* et dans la même année, est un de ses ouvrages les plus oubliés. On y trouve pourtant un duo pour soprano et ténor assez remarquable, surtout par un *andante* en *ut* mineur, *Temo del perfido l'ira*, dans lequel se laisse soupçonner en germe l'un des plus beaux passages du fameux trio de *Guillaume Tell*. Ces emprunts abondent dans l'œuvre de Rossini, et il y aurait à cet égard de curieuses recherches à faire. On découvrirait que bon nombre des plus belles mélodies de ses opéras les plus admirés ont été dérobées à des ouvrages nés sous une étoile moins heureuse. Le rôle de *Ricciardo* était, dit-on, le plus beau triomphe de la Pisaroni.

Digitized by Google

V

En 1819, Rossini écrit une cantate pour la fête du vieux roi de Naples Ferdinand, sujet peu digne d'inspirer un grand maître ! Il fait, dans cette même année, représenter trois nouveaux opéras, dont un seul, la *Donna del Lago*, joué à Naples, mérite une sérieuse attention.

De toutes les œuvres de Rossini qui passeront à la postérité, la *Donna del Lago* est celle où il a le plus sacrifié à l'exagération des *fioritures*. Aussi, par un juste retour, cette partition est une de celles qui ont le plus souffert des atteintes du temps. Son exécution offrirait aujourd'hui des difficultés insurmontables; elle exige le concours de cinq artistes *di cartello*, un soprano, un contralto, deux ténors et une basse, tous d'une flexibilité de gosier exceptionnelle, car tous ces Ecossais lancent dans leurs montagnes des feux d'artifice incessants d'arpéges et de gammes chromatiques. Il y a dans la *Donna* de charmants détails, et même des morceaux entiers du plus grand effet. Le chœur de montagnards qui forme l'introduction est empreint d'un sentiment exquis de couleur locale : la phrase principale de la cavatine et du duo suivant exprime à ravir le voluptueux balancement du lac. Le chœur des chasseurs appelant le roi égaré, morceau qu'on daignait à peine écouter au temps de la grande vogue de cet opéra, est pourtant une page intéressante, et qu'on entendrait avec plaisir dans les concerts. La situation est, comme on voit, identique à celle du fameux chœur de Weber dans *Euryanthe*, et celui de Rossini soutient cette redoutable comparaison sans trop de désavantage. La phrase du milieu, sorte d'imploration *sotto voce*, est surtout remarquable par sa simplicité grandiose. L'air de Malcom, en *mi* majeur, était un des plus propres à faire valoir les belles voix de *contralto* suffisamment exercées. Les adieux de Douglas à sa fille sont d'un beau caractère, nonobstant une profusion de roulades déplacées dans cette situation pathétique. Le finale du premier acte est un des plus beaux que Rossini ait écrits. Le *quatuor* en *la* bémol avec chœur, qui en fait partie est remarquable par le contraste du farouche *a parte* de Rodrigue et de Douglas, *Crudele sospetto*, avec la plainte étouffée de Malcom et d'Elena :

Ah ! celati o attetto
Nel misero petto.

L'hymne des bardes, accompagné par les harpes, rappelle, par son énergie majestueuse, les chœurs des prêtres d'Isis dans la

Digitized by Google

Flûte enchantée. La seconde partie de la phrase musicale, sur ces paroles :

Gia l'ombra degli avi
Vi pu guano al lato,

offre une évolution originale et d'un effet puissant. Après la transition ordinaire de *mi* bémol en *si*, les voix attaquent tout à coup le *ré* bémol, passent successivement en *sol* et *la* bémol, et, par le *la* naturel et un accord de septième diminuée, rentrent enfin dans le ton primitif. Il faut encore remarquer l'opposition de ce chant grandiose avec la réplique des femmes en *ut* mineur, accompagnée d'un sourd *tremolo* qui trahit l'angoisse des adieux. Enfin, dans la *stretta*, la phrase principale de l'hymne bardique reparaît, associée avec beaucoup de hardiesse et de bonheur au chant des guerriers dont elle stimule l'énergie. Tout cet ensemble a une allure si vigoureuse, si indomptable, qu'on est un peu surpris, dans l'acte suivant, de la prompte défaite de ces montagnards qui paraissaient si disposés à bien faire.

Nous citerons encore, comme un des spécimens les plus remarquables des défauts et des qualités du pur style *rossinien*, la cavatine d'Elena au second acte (*ô fiamma soave*), le duo et le trio qui suivent. Dans le duo, l'*andante* en *la* bémol, *Nume se a miei sospiri*, mélodie d'une suavité exquise, semble demander grâce par les cascades de notes du commencement, lesquelles, nonobstant le caractère montagneux du paysage, interviennent d'une façon assez déplacée pour exprimer les peines amoureuses d'Uberto et les embarras de la pauvre Dame du Lac entre ses trois amoureux. Au début du trio, les deux rivaux, Uberto et Rodrigo, engagent, en attendant mieux, un duel de vocalises qui expriment assez mal la *Fatalita* de l'un et la *Gelosia* de l'autre. Mais, à partir du *maestoso* en *mi* majeur, la musique reprend tout à coup une couleur dramatique. La phrase en *ut* mineur de la *stretta*, *Io son la misera*, attaquée par Elena et reprise tour à tour par les deux autres voix, est une des plus belles inspirations qu'ait rencontrées Rossini pendant cette période de sa carrière musicale, aux heures où il lui convenait de dédaigner les caprices de la mode et de faire le grand maître.

De toutes les interprétations de la *Donna del Lago* dont l'histoire des arts a conservé le souvenir, la plus parfaite est celle dont quelques anciens habitués du Théâtre-Italien ont conservé la mémoire, dans l'âge d'or musical où l'exécution de la *Donna* réunissait la Sontag, la Malibran, Rubini, Bordogni et Lablache.

La *Dame du Lac* avait été représentée en français à Paris dès

Digitized by Google

1825, sur le théâtre, alors lyrique, de l'Odéon. Elle a été, vingt ans plus tard, *pastichée* maladroitement à l'Académie royale de musique, sous le nom de *Robert Bruce.*

L'année 1820 fut comparativement un peu moins brillante que les précédentes, qui l'avaient été au delà de toute expression. Nous trouvons à cette date encore une malencontreuse cantate officielle, cette fois en l'honneur de l'empereur d'Autriche François II, et deux opéras, *Bianca e Faliero*, dont il reste un beau quatuor, et *Maometto*, que nous verrons bientôt reparaître, avantageusement transformé en *Siége de Corinthe*, sur la scène française. L'année suivante, par exception, ne nous fournit qu'un seul ouvrage, très agréable sans être de premier ordre, *Matilda di Sabran*, opéra *semi-seria*, ou plutôt nullement sérieux, représenté pour la première fois à Rome au théâtre Apollo. Applaudie avec enthousiasme sur toutes les scènes d'Italie, cette *Mathilde* fit sa première apparition au Théâtre-Italien de Paris en 1829, et valut à la célèbre cantatrice Sontag un éclatant triomple. Le *libretto* est celui d'un des plus remarquables ouvrages de Méhul, *Euphrosine et Coradin;* seulement le traducteur italien a encore exagéré le grotesque de ce petit tyran féodal qui a fait mettre à l'entrée de sa propriété, en guise d'épouvantail à moineaux, une inscription portant : « *Il signor Coradino odia el sesso feminino.* » Méhul avait pris au sérieux ce sujet; Rossini, lui, n'a voulu y voir qu'un prétexte pour improviser, avec sa facilité ordinaire, une série de morceaux gracieux, très propres à faire briller les chanteurs, et dont l'ordre pourrait être absolument interverti sans que personne eût l'idée de s'en plaindre. C'est, en somme, dans cet ordre d'idées, un charmant ouvrage, qu'on a longtemps entendu et qu'on entendrait encore avec plaisir, sauf quelques formules surannées, s'il se trouvait des chanteurs capables de l'exécuter. Mais il n'y a rien dans l'œuvre italienne qui approche du sombre duo en *ré* mineur du Coradin français :

Gardez-vous de la jalousie!

que ni Mozart ni Glück n'auraient désavoué.

VI

L'inaction relative de Rossini en 1821 s'explique par des circonstances de vie privée sur lesquelles il convient de glisser légèrement. Il faisait depuis longtemps une cour assidue à la *prima donna* de Milan, la Colbrand, pour laquelle il avait écrit plusieurs

Digitized by Google

rôles, notamment celui d'Elisabeth. C'était une virtuose d'un talent réel mais fort inégal, d'un caractère plus inégal encore. Vers la fin de l'année 1821, après bien des hésitations et des péripéties, la belle cantatrice se décida à devenir Mme Rossini. De tous ses rôles, ce fut celui dans lequel elle obtint le moins de succès.

Notre maestro voyait s'approcher avec impatience le terme de l'engagement qu'il avait contracté en 1815 avec le célèbre *impresario* napolitain Barbaja. Il y aurait une étude des plus curieuses à faire sur ce personnage, qui, sachant à peine lire et pas du tout écrire, faisant au bas des contrats une croix avec son doigt trempé dans l'encre en manière de signature, et, ne connaissant pas une note de musique, était arrivé à réunir sous sa direction les théâtres des plus grandes villes d'Italie et celui de Vienne, à acquérir plusieurs millions, qu'il eut le talent plus rare encore de conserver. Rossini, qui, si nous l'en croyons, avait livré ses premiers opéras à 50 fr. la pièce et avait eu bien de la peine à en obtenir 400 de *Tancrède*, — Rossini avait trouvé charmant d'abord de s'assurer pour sept ans un revenu fixe de 12,000 fr., moyennant lequel il s'engageait à composer chaque année deux opéras destinés aux nombreux théâtres dirigés par Barbaja et à diriger en personne leur exécution. Dans ce marché, Rossini n'était cependant pas tout à fait aussi victime qu'on pourrait le penser. Il avait, en sus, toutes ses dépenses de voyage payées, plus le logement et la table, et le maestro se montrait déjà exigeant sur ce dernier article.

La nomenclature des ouvrages de Rossini nous fournit, pour 1822, deux cantates, dont l'une, *il Vero Ommagio*, fut composée à l'occasion du congrès de Vérone. L'autre, *la Riconoscenza*, est le seul ouvrage qui ait été écrit exprès pour Rubini. Cet admirable ténor, payé depuis si cher à Paris, était alors le pensionnaire de Barbaja, qui n'avait pas son pareil pour découvrir et accaparer à bon compte, dans un crépuscule encore douteux, les futures célébrités du chant. C'est aussi à l'année 1822 qu'appartient un ouvrage important, peut-être trop oublié aujourd'hui, la *Zelmira*, écrite pour les débuts de Mme Colbrand-Rossini à Vienne.

L'invasion rossinienne dans cette ville remontait à 1816, et avait été favorisée par un transfuge musical, le maître de chapelle Weigl, l'un des directeurs du théâtre impérial. Dès cette époque, *Tancrède* avait momentanément éclipsé *Fidelio* sur le théâtre même pour lequel Beethoven l'avait écrit. Dans la troupe italienne qui avait valu à Rossini ce triomphe trop flatteur on remarquait le ténor Tachinardi, chez lequel le talent luttait victorieusement contre

Digitized by Google

l'impression du physique le plus désavantageux[1]. Deux ans après, *le Barbier* et *l'Italienne* usurpèrent à leur tour une place parmi les étoiles du ciel germanique, et vers la même époque l'autre théâtre (*an der Wien*) représentait avec un immense succès tous les opéras de Rossini traduits en allemand. Le terrain était donc merveilleusement préparé, quand l'habile et heureux généralissime Barbaja dirigea sur Vienne, pour y faire la campagne du printemps de 1822, une troupe d'élite dans laquelle figuraient, parmi les femmes, Mes Mainvielle-Fodor, Méric-Lalande, Colbrand; parmi les hommes, Davide, Donzelli, Rubini, Ambroggi, Lablache. Cette troupe commença ses représentations par *Zelmira*. Elle les continua par le *Barbier*, qui provoqua un tel fanatisme, que Beethoven s'arracha à la composition de sa neuvième symphonie (celle avec chœurs) pour venir *voir* cet opéra. Il était déjà trop sourd pour s'en rendre compte autrement que par l'examen de la partition, et manifesta loyalement son approbation. Schindler, le biographe, l'ami enthousiaste de Beethoven, raconte, presque les larmes aux yeux, que l'enthousiasme des Viennois pour ces accords profanes fut poussé jusqu'au délire, notamment en faveur de *Matilda di Sabran*, donnée pour la clôture de la saison; qu'au départ de la troupe italienne, en juillet, toute la ville semblait être en deuil, etc. Il se consolait de ce succès scandaleux en l'attribuant exclusivement au mérite exceptionnel des chanteurs. Mais le même scandale se renouvela les années suivantes, et lors de la première audition de la symphonie avec chœurs, en 1824, les honneurs du concert furent pour l'inévitable *Di tanti palpiti*, chanté par Davide. A cette même époque, Meyerbeer lui-même, au grand regret de son ami Weber, était passé momentanément à l'ennemi avec armes et bagages; il avait déjà fait jouer *Margarita d'Anjou*, *Emma di Resburgo*; il préparait le *Crociato*. Tel fut pour l'Allemagne le point culminant de la séduction rossinienne.

Chose singulière, l'opéra écrit spécialement pour le public viennois n'était pas celui qu'il avait le mieux accueilli! Il y a pourtant, sous un luxe plus excessif que jamais de broderies, des morceaux d'une trame très solide et très fine dans *Zelmira*, notamment le finale entier du premier acte, dont la *stretta*, pleine d'éclat et de vigueur, fut imitée l'année suivante par Rossini lui-même, dans l'un de ses plus éminents chefs-d'œuvre, la *Semiramide*.

[1] Tachinardi, père de la grande cantatrice que Paris a si longtemps applaudie sous le nom de Mme Persiani, était effroyablement bossu. Quand il jouait pour la première fois dans une grande ville, son entrée en scène excitait assez souvent des huées. Alors, sans se déconcerter, il s'adressait au public et priait qu'on ne le condamnât pas sans l'entendre. Dès les premières mesures, le public était subjugué.

Digitized by Google

VII

La *Semiramide*, représentée pour la première fois à Naples en 1823, restera, malgré quelques taches, l'un des monuments de l'œuvre rossinienne. Le dessin général de l'ouverture est conforme au type inauguré par celle du *Barbier*, et trop fidèlement reproduit par les imitateurs, *servum pecus*, et par Rossini lui-même jusqu'à *Guillaume Tell* exclusivement. C'est à propos de ce genre d'ouvertures que Weber disait : « En Italie, avant qu'on ne lève la toile, l'orchestre fait *un certain bruit...* » Cependant, sans modifier essentiellement les linéaments généraux de ce poncif musical, Rossini lui avait déjà donné plus d'intérêt et d'ampleur dans l'ouverture longtemps célèbre de la *Gazza ladra*.

Cette tendance progressive persiste dans celle de *Sémiramis*; l'orchestre y est traité avec plus de soin; la phrase *andante*, exécutée par les quatre cors, est à la fois grandiose et charmante. Malheureusement l'*allegro* et l'inévitable crescendo final sont d'un entrain assez vulgaire. L'introduction, *Belo si celebri*, moins babylonienne qu'on ne l'a prétendu, est néanmoins un morceau vivement conduit, et orchestré avec une rare élégance. Cette introduction était une des œuvres que Rossini affectionnait le plus, et dont il aimait à diriger l'exécution[1].

Certaines parties de ce bel ouvrage, celles où l'auteur avait le plus sacrifié au goût du jour, n'ont pas échappé aux outrages du temps. Le fameux *Trema il tempio*, si applaudi jadis, est de ce nombre; il y a là une profusion de roulades assez intempestives, qui tournent au chevrotement dans des gosiers peu exercés. Le premier air d'Arsace, bien qu'admirablement écrit pour la voix, a également vieilli, surtout dans l'*allegro*.

Mais il n'en est déjà plus de même du duetto qui suit entre Arsace et Assur. Le sentiment dramatique s'y fait jour à travers la *bravura*, et les vocalises qu'échangent les deux champions ont une allure de crânerie provoquante tout à fait en situation. La cavatine de *Sémiramis*, *Bel raggio lusinghier*, dont le motif principal a tant de charme, soutient encore son ancienne renommée. Elle évoque l'aimable souvenir des Fodor, des Sontag, des Giulia-Grisi ; on dirait un de ces flacons orientaux qui gardent encore fidèlement après un demi-siècle le parfum de la rose. Le duettino de Sémiramis et d'Arsace

[1] Je me souviens de lui avoir entendu accompagner ce morceau au piano, dans les dernières années de la Restauration, chez le conservateur des tableaux de la duchesse de Berry, M. B., amateur fanatique de Rossini. Cet accompagnement était l'idéal de l'élégance unie à la précision

Digitized by Google

Serbami ognor, est un petit chef-d'œuvre mélodique aussi frais que le premier jour. On ne peut lui reprocher que sa brièveté : rare et heureux défaut !

Nous arrivons au finale du premier acte, l'un des plus beaux qui existent, et qui serait la plus sublime inspiration du maître s'il n'avait pas fait le troisième acte d'*Othello*, la prière de *Moïse* et le trio de *Guillaume Tell*. Le récitatif de *Sémiramis*, *Giuri*, a une allure de résolution, de majesté suprêmes. Les traits nombreux dont il est hérissé n'ont pas seulement pour but de faire briller la cantatrice, ils participent de la façon la plus marquée au caractère dramatique. Le quatuor sans accompagnement qui répond à cet appel reproduit avec à-propos la belle phrase de l'ouverture. Quand la reine nomme enfin l'époux qu'elle a choisi, le tumulte de l'orchestre peint bien les émotions si diverses que ce choix soulève : la rage d'Assur, la surprise douloureuse d'Arsace. Mais, au moment où l'impérieuse volonté de cette grande coupable va dompter toutes les résistances, un bruit surnaturel a retenti : « Qu'entends-je ? s'écrie Sémiramis, et le chœur après elle, serait-ce un signe de la faveur des dieux ? » Mais l'anxiété navrante qu'exprime la musique dément d'avance cet espoir. L'*andantino* en *la* bémol mineur suivant, *Qual mesto gemito*, est une merveille d'expression dramatique, sur laquelle les années passent sans laisser de trace. L'accroissement de terreur, à l'apparition de l'ombre, est signalé, décrit par une série de modulations du plus prodigieux effet : chaque mesure, ici, est un nouveau trait de génie. L'un des plus remarquables est l'accord *pianissimo* qui ramène de *mi* bémol en *fa* mineur sur les mots : *Oh! qual orror!* et l'admirable phrase en majeur qui vient immédiatement après :

Il sangue gelasi .
Di vena in vena
Atroce palpito
M'opprime l'anima;
Respiro appena
Nel mio terror.

Rossini, avec le suprême bon sens du génie, évite ici un écueil contre lequel un esprit vulgaire irait donner à pleines voiles. Il comprend qu'une explosion de voix bruyante serait une anomalie dans un tel paroxysme de terreur, et arrive, par l'emploi continu du *pianissimo*, à l'un des effets les plus pénétrants qui aient jamais été obtenus au théâtre. Le *fa* bémol placé à la basse sur l'*atroce palpito* est une de ces touches magistrales qui suffisent pour révéler le génie. Avant de quitter cet *andantino*, l'un des points culmi-

Digitized by Google

nants de la musique dramatique moderne, rappelons que la génération actuelle l'applaudit encore tous les jours et au profit d'un des successeurs de Rossini. Tout le commencement du fameux *Miserere* du *Trovatore* n'est autre chose qu'une réminiscence très peu déguisée du *Qual mesto gemito* de *Sémiramis*.

Le reste de ce finale se soutient presque à la même hauteur. L'invocation suppliante de Sémiramis au fantôme : *A punir venisti? venisti a perdonar?* est d'un grand caractère. Malheureusement l'effet de l'apparition est souvent compromis par l'insuffisance de l'acteur chargé du rôle du fantôme, comme s'il était dans la destinée de ce malheureux Ninus d'être toujours sacrifié. Faire parler un spectre n'était pas chose facile ; Rossini s'est un peu trop souvenu ici de Mozart. Le récitatif, *Rispetta le mie ceneri*, trahit le souvenir des menaces du commandeur dans la dernière scène de *Don Juan*, ouvrage dont l'auteur de *Sémiramis* était un des plus fervents admirateurs[1]. Enfin la *stretta* de cet admirable finale, dont on a peine à se séparer, exprime d'une façon saisissante la confusion, le bouleversement général des esprits à la suite de ce terrible incident.

Sauf quelques morceaux purement *di bravura*, comme l'air d'Idreno et l'*allegro* de celui d'Arsace, le second acte de *Sémiramis* se soutient à la même hauteur. Cet acte contient notamment deux des plus beaux duos qui existent au théâtre, ceux de la reine avec Assur et Arsace. Dans le premier, l'explosion d'Assur est sublime, quand son ancienne complice, cherchant à refréner sa rage ambitieuse, ose se promettre la faveur des dieux :

Il favor, *tu*, degli Dei?

Il y a là une transition de *fa* dièze majeur en mineur, avec résolution en *sol*, pressentiment des plus heureuses hardiesses des musiciens de l'avenir. Dans l'*andantino* qui suit, on devine, on suit par la musique l'évocation redoutable du passé :

Quella ricordati notte di morte.

Cet andante offre une particularité très digne d'attention. On y remarque une dérogation heureuse à l'ancienne routine du drame lyrique, qui voulait que dans un duo la même phrase de chant fût identiquement répétée en *solo* par les deux parties. Ici il n'en est plus de même. La phrase d'Assur était en *sol* majeur ; la réplique

[1] On le vit à Paris, vers 1828, très sérieusement offensé de l'idée qu'on lui attribuait d'écrire un nouvel opéra sur le *libretto* du chef-d'œuvre de Mozart.

Digitized by Google

de Sémiramis : *Notte terribile, notte di morte*, est attaquée en mineur, et ne se raccorde avec la phrase précédente qu'aux approches de la conclusion. Il y a là un progrès marqué au point de vue de l'appropriation dramatique.

Le chœur suivant, *In questo augusto soggiorno*, a bien l'accent lugubre et solennel que commandait la situation. Le duo célèbre entre Sémiramis et Arsace, *Ebben a te ferisci*, si souvent chanté dans les concerts, est pour bien des amateurs le chef-d'œuvre de Rossini. C'est du moins l'essai le plus remarquable qui ait été fait pour concilier les exigences du style *di bravura* avec le caractère de la situation.

On sait que la *Semiramide* ne réussit pas d'abord en Italie, et la plupart des morceaux, des passages qu'on admire le plus aujourd'hui furent précisément ceux qui soulevèrent les plus vives critiques. On reprochait à Rossini d'avoir amplifié à l'excès dans cette nouvelle partition le rôle de l'orchestre, employé des formules harmoniques trop recherchées. La susceptibilité nationale s'en mêlant, on prétendit que le maître favori avait été gâté par son séjour à Vienne. L'épithète de *tedesco* lui fut lancée comme une injure, et cette défaveur systématique rejaillit sur un autre ouvrage, *Sigismondo*, représenté la même année. Le mécontentement causé à Rossini par cette prévention injuste et inintelligente de ses compatriotes fut, sinon l'unique, au moins le principal motif qui le détermina à entreprendre une excursion en France et en Angleterre. Cette excursion devait se prolonger bien au delà de ses prévisions, et déterminer une nouvelle et décisive évolution de son génie.

VIII

Au printemps de 1824, Rossini quitta l'Italie et se rendit à Londres, n'ayant fait cette fois que traverser Paris. Il fut en Angleterre le lion de la saison, c'est tout dire. Suivant ses biographes, « les quelques mois de séjour qu'il fit à Londres lui rapportèrent plus d'argent qu'il n'en avait gagné en Italie pendant douze ans de production active et de succès. » Il est vrai qu'il échappait, en terre étrangère, aux griffes pénétrantes de son ami Barbaja.

Son installation à Paris, à la fin de 1824, produisit une sensation dont les vétérans du dilettantisme n'ont pas perdu le souvenir. Les hommes, les femmes surtout contemplaient avec une curiosité émue ce maître encore si jeune d'âge, déjà si vieux de renommée. Les portraits du temps ne donnent qu'une idée imparfaite de cette physionomie si agréable, si sympathique, bien que déjà fortement

Digitized by Google

empreinte d'un caractère d'ironie malicieuse qui se prononça de plus en plus avec l'âge. Il était l'objet d'un véritable culte dans tous les salons où il daignait se faire voir, mais principalement dans les sanctuaires musicaux, où il condescendait jusqu'à présider à l'exécution de quelques fragments de ses opéras ; notamment chez la comtesse Merlin, le baron de Trémont, MM. Orfila, Bonnemaison, etc. La présence de l'auteur d'*Othello* et de *Sémiramis* profitait à ses œuvres, et réciproquement. Il est difficile de se figurer, à moins d'en avoir été le témoin, la ferveur de l'idolâtrie rossinienne du grand monde parisien dans les dernières années de la Restauration [1]. Un seul incident, le succès imprévu du *Freyschütz* à l'Odéon (7 décembre 1824) semblait une protestation, une note discordante dans cet immense chœur d'adulations. Mais les autres ouvrages de Weber n'eurent pas le même succès ; lui-même succomba bientôt avant l'âge, et parut n'avoir pas laissé d'héritiers. En France aussi bien qu'en Allemagne, la plupart des compositeurs, ceux-là mêmes qui, comme Boïeldieu et Auber, avaient déjà leur réputation faite par des œuvres écrites dans un autre style, s'enrôlaient sous la bannière de Rossini, le succès n'étant plus possible qu'à ce prix. Sauf quelques résistances courageuses, la musique de chambre elle-même se colorait de reflets rossiniens ; on les retrouvait dans les brillants sextuors et quatuors de violon du Viennois Mayseder, dans les œuvres de piano de Pixis, de Hummel, le disciple de Mozart ; de Ries, l'élève favori de Beethoven ! Si affligeante que peut être une semblable perturbation au point de vue de l'art classique, l'homme capable de la produire n'était pas, à coup sûr, un génie ordinaire [2].

Rossini ne semblait ni gêné ni infatué de son rôle de dieu. Il faut même dire à son honneur qu'il semblait parfois se plaire dans la conversation des rares amateurs que ses fanatiques désignaient sous le nom de *perruques*. Mendelssohn, qui eut avec lui un entretien de ce genre, quelques années plus tard, chez Ferdinand Hiller, dit qu'en

[1] Une des grandes dames qui chantaient dans les chœurs chez la comtesse Merlin avait écrit en grosses lettres sur son cahier : « Musique de Rossini, *le plus grand des compositeurs présents, passés et à venir.* » Je me souviendrai toujours de l'indignation comique que fit éprouver la lecture de cette inscription à l'un des musiciens de l'orchestre, mon excellent maître Boëly, fanatique de Mozart, de Beethoven et de Bach. Je me rappelle aussi une ovation mythologique que fit subir à Rossini la société des Enfants d'Apollon, l'une des plus anciennes réunions musicales de Paris. Dans une ode de circonstance, fabriquée, je crois, par M. Bouilly, on voyait Apollon amenant Rossini en France « sur un char attelé d'un génie, » escorté par Pixis, Rode et Meyerbeer, etc.

[2] L'un des monuments les plus abominables de cet engouement est une publication musicale assez volumineuse qui date de cette époque (1825-28). C'est une série de volumes contenant des morceaux choisis d'anciens maîtres : Gluck, Piccini, Sacchini, Grétry, Dalayrac, retouchés et remis à la mode, avec des floritures rossiniennes, par l'infatigable arrangeur Castil-Blaze.

Digitized by Google

pareille occasion nul ne savait « hurler de meilleure grâce avec les loups, exalter avec plus d'enthousiasme le charme supérieur de la science, etc, [1]. » Ce langage n'était peut-être pas aussi dépourvu de sincérité que le supposait Mendelssohn, Les œuvres de la dernière manière de Rossini, celles qu'il a spécialement remaniées ou composées exprès pour la France, dénotent la recherche de plus en plus attentive d'une harmonie plus savante, d'accompagnements plus riches.

Rossini était fort bien en cour dans les dernières années de la Restauration ; il avait toujours trouvé le moyen d'être bien avec toutes les cours, ce dont on ne saurait lui faire ni un reproche ni un compliment. Rossini se trouvait bien là où il rencontrait sympathie et bon accueil. Il composa, à l'occasion du sacre de Charles X, un ouvrage italien de circonstance, *le Voyage de Reims*, et s'engagea, par un traité spécial, à travailler exclusivement pendant plusieurs années pour notre premier théâtre lyrique. Il avait accepté aussi la direction du Théâtre-Italien, qui lui apporta plus de tracas que d'agrément.

La soirée du 9 octobre 1826 est une date mémorable dans la carrière de Rossini. Il abordait notre première scène avec le *Siége de Corinthe*, œuvre dans laquelle il avait refondu les morceaux les plus saillants de son *Maometto*, joué à Venise en 1820, avec des additions nécessitées par les changements considérables introduits dans la marche de l'action. Le poème avait été remanié avec une certaine habileté par un des plus jeunes académiciens de ce temps-là (A. Soumet), et correspondait aux préoccupations généreuses que suscitaient alors les péripéties de l'insurrection hellénique. « Nous avons vu Missolonghi dans Corinthe, disait un critique contemporain. Ce sentiment a dû dominer sur toute la représentation, ajouter à l'effet dramatique. Mais un autre intérêt partageait les esprits : l'ouvrage nouveau allait, dit-on, être le signal d'une révolution à l'Opéra; on allait enfin y entendre chanter. » Le même critique constatait « qu'un pas de plus venait d'être fait sur notre première scène vers la liberté de l'agrément dans le chant. » Nonobstant quelques sourdes réclamations, dominées par des applaudissements énergiques, « l'art avait pris le dessus sur l'exacte vérité dramatique, telle qu'on l'avait comprise jusque-là. » On s'était souvenu des exemples mémorables de la Grassini, de la Pasta, qui avaient prouvé sur la scène italienne que ce style n'était nullement incompatible avec une grande et belle expression dramatique. Néanmoins, dans les morceaux rajoutés pour la scène française, et notamment dans la grande scène du troisième

[1] Lettre de Mendelssohn du 14 juillet 1836.

Digitized by Google

acte, la bénédiction des drapeaux, « Rossini, entraîné par la situation, subissant la contrainte salutaire d'un nouvel idiome, » s'était rapproché du style classique, mieux approprié à la situation[1].

Les morceaux les plus applaudis à cette première représentation furent l'introduction, le trio *O peine affreuse* ! « l'un de ces morceaux où les voix deviennent des instruments obligés », le quatuor du premier finale ; au second acte, le grand air dans lequel Pamira fait un si beau feu roulant de gammes et d'arpéges pour secourir sa *patrie infortunée* ! au troisième, la bénédiction des drapeaux, qui est véritablement le morceau capital.

Cet ouvrage avait été dignement interprété par Dérivis, Nourrit père et fils et Mlle Cinti. Le rôle de Pamira semblait créé exprès pour faire valoir l'organe si flexible et si pur de la jeune cantatrice. Le succès fut foudroyant. Rossini, acclamé, redemandé avec enthousiasme, s'abstint de paraître sur la scène et même se sauva pour n'y être pas traîné de force. Il nous paraît difficile d'attribuer cette conduite à un sentiment de modestie. Nous croyons plutôt que le spirituel maestro, ayant conquis par tant de succès le droit de se montrer délicat en fait d'applaudissements, répugnait à prendre pour lui tout seul le succès d'un ouvrage de circonstance, auquel la politique n'était pas étrangère. Toutefois, un accueil si sympathique était fait pour l'encourager, et il s'occupa immédiatement d'arranger pour la scène française un second opéra italien, qui devait y obtenir un succès encore plus brillant et plus durable que le premier, le *Mosè in Egitto*.

Nous avons déjà indiqué la date de la première représentation du *Moïse* italien (1818) ; mais c'est sous sa forme définitive qu'il convient d'étudier cette œuvre, remaniée de fond en comble pour la scène française, où elle fit sa première apparition le 26 mars 1827. Sans être, comme on l'a prétendu, la plus haute expression du génie de Rossini, *Moïse* occupe dans son œuvre une place éminente. On remarque dans la partition française des transpositions nombreuses et plusieurs morceaux importants qui ne se trouvaient pas dans l'italienne : le chœur d'introduction et le suivant ; la marche et le chœur : *Reine des cieux et de la terre* ; le ballet, le finale du troisième acte et l'air de soprano du quatrième. Grâce à une reprise récente, qui a laissé beaucoup à désirer, malgré les louables efforts de M. Obin dans le rôle principal, les nombreuses beautés de la partition de *Moïse* sont redevenues assez familières à la génération actuelle.

Des admirateurs, dont l'enthousiasme naïf a dû faire sourire plus

[1] *Moniteur* du 11 octobre 1826.

Digitized by Google

d'une fois le spirituel et sceptique *maestro*, ont vanté la couleur locale du chœur dansé, qui, suivant eux, exprimait d'une façon si caractéristique l'intervention de la chorégraphie dans le culte des Hébreux. Ils ignoraient que cette mélodie, avant son apparition biblique, avait servi à dépeindre les gracieux sortiléges des jardins d'Armide. Le morceau des ténèbres, reporté au commencement du second acte dans le *Moïse* français, était l'introduction du *Moïse* italien. Il est remarquable par une couleur sombre parfaitement en harmonie avec le sujet, et par une recherche *germanique* d'accompagnements très méritoire chez un compositeur italien de vingt-six ans, que tant de succès faciles auraient pu écarter à jamais des hautes régions de l'art. Le duo tout à fait italien des deux femmes, en *fa* majeur, celui de la nièce de Moïse et de son amant impétueux, étaient charmants et pourraient le redevenir s'il trouvait encore de dignes interprètes. Il faut en dire autant, à plus forte raison, du duo pour basse et ténor, d'une *bravura* effrénée, qui jadis faisait fureur aux Italiens avec Rubini et Tamburini. En général, dans tout l'ouvrage, Pharaon se permet trop de vocalises, et Moïse lui-même ne s'en défend pas assez. En revanche, il faut admirer sans restriction trois inspirations d'un caractère à la fois séduisant et grandiose: le quintette en *fa* majeur, le quatuor *Mi manca la voce* et la prière finale dans laquelle Rossini s'élève sans effort jusqu'au sublime. Il est à remarquer que ces trois morceaux appartiennent à l'œuvre de 1818.

IX

Le 28 avril 1828, Rossini répliquait, par *le Comte Ory*, au succès que venait d'obtenir, deux mois auparavant, l'un des plus habiles maîtres français dans la *Muette de Portici*. Pour la première, et malheureusement aussi pour la dernière fois, Rossini avait travaillé sur un poëme de Scribe. La musique du *Comte Ory* offre une grande analogie avec celle du *Barbier*; c'est la même fraîcheur de mélodie, avec une instrumentation plus pleine et une harmonie plus constamment recherchée. Ce charmant ouvrage est encore un de ceux dont il faudrait tout citer. La première partie du fameux trio : *A la faveur de cette nuit obscure*, est un diamant rossinien de la plus belle eau. Les vraisemblances scéniques et les grâces du chant y sont conciliées, fondues avec une dextérité inimitable.

Le *Comte Ory* fut suivi de *Guillaume Tell*, l'ouvrage le plus considérable du maître, son effort suprême pour charmer, non plus

Digitized by Google

seulement ses admirateurs contemporains, mais ses détracteurs et la postérité (août 1829).

L'ouverture, qui forme à elle seule un drame musical tout entier, est depuis longtemps classée parmi les chefs-d'œuvre du genre, et mériterait peut-être la palme entre toutes, si la conclusion, d'un *brio* un peu vulgaire, était à la hauteur du reste. Tout a été dit sur la grâce mystérieuse du premier *andante*, sur le contraste saisissant et gracieux du chant pastoral succédant à la tempête, sur le profond sentiment de couleur locale exhalé de cette œuvre immortelle. Mais, ce qui ne peut être apprécié pleinement que par les artistes, c'est la facilité presque surnaturelle avec laquelle le maître se détache ici de son propre passé, des procédés dont il avait fait invariablement usage jusque-là dans la composition de ses préludes symphoniques. Il y a aussi loin des meilleures ouvertures de ses opéras italiens à celle de *Guillaume Tell* qu'à celles d'*Oberon* ou du *Freyschütz*.

L'enchantement de l'ouverture est continué dans l'introduction : *Quel jour serein le ciel présage !* et dans la chanson si fraîche et si gracieuse du pêcheur : *Accours dans ma nacelle*, coupée par la sombre mélopée de Guillaume. Quels nobles et douloureux accents relèvent la poésie incolore de M. de Jouy :

Quel fardeau que la vie !
Pour nous plus de patrie !
Il chante, et l'Helvétie
Pleure sa liberté !

Par l'importance du rôle de l'orchestre, par l'emploi presque exclusif du chant *spianato*, le duo d'Arnold et de Guillaume atteste la transformation, la *conversion* du maître. Ce qui le préoccupe désormais avant tout, c'est l'accentuation dramatique, l'appropriation des mélodies au caractère spécial de chaque personnage, le besoin d'une harmonie plus recherchée, d'une orchestration plus travaillée, de transitions, de rentrées plus imprévues. Sa lyre s'est enrichie de cordes nouvelles ; elle a gagné en sonorité, en puissance, sans rien perdre de son charme. Loin de nuire à la mélodie, l'appareil scientifique lui profite, l'embellit de reflets nouveaux. Ainsi, dans ce duo, la transition inattendue du ton de *mi* en *sol* bémol donne un charme plus pénétrant à la fameuse phrase : *O Mathilde, idole de mon âme* ! qui semble jaillir du cœur de l'amant : mélodie passionnée que Rossini se garde bien, nonobstant l'usage, de faire répéter par l'austère Guillaume. Celui-ci conserve

Digitized by Google

son rôle à part dans la *stretta*; son caractère s'y soutient par la mélopée expressive placée sur ces paroles :

Et que, du moins, une journée
Du peuple échappe à ses malheurs;

mélopée qui amène d'une manière si naturelle et si heureuse la reprise de la belle phrase d'Arnold : *O ciel, tu sais si Mathilde m'est chère* !

Ici tout est beau, tout est de haute volée, et le joli chœur *Hyménée*, et le beau finale du premier acte, dans lequel se trouve un *crescendo* final, réminiscence lointaine de l'ancienne manière rossinienne, mais parfaitement justifiée par la situation. Arrivons au second acte, l'un des plus parfaits, dans son ensemble, qui aient été écrits pour la scène française. Le récitatif qui précède la romance de Mathilde est traité à la manière de Mozart; c'est un tableau achevé du paysage alpestre qui va servir de cadre à l'immortel duo d'amour. La romance elle-même est un des types de la dernière manière du maître qui peuvent le mieux servir de points de comparaison avec ses anciennes inspirations. Il y aurait, par exemple, un rapprochement plein d'intérêt à faire entre deux mélodies qui ont encore, dans leur résolution finale, un lointain air de famille : *Sombre forêt* et *O matutini albori* de la *Dame du Lac*. La vérité et l'imprévu toujours gracieux des modulations, la richesse de l'accompagnement, donnent à la romance française une supériorité incontestable. Jamais cet accord intime du caractère de la musique et des paroles, idéal du compositeur dramatique, n'a été réalisé d'une façon plus complète que dans la musique qui interprète et commente ces vers :

C'est sur les monts, au séjour de l'orage,
Que mon cœur peut renaître à la paix.

La scène qui suit nous offre un des plus beaux, sinon le plus beau, des duos d'amour qui aient été écrits jusqu'ici. L'air divin du maître transfigure la poésie de M. de Jouy, et ce n'est pas un de ses moindres miracles :

On s'anoblit par la victoire;
Le monde approuvera mon choix!

C'est ce qu'aurait pu dire une héritière du noble faubourg à un officier roturier de l'Empire.

Digitized by Google

Le trio du serment est le morceau capital de la partition. L'*andantino* surtout, dans lequel Arnold exhale son désespoir filial, atteint les dernières limites du pathétique; la brusque transition du ton de *mi* majeur en *ut*, sur les mots : « Mon père, tu m'as dû maudire, » reste un des plus puissants efforts et des mieux réussis de la musique dramatique moderne.

Le troisième acte est inférieur aux deux premiers. Le grand air de Mathilde, qu'on supprime souvent, et avec raison, est un retour momentané au style fleuri, tout à fait déplacé dans les circonstances, et le finale de la *Pomme* se ressent de la contexture maladroite du poëme. Quel dommage, pour Rossini et pour nous, qu'une pareille scène n'ait pas été traitée par Scribe! Enfin, du quatrième acte nous ne voulons rappeler que l'air : *Asile héréditaire*, magnifique inspiration qui suffirait à la fortune d'un ouvrage dramatique. On peut considérer cet air et le grand trio du second acte comme le point de départ définitif de la dernière évolution lyrique qui a substitué au régime des fioritures l'emploi à peu près exclusif du chant *spianato*. Cette révolution, comme bien d'autres, a eu ses emportements regrettables, et Rossini s'est reproché parfois d'avoir donné le premier signal de ces hurlements poussés sous prétexte de grands effets dramatiques, et qu'il prétendait entendre de Bologne sur la scène de l'Opéra de Paris. C'est ainsi que Chateaubriand, dans sa vieillesse, s'imputait la responsabilité « de tous les Renés qui rêvassaient autour de lui. »

X

La brusque abdication de Rossini, ce fait étrange, unique dans l'histoire des arts, fut le résultat de causes fort complexes. L'intérêt, l'amour-propre froissé, l'amour prématuré du repos, pour ne pas dire la paresse, concoururent à ce dénoûment, aussi regrettable qu'imprévu.

Rossini était lié avec la France par un traité en règle, signé en 1826. Il s'était engagé à écrire annuellement au moins un opéra. Il touchait pour chacun de ces ouvrages une prime de 10,000 fr., plus des droits d'auteur. Cet arrangement valut à la France le *Siége de Corinthe*, le nouveau *Moïse*, le *Comte Ory*, *Guillaume Tell*. Il semblait devoir l'enrichir de bien d'autres chefs-d'œuvre. Rossini, le mieux portant des hommes célèbres du jour, était dans la force de l'âge et du talent; il venait de doubler victorieusement ce cap des tempêtes de la trente-septième année où avaient sombré Raphaël, Lesueur, Mozart...

Digitized by Google

Un an après la représentation de *Guillaume Tell*, Charles X prenait le chemin de l'exil. Rossini se conduisit comme si la révolution de Juillet avait été dirigée également contre lui. Il renonça pour toujours à écrire pour le théâtre. On ne saura jamais à combien d'obsessions il fut en butte pendant de longues années ; combien de directeurs, d'auteurs il eut à éconduire ; quels monceaux de *libretti* s'accumulèrent pendant plus de vingt ans dans toutes ses résidences. Soit bonté d'âme, soit ruse, il ne paraissait pas également inflexible vis-à-vis de tout le monde, ni à toutes les heures. Il y avait parfois tant d'ironie dans sa manière de vanter l'attrait du repos, les talents redoutables des nouveaux maîtres, qu'on se reprenait à l'espérance. Le solliciteur partait alors affligé, mais non désespéré, comme Louis XIV quand il quittait Mme de Maintenon. Telle était l'origine de ces rumeurs qui, pendant plus de vingt ans, firent parfois tressaillir d'une joyeuse espérance le monde artistique, et chanceler sur leurs trônes les nouveaux satrapes qui s'étaient partagé la succession de cet autre Alexandre. Tenir ainsi en éveil les admirateurs, les jaloux, c'était peut-être, chez l'auteur de *Guillaume Tell*, un dernier raffinement de malice ou d'amour-propre.

La composition d'une messe et celle du fameux *Stabat* (1832) contribuèrent à entretenir cette trompeuse espérance. Dans la plupart des articles nécrologiques récemment publiés, on a daté cette œuvre de 1842, époque où elle fut exécutée à Paris pour la première fois : c'est un anachronisme de dix ans. En 1831, Rossini, ayant fait un voyage à Madrid, fut accueilli avec un enthousiasme qui lui rappela les premiers temps de son séjour à Paris. Si blasé qu'il fût ou qu'il affectât de paraître sur les ovations, il ne put rester insensible à celle qu'il reçut dans une des plus somptueuses maisons de Madrid. Don Emmanuel Varela, mélomane passionné, donna une fête où les honneurs rendus à l'auteur du *Barbier* prirent une allure d'apothéose. Dans la décoration d'une des salles figuraient les titres de toutes les partitions de Rossini écrits avec des fleurs. Profitant de l'émotion inusitée du maestro, don Varela sollicita de lui, non un opéra (Varela était ecclésiastique malheureusement), mais une œuvre de musique religieuse. Rossini promit et tint parole. Il s'en occupa immédiatement après son retour en France. Une lettre de lui, en date du 18 août 1832, nous apprend que, dès cette époque, le *Stabat* était non-seulement terminé, mais remis au destinataire. Il disait « que cet ouvrage lui avait donné beaucoup de peine, surtout pour l'accompagnement, qui était en dehors de ses habitudes. »

Le *Stabat* fut exécuté à Madrid, dans l'église de San-Filipo-el-Real, le jeudi saint de l'année 1833. Mais, pour différents motifs,

Digitized by Google

cette première audition eut peu de retentissement, et l'on peut dire que le *Stabat* ne fut révélé au monde musical que neuf ans plus tard, au Théâtre-Italien de Paris. L'exécution de cette œuvre par les meilleurs artistes du temps, Grisi, Mario, Tamburini, produisit une sensation inexprimable, mélangée de plaisir, de regret, d'une sorte d'impatience douloureuse. En présence d'inspirations si soutenues, si juvéniles, on en voulait plus que jamais à Rossini de ce silence obstiné, qu'on ne pouvait décidément attribuer qu'à la paresse, à d'injustes rancunes ou au dédain de la gloire.

Sauf le début, empreint d'une solennité lugubre, le beau choral sans accompagnement, *Quando corpus*, et la fugue finale, le style de cet ouvrage est plutôt dramatique que religieux. L'air du ténor pourrait être soupiré par Almaviva sous le balcon de Rosine avec autant de succès que *Ecco la ridente aurora ;* celui du premier soprano, que Grisi enlevait avec tant de verve, exprime moins l'imploration d'une âme croyante que l'ardente plainte d'une amante au désespoir. L'air du baryton, *Pro peccatis suæ gentis*, participe également au caractère dramatique, mais c'est, d'un bout à l'autre, une admirable inspiration. La transition d'*ut* en *ré* bémol et la rentrée immédiate en *la* mineur, sont de véritables traits de génie. La phrase en *la* majeur qui suit est une des mélodies les plus colorées, les plus sympathiques du maître. Enfin, la conclusion si chaleureuse de cet air offre une combinaison très heureuse de cette mélodie avec le premier motif, rappelé par l'accompagnement. L'air du second soprano et le duo des deux femmes ont aussi un caractère remarquable.

L'audition du *Stabat* avait déterminé dans le monde musical de Paris une recrudescence d'espoir : Rossini n'avait encore que cinquante ans à cette époque. Si, comme beaucoup de personnes l'ont cru et le croient encore, le ressentiment du succès équivoque de son dernier opéra avait contribué à cette abdication, il semblait que cette rancune aurait dû être effacée par le succès de la mémorable reprise de 1837, dans laquelle Duprez avait obtenu un triomphe qui a fait époque dans les fastes de l'art. Un recueil de charmants duos de salon (*les Soirées de Rossini*), publié en 1840, prouvait que depuis le *Stabat* l'inspiration n'était pas amoindrie. La Muse, cette capricieuse qui souvent fuit qui la sollicite et recherche qui la dédaigne, murmurait obstinément à l'oreille paresseuse du maître des mélodies rivales de celles d'autrefois.

On sait trop que ces espérances ne se réalisèrent pas. Sauf quelques chœurs, quelques ariettes et la messe exécutée il y a un an pour M. Pillet-Will, on n'a entendu parler d'aucune œuvre nouvelle de Rossini pendant les vingt-cinq dernières années de sa vie.

Digitized by Google

Son existence rappelle le Rhin, si rapide au début, si endormi dans la dernière partie de sa carrière.

Dans ce dédain nonchalant du travail et de la gloire, il y eut en réalité, pendant les premières années surtout, moins de paresse que de rancune contre le public parisien, contre tous les publics. Il est certain que ni l'exécution de *Guillaume Tell*, ni la première impression produite n'avaient été satisfaisantes pour le maestro. Plusieurs rôles avaient été faiblement remplis; Nourrit lui-même n'était pas alors ce qu'il devint au temps de Meyerbeer; avec lui, suivant un critique du temps, les passages les plus énergiques du rôle d'Arnold tournaient à la pastorale. D'un autre côté, *Guillaume*, œuvre de transition, de *mezzo termine*, provoqua une surprise voisine du mécontentement chez les admirateurs de la première manière, et n'était pas encore acceptée par les détracteurs systématiques. *Guillaume Tell* était venu trop tôt; il ne fut véritablement compris, révélé, que par la reprise de 1837. Comment le maître ne fut-il pas ramené dans la carrière par cette revanche mémorable? Les succès obtenus dans l'intervalle par Bellini et Donizetti en Italie, et surtout ceux de Meyerbeer et d'Halévy en France, le décidèrent à persister dans une abstention regrettable. Plus que jamais il répéta : *Finita la musica!* et ce n'était pas seulement de sa propre musique qu'il entendait parler. Il voyait avec inquiétude l'emploi de plus en plus fréquent des modulations audacieuses, des grands effets de bruit et de sonorité. Il croyait que ses successeurs, en outrant le développement des ressources de l'orchestre au préjudice des voix, s'engageaient dans une route dangereuse, conduisant à la décadence de l'art du chant. C'est ce qu'il exprimait par cette boutade, trop sévère peut-être, mais cruellement spirituelle : « Je reviendrai à Paris quand vos juifs auront fini leur sabbat. » Cette fois, il n'a pas tenu parole, puisque, après ce long séjour en Italie, d'où il entendait, disait-il, les morceaux à grand fracas des œuvres modernes, il est revenu vieillir et mourir à Paris, à une époque où le sabbat, loin de finir, s'apprête plutôt à redoubler. Dans la disposition testamentaire qui réserve expressément aux « mélodistes » le prix de composition fondé par Rossini, on devine une préoccupation inquiète des harmonies téméraires et de l'orchestration féroce de l'avenir.

Enfin, il y a, dit-on, lieu d'espérer qu'heureusement pour sa gloire, Rossini, tout en persistant à ne rien publier, a été moins oisif qu'il ne s'en vantait, et que, suivant une expression qui lui était familière, « on trouvera peut-être encore quelque chose de bon dans sa vieille défroque. »

Rossini a été en somme un grand et aimable maître, qui aurait

Digitized by Google

pu être plus grand encore s'il n'avait pas trop souvent, dans les œuvres de sa première manière, escompté la gloire de l'avenir pour le succès présent. L'habile courtisan des chanteurs et surtout des cantatrices a plus d'une fois fait tort au maître inspiré. Historiquement, il dérive de Cimarosa et de Paisiello, qu'il a surpassés dans le genre bouffe ; de Mozart, dont il s'est plus d'une fois approché de très près dans l'opéra sérieux. Pour caractériser avec équité la suavité, la souplesse, la verve de l'auteur d'*Otello* et du *Barbier*, on pourrait dire qu'il est à la fois le Corrége et le Carrache de l'art dont Mozart fut le Raphaël.

BARON ERNOUF.

Digitized by Google

L'ESPAGNE EN 1820 ET EN 1868

H. BAUMGARTEN, *Histoire d'Espagne depuis le commencement de la Révolution française jusqu'à nos jours.* Leipzig, 1868. 2 volumes.

Dans notre siècle, l'Espagne est la vraie patrie de la révolution, le pays des mouvements brusques, inattendus, en dehors de toute légalité. Depuis le retour du roi Ferdinand, après la captivité de Valençay, en 1814, jusqu'en septembre 1868, il ne s'est guère passé d'année sans que l'Espagne ait vu l'ordre et la tranquillité menacés par des tentatives de bouleversement. En mai 1814, le roi Ferdinand fait son entrée à Madrid, au milieu d'une allégresse que rarement aucun souverain a excitée; on ne l'appelle que « le roi adoré, l'idole vénérée » ; tous se jettent à ses pieds, pleins d'une vénération absolue; il semble que les libéraux, qui ont gouverné le pays depuis quatre ans et lui ont donné la Constitution de 1812, aient tous disparu. Mais dès le mois de septembre de la même année, Mina lève l'étendard de la révolte, et s'il eût apporté plus de circonspection aux préparatifs de son entreprise, une partie considérable de l'armée se fût soulevée avec lui. Un an plus tard, on voit le général Porlier à la tête d'un complot dont les ramifications s'étendent dans toutes les provinces et qui compte vraisemblablement le ministre de la guerre lui-même, Ballesteros, parmi ses complices. En janvier 1816, la conspiration Richart veut même

Digitized by Google

détrôner la dynastie. En avril 1817, le général Lacy tire l'épée près de Barcelone ; au commencement de 1819, on découvre un grand complot à Valence ; pendant l'été de la même année, le comte Mirbal, après s'être mis à la tête du soulèvement de l'armée placée sous ses ordres, le trahit quelques semaines plus tard ; néanmoins l'insurrection éclate dès le 1er janvier 1820 et, cette fois, est victorieuse. Pendant trois ans, la révolution est maîtresse de l'Espagne ; de là elle gagne l'Italie, le Portugal et menace la France.

Et de même qu'après la première Restauration le gouvernement absolu du roi Ferdinand est chaque année troublé par les soulèvements des libéraux, de même, après la seconde Restauration, il ne jouit pas d'un seul instant de sécurité. Il faut qu'il se défende à la fois contre les excès des catholiques et contre les partisans de don Carlos attaquant le pouvoir légitime au nom de la « sainte inquisition », comme Mina, Porlier, Lacy, Riego s'étaient soulevés au nom du « saint code ». Pendant dix ans, l'histoire d'Espagne gravite autour de la conjuration de ces ultraroyalistes. Après la mort de Ferdinand, l'explosion a lieu et la grande guerre civile de Sept ans éclate. A peine le traité de Vergara l'a-t-il terminée que la peste révolutionnaire passe dans le camp des vainqueurs. Qui ne connaît les luttes entre Espartero et Narvaez, entre Narvaez et O'Donnel, luttes acharnées qui, si elles renoncent pendant un instant à descendre en armes dans la rue, se signalent avec plus de violence encore par les bannissements, les coups d'Etat, les brusques changements de personnes et de tendances?

Aucune autre partie de l'Europe n'offre un spectacle pareil, spectacle d'autant plus curieux que ce mouvement sans répit, qui remue l'Etat et la société jusque dans leurs entrailles, s'est emparé d'une nation qui, dans les siècles passés, était la vraie personnification de la légalité et de la stabilité. L'histoire moderne ne nous montre pas de peuple plus conservateur que les Espagnols, plus souple, plus soumis à tous ses gouvernements, quelque incapables qu'ils soient. Les Habsbourg conduisent l'Etat au bord de l'abîme ; ils n'en sont pas ébranlés. Une nouvelle dynastie leur succède ; l'Espagne s'attache aux Bourbons avec le dévouement romanesque qu'elle a témoigné pendant deux cents ans à la maison de Habsbourg. Le formidable ébranlement de la Révolution française coïncide avec les abus inouïs du règne de Charles IV ; la fidélité espagnole résiste pendant de longues années encore. Vingt ans durant, Godoy a maltraité le pays : Napoléon, persuadé qu'il est impossible que le peuple tienne encore à une pareille dynastie, étend la main sur les Pyrénées. — Aussitôt éclate le soulèvement national, et l'Espagne donne l'exemple de sacrifices inouïs.

Digitized by Google

Comment expliquer une contradiction aussi frappante ? Comment le représentant de la stabilité aux XVI, XVII et XVIIIe siècles est-il devenu au XIXe siècle le champion de la révolution ? Et comment « la nation cathólique », qui, pendant plus de cent ans, a consacré son dernier maravédis au triomphe de « l'Eglise qui seule conduit au salut », qui dans son organisation la plus intime s'est identifiée tellement avec le catholicisme exclusif, que même la Constitution radicale de 1812 défend l'exercice des autres cultes (art. 12); comment cette nation est-elle arrivée à placer aujourd'hui en tête de son programme la liberté absolue des cultes ?

C'est cette question intéressante, aujourd'hui doublement intéressante, que cherche à résoudre, d'une manière plus exacte qu'on ne l'a fait jusqu'ici, *l'Histoire d'Espagne depuis le commencement de la Révolution française jusqu'à nos jours*, de M. H. Baumgarten, professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique de Carlsruhe. Depuis que l'Espagne est rayée du nombre des grandes puissances, depuis que la confusion et le chaos de son histoire politique ont empêché les étrangers de suivre les péripéties de son existence, les historiens de l'Europe sont devenus de plus en plus indifférents aux événements de cette péninsule. En Espagne même, les esprits ont été depuis cinquante ans tellement absorbés par les luttes politiques, que peu d'écrivains ont eu le loisir d'étudier à fond la dernière métamorphose de leur patrie. Nous possédons un excellent ouvrage de Ferrer del Rio sur le règne heureux de Charles III ; mais les historiens espagnols gardent un silence complet sur le règne si triste et pourtant si important de Charles IV. Le comte Toreno a raconté la grande lutte de 1808 à 1814 dans un livre connu de tous. Mais cet ouvrage, quoique consciencieux, n'a en somme que l'importance des mémoires d'un contemporain ; en outre, écrit il y a plus de trente ans, il n'a pu tenir compte d'importantes publications postérieures, des papiers du roi Joseph, de Miot, de Wellington, de Castlereagh et de tant d'autres. Les années 1814 à 1820 étaient à leur tour enveloppées des mêmes ténèbres que la période comprise entre 1788 et 1808 ; il n'existait sur leur histoire que des rapports de troisième ou quatrième main, peu dignes de foi. Bon nombre d'écrivains espagnols ou étrangers s'étaient occupés de la révolution de 1820 ; mais la vraie méthode historique leur faisait défaut. De même, d'épaisses ténèbres enveloppaient la restauration de 1823, car le livre de Pisala, dont la seconde édition paraît en ce moment, n'éclaircit que les événements postérieurs à cette restauration. Les Espagnols possèdent à la vérité quelques histoires générales qui embrassent aussi cette dernière période, notamment la volumineuse *Histoire générale de l'Espagne* de M. Lafuente, qui ne consacre pas moins

Digitized by Google

de dix volumes assez forts aux années 1788 à 1833. Mais M. Lafuente a écrit ses trente volumes rapidement, sans le travail sérieux que réclame l'histoire. Réunissant avec habileté les matériaux connus, doué d'un talent d'exposition assez remarquable, il a laissé de côté les documents qui ne s'offraient point d'eux-mêmes. Sa position personnelle lui aurait parfaitement permis de donner, à l'aide des archives, une base scientifique à toute cette période moderne, mais il s'est contenté d'extraire çà et là, au hasard, quelque document inconnu : lueur insuffisante, qui ne rendait que plus sensible les ténèbres d'alentour. En outre, M. Lafuente manque de tout esprit critique, comme M. Baumgarten le prouve par une série d'exemples qui confondent le lecteur.

Ce rapide aperçu bibliographique montre qu'il y avait une provision considérable de matériaux, à peine entamée par les savants, n'attendant que le metteur en œuvre, tâche difficile, mais cependant pleine d'attrait. M. Baumgarten a débuté, il y a sept ans, par une *Histoire de l'Espagne pendant la Révolution française* (1788-1795), précédée, en guise d'introduction, d'un aperçu du développement intérieur de l'Espagne au XVIIIe siècle. Il s'occupa ensuite de la composition de l'ouvrage qui sert de base à ce travail : le premier volume, qui parut il y a trois ans, traite de l'époque de 1788 à 1814, tandis que le second, qui vient de paraître, comprend la période de 1814 à 1825. L'auteur avait à sa disposition, outre les ouvrages tombés dans le domaine public, des matériaux moins connus. Je l'ai déjà dit, le règne fatal de Charles IV, la vraie source de tous les ébranlements survenus depuis en Espagne, était dans une obscurité complète, que les Mémoires mensongers de Godoy n'ont fait qu'augmenter. Ce n'était qu'à l'aide de sources tout à fait nouvelles que l'on pouvait représenter cette curieuse transition du règne, remarquable à tant d'égards, de Charles III au déplorable régime de favoritisme qui, en peu d'années, ruina complétement l'Espagne. M. Baumgarten a été assez heureux pour pouvoir utiliser les rapports de M. de Sandor-Rollin, ambassadeur de Prusse à Madrid, et dont les notes trahissent un observateur pénétrant, sans préjugés, placé à la source des événements les plus intimes. Grâce à eux, il a réussi à jeter un jour tout nouveau sur cette partie de l'histoire d'Espagne, c'est-à-dire sur la période où le régime des favoris se substitue aux traditions du gouvernement précédent, et où l'exil et la prison punissent les représentants de ces traditions, les Florida Blanca, les Campomanes, les Aranda, les Jovellanos. L'auteur passe plus rapidement sur la période suivante de ce triste régime, pour accorder toute son attention à la grande catastrophe de 1808. Là, pour la première fois, la nation espagnole fut forcée de

Digitized by Google

s'aider elle-même. Rien de plus curieux que de suivre dans tous leurs détails les errements par lesquels la nation orthodoxe attachée à la dynastie avec idolâtrie, malgré les terribles enseignements des vingt dernières années ennemie de toute innovation, arrive du premier soulèvement de mai 1808 à la Constitution radicale de 1812. Une mine des plus riches s'offrait à l'histoire de cette époque : il s'agissait, outre les nombreux mémoires, correspondances et monographies publiés, principalement en France et en Angleterre, sur la guerre de la Péninsule, d'examiner un ensemble de documents presque complétement négligés jusqu'à ce jour, c'est-à-dire tout ce que le mouvement immense de ce temps avait produit en Espagne de proclamations, d'appels, de brochures, de journaux. L'auteur a renoncé à écrire une histoire de la guerre ; il ne mêle à son récit que les faits principaux ; il poursuit avant tout la merveilleuse transformation intime du peuple espagnol ; il montre comment un mouvement entrepris sous les auspices de l'esprit de la vieille Espagne bigote, absolutiste, conduisit peu à peu, sous l'influence des circonstances les plus diverses, au triomphe des idées radicales, à la Constitution de 1812, à la suppression d'une partie des couvents, à l'abolition de l'Inquisition. C'est précisément ce point capital pour l'intelligence de l'Espagne moderne que l'on avait jusqu'ici presque entièrement négligé.

Arrêtons-nous un instant sur ce point : l'auteur nous paraît avoir prouvé, de la manière la plus frappante, que cette métamorphose si féconde des idées politiques de l'Espagne était uniquement l'œuvre de la dépravation inouïe du gouvernement précédent et de l'incapacité complète des conservateurs qui dirigèrent d'abord le soulèvement contre Napoléon. Sans doute, déjà auparavant, sous l'influence de la Révolution française, quelques hommes, parmi les jeunes surtout, avaient adopté des opinions assez radicales ; mais ces petits cercles étaient complétement impuissants en face de l'immense majorité de la nation. Sans doute, la haine contre Godoy et la reine Marie-Louise était à la fin générale, fanatique ; mais si on maudissait ces deux êtres du fond du cœur, on avait un culte d'autant plus enthousiaste pour le prince des Asturies, le jeune Ferdinand. Quoique, dans le scandaleux procès de l'Escurial, il eût montré quelques côtés fort peu édifiants, la nation, inspirée par le clergé, était unanime à attendre de lui une ère de bénédictions et de gloire. Qu'il y eût urgence à mettre certaines bornes à ce pouvoir absolu, qui, depuis vingt ans, avait attiré sur le pays de si grands malheurs, c'était ce dont le peuple, qui entourait la royauté d'une vénération religieuse, n'avait pas le moindre soupçon au commencement de l'année 1808. En mars 1808 éclata la célèbre révolte d'Aranjuez,

Digitized by Google

qui força Charles IV à abdiquer et qui plaça Ferdinand sur le trône ; mais dans cette effervescence populaire on n'entendit aucun cri, aucune parole qui réclamât le moindre droit politique.

Ferdinand VII commença son règne au milieu de l'allégresse indescriptible de toute la nation. Sa conduite, dès les premiers mois, aurait cependant dû ouvrir les yeux à tout peuple qui se serait permis de juger la personne sacrée de son roi. C'étaient des actes tels que l'indigne soumission qu'il fit à Murat, à Madrid même, l'inexplicable aveuglement qui le conduisit à Bayonne dans les filets de Napoléon, malgré l'opposition passionnée de ses sujets, qui cherchaient presque à le retenir de force ; c'étaient les scènes peu édifiantes de Bayonne. Mais en Espagne ce fut juste le contraire qui eut lieu. L'enthousiasme pour le roi catholique s'accrut avec chaque nouvelle preuve de son incapacité. Les passions nationales avaient longtemps langui dans un marasme complet ; une fois déchaînées, elles étouffèrent la voix de la froide raison. La perfection de Ferdinand était devenue un vrai article de foi, auquel la nation s'attachait avec tout le fétichisme tenace, fantastique, propre à l'esprit espagnol. Napoléon, en touchant à cette idole de leur cœur, en la forçant d'abdiquer, provoqua cette explosion de la force populaire de l'Espagne qui est unique dans les fastes de l'histoire et qui devait amener un si grand changement dans les destinées de l'Europe.

Dans le soulèvement contre Napoléon, qui eut lieu, à la fin de mai 1808, presque simultanément à Valence et à Coruña, à Oviédo et à Séville, l'Espagne ne voulait que la délivrance de Ferdinand, que le maintien de la vieille Espagne catholique ; dans les premiers appels que font au peuple les juntes qui se forment partout, il est à peine question de réformes. Mais, sans doute, ce mouvement est forcé, dès le commencement, de s'appuyer sur un principe fécond ; il faut que le peuple, sacrifié par sa dynastie, contraint de se soumettre à l'odieux usurpateur, il faut que ce peuple en appelle à la souveraineté nationale. Ce fut un prélat orthodoxe, conservateur rigide, le vieil évêque d'Orense (par conséquent le premier et le plus acharné adversaire des Cortès de Cadix), qui prononça le premier, sur le sol espagnol le mot de souveraineté populaire. Mais ce peuple, habitué au gouvernement absolu, se montre tout d'abord hostile à toute innovation. Dans les juntes des provinces, dans la junte centrale, réunie en automne 1808, ce sont les représentants obstinés, fanatiques de l'ancien état de choses qui dominent sans rencontrer d'opposition. On repousse avec opiniâtreté les réformes si modestes que le noble Jovellanos propose avec la plus grande modération. Et le peuple souverain laisse, sans murmurer, la direction des af-

Digitized by Google

faires à des bureaucrates, à des grands, à des prélats, pédants, intrigants, égoïstes, qui représentent les plus détestables traditions, un passé honteux, et qui agissent avec l'ancien mystère, l'ancienne lenteur et l'ancienne corruption.

Mais bientôt le voile épais qui couvrait les yeux du peuple se déchire. Les coups terribles que Napoléon frappe en novembre et en décembre 1808 jettent à terre la puissance militaire imaginaire de l'Espagne, forcent la junte centrale, si solennelle, si cérémonieuse, à s'enfuir au plus vite d'Aranjuez à Séville, et dévoilent toute l'impuissance de l'ancien régime. L'ancienne politique a montré son incapacité absolue en face des exigences colossales d'une situation anormale; il faut recourir à des moyens nouveaux pour sauver l'indépendance. Alors pour la première fois les libéraux, les Quintana, les Arguelles, les Antillon, les Blanco, apparaissent au premier plan. En mai 1809, Quintana peut écrire au nom de la junte centrale un manifeste qui contient en réalité le programme complet de la révolution, de la rupture radicale avec le passé. Dès ce premier pas s'annonce le caractère particulier du développement politique futur du pays : ce n'est point en ménageant les transitions qu'il accomplit des progrès lents mais durables; les idées s'élancent par bonds rapides sur la plus haute cime pour retomber tout aussitôt. Cette première attitude du libéralisme espagnol ne répondait en rien à la situation véritable. Séduit par l'occasion, il dévoila de prime abord toutes les conséquences de sa pensée. Les représentants de l'ancien régime n'étaient nullement disposés à y consentir, et ils ne purent pas non plus prendre sur eux de paralyser leurs adversaires par de prudentes concessions. Deux partis extrêmes sont en présence; pendant six mois, ils se disputent la suprématie de la junte centrale. Jovellanos finit par triompher avec un programme modéré. Les Cortès seront convoquées en deux Chambres; leur compétence sera rigoureusement déterminée; la régence les assistera de l'autorité d'un vrai gouvernement; elle leur soumettra notamment des projets de loi sur toutes les réformes désirables. Mais à peine la junte centrale a-t-elle accepté cette sage politique, qu'elle se disperse dans sa fuite de Séville à Cadix, et la régence revient à l'ancien système et repousse toute réforme. On se garde de promulguer les décrets déjà votés de la junte centrale sur la convocation des Cortès; on espère pouvoir éviter cette assemblée gênante. En même temps, le fléau de la guerre devient plus pressant et avec lui augmente le mécontentement général; les libéraux conquièrent de jour en jour plus de puissance à Cadix, la ville la plus éclairée du royaume. Mais la régence veut ignorer ces dangers imminents; elle excite au lieu d'apaiser; soudain les flots de la colère populaire

Digitized by Google

rompent la digue dès longtemps minée, et désormais ce ne sont plus les Cortès de la junte centrale, ce ne sont plus les Cortès partagées en deux Chambres, soigneusement formées et dirigées d'une main ferme par la régence, qui entreprendront la régénération de l'État, c'est une assemblée unique, foncièrement démocratique, qui, dès le premier instant, heurte la régence d'un front souverain. La coïncidence surprenante des circonstances les plus bizarres et les plus imprévues, l'incapacité inouïe de la vieille Espagne, avaient seules pu amener la nation qui, en mai 1808, ne voulait encore rien adopter des réformes les plus modestes, à acclamer, en septembre 1810, les Cortès radicales.

Mais n'exagérons pas. Car lorsque ces Cortès entrèrent en activité à l'Isla de Léon, elles-mêmes n'étaient pas encore radicales; la persistance des circonstances qui l'avaient provoquée entraîna l'assemblée d'un degré à l'autre. « En ce moment, dit M. Baumgarten, les champions du passé n'ont pas encore profité des leçons qu'ils ont reçues dans ces Cortès, aúxquelles eux seuls ont imposé un caractère exclusivement démocratique; ils continuent à prendre, dans les questions capitales, l'initiative des coups les plus meurtriers contre tout ordre conservatif, ou au moins à en fournir l'occasion à leurs adversaires; tantôt ils négligent les intérêts de la royauté dans leur zèle aveugle pour l'Eglise et la bureaucratie; tantôt, en haine d'un gouvernement libéral, ils sapent les fondements de tout gouvernement; tantôt la corruption de tous les organes de la tradition fournit les arguments les plus puissants à ceux qui veulent tout renverser sans ménagements. » Et, plus puissants que les hommes, les événements poussaient tout à l'extrême. La modération politique n'est possible que là où l'état de choses existant qui nous a été transmis par nos prédécesseurs offre quelques points de repère où l'on trouve le bien à côté des défectuosités. L'Espagne de Charles IV était-elle dans ce cas? Elle était pourrie de part en part; aux yeux de tout être pensant, elle avait perdu tout droit au respect et à l'attachement. Bien plus, elle s'était perdue elle-même. Quand les Cortès de Cadix se mirent à l'œuvre, la vieille Espagne n'était plus que décombres; elle avait elle-même fait table rase. Quelque singulier que paraisse au premier aspect le passage subit d'une stabilité séculaire à une révolution sans trêve ni repos, il ne s'explique en réalité que trop facilement. C'était précisément parce que l'Espagne s'était trouvée si longtemps dans une stagnation presque complète que son mouvement, lorsque enfin elle s'ébranla, dégénéra en une course effrénée. Cependant il fallait des circonstances exceptionnelles pour donner à ces premiers élans de l'esprit moderne la force et la persévérance que nous admirons dans les Cortès. Il fallait que

Digitized by Google

la plus grande partie du pays fût aux mains de l'ennemi, que l'Espagne se trouvât réduite à l'Isla de Léon ; il fallait que le clergé et la noblesse fussent paralysés dans leurs ressources matérielles, que la puissance énorme de la monarchie se trouvât annulée par la captivité du roi ; il fallait, en un mot, la situation la plus anormale à tous égards pour rendre possibles la Constitution de 1812 et toutes les autres lois conçues dans le même esprit.

Les auteurs de cette transformation fondamentale de l'Etat avaient bien conscience de leur position précaire. Pour le moment, leur pouvoir était très grand ; ils pouvaient avec leurs lois atteindre n'importe quelle partie de l'ancienne Espagne ; ils pouvaient organiser, d'après des principes tout nouveaux, les rapports du peuple avec la monarchie, des paysans avec les propriétaires du sol, puis la justice, l'administration, l'impôt, l'enseignement, tout en un mot. Mais quelle serait la durée de leur puissance? Qu'adviendrait-il quand la monarchie reparaîtrait? quand les Cortès n'auraient plus affaire à la population d'une seule ville, mais à toute l'Espagne ? quand la noblesse rentrerait dans ses domaines, et le clergé, dans ses cathédrales et ses couvents ? Déjà, pendant l'été de 1812, les Cortès purent se convaincre que le pays, délivré par les victoires de Wellington, était bien éloigné d'accepter leurs décrets avec le même empressement que les exaltés de Cadix; ils virent que l'ancien état ressuscitait au moment où la situation anormale qui l'avait renversé disparaissait. Mais, bien loin de tenir compte d'un fait aussi palpable, comme l'ordonnait la prudence, bien loin de modérer leurs réformes, les novateurs cherchèrent à imposer au pays leur système par tous les moyens de coercition. « Ils agissaient en quelque sorte, dit M. Baumagarten, avec la prétention d'avoir remplacé l'ancien absolutisme par leur loi nouvelle, et se mettaient, comme lui, au-dessus de toute contradiction, de toute incertitude. L'extrême liberté devait régner dans cette Espagne nouvelle, mais seulement en faveur des libéraux ; les partisans du passé semblaient aux législateurs de Cadix coupables du crime de lèse-majesté, dignes d'être châtiés avec la rigueur de l'ancienne tyrannie. Et plus les rebelles à la nouvelle majorité de la Constitution étaient considérés, puissants, plus la nécessité d'un châtiment exemplaire devenait urgente. »

Cette conduite des Cortès ne pouvait qu'exalter le fanatisme de leurs adversaires ; et ainsi il arriva que le pays fut déchiré par la lutte acharnée des partis, à une époque où la majeure partie du territoire était encore occupée par l'ennemi. Déjà les élections, qui se firent pendant l'été de 1813 pour les premières Cortès régulières, donnaient une majorité considérable aux serviles ; ce ne fut que grâce à l'interprétation la plus artificielle et la plus arbitraire que

Digitized by Google

les libéraux purent s'assurer, pour quelque temps encore, la suprématie de la nouvelle assemblée en la retenant à Cadix, contrairement à tous les intérêts de la patrie. Lorsqu'ils ne purent plus empêcher la translation à Madrid, leurs adversaires crurent à un triomphe prochain et complet, d'autant plus que l'influence anglaise favorisait ouvertement les serviles. Il en arriva autrement à la vérité; les libéraux exercèrent bientôt par leur supériorité morale, intellectuelle sur les habitants de Madrid une influence aussi grande que celle qu'ils avaient exercée à Cadix, et avant tout Ferdinand leur assura encore une fois la majorité dans les Cortès en signant le traité de Valençay, qui provoqua dans toute l'Espagne une juste indignation. Mais ce n'était là que différer le retour à la situation naturelle ; la colère de l'ancienne Espagne n'éclata qu'avec plus de véhémence lorsque le roi revint en mars 1814; le clergé, la noblesse, la bureaucratie, l'armée, n'avaient supporté un instant de plus la domination des libéraux détestés qu'avec des grincements de dents ; une rage plus féroce les guida maintenant à leur vengeance.

Au printemps de 1814, l'Espagne offre un aspect des plus singuliers : le peuple a, pendant six ans, lutté avec le dernier acharnement contre un ennemi tout-puissant; les libéraux et les serviles ont pris une part égale à la lutte, unis par leur haine passionnée contre la France ; mais quoique alliés dans cette résistance héroïque et couronnée de succès inespérés, ils se sont séparés en deux camps qui se haïssent à la mort : ils combattaient au même rang contre Napoléon, mais s'exécraient l'un l'autre presque plus encore que l'ennemi commun. Où pourrait-on trouver un témoignage plus saisissant de la force sauvage de leurs passions? Chez quel autre peuple cela aurait-il été possible ? Chez quel peuple aussi, à la vérité, aurait été possible une guerre telle que l'Espagne la faisait à Napoléon? Elle ne pouvait se faire qu'au prix des conquêtes les plus précieuses d'une culture péniblement acquise. « L'Espagnol, dit notre auteur, ne fut capable, pendant six années terribles, de résister à la puissance écrasante de Napoléon qu'en sacrifiant à son indépendance, à sa foi, à son roi tout ce qui, aux yeux de l'homme civilisé, donne quelque prix à la vie; il n'en fut capable qu'en sacrifiant une partie de ses villes les plus florissantes à la fureur d'une défense désespérée, qui disputait chaque pouce de terrain; en détruisant ses routes et ses ponts, en ravageant ses champs, en comblant les puits et les aqueducs, en incendiant les moulins ; il fallait que le bourgeois quittât sa boutique et son atelier, le paysan sa charrue, le berger son troupeau, et qu'ils courussent rejoindre dans les montagnes les guerillas, ces modèles du courage le plus téméraire, mais aussi d'une violence sans frein et d'une cruauté inhumaine. Rappe-

Digitized by Google

lons-nous quels maigres éléments de travail et de culture modernes les Bourbons du XVIIIe siècle purent semer dans le sol si dur de l'Espagne ; rappelons-nous comment cette œuvre de réforme, qui, pendant quatre-vingts ans, avait coûté tant de peines, fut menacée jusque dans ses racines par les quelques années du mauvais gouvernement de Charles IV ; quelle était la situation morale, administrative, l'état de l'agriculture au printemps de 1808, et nous comprendrons quels ravages terribles ont dû exercer parmi des hommes pareils six années d'une lutte qui rejetait en quelque sorte la nation aux origines de la civilisation. » Ce tableau est vrai. Cette guerre inouïe avait répandu un immense flot de barbarie sur le pays, et depuis 1812, les Espagnols s'étaient déchirés les uns les autres avec cette rage qui triompha du courage et de la discipline des armées françaises. Et en ce moment se mit à la tête de ce pays, bouleversé d'une manière si effrayante, le roi Ferdinand !

Si jamais la monarchie eut une tâche difficile à remplir, ce fut à ce moment. La nation avait fait pour sa dynastie ce que jamais peuple, dans des circonstances pareilles, n'avait accompli dans une mesure pareille, et les libéraux avaient témoigné à ce roi captif le même dévouement inébranlable que les serviles. Ni le roi, ni un membre de la famille royale n'avait eu part aux dissentiments qui avaient éclaté entre les deux partis. Pour eux, il n'y avait à leur retour de France que des Espagnols auxquels ils devaient une égale reconnaissance. Jamais les circonstances n'avaient rendu plus facile à un roi de garder sa position naturelle au-dessus des partis. Cependant le roi Ferdinand, dont le cœur était fermé à tout noble sentiment, se laissa entraîner par le fanatisme des serviles à un régime de vengeance tel qu'on en a rarement vu dans les temps modernes. Depuis longtemps, on connaissait la misère de ce règne de vices qui dura vingt ans ; elle était si criante, qu'elle frappait l'observateur le plus frivole ; mais M. Baumgarten le premier a révélé toute l'étendue de la corruption et de l'infamie de ce gouvernement. Dans les tableaux qui en ont été tracés auparavant, on ne trouvait ni détails précis, ni narration digne de foi ; ils reposaient sur des rapports vagues et incertains de personnes qui avaient vu les choses de loin, et qui commettaient souvent les plus singuliers quiproquos dans les questions les plus importantes. M. Baumgarten a trouvé une base en quelque sorte positive dans les dépêches des ambassadeurs prussiens à Madrid ; il a également donné par là leur entière valeur aux communications fragmentaires, souvent incompréhensibles, de Wellington et de Castlereagh. On peut dire, en thèse générale, que des périodes et des hommes mal famés gagnent ordinairement à être étudiés d'après les vraies sources, que l'exa-

Digitized by Google

men exact des faits fournit presque toujours quelques motifs de les excuser. Il n'en est point ainsi pour la restauration de Ferdinand. Bien au contraire, en dissipant l'obscurité qui la couvrait jusqu'ici, on n'a mis au jour qu'une foule de traits plus odieux et plus repoussants les uns que les autres. C'est ainsi, pour ne citer qu'un point, que les historiens précédents avaient, sans exception, prétendu que les puissances européennes avaient encouragé le roi Ferdinand dans son malheureux système de persécution. M. Baumgarten prouve, pièces en main, que les puissances ont toutes envoyé à Madrid les remontrances les plus expresses, que pendant plusieurs années elles firent pour les libéraux maltraités tout ce qui était en leur pouvoir. On admettait également jusqu'à ce jour comme un fait avéré, que l'ambassadeur russe, M. de Tatistcheff, était, de 1815 à 1819, le complice de la pire des réactions; nous apprenons aujourd'hui qu'il mit, au contraire, tout en œuvre pour pousser le gouvernement dans la voie de la raison. Elle n'en est que plus étonnante, la conduite de ce roi qui reçoit sans cesse et de tous côtés les avis les plus sérieux, auquel toute l'Europe s'efforce d'ouvrir les yeux, et qui, néanmoins, avec la frivolité la plus coupable, soumet son peuple aux inspirations les plus insensées d'un despotisme vraiment barbare. Si en politique les fautes des parents ne sont que trop souvent expiées par les enfants, la connaissance des forfaits du roi Ferdinand suffit complétement à expliquer le sort de sa fille. On pourrait dire que les événements de septembre seuls peuvent désarmer le courroux qui s'empare de tout lecteur sérieux de cette histoire d'Espagne. Une dynastie qui a fait monter sur ce trône, coup sur coup, deux princes tels que Charles IV et Ferdinand VII, deux princes qui comblent d'une manière si horrible la mesure de leurs fautes, une pareille dynastie est destinée à tomber. On ne pouvait, à certains égards, fournir une apologie plus saisissante de la dernière révolution espagnole qu'en traçant ce tableau du règne de Ferdinand VII.

Deux points de ce tableau présentent en ce moment un intérêt particulièrement vif: l'attitude du clergé espagnol et la situation de l'armée. Si une chose peut être capable d'atténuer quelque peu notre indignation contre le roi Ferdinand, c'est la manière dont le clergé s'immisça en 1814, et ensuite en 1823, dans les affaires politiques. Le clergé espagnol a chaque fois complétement renié sa haute mission morale, et s'est livré à tous les excès de la haine de parti. Oubliant son caractère religieux, il a poussé le cri fanatique de la vengeance contre des catholiques qui n'avaient commis d'autre crime que de vouloir réduire à des limites raisonnables la puissance temporelle de l'Eglise et ses immenses possessions. A deux

Digitized by Google

reprises il a épousé les plus viles passions de la populace et pris une telle position dans la vie politique du peuple espagnol, qu'il mit un profond abîme entre lui et tout ce qui s'appelait civilisation et progrès. Sa conduite pitoyable rendait seule possible un gouvernement tel que celui que Ferdinand VII exerça pendant vingt ans, et son aveugle partialité pour tout ce qui paraissait propre à rejeter l'Espagne dans sa situation des siècles passés a seule amené ce malheureux pays à devenir sans cesse la proie de nouveaux ébranlements. Tous, nous savons le résultat que produit en tout pays une attitude pareille du clergé; mais en Espagne, où, il y a cinquante ans, le prêtre régnait sans partage sur la vie intérieure de l'homme, une telle politique du clergé devait avoir les suites les plus redoutables. Elle donnait à l'absolutisme une confiance si illimitée, qu'il croyait pouvoir railler toute prudence. Elle amena le pays à une telle soumission aux exigences de l'extrême zélotisme, que dans l'Eglise même on n'entendit plus le moindre conseil de modération; elle créa une situation que l'on peut littéralement appeler inouïe. Mais en entretenant dans les masses les superstitions les plus aveugles, elle engendra dans les classes supérieures une exaspération radicale et un détachement frivole de toute religion, car ces conséquences sont inévitables lorsque l'Eglise se trouve dans une situation aussi compromise. En poursuivant avec attention l'étude des catastrophes de l'Espagne en 1814, 1820 et 1823, on voit clairement comment cette politique cléricale, si pernicieuse, jeta le pays d'un extrême à un autre extrême, tous deux également funestes. Ce sont toujours ces mêmes masses profondément ignorantes, paresseuses, nourries de la soupe du couvent, qui entonnent aujourd'hui avec les moines le chant : « Vivent les chaînes! vive l'oppression! vive le roi Ferdinand! meure la nation! » et qui demain crient avec les démagogues : « Vive Riego! meure le roi! » Ce sont absolument les mêmes artifices par lesquels la gazette cléricale *Atalaya* aujourd'hui et demain le journal radical *Zurriago* persuadent la multitude. Bien plus, ce sont à l'occasion les mêmes hommes, un jour revêtus du froc brun, un autre, coiffés du bonnet rouge, qui prêchent le même évangile, l'évangile de l'excès, de l'indiscipline, du fanatisme égoïste. Il faudra, nous le craignons, un travail opiniâtre, long et favorisé par des circonstances exceptionnelles, pour guérir l'esprit du peuple espagnol des suites de cette mauvaise éducation cléricale.

L'attitude particulière du roi vis-à-vis de l'armée est intimement liée à cette domination pernicieuse du clergé sur la politique espagnole du temps de Ferdinand. Un gouvernement trompe de la manière la plus grossière les espérances les plus modestes du peuple,

Digitized by Google

il se livre aux pires excès du despotisme, et il néglige en même temps de s'assurer dans l'armée un défenseur dévoué contre le mécontentement des sujets : cela s'est-il jamais vu ? C'est pourtant ce que fit le gouvernement de Ferdinand; non-seulement il négligea d'entretenir l'armée dans de bonnes dispositions, mais il agit absolument comme s'il désirait faire de l'armée le foyer de l'insurrection. Il maltraita également les officiers et les simples soldats. Tandis qu'il aigrissait les généraux les plus capables et les plus aimés par des exils arbitraires, par l'emprisonnement, la destitution, il laissait les soldats sans pain et en haillons. Les portraits de l'armée espagnole que l'ambassadeur prussien et sir Henry Wellesley tracent en 1814 et en 1815 sont presque incroyables. On doit à beaucoup de régiments jusqu'à soixante mois de solde ; à Madrid même les soldats sont forcés de coucher dans les casernes sur la terre nue, parce qu'on ne leur a pas même donné de paille ; dans les petites garnisons il arrive souvent que les bataillons vont au marché en rang et en ordre, et enlèvent aux marchands le pain, la viande, les légumes, pour ne pas mourir de faim ; la garnison de Cuença est forcée de quitter la place parce qu'elle est réduite à une extrême disette. Parmi tous les ministres de Ferdinand, Eguia, le ministre de la guerre, était le plus incapable et le plus despotique. Et il fallait que l'armée fût ainsi maltraitée, tandis que les moines vivaient dans l'abondance ! Ce gouvernement n'eut jamais d'argent pour les soldats affamés, mais il jeta des centaines de millions à la cupidité des moines. Il agissait ainsi dans la persuasion que le clergé veillerait à l'obéissance éternelle du peuple, qu'il était le vrai soutien du trône. Le peuple, sans doute, supporta alors toute cette misère avec une résignation passive, mais tout le courroux du pays se montra dans l'armée. De tous les héritages funestes que le roi Ferdinand a légués à son pays, le pire est celui-ci : il convertit l'armée, le soutien naturel de l'ordre public, en un instrument toujours prêt à la révolution, en un foyer permanent de conspirations. Avant son règne, ces tendances étaient complétement inconnues à l'armée espagnole; mais le chaos de la désolation dans laquelle il précipita le pays et qui lui survécut poussa l'armée avec une force irrésistible dans cette situation anormale dont elle n'a pas encore réussi à se dégager jusqu'à ce jour. Et cependant, il est évident que l'Espagne ne peut pas compter sur un développement régulier, continu, aussi longtemps que le pouvoir armé s'arrogera le droit de décider toutes les luttes politiques, aussi longtemps que le peuple n'attendra pas la délivrance d'une situation impossible de sa propre énergie, d'une énergie éclairée et durable, et qu'il comptera sur la révolte d'un général audacieux pour

Digitized by Google

l'arracher à une situation intolérable. L'histoire de l'Espagne dans ce siècle fournit à cet égard une leçon irrécusable.

Que de fois, dans les dernières semaines, n'a-t-on pas entendu dire : « Nous voyons bien l'armée espagnole, mais où est le peuple espagnol? » A cela l'histoire répond : le peuple espagnol garde une attitude passive en 1868 comme en 1820, et pour les mêmes motifs. Depuis trois cents ans la discipline cléricale, à laquelle ses rois et son Eglise l'ont soumis, a étouffé en lui toute vie politique, tout amour de la liberté. Le système de Philippe II a été sans cesse remis en vigueur par les derniers Bourbons, sauf une courte interruption sous Charles III, et il a soustrait le peuple espagnol à toutes les influences de la civilisation moderne. Droits constitutionnels, participation aux affaires publiques, libertés de pensée et de conscience, tout cela, par suite de son oppression séculaire, est devenu pour lui un son vide de sens, une chose indigne d'intérêt. En 1815 encore, trois mots résumaient les idées politiques de l'immense majorité de cette nation : un orgueil patriotique méprisant par ignorance tout ce qui était étranger, une vénération ardente pour l'Eglise et une soumission aveugle au roi. La corruption profonde des derniers monarques paraît avoir passablement refroidi le sentiment royaliste; on dirait que le peuple a aujourd'hui autant d'indifférence pour la royauté qu'il en avait pour les Cortès il y a cinquante ans. Mais nul symptôme ne trahit ni enthousiasme pour une autre forme de gouvernement, ni aspirations à la liberté, ni rudiments d'éducation politique. Des tendances de cette nature ne se montrent que chez une petite minorité, dans les cercles de la société éclairée, parmi la population de quelques grandes villes, et, qu'est-il besoin de le dire! parmi les officiers de l'armée. La grande masse de la nation, surtout dans les campagnes, est restée ce qu'elle était en 1820; elle assiste aux perturbations politiques sans bouger; l'Eglise seule exerce une influence active sur sa vie intellectuelle. Dans aucune autre partie de l'Europe le libéralisme moderne ne se trouve aux prises avec une résistance pareille, nulle part sa tâche n'est aussi gigantesque. Trois siècles durant, la monarchie et la théocratie ont, par une alliance sans exemple, régné sur l'esprit du peuple espagnol et l'ont formé à leur gré; la chute du système clérical impliquera donc une transformation fondamentale de l'existence nationale; elle entraînera tous les dangers d'une révolution totale, et cependant il est évident que sans elle la plus petite, la plus modeste réforme ne saurait prendre racine. La grande majorité du peuple ne veut que le système clérical, parce qu'elle n'a pas la moindre notion d'un autre système, et cependant il est sûr que ce régime achèverait la ruine de l'Espagne, comme il l'a commencée de-

Digitized by Google

puis les premiers Habsbourg. Le rejet ou le maintien de ce système clérical est pour l'Espagne une question de vie ou de mort ; tous les autres points n'ont, en comparaison, qu'une importance secondaire. Nous souhaitons vivement que, sous ce rapport, la révolution de 1868 soit plus heureuse que celle de 1820, que le clergé ne réussisse pas à organiser une réaction aussi forte ; nous le souhaitons, mais sans pouvoir nous défendre d'une certaine anxiété.

Sans doute bien des circonstances paraissent plus favorables aujourd'hui qu'en 1820. Alors on vit pendant six mois d'innombrables juntes exercer un pouvoir arbitraire et organiser l'anarchie. Aujourd'hui les juntes se sont retirées au bout de quelques semaines pour céder la place à un gouvernement universellement reconnu. Alors les chefs du mouvement s'abandonnèrent pendant plusieurs mois à l'ivresse d'un triomphe qu'ils croyaient éternel ; — aujourd'hui ils se montrent pleins de la conscience de l'immense difficulté de leur tâche. Alors tous les efforts des hommes de bon sens échouèrent devant les cabales criminelles du roi Ferdinand ; par une perfidie calculée, il rendit impossible toute politique modérée, et précipita l'Etat dans le tourbillon des passions les plus exaltées ; — aujourd'hui l'ennemi mortel de la Constitution n'est plus à la tête du gouvernement, et si une réaction devenait imminente, tous les partis libéraux, sans exception, ne pourraient en imputer la faute qu'à eux-mêmes. Et cependant personne ne se sent rassuré pour l'avenir. De semaine en semaine, les nouvelles deviennent plus alarmantes. Le gouvernement perd de jour en jour de son prestige, on n'entrevoit pas la fin de cet état provisoire ; de tous côtés les partis s'agitent, le danger d'une guerre civile éclaire le pays d'une lueur sinistre. Le peuple, appelé au suffrage universel au nom de la liberté politique et religieuse, ne remettra-t-il pas, sous l'influence de la vieille théocratie, sa nouvelle liberté entre les mains du clergé! Le libéralisme cherche à transformer l'organisation de l'Etat de la manière la plus propice au développement de la liberté, en tenant compte de l'affermissement du caractère national : il est fort probable, d'après cette règle, qu'une dictature serait pendant quelque temps indispensable aux progrès de la liberté. Mais si le parti libéral et le parti clérical s'entendent pour repousser cette dictature, qui se sentira assez de force et de résolution pour la tenter?

Au milieu de ces incertitudes, la comparaison du présent avec le passé offre au moins un avantage en faveur de notre temps. Depuis le triomphe de la révolution en 1820, la menace de l'intervention étrangère était suspendue sur le pays et devenait de jour en jour plus inquiétante. Elle encourageait sans cesse le parti réactionnaire, elle entretenait le parti libéral dans l'exaspération la plus

Digitized by Google

violente. Mais aujourd'hui, d'après le courant de l'opinion publique, d'après les relations des cabinets, on ne peut guère supposer qu'une nation étrangère ait l'idée de s'immiscér dans les affaires de l'Espagne.

Quand on reporte ses regards à la crise de 1820 à 1823, rien ne cause peut-être plus de joie que de voir les progrès extraordinaires accomplis depuis par la politique européenne. Dès 1814, toutes les grandes puissances étaient convaincues que le gouvernement du roi Ferdinand provoquerait tôt ou tard une explosion révolutionnaire. Elles furent unanimes à accuser ce monarque d'être le principal auteur de la malheureuse élévation de Riego. Mais tout en reconnaissant cette vérité, l'empereur Alexandre, dès le printemps de 1820, proposa aux autres puissances d'intervenir, et dans l'automne de la même année, à Troppau, la Russie, l'Autriche et la Prusse érigèrent en principe de politique européenne la garantie solidaire de l'impunité des gouvernements, quelque mauvais qu'ils fussent. Le roi Ferdinand continua, par sa conduite pendant la révolution, à exciter le plus vif mécontentement des autres souverains, et lorsqu'au printemps de 1823 l'armée française allait entrer en Espagne, tous les hommes d'Etat qui avaient participé à cette malheureuse affaire furent unanimes à reconnaître qu'on rencontrerait une difficulté plus grande que toutes les autres : celle d'empêcher le roi Ferdinand de commettre de nouveau les fautes qui avaient été la principale cause de la révolution.

Néanmoins les puissances de l'Europe orientale exigèrent la réintégration de ce roi dans son pouvoir absolu ; elles firent alliance avec lui contre ce malheureux peuple, que lui seul avait forcé à se révolter. Le cours de cette intervention européenne en Espagne est une des pages les plus sinistres de l'histoire contemporaine. Toutes les puissances qui y prirent part jouèrent un mauvais rôle. Elles firent aussi, à la vérité, les plus tristes expériences, comme M. Baumgarten le prouve, à la fin de son second volume, par une foule de faits jusqu'ici inconnus. Au moment où la politique de la Sainte-Alliance croyait avoir obtenu le triomphe le plus complet parce qu'elle avait soumis la France aux lois d'un royalisme extrême, parce qu'elle avait dompté la révolution espagnole et exilé l'influence anglaise du continent, à ce moment même elle éprouva, par sa propre faute, la défaite la plus cruelle. L'intervention en Espagne fut le dernier grand succès de ce malheureux système, et lui porta le coup de mort. Si une velléité quelconque de s'immiscer dans les affaires espagnoles subsistait encore, la leçon de 1823 serait là pour effrayer le plus téméraire.

Mais comment cette idée pourrait-elle venir aujourd'hui à aucun

Digitized by Google

esprit sensé? Rien de plus différent que la double action exercée sur l'Europe par la révolution de 1820 et celle de 1868. Dans la première, le roi Ferdinand ne fut forcé que de prêter serment à une Constitution; aujourd'hui, sa fille est chassée, sa famille est déclarée déchue pour toujours du trône de l'Espagne. Mais tandis que le premier acte, de beaucoup le moins important, a été considéré comme un attentat inouï aux droits divins de la royauté auquel tous les souverains devaient s'opposer au plus vite, on ne voit aujourd'hui dans cette atteinte infiniment plus grave au principe de la légitimité que l'effet naturel de causes déplorables. La révolution actuelle de l'Espagne offre à tous un enseignement favorable à la prospérité véritable des nations et conforme aux intérêts du principe monarchique. La monarchie ne peut durer et prospérer qu'en gardant le souvenir de sa haute mission, de ses devoirs sérieux, en se consacrant au bien du pays par une union indissoluble. Là où, comme les Bourbons l'ont fait en Espagne depuis 1788, les détenteurs du pouvoir monarchique se mettent en une contradiction aussi criante avec l'intérêt de leurs sujets, la justice divine et humaine (dont toute monarchie relève) exige un châtiment sévère. C'est un châtiment de cette nature que l'Europe voit dans les événements de septembre, quel que soit d'ailleurs son jugement sur les auteurs de cette révolution.

H. DE SYBEL.

Digitized by Google

J.-J. ROUSSEAU

SES IDÉES, LEUR INFLUENCE

PREMIÈRE PARTIE.

Il y a moins d'un siècle que J.-J. Rousseau est mort, et il est un de nos plus vieux écrivains. Sa langue subsiste, mais déjà sa gloire est un souvenir, son génie un fait historique, et ses idées un de ces lieux déserts qu'on explore comme un cimetière antique, au point de vue de l'art.

Il est juste de remarquer tout de suite que le soin de le juger ne saurait être l'œuvre exclusive du savoir littéraire. L'érudition serait impuissante à le décrire ; il a vécu et senti comme peu d'hommes ont l'habitude de vivre et de sentir. Cet état particulier de l'âme qui lui est propre ne se trouve point dans les sentiers battus de la pensée. Il habitait ces régions extrêmes du monde moral où l'on n'entre qu'en vertu d'un privilége et où les sens et l'imagination revêtent ces couleurs extraordinaires qui touchent au vertige, si elles ne le provoquent point. Chez lui la prééminence habituelle de l'imagination sur la volonté se manifeste par le sacrifice continuel du caractère à l'émotion, ce qui donne à sa physionomie un éclat très équivoque ; on n'est jamais sûr de l'avoir saisie et on entrevoit d'une manière vague que, pour y arriver, il faudrait sinon une complexion identique à la sienne, au moins assez d'expérience pour deviner ce que cette complexion a de singulier.

Digitized by Google

Il y a plusieurs moments distincts dans l'opinion de ceux qui lisent Rousseau, et ils correspondent à des états différents de la conscience. Quand on est jeune, son style exerce une séduction à laquelle il est rare qu'on résiste, car il y a quelque chose d'enfantin dans sa manière, et notre cœur bat naturellement pour ainsi dire à l'unisson du sien. Plus tard la raison vient ; on admire toujours l'éloquence du maître, mais on fait un choix dans ses œuvres ; on fait aussi la part de l'utopie ; et puis, le ton déclamatoire de ses livres commence à affecter le goût, ses hardiesses contre les mœurs et les institutions paraissent hasardées ou systématiques. Le dédain suit ; on ne tarde pas à mépriser l'esprit chimérique d'un homme à qui le fait répugne, par cela même qu'il existe, qui cherche dans l'avenir ou dans le passé une perfection idéale dont le mérite souverain est de n'être pas actuelle. On se demande où il a acquis le droit de trouver si mal faites la société et ses œuvres, pourquoi il préfère sa fantaisie personnelle à la tradition, qui est le fruit d'une élaboration latente et collective, un monument construit par Dieu, et l'on se prend à médire de ce détracteur des choses que le temps a consacrées : on se dit que la haine de n'être rien est une muse féconde.

Ce serait un avis définitif si la réflexion ne finissait par atténuer ce que ce jugement a d'absolu, si on ne s'apercevait bientôt qu'on tombe dans le défaut même de Rousseau, dont la plume sentencieuse procède comme un oracle. On acquiert vite la notion de ce que cette méthode a d'illogique, et on est content d'avoir plus de tolérance pour l'utopiste que lui-même n'en a eu.

Lorsqu'on parvient à se dégager de son humeur à travers des ignorances difficiles à concevoir, car « son trait caractéristique, dit fort bien M. Nisard, est d'ignorer la société où il vit » , on découvre dans ses écrits, dépouillés de leur écorce déjà fruste, des sentiments et des pensées d'une haute valeur, inconnus de son temps, des vérités qui brillent comme des points lumineux à travers la trame obscure de cette éloquence d'apparat.

Enfin, il est nécessaire de se bien persuader qu'après tout, Rousseau occupe un rang distingué dans l'aristocratie du talent, et de se demander si dans l'entreprise ardue d'inventorier son avoir, on n'aborde pas une tâche au-dessus de son esprit.

Digitized by Google

I

Il n'était pas destiné par sa naissance à laisser un nom célèbre : une basse extraction ressemble souvent à un jugement de la Providence. Quelques-uns échappent à cette malveillance de la fortune, mais rien n'autorisait à prévoir que cet événement se réaliserait pour lui. Il coûta la vie à sa mère en venant au monde, et c'était un mauvais présage, car le fait signifiait que son enfance serait négligée ; privé de direction dès son bas-âge, sinon de soins physiques, comme ces graines que le vent du ciel emporte et qui germent à l'endroit où elles tombent sur le sol, se nourrissant de ce qu'elles trouvent à la portée de leurs racines, au lieu de recevoir cette éducation maternelle, douce, saine, inquiète, qui sollicite les bons instincts et s'acquiert par des actes fréquents, il fut à peu près abandonné à ses penchants, ou plutôt à ceux que le hasard fait contracter. Ses premiers sentiments, il le reconnaît volontiers, naquirent au contact des passions artificielles décrites dans des romans. Il ne sut jamais comment il avait appris à lire : peut-être fut-ce dans un livre de Mlle de Scudéry. Son cœur vierge but prématurément à cette coupe sans scrupule, mais non sans joie. Ces premières lectures ont-elles été sans influence sur sa destinée et le tour de son esprit? Non, certes; il est permis de croire qu'il en fut affecté profondément, que son imagination, surexcitée de trop bonne heure par ces illusions qui peuvent avoir été la source de quelques-unes de ses qualités, mais d'où procèdent également les maux de conscience dont son âge mûr fut la proie ; il est permis de croire, dis-je, que son imagination prit dès lors un développement anormal, et que l'équilibre de ses facultés fut rompu sans retour : « J'appris à sentir avant d'apprendre à penser », dit-il dans ses *Confessions*. A travers les brumes de la vieillesse, ces premières émotions lui apparaissent dans le lointain des ans comme des étoiles parmi les ténèbres; il vaut mieux supposer qu'elles ne servent que de points de repère à sa mémoire et que ce qu'il regrette est le matin de la vie. « Il est, dit M. de Chateaubriand, comme le matin du jour, plein de pureté, d'images et d'harmonies. » Ses lectures romanesques auront servi de support à ces émanations naturelles de l'âme mise pour la première fois en présence de la nature.

Il n'en est pas moins réel que les fictions dont il s'était repu ont mis Rousseau de bonne heure dans un état mental fort étrange. Il en est fier comme d'une supériorité dont il a le privilége. Est-elle enviable? Ce serait un problème à résoudre. Cette impressionnabilité nerveuse, exquise à contempler dans autrui, est douloureuse pour

Digitized by Google

ceux qui la possèdent. Elle est tout ensemble un don merveilleux et un faix terrible. On l'accepte comme on accepte ce qu'on n'est pas libre de refuser. Peu d'hommes l'ont désirée : on ne désire pas, sans avoir fait le sacrifice de son repos, une qualité qui met l'âme en conflit quotidien avec la réalité, condamne à vivre dans une région hostile aux intérêts constants de la nature, sans cesse aux prises avec les déchirements que cet état comporte et que le vulgaire méprise. La chose plairait sans doute à un saint, mais elle était loin de convenir au tempérament d'un philosophe tel que Rousseau, quoique sa vanité dût en retirer un bénéfice de gloire considérable.

Quoi qu'il en soit, cette complexion lui montra de suite les choses sous un aspect qu'elles n'avaient point. Plus tard il écrira que Dieu a brisé le moule dans lequel il l'avait formé. Il se sent fait autrement que la plupart des hommes.

Ainsi le sens de la réalité lui échappe au sortir de l'enfance. Ce n'aurait pas été grave chez un autre. Avec un caractère aventureux comme le sien, les événements devaient l'empêcher de revenir de cette erreur involontaire. En effet, grâce aux aventures qui troublèrent sa jeunesse, il en vint à croire que la vie elle-même est une aventure où le sort a la meilleure part et la conduite aucune. Cette idée fausse ne fut pas avantageuse à son caractère. Il ignora toujours ce que le mot *caractère* signifie. On ne voit nulle part qu'il ait souffert d'en avoir manqué. Ce fut une chose étrangère à son esprit autant qu'à ses actes. Il eut pourtant de l'orgueil, mais de cet orgueil banal qui confond l'estime avec la condescendance, la gloire avec le bruit et les satisfactions de l'amour-propre avec le calme sentiment de force que la magnanimité confère. Il ne mit même pas d'orgueil dans sa conduite : jeune, il consent à porter une livrée ; vieux, il se laisse offrir par le premier venu une hospitalité douteuse, dans laquelle le désir de l'obliger se mêle au plaisir de l'avoir en quelque sorte au nombre de ses gens ; il change d'asile et de protecteur comme une femme galante change de maître.

Ce côté de Rousseau, qu'on pourrait appeler féminin — et il a d'autres côtés féminins — tient à ce qu'il apprit à sentir avant d'apprendre à penser, pour me servir de ses termes. Ce point est décisif et peut servir en même temps à juger de l'homme et de ses œuvres. L'un n'inspire pas de respect et les autres manquent de l'autorité nécessaire aux doctrines de quiconque aspire à gouverner l'opinion. Au lieu d'autorité, il eut de l'éloquence. Or, ce n'est pas l'éloquence prise en elle-même qui obtient l'adhésion de la conscience publique ; elle n'est qu'un appoint. Ce qui obtient des hommes cette adhésion intime et digne, qui a toujours été le but de l'ambition légitime, ce

Digitized by Google

sont une arge intelligence et des sentiments austères à qui un grand caractère sert de relief et de sanction. Si à cela on joint un talent de parole ou de plume propre à émouvoir les passions, tôt ou tard l'autorité vient consacrer ces attributs du génie. Mais, isolé, le mérite de l'éloquence est à peu près, en matière intellectuelle ou politique, ce que de forts poumons sont au physique : il n'arrive qu'à agiter les cœurs vulgaires, et n'a pas même pour un instant le don de se concilier les esprits d'élite. Ainsi, chez Rousseau, dès le commencement, le sentiment gouverne ; il est destiné à tenir l'intelligence en tutelle. Celle-ci naîtra cependant, claire, artiste, douée d'un appareil dialectique très-remarquable, mais dépourvue de portée véritable et surtout de cette expérience que donne le savoir et qui sert à la raison de limite et de conducteur.

Il est certain qu'en politique l'expérience résulte surtout de l'exercice du pouvoir, et que ce pouvoir est un privilége. Rousseau la remplaça par l'esprit de contradiction et par la haine. Par ces deux choses il communique avec son temps, pour qui le dénigrement est une vertu et le mépris des institutions un titre. D'autre part, les gens de lettres, surpris de cette puissance intuitive qu'ils ne possédaient point et qui revêt dans ses œuvres de si vives couleurs, ne purent s'empêcher d'en témoigner leur étonnement et de contribuer ainsi à sa réputation.

Ces résultats furent, du reste, laborieux à obtenir. Si l'enfance de Rousseau avait été privée de véritables soins, son adolescence le fut bien davantage. Il ne reçut pas d'éducation classique. Ses études proprement dites se bornèrent à vivre durant dix-huit mois sous la direction d'un ministre réformé, qui ne lui apprit pas grand'chose, ne le soumit à aucune discipline régulière et ne lui procura d'autre avantage que de mettre un peu de paix dans son cœur. A plusieurs égards, ce régime ne lui fut pas inutile ; il n'eut, par exemple, à subir aucune de ces violences qu'on exerce avec naïveté sur l'esprit des enfants, plante souvent méconnue, qu'on élève suivant des principes uniformes sans se préoccuper de ses besoins propres. Il vaut mieux n'être pas élevé que de l'être mal ; l'âme ne risque pas d'en mourir. Il en est peu qui meurent entièrement par le fait de l'éducation qu'elles ont reçue; mais à l'heure de leur épanouissement, l'état de maigreur de la plupart est extrême, au dire de Rousseau : plutôt que de les laisser exposées à l'injure du temps, on les enferme dans des endroits bien clos, où le mieux qui leur puisse arriver est de parvenir à vivre. La sienne a crû dans la fange, et cet engrais lui a procuré, selon l'expression d'un publiciste moderne, cette forte séve qu'on trouve parfois aux herbes qui croissent sur la voie publique.

Digitized by Google

Rousseau attribue à un incident de sa vie de pensionnaire les deux traits caractéristiques de sa personnalité : son amour de l'indépendance et sa haine de l'autorité. Cette allégation serait difficile à justifier ; il est possible que son amour de l'indépendance et sa haine de l'autorité se soient manifestées d'une façon brusque à l'occasion d'une punition imméritée. Elle n'a pas créé ces deux ressorts de son talent d'écrivain : ils furent le fruit de sa condition et de son humeur. Ils naquirent d'ailleurs longtemps après, au spectacle du peu qu'il était, en comparaison de ce qu'il aurait pu être. Ceux qui jouissent de l'indépendance n'en sentent pas suffisamment la valeur, et les dépositaires de l'autorité n'ont pas de haine contre elle, tandis que ceux qui la subissent peuvent en avoir beaucoup, comme les esclaves ont une idée exagérée du bonheur d'être libre.

Le défaut suprême de Rousseau, la défiance dont il mourut victime, serait également, s'il fallait s'en rapporter à lui, née du châtiment injuste dont il a été question plus haut. Elle surgit contre ses maîtres comme une flamme soudaine : « Nous ne les regardions plus, dit-il, comme des dieux qui lisaient dans nos cœurs... nous commençions à nous cacher, à nous mutiner, à mentir. » Se cacher, se mutiner et mentir, ne sont donc pas des vertus : ce sont des vices. Rousseau en parle souvent comme s'il en était sûr. D'autres fois, il est vrai, on le surprend à penser que ce ne sont pas des vices dont ceux qui les ont soient coupables. Plus d'un argument lui permet de le démontrer : ainsi, chez les jeunes gens, une punition injuste crée ces vices ; dans la société, ce sont les sévices du pouvoir ou les suggestions qui résultent de l'inégalité des conditions. On reconnaît immédiatement l'homme qui ne saurait voir nulle part un acte répréhensible, sans en accuser précisément celui qui ne l'a pas commis. Au moins faut-il lui savoir gré de comprendre ce qui distingue le bien du mal. Il se mutinera plus tard, alors que le fait s'appellera d'un autre nom, mais il n'apprendra ni à se cacher, ni à mentir. On l'en accuse aujourd'hui : il a été dur, cynique et malheureux, parce qu'il n'a su ni se cacher, ni mentir. Aussi, pourquoi n'a-t-il pas connu la prudence? Elle aurait sauvé sa mémoire. Rousseau en faisait un appendice de la politesse, et la prudence confine réellement à la politesse, une des haines de sa vie. Certes, la prudence est une des forces au moyen desquelles la civilisation se tient debout. On en a besoin plusieurs fois par jour ; un marchand qui n'en ferait pas un usage constant serait inepte à exercer sa profession. La prudence, dont Rousseau fait une partie de la politesse, et la politesse, pour lui, est la science de se cacher et de mentir, la prudence est un art utile. Il y a un point où elle exclut la probité. Ce point se déplace à chaque instant dans la pratique. Le

Digitized by Google

tact moral consiste à le placer toujours où il se trouve, et il est rare comme la vertu. Comme il est indispensable que la société fonctionne, elle est obligée de tolérer ceux qui ne l'ont pas, à moins qu'il leur manque d'une manière trop grave. « Elle a tort, dit Rousseau, de tolérer ce qu'elle ne peut empêcher; », et, afin de couper court à un si grand mal, il invoque l'état de nature. Il était bon de noter, dès ce moment, comment son opinion sur la société s'est formée et concorde avec ses écarts de conduite.

A l'heure de choisir une carrière, il ne trouva de préférence pour aucune, et, c'est encore un point à noter, toutes les carrières actives étaient incompatibles avec son humeur. De guerre lasse, il lui fallut embrasser une profession mécanique, celle de graveur. Elle lui fit bientôt oublier, dit-il, qu'il y eût eu des Grecs et des Romains au monde; mais il est probable qu'il s'en souvint trop, et de tels souvenirs n'étaient pas de nature à encourager ses efforts. Le nombre de ceux que des rudiments d'instruction libérale détournent des carrières pratiques est assez restreint. Il faut, pour ne pas se résigner à quitter sans retour une région merveilleuse dans laquelle à peine on a fait quelques pas, une élévation précoce qu'on aime à voir poindre dans l'âme de Rousseau. Lorsque les fruits amers de l'expérience auront tué les illusions du vieillard, il regrettera de n'avoir pas obéi à des espérances chétives; mais, à quinze ans, il était d'un avis différent; il se sentait né pour un autre avenir; il y rêvait s'il n'y pensait pas encore.

Au surplus, sa vanité froissée ne fut pas étrangère à la répugnance qui l'empêcha de se laisser enfermer dans le nombre de ceux à qui Platon donne « une âme d'airain. » L'oisiveté de son enfance l'avait entraîné hors du milieu dans lequel il était né; il vivait déjà dans un monde supérieur. La distinction de ses manières et son habitude d'une élégance inconnue aux artisans lui avaient concilié la bienveillance de ceux qui l'entouraient, et cette bienveillance lui fit défaut le jour où il fut contraint de se plier aux habitudes qu'impose une profession mécanique. C'était en effet une humiliation cuisante, et déjà il aurait pu dire avec Dante :

> Nessun maggior dolor che ricordarsi
> Del tempo felice nella miseria!

L'abaissement subit de ses sentiments l'avertit en outre, dit-il, du sort qui lui était réservé. Il exagère sans doute. A cinquante-deux ans, devenu célèbre et à même de mesurer la distance qui le sépare de son métier d'apprenti graveur, il lui est plus facile de détermi-

Digitized by Google

ner les motifs de sa fuite qu'il n'aurait pu le faire à l'époque de son départ de Genève.

Quand il parle de Rousseau fugitif et à peine adolescent, il pense à celui qui vient d'écrire *Emile* et les *Lettres de la Montagne*. Il se reconnaît des passions vives. Au moment où elles l'agitent, rien n'égale son impétuosité. « Je ne connais plus, dit-il, ni ménagement, ni respect, ni crainte, ni bienséance ; je suis cynique, effronté, intrépide. » Il est évident que ce ne sont point des mouvements aussi impétueux qui l'ont engagé à quitter la maison de son maître. Il parle du philosophe aux prises avec les idées et les institutions du XVIIIe siècle, à travers lesquelles il se promène comme dans un champ qui lui appartient. Ce sont ses passions qui travaillent ; il n'en est pas responsable. Elles l'autorisent à marcher au hasard, à se lancer dans l'inconnu, à passer comme un orage à travers les choses, à détruire dans toutes les directions, et il continue d'être fier, et le public est de son avis. Quand il a couvert toute végétation de sa lave brûlante, que sa coulée apparaît solitaire au milieu des ruines qu'il a faites, le spectateur ému contemple avec étonnement ces effluves du génie et cette richesse, pareille à celle d'une forêt vierge.

Le coup d'œil est certainement intéressant. Il est vrai que les éléments impurs se coudoient sous sa main avec les métaux précieux, que le désordre est partout ; mais ce désordre a un air à ce point grandiose, que si l'œil accoutumé à ne considérer que des paysages tranquilles est offensé et le goût affecté de l'absence d'harmonie, que si l'entendement envisage avec une sorte d'amertume ce déluge d'assertions contradictoires, la nouveauté de tout cela impose. Sa bonne foi, il est inutile qu'il nous le dise, n'est pas à discuter. Lorsqu'il est seul avec sa plume, sous le stimulant des passions qui l'agitent, il est persuadé qu'il révèle, et le lecteur peu exercé le prendrait volontiers pour un prophète biblique : il en a l'attitude, la langue inspirée, le souffle ardent ; et puis, s'il plane quelquefois à des hauteurs où il est difficile de le suivre, il soulève des problèmes si redoutables avec une naïveté si incroyable, qu'on est ébloui et obligé d'attendre que la réflexion vienne. Alors le jugement reprend ses droits confisqués par l'écrivain avec une autorité qui ressemble beaucoup à de l'audace.

Mais il importe de le répéter : cette disposition est celle de l'âge mûr, et Rousseau a tort de la signaler à l'occasion des aventures de sa jeunesse. Il en est de même de la fièvre intermittente à laquelle il fait honneur de son éloquence. Là encore il est question de celle qui lui inspira ses livres. C'était pourtant un effet de sa complexion, et il n'est pas étonnant qu'il en ait subi les atteintes de bonne

Digitized by Google

heure. Etait-ce une maladie? On ne sait; mais cette fièvre avait son origine dans l'état de ses organes. C'était une vitalité temporaire à laquelle succédait un anéantissement presque absolu. On dirait qu'il a mis un certain temps à réunir des forces qu'il dépense en quelques heures; la dépense faite, il est épuisé, et cet épuisement, qui semble être son état normal, explique les inégalités choquantes de sa conduite et son impuissance d'agir comme la plupart des hommes chez qui la volonté n'est pas très forte mais d'un exercice constant.

Les sages font par prudence ce que le vulgaire fait par tempérament : ils n'aiment pas à employer toute leur énergie à la fois. La violence de Rousseau a donc pour contre-poids l'indolence et la timidité qui le gouvernent habituellement. On peut dire qu'une volonté qui se surfait ainsi afin de paraître grande et n'agit que par soubresauts est une volonté malsaine qui se tue à commettre des excès. L'esprit de suite lui fait défaut comme si la Providence s'était plu à lui faire une destinée conforme aux desseins romanesques qu'avait caressés son imagination enfantine.

Il analyse sans réflexion cet état moral. « Il y a des instants, dit-il, où une mouche en volant me fait peur. » Il ne peut alors prononcer une parole, ni faire un geste, ni soutenir le regard du premier venu.

Cette inertie est la cause de sa pauvreté. Il ne méprise pas l'argent : il recule devant la difficulté de se le procurer. Il aurait aimé la table, si un tel goût n'eût réclamé des efforts au-dessus de sa paresse. Quand il eut acquis de la renommée, les mœurs littéraires du temps lui eussent permis de vivre à la table des grands. Ici encore la paresse intervient. Il redoute le contact d'autrui, l'étiquette, l'obligation de payer de sa personne.

Pourtant il était avare, et on ne voit pas trop, au premier abord, comment pouvoir concilier l'avarice avec son mépris de l'argent. C'est que l'argent ne lui déplaît pas en lui-même : il ne hait que la peine de l'acquérir. Lorsqu'il en a, il le garde, afin de n'avoir pas à en gagner d'autre. Enfin, il sentait que l'argent n'était pas fait à son intention : il est honteux d'en avoir et encore plus de s'en servir. Il ajoute en guise de commentaire : « L'argent qu'on possède est l'instrument de la liberté; celui qu'on pourchasse est l'instrument de la servitude! » Il nous fournit ainsi en quelques mots une excellente théorie de la richesse. Si on la lui avait montrée fonctionnant au sein de la société, il eût sans doute refusé de l'admettre : il lui est arrivé souvent d'émettre ainsi au hasard des maximes qu'il n'avait pas creusées et dont il n'apercevait pas les conséquences directement opposées à ses idées familières. C'est une occasion de remar-

Digitized by Google

quer que la plupart des sentiments de Rousseau sont bons quand illes donne tels qu'ils les éprouve. Le sophiste arrive ensuite, quand il s'agit de les développer et qu'il les soumet aux procédés en usage au XVIIIe siècle,

Cette physionomie de Rousseau, il est nécessaire de le répéter, est celle de l'écrivain. Au sortir de l'adolescence, elle ne faisait que poindre et n'était visible que par ses côtés attrayants. Il était dès lors doué d'une sensibilité exquise; chez les jeunes gens élevés comme il le fut, il n'est pas rare qu'elle tourne à la débauche ; chez lui, elle tourna de suite au rêve et par la rêverie l'entraîna hors de la réalité. Cet inconvénient est un des fruits de la culture des lettres et en particulier de l'histoire. C'est un péril qui n'est pas médiocre à une époque vouée à la poursuite des intérêts matériels, où les professions libérales sont un privilége de la naissance ou de la fortune, de mettre les jeunes gens en contact direct avec ceux qui ont gouverné les hommes. Lorsqu'on a vécu durant plusieurs années dans l'intimité des princes, des philosophes ou des publicistes qui ont fait le sort de notre espèce, dont la mémoire et les œuvres tiennent un rang suprême dans l'estime de la postérité, il est difficile de se résoudre à n'être rien, à vieillir dans un coin, obscur et sans espoir, sans communication ultérieure avec les objets primitifs de ses études. C'est un genre d'exil auquel la plupart sont forcés de se résigner, exil intellectuel, si l'on veut, mais dur à porter. On croyait avoir acquis le droit de vivre comme parmi des égaux, avec les puissances de ce monde, et on découvre avec confusion n'avoir été qu'un hôte temporaire dans le palais de la gloire. Tous ne s'accommodent pas volontiers de cette nécessité irritante. Quelques-uns se plaignent et à l'occasion se vengent. Pourquoi, disent-ils, nourrir la jeunesse d'idées fantastiques, sans prévoir qu'on lui impose deux éducations à faire : l'une qui autorise l'ambition et la sollicite l'autre qui se compose de désillusion et l'oblige de renoncer à un espoir qu'elle croyait légitime ? Il est vrai qu'on laisse cette dernière à la charge de ceux dont elle doit détruire les préjugés. On compte sur les résistances latentes qu'ils rencontreront sur le chemin de la destinée.

Rousseau avait trop d'inexpérience pour soupçonner l'existence de ce piége, ou trop de présomption pour s'imaginer qu'il ne parviendrait pas à le déjouer s'il l'avait deviné. Il imagina donc que le monde était fait comme dans les romans qu'il avait lus et s'en alla comme un héros à la découverte. Sa fuite de Genève, ses premiers rapports avec Mme de Warens, les péripéties de son séjour en Italie, en Suisse, à Lyon, son établissement aux Charmettes, l'instabilité et l'insouciance de sa vie, les enseignements qu'il dut puiser dans ses relations avec les gens de lettres lors de son arrivée à Paris,

Digitized by Google

ressemblent aux épisodes qu'on trouve dans la littérature de fantaisie. A-t-il arrangé les scènes qu'il décrit, ou sont-ce des événements qu'il se borne à raconter? Il y a dans ses écrits la part de la poésie et celle de la réalité. De loin il considère d'une façon très agréable les incidents divers de cette épopée juvénile. Quand il eut à construire par des actes le programme des six premiers livres des *Confessions*, on peut être sûr que les choses se passèrent d'une manière moins gaie. Elles ne seraient que des aventures instructives si l'on se fiait exactement à ce qu'il dit. Mais quand il les racontait dans le salon de Mme de Francueil ou de Mme d'Epinay, il les appelait *ses malheurs*. On voit d'ici la nuance. Au moment où il eut à en porter le poids, c'étaient des malheurs. Tant qu'il végéta sous le joug d'une nécessité quotidienne, ils eurent un aspect douloureux. Longtemps après, la vieillesse et la renommée lui ayant fait connaître d'autres maux, ceux-là s'évanouirent. Ils avaient d'ailleurs eu pour les embellir une compagne désormais absente, la jeunesse.

Il les vit à travers les joies que cet âge porte avec lui, et sa mémoire ne lui rappela que les illusions qui avaient accompagné ses impuissances de jadis. Les Romains, Plutarque et les historiens n'avaient été que de la mythologie en présence des aspérités de la route qu'il avait parcourue. Depuis, le rendement qu'il en avait retiré les couvrait d'une amnistie entière.

Mais, avant d'être célèbre, il avait souffert. La naïveté d'avoir cru à l'existence de choses qui n'étaient que des jeux d'esprit, une nourriture factice comme les vertus et les vices qu'on expose sur la scène afin de distraire ou d'occuper le désœuvrement, lui pesait sur le cœur; il accusa la civilisation de s'être moquée de lui. Pourquoi les livres l'avaient-ils trompé? N'étaient-ils qu'une des formes variées de l'hypocrisie sociale? Le mensonge était donc le fond des mœurs modernes? Il conclut de là qu'on suppléait à la vertu par la politesse, par les convenances; que le monde cachait sa laideur réelle sous un manteau de fleurs, qu'il n'y avait qu'un sépulcre ouvert comme un abîme là où il n'avait vu d'abord que des êtres bienfaisants réunis pour vivre ensemble et poursuivre un but commun. L'amour de l'isolement et de la solitude suivit pour lui cette découverte. Ce n'était pas encore de la misanthropie; celle-ci ne devait l'envahir qu'à son déclin, alors que le sentiment de sa supériorité méconnue et l'amertume des ans auraient accompli dans son cœur leur œuvre de destruction.

Si le levain des opinions philosophiques dont il subit à tant d'égards l'influence n'avait pas porté atteinte à ce qu'il y avait de bon dans sa nature, ou que les hontes diverses qu'il vit ramper dans les salons de l'aristocratie n'eussent point ulcéré son âme;

Digitized by Google

si la religion et une discipline austère fussent parvenues à lui imposer leur joug, Rousseau aurait pu devenir indifféremment un stoïcien comme Epictète ou un solitaire chrétien, de ceux qui ont vaincu une société aussi éprise que la nôtre d'elle-même et de ses œuvres. Derrière le délabrement de sa vie et les inégalités de son humeur il y a du mystique et de l'ascète. Ce qu'il aurait pu valoir et qu'il vaut en effet tient à cette parenté anonyme : rien de grand n'a vécu qui n'y tînt par quelque racine secrète.

Rousseau eut des aspirations religieuses et point de convictions formelles, encore moins les vertus pratiques que donnent les convictions réelles, car ce sont des actes qui créent et entretiennent les convictions, et il ne sut que parler ou écrire, sans deviner que la parole est de sa nature inefficace, c'est-à-dire n'agit que sur l'esprit dans une matière où il faudrait agir sur la volonté.

Ses instincts lui font souvent entrevoir les motifs employés par le christianisme durant la guerre où le monde païen fut vaincu. Plusieurs des arguments de sa *Lettre contre les sciences et les arts* se retrouvent dans la bouche des Pères de l'Eglise. Dans sa *Lettre sur les spectacles*, il a une vue claire des qualités du renoncement. Il obéit ainsi à des sentiments qu'auraient pu avoir Tertullien ou Bossuet. Le mal est que l'amour de la contradiction est pour les trois quarts dans la chaleur de son plaidoyer. C'était d'ailleurs une harangue inutile : pour ôter à ses contemporains l'amour du spectacle et du Parc-aux-Cerfs, il aurait fallu l'extraire de leurs veines avec la pointe d'une épée, et encore n'eût-on pas réussi. Jadis, à Carthage, pendant que les Vandales prenaient la ville, les habitants, au lieu d'être sur les murailles de la ville, étaient au théâtre : le râle des mourants et la voix des histrions montaient ensemble vers Dieu.

Cependant, l'isolement farouche dans lequel se réfugia le citoyen de Genève fut pour lui une école féconde. Il ne le rechercha point d'abord comme les sages et les héros de la vie monastique, par esprit de recueillement, afin d'être seul avec lui-même, de vivre en silence, loin des bruits du dehors. Il ne le rechercha pas non plus par dédain des vanités mondaines. Son isolement fut à l'origine celui d'un homme obscur et inconnu, autour duquel l'indifférence fait le vide. Il fait ce qu'il peut, du moins après son arrivée à Paris, pour en sortir et n'y parvient pas. Le fait a été pour quelque chose dans sa misanthropie. Il était irrité d'être méconnu. Ses premières violences de langage portent l'empreinte de cette irritation élaborée dans l'ombre et fortifiée par l'impuissance au point d'être désormais une force avec laquelle il faudrait compter. La solitude n'en opéra pas moins sur lui selon ses lois. Les passions grossières par lesquelles la jeunesse moderne parvient à en détruire l'efficacité

Digitized by Google

n'avaient heureusement pas eu de prise sur son tempérament. Il laissa *l'esprit de Dieu*, comme un poète nomme la solitude, le pénétrer ; peu à peu les lueurs vagues qui erraient à l'horizon de sa conscience finirent par se concentrer ; une sorte d'harmonie s'établit au sein d'un désordre d'aspirations qui n'étaient pas encore des pensées. A cette heure, qui n'est pas celle de la maturité mais la précède immédiatement. il ne fallait qu'un événement pour faire éclore en lui une vocation littéraire.

II

En 1732, Rousseau était venu à Paris. La curiosité, une ambition encore sans objet et aussi la nécessité de se créer une carrière l'y attiraient. Ses efforts n'ayant point abouti, il avait dû reprendre le chemin de la Savoie, où il avait une protectrice, Mme de Warens, néophyte du catholicisme, pourvue à ce titre d'une pension faite par le roi de Sardaigne. On parvint à lui procurer un modeste emploi. De 1732 à 1741, date de son établissement définitif à Paris, aucun événement extérieur ne vint troubler sa quiétude.

Il vécut en lui-même, sans ascendant à subir que celui de Mme de Warens ou de sa propre fantaisie. Mme de Warens était une femme d'une distinction relative, mais ayant reçu des circonstances une éducation molle et corrompue. Ses mœurs étaient légères, ses croyances diffuses et sa conduite conforme à ses croyances. Elle possédait à un haut degré cette beauté banale qui se confond avec la douceur animale, c'est-à-dire est de pur instinct et manque de dignité; on ne la méprise pas, mais elle n'inspire pas de respect véritable. Elle offrit à Rousseau une hospitalité agréable et trop intime. Après comme avant, il ne connut point les joies de la famille. Aussi le séjour des Charmettes, où il eut comme l'ombre du bonheur domestique, resta comme une oasis dans le désert de sa vie. Il raconte avec délices cet épisode romanesque. Peut-être le fait-il plus beau qu'il ne fut effectivement ; toujours est-il qu'au contact d'un esprit faible et incohérent tel qu'était Mme de Warens, l'originalité de son caractère avait pu se développer à l'aise, ses connaissances s'étendre et son goût se former un peu. Mais le sans-gêne d'un pareil genre de vie acheva de lui créer des habitudes d'oisiveté et de désordre intellectuel qui, sans avoir été pour lui un obstacle littéraire, furent loin de contribuer à lui donner l'équilibre moral dont il aurait eu besoin. Le rêve acheva de prendre possession de sa personne et le sens de la réalité de lui échapper de plus en plus.

Cependant, en 1741, il était à peu près formé et avait acquis une demi-expérience, non des hommes, car il les avait peu vus, mais

Digitized by Google

des choses. L'étude, la réflexion et l'âge, ses aventures et sa condition précaire, l'avaient à moitié mûri. De plus, il avait été la proie du dénûment. Le dénûment est une école où l'on apprend à mesurer les inconvénients d'une éducation malheureuse. Enfin l'instabilité de son existence et l'incertitude de l'avenir commençaient à peser sur lui. Il sentait le besoin d'une situation moins exposée, éprouvait en outre le désir de s'appartenir. Ce n'étaient là, néanmoins, que des éclairs fugitifs qui traversaient son esprit; d'ordinaire, la surabondance de son imagination le disposait à l'oubli de son état.

Le long espace de temps passé aux Charmettes ne lui avait donc pas été inutile. « C'est, dit-il, durant ce précieux intervalle que mon éducation, mêlée et sans suite, ayant pris de la consistance, m'a fait ce que je n'ai pas cessé d'être à travers les orages qui m'attendaient. Ce progrès fut insensible et lent, chargé de peu d'événements mémorables. »

Ses loisirs lui avaient permis de cultiver la musique, distraction que blâmait Mme de Warens en lui citant ce proverbe :

Qui bien chante et bien danse
Fait un métier qui peu avance.

Toutefois, la musique n'avait pas trop pris sur son temps. Il abordait simultanément plusieurs branches du savoir, sans but ni méthode, avec l'idée préconçue que pour lire avec fruit il fallait posséder toutes les connaissances qu'un livre suppose ou auxquelles il touche même d'une manière indirecte. Aussi était-il arrêté à chaque pas. Avant d'arriver à la dernière page, il lui eût fallu épuiser une bibliothèque. Malgré son obstination, les difficultés inhérentes à cette manière de s'instruire avaient eu bientôt raison de lui. Il découvrit enfin que les sciences humaines ont une physionomie d'ensemble, et que les principes généraux qui les unissent suffisent à quiconque essaye d'en connaître une en particulier. Cette remarque est fort juste, et Rousseau a d'autant plus de mérite de l'avoir faite, qu'il ne semble l'avoir trouvée nulle part. Il n'avait pas un grand horizon en perspective; cependant, à tout hasard, il voulait « avoir des idées de toutes choses, » tant pour sonder ses dispositions que pour juger de ses propres yeux de ce qui valait la peine d'être su. Il ajoute à cette considération un détail à noter : il trouvait un grand avantage à s'occuper de plusieurs sujets à la fois et ne pouvait suivre qu'un moment la même idée. Sa personnalité rebelle protestait contre l'abandon de soi-même en vertu duquel quelques-uns

Digitized by Google

arrivent à s'effacer entièrement pour se faire le disciple d'un homme ou d'une doctrine exclusive. Il ne pouvait réussir à ne point penser lui-même que durant un laps de temps très court. Il n'y a pas de grand esprit qui n'ait fait le même aveu sous une forme quelconque, et c'est là le vrai signe de la supériorité intellectuelle. Se réduire à l'érudition pure revient à se dépouiller de son autonomie personnelle et à faire de son cerveau un portefeuille. Celui de Rousseau résiste sans qu'il se rende compte du phénomène. Il refuse de s'aliéner, d'entrer, même pour une heure, dans un moule qui n'est pas le sien.

Cette disposition était un mauvais passe-port à son début dans la carrière des lettres, quoiqu'elle lui ménageât dans l'avenir des succès inattendus. Il mit beaucoup de soin à s'y dérober, et cette précaution fut la cause de l'obscurité dans laquelle il végéta près de dix ans à Paris.

Lui-même espérait peu de son talent, ce qui explique l'espèce d'exil auquel il se résigna en acceptant un emploi subalterne auprès du comte de Montaigu, ministre de France à Venise. Venise était alors la cité voluptueuse que M. Thiers a décrite dans un discours célèbre et Voltaire dans *Candide*. Son ciel et ses plaisirs attiraient les oisifs de la civilisation. Bien que sa grandeur épuisée, pareille à un coucher de soleil au soir d'un jour serein, conservât un éclat trompeur, elle n'était déjà plus qu'un palais désert. Sa splendeur sénile n'émut pas Rousseau. L'Italie de cette époque n'était point à la mode comme de nos jours ; les voyageurs n'étaient pas obligés de l'admirer sans savoir pourquoi, et le secrétaire du comte de Montaigu en revint sans enthousiasme. Il reprit à Paris ses allures bohémiennes. On lui offrit un emploi dans les bureaux du fermier général Dupin, et il se mit à fréquenter Diderot, d'Alembert, Grimm, Duclos, en un mot les notabilités de l'école philosophique. Outre sa collaboration à divers écrits sans valeur, il en avait composé quelques autres, qui étaient loin de faire pressentir ce qu'il était destiné à devenir bientôt.

Ce fut dans cette période de 1745 à 1750 qu'il eut les cinq enfants qu'il livra, suivant son expression, « à l'éducation publique, » manière cynique de s'excuser d'avoir abjuré les devoirs de la paternité et qui n'est pas un accident chez les utopistes de l'école humanitaire, que l'amour spéculatif de l'espèce dispense du soin d'aimer leurs proches. On n'a point de famille ou on la délaisse ; on se dérobe comme on peut aux exigences sociales ; on a bien assez d'instruire le public. Le génie d'ailleurs est si lourd à porter !

Cependant une ère nouvelle allait commencer pour l'auteur de quelques jolis vers et de comédies ingénieuses faites d'après les pro-

Digitized by Google

cédés habituels et les données ayant cours sur la scène. Ces productions n'étaient ni meilleures ni plus mauvaises que d'autres, mais elles n'avaient excité l'attention de personne hors du petit cercle de quelques amitiés personnelles. Il est vrai que peu à peu la plume de Rousseau avait acquis de la facilité par l'exercice et qu'il jouissait parmi ses confrères d'une sorte de notoriété qui, le cas échéant, pouvait n'être pas inutile à son avancement.

Telle était sa situation quand le hasard vint à lui sous forme d'une annonce insérée dans le *Mercure de France*. L'Académie de Dijon mettait au concours une question assez extraordinaire. Elle demandait si le progrès des sciences et des arts avait contribué à corrompre ou à épurer les mœurs. Ces quelques mots auraient été pour lui une sorte de révélation : « Tout à coup, écrivait-il plus tard à M. de Malesherbes, je me sens l'esprit ébloui de mille lumières. » Si le fait était vrai, il aurait trompé ses lecteurs durant six livres entiers des *Confessions*, car il y fait continuellement allusion au progrès des sentiments qu'il exprime dans son *Discours contre les sciences*. Il est plus probable que les leçons reçues dans le monde qu'il fréquentait l'avaient détourné de sa direction naturelle et qu'un incident l'y ramenait à l'improviste. D'après La Harpe, durant une visite faite à Diderot, alors au donjon de Vincennes, Rousseau l'aurait entretenu de son projet relatif à la question mise au concours par l'Académie de Dijon et lui aurait fait part de son intention de répondre affirmativement à la demande de l'Académie; sur quoi Diderot se serait écrié : « Mais, c'est le pont aux ânes ! Prenez le parti contraire et vous ferez un bruit du diable. »

Ramené à ces proportions, on voit que le dessein de Rousseau ne fait pas un grand éloge de son entreprise. Quoi qu'il en soit, son discours fut couronné. Le thème soutenu dans le *Discours contre les sciences* était inouï, présenté sous cette forme abrupte. On ignorait rofondément, en 1750, que les sciences, les arts, les lettres et la publicité avaient été proscrits plus d'une fois et pour des motifs autrement graves que les motifs allégués par J.-J. Rousseau. On ne savait pas que dans plusieurs contrées de l'Asie une longue tradition continue de proscrire la publicité d'une façon systématique, que même en Europe il y a des objets qu'on lui dérobe avec opiniâtreté. Par exemple, qui semblait se douter que le monde est encombré de doctrines secrètes organisées pour vivre incognito et qui attendent du silence dont elles se couvrent leurs moyens de conservation ? Cependant, on arracherait plutôt à la nature le secret de la vie organique, par exemple, qu'à un hindou l'aveu public des opinions qui président à sa conduite et à ses pensées. De tout temps les sages ont considéré leur savoir comme une propriété, et s'en croiraient dé-

Digitized by Google

possédés par le seul fait qu'un autre la partagerait avec eux. Ils ne livrent à la publicité que ce qu'ils veulent perdre. Il est constant qu'aujourd'hui on éprouve moins qu'auparavant le besoin d'une conscience à part et qu'on se sert davantage de celle de tout le monde. Si le mouvement continue, le jour n'est pas loin où les opinions particulières auront fait place à une opinion générale imposée comme une loi de la nature. L'homme moderne, soumis aux convenances, esclave même de son vêtement, sous le joug continuel de la mode et de nécessités artificielles créées pour éteindre en lui le dernier souffle de la spontanéité, se croit libre parce qu'il n'est pas forcé d'aller à la messe. Il croit et pense suivant la formule, comme un pharmacien qui veut être en règle avec le *Codex*. A cet égard, Rousseau a fort bien dit dans *Emile* qu'on l'enveloppe de langes deux heures après qu'il est né et qu'il ne les quitte que pour descendre dans la terre cloué dans une bière. Dans l'intervalle, il a vécu astreint à une étiquette rigoureuse, sans cesse à s'observer, sous l'œil de tous, acteur sur une scène où la vertu consiste à agir correctement. Ce sont bien réellement les sciences et les arts qui ont amené cet état de choses et proscrit les doctrines particulières, qui sont des cadres dans lesquels l'individu vit à l'abri de l'ordre uniforme ou du caprice qui règne.

On s'explique d'ailleurs difficilement la surprise du XVIIIe siècle devant la théorie de Rousseau. Il n'y avait pas longtemps que le moyen âge chrétien l'avait appliquée. Le christianisme à son début avait proscrit les sciences et les arts. Dans sa langue, le mot idole veut dire objet d'art. Le solitaire de la Thébaïde avait fui jusqu'au désert les sciences et les arts, que la prédication évangélique combattait à outrance dans les chaires et dans les livres. L'ermite successeur des pères du désert obéit au même mobile; il fuit le monde dont le luxe et l'art sont la décoration. Il préfère son individualité morale aux sentiments fixes et d'un usage public qu'on rencontre dans les livres. Il hait de même le bien-être physique qui est le fruit des sciences. Aux palais dorés il préfère une hutte dans les bois; la société des bêtes fauves lui est plus agréable que celle de ses semblables, qu'il estime dépravés. Une peau d'ours couvre son corps, qui refuse de s'emprisonner dans un vêtement dont le tissu et la confection ont coûté à un autre homme six mois de servitude. Il veut que nul bruit d'origine romaine n'arrive jusqu'à lui. Il y a, quoi qu'on dise, une poésie âpre et émouvante dans cet absolu dédain de la civilisation et de ses pompes pratiqué avec recueillement et douceur, sans autre récompense terrestre que le plaisir de se dérober aux misères de la vie civilisée. L'ermite est mort et les idées

Digitized by Google

qui lui servaient de guide ont fait naufrage; mais sa figure héroïque est une des plus grandes de l'histoire.

Avant le christianisme, Platon, partagé entre deux amours, celui de la gloire et celui de la vérité, était presque de l'avis de Rousseau touchant les sciences et les arts : il cite avec gravité l'opinion des Egyptiens, que l'invention de l'écriture est un malheur ; dans sa *République* il proscrit la poésie, l'art et le spectacle. Dans le *Gorgias* il ne dissimule pas son mépris pour la rhétorique et les sophistes. Rousseau, qui ne sait point que les sciences et les arts entrent dans les sociétés au moment précis où les mœurs et les croyances religieuses se dissolvent, c'est-à-dire au moment où les races penchent vers la vieillesse et *suppléent à l'action* par *le récit de l'action*, croit avoir fait une découverte sans précédent. On trouverait aisément dans Montaigne, Pascal, Bossuet et jusque dans Voltaire de quoi lui montrer que les merveilles des sciences et des arts n'en imposaient que médiocrement à ces grands esprits. Montaigne a une si mauvaise idée de l'instruction classique, qu'il lui échappe de dire d'un jeune homme qui l'a reçue : « J'aimerais mieux que mon écolier ait passé le temps dans un jeu de paume ; au moins le corps en serait-il plus dispos. » Cela peut ressembler à une boutade. Si, à quelque degré de leur carrière qu'on les considère, les civilisations ne sont pas faites pour les lettres, les sciences et les arts, qui tiennent au milieu d'elles une place toujours restreinte, il est constant que la postérité les distingue de préférence par ce côté, que leur honneur est attaché à l'estime qu'elles ont eue de ces choses-là. Il est pourtant réel que les sciences, les lettres et les arts constatent en général une dissolution des mœurs publiques, et sont l'expression de la foi individuelle se substituant à la foi commune, qu'ils arrivent quand celle-ci a perdu son autorité, qu'ils constituent l'anarchie et l'instabilité à l'état chronique. Quant aux arts, de bons esprits les accusent d'être les auxiliaires de la sensualité, et de mener à la décadence des mœurs non pas les individus, mais les races, dont ils modifient insensiblement les tendances et préparent la chute historique.

Les sciences ont le même caractère suivant eux. Elles seraient la théologie du bien-être physique, et l'état scientifique serait celui de la vieillesse des nations. Ils avouent que l'état scientifique a des avantages et le comparent à l'automne, durant lequel on recueille les fruits de l'année. Mais l'automne annonce l'approche de l'hiver, et l'hiver, pour les nations, se confond avec la mort. Qu'on soit heureux de récolter, disent-ils, il n'y a là rien d'extraordinaire ; mais qu'on ne prétende pas être au printemps alors qu'on est au mois d'octobre. Du reste, ni les personnes ni les générations ne sont res-

Digitized by Google

ponsables d'une situation que les siècles ont créée. Cette situation existe et s'impose indépendamment du vouloir de n'importe qui. Quelques-uns parviennent à s'y dérober, font comme les stoïciens et les philosophes, c'est-à-dire séparent leur destinée du sort de tous. Ils ne forment qu'un petit groupe dans un tableau immense. Enfin, disent les partisans de cette opinion, à supposer que l'état scientifique soit l'état définitif de l'espèce, parce qu'il offre à boire et à manger à discrétion, l'atonie qu'il inspire est le signe d'une déchéance sans remède. Il annonce des instincts grossiers dont la violence s'oppose à la perpétuité.

Cette façon de juger des choses n'est pas hostile aux lettres; tout au plus les accuse-t-elle de favoriser le sens individuel au détriment du sens commun : les lettres traduisent le sens moral quand l'autorité fait défaut et que chacun, en l'absence de règle, s'en fait une à son gré. Mais les sciences et les arts dépravent. Ils ne tuent point l'avenir : lorsque la civilisation classique s'est effondrée, l'espèce a survécu. Le même événement s'était produit en Egypte, dans la haute Asie et dans l'Inde. Qui sait? disent ceux dont je raconte l'opinion, une civilisation pourrait être dans la vie de l'humanité ce qu'une existence individuelle est dans l'histoire d'un empire, une mesure du temps et un phénomène nécessaire dans les desseins de la Providence. L'invasion des sciences et des arts servirait d'épilogue à l'histoire d'un peuple.

Rousseau n'avait dans cette question que des vues particulières. D'une part, la science pédante et verbeuse des physiocrates lui répugnait; de l'autre, l'effronterie des lettres légères, qui dominaient au théâtre, dans les recueils périodiques et dans le roman, excitait son mépris. Il voyait l'opinion tenue en échec par un petit groupe de lettrés sans valeur, sans savoir et sans souffle, cherchant dans l'intrigue des éléments de succès et dans les salons un appui, flattant les femmes et obtenant par elles un crédit qu'on aurait refusé à leur talent. Ces gens-là gouvernaient le goût et la pensée, faisaient réussir ou tomber les livres au gré de leurs rancunes ou de leur bon vouloir. La plupart étaient des hommes du monde, ayant des relations, du pouvoir, de la fortune, de la réputation, enfin tout ce que la médiocrité recherche et que le vulgaire admire. Rousseau était envieux de ces avantages divers autant qu'hostile par tempérament à l'éclat qu'ils procuraient.

Il débuta dans son attaque avec une violence inouïe. La grande arme d'une époque véreuse, où l'intelligence tient lieu de principes, est la politesse. Elle sert toujours à contrefaire les vertus qu'on n'a pas et à cacher les vices qu'on a. Le propre de la politesse est que là où elle règne on n'aperçoit rien des mœurs réelles à travers le

Digitized by Google

voile épais dont elle couvre les actes de chacun. Sans elle le XVIIIe siècle se fût apparu à lui-même tel qu'il était, sans boussole, sans idéal, vêtu de cet opprobre intime que l'égoïsme impose. Le spectacle eût été épouvantable ; il aurait fallu convenir qu'il n'y avait que des crocodiles et le désert là où il était convenu qu'il n'y avait que des *êtres sensibles*, des vertus douces, des lumières de l'art, des richesses, enfin ce mobilier moral et matériel qu'on proclamait digne de la plus grande époque de l'histoire. La politesse était donc une idole à détrôner : elle tenait lieu de façade au château de la philosophie. Ce n'est pas qu'elle fût légère à porter; il est presque aussi gênant d'être poli que de se bien conduire : « Il règne dans nos mœurs, dit Rousseau, une vile et trompeuse uniformité, et tous les esprits semblent avoir été jetés dans un même moule ; sans cesse la politesse exige, la bienséance ordonne ; sans cesse on suit les usages, jamais son propre génie. On n'ose plus paraître ce qu'on est, et dans cette contrainte perpétuelle, les hommes qui forment ce troupeau qu'on appelle société, placés dans les mêmes circonstances, font tous les mêmes choses. »

Quand on a perdu la notion du bien et du mal, que, sous prétexte de se défaire des préjugés, on a éliminé les principes héréditaires qui président aux relations des hommes entre eux, il faut de la politesse, c'est-à-dire un moyen artificiel de vivre ensemble ; il n'y a plus d'amitié, il n'y a plus d'estime, il n'y a plus de confiance ; la politesse est un voile tendu sur le vide. Rousseau croit apercevoir derrière ce voile le soupçon, la crainte, la haine et la trahison. Le vide suffit et, de fait, il n'y avait que lui : les passions du XVIIIe siècle sont des passions funestes ou enfantines. A propos de soupçon et de haine, Rousseau prête à autrui ce qu'il découvre en lui-même ; le soupçon et la haine supposent de la taille, et les hommes d'alors n'en avaient pas. Ce sont des morts qui célèbrent leurs funérailles avant que le fossoyeur ne soit venu. L'auteur du *Discours contre les Sciences et les Arts* ajoute que les merveilles de l'art dissimulent la situation et que les princes ont raison d'encourager le goût des arts parce que rien ne dispose mieux que le goût des arts à la servitude. Il devine plutôt qu'il ne juge, car il ne connaît pas suffisamment la décadence romaine pour savoir qu'en Grèce et à Rome le règne des arts coïncide avec l'avénement du césarisme et du plaisir substitués à la vie politique, dont ils devaient faire oublier l'absence.

Du reste, Louis XV était loin d'avoir sur l'effet politique des arts des idées aussi avancées que les Césars romains. Les apôtres de l'art étaient les philosophes. C'étaient eux qui gouvernaient l'opinion et la faisaient. Les salons de l'aristocratie étaient leur tribune ordi-

Digitized by Google

naire. Rousseau les réprimande assez vertement de se résigner à y aller servir de spectacle aux grands, « métier très messéant à un homme d'honneur » ; et il leur cite à l'appui de son dire ces paroles de Montaigne : « J'aime à contester et discourir, mais avec peu d'hommes et pour moi. » Montaigne n'a pas tort, mais la plupart des écrivains du XVIIIe siècle à qui s'adressent les reproches de Rousseau ne faisaient pas leur métier d'*amuseurs* dans l'intérêt de leur dignité. Ils y cherchaient du bruit ou des moyens d'existence, et la noblesse oisive les conviait à cet exercice par des faveurs ou l'appât de la vanité. Ce ne sont d'ailleurs ni les écoles ni les lettrés qui ont créé cet amour exagéré des lettres dont se plaint Rousseau. C'est le goût des lettres au contraire qui crée les écoles et les lettrés. Lorsque les nations ont fini d'agir, elles parlent, aiment les harangues, les petits vers, les jeux d'esprit, les anecdotes, les causeries littéraires. Il faut bien satisfaire à ce besoin nouveau, ce que firent Grimm et ses confrères. Le besoin dont il s'agit a pris depuis un développement extraordinaire : il y a cent ans, il était particulier à quelques oisifs ; il est arrivé de nos jours à l'état de passion publique. Les Grimm d'aujourd'hui n'ont plus un salon à tenir durant deux heures sous le prestige de leur parole, mais trois cent mille lecteurs attendant chaque soir leur pâture comme les Israélites attendaient la manne dans le désert ; la vie intérieure s'éteint de plus en plus, et les âmes vont chercher un aliment au dehors.

La thèse de Rousseau est donc fausse ; le goût maladif des lettres dont il accuse ses contemporains n'est pas l'œuvre des gens de lettres. Ils sont nés pour le satisfaire.

Ses arguments contre l'imprimerie n'ont pas plus de fondement. Si les mœurs ont péri, si les croyances sont tombées en poussière, si la vertu n'est plus qu'un souvenir et l'expression d'un état de choses détruit sans retour, si le vice marche tête levée, si le venin de la politesse a fait de la terre un antre où trône l'hypocrisie, le mal en est à l'imprimerie. A juger de l'avenir par les fruits du passé, s'il faut l'en croire, « on peut prévoir aisément que les souverains ne tarderont pas à se donner autant de soin pour bannir cet art terrible de leurs Etats qu'ils en ont pris pour l'y introduire. » L'imprimerie préoccupe en effet les gouvernements depuis son origine ; elle est sans contredit un instrument redoutable, le plus redoutable peut-être qu'on ait encore inventé en vue d'agir sur la pensée d'autrui. A ce titre, elle mérite l'attention du législateur. On l'a laissée naître en paix, sans en deviner l'énergie. Jusqu'ici, le plus clair de son œuvre est d'avoir détruit l'empire de la tradition. Mais elle a acquis dans nos mœurs une importance capable de résister à n'importe quel obstacle individuel ou collectif. On essayerait en

Digitized by Google

vain de la supprimer ou même d'en atténuer l'action, quand même il prendrait envie aux souverains d'entreprendre cette tâche. Au reste, ici encore Rousseau se trompe et prend un effet pour une cause. L'invention de cet art ne fut pas une fantaisie qu'il fût loisible de ne point avoir. Il aurait été de peu d'usage chez les Germains du Vᵉ siècle. Les Grecs eux-mêmes en auraient tiré peu de profit. L'instruction était alors un don rare, et les besoins auxquels l'imprimerie sert d'aliment étaient peu développés. L'intelligence et ses œuvres tenaient peu de place au foyer antique, au-dessus de la politique, à qui le savoir était suspect, et de la multitude indifférente, asservie à des appétits inférieurs. La décadence classique avait vu le goût des choses de l'esprit se répandre. Mais à mesure qu'on avance dans ce drame historique, les événements prennent un caractère instable et effaré, les symptômes d'une fin prochaine se manifestent de toutes parts. Ils n'autorisent guère les projets d'avenir, et l'imprimerie ne serait née que pour mourir. A cette époque, de tous côtés on sent le destin venir et les longues aspirations interdites. Et puis l'esprit du christianisme et l'invasion lui eussent aussitôt fait échec.

En était-il de même en 1450? Non. Au contact de l'Évangile, l'Occident était redevenu jeune, les Germains de l'invasion avaient contracté des mœurs plus douces. D'autre part, mille ans de recueillement et d'ascétisme avaient effacé la mauvaise réputation des sophistes du Bas-Empire et réhabilité les lettres, les arts et les sciences. La diffusion de la pensée apparaissait aux sages comme une ère nouvelle; devant elle un avenir infini s'ouvrait à tous les regards. Plus d'une déception attendait ceux qui rêvaient ainsi l'apparition d'un autre monde. Mais l'avenir entrevu était réel, instant, plein d'illusions et d'espérances. L'Occident n'en avait pas encore eu un pareil en perspective. C'était la première fois qu'il lui arrivait, grâce au christianisme et à ses institutions, d'être civilisé sans être corrompu, en état de fournir une longue carrière, sans avoir peur de rester en chemin ou d'être inférieur à son ambition. Cet état étant donné, l'invention de l'imprimerie était plutôt un effet qu'une cause. Rousseau commit une erreur grave en attribuant à l'imprimerie le renouvellement des lettres, des sciences et des arts. Ces dons de l'âge mûr, qu'on ne trouve qu'au sein des civilisations avancées, eussent été moins brillants sans le concours de l'imprimerie. Elle leur a servi de véhicule et d'instrument : elle ne les a point créés.

Il est constant que ni l'Eglise ni la féodalité n'avaient besoin d'elle; mais l'une et l'autre avaient cessé d'être les organes exclusifs de l'opinion. Le monde moderne existait déjà et l'imprimerie fut du premier coup son interprète.

Digitized by Google

Certes il est dès lors facile de voir que l'avenir est à elle ; mais si elle est née pour détruire, il n'était permis à personne de l'empêcher de naître. L'envie de savoir l'avait rendue nécessaire.

Il fallut à Rousseau beaucoup de légèreté pour supposer qu'on pût réussir à en comprimer l'essor. Dès le XVIIe siècle, elle a conquis au génie littéraire le gouvernement des âmes. Qu'importe désormais que Louis XIV prenne une ville, règne sur une cour asservie et dorée, fasse asseoir son petit-fils dans le fauteuil de Philippe II ? Cela intéresse les oisifs, prête à l'intrigue, satisfait ou désespère les ambitions mesquines. Qu'importent également les querelles de l'Eglise, le jansénisme, la déclaration de 1682 et la bulle *Unigenitus* ? Le pouvoir est ailleurs. Il est dans les livres de Bacon et de Descartes, dans les doctrines de Spinosa et de Leibnitz ; tout à l'heure il sera dans les mains de Voltaire. Ce sont là des événements auxquels les hommes d'Etat de l'époque négligent de prendre garde, qu'ils n'entrevoient même pas à travers le brouillard des menus faits de chaque jour. Ainsi toutes les audaces de l'intelligence coalisées menacent de s'emparer de la société, et Rousseau parle d'abolir l'imprimerie !

Ce n'est pas à dire que ceux qui exerçaient de son temps cet empire anonyme dont il hait les tendances eussent de quoi rassurer les bons esprits. La plupart étaient des aventuriers sans mandat. Cinq cents ans plus tôt ils se fussent embusqués derrière une cotte de mailles, mis à la solde d'un chef de malandrins. Les circonstances faisaient maintenant de leur plume une épée, et ils en usaient. Le mal est que ceux qui auraient dû les supprimer étaient leurs complices. La noblesse et le clergé collaboraient en effet avec l'ennemi et méritèrent ainsi le sort qui les attendait. Quand un navire est en mer et que ses officiers l'abandonnent, le gouvernail appartient au premier venu. Or, le premier venu dans la question qui nous occupe, c'étaient d'Holbach et Diderot. Rousseau n'a pas encore contre leurs personnes les rancunes qu'il aura plus tard ; mais il sentait déjà que la probité, qui est en matière intellectuelle ce que le droit des gens est en matière politique, était absente de leur entreprise, et il protestait, généralisait même d'une manière injuste ses griefs, en accusant la presse entière des intentions d'une secte. Il est vrai que le mérite de médire de la presse ne lui est point particulier. « On peut aujourd'hui, dit Voltaire, diviser les habitants de l'Europe en lecteurs et en auteurs, comme ils ont été divisés pendant sept ou huit siècles en petits tyrans barbares qui portaient un oiseau sur le poing et en esclaves qui manquaient de tout. » Voltaire n'est pas fier de cette révolution. Il blâme les Hollandais d'exploiter l'amour de la lecture, d'être devenus les *facteurs* de la pensée. Ils en ven-

Digitized by Google

dent comme on vend du sel, et font fabriquer des livres comme on fabrique du drap. Suivant l'occurrence, ils commandent des histoires ou des romans. Quant à ses confrères de la littérature, la haine est leur muse ordinaire :

> Là, si vous en croyez leur coup d'œil pénétrant,
> Tout ministre est un traître et tout prince un tyran;
> L'hymen n'est entouré que de faux adultères;
> Le frère à ses rivaux est vendu par ses frères;
> Et sitôt qu'un grand roi penche vers son déclin,
> Ou son fils ou sa femme ont hâté son destin.
>
> (*Eryphile*, act. IV, sc. I.)

Et il ajoute pour dernier trait : « Qui croit toujours le crime en paraît trop capable. » Ailleurs dans *Candide*, il définit les gens de lettres : *la canaille écrivante.* Alors, pourquoi réclame-t-il en leur faveur la liberté absolue de penser ? Rousseau use de cette liberté, mais comme d'une tolérance du temps. Sans l'énoncer d'une manière formelle, il professe qu'une publicité sans frein est une violence quotidienne à la liberté individuelle ; que les mœurs et les croyances sont des biens comparables à la propriété territoriale. Pourtant il ne voit pas de remède à ce désordre, et ce qui tendrait à démontrer qu'il soutient une thèse paradoxale, sans autre but que de dire des choses nouvelles, c'est qu'il ne conclut pas. Il n'y avait réellement pas à conclure ; le législateur n'avait aucun moyen de répression efficace à sa disposition. De même que le moyen âge avait dû attendre du progrès des mœurs la fin des guerres privées, de même les temps modernes n'ont à invoquer contre la presse, qui a succédé aux guerres privées, qu'un remède, le dégoût de l'opinion. Il est déjà venu ; mais reviendra-t-il ? Ce problème est difficile à résoudre. Le développement inouï de l'instruction semble écarter cette éventualité. Rousseau le sait parfaitement et s'abstient de prévoir l'événement. Il oublie néanmoins un fait digne d'une attention sérieuse. C'est que l'instruction est une œuvre laborieuse, à recommencer pour chaque individu de chaque génération, et que l'ignorance est véritablement l'état de nature. Aucun système ne prévaudra contre elle. Elle est là comme le dieu Terme, toujours prête à profiter d'une négligence pour rentrer en possession de chacun. Qu'on en ait peur ou qu'on la considère comme une sauvegarde contre les surprises des sectaires, aucun pouvoir humain n'en aura raison. Rousseau aurait eu un beau chapitre à écrire sur ce sujet. Pourquoi l'ignorance ne serait-elle pas une précaution de la Providence contre les abus de la dialectique et le danger qu'il y aurait pour l'humanité d'adopter une doctrine sur laquelle elle ne pourrait plus revenir ? Pourquoi ne serait-ce pas d'elle que Jésus-Christ a dit : « Heureux les pauvres d'esprit, car ils verront Dieu ? »

Digitized by Google

L'auteur du *Discours contre les sciences, les lettres et les arts* aurait bien mieux atteint son but s'il avait dit : L'ignorance, dans les desseins de Dieu, est la réserve de la pensée. Celle-ci use tout ce qu'elle touche. Pour que la civilisation dure, il importe qu'on ne mette pas en même temps toute l'espèce en coupe ; elle serait trop vite épuisée. De plus, les engouements de chaque époque engageraient l'avenir sans retour s'ils avaient une action générale, c'est-à-dire si l'instruction cessait d'être un privilége social. L'ignorance empêche les philosophes d'entrer trop avant dans les destinées communes. Il est contraire à l'intérêt public qu'une idée ou une personne puisse acquérir une autorité qu'on ne pourrait plus lui ôter. L'ignorance est d'ailleurs la gardienne fidèle de la tradition; elle hérite d'habitudes qu'elle pratique sans les comprendre et transmet sous forme de préjugés, quoique ces préjugés soient le résultat de la sagesse passée, qu'ils soient dégénérés en instincts ou qu'ils ne soient encore que des coutumes ou des passions. C'est par l'ignorance que les mœurs se défendent contre le prosélytisme des aventuriers et maintiennent l'influence légitime des siècles, qui est de l'éducation héréditaire.

Mais Rousseau ne sait pas un mot de cette longue histoire. Il n'aurait pas compris cette formule qu'on lit au bas de certaines chartes féodales : *Un tel a déclaré ne savoir signer, attendu sa qualité de gentilhomme*, ce qui signifie que les scribes et les conférenciers du Bas-Empire avaient déconsidéré l'art de savoir signer, que l'intelligence s'était prostituée et avait encouru le mépris de l'opinion, qui l'avait proscrite, ce qui revient au sentiment d'Alexandre Vinet : « Considérée par rapport à la morale, dit-il, et comme moyen de diriger la vie, la valeur de la science est à peu près nulle... elle est incapable de procurer une étincelle de joie. »

Il y aurait lieu de s'entendre cependant. Le savoir qu'on se procure pour agir sur autrui et le diriger est le savoir des ambitieux. S'il lui arrive d'encourir le dédain, quiconque partage ce dédain est dans le cas de légitime défense. Mais il y a le savoir qu'on acquiert pour soi : celui-là est bon et salutaire. Il sera toujours honnête et grand de cultiver son esprit et de purifier son cœur par l'expérience afin de jouir du résultat. Le mal commence au moment où l'on fait de ces avantages un usage agressif et un moyen de domination. Rousseau, qui a beaucoup joui de son cœur, de son imagination et de son esprit, comme font la plupart des poètes et des philosophes, a négligé de considérer ce côté important de la pensée. Il regarde la supériorité intellectuelle comme un simple moyen d'action extérieure, et, dans cette voie, il n'était pas difficile de trouver matière à des critiques acerbes. L. DEROME.

(*La suite prochainement.*)

Digitized by Google

L'ESCLAVAGE

DANS LES TEMPS ANCIENS ET MODERNES

PREMIÈRE PARTIE

L'ESCLAVAGE ANCIEN

I

L'esclavage pourrait être défini : la condition d'asservissement absolu par lequel un individu devient la propriété, la chose pure et simple d'un autre individu et se trouve obligé de travailler pour ce dernier, abstraction faite de son propre consentement.

Il a existé, sous une forme ou sous une autre, dans tous les pays du globe, et c'est en vain que dans l'obscurité des âges on chercherait à en découvrir l'origine. Il est impossible, en effet, de déterminer l'époque à laquelle il a pris naissance. Il existait, et sous sa plus parfaite manifestation, aux temps que nous considérons comme l'aurore de l'histoire ; les livres les plus anciens que nous connaissions y font allusion. La vente de Joseph aux négociants madianites constituait une des transactions régulières du commerce des caravanes, l'esclavage se trouvant alors fermement établi. Si ces marchands emmenèrent en Egypte le fils chéri de Jacob et le vendirent à Putiphar, c'est parce que l'esclavage exis-

Digitized by Google

tait légalement dans le royaume des Pharaons et qu'on y réduisait les criminels, les prisonniers de guerre, les victimes des razzias exécutées dans les contrées voisines ou ceux que les accidents de mer jetaient sur la côte. Le rapt constituait un moyen aussi ordinaire que commode de se procurer des esclaves pour alimenter les marchés. Les Phéniciens y avaient recours, comme on peut le voir dans Homère, dont les poêmes datent de trois mille ans ; ce qui prouve que l'esclavage existait déjà bien longtemps avant cette date. En Chine, l'esclavage paraît treize siècles avant l'ère chrétienne. Dans l'Inde, les esclaves étaient peu nombreux ; il a même été affirmé que l'esclavage y était prohibé par une législation positive. Toutefois les castes inférieures pouvaient être réduites en servitude pour dettes. L'esclavage prit naissance chez les Assyriens, les Babyloniens et les Perses, après que ces peuples furent devenus des conquérants. Les races conquérantes qui, tour à tour, ont établi leur domination dans cette partie du monde, y ont trouvé l'esclavage institué. Quelquefois, elles lui ont donné de l'extension. Mais les vastes conquêtes ont eu pour tendance générale de réduire le nombre des esclaves. La raison en est facile à saisir. Lorsque des peuples de races différentes devenaient sujets d'une même lignée royale et que la paix se trouvait rétablie, comme dans l'empire persan, par exemple, qui s'étendait du Nil à l'Indus, l'approvisionnement d'esclaves était coupé dans ses racines, puisque cet approvisionnement s'alimentait surtout par la guerre.

Les Juifs connaissaient l'esclavage depuis le temps d'Abraham, avec lequel commence leur existence historique. Leur propre servitude en Egypte avait un caractère politique et non personnel et ne les empêchait probablement pas d'avoir eux-mêmes des esclaves. La législation mosaïque, appliquée aux divers genres de servitude, était très douce et imposait de nombreuses et importantes restrictions aux droits des maîtres. En Phénicie, les esclaves, fort nombreux, étaient largement appliqués aux travaux industriels qui avaient assumé, chez ce peuple entreprenant, un développement considérable. Ces esclaves formaient la majeure partie de la population dans les villes telles que Tyr et Sidon. Après avoir épuisé ses forces en Orient, le génie phénicien se ranima dans la ville de Didon, et l'empire carthaginois conserva l'institution de l'esclavage.

Digitized by Google

II

Le premières notions que nous ayons sur la Grèce, bien longtemps même avant le début de sa véritable période historique, nous montrent l'esclavage déjà florissant. L'institution se trouvait fermement établie dès l'âge héroïque. Conséquence de l'invasion et de la conquête, il suscita des guerres nouvelles entreprises uniquement en vue de l'approvisionnement d'esclaves. On avait recours, dans le même but, à la piraterie et au rapt, et ni l'enfance ni la vieillesse n'étaient une sauvegarde contre les voleurs de liberté. Dans l'âge héroïque, toutefois, l'esclavage grec était une institution assez douce. « Dans Homère », a dit avec raison un auteur, « la condition de l'esclave semble partout tempérée par la bienveillance et l'indulgence du maître ». Et cependant la condition des femmes était de beaucoup inférieure à celle des hommes, ce qui répugne à nos idées modernes.

« L'esclavage dans la Grèce légendaire », dit Grote, « ne se présente pas sous une forme particulièrement brutale, si nous considérons surtout que toutes les classes de la société avaient atteint à peu près le même niveau, aux points de vue du goût, du sentiment et de l'instruction. En l'absence de garantie légale ou de sanction sociale efficace, il est probable que la condition d'un esclave, sous un maître quelconque, peut avoir été aussi bonne que celle du *thete* libre. La classe d'esclaves dont le sort paraît devoir exciter le plus la pitié comprend les femmes, dont le nombre dépassait celui des hommes et qui accomplissaient les principaux travaux dans l'intérieur des habitations. Non-seulement elles semblent avoir été traitées plus durement que les hommes, mais elles étaient chargées des plus rudes et plus fatigants travaux qu'exigeait l'établissement d'un chef grec. Elles allaient chercher de l'eau aux fontaines et tournaient à la main les meules destinées à la mouture de l'énorme quantité de farine consommée par la famille. Et cette tâche écrasante fut accomplie par des femmes non-seulement dans la Grèce légendaire, mais encore dans la Grèce historique. »

Tout Etat grec, à quelques rares exceptions près, admettait parmi ses institutions celle de l'esclavage, que les Grecs, selon Aristote, considéraient comme découlant des lois de la nature ainsi que des différences permanentes existant entre les diverses races d'hommes. Quant au traitement des esclaves, il n'était pas le même dans tous les Etats. Les Athéniens se montraient bienveillants, et c'est dans l'Attique que prévalait la forme de servitude la plus douce qu'ait connue l'antiquité. La législation athénienne protégeait les droits per-

Digitized by Google

sonnels de l'esclave et encourageait les efforts qu'il pouvait faire pour reconquérir sa liberté. Les esclaves maltraités avaient le droit de se réfugier, soit dans le temple des Euménides, soit dans celui de Thésée, et on ne pouvait les en arracher sans commettre un sacrilége. Mais l'exercice de ce droit devait être limité par de sévères restrictions pratiques. Il y avait, à Athènes, des esclaves publics et des esclaves particuliers; les premiers étaient la propriété de l'Etat, qui souvent les faisait instruire et leur confiait d'importants emplois, tels que ceux de secrétaires, de généraux et de trésoriers des armées. Dans la Grèce ancienne même, on considérait Sparte comme offrant une antithèse pratique avec Athènes, quant au traitement des esclaves; cette opinion s'est propagée jusqu'à nous. Les Ilotes sont le type de ce que l'oppression renferme de plus misérable et l'histoire de Sparte offre en maints endroits la preuve de la triste condition de ces déclassés.

Qu'étaient les Ilotes? C'est ce qu'on ne sait pas, du moins avec précision. Il existe autant d'incertitude quant à la nature exacte de leur affinité originelle avec la race dominatrice. La conquête de la Laconie par les Doriens, qui eut lieu plus de dix siècles avant l'ère chrétienne, eut une grande influence sur l'histoire postérieure de la Grèce; elle pesa surtout sur les races conquises, les Achéens et ceux qui leur étaient soumis. K. O. Muller, dont l'autorité fait loi en tout ce qui concerne l'histoire grecque, pense que « les Ilotes étaient une race aborigène, subjuguée à une époque fort reculée, et qu'ils passèrent immédiatement comme esclaves entre les mains des conquérants doriens. » Ils étaient esclaves de l'État et ceux qui les détenaient n'avaient le droit ni de les affranchir, ni de les vendre hors de la Laconie. L'État les distribuait entre les citoyens, mais non en toute propriété; il se réservait le pouvoir exclusif de les affranchir, sans lui-même posséder le droit de les vendre hors du pays. Les Ilotes semblent avoir occupé une position à peu près semblable à celle des serfs du moyen âge, quoique l'autorité centrale eût sur eux plus d'action. Ils faisaient le service de troupes légères dans les armées spartiates, et leur conduite, pendant la guerre, pouvait, à l'occasion, leur valoir la liberté. Muller combat, avec des motifs plausibles, cette opinion courante que les jeunes Spartiates entreprenaient chaque année une chasse aux Ilotes, les assassinant pendant la nuit ou les massacrant sans vergogne en plein jour, dans le but d'en diminuer le nombre et d'en affaiblir la puissance. Il prouve le peu de croyance qu'il faut accorder à ce fait, raconté par Thucydide, de la disparition mystérieuse de deux mille Ilotes, choisis pour recevoir la liberté ou être enrôlés comme soldats de la république. Il est hors de doute que les Ilotes se soulevèrent plus d'une fois,

Digitized by Google

lors de crises importantes dans l'histoire de Sparte; mais la révolte fut toujours comprimée, et le traitement infligé à la classe tout entière en devint plus rigoureux, ce qui explique certains énoncés relatifs à la condition des Ilotes et présentant une apparence de contradiction. La Thessalie possédait aussi ses Ilotes, désignés sous le nom de Pénestes. Toutefois, la condition de ces derniers était plus douce ; au lieu d'être soumis à la communauté, ils constituaient la propriété de familles particulières. Argos avait des esclaves liges, les Gymnèses, et une classe semblable existait à Sicyone. Dans l'île de Crète, il y avait, comme à Athènes, des esclaves particuliers et des esclaves publics. A Sparte, les esclaves domestiques étaient choisis parmi les Ilotes.

L'approvisionnement d'esclaves se faisait, dans presque toutes les parties de la Grèce, au moyen de la guerre, du commerce, de la piraterie et du rapt. Il y existait des marchés spéciaux d'esclaves, dont les plus importants se tenaient à Athènes et à Chios. L'importation comprenait des nègres, tirés, pour la plupart, de l'Egypte; fort estimés, à cause de la couleur de leur peau, ils passaient pour des objets de luxe. A une certaine époque, la vente, à titre d'esclaves, des prisonniers faits sur le champ de bataille était considérée comme un accident, comme une inévitable conséquence de l'état de guerre. Plus tard, les hostilités eurent pour but unique l'approvisionnement. Les esclaves domestiques et personnels étaient presque tous des barbares, c'est-à-dire des étrangers; on admettait toujours à rançon les Grecs d'origine.

Le nombre des esclaves, en Grèce, dépassait du triple ou du quadruple celui de la population libre. Il serait, toutefois, imprudent d'accorder toute confiance aux détails qui nous sont parvenus à ce sujet. Comment croire, en effet, qu'une localité aussi petite qu'Egine possédât 470,000 esclaves? Quoiqu'il ne soit pas improbable qu'il y en ait eu 400,000 dans l'Attique et 460,000 à Corinthe, encore ne faut-il accepter ces chiffres que sous toutes réserves. Si les Grecs désiraient des esclaves, ce n'était ni par motif de luxe, ni par sentiment de vanité. Différant en cela des Romains, ils ne les considéraient que comme des objets de pure utilité. Aussi, le plus riche Athénien possédait-il au plus cinquante esclaves, tandis que certains Romains comptaient les leurs par vingt mille.

Des esclaves en grand nombre étaient appliqués aux travaux des mines ; mais en raison de la maladie et de la mort, conséquences inévitables de cette exploitation, on n'y affectait que les esclaves de la pire espèce. Les insurrections d'esclaves de l'Attique furent, pour la plupart, fomentées par les mineurs, qui, dans une circonstance, s'emparèrent de Sunium et s'y maintinrent quelque temps.

Digitized by Google

Les esclaves athéniens, à l'exemple des esclaves doriens, n'étaient utilisés comme soldats qu'exceptionnellement. C'est ainsi qu'on les vit combattre à Marathon et à Arginuse. Les affranchis ne pouvaient devenir citoyens. Tout en jouissant de leur liberté, ils restaient soumis, vis-à-vis de leurs anciens maîtres, à certaines obligations. La moindre négligence, dans cette sorte de servitude rétrospective, les exposait à une vente nouvelle, à un nouvel esclavage.

III

En Italie, l'esclavage se trouvait institué sur une plus vaste échelle qu'en Grèce, quoiqu'on ait prétendu qu'avant l'établissement de la domination romaine, les esclaves étaient en si petit nombre et si bien traités, que c'est à peine s'ils méritaient cette qualification. Mais comme il demeure certain que les Etrusques possédaient des esclaves noirs, il faut en conclure qu'à une époque reculée, la traite a dû se poursuivre activement entre l'Italie et l'Afrique, quoique probablement d'une façon indirecte. Les Romains avaient des esclaves bien avant l'époque admise comme le commencement de leur histoire authentique; mais il y avait une différence énorme entre l'institution, telle qu'elle se manifeste aux premières années de la république, et ce qu'elle devint quelques générations avant l'établissement du régime impérial. Le royaume romain était un Etat beaucoup plus puissant que ne le fut la république pendant les deux premiers siècles de son existence ; de plus, il entretenait des relations commerciales avec les Carthaginois, les principaux négociants en esclaves du temps. Il en résulte que l'esclavage était beaucoup plus étendu, en tant qu'institution, sous les derniers rois que sous les préteurs et les premiers consuls. Selon la vieille tradition de la fondation de Rome, Romulus fit de sa ville un lieu d'asile pour les esclaves fugitifs, de sorte que la nation qui, plus que toutes les autres, devait soutenir et propager l'esclavage, doit en partie son existence au mépris des droits des propriétaires d'esclaves; ce qui laisserait supposer qu'il devait y avoir une classe servile fort nombreuse dans les pays environnants, sept siècles et demi avant notre ère. « Le fait que, sous le règne de Romulus lui-même, dit Blair, des esclaves étaient achetés à Rome, ressort des règlements en vertu desquels il était disposé des prisonniers de guerre. Depuis cette époque, le nombre et l'importance des esclaves des Romains sont attestés surabondamment par des autorités de toutes sortes et de toutes époques, jusqu'à la chute de l'empire d'Occident. »

Digitized by Google

A l'origine, presque tous les serviteurs domestiques des Romains et la majorité des artisans étaient esclaves ; mais alors cet excès d'esclaves agricoles, qui plus tard devint un des traits distinctifs de la vie des Romains, était inconnu. Niebuhr, en parlant de Capoue, dit : « Le nombre des esclaves doit avoir été grand dans la ville où les gladiateurs prirent naissance ; et même, l'état avancé des arts industriels, qui, dans les anciennes républiques, étaient exercés par des esclaves, sous la surveillance toutefois d'hommes libres, nous conduit à supposer que chaque ville manufacturière devait renfermer une innombrable quantité d'esclaves. » L'agriculture étant considérée comme une occupation honorable, les plus fiers patriciens ne dédaignaient pas de cultiver leurs champs de leurs propres mains ; car tous n'étaient pas riches, ainsi que nous le voyons par l'histoire de Cincinnatus.

Les premiers esclaves des Romains furent exclusivement des prisonniers de guerre faits parmi les peuples immédiatement voisins et vendus à l'encan, comme butin, pour le compte de l'Etat. Il n'y avait pas grande différence entre les esclaves et leurs maîtres; aussi leur sort doit-il avoir été assez doux. Cet état de choses se modifia au fur et à mesure de l'agrandissement de la république. La guerre, le commerce, la loi, la naissance, telles étaient les sources vives de l'esclavage chez les Romains. Tant que les guerres de la république eurent pour théâtre les contrées voisines, le nombre des esclaves obtenus par cette voie ne pouvait pas être très considérable ; on les compta par myriades aussitôt que les armées romaines commencèrent à se mesurer avec des peuples lointains et à les subjuguer. Conformément à leur axiome si vanté, *parcere subjectis et debellare superbos*, les Romains accordaient la vie et la liberté à ceux qui se soumettaient ; ils s'emparaient par la force de ceux qui résistaient, et après les avoir conduits triomphalement à leur suite, réduisaient à l'esclavage tous les prisonniers auxquels n'était pas réservée une fin, non plus cruelle, mais plus immédiate. D'après les lois romaines de la guerre, la soumission (*deditio*) mettait à la disposition absolue des conquérants la fortune, la vie et la liberté de tout peuple vaincu. Les Romains firent de cette règle sévère une large application. Il en résulta non-seulement que la population servile augmenta rapidement, mais encore qu'elle engloba les classes les plus élevées de la période la plus cultivée de l'antiquité, les conquêtes romaines n'ayant commencé qu'après que les races anciennes les plus intelligentes eurent acquis leur complet développement à tous les points de vue. Quand les Romains, sous Régulus, effectuèrent leurs premières invasions en Afrique, 256 ans avant J.-C., ils débarquèrent sur cette portion du territoire carthaginois située entre le promon-

Digitized by Google

toire Herméen et la Syrtis inférieure, contrée aussi remarquable par la richesse et le raffinement de sa population que par le développement qu'y avait pris l'agriculture. Ce beau pays fut livré à toutes les horreurs de l'affreuse guerre en usage à cette époque, et 20,000 personnes, appartenant pour la plupart, sans aucun doute, aux classes les plus élevées, furent emmenées en esclavage.

Dureau de la Malle, en critiquant l'opinion émise par Heyne, que les guerres puniques et la destruction de Carthage, qui en fut la conséquence, devaient avoir jeté en Italie une masse énorme d'esclaves carthaginois et africains, fait observer que, pendant les deux premières de ces guerres, il y eut un échange régulier de prisonniers, et que, d'ailleurs, la rivalité entre les deux républiques avait revêtu un tel caractère d'atrocité que l'on faisait peu de prisonniers; enfin, que la terre d'Italie et celle d'Afrique se couvrirent de bien plus de morts que leurs campagnes et leurs villes ne reçurent d'esclaves. « Si », ajoute-t-il, « les esclaves carthaginois et africains ont été aussi nombreux en Italie, comment se fait-il que leurs noms ethniques se rencontrent si rarement dans les comédies de Plaute, représentées pour la plupart pendant la seconde guerre punique, et qu'on ne les voit apparaître nulle part dans celles de Térence, Africain lui-même et contemporain du vainqueur de la Numidie et de Carthage? Parmi les noms de pays donnés aux esclaves dans ces pièces, on trouve ceux de Syrus, Syriscus, Syra, Geta, Cappadox et Messenio, mais jamais ceux de Pœnus, Afer ou Numidus. » Il cite Pignorius, *de Servis*, pour démontrer que, parmi les noms ethniques donnés aux esclaves chez les Grecs et les Romains, on ne saurait trouver ni un nom carthaginois, ni un nom africain.

Cette objection est spécieuse; mais elle ne se soutient pas en présence de faits historiques patents, et il y en a peu d'aussi bien établis que la vente par les Romains de nombreux captifs conquis pendant les guerres puniques. Il est bien connu également que l'immense développement que prit l'esclavage romain date du siècle même qui vit s'ouvrir la longue lutte entre Rome et Carthage, laquelle commença 264 avant le Christ. « Il n'est pas supposable », dit Mérivale, « qu'au VIe siècle de l'existence de la Ville (Rome), les esclaves formassent une proportion de quelque importance dans la population libre de l'Italie. A cette époque, la culture du sol s'accomplissait généralement encore par le travail libre; les esclaves étaient surtout employés comme domestiques chez les riches ou affectés à certaines professions manuelles. La guerre seule fournissait alors des esclaves; mais la vente en masse des populations conquises était un fait comparativement rare, appliqué seulement dans les cas où il devenait nécessaire de déployer la plus grande sévérité.

Digitized by Google

Toutefois, le nombre des esclaves et des étrangers était, cela ne fait aucun doute, plus considérable dans les cités helléniques de la grande Grèce. »

Les prisonniers faits, lors de la conquête de Carthage, ainsi que les individus soumis (*dediti*), furent, pour la plupart, vendus comme esclaves. Ce traitement infligé aux Carthaginois, peuple bien élevé et même raffiné, dévoile le caractère de l'esclavage romain, lequel n'englobait pas uniquement les races barbares, ou tel ou tel peuple en particulier, mais enveloppait dans ses réseaux tout ce qui pouvait être conquis par l'épée ou à prix d'argent. Corinthe, l'une des cités les plus riches, les plus somptueuses de la Grèce, fut détruite à la même époque que Carthage, et les Corinthiens furent tous vendus comme esclaves. L'influence de Polybe et du second Scipion Africain put seule empêcher la population tout entière du Péloponèse de partager le sort de Corinthe. Deux générations plus tard, la ville de Capoue, l'égale en tous points de Carthage et de Corinthe, dont le raffinement, la richesse et la magnificence étaient passés en proverbe, et qui avait aspiré à prendre la place qu'elle espérait voir bientôt vacante, grâce à la destruction de Rome par Annibal, Capoue vit vendre comme esclaves ses citoyens les plus marquants avec leurs femmes et leurs enfants ; « de plus, il fut spécialement ordonné qu'ils seraient vendus à Rome, de peur que quelques-uns de leurs compatriotes ou de leurs voisins ne les achetassent pour les rendre à la liberté. »

Après la conclusion de la seconde guerre punique, les conquêtes de Rome prirent un rapide essor, et le chiffre de la population servile grandit dans la même proportion; de sorte que, dans une période de soixante-dix ans, même la population agricole libre de l'Italie avait presque totalement disparu, ainsi que le dit Tibérius Gracchus, quand il commença l'œuvre de la réforme agraire. L'absorption de la petite propriété et la création de vastes domaines contribuèrent, autant que la guerre, à l'extinction de cette population ; elle fut remplacée par les esclaves que fournissaient la guerre ou les marchands de chair humaine, dont l'odieux commerce prit de jour en jour plus d'activité. L'une des conséquences des victoires de Paul-Emile en Macédoine fut la vente de 150,000 Epirotes, enlevés parce que leur pays s'était allié à Persée. La demande d'esclaves devint fort grande, deux siècles avant l'ère chrétienne, en Sicile, alors complétement tombée sous la domination romaine, et parce que le besoin de céréales se faisait vivement sentir en Italie où l'on commençait à se remettre des effets de l'invasion et de l'occupation des Carthaginois. Cette situation particulière de la Sicile était si favorable à la concentration de la fortune, qu'elle ne tarda pas à se propager en

Digitized by Google

Italie, où le sol passa entre les mains du petit nombre. De grandes propriétés succédant ainsi à un nombre infini de petites fermes possédées par les générations précédentes, la culture du sol commença à être confiée à de grandes masses d'esclaves, appartenant principalement aux plus influents des *Optimates*, la plus élevée des classes aristocratiques. Les guerres d'Espagne, de Grèce, d'Illyrie, de Syrie et de Macédoine fournirent un nombre immense d'esclaves, dont les plus vulgaires, vendus à bas prix, s'appliquaient aux travaux des champs. La population n'avait pas un caractère plus relevé, s'il faut en croire l'anecdote suivante. Le second Africain ayant déclaré publiquement que Tibérius Gracchus avait été justement mis à mort, le peuple fit entendre des exclamations de colère. — « Paix ! faux fils de l'Italie ! » s'écria Scipion ; « rappelez-vous celui qui vous a amenés à Rome chargés de fers ! »

L'invasion des Cimbres et des Teutons, qui se termina par la victoire complète remportée sur ces barbares par Marius, grossit considérablement le nombre des esclaves, 60,000 Cimbres seuls ayant été faits prisonniers dans la dernière grande bataille de la guerre. Les conquêtes de Sylla, de Lucullus et de Pompée, en Grèce et en Orient, encombrèrent les marchés d'esclaves de telle sorte qu'au camp de Lucullus, dans le Pont, un homme se vendait 4 drachmes, environ 3 francs de notre monnaie. Cicéron vendit à peu près dix mille des habitants de Pindenissus. Les guerres de Jules César dans les Gaules fournirent près d'un demi-million d'esclaves, et Auguste vendit 36,000 Salasses, dont un quart, au moins, se composait d'hommes capables de porter les armes. Dans la guerre qui eut pour conclusion la ruine de Jérusalem, 90,000 personnes furent réduites en esclavage. « La loi civile, aussi bien que l'usage », dit Blair, « s'opposaient à ce que les prisonniers faits dans les guerres civiles fussent considérés comme esclaves. Cependant cette règle ne fut pas toujours observée : Brutus mit en vente ses esclaves Lyciens, en vue de la ville de Patra; mais s'apercevant que ce spectacle ne produisait pas sur les habitants tout l'effet qu'il en attendait, il s'empressa d'arrêter les transactions. A la prise de Crémone par les troupes de Vitellius, Antonius, général de l'empereur, défendit qu'aucun des captifs fût détenu, et les soldats ne purent trouver d'acquéreurs. Ce fait prouve suffisamment que c'était le sentiment général à ce sujet, et les dispositions apparentes de l'armée ne le contredisent en aucune façon ; car l'esprit de parti revêtait, à cette époque, une acrimonie particulière, et Crémone avait fait une défense si obstinée que les vainqueurs pouvaient parfaitement songer à en tirer une éclatante vengeance. Souvent, les prisonniers souffraient de perdre ainsi leur valeur vénale. Dans la cir-

Digitized by Google

constance ci-dessus mentionnée, les soldats tuèrent les captifs qui n'étaient pas rachetés en secret par des amis. Lors des premières commotions civiles, les captifs furent ouvertement massacrés par Sylla et les triumvirs, ce qui n'aurait pas eu lieu, au moins dans la même mesure, si ces prisonniers avaient pu être vendus. »

Le caractère de l'esclavage à Rome eût été moins facile à apprécier, si le peuple-roi n'avait dû compter que sur la guerre pour les approvisionnements d'esclaves. Le commerce a toujours été, depuis le commencement du monde, le véritable fournisseur de denrée humaine, et, sans son aide, la guerre elle-même n'aurait pu accomplir la moitié de l'œuvre. Quelque étendues que fussent les conquêtes des Romains, il y avait des portions du globe que leurs aigles n'ont jamais visitées, d'autres qu'elles tentèrent inutilement d'aborder, d'autres enfin dont elles se retirèrent volontairement. De tous ces pays, cependant, les Romains extrayaient des esclaves. Avant d'avoir établi leur domination sur l'Italie, ils achetaient des esclaves aux Carthaginois, qui les tiraient eux-mêmes de l'intérieur de l'Afrique, la traite, dans cette partie du monde, comme en Asie et en Grèce, étant de beaucoup antérieure aux temps historiques. L'Orient fournissait un grand nombre d'esclaves, et les villes baignées par le Pont-Euxin restèrent, bien longtemps après l'établissement de l'empire, les principaux marchés d'esclaves de l'antiquité. Des barbares complétement inconnus des Romains affluaient dans la cité impériale, après avoir été achetés fort au delà des bornes de la civilisation ; passant des mains d'un acquéreur à celles d'un autre, ils finissaient par atteindre le meilleur marché connu. L'Afrique et l'Asie donnaient à Rome la majeure partie de ses esclaves; mais les diverses contrées de l'Europe se trouvaient représentées dans sa population servile. Au moment de l'apogée de sa puissance, elle avait des esclaves tirés de la Bretagne, de la Gaule, de la Scandinavie, de la Sarmatie, de la Germanie, de la Dacie, de l'Espagne, de l'Afrique, depuis l'Egypte jusqu'aux Troglodytes d'Ethiopie, des îles occidentales de la Méditerranée, de la Sicile, de la Grèce, de l'Illyrie, de la Thrace, de la Macédoine, de l'Epire, de la Bithynie, de la Phrygie, de la Cappadoce, de la Syrie, de la Médie, de presque tous les pays, en un mot, vers lesquels l'ambition ou l'amour du lucre attiraient le soldat ou le trafiquant. Personne n'était épargné ; toutes les races fournissaient leur contingent à la plus grande agglomération d'esclaves qui ait jamais existé sous une seule domination, depuis le Grec le plus cultivé jusqu'au plus stupide Cappadocien.

Contrairement aux Grecs, les Romains admettaient parmi les hommes une égalité générale et reconnaissaient que la suprématie du

Digitized by Google

maître découlait entièrement et uniquement de la volonté de la société; ce qui ne les empêchait aucunement de réduire en servitude tous les hommes sur lesquels ils pouvaient mettre la main, et de se montrer envers leurs esclaves beaucoup plus durs que ne l'avaient été les Grecs. Cette sévérité excessive des Romains peut avoir été la conséquence de leurs opinions sur cette matière. Ils devaient, en effet, s'attendre à ce qu'un système fondé, d'après leur propre aveu, sur le mépris le plus absolu du droit naturel, rencontrerait tôt ou tard une violente opposition; et, dans cette prévision, ils cherchaient à éteindre l'intelligence et à briser les forces des opprimés. Les idées esclavagistes qui prévalaient dans le monde occidental moderne auraient été incompréhensibles pour les Romains.

Le rapt fournissait de nombreux esclaves, et il est notoire que même des Romains libres ont été appréhendés et enfermés dans les *ergastula* des grands propriétaires : outrage au droit individuel que le gouvernement fut toujours impuissant à prévenir. Les enfants étaient souvent vendus par leurs parents, soit par amour du lucre, soit pour les sauver des horreurs de la faim. On comprend facilement quelle extension prenaient ces sortes de ventes dans les temps de disette. En une foule de circonstances, les indigènes pouvaient aliéner eux-mêmes leur liberté; mais ces ventes ne devinrent irrévocables qu'au IIe siècle de l'Empire, et encore la loi édictée à ce sujet admettait-elle une certaine limite à la durée de l'esclavage, son but étant de punir ceux qui se vendaient avec l'intention de réclamer leur liberté comme citoyens, auquel cas l'acquéreur perdait tout recours ultérieur.

Les Romains coupables d'un crime entraînant une peine infamante devenaient esclaves *ipso facto ;* on les désignait sous le nom de *servi pœnæ*, et ils étaient la propriété de l'Etat. Ils restaient esclaves, même quand on leur faisait grâce, et jusqu'à ce qu'ils eussent été rétablis dans leurs droits de citoyens. Cette forme d'esclavage ne fut abolie que sous le règne de Justinien. Dans le principe, les individus qui ne donnaient pas leurs noms pour l'enrôlement dans l'armée étaient vendus comme esclaves, après avoir été passés par les verges; les fausses indications données aux censeurs exposaient à la même peine. Les voleurs qui ne pouvaient restituer quatre fois la valeur du larcin devenaient esclaves de ceux qu'ils avaient dépouillés. Un père dont le fils s'était rendu coupable d'un vol avait le droit de le livrer comme esclave au plaignant. Les débiteurs insolvables étaient également réduits en esclavage.

Les occupations des esclaves romains, publics ou particuliers, étaient de toute sorte et très minutieusement subdivisées. Les offices les plus vils de la domesticité leur étaient dévolus; ils rem-

Digitized by Google

plissaient toutefois des emplois plus relevés, comme ceux de bibliothécaires, lecteurs, narrateurs, teneurs de livres, médecins-chirurgiens, architectes, divinateurs, grammairiens, calligraphes, musiciens et chanteurs, acteurs, maçons, graveurs, peintres, joailliers, gladiateurs, conducteurs de chars dans le cirque, etc. Avant de devenir soldat, l'esclave était émancipé. Dans les armées romaines des premiers temps de la république, les affranchis eux-mêmes n'étaient pas admis ; mais le besoin de soldats finit par avoir raison de cet excès de délicatesse, et lors de la seconde guerre punique, les esclaves régulièrement enrôlés firent un excellent service. Toutefois, l'état militaire étant, dans tous les cas, incompatible avec la condition servile, les esclaves enrôlés perdaient leur condition d'esclaves. Quoique, en théorie, ces recrues fussent exclusivement réservées à l'infanterie, on les admit aussi dans la cavalerie, dans les rangs mêmes du parti aristocratique, en particulier lors de la bataille qui, à Pharsale, décida du sort de Rome.

Dans les derniers jours de l'empire, les empereurs contraignirent les propriétaires d'esclaves à leur fournir des recrues, comme, en Russie, le czar avait l'habitude de prendre sur les propriétés des nobles moscovites, pour en faire des soldats, des serfs qui, dès ce moment, devenaient libres. Aucun esclave ne pouvait être pourvu d'un emploi public, et certains légistes ont été d'opinion que si des individus dûment esclaves occupaient des emplois semblables, tous leurs actes étaient entachés de nullité. L'histoire nous apprend qu'un esclave du nom de Philippe fut fait préteur, et que la validité de ses décisions a fourni un sujet fertile en discussions. Mais quelle qu'ait été l'opinion des anciens relativement à l'incapacité irrémissible d'un esclave placé dans ces conditions, Ulpien semble suggérer une solution plus pratique, à savoir, que les actes émanant d'un esclave étaient légalement valables pendant toute la durée du temps où on le considérait comme homme libre ; et que, dans tous les cas, par la volonté du peuple, d'abord, par celle de l'empereur, ensuite, un esclave se trouvait revêtu de toute capacité légale.

Le nombre et la variété des emplois remplis par les esclaves, le caractère élevé et confidentiel de beaucoup de ces emplois, enfin le chiffre total immense de la population servile, impliquent dans l'institution de l'esclavage un développement qui n'a jamais été atteint dans aucun autre pays, et qui, en même temps, diffère essentiellement des systèmes modernes, même dans les lieux où les esclaves ont été le plus nombreux et où leurs occupations ont affecté les nuances les plus diverses. Beaucoup d'esclaves romains vivaient avec leurs maîtres dans les termes de la plus grande intimité, et doivent avoir été bien traités ; autrement l'état social fût devenu

Digitized by Google

intolérable. On a vu souvent des esclaves sauver la vie de leurs maîtres aux temps des proscriptions et des massacres de Marius, de Sylla et des triumvirs et en d'autres circonstances. Mais, généralement, la masse vivait dans une condition excessivement misérable et soumise à des lois et règlements marqués au coin de la plus extrême sévérité. En somme, les Romains constituaient des maîtres aussi durs que cruels, et, par rapport aux hommes libres, les esclaves se trouvaient placés dans une situation d'infériorité aussi complète qu'on peut l'imaginer. On ne les considérait nullement comme membres de la communauté, dans laquelle il leur était impossible de se caser. Ils ne possédaient aucun droit et n'avaient pas d'existence légale ; de sorte qu'ils ne pouvaient ni ester en justice, ni être poursuivis devant un tribunal civil, ni invoquer la protection des tribuns. Ces notions étaient poussées si loin, que quand un esclave réclamait la liberté en se prétendant injustement retenu en servitude, il se voyait obligé de faire suivre sa cause par un homme libre. Cette formalité ne fut abolie que sous Justinien. Les esclaves ne pouvaient se marier, même entre eux, et ils n'avaient aucune puissance sur leurs enfants. Ils ne connaissaient pas les liens du sang et ne pouvaient posséder qu'avec la sanction ou par la tolérance de leurs maîtres. Le code criminel, tout aussi sévère, traitait les esclaves comme des choses ; il est juste de dire que cette législation s'adoucit avec le temps. Assimilés aux plus vils malfaiteurs, les esclaves étaient soumis aux châtiments les plus cruels et les plus ignominieux, au supplice de la croix, à celui du gibet ; plus tard, on les brûla vifs.

L'esclavage de naissance dépendait de la condition de la mère seule ; le maître de cette dernière devenait propriétaire de l'enfant qu'elle portait et qu'elle mettait au monde pendant qu'elle était elle-même sa propriété. L'état de la mère était la règle pour celui de l'enfant, en ce qui concernait les gens en servage, chez les Grecs et autres peuples anciens, d'après le principe qu'ils appliquaient naturellement aux petits des animaux. Mais les Romains admettaient une distinction qu'ils ne semblent avoir empruntée à aucun système étranger. Pour déterminer la question de servitude ou de liberté d'un enfant, les juristes romains tenaient compte de la période entière de gestation ; et si, à un moment quelconque entre la conception et la parturition, la mère avait été libre, la loi, grâce à une fiction toute d'humanité, supposait que la naissance avait eu lieu en ce temps précis et l'enfant était tenu pour libre de naissance. Pour fixer la propriété d'un enfant, on ne considérait que la date de la naissance ; et le père d'un enfant naturel, issu d'une

Digitized by Google

esclave, était le maître du fruit de cette dernière, aussi bien que d'aucun autre de ses esclaves.

Sous l'Empire, la condition des esclaves devint meilleure qu'au temps de la république, le caractère de la législation impériale leur étant favorable, à quelques exceptions près. Les empereurs ne suivirent pas tous, à l'égard de la classe servile, une politique uniforme ; quelques-uns firent revivre les lois cruelles abolies par leurs prédécesseurs.

En théorie, l'esclavage romain était perpétuel, et la pratique concordait avec la théorie, en ce sens que, de lui-même, l'esclave ne pouvait jamais devenir libre. La liberté procédait uniquement de l'action du maître. La manumission n'était pas rare, et il y eut de nombreux affranchis qui possédèrent une influence extrême, soit dans la vie publique, soit dans la famille. La liberté récompensait la bonne conduite, tout au moins ce que le maître ou l'Etat considérait comme bonne conduite. La facilité avec laquelle les affranchis se remplaçaient par de nouvelles acquisitions rendit la manumission beaucoup plus fréquente qu'elle ne l'aurait été en d'autres circonstances. Au moment de mourir, certains maîtres affranchissaient leurs esclaves par centaines, en vue de grossir leur cortége funèbre. Une joie de famille devenait également un motif d'affranchissement. Des esclaves en danger de mort recevaient souvent la liberté, afin qu'ils pussent mourir libres. La manumission était quelquefois le résultat d'un accord entre le maître et l'esclave, soit que ce dernier achetât sa liberté à prix d'or, soit qu'il s'engageât à accomplir certains actes dans l'intérêt de son ancien maître. La période républicaine fut favorable à l'émancipation ; les affranchis étaient même devenus si nombreux, lors de la fondation de l'Empire, que quelques-uns des premiers Césars cherchèrent à restreindre cette tendance, non pas tant cependant en vue de l'intérêt des propriétaires d'esclaves ou de l'accroissement du chiffre de ces derniers, que pour augmenter le nombre de la population née libre, but auquel ont beaucoup pensé et tendu les hommes d'Etat romains, sans avoir pu jamais réussir à l'atteindre. Plus tard, les empereurs favorisèrent l'émancipation, surtout lorsque le christianisme eut pris place sur le trône, et Justinien écarta presque tous les obstacles qui en arrêtaient le développement. Auguste, au contraire, s'était efforcé de le restreindre, ce qui ne l'empêcha pas de s'entourer d'affranchis, selon la coutume des hauts personnages du temps ; et trente ans après sa mort, le monde romain se trouvait gouverné par des affranchis.

Les esclaves des maisons nobles appartenaient à deux catégories différentes ; la dernière comprenait des individus voués aux plus

Digitized by Google

infimes offices de la domesticité, les grossiers paysans de Thrace, d'Afrique ou de Cappadoce; la première, composée d'esclaves tirés de Grèce ou de Syrie, instruments polis du luxe, dressés et élevés avec la plus grande recherche, avaient pour mission de se plier aux caprices, quelque abjects qu'ils fussent, d'un maître sensuel et blasé. Les esclaves de la première catéogrie avaient peu d'espoir de voir s'améliorer leur condition, ou, quand ils ne mouraient pas à la peine, d'échapper aux cruels soucis d'une vieillesse négligée; les autres, au contraire, pouvaient compter, en un temps donné, sur leur indépendance; après quoi ils avaient mille occasions de se rendre aussi nécessaires à leurs patrons qu'ils l'avaient été autrefois à leurs maîtres. Les rapports du noble romain avec ses concitoyens avaient toujours été marqués au coin de la gêne et de la cérémonie; des priviléges communs donnaient au plébéien droit à un respect au moins apparent, de la part du patricien; et il était rare que des liens de confiance et d'amitié subsistassent entre des hommes en possession d'une considération à peu près égale, si souvent rivaux ou toujours disposés à le devenir. Fatigué du cercle indéfini des actes de pure convention dans lequel il était obligé de se mouvoir, le noble romain aspirait à trouver des compagnons avec lesquels il pût vivre familièrement, sans avoir besoin de s'astreindre à la société de simples esclaves. La mode d'employer des affranchis au service intérieur des maisons patriciennes et à la direction des affaires domestiques fut importée à Rome par les conquérants de l'Orient, par Sylla, Lucullus et Pompée, trop fiers, eux qui avaient reçu les hommages d'une foule de rois, pour vivre sur un pied d'égalité avec leurs concitoyens. Jules César ne se servit pas d'affranchis; Tibère n'en employa qu'un petit nombre, mais sans leur accorder sa confiance, imitant en cela Jules plutôt qu'Auguste; Caligula même n'en compta que quelques-uns parmi ses affidés. Ils gouvernèrent Claude et, par suite, l'empire.

Les liens les plus étroits attachaient les affranchis à la famille et aux amis de leur patron. Tiron jouissait d'une grande considération auprès de ceux qui aimaient ou estimaient son patron illustre, Cicéron; Zosime, affranchi de Pline le Jeune, semble avoir été traité comme un égal par ce dernier et par ses amis. Les affranchis des successeurs d'Auguste tenaient entre leurs mains toutes les prérogatives impériales. On les courtisait avec la plus odieuse bassesse; nous en avons la preuve dans la servilité du décret rendu en faveur de Pallas, affranchi de Tibère, et, bien plus encore, dans la lettre rampante adressée par Sénèque à Polybe, affranchi de Claude.

Quant au nombre des esclaves romains, il est difficile de l'apprécier exactement, les auteurs n'étant nullement d'accord à ce sujet.

Digitized by Google

Gibbon pense que le chiffre des esclaves égalait celui de la population libre, assertion que Zumpt traite d'*erreur grossière*. Blair estime que pendant les quatorze générations qui suivirent la conquête de la Grèce, il faut compter trois esclaves pour un homme libre. Le calcul de Gibbon, lequel s'applique au règne de Claude, donnerait soixante millions d'esclaves, chiffre qui probablement ne s'écarte pas beaucoup de la vérité, quoiqu'on puisse admettre, avec Blair, qu'il semble trop peu élevé pour les localités habitées par des Romains *propres*. Beaucoup d'individus possédaient d'énormes quantités d'esclaves; mais il est possible que les chiffres qui nous sont parvenus résultent ou d'exagérations, ou d'erreurs de copistes. La richesse de Marcus Crassus, le plus opulent des Romains dans le dernier siècle de la république, consistait surtout en esclaves, dont le travail constituait une source incalculable de revenus. Ce travail était régulièrement organisé. « Quoiqu'il eût de nombreuses mines d'argent et des propriétés foncières considérables, » dit Plutarque, « ce qu'elles rapportaient n'était rien en comparaison de ce que produisaient les esclaves. Il en possédait un nombre immense, et d'excellents : lecteurs, commis, essayeurs d'argent, intendants, maîtres d'hôtel ; il surveillait leur éducation et quelquefois les dressait lui-même ; en un mot, il considérait que le premier devoir du maître est de veiller sur ses esclaves, les vivants instruments de l'économie domestique. » Et cependant, qu'eût été Crassus auprès de ces propriétaires de l'époque impériale, qui comptaient leurs esclaves par milliers?

Le prix des esclav s n'était pas plus immuable que celui des autres denrées. Les esclaves de luxe, ou ceux dont les maîtres pouvaient tirer le plus de profit, étaient naturellement d'une grande valeur. De bons médecins, des acteurs intelligents, des cuisiniers consommés, des artistes habiles, de belles femmes, se cotaient très haut; il en était de même des beaux enfants *mâles*, des eunuques et des fous. Les savants, les grammairiens et les rhétoriciens se vendaient fort cher. Les artisans et les laboureurs de certaines espèces atteignaient jusqu'à 1,500 francs de notre monnaie. Le prix moyen d'un esclave ordinaire était de 500 francs, et quand on pouvait s'en procurer un pour la moitié de cette somme, on croyait avoir fait un excellent marché. Les prix variaient suivant les circonstances. Après une guerre heureuse, pendant laquelle il avait été fait beaucoup de prisonniers, les esclaves encombraient le marché, et hommes, femmes, enfants, s'obtenaient presque pour rien.

Le nombre immense des esclaves de Rome, leur connexion, au moins pour une partie d'entre eux, avec les classes les plus élevées et les plus intelligentes de l'antiquité, les mauvais traitements auxquels ils étaient soumis, toutes ces causes réunies devaient néces-

Digitized by Google

sairement produire des insurrections et des guerres serviles. Deux de ces guerres firent explosion en Sicile, après la conquête de l'île par les Romains, et ne purent être étouffées que dans le sang de myriades d'individus et par les efforts énergiques des armées consulaires. Vers la fin du VIIe siècle de Rome, la révolte des gladiateurs, qui embrassa bientôt des esclaves de toutes sortes, mit la république à deux doigts de sa perte. Elle fut allumée par quelques gladiateurs des écoles de Capoue, sous l'inspiration du Thrace Spartacus, l'an 73 avant Jésus-Christ, et dura plus de deux années. Plusieurs armées romaines, commandées par des prêteurs et des consuls, furent défaites, et pendant un moment, les esclaves furent plus maîtres de la Péninsule que les Romains eux-mêmes. Pour dompter cette rébellion, qui ravagea le pays de fond en comble, il ne fallut pas moins qu'une armée de 200,000 hommes commandée par Crassus. La bataille qui y mit fin fut gagnée par les Romains plutôt à cause de la mort de Spartacus, tué avant la lutte, que par l'habileté de leur général. Après la défaite des esclaves, six mille d'entre eux furent crucifiés ou pendus. Pendant les guerres civiles, il arriva plus d'une fois que des généraux appelèrent les esclaves à la révolte ou s'en servirent comme soldats. Quand il revint d'Afrique en Italie, Marius promit la liberté à tous les esclaves qui se joindraient à lui, et plus de 4,000 se rangèrent sous ses drapeaux. Avant son exil, il avait fait une tentative semblable, mais sans succès. Les Cornéliens de Sylla étaient des affranchis, au nombre de 10,000, qui avaient appartenu à des partisans de Marius, proscrits par le dictateur et qui tiraient leur nom de celui de la famille de leur patron. Catilina avait également compté sur les esclaves pour grossir son armée.

Comme il a été dit plus haut, la traite, dans l'antiquité, constituait un commerce immense embrassant le monde entier dans ses ramifications. L'origine en est inconnue ; mais l'on sait qu'elle était pratiquée en tous lieux, aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire des temps. Gurowski pense que les Phéniciens, dans leurs excursions, « ont très-probablement introduit le commerce des esclaves ; s'ils ne l'ont pas inauguré, au moins et certainement lui ont-ils donné une nouvelle et puissante impulsion. » Cette assertion n'aurait en elle-même rien d'improbable, s'il était possible de déterminer la date où le trafic a commencé, et de prouver qu'à cette époque les Phéniciens existaient déjà. Qu'ils aient donné de l'extension à la traite, qu'ils l'aient systématisée, on peut aisément le croire ; car, de tous les peuples, c'était celui chez lequel le génie commercial avait pris le plus grand développement. Mais la traite doit avoir existé et s'être exercée suivant des lois et des règles spéciales, longtemps avant que cette nation de marchands fût connue parmi les

Digitized by Google

hommes. La traite phénicienne s'accomplissait sur une vaste échelle et s'alimentait surtout par la piraterie. Les Phéniciens volaient des Grecs et les vendaient douze siècles avant l'ère chrétienne, et ils fournissaient aux Grecs des esclaves volés ailleurs. Leur traite par terre s'exerçait dans les pays situés entre la mer Noire et la mer Caspienne. « La Cappadoce et la région du Caucase, » dit Heeren, « constituaient, depuis les temps les plus reculés, et continuèrent à être, dans l'ancien monde, le siége principal du commerce d'esclaves. Les plus belles races d'hommes furent, de tout temps, préférées; et l'on sait que, de nos jours, la population des harems des grands seigneurs turcs et persans se recrute parmi les plus belles d'entre les Géorgiennes et les Circassiennes. Grâce à leur génie spéculateur, les Phéniciens eurent bientôt pris pied dans ces régions, et ils savaient bien faire leur profit du goût dominant pour la marchanchandise qu'ils en tiraient. Leurs opérations dans cette détestable branche de commerce étaient immenses. Les prophètes leur reprochent amèrement d'acheter des jeunes filles et des jeunes garçons jusque chez les Hébreux, leurs voisins, et de les revendre aux Grecs; ils prédisent qu'ils seront punis de ces crimes et qu'ils verront vendre leurs propres enfants aux Sabéens. Les Phéniciens tiraient également des esclaves de la rive septentrionale du Pont-Euxin. Ils échangeaient des esclaves juifs contre les productions de l'Arabie avec les Sabéens et les Edomites.

Les Grecs aussi étaient de grands trafiquants d'esclaves, et leur habileté dans le rapt égalait au moins celle de la race asiatique. De l'Egypte, ils obtenaient des nègres, considérés alors comme articles de luxe. Le Nord et l'Est leur fournissaient la majeure partie de leurs esclaves ; l'Ouest, peu ou point. Les principaux marchés d'esclaves, en Grèce et dans les îles de l'Archipel, étaient Athènes, Corinthe, Samos et Chios ; venaient ensuite, en Asie ou tout auprès, Ephèse et Chypre. Les Carthaginois, les Phéniciens de l'ouest, rivalisaient avec leurs ancêtres par le développement de leur trafic d'esclaves. Ils entretenaient avec l'intérieur de l'Afrique des relations fort actives au moyen de caravanes, tout comme les Egyptiens et les Cyrénéens. Les marchands d'esclaves africains préféraient aux hommes les femmes, qui se cotaient bien plus haut dans certains pays du nord. Dans les îles Baléares, on demandait beaucoup de nègres, surtout des femmes. La Corse était, pour les Carthaginois, une pépinière d'esclaves.

Chez les Romains, le développement de la traite dépassait celui qu'elle avait atteint dans les autres pays de toute la proportion qu'avait prise leur institution servile. Ce développement suivit la même merveilleuse progression que les autres actes des Romains, bons ou

Digitized by Google

mauvais, depuis l'époque où le peuple-roi commença à posséder de grandes quantités d'esclaves et où le travail servile prit la place du travail libre, c'est-à-dire vers l'an 200 avant l'ère chrétienne. Les besoins de la race conquérante donnèrent au commerce d'esclaves une extension inimaginable ; à ces besoins sans cesse renaissants il fut satisfait par la guerre, le rapt et la traite chez les tribus lointaines.

Dans les premiers temps, les Romains se conduisaient, à l'égard des étrangers, en véritables voleurs, prenant exemple sur les Etrusques, les plus infâmes pirates de l'antiquité, qui n'en étaient pas moins estimés pour cela. Après la chûte de Corinthe (146 ans avant J.-C.), le commerce d'esclaves, qu'elle monopolisait presque, grâce à sa situation favorable à ce genre de trafic, passa à Délos, qui devint le plus grand marché d'esclaves du siècle, quoique la traite ne fût qu'une des branches de l'immense commerce qui s'y concentra. Cette île classique se trouvait aussi bien située que Corinthe pour répondre aux demandes d'esclaves orientaux, grecs, syriens, phrygiens, bithyniens et autres. La traite y était si admirablement organisée, que, selon Strabon, on pouvait importer et exporter 10,000 esclaves dans le même jour. Cette prospérité prit fin lorsque les troupes de Mithridate entrèrent en Grèce. Elles débarquèrent à Délos, qu'elles mirent à sac, et qui ne se releva jamais de ce désastre.

Les pirates de la Méditerranée, qui alimentaient largement le marché de Délos, avaient à Side un grand marché qui leur était propre, où ils disposaient de leurs captifs, lesquels, pour la plupart, provenaient de contrées fort éloignées. L'Italie n'était pas à l'abri de leurs déprédations ; ses villes et ses grands chemins fournissaient de nombreuses proies à ces hardis maraudeurs, qui devinrent tout-puissants pendant cette période si troublée de l'histoire romaine, la guerre sociale et la lutte entre Marius et Sylla. Alexandrie, autre marché célèbre, donnait aux Romains des Egyptiens et des Ethiopiens. La Thrace resta longtemps, après la chute de la Grèce, une pépinière d'esclaves. Après la ruine de Délos, la traite remonta vers sa source, et les Romains obtinrent directement leur provision de chair humaine des marchés du Pont-Euxin où la traite existait depuis un temps immémorial, grâce à l'état d'hostilité permanente dans lequel vivaient les tribus voisines. La Scythie fournit une telle quantité d'esclaves, que les deux mots, esclave et Scythe, devinrent synonymes. Les Galates se livraient également en grand à la traite. Ce commerce prit un immense développement entre l'Italie et l'Illyrie dans les premiers temps de l'empire. Les cantatrices et les ballerines les plus renommées venaient de Gades (Cadix). La Bre-

Digitized by Google

tagne fournissait des esclaves ; mais le nombre doit en avoir été assez restreint jusqu'après la chute de la république.

La guerre alimentant considérablement les marchés, les généraux romains amassèrent des fortunes colossales. Tant que les hostilités furent confinées dans un rayon peu étendu, les vainqueurs se débarrassaient facilement de leurs captifs et sans avoir besoin d'intermédiaires; mais dès qu'elles furent portées loin de l'Italie, les bons offices des trafiquants devinrent nécessaires et furent richement récompensés. Le marchand d'esclaves suivait le camp; c'était dans le camp que le butin humain lui était livré et souvent à des prix incroyablement minimes. Un homme acheté 75 centimes se revendait à Rome 375 francs. Le métier, on le voit, rapportait dès lors de beaux bénéfices à ceux qui l'exerçaient. « Rome », dit M. Wallon, « était le grand centre de consommation; c'est à Rome qu'affluaient les esclaves venus de tous les champs de bataille, de tous les marchés du monde, pour se répandre ensuite dans les villes et les campagnes. Avant d'y arriver, ils avaient dû passer par plus d'une main et faire la fortune de plus d'un trafiquant; car ce commerce si vaste abondait naturellement en spéculations de toutes sortes. » Les Romains n'intervinrent jamais dans la traite qui, d'elle-même, suivait son cours; s'ils ne l'encouragèrent point, ils ne la découragèrent pas non plus. Le commerce était si lucratif et la marchandise d'un placement si certain, que la loi n'avait, en aucune façon, besoin de venir en aide à la traite.

C'est une vérité consolante à constater que, dans tout pays, la traite a été un objet de profond mépris, et que nulle part ceux qui se sont livrés à ce honteux trafic n'ont été moins considérés que dans les pays esclavagistes. Les Romains ne faisaient pas exception à cette règle générale. Ils méprisaient souverainement le marchand d'esclaves et regardaient son métier comme indigne d'un véritable négociant. Ces traitants avaient reçu un nom spécial, impliquant qu'ils étaient nécessairement des fourbes; mais leurs richesses en faisaient des hommes puissants. S'ils parvinrent à se maintenir, toutefois, ce ne fut pas tant à cause de leur fortune que parce que leurs services étaient devenus indispensables. Ils méritaient bien, et au delà, le mépris qui les stigmatisait; ils avaient érigé l'escroquerie à la hauteur d'un système, et les règlements les plus sévères étaient impuissants à prévenir ce que nous nommerions, de nos jours, les tromperies sur la qualité de la marchandise vendue.

HIPPOLYTE VATTEMARE.

(*La 2e partie prochainement*).

Digitized by Google

UN EMPIRE PERDU

HISTOIRE D'UN SIÈCLE DE DOMINATION FRANÇAISE DANS L'HINDOUSTAN

Tant d'événements importants se disputent l'attention des contemporains, que leur esprit se concentre volontiers dans l'étude des questions du jour; aussi n'est-on pas toujours bienvenu lorsqu'on évoque un souvenir historique qui date de nos arrière-grands-pères. Depuis quatre-vingts ans la France a été le théâtre de faits politiques si considérables, que peu de gens portent leurs regards dans le passé national au delà de 1789. Cependant, il y a des pages bien intéressantes dans l'histoire de la vieille France royale. Parmi les moins connues ou les plus oubliées, il n'en est pas peut-être qui mérite à un plus haut degré l'attention que le récit des tentatives faites pendant plus d'un siècle pour asseoir la domination française en Hindoustan. Comme toutes les entreprises qu'un succès final n'a pas consacrées, la Compagnie perpétuelle des Indes, fondée par Colbert, est aujourd'hui presque entièrement oubliée. Tel a été aussi le sort des Martin, des Labourdonnais, des Bussy, des Lally et même du grand Dupleix. C'est un Anglais, le major Malleson, qui vient au XIXe siècle réclamer un tardif tribut d'admiration pour les Français dans l'Inde. Sans partager toutes ses opinions, nous avons trouvé dans son livre une justification victorieuse de Dupleix, vengé par le major anglais des calomnies de tant d'historiens.

Digitized by Google

L'Inde française commence avec les premiers efforts de Caron et de Martin, qui luttèrent contre les Hollandais, maîtres de la mer au XVIIe siècle. La seconde période prend Dupleix à sa nomination au poste de gouverneur de Pondichéry, et le conduit jusqu'à la fin de sa lutte avec Labourdonnais. Dupleix porte ensuite la domination française à son apogée, après avoir vaincu les Européens et les rajahs. Alors dans la quatrième période l'horizon s'assombrit. Clive et Lawrence profitent de l'incapacité des lieutenants de Dupleix pour ébranler l'édifice élevé par son talent. EnfinDupleix, aux prises avec l'adversité, trahi par la France, succombe après d'héroïques efforts.

L'histoire de l'Inde française n'est guère que celle de Dupleix ; il fut l'âme de cette colonie malheureusement éphémère. Après lui elle marcha promptement à une ruine que Lally ne put que retarder pendant quelques années.

I

L'Angleterre, la Hollande et le Portugal avaient établi des comptoirs dans les mers des Indes longtemps avant l'apparition du drapeau de la France sur ces plages lointaines. Lorsque la fièvre des expéditions maritimes avait poussé les Espagnols à traverser l'Océan pour porter leur domination au Mexique avec Cortez, au Pérou avec Pizarre, aucun explorateur français n'avait encore pris une part active dans ces courses aventureuses. C'est à des puissances aujourd'hui déchues de leur grandeur passée et reléguées au troisième rang que revient l'honneur des grandes découvertes des XVIe et XVIIe siècles. L'Angleterre elle-même ne se décida que très-lentement à suivre les Raleigh, les Frobisher et ces amiraux demi-corsaires, demi-soldats, qui luttèrent pendant plus d'un siècle avant d'arracher la suprématie des mers aux Pays-Bas et à l'Espagne. La colonisation du Canada par Jacques Cartier fut le premier essai sérieux tenté par la France au delà de l'Océan. Sous Henri IV, le 1er juin 1604, une compagnie fut fondée pour trafiquer avec les Indes, et Louis XIII lui conféra de plus grands priviléges. Les deux premières tentatives de cette compagnie eurent de minces résultats. Les Hollandais, qui furent en Orient les ennemis les plus redoutables de la France au XVIIe siècle, firent échouer l'une et l'autre. Un peu ranimée par l'énergique impulsion de Richelieu, cette compagnie obtint, le 24 juin 1642, le monopole exclusif du commerce avec l'Asie et le titre nouveau de Compagnie des Indes.

Richelieu mourut, mais la Compagnie n'en continua pas moins ses efforts, qui se dirigèrent surtout vers l'île de Madagascar. Elle

Digitized by Google

voulait en faire un point de relâche, un refuge en cas de désastre, comme les Portugais avaient déjà fait du cap de Bonne-Espérance. Suarez et Tristan d'Acunha avaient visité l'île de Madagascar avant l'arrivée des Français, en 1642. Le premier essai de colonisation française rencontra de grandes difficultés. La résistance des indigènes, leur férocité intraitable, l'impossibilité de se procurer des vivres et la sévérité imprudente du commandant français mirent en grand péril la petite colonie. Colbert, après avoir réorganisé les finances de son pays, lui donna des marins et une flotte. Comprenant quels avantages l'Etat pouvait tirer de cette Compagnie, il renouvela sa charte en 1664, fixa son capital à 15 millions de livres tournois, et confirma son monopole commercial pour cinquante ans. Encore une fois on essaya de coloniser Madagascar. Une flotte composée de cinq vaisseaux débarqua dans l'île un corps considérable de Français. Ils eurent le même sort que la première expédition. Cette courte occupation à deux reprises a servi de base aux droits que la France revendique de temps en temps sur Madagascar, près de laquelle elle a conservé quelques îlots. Repoussés de Madagascar, les explorateurs établirent leur port de relâche aux îles Mascareignes, découvertes par les Portugais au XVIe siècle, occupées jusqu'en 1709 par les Hollandais, enfin possédées par la France jusqu'au 3 décembre 1810. Maurice, Cerné et enfin Ile de France furent successivement les noms de la colonie, dont le noyau s'était formé des débris de l'expédition de Fort-Dauphine en 1672. Cette île devint célèbre par ses corsaires si redoutés du commerce anglais. Elle fut l'arsenal et le point de ralliement des expéditions françaises, et même après soixante ans de domination étrangère, les descendants des anciens colons ont conservé les traditions, les souvenirs, les antipathies même de la vieille patrie.

La Compagnie des Indes confia le commandement d'une expédition à un marin d'origine hollandaise, François Caron. Reconnaissant l'impossibilité de rien fonder à Madagascar, Caron se dirigea vers les Indes. Il avait appris dans sa jeunesse les habitudes, la langue des pays asiatiques sur les lieux mêmes, au service des Hollandais. En 1668, il fonda le premier comptoir français à Surate, d'où il envoya des cargaisons de marchandises en France. Un de ses subordonnés, le Persan Mascara, créa le comptoir de Masulipatam et obtint un firman qui autorisait les Français à faire le commerce dans les Etats de Golconde. Mais alors éclata une rivalité entre les deux chefs, rivalité si fréquente pendant la courte domination des Français dans les Indes. Caron voulut faire occuper l'île de Ceylan, mais la flotte française échoua devant Pointe-de-Galle. Saint-Thomé fut enlevé aux Hollandais, et les ministres rappelèrent

Digitized by Google

Caron, qui, averti de leurs projets d'accusation, voulut s'arrêter en Portugal et périt dans un naufrage.

C'est pendant cette expédition de Saint-Thomé que parut un des hommes dont le nom devrait se placer à côté de ceux de ses illustres successeurs, Dupleix et Labourdonnais. François Martin avait, comme Caron, débuté au service de la Compagnie hollandaise. On n'a jamais pu prouver la fausse assertion de ses ennemis, qui lui attribuaient l'échec devant Pointe-de-Gallé. Après le départ de Caron, il mérita la confiance de l'amiral Delahaye et de Baron, en 1674. La position était très critique : les Hollandais avaient repris Trincomalie et menaçaient Saint-Thomé. Martin négocia auprès de Shere Khan Lodi la cession d'un petit territoire sur la côte du Carnatic, près de l'embouchure du fleuve Coloroon. Les Hollandais ne tardèrent pas à paraître avec une flotte considérable et des alliés indigènes. L'amiral Van Goens assiégea Saint-Thomé par terre et par mer. Avec six cents hommes seulement, le brave Martin ne se rendit que lorsque la faim eut rendu toute résistance impossible. Il sortit de la place après une capitulation honorable, emmenant sa garnison. Une partie des défenseurs de Saint-Thomé suivit Delahaye et Baron à Surate. Resté avec soixante hommes et un seul vaisseau, Martin alla fonder, à l'embouchure du Coloroon, la colonie de Pondichéry. Il gagna ensuite l'amitié de Shere Khan Lodi en lui prêtant une forte somme d'argent, encouragea les Indiens à venir s'établir sous sa protection et vit prospérer son établissement. Il fut complétement approuvé par les directeurs de la Compagnie.

Pondichéry fut bientôt menacé pendant les guerres civiles de l'Inde. Martin obtint de Shere Ali un corps indigène qu'il disciplina à l'européenne et qui fut le prédécesseur des armées cipayes. Sevajee, le terrible chef des Mahrattes, après avoir promené à travers les Indes ses bataillons féroces, vint attaquer la petite colonie, dont il mit en fuite le protecteur, Shere Ali. Martin se prépara pour la lutte; mais Pondichéry ne devait pas succomber cette fois ; il acheta la faveur du chef indien, et l'orage fut conjuré. Shere Ali, ne pouvant pas rembourser des sommes prêtées par Martin, céda les terres et revenus du comptoir en payement. Les Français, quoique réduits au nombre de 34, bâtirent des maisons, des magasins, et, en 1689, obtinrent la permission d'élever des fortifications. Vers cette époque, la guerre éclata entre la France et la Hollande. La marine française ne put venir en aide à cet avant-poste éloigné, et l'ennemi crut l'occasion favorable pour en finir avec Martin. En août 1693, une flotte hollandaise de dix-neuf vaisseaux parut devant Pondichéry.

La Compagnie française semblait avoir oublié son brave officier et ne lui envoya aucun secours ; aussi fut-il réduit à livrer Pondi-

Digitized by Google

chéry après douze jours de siége, le 8 septembre 1693. Surate partagea le sort de Pondichéry ; Masulipatam et Chandernagor furent sauvées. Ce ne fut que plus tard, en 1701, qu'un édit royal réunit les quatre comptoirs et fixa le siége du gouvernement à Pondichéry. Les Hollandais avaient fortifié cette ville, espérant la conserver après la guerre. Mais la paix du 21 septembre 1697 en stipula la restitution moyennant une indemnité pour les fortifications. Martin s'était rendu en France, où le roi et les ministres l'avaient bien accueilli et récompensé. En février 1701 il fut nommé directeur du conseil supérieur des Indes, où il revint. Il eut à lutter contre le mauvais état des finances de la Compagnie ; il n'en réussit pas moins à faire de Pondichéry le plus grand entrepôt de commerce, la plus importante station européenne de l'Inde méridionale. Le 30 décembre 1706, il mourut sur le théâtre de ses efforts.

Nous ne pouvons passer outre sans payer un tribut bien mérité à la mémoire de ce premier fondateur de la domination française dans les Indes. Le trait principal de la politique de Martin fut une inaltérable probité dans toutes ses relations avec les indigènes. Aussi seule la France vit-elle ses comptoirs tolérés, soutenus même par les princes asiatiques, et cet accord survécut longtemps à celui qui l'avait cimenté. Aux heures de l'adversité, les gouverneurs français trouvèrent chez les indigènes un appui qui fit toujours défaut à leurs rivaux les Anglais. Martin mourut pauvre. L'histoire, éblouie par les victoires des Labourdonnais et Dupleix, a presque oublié ce brave pionnier de la conquête française. Sachons gré au major Malleson d'avoir réclamé le premier pour lui une part des éloges prodigués à ses successeurs.

Après Martin, la Compagnie végéta ; elle ne sut pas profiter des discordes civiles où la mort d'Aureng-Zeb avait plongé l'Inde. Son histoire n'offre rien de saillant jusqu'en 1724. Dans cet intervalle eurent lieu en France des événements qui modifièrent la situation de la Compagnie. Nous ne pouvons suivre le major Malleson dans le récit qu'il fait des entreprises de Law, de la rage de spéculation qui s'était emparée de la France comme d'un vertige, et qui finit par une ruine générale. Ces faits sont assez connus pour que nous nous bornions à en rappeler ce qui a trait à la Compagnie. Law la réunit en 1719 à celle qu'il avait fondée pour la colonisation de la Louisiane et du Sénégal. Par édit royal on révoqua la vieille association, comme ayant manqué à son but, et on fonda la Compagnie perpétuelle, à laquelle on accorda les possessions, droits et prérogatives et le monopole commercial des compagnies précédentes. Elle parvint seule à échapper au naufrage du système de Law et conserva certains priviléges. Malgré les millions qu'elle engloutit

Digitized by Google

dans les marais de la Louisiane, il lui resta encore des ressources assez considérables pour tenter quelque nouvelle entreprise dans l'Inde.

Deux gouverneurs, Lenoir et Beauvallier, succédèrent à Martin et continuèrent à entretenir de bonnes relations avec les rajahs. Pondichéry fut embelli et fortifié, son commerce se développa. L'autorité était aux mains d'un conseil de cinq membres présidé par le gouverneur, et régissait tous les comptoirs. Le chef de la colonie s'entourait d'un luxe considérable pour être sur le même pied que les rajahs, qu'il recevait avec de grands égards. Benoît Dumas arriva en 1735. Il avait commandé aux îles Mascareignes. Il sut, au milieu des querelles des indigènes, défendre la colonie contre toutes les menaces d'agression et même obtenir quelques concessions de territoire ; ce fut grâce à la fermeté de Dumas et au maintien de la politique franche et pacifique de Martin que Pondichéry échappa à de grands dangers. Dumas se lia d'une amitié étroite avec Dost Ali Khan, nabab du Carnatic, qui lui donna l'autorisation de battre monnaie. A la mort du rajah de Tanjore, son fils Sahoojee, menacé par des prétendants rivaux, obtint l'appui de Dumas moyennant union à la France de Karikal. Mais avant l'arrivée de ses alliés, Sahoojee se remit en possession de ses Etats et refusa avec une honnêteté tout orientale de remplir ses engagements. Le gouverneur ne voulut pas l'y forcer, mais accepta l'offre de Chunda Sahib, neveu de Dost Ali, qui lui offrit de lui livrer Karikal dès qu'il aurait vaincu Sahoojee. Chunda arriva promptement à ce résultat, et Sahoojee repentant reconnut la cession.

Alors parurent les Mahrattes avec Raghojee et Morari Rao. Dost Ali, mal secondé par son neveu Chunda Sahib et son fils Sufder Ali fut battu et tué. Ses deux successeurs demandèrent l'appui de la France. La position était difficile, car en achetant la neutralité des Mahrattes, Dumas eût perdu à jamais l'amitié des Indiens. Il prit un parti hardi et, avec l'assentiment de son conseil, il donna asile à la veuve de Dost Ali, à la famille de Chunda Sahib, qu'il reçut en grande pompe. Les Mahrattes ravagèrent le pays jusqu'aux murs de Pondichéry; en attendant ils firent la paix avec Sufder Ali, qui arrêta avec eux la ruine de son cousin Chunda. Malgré les menaces des envahisseurs, Dumas refusa de livrer la femme et les trésors de son allié, tandis qu'il se préparait à une résistance énergique. Sufder-Ali vint chercher sa mère à Pondichéry et fut frappé de l'attitude résolue des Européens. Il céda quelques territoires et se retira. Chunda l'avait accompagné, et ignorait si bien la trame ourdie contre lui qu'il ne se prépara pas à la déjouer. Malgré une défense courageuse, il fut battu et pris à Trichinopoly ; les Mahrattes pillèrent

Digitized by Google

des stations anglaises, et, après avoir encore ravagé le pays, vinrent demander un tribut et la cession des trésors de Chunda. Dumas répondit en montrant ses canons, ses soldats et ses forts aux envoyés de Bhonsla. Un événement ridicule en apparence écarta le danger : ce fut un envoi de liqueurs qui plurent au Mahratte ; il s'éloigna en recevant un second présent de même nature.

Dumas recueillit les fruits de sa bonne foi et de sa hardiesse, car Chunda resta fidèle à la France jusqu'à sa mort. D'autre part, les Indiens le félicitèrent ; le subahdar du Deccan et Sufder Ali lui envoyèrent des présents. Le Mogol lui-même fut charmé de voir repousser les Mahrattes et décerna à Dumas le titre de nabab et le droit de lever un corps de 4.500 sabres. Satisfait d'avoir mené à bonne fin les affaires de la colonie, il avait offert sa démission, qui fut acceptée par la Compagnie, reconnaissante envers le chef qui avait su continuer l'œuvre de Martin. En suivant cette politique pacifique, son successeur aurait pu accroître l'importance commerciale de Pondichéry ; mais ce successeur avait d'autres vues et il n'envisageait pas la Compagnie comme une entreprise simplement commerciale. Le nouveau gouverneur allait s'écarter de la voie des Dumas et Martin, poussé par son ambition et son audace. Déjà, en servant sous les ordres de Dumas, Dupleix avait excité sa désapprobation par ses idées agressives et hardies. La domination française allait avec lui passer dans cette période qui la mena à son apogée, après une lutte pénible avec les indigènes, lutte compliquée par une guerre avec les Anglais, par l'insuffisance des ressources de la colonie. Les Indes allaient, malgré le génie d'un Dupleix, se ressentir de ce marasme et de l'atonie qui s'étaient emparés de cette pauvre France courbée sous un despotisme inintelligent, dégradée par l'impéritie et la corruption de ses gouvernants, sourdement minée par les éléments de dissolution qui amenèrent la catastrophe où allaient disparaître royauté et noblesse, église et tiers état, devant la juste revendication des droits de l'homme par la Révolution française.

II

Dupleix arriva à Pondichéry le 17 octobre 1741 et prêta serment. Son premier acte comme gouverneur fut de faire valoir son titre de nabab du Mogol. Nous allons dire en peu de mots quels avaient été ses débuts. François Dupleix naquit à Landrecies, en Flandre, dans l'année 1697, et eut pour père un des directeurs de la Compagnie des Indes. Son aversion très prononcée pour la vie de marin fut

Digitized by Google

combattue par son père, qui lui imposa plusieurs voyages en mer. Il revint animé de cet esprit d'entreprise et de cette ambition qui devaient lui faire un si grand nom. L'influence paternelle lui procura la place de premier conseiller et de commissaire de la guerre à Pondichéry en 1720. Lorsqu'il arriva, les colons étaient absorbés seulement dans le commerce avec la métropole. De ses propres ressources il prit l'initiative du commerce avec les pays voisins de Pondichéry, en sorte qu'il se trouva très vite à la tête d'une belle fortune. Il eut des discussions assez vives avec le gouverneur Lenoir, et fut suspendu de ses fonctions du mois de décembre 1726 jusqu'en septembre 1730. Au lieu de partir pour l'Europe il laissa ses amis plaider pour lui auprès de la Compagnie, tandis qu'il accroissait sa fortune particulière. Il eut gain de cause en 1730 et fut nommé intendant à Chandernagor. Cette station avait souffert faute de soins, et ses comptoirs dans l'intérieur produisaient peu de résultats. Les fortifications tombaient en ruines et les habitants voyaient grandir la prospérité de Calcutta. En 1731, avec Dupleix, tout changea. Se sentant libre de tout contrôle sur ce nouveau théâtre, il déploya une grande énergie et releva Chandernagor. Il créa un commerce considérable avec la Perse, les rives du golfe de Bengale et les comptoirs de l'intérieur.

Le port jadis désert se remplit de navires, les fortifications furent relevées, et la majeure partie de ces efforts fut l'œuvre des capitaux personnels de Dupleix. En dix ans, il se distingua si bien, que la Compagnie n'hésita pas à le mettre à la place de Dumas. Sa fortune aussi s'était accrue par son mariage avec Mme Vincent, veuve d'un de ses conseillers. Elle lui fut d'un grand secours, grâce à sa connaissance des langues indiennes et des usages locaux.

A Pondichéry, Dupleix répara d'abord les pertes que la colonie avait éprouvées par les ravages de l'invasion mahratte. Il maintint les bonnes relations de son prédécesseur avec les indigènes ; il corrigea les abus et le gaspillage des employés de la Compagnie, et insista pour se faire reconnaître comme lieutenant du Mogol par les Indiens. A peine installé dans son nouveau poste, il reçut une dépêche des directeurs qui lui prescrivaient une foule de mesures d'économies et de réductions. Cette missive lui ordonnait de suspendre les travaux, armements et expéditions, tout en lui laissant prévoir l'imminence d'un conflit avec les Anglais. Cet avis suffit pour lui faire prendre une décision contraire aux ordres de la Compagnie, et il se mit à préparer les fortifications de Pondichéry. Sa bourse et son crédit défrayèrent ces dépenses, ainsi que celles de deux vaisseaux marchands qu'il envoya aux directeurs. En 1743 et 1746, la Compagnie lui écrivit pour le remercier et le louer d'avoir ainsi

Digitized by Google

bravé ses ordres et assumé la responsabilité d'actes hardis. Aussi fut-il presque prêt lorsque la guerre éclata, bien qu'il n'eût pas encore reçu la flotte qu'on lui promettait sous les ordres de M. de Labourdonnais. Aussi Dupleix tenta de faire accepter par M. Morse, gouverneur anglais à Madras, un traité de neutralité, malgré les hostilités qui existaient en Europe. Les ordres de son gouvernement, l'approche de l'escadre du commodore Barnet et des croiseurs anglais empêchèrent le commandant anglais de consentir à cette proposition.

Dupleix vit ses embarras augmenter par le renvoi en Europe de la flotte de Labourdonnais, conformément aux instructions ministérielles. Avec ses 436 soldats Français et sans vaisseaux, il n'eut d'autre ressource que d'en appeler au successeur indien des Shere-Khan-Lodi et des Dost-Ali. L'alliance fondée par la bonne politique des Dumas et des Martin, l'amitié des indigènes, sauvèrent la colonie française en péril. Le rajah nouveau, que des dissensions civiles avaient élevé au poste de nabab du Carnatic en 1745, intervint et menaça les Anglais de sa colère s'ils attaquaient Pondichéry. M. Morse et le commodore durent rester tranquilles, pour ne pas s'attirer un tel adversaire. L'horizon s'assombrissait pourtant; la confiance des indigènes s'ébranlait; les croiseurs anglais harcelaient le commerce, et cependant Dupleix faisait bonne contenance. Mais il accueillit avec plaisir la nouvelle de l'apparition à Mahé de la flotte de Labourdonnais. Il nous faut retracer la carrière de ce nouveau chef avant de commencer le récit de ses disputes avec Dupleix.

Nous avons vu Labourdonnais contribuer à la prise de Mahé en 1725. Il passa quelque temps au service des Hollandais, puis revint en France et s'y maria. Il obtint le poste de gouverneur des îles Maurice et Bourbon en 1735, lorsque Dumas passa à Pondichéry. Les habitants de ces îles avaient été trouvés dans un état demi-sauvage et avaient massacré leur premier gouverneur. Ils avaient causé beaucoup d'embarras à Dumas, qui n'en avait pas tiré un grand parti. M. de Labourdonnais trouva là un champ pour déployer son énergie et ses talents d'organisation. Il choisit l'île Maurice, qui lui offrait un bon port, des forêts épaisses et une population plus nombreuse que Bourbon. Il eut plusieurs démêlés avec les habitants blancs, qui ne valaient pas mieux que les gens de couleur. Ferme et plein de tact, conciliant et résolu, le gouverneur parvint à les dompter et à les civiliser un peu. Il les poussa à cultiver un sol fertile et alors bien arrosé; il introduisit le caféier, et en peu d'années l'île se couvrit de plantations.

Port-Louis commanda toute son attention. Il y créa des docks, des

Digitized by Google

magasins, des forts et un arsenal pour les vaisseaux français qui se dirigeaient vers les Indes. Il prépara des ressources pour l'exécution d'un projet qui n'embrassait pas moins que le renversement de toutes les colonies étrangères dans l'Hindoustan au profit de la France. Il vint lui-même, en 1740, soumettre son projet à Fleury. Il eut assez d'habileté pour faire taire les insinuations malvaillantes de ses ennemis et de la Compagnie. Bien plus, il gagna le ministre en lui montrant ce qu'il avait fait seul et sans secours dans sa colonie. Grâce à sa simplicité, son projet fut approuvé. Il équipa dix vaisseaux et partit avec 1,200 marins et 500 soldats pour l'Ile de France, où il devait attendre le commencement des hostilités pour gagner Pondichéry. Il consacra la traversée à aguerrir et discipliner les hommes inexpérimentés qu'on lui avait confiés. Le 14 août 1741, il entra en rade de Port-Louis et attendit l'heure de l'accomplissement de son projet.

Malheureusement, la France trahit son brave capitaine. A peine fut-il parti que la calomnie et les intrigues de palais commencèrent à jeter l'incertitude dans l'esprit du cardinal Fleury. Cédant à de mauvais conseils, il lança l'ordre de rappel. En attendant, Labourdonnais avait fait un voyage dans l'Inde et débloqué Mahé, assiégé par les Mahrattes. La guerre n'étant pas encore déclarée, il revint hiverner à Maurice, où il trouva la dépêche qui brisait tous ses plans. C'est là que l'on vit combien Labourdonnais manquait de cet esprit de prévision, de cette confiance en lui-même qui caractérisaient Dupleix. Que ne fit-il à Maurice ce qu'avait fait à Pondichéry son rival futur! Le cas était semblable, les conséquences plus graves encore. Le sort de l'empire des Indes, celui de Pondichéry, tout était en suspens. Obéir c'était sacrifier l'Inde; assumer sur lui la responsabilité d'une désobéissance opportune eût été vraiment un éclair de génie. En effet, quelques mois après, une dépêche vint lui prescrire de garder sa flotte. Le successeur du cardinal avait compris trop tard la faute commise; Labourdonnais avait renvoyé ses vaisseaux et donné sa démission, qui fut refusée.

La guerre avait éclaté, les croiseurs anglais enlevaient les vaisseaux de commerce, Dupleix réclamait un secours impossible à accorder. Alors se réveilla l'énergie de Labourdonnais et il montra qu'il ne redoutait aucun obstacle. En face du dénûment de ses ressources, en face du péril où l'avaient placé l'envie de ses ennemis et l'impéritie du ministre, il se montra à la hauteur de son rôle. Il oublia tout et ne vit que l'honneur de la France en danger, que les Anglais prêts à triompher. Les forêts de son île, les ressources médiocres de son arsenal, tout navire qui touchait à Port-Louis, les colons, les noirs, voilà ce dont il fit une flotte, une armée, une expédition.

Digitized by Google

Il travailla lui-même jour et nuit, et inspira si bien son ardeur à ceux qu'il gouvernait, qu'il se trouva prêt à prendre la mer en automne 1745. A cette époque lui arriva une flottille de cinq vaisseaux. Le rendez-vous de l'expédition fut sur la côte de Madagascar. On partit plein d'espoir; mais encore une fois il fut arrêté. Un ouragan terrible dispersa son escadre. Il dut passer plusieurs semaines sur la côte insalubre de Madagascar à réparer et ravitailler ses vaisseaux.

Le 1er juin 1746, il mit à la voile avec neuf vaisseaux portant 3,342 hommes. Il arriva assez vite sur les côtes de Coromandel et se mit en quête des Anglais, commandés par Peyton. Le 16 juin 1746, il le trouva et engagea un combat malgré l'inégalité des forces. L'Anglais avait des vaisseaux de guerre et des canons de fort calibre, tandis que l'escadre de Labourdonnais se composait de petits vaisseaux pour la plupart mal armés. Après quelques heures de lutte, la nuit sépara les combattants, et le lendemain, Peyton s'éloigna rapidement et refusa de renouveler la lutte. Cette bataille fit grand honneur à Labourdonnais, dont la mission était à moitié remplie.

L'Inde vit des secours importants arriver à ces Français si menacés tout à l'heure, tandis que Morse à Madras ne se dissimulait pas le danger de sa position abandonnée par Peyton à la merci des deux chefs français. Labourdonnais jeta l'ancre devant Pondichéry et se trouva enfin en présence de ce jeune administrateur dont il avait entendu vanter le talent et l'activité. Dupleix et la colonie firent un accueil très-flatteur à l'amiral victorieux, et des deux côtés on ne songeait qu'à tirer parti de l'occasion favorable offerte par la retraite de Peyton. Mais la direction qu'on devait donner aux efforts de la flotte allait devenir une source de discorde entre Labourdonnais et Dupleix. Madras en fut la cause et le théâtre.

III

Nous arrivons à une période douloureuse de l'histoire des Français dans l'Inde, à la lutte si fatale qui s'éleva entre Dupleix et Labourdonnais. Il nous faut d'abord définir la position de Dupleix et celle de Labourdonnais. Les édits royaux et les ordres de la Compagnie avaient donné une autorité suprême au gouverneur de Pondichéry sur tous les comptoirs, forts, stations et colonies présentes et futures de la France dans les Indes. Cette autorité s'étendait sur toute possession de terre ferme; elle embrassait le droit de faire les traités avec les rajahs indigènes aussi bien qu'avec les puissances européennes. Nous avons déjà vu Martin et Dumas, Dupleix lui-

Digitized by Google

même user de ces pouvoirs avec les Indiens et avec le gouverneur Morse après la déclaration de la guerre. Auprès de Dupleix, il y avait le conseil royal, qui l'appuyait de ses délibérations et de ses avis, conseil dont les décisions ne recevaient appel qu'auprès du roi.

Quant à Labourdonnais, il avait reçu des instructions ministérielles qui lui prescrivaient, en 1741, de se soumettre aux autorités de Pondichéry en tout ce qui regardait les opérations sur terre ; mais ces instructions lui laissaient entière liberté quant à ses opérations maritimes. Plus tard, le 7 octobre 1746, lorsque des vaisseaux arrivèrent à Pondichéry, on reçut des lettres bien précises, contenant des ordres qui définissaient plus clairement encore la position de l'amiral. En voici la teneur exacte : « La Compagnie considère qu'il est convenable pour le commandant de l'escadre d'assister aux réunions du conseil supérieur ; qu'il soit convoqué à y assister toutes les fois qu'on y traitera d'une expédition où il devra commander ; il aura voix délibérative. Mais la Compagnie exige que la décision à laquelle on se sera arrêté après discussion, quelle que soit la nature de l'affaire, soit exécutée sans opposition de sa part, même si cette décision impliquait l'emploi de tous les vaisseaux de la Compagnie sous ses ordres. » Voilà les instructions précises qui furent envoyées à Dupleix, à la date du 6 octobre 1746, par M. Machault, qui ne devint ministre que deux mois plus tard, mais qui dirigeait déjà en fait les affaires de la marine. Bien plus, la lettre de M. Orry, dont Labourdonnais se servit pour contester les ordres que nous citons, lui enjoignait de ne faire usage des vaisseaux que selon les nouvelles qu'il recevrait de l'Inde et de songer par-dessus tout au salut de Pondichéry. Cette lettre lui prescrivait de s'entendre avec Dupleix et de lui envoyer tous les secours nécessaires. Ainsi, tout en lui laissant entière liberté pour l'organisation de l'expédition, on ne lui créait nullement un rôle indépendant.

Voilà donc la position des deux chefs, Labourdonnais, maître de venir en aide à Dupleix ; le gouverneur, de son côté, maître suprême, assisté de son conseil et investi du pouvoir de diriger la flotte contre les Anglais en vertu d'une délibération de son conseil ; l'amiral dûment appelé et tenu d'obéir. Il arriva à Pondichéry avec sa flotte, et on l'accueillit chaleureusement ; on espérait trouver un auxiliaire précieux dans le capitaine qui avait surmonté tant de périls et de déboires. Dupleix surtout voulait réaliser les plans ambitieux qu'il avait conçus depuis sa nomination à Pondichéry. Il avait compris qu'en face des indigènes il fallait la chute d'une des colonies européennes pour permettre à l'autre d'exister. Entre Calcutta et Madras, menacé aussi par les Hollandais, Pondichéry ne pouvait

Digitized by Google

avoir qu'une existence précaire. Aussi songea-t-il à s'emparer de Madras, et alors à diriger sa flotte sur Calcutta, et dans une campagne écraser les centres anglais, pensant qu'ensuite les Hollandais et les autres comptoirs britanniques succomberaient bien vite. On eût ainsi établi un ascendant incontestable des Français, que les rajahs auraient reconnus comme supérieurs aux autres Européens. Alors, débarrassé de tous soucis extérieurs, délivré de crainte à l'égard de Pondichéry, Dupleix pensait établir de nouveaux postes, saisir tout le commerce des Indes, et probablement augmenter ses possessions territoriales. Dupleix avait grand besoin de hâter le commencement des opérations, car si sa flotte, maîtresse de Madras, n'allait pas s'emparer de Calcutta et hiverner au Bengale, la saison des ouragans arrivait, et alors Pondichéry se verrait encore à la merci des Anglais pendant que les vaisseaux iraient fuir la mousson à Maurice. Dupleix se rappelait ce qu'il avait souffert d'appréhension et d'incertitude quand l'intervention d'un rajah avait seule sauvé la colonie menacée par les Anglais. Il ne voyait qu'un moyen de parer au retour de ce danger : c'était de porter la guerre chez l'ennemi, et il croyait avoir trouvé un excellent lieutenant dans Labourdonnais, si hardi et si entreprenant, dans cet homme qui avait lui-même songé à un plan semblable lorsqu'il avait obtenu du cardinal Fleury une flotte en 1741.

Alors se passa un changement étrange dans ce chef dont nous avons jusqu'ici admiré le courage et l'audace. L'homme qui avait supporté tant de désappointements à Maurice ; l'amiral que la tempête, que des ennemis supérieurs en nombre n'avaient pu arrêter ; l'administrateur qui avait entrepris la tâche de civiliser Maurice, et qui avait fait une flotte, une armée, des marins avec des ressources qui auraient désespéré les plus braves, fut saisi tout à coup d'une incertitude, d'une hésitation incompréhensibles. Tantôt il prétexte le petit nombre de ses hommes, tantôt l'incertitude où le place l'absence de nouvelles de la flotte anglaise ; plus tard, c'est sa flotte qui est mal armée ; bientôt ce sera sa santé qui le préoccupera ; et de tout cela il tire des excuses pour ne pas prendre un parti décisif. Sa conduite en rade de Pondichéry est plus difficile à comprendre qu'elle ne le fut plus tard après la prise de Madras. Une idée semblait le poursuivre comme un cauchemar : c'était celle de se défaire de la flotte du commodore Peyton. Aussi il demanda des renforts, des canons, des vivres au gouverneur. Si on l'avait écouté, toutes les pièces d'artillerie qui garnissaient les murs de Pondichéry auraient été portées sur ses vaisseaux. Sans accéder à ses exigences, on lui donna tout ce que la ville pouvait fournir sans mettre son salut en péril au cas d'un échec.

Digitized by Google

Au lieu de partir tout de suite, il proposa une feinte sur le fort Saint-David, près de Cuddalare, pour attirer les Anglais. Dupleix refusa net et lui fit des remontrances sur la perte d'un temps précieux. Aussitôt l'amiral partit, et après huit jours de croisière, revint sans avoir pu amener l'ennemi à un combat. Il perdit encore jusqu'au 25 août en hésitations. Dupleix fut grandement désappointé, car, à la date du 17 juillet, il avait énoncé à Labourdonnais son désir de voir Madras pris. Dans la même lettre, il repoussait l'idée que lui suggérait déjà Labourdonnais de rançonner Madras ; il voulait au contraire détruire la rivale de notre colonie. Un mois et plus s'était écoulé, rien n'était commencé, Peyton tenait la mer tandis que la saison avançait. Sur ces entrefaites, l'amiral demanda l'avis du conseil. Une réunion extraordinaire lui ordonna, en termes très précis, le 26 août 1746, d'avoir à choisir immédiatement entre deux partis : ou d'attaquer Madras, ou de chercher l'escadre ennemie. La lettre ajoutait qu'il serait honteux de ne pas prendre un parti et le tenait responsable des conséquences d'un refus. C'était la première fois qu'on lui parlait ainsi positivement, car jusqu'à ce jour on lui avait montré bien des égards et on avait accédé à tous ses désirs. Croira-t-on qu'il ne remua pas et prétendit que l'alternative laissée à son choix par le conseil le paralysait?

Il avait passé les bornes de l'hésitation, et Dupleix convoqua le conseil le 27 août. On lui adressa une sommation officielle au nom du roi et de la Compagnie d'avoir à se décider entre les deux partis soumis à son approbation le 26 août, et, en cas de maladie, d'en remettre l'exécution à M. de la Portebarré. Labourdonnais répliqua avec hauteur qu'il avait consulté le conseil quant à Madras seulement, et qu'il savait ce qu'il avait affaire quant à sa flotte. C'est ainsi qu'il commença le premier à revendiquer son droit indépendant du gouverneur qu'il avait mission d'aider et de consulter. M. de la Portebarré fit une courte croisière et revint le 14 septembre; alors l'amiral se déclara prêt à attaquer Madras. Deux mois avaient été irréparablement perdus grâce à ces incertitudes. Quel en fut le motif? Etait-ce jalousie à l'égard de Dupleix? Redoutait-il la flotte anglaise? Non, tous les historiens s'accordent à assigner pour cause à son hésitation une jalousie blâmable, car la crainte n'était pas connue de ce cœur à qui aucune entreprise n'avait paru impossible jusque-là.

Le 14 septembre, il débarqua ses troupes à 12 milles de Madras ; le 15, il mit à terre son artillerie et commença le siége. Le poste anglais avait été colonisé en 1639 ; il n'offrait aucun mouillage, peu d'avantages stratégiques. Plus tard, vers 1696, il fut menacé et rançonné par le nawab du Carnatic. Huit comptoirs en dépendaient

Digitized by Google

lorsque le gouverneur Morse vit arriver l'expédition française. Morse en appela, comme jadis Dupleix, au nabab; mais il eut la maladresse de blesser le rajah en lui envoyant une ambassade sans présents; aussi l'Indien resta neutre. Du 15 au 19 les Anglais résistèrent vigoureusement, car ils attendaient le commodore Peyton.

Le 19, MM. Halyburton et Monson offrirent une somme d'argent à l'amiral pour le décider à se retirer. Vains efforts; on ouvrit le feu de batteries, et le 21 septembre, à deux heures de l'après-midi, le drapeau de la France flotta sur le fort Saint-Georges. Les pertes furent insignifiantes, la capitulation fut complète : on promettait de tout livrer et la garnison devint prisonnière de guerre. On nous pardonnera d'entrer ici dans un récit très détaillé de la conduite de Labourdonnais après la prise de Madras, et nous ferons observer toute l'importance des dates.

Le 21 septembre, dans une première lettre, il annonce la prise de la place. Dans une seconde, il dit : « Les Anglais se sont rendus avec plus de précipitation que je ne vous l'avais mandé. *Je les tiens à ma discrétion.* » Le 23 septembre, il écrit encore : « *Les conditions de la reddition placent la ville à ma discrétion.* Il y a cependant une espèce d'arrangement signé du gouverneur et dont j'annexe copie; mais elle ne fait, comme vous le verrez, que m'autoriser à disposer de la place. » La ville était donc la propriété de la France sans condition aucune et prise sur un ennemi trop heureux de s'assurer la vie sauve. Mais plus tard Labourdonnais vint contester ces deux dépêches officielles; il prétendit que, dès le 21, on avait parlé de rançon aux Anglais; il affirma qu'il avait inséré cette clause dans la capitulation signée du gouverneur anglais, qu'il l'avait garantie sur sa parole, et cela le 21 septembre. Comment concilier cette défense mise au jour plus tard, avec ses lettres du 21 et du 23 septembre, où il n'y a pas un mot de rançon, mais une affirmation positive qu'il a la ville à sa merci? Nous ne discuterons pas ici s'il avait le droit de faire cette stipulation, mais nous croyons l'existence de cette convention passée sous silence dans ses dépêches officielles très contestable, et nous montrerons quand et comment il fut question de rançon.

Le nabab, qui avait appris la prise de Madras, s'était ému et menaça les Français de sa colère s'ils ne s'arrêtaient pas. Dupleix l'informa qu'il n'avait pris Madras que pour le Mogol, dont il était le vassal. En même temps le gouverneur prévint Labourdonnais de cet incident et l'avertit « qu'il eût à éviter toute proposition de rançon qui blesserait le nabab. » Avant l'arrivée de cet ordre, Labourdonnais écrivait à Dupleix pour lui dire qu'il se considérait en présence de trois partis, entre lesquels il se croyait encore libre de

Digitized by Google

choisir le 23 septembre. On voit qu'il n'était nullement question de parole donnée et le liant au gouverneur Morse. Voici ces trois partis : Faire de Madras une colonie française; parti désavantageux, car un traité de paix eût rendu aux Anglais cette place embellie ou fortifiée par les Français. Détruire de fond en comble Madras. Enfin, il soulevait son projet de rançon et restitution après payement. Sur ce parti il demande l'avis du gouverneur et du conseil par lettre du 25 septembre.

Voilà donc ce qui devint le point capital de la lutte, car nous ne voulons pas la qualifier de rivalité entre les chefs de la domination française. Rappelons-nous ce que nous avons dit des pouvoirs déférés aux deux commandants et demandons-nous si Labourdonnais pouvait prétendre au droit de prendre un de ces partis malgré le gouverneur et le conseil. Madras conquis par la flotte envoyée au secours de Dupleix, Madras pris par l'ordre du conseil sur la terre ferme, devenait une place soumise aux autorités de Pondichéry. En mer, quand il s'agissait d'attaquer le commodore, Labourdonnais était indépendant; mais à Madras, en présence d'une ville livrée à discrétion, lui, le lieutenant agissant sous les ordres exprès du conseil, n'avait le droit de prendre aucun engagement sans l'aveu et l'autorisation de ses mandants. Jusqu'au 25 septembre, tous les récits nous prouvent qu'il n'avait encore rien conclu, puisqu'il écrit pour demander avis. Il était encore en très bons termes avec Dupleix et le conseil. Le gouverneur vit cependant avec déplaisir cette insistance de son lieutenant, car il comprenait que la Compagnie anglaise pourrait désavouer Morse et qu'elle serait dans l'impossibilité de payer une somme aussi considérable. Il pensait avec raison que le nabab serait très irrité, que la puissance anglaise ne serait pas amoindrie et que ses plans pour la renverser seraient déjoués.

Telles étaient les considérations qu'il lui présenta dans une lettre du 25 septembre, dans laquelle il revendiquait la suprématie du conseil et de ses pouvoirs comme gouverneur. Une lettre du conseil appuya les remontrances de Dupleix. Le parti de Labourdonnais fut promptement pris. Il avait discuté le prix de la rançon avec l'Anglais Morse le 26, lorsqu'il reçut les avis de Pondichéry qui lui ordonnaient de n'y plus songer et lui annonçaient l'arrivée de six commissaires destinés à former le conseil de la nouvelle acquisition. Cette autorité qu'on semblait placer à côté de la sienne le révolta. Il écrivit à Dupleix qu'il regrettait l'arrivée tardive de la députation, car il avait conclu le traité de rançon, auquel il ne manquait que la signature. Il l'assurait qu'il trouverait de quoi occuper les six officiers. Il déclara ouvertement la prétention de disposer de Madras en

Digitized by Google

conquête qu'il regardait comme échappant aux autorités de Pondichéry. Il envoya copie du traité qui, moyennant onze cent mille pagodes, vendait Madras aux Anglais. Le moment était critique, car Labourdonnais savait que le gouverneur ne pouvait le forcer à obéir. De son côté, Dupleix se retranchait derrière ses pouvoirs, reconnus encore tout à l'heure par l'amiral, qui l'avait consulté pour savoir lequel des trois partis il serait le plus sage d'adopter.

Quel fut le motif qui poussa Labourdonnais à déployer une telle obstination? Avec Malleson, avec Thornton, nous croyons qu'il fut trop perspicace pour ne pas comprendre que le plan de Dupleix visait surtout à l'intérêt et au salut de la colonie. Il savait qu'il allait la laisser sans défense et que le seul résultat de sa campagne serait une promesse illusoire de rançon. Mais la jalousie que lui inspirait l'autorité indépendante de Dupleix, l'animosité qu'il éprouvait déjà pour son chef, avaient aveuglé son esprit, et il leur sacrifia les intérêts de la France. Voilà les causes qui, selon nous, contribueront à hâter le traité de rançon, et elles sont suffisantes pour expliquer la conduite de Labourdonnais, car il n'est pas le seul exemple dans l'histoire d'un général sacrifiant l'intérêt de tous à un sentiment de rivalité.

Mais nous ne pouvons passer sous silence l'accusation du major Malleson, car il l'appuie de preuves sérieuses et semble y attacher une grande importance. Nous nous bornerons à exposer son affirmation et lui en laissons la responsabilité. En face de la conduite étrange de Labourdonnais, on est naturellement porté, comme le fait l'historien anglais, à se demander s'il n'y avait pas un motif secret à cette étrange obstination. Le major Malleson semble ne pas douter un seul instant que Labourdonnais eût reçu une somme considérable des Anglais. Le seul palliatif qu'il invoque, c'est l'usage constant en Asie de faire des présents aux généraux et aux résidents européens. Déjà, au début du siége, il avait refusé une première offre, et l'on suppose qu'il céda plus tard aux sollicitations de Morse, alors que son irritation allait croissant contre Dupleix. Différents auteurs font varier le montant de cette gratification entre un demi-million et un million de francs.

Quoi qu'il en soit, une pareille assertion éclairerait immédiatement toute l'obstination de Labourdonnais, qui ainsi, d'un seul coup, brisait les plans de son rival et s'enrichissait. Il en fut plus tard accusé en France; d'Eprémesnil et de Kerjean le dénoncèrent sur l'affirmation de Dupleix et d'une autorité locale. Ces sources pourraient être suspectes de partialité pour son adversaire; mais les Anglais aussi furent bien affables et pleins d'égards pour le chef qui leur permit de garder Madras et de relever leur puissance. Grose,

Digitized by Google

dans son *Voyage dans l'Inde*, Mills, dans son *Histoire*, sont au nombre des autorités citées par le major Malleson. M. H.-H. Wilson parle encore d'une lettre d'un directeur de la Compagnie des Indes qui mentionne les efforts faits par le gouvernement de Madras pour trouver cent mille pagodes destinées au commandant français. Mais la preuve la plus forte est celle qui résulte de papiers déposés au secrétariat des Indes, signalés à l'historien anglais par sir Walter Morgan, chef juge d'Agra, et qui furent vérifiés pour lui par le professeur Fitz-Edward Hall. Dans ce papier, à la date du 3 mars 1752, il est établi que les directeurs de la Compagnie anglaise à cette époque eurent la preuve par les témoignages des membres du conseil de Madras que Labourdonnais reçut un billet promissoire, *bond*, pour un million de francs, en considération de la restitution de Madras aux Anglais. Malgré tout cela, on ne peut facilement croire à une telle défaillance chez Labourdonnais.

Nous avons vu Labourdonnais refuser de souscrire aux ordres de Pondichéry ; il eut encore de vives discussions avec un des six officiers envoyés pour l'assister, avec M. de Paradis. Ce dernier partit et informa le conseil des desseins de l'amiral. Le conseil expédia une députation avec une protestation solennelle contre tous les actes de Labourdonnais et chargea M. d'Eprémesnil de le remplacer dans la nouvelle place. Dupleix lui écrivit en même temps une lettre dans laquelle il le suppliait, dans les termes les plus pressants, de ne pas gâter son œuvre, de songer à son roi et à son pays. Ce fut en vain, et les conseillers n'eurent qu'à lui signifier une protestation énergique, que vint appuyer la commission commandée par le général de Bury. Ils publièrent un désaveu formel des actes de l'amiral et proclamèrent les pouvoirs dont ils étaient investis par le conseil. Le 2 octobre 1746, Madras fut le théâtre d'une scène violente entre les envoyés de Dupleix et l'amiral, qui était allé trop loin pour reculer. Il protesta hautement contre ce qu'il qualifiait d'empiétement sur ses pouvoirs. Il menaça les commissaires, et après avoir tenu conseil avec les officiers de sa flotte, il déclara qu'il maintiendrait ses traités. Il fit embarquer les contingents de Pondichéry pour les empêcher d'intervenir; le 4 octobre, il arrêta les députés et menaça de les livrer aux Anglais le 15 de ce mois.

On ne saurait s'imaginer l'état des esprits à Pondichéry et surtout l'indignation de Dupleix, réduit à protester sans résultats. Mais, quoique maître de la position pour le moment, puisqu'il disposait des troupes et de la flotte, Labourdonnais se voyait dans un grand embarras, car au milieu d'octobre il fallait fuir la mousson et laisser Dupleix maître de répudier le traité. Il chargea de Paradis de faire des ouvertures, qui furent rejetées comme elles le méritaient.

Digitized by Google

Alors arrivèrent à Pondichéry, avec une escadre de trois vaisseaux, les instructions de Machault et d'Arnouville, dont nous avons parlé plus haut. Le gouverneur les lui envoya. Il réitéra ses prétentions et maintint encore que Madras ne rentrait pas dans le cas prévu par les lettres du ministre. Il signifia en même temps qu'il livrerait Madras aux autorités nommées par Dupleix à trois conditions : l'évacuation et la restitution de la place aux Anglais le 1er janvier 1747, la reconnaissance du traité. Un général anglais n'eût pas demandé de meilleures conditions, car Morse s'était rendu à discrétion.

Le 13 octobre, le conseil accepta les conditions, en se réservant le droit de répudier le traité si les Anglais ne payaient pas. Le 14, il reçut la lettre d'acceptation, sauf en ce qui regardait l'évacuation à la date fixée. Dans la nuit du 13 octobre, une tempête dispersa sa flotte avec des pertes considérables. 1,200 hommes, plusieurs vaisseaux, des canons, toute la mâture furent le juste châtiment de l'obstination qui avait retenu l'escadre sur cette côte dangereuse. Alors il reçut les nouvelles de Pondichéry et signa de son chef le traité avec Morse ; puis sa vieille énergie se réveilla à la vue de ses vaisseaux démâtés et de sa position dangereuse.

« Mon parti est pris quant à Madras ; je vous l'abandonne. J'ai signé le traité, c'est à vous de remplir les engagements. Je suis si dégoûté de ce misérable Madras, que je donnerais un bras pour n'y avoir jamais mis les pieds. Il nous a déjà trop coûté. » Avec ces mots, il annonça son départ et remit à d'Eprémesnil le commandement le 23 octobre. Le gouverneur avait voulu envoyer hiverner à Achem les vaisseaux de M. Dordelin nouvellement arrivés de France ; mais Labourdonnais, les ayant rencontrés, les ramena le 27 octobre. Là encore, la lutte recommença lorsque l'amiral demanda des canons, des hommes et des vivres pour armer sa flotte. Il se relevait avec le péril de l'heure présente et voulait, disait-il, aller hiverner à Goa, terrain neutre, pour revenir l'année suivante. Mais le souvenir de son entêtement, de sa désobéissance, rendit impossible toute entente. Le conseil et le gouverneur jugèrent la position de Pondichéry déjà trop critique, sans l'exposer à devenir encore plus faible pour accepter les nouveaux plans de l'homme qui avait renversé toutes leurs espérances. Labourdonnais quitta alors l'Inde avec sa flotte. La première division, composée des vaisseaux les moins maltraités par l'ouragan, alla à Achem, tandis qu'avec le reste il regagna l'île Maurice, où il arriva le 10 décembre, pour y trouver son successeur, M. David, installé, suivant les ordres du ministre ; le gouverneur de l'île de France lui laissa la flotte. Il essuya un ouragan près du Cap, et à la Martinique il apprit que les croiseurs anglais lui barreraient le chemin. Il vendit

Digitized by Google

tout ce qu'il possédait et s'embarqua pour la France sous un faux nom. Le vaisseau hollandais qui le portait fut pris par une frégate anglaise et mené dans un port de l'Angleterre. Le passager devint prisonnier de guerre.

En peu de mots, nous achèverons son histoire. Il fut fêté et traité avec de grands égards par les directeurs de la Compagnie et même par le gouvernement anglais. On lui permit de rentrer en France sur parole, et il y fut mal reçu. Ses ennemis l'accablèrent d'imputations différentes et on l'accusa même d'avoir consenti à la rançon de Madras dans son intérêt personnel. Il passa trois ans à la Bastille, où il écrivit avec beaucoup de peine un mémoire justificatif. Il n'en sortit que pour mourir, le 9 septembre 1753.

Telle fut la fin d'un homme qui, par son propre talent, sa persévérance à l'épreuve de tant de revers, était parvenu à créer une colonie, à vaincre ses détracteurs et à gagner la faveur d'un ministre, Il eut un moment en son pouvoir la réalisation des conquêtes qu'il avait projetées ; il eût pu donner à la domination française une impulsion qui eût fixé ses destinées en Asie, et il sacrifia tout à la jalousie, à la haine d'un rival, à la pauvre satisfaction de braver ses chefs au détriment de la France. Il ne fallait pas encore la question de rançon soulevée par le major Malleson pour faire blâmer Labourdonnais. Tout ce passé que nous avions admiré ne saurait nous faire excuser les hésitations devant Pondichéry, l'occasion perdue lors de la défaite du commodore Peyton, enfin l'obstination et le traité de Madras. La cause de Labourdonnais a été souvent plaidée, et tous ses partisans ont accablé Dupleix ; mais le récit du major Malleson, appuyé sur d'excellentes autorités, rétablit la vérité à l'endroit du gouverneur. De ce récit la grande figure de Dupleix paraîtra dans l'histoire délivrée enfin des calomnies qui voulurent faire de lui le rival jaloux, l'ennemi de parti pris de son lieutenant désobéissant, de son subordonné. qui brisa ses admirables desseins pour l'établissement de l'empire français dans les Indes. La postérité portera un jugement moins sévère sur le plus grand des chefs français dans l'Inde, et elle reconnaîtra en lui le seul à plaindre, lorsque Labourdonnais s'éloigna pour toujours de Pondichéry, où il laissait Dupleix sans flotte, sans ressources contre les Anglais, avides de venger les désastres de l'armée et en face du nabab irrité du succès de ses alliés et prêt à montrer son hostilité pour la France.

Digitized by Google

IV

Après le départ de Labourdonnais, Dupleix se trouva dans un grand embarras. Il n'avait plus de flotte, il avait sur les bras le traité avec les Anglais et le nabab irrité de voir qu'on ne lui livrait pas la ville qu'on prétendait avoir prise pour lui. Depuis six semaines, l'Indien se voyait ajourné par des excuses, mais il refusait de croire à ces discussions entre les chefs français, dont il voyait flotter le drapeau sur Madras. Il menaça la colonie avec des troupes considérables. Dupleix prit la résolution de conserver la place conquise plutôt que de la livrer fortifiée à Amvaroodeen, et il brava la colère de l'Hindou. D'Eprémesnil reçut l'ordre de repousser les indigènes, ce qu'il fit assez facilement, tandis qu'un détachement parti de Pondichéry sous les ordres de Paradis mit en déroute complète l'armée du nabab à Saint-Thomé. C'était la première occasion où une telle poignée de braves avait oser attaquer les armées du Mogol, et ainsi fut fondée la réputation des soldats européens en Hindoustan. Dupleix, en s'écartant de la politique pacifique de ses prédécesseurs, avait prouvé aux Indiens ce que pouvait la discipline. Le second acte du gouvernement fut la répudiation du traité de Labourdonnais et la nomination de Paradis au poste de gouverneur de Madras. Une proclamation déclara nuls tous les actes de Labourdonnais comme contractés au mépris des ordres du conseil. Le gouverneur tourna ses yeux vers le fort Saint-David, place qui l'inquiétait et qu'il voulut prendre à tout prix. Paradis essaya le premier, en décembre 1746. Il repoussa les soldats du Mogol et rejoignit le gros de l'armée française à Ariancopan. Tout semblait présager le succès de l'entreprise, sans la jalousie des officiers supérieurs, qui força Dupleix à confier le commandement au général de Bury. Ce vieil officier se laissa surprendre et fut obligé de battre en retraite avec des pertes. On tenta une attaque par mer avec l'assistance de M. Dordelin ; mais une tempête fit tout échouer. Le seul résultat fut un traité avec le nabab qui abandonna aux Français quelques territoires.

Dupleix laissa passer plus d'un mois avant de recommencer son attaque contre Cuddatore. Le 19 février, Paradis cette fois mena une colonne contre le fort Saint-David et occupa de bonnes positions. Il se disposait à attaquer la place, lorsqu'il vit arriver la flotte de l'amiral Griffin avec des renforts. Cuddatore fut sauvé et Paradis se retira. Dupleix se vit menacé par les Anglais avec des forces considérables, et il dut envoyer chercher des secours aux îles Mascareignes. M. Bonnet, qui y commandait, arriva dans l'Inde avec une escadre. Il jeta des renforts dans Madras et attira à sa poursuite

Digitized by Google

l'Anglais Griffin, ce qui permit à Dupleix une quatrième expédition contre Cuddatore. Elle fut encore repoussée. Il tourna alors toute son attention à fortifier Pondichéry, car il avait appris l'arrivée prochaine de l'amiral Boscawen avec une expédition formidable. La Compagnie et les ministres anglais avaient équipé une flotte monstrueuse pour en finir avec les colonies françaises. L'amiral Boscawen réunit ses vaisseaux à ceux de ses alliés hollandais. Il n'inquiéta pas Maurice, qu'il trouva bien défendue, mais il vint bloquer Pondichéry.

Malgré la supériorité numérique et l'excellente artillerie des assiégeants, malgré la mort de Paradis, sans secours du dehors et avec ses seules ressources, Dupleix soutint le siége, repoussa plusieurs assauts et força l'Anglais à se retirer avec de grandes pertes. Ce dernier succès, joint à ses victoires sur le nabab, ajoutèrent à son prestige aux yeux des Indiens. Alors survint une suspension d'armes, suivie par la paix d'Aix-la-Chapelle, qui rendit Madras aux Anglais et désappointa Dupleix. Les nations rivales cessèrent pour quelque temps la lutte ouverte, mais se mêlèrent aux querelles des rajahs.

Voyant qu'il ne pouvait pas songer à renverser la Compagnie anglaise, Dupleix porta ses regards ailleurs. Il songea à dominer le midi de l'Inde, en établissant un rajah allié de la France, qui serait réellement le lieutenant du gouverneur de Pondichéry, alors qu'il passerait pour celui du Mogol. Nazir-Jung et Mozuffer se disputaient la possession du Deccan en 1748. Le vieil allié de la France, Chunda-Sahib s'entendit avec Mozuffer et promit l'assistance de Dupleix, moyennant le poste de nabab du Carnatic. Dupleix promit de l'argent et des troupes qui seraient à la solde de Mozuffer, comme les Anglais avaient déjà des soldats à la solde de Mahommed-Ali. Nazir-Jung fut complétement battu à Amboor, grâce aux auxiliaires français de Mozuffer. Les deux rajahs se rendirent à Pondichéry, où ils furent reçus en triomphe. Ils témoignèrent leur reconnaissance par une cession de quatre-vingt-un villages, et Dupleix fit tout son possible pour les persuader à s'emparer de Trichinopoly, où Mahommed Ali s'était réfugié. Mais la présence de Boscawen sur la côte arrêta Chunda. Les Anglais s'étaient emparés pour leur propre compte de Devicotta, et ils firent la paix avec Chunda. Boscawen partit ensuite. Aussitôt Dupleix poussa Chunda à frapper un coup décisif et à assurer sa suprématie dans le Carnatic par la prise de Trichinopoly. Il eût ainsi détruit son rival et les prétendants ; il aurait forcé les Anglais à le respecter. Dupleix lui avait fourni tous les moyens en hommes, en argent et en vivres. Mais les Indiens avaient vidé leur trésor en folles dépenses, et Dupleix les vit mar-

Digitized by Google

cher contre Tanjore, alléchés par les trésors du rajah. Pertab Singh amusa et trompa Chunda par des négociations et des promesses. L'habile Mahratte gagna du temps, et Chunda dut se retirer avec une armée démoralisée et poursuivie par Nazir-Jung. Dupleix venait d'augmenter le contingent français lorsque éclata un esprit d'insubordination qui amena une retraite honteuse de Valdaur à Pondichéry. Vivement harcelée par Morari Ruo, l'expédition arriva, et les officiers mutins furent sévèrement punis. On parlementa avec Nazir sans résultats. M. d'Auteuil attaqua de nuit le camp ennemi et y jeta la terreur. Tandis que la flotte allait reprendre Masulipatam, Mahommed Ali, abandonné par ses alliés les Anglais, fut mis en déroute sur la rivière Punar, le 1er septembre 1750.

Dupleix envoya de Bussy contre la forteresse de Gingee. C'est là première fois qu'on vit paraître d'une façon aussi brillante ce jeune officier, que Labourdonnais avait laissé dans l'Inde. Le gouverneur avait reconnu en lui un de ces esprits hardis et capables de diriger un coup de main. Il s'empara rapidement de Gingee et le lendemain des hauteurs qui dominaient la ville. Ce fait d'armes accompl avec une petite troupe européenne en face de milliers d'Indiens, et dans une position réputée imprenable, étonna les indigènes. Nazir rassembla une armée et perdit son temps en pourparlers, au lieu de réparer son échec. M. de La Touche l'attaqua, et dans le combat il fut décapité, et sa tête déposée aux pieds de son rival Mozuffer.

Cette victoire eut un grand retentissement dans les Indes et inspira un profond respect pour le gouverneur, qui avait élevé son protégé au rang de subahdar du Deccan et de vice-roi du Mogol. Les vainqueurs arrivèrent à Pondichéry et choisirent Dupleix pour arbitre des difficultés qui s'étaient élevées entre eux. Il commença par refuser toute part du butin et rétablit l'harmonie parmi les Indiens. Alors il investit Mozuffer du titre de vice-roi du Deccan et reçut de son côté celui de nabab du Carnatic, avec tout le pays au sud de la Kistna jusqu'au cap Comorin. Mozuffer lui donna encore la forteresse de Valdaur avec son territoire, le titre de munsub et le droit de lever sept mille sabres, celui de battre monnaie et des concessions de villages pour la Compagnie. Dupleix demanda ensuite avec beaucoup de tact qu'on mît Chunda à sa place dans le Carnatic, ce qui ne contribua pas peu à augmenter sa popularité. Son premier acte fut d'essayer un arrangement avec Mahommed vaincu. Mozuffer partit pour sa capitale avec le contingent de Bussy, et se trouva aux prises avec des rajahs jaloux de sa puissance. Il les attaqua et fut tué en les poursuivant. Avec beaucoup de présence d'esprit, Bussy fit proclamer Salabut Jung, fils de l'ancien Nizam et frère de Nazir, en qualité de vice-roi du Deccan. Ce nouveau protégé de la

Digitized by Google

France entra dans sa capitale et confirma toutes les concessions de son prédécesseur.

Maître de l'Inde méridionale, sûr de l'appui de ces alliés élevés par la bravoure des Bussy et des La Touche, assuré de l'impuissance des Anglais devant une telle influence, Dupleix, en 1751, pouvait se vanter d'avoir fondé un empire sans rival dans les Indes, car il avait à ses pieds 35 millions d'indigènes. Il avait abandonné les traditions pacifiques de ses devanciers, mais il avait atteint le but de son ambition, ce but qui avait failli lui échapper en 1746. Aussi semblait-il mériter les remercîments et les éloges que lui envoyaient la Compagnie et les ministres. Ils auraient fait mieux encore de le seconder et de l'aider à conserver l'empire fondé par son talent.

Jusque-là nous l'avons suivi pas à pas, car nous pensions que le récit du major Malleson ne pouvait être que très intéressant pour des lecteurs français ; mais nous sommes arrivés à la période des revers, et nous passerons plus rapidement. Nous nous bornerons à signaler les fautes commises, les causes des désastres et nous nous attacherons plus particulièrement à tout ce qui a trait à Dupleix. Il lui restait un souci au moment où la nomination de Salabut Jung semblait assurer la suprématie française. Mahommed Ali, le prétendant défait, s'était enfermé dans Trichinopoly. On tenta de l'en faire sortir par des négociations, dans lesquelles Dupleix ne recula devant aucune concession, tant il attachait de prix à la cession de cette place. L'Indien rusé parlementa et refusa net dès qu'il eut obtenu le secours des Anglais. Gingen marcha au secours de la place et rencontra d'Auteuil avec Chunda Sahib. Les Anglais furent battus et auraient été écrasés sans la lenteur du général français. Trichinopoly fut assiégée par Law, neveu du fameux financier, et les opérations furent retardées par un brillant coup de main de Clive, qui enleva Arcot et y résista victorieusement au fils de Chunda Sahib aidé par les Français. Le jeune chef des Anglais poursuivit ses assiégeants, les battit sur l'Arni, encore à Covrepauk et réunit ses troupes à celles du major Lawrence. Pendant qu'un seul officier relevait le prestige des Anglais, Law perdait un temps irréparable à s'entêter dans le blocus d'une ville qu'il aurait pu facilement enlever d'assaut. C'est en vain que Dupleix lui envoyait des renforts et des ordres précis, lui enjoignant de se porter au-devant de l'armée de secours, de l'écraser et ensuite de revenir sur Trichinopoly. Il laissa battre ses troupes en détail ; il permit à l'ennemi de couper ses communications, enfin il l'attaqua trop tard et fut battu. Dupleix comprit qu'il avait affaire à un lieutenant qui perdrait la campagne par son incapacité ; mais que pouvait-il faire ? De Bussy, son meilleur officier, était au loin dans le Deccan. Abandonnant une forte

Digitized by Google

position qu'il occupait, Law alla s'enfermer dans l'île de Seringham, où il dut se rendre avec toute son armée. Chunda Sahib fut décapité par les alliés indiens de Lawrence.

Ainsi Dupleix perdit par l'impéritie et les hésitations de Law tout le fruit des campagnes précédentes ; son allié avait péri, Mahommed Ali et les Anglais étaient maîtres du Carnatic. La principale cause de ce désastre fut la division du commandement. Dupleix pouvait, en sa qualité de gouverneur civil, ordonner une opération, mais l'exécution était toujours remise à un officier des armées du roi ou de la Compagnie, qui souvent n'avait pas assez de talent pour remplir sa mission. Mais le gouverneur savait au moins réparer les fautes de ses subordonnés. Il n'avait presque plus de soldats, les corps de Law et de d'Auteuil étaient prisonniers, Chunda mort, nos stations sans défense. Il commença par gagner les chefs des Mahrattes, alliés de Mahommed, mais jaloux de son triomphe. Cette défection retarda les mouvements de l'ennemi et permit à Dupleix de rassembler quelques centaines d'Européens, avec lesquels son neveu de Kerjean intercepta et battit l'Anglais Gingen. Ce succès releva un peu la confiance des Hindous, et on vit arriver une ambassade de Salabut Jung, qui confirmait les dignités accordées à Dupleix. De Kerjean se fit battre par Lawrence, et Clive fut forcé de quitter le pays pour cause de santé. Tel était encore le prestige de Dupleix que, malgré cette série de revers, ses alliés indiens lui restèrent dèles, et, s'il avait reçu des secours d'Europe, il aurait rétabli facilement sa suprématie.

Mais la Compagnie ne lui envoyait ni hommes ni argent. Elle s'attendait toujours à recevoir de belles cargaisons et peu lui importaient les victoires de ses serviteurs. Aussi dut-il recruter ses armées en saisissant les équipages des navires marchands. Quelques milliers de soldats auraient assuré le succès de la France. En vain Dupleix dépensait-il et sa fortune et son crédit ; que pouvait-il seul contre tant d'ennemis, contre les Anglais habilement divisés et efficacement secourus par leur Compagnie ? Il s'était habilement tiré de la position critique où Law l'avait mis, et les succès de Bussy dans le Deccan avaient balancé les revers du Carnatic. Mais l'heure décisive arrivait avec le retour de Clive et de Lawrence, avec la défection prochaine des rajahs, et une dernière campagne décidera du sort de l'empire que la France avait perdu.

Avant de passer à cette dernière période de la carrière de Dupleix, nous allons rapidement parler des succès de Bussy. Nous savons qu'il était parti avec Salabut pour réduire le nord du Deccan. Les subahdars de ce pays n'étaient réputés tenir leurs pouvoirs qu'en qualité de lieutenants du Mogol. Le nouvel allié des Français se

Digitized by Google

soumit à cette formalité et ne tarda pas à prouver qu'il était bien inférieur à Mozaffer et à Nazir pour le talent. De Bussy avait compris les défauts de son protégé et il s'était décidé à gouverner sous son nom et son influence. Il exigea une discipline sévère de ses soldats et surveilla les rajahs mahrattes. Il se montra conciliant, mais ferme et résolu quand il s'agissait des intérêts de la Compagnie. Il fit bonne contenance en face du revers du Carnatic, dont le bruit venait jusqu'à Hydrabad. C'était au reste la faute qu'avait commise Dupleix et la plus sérieuse qu'on pût lui reprocher que cette division de ses troupes et l'éloignement de Bussy, quand Mahommed Ali tenait encore. Mais il ne pouvait prévoir ce réveil subit des ennemis de la France, et il avait compris l'importance du rôle de maître de palais que jouerait de Bussy à Aurungabad.

Bussy eut à détruire une ligne des Mahrattes, qu'il battit à deux reprises. Il les dispersa et profita de leurs dissensions pour gagner le rajah de Suttara, Du Peishwa, étonné de l'audace de cette petite bande de Français. Il obtint un traité avantageux pour Salabut. Alors de Bussy fut trompé par le premier ministre de Salabut, Synd Lushkur Khan. Cachant sa haine pour les Européens sous les dehors d'une amitié sincère pour Bussy, cet Hindou intrigua auprès de son maître et fit la paix avec les Mahrattes. Le dernier acte de Bussy avant de tomber malade fut d'obtenir pour Dupleix le nababat du Carnatic, vacant par la mort de Chunda.

La maladie de Bussy laissa libre carrière aux conspirations du ministre ; elle amena un relâchement dans la discipline des Français, et les Indiens devinrent mécontents. Sous prétexte de surveiller les Mahrattes, le successeur de Bussy se laissa persuader de disperser son contingent. Tout était prêt pour faire éclater un soulèvement hostile à la France et les Anglais mêmes avaient été sollicités par Synd. Sur son lit de souffrance, Bussy apprit ces trames et reçut un message de Dupleix qui le suppliait d'agir promptement. Oubliant ses fatigues et ne songeant plus au repos prescrit, le général partit de Masulipatam, rassembla ses soldats dispersés et étonna le traître par sa rapidité lorsqu'il vint lui dénoncer ses projets. Le misérable qui avait eu le courage de tramer un massacre devint d'une soumission abjecte et laissa de Bussy reprendre son ancienne influence et la direction des affaires. On signa un traité très favorable à la France. Après avoir sauvé son armée menacée, Bussy arracha à Synd et la garde du prince et une cession de quatre provinces aujourd'hui connues sous le nom de Circars. Il obtint la promesse formelle qu'aucune affaire ne serait faite sans son adhésion.

Au dire de leurs ennemis mêmes, les territoires cédés étaient d'une

Digitized by Google

grande importance et donneraient une influence considérable dans le Bengale. Ces avantages matériels auraient dû faire oublier à Dupleix son échec dans le Carnatic; il aurait dû se contenter de ces résultats et consolider sa puissance en attendant une heure propice pour attaquer l'Angleterre. Mais l'ambition et l'orgueil l'emportèrent sur la prudence, et il poursuivit un rêve irréalisable à ce moment-là. Jusqu'à la chute de Dupleix et son retour en France, Bussy gouverna tranquillement les pays conquis, fit échouer une nouvelle intrigue de Synd Lushkur, et tint en respect les Mahrattes.

V

En 1752, au moment où le major Lawrence et les Anglais allaient reprendre l'offensive, Dupleix n'avait que 400 soldats à opposer à leurs 700 Européens et leurs auxiliaires indiens. Malgré la disproportion de ses forces, le gouverneur commença cette lutte autour de Trichinopoly dans laquelle devait se décider le sort de l'empire. Au début de la campagne, la promptitude des Français déjoua une diversion de Lawrence, et la ville fut réduite à la famine. Astruc arriva avec de nombreux renforts et n'échoua que grâce à un hardi coup de main de Lawrence pendant l'assaut. Dégoûté, Astruc donna sa démission, et son successeur Breunier se fit battre complétement. Dupleix remit de nouveau le commandement à Astruc, qui subit un échec encore plus écrasant que la première fois. Les Anglais prirent l'artillerie, les officiers, plus de deux cents soldats et le commandant lui-même. Pour la première fois, on vit Dupleix songer à la paix. Mais il exigea la reconnaissance de son titre de nabab du Carnatic, alors que les Anglais ne voulaient pas d'autre nabab que Mahommed Ali. Ce qui aurait dû encore plus pousser Dupleix à traiter, c'était la pensée du mauvais effet produit en France par ses défaites. Voyant échouer ses négociations, il lança une dernière armée sous les ordres de M. Mainville. Trichinopoly, de l'aveu des Anglais, eût été pris sans la folle impétuosité des soldats français, qui donnèrent l'alarme aux ennemis en poussant trop tôt des cris de victoire. La moitié de la colonne fut prise avec ses officiers, et nous pouvons dire avec le major Malleson qu'une singulière fatalité semblait poursuivre les Français devant cette ville. Leurs alliés indigènes furent battus aussi, et Dupleix dut encore demander la paix.

Sadras fut le lieu choisi, et les commissaires anglo-français se réunirent. Dupleix exigeait la double reconnaissance de sa qualité de nabab du Carnatic et de celle de subahdar pour Salabut. Les Anglais aussi demandaient encore le nababat pour Mahommed

Digitized by Google

Ali. Dupleix essaya d'offrir l'abandon des redevances de Madras, le payement des frais de la guerre et d'autres concessions secondaires; mais sur la question des titres il fut inflexible. Cette fatale obstination lui fut suggérée par son ambition, et on la comprend dans ce grand cœur blessé par tant de désappointements, endurci par tant de déboires. Elle coûta cher à la France, car, en rendant la paix impossible, elle permit aux Anglais de poursuivre leurs succès, et elle laissa à Godehen le temps d'arriver pour inaugurer sa politique d'hésitations et de lâches concessions, qui ruina les espérances de notre domination asiatique.

On recommença à se battre. Mainville défit les Anglais et leur enleva un convoi, tandis que Morari-Ruo mettait en fuite le rajah de Tanjore. Mais alors arriva Godehen, et Dupleix fut rappelé en France. Nos lecteurs nous pardonneront si nous avons longuement traité l'histoire de ce grand homme, qui résume en lui seul l'histoire d'un empire fondé par ses efforts et perdu à la fois par l'incapacité des autres et l'indifférence du gouvernement qu'il servait. Il nous faut encore raconter l'histoire de sa chute. On en avait fait un marquis, on l'avait comblé de félicitations pompeuses, on avait approuvé la hardiesse du commandant qui avait agrandi les possessions de la Compagnie et enrichi ses actionnaires; mais, au lieu de le seconder quand l'adversité le pressait, au lieu de lui venir en aide quand il luttait seul contre tant de dangers, au lieu de lui envoyer des hommes et des vaisseaux, on lui demandait des cargaisons, des marchandises, les produits de ces provinces dues à son habileté, mais on lui refusait les moyens de les conserver. Bien plus, lorsque son étoile pâlit, lorsque ses lieutenants perdirent les avantages gagnés par sa politique, lorsque Clive et Lawrence unirent leurs efforts aux antipathies des indigènes, il apprit qu'au loin, en France, ses ennemis travaillaient à sa chute. Un parti dans la direction de la Compagnie avait toujours conspiré contre lui, et lorsqu'il était accablé par les coups de la fortune dans l'Inde, on vit en Europe ce honteux spectacle d'un gouvernement français s'entendant avec l'Angleterre pour faire tomber le général qui avait donné un empire d'outre-mer à Louis XV. La Compagnie écouta toutes les calomnies contre Dupleix. C'est le témoignage des ennemis de la France joint à la jalousie des directeurs qui amena un arrangement par lequel on convint de suspendre les deux gouverneurs. On ne sait si l'on doit plutôt admirer l'habileté des Anglais, qui renversèrent leur terrible adversaire par les mains de ses compatriotes, ou si l'on doit flétrir l'ineptie et l'ingratitude qui amenèrent la nomination de Godehen.

Mais ici encore on ne peut réprimer un sentiment de douleur à la

Digitized by Google

vue de Dupleix victime encore de son ancien ami. Ce Godehen avait toujours été bien traité par lui, lui devait la vie et son avancement au poste de directeur. Il ne pouvait supposer que cet homme serait non-seulement l'instrument complaisant de ses ennemis, mais l'instigateur de la sévérité déployée à son égard. Pour endormir tout soupçon, Godehen lui écrivit une lettre amicale de Maurice. Enfin, le 1er août 1754, il arriva et fut reçu avec grand éclat. Il remit à Dupleix une demande de comptes et sa révocation, la seule réponse fut un cri de « Vive le roi ! » Le lendemain, le commissaire du roi fut installé. Alors Godehen le traita de la façon la plus indigne, rejeta tous ses conseils et commença son système d'inaction. Ne pouvant trouver aucune dilapidation dans les finances de la Compagnie, il ne voulut reconnaître aucune des réclamations pécuniaires de Dupleix, qui avait mangé toute sa fortune, aliéné tous les territoires donnés par les rajahs pour le service de la Compagnie. C'est ainsi qu'il quitta l'Inde, plus pauvre qu'il n'y était venu et sans pouvoir payer ses créanciers, le 14 octobre 1754.

Nous ne pouvons reproduire les six pages que le major Malleson consacre à résumer et apprécier la carrière de Dupleix ; mais de la plume d'un officier anglais et venant combattre les opinions erronées de Mills, Onne et Thornton, ces pages sont très remarquables, car elles sont empreintes d'une admiration sincère et convaincue. Sans les reproduire, on nous permettra à nous aussi d'examiner un peu d'une façon générale la vie de Dupleix, car aucun homme n'a été plus diversement apprécié et plus injustement condamné que lui. Aussi nous pardonnera-t-on notre partialité pour lui si nous affirmons qu'après avoir parcouru tout ce qui a trait à ses actes dans plusieurs historiens, il nous paraît un des plus grands hommes dont la France puisse se glorifier.

Examinons quelques traits de ce caractère. Il est un point sur lequel personne ne diffère, c'est sur cette énergie que rien ne put abattre. Regardez-le lorsque, tout jeune, il crée Chandernagor; plus tard, lorsqu'il soutient Chunda Sahib ; encore quand il brave le rajah du Carnatic ou qu'il lutte pour l'empire, enfin lorsqu'il porte la tête haute et confiante au milieu de son édifice qui s'écroule. C'est ainsi qu'il fonda ce prestige qui retint ses alliés indigènes et fit trembler même les Européens. Il est un autre point admirable dans son caractère et plus contesté que son énergie ; je veux parler de son désintéressement. Toute sa vie, il ne consacra sa fortune particulière qu'au service de la Compagnie, et que de fois sauva-t-il le crédit de la France avec ses deniers, et cela à une époque où tant d'hommes autour de lui cédaient aux séductions de la richesse ! Ne l'a-t-il pas encore prouvé lorsqu'on vit Godehen repousser ses ré-

Digitized by Google

clamations, qui toutes attestaient un service pécuniaire rendu à la France?

Avons-nous besoin de parler de ses talents comme administrateur et comme diplomate? L'Inde n'a pas encore oublié le renom français fondé par Martin et consolidé par Dupleix. Il fut un digne rival de Labourdonnais comme organisateur dans vingt occasions où il recommença la lutte avec tant de persévérance. Il n'était pas un homme d'armes, mais le siége de Pondichéry prouva ce qu'il pouvait faire même à la tête d'une armée. Comme homme, on ne raconte pas une seule occasion où il ait montré de la faiblesse et de l'envie. Son esprit planait au-dessus de ces petites faiblesses des natures de second ordre, et c'est en vain qu'on a voulu tirer de sa lutte avec Labourdonnais une preuve de basse jalousie. On a aussi accusé Dupleix d'ambition désordonnée, d'orgueil aveugle. On comprend ces paroles dans la bouche des historiens anglais, mais ne sont-elles pas étranges dans la bouche d'un Français?

Ambitieux? mais était-ce pour lui ou pour la France, à qui il donnait jusqu'à la fortune de ses enfants? Orgueilleux! dit-on encore; sans doute son obstination fut blâmable, alors qu'une concession eût prévenu la politique fatale de Godeheu. Mais quel orgueil est plus légitime et paraît plus excusable aux yeux de la postérité que celui d'un homme qui avait fondé un empire et ouvert l'Inde à la civilisation et au commerce de notre vieille Europe? Non, il faut s'élever au-dessus des calomnies de son temps, des faux jugements d'une postérité mal renseignée; il faut reconnaître dans Dupleix un génie de premier ordre, un de ces génies qui savent concevoir les grandes choses, qui ont assez d'énergie et de talent pour les exécuter, qui marchent droit au but par amour de la patrie et de la gloire. La fortune et la France trahirent celui-ci, car il ne faut pas chercher dans ses actes et dans sa vie les causes de ses désastres et de sa chute.

Il nous semble que les revers de Dupleix sont dus à trois causes. La première de toutes fut l'absence de bons lieutenants pour le seconder, car il n'en eut que deux, Bussy et Labourdonnais, qui le paralysa dans ses plans. La seconde fut l'intervention des Anglais, avec les Clive et les Lawrence vigoureusement soutenus par leur gouvernement. La troisième et la principale cause de ses échecs, ce fut la France elle-même. Oui, comme le dit très bien le major Malleson, c'est la France de Louis XV qui sacrifia ce grand homme. Absorbé dans des intrigues de palais, livré à des courtisanes, enveloppé dans son égoïsme et sa débauche, Louis le Bien-Aimé s'inquiétait peu de ce qui se passait hors de Versailles. Les vastes projets du premier homme qui rêva une domination européenne dans

Digitized by Google

les Indes, les plans de conquête que les Anglais mirent à exécution sans avoir eu le mérite de les concevoir les premiers, ne trouvèrent qu'un faible écho auprès du cabinet de Versailles. La Compagnie seule avait des rapports avec Dupleix, et nous connaissons sa conduite indigne. Eût-on envoyé quelques-uns des vaisseaux qui pourrissaient dans les ports de guerre ou quelques-uns des bataillons qui défilaient devant une Pompadour ou une Dubarry, l'Angleterre n'aurait peut-être pas eu l'empire indien. Mais la France royale était tombée dans un état de dégradation morale, son peuple souffrait et murmurait dans l'ombre, sa noblesse se ruinait à la cour, tandis qu'au milieu de tant de faiblesses brillait au loin le génie incompris du plus grand homme de ce règne.

Les Anglais seuls profitèrent de cette grande faute, tandis que, triste et pauvre, le proconsul français s'éloignait sur l'océan Indien. Avant son arrivée en France, Machault avait compris la folie commise lorsqu'on l'avait rappelé, et il fut accueilli assez favorablement. Mais dès que la paix eut été signée par Godehen, on le repoussa comme un réclamant importun. On refusa d'écouter ses demandes ou d'examiner ses comptes. Pendant sept ans, il lutta contre l'ingratitude de la Compagnie et l'injustice du gouvernement. Le 10 novembre 1764, il mourut dans la misère, abandonné même de Bussy. Sa postérité n'a jamais réussi à faire reconnaître ses réclamations. Son dernier descendant est mort, pauvre aussi, sous la Restauration.

VI

Dupleix avait conseillé à son successeur de suivre la politique qui lui avait si bien réussi, et surtout de ménager ses alliés indiens. Le départ du gouverneur inspira une grande confiance aux Anglais, étonna les indigènes, et les commandants français ne purent réprimer leur désapprobation. Salabut Jung exprima hautement son désappointement, tandis que, de leur côté, Moracin, Bussy et Mainville murmuraient. Godehen mit Maissin à la place de Mainville, et ce nouveau chef laissa ravitailler Trichinopoly par les Anglais. Godehen conclut bientôt une paix désavantageuse pour la France. On n'a pas oublié que Saunders se bornait à exiger la renonciation au titre de nabab du Carnatic et accepait toutes les conditions de Dupleix. Godehen abandonna tous les titres conférés par le subahdar et confirmés par le Mogol ; il accepta une répartition égale des districts, même de ceux conquis par les Français ; il prit des places qui ne valaient pas celles laissées aux Anglais, et finit par abandon-

Digitized by Google

ner les Circars et céder à l'Angleterre la moitié du territoire de Masulipatam. Les Anglais comprenaient bien que leur allié Mahommed deviendrait nabab du Carnatic, tandis qu'il ne fut nullement question, dans le traité, des alliés de la France. C'est ainsi que Godehen put se vanter d'avoir détruit les efforts de tous ses prédécesseurs. De leur côté, les Anglais se vantèrent de devoir leurs succès, consacrés par le traité, à la persévérance du gouverneur Saunders, mais nous n'y voyons que le résultat des concessions inexcusables et du manque d'énergie de Godehen. Après avoir si bien accompli sa tâche, il partit et laissa Pondichéry à de Leyrit.

Homme de bureau et d'affaires, ce dernier n'avait pas le talent nécessaire pour relever la colonie. Il comprit cependant que l'inaction serait fatale, et il se jeta dans la lutte entre Mahommed Ali et les habitants du Mysore. Anglais et Français violèrent simultanément le traité en prêtant leurs soldats aux rajahs. Clive revint dans l'Inde et songeait à chasser Bussy du Deccan, lorsque la prise de Calcutta par le nabab Nazim l'appela en Bengale. En son absence, de Leyrit tenta d'enlever Trichinopoly, où il envoya d'Auteuil, qui se laissa jouer par le capitaine Caillaud. Soupire chassait les Anglais du Carnatic au moment où l'on apprit l'arrivée prochaine du comte de Lally.

Clive reprit Calcutta et parlementa avec Renault, le commandant français de Chandernagor. Dès qu'il eut battu le nabab et l'eut forcé à traiter, Clive porta tous ses efforts contre Renault. Le siége fut de courte durée, car un traître livra aux ennemis le passage par la rivière, et Chandernagor fut pris. Sa garnison devint prisonnière. Ce fut la fin de la domination française au Bengale; Clive conquit toute la province jusqu'à Allahabad.

Pendant ce temps, Bussy était dans une position bien difficile à la cour du subahdar. Il voyait faiblir la puissance de la Compagnie et comprit que Salabut tournerait les yeux vers les Anglais. Le subahdar attaqua les habitants du Mysore, débiteurs d'arriérés de tribut, et Bussy se vit obligé de le seconder contre des amis de la France. Par la rapidité de ses mouvements, il rendit la résistance impossible et régla la dispute moyennant un à-compte sur le tribut. Un nouveau ministre, Shah Nawaz Khan, mina l'influence française et s'efforça de persuader à Salabut qu'il devrait renvoyer le contingent et s'allier à l'Angleterre. Encore une fois, et moyennant abandon d'une créance de Dupleix, Bussy arrêta une invasion de Morari Rao. Le ministre finit par l'emporter et enjoignit à Bussy de quitter ses Etats avec nos soldats. Le général aurait pu résister, mais il eût fallu conquérir le Deccan et briser des relations amicales qui avaient coûté tant de peine à entretenir. Il obéit au rajah et partit avec une

Digitized by Google

attitude courageuse et confiante, malgré les obstacles qu'on mit sur son chemin et l'hostilité croissante des indigènes. Il s'arrêta à Hydrabad en Mysore et s'y fortifia. Là, il attendit l'ennemi, qui vint l'y assiéger. De Leyrit lança Law à son secours. Cet officier avança vivement d'abord, puis perdit son temps en hésitations qui eussent été fatales sans un ordre péremptoire de Bussy, qui lui enjoignit au nom du roi de se porter en avant. Il le fit avec d'assez grandes pertes, et encore une fois Bussy se trouva maître de la situation. Il n'en abusa pas, et se borna à reprendre son influence auprès du subahdar.

Il se montra, dans sa conduite à la cour du rajah, dans sa fidélité à ses engagements, dans son attitude à Hydrabad, dans ses demandes après la victoire, aussi habile politique que bon général. L'Inde eût été reconquise si Dupleix avait eu plusieurs lieutenants comme lui. Mais malheureusement cette campagne de trois mois l'avait paralysé, quand il aurait pu faire une diversion pour sauver Chandernagor et écraser les Anglais en Bengale. Il resta à Hydrabad et pacifia les Circars, auxquels il enleva trois forts anglais. Il eut à déjouer une conspiration qui faillit renverser Salabut en février 1758. Il rétablit son autorité et l'accompagna à Hydrabad, où il trouva un ordre du comte de Lally qui lui prescrivait de le rejoindre avec toutes ses troupes. Cet ordre brisait ses plans, et il prévoyait que son départ allait détruire tout le fruit de sept ans de lutte et de diplomatie. Il fallut partir, malgré les instances du subahdar, à qui il laissa une faible escorte avec M. de Conflans.

Nous trouvons en Lally une de ces grandes figures qui tranchent sur l'impéritie et l'incapacité des autres commandants français. Fils d'un exilé irlandais fidèle à la cause des Stuarts, Arthur Lally était entré de bonne heure au service du roi de France et s'était distingué dans les guerres d'Espagne, d'Allemagne, et enfin dans une mission diplomatique en Russie. A Fontenoy surtout, il avait acquis du renom en servant contre les armées de la patrie de ses pères. Sa réputation militaire était faite, et le ministère le choisit pour diriger un vigoureux effort en Hindoustan. La guerre fut déclarée le 17 mai 1756. On lui donna d'abord 3,000 hommes avec une flotte considérable sous les ordres du comte d'Aché. Au moment du départ, on lui en retira un tiers pour les envoyer au Canada. On pourrait rarement rencontrer deux hommes plus différents que Lally et d'Aché. Le général était brave, plein de talent et de coup d'œil, énergique, fertile en conceptions hardies, tandis que la lenteur, l'indécision et les appréhensions de l'amiral faisaient échouer toutes les combinaisons de Lally. Les principaux défauts de ce dernier étaient une ignorance de l'Inde et de ses peuples aussi bien que des chefs fran-

Digitized by Google

çais, pour qui il professait un profond mépris. Les instructions de la Compagnie en étaient la cause, car elles lui conseillaient de se méfier des autorités de Pondichéry, qu'elles dénonçaient comme des hommes cupides et incapables. Toutes ces causes, jointes à son impétuosité, à l'insuffisance des ressources de Pondichéry, à l'hostilité constante du conseil et de de Leyrit, amenèrent la défaite de Lally.

Le chevalier de Soupire arriva avec le gros de l'armée avant son chef, et il eût pu achever la campagne tout seul avec un peu de vigueur. Les places anglaises étaient sans garnison, leur armée en Bengale, Saubinet maître du Carnatic. Il aurait fallu attaquer Madras et Cuddatore. Mais de Leyrit perdit son temps en discussions. Il craignait l'arrivée de la flotte anglaise et la désapprobation de Lally. On trouve toujours plus facilement des excuses pour expliquer l'inaction que le talent et l'énergie qui poussent les grands hommes à savoir profiter d'une occasion. De son côté, d'Aché perdit quatre mois en route, malgré les prières de Lally, qui débarqua le 28 avril 1758 à Pondichéry, accompagné d'un état-major dans lequel brillaient les plus beaux noms de France. Armé de pouvoirs illimités et assez mal disposé à l'égard des Français de l'Inde, le général fut très mécontent de l'état de la colonie, où il trouva un grand désordre, peu de vivres et aucun renseignement sur l'ennemi ; mais il prit bien vite son parti, et, malgré une opposition mal dissimulée, il poussa vigoureusement ses préparatifs. Son collègue d'Aché se fit battre à Negapatam, et Lally enleva Cuddalore pour réparer l'échec en mer. Il voulut assiéger le fort Saint-David, mais il se brisa contre l'apathie mal intentionnée de de Leyrit, qui semblait se plaire à retarder les opérations du gouverneur. Il fallut toute la fermeté du comte pour obtenir des vivres pour nos soldats.

Alors Lally alla attaquer encore le fort Saint-David, et il força le commandant à capituler, pendant que d'Estaing enlevait Devicotta. Malheureusement d'Aché le seconda très mal et refusa net de coopérer contre Madras. Il alla même jusqu'à refuser de rendre 500 soldats que le gouverneur lui avait permis d'embarquer. En une heure si critique, on peut regretter que Lally n'ait pas hardiment fait arrêter d'Aché et dirigé la flotte sur Madras. Sûr de la victoire par un tel acte, il aurait été facilement pardonné par les ministres en France. Il se borna à songer à réparer l'entêtement fatal de l'amiral ; mais il n'avait ni argent, ni moyens de subsistance, vu l'indifférence des autorités de Pondichéry.

Cédant aux conseils du préfet des jésuites, le Père Lavaur, Lally alla attaquer le rajah de Tanjore, chez qui on pensait trouver des vivres et du numéraire. Les troupes eurent à subir de grandes privations pendant cette expédition. Elle échoua par une diversion

Digitized by Google

que les Anglais firent du côté de Pondichéry pour sauver le rajah. Lally fut obligé de rebrousser chemin avec un ennemi qui harcelait sa retraite.

A Pondichéry, il apprit que d'Aché avait perdu son temps dans une croisière où il n'avait enlevé qu'un vaisseau chargé d'argent. Lally marcha alors contre Madras et enleva quelques comptoirs sur son passage. Bussy et Lally eurent de vives discussions, parce que le premier penchait pour une invasion du Deccan. Lally préféra attaquer Madras et fut mal secondé par Bussy. Le siége fut recommencé et poussé malgré des désavantages terribles. Tout manquait: vivres, renforts, canons, argent et munitions. La valeur de l'armée et l'habileté de ses chefs vinrent échouer devant l'apathie de de Leyrit et de son conseil. Lawrence et les Anglais résistèrent courageusement et Lally se vit réduit à lever le siége. D'un autre côté, Conflans fut battu par le colonel Forde, et Salabut passa aux Anglais.

La flotte française se fit encore battre par Pocock, et aucune considération ne put retenir d'Aché sur la côte de l'Inde. Le gouverneur essaya d'obtenir du secours des rajahs, mais ses efforts n'aboutirent pas, à cause d'une révolte des régiments français. On eut beaucoup de peine à les faire rentrer dans l'ordre et pour la dernière fois Lally reprit l'offensive. On l'en a blâmé depuis, mais il ne crut pas devoir attendre le retour des vaisseaux anglais au printemps suivant. La bataille de Wandewash fut la fin de la domination française dans les Indes, car cette terrible défaite entraîna la prise de tous les comptoirs et stations importantes. En vain Pondichéry opposa une courageuse résistance; il fallut céder à la famine et se rendre à discrétion. Le croira-t-on? après la prise de Pondichéry, Lally fut insulté par de Leyrit et les Européens de la colonie, à tel point que des baïonnettes anglaises durent le protéger.

Lally partit pour l'Angleterre et de là passa en France, où les Bourbons le frappèrent sans pitié. L'émule de Dupleix fut trahi et calomnié par les indigènes français qui avaient fait échouer ses projets. Le conseil de Pondichéry, de Leyrit, Lavaur, furent ses accusateurs, et le roi le laissa décapiter. Voilà la récompense du général qui avait presque restauré l'édifice de Dupleix, qui avait en si peu de temps réparé les fautes de Godehen! Voilà son sort, tandis que les véritables auteurs de son insuccès furent tous considérés comme innocents. C'est le 16 janvier 1761, avec la prise de Pondichéry, que finit réellement notre domination indienne, car il est inutile de parler de la dernière tentative de Bussy en 1778. Les traités assignèrent à la France quelques stations dispersées, qui ont végété dans l'obscurité et à la merci de la grande puissance qui avait recueilli l'héritage de la Compagnie perpétuelle des Indes.

Digitized by Google

Nous avons fini le récit que nous avions entrepris ; il nous reste quelques mots à dire sur les causes qui ont fait échouer les efforts d'hommes tels que Dupleix, Lally et Labourdonnais. La principale cause, nous l'avons déjà mentionnée lorsque nous disions que la France n'avait jamais secondé Dupleix. En effet, tandis que le Parlement et le gouvernement anglais soutenaient par des flottes, des soldats et des subsides leur Compagnie des Indes, en France, au contraire, la Compagnie n'avait que les faibles ressources dont pouvait disposer une association de négociants.

L'Angleterre s'était toujours associée aux efforts de ses officiers dans l'Inde, et ses ministres avaient de bonne heure compris qu'il importait à l'intérêt national de soutenir les Clive et les Lawrence. Mais ce qui contribua encore aux triomphes des armes anglaises, ce ne fut pas tant le talent des commandants britanniques que la division et la jalousie qui régnèrent continuellement dans les rangs français. Il n'en faut citer que deux effets mémorables : la défaite de Lally et l'avortement des projets de Dupleix en 1746, après la prise de Madras. On pourrait citer d'autres exemples, mais cela suffit, en vérité, quand on vit l'incapacité des Brennier, des Astruc, des Law et des d'Auteuil venir compléter ce qu'avait commencé la lutte entre les deux chefs à Madras. Depuis cette époque, l'Angleterre a poursuivi son œuvre de conquête, et, profitant des leçons que lui avaient données les fautes de ses adversaires, elle a toujours soutenu les capitaines, qui ont porté ses drapeaux jusqu'à l'Indus et aux Himalayas. Mais tous les hauts faits de ses successeurs dans l'œuvre de la fondation d'un empire européen en Hindoustan ne sauraient faire pâlir la gloire de Dupleix.

ARTHUR E. HOUGHTON.

Digitized by Google

LA

QUESTION MONÉTAIRE

EN ANGLETERRE

La question monétaire est étudiée en Angleterre depuis le commencement de ce siècle. La réforme de 1816, qui réduisait l'argent à l'état de monnaie d'appoint n'ayant cours que jusqu'à 50 fr., et faisait de l'or le seul étalon légal, avait été accueillie avec faveur. Mais comme elle laissait subsister la division duodécimale et vigintésimale de la livre sterling, la satisfaction n'était point complète chez quelques esprits charmés des avantages de la division adoptée dans le système monétaire français et soucieux d'introduire un pareil perfectionnement dans le système britannique.

La presse s'empara de cette question, qui devint l'objet de plusieurs enquêtes parlementaires à diverses époques. La création du florin Albert, représentant le dixième de la livre sterling, fut le fruit d'une de ces enquêtes; mais là s'arrêta la réforme, et même le système de décimalisation de la livre, connu chez nos voisins sous le nom de *pound and mil scheme*, consistant à diviser ce souverain en dixièmes (florins), centièmes (*cents*) et millièmes (*mils*), fut condamné, quant à ces deux dernières divisions, par la dernière commission d'enquête réunie à ce sujet et présidée par lord Overstone.

Digitized by Google

Depuis lors, aucun progrès ne s'était réalisé, lorsqu'à la suite des traités de commerce inaugurant l'ère du libre échange, l'idée de l'uniformité des monnaies dans le monde entier, entrevue par quelques rares esprits, et défendue par eux avec d'autant plus de mérite qu'on la considérait généralement comme une utopie aussi irréalisable que la paix universelle de l'abbé de Saint-Pierre, vint refouler au second plan l'idée de décimalisation de la livre sterling, qui n'en fut dès lors considérée que comme un corollaire.

Ce fut l'Allemagne qui la première donna l'exemple de la réforme monétaire au point de vue de l'unification par le traité austro-allemand de 1857, qui établissait entre les diverses unités monétaires des pays de la Confédération germanique l'équation simple et pratique : 4 thalers de Prusse = 6 florins d'Autriche = 7 florins de Bavière. Cet exemple fut suivi le 23 décembre 1865 par la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie, qui firent un pas de plus en adoptant l'identité complète de leurs monnaies d'or et d'argent.

Cette convention de 1865, dans laquelle un article ménageait à tout Etat accédant à ses conditions l'entrée de l'union dont elle formait la base, fut portée à la connaissance de l'Europe par le gouvernement français, qui, préoccupé des avantages de l'unification monétaire, invita les principales puissances à une conférence internationale chargée d'examiner les difficultés qui s'opposaient à cette œuvre d'unification et les moyens d'y remédier.

L'Angleterre n'avait pas attendu cette invitation pour s'occuper des résultats de la convention de 1865. Maints articles avaient paru à ce sujet dans les journaux, et le peu de différence qui sépare la livre sterling d'une pièce d'or de 25 fr. suggéra à tous les partisans de ce que nos voisins appellent la *décimalisation* de la livre l'idée de combiner cette réforme qu'ils poursuivaient depuis longtemps avec une réduction de 20 c. dans la valeur du souverain, pour le rendre égal à une pièce d'or de 25 fr., et faire participer ainsi l'Angleterre aux avantages de l'unification monétaire, en la ralliant à l'Union de 1865.

« Si nous nous associons à cette union, disait l'éminent professeur Jevons dans une des séances de la Société statistique de Manchester, l'unification complète des monnaies en sera la conséquence. La plus grande partie des approvisionnements de l'or est entre les mains de l'Angleterre et des Etats-Unis, et le souverain frappé d'après un type uniforme envahira le monde entier, comme, il y a deux siècles, le dollar espagnol a été la monnaie internationale, et a rendu les plus grands services au commerce. L'or ayant remplacé l'argent comme monnaie courante, il y aura une monnaie qui pri-

Digitized by Google

mera toutes les autres ; si nous sommes habiles, nous ferons du souverain cette monnaie. Nous devons nous rappeler que les avantages que nous avons à retirer de cette révolution s'appliquent moins à l'Angleterre qu'à notre commerce étranger. Nous avons admis les bâtiments étrangers, nous avons admis les marchandises étrangères, et nous nous sommes livrés au commerce étranger sans réserve. Nous sommes maintenant aussi intéressés au bien-être et à la prospérité du commerce des autres pays que du nôtre propre. L'échange est quelque chose de solidaire, et si l'on souffre d'un côté, l'on souffre également de l'autre ; si le commerce est entravé par une monnaie dépréciée, nous sommes exposés à en ressentir le contre-coup par suite des pertes qu'éprouvent nos négociants. Dans le grand projet de la monnaie internationale, je trouve que nous sommes restés en arrière de notre place. C'est l'Angleterre qui eût dû proposer au monde le libre échange dans la circulation des monnaies. C'est Manchester qui eût dû le suggérer à l'Angleterre, comme elle lui a suggéré d'autres grandes idées à des époques antérieures. L'unification des monnaies n'est que la conséquence du libre échange. C'est un nouveau pas dans le rapprochement des nations et le développement de la civilisation. Nous avons laissé échapper l'occasion d'être les initiateurs de cette grande réforme ; mais si nous refusons d'y adhérer lorsqu'elle nous est offerte par un gouvernement éclairé, que ce soit étroitesse de vues ou orgueil, je soutiens que nous ferons preuve de faiblesse d'esprit et que nous nous montrerons indignes de la haute position que nous occupons dans le commerce et la civilisation du monde. »

Ces remarquables observations de M. Jevons peuvent être considérées comme un résumé exact de l'impression produite en Angleterre par la convention de 1865. Aussi le gouvernement britannique ne crut-il pas devoir faire difficulté d'envoyer des délégués à la conférence internationale proposée par la France, et qui se réunit en juin 1867. Les résultats de cette conférence ont été portés à la connaissance du public par la publication des procès-verbaux, et ils peuvent se résumer facilement dans les quelques points suivants :

Le système adopté comme pouvant servir de base à l'unification projetée est le système de la convention de 1865, sauf toutefois en ce qui concerne le double étalon, condamné à l'unanimité par la conférence, dont les préférences se sont portées sur l'étalon d'or exclusif.

Dans le système de 1865, la conférence n'a pas voulu choisir entre les pièces d'or de 5, 10, 20 et 25 fr. (cette dernière ajoutée par elle) l'unité monétaire que chaque peuple devrait adopter. Elle a cru que demander aux divers Etats du monde de renoncer à

Digitized by Google

leurs unités monétaires, passées dans les habitudes des populations, pour en adopter une nouvelle complétement différente, ce serait retarder l'unification, sinon l'empêcher totalement. Elle a préféré adopter la proposition d'établir seulement entre les unités monétaires des divers pays des équations simples, de manière à ce qu'elles se rattachassent par l'un des multiples de 5 fr. ou la pièce de 5 fr. elle-même au système français, destiné à devenir le pivot central de l'Union. Ainsi, dans le plan de la conférence, chacune des pièces de 5, 10, 20 et 25 fr. était offerte comme unité monétaire possible aux divers Etats. L'Angleterre pouvait donc garder son souverain en le réduisant de 20 c. et le ramenant à une valeur de 25 fr.; les Etats-Unis, leur dollar en lui faisant subir une réduction de même nature pour en faire une pièce de 5 fr., etc. Ce système est des plus simples, et par là même il parut offrir à la conférence de grandes chances pratiques de réalisation, puisqu'il atteint l'unification désirée sans froisser les habitudes nationales par le retrait des types monétaires particuliers à chaque Etat.

Ces propositions de la conférence furent portées à la connaissance de leurs gouvernements par les délégués qui y avaient pris part. Les délégués britanniques, MM. Graham et Wilson, firent leur rapport le 2 décembre 1867. Ils concluaient non, comme on aurait pu s'y attendre, à une réduction de 20 c. dans la valeur du souverain, pour le ramener à une valeur exacte de 25 fr., mais à une mesure plus radicale : celle de la mise en circulation immédiate en Angleterre d'une pièce de 10 fr., comme *coin token* pour 8 schellings, malgré une différence en moins des 3/4 d'un denier. Cette pièce, qui aurait cours légal jusqu'à 4 livres sterling, était considérée par eux comme un moyen de porter le nouveau système à la connaissance du public et de l'introduire graduellement dans les habitudes du pays.

En cela leur proposition était identique à celle que faisaient à la même époque les délégués de Suède et de Norwége, et qui est passée à l'heure actuelle à l'état de réalité dans ces deux pays, où les pièces de 10 fr. ont été frappées, et sont si recherchées, si nous en croyons les journaux, qu'on les enlève rapidement de la circulation.

La proposition des délégués anglais, rapprochée de leur vote à la conférence contre la pièce de 25 fr., dont les autres membres voulaient faire une sorte de pont pour l'accession future de la Grande-Bretagne, amènerait à conclure, dans la pensée de MM. Graham et Wilson, la condamnation du *souverain*, regardé cependant par quelques-uns de leurs compatriotes comme le *palladium* britannique, le signe matériel de la grandeur commerciale de l'Angleterre.

Quoi qu'il en soit, leur rapport amena, le 18 février suivant, la

Digitized by Google

nomination d'une commission d'enquête, sous la présidence de lord Halifax, pour en examiner les propositions et interroger l'opinion publique à cet égard.

Comme les résultats de cette enquête ont été diversement interprétés en France, qu'ils ont été le point de départ d'attaques tardives à la convention de 1865, nous croyons devoir analyser les diverses dépositions, le rapport des commissaires, et nous espérons que de cet examen impartial ressortira clairement, non ce que M. Michel Chevalier a cru y voir, à travers le prisme de son unité de 10 grammes d'or repoussée par la conférence, un refus formel et dédaigneux de se joindre à l'unification inaugurée par la France dans sa convention de 1865, mais bien au contraire une grande majorité favorable parmi les déposants, et chez les commissaires une sorte d'indécision qui fait qu'ils ne se prononcent clairement ni pour ni contre l'unification, opposant, il est vrai, la livre sterling à la pièce de 25 francs, mais, en fin de compte, semblant à cet égard déclarer leur incompétence et en appeler à une nouvelle conférence internationale.

Le problème posé devant l'enquête pouvait recevoir trois solutions, à savoir, le maintien du *statu quo*, la réduction de la livre à 25 fr. ou l'adoption d'une pièce de 10 fr.

Ces trois solutions ont trouvé leurs défenseurs parmi les témoins, qui ont déposé au nombre de 23, sur lesquels sont à éliminer MM. Culley et Anderson Hill, qui n'ont donné que de simples renseignements, l'un sur la réforme du penny irlandais, l'autre sur les fabrications monétaires.

Le *statu quo* n'a trouvé que quatre défenseurs. Encore deux d'entre eux ne se placent-ils pour combattre la réforme projetée qu'à des points de vue étroits et égoïstes. L'un, M. Swarbrick, au nom du Great-Eastern-Railway, expose les pertes que subirait cette compagnie en cas de réduction de la livre, lors même qu'on adopterait une tarification de 2 deniers par livre. Cette tarification, en effet, ne pourrait s'appliquer aux sommes inférieures à 5 schellings, dont la quotité représente pourtant le prix de la moitié des voyages exécutés sur le Great-Eastern.

L'autre, sir John Bowring, fait une opposition que nous pouvons appeler patriotique. Il énumère complaisamment les avantages que la livre sterling lui paraît offrir sur la pièce de 25 fr., au point de vue d'une circulation tout au moins égale en Europe, et bien plus étendue dans le reste du monde, en Asie surtout, où le franc est inconnu et où tous les billets se négocient sur Londres. Adopter l'or français serait porter atteinte à la prépondérance dont la livre

Digitized by Google

sterling jouit dans le commerce asiatique et au monopole qu'elle crée au commerce anglais.

Les deux autres partisans du *statu quo* ne se contentent pas d'alléguer de pareils motifs. Ils ne reconnaissent pas l'opportunité d'un changement dans le système monétaire britannique et nient les avantages commerciaux de l'union monétaire. Ils objectent les nombreux inconvénients qu'entraînerait toute atteinte à la valeur de la livre sterling, en raison de la modification des contrats existants, du travail énorme que nécessiterait la révision des comptes des banquiers et des grands établissements de commerce, et des pertes considérables qui seraient le fruit d'une pareille réduction, et auxquelles ne pourrait obvier l'établissement d'un tarif de conversion inapplicable aux sommes inférieures à 5 schellings. Ces dernières objections sont sérieuses; les unes se réfèrent aux difficultés de la transition d'une unité monétaire de 25 fr. 20 à une unité de 25 fr., et elles ne sont pas contestables; mais elles peuvent être surmontées, et l'importance du but atteint serait d'ailleurs là pour les atténuer et les rendre moins sensibles; elles seraient d'ailleurs passagères. Les autres ont trait aux avantages de l'unification monétaire, qu'elles nient, et nous ne pouvons à cet égard mieux les réfuter que ne l'ont fait dans le cours de l'enquête les dix-sept autres témoins, tous favorables à l'entrée de l'Angleterre dans l'Union de 1865, bien que partagés sur les moyens d'y parvenir.

Tous ils ont proclamé les avantages qu'aurait un pareil rapprochement. Ces avantages, suivant eux, sont d'une nature toute commerciale. On a parlé de l'intérêt des voyageurs, mais cet intérêt est bien médiocre à côté de l'immense utilité que le commerce retirerait d'une monnaie internationale. La convention de 1865 l'a amplement prouvé, en mettant à cet égard l'Angleterre dans un état d'infériorité commerciale à la France vis-à-vis de la Belgique, de la Suisse et de l'Italie, ses coassociées dans cette convention. En effet, il est plus facile au marchand italien, par exemple, de connaître les prix des marchandises françaises que celui des marchandises analogues que pourrait lui procurer la Grande-Bretagne. Il s'adresse donc de préférence en France, et la preuve de ce fait se trouve dans la concurrence que fait actuellement Roubaix à Bradford. Il en a été de même en Allemagne pour Solingen vis-à-vis de Sheffield depuis le traité austro-allemand de 1857. Le commerce anglais souffre d'autant plus de la différence des monnaies que les manufacturiers de ce pays, étant obligés de prévoir les pertes qui peuvent résulter pour eux du calcul de ces différences, se voient contraints de se laisser dans leurs comptes une marge suffisante, qui devient ainsi un droit additionnel au commerce. Ce droit peut monter à environ

Digitized by Google

3 0/0, et il est à croire que si l'Angleterre se ralliait à la convention de 1865, il se réduirait à 1 1/2, ce qui représente à peu près le taux de la fluctuation du change. Une telle accession aurait également pour effet d'accroître les relations commerciales avec les pays de l'Union, par cette raison bien simple que tout ce qui tend à aciliter le commerce l'augmente, et c'est bien là le cas d'une monnaie internationale. Les négociants ne seraient plus obligés d'avoir des employés spéciaux versés dans la connaissance des monnaies étrangères, ce qui serait une économie de temps et d'argent. Pour ceux qui ne peuvent avoir ces employés et qui reculent devant les transactions étrangères, en raison des difficultés que présentent la différence des monnaies, le calcul des échanges et l'envoi des petites sommes d'un pays à l'autre, ils n'auraient plus à subir l'intermédiaire coûteux des grandes maisons commerciales. Les voyageurs de commerce pourraient ainsi avoir des rapports directs avec les commerçants de détail, qui ne craindraient pas alors d'étendre la sphère de leurs opérations. L'on faciliterait de cette manière une concurrence avantageuse à la fois au détaillant et au consommateur.

L'envoi des monnaies pourrait dans beaucoup de cas remplacer avantageusement l'achat des lettres de change; l'on éviterait ainsi les frais de courtage, et il vaudrait mieux en tous cas pouvoir envoyer des monnaies que des lingots n'entrant en ligne de compte que lorsqu'ils ont été frappés en monnaies du pays, ce dont il résulte toujours certains frais à la charge du débiteur. Il n'est pas douteux que les traités de commerce conclus entre l'Angleterre et la France auraient produit de plus grands effets s'ils avaient été accompagnés de l'unification des monnaies entre les deux pays. Ces traités de commerce, dont la rédaction a été difficile, en raison de la différence des poids, mesures et monnaies, et dans lesquels on a dû souvent prendre, d'après l'assertion de M. Mallet, le souverain pour 25 fr., entraînent comme corollaire nécessaire l'unification des monnaies. Ce même souverain n'est-il pas tarifé à 25 fr. dans les services de chemins de fer et de vapeurs entre l'Angleterre et la France? N'a-t-il pas été tarifé au même taux dans les arrangements pris entre les deux pays pendant l'Exposition de 1867, pour le payement des ordres monétaires sur Londres et sur Paris? Ce sont là des pertes sèches pour l'Angleterre, et si elle persiste à maintenir intacte la valeur de sa livre sterling, elle souffrira d'autant plus de son isolement que l'Union de 1865 recrutera de nouveaux adhérents.

Telles sont les raisons principales, et très fortes suivant nous, apportées à l'appui de leur opinion par les dix-sept partisans du rapprochement monétaire avec la France. Ils sont unanimes à cet

Digitized by Google

égard, et leurs assertions ont d'autant plus de poids qu'il se trouve parmi eux des économistes connus, comme MM. Jevons, Leone Levi et Hendriks, et de grands manufacturiers ayant l'expérience pratique des inconvénients de la diversité des monnaies, tels que M. Behrens, à Bradford et Manchester; M. Muspratt, à Liverpool; M. Field, à Birmingham; M. Wrigley, à Huddersfield, etc. Quelques-uns de ces derniers parlaient non-seulement en leur propre nom, mais encore, ce qui est d'une grande importance, au nom des chambres de commerce de leurs cités; ainsi de MM. Muspratt, Field et Wrigley.

Si les déposants favorables à la monnaie internationale sont unanimes sur les avantages de la réforme, ils se partagent sur les moyens à employer pour y parvenir. Les uns, de beaucoup les plus nombreux, quatorze sur dix-sept, veulent simplement une réduction de 20 centimes dans la valeur du souverain, pour le ramener à coïncider exactement avec la pièce d'or de 25 fr. votée par la conférence internationale. Les autres, au nombre de trois seulement, parmi lesquels M. Leone Levi, que, par une étrange erreur, M. Chevalier, dans ses articles du *Journal des Débats*, a considéré comme un adversaire des bases monétaires adoptées en 1867, préfèrent un système plus radical, celui d'une pièce de 10 fr. prise comme unité du nouveau système à adopter par l'Angleterre, et destinée en conséquence à remplacer la livre sterling. C'est là, nous l'avons vu, ce qu'ont proposé dans leur rapport MM. Graham et Wilson.

Les partisans de la pièce de 10 francs prise comme unité, sous le nom de *victoria*, *ducat* ou tout autre, font valoir à l'appui de leur opinion que la réduction proposée du souverain à 25 fr. n'amènerait pas l'identité complète des systèmes monétaires, ce que produirait l'unité de 10 fr. Ils ajoutent de plus que l'adoption de cette dernière pièce serait, au point de vue de la question de *décimalisation* agitée dès le commencement du siècle en Angleterre, bien préférable au maintien de la livre sterling, même réduite à 25 fr. La livre sterling, en effet, dans sa millième partie, offre une valeur de 0 fr. 025, division incommode condamnée par l'enquête de lord Overstone; le millième de la pièce de 10 fr. est 1 centime, et représente bien mieux le dernier degré de l'échelle des monnaies. La pièce de 10 fr. devenant unité monétaire de l'Angleterre résoudrait donc non-seulement la question d'unification par l'identité des monnaies, mais encore le problème, jusqu'ici insoluble, de la *décimalisation* du système monétaire britannique.

Les partisans de la pièce de 25 fr. objectent que rien ne serait plus impopulaire en Angleterre que l'abandon de la livre sterling, et que ce qu'il importe surtout d'obtenir, ce n'est pas tant une

Digitized by Google

identité complète, impossible peut-être en raison de l'amour respectif de chaque peuple pour son unité, que l'établissement d'équations simples entre les diverses valeurs monétaires. Quant à la *décimalisation* prétendue impossible de la livre sterling, les témoins estiment qu'elle peut avoir lieu, et que les nouvelles subdivisions du souverain offriraient de grands avantages sur les anciennes, lors même que ces subdivisions ne seraient pas comparables pour la simplicité à celles de la pièce de 10 fr. proposée.

Il est à croire qu'au cas futur d'une alliance monétaire anglo-française, l'opinion favorable au maintien comme unité de la livre sterling avec réduction de 20 centimes dans sa valeur l'emporterait dans les conseils du gouvernement britannique, comme elle l'a fait dans le cours de l'enquête, où elle a trouvé quatorze défenseurs contre trois adversaires.

Si ce vœu de la majorité était rempli, et si la livre sterling était ramenée de 25 fr. 20 à 25 fr., une question importante serait soulevée. Cette réduction devrait-elle avoir lieu sans compensation pour les porteurs des monnaies, sans conversion des anciennes dettes en nouvelles? Devrait-on au contraire adopter une tarification provisoire de 2 deniers par livre sterling et réviser tous les comptes passés en anciennes livres sterling en raison de ce tarif?

Ces deux systèmes ont trouvé leurs défenseurs au sein de l'enquête. Quelques-uns des déposants, MM. Smith et Hendriks, par exemple, proposent, pour éviter les inconvénients de la tarification des anciennes unités en nouvelles, d'établir en Angleterre un droit de seigneuriage de 1 0/0 sur chaque nouveau souverain frappé à la Monnaie de Londres. Ce droit, disent-ils, tout en réduisant de 20 centimes la valeur intrinsèque du souverain, n'amoindrirait pas sa valeur échangeable en Angleterre, et l'abaisserait pourtant à l'étranger, où il ne circule que comme lingot. Il ne serait pas ainsi nécessaire de refondre la masse des souverains en circulation, et de réviser les anciens comptes ainsi que les contrats existants. L'établissement d'un droit de seigneuriage empêcherait d'ailleurs la Monnaie de Londres, au cas d'union avec la France, de frapper à perte pour ce pays. Il se perçoit en effet un droit de seigneuriage en France, lequel droit est à la charge du possesseur de lingots; et il n'est pas douteux que le jour où les monnaies anglo-françaises auraient réciproquement cours légal dans les deux pays les lingots français ne prissent le chemin de la Monnaie de Londres, qui ne perçoit aucun droit de fabrication monétaire.

C'est ce que ne contestent pas les partisans de l'établissement d'un tarif de conversion; mais ils ne pensent pas que ce droit de seigneuriage, utile à établir dans certaines limites pour prévenir ce

Digitized by Google

danger, dût empêcher toute tarification. Ils objectent que si le souverain est réduit de 1 0/0, on ne saurait dire que sa valeur reste la même. On ne pourrait user d'un tel moyen pour libérer les obligations existantes contractées sur la foi de monnaies de certains poids et finesse, et exigeant par conséquent le payement intégral de la quantité d'or stipulée, ce qui rend nécessaire un tarif de conversion. C'est du reste une opinion erronée, dit M. Jevons, qu'aucun droit de seigneuriage n'existe en Angleterre, attendu que le droit de 1 denier 1/2 par once prélevé par la Banque dans l'échange des lingots contre des souverains revient à un seigneuriage de 1/6 p. 1,000, inférieur seulement de $\frac{1}{10.000}$ au droit de 2 p. 1,000 que perçoit la Monnaie française.

La question est posée entre ces deux systèmes. Quelle que soit la solution de l'Angleterre à cet égard, qu'elle établisse une tarification provisoire, comme l'ont fait la France, lors de la substitution du franc à la livre, et la Grèce, dans sa loi d'accession à la convention de 1865 ; ou qu'elle préfère au contraire imposer sur le souverain un droit de seigneuriage destiné à prévenir toute tarification ; ou même que, sans établir ce droit, elle se contente de réduire le souverain sans compensation, comme ont cru pouvoir le faire à diverses époques pour leurs types monétaires particuliers la Hollande, la Prusse et l'Espagne, ce n'est là, au fond, qu'une question de méthode pour ramener le souverain à une valeur exacte de 25 fr., question qu'il appartient à nos voisins de résoudre suivant leurs mœurs et leurs habitudes, et qui ne présente pas pour les pays de l'Union de 1865 le même intérêt que la discussion des principes posés dans leur convention et consacrés depuis par les votes de la conférence internationale de 1867.

Ces principes, nous venons de le montrer, ont été accueillis avec faveur et hautement défendus par la grande majorité des témoins entendus dans l'enquête. Qui ne s'attendrait à ce qu'une pareille manifestation de l'opinion publique, appuyée d'aussi excellentes raisons que celles que nous avons eu l'occasion de signaler, n'eût dû exercer une favorable influence sur l'esprit des commissaires de l'enquête ? L'on s'attend en effet à trouver dans leur rapport une appréciation non moins équitable de la convention de 1865 et un vœu en faveur de l'unification monétaire par un rapprochement avec la France dans l'une ou l'autre des pièces proposées de 25 et 10 fr. Il n'en est pourtant rien, et nous allons examiner sur quelles raisons ils croient devoir fonder leur opposition.

Ils reconnaissent quelques avantages dans l'unification monétaire, mais ils pensent que les déposants ont exagéré à cet égard, surtout en ce qui concerne l'utilité des monnaies internationales pour le

Digitized by Google

calcul des échanges et la remise des monnaies d'un pays à l'autre. La transmission des grosses sommes en effet s'opère généralement avec de l'or en barre, préféré comme moins susceptible d'usure par le frottement.

Nous ne doutons pas que cette objection n'ait été suggérée à la commission royale par deux de ses membres, MM. Baring et Rothschild. Il peut être vrai que l'or en barre est d'un transport préférable ; mais s'il est facile aux deux banquiers que nous venons de nommer et aux grandes maisons de commerce d'avoir des lingots pour leurs payements à l'étranger, il n'en est pas de même pour le petit commerce. Or, nous avons vu par le témoignage de plusieurs déposants que l'uniformité monétaire aurait précisément l'avantage de supprimer l'intermédiaire coûteux des grandes maisons de banque et des courtiers de change, et de permettre aux détaillants de s'adresser directement aux manufacturiers, en leur donnant la possibilité de s'acquitter à leur égard par l'envoi des monnaies internationales, qui se trouveraient à la disposition de tout le monde. C'est donc là un avantage incontestable, malgré la dénégation de la commission.

La commission a également tort de nier l'influence de la diversité monétaire sur le taux du change. Sans doute les fluctuations du change ne doivent pas être attribuées seulement à la différence des monnaies, à laquelle pourtant on ne saurait dénier une certaine influence. M. Behrens, dans sa déposition, estime que l'uniformité monétaire réduirait ces fluctuations de la moitié. Ce n'est pas là un résultat à dédaigner et que l'on ne doive pas poursuivre.

Les commissaires ajoutent que les avantages à recueillir par le petit commerce sont douteux, qu'il est tout au moins difficile d'en estimer la valeur précise, et qu'il est encore plus impossible d'apprécier l'utilité que retirerait le commerce en général d'une plus grande facilité dans les transactions. Ces avantages, d'ailleurs, tels que la comparaison du prix des marchandises et des statistiques commerciales, ne pourraient être réalisés que par une complète identification des systèmes monétaires et même l'uniformité des poids et mesures. Des pièces internationales seraient de quelque utilité ; l'identité monétaire serait bien plus profitable; la similitude des poids et monnaies serait bien plus avantageuse encore.

Voilà ce qu'on ne saurait contester à la commission, et si l'Angleterre veut acquérir immédiatement les bienfaits de la similitude complète, elle ne saurait rencontrer qu'un grand empressement dans ce pays-ci, puisqu'une pareille similitude de poids, mesures et monnaies ne pourrait s'opérer que dans le système métrique. Ce

Digitized by Google

serait une chose magnifique qu'une pareille uniformité, mais doit-on l'attendre sous l'orme et ne rien faire pour la préparer? Pour arriver à la solution du problème, n'est-il pas prudent et sage de commencer par créer des monnaies internationales, pour continuer ensuite, s'il y a lieu, par l'identité monétaire, et finir par l'uniformité des poids et mesures? Qui trop embrasse mal étreint, dit un proverbe français. Aussi croyons-nous que les commissaires anglais n'ont émis une pareille opinion qu'afin d'éviter, en l'agrandissant, la solution du problème qui leur était posé.

En effet, ils parlent tout aussitôt de la difficulté d'obtenir une assimilation monétaire complète, des changements qui en seraient la conséquence dans la circulation de chaque pays et qui entraîneraient avec eux de nombreux inconvénients, moins graves, il est vrai, ajoutent-ils, dans les pays sujets à de fréquents changements monétaires que dans ceux où la même unité existe depuis longtemps et est passée dans les habitudes des populations. La Commission trouve à cet égard qu'il serait difficile à l'Angleterre d'altérer la valeur de son souverain, resté invariable depuis cent cinquante ans, et que les autres nations de l'Europe, dont les unités monétaires ont subi d'assez nombreux changements, pourraient avec moins de trouble y renoncer pour adopter le souverain comme unité d'un nouveau système international.

Nous ne nous attendions guère, en ouvrant le rapport de la commission anglaise, à la voir se donner la haute fantaisie de repousser comme monnaies internationales les multiples de 5 fr., votés par la conférence de 1867, et de proposer à leur place comme unité monétaire le souverain anglais. Quelle que soit la valeur commerciale du souverain, l'étendue de sa circulation dans les deux mondes et sa supériorité au franc comme unité de compte pour les grosses sommes, et malgré la parole citée du directeur de la Monnaie des Etats-Unis : « La livre règle les échanges du monde », nous ne croyons pas que les commissaires anglais aient émis là une idée heureuse. Ils ont beau se donner le facile plaisir de remarquer qu'il suffirait d'augmenter de 20 centimes la pièce de 25 fr., que la réduction du demi-aigle américain serait moins forte si on le ramenait au souverain plutôt qu'à 25 fr., etc... il n'en est pas moins vrai que le franc représente la circulation compacte actuelle de 130 millions d'Européens, si nous comptons l'Autriche, qu'un projet de traité lie à la France et l'Espagne, qui a décrété la réforme. Que nous présente en regard l'Angleterre? En comptant le Portugal, où le souverain a cours légal, seulement 32 millions d'Européens. Sans doute, il y a les colonies britanniques; mais, l'Inde mise à part, elles ne donnent qu'un total de 11 millions d'habitants, et les

Digitized by Google

colonies franco-espagnoles soumises au régime de l'Union montent à 13 millions. Encore sur les 11 millions d'habitants des colonies anglaises peut-on défalquer les 4 millions du Canada, qui a subordonné son adhésion à la convention de 1865 à l'adhésion préalable des Etats-Unis. Sans doute l'Angleterre a les 150 millions d'habitants de l'Inde ; mais le souverain est-il l'unité monétaire de l'Inde ? N'est-ce pas la roupie d'argent qui est cette unité ? Le souverain n'y est-il pas tarifé en roupies et n'a-t-il pas cours légal seulement pour les caisses publiques et non pour les particuliers ?

L'Angleterre se trouve donc, quant au chiffre des populations reliées à son système monétaire, dans un flagrant état d'infériorité vis-à-vis des Etats de l'Union de 1865. Cette infériorité subsiste si nous examinons dans quelle part l'Angleterre et la France, qui n'est pourtant qu'une fraction de cette Union, ont contribué à la frappe de l'or de 1792 à 1866. Nous citons les chiffres donnés par M. Ruggles, délégué des Etats-Unis à la conférence internationale. L'Angleterre aurait frappé 4,675 millions de francs, et la France 6,565 millions. Un renseignement émané d'une autre source évalue la fabrication anglaise à 4,812 millions, chiffre un peu supérieur à celui de M. Ruggles, mais qui reste bien loin pourtant du chiffre de la fabrication française. Ajoutons du reste que depuis quelques années la frappe des souverains a cessé en Angleterre, ce qu'on attribue à la cessation de l'exportation de ces pièces. La fabrication des napoléons, au contraire, n'a pas discontinué, et la France possède aujourd'hui le stock d'or monnayé le plus considérable qu'il soit au monde.

Et c'est dans une pareille situation d'infériorité numérique de population et avec une masse d'or bien moindre en circulation que l'Angleterre viendrait demander à la France et à ses alliés monétaires de renoncer à leurs monnaies pour adopter le souverain comme unité nouvelle de circulation ? Cette unité, d'ailleurs, est-elle irrépréhensible ? ne présente-elle pas des difficultés de calcul inextricables par ses absurdes subdivisions ? La France, les Etats-Unis doivent-ils renoncer à la division décimale, si naturelle et si simple, de leurs unités pour adopter le souverain avec son cortége de couronnes, florins, schellings, pences et farthings ?

L'adoption de la proposition anglaise par la France entraînerait la refonte de toute la masse d'or français, bien plus considérable, nous venons de le montrer, que le stock d'or britannique, et, nous pouvons ajouter, dans de meilleures conditions de circulation. La refonte ne serait en effet une nécessité pour la France que dans le cas peu probable où elle renoncerait à son unité monétaire. En est-il de même de l'Angleterre ? Que la livre sterling soit réduite de 20 cen-

Digitized by Google

times dans sa valeur ou qu'elle soit maintenue à sa valeur intégrale, la refonte de l'or britannique n'en est pas moins une nécessité prochaine. L'usure des souverains, avouée par la commission royale, serait, paraît-il, dans les proportions suivantes : sur 100 souverains, 6 sont au-dessus du poids, 68 dans les limites de la tolérance, 28 au-dessous de ces limites. Si l'on compare le poids de ces souverains avec le poids de la future pièce de 25 fr., on trouve que sur 100 souverains 54 seraient trop pesants pour circuler à la valeur de 25 fr., 38 auraient une valeur égale, 8 une valeur inférieure. Les demi-souverains sont dans un état encore plus défectueux. Les frais de la refonte pour les 100 millions de souverains que l'on croit en circulation sont évalués de 150 à 200,000 livres.

Cette refonte nécessaire et prochaine de la monnaie d'or anglaise pourrait être pour l'Angleterre une excellente occasion de ramener son souverain à 25 fr., si elle était moins rebelle à toute proposition de réforme venant de la France. En tout cas, une pareille situation n'est pas faite pour accroître les chances du souverain à devenir l'unité monétaire internationale.

Une pareille proposition ne peut pas avoir été faite sérieusement; elle eût dû, en tout cas, être faite, comme l'a dit M. Jevons dans les paroles que nous avons citées au commencement de cet article, avant que la France ne prît en main l'œuvre de l'unification monétaire. Aujourd'hui, la proposition anglaise est irréalisable ; les faits accomplis n'exercent pas une influence moindre dans le domaine monétaire que dans le domaine politique ; l'unification s'est faite dans la voie tracée par la France, et a rallié un groupe nombreux au centre commercial de l'Europe ; une conférence internationale, réunie en 1867 et comprenant tous les Etats de l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique a consacré les principes de la nouvelle Union. L'Angleterre ne saurait détruire une pareille œuvre et ne peut espérer y réussir. Nous devons donc considérer la proposition de la commission royale comme un moyen dilatoire d'échapper à une réponse précise au sujet d'un rapprochement monétaire entre la Grande-Bretagne et les pays de l'Union de 1865.

C'est ce que pourrait nous autoriser à penser le rapport lui-même de la commission. Nous y voyons en effet que, tout en proposant comme pièce internationale le souverain au lieu de 25 fr., et en élevant ainsi autel contre autel, les commissaires, n'ayant pas une confiance exagérée dans l'avenir de leur proposition, examinent comme éventualité ce qu'il y aurait à faire en cas d'adoption de la pièce de 25 fr. en Angleterre. Ils établissent que la réduction du souverain ne saurait avoir lieu sans tarif de compensation pour la conversion des anciennes dettes en nouvelles, la révision des con-

Digitized by Google

trats existants, des prix et salaires ; mais que là où la compensation ne pourrait avoir lieu, comme pour les sommes inférieures à 5 schellings, la perte minime qui en résulterait ne devrait pas être un obstacle à la réforme, si elle était considérée comme d'utilité publique. Ils ajoutent que ce tarif de conversion ne saurait être évité, comme l'ont proposé MM. Smith et Hendriks dans le cours de l'enquête, par l'établissement d'un droit de seigneuriage de 1 0/0 sur chaque souverain. Ce droit diminuerait incontestablement la valeur du souverain, qui ne pourrait circuler évidemment pour deux valeurs différentes en Angleterre et en France, 25 fr. 20 dans le premier pays, 25 fr. seulement dans le second. Un pareil droit ne devrait être établi que pour éviter à l'Angleterre de frapper gratuitement, et par suite à perte pour ses coassociés monétaires chez lesquels ce droit existe.

Ce n'est pas là le seul témoignage qui décèle le peu de foi des commissaires dans le souverain ; nous en trouvons une autre preuve dans les conclusions de leur rapport. Ils y établissent en effet que toute entente internationale devrait être précédée d'un arrangement préalable commun sur les bases de la circulation de la monnaie internationale, son alliage, ses subdivisions et ses multiples.

Nous avions cru jusqu'ici que la conférence internationale de 1867 avait présidé à cet arrangement en votant l'étalon d'or unique, les pièces d'or multiples de 5 fr., l'alliage de $\frac{9}{10}$ de fin, etc..., tous principes que, sauf le second, celui de l'unification à établir dans les multiples de 5 fr. pris comme monnaies internationales, la commission adopte elle-même. Dans le cours de son rapport en effet, elle établit que l'association monétaire devrait reposer sur l'étalon d'or unique, sur des pièces de dimensions égales, frappées à $\frac{9}{10}$ de fin, sur le cours légal des monnaies internationales, et enfin sous la garantie de certaines mesures à prendre pour la bonne fabrication des monnaies. La conférence de 1867 a voté tout cela; pourquoi donc les commissaires anglais concluent-ils à la réunion d'une nouvelle conférence chargée d'examiner tous ces divers points, de discuter les intérêts des divers pays et d'en concilier les vues divergentes?

C'est une œuvre déjà faite, et nous ne voyons point l'utilité de la réunion de cette nouvelle conférence, ni quel programme elle aurait à remplir. La commission royale se flatte-t-elle que la livre sterling aurait chance d'y être adoptée comme unité monétaire ? Ce serait là une illusion bien singulière en présence des résultats de la conférence de 1867 et du vote qui a fait du système français le pivot de l'unification monétaire.

Si la nouvelle conférence demandée par l'Angleterre se réunissait par hasard, et si les Etats assemblés voulaient faire un pas de plus

Digitized by Google

qu'en 1867 et établir l'identité monétaire au lieu de simples équations, ce ne serait pas le souverain qui rallierait la majorité, mais bien la pièce de 10 fr., qui deviendrait l'unité de compte internationale. Elle avait été présentée comme telle à la conférence de 1867 par des délégués de Suède et de Norwége et l'un des délégués du Portugal. C'est elle qu'ont proposée à leur gouvernement les délégués anglais, MM. Graham et Wilson ; c'est elle qu'ont défendue au sein de l'enquête M. Leone Levi et deux autres témoins. Elle représente en effet 8 schellings d'Angleterre, 2 dollars d'Amérique, 4 florins d'Autriche, etc, ; rien donc ne serait plus facile que la conversion des anciens comptes en ces nouvelles unités, qui ne pourraient d'ailleurs que rallier l'adhésion de la France et des pays de l'Union de 1865, puisque, représentant le décuple du franc, elles n'entraîneraient d'autres changements dans les calculs qu'un simple déplacement de la virgule. Quelques parties de la France n'ont pas, du reste, perdu l'habitude de compter par *pistoles* ou pièces de 10 fr. Si cette pièce ne fut pas acceptée comme unité par la conférence de 1867, et si l'on préféra se tenir dans le vague à cet égard et déclarer que l'unification pourrait avoir lieu dans la pièce de 5 fr. et ses multiples, c'était pour ménager l'accession de l'Angleterre, que l'on supposait résolue à ne pas abandonner son souverain. Mais si cette dernière renonce à la tête de pont qui lui était en quelque sorte offerte, rien n'empêche que la nouvelle conférence demandée par les commissaires anglais, pour mieux marquer son opposition à l'adoption du souverain comme unité monétaire, ne reconnaisse comme telle la pièce de 10 fr.

Or, l'Angleterre n'ayant pas chance de voir le souverain devenir unité internationale ; comme d'ailleurs il n'est pas probable que, repoussant la pièce de 25 fr., analogue au souverain, elle accepte la pièce de 10 fr., même revêtue de la sanction de la nouvelle conférence, que signifie cette demande de réunion internationale ? Doit-on y voir un procédé britannique ayant pour but d'empêcher le congrès des Etats-Unis d'adopter cet hiver la proposition Sherman qui identifie le dollar à la pièce de 5 fr., et de fortifier ainsi l'Union de 1865 d'une accession nouvelle ? Est-ce pour engager le Congrès à différer son vote et à le remettre à une session prochaine, dans la crainte de la réunion d'une conférence internationale en 1869, pouvant adopter d'autres mesures que celle de 1867 ? Le vote des Etats-Unis est en effet d'une importance extrême pour l'Angleterre ; car le jour où la puissante république de l'Amérique du Nord, entraînant à sa suite tous les autres Etats du Nouveau Monde, conclura avec la France une alliance monétaire, il sera bien difficile à la Grande-Bretagne de persister dans son isolement.

Digitized by Google

Doit-on voir au contraire dans cette demande d'une nouvelle conférence internationale — et c'est là ce qui nous paraît le plus probable — le simple résultat de deux courants divergents qui se seraient produits au sein de la commission d'enquête, et dont l'un serait favorable et l'autre contraire à la réforme monétaire? C'est ce qui pourrait expliquer jusqu'à un certain point les contradictions que présente le rapport, ses vœux en faveur de l'unification, en même temps que sa fin de non-recevoir pour la pièce de 25 fr., sa demande d'une conférence chargée de se prononcer sur l'unité monétaire, alors que la question est préjugée par la proclamation du souverain comme cette unité.

L'existence de ce double courant serait de nature à raffermir les partisans de la réforme en Angleterre. Aussi ne se sont-ils pas découragés et recommencent-ils dans ce pays avec plus d'ardeur une seconde campagne, qui sera, il faut l'espérer, plus heureuse que la première. L'enquête leur a permis de se compter, de mesurer leurs forces, de développer leurs opinions, d'accroître le combat de leurs adhérents, et il est probable que des discussions seront soulevées à ce sujet dans le nouveau Parlement. Espérons que le ministère libéral de M. Gladstone se montrera plus large dans ses vues que ne l'a fait la Commission royale nommée par l'ancien ministère.

En attendant, l'enquête anglaise dont nous venons d'analyser les résultats prouve une fois de plus le célèbre adage : le mieux est l'ennemi du bien, puisqu'en résumé la commission royale ne rejette la proposition qui lui avait été soumise que parce qu'elle ne lui a paru qu'une demi-mesure et qu'elle préfère l'identité monétaire complète. C'est, en agrandissant la question, la rejeter dans le domaine des impossibilités, puisque chaque peuple ayant son unité monétaire passée dans ses habitudes et tenant naturellement à la conserver, on ne peut lui demander avec chance de réussite d'y renoncer complétement pour en adopter une autre à laquelle il est complétement étranger. Tout au plus pourrait-on lui demander de modifier légèrement son unité.

C'est en entrant dans cette voie, relativement modeste, qu'en 1857 l'Allemagne est arrivée à une sorte d'unification monétaire par l'équation : 4 thalers = 6 florins d'Autriche = 7 florins de Bavière. C'est en suivant la même voie que le groupe de l'Union de 1865 a vu se rallier à lui l'Autriche par l'avant-traité de juillet 1867. C'est là, croyons-nous, le seul moyen pratique d'arriver à l'unification monétaire; et quant à l'identité complète demandée par l'Angleterre, rien n'empêcherait que le jour où le monde entier, ou du moins les principales nations commerciales, formeraient une fédération monétaire, on ne pût alors agiter et

Digitized by Google

probablement résoudre cette question de l'identité en prenant comme unité l'une des monnaies d'or qui seraient alors en usage.

Il vaudrait sans doute mieux arriver à ce résultat tout d'un coup; mais la réforme monétaire, en raison des susceptibilités nationales qu'elle soulève, des difficultés qu'elle rencontre dans les habitudes prises des populations, est de celles qui doivent s'opérer graduellement, pas à pas. Et le jour où, en opérant ainsi, on sera parvenu à établir entre les diverses unités monétaires en usage des équations simples, ce jour-là, si les auteurs de la réforme ne peuvent pas s'appliquer en entier l'*exegi monumentum* d'Horace, ils auront du moins posé d'une manière inébranlable les fondements solides de l'unification monétaire, laissant à l'avenir le soin de parachever leur œuvre.

P. Roux.

Digitized by Google

POÉSIE

LA VENGEANCE D'ALI

La lune se levait, rouge, sur le ravin.
Le sombre Mohammed, en sortant de sa tente,
Prit son yatagan à la lame éclatante,
Son fusil, qui jamais ne résonnait en vain.

Il s'en alla trouver Taïeb, et lui dit : « Frère,
Ali doit revenir au douar cette nuit.
Auprès de Fatouma, ce fier rival me nuit :
Viens-t'en ! nous châtierons tous deux ce téméraire.

— Je veux bien. » dit Taïeb. Il prit son coutelas
Et ses longs pistolets tout reluisants de cuivre ;
Puis il fouailla ses chiens qui jappaient pour le suivre,
Et tous deux, dans la nuit, montèrent vers l'Atlas.

Là se creuse un ravin farouche et solitaire ;
Des buissons épineux, des chênes rabougris
Tachent de fourrés noirs ses flancs pelés et gris ;
Des blocs roulés d'en haut y hérissent la terre.

De là, l'œil aisément domine le chemin.
C'est là que se posta le couple haïssable ;
C'est là qu'il s'étendit, le ventre sur le sable,
L'yatagan tiré, le fusil dans la main.

Tel était le silence, en ce lieu taciturne,
Que le choc d'un bois mort, détaché par hasard,
Le glissement furtif et léger d'un lézard
Y faisait sourdement gémir l'écho nocturne.

Digitized by Google

Mais rien ne bougeait plus sous la sombre ramée.
Le silence, sur eux, pesait comme un fardeau ;
Car la ravine avide, et sans un filet d'eau,
Comme un corps mort gisait, livide, inanimée.

Or, plus distincts bientôt retentirent les pas ;
Ils approchaient ! Tous deux, collant la joue à terre,
Se demandaient : « Quel est ce rôdeur solitaire
Que l'oreille entend bien, mais que l'œil ne voit pas ? »

Voilà que tout à coup, dans les ombres funèbres,
Brillèrent devant eux deux points ronds, flamboyants ;
Et ces points étaient là, verdâtres, effrayants,
Comme deux trous percés dans le fond des ténèbres.

Leurs regards, fascinés par l'horrible lueur,
S'y plongeaient ; leurs cheveux se hérissaient de crainte ;
Leurs poumons haletaient sous une atroce étreinte,
Et leurs fronts basanés se mouillaient de sueur.

Et toujours les points ronds, à la lueur livide,
Restaient là, sans bouger, toujours dardés sur eux.
Et rien ne soutenait ces foyers sulfureux :
On eût dit deux charbons suspendus dans le vide.

« Le lion ! » dit Taïeb. Mohammed ne dit rien,
Mais il assujettit son fusil sur la pierre
Et vise ces deux yeux fixes et sans paupière,
Dont le regard farouche est rivé sur le sien.

Le coup part. Regardez : le feu rouge de l'arme
Aux fourrés d'alentour jette un reflet sanglant.
L'écho, qui sommeillait, se réveille en hurlant
Et pousse au fond des bois un grondement d'alarme.

Et, dans le peu d'instants que sa décharge a lui,
Mohammed, au milieu de la fauve lumière,
Voit une tête énorme à la noire crinière
Et des griffes d'acier qui s'élancent vers lui.

Il se dresse pour fuir ; mais la bête en démence
En se ruant sur lui le jette sur le dos.
Mohammed soulevait les plus pesants fardeaux,
Mais il plia les reins sous cette masse immense

Le monstre s'étendit, comme pour le pétrir,
Sur l'homme renversé. De ses griffes puissantes
Il creusait des sillons dans les chairs frémissantes,
Et, les yeux dans les yeux, le regardait mourir.

Digitized by Google

Pour Taïeb, le poltron s'enfuit dans la clairière,
Sans songer à celui qui saignait près de là.
Et, tout en trébuchant, il invoquait Allah
Et marmottait tout haut des lambeaux de prière.

Enfin, toujours courant et bronchant, il parvint
Au sentier qui du bois ramenait vers sa tente,
Et là se laissa choir, l'haleine haletante.
La lune s'élevait, rouge, sur le ravin.

Or, au bout d'un instant, Taïeb voit sur la plaine
Venir un cavalier drapé d'un blanc burnous.
Le fuyard aussitôt se met sur ses genoux,
Considère cet homme et retient son haleine.

Soudain, il reconnaît Ali, ce fier rival
Dont Mohammed naguère attendait la venue.
Du douar lentement il suivait l'avenue,
Laissant flotter la bride au cou de son cheval.

Le cavalier approche et voit cet homme à terre :
« Que fais-tu là ? » dit-il. L'autre, le front pâli :
« Oh ! laisse-moi monter en croupe, brave Ali !
Puis, arme ton fusil ! tire ton cimeterre !

Le lion est là-bas qui mange Mohammed ;
Ainsi, piquons des deux et regagnons la tente.
— Lâche ! » s'écrie Ali d'une voix éclatante,
« Tu laisserais mourir un homme qui t'aimait !

— Oh ! ne me quitte pas ! » reprend Taïeb, qui pleure ;
« Sais-tu que Mohammed voulait t'assassiner ?
— Soit ! c'est un homme ; Ali ne peut l'abandonner.
Attends-moi là, Simoun ; je reviens tout à l'heure. »

Et le noble cheval, redressant son cou blanc,
A regardé son maître ; on voit qu'il le devine.
Ali prend son fusil et descend la ravine ;
Taïeb près de Simoun se blottit en tremblant.

Ali, l'arme à l'épaule, a franchi la clairière ;
Il va sous bois, guidé par les sourds grondements
Que la bête farouche exhalait par moments
En broyant Mohammed sous sa dent meurtrière.

Un rayon par hasard sous les fourrés a lui ;
Alors il entrevoit un effroyable groupe :
La tête du lion, sa monstrueuse croupe,
Quelque chose de blanc qu'il tient serré sous lui.

Digitized by Google

Or, laissant un moment cette chair palpitante,
Le lion écoutait; au bruit sourd de ses pas,
Il a tourné la tête; Ali n'hésite pas :
Il vise droit au front et presse la détente.

Le monstre sous le coup pousse un rugissement
Qui fait hurler d'effroi les rocs de la clairière.
Puis il bondit, retombe, et là, sur la poussière,
Reste le ventre en l'air, sans faire un mouvement.

Ali se baisse alors vers Mohammed qui râle;
Il l'enlève de terre, et sa robuste main
Comme un petit enfant porte jusqu'au chemin
Ce corps à la pâleur livide, sépulcrale.

Mohammed se ranime; il entr'ouvre les yeux :
« Quoi! dit-il, j'ai voulu te tuer par envie,
Et tu braves la mort pour protéger ma vie!...
Qu'Allah rende tes jours puissants et glorieux!

— A son frère en détresse apporter allégeance, »
Dit Ali, « du croyant c'est le plus saint devoir.
Tu m'as voulu du mal : c'est à Dieu seul d'y voir;
Tu souffres, je pardonne, et voilà ma vengeance! »

Puis, il veut le placer sur Simoun, mais en vain.
Sous l'ongle du lion, tranchant comme une lame,
Tout son sang avait fui : Mohammed rendit l'âme.
La lune se couchait, rouge, sur le ravin.

CHARLES GRANDSARD.

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

Influence de la liberté et des idées religieuses et morales sur les beaux-arts, par A. ALBRESPY. Paris, Librairie internationale, 1867.

Il est certaines vérités de l'ordre moral que la conscience nous révèle, mais qui nous apparaissent plus nettement dans l'histoire, cette *inscription aux gros caractères*, comme l'appelait un philosophe de l'antiquité. C'est une de ces hautes vérités que M. Albrespy a voulu nous rendre évidentes en écrivant son livre : *De l'influence de la liberté et des idées religieuses et morales sur les beaux-arts*. C'est à l'histoire qu'il a emprunté une démonstration convaincante et lumineuse, concentrée dans 278 pages d'un petit in-octavo.

Au premier abord, et sur la seule inspection du titre, la thèse semble double et complexe ; au fond, elle est une et simple. — Il y a entre la liberté d'une part, les idées morales et religieuses de l'autre, un lien étroit et indissoluble. La liberté, sous toutes ses formes, suppose la grandeur et la fermeté des caractères : cette grandeur et cette fermeté, à leur tour, ne sont possibles qu'avec ces convictions élevées et généreuses qui retrempent sans cesse l'énergie première de l'âme et la préservent des défaillances et des lâchetés.

La période de l'histoire de l'art que M. Albrespy a explorée avec attention et sagacité, pour y trouver des arguments à l'appui de sa thèse, s'étend depuis les premiers jours ou les premières lueurs de la renaissance italienne jusqu'à la décadence générale du XVIIIe siècle. Les écoles d'Italie, d'Espagne, de Hollande, de Flandre et de France passent successivement sous nos yeux. M. Albrespy les caractérise en quelques traits rapides et justes, qui font de son travail un résumé historique bon et agréable à lire ; mais c'est surtout sur les œuvres des grands artistes italiens que M. Albrespy insiste avec une visible complaisance. On voit que l'auteur ne consulte pas seulement les souvenirs et les notes de ses lectures, mais ses propres impressions de voyage ; il a vu et bien vu.

Digitized by Google

Il ne s'est pas contenté de voir ; il a réfléchi et médité. Dans les fresques du Campo-Santo de Pise, dont l'exécution est naïve, mais l'inspiration profonde, il a reconnu l'expression du génie de cette Italie républicaine et croyante du XIVe siècle qu'il appelle à bon droit l'*Italie de Dante*. Les mœurs étaient d'une pureté et d'une austérité relatives. Les caractères avaient une énergie que l'on admire et une violence qui fait frémir ; ils s'affermissaient au milieu des luttes d'une liberté orageuse et déjà menacée. Le scepticisme brillant et l'incrédulité hautaine avaient eu déjà leurs héros avec les Frédéric II, les Manfred, les Palavicini, les Farinata dei Uberti ; mais la foi était vive encore dans un âge où des artistes comme Fra Angelico da Fiesole peignaient à genoux la Vierge ou le Christ.

Aux XVe et XVIe siècles, le culte de la *Beauté* a remplacé celui de la *Sainteté*. L'Italie est redevenue presque païenne : ses écrivains, ses artistes, ses princes, sont des contemporains de Périclès. Disciples de Platon, ils le sont trop souvent d'Epicure. Les scènes licencieuses de la *Mandragore*, applaudies à Florence et jouées au Vatican, accusent le relâchement des mœurs. Le livre du *Prince* est la philosophie de la politique astucieuse et perfide du temps des Borgia. Ces désordres, ces excès, ces superstitions, cette incertitude ou cette absence de principes étaient la suite ou plutôt l'exagération d'une révolution qui renouvelait le monde moral et intellectuel : la *Renaissance*. Dégagée des commentaires de la *scolastique*, la pensée des écrivains anciens apparaissait rayonnante de vérité et de beauté et saisissait les esprits affranchis enfin de la tyrannie de l'école. La vieille foi du moyen âge était épuisée ; une foi nouvelle la remplaçait, plus large, plus vivante, plus libérale, unissant l'esprit de l'antiquité au génie du *christianisme*. Elle devait être celle de l'homme moderne ; elle n'était et ne pouvait être encore que celle de quelques âmes d'élite qui dominaient de toute la hauteur de leurs aspirations ou de leurs vertus leur siècle flottant et troublé. De là ce contraste entre cette Italie impuissante, souillée de vices, déjà flétrie par la servitude, et ces grands hommes qui consolaient les infortunes et les hontes de cette *antique mère des héros* (*magna parens virûm*). C'était alors, dans les cités et les principautés italiennes, l'âge des fortes et puissantes individualités. C'était, pour ne parler que des artistes, l'âge d'un Léonard de Vinci, que M. Albrespy appelle un *philosophe chrétien* du XIXe siècle ; c'était celui d'un Michel-Ange, le fier, l'incorruptible républicain de Florence, austère comme la vertu, puissant et solitaire comme le génie.

M. Albrespy s'arrête avec une prédilection marquée devant ces nobles figures. Les inspirations et les œuvres sublimes de ces maîtres comparées à l'élévation de leurs idées, à la fierté de leur caractère, à l'indépendance de leur esprit, à la beauté de leur vie, sont une démonstration victorieuse de sa thèse.

Une démonstration en sens inverse et non moins irréfutable, c'est l'état des arts en Italie lorsque les terreurs de l'Inquisition, succédant, avec Paul IV, aux licences voluptueuses de la Renaissance, inaugurèrent dans la Péninsule asservie aux vice-rois ou aux vassaux de l'Espagne l'oppres-

Digitized by Google

sion des caractères et des esprits. L'art y devint éclectique, timide ou sensuel et matérialiste. Dans la patrie de Loyola, il ne put jamais élever son essor jusqu'à l'idéal. L'école espagnole est une école réaliste qui tantôt, avec Murillo, nous donne des reproductions fines et ingénieuses de la nature, tantôt, avec Ribéra, étale brutalement sous nos yeux ces sanglantes horreurs des supplices. Ribéra est le peintre de l'Inquisition. Les peintres hollandais, au contraire, semblent exprimer les joies et la sérénité de la liberté politique et religieuse dans leurs compositions, un peu bourgeoises peut-être, mais éclairées, comme d'un rayon d'idéal, de cette lumière dont les Rembrandt, les Gérard Dow et autres ont eu les secrets.

La France est le terme de l'exploration artistique et philosophique de M. Albrespy. Il y arrive en passant par la Belgique et par Anvers, où il admire, mais avec des restrictions nombreuses, la *Descente* de Rubens. L'histoire de notre art national confirme les observations que l'auteur a faites en Italie, en Espagne, en Hollande. — Ce n'est pas dans le rayon des protections officielles que surgissent les vraies et profondes inspirations. C'est dans l'atelier solitaire de ce Nicolas Poussin, qui n'était pas seulement un peintre, mais un sage. C'est dans ce cloître des Chartreux, où, du sein d'une vie humble et chrétienne et sous la mâle influence de Port-Royal, Lesueur retraçait par le pinceau la vie de saint Bruno. Ces deux peintres n'ont pas subi la discipline de Louis XIV et de Lebrun. Ils appartiennent à cette première période du XVIIe siècle où le despotisme s'affermissait dans la politique, mais où le génie, avec les Descartes, les Corneille, les Pascal, conservait toute la fierté et toute l'indépendance de ses allures.

Telle est, en quelques mots trop rapides, l'esquisse du livre de M. d'Albrespy. Nous avons lu avec un vif intérêt cette étude, qu'anime un sentiment élevé du *beau* et du *vrai*. En suivant l'auteur dans ses développements, notre esprit n'a pas eu à accomplir cette évolution qui vous fait passer d'une opinion à l'opinion contraire. Ses idées étaient les nôtres; mais nous en avons mieux pris possession en lisant son travail, qui en démontre la justesse avec tact et science. Qu'il permette seulement à notre sympathie quelques observations. L'idée générale qui fait le fond et l'unité de son livre ne se montre et ne se dégage pas toujours assez. L'auteur recueille en passant des vérités secondaires qui distraient l'attention et font perdre le but de vue. Quelques têtes de chapitre, quelques résumés permettraient mieux de saisir son plan, qui se révèle à la réflexion, mais se cache parfois un peu trop discrètement.

Ces remarques, nous ne disons pas ces critiques, n'atteignent que la forme de cet ouvrage; le fond est bon et sain. La vérité qu'il prouve n'est pas une de ces froides et abstraites vérités qui n'intéressent que la curiosité scientifique du penseur; c'est une de ces vérités qui éclairent et réchauffent l'âme. M. Albrespy a bien fait de la rappeler à l'art contemporain. C'est lui rappeler en même temps les hautes cimes d'où jaillissent les sources des grandes inspirations.

G. GUIBAL.

Digitized by Google

Madame Frainex, par M. ROBERT HALT. — Paris. Librairie internationale, 1868.

Que les lecteurs avides des émotions malsaines que leur procurent sans relâche les fabricants de romans contemporains, au plus grand détriment des lettres et du bon goût, se gardent bien d'ouvrir le nouvel ouvrage de l'auteur de la *Cure du docteur Pontalais*. Ils n'y trouveront rien de ce qui est susceptible de les séduire. Ce livre ne saurait être goûté que par les esprits sérieux, à qui est agréable, nécessaire même, une nourriture substantielle. Le titre de roman, comme on l'entend généralement, ne lui convient en aucune façon. C'est une étude de mœurs, une discussion psychologique, poursuivie avec un soin particulier et présentée dans un langage dont la sobriété, digne d'un philosophe, n'exclut pas l'éloquence.

Le problème posé par M. Robert Halt est de ceux dont la solution a occupé bien des âmes généreuses. Il s'agit de l'affranchissement de la femme, non pas de l'affranchissement politique, quoique, à quelques traits détachés, on ne puisse méconnaître que l'auteur ne serait pas fâché de voir accorder au *sexe faible* tous les droits du citoyen, mais de l'affranchissement moral dans le mariage. M. Robert Halt veut que l'on considère la femme non pas uniquement comme une *machine à sensations*, non pas comme un instrument que l'homme a le droit de faire résonner à son gré, mais comme une personnalité dont la place au foyer domestique doit s'établir sur un pied d'égalité parfaite, alors surtout que l'intelligence est la même, sinon plus élevée, et la valeur morale de beaucoup supérieure.

Voilà le typè matérialisé par M. Robert Halt dans Mme Frainex. Fille d'un père profondément et inconsciemment personnel et d'une mère *trop soumise et trop résignée*, elle est mariée à un homme riche de 4 millions, gagnés dans l'industrie par des moyens plus ou moins avouables, et qui l'épouse seulement parce qu'elle est filleule d'un ministre et qu'il espère trouver chez elle même soumission et même résignation. Mme Frainex, qui aime dans son mari l'idéal rêvé par les natures d'élite, est tout d'abord un instrument passif mis au service d'une ambition démesurée et d'une absolue démoralisation. Mais bientôt ses yeux s'ouvrent, le dégoût du rôle qu'on lui impose la saisit, son amour sombre en même temps que son estime, et elle se redresse, grave, grande et digne, en réclamant dans leur plénitude l'exercice de ses droits de femme et d'épouse.

L'intérêt du livre, ai-je besoin de le dire, repose tout entier sur le développement des idées morales et religieuses de Mme Frainex, prise comme prototype. Son horizon intellectuel s'élargit grâce à de fortes lectures et aux sérieuses méditations qui en sont la conséquence. Elle en vient peu à peu à prendre en pitié une société où ne s'agitent que des intérêts mesquins, où la soif du lucre est insatiable, et, répudiant les superstitieuses croyances que les enfants sucent avec le lait de leur mère, elle rompt décidément avec la doctrine avilissante de l'obéissance et de l'humilité. Elle eut des idées, l'horreur et la haine de ceux qui n'ont que des habitudes; ces idées, elle les laissa voir, simplement, comme elles s'étaient imposées à son esprit; elle monta à cette hauteur d'âme d'où, par une pente naturelle, le devoir s'accomplit comme une nécessité. C'est

Digitized by Google

qu'elle avait entendu et écouté la voix austère de la morale qui lui disait : Il y a une juste, une vraie mesure du bien et du mal ; elle est dans le respect ou la violation de la personne humaine. — Respecter le droit dans autrui et le faire respecter en soi-même est le premier des devoirs. — Donner de soi aux autres dans la large mesure de la justice est le second.

Voilà, en trois phrases, la synthèse de la doctrine philosophique et sociale de M. Robert Halt ; c'est net, ferme, concis, logique ; on sent que l'auteur appartient à cette phalange de libres penseurs dont la préoccupation constante est de rechercher la vérité au moyen de la méthode d'expérimentation directe. Ce souffle puissant et généreux traverse le livre tout entier. A côté d'une loyale et courageuse exposition de certaines plaies sociales, on trouve de vertes critiques de la religiosité contemporaine. M. Robert Halt nous montre, par exemple, dans le salon de la marquise d'Oudenarde, des femmes, dans la splendeur de leur toilette, portant leur âme au bout de leurs doigts et s'élevant aux pratiques les plus pures de l'humilité et de la fraternité chrétiennes en tricotant des chaussettes pour les pauvres petits catholiques, puis se rendant tour à tour dans l'oratoire de la marquise, s'abîmant en Dieu, lui demandant le triomphe du temporel, le salut de quelques petits Chinois recommandés, et pour elles-mêmes la grâce de la persévérance dans ce train de vie convenable et dans cette chrétienne manipulation de chaussettes ; tandis que, pendant leur extatique prière, elles n'entendent pas la toux de leurs cochers grelottant sous la pluie d'hiver. Quelques portraits sont vigoureusement estompés : celui de Louisot, l'ange enragé, être bizarre, plein de sincérité, de flamme et de sang, l'oncle de l'Eglise, les Pères étant morts depuis longtemps ; celui du beau chevalier de la Justice, du moderne Fabricius, qui, après avoir conquis un royaume, a tourné tranquillement le dos aux titres et aux rois ; celui du prélat d'académie, la feuille de vigne du Syllabus, qui possède autant de circonspection que de fougue et autant de littérature que d'arrogance pontificale.

Ce livre, je l'ai dit, n'est pas un roman. L'intrigue existe ; mais elle n'a servi à l'auteur que pour relier entre eux les divers sujets sociaux qu'il entendait traiter. L'analyse est donc ici inutile, et je me contenterai d'indiquer la conclusion.

M. Frainex finit par s'apercevoir qu'en dépit d'une compression morale persistante et d'une transcendante hypocrisie, il ne réussira pas à vaincre la dignité de sa femme, et que l'instrument s'émousse entre ses mains. Sa dédaigneuse pitié pour un être qu'il croyait inerte et sans volonté se convertit en haine féroce, et il se décide à marcher seul désormais dans la voie tortueuse qui doit le conduire aux honneurs et à une o rtune colossale. Il aboutit à une ruine complète et se fait tuer en duel par un mari outragé. Quant à Mme Frainex, elle trouve le bonheur dans son union avec Claude Hatton, dont le caractère est le frère jumeau du sien, l'un de ses initiateurs aux vérités sublimes qui l'ont progressivement conduite à l'intelligence et à la pratique du vrai et du juste, du beau et du bien.

Telle est la moralité qui ressort du livre de M. Robert Halt. Cette belle

Digitized by Google

étude se place sans effort au rang des meilleures productions du roman contemporain. HIPPOLYTE VATTEMARE.

Les Origines de l'Opéra et le Ballet de la Reine, 1581, par M. L. CELLER Didier.

Ce livre est une analyse fort bien faite du premier opéra qui ait été joué en France, la *Circé*, de Balthazarini de Beaujoyeulx, exécutée aux noces du duc de Joyeuse, dans la fameuse salle du Petit-Bourbon. La dédicace n'est pas la partie la moins curieuse de cette œuvre. L'auteur y vante, comme de raison, « le bonheur du peuple, la paix, le repos de la noblesse, en un mot, l'exquise félicité dont jouit la France, grâce à Henri III, dont le nom vivra à jamais, « parfumé de réputation vertueuse ! » Le sujet de la pièce est l'assaut en règle du palais de Circé et la délivrance des « gentilshommes » qu'elle tient captifs sous diverses formes. M. Celler fait ressortir le mérite relatif des machines et de la partition, décrit les danses principales du temps des Valois, la pavane, la gaillarde, les branles, et cette valse indiscrète qui donnait à la reine Marguerite l'occasion de faire admirer ses jambes, comme l'attestent Ronsard et surtout Brantôme, témoin oculaire, et dont les yeux s'ouvraient très grands en pareille occurrence. L'auteur étudie ensuite les instruments en usage à cette époque, et s'efforce d'en donner une idée exacte sans le secours des figures. Pourtant, une excursion à l'intéressant musée du Conservatoire (collection Clapisson) serait un corollaire utile de ces descriptions. A propos de l'ancien oliphant, au lieu de citer le cor légendaire de Roland, l'auteur aurait pu citer le vrai cor d'ivoire de Charlemagne, qui figure dans le trésor d'Aix-la-Chapelle avec sa bandoulière en velours, portant la devise célèbre : *Mein! ein!* (mien, unique). Parmi les illustres personnages qui ont encouragé le plus anciennement la musique en France, il a oublié Jacques Cœur, qui eut son concert *di camera* avant la plupart des souverains, comme en fait foi l'élégante tribune qu'il avait fait faire pour ses musiciens dans la salle à manger de son fameux hôtel. Cette excursion musicale dans le passé suggère à M. Celler des réflexions sur la prédominance tyrannique des instruments à cordes dans l'orchestration moderne et la disparition regrettable de certains effets de timbre et de sonorité dont nos pères savouraient le charme. Il compte sur la résurrection de ces familles d'instruments à vent injustement déshéritées, et qui vont refaire fortune, suivant lui, dans la musique de l'avenir. Il croit même à l'avénement d'œuvres « qui seront, par rapport à celles de Beethoven et de Meyerbeer, ce que les œuvres de ces derniers nous semblent être par rapport à celles de Lulli et de Rameau. « Nous doutons qu'on obtienne de tels résultats en retournant aux psaltérions, théorbes et sacquebutes; si les amateurs rétrospectifs de ces instruments pouvaient les entendre, ils éprouveraient peut-être une déception analogue à celle de Dacier et de sa docte moitié, qui manquèrent, dit-on, s'empoisonner avec un ragoût archaïque dont ils avaient trouvé la recette dans Athénée.

E. C.

Digitized by Google

Les grands écrivains de la France, nouvelles éditions publiées sous la direction de M. Ad. Régnier, membre de l'Institut. — *La Rochefoucauld* tome Ier. Paris, L. Hachette et Ce, 1868.

Le premier tome (il y en aura deux) de cette nouvelle édition comprend les *Réflexions ou Sentences et Maximes*, les pensées intitulées *Réflexions diverses* et les *Maximes posthumes*. Ces trois séries forment un total de six cent quarante et une maximes et constituent le relevé le plus complet qui ait été donné jusqu'à ce jour des œuvres morales de La Rochefoucauld. Un pareil monument était bien dû à la mémoire de l'illustre philosophe. M. A.-D. Gilbert s'est chargé de l'ériger. Après avoir soigneusement compulsé et comparé les cinq éditions publiées du vivant de l'auteur, il a suivi le texte de la dernière édition, celle de 1678. Il y a joint en notes les nombreuses variantes puisées dans le *manuscrit* de La Rocheguyon et les *portefeuilles de Vallant* (papiers de Mme de Sablé). Le volume est précédé de deux *portraits* de La Rochefoucauld, écrits l'un par lui-même, l'autre par le cardinal de Retz, d'un *portrait* de ce dernier dû à la plume du duc, et des première et dernière préfaces mises en tête de ses œuvres par l'auteur des *Maximes*. Il est suivi d'un *Discours apologétique*, des *Jugements des contemporains* et d'une *Table alphabétique et analytique des œuvres morales*. Le travail d'annotation est, en lui-même, une œuvre complète qui fait le plus grand honneur au savant compilateur ; ce n'est pas une discussion, c'est un commentaire perpétuel, semblable à ceux dont on use avec les auteurs grecs ou latins. M. Gilbert s'est surtout appliqué à confronter La Rochefoucauld avec lui-même et avec les moralistes anciens et modernes.

Quant à l'exécution matérielle, elle est parfaite ; mais ai-je besoin d'insister sur ce point et ne sait-on pas les soins minutieux que donnent MM. Hachette à cette collection des écrivains français, faite à la fois pour les gens du monde et pour les bibliophiles ?

H. V.

Histoire ancienne des peuples de l'Orient, mise au niveau des plus récentes découvertes, par M. Robiou. Douniol.

Ce livre de notre savant collaborateur est une de ces œuvres de vulgarisation intelligente qu'on ne saurait trop encourager. Son but est d'inculquer aux jeunes esprits des notions sur les anciens peuples orientaux aussi exactes qu'on peut les avoir aujourd'hui, grâce aux découvertes récentes de l'archéologie, qui complètent et rectifient sur tant de points les traditions recueillies par les auteurs grecs. L'ouvrage de M. Robiou est aussi quelque chose de plus qu'un livre élémentaire. A côté des faits définitivement acquis, il indique, dans un appendice spécialement destiné aux professeurs, les conjectures scientifiques les plus vraisemblables sur les points encore obscurs, et y joint l'indication des meilleures sources.

Digitized by Google

il a mis à contribution, pour l'Egypte, Champollion, de Rougé, Brugsch, Lepsius, Ampère, Mariette; pour l'Assyrie, la Babylonie, les Mèdes et les Perses, d'Eckstein, Lajard, Oppert, de Saulcy, Rawlinson, H. Martin, etc. Dans le chapitre des Hébreux, M. Robiou joint à la substance du récit biblique des éclaircissements historiques et topographiques empruntés aux dissertations de la Bible de Vence, aux travaux de dom Calmet, de Schœbel, de Stork, de MM. de Laborde et de Saulcy, etc. Enfin, aux investigations de ces savants, M. Robiou ajoute parfois des appréciations, des conjectures personnelles qui sont loin d'être sans valeur. Nous avons surtout remarqué la savante et ingénieuse argumentation par laquelle il s'efforce d'établir, contrairement à l'opinion de MM. Brugsch et de Rougé, que l'Exode des Hébreux doit être antérieure à Ramsès le Grand (Sésostris). Il reporte cet événement au règne du dernier roi de la dix-huitième dynastie, Horus, règne dont le début fut brillant, mais dont la fin trahit une singulière confusion, indice assuré de quelques-unes de ces catastrophes dont l'orgueil égyptien aurait voulu abolir la mémoire. On sait que les hiéroglyphes, dignes précurseurs des journaux officiels de l'avenir, n'enregistraient que de bonnes nouvelles, et, au besoin, ne se faisaient pas faute d'en inventer.

E. C.

Grammaire des arts du dessin, par CH. BLANC.

Les caractères que présente la nature non organisée sont, au moins en apparence, le désordre immense, la complexité infinie, le défaut d'équilibre et de proportion. Lorsque, dès son apparition sur la terre, l'homme se trouva en présence des volcans, des déluges, des effroyables cataclysmes qui, de tous côtés, le menaçaient, il tenta d'instinct d'échapper aux périls de ce chaos, et quand ses muscles et ses mains furent impuissants, il en appela à son imagination pour corriger, au moins en rêve, le désordre du globe. La nécessité le fit artiste. Les arts sont nés de la réaction de la symétrie de la raison, de l'unité, sentiments innés et qui ne pouvaient subir sans révolte l'hostilité de l'état primordial de la nature, remaniée et vivifiée; la substance inerte exprima des croyances, des pensées, une lutte, un espoir, et ainsi naquirent successivement tous les arts. En appareillant des pierres selon certaines lois, en leur imprimant par la symétrie le cachet de l'humanité, l'homme leur communique une proportion artificielle, une sorte d'organisme qui les rend expressives, et l'architecture est inventée. En mesurant les sons, en y mettant un rhythme marqué par les battements de son cœur, il les ramène à l'unité d'un système, et il crée la musique. Toujours animé du même génie, il ne peut souffrir la confusion des forêts, ni le cours désordonné des fleuves, ni la violence des torrents, ni la pousse aveugle des plantes sauvages; il range les arbres, il dirige la marche des eaux et il en règle la chute; il greffe les plantes, il invente de nouvelles fleurs, et la campagne est devenue un grand jardin. Maintenant, veut-il imiter la figure humaine, l'homme n'a

Digitized by Google

plus à y introduire l'ordre, la proportion et l'unité dont il est lui-même le plus frappant modèle; mais redressant les erreurs de la nature individuelle, il s'en sert pour remonter, à travers les innombrables accidents de la vie, à l'unité originelle, aux proportions parfaites: il invente la sculpture. Veut-il fixer, au moyen des formes et des couleurs, les traits d'une créature qui lui est chère ou le souvenir d'une action qui l'a ému, et enfermer l'image voulue dans un cadre qui la sépare de tous les spectacles environnants, il y met de l'ordre par l'aménagement, de la proportion par le dessin, de l'unité par la distribution de la lumière, et il trouve un nouvel art qui est la peinture. Les arts furent donc imaginés non pour imiter la nature, mais pour réagir contre elle, et au moyen de la nature imitée, pour exprimer l'âme humaine. Imitation sans doute, mais fière et indépendante. En effet, les arts jaillis du cœur de l'homme ou émanés de son cerveau, sont tellement élevés au-dessus de la nature que plus ils visent à la copie littéralement, servilement et de tout point, plus ils tendent à la ruine et à la dégradation. L'art, c'est le choix, c'est le goût, c'est la création dans l'imitation, la création d'après l'idéal.

Telle est l'idée mère qui gouverne l'ouvrage de M. Ch. Blanc, la vérité supérieure qui le domine et le lien qui en assemble les éléments divers. Le sublime, le beau, l'idéal, le style, la nature, ce sont là des mots que le langage frivole de la critique a bien souvent défigurés; ils reparaissent ici dans leur véritable acception, et leur sens propre leur est enfin restitué. C'était un travail nécessaire; car, en fait d'art comme en tant d'autres questions pourtant si importantes, notamment la question sociale qui est presque partout et toujours volontairement mise de côté, un désordre absolu préside à l'éducation que nous relevons au collége et qui nous a imprégnés tout le long de notre existence. La plupart des jeunes gens, remarque très à propos l'auteur, sollicités au début de leur carrière par mille préoccupations diverses, négligent une étude dont les premiers éléments leur ont manqué. Quelques-uns, qui auraient le loisir de s'y livrer, en sont éloignés par la défiance d'eux-mêmes, faute d'un commencement d'initiation. La seule logique des choses doit faire disparaître cette lacune de l'enseignement. Il faut, en effet, ou proscrire l'antiquité tout entière ou laisser tomber le voile qui couvre les plus belles œuvres de son génie, qui sont aussi les plus morales et les plus nobles. Cette antiquité, dont les écoliers ont appris la langue, dont ils savent les actions héroïques et les pensées, ils en ignorent les arts. Si l'enseignement est muet sur ces questions, cela tient sans doute à la prédominance de certaines idées mal comprises. Par une confusion déplorable, tant de chastes divinités, dont la présence élève l'âme et la purifie, sont regardées comme des images suspectes nées de l'esprit du mal et fertiles seulement en séductions funestes. De là l'éloignement des institutions cléricales pour les arts païens, et qui, dans les colléges laïques, se traduit par le silence. La France, qui a produit à notre époque les artistes les plus habiles du monde et qui est si renommée pour la finesse de son jugement et la souveraineté de son goût, est de toute l'Europe la nation la plus ignorante des choses de l'art. En Angleterre, les grammaires de l'art sont familières à toute personne

Digitized by Google

qui se pique de bonne éducation. Chez nous, l'art palpite, il entre partout, il rallie toutes les sympathies ; mais la faculté de juger est étrangère à ce public, et notre France présente cette anomalie incroyable d'une nation sagace et sympathique aux arts, mais ignorant de tous points les principes, la langue, l'histoire de ces mêmes arts pour lesquels elle professe tant d'admiration et d'enthousiasme.

Il manquait un livre où les notions élémentaires des arts divers fussent rassemblées sous une forme bien ordonnée, simple, claire et sans l'abondance de commentaires que réclament les ouvrages destinés à l'éducation technique ; un livre qui permît aux hommes de volonté studieuse de s'initier à cette franc-maçonnerie de l'art jusqu'ici interdite si rigoureusement au vulgaire. Ce livre existe aujourd'hui, c'est la *Grammaire des arts du dessin*, dans laquelle sont successivement déroulés les principes que le monde a remués, que l'expérience, le génie ont consacrés, que la méditation inspire, touchant les arts du dessin : l'architecture, la sculpture, la peinture, les jardins, la gravure en pierres fines, en médailles, en taille douce, eau-forte, manière noire, aqua-tinte, gravure en bois, camaïeu, gravure en couleurs et lithographie.

Dans son étude sur les origines traditionnelles de la peinture, L. Viardot n'a pu éviter le parallèle de la peinture et de la musique. *Ut pictura musica*. M. Ch. Blanc, dans son *Histoire des peintres de toutes les écoles*, a aussi de nombreuses échappées où la musique vient très à propos caractériser un homme, un genre, une époque et donner à son esthétique, brillante et nourrie, ce rayon de l'arc-en-ciel qui serait incomplet si, quand il s'agit de beaux-arts, la musique était systématiquement oubliée. Aussi, dans la *Grammaire des arts du dessin*, la musique, qui ne pouvait opportunément avoir son chapitre à part, n'a point été négligée ; elle apparaît à son moment et donne sa note dans ce concert des œuvres du beau. Ce mérite n'a point été signalé. Il est pourtant un des charmes de cet ouvrage si instructif, si sympathique, où rien ne semble en désaccord et dont l'utilité est si flagrante. Au premier abord, ce titre de la *Grammaire* des beaux-arts, cette prétention de vouloir endoctriner les Aristarques des salons, les dilettantes de tous les arts, et de mettre les beaux-arts à la portée de tout le monde, semble une épigramme. C'en est une, en effet, et qui montre à nu la plaie de notre éducation. Promettre à des Français de leur enseigner une méthode nouvelle pour parler couramment de ce qu'ils ne savent pas, de ce qu'on n'a pas voulu leur apprendre, c'était leur tirer violemment et mettre à nu le bout d'oreille que chacun cache avec tant de persistance ; mais c'est aussi œuvre méritoire et opportune d'épargner à la critique, à tous ceux qui aiment l'art, des erreurs qui sont si communes et si déplorables.

M. C.

Digitized by Google

UNE COLLECTION JAPONAISE

Objets d'art. — Produits naturels et industriels.

Il y a quelques années, M. de Montigny, ministre plénipotentiaire de France en Chine, avait rapporté de l'extrême Orient une collection d'objets d'art d'un prix inestimable. Cette collection, réunie à grand'peine, était d'autant plus précieuse qu'à cette époque les soldats alliés de France et d'Angleterre n'avaient pas encore forcé les passes de Peï-Ho et pénétré dans les appartements somptueux du palais d'Eté. Mais elle avait aussi cet avantage sur la plupart des collections que nous avons vues depuis lors qu'elle comprenait beaucoup d'objets anciens devenus très rares aujourd'hui et qu'on chercherait vainement dans le pays même. Elle ne contenait pas seulement des porcelaines, des bronzes, des jades, des étoffes précieuses ; elle s'enrichissait de dessins en grand nombre, de peintures très curieuses, d'albums et d'enluminures qui donnaient une idée fort complète des mœurs, des costumes et du goût des Chinois. Il s'y mêlait enfin quelques morceaux empruntés aux autres civilisations de l'extrême Orient, au Japon par exemple ; ils étaient là comme des échantillons d'un art qui a beaucoup d'affinité avec l'art des Chinois, mais qui, aux yeux des connaisseurs, en diffère essentiellement. Sans être moins bons ornemanistes que les Chinois, les Japonais ont un goût plus délicat, plus raffiné. Ils emploient les couleurs vives avec plus de discernement ; en quelques points, dans leurs faïences particulièrement, ils se rapprochent des anciens Persans, ces maîtres exquis dans l'ornementation des émaux de terre cuite. Leurs nielles sont mieux fabriqués, leurs arabesques plus légères et d'un goût plus sobre, qui rappelle souvent le goût des Grecs. Ils se montrent plus riches dans l'emploi des matières précieuses ; ils sèment l'or et l'argent, travaillent les métaux et leurs alliages avec un talent merveilleux et ne dépensent pas moins de patience que leurs voisins dans la ciselure et la sculpture de l'ivoire, du bronze et du cristal. Quant à leurs laques, on sait qu'ils sont les plus beaux du

Digitized by Google

monde, et les moindres objets en vieux laque atteignent dans nos ventes, lorsque par hasard ils y apparaissent, un prix inabordable.

On rencontre en Hollande de riches collections où figurent de beaux objets du Japon des meilleures époques ; mais jusqu'à l'Exposition universelle de 1867, il ne nous avait pas été donné de voir à Paris une réunion à peu près complète des produits les plus remarquables de cet industrieux pays. Quelques Français qui avaient très heureusement noué et entretenu de bonnes relations avec ces îles surent persuader à divers gouvernements de cette grande confédération féodale d'envoyer à l'Exposition de Paris les principaux objets de leur fabrication, et ils se firent les intermédiaires de cet envoi, heureuse pensée qui nous a ouvert sur le Japon une vue plus large et plus exacte et nous l'a montré à l'œuvre, vivant, parlant, dans les habitudes de son existence, dans ses travaux, dans ses produits. Le Japonais est un grand producteur, un négociant habile, un industriel des plus intelligents et des plus ingénieux. Son esprit est très ouvert, du côté des choses commerciales principalement, et il en fait la préoccupation de toute sa vie. Il construisait lui-même des bateaux à vapeur avant que les Chinois ne songeassent seulement à s'en servir. Son pays est riche à peu près de tous les produits naturels de la terre ; le sol est fertile et il s'étend sous des climats divers qui assurent à tout l'archipel les productions de toutes les régions. Dans un tel milieu, il n'est pas étonnant qu'une race intelligente ait porté son industrie au plus haut degré de perfection. Depuis que les Européens n'ont plus la prétention de le convertir à leur religion, le Japonais a cessé de se cloîtrer dans ses îles. Il a ouvert ses ports ; les Européens ont pu s'y établir, et nos chefs de légation ont pu parcourir les chemins, jadis interdits, et visiter la capitale sacrée de l'empire. De leur côté, les Japonais sont accourus parmi nous et se sont mêlés à notre civilisation. Plusieurs ambassades sont venues, au nom de divers princes, chercher en Europe les notions qui leur manquaient encore, et, à l'heure qu'il est, on rencontre plus souvent un Japonais dans les rues de Paris ou de Londres qu'on n'y rencontrait un Turc il y a trente ans.

De ce concours de circonstances favorables est résulté l'envoi en France de collections d'ouvrages anciens et nouveaux, d'échantillons de produits naturels et ouvrés, qui ont figuré pour la plupart à l'Exposition universelle de 1867. On n'a fait en réalité que les entrevoir. Elles étaient distribuées dans des couloirs étroits, obscurs, dans des espaces insuffisants, étranglés, où l'on ne pénétrait que par hasard. Encore put-on craindre un moment que cet emplacement exigu ne demeurât vide. La maladresse du gouvernement français, l'ignorance où il était de la constitution politique du Japon, ses refus obstinés de suivre les conseils qui lui étaient donnés par des hommes compétents, qui avaient habité le pays sans caractère officiel, c'est-à-dire dans les meilleures conditions pour le bien connaître, avaient failli au dernier moment compromettre cette partie de l'Exposition, en mettant aux prises les divers gouvernements japonais représentés ici par des commissaires différents. Il fallut finir par où l'on aurait dû commencer, et les princes souverains de Satzouma et de

Digitized by Google

Yeddo purent élever leurs bannières indépendantes l'une en face de l'autre.

Ces hésitations de la première heure eurent néanmoins de fâcheux effets et paralysèrent en partie les efforts des particuliers et des gouvernements qui avaient contribué à cette exposition. Il y avait là des objets en grand nombre, du genre le plus rare et le plus précieux, qui n'étaient qu'à grand'peine sortis du Japon ; des armes, entre autres, dont on sait que les Japonais sont si jaloux. On pouvait craindre que ces mauvais débuts n'eussent refroidi le zèle des princes et de leurs intermédiaires, et que des relations directes, ouvertes pour la première fois et d'un si vif élan avec la France, n'aboutissent à un mécontentement mutuel. Il n'en fut rien, fort heureusement. Les objets envoyés ne sont pas retournés dans leur pays d'origine, et loin de s'être découragé, le représentant de Satzouma, M. le comte Charles de Montblanc, est allé lui-même au Japon pour entretenir les bonnes dispositions du prince, pendant que M. Chevillon réunissait dans un local particulier les précieux objets d'art et les échantillons des produits de Niphon. C'est cette dernière collection, en ce moment livrée aux curieux [1], que nous voulons parcourir. Elle a été réunie en vue de l'Exposition et sur l'initiative de M. Léon Roches, consul de France au Japon, et par M. Chevrillon lui-même, recommandé aux Goredjios composant le conseil de Yeddo, qui lui ont ouvert les collections des Daïmios, où il a pu puiser les pièces les plus rares et les plus anciennes, les bronzes niellés, les laques, les armes, les vieilles porcelaines, qui jamais, sans cette circonstance, ne seraient sortis du pays.

On sait que l'une des industries les plus précieuses du Japon est celle des laques. Le laque du Japon est pour le moins aussi beau et aussi solide que le laque de Chine ; il y est dans tous les cas d'un emploi plus général et joue un grand rôle dans les ustensiles de ménage et même de cuisine. Les laques anciens, supérieurs aux laques nouveaux, sont d'une telle solidité, qu'après plusieurs siècles d'usage on n'y saurait découvrir les moindres traces du passage du temps. Les ors y sont accumulés sans parcimonie, feuille à feuille, de façon à former parfois des reliefs de plus d'un millimètre d'épaisseur. L'objet laqué est en quelque sorte changé en métal. Sur ces reliefs, la pointe aiguë du ciseleur a gravé comme dans le métal même, et c'est par là que sont obtenus ces oiseaux merveilleux dont on peut compter les plumes, ces insectes, ces fleurettes, ces arbres fantastiques, ces paysages de style ornemental, où chaque feuille, chaque brin d'herbe est dessiné avec une précision désespérante pour nos artistes européens. Il y a de ces laques qui, pareils à des jades de la Chine, ont exigé la vie d'un homme. La collection contient un certain nombre de ces rares merveilles, un cerceau entre autres, espèce de caisse de tambour, dont l'usage n'est pas aisé à deviner, mais dont les laques sont les plus parfaits qu'on puisse voir ; une grande boîte à reliefs d'or sur fond aventurine, des cabinets, des cantines, des meubles même de grandes dimensions, où toutes les espèces de laques ont été réunis à dessein pour

[1] Rue de la Victoire, 11.

Digitized by Google

donner au curieux la gamme complète de la fabrication, laques noirs, laques rouges, laques aventurines, filigranés d'or ou d'argent, rehaussés de tons divers et de dessins variés, personnages, animaux, paysages, tout ce que l'imagination orientale a pu broder, en prenant pour point de départ la nature. Ce meuble et le cylindre dont nous parlions tout à l'heure devraient avoir leur place dans un musée spécial, et nous ne serions nullement étonné que le musée de Kensington, toujours à l'affût des ouvrages qui peuvent servir de modèles ou de motifs d'inspiration pour l'ouvrier anglais, vînt nous dérober ces pièces, dont la place serait au Louvre, à côté des plus beaux morceaux de la collection Montigny. Nous en dirons autant d'un grand meuble fort riche et fort original, dont les tiroirs, au lieu de manœuvrer en ligne droite, tournent sur pivot et offrent successivement leurs compartiments à la main qui les fait mouvoir.

Les princes japonais voyagent dans des palanquins appelés norimons qui ont à peu près la forme extérieure de la *felse* des gondoles de Venise, avec cette différence que le norimon est recouvert d'un toit à rampes plates en étoffe de soie et que l'ensemble du décor resplendit d'or et des plus vives couleurs. Le norimon que nous voyons ici est un des plus beaux que l'on puisse voir au Japon même ; c'est un palanquin de prince souverain. Il est recouvert de laques noirs et rouges du plus précieux fini, et, à l'intérieur, des peintures délicates ornent les parois. Le velours et la soie garnissent le fond : c'est une véritable bonbonnière. On remarquera en même temps les costumes de guerre en acier, cuivre, laque et soie, curiosité d'autant plus précieuse pour un musée, que ce genre de costume tend peu à peu à disparaître. Il en est de même des arcs, des flèches et des carquois, objets de luxe qui font place au fusil à aiguille; car le Japon a son fusil à aiguille, qu'il a inventé lui-même. Nous n'oserions pas affirmer qu'il vaille notre chassepot, mais leurs armes blanches sont de beaucoup supérieures aux nôtres. Il est vrai que nous ne voyons ici que des armes de luxe à poignée d'ivoire ou d'or, et dont les lames sont des chefs-d'œuvre de trempe. On sait que le Japonais porte deux sabres, l'un court, pour exécuter sur lui-même les arrêts de mort dont le frappe un pouvoir despotique, l'autre pour sa défense et pour la guerre. Mais il y a en outre des sabres de grandes dimensions que l'on manie à deux mains et des lances qui ne sont en réalité que des sabres emmanchés avec des bois de lances. Ces armes sont pesantes et difficiles à manier; elles portent à penser que la population qui s'en sert est plus vigoureuse qu'on ne pourrait le supposer d'après les échantillons que nous en avons vus en France.

L'un des plus beaux produits des îles du Japon et des plus recherchés, la porcelaine, n'est pas abondamment représenté dans la collection ; mais on y trouve des pièces rares, les unes par la finesse de l'exécution, les autres par la dimension. On remarquera surtout de fines poteries de Satzouma et de Miaco et d'énormes vases blancs et bleus à relief d'une réussite parfaite.

Les bronzes sont pour la plupart anciens et précieux. De grands vases à fleurs en haut relief, détachés à jour, font le désespoir de nos fondeurs. Une grande fontaine en bronze niellé fait leur admiration. Parmi les émaux,

Digitized by Google

il en est de fort curieux et fort anciens, d'une forme originale : entre autres deux grandes potiches d'où se détachent, en guise d'anses, deux énormes papillons aux ailes émaillées. La forme est très élégante ; les émaux, sans être d'une finesse exquise, sont d'une grande richesse et d'un ton harmonieux.

Parmi les objets les plus précieux, il faut citer de vastes plateaux et des boîtes en écaille d'une seule pièce. L'un de ces plateaux ne mesure pas moins de 1m05 sur 80 centimètres. Il est ondulé sur les bords et orné de laque d'or et d'ivoire. C'est un morceau rare qui ferait l'honneur d'un musée.

Il nous serait bien impossible d'énumérer seulement les richesses de cette collection. Elle contient d'ailleurs un nombre considérable de petits objets qui sont, chacun dans leur genre, de véritables chefs-d'œuvre, étuis à drogues, écritoires, pipes à opium, figurines, éventails, fines peintures, et, à côté, des stores en soie peinte, d'immenses paravents, des modèles de maisons, des tableaux, des boîtes de toutes formes et de toutes dimensions. Un des objets les mieux faits de toute cette industrie si parfaite, c'est l'instrument de pêche et surtout la canne à ligne.

Mais il est, dans ce pays si riche, d'autres ressources d'un intérêt bien plus sérieux pour nous. Il nous suffira de les indiquer sommairement. M. Chevrillon, qui entretient avec le Japon des rapports commerciaux fort étendus, a réuni un nombre considérable et à peu près complet d'échantillons de tous les produits naturels et manufacturés.

Il est inutile de rappeler que le Japon, plus encore que la Chine, produit la soie en abondance et des plus belles qualités. Les soies gréges du Japon et les graines de ver à soie sont devenues une des branches les plus fécondes de notre commerce avec le pays, depuis que la maladie a envahi nos magnaneries et atteint dans sa source la belle industrie lyonnaise. L'archipel japonais possède d'ailleurs plusieurs espèces de bombyx filant la soie. C'est de là que nous sont venus le bombyx cynthia (ver à soie de l'ailante) et les bombyx attacus Jamaï-Maï, attacus Pernyi, etc. (ver à soie du chêne). L'un et l'autre produisent là-bas une soie commune d'une grande solidité.

Le règne végétal fournit des écorces filamenteuses dont on fabrique un papier très résistant et très souple qui remplace en bien des cas les tissus de coton et de lin. On en fait des sacs excellents, des filtres, des stores, des lanternes, des vitrages et jusqu'à des mouchoirs de poche. Quand la matière est traitée avec soin, elle donne un papier doux et soyeux, très précieux pour l'impression des belles gravures et connu dans le commerce sous le nom de papier de Chine. On en fait en Europe des imitations qui ne valent rien. La collection nous montre des albums peints sur ces papiers aussi résistants que la toile, aussi propres aux enluminures que le parchemin. Dans un avenir prochain, on fera chez nous des impressions de luxe avec ces beaux papiers. Parmi les autres végétaux filamenteux, les cotons du Japon n'occupent qu'un rang secondaire comparés à ceux de l'Amérique ou de l'Inde ; mais l'archipel peut rivaliser avec le continent asiatique pour la production des beaux bois de construction ou de luxe.

Digitized by Google

Il donne des bois très durs, et légers pourtant, tout à fait propres aux constructions maritimes. Nous ne parlons des bambous et autres joncs que pour mémoire, mais il nous est difficile de ne pas rappeler que la flore européenne a fait dans ces derniers temps de très riches emprunts à la flore japonaise.

La faune ne nous a à peu près rien fourni, mais la dépouille des animaux offre plus d'un élément de richesse, et l'on peut voir des cuirs et des peaux coloriés, dont l'emploi serait utile dans la maroquinerie et dans la reliure.

Une des plus fécondes productions du Japon a été de tout temps celle des minéraux et des métaux qu'on y peut extraire. Le sol de ces îles fortunées renferme, on le sait, des couches de houille considérables et d'une abondante exploitation. A côté du combustible, la Providence a placé des minerais d'une richesse extraordinaire. On trouve un minerai de fer oxydulé magnétique dont on obtient directement cet acier excellent avec lequel on fabrique ces belles lames dont les collectionneurs sont si jaloux. Communément on en tire un fer aciéreux de première qualité, ainsi que d'un autre minerai de fer oxydulé noir qui donne aisément 72 0/0. Le cuivre gît en abondance dans les montagnes sous forme de pyrites massives qui rendent fréquemment 35 0/0. On trouve un minerai de cuivre et zinc qui fournit au traitement 35 de cuivre et 65 de zinc ; un cuivre pyriteux compacte qui contient jusqu'à 30 0/0 de cobalt métallique; un minerai de plomb qui donne 85 0/0; des plombs argentifères qui contiennent la même quantité de plomb; des cuivres panachés, mélanges de cuivre, fer et soufre, qui produisent 35 0/0 de cuivre; et une foule d'autres richesses métalliques qui n'attendent que des débouchés plus étendus pour être exploitées. Les métaux utiles sont surtout abondants, et les procédés de traitement ne paraissent pas mauvais si l'on en juge par les produits.

Parmi les produits cristallisés, le cristal de roche occupe le premier rang. La collection de M. Chevrillon nous en offre des blocs d'une transparence admirable et dont le poids varie de 12 à 50 kilogrammes. L'ambre brun n'est pas rare, non plus que l'alun cristallisé. Les marbres sont variés et d'un grain très serré. Outre les nuances analogues à celle des marbres d'Europe et d'Afrique, on voit un marbre brun-roux fortement veiné d'ocre, d'un ton fort chaud, qui le fait ressembler à l'agate. On en pourrait tirer des plaques du plus bel effet pour les meubles précieux. Enfin, les mers qui avoisinent le Japon produisent d'assez beau corail. Mais encore une fois les matières utiles sont en plus grande abondance et dans des conditions d'extraction plus faciles que partout ailleurs.

En jetant ce rapide coup d'œil sur l'ensemble des produits dont nous avons pu voir les échantillons, nous nous sommes demandé si nos produits industriels ne pourraient pas, avec le temps, prendre dans la consommation du pays une place assez large pour y faciliter un échange à peu près équivalent des deux parts. Les Japonais commencent à se servir de nos étoffes de laine et particulièrement de nos draps légers. Nous ne désespérons pas de leur voir employer aussi nos toiles, malgré les similaires

Digitized by Google

qu'ils trouvent dans leurs papiers et dans leurs soies communes. Enfin nos vins, nous l'espérons, y feront également des prosélytes. Les ambassadeurs de toute sorte que le Japon a envoyés chez nous depuis une dizaine d'années, s'accommodaient fort bien de nos meilleurs crus et y puisaient à l'occasion une douce gaieté. Nous désirons vivement que toute la nation japonaise, déjà vive et alerte d'esprit, complète son éducation dans cette voie et devienne la nation la plus gaie de l'extrême Orient. Alors notre commerce, auquel le canal de Suez va offrir un chemin bref et facile, ne sera plus obligé d'envoyer ses navires sur lest dans les ports que les Japonais ont récemment ouverts aux peuples de l'Occident.

ALPHONSE DE CALONNE.

REVUE MUSICALE

OPÉRA-COMIQUE : *Le Corricolo*, musique de M. POISE.

On a donné à l'Opéra-Comique trois grands petits actes sous ce titre un peu menteur : *le Corricolo*. Les paroles sont de MM. Labiche et Delacour. Sans doute ces librettistes se sont voués aux opéras touristes, puisque, à leur *Voyage en Chine*, de gaie mémoire, ils font succéder aujourd'hui un imbroglio dont le principal incident est un conflit de voitures et une dispute de ménage qui se déroulent dans les plaines lombardo-vénitiennes, où, comme l'on sait, jamais on ne vit de corricolo. Ce livret, dans lequel les auteurs cosmopolites auraient pu tout aussi bien placer, sous prétexte de couleur locale, des alguazils espagnols et des vallons helvétiques, a pour moindre défaut d'être invraisemblable; il est rempli de scènes que MM. Sainte-Foy et Prilleux tâchent de rendre divertissantes ; ces scènes, d'une gaieté de convention, ne seraient pas déplacées au Palais-Royal. Les incidents se pressent, s'entassent, réclamant une large éclaircie, fatiguant l'attention et ne fournissent guère de situation musicale, ce qui prouve qu'en France les bons *paroliers* manquent et non point les compositeurs. Cette fois le danger est conjuré, et la direction de l'Opéra-Comique ne doit pas regretter en ce moment d'avoir confié un ouvrage d'aussi longue haleine à un des coryphées de la jeune école. M. Poise, qui n'est pas cependant tout à fait un nouveau venu, appartient en effet à cette génération de compositeurs que l'on affecte d'écarter du mouvement musical et qui, lorsqu'ils arrivent par hasard à la scène, y manifestent une

Digitized by Google

inexpérience de la musique théâtrale qu'il faut regretter, mais qu'on ne peut leur reprocher, puisqu'elle n'est pas de leur faute. M. Poise est le disciple le plus fidèle d'Adolphe Adam et peut-être son imitateur trop obstiné. Nous lui devons plusieurs opéras que l'on a remarqués et qui parurent au Théâtre-Lyrique au temps heureux où on y jouait des ouvrages modernes qui ne dédaignaient pas d'être amusants et spirituels. C'est sous les auspices d'Adolphe Adam, son maître, qu'il débuta à l'ancien Théâtre-Lyrique du boulevard du Temple par *Bonsoir, voisin!* agréable opéra en un acte, à deux personnages, joué par M. et Mme Meillet, qui a été repris il y a deux ans aux Fantaisies-Parisiennes. Un autre petit ouvrage, les *Charmeuses*, une perle mélodique, se fit également adopter à l'ancien Théâtre-Lyrique et obtint les honneurs de la reprise à la salle Favart. Deux autres partitions, le *Roi don Pèdre* et le *Jardinier galant*, ont éprouvé le sort éphémère de la plupart des ouvrages en deux actes. *Les Absents*, en un acte, ont obtenu un succès mérité.

L'ouverture du *Corricolo* rassemble, sans cohésion et sans unité, les motifs principaux de l'opéra et donne une idée du genre. C'est une musique facilement écrite, composée sans grand labeur, avec une recherche de l'aisance et de la vivacité d'Adolphe Adam qui, lui, était un maître dans ce genre. Les harmonies sont finement ciselées, la mélodie ne tarit pas, l'orchestration est bien faite, mais sans précision ni originalité, et la facture faiblit quelquefois. Citons au premier acte le duo de Mme Cabel et du ténor Laurent, qui a des passages élégants; la romance de Mme Cabel, *O gentille et mignonne lettre,* une des bonnes pages de l'œuvre, les couplets très fins *un Baiser par-ci par-là;* le refrain *C'est indiscret*, qui offre une agréable terminaison et qui est très gracieusement débité par Mlle Heilbron, évidemment en progrès; le duo *Je le dis ta, ta, ta, c'est une cousine*, et la romance *Faut-il que sitôt on oublie*, inspiration franche et d'une coupe toute nouvelle. Au second acte, on a remarqué un chœur de Milanais mêlés de pifferari et le sextuor, morceau spirituellement traité mais un peu long, dans lequel ces mots: *C'est le tarif*, reviennent chaque fois d'une façon plus ingénieuse et plus piquante, et un nocturne conjugal suffisamment réussi dont les répliques s'échangent de la rue au balcon.

Le troisième acte fourmille de détails qui veulent être divertissants et de plaisanteries qui ne sont pas gaies. On y sent trop la griffe des vaudevillistes. On s'y aperçoit aisément que ce qui manque à ce livret, c'est un intérêt soutenu, un nœud réel dans l'action. Pendant trois actes la situation est la même et se traîne sans solution autre que le dénoûment que l'on devine dès le début de la pièce. Toute l'habileté d'un compositeur n'aurait pu surmonter cette épreuve difficile sans l'heureuse trouvaille d'une grande scène de répétition théâtrale basée sur le motif de Fabre d'Eglantine *Il pleut, il pleut bergère*; le thème populaire est curieusement agencé et modulé; il est rehaussé de délicates vocalises et de brillantes variations. Ce feu d'artifice, destiné à Mme Cabel, rappelle sans infériorité le grand morceau de virtuosité *Au clair de la lune* des *Voitures versées* de Boïeldieu, et celui du *Toreador* d'Adolphe Adam : *Ah! vous dirai-je, maman.* Mme Cabel le dit à ravir. Au premier acte, on a entendu passer dans la

Digitized by Google

salle comme un souvenir des *Hirondelles* de F. David, et au second acte, une certaine sérénade accompagnée avec pizzicato de violons a fait penser à l'admirable sérénade de *Don Pasquale*. C'est la seule comparaison qu'on puisse établir d'ailleurs entre le *Corricolo* et le joli et fin chef-d'œuvre de Donizetti.

La corde sentimentale a été mise de côté dans tout cet opéra. C'est une maladresse, et M. Poise, qui a écrit *don Pèdre* et les *Absents*, a dû le regretter. M. Poise est un de ces musiciens agréables parleurs que l'on écoute marivauder sans trop d'ennui tant que l'on n'a rien de mieux à faire. Sa musique, qui ressemble à ces soies légères et brillantes qu'un soleil fane et qui s'effilent au moindre contact, ne prétend guère qu'à former l'*illustration* gracieuse du poême auquel, mal à propos, est livré le soin de gagner la bataille. Qu'elle soit facile et galante, point négligée, point triviale, c'est tout ce que veut M. Poise. La partition du *Corricolo* rappelle les précédents ouvrages de ce compositeur avec une moindre incertitude de touche, une forme plus ingénieuse, une facture à bon droit réfractaire aux défauts à la mode, aux banalités malsaines, à cette exagération de bruit, à cet enchevêtrement sauvage de modulations, qui fait l'orgueil des compositeurs pédants et le charme des badauds. Dans tout ce qu'il écrit, dans tout ce qu'il compose, même dans ses œuvres les plus hâtées et les plus abandonnées, le véritable artiste laisse sa marque. Quelques lignes personnelles, quelques pages exquises révèlent toujours le maître. Dans le *Corricolo*, nous ne trouvons ni musique personnelle, ni page exquise. Les amateurs du genre ont encore cette fois écouté le babil agréable, léger, un peu étudié de M. Poise, qui, nous l'espérons, dédaignera désormais les succès chétifs et voudra bien nous parler une langue plus ferme, plus caractérisée, plus individuelle.

MAURICE CRISTAL.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

11 décembre 1868.

L'Europe est condamnée à n'être jamais tranquille ; elle semble accomplir le travail de Sisyphe et rouler perpétuellement le même rocher. Lorsqu'elle croit avoir fait tous les efforts et tous les sacrifices imaginables pour mériter un peu de repos, un incident nouveau se produit ; la paix est troublée par le caprice imprévu de quelque nationalité inquiète et le rocher, hissé presque au sommet de la montagne, retombe lourdement jusqu'au bas. Il n'y a vraiment pas de sécurité dans la politique actuelle ; si ce n'est pas une grande puissance dont l'ambition nous met en péril, c'est un petit Etat qui se démène pour devenir aussi gros que son puissant voisin et lui faire peur à son tour. Nous croyons même que, si on y regardait de bien près, on trouverait que les petits Etats sont bien plus remuants que les grands et que c'est presque toujours par eux que naissent les dangers dont l'Europe s'émeut. Que de soucis ne nous a pas donnés la Belgique ! L'an dernier, nous avons été sur le point de voir tout l'édifice européen s'écrouler pour l'autonomie du petit grand-duché de Luxembourg. Le Sleswig-Holstein a brouillé tout le système fédéral allemand. A peine sortis d'une crise fort longue et qui menace de renaître avec la Roumanie, nous sommes aujourd'hui troublés de nouveau par les entreprises irréfléchies de la nation grecque. La Roumanie et la Grèce ont juré de ne pas laisser en repos le Grand Turc ; elles se relèvent pour le harceler. Quand ce n'est pas la Roumanie qui viole la frontière de Bulgarie en y introduisant des armes, c'est la Grèce qui glisse furtivement des cargaisons de fusils et d'insurgés dans l'île de Candie. On a de la peine à croire que ces deux petits Etats trouvent en eux assez de ressources et assez d'énergie pour continuer aussi longtemps une lutte toujours renaissante ; mais, comme ces jeunes fous qui dissipent leur patrimoine, ils trouvent sans doute des facilités pour leurs tentatives auprès de quelque riche voisin à qui profitent leurs équipées. Maintenant la Rou-

Digitized by Google

manie a l'air d'être revenue à de sages résolutions; les ministres choisis parmi les hommes modérés ont pris la place du trop remuant M. Bratiano. La Grèce profite de ce moment de relâche pour rallumer l'insurrection de Crète; lorsqu'elle sera fatiguée, M. Bratiano reprendra le pouvoir et le marquis de Moustier sera de nouveau prévenu de transports clandestins d'armes et de volontaires. La Turquie cependant ne semble plus disposée à supporter ces taquineries irritantes; elle avait montré jusque-là, dans l'intérêt de la paix générale, qu'on lui recommandait bien de ne point troubler, une longanimité exemplaire. Vis-à-vis des Roumains, elle semblait même disposée à ne point trop contrarier les velléités d'indépendance qui plus d'une fois se sont fait jour à Bucharest; vis-à-vis de la Grèce, elle s'est montrée paterne et conciliante à l'excès, se bornant à étouffer l'incendie que les émissaires d'Athènes avaient allumé dans l'île de Crète. Mais la patience de la Porte est à bout; une politique plus accentuée paraît avoir remplacé à Constantinople les tolérances de ces dernières années, et c'est la Grèce qui la première semble appelée à faire l'expérience de ce réveil d'énergie. En apprenant que de nouvelles tentatives étaient faites dans l'île de Candie par l'esprit entreprenant des Grecs, le Grand Turc s'agite sur son divan et roule dans leur orbite ses grands yeux courroucés; il annonce qu'il veut empêcher les navires grecs d'aller porter de mauvais conseils et des agitateurs à ses sujets les Candiotes; sans attendre la permission des grandes puissances, il adresse aux Grecs un *quos ego* qui met toute l'Europe en émoi. Il ne s'agit pas, dit-on, d'un *ultimatum*, mais d'une simple note comminatoire. Les diplomates de la presse exposent des distinctions subtiles entre l'*ultimatum* et la note comminatoire. Toujours est-il qu'une date est fixée et que si, à l'expiration du délai prescrit par la Turquie, les vaisseaux grecs continuent leur cabotage insurrectionnel sur les côtes de Candie, des vaisseaux turcs viendront leur donner la chasse.

A quelque point de vue que l'on se place pour juger ce différend, il est difficile de ne pas reconnaître que la Sublime-Porte est dans son droit et que la Grèce est tout à fait inexcusable de vouloir, par la seule raison que la chose lui profite, fomenter des troubles dans l'île de Candie. Mais il y a l'intérêt européen, cet intérêt au nom duquel, depuis douze ans, l'Europe tient l'empire Ottoman sous une sorte de tutelle, le paralyse et lui enlève toute autorité morale sur les petits Etats qui semblent convoiter son héritage. En apprenant le démêlé qui a tout à coup surgi entre la Turquie et la Grèce, les grandes puissances se sont mises en campagne; elles ont d'abord essayé de renouveler l'entente de 1856 et ont pratiqué de nouveau cette action commune qui est sans doute un gage de paix pour l'Europe, mais qui n'est point un gage de force pour l'empire turc, qu'il s'agirait de fortifier. La France, l'Angleterre, la Russie ont eu des pourparlers; la Prusse et l'Autriche ont voulu se mêler aussi de l'incident. Chacune a réclamé sa part d'influence et a voulu montrer combien elle était en mesure de faire prévaloir ses conseils. L'on a prêché à la fois la sagesse aux Grecs et l'indulgence aux Turcs. Telle était du moins l'attitude apparente des membres de l'alliance occidentale; rien ne prouve

Digitized by Google

qu'en dessous main les uns ne disaient pas aux Hellènes de ne point reculer et les autres ne disaient pas aux Turcs de se montrer inflexibles. Pour avoir une plus grande latitude et un moyen d'action plus efficace, les cabinets alliés ont adressé à la Porte une première demande ; ils l'ont décidée à prolonger jusqu'au 17 de ce mois le délai de l'ultimatum, fixé d'abord au 12. La Porte a fait cette première concession, et, depuis lors, on pense que le différend pourra être aplani sans qu'il en résulte pour la paix de l'Europe le moindre péril. Cette douce prévision, pour être bien fondée, s'appuie évidemment sur les concessions que l'on espère obtenir du cabinet d'Athènes ; il est peu probable qu'on veuille désarmer la Turquie devant les agressions sans cesse répétées de cette petite nationalité turbulente.

Ce serait mal comprendre en effet les intérêts dont la garde est confiée aux signataires du traité de Paris que de vouloir exiger de la Turquie qu'elle abandonne l'attitude comminatoire qu'elle a prise vis-à-vis de sa turbulente voisine. De telles prétentions d'ailleurs seraient rejetées par le cabinet de Constantinople, qui ferait bien, si on essayait de le pousser à un pareil excès d'abnégation, de s'affranchir tout à fait de l'action énervante qui pèse sur lui et d'user du droit qu'ont tous les États de veiller à leur sécurité. Il résulterait peut-être de cette conduite résolue moins d'inconvénients qu'on ne le suppose. S'il est vrai, comme tout le fait croire, que les puissances occidentales n'ont aucune envie de réviser la question d'Orient, elles laisseraient les deux parties vider entre elles leurs petits différends et le Grec se débattre comme il pourrait dans la vigoureuse étreinte du Turc. Nous avons lieu de supposer que le conflit ne traînerait pas en longueur, alors même que les autres petites nationalités de la Turquie d'Europe profiteraient de l'occasion pour se révolter contre l'État suzerain. Si faible et si malade que soit l'empire d'Orient, il est encore assez robuste pour vouloir être maître chez lui ; dans tous les cas, ce qui pourrait lui arriver de plus heureux, ce serait d'avoir une bonne fois l'occasion de montrer sa force. Cette preuve donnée, l'Europe serait bien plus tranquille et les puissances alliées pourraient, en se relâchant de leur surveillance, s'occuper un peu moins de ce qui se passe chez les autres et un peu plus de ce qui se passe chez elles. Il y a une autre hypothèse, celle qui représente la question d'Orient comme tout à fait mûre et prête à éclater. Dans ce cas, qu'importe à la Turquie de donner le signal de ce grand embrasement dans lequel elle peut disparaître? Sa courageuse résolution serait digne, en tous cas, de ce stoïcisme oriental dont l'histoire nous a conservé les dramatiques souvenirs. Le roi qui, croyant tout perdu, dressa un bûcher et s'y laissa consumer vivant avec ce qui lui restait de richesses a laissé au chef du vaste empire d'Orient, qui nous menaça jadis jusqu'au cœur de nos États et de nos croyances, un exemple qui n'est pas sans grandeur. Quel que fût le résultat de cette tentative suprême, alors même que l'incendie ne devrait laisser que des cendres à la place de cet Etat si longtemps redouté, il y aurait pour le fils de Mahomet plus de dignité à s'ensevelir dans ce grand écroulement qu'à vivre de concessions et de patronages, tolérant chez lui toutes les rébel-

Digitized by Google

lions et tendant toujours la main à l'Europe pour lui demander de l'argent. Il faut admettre aussi que de cette épreuve décisive pourrait sortir un empire d'Orient régénéré par la victoire et devenu assez fort pour garder à lui seul ces passages du Bosphore que la Russie convoite, que la France et l'Angleterre n'osent point livrer à l'ambitieux Moscovite. Nos intérêts européens pourraient souffrir, sans doute, de ce coup hardi de la Sublime-Porte; mais à Constantinople on à d'autres intérêts à défendre que les intérêts au nom desquels la diplomatie occidentale veille à l'intégrité de la Turquie.

On a été fort surpris sans doute dans les chancelleries européennes de cette explosion subite du différend oriental; on en a recherché les causes immédiates et on s'est perdu en conjectures. Il est bien évident que les Crétois n'ont pas eu seuls l'idée de tenter une nouvelle révolte; les incitations venues d'Athènes, si pressantes qu'elles aient pu être, n'auraient pas semblé suffisantes pour expliquer une tentative dont le succès ne pouvait dépendre du seul appui des Grecs. Il a donc fallu que de plus puissants encouragements fussent envoyés non-seulement aux Candiotes, mais à leurs complices. Comme toujours, on a pu croire que les intrigues russes n'étaient point étrangères à cet incident politique; un pareil soupçon sera toujours fondé. Cependant on a cherché d'autres coupables, et un moment la pensée est venue à quelques nouvellistes, qui n'ont pas gardé longtemps le secret de leur prétendue découverte, que la diplomatie autrichienne était pour quelque chose dans ces difficultés naissantes. Il est probable qu'on n'aurait jamais eu de semblables idées si le comte de Beust, plus heureux qu'il ne l'a été jusqu'à présent dans les entreprises de sa politique extérieure, n'avait pu paraître intéressé à faire naître au dehors quelque grave conflit. D'autres se sont souvenus d'un discours récent de lord Stanley, dans lequel le ministre de la reine, parlant de la situation de l'Orient, montrait avec une insistance un peu alarmante les côtés faibles de l'empire turc et les chances que l'on avait de le voir un jour s'écrouler. Si les électeurs, à qui lord Stanley adressait particulièrement son discours, n'en ont point tenu grand compte, les sujets chrétiens du sultan y ont pu voir une sorte d'approbation tacite donnée à leur besoin de révolte; ils ont peut-être même pensé que les paroles de lord Stanley leur promettaient l'appui de l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, il a été facile aux instigateurs de cette entreprise insurrectionnelle de tirer parti du discours imprudent d'un ministre anglais pour rallumer le conflit oriental. Le cabinet tory, en lançant cette dangereuse étincelle, laisse peut-être à ses successeurs un incendie à éteindre. Il semble que la tactique de M. Disraeli en quittant le pouvoir ait été de créer des difficultés de toute sorte à ceux qui l'en ont fait descendre. L'Angleterre n'a pas plus d'intérêt que la France à voir surgir des difficultés en Orient; il faudra donc que M. Gladstone et lord Clarendon s'appliquent avec le plus grand soin à calmer une effervescence qui ne peut amener que de mauvais résultats. Ils paraissent décidés à continuer l'action pacifique dont lord Stanley a pu s'éloigner un moment dans un discours électoral, mais qu'il n'a pas cessé d'exercer dans la direction des affaires extérieures.

Digitized by Google

La politique étrangère de nos voisins a ce mérite, qu'elle conserve la plus irréprochable unité et un esprit de suite que ne parviennent point à troubler les luttes intérieures des partis. Il y a des États parlementaires dans lesquels les changements de ministère entraînent aussi les changements d'ambassadeurs ; l'Espagne nous a longtemps donné l'exemple de ces fréquentes fluctuations dans la direction de ses affaires extérieures. Chez les Anglais, au contraire, les ministres qui arrivent suivent les errements des ministres qui s'en vont ; ils ne changent rien aux instructions envoyées par leurs prédécesseurs aux agents diplomatiques, et tout nous fait croire que, dans l'incident qui vient de se produire en Orient, l'ambassadeur anglais à Constantinople se conduira avec lord Clarendon comme il se serait conduit avec lord Stanley ; il devra chercher à s'entendre avec les représentants des autres puissances occidentales pour conseiller la modération à la Turquie, pendant que les agents accrédités près le roi des Hellènes conseilleront à ce prince le respect des conventions internationales et des droits de la Porte.

Au point de vue des affaires intérieures de l'Angleterre, les changements ministériels qui viennent de s'opérer auront une autre portée. On sait dans quelles conditions et avec quelle habileté stratégique M. Disraeli et ses collègues ont opéré leur retraite. Ils n'ont pas attendu la réunion du nouveau Parlement pour déposer leur portefeuille. Les élections étaient à peine terminées que M. Disraeli, s'écartant des usages reçus avec une hardiesse qui a quelque peu scandalisé les parlementaires pointilleux, est venu résigner ses pouvoirs entre les mains de la reine. Il s'est incliné non pas devant un vote du Parlement, mais devant un plébiscite. Par cette manœuvre il a pris tout à coup contre ses adversaires une attitude offensive. Lorsque le Parlement sera réuni, ce n'est plus lui qui sera l'objet des attaques de M. Gladstone ; c'est M. Gladstone qui sera en butte aux attaques de M. Disraeli. Celui-ci ne sera certainement pas embarrassé pour maintenir la position que lui fait la majorité parlementaire sortie des dernières opérations électorales. Il se présente d'ailleurs avec une belle escorte d'hommes de talent et de noms populaires. Il y a sir William Page, le comte Grey, M. Lowe, lord Clarendon, lord Granville, le duc d'Argyll, lord Kimberley, le marquis d'Hardington, M. Layard, M. Goschen, M. Cardwell, et deux nouveaux venus aux affaires, M. Childers et le représentant de l'Ecole de Manchester, l'ami de Cobden, le propagateur du reform-bill, M. Bright, un des hommes les plus populaires de l'Angleterre. Personne ne contestera l'homogénéité et la capacité politique de ce ministère, où les hommes éloquents figurent à côté des spécialistes les plus distingués et des plus grands noms de l'aristocratie britannique. Nous voyons bien là le nom de M. Lowe, qui n'était point un réformiste et qui même a combattu le bill de réforme sous toutes ses faces ; mais il n'est plus question de réforme aujourd'hui ; il est question de l'Eglise d'Irlande, et M. Lowe, qui est un orateur éminent, mettra son éloquence au service du cabinet, qui arrive tout exprès pour affranchir l'Eglise d'Irlande. D'ailleurs, les Anglais, ne l'oublions point, sont des gens pratiques ; ils admettent au besoin qu'un homme politique puisse n'avoir pas aujour-

Digitized by Google

d'hui les mêmes idées qu'il avait hier. Leur personnel gouvernemental est peuplé de gens de cette sorte, qui n'en sont pas moins estimés ni moins recherchés. Chez nous, où les défections politiques sont beaucoup plus fréquentes et souvent moins honnêtes, on est plus rigoureux ; on ne voudrait pas de quelqu'un qui ne partagerait pas exactement toutes les idées de son parti, et on aimerait mieux se passer du concours d'un homme de génie que de lui permettre une opinion qui ne serait point dans le programme. En Angleterre on ne se récrie point contre la présence de M. Lowe dans un cabinet où figure aussi M. Bright. Ces alliances semblent toutes naturelles.

La reine, dit-on, n'avait pas beaucoup de goût pour M. Gladstone ; mais, chez nos voisins, ce n'est point pour satisfaire à des sympathies personnelles que la personne royale choisit des ministres ; elle ne s'inspire jamais que des intérêts de la nation et de la volonté dont le vote populaire lui traduit l'expression. C'est encore par ce côté que nous pourrions aller demander à l'Angleterre de salutaires exemples ; nous sommes loin de cet état politique où une reine pourrait faire arriver dans le conseil de la couronne certaines personnalités qui n'auraient pas su mériter les faveurs du chef de l'Etat. Malgré la différence qui existe entre les institutions anglaises et les nôtres, il serait désirable que le pouvoir devînt plus accessible qu'il ne l'est à des hommes qui ont toutes les qualités voulues pour le bien exercer. Il serait désirable surtout que les remaniements ministériels dont nous sommes quelquefois témoins s'accomplissent en dehors de ce monde restreint où l'on voit s'agiter plus de convoitises et d'ambitions qu'éclore de capacités. Si l'Empereur voulait prendre modèle sur la reine d'Angleterre et chercher ses ministres dans les personnalités que le suffrage universel lui désigne, au lieu de les chercher dans celles que sa propre sympathie lui recommande, il serait souvent moins embarrassé pour composer un personnel gouvernemental tout à fait digne d'un grand pays comme la France et capable de donner à la politique une direction plus ferme et plus intelligente.

Les ministres français dépendant exclusivement du choix du souverain, il en résulte pour eux une position précaire et toujours vacillante. A chaque faute qui se commet, le bruit se répand dans le public que des modifications ministérielles sont imminentes ; tout le monde sait que dans ces derniers temps, on a souvent eu lieu de croire que tantôt un ministre et tantôt un autre allait être remplacé. L'opinion publique est précisément, depuis un certain nombre de jours, dans l'attente de quelques nouvelles disgrâces ; elle est naturellement portée à croire que le chef de l'État doit éprouver le besoin de congédier quelques-uns des hauts fonctionnaires qui ont été les promoteurs ou les instruments des fautes récemment commises. Si justifiées que puissent être en apparence de semblables prévisions, il ne paraît pas rigoureusement nécessaire, étant données les habitudes bien connues du chef de l'Etat, la responsabilité politique qu'il absorbe à lui seul, de supprimer un fonctionnaire par la seule raison qu'il s'est trouvé mêlé à quelque mesure impopulaire. Il en est peu de plus impopulaires que les poursuites exercées contre les journaux qui ont encouragé la

Digitized by Google

souscription en l'honneur du représentant Baudin et que le déploiement singulier de forces qui a eu lieu le 3 décembre contre des désordres entièrement imaginaires. Si l'on n'avait consulté que le sentiment public, les ministres qui ont pris part à cette double faute auraient mérité peut-être de recevoir leur démission ; mais ce qui leur aurait valu la disgrâce d'un Parlement leur vaudra peut-être un excès de faveur du souverain. Il entre assez dans les faiblesses du cœur humain d'approuver certaines exagérations de dévouement et de n'être point fâché d'avoir sous les yeux l'étalage des forces qui semblent devoir suffire pour éloigner de la personne du chef de l'Etat l'apparence même d'un péril. Si l'on a réussi à inspirer une aussi grande sécurité au gouvernement impérial par l'inutile manifestation militaire du 3 décembre, il n'en a pas été de même sans doute par la manifestation judiciaire que l'on avait voulu provoquer quelques jours auparavant. Celle-ci n'a pas tourné tout à fait selon les désirs du pouvoir ; aux réquisitoires des procureurs généraux et de leurs substituts poursuivant le grave délit de manœuvres à l'intérieur, les tribunaux ont répondu par des condamnations extrêmement mitigées, même par des acquittements. Les premières, en abaissant aussi bas que possible le niveau de la peine, abaissaient aussi le délit objet de la poursuite bien au-dessous des appréciations du pouvoir exécutif dont le ministère public était l'organe ; les secondes, supprimant le délit lui-même, constituaient une désapprobation formelle de la poursuite et donnaient au gouvernement une de ces leçons qu'il n'est point habitué à recevoir. Ces résultats judiciaires font le plus grand honneur à la magistrature de notre pays ; ils montrent qu'elle est encore plus disposée à rendre des arrêts qu'à rendre des services, et ils nous font moins regretter à nous, dont la plume est sujette si souvent à violer la loi, de ne point relever d'un jury plutôt que d'un tribunal. Mais le gouvernement doit encore éprouver plus que nous un semblable regret, car il ne saurait lui être indifférent de se voir désapprouver par des magistrats qui relèvent directement de lui, ou par des jurés choisis par le sort.

Il y avait un homme qui s'était montré dans la dernière session législative plein d'une sollicitude inquiète pour l'honneur de la magistrature française, et qui, par un amendement resté célèbre, avait demandé au pouvoir de nouvelles garanties pour son indépendance. C'était M. Berryer. Il a eu la consolation, avant de mourir, de voir les magistrats français du second Empire conserver pures et intactes les traditions de leur noble compagnie. Berryer était une sorte de personnification vivante des plus belles qualités et des plus éclatants mérites du caractère français ; sa mort laisse un vide irréparable ; il n'est point surprenant, en voyant s'effacer pour jamais, dans les ombres du trépas, cette austère et sympathique figure, que des hommes de tous les partis aient voulu prendre le deuil et se confondre dans l'expression d'un regret commun. Berryer ne représentait pas seulement l'inaltérable fidélité à une cause et à une dynastie, il représentait l'amour de la patrie, l'intégrité politique et ce culte raisonnable de la liberté qu'il a su défendre bravement devant les plus hautes juridictions et sous tous les régimes qu'il a traversés.

Digitized by Google

Il a honoré tous les corps auxquels il a appartenu : le barreau, les assemblées publiques, jusqu'à l'Académie française, qui venait de lui ouvrir ses portes. Ce qui caractérisait ce courage et cette énergie persévérante, c'est que Berryer n'a jamais eu la satisfaction de voir triompher la cause dynastique pour laquelle il combattait. Il savait même que cette cause ne triompherait point, et il se dédommageait de ses mécomptes politiques en donnant à son pays la meilleure part de sa sollicitude et de son dévouement. Son éloquence s'est mise au service de tous les bons principes, de toutes les bonnes causes; mais elle a surtout contribué à ébranler les régimes dont la solidité pouvait retarder la venue de celui qu'il préférait. Sous le gouvernement de Juillet, il plaidait pour Louis-Napoléon contre la dynastie d'Orléans; sous l'Empire, il a plaidé pour la famille d'Orléans contre l'empereur Napoléon; mais il s'est tenu à une égale distance du gouvernement de Juillet et du gouvernement impérial, ne voulant jamais servir que la cause des proscrits. C'est à ce titre qu'il s'est allié dans ces derniers temps avec tous les partisans de la liberté, et qu'on l'a vu entrer au Corps législatif porté par les suffrages des légitimistes et des républicains marseillais. Recrutée dans tous les camps de l'opposition, l'escorte de ses funérailles a eu presque les apparences d'une manifestation politique, et le gouvernement, qui s'est ému des scènes du cimetière Montmartre, aurait pu avec autant de raison prendre l'alarme en voyant l'affluence de libéraux qui encombrait lundi dernier le petit cimetière d'Augerville. C'est là, sous la froide brume d'un ciel mélancolique, dans des chemins boueux, autour d'une humble église, que s'étaient donné rendez-vous les plus grandes notabilités de notre pays; on y a vu des prélats, le barreau, l'Académie. L'Angleterre et la Belgique avaient envoyé leurs premiers avocats, et des bouches éloquentes ont formulé l'éloge du défunt devant un auditoire illustre. Puis, quand la dernière prière de l'Eglise a été dite et que la tombe glorieuse a pris possession du calme silencieux de cette solitude, la postérité a commencé pour Berryer, comme elle commencera bientôt pour tous ceux qui ont tenu un rang dans notre histoire et qui ont eu leur part de responsabilité dans les fautes et dans le délire des passions contemporaines. Devant l'homme de Belgrave Square, la postérité s'ouvre sous des auspices sévères; il a accompli en mourant deux actes politiques qui sont comme le résumé de sa vie: il a jeté une malédiction au coup d'Etat du 2 décembre et un vœu suprême à l'exilé de Frohsdorf. Profitant des immunités de la mort, il a pu appeler son roi, sans trop éveiller les susceptibilités jalouses des pouvoirs établis, le prince qui avait eu le culte et la fidélité de toute sa vie. Il y a peu d'hommes, parmi ceux qui vont bientôt suivre Berryer, de qui la dernière pensée sera pour la cause qu'ils ont servie; mais celui qui vient de pousser en expirant le cri français de: Vive le roi! n'était déjà plus un contemporain, c'était un survivant. Il ne faut donc pas qu'on espère le remplacer; ce qu'on mettra à la place de cette fidélité chevaleresque, de ce charmant esprit et de cette âme haute, sera peut-être mieux approprié aux manières de ce temps; on trouvera autant de vertu, autant d'éloquence, autant de courage civique, mais le

Digitized by Google

buste dont on va orner le socle où se montrait hier encore le mâle profil de Berryer n'aura pas cette ampleur élégante, cette grâce austère que ne donnent point au même degré les sociétés démocratiques.

C'est M. Gambetta que les électeurs des Bouches-du-Rhône veulent placer sur le siége que Berryer occupait au Corps législatif; on chauffe déjà cette candidature libérale, qui n'est que la suite et une des conséquences les moins prévues de l'affaire Baudin. L'avocat qui, plaidant pour le rédacteur du *Réveil*, a tonné contre le 2 décembre et a trouvé moyen de caresser agréablement les fibres républicaines, c'était M. Gambetta. Depuis ce jour, il est l'idole de la démocratie, et on voudrait déjà le voir à la Chambre, où l'on espère qu'il ne manquera pas de faire des discours aussi éloquents que le fameux plaidoyer pour Delescluze. C'est à ce subit enthousiasme que l'avocat Gambetta doit d'avoir été choisi pour briguer la succession de Berryer au Corps législatif. On ne doit point s'étonner de voir un démocrate désigné pour remplacer un légitimiste, puisqu'il est reçu aujourd'hui que la première qualité d'un bon député est d'être l'adversaire du gouvernement. M. Berryer n'était-il pas à Marseille le représentant des républicains et des légitimistes, aussi bien que M. Marie, son collègue, son ami de la dernière heure et son panégyriste, était le représentant des légitimistes et des républicains? Le nouveau candidat tiendra cette place; on espère que la coalition de 1863 pourra servir encore en 1868 et que M. Gambetta lui donnera des satisfactions pour le moins équivalentes à celles que lui donnait M. Berryer et que lui donne encore M. Marie. Tout fait croire, en effet, que cette bonne opinion ne sera point trompée; les républicains peuvent voter pour le défenseur du *Réveil*; il ne fera rien pour consolider le trône; les légitimistes peuvent suivre cet exemple; M. Gambetta n'est pas un Robespierre; il ne renversera jamais rien, pas même peut-être ce qui existe. Il faut le connaître: ce n'est pas tout à fait le tribun fougueux qui a donné le frisson à l'auditoire du tribunal correctionnel; l'esprit de M. Gambetta est un peu moins turbulent que son geste et que sa parole; ceux qui le connaissent le classent dans les modérés. Il a fait longtemps partie du cercle de M. Emile Ollivier; il n'est peut-être pas tout à fait aussi conciliant que l'honorable député de la Seine, mais il a des tendances à s'adoucir beaucoup, surtout s'il devient le mandataire des royalistes marseillais.

Pour arriver à ce résultat, il y a quelques difficultés à surmonter; la plus grosse, cette fois, ne sera peut-être pas l'hostilité administrative. On veut opposer à l'homme nouveau, à l'avocat parisien que les électeurs marseillais n'ont jamais vu, un nom, qui depuis longtemps est répété d'une rive à l'autre de la Méditerranée et une gloire nationale; on veut lui opposer le promoteur du canal de Suez, M. Ferdinand de Lesseps, qui n'a pas même encore donné son consentement aux projets de ses amis. Si le zèle politique triomphe de cette popularité, il sera bien ardent, et nous n'oserions pas, malgré les efforts des feuilles libérales, affirmer que l'union démocratique ne conduit point son jeune adepte à une défaite. La protection officielle, qui s'apprête à couvrir ostensiblement ou en

Digitized by Google

secret M. Ferdinand de Lesseps, ne sera même pas un avantage suffisant pour assurer le succès de son rival; il y a des personnalités sur lesquelles le patronage administratif lui-même n'a aucune prise. Si M. Gambetta représente les intérêts politiques et la cause de la liberté, M. de Lesseps représenterait pour les Marseillais les intérêts matériels, un avenir d'incalculable prospérité ; ce n'est point d'ailleurs, il s'en faut, un caractère que l'on peut aisément discipliner ; ceux qui le connaissent savent qu'il est indépendant. Il a d'ailleurs conquis le droit de l'être.

L'attention que nous devons à nos propres affaires ne saurait nous empêcher de suivre d'un œil attristé les phases prévues de la révolution espagnole. Les lenteurs que les ministres ont mises à régulariser la situation de l'Espagne ont laissé aux mauvais éléments qu'une révolution porte toujours en germe le temps de se développer et d'envahir le pays. C'est au moment où l'on se dispose enfin à réunir les Cortès pour le mois de février que l'anarchie menaçante dispute le terrain à la révolution victorieuse. Les auteurs du pronunciamiento de Cadix sont à leur tour obligés de se défendre contre les représailles des vaincus, et, par une coïncidence qui n'est certainement point l'effet du hasard, c'est encore de Cadix que part l'attaque des insurgés. Il est difficile, dans le chaos politique où se trouve plongée la Péninsule, de reconnaître la couleur du drapeau qui flotte sur les barricades de Cadix et que des mains inconnues promènent de Xérès à Malaga et dans toute l'Andalousie. La lutte sanglante, que dirige avec une stratégie remarquable un capitan du nom de Junko, rappelle trop, par sa violente énergie, par l'heure où elle éclate, par la qualité même des combattants, nos tristes journées de juin. C'est une explosion de toutes les colères et de toutes les vengeances que trois mois de révolution ont fait naître. C'est peut-être le parti républicain qui trahit ses impatiences ; c'est peut-être le socialisme qui veut se frayer un chemin vers la domination ; c'est peut-être la monarchie déchue qui rallie ses partisans ; ce sont peut-être toutes ces causes réunies qui soulèvent une formidable coalition contre les ministres à qui l'Espagne doit le renversement du trône d'Isabelle. Un effort vigoureux des autorités provisoires de Madrid pourra peut-être étouffer l'incendie qui menace d'embraser l'Espagne ; cet effort est tenté, et un des généraux les plus dévoués à la révolution, Caballero de Rodas, a été envoyé contre les insurgés. Le général Prim lui-même n'avait-il pas projeté d'aller chercher à Cadix les lauriers du général Cavaignac? Il aurait eu certainement l'intrépide énergie du vainqueur des journées de juin ; aurait-il eu le même bonheur? D'après les derniers télégrammes l'intervention du marquis de Los Castillejos serait inutile. Caballero a intimidé les rebelles avec une proclamation ; ceux-ci auraient tous déposé les armes devant le redoutable Caballero et le duc de Montpensier, qui venait aussi ramasser un peu de popularité dans Cadix, rebrousse chemin et retourne à Lisbonne. Le télégraphe arrange tout à merveille. Mais si le télégraphe se trompait, ne serait-il pas étrange que la contre-révolution fût victorieuse dans le lieu même où la révolution a obtenu son premier succès et qu'elle suivît, pour arriver jusqu'à Madrid, le même mouvement concentrique qu'a suivi la révo-

Digitized by Google

lution pour se rendre maîtresse de la capitale de toutes les Espagnes ?

Ce n'est donc plus maintenant à la pacifique manifestation de la volonté nationale qu'est livré le sort de l'Espagne. Cette nation entre dans les ténèbres sanglantes de la guerre civile. Sa folie révolutionnaire tourne au drame, et de toutes parts les chants patriotiques et les danses nationales s'arrêtent et abandonnent la scène au cliquetis des armes et aux farouches colères des partis irrités. Quelle déception pour ceux qui avaient cru un moment à la régénération de l'Espagne ! Quel deuil nouveau peut-être pour la liberté ! Tout est maintenant livré au hasard et aux surprises de ces batailles des rues, plus terribles en Espagne que dans tout autre pays. Il n'est plus permis de rien prévoir ; il est à peine permis de désirer que le vainqueur soit entouré d'un prestige assez grand pour pouvoir vaincre tous les partis et leur imposer son autorité. Il n'est pas même permis d'espérer que l'anarchie espagnole tournera aussi bien qu'a tourné, de ce côté-ci des Pyrénées, au milieu de passions aussi tumultueuses, l'anarchie française, et que du sein de la nation sortira une force régénératrice capable de tout apaiser et de tout discipliner. Il y a des hommes qui ont observé de très près les symptômes de la terrible consomption dans laquelle l'Espagne dépérit. Ils ne pensent pas qu'elle puisse en revenir, et, en voyant ses dernières crises, ils sont tentés d'inscrire au front de cette nationalité expirante le mot funèbre qui marqua la dernière heure de la Pologne : *Finis Hispaniæ*. Ces tristes pronostics se trouvent dans l'intéressante étude que vient de publier à Berlin l'érudit M. de Sybel, et que la *Revue* offre aujourd'hui même à ses lecteurs. Pour M. de Sybel, l'Espagne est donc finie. Ni la république, ni la royauté de don Carlos, ni le prince des Asturies, ni le général Prim, ni rien, ni personne, ne peuvent arrêter cette décadence fatale. Nous ne sommes pas bien éloigné de partager ce désespoir. Une seule chance reste peut-être encore à l'Espagne. Ce pays éprouvé par tant de prospérité et par tant de grandeur, par tant de vices et par tant de misères, par les discordes intérieures et par l'invasion, par la cupide ambition de ses généraux, de ses hommes d'Etat, de son clergé et par l'avilissement de la dernière monarchie, ce pays pourrait peut-être retrouver le salut en reprenant la tradition monarchique au point où l'a interrompue Ferdinand VII, et en reconstituant dans son sein un principe d'autorité et de liberté mis hors de l'atteinte des ambitieux et des intrigants.

Un spectacle plus consolant nous est donné par l'Italie, qui poursuit avec une sage opiniâtreté le but de ses légitimes ambitions, et par l'Autriche elle-même, dont l'état, cependant bien désespéré, trouve encore une base de prospérité dans le patriotisme hongrois. L'empereur François-Joseph a pu tout récemment reconnaître le dévouement de la délégation du Reichsrath et adresser des remercîments à cette assemblée, qui, par ses votes intelligents, a su apporter un remède aux besoins pressants de l'État. Il s'est montré particulièrement satisfait de ce que l'assemblée de Pesth a voté la loi militaire. C'est ce que M. de Beust appelle fournir à la monarchie un solide point d'appui et donner à la paix une garantie nouvelle. Les paroles du chancelier méritent d'être citées textuellement :

Digitized by Google

« Les représentants du pays ne veulent qu'une chose : c'est que si nous élevons la voix en faveur du maintien de la paix ou pour détourner un danger de guerre, cette voix ne résonne pas comme le cri désespéré d'un homme abandonné et désarmé, mais comme le cri d'avertissement d'un État qui a le droit d'être écouté lorsqu'il parle de la paix. » On ne peut pas dire que ces paroles soient absolument inoffensives. Pour les juger sans illusion, il faut considérer que M. de Beust n'aura intérêt à utiliser les ressources militaires qu'il vient d'obtenir du Reichscrath que s'il parvient à dominer les difficultés sans nombre que son dualisme austro-hongrois fait naître sous ses pas. Il a des admirateurs obstinés qui propagent chez nous les meilleures espérances de voir M. de Beust sortir bientôt de tous ces embarras, mettre d'accord les Tchèques avec les Maggyares, les Croates avec les Slaves et les Bohêmes. D'autres, moins optimistes, considèrent que le premier ministre autrichien a entrepris une tâche au-dessus de ses forces et qu'il n'a d'autre ressource pour éviter un échec éclatant que de lancer l'Autriche et l'Europe dans de vastes conflits militaires. C'est à de pareilles conjectures que se rattacheraient les dénonciations dont le gouvernement roumain a été l'objet et tous les complots attribués aux ministres du prince Charles.

Mais voilà que de ce côté il ne reste plus matière au moindre soupçon : le prince régnant, ne voulant plus porter ombrage à M. de Beust et au marquis de Moustier, a renvoyé M. Jean Bratiano et pris d'autres ministres. Ce changement de cabinet accompli dans un des plus petits États de l'Europe a eu plus de retentissement que les dernières modifications ministérielles du gouvernement anglais. En voyant s'éloigner le terrible M. Braliano, on a cru la paix générale pour jamais affermie. Qu'était pourtant M. Bratiano ? Ce n'était point un agitateur, mais simplement le représentant des idées nouvelles, un homme de caractère, qui avait entrepris de régénérer la Roumanie. Ce n'était pas tout à fait de sa faute si les populations roumaines étaient constamment agitées par un souffle d'indépendance. Il ne dépendait pas toujours de lui de les contenir. L'Autriche a su fort habilement faire retomber sur M. Bratiano la responsabilité de toutes les ambitions et de toutes les convoitises de la nation roumaine ; elle a même inventé des complots et des armements, auxquels ont ajouté foi les trop crédules cabinets de Paris et de Londres. On allait jusqu'à représenter M. Bratiano comme dominant complétement l'esprit du prince Charles, si bien que le ministre passa pour un agent occulte de la Russie ; c'était cette dernière qui paraissait gouverner à Bucharest.

Toute cette fantasmagorie d'accusations et de récriminations mal fondées vient de disparaître par le petit coup d'Etat d'un prince constitutionnel, qui dissout son ministère malgré la majorité considérable qu'il avait dans les Chambres et malgré la prospérité inconnue dont il avait su faire jouir le pays. Si l'on en croyait les dires de l'Autriche, ce n'était pas seulement la Russie, mais aussi la Prusse qui avait une grande part d'influence dans les préparatifs secrets que faisait le gouvernement roumain pour conquérir la Transylvanie. Comme il y a à peine deux ans les Hongrois passaient pour être alliés à la Prusse, l'occasion parut bonne à

Digitized by Google

l'Autriche de montrer aux Hongrois que, le cas échéant, l'ambition démesurée des hommes de Berlin ne ménageait pas plus ses amis que ses ennemis. La vérité est qu'à la cour du prince Charles on se plaignait au contraire amèrement de la profonde indifférence que le gouvernement prussien montrait à la Roumanie. On avait, il est vrai, cédé des armes à cette dernière; mais les fabriques prussiennes ont des acheteurs dans tous les Etats, et aucun privilége n'a été accordé à cette occasion à la clientèle de Bucharest. A peine la Prusse s'était-elle aperçue que l'on cherchait à abuser des trompeuses apparences que présentaient ses relations avec le gouvernement du prince Charles, qu'un article, inspiré de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, prit ouvertement fait et cause contre toute cette politique que l'Autriche reprochait à M. Bratiano. Il n'y avait dans cet article aucune accusation formulée contre le ministre, mais il y avait le vague désaveu de tendances qui auraient pu se manifester.

C'est ainsi que la Prusse essaya de mettre à néant les accusations de la presse autrichienne et put, sans intervenir directement dans les affaires de la Roumanie, faire comprendre à Bucharest qne l'existence du cabinet Bratiano ne pouvait être prolongée sans donner lieu aux interprétations les plus gênantes pour le cabinet de Berlin. Le prince Charles, devant cette adroite manifestation, n'hésita pas à charger le prince Ghika de composer un nouveau ministère ; il crut ainsi faire tomber tous les soupçons et montrer qu'il n'était pas plus lié avec la Prusse qu'avec M. Bratiano. Celui-ci s'est prêté avec la plus grande complaisance à cette habile démonstration; on pense qu'il avait peut-être les moyens moraux et matériels de rester au pouvoir et de s'imposer au prince; il faut donc louer son patriotisme et sa bonne foi de ne pas s'en être servi. En fait de patriotisme les ministres nouveaux ne le cèdent en rien aux anciens ; ils considèrent avec raison que la prospérité de la Roumanie dépend absolument d'une bonne entente avec les puissances occidentales, et principalement avec la France. Les déclarations du nouveau cabinet ne laissent aucun doute à cet égard. Les hommes qui le composent ont raison de vouloir maintenir la neutralité du territoire roumain et conserver de bons rapports avec la Sublime-Porte. Deux conditions, cependant, sont nécessaires pour l'exécution de ce programme : il faut que les puissances occidentales, et la France en particulier, abandonnent le système de récrimination dont on a usé à l'égard du précédent cabinet; il faut aussi que la Porte s'habitue peu à peu à voir la Roumanie se constituer en État indépendant. La conduite de la Turquie à l'égard de la Grèce et l'énergie avec laquelle cet empire trop décrié veut faire prévaloir son autorité, laissent en ce moment peu d'espoir aux Roumains de secouer un joug que leur patriotisme repousse mais que les traités leur imposent.

Le secrétaire de la rédaction : PASCAL PICARD.

Digitized by Google

CHRONIQUE FINANCIÈRE.

Encore quinze jours, et l'année 1868 emportera avec elle et les regrets des uns et les espérances des autres. Quels souvenirs laissera-t-elle derrière elle? Qu'a-t-elle produit? Que peut-on en attendre? Hélas! son bilan est bien facile à faire : elle laisse l'Europe entière aussi agitée, aussi troublée, aussi inquiète qu'elle l'avait trouvée? Les questions politiques sont toujours brûlantes; le moindre accident peut faire éclater le feu. De tous côtés la gravité des faits et de la situation préoccupe les esprits et paralyse les affaires. Au nord comme au midi, à l'est comme à l'ouest, non-seulement les points noirs n'ont pas disparu, mais ils sont encore plus menaçants que jamais. C'est l'Allemagne, toute frémissante à chaque bruit qui lui arrive de France, prête à la lutte et sur le qui-vive; c'est l'Espagne, qui, bouleversée de fond en comble, cherche en vain son équilibre; c'est l'Orient, avec sa question hérissée de périls et de difficultés. Devons-nous parler de l'Autriche, où les armements sont poussés avec une frénésie qui tient du délire? Voilà pour la situation politique. Que devons-nous dire de la situation financière! Qu'on nous cite un État dont les finances soient prospères, dont les ressources augmentent et dont les charges diminuent; nous chercherions vainement un pays dont le budget présente un excédant de recettes au lieu d'un déficit. De toutes parts les peuples et les gouvernements sont obérés, endettés outre mesure et au delà de leurs forces. Ils sont au bord d'un abîme où le moindre faux pas les précipitera. Encore une année semblable et ce sera le règne de la banqueroute. L'année 1868 n'a donc rien résolu, rien aplani : elle n'a fait qu'ajourner, et le calme trompeur au milieu duquel elle nous a laissés est peut-être le plus grand danger qui menace la triste situation des affaires.

Et cependant, pour celui qui ne veut considérer les choses qu'à leur surface, peut-être pourrait-il trouver dans l'état des valeurs de la Bourse que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. S'il fallait s'en rapporter aux cours actuels comparés à ceux de l'année dernière à pareille époque, on pourrait croire effectivement que nous avons traversé une année de prospérité. Les prix actuels de toutes les valeurs, aussi bien les fonds publics que les actions des entreprises industrielles, sont de beaucoup supérieurs à ceux de l'année précédente. Nous arrivons donc à constater cette étrange contradiction, qu'au milieu d'une situation de plus en plus tendue, aussi bien en politique qu'en finances, on a pu donner le change à l'opinion publique en surmenant le marché et en imposant à la Bourse des cours qu'une époque prospère pourrait à peine justifier.

Ce que nous disons n'est-il pas la preuve évidente de ce que nous répétons sans cesse: qu'à la Bourse, tout est spéculation et mensonge. Il nous faudrait des volumes pour décrire les manœuvres scandaleuses au moyen desquelles on trompe le public, comment on arrive à le bercer d'illusions pour le mieux conduire à sa ruine. Aucun frein ne vient y mettre obstacle. Le marché est abandonné à des *faiseurs* d'autant plus audacieux qu'ils n'ont rien à craindre. On a parlé cette année de gens

Digitized by Google

qui ont perdu des millions en opérant sur des chiffres dont l'énumération donnerait le vertige. S'élèvera-t-il enfin une voix assez courageuse pour flageller ces manieurs d'argent, dont le public sérieux, le rentier comme le capitaliste, est la première victime? Le plus grand malheur est que ceux qui, par leur situation, devraient arrêter le mal, sont souvent les premiers à l'encourager. Quel a été le rôle des agents de change, malgré leur privilége, malgré leur monopole et la puissance qu'ils tiennent de l'autorité? Leur privilége? il leur a servi à prélever des courtages considérables sur les affaires de ces mêmes spéculateurs qu'on ne saurait assez dénoncer et flétrir, plutôt qu'à prémunir le public contre l'enchantement de ces mêmes faiseurs. Sont-ce les banquiers? Eux du moins n'ont pas mission de veiller à la conservation de la fortune publique. Ceux-là ont pour excuse le soin de leurs intérêts privés. Mais les grandes institutions de crédit, qu'ont-elles fait pour le crédit public? qu'ont-elles fait pour le commerce? quels services ont-elles rendus à l'industrie? La plupart se sont écartées de leur rôle et de leur but. Méconnaissant leurs devoirs, elles se sont jetées à corps perdu dans des opérations étrangères en y entraînant leur clientèle, et avec une imprévoyance qui a causé et causera encore bien des ruines.

Il règne sur le marché un tel antagonisme entre les puissances diverses qui le dirigent, que lorsque, par hasard, il se présente une opération sérieuse, elle est souvent attaquée avant même d'être connue. Chacun voudrait avoir sa part du gâteau, et c'est seulement à ce prix qu'il y donne son concours. Voilà la raison qui fait que souvent des opérations détestables ont été soutenues, alors que d'autres, véritablement sérieuses, ont été violemment attaquées. Le public, qui ignore toutes ces sourdes menées, s'y laisse toujours prendre ; bientôt tombent toutes ses illusions, sa confiance a été trompée et son argent est perdu. C'est une honte pour les affaires et pour la Bourse.

Si nous prenons pour exemple l'emprunt portugais, qui prochainement sera émis en France, à quelles divagations ne se livre-t on pas pour le faire échouer avant même qu'il soit signé? Tous les moyens sont bons ; les fausses nouvelles, les faux bruits, les fausses appréciations, les documents erronés, servent tour à tour pour tromper le public. On ne connaît pas le premier mot de l'affaire, et déjà on l'attaque sous toutes les formes.

En principe, nous sommes opposés à toutes opérations étrangères ; mais notre animadversion ne va pas jusqu'au point de cacher la vérité et d'attaquer systématiquement une affaire dont les bases sont sérieuses, dont les garanties sont indiscutables et dont les contractants se présentent avec une loyauté hors de conteste. Il ne s'agit pas de se retrancher derrière une raison politique lorsqu'il s'agit d'une opération financière. Il faut bien plutôt se demander si l'opération présente toute sécurité et toutes garanties et si les souscripteurs y trouveront un avantage, ou s'ils ont à redouter une perte quelconque. Il serait donc non-seulement sage, mais tout au moins décent, d'attendre que les bases de l'opération soient posées pour la discuter sérieusement. Devons-nous répéter ce que nous savons personnellement de l'emprunt que prépare le Portugal? On a

Digitized by Google

affaire cette fois à un gouvernement honnête et qui n'a qu'une ambition : celle de pouvoir obtenir un crédit suffisant pour amortir sa dette avec un modeste supplément d'intérêt ; ce que le gouvernement portugais veut, c'est de ne pas avoir à renouveler périodiquement des emprunts temporaires qui le préoccupent et le détournent de l'administration intérieure ; c'est de régulariser une bonne fois, pour au moins trente années, son service de trésorerie et assurer l'extinction successive de sa dette flottante, afin de pouvoir se livrer sans distraction au développement de la prospérité intérieure du royaume. Il suffit, d'ailleurs, d'entendre ses représentants, le comte d'Avila, ministre de Portugal à Paris ; M. C. Bento da Silva, ministre des finances de S. M. Très-Fidèle, pour être frappé du haut caractère de droiture que le gouvernement portugais donne comme première base à ses transactions financières.

Le résultat que nous avions prévu pour l'émission des obligations de la nouvelle Compagnie des chemins de fer de la ligne internationale d'Italie par le Simplon, s'est réalisé. Aujourd'hui, après avoir clos le travail de répartition à l'émission française de 62,500 obligations sur la souscription publique des 134,166 obligations complémentaires du capital social, le conseil d'administration vient d'arrêter les dispositions suivantes qui répondent aux nombreuses questions qui ont été adressées à la Compagnie :

Les titres provisoires de 62,500 obligations réservées à l'émission française seront mis à la disposition des souscripteurs à partir du 12 décembre courant, en échange du deuxième versement de 50 fr., qui doit être effectué du 12 au 20 décembre, conformément à l'avis personnel de répartion envoyé à chacun d'eux. Les souscriptions parvenues à la Compagnie depuis le 18 novembre, jour de la clôture, ainsi que les demandes qui n'ont pu être admises dans la souscription française, auront un droit de préférence au pair dans l'émission étrangère, pourvu que les demandes aient été renouvelées et transmises à la Compagnie avant le 15 décembre. Conformément aux demandes des banquiers étrangers, l'émission complémentaire des obligations réservées à l'Italie, à la Suisse, à l'Allemagne, à la Belgique, à la Hollande, à l'Angleterre et aux autres pays, est autorisée avec une prime dont la Compagnie se réserve de fixer la quotité, mais qui ne pourra dépasser cinq francs, c'est-à-dire 245 fr.

Cette émission aura lieu à l'étranger du 15 au 21 décembre et durera cinq jours. Toutes les obligations souscrites, soit en France, soit à l'étranger, ont d'ailleurs les mêmes droits. L'assemblée générale, qui aura lieu au mois de janvier prochain, déterminera le choix des diverses tables d'amortissement proposées ; elle décidera aussi si le tirage des 3,500,000 fr. répartis par la voie du sort aura lieu au mois d'avril, après le troisième versement, ou au mois de mai, immédiatement après le quatrième versement. Dans tous les cas, ce tirage de 3,500,000 fr. sera fait à Paris, en présence des intéressés convoqués à cet effet. ALFRED NEYMARCK.

ALPHONSE DE CALONNE.

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et Cᵉ, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

J.-J. ROUSSEAU

SES IDÉES, LEUR INFLUENCE

DEUXIÈME ET DERNIÈRE PARTIE [1].

III

Le *Discours contre les Sciences* est le plus considérable des écrits de Rousseau. Il les contient tous en germe. Dans ses écrits ultérieurs, non-seulement les idées de ce *Discours* sont reprises en sous-œuvre et appliquées à chaque sujet qu'il traite, mais le sens général qu'il renferme préside à leur composition. De plus, et ceci a tout autant d'importance, le *Discours contre les Sciences* détermina l'avenir de l'écrivain, lui ouvrit une carrière et une route à suivre. Il était donc nécessaire d'insister sur ce début, qui est un programme.

Au bout de quelques mois, le nouveau venu était un homme célèbre, et il y avait de quoi. Un écrivain venait de naître, qui tranchait sur les contemporains d'une façon si originale et si puissante, qui menaçait les philosophes et les opinions reçues d'un tel péril, que son apparition était un signe. Il regrette, dans les *Confessions*, d'avoir été mis en vue trop brusquement. Sans doute, il n'était pas préparé à cette fortune et s'y attendait peu.

Il n'a pas besoin de le dire pour qu'on le sache. Il n'en fut que plus sensible à cette flatterie du sort, et afin de s'en rendre di-

[1] Voir la *Revue* du 15 décembre 1868.

Digitized by Google

gne, il résolut de mettre sa conduite en harmonie avec son rôle. L'entreprise était très ardue : il aurait fallu rompre avec le débraillement de son intérieur. Sa réforme ne porta réellement que sur l'extérieur de ses mœurs : il quitta l'habit de ville, évita de se montrer dans les salons et voulut vivre d'un métier, dans l'intention louable en elle-même de n'être pas obligé de chercher dans son talent littéraire des ressources qui ne donnent pas de crédit à un écrivain, car on peut être tenté de croire que la pensée d'un homme qui en tire de l'argent est une marchandise. Le métier choisi par Rousseau fut celui de copiste de musique. C'était un moyen d'établir qu'il était de condition plébéienne, désirait s'en souvenir et répudiait d'avance l'envie d'imiter ses confrères, jaloux d'abdiquer leur roture dès que le moindre succès le leur permettait. Rousseau affichait aussi l'intention d'être l'organe de ceux qui avant lui n'avaient point eu d'organe devant le tribunal de l'opinion. C'eût été un événement sans exemple s'il eût été accompli avec cette foi robuste et ce renoncement sincère qui distinguent les apôtres d'une grande cause à gagner. Mais la résolution de Rousseau n'avait point ces proportions épiques, dont on se fût moqué d'ailleurs. Le goût de l'originalité détermina cette transformation : il recherchait l'originalité comme un auxiliaire de sa gloire naissante.

Le monde des salons s'occupa beaucoup de cet incident bizarre. Ce n'était encore que de l'étonnement. Quinze ans plus tard, après la publication d'*Emile*, on devait imiter ce qu'à l'heure présente on ne trouvait que bizarre. On apprendrait aussi un métier, et, de fait, on devait en avoir besoin durant l'émigration, lorsque les principes émis par Rousseau produiraient leur effet. En attendant, la prudence, qui est une vertu éminemment philosophique, permettait de prévoir des vicissitudes prochaines. Il fallait donc apprendre un métier ; c'était un acte de bon sens, une leçon à donner aux races futures. On ne songeait point aux vieilles maximes qui enseignent que pour lutter contre les vicissitudes politiques et privées, il importe plus d'avoir l'âme bien trempée que de savoir manier un outil mécanique. Se figure-t-on la magnanimité de quelqu'un qui se prépare une varlope pour bouclier contre les coups de l'adversité? Louis XVI, disciple de Rousseau, apprit l'état de serrurier, et, le 10 août 1792, ne put faire une clef qui fermât les Tuileries!

Cependant, en 1750, l'autorité du futur précepteur d'*Emile* était loin d'avoir acquis ce degré de splendeur capable d'imposer aux princes les caprices d'une imagination fantasque. Les œuvres suivantes le montrent encore en train d'éclore et ne sachant trop quel chemin prendre dans les lettres : il concourt pour des académies de province, écrit une oraison funèbre du duc d'Orléans pour l'abbé

Digitized by Google

d'Arcy, fait de la musique, collabore à divers recueils. Le *Discours sur l'inégalité des conditions* et la fameuse *Lettre sur la musique française* achevèrent enfin de le mettre en évidence. La *Lettre sur la musique française* n'offre qu'un intérêt rétrospectif. Le *Discours sur l'inégalité*, véritable commentaire du *Discours contre les sciences*, mérite surtout d'être considéré à ce point de vue. L'auteur a lu Grotius, Puffendorf et Burlamaqui; il n'est pas étranger à l'*Esprit des lois*, livre nouveau, bien au-dessus de sa compétence, d'une sobriété de forme qui dut le surprendre, mais dont le mérite, déjà établi, ne put manquer d'attirer son attention. Aucun de ces ouvrages n'eut d'influence sur lui; préoccupé de sa manière de concevoir la société, imbu des idées antiques pour qui des mœurs à créer sont le but du législateur, sans égard pour ce fait que les spéculateurs de l'antiquité, y compris Platon, écrivaient pour des États où le nombre des citoyens était de quinze ou vingt mille, étranger aux nécessités de la civilisation moderne, dans le sein de laquelle les intérêts comptent pour tout et les principes pour rien, son économie politique est tout à fait imaginaire. Quand il raisonne sur les principes admis il y a deux mille ans, il néglige ainsi d'observer que la servitude n'existe plus, que le régime des castes est un souvenir. Le régime des castes ni la servitude ne lui sont chers. Cependant il oublie que les principes qu'il préconise ont eu cours dans un état social où ces deux choses étaient de droit commun, où le mot *État* s'applique à quelques milliers d'hommes privilégiés; que l'égalité, possible au sein d'une petite aristocratie dont les membres sont associés pour maintenir leur joug sur des populations esclaves, est une fiction dangereuse aujourd'hui, où le nombre des citoyens est de plusieurs millions. Enfin, il se trompe sur le sens du terme *égalité* tel que l'entendaient les anciens. Leur égalité politique n'est pas l'égalité dans la distribution des richesses; elle n'est pas même l'égalité civile, c'est-à-dire l'égalité devant la loi et le droit pour tous d'arriver aux emplois : elle n'est que l'association d'un petit nombre d'hommes ayant des intérêts identiques, constituée dans le dessein de protéger ces intérêts.

Dans un pays où la liberté règne, où le jeu naturel de la liberté met chacun à la place que lui assigne son mérite, où, d'ailleurs, l'hérédité tient une place immense et légitime, l'introduction de l'égalité des biens équivaudrait à supprimer la société.

Le droit politique de Rousseau se compose de trois articles : 1° la loi doit être l'expression de la volonté générale, et il y a tyrannie là où la volonté générale n'est pas consultée; celle-ci est souveraine et en aucun cas ne saurait être illégitime; 2° il est indispensable d'élever les citoyens dans la persuasion que la volonté générale est

Digitized by Google

légitime et constitue exclusivement le droit ; 3° le devoir de l'État est de pourvoir au besoin de ses membres.

Cette doctrine funeste est en principe la théorie de la force. L'individu n'a pas de droit sur lui-même ; il n'est qu'une chose dans les mains de la communauté. La raison ne compte pas davantage : s'il plaît à la majorité d'ordonner que deux et deux font cinq, deux et deux font cinq.

En matière économique, les principes de Rousseau portent un nom qui n'est pas honoré : ils constituent le communisme. L'Etat a le devoir de fournir à tous les besoins de ceux qui le composent. Les citoyens romains de la décadence traduisaient ce devoir par les mots : *panem et circenses*, sans sortir de leur droit, et les Italiens d'aujourd'hui, dans la veine desquels coule encore du sang romain, par ces autres mots : *pane e lavoro*. L'expérience a démontré à quels abîmes mène l'application de tels principes ; ils dépravent l'homme avant de tuer en lui la volonté.

Dans le *Contrat social*, Rousseau, dont les idées ont mûri avec l'âge, développe sa doctrine et constitue un Etat qui serait le délégué de chaque citoyen. Outre qu'en pratique cette délégation est toujours plus ou moins nominale, le pouvoir absolu de l'Etat a l'inconvénient radical de nier le droit en vertu duquel chacun s'appartient. Il est constant que ce droit, lui non plus, n'est point absolu, et que les nécessités de la vie commune exigent de chaque citoyen un sacrifice de son droit proportionnel aux bienfaits qu'il tire de l'existence de la communauté. Mais il importe de considérer toujours cet abandon comme provisoire, et seulement légitime dans la mesure nécessaire aux intérêts communs. Il doit même être entendu que quiconque n'est pas content de la part de bien-être qu'on lui fait a le droit d'aller vivre où il lui plaît ou même de se tenir à l'écart, comme font quelquefois les sages et comme ont fait jadis un grand nombre de chrétiens sur la tombe desquels ont lit ces paroles : *vixit in pace*, ce qui signifie qu'ils avaient refusé d'être soldats, de payer l'impôt, d'exercer aucune fonction publique, de participer enfin sous une forme quelconque aux charges d'une civilisation qu'ils avaient abjurée.

Du reste, à cet égard, Rousseau surprit peu le XVIIIe siècle. Que l'on fît résider le droit dans la royauté ou dans la volonté générale, tout le monde était d'accord pour ne pas le mettre là où Dieu l'a placé, c'est-à-dire dans la conscience individuelle. Mais si l'utopie et le lieu commun se confondent chez Rousseau et ne diffèrent que par la forme des systèmes qui pullulent dans les livres de l'école philosophique, l'auteur du *Discours sur l'inégalité* a des côtés qui lui sont propres. Dans sa république idéale, il pourvoit par des

Digitized by Google

moyens moraux au gouvernement des personnes et à celui des choses. Pour lui, le bien public n'a rien à démêler avec l'or, l'argent, le travail et le bien-être vantés par les économistes ordinaires. Ceux-ci se proposent de satisfaire des besoins, lui de les prévenir. La plupart de nos besoins, dit-il, sont artificiels; nous les acquérons à notre détriment. Et non-seulement ils coûtent cher à entretenir, mais ils nous avilissent. D'autre part, ils tiennent ceux qui les ont sous leur joug. Enfin, la terre est avare de ses dons; on est contraint de les lui arracher au prix d'un labeur sans fin, et ce labeur est une lourde servitude.

Est-ce vrai? Oui, suivant les moralistes; non, suivant l'économie politique, aux yeux de laquelle un pays est fort à proportion du bien-être qu'on y trouve et libre en raison directe du travail physique auquel est dû son bien-être. A supposer que le bien-être soit de la force, il resterait à juger de la force : un éléphant est plus fort qu'un homme; est-ce un être supérieur à l'homme? Sans doute, si la supériorité consiste dans les muscles. Il en est de même des Etats. Jadis la Grèce était faible et Rome avait vaincu le monde; mais les idées de la Grèce ont vaincu Rome. De nos jours, les Etats-Unis ont fait preuve d'une puissance financière et militaire inconnue en Europe. Cela empêche-t-il la misère morale d'y régner, l'ivresse et l'absence de l'idéal d'y être une plaie sans remède, et la servitude réelle, qui consiste à avoir le front courbé sur le sol sans trêve et sans merci, d'avoir fait du nord de l'Amérique une terre d'exil pour la pensée? L'économie politique aime à confondre l'âme de l'homme avec son estomac. Que lui importe cette grandeur solitaire et intérieure qui personnifient Socrate et Pascal? Les lumières et le bien-être, qui ont le progrès pour symbole, procurent-ils la paix, qui est l'objet propre de la vie? Le suicide, qui monte à l'horizon comme une marée et n'est que le terme extrême d'une maladie beaucoup plus commune, le suicide répond que non. Cela tendrait à démontrer que si Rousseau avait eu au service de son opinion, par exemple, l'esprit de Leibnitz, elle semblerait toucher de moins près à l'utopie. On ne connaissait pas encore autour de lui ce malaise intime dont rien ne distrait, que le luxe, les spectacles, la mollesse, la presse, la vapeur et les affaires sont impuissants à conjurer. Il conçoit néanmoins que la frugalité est une force et un élément de prospérité. Enfin il condamne l'opulence parce qu'elle ne va pas sans la misère. Il sait voir le mal, mais retombe dans l'utopie dès qu'il s'agit de le conjurer. Si on veut l'en croire, on remédierait aux maux de l'inégalité en empêchant la propriété de changer de mains et par suite de s'accumuler dans quelques-unes. Qu'il indique un moyen praticable d'y parvenir. Il y en aurait bien un : ce serait une disposition

Digitized by Google

intérieure à mépriser la propriété et tout ce qui touche à elle. Cette disposition n'est pas inouïe, mais on ne l'acquiert pas en deux jours. Et puis, si elle peut naître dans le sein d'une petite église, il n'y a pas d'exemple qu'elle ait jamais été une conviction sociale. Les colonies monastiques chargées par le christianisme d'y convertir le monde ont échoué dans cette tâche. Ce serait un excès comparable à celui de la domination exclusive des intérêts. Des deux côtés, l'homme est obligé de renier une moitié de lui-même.

Rousseau se résume en demandant pourquoi il y a des riches et des pauvres. Il y a des riches et des pauvres, pourrait-on lui répondre, comme il y a le chaud et le froid, le bien et le mal, le vrai et le faux. Les contraires sont en toute chose une condition d'existence. Si le mal n'existait pas, à quelle marque distinguerait-on le bien? S'il n'y avait pas de pauvres, à quoi servirait d'être riche et qui s'en soucierait? La diversité des conditions, pour être conforme aux données de la nature, devrait correspondre à la diversité du mérite. Partout les institutions et le hasard modifient cette distribution de la fortune, du pouvoir ou de l'estime; mais le hasard est une force extérieure à l'homme, indépendante de sa volonté, et les institutions une sorte de hasard historique dont les avantages compensent les inconvénients. En définitive, l'inégalité des conditions ne serait pas l'œuvre de la nature, qu'elle serait le plus puissant moyen qu'on ait encore découvert de rendre la vie intéressante en la soumettant à des vicissitudes qui lui servent d'attrait et sollicitent l'exercice continuel des passions. Sous l'empire de l'inégalité, l'homme n'agit que pour sortir d'un état et entrer dans un autre; or cette action de chaque jour constitue sa vie morale. Si on lui ôtait l'inégalité, son moral descendrait tout de suite au rang du moral des animaux dont la vie est purement organique. Enfin, le premier effet de l'égalité absolue serait la destruction du bien-être. Quel serait le champ de la volonté en matière économique si elle n'avait sans cesse à parcourir le champ qui sépare la misère de la richesse? Les invectives déclamatoires sont inutiles. Rousseau avoue d'ailleurs que l'inégalité tire sa force du développement des facultés et du progrès de la raison. Voilà sans doute pourquoi l'homme qui pense est un animal dépravé. L'état naturel serait seul compatible avec l'égalité. Il désigne, dans l'esprit de Rousseau, un état artificiel comparable à l'état de nature. Celui-ci n'a pas existé, Rousseau en est sûr; mais on pourrait l'imaginer, dit-il, et le résultat de ce travail serait l'état naturel. L'auteur du *Discours sur l'Inégalité* cherche longuement à démontrer que l'humanité actuelle s'est créée elle-même. Alors elle pourrait bien défaire ce qu'elle a fait, c'est-à-dire la famille, la propriété, la religion et

Digitized by Google

l'Etat. Pour agir comme elle a fait, elle a sans doute eu des motifs ; mais il lui est permis de modifier son œuvre sans fin ni trève, jusqu'à ce qu'elle soit contente de son sort. Qui sait ? ses efforts pourraient être récompensés par des résultats auxquels elle est loin de s'attendre. Rousseau décrit ensuite un homme naturel, c'est-à-dire dépouillé de tout ce qu'il tient de la société. Cet homme ne pense pas, n'a que des besoins physiques. Encore pour arriver à se nourrir lui faudrait-il un peu d'agriculture et, partant, une charrue. On ne construit pas une charrue sans art. Admettons que ce n'en soit pas. L'homme naturel remplira-t-il sa destinée ? Oui, dit Rousseau, car la réflexion tue l'homme civilisé et l'homme naturel se portera bien. Or, il est né pour se bien porter. Ainsi voilà la destinée de l'espèce : se bien porter, avoir de la santé. Quand vous ne penseriez pas, où serait le mal ? dit Rousseau. On pourrait dire de même : Quand vous n'existeriez pas, où serait le mal? On ne voit pas précisément où serait le mal, mais on voit de reste que l'auteur de cette question est déjà malade d'avoir pensé et qu'il en souffre : la fantaisie ne descend pas si loin dans un pareil sujet.

Ainsi l'homme naturel n'éprouve que du plaisir physique et de la douleur physique. Peut-être l'espèce a-t-elle commencé de cette manière, et peut-être les races, sinon l'espèce elle-même, finissent-elles de cette manière ; mais, dans l'intervalle, il y a la civilisation, qui est le règne de l'esprit, l'espace compris entre l'enfance et l'extrême décrépitude. Les forêts servent de cadre à l'enfance radieuse devant l'avenir entr'ouvert ; des palais en ruines — *mœnia longo senio lassata* — servent de cadre ordinaire à la décrépitude des peuples.

Pour des classes et des institutions nombreuses, le XVIIIe siècle était à la veille de mourir. Ceux que le glaive allait atteindre voyaient bien qu'ils étaient déchus. La faute, suivant eux, en était au despotisme ; ils étaient corrompus, parce que le despotisme était là. Fort bien; mais pourquoi le despotisme est-il absent chez les nations jeunes ou restées vertueuses, ce qui revient au même ? Parce qu'il est un effet et point une cause. Héliogabale ne déshonore point la Rome des Césars : il témoigne de ses mœurs. C'est contre une corruption du même genre que Rousseau en appelle à l'état d'innocence. Comment en est-on sorti ? Par l'acquisition de la conscience. L'homme naturel n'a point de conscience. « Son âme, que rien n'agite, se livre au seul sentiment de son existence actuelle, sans aucune idée de l'avenir, quelque prochain qu'il puisse être, et ses projets, bornés comme ses vues, s'étendent à peine jusqu'à la fin de la journée. » Par quel moyen cet enfant de cinq ans est-il sorti de l'état d'innocence ? Par celui de la parole. Mais l'usage de la parole paraît

Digitized by Google

avoir été nécessaire pour créer l'usage de la parole. Une intervention surnaturelle a donc produit ce phénomène, car l'homme naturel était content de son sort et n'avait aucun motif d'en chercher un meilleur. Du reste, Rousseau se déclare incapable d'expliquer l'origine du langage. Quant à ses conclusions, les voici : 1° il n'y a pas eu d'état de nature, mais 2° on peut supposer l'homme abandonné à lui-même, ce qui est l'état naturel ; 3° il n'a pu sortir seul de l'état naturel; en définitive, la civilisation et l'inégalité sont d'institution divine. Cependant, comme l'auteur du *Discours sur l'Inégalité* aurait été mal venu s'il eût appelé Dieu à son secours, il aima mieux le remplacer par le hasard.

De sorte que l'état intellectuel est le produit du concours fortuit « de plusieurs causes étrangères qui pouvaient ne pas naître ». Elles ont détruit l'espèce. Sous l'influence de ces causes, celle-ci a commencé par fonder la propriété. Le premier individu à qui est venue l'idée d'enclore un champ et « de dire : Ceci est à moi, fut le véritable fondateur de la société civile ». Cet homme a commis un vol, dans la pensée de Rousseau, et ceux qui l'ont toléré étaient « des gens simples ». Alors il continue d'exister des gens simples, car, de nos jours encore, sur un sol vierge, il suffit d'enclore un champ et de dire : Ceci est à moi, pour qu'on le croie. Pourquoi réussit-on à le persuader à tout le monde? Parce que le sol n'a pas de valeur intrinsèque et n'est que le lieu dans lequel le travail crée la propriété. L'établissement de la famille est également dû à un mauvais instinct. Elle exista le jour où deux individus, mécontents de vivre en commun, s'en allèrent chacun de leur côté. Ainsi le jour où la promiscuité devint à charge à quelqu'un, l'égalité fut compromise et les fondateurs de la famille ont commis un crime énorme, puisqu'ils ont fait sortir le genre humain de sa voie.

Ces assertions étranges ont le mérite singulier de n'être sous la plume de Rousseau qu'une *transition*. La famille une fois constituée et le mal sans remède, il y eut immédiatement des forts et des faibles ; ceux-ci furent exploités par les premiers, et l'inégalité fut consacrée.

Maintenant faut-il détruire la société? Oh ! non. Le vulgaire peut continuer de boire et manger comme auparavant. Pour ceux à qui les passions ont fait perdre la simplicité originelle, qui ne peuvent plus se nourrir d'herbes et de glands, ni se passer de lois et de chefs, *ceux qui furent honorés dans leur premier père de lois surnaturelles*, pour ceux, en un mot, qui se croient appelés par l'intelligence à un avenir supérieur à la condition précaire des animaux, qu'ils tâchent de mériter cette vie éternelle dont ils rêvent. L'homme naturel n'y aspire point : la terre est son paradis : il n'a

Digitized by Google

pas plus l'espérance que la pensée; mais aussi il n'a pas eu l'âme incendiée par elle. Il ne pense pas, il ne souffre pas, il n'a pas de vice. Le vice est aux yeux de Rousseau comme un poison que sécrète l'entendement. La sécrétion du vice est la fonction rationnelle de l'entendement.

Le *Devin du village* et la *Lettre sur la Musique française*, deux éléments de la renommée de Rousseau, durent le distraire un moment de ses idées spéculatives. Ce furent deux événements d'une importance passagère, peu faits pour le retenir longtemps hors de sa sphère habituelle. La publication par d'Alembert de l'article *Genève*, dans le tome VII de l'*Encyclopédie*, l'y fit rentrer de suite. Le parti philosophique poursuivait son entreprise avec acharnement. La ferveur religieuse dont la ville de Calvin était restée le centre avait de quoi lui déplaire; il espérait que l'établissement d'un théâtre à Genève arrangerait plus d'une difficulté. Une troupe de comédiens devait être une excellente mission à envoyer aux Génevois. D'Alembert ne se trompait pas. Mais le projet, comme les antécédents de Rousseau pouvaient le laisser deviner, lui plut médiocrement, et il profita de l'occasion pour écrire sur les spectacles une Lettre (1758), dans laquelle il était facile de heurter les idées du jour sans faire appel au paradoxe. Il nourrissait d'ailleurs pour sa patrie des sentiments d'amour et de dévouement que les principes en vigueur à Genève autorisaient de sa part. D'Alembert était persuadé qu'on s'ennuyait dans cette ville, et, en ami de l'humanité, souhaitait qu'on s'y amusât. » Les devoirs de père, de fils, de mari et de citoyen laissent peu de loisir à dérober à l'ennui, lui répond Jean-Jacques. Il n'est pas nécessaire d'aller à Genève pour en être convaincu. A Paris même, quiconque a des mœurs austères ne va pas au spectacle : le théâtre est fait pour ceux qui négligent le soin de leur famille ou mènent une existence oisive; il occupe leur désœuvrement et distrait leur ennui. »

L'argument était sans réplique. Ceux qui trouvent en eux-mêmes de quoi vivre ou dont le devoir absorbe les jours n'ont pas besoin des distractions frivoles, quand elles ne sont pas énervantes, que la scène procure; ils sont exempts des passions que le théâtre provoque ou auxquelles il sert d'exutoire. Le théâtre est souvent un mauvais lieu d'un caractère spécial : on le tolère comme on tolère les autres. Mais à supposer qu'il soit un amusement honnête, puisque les Génevois ne songeaient point à l'établir chez eux, il était inutile de vouloir les amuser sans leur consentement.

Rousseau ne considère pas seulement le théâtre comme nuisible à la moralité publique; il l'accuse de rendre léger, de porter atteinte à la gravité d'un peuple. Il aide peut-être à oublier ceux qui n'ont

Digitized by Google

pas intérêt à regarder en eux-mêmes : ceux qui ont une bonne conscience s'en passent allègrement. A ces considérations générales il en ajoute d'autres tirées de l'expérience et cite de saint Jean-Chrysostôme la question d'un étranger à qui on faisait voir à Rome les jeux du cirque : Les Romains n'ont-ils ni femmes ni enfants? Le théâtre moderne ne ressemble point aux jeux du cirque, mais d'ordinaire ceux qui vont lui demander de l'émotion ont le cœur mort. Il faut n'avoir personne à aimer pour aller chercher là des sentiments imaginaires qu'on n'éprouve pas, qui passent comme des ombres à l'horizon du cœur et lui désapprennent à sentir par l'effet qu'ont les choses de devenir banales lorsqu'elles arrivent tous les jours. Il est certain d'autre part que le théâtre éloigne des devoirs de la famille. Encore s'agit-il ici du théâtre tel que l'entendaient Corneille, Racine et Molière, c'est-à-dire du théâtre considéré comme une école de mœurs. Que diraient Bossuet et Pascal du théâtre actuel, dont on a fait, si l'on excepte quelques salles privilégiées, le chemin qui mène au lupanar?

Suivant Rousseau, il n'est en lui-même ni bon ni mauvais; il n'est qu'un instrument. Le but qu'il se propose en détermine le caractère. Tel n'était point l'avis de Platon : « Nous ne recevons, dit-il (*République*), ni la tragédie, ni la comédie dans notre ville. » Il en donne pour motif que la nature du spectacle est de corrompre. Platon parle de la comédie. La tragédie offre aussi des inconvénients graves : « ses douleurs excitent et flattent en nous cette partie faible et plaintive qui s'épanche en gémissements et en pleurs. » Or, il n'y a rien sur la terre ni dans les choses humaines dont la perte mérite d'être déplorée avec tant de larmes. Ici Platon est un utopiste qui n'admet que des héros dans une cité idéale. L'héroïsme n'est pas une vertu qu'un législateur puisse vouloir conférer à tous : il ne serait plus l'héroïsme. La vie ordinaire l'exclut : s'il était trop commun, il deviendrait un danger public. Plût à Dieu que les gémissements et les pleurs que Platon reproche à la tragédie d'exciter fussent les défauts d'aujourd'hui ! Ils seraient préférables au rire sec et décharné de la scène moderne.

Quoiqu'il admette que le théâtre n'est en soi ni bon ni mauvais, Rousseau n'hésite pas à déclarer que de fait il est toujours mauvais. En effet, la raison est bannie de la scène. Il est convenu qu'on y va pour son plaisir, et non dans l'intention de s'instruire ou de s'amender, de sorte que l'intention est une loi et que le théâtre est forcé de se réduire au soin de flatter les passions, sous peine de n'avoir pas de succès. Au moins, flatte-t-il des passions élevées? Non, car les passions de ce genre sont le privilége de quelques-uns, tandis qu'il faut attendre le succès des passions de ceux qui sont assez

Digitized by Google

nombreux pour emplir une salle de spectacle. Il y a de cette vérité des exemples fameux, parmi lesquels il suffit de citer le *Misanthrope* de Molière et la *Mérope* de Voltaire, deux pièces que leur mérite a consacrées et qui n'ont obtenu d'abord qu'un succès d'estime, expression anodine par laquelle on veut dire que le public n'a pas eu le courage d'avouer qu'il s'ennuyait.

Ainsi le théâtre ne rend ni la vertu aimable, ni le vice odieux; il ne saurait même produire en nous des sentiments que nous n'aurions pas : il nous intéresse dans la mesure où il flatte nos penchants. C'est que la parole est impuissante, et les actes seuls à considérer quand il est question d'agir sur les mœurs. Ni la pitié, ni la douleur, ni l'émotion vertueuse n'apparaissent sur la scène. Ce sont des sentiments trop fugitifs. D'ailleurs, ils ne coûtent point à manifester ; au contraire on est heureux de se croire bon ou sensible sans qu'il en coûte un effort.

Rousseau résume dans le vers suivant son opinion sur Molière ;

Dat veniam corvis, vexat censura columbas.

Il n'a pas tort : l'illustre poète s'attaque à des ridicules inoffensifs et s'abstient de toucher à l'immoralité réelle. On pourrait lui appliquer la morale des *Animaux malades de la peste :* les *pelés* de Molière sont ordinairement ceux qu'il peut fouetter sans péril.

L'auteur de la *Lettre sur les Spectacles* est encore moins indulgent pour les interprètes de l'art dramatique que pour cet art lui-même : « Je vois en général, dit-il, que l'état de comédien est un état de licence et de mauvaises mœurs, que les hommes y sont livrés au désordre, que les femmes y mènent une vie scandaleuse.... Je vois encore que par tout pays leur profession est déshonorante, que ceux qui l'exercent, excommuniés ou non, sont partout méprisés. » En une demi-page, Rousseau trace du comédien une esquisse terrible. Est-elle fidèle ? Ce n'est pas le lieu de le rechercher. La tradition est hostile au métier d'histrion. Il y a peu de moralistes qui n'en aient poursuivi l'exercice comme une provocation à la débauche. Indépendamment de l'action que les comédiens ont sur autrui, la légèreté habituelle de leur conduite est bien de nature à offusquer le goût d'un homme accoutumé au recueillement. Pour lui la vie n'est point une plaisanterie, « non qu'il soit peut-être entièrement défendu, dit Bossuet, d'être quelquefois plaisant; mais c'est qu'il est malhonnête de l'être toujours et comme de profession. » Si l'histoire était à consulter sur cet objet, on y verrait que le rire déprave, ou du moins n'est un plaisir public qu'aux époques où la honte est commune, où le talent dramatique mène à la fortune, quelquefois à

Digitized by Google

la gloire, où le génie qui meurt va silencieusement au cimetière entouré de quelques rares adeptes, tandis que trois cent mille âmes et cinquante mille hommes de troupes y mènent bruyamment quelque Roscius ou quelque Lesbie, dont le nom entre dans des consciences viles entouré d'une auréole comme celui du Christ. Le XVIIIe siècle était loin d'en être descendu là; aussi la *lettre* de Rousseau *sur les spectacles* eut de l'écho dans la presse et laissa un souvenir, que la *Nouvelle Héloïse*, il est vrai, ne tarda point à effacer.

Ce roman, commencé à l'ermitage où Mme d'Epinay avait ménagé une retraite au philosophe, n'était guère d'accord avec ses idées connues. Dans l'ouvrage précédent, afin d'avoir de l'éloquence, du bon sens, d'honorer sa personne et d'établir le droit qu'il s'arrogeait de sévir contre les vices du temps, il n'avait pas été contraint d'avoir recours à des sentiments excentriques comme dans ses écrits antérieurs, de forcer en quelque sorte sa pensée en vue de lui fournir cet état malsain qui naît de l'exagération. On dirait que cet effort l'a épuisé, et il s'empresse de rentrer dans le domaine de l'utopie.

Jusque-là il n'avait abordé que des idées générales. Le sujet d'*Héloïse* n'est point de cet ordre; il est du ressort de la vie privée, dans laquelle l'amour et l'amitié tiennent tant de place. La complexion de Rousseau lui interdisait l'un et l'autre. « Dans l'impuissance d'avoir ces deux choses, il les rêvait, » dit M. Nisard.

La *Nouvelle Héloïse* n'est pas un livre conçu laborieusement et sur un plan déterminé d'avance. C'est un recueil de rêveries écrites au jour le jour, au hasard de la plume. Depuis longtemps l'auteur avait dépassé l'âge des passions ardentes, mais chez lui le développement anormal de la sensibilité — une sensibilité purement nerveuse — lui avait rendu le langage de l'amour familier. Il n'en connaît, du reste, qu'un côté, le côté fébrile, car le dévouement, qui en est l'excuse et l'attrait véritable, est un mythe inconnu à J.-J. Rousseau. Il en est de même de l'amitié : seulement il explique pourquoi il n'eut point d'amis. Uniquement occupé à s'écouter vivre et penser, rien de ce qui n'était pas lui n'avait assez d'attrait pour exciter son attention.

Mais comme son impuissance de pratiquer la vertu ne l'avait pas empêché de concevoir le mérite sublime de la vertu, de même l'impuissance du dévouement pratique et réciproque ne l'empêche pas de le concevoir sous un aspect héroïque. A la manière dont il exécute son projet d'écrire sur l'amour et l'amitié, on découvre aussitôt que ces deux sentiments n'existent en lui qu'à l'état théorique. Les maximes de ses personnages sont magnifiques et leur conduite d'ordinaire déplorable. A la rigueur, il n'y a que Rousseau qui soit

Digitized by Google

en scène ; il n'y a pas un sentiment dans l'ouvrage entier qui ne soit connu pour lui appartenir. Chacun de ses livres a le même tour d'esprit, est écrit dans le même style, qui sont le tour d'esprit et le style de Rousseau. Ce défaut, joint au manque absolu d'invention dramatique, donne à l'ouvrage un ton monotone et fatigant, auquel l'opiniâtreté la plus robuste ne résiste pas longtemps. Et puis, comme disait Diderot de la première partie, le tout est *feuillu*, laborieux et pénible. Le principal attrait d'un roman est de solliciter une lecture rapide : au contraire, la *Nouvelle Héloïse* ne saurait être lue que par fragments. Lue de cette manière, néanmoins, il est incontestable qu'elle est d'un intérêt poignant. On assiste à des idées qui n'ont pas cours dans les livres ordinaires ; la variété des sujets elle-même devient un mérite. On sent que l'auteur n'y a pas mis de suite, que son œuvre est un recueil de *mélanges*; mais on s'abandonne à causer et à rêver avec lui au gré de son caprice.

De sorte que les défauts organiques de la *Nouvelle Héloïse* ont une compensation : l'action est absente, mais on éprouve immédiatement que l'auteur, à propos d'un récit romanesque, entend soumettre à son interlocuteur une foule de questions auxquelles le sujet sert de cadre. Rousseau était d'ailleurs dépourvu de talent dramatique, qui est un talent secondaire et féminin absent chez les grands hommes, fussent-ils de grands poëtes. Shakespeare, Corneille, Byron, Victor Hugo, n'existent point par lui, même sur la scène. La raison du fait est facile à découvrir : c'est que le récit dramatique ou romanesque est l'œuvre d'un talent passif, qui peut être excellent par des côtés divers, mais est dépourvu de l'attribut essentiel du génie, la personnalité. Une âme, quand elle est vraiment forte, est incapable d'abdiquer. Il est impossible à une grande personnalité littéraire ou politique de mettre, même pour un quart d'heure, son *moi* dans la bouche d'un autre homme, où ce *moi*, comme dans Rousseau, se manifeste à l'instant, se trahit au moindre incident, est identique sous des noms divers. On manque de personnalité quand elle est assez élastique pour changer d'attitude, d'idées, de sentiments suivant les besoins d'une situation donnée. L'élasticité littéraire ressemble à ce qu'on nomme de la modération. Qui sait se ployer à tant d'exigences contradictoires ne s'appartient pas, car la puissance personnelle est inaliénable. Voilà pourquoi on n'attribue jamais une action vile à un héros : on suppose qu'un héros l'est à chaque instant de sa vie. Il en est de même des grands écrivains : lorsqu'ils ont une trempe particulière, elle ne les quitte pas, ne leur permet pas d'entrer dans un rôle qui n'est pas conforme à leur caractère. La chose aurait besoin d'un plus long commentaire ; on peut avancer néanmoins que le défaut le plus choquant de la *Nou-*

Digitized by Google

velle Héloïse, où tous les personnages sont jetés dans le même moule, tient à la valeur de la personnalité de Rousseau.

Ceci entendu, la *Nouvelle Héloïse* est une des belles œuvres de l'auteur. L'amour et l'amitié, auxquels il voulait élever un monument, ont d'autres accents que dans sa bouche dans celle de ceux qui les connaissent de près et savent rendre, au moyen du langage, les émotions qu'ils donnent. Tels qu'il conçoit ces deux sentiments, ils ont réussi à réchauffer le cœur d'une génération peu accessible à l'émotion. Cette génération manquait de délicatesse sans doute. Mais outre que la délicatesse et l'émotion sont rares, soit qu'elles exigent une trop longue culture, soit parce qu'elles sont un privilége inné, n'est-ce rien que d'avoir remué le cœur du XVIIIe siècle, il faudrait dire les cendres qui en tenaient lieu? La politesse avait remplacé la délicatesse et l'émotion ; une sensualité raffinée en apparence et grossière en effet, alimentée par une littérature qu'un seul nom, celui de Crébillon fils, désigne suffisamment, régnait en paix. La *Nouvelle Héloïse* n'aurait fait que balayer ces immondices, qu'elle aurait fait assez. Il y a moins à la considérer en elle-même que dans le milieu où elle est tombée comme une pluie salutaire sur un sol appauvri par la sécheresse. Julie et Claire d'Orbe, les deux héroïnes, dont l'une sert de type à l'amour et l'autre à l'amitié, ne sont pas des modèles achevés. Rousseau connaissait peu les femmes. Mme de Warens ne lui avait pas donné le secret de leur être. Julie (Mme de Warens) est étrangère à l'idéal chrétien, quoique personnifiant une femme chrétienne; elle manque du respect de soi-même, d'un si haut prix dans l'éducation féminine. Elle parle une langue hygiénique dont certains termes effrayeraient une mère de famille. Claire, à son exemple, sait des choses qu'on ne laisse pas même poindre à l'imagination, que la pudeur empêche d'exprimer par un regard. Rousseau, qui avait étudié l'histoire naturelle, l'avait apprise à ses deux amies. Saint-Preux (Rousseau) est un aventurier sans honneur, estimant que le métier de précepteur d'une jeune fille consiste à la corrompre d'une manière sournoise. Il la désire et ne l'aime point; il en reçoit de l'argent, ne songe ni à l'avenir qu'il lui prépare, ni à son propre avenir. Au lieu d'agir, il disserte : ses vertus se composent de longs discours et d'aperçus sur l'état social. La pâle physionomie de Wolmar est répugnante. Toutefois, s'il représente le baron d'Holbach ou Helvétius, Rousseau flatte à coup sûr ces deux adeptes de l'athéïsme honnête et bienveillant. On ne voit pas de cause à son honnêteté, à moins qu'elle ne soit de l'indifférence ou une manière de se concilier l'estime. En un mot, la contradiction et l'incohérence président au tissu de cette fable prétentieuse, écrite sous forme épistolaire. La vitalité de

Digitized by Google

l'œuvre n'en est pas amoindrie. Elle est composée, au dire de Rousseau, pour un siècle corrompu, et serait dangereuse à l'innocence. Aussi ne veut-il pas qu'elle pénètre dans Genève. « Les romans, dit-il (2e partie, lettre XXI), sont peut-être la dernière instruction à donner à un peuple assez corrompu pour que toute autre lui soit inutile. » Il serait d'avis qu'on ne permît d'en faire qu'à des gens honnêtes mais sensibles, ayant les faiblesses de l'humanité sans en avoir les vices, « qui ne montrassent pas tout à coup la vertu dans le ciel, hors de la portée des hommes, mais qui la leur fissent aimer en la peignant d'abord moins entière, et puis, du sein du vice, les y sussent conduire insensiblement. » L'intention est bonne; le monde est devenu mauvais. Il importe de le prendre comme il est, et d'essayer de le ramener au bien par la voie du repentir. On objecte volontiers que l'auteur a tort de commencer par la corruption; mais on doit se mettre à son point de vue. Il aperçoit partout des vices et une décadence universelle; il prend la situation comme il la voit et cherche à l'améliorer en se servant des passions pour agir sur le public.

Au fait, l'amour ne lui paraît point un vice, et Saint-Preux est fier de l'éprouver : « Où sont, s'écrie-t-il, ces hommes grossiers qui ne prennent les transports de l'amour que pour une fièvre des sens, pour un désir de la nature avilie ? Qu'ils viennent, qu'ils observent, qu'ils sentent ce qui se passe au fond de mon cœur. » Eh ! que se passe-t-il donc au fond de son cœur ? Il se passe qu'il a suborné une honnête fille, s'estime beaucoup de n'avoir pas encore mis fin à cette aventure, et il profite de l'occasion pour revendiquer ses droits à la grandeur d'âme. Il est bon de remarquer de nouveau que Saint-Preux est un héros particulier : d'ordinaire, les héros font des actions d'éclat ; lui se contente de sentir et de raconter les sentiments qu'il a eus, ce qui trahit la tendance irrémédiable de Rousseau à confondre agir avec sentir. A ce compte, les héros seraient communs, car, sans avoir accompli les travaux d'Hercule, on sent beaucoup dans les livres modernes.

IV

La *Lettre sur les spectacles* et la *Nouvelle Héloïse* déterminèrent entre Rousseau et le parti philosophique une rupture définitive. Les causes de cette rupture sont très variées et méritent d'être signalées. Sans doute l'humeur acerbe et soupçonneuse du philosophe génevois était un grief. Il était malade, mécontent de son siècle et de lui-même. Dans l'impossibilité de se mettre d'accord avec les maximes en vogue, il s'était réfugié dans un isolement farouche. Il

Digitized by Google

n'est pas absolument coupable d'être fait ainsi : on ne se met pas de gaieté de cœur au banc de la civilisation, et on ne contracte pas volontiers un mal incurable.

Mais les froissements personnels qui en résultèrent ne rendent pas compte de la proscription dont il se plaint, de l'animosité de Grimm, du baron d'Holbach, de Diderot et de d'Alembert. Ils avaient pour lui une estime involontaire et en même temps raisonnée : ses ressources d'imagination, sa forme agressive, hargneuse, éclatante, étaient de leur part un objet d'envie. Ils se sentaient pauvres devant cette richesse dont l'abondance les surprenait et qui eût fait si grand bien à leur philosophie. Mais s'ils aimaient les formes littéraires de Rousseau, ils portaient à ce qu'elles recouvraient une haine implacable. Il était théiste et avait le respect des choses religieuses qui est la noblesse de l'esprit ; ils étaient matérialistes, athées, physiocrates, détracteurs systématiques de la supériorité, qu'elle résidât dans un homme ou dans une institution, semblaient avoir pour devise celle de César : *Nil mirari*. Rousseau vivait dans une région qu'ils ne hantaient point ; son orgueil l'avait soustrait au joug de toute autorité positive ; mais il avait le goût de l'autorité, et les encyclopédistes la poursuivaient comme le mal. Tant qu'il n'avait brillé que par l'excentricité d'une verve inépuisable, il ne leur avait pas fait peur. Les maximes de la *Lettre sur les spectacles* les effrayèrent ; ils lui pardonnèrent encore moins la *Nouvelle Héloïse*. Il y avait médit de l'athéisme, essayé de réhabiliter dans la personne de Julie le mérite des croyances dans la famille. Son éloquence vibrante, sa prédilection pour les sujets moraux, le dégoût que lui inspirait l'esprit scientifique et railleur de la secte, creusèrent l'abîme qui les séparait.

Afin de leur échapper, il s'était enfui d'abord à la campagne, où leurs tracasseries occultes allèrent troubler sa retraite et provoquer ces ravages intérieurs que l'amour-propre froissé du soi-disant lycanthrope fit dégénérer rapidement en une maladie sans remède. Son empire sur l'opinion resta entier, mais il fut désormais en butte à l'hostilité vindicative de ses confrères coalisés contre lui. Quand les déboires dont ils l'abreuvaient l'eurent éloigné, « ils commencèrent, dit-il, par débiter que c'était moi qui les avais quittés. » Ils auraient eu des égards pour sa personne que son dessein de vivre à l'écart s'expliquerait : on ne vit pas à l'aise au contact des ennemis intimes de sa pensée.

Cependant le produit de ses derniers écrits lui avait apporté quelque aisance. Cette bonne fortune lui promettait une indépendance prochaine, et, en attendant, lui donna un peu de sécurité, dont il profita pour se livrer tout à fait à ses travaux de publiciste. L'*Emile*

Digitized by Google

et ses *Institutions politiques*, dont le *Contrat social* ne devait être qu'un extrait, étaient depuis plusieurs années sur le chantier. Les plus belles pages de l'*Emile* furent écrites à Montmorency, où le duc de Luxembourg l'avait établi dès 1759. « C'est dans cette profonde et délicieuse solitude, dit-il, qu'au milieu des bois et des eaux, aux concerts des oiseaux de toute espèce, au parfum de la fleur d'oranger, je composai, dans une continuelle extase, le cinquième livre de l'*Emile*, dont je dus en partie le coloris assez frais à la vive impression du local où je l'écrivais. »

Emile et le *Contrat social* sont deux livres contemporains (1762) et parallèles dans lesquels il a condensé pour la première fois l'ensemble de ses théories sur l'homme et la société.

L'heure féconde de la vie était venue tard pour lui, mais enfin elle était venue. D'une part son esprit avait acquis la maturité dont il était susceptible. Il avait cinquante ans ; sa jeunesse avait été soumise à des vicissitudes très dures et ne l'avait guère autorisé à songer à autre chose qu'à ne pas mourir de faim. D'autre part, la renommée lui avait souri à l'improviste et avait entouré son nom d'un prestige inouï. Ce nom était gravé depuis la *Nouvelle Héloïse* dans le cœur des femmes, entretenait les illusions du jeune âge, et de plus était sur les lèvres de quiconque, lettré, publiciste ou homme d'Etat, se préoccupait de l'avenir et cherchait à deviner la pensée du sphynx. Etait-ce une étoile qui venait de surgir, ou n'était-ce qu'une de ces fleurs aux vives couleurs qui brillent durant un jour et disparaissent dans les ténèbres d'une seule nuit? *Emile* et le *Contrat social* allaient en décider. Ils décidèrent que Rousseau resterait dans notre histoire politique et littéraire à l'état de météore.

Emile est, comme on sait, un traité d'éducation. En 1739, Rousseau avait été précepteur à Lyon, et il avoue sans scrupule n'avoir pas réussi. Depuis il avait donné des conseils à Mme d'Epinay sur l'éducation de son fils ; ayant essayé de rédiger ses conseils, le sujet l'entraîna, et d'une dissertation il prit la résolution de faire un livre. Telle fut l'origine d'*Emile*. L'idéal de l'auteur est toujours l'homme naturel, c'est-à-dire un être chez qui les instincts animaux ont acquis tout leur développement, mais contraint par les circonstances à cultiver en même temps son entendement, parce que le hasard l'a fait naître au sein d'une civilisation avancée. A l'état purement naturel, l'homme se passerait aisément d'éducation : il n'aurait que des appétits à satisfaire et des ennemis à éviter ; tout est bien au sortir des mains de Dieu, avant que la nature humaine ne se soit corrompue elle-même.

Il semble que ces données originelles devraient donner au précepteur d'*Emile* un grand amour de l'indépendance personnelle et

Digitized by Google

l'envie de créer des individualités, puisque, en l'absence de la liberté naturelle, plus l'individu a de force contre les tendances de la société à l'absorber, plus grande est la liberté réelle dont il jouit. Personnellement Rousseau pratiquait des maximes qui auraient rendu impossible l'existence de la société, si la majorité des membres qui la composent l'eussent imité. Mais on tomberait dans une erreur étrange si l'on croyait qu'il trouve bon pour autrui ce qu'il fait lui-même. On l'accuse d'avoir puisé dans le traité de Locke sur l'éducation ; peut-être a-t-il consulté Locke ; cependant il a surtout pratiqué les anciens, et parmi les anciens Platon. Le goût des anciens pour l'éducation physique explique sa prédilection ; Rousseau les aime parce qu'ils se préoccupent de la santé du corps avant de penser à celle de l'âme. Ils vivaient d'ailleurs sous un climat différent du nôtre, avaient une autre carrière à remplir et d'autres espérances à prévoir. En Grèce et en Italie, une existence tout à fait extérieure, des devoirs publics de chaque instant, faisaient de la force musculaire et de la prestance du corps deux qualités auxquelles rien ne suppléait. Le monde moderne a d'autres devoirs à remplir, d'autres perspectives en vue, un autre idéal, et, sous quelque aspect qu'on le considère, peu d'analogie avec l'antiquité classique, Au développement des muscles et au culte de la beauté corporelle il a substitué la culture scientifique et l'étude du monde intérieur, dont la conscience est l'organe. A l'heure qu'il est, une persuasion intime et un commencement d'expérience nous avertissent au sortir de l'enfance que nous ne sommes pas nés pour nous bien porter, comme le pensaient les anciens. La santé reste un des grands biens de la vie, et on est heureux de la posséder. Ce n'est pas elle, néanmoins, qui nous donne l'estime de nous-mêmes. On s'estime aujourd'hui d'avoir fait de son âme un temple où l'intelligence a un autel et où la vertu règne.

Il y a deux mille ans, l'éducation matérielle correspondait à l'organisation de la cité et l'éducation était un instrument politique. C'est pourquoi l'auteur d'*Emile*, qui voit cette harmonie, rêve de donner à la cité moderne la constitution de la cité antique. Son élève n'est pas fait pour s'appartenir : il est fait pour l'Etat ; il n'est qu'un moellon dans un édifice, et il faut tailler ce moellon de manière à le faire tenir dans son trou. Ecoutez plutôt : « Les bonnes institutions, dit-il, sont celles qui savent le mieux dénaturer l'homme, lui ôter son existence absolue pour lui en donner une relative et transporter le *moi* dans l'unité. » Cette idée funeste, dont l'effet serait de détruire l'individu et de ruiner également l'espèce en jetant chacun de ses membres dans un moule uniforme, est empruntée à la *République* de Platon. La philosophie du XVIIIe siècle était fort indiffé-

Digitized by Google

rente aux idées platoniciennes : celles-ci dormaient d'un profond sommeil dans la bibliothèque de quelques savants, sans qu'on prît la peine de les traduire. Il faut excepter de cet oubli les œuvres politiques de Platon, qui n'était pas un homme d'Etat et les avait écrites comme on écrit un poëme. *L'utopie lui avait servi d'invention*, et il plut par ce côté à Rousseau, qui n'avait de lui qu'une connaissance partielle et de seconde main. L'opposition radicale existant entre les principes de la *République* de Platon et les institutions contemporaines avait cet avantage d'abriter le philosophe génevois derrière un grand nom ; il n'y fut pas indifférent. C'est pourquoi il proclame la *République* de Platon le plus excellent traité d'éducation qu'on ait encore écrit. Comme lui, Platon n'avait pas la notion du droit, qu'Aristote place dans la propriété et les affections, et il était heureux de ce nouveau lien de parenté. L'homme naturel de Rousseau est un sauvage, l'homme de Platon un citoyen, mais un citoyen aussi étranger à nos mœurs qu'un sauvage. Un pareil citoyen avait droit à l'admiration du précepteur d'*Emile*. Il y a deux chemins ouverts à l'homme, s'écrie-t-il, l'état sauvage et l'état de citoyen. On connaît le premier ; le second a le mérite d'être le contre-pied de l'homme actuel, maître de sa personne, père de famille, occupé de sa fortune et de celle des siens, point humanitaire quoi qu'on dise, car il soupçonne que la bonté collective dispense de la bonté réelle et n'est dans la bouche des utopistes qu'un expédient inventé pour échapper à leurs devoirs. Celui qui jeta ses enfants à la voirie ne trouve donc point assez de fiel à répandre sur le bourgeois moderne qui nourrit les siens, travaille dans la foi de son cœur et avec un dévouement de chaque jour au grand œuvre de la civilisation qu'il a faite et qu'il maintient vivante, étranger à l'ambition et aux appétits politiques, qui ne voient en lui qu'une vache à lait. L'être humain issu du régime féodal n'est propre à rien ; il est toujours en contradiction avec lui-même, flottant entre ses penchants et ses devoirs ; il ne sera jamais homme ni citoyen ; ce sera un Français, un Anglais, un bourgeois : « ce ne sera rien ».

Il faudrait le refaire en entier ; vivre est le métier qu'il serait nécessaire de lui apprendre. En sortant des mains de son précepteur, il ne sera ni magistrat, ni soldat, ni prêtre : mais il sera apte à exercer chacune de ces fonctions. La fortune peut lui assigner la condition qu'elle voudra, elle ne le fera pas changer de place à son gré et il sera toujours à la sienne. Ce serait merveilleux si Rousseau, imbu de ses préjugés platoniciens, n'avait en vue de faire d'*Emile* un être tout à fait archéologique. Du reste, les contradictions se pressent sous la plume du précepteur : à peine est-il entré dans les idées de Platon, qu'il en sort pour faire une excursion sur

Digitized by Google

les terres de l'homme naturel et parle de soustraire son élève aux influences du dehors, afin de le livrer à ses instincts. Pourtant il vient de dire à l'instant qu'un bon citoyen est un homme privé de ses instincts et dépourvu de son *moi* au profit de l'unité.

C'est l'état de la société qui lui conseille de soustraire *Emile* aux influences régnantes : la mobilité des choses et l'esprit inquiet du siècle font prévoir des événements extraordinaires et un déclassement imminent. En de telles conjectures, il n'est pas sage d'élever un enfant dans sa chambre, de l'entourer de gens qu'il est destiné à n'avoir plus à son service d'un moment à l'autre. Avec l'éducation en vigueur, s'il descend d'un degré, il est perdu : on ne lui aura pas appris à supporter la peine, mais à la sentir.

Il ne s'occupe, comme on voit, que d'une classe : celle qui gouverne. Son élève est un enfant noble et riche. Si on veut l'écouter, il a fait ce choix afin d'échapper à un préjugé : celui de s'occuper d'un enfant du peuple. Cette raison est mauvaise. Il ne prend pas *Emile* au premier rang en vue d'échapper à un préjugé ; son choix est nécessaire ; s'il prenait *Emile* en bas, sa mise en scène deviendrait immédiatement impossible. Un paysan n'a pas de précepteur, et s'il n'y avait pas de précepteurs, comment Rousseau placerait-il ses préceptes ? Ces préceptes ne peuvent être, au surplus, que l'objet d'un enseignement privilégié. Et puis, en dépit de ses préjugés antiques à propos des vertus indispensables au citoyen, il élève *Emile* pour lui-même, et dans l'ensemble de son enseignement, on ne rencontre, si l'on excepte quelques lieux communs sans application, aucune direction sociale, aucune qualité qui puisse rendre *Emile* apte à faire du bien à autrui.

Il a pourtant un mérite d'où le livre tire son importance : il comprend que l'instruction n'est pas de l'éducation, que la science ne nourrit que l'entendement, qu'elle n'a aucune action sur les passions, qu'on ne règle ces dernières que par des habitudes, et que la négligence à cet égard est le défaut de l'éducation moderne. Ce sont les habitudes, en effet, qui donnent à la vie son cachet, la fait bonne ou mauvaise. L'instruction est à peu près étrangère aux mœurs d'un homme : elle éclaire son esprit et ne s'adresse point à son cœur. Au besoin, elle lui permettra de juger de sa conduite, mais elle ne la crée pas.

Rousseau qui n'était pas très instruit et professait pour les livres une estime médiocre, doit peut-être à cette répugnance la supériorité de ses vues en matière d'éducation. Il n'a pas songé à établir un contraste formel entre l'instruction et l'éducation, à montrer, par exemple, que l'éducation publique baisse à mesure que l'instruction fait des progrès. C'eût été un sujet intéressant à exa-

Digitized by Google

miner, et, au fait, il en parle indirectement dans son *Discours contre les sciences*. Il se contente dans l'*Emile* d'éliminer provisoirement l'étude des sciences ; on verra plus tard. En attendant, il insiste sur l'utilité de l'histoire.

Bref, quoique l'ensemble de sa doctrine soit hésitant, contradictoire et, à plusieurs égards, inapplicable, il sait, en dernière analyse, que l'éducation n'est pas de l'instruction, et plusieurs vérités secondaires ou méconnues, mises par lui dans un relief éclatant, ont amené en France des réformes salutaires. Les raisons pour lesquelles il conseille au père d'élever son fils et à la mère de nourrir ses enfants, étaient neuves et de nature à causer une émotion légitime. Marc-Aurèle, Plutarque et même d'autres moralistes autorisés avaient entrevu déjà les avantages de cette loi primitive de la nature, à laquelle on ne se dérobe pas impunément. Leur avis était mort. S'il suffisait à un bon conseil d'avoir été déjà donné pour être efficace, il y a longtemps que le genre humain aurait de quoi se conduire. Quand il arrive à quelqu'un de rendre leur prestige à des principes oubliés, il peut en être considéré à juste prix comme le second père. Il est certain que Rousseau n'a pas rendu aux enfants du XVIIIe siècle le lait de leur mère, ni donné aux pères le désir d'élever eux-mêmes leurs fils. Comment aurait-il pu arracher à ses plaisirs et à ses vices une aristocratie déchue, qu'attend la hache du bourreau ? Elle était trop vieille pour s'amender. On eut un instant de remords ; quelques mères essayèrent d'un remède qui leur eût profité autant qu'à leurs enfants, et trouvèrent bientôt la tâche au-dessus de leurs forces. Les arguments de Rousseau eurent le sort d'un vêtement dont la coupe est nouvelle : on le porte durant une saison, puis la mode change. La plus mauvaise fortune qui puisse arriver à une opinion est d'être l'objet de la mode. D'abord, on est sûr qu'elle ne sera pas longtemps à devenir ridicule. D'autre part, la mode satisfait au goût de ceux qui n'ont point de goût, et, dans leur indigence esthétique, la quittent comme ils l'ont prise, parce qu'il plaît au premier venu de leur en imposer une autre. Cette défense des intérêts intimes de la famille est à remarquer chez un publiciste qui avait abjuré les charges de la sienne. Comme il s'incarnait pour ainsi dire dans ses idées du moment, le renouvellement de la société par celui de l'éducation devint pendant quelque temps son idée fixe. Il écrit à une dame qui s'ennuie : « Le goût de la vertu ne se prend point par des préceptes ; il est l'effet d'une vie simple et saine... Mais pour prendre cette habitude, qu'on ne commence à goûter qu'après l'avoir prise, il faut un motif. Je vous en offre un que votre état me suggère : nourrissez votre enfant. » La nourriture et les soins physiques suffisent à l'enfant en bas âge ; la

Digitized by Google

nature se charge de l'initier à la connaissance du monde extérieur. Surtout il importe de ne pas lui fatiguer l'intelligence prématurément. Ce serait perdre son temps d'abord, ensuite lui ôter le goût des choses intellectuelles pour le jour où il sera utile de le lui suggérer. Enfin, on ne réussirait à l'instruire qu'au détriment de sa santé. D'ailleurs, il n'a pas encore de mémoire : le surcharger de l'étude des langues et de celle de l'histoire serait préjudiciable à son jugement. Qu'il lise peu. Cependant, on peut lui permettre la lecture de *Robinson Crusoë*, qui est un bien beau livre, car il apprend comment est fait l'homme naturel.

Quatre influences forment le caractère : ce sont l'influence des mœurs, celles du monde, de la carrière qu'on embrasse et de la religion. Elles répondent à quatre périodes de la vie. Les mœurs sont l'objet que se propose Rousseau dans *Emile;* le monde y tient peu de place, mais le choix d'un état et celui d'une religion le préoccupent davantage. La profession d'Emile sera en dernier lieu de n'en pas avoir. Quant à sa religion, ce sera celle du *Vicaire savoyard.*

Cet opuscule est un ouvrage à part et l'œuvre d'un métaphysicien médiocre. L'auteur est peu familier avec l'abstraction psychologique : il n'en avait ni la méthode ni le langage. Il n'en a pas moins réussi à construire un monument et tracé à grands traits l'esquisse d'une croyance destinée à faire du bruit dans le monde sous le nom de religion naturelle. Les données de la religion naturelle doivent être fournies par la raison et faciles à saisir. Ce dernier point l'embarrasse : il ne trouve à cet égard rien de satisfaisant chez les philosophes. Si on pèse leurs arguments, on découvre de suite qu'ils n'ont de la force que pour détruire; si on compte les voix, chacun est réduit à la sienne. Tant de diversité témoigne certainement de l'insuffisance de l'esprit humain; indique également un défaut de bonne foi : « Où est, dit Rousseau, celui qui, dans le secret de son cœur, se propose un autre objet que de se distinguer? » Il n'y a pas à compter sur le bon sens d'un esprit toujours enclin à la malveillance et disposé à ne voir les hommes que sous leurs plus mauvais aspects. Que le désir de se distinguer soit un vice inhérent à la nature humaine, que lui importe? Cela est indifférent à l'objet dont il s'occupe. Le désir de se disttnguer est même un stimulant estimable dans la recherche de la vérité, et si l'on obtient par lui des résultats impossibles à obtenir autrement, il faut lui en savoir gré. Après tout, Rousseau juge les philosophes à son propre poids, car il a sacrifié des facultés éminentes, et quelquefois des convictions acquises, à ce désir de se distinguer qui fut le secret de son être et le motif de la plupart de ses opinions.

Quoi qu'il en soit, à son avis, Dieu seul est un refuge contre les

Digitized by Google

systèmes et les calculs de la vanité. Mais il s'agit du Dieu que la raison conçoit, dont elle interprète à sa guise les attributs et l'action, en un mot du Dieu dont la religion naturelle est la science. Sans l'exprimer en propres termes, Rousseau pense que la religion naturelle est une religion à l'usage de quelques-uns. Il faut que la foi de la multitude ait un formulaire, et les religions positives n'ont pour objet que de pourvoir à cette nécessité. Le christianisme est aux yeux du philosophe la meilleure formule du sentiment religieux que l'on possède. Mais il entend qu'on ne médise d'aucune religion : « Je pense, dit-il, que solliciter quelqu'un de sortir de celle où il est né, c'est le solliciter de mal faire, et par conséquent faire mal soi-même. »

Cette observation traduit un fait qu'un grand nombre de publicistes ont signalé : c'est que les croyances ne sont pas seulement une œuvre personnelle très laborieuse, mais ont un côté héréditaire et traditionnel en vertu duquel elles sont appropriées au tempérament de chaque peuple et à la nature de chaque climat. On comprend ainsi combien il est dangereux de vouloir faire violence à des sentiments impersonnels, et souvent combien il est inutile de l'essayer.

Le conseil de Rousseau est donc sage et puisé à l'idée générale qu'il a du sentiment religieux, idée vague néanmoins et qu'il lui eût été difficile d'expliquer d'une façon claire ; mais on peut la dégager de son œuvre. Elle consiste à penser qu'une religion est une codification particulière du sens moral. Son exercice dans le sein d'une société peut être réglé par des lois, comme l'idée de justice, qui a également besoin d'être réglée par des lois pour être applicable. De même que les codes s'en vont, que le droit positif se transforme, et ce n'est pas une chose inouïe, puisque le droit moderne diffère du droit féodal, qui lui-même différait du droit romain, sans que le droit romain fût l'origine du droit, de même que les codes s'en vont, dis-je, et que l'idée de justice leur survit, de même les cultes, qui sont des codifications du sens moral, s'épuisent, vieillissent, sont obligés de s'adapter à l'esprit de chaque siècle. Quoique fondés sur un principe éternel, le temps opère sur eux comme sur toute chose, et les contraint de se renouveler. Rousseau se contente d'indiquer cette doctrine périlleuse, persuadé qu'elle est inutile au vulgaire et que ceux dont les épaules sont assez robustes pour la porter sauront bien la découvrir derrière le voile dont il la couvre. Pour les autres, dans l'âge critique, lorsque l'âme s'ouvre à la certitude, que le cœur prend sa forme, que tout l'homme se détermine pour la vie, soit en bien, soit en mal, il est plus sûr de s'en remettre à la foi publique et à la tradition.

Cet enseignement, de quelque nom qu'on veuille l'appeler, ne

Digitized by Google

sort point de la bouche du premier venu. On voit que si Voltaire aimait à parler de tolérance, sans trop savoir ce que le mot signifiait, Rousseau avait étudié les motifs de la tolérance jusque dans leur profondeur.

Ici finit l'*Emile*. A l'exception de quelques aperçus ingénieux, par exemple, sur l'utilité des voyages, et quelques morceaux d'éloquence descriptive qui ont introduit le goût des champs dans les habitudes des gens du monde et fait école dans les lettres, le surplus est une paraphrase de la *Nouvelle Héloïse*.

« *Emile* est le monument de Rousseau, dit M. Villemain, son œuvre de génie, sa création éloquente. » Il eut une part aussi considérable que le *Contrat social* dans l'influence politique de l'auteur, et cette part est la plus saine. Dans un Etat, l'éducation a autant d'importance que la forme du gouvernement. On peut ajouter que, si l'on a du pouvoir et du temps devant soi, et qu'on veuille modifier les institutions politiques, il est indispensable d'agir en premier lieu sur l'éducation. Cette remarque a peu de valeur maintenant, où l'instabilité est de droit public, et où personne n'est sûr du lendemain. Mais dans les temps calmes, le sentiment énergique de cette vérité pourrait permettre à un système de s'emparer de la société en moins d'un demi-siècle. Rousseau paraît avoir eu le sens du pouvoir qu'il pouvait exercer par le moyen de l'éducation. Le moment était propice : on était en train de supprimer les jésuites et de renouveler l'enseignement, dont ils avaient eu presque le monopole. L'effervescence était au comble, et l'attente de grands événements très répandue. Aussi l'effet produit par l'*Emile* est sans exemple. Mais si le public fut ému, le monde officiel protesta : l'Eglise, le Parlement, les Génevois eux-mêmes procédèrent contre l'ouvrage, et les encyclopédistes, en rupture ouverte avec l'auteur, et d'ailleurs atteints par ses théories, collaborèrent de leur mieux dans les journaux et dans les salons à cette irritation hypocrite. Rousseau répondit à la protestation de l'Eglise dans sa *Lettre à M. de Beaumont*, et fit à ses concitoyens dans les *Lettres de la Montagne* deux écrits rédigés dans un style propre à ôter à ses contradicteurs futurs l'envie de l'attaquer en face. La manière dont l'*Emile* avait été accueilli l'avait enfin averti de sa force. Les pouvoirs publics ne lui avaient pas encore fait l'honneur de s'apercevoir qu'il existait. C'était l'occasion de leur témoigner qu'il en valait la peine, et il n'y manqua pas. Dans sa réponse à l'archevêque de Paris, la véhémence et l'amertume de son fiel coulent à flots. Si on ignorait qu'une révolution s'était accomplie dans les consciences et n'avait point encore trouvé place dans les lois, le hardi polémiste le démontra jusqu'à l'évidence. Que lui importaient des arguments usés par le frottement des

Digitized by Google

siècles, une discipline hors de service et toute cette colère officielle bouillante en paroles et timide en effets, puisqu'elle consentait à discuter avec lui au lieu de l'appréhender au corps suivant la coutume des puissances? Il était fort, en outre, de l'appui de l'opinion contre des gens qui le poursuivaient en vertu de leur office, mais sans haine réelle, comme on accomplit une cérémonie obligatoire. Il ne lui fut pas difficile de leur prouver que le vicaire savoyard avait de meilleurs sentiments qu'eux, plus de foi surtout et moins d'égoïsme. Du reste, l'arrogance de sa prose n'eut d'égale que la vigueur de sa dialectique.

Il ne resta pas un lambeau du mandement de l'archevêque. Ses concitoyens n'eurent rien à envier à M. de Beaumont. Il était alors sans feu ni lieu, errant et fugitif, déjà sous l'étreinte des maux qui devaient faire de sa vieillesse un rêve plein d'hallucinations lugubres. La tempête qui grondait en lui tomba sur Genève avec une violence à peine imaginable. L'invective coule de sa plume comme un fleuve. Pourtant ce n'était pas la première fois qu'on brûlait un livre ; il était même arrivé de brûler l'auteur. Michel Servet eût été heureux d'en être quitte à ce prix. Mais Rousseau qui, grâce à l'impunité que l'esprit du temps accordait aux plus grandes témérités de la pensée, avait pris l'habitude de considérer son audace comme un droit acquis, auquel désormais il eût été sacrilége de toucher, était exaspéré contre les pasteurs de Genève, qui se défendaient à la rigueur et avaient de plus à invoquer l'assentiment du peuple génevois.

Les *Lettres de la Montagne*, à part la question de droit, sont un modèle du genre. L'auteur discute, mêle le récit à la discussion, plaisante, interpelle avec un sang-froid, une verve et une abondance bien capables de montrer ce que l'art peut tirer d'un événement très commun dans l'histoire des livres. Mais des causes étrangères à l'incident de Genève avaient contribué à le mettre dans cet état de surexcitation. Un cri de malédiction avait surgi de partout contre l'*Emile*. On s'était donné le mot d'ordre. « Toutes les gazettes, dit Rousseau, tous les journaux, toutes les brochures sonnèrent le plus terrible tocsin. » Sa lycanthropie était à l'ordre du jour. L'unanimité de la réprobation lui fit croire que tout le monde était devenu fou. On n'était pas fou, mais on s'était coalisé pour le paraître, et c'était un excellent moyen de le rendre fou lui-même. Une persécution d'un genre si nouveau avait en effet de quoi l'étonner, et si elle augmenta un moment l'énergie de sa résistance, elle lui ôta le courage de s'occuper désormais d'intérêts étrangers à sa personne.

Il eût été bien plus simple de le prendre corps à corps : le *Con-*

Digitized by Google

trat social eût aisément fourni le moyen de le battre ; mais on n'osait l'aborder sur ce terrain. Et puis, ce livre avait eu la même destinée que l'*Emile* : il avait conquis du premier coup l'admiration de ses ennemis. Ici, comme auparavant, le procédé de Rousseau consiste à nier le droit public existant. Il n'y a, suivant lui, de souveraineté que celle de tous. Elle est égale dans chacun, mais n'a qu'une valeur collective. Cette souveraineté est absolue, inaliénable, indistincte de la justice. Devant elle l'hérédité politique et civile n'existent point ; il en est de même des établissements historiques, de quelque genre qu'ils soient, royauté, noblesse, clergé, tiers état. La propriété elle-même est une tolérance, car la volonté de tous peut en disposer à son gré. Il suit de là qu'il n'y a point d'autorité parmi les hommes, mais uniquement du libre arbitre et seulement du libre arbitre actuel. Le droit est ce que veut le plus grand nombre. La possession acquise ne compte pas ; l'intelligence et le caractère sont dans le même cas : en un mot, il n'y a que de la force. La bonne foi de Rousseau est entière ; la légitimité de son principe est absolue à ses yeux : ni un soupçon ni une objection ne sont venus entamer sa conviction.

Le pis est qu'il croit cette doctrine inédite. Elle était pourtant fort ancienne. Sous une forme ou sous une autre, à aucune époque, les écoles communistes n'ont eu d'autre idéal. Les utopistes de la Grèce comprenaient l'Etat de la même manière ; bien qu'anonyme, elle se confond avec les principes en honneur dans les monarchies despotiques. La souveraineté de tous dans une commune ou un district agricole peut s'exercer directement. Dans un grand pays, elle est forcée de s'incarner dans un homme ou dans une assemblée dont l'omnipotence est de droit. Ordinairement, dans un homme, elle n'est pas distincte de l'arbitraire. Bossuet donne au gouvernement arbitraire quatre caractères qui lui conviennent parfaitement : 1°, dit-il, « les peuples sujets sont nés esclaves, c'est-à-dire vraiment serfs, et parmi eux il n'y a point de personnes libres ; 2° on n'y possède rien en propriété : tout le fond appartient au prince et il n'y a point de droit de succession, pas même de fils à père ; 3° le prince a le droit de disposer à son gré, non-seulement des biens, mais de la vie des sujets ; 4° enfin il n'y a de loi que sa volonté. »

Qu'on substitue le mot Etat à celui de prince, et le terme citoyen à celui de sujet, et les deux systèmes coïncideront.

Rousseau estime avoir fait une grande découverte parce qu'il met la souveraineté dans les mains de tous les citoyens, comme si les citoyens pouvaient l'exercer eux-mêmes et n'étaient pas forcés de la déléguer, c'est-à-dire de la remettre à un César qui sera le bras de tous et d'autant plus irresponsable que les excès pratiques de ce des-

Digitized by Google

potisme de tous organisé contre chacun ne seront point des excès, puisqu'ils seront commis par le souverain, dont aucun acte ne pourrait être illégitime.

Personne n'aurait songé au *Contrat social* s'il eût été l'œuvre d'un obscur sectaire et surtout de nature à se sauver par la forme. Indépendamment des qualités ordinaires de Rousseau, le caractère systématique du livre, un style impérieux, des axiomes tranchants, une division en courts chapitres imitée de Montesquieu, puis une dialectique qui ne tarit point et même l'âpre amertume dont chaque page est empreinte, avaient de quoi produire une impression vive et capable de résister longtemps. Aussi cet ouvrage, inférieur à l'*Emile*, d'une contexture laborieuse et d'un abord inaccessible à quiconque n'a pas fait de la science politique l'objet de ses travaux, a eu sur nos destinées une action que des événements inouïs ont favorisée sans doute, mais qui n'est échue qu'à peu de livres dans le passé. La fortune a de ces fantaisies.

Si la Révolution n'eût été proche, et si le vent n'eût soufflé par hasard dans cette direction, à l'exemple de tant de systèmes où l'utopie se donne carrière, le *Contrat social* n'eût été qu'un épisode littéraire. Les circonstances et les passions en ont fait un temple qui sert de vestibule à une commotion terrible. On a dit à propos de l'*Esprit des lois* que Montesquieu avait retrouvé les titres du genre humain qui n'étaient pas perdus. Cet avis fut celui de quelques disciples. Toute une époque, et cette époque est un moment solennel de l'histoire, a pensé du *Contrat social* ce que quelques-uns ont pensé de l'*Esprit des lois*. Les conséquences de cet engouement durent encore, et à l'heure qu'il est il n'est donné à personne d'en prévoir le terme. Si le *Contrat social* n'est plus, comme il l'a été, une sorte de Bible à l'usage des partis, il en subsiste des épaves; son esprit a pénétré dans la législation et continue de vivre jusque dans le sanctuaire où la conscience délibère avec elle-même sur des principes dont peuvent résulter la mort ou la vie, suivant les incidents auxquels on doit toujours s'attendre en pareille matière.

Quoi qu'il advienne, il restera comme un mauvais souvenir dans la mémoire de ceux qui estiment le droit, même quand la notion en est pour ainsi dire perdue, qui croient à la supériorité, aux bienfaits de son règne et aussi à la légitimité de l'empire que l'individu possède sur lui-même. « Je ne connais aucun système de servitude, dit Benjamin Constant, qui ait consacré des erreurs plus funestes que l'éternelle métaphysique du *Contrat social.* » La métaphysique n'y est qu'un détail. Son principal défaut est d'être inapplicable. L'auteur avoue lui-même que le ressort unique de son Etat modèle est la vertu. Or, la vertu comme il l'entend n'existe que chez les

Digitized by Google

races primitives, et même elles seraient incapables d'appliquer les principes de Rousseau. « Un gouvernement si parfait, dit-il, ne convient pas à des hommes. » Alors, pourquoi le leur proposer? En vain il a recours à la dictature : le souverain aura la police des croyances, pourra chasser comme insociable quiconque discutera ses ordres, punira de mort quiconque refusera de s'y soumettre d'une manière passive. Comment fera-t-il lorsqu'un million d'hommes refuseront d'obéir? L'idéal grec de Rousseau se représente alors à son imagination. Il est facile de s'entendre quand on est peu nombreux et que le peuple est désintéressé dans les affaires de l'Etat. « Peut-être faut-il des esclaves, » s'écrie-t-il à bout d'arguments. Il valait bien la peine de remuer tant de systèmes pour arriver à cette conclusion!

Si l'on excepte quelques écrits de hasard, comme l'*Essai sur le gouvernement de Pologne* (1772), la vie du publiciste est terminée. La renommée qu'il poursuivait jadis, ou plutôt qu'il entrevoyait à distance comme un but inaccessible, était venue se poser inopinément sur son chemin. Au lieu de joie, elle ne lui avait apporté que des soucis; il lui reprochait d'avoir empoisonné sa vieillesse, et il lui tardait de se dépouiller de cette chemise de Nessus dont le contact le brûlait comme un fer rouge. De 1762 à 1770, il fuit pour ainsi dire le bruit de ses pas, de France en Suisse, de Suisse en Angleterre et d'Angleterre en France, sans avoir pu échapper à son nom.

Pourquoi, ô philosophe, vous tant préoccuper de votre nom, sinon parce que vous manquez de sagesse? Vous étiez né sans nom. Votre enfance et votre jeunesse avaient été privées de la sécurité que donnent les priviléges héréditaires. Vous avez reçu une éducation incomplète et bu à des sources malsaines. Le venin de l'envie s'est glissé dans votre âme comme une plante solitaire que vous avez cultivée au détriment des vrais intérêts de la vie. Vous avez couru après la fortune comme un homme avide de lui faire violence. Jusqu'à l'âge de cinquante ans, elle a mis de l'insistance à éviter votre rencontre; puis, par l'effet d'un caprice, elle s'est présentée sous un aspect riant, décidée à vous satisfaire, mais à vous faire payer cher cette faveur tardive. Vous vous êtes jeté dans les opinions extrêmes afin d'attirer tous les regards sur votre personne. Le succès venu, vous l'avez pris au collet, vous êtes sorti de vous-même, vous vous êtes surmené pour lui plaire. Vous ne saviez pas qu'on n'a pas impunément recours à ce procédé, que la réputation est incommode à solliciter, qu'elle a des infortunes immenses à infliger à ceux qui la recherchent. Quand son aiguillon eut atteint en vous la dernière étincelle de bonheur, votre soif de publicité ne fut pas

Digitized by Google

étanchée. Persuadé que vous étiez mal jugé des vivants, vous en avez appelé à d'autres arbitres. Vous avez affiché la prétention de vous montrer à la postérité tel que vous étiez ou que vous pensiez être, avec votre bile noire, vos passions, votre génie, votre être tout entier. Vous avez nourri l'espoir superbe d'émouvoir encore les hommes sur votre destinée, quand vous seriez mort vous-même à l'émotion qui fut votre supplice quotidien. Vous n'êtes pas le premier qui ait eu des *confessions* à écrire. Des esprits supérieurs au vôtre par l'étendue ou la dignité ont négligé de se confesser. Deux motifs d'ordinaire leur ont inspiré cette modestie. La plupart se sont occupés d'autrui plus que d'eux-mêmes, et n'ont pas cru nécessaire d'instruire les hommes de leurs sentiments, jugeant avec raison qu'il importait peu de savoir comment ils avaient senti, du moment qu'on savait comment ils avaient agi.

D'autres, en plus petit nombre, pénétrés de la pensée qu'ils n'étaient que des grains de poussière perdus « dans l'ample sein de la nature, » suivant une expression de Pascal, sûrs qu'ils n'étaient que des témoins d'un jour dans un coin du monde ignoré, ont estimé inutile de laisser un testament et se sont croisé les bras devant la grandeur de Dieu, lui abandonnant le soin d'avertir qu'ils avaient vécu.

Vous étiez trop infatué de vous-même pour suivre l'exemple de ces derniers, et vous aviez trop peu fait pour être content du sort des autres. Vous n'avez jamais eu que vous devant les yeux. Comme si le monde était créé à votre intention et n'avait autre chose à faire que d'être attentif à vos œuvres, vous avez voulu vous montrer à lui tel que vous étiez... Nul, selon vous, « ne peut écrire la vie d'un homme que lui-même ; sa manière d'être intérieure, sa véritable vie ne sont connues que de lui. » Soit. Mais vous connaissez-vous bien ?

La sincérité de Rousseau dans ses *Confessions* ne saurait être mise en doute. Or, il sait évidemment comment il pense et comment il sent, comment il se juge et comment il veut qu'on le juge. Cela ne suffit pas ; il n'a pas une existence absolue. Et puis il se trompe le plus souvent sur les personnes avec qui les circonstances l'ont mis en rapport et qu'il croit le mieux connaître. En réalité, il s'est trompé sur lui-même autant que sur ceux qu'il a connus, comme, dans un autre domaine, il s'était trompé sur la société, sur le droit, sur la tradition, sur les moyens qu'un publiciste possède pour agir sur les mœurs. Malgré cela, il est fort de son dessein et méprise volontiers ceux qui ont écrit sur eux-mêmes. Ils se sont montrés, dit-il, comme ils voulaient qu'on les vît ; il veut, de son côté, qu'on le voie tel qu'il est.

Digitized by Google

Il aurait fallu dans tous les cas qu'il fût de sang-froid. Dans les six premiers livres des *Confessions*, écrits en 1764 à Motiers-Travers et en 1766 à Wootton, auprès d'Hume, il se possède encore, quoique déjà atteint de monomanie. Son récit est un poëme d'une délicieuse fraîcheur ; on dirait que le souvenir de sa jeunesse a jeté sur ses plaies intérieures une sorte de baume. C'est un vieillard que son imagination gouverne. Il a le pouvoir d'oublier ce qu'il est pour redevenir pendant quelques heures ce qu'il a été. A l'époque où il a éprouvé les impressions qu'il décrit, il les a éprouvées d'une façon presque animale ; il n'aurait pu les analyser. A distance, elles lui reviennent ravissantes et lucides. Elles ont d'ailleurs l'avantage d'être loin, et elles en valent mieux pour Rousseau, chez qui l'imaginaire est plus beau que le réel ; puis elles le font revivre en un temps qui n'est plus et le distraient de ses peines du moment. Elles ont plus d'intérêt qu'un roman, car la fantaisie serait impuissante à créer cette variété d'incidents dont l'harmonieux tissu suppose une flexibilité de talent merveilleuse.

Le goût et la morale y trouveraient en plus d'un endroit des épisodes devant lesquels le cœur souffre et la conscience recule ; mais l'attrait du spectacle, pour qui le considère comme un de ces paysages de la vie réelle où les tons se heurtent et ressortent mieux par l'effet des contrastes, a de quoi séduire. On y trouve d'autre part ce qu'on ne rencontre presque nulle part auparavant : l'amour des champs et de la rêverie, et, ce qui vaut autant, un dédain non dissimulé de ce labeur inutile, grâce auquel l'homme des salons est devenu le support d'un vêtement qu'il promène toute la journée.

A cet égard, les *Confessions* ressemblent à un ensemencement : on était à la fin d'une époque. Rousseau était pour la littérature épuisée le prophète d'une ère nouvelle. A l'instar de Christophe Colomb, il a découvert un monde : celui de la rêverie. La rêverie fut pour ses disciples le chemin d'une nouvelle innocence, le médecin que Dieu envoie au désenchantement. Elle associe dans Chateaubriand les fruits de l'expérience aux tortures du remords. Sous la décadence romaine, elle a inspiré le goût de la solitude et du renoncement. Au lendemain de la révolution, elle a ouvert aux lettres une nouvelle carrière. Rousseau est l'initiateur du mouvement. Les excès de son école l'ont déconsidérée. Il n'y a pas à le lui reprocher. Ses descriptions ne sont ni de l'art ni de la fantaisie. Il décrit un objet ou un lieu parce que cet objet ou ce lieu l'inspire, l'émeut, a besoin d'être décrit pour que l'émotion du narrateur puisse se communiquer. « Le son des cloches, dit-il, m'a toujours singulièrement affecté. Le chant des oiseaux, la beauté du jour, la douceur du paysage, les maisons éparses et champêtres, au milieu desquelles je

Digitized by Google

plaçais en idée notre commune demeure (il fait allusion à Mme de Warens), tout cela me frappait tellement d'une impression vive, tendre, triste et touchante, que je me vis comme en extase, transporté dans cet heureux temps et dans cet heureux séjour où mon cœur, possédant toute la félicité qui pouvait lui plaire, la goûtait dans des ravissements inexprimables. » Il y a pourtant dans sa manière pittoresque quelque chose de sombre qui tient à son caractère. On sent que les clartés sereines du ciel de la Grèce n'ont pas lui dans son imagination. Mais il a rajeuni le sentiment de la nature et par lui renouvelé la langue.

Ces considérations s'appliquent surtout aux six premiers livres des *Confessions* (2 vol. in-8°, avec les *Rêveries d'un promeneur solitaire*, Genève, 1782). Les six livres suivants, relatifs à la période littéraire de la vie de l'auteur, sont fort différents. Son talent y est toujours le même, mais la lumière en est absente. Par lumière il faut entendre cette égalité d'âme, mère de la justice et de la paix, en vertu de laquelle on attribue à chacun selon ses œuvres et à soi-même selon qu'on a fait. Elle manque à l'écrivain dans ces six derniers livres, où il raconte ses démêlés avec l'opinion et qui finissent par ces mots d'un homme qui n'est plus à lui : « Quiconque, même sans avoir lu mes écrits, examinera par ses propres yeux mon naturel, mon caractère, mes mœurs, mes penchants, mes plaisirs, mes habitudes, et pourra me croire un malhonnête homme, est lui-même un homme à étouffer. »

Il y a des écrivains dont la pensée est un mystère. A peine sont-ils morts qu'il ne reste aucun moyen de les distinguer de leur temps. On les explique par le milieu où ils ont vécu, et réciproquement on explique ce milieu par eux. Il n'en est pas de même de Rousseau. Il est seul de son avis. Ses contemporains lui sont hostiles; il n'a ni leur tempérament ni leur estime; pourtant ils ont subi son joug. Ce n'est pas que ses théories eussent pris beaucoup sur leurs convictions : ils les méprisaient. Mais derrière elles il y avait un levain de colère qui répondait à une disposition intime du XVIIIe siècle. C'est cette colère qui a fait école en France. On se plut à la confondre avec la force. Est-ce de la force? Non; l'énergie réelle n'a pas cette forme orageuse; l'éloquence n'est pas une tempête : elle souffle de haut, mais elle ne provoque point la haine.

Rousseau est le père de la haine publique. Certes, la haine est inhérente à notre condition; elle végète comme un champignon

Digitized by Google

vénéneux dans le cœur de tous. Les lettres, qui sont un écho de l'âme entière, ne l'excluent pas. Jusqu'à Rousseau, néanmoins, elles lui ont fait une part restreinte ; il y a une sorte de pudeur à ne point illustrer les mauvais côtés de la nature humaine. Le génie a d'ordinaire cette pudeur. Il appelle rarement la haine à son secours. Et puis, pour invoquer la haine comme un appui auprès de tous, il faut qu'il y en ait en circulation. Le christianisme ne la tolérait point : elle est contraire à l'esprit de charité. Depuis plusieurs siècles cependant on la voit naître et croître à mesure que les croyances s'amoindrissent. A l'époque où vient Rousseau, elle était devenue un élément social d'une puissance redoutable. De concert avec l'école philosophique, il découvrit cette terre à exploiter.

Les écrivains d'alors attribuent à leur talent le succès d'œuvres qui, à une autre époque, seraient mortes de nullité. La haine, passion croissante et prospère, les sauva, car il y a des plaies qui ont besoin de nourriture pour vivre. De la nourriture en une telle occurrence, c'était de l'invective. On en eut à discrétion. Rousseau était riche sous ce rapport. Depuis le *Discours contre les sciences* jusqu'à ses *Confessions* et ses *Rêveries* posthumes, il n'est sorti de sa plume aucune œuvre considérable dans laquelle il n'enseigne la haine de quelqu'un ou de quelque chose.

J'ai dit tout à l'heure que sa haine avait fait école. En effet, auparavant la violence du langage est un accident de caractère ou une malédiction de l'impuissance, qu'on ne met pas au nombre des qualités d'un écrivain. Depuis Rousseau et les encyclopédistes, elle est l'organe habituel de la vertu ; on la confond avec l'éloquence. Si on essayait de les analyser avec franchise, on découvrirait sans grand effort que la plupart des illustrations révolutionnaires, qu'il s'agisse de celles de la tribune, de celles qui ont fleuri dans les clubs, à l'armée et jusque dans l'administration, doivent à la haine leur éclat. Cette opulence de haine est sans exemple antérieur : nulle part elle n'avait été un genre littéraire ou un mérite politique. Désormais, quand on en est dépourvu, on imite ceux qui l'ont, comme on imite Homère ou Virgile. Si elle dut répugner à quelqu'un, ce fut certes à Condorcet, doué par la nature de sentiments éminemment pacifiques. Eh bien, son livre écrit durant la Terreur et intitulé : *Tableau du progrès de l'esprit humain*, n'est qu'un hurlement, et il n'a pas eu l'art de le dissimuler tout à fait : on aperçoit du premier coup que c'est *une manière*. Elle est une manière aussi chez la plupart des héros de la Révolution, manière naïve qui se qualifie d'héroïsme et cache souvent une pusillanimité risible. Il fallut que le sang coulât en Occident durant vingt-cinq ans pour que cette manière fût vaincue. Ecartée de la politique, elle est restée dans les lettres, à qui

Digitized by Google

elle sert de pain quotidien. Quand elle ne hait point, elle affecte le dédain. Jamais on n'a été si fier de n'être rien, ni par la foi, ni par l'honneur, ni par la naissance. Par contre, jamais on n'a eu moins de respect pour la supériorité, quelle qu'elle soit. Le jour où il s'en manifeste une, immédiatement les rugissements se tournent de ce côté-là.

Rousseau n'est pas seul coupable de cette direction prise par les lettres. L'esprit essentiellement négatif de l'école encyclopédique avait créé la situation ; mais il l'accentua, honora de son exemple les rancunes de l'impuissance et consacra dans chacun de ses ouvrages les tendances en voie de formation. Le fond et la forme de sa pensée contribuèrent également à ce résultat, qui résume son influence en matière littéraire et en matière sociale.

L. Derome.

Digitized by Google

DE LA

TÉLÉGRAPHIE EN FRANCE

La dernière réduction des taxes télégraphiques qui a été votée par le Corps législatif dans sa dernière session complète la réforme progressive commencée il y a quatorze ans par l'administration des télégraphes, et accomplie jusqu'ici, dans chacune de ses phases, avec un succès incontestable. Jamais moment ne fut donc plus opportun pour étudier un de nos services publics les moins connus, et dont l'ingénieuse organisation est cependant bien faite pour exciter au moins la curiosité. Mais avant d'aborder les nombreuses questions qui se rattachent à l'organisation de la télégraphie, il nous a paru utile, dans un intérêt historique, de faire connaître les difficultés qu'a rencontrées en France, avant d'arriver à son développement actuel, une découverte si chaleureusement accueillie dans les autres pays de l'Europe. Pourquoi, du reste, dissimuler des erreurs dont le souvenir peut être un enseignement ou un préservatif contre l'esprit de coterie qui règne trop souvent en maître dans nos administrations publiques?

Digitized by Google

I

HISTORIQUE

C'est le 10 mai 1841 que la possibilité d'employer les courants électriques comme moyen de transmission télégraphique fut signalée pour la première fois devant le parlement français. Au moment où le gouvernement demandait de nouveaux subsides pour la télégraphie aérienne, un député, l'honorable M. Léon de Malleville, appela l'attention de la Chambre sur les expériences si concluantes déjà faites en Angleterre par le docteur Wheatstone, et protesta énergiquement contre les dépenses dès lors inutiles qu'entraînerait l'établissement de télégraphes de nuit. Ce premier appel ne parut pas émouvoir beaucoup l'administration, car elle sollicitait encore, un an après, un crédit de 30,000 francs applicable à des expériences sur cette même télégraphie de nuit, dont elle semblait vouloir se faire un point d'appui pour retarder l'application de la plus merveilleuse découverte des temps modernes. Cette fois, ce fut Arago qui prononça en quelques mots la déchéance de la télégraphie aérienne. Après avoir dit qu'il ne fallait pas désormais songer à perfectionner un système qui ne pouvait plus lutter contre les progrès de la science, l'illustre astronome fit connaître les heureux essais de télégraphie électrique tentés en Angleterre, et déclara que tous les physiciens de Paris avaient vu fonctionner les admirables appareils de MM. Morse et Wheatstone. Cependant la voix si autorisée d'Arago n'eut d'influence immédiate ni sur la Chambre, ni sur l'administration. On ne contesta point l'invention en elle-même, mais on allégua que les fils placés sur des poteaux ou enfermés dans des tubes souterrains ne pourraient être défendus contre la malveillance.

Pendant deux ans et quatre mois, il ne fut plus question de la télégraphie électrique, et l'administration semblait avoir si bien abandonné tout projet à cet égard, qu'elle renouvelait, au commencement de 1844, une demande de crédit pour compléter le réseau aérien. Enfin, le 12 novembre suivant, M. Duchâtel, ministre de l'intérieur, nomma une commission chargée d'étudier la télégraphie électrique. Cette commission, composée de savants et d'hommes politiques, tels que MM. Arago, Pouillet, Becquerel, Vitet, Michel Chevalier, etc., « reconnut que le système soumis à ses délibérations pouvait recevoir une application utile, et elle conseilla à l'administration de procéder, dans le délai le plus rapproché, à un essai de

Digitized by Google

télégraphie électrique sur une ligne de chemin de fer. » Quelques jours après, une ordonnance royale ouvrait au ministère de l'intérieur un crédit de 240,000 fr. pour établir une ligne télégraphique de Paris à Rouen. La nouvelle ligne fut terminée le 18 mai 1845, et essayée tout aussitôt. Plusieurs dépêches dictées par les personnes qui assistaient aux expériences furent transmises de Paris à Rouen avec une grande rapidité et un succès complet. Trois appareils furent expérimentés : l'un donnant des signes par la combinaison de deux aiguilles; un autre reproduisant les signaux de la télégraphie aérienne, et le troisième, présenté par le docteur Dujardin, écrivant en signes la dépêche transmise. Cette épreuve ne laissa aucun doute sur la possibilité d'établir des télégraphes électriques sur de grandes distances.

Nous avions été devancés par l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne dans les premières applications de la télégraphie électrique, bien que la France eût reçu la première, et dès 1838, des propositions du professeur américain Morse, dont les appareils avaient fonctionné avec tant de succès devant l'Académie des sciences. Le gouvernement de cette époque ne fit aucun effort pour réparer le temps perdu. Quoique l'essai de la ligne de Rouen eût été complétement satisfaisant, le ministre de l'intérieur se borna à demander à la Chambre, pendant l'exercice 1846, un crédit de 408,650 fr. pour l'établissement d'une ligne de Paris à Lille. Dans cette circonstance, la tiédeur de l'administration fut secondée par la timidité de la Chambre elle-même, et l'on vit des orateurs tels que MM. Berryer et Mauguin regretter l'abandon du système de télégraphie aérienne inventé par M. Gonon, ou déclarer qu'ils n'avaient qu'une foi très médiocre dans l'avenir de la télégraphie électrique.

Par suite de ces fâcheuses dispositions, aucune nouvelle ligne ne fut établie en 1847 et 1848 ; les pouvoirs législatifs ne furent même pas appelés à s'en occuper. Cependant les principales nations de l'Europe, justement frappées des résultats d'une semblable découverte, s'étaient empressées de l'appliquer sur leur territoire. L'Angleterre surtout s'était livrée avec ardeur à la construction d'un système complet, qui rayonnait de Londres sur Douvres, Brighton et Southampton au sud ; sur le littoral de la mer du Nord, à l'est; sur Birmingham, Liverpool, Manchester, à l'ouest; sur York, Edimbourg, Glascow, au nord. Ce système mettait ainsi en communication presque instantanée plus de 150 villes, et s'étendait sur un réseau d'environ 3,500 kilomètres ; les différents Etats de l'Allemagne, malgré les commotions qui les avaient agités, avaient consacré des sommes importantes à la construction de leurs

Digitized by Google

télégraphes électriques ; la Prusse, entre autres, avait construit en moins de deux ans 1,800 kilomètres. Enfin, dans ces différents pays, la télégraphie électrique était déjà à la disposition du public.

En présence des progrès des autres nations, la France ne pouvait s'en tenir indéfiniment aux deux lignes de Rouen et de Lille. C'est en s'appuyant sur ces considérations, bien faites pour faire vibrer le sentiment national, que M. Dufaure, ministre de l'intérieur, demanda à l'Assemblée législative un crédit de 685,665 fr. pour l'établissement des lignes de Paris à Tonnerre, de Rouen au Havre et de Paris à Angers. La Chambre républicaine accueillit le projet de loi avec enthousiasme et réclama l'établissement immédiat de quatre autres lignes, savoir : 1° de Paris à Châlons ; 2° d'Orléans à Nevers ; 3° d'Orléans à Châteauroux ; 4° de Lille à Dunkerque. Si cet exemple d'une Chambre accordant plus qu'on ne lui demandait est assez rare pour qu'il y ait lieu de le mentionner, il est juste de dire que le remarquable travail de M. Le Verrier, rapporteur de la commission, était de nature à entraîner les esprits. Le savant astronome, après avoir fait l'historique de la télégraphie et décrit les principaux appareils alors en usage, s'était surtout attaché à démontrer que la télégraphie électrique était le complément indispensable de la voie ferrée, aux divers points de vue de la police générale de l'Etat, de la sécurité des voyageurs et de l'économie de l'exploitation.

Dans la même séance, le ministre de l'intérieur annonça que le conseil d'Etat était saisi d'un projet de loi ayant pour but de mettre la télégraphie au service des intérêts privés. Cette loi fut votée le 29 novembre 1850. Pendant une des nombreuses séances consacrées à sa discussion, il se produisit un fait qui prouve combien l'administration télégraphique, qui aurait dû provoquer l'extension du service, s'opposait au contraire à son développement. M. le général de Lamoricière ayant demandé que la Chambre fixât d'avance la part qui serait faite à l'armée dans la distribution des emplois qui seraient nécessairement créés à la suite de l'adoption de la loi, M. Foy, administrateur en chef des lignes télégraphiques et commissaire du gouvernement, répondit que « s'il y avait quinze ou vingt places d'expéditionnaires à donner, et il fallait supposer une extension considérable du service, on se souviendrait de la recommandation de l'honorable général ». Doit-on s'étonner dès lors que l'administration ait été obligée de faire reporter sur l'exercice 1851 une somme de 300,000 fr. dont il n'avait pas été disposé sur le crédit de 900,637 fr. ouvert par la loi précitée du 8 février 1850 pour l'établissement de diverses lignes ? A la fin de la même année, des compagnies se formèrent pour l'établissement des lignes sous-

Digitized by Google

marines de la Manche, des lignes de Bordeaux au Verdon et de Nantes à Saint-Nazaire. Une loi du 1er août 1851 ouvrit un crédit de 707,506 fr. 67 c. pour l'établissement de dix nouvelles lignes ou sections de lignes. C'était bien peu, mais on ne pouvait aller plus vite que ne le comportaient les forces de l'administration, qui avait eu le soin de charger le rapporteur de la commission, M. Le Verrier, de faire connaître à la Chambre « l'impossibilité d'exécuter en 1851 et simultanément toutes les lignes dont on venait de décréter l'exécution. »

Enfin, nous sommes arrivés à une première période d'action. A la suite d'un rapport de M. de Morny, en date du 6 janvier 1852, le prince président de la République ouvrait au ministère de l'intérieur un crédit de 4,832,987 fr. sur le budget des exercices 1852, 1853 et 1854, pour mettre la France, sous le rapport télégraphique, au niveau des autres peuples de l'Europe. L'arrivée de M. de Persigny au ministère de l'intérieur fut encore une bonne fortune pour la télégraphie. Voulant doter le plus tôt possible tous les chefs-lieux de département de ce précieux mode de correspondance, il présenta à la signature du prince président un décret qui répartissait sur les exercices 1852 et 1853 la portion de crédit qui devait être imputée sur l'exercice 1854 ; mais les travaux ne purent être exécutés dans les délais fixés par le ministre, et un crédit de 1,386,744 fr., représentant les portions non employées, au 31 décembre 1853, des trois crédits accordés sur cet exercice, dut être reporté sur l'exercice 1854. En effet, quarante-neuf chefs-lieux de préfecture seulement avaient pu être pourvus de bureaux. En présence de cette situation, M. de Persigny crut devoir provoquer la réorganisation du service. Un décret du 23 octobre 1853 créa une direction des lignes télégraphiques, qui fut confiée à M. le vicomte de Vougy, préfet de la Nièvre. Nous indiquerons, dans les chapitres suivants, comment et par quels efforts la France, qui était au dernier rang sous le rapport des communications télégraphiques, a pu être dotée en quelques années d'un vaste réseau qui dessert 2,400 bureaux et présente un développement de 40,000 kilomètres de lignes.

II

APPAREILS TÉLÉGRAPHIQUES

Quatre systèmes d'appareils sont en usage dans la télégraphie française : le système à cadran, le système Morse, le système Hughes et le système Caselli.

1° *Appareil à cadran.* — L'employé qui reçoit une dépêche par

Digitized by Google

cet appareil a devant les yeux un cadran circulaire, sur la circonférence duquel sont tracés les lettres de l'alphabet et les dix chiffres 0, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9. Une aiguille mobile autour du centre du cadran peut venir successivement se placer sur chacune de ces lettres ou sur chacun de ces chiffres. Or, l'employé placé à l'autre extrémité de la ligne, celui qui envoie la dépêche, peut à volonté, par une transmission convenable et discontinue du fluide électrique, amener l'aiguille sur tel point du cadran qui lui convient. En répétant cette opération, il indique au moyen de l'aiguille toutes les lettres et tous les chiffres dont se compose une dépêche. L'appareil à cadran a le grave inconvénient de ne conserver aucune trace du passage des dépêches et de rendre presque impossible le contrôle des transmissions. Exclu pour ce motif des bureaux de l'Etat, il reste en usage, à cause de sa simplicité, dans les gares et dans les bureaux cantonaux, qui, dépourvus les uns et les autres d'agents spéciaux, ont besoin d'appareils dont la manœuvre soit facile.

2° *Appareil Morse.*—Cet appareil électro-magnétique est celui qui a le plus contribué au développement de la télégraphie. Réduit à sa plus simple expression, il se compose d'un barreau de fer doux qui subit l'attraction d'un électro-aimant pour frapper des coups dont la durée est soumise à la volonté du transmetteur; celui-ci varie la longueur des chocs ou des pauses et peut composer ainsi des signaux que l'auditeur distingue facilement. A cet état, on doit le classer parmi les appareils à signaux fugitifs. Mais si l'on y annexe un moteur faisant dérouler une bande de papier d'une façon uniforme, le marteau, transformé en style, trace alors des points ou des traits qui deviennent une écriture tout aussi lisible que n'importe quels caractères. La lecture se fait sur la bande, au fur et à mesure qu'elle se déroule; avec une certaine habitude, on peut lire aisément dix-huit à vingt mots par minute, mais il est difficile d'écrire en même temps. Dans la pratique, il donne une moyenne de quinze dépêches à l'heure. Dans quelques pays, notamment en Amérique, on ne reçoit les dépêches qu'au son dans les bureaux importants, qui sont toujours desservis par des employés habiles et exercés. On n'admet l'écriture des signaux que dans les postes secondaires. En France et dans beaucoup de pays, les appels et quelques signaux réglementaires sont seuls reçus au son; afin de pouvoir exercer sur les transmissions un contrôle efficace, on exige la lecture des signaux sur la bande. Malheureusement cette traduction est elle-même une cause d'erreurs, et c'est là le principal inconvénient de ce système, si remarquable par sa simplicité. L'appareil *Morse* a été exclusivement employé sur les lignes de l'Etat jusqu'en 1861; mais depuis la découverte du système Hughes, qui a

Digitized by Google

une puissance de transmission bien supérieure, il ne fonctionne plus que sur les lignes secondaires.

3° *Appareil Hughes.* — Dans ce système, un mécanisme assez compliqué fait tourner très rapidement une roue sur laquelle sont gravés les lettres et les chiffres ; un clavier semblable à celui d'un piano est placé sur le passage d'une pièce mise en relation directe avec cette roue des lettres. Lorsque le mécanisme est en mouvement, si l'on appuie sur l'une des touches de ce clavier, il se produit une émission de courant électrique qui agit sur un barreau de fer doux, comme dans les appareils précédents. Là s'arrête la ressemblance ; car si dans l'un cette attraction a pour but de déclancher un mouvement d'horlogerie, dans l'autre de produire des chocs d'une longueur déterminée, ici elle fait butter contre la roue des types une pièce entraînant avec elle la bande de papier, qui reçoit aussitôt l'impression de la lettre placée en face à ce moment-là, et qui doit être celle-là même qui est indiquée par la touche du clavier. La base de ce système étant le synchronisme le plus parfait, si deux appareils semblables sont reliés par un fil conducteur, la même opération s'effectue sur chacun d'eux au même instant, et les signes imprimés au départ le sont aussi à l'arrivée, car la perte du synchronisme amène aussitôt le trouble dans l'ordre des lettres demandées, et fait apercevoir de l'erreur. Les principaux avantages de cet appareil sont de produire chaque signe par une seule émission de courant, d'obtenir ainsi une vitesse considérable et de ne pas exiger la transcription des dépêches. Il fonctionne sur les artères principales du réseau et sur toutes les autres lignes où l'appareil Morse devient insuffisant. Sa production moyenne est de quarante dépêches par heure.

4° *Appareil autographique de Caselli.* — Dans tout appareil autographique, la dépêche écrite de la main de la personne qui l'envoie joue nécessairement le rôle de distributeur du courant de ligne, et les caractères dont se compose cette dépêche sont reproduits sur une feuille de papier de même forme et de mêmes dimensions. Deux styles sont disposés, l'un au poste de départ, l'autre au poste d'arrivée, de manière à tracer ensemble sur la dépêche et sur le papier de réception une série de lignes parallèles. Si, au début, les styles sont semblablement placés, et si les organes des deux appareils en correspondance sont animés de mouvements synchroniques, les pointes des deux styles occuperont des positions semblables pendant toute la durée de la transmission, et les caractères de la dépêche pourront être facilement reproduits. L'appareil *électro-chimique* de M. l'abbé Caselli permet de reproduire des lettres, des chiffres, des signes de ponctuation, des morceaux de

Digitized by Google

musique, des dessins, des plans, qui, dans nul autre système, n'auraient pu être transmis. Le destinataire peut ainsi vérifier la sincérité de l'écriture ou de la signature de son correspondant. Cet appareil donne des résultats satisfaisants sur la ligne de Paris à Lyon. Mais il a dû être retiré sur les lignes de Lyon à Marseille et de Paris au Havre, par suite du peu d'usage qu'en faisait le public. Il peut produire un travail de 15 dépêches à l'heure. Si ces derniers appareils sont l'œuvre d'inventeurs étrangers, il n'en est pas un seul au perfectionnement et à la vulgarisation duquel la France n'ait largement contribué.

III

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES

La construction des lignes télégraphiques peut s'exécuter suivant deux systèmes complétement différents. Dans le premier, on suspend les fils en l'air sur une suite de poteaux; dans l'autre, on enterre les fils après les avoir recouverts d'une matière isolante. Nous allons examiner successivement chacun de ces deux modes de construction.

1° *Lignes aériennes.* — Dans les États-Unis d'Amérique, le gouvernement a abandonné à l'industrie privée l'exploitation de la télégraphie; il se réserve seulement l'usage d'un ou de deux fils sur les lignes établies. Aussi la concurrence n'a-t-elle pas tardé à multiplier singulièrement le nombre des lignes et à perfectionner le matériel. Entre certaines villes, il existe quelquefois deux ou trois établissements rivaux pour l'exploitation de la correspondance électrique. De nombreuses compagnies se partagent cette industrie, qui a pris aux États-Unis un développement immense. Ces compagnies ont adopté un système économique de suspension et d'isolement des fils télégraphiques. Les lignes prennent en général la route la plus courte pour aller d'un point à un autre, ne suivant que fort peu les routes ordinaires, ou même se dirigeant tout simplement à travers champs. Comme le bois de sapin n'a presque point de valeur, on s'en sert pour élever des poteaux, qu'on ne prend point la peine de conserver par l'injection; souvent même on utilise les arbres sur pied. Les fils de fer sont suspendus aux poteaux à une douzaine de pieds au-dessus du sol et isolés par des poulies en verre recouvertes par de petits toits de fer. On ne galvanise point les fils, sinon dans le voisinage de la mer, là où ils s'altéreraient trop facilement. C'est un exemple que l'administration ne pouvait pas suivre en tout

Digitized by Google

et pour tout. Ni les matériaux, ni la main-d'œuvre ne sont chez nous à un prix assez vil pour qu'il soit d'une sage économie d'entreprendre des constructions de peu de durée et qu'il faille fréquemment renouveler. Aussi a-t-on dû s'attacher à créer des lignes présentant toutes les garanties désirables de solidité. Les fils de fer conducteurs sont galvanisés et ont un diamètre variant de 3 à 5 millimètres, suivant la longueur des lignes et les circonstances locales. Il y a toujours avantage, au point de vue électrique, à augmenter le diamètre du fil, puisqu'on diminue la résistance du conducteur et, par suite, le temps nécessaire à la transmission du fluide; mais on doit aussi tenir compte de la difficulté plus ou moins grande de l'installation des lignes et de la charge sur les points d'appui, qui augmentent avec la dimension du fil et obligent à ne pas dépasser certaines limites. Le fil de 5 millimètres de diamètre sert à relier directement de grands bureaux très éloignés les uns des autres.

Les poteaux qui soutiennent les fils télégraphiques varient de 6 à 12 mètres de hauteur, suivant l'importance des lignes et le nombre des fils qu'ils sont appelés à supporter; on choisit de préférence des brins de pin et de sapin, parce qu'ils subissent facilement l'injection au sulfate de cuivre. La distance des poteaux le long des routes est de 100 mètres lorsqu'ils sont en ligne droite; cet écartement est réduit à 60 mètres environ dans les courbes, parce que les fils, exerçant par leur poids une pression latérale, pourraient renverser les poteaux. Les fils conducteurs des lignes électriques ne sont pas directement fixés aux poteaux. Ces appuis sont, comme toutes les substances végétales, mauvais conducteurs de l'électricité; mais, par les temps de pluie ou de brouillard, l'eau qui ruisselle le long des poteaux et qui descend sur le sol provoquerait des déviations assez intenses pour rendre la transmission impossible. Les *isolateurs* des poteaux télégraphiques sont de petits supports de porcelaine. Un crochet de fer placé dans ce support sert à donner passage au fil, en l'isolant complétement du poteau.

2° *Lignes souterraines.* — On éprouve souvent de grandes difficultés dans l'intérieur des villes pour établir des lignes électriques au moyen des fils conducteurs suspendus en l'air. Les fils sont alors placés dans la terre après avoir été enveloppés dans une substance isolante. En ce moment, l'administration française poursuit avec une grande activité l'installation de câbles souterrains aux abords et dans la traversée de toutes les grandes villes, où l'accumulation des fils ne permet pas d'établir des lignes aériennes avec toutes les précautions désirables, comme aussi sur différents points du territoire où ces lignes sont plus spécialement exposées aux troubles de l'at-

Digitized by Google

mosphère. A Paris, l'administration emploie dans ce but des conducteurs composés de quatre brins de cuivre tordus ensemble ; puis cette cordelette métallique est recouverte de deux couches de gutta-percha et d'un guipage de coton goudronné ; on accole ensuite parallèlement ces conducteurs, au nombre de trois, quatre, cinq, six et même sept, pour en former un câble qu'on couvre d'enveloppes successives de ruban et de guipage de coton injectés de sulfate de cuivre et goudronnés avec soin. Ce sont des câbles de cette nature, placés dans des tubes de fonte enfoncés dans le sol des rues de Paris, qui font communiquer le poste central de l'administration avec le réseau aérien de la France tout entière. Quant aux fils tendus le long des parois des égouts et destinés au service de Paris, pour préserver l'enveloppe isolante des fils conducteurs de l'action destructive de l'air chargé d'humidité et d'émanations de toute nature, on les enveloppe d'une gaîne complète de plomb. Ce système est exclusivement usité à Bordeaux, Marseille, Lyon, le Havre, Rouen, Lille, etc.

3° *Tubes atmosphériques.* — C'est une des innovations qui font le plus d'honneur à l'administration actuelle. On sait que dans ces tubes de fonte de 65 millimètres de diamètre, un cylindre creux, dit chariot, d'une capacité suffisante pour renfermer quarante dépêches, circule sous, l'action de l'air condensé par la pression de l'eau, avec une vitesse d'un kilomètre environ par minute. Une pression inférieure à demi-atmosphère donne l'impulsion à des convois contenant jusqu'à dix chariots et un chargement total de quatre cents dépêches. Le convoi s'arrête aux différentes stations de la ligne pendant une minute et demie, pour y déposer les plis qui leur sont destinés et recevoir ceux qu'elles ont à faire partir.

Un premier réseau souterrain a été mis en exploitation et donne les plus heureux résultats. Ce réseau part du poste central et dessert les bureaux de la rue Boissy-d'Anglas, du Grand-Hôtel, de la Bourse, de l'hôtel des Postes, de l'hôtel du Louvre et de la rue des Saints-Pères. Cette organisation devra progressivement s'étendre à tous les bureaux de Paris. En attendant, le crédit de 500,000 fr. que la Chambre vient de voter permettra de l'appliquer dans les bureaux principaux. Il nous paraît intéressant d'ajouter que ce mode de transport si ingénieux est une heureuse application du système imaginé par l'ingénieur Sommelier pour le percement du mont Cenis, système que M. de Vougy avait eu l'occasion de voir fonctionner [1].

[1] L'auteur se trompe : il y avait longtemps qu'on avait appliqué l'air comprimé comme force motrice quand M. Sommelier eut l'idée de s'en servir pour le percement du mont Cenis; et il y avait longtemps aussi que ce système était employé à Londres pour la transmission des lettres elles-mêmes quand on songea ici à l'appliquer à la télégraphie. (*Note du Directeur.*)

Digitized by Google

En résumé, le réseau télégraphique présentait au 1er janvier 1868 un développement de 37,151 kilom. Pendant les quinze dernières années, il a été construit plus de 33,000 kilom. de lignes. Longtemps devancée par les Etats-Unis, la Prusse, l'Angleterre, la Hollande et d'autres pays encore, la France a pu enfin conquérir l'une des premières places, grâce à une administration dont l'activité et l'esprit d'initiative peuvent être donnés en exemple aux autres services publics.

IV

BUREAUX TÉLÉGRAPHIQUES. — ORGANISATION DU SERVICE DES TRANSMISSIONS.

Après avoir décrit les principaux appareils et instruments télégraphiques, nous sommes naturellement amené à nous occuper de la transmission des dépêches et de l'organisation des bureaux.

On ne pouvait relier entre eux tous les bureaux télégraphiques de l'Empire, dont le nombre s'élève à 2,300, par des fils spéciaux. Difficultés matérielles, considérations financières, tout s'y opposait. On y a pourvu par une organisation méthodique des stations et des fils, ainsi que par l'emploi d'appareils perfectionnés. En un mot, on a remplacé plusieurs millions de fils, qui eussent été nécessaires dans le premier cas, par huit cents fils environ.

Puisqu'il n'était pas possible de relier entre eux par des fils spéciaux tous les bureaux télégraphiques, il était indispensable d'avoir des stations de dépôt chargées de recevoir et de diriger plus loin les dépêches qui ne leur sont pas destinées. En conséquence, le chef-lieu d'arrondissement centralise les dépêches des bureaux cantonaux; le chef-lieu du département joue le même rôle par rapport aux chefs-lieux d'arrondissement; enfin, les stations principales, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Lille, etc., reçoivent, pour les distribuer dans toutes les directions, les dépêches qui affluent des chefs-lieux de départements. Les moyens de communication dont sont pourvus les différent postes augmentent à mesure qu'on s'élève dans la série des dépôts. Le chef-lieu d'arrondissement n'est relié qu'au chef-lieu de département; celui-ci est en relation directe avec les départements voisins et avec un ou plusieurs centres principaux de dépôt; des fils venant de toutes les directions convergent vers les dépôts principaux. Ce système, dont le jeu régulier maintient dans les transmissions un ordre indispensable, a en outre l'avantage de permettre aux directeurs des

Digitized by Google

bureaux de préfecture d'exercer une surveillance facile et incessante sur le service des stations secondaires. Par suite de cette organisation, deux, quatre, six ou huit bureaux concourent à la transmission d'une dépêche, suivant qu'elle est échangée entre deux grands centres télégraphiques, deux chefs-lieux de département, d'arrondissement ou de canton de centres différents. Or, dans chaque bureau, une dépêche étant l'objet d'une double opération (au bureau de départ, l'enregistrement et la transmission ; au bureau de destination, la réception et l'envoi à domicile), le travail total auquel elle donne lieu, avant de passer des mains de l'expéditeur dans celles du destinataire, varie de quatre à seize opérations, et le nombre d'agents qui participent successivement à son expédition peut aller à seize. Il résulte, en un mot, de cette organisation, que les bureaux télégraphiques ne se bornent pas seulement à transmettre leurs propres dépêches, mais que leur travail s'étend, au contraire, à toutes les transmissions qui s'effectuent dans la région dont ils sont le centre. Tel bureau, par exemple, qui ne compte que vingt dépêches par jour d'arrivée et de départ, peut être appelé à recevoir et à réexpédier plusieurs centaines de dépêches de passage.

Les bureaux télégraphiques peuvent se diviser en quatre catégories :

Bureaux de l'Etat	576
Id. municipaux	777
Id. de gares	790
Id. sémaphoriques	133
Total de tous les bureaux existant au 1er janvier 1868	2.276

1° *Bureaux de l'Etat.* — Ils sont desservis par un personnel spécial de télégraphistes, et ils se subdivisent eux-mêmes en bureaux à service permanent, en bureaux ouverts jusqu'à minuit, en bureaux à service de jour complet et en bureaux à service limité. Ainsi que l'indique leur nom, ces derniers ne sont ouverts au public que pendant une partie de la journée ; par suite de leur peu d'importance, ils sont gérés, dans les conditions les plus économiques possibles, par des agents auxiliaires.

Une visite à la station centrale de Paris serait une des plus curieuses et des plus intéressantes qu'on pût faire, si l'entrée n'en était interdite au public par des motifs faciles à comprendre. Cette station se divise en trois parties distinctes : 1° le cabinet des dépêches officielles ; 2° le poste central proprement dit, comprenant le service

Digitized by Google

des correspondances entre Paris d'une part, les départements et l'étranger de l'autre, ainsi que le transit des dépêches échangées soit entre les villes auxquelles il sert de centre de dépôt, soit entre ces villes et l'étranger, soit enfin entre certains pays étrangers ; 3° le poste de Paris chargé du service des correspondances dans l'intérieur de Paris et dans la banlieue.

Nous trouvons dans le rapport de la commission du Corps législatif qui a été chargée d'examiner le dernier projet de loi relatif à la réduction des taxes, des renseignements statistiques qui ne manquent pas d'intérêt :

A la station centrale aboutissent 152 fils et le réseau des tubes atmosphériques. Les fils se décomposent ainsi qu'il suit : 55 venant des départements, 22 servant aux relations internationales, 75 desservant les succursales de Paris. Ces fils sont desservis par 149 appareils, dont 36 du système Hughes, 109 du système Morse et 4 appareils à cadran. 341 employés sont attachés à la station centrale ; ils sont, pour le service de jour, divisés en deux brigades, se partageant alternativement le travail de la manière suivante : la première brigade prend le travail de sept heures à onze heures du matin et de six heures à neuf heures du soir ; la seconde, dans la journée, de onze heures à six heures. Le personnel du service de nuit se compose de deux parties : l'une, prise à tour de rôle parmi les employés de la brigade du soir, varie, d'après l'importance du travail des lignes, entre vingt et vingt-cinq employés ; elle se retire vers minuit ; la seconde, qui est de seize à dix-huit employés, reste jusqu'au lendemain matin à l'ouverture du service de jour. Une rémunération spéciale est affectée au service de nuit ; les employés qui ont pris part à ce service jouissent en outre, le lendemain, d'une liberté suffisante pour leur permettre de prendre le repos dont ils ont besoin.

Le mouvement journalier des correspondances à la station centrale est exprimé par les chiffres suivants :

	2,300	dépêches de départ ;
	2,500	d'arrivée ;
	1,600	de transit ;
	1,400	de Paris pour Paris.
Total. . .	7,800	

Mais les dépêches donnant lieu à une double transmission, le travail réel est représenté par le chiffre de 15,600 transmissions par jour ; à cette donnée il convient d'ajouter le travail accessoire de la perception des taxes au guichet, de l'expédition à destination, etc. Le travail se répartit généralement ainsi qu'il suit entre

Digitized by Google

les différentes heures de la journée : de sept heures à dix heures du matin, un huitième ; de dix heures à cinq heures du soir, cinq huitièmes ; de cinq heures à neuf heures du soir, deux huitièmes. L'administration prend les dispositions nécessaires pour décharger autant que possible le service de Paris d'une partie de son transit. L'organisation du réseau a déjà reçu des modifications assez importantes dans ce sens. C'est ainsi que Lyon et Strasbourg, Bordeaux, le Havre et Lille, Lille et Strasbourg, Lyon et Francfort, etc., sont actuellement reliés par des communications directes fonctionnant régulièrement. Nous croyons savoir que d'autres projets tendant au même but sont également à l'étude et que le poste central sera ainsi bientôt affranchi d'un surcroît de travail qui pourrait devenir une cause de fréquents encombrements.

2° *Bureaux municipaux.* — Il y a quatre ans, tous les chefs-lieux de département et d'arrondissement, ainsi que tous les centres de population vraiment importants, étaient déjà reliés entre eux et avec Paris. En un mot, le réseau répondait à tous les besoins généraux de la politique et de l'administration. Mais si les intérêts du gouvernement étaient largement satisfaits, il n'en était pas encore de même des intérêts privés. Il y avait une grande partie de la France pour laquelle la télégraphie n'existait encore que de nom ou qui ne pouvait s'en servir qu'à chers deniers. Pour donner satisfaction à ces nombreux déshérités, c'est-à-dire à la population tout entière de nos campagnes et de nos petites villes, il était de toute nécessité de créer dans chaque département un réseau qui permît à tous les chefs-lieux de canton au moins d'avoir un télégraphe. Le directeur général des lignes télégraphiques est parvenu à réaliser des vœux aussi légitimes par un système aussi ingénieux qu'économique, et qui fonctionne maintenant avec un succès vraiment inespéré. Nous allons l'expliquer en quelques mots : ce système consiste à établir le bureau dans une salle du bâtiment municipal et à en confier la gestion au secrétaire de la mairie, qu'on indemnise de ce surcroît d'occupation ; d'un autre côté, la remise des dépêches à domicile est effectuée par le concierge de la mairie ou un autre agent analogue, qui reçoit également une allocation. L'établissement est des plus économiques et des plus simples, puisqu'il suffit d'affecter au service une pièce d'un bâtiment municipal, ou même une fraction de salle isolée par une cloison. Si, dans une commune, par des raisons particulières, le secrétaire de la mairie ne peut faire le service, l'administration accepte à son défaut un autre agent présenté par la municipalité et qui gère le bureau dans les mêmes conditions. Il convient seulement de remarquer qu'en raison de la modicité de l'indemnité accordée, ces fonctions ne peuvent guère

Digitized by Google

être confiées qu'à un agent jouissant déjà d'un traitement à quelque autre titre. Un système analogue, et qui est en quelque sorte un cas particulier du précédent, consiste à employer les instituteurs dans les mêmes conditions que les secrétaires de mairie.

Mais la gestion des bureaux n'était pas la seule difficulté à résoudre; quel que soit le mode d'exploitation adopté, il faut pourvoir à l'établissement des lignes et des fils qui doivent faire communiquer les chefs-lieux de canton avec le reste du réseau. Or, l'administration n'a pu jusqu'ici faire inscrire à son budget aucune allocation particulière pour l'établissement des fils cantonaux; toutefois, en utilisant une certaine quantité de matériel disponible, elle peut se prêter au développement du réseau, à condition de faire contribuer à la dépense les communes intéressées. Dans les conditions actuelles, la part demandée aux municipalités est calculée d'après les données suivantes : 1° 120 fr. par chaque kilomètre de ligne neuve à établir (fil compris) ; 2° 60 fr. par chaque kilomètre de fil à établir sur les poteaux d'une ligne existante. Ce que l'administration exige n'a rien d'anormal. On peut établir, croyons-nous, une analogie à peu près complète entre l'établissement des lignes télégraphiques et la construction des routes. Parmi ces dernières, les routes impériales sont seules à la charge complète de l'Etat; les lignes télégraphiques qui relient à Paris les chefs-lieux de département, répondant aux mêmes intérêts, doivent se trouver dans le même cas, et c'est ce qui a lieu. Quant aux lignes qui desservent des intérêts purement locaux, elles sont dans la même situation que les chemins vicinaux, à la construction desquels concourent les communes et souvent même les propriétaires.

3° *Bureaux des gares.* — L'ouverture de ces bureaux remonte à 1857. Ils ont puissamment aidé à la vulgarisation de la télégraphie; mais, depuis quelques années, ils sont un peu délaissés, parce qu'ils sont sujets à plus de lenteurs et à moins d'exactitude que les bureaux de l'Etat. Ils ne communiquent que par un fil avec les bureaux voisins et, d'un autre côté, ils subissent des temps d'arrêt inévitables lorsque le personnel ou la ligne sont mis en réquisition pour le service des compagnies. Il est donc à désirer que la télégraphie privée dans les gares se restreigne le plus tôt possible aux seules localités trop peu importantes pour posséder des bureaux municipaux.

4° *Bureaux sémaphoriques.* — On sait qu'il existait sur les côtes de notre littoral un petit nombre de télégraphes, appelés *sémaphores*, destinés à faire connaître à l'autorité maritime l'arrivée et les manœuvres des bâtiments venant du large, naviguant et croisant à la vue des côtes et devant les ports. Ces séma-

Digitized by Google

phores, dont le fonctionnement était soumis à toutes les lenteurs et à toutes les imperfections de nos anciens télégraphes aériens, ne pouvaient avoir, par conséquent, qu'une action bien restreinte. Insuffisants pour la sûreté de nos côtes, ils étaient à peu près sans utilité pour la navigation. A cet état de choses a succédé, grâce à la télégraphie électrique, une admirable organisation de correspondance maritime. Il y a quelques années, les sémaphores ne pouvaient être établis que dans des conditions exceptionnelles et dans le voisinage de nos grands ports; leur nombre était donc très limité. Aujourd'hui, ils peuvent être multipliés selon les besoins auxquels ils sont appelés à répondre. Reliés aux bureaux télégraphiques les plus voisins par des câbles sous-marins, ils ont pu être établis sans inconvénient sur les points les plus escarpés du littoral comme dans les îlots les plus éloignés de nos côtes. Au point de vue de la sûreté du pays, les résultats de cette nouvelle application de la télégraphie sont immenses; au point de vue des intérêts de la marine, ils sont incalculables.

Jusqu'au 1er janvier 1865, les télégraphes électro-sémaphoriques s'étaient bornés à transmettre les dépêches officielles; à partir de cette époque, ils ont été ouverts à la correspondance privée, et notre réseau télégraphique a compté 150 bureaux de plus. Désormais, les navires de cabotage qui côtoient notre littoral pourront pour ainsi dire chaque jour tenir leurs armateurs au courant de leur marche et de leurs transactions. Les bâtiments de long cours, si fréquemment obligés de relâcher avant leur entrée dans le port destinataire, pourront fournir à leurs armateurs et assureurs les renseignements les plus précis sur l'état de leurs marchandises, dont la vente peut être ainsi effectuée avant leur arrivée. Tout en assurant les intérêts si considérables qui s'attachent à la fortune d'un navire, la télégraphie va donc donner une plus grande activité à nos ports. Au point de vue des dangers de la mer, les télégraphes électro-sémaphoriques sont appelés à rendre les plus grands services, en permettant au guetteurs de signaler immédiatement aux autorités maritimes et aux bâtiments de guerre les plus voisins les navires en détresse. Le guetteur joue, en outre, un rôle important quant aux renseignements météorologiques; c'est lui qui les fournit; transmis de port en port, ils guident les navires et les soustrayent ainsi à des périls imminents. Nous devons ajouter, à l'honneur de l'administration française, que les côtes de l'Empire étaient naguère encore les seules où la télégraphie sémaphorique eût été constituée. Un décret du 17 septembre 1867 a organisé en Portugal un service analogue; ce décret est la reproduction à peu près textuelle du décret français rendu le 22 octobre 1866.

Digitized by Google

V

ORGANISATION DU PERSONNEL.

C'est une ordonnance royale du 28 août 1833 qui régissait encore le personnel télégraphique en 1853, c'est-à-dire huit années après la première application pratique dans notre pays des principes de l'électricité à la transmission des signaux. La première organisation du service électrique dut donc être préparée par le nouveau directeur général.

Dans le rapport qui accompagnait le projet de décret soumis à la signature de l'Empereur, M. de Persigny exposa les motifs qui rendaient nécessaires des modifications radicales dans l'organisation du service. Dans le système de la télégraphie aérienne, les directeurs, placés exclusivement aux points les plus importants des lignes, possédaient seuls les secrets des dépêches que leur faisaient parvenir des stationnaires échelonnés dans les postes intermédiaires, et qui n'avaient d'autre mission que celle de reproduire des signaux qu'ils ne comprenaient point. Le nombre restreint des directions, la gravité des fonctions confiées aux directeurs, permettaient de donner à ces agents un traitement élevé, une importance considérable. Chefs de tout le service de la ligne, ils devaient avoir autorité sur les inspecteurs chargés de parcourir les postes télégraphiques pour s'assurer de la présence des stationnaires. Dans le système électrique, avec l'organisation de la correspondance privée, dont les stationnaires connaissent tous les secrets, cet état de choses ne pouvait être maintenu. Chacune des stations télégraphiques (et il y en avait déjà 105) était devenue une direction, et en même temps que le nombre des directeurs s'était accru, les agents avaient vu diminuer leur importance; l'autorité qu'ils exerçaient sur la ligne aérienne était circonscrite dans la station électrique. Au contraire, le rôle des inspecteurs, de secondaire qu'il était, était devenu principal : chargés d'entretenir un matériel beaucoup plus important, d'assurer et de centraliser tout le service dans la subdivision confiée à leurs soins, de contrôler les transmissions des chemins de fer, ils devaient pouvoir pénétrer à toute heure dans toutes les stations, dans le cabinet même du directeur. Il était donc devenu indispensable de modifier leurs attributions et de les placer au-dessus des directeurs qu'ils devaient inspecter.

Avec un service ainsi organisé, avec une comptabilité qui embrassait un matériel considérable et tendait sans cesse à s'accroître, en

Digitized by Google

présence de recettes qui dépassaient déjà 2,500,000 fr., il avait paru nécessaire d'organiser une surveillance active et un contrôle sérieux. Pour atteindre ce résultat, on avait divisé le réseau télégraphique en plusieurs circonscriptions et mis à la tête de chacune d'elles un directeur principal responsable de tout le service. Ce fonctionnaire, résidant au centre de sa circonscription, connaissant parfaitement son personnel, pouvait vérifier dans les bureaux mêmes la comptabilité et devait imprimer aux différentes parties du service une impulsion qui avait manqué jusqu'alors. Enfin, le personne linférieur, qui pouvait désormais aspirer à tous les emplois, était recruté au moyen d'un concours analogue à celui des autres administrations.

Cette organisation, remarquable par la simplicité de ses rouages, n'entraînait aucune augmentation de dépenses et était parfaitement appropriée à un service dont le développement devait pouvoir s'effectuer sans secousses. Aussi est-elle encore en vigueur dans ses dispositions principales et n'a-t-elle subi pendant quelques années une fâcheuse altération qu'au détriment du service. En effet, l'organisation du 29 novembre 1858, qui a régi la télégraphie pendant deux ans, ne répondait en rien aux exigences du service. Le personnel supérieur, comprenant les directeurs divisionnaires et les inspecteurs, fut groupé dans un petit nombre de villes. Le contrôle, s'exerçant ainsi à de grandes distances, devint le plus souvent illusoire, et les travaux de construction et de réparation ne pouvant se faire sans la présence de l'inspecteur sur les lieux mêmes, tout devint difficile et onéreux. Paris fut le siége de neuf directions divisionnaires rayonnant soit sur Paris, soit sur la province. A ces directions divisionnaires correspondaient au moins 14 inspections, de telle façon que les environs de la capitale, à un rayon de 25 à 40 lieues, étaient complétement dépourvus d'employés supérieurs. Telle inspection rayonnait jusqu'à Châlons-sur-Marne, telle autre jusqu'à Auxerre, telle autre enfin jusqu'à Troyes; si bien que toutes les stations intermédiaires étaient dépourvues de contrôle immédiat, sérieux, et livrées, en cas de troubles publics, aux incertitudes d'employés subalternes.

Si nous passons à l'examen du côté financier, nous voyons que cette organisation était inutilement onéreuse pour le Trésor. On comptait à Paris en 1860 : 12 inspecteurs généraux, 11 directeurs divisionnaires (y compris les fonctionnaires chargés de services spéciaux), 14 inspecteurs, 3 élèves-inspecteurs. On se demande avec effroi à quel chiffre devaient s'élever les frais de route attribués par les règlements à ces fonctionnaires. Un inspecteur de Paris en tournée ordinaire, et allant soit à Châlons-sur-Marne, soit à

Digitized by Google

Auxerre, soit à Troyes, etc., effectuait en moyenne, aller et retour, un voyage de 280 à 300 kilomètres. En province, les mêmes abus se présentaient à peu près sous les mêmes formes. Mais si l'on avait multiplié outre mesure en France, et à Paris surtout, les emplois supérieurs, par une étrange anomalie, tout le service télégraphique de l'Algérie, dont l'importance politique était si considérable que l'ancienne administration avait cru devoir mettre à sa tête un inspecteur général, fut placé sous les ordres d'un simple directeur divisionnaire de troisième classe. Ce fonctionnaire avait cependant à diriger un personnel de plus de 300 fonctionnaires et agents. Les circonscriptions des directeurs divisionnaires étant ainsi complétement arbitraires, il en résultait des remaniements incessants, qui jetaient le plus grand désordre dans le service administratif. Quant aux préfets, il se trouvaient, au milieu de cette confusion, dans une situation plus mauvaise encore, si c'est possible. Etant le plus souvent en rapport avec trois ou quatre directeurs divisionnaires, ils ne savaient presque jamais, quand il se produisait une réclamation, à qui ils devaient s'adresser. Ces faits se renouvelaient presque journellement.

Cette organisation présentait donc de graves inconvénients et entraînait, sans profit pour le service, des dépenses considérables. Aussi cessa-t-elle d'exister avec l'administration qui l'avait provoquée. La direction générale fut rétablie le 14 décembre 1860, et l'organisation du 1er juin 1854 fut remise en vigueur, après avoir subi toutefois les modifications nécessitées par le développement du service. Si au début, lorsque les préoccupations de l'administration avaient dû se porter presque exclusivement sur la création du réseau principal, il n'avait pas été possible de tenir compte de la circonscription départementale, il fut reconnu indispensable d'adopter cette organisation commune à tous les grands services publics dès que fut décidée la création du réseau cantonal. A partir de ce moment, le chef-lieu de préfecture était en effet appelé à devenir le centre de toutes les transmissions du département, et il était dès lors nécessaire d'y fixer la résidence des fonctionnaires chargés de la direction et du contrôle du service. Quant aux grandes artères télégraphiques, elles furent en outre placées sous la haute surveillance et la responsabilité de douze inspecteurs divisionnaires.

Les cadres actuels du service télégraphique comprennent : 1 directeur général, 4 inspecteurs généraux, 12 inspecteurs divisionnaires, 80 inspecteurs, 40 sous-inspecteurs, 92 directeurs des transmissions; traducteurs, chefs de stations, élèves des lignes télégraphiques, commis principaux, employés, chefs surveillants, surveillants et facteurs, en nombre suffisant pour les besoins du service.

Digitized by Google

On voit donc que le plan primitif de cet ensemble avait été assez bien conçu pour qu'il ait été possible de le modifier par des changements graduels, sans troubler en rien la marche du service. Un pareil résultat est évidemment pour l'administrateur chargé de la difficile mission d'organiser un service nouveau le succès le plus éclatant qu'il lui soit donné d'obtenir. Il y a lieu de remarquer que les différentes modifications subies par l'organisation télégraphique ont toujours eu pour effet d'améliorer la condition de tous les agents. Il serait intéressant de suivre ces transformations dans les divers rangs de la hiérarchie administrative; mais cette étude nous entraînerait hors des limites qui nous sont assignées. Nous nous occuperons donc spécialement de la catégorie la plus nombreuse, celle des employés. Le décret du 24 août 1833 avait créé : 150 stationnaires de première classe à 730 f.; 80 stationnaires de deuxième classe à 547 fr.; 70 stationnaires de troisième classe à 456 fr. Le grade d'élève-inspecteur, au traitement annuel de 1,200 fr., servait d'intermédiaire entre les rangs inférieurs et les positions supérieures. Il était obtenu au moyen d'un concours. L'avancement était long et difficile : un quart au plus des fonctions d'élève-inspecteur était réservé sans examen aux stationnaires de première classe qui s'étaient le plus distingués par leur capacité et leur bonne conduite. A partir de l'année 1846, la télégraphie électrique tendit à supprimer la télégraphie aérienne ; le nouveau service se substitua peu à peu à l'ancien. Enfin, le 4 juin 1854, il fut définitivement organisé. On créa trois classes d'employés, dont les traitements furent fixés à 1,000, 1,200 et 1,500 fr., et on cessa de recruter les employés supérieurs à l'Ecole polytechnique. Cette amélioration dans la situation des employés s'explique par la nécessité où se trouvait l'administration de composer son personnel inférieur avec des hommes jeunes et instruits, que l'espoir d'un facile avancement devait séduire. Cependant les besoins du service augmentaient de jour en jour; il fallut appeler de nouveaux employés, et pour en faciliter le recrutement, on porta leurs appointements à 1,200, 1,400 et 1,600 fr. La réorganisation du 29 novembre 1858 améliora encore un peu la situation des employés sous le rapport du traitement, qui fut fixé à 1,200, 1,500 et 1,800 fr.; mais l'avancement fut rendu beaucoup plus difficile par suite de la disposition qui réservait aux anciens élèves de l'Ecole polytechnique le plus grand nombre des emplois supérieurs.

Nous arrivons maintenant au décret du 20 janvier 1862; les appointements des employés sont élevés à 1,400, 1,600 et 1,800 fr.; ces avantages sont encore accrus par l'institution de deux nouveaux grades (ceux de sous-inspecteur et de commis principal) et par une

Digitized by Google

réduction considérable dans le nombre des élèves de l'Ecole polytechnique admis dans le service. Enfin, le décret du 28 janvier 1865 a divisé les employés en cinq classes, aux appointements de 1,400, 1,600, 1,800, 2,100 et 2,400 fr. Autrefois un grand nombre d'entre eux n'aurait pas pu arriver au grade de chef de station, c'est-à-dire au traitement de 2,200 fr.; tous peuvent aujourd'hui prétendre à des appointements plus élevés.

En résumé, si nous comparons le décret de 1865 avec l'ordonnance de 1833, nous voyons que le traitement des employés a été triplé ; il a été doublé depuis l'établissement de la télégraphie électrique. Cependant la situation des agents du service télégraphique laisse encore beaucoup à désirer. Comment empêcher, en effet, que dans un service né d'hier, où les chefs sont presque aussi jeunes que leurs subordonnés, l'employé ne s'immobilise pas dans les rangs intermédiaires ? La commission de la Chambre chargée cette année d'examiner le projet de loi sur la réduction des taxes s'est émue de cet état de choses. Elle a compris combien était pénible un travail de jour et de nuit, qui exige une tension continuelle d'esprit et n'offre à celui qui l'accomplit aujourd'hui aucun des avantages que l'avancement normal procure dans d'autres services. Espérons que ces excellentes dispositions de la Chambre, si bien secondées par l'esprit d'initiative de la direction générale, permettront de remédier à cette situation, et, à ce sujet, nous ferons valoir une autre considération qui est bien de nature à appeler l'attention du gouvernement. Par suite du développement du service, des progrès de la science, et par conséquent de la nécessité de remplacer dans un grand nombre de bureaux des appareils qui ne suffisent plus à l'écoulement des dépêches, le personnel de ces bureaux doit être assez souvent augmenté ou remanié. Il en résulte pour les employés, et quels que soient les tempéraments apportés par l'administration dans l'exécution de ces mesures, des changements de résidence assez fréquents et fort onéreux. Ces exigences du service créent donc une situation à part au personnel télégraphique, et il y a d'autant plus lieu de lui en tenir compte, qu'aucune régie financière n'est assurément administrée aussi économiquement.

VI

RÉFORME TÉLÉGRAPHIQUE.

Le télégraphe aérien n'aurait pu être mis à la disposition des intérêts privés ; des obstacles matériels presque insurmontables s'y opposaient. Les brumes, les brouillards, les pluies, les neiges in-

Digitized by Google

terrompaient souvent la correspondance aérienne durant le jour; pendant la nuit, c'est-à-dire pendant la moitié du temps, il n'y avait aucune transmission possible avec les moyens dont on disposait dans la pratique. Indépendamment de ces difficultés, on ne pouvait obtenir du système aérien une rapidité suffisante ; ses signaux se succédaient si lentement, que la transmission même d'un petit nombre de mots eût toujours demandé beaucoup de temps. Comment, dès lors, admettre le public à se servir d'un instrument de correspondance qui avait déjà bien de la peine à suffire aux besoins de l'administration? D'un autre côté, il n'eût pas été prudent de concéder à des particuliers le droit d'organiser un service télégraphique, car un système aussi peu régulier, aussi incomplet ne permettant pas de faire jouir la masse du public des avantages de cette institution, elle eût eu nécessairement pour résultat de favoriser les manœuvres de quelques spéculateurs. L'invention de la télégraphie électrique a fait disparaître tous ces obstacles, et la correspondance télégraphique a pris en quelques années un si rapide développement et a pénétré à tel point dans nos mœurs, qu'une suspension de ce service, pendant quelques jours seulement, jetterait désormais dans les relations sociales une perturbation dont on ne saurait mesurer les conséquences.

Par suite de l'excessive lenteur apportée dans l'établissement de nos premières lignes électriques, le public français a été presque le dernier admis à se servir du télégraphe. Tandis qu'en Angleterre, aux Etats-Unis, en Prusse, en Hollande, en Autriche, le commerce était en possession de l'usage de lignes télégraphiques traversant les Etats de ces puissances d'une extrémité à l'autre, la France possédait un réseau d'un développement inférieur à 500 kilomètres. Enfin, le 1er mars 1850, M. Ferdinand Barrot, ministre de l'intérieur, présenta à l'Assemblée législative le premier projet de loi sur la correspondance télégraphique privée, et la discussion s'ouvrit le 3 juillet de la même année, pour être continuée les 18, 27 et 28 novembre suivants. L'application de l'électricité à la transmission des dépêches avait rencontré plus d'un incrédule parmi les orateurs les plus éminents de la Chambre de 1844; l'avenir de la télégraphie comme instrument de correspondance privée ne fut pas mieux pressenti par quelques-uns des législateurs de 1850. C'est ainsi que M. Le Verrier lui-même répondait à un de ses collègues, qui, plus confiant, proposait de fixer immédiatement à 2 fr. le prix de la dépêche simple : « M. Savoye se fait une idée complétement inexacte du rôle que la télégraphie électrique est appelée à jouer.... Eh bien, la télégraphie électrique ne servira pas même à ces correspondances de famille dont nous parlait l'honorable M. Savoye. Effectivement,

Digitized by Google

vous allez avoir un chemin de fer sur la ligne de Lyon qui y conduira en dix heures ; croyez-vous que, même en adoptant le tarif de M. Savoye, ces communications insignifiantes de famille ou faites à plaisir seront portées au télégraphe électrique ? En aucune façon : elles suivront naturellement la voie ordinaire du chemin de fer. La télégraphie électrique sera réservée à des intérêts considérables. » Nous n'avons pas besoin de dire que M. Le Verrier a été un mauvais prophète. Les *dépêches de famille* tiennent une place énorme dans les transmissions télégraphiques, et leur nombre tend à s'accroître chaque jour.

Quant à la taxe uniforme de 2 fr. proposée par M. Savoye, et qui, considérée alors comme une utopie, fut repoussée à la presque unanimité, elle devait être adoptée onze ans après sans qu'une seule voix s'élevât pour la combattre. Il faut ajouter que les raisons, très spécieuses du reste, sur lesquelles s'appuyait la commission de la Chambre pour faire admettre la taxe proportionnelle aux distances, ne trouveraient plus aujourd'hui de défenseur ; il nous paraît utile de les faire connaître, car elles ont eu pour conséquence de retarder pendant un laps de temps beaucoup trop long la réduction des taxes : « Lorsqu'on transmet des dépêches au moyen d'un service de poste, on comprend qu'on puisse soutenir que le prix de chaque dépêche doit être le même, quelle que soit la distance, parce que la dépense du courrier n'est pas augmentée en raison du nombre des lettres qu'il emporte avec lui. Mais, pour la télégraphie électrique, il n'en est pas ainsi. Vous n'avez qu'un fil, qu'une ligne ; vous pouvez n'employer qu'une certaine partie de cette ligne, ou bien la monopoliser complétement à votre profit et empêcher qu'une autre dépêche puisse passer sur la ligne. — Voyez la situation dans laquelle vous placeriez ceux qui ont des dépêches à envoyer, si vous vouliez que le prix fût invariable : divisons la ligne de Paris à Lyon en trois parties, de Paris à Tonnerre, de Tonnerre à Dijon et de Dijon à Lyon ; il arriverait que le gouvernement aurait intérêt à arrêter une dépêche qui devrait passer de Paris à Lyon, pour transmettre des dépêches entre les lieux intermédiaires, car ainsi le télégraphe pourrait rapporter trois fois plus à l'administration. En un mot, celui qui demande l'emploi du télégraphe de Paris à Lyon arrête toute la transmission intermédiaire à son profit. Celui, au contraire, qui ne l'emploie que de Paris à Tonnerre laisse subsister la ligne pour ceux qui veulent la faire fonctionner de Tonnerre à Dijon ou de Dijon à Lyon. »

Voilà à coup sûr des arguments armés de toutes pièces et qui semblent s'appuyer sur la logique la plus serrée comme la plus irrésistible. Eh bien, qu'est-il advenu de tous ces beaux raisonne-

Digitized by Google

ments avec lesquels on gouverne trop facilement les hommes et les choses? — La taxe uniforme existe aujourd'hui non-seulement pour les dépêches intérieures, mais encore pour les correspondances internationales, grâce à l'initiative de l'administration française.

Quant au montant de la taxe, les vœux que M. Savoye formulait avec timidité, et que la Chambre rejetait comme une utopie, seraient aujourd'hui considérés comme rétrogrades et surannés; — après une courte discussion, le Corps législatif a, cette année, adopté à l'unanimité le projet de loi suivant :

Article 1er. — A partir de la promulgation de la présente loi, la taxe applicable aux correspondances circulant entre deux bureaux d'un même département est fixée à *cinquante* centimes par dépêche ne dépassant pas vingt mots.

Art. 2. — A partir du 1er novembre 1869, la taxe applicable aux correspondances circulant entre deux bureaux quelconques de l'Empire, en dehors du cas prévu à l'article précédent, est fixée à *un* franc par dépêche ne dépassant pas vingt mots.

Un décret impérial pourra fixer à une date antérieure au 1er novembre 1869 l'application de la taxe établie par le § 1er du présent article.

Art. 3. — Les taxes fixées aux deux articles précédents sont augmentées de moitié par série ou fraction de série supplémentaire de dix mots.

Art. 4. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à faire concourir le service télégraphique aux envois d'argent par la poste.

La réforme que cette loi vient de consacrer dote[1] la France d'un tarif plus libéral que celui de tous les grands Etats. En effet, en Angleterre les taxes varient aujourd'hui de 1 fr. 25 à 1 fr. 87 et 2 fr. 50; en Prusse, de 0 fr. 78 à 1 fr. 56 et 2 fr. 34; en Italie, de 1 fr. 20 à 2 fr. 40; en Russie, de 2 fr. à 24 fr.; en Autriche, enfin, la taxe moyenne est de 1 fr. 75.

Tout donne lieu de croire que la réduction de taxe à l'intérieur de la France appellera une réduction correspondante sur le prix des dépêches internationales. Déjà un premier succès vient d'être obtenu en ce qui concerne nos correspondances avec l'Angleterre, où la télégraphie est restée jusqu'à présent dans le domaine de l'industrie privée; à la suite de négocations engagées avec la Compagnie des câbles sous-marins, on a pu ramener à 4 francs la taxe des dépêches échangées entre la France et Londres, qui constituent les trois quarts de nos dépêches avec l'Angleterre, et à 6 francs la taxe de celles destinées à un point quelconque au delà de Londres. On sait que les dépêches échangées avec ce pays étaient précédemment

[1] Cette loi est votée depuis six mois : pourquoi n'est-elle pas encore promulguée ?

Digitized by Google

soumises, suivant les zones, à des taxes qui croissaient pour le territoire français de 1 fr. 50 à 7 fr. 50.

Le nombre des dépêches internationales s'est surtout accru dans les dernières années. Il faut en trouver la cause dans les améliorations de service introduites par le congrès international tenu à Paris en 1865. Ces améliorations ont consisté principalement dans des réductions de taxes importantes ; dans l'application d'un tarif uniforme pour chaque Etat, ce qui a rendu facile au public le calcul des taxes ; dans l'admission à la correspondance privée de toutes les langues européennes, etc.

Une des innovations les plus hardies qui soient sorties des délibérations de la conférence internationale est la faculté accordée aux correspondants de faire usage de chiffres secrets. Par cette mesure, proposée par la France, les télégrammes peuvent prendre le caractère de véritables lettres closes transmises instantanément à leur destination. Enfin, un utile résultat à signaler aussi est l'adoption du franc pour unité monétaire dans le règlement des comptes internationaux.

La télégraphie a donc reçu, surtout dans ces dernières années, une impulsion vigoureuse, et réalisé de remarquables progrès dont le public recueille chaque jour les fruits. C'est lui, en effet, qui, avant tout, a profité des diminutions de taxes, de l'ouverture de bureaux nouveaux, de la création de nouvelles lignes, du perfectionnement des appareils, et enfin de toutes ces combinaisons ingénieuses qui répondent si bien aux exigences diverses de la correspondance télégraphique.

VII

CONCLUSIONS

Telle est, dans son ensemble, l'organisation du service télégraphique. Il nous reste maintenant à dire quel est le secret de ce souffle libéral et fécond qui anime cette administration jusque dans ses rouages les plus secondaires. La télégraphie électrique était encore dans son enfance quand M. le vicomte de Vougy fut chargé de présider à son développement. Il se voua dès lors tout entier à cette œuvre, et, pendant douze ans, il lui a consacré une activité infatigable et cette intelligence pratique des affaires qui assure au petit nombre d'hommes qui l'ont acquise une si incontestable supério-

Digitized by Google

rité. C'est cette unité de vues et d'efforts, c'est cette énergie qu'aucun obstacle n'a pu décourager, qui ont permis à la France d'accomplir en peu d'années, et sans rien livrer au hasard, la réforme télégraphique la plus radicale, et de prendre ainsi une éclatante revanche sur l'Angleterre, qui nous avait devancés dans la réforme postale. Le Corps législatif est particulièrement convaincu de l'esprit progressif de l'administration télégraphique ; il en a donné une nouvelle preuve en repoussant tous les amendements qui se se sont produits dans la dernière discussion sur la réduction des taxes et en votant la loi à l'unanimité. Cette sympathie et cette confiance viennent uniquement de ce qu'aucun membre de la Chambre n'ignore aujourd'hui le mécanisme de la télégraphie. Tous, du moins, ont été admis à l'étudier dans ses moindres détails, et tel député qui avait été jadis un adversaire de cette administration a pu dire, comme M. le baron Eschassériaux, rapporteur de la commission : « Ma visite à l'administration centrale des lignes télégraphiques m'a offert le spectacle intéressant d'un service qui unit à une activité fébrile une régularité et un ordre parfaits[1]. »

OCTAVE MERCIER.

[1] Quel malheur que cet « ordre parfait » mette en retard certaines dépêches de vingt-quatre heures et ne parvienne pas toujours à leur faire parcourir en deux heures 180 kilomètres ! Il y aurait de nombreuses et sévères critiques à adresser à notre administration télégraphique ; il faut espérer qu'elle saisira l'occasion de l'abaissement des tarifs pour introduire quelques améliorations urgentes, particulièrement dans la rapidité des expéditions et dans le service des exprès dans les campagnes. (*Note du Directeur.*)

Digitized by Google

DEUX MOIS EN ESPAGNE

QUATRIÈME PARTIE

LA MANCHE. — LA SIERRA MORENA. — GRENADE; L'ALHAMBRA; LE GÉNÉRALIFE; LES EAUX ET LES FLEURS. — LE PIC DE MULHACEN. — LA SIERRA NEVADA ET LES ALPUJARRAS. — MALAGA; LA CAMPAGNE. — LA MÉDITERRANÉE. — GIBRALTAR. — CADIX. — LE COMMERCE MARITIME. — L'ANDALOUSIE. — LA CULTURE. — XÉRÈS. — SÉVILLE; LES PROCESSIONS; LA CATHÉDRALE; L'ALCAZAR.

I

L'Andalousie m'attirait; Tolède visité, je ne rêvais plus que Grenade, Séville, Cordoue, Cadix. C'est vers Grenade que je me dirigeai d'abord; ce nom a une irrésistible magie. Je rejoignis le chemin de fer de l'Andalousie à Castillejo, sur les confins de la Manche, et nous ne tardâmes pas à nous engager en cette triste, pierreuse et désolée province. Je n'avais de ma vie contemplé de plus mornes aspects, des plaines plus sèches, des horizons plus plats. Rien; à peine çà et là un léger renflement de terrain au pied duquel croupit une mare d'eau saumâtre. Et des pierres, et une terre grise, crevassée! D'arbres, pas le moindre vestige; de maisons, quelques groupes çà et là, jaunes, pauvreteuses, délabrées, cuisant au soleil. Tout a l'air d'être en proie à une soif inextinguible : les champs, les maisons et les rares habitants qu'on rencontre. Le sol est fertile en céréales, mais encore faut-il qu'il pleuve. Quand l'hiver, comme celui de 1867 à 1868, se passe sans pluie,

[1] Voir la *Revue contemporaine*.

Digitized by Google

adieu la récolte ; rien ne germe, ou si peu, que c'est à peine si le sol se couvre d'un léger duvet ; et même cette verdure sans racine périt-elle aux premières chaudes et brûlantes caresses du soleil d'avril. Rien ne repose la vue de cette sécheresse aride ; pas une belle ligne comme on en voit au moins dans les Castilles, terres nues aussi, mais fièrement ondulées et qui profilent leurs monts violets sur le ciel bleu. Ici, tout est plat et mélancolique. Ce vaste plateau est çà et là couvert de lacs, ou plutôt d'étangs salés où croissent des herbes et des plantes marines, des varechs, du kali, avec lesquels on fait de la soude ; on en extrait même en certains endroits du sel marin. C'est une chose singulière que, à près de deux mille pieds au-dessus du niveau des mers, on trouve ces plaines salées. Proviennent-elles d'un soulèvement récent ? La mer en a-t-elle autrefois recouvert la surface ? Cela est bien probable. Le peu de pluie qui y tombe annuellement a empêché la dissolution des sels et la formation d'un humus suffisant. Mais ce qui s'explique moins, c'est que ces mares salées ne se soient pas encore évaporées. Les savants espagnols ont dû expliquer ces phénomènes, mais il n'entre pas dans mon plan de me livrer à ces recherches. Je ne puis que constater le fait.

Les Arabes avaient nommé cette contrée *Manxa*, terre desséchée, et jamais nom ne fut mieux appliqué ; ce ne sont que tas de pierres ; on dirait que le sol en produit, et on conçoit que la noble monture de Don Quichotte n'eût que cela à manger. On traverse Alcazar, entouré de moulins à vents ; on passe près de Argamasilla de Alba, village désormais immortel d'où partit le grand chevalier pour accomplir ses exploits. Telle est la puissance du génie qu'il donne aux fictions qu'il crée une existence réelle, plus réelle que celle de certains personnages historiques qui n'ont pas eu le bonheur de rencontrer sur leur chemin le grand constructeur d'édifice dont parle Horace. Pour tout le monde, ici, Don Quichotte a existé ; nier qu'il se soit assis sur cette pierre, c'est s'exposer à être hué. Il en est de même, en Ecosse, pour la plupart des héros des poèmes de Walter Scott.

On arrive à Mançanarès à travers ce pays vraiment splénétique ; mais à partir de ce point, le terrain commence à s'accidenter un peu. Val de Peñas, célèbre par ses vins, qui seraient exquis si on les confectionnait avec plus de soin, Val de Peñas est encore dans la plaine, mais déjà, à l'horizon, on aperçoit les crêtes de la sierra Morena. De ce côté, ces sommets ne se présentent point avec une grande élévation, puisque le plateau court aux deux tiers de leur hauteur. En effet, à Almuradiel on est encore à plus de deux mille

Digitized by Google

pieds au-dessus du niveau de la mer, tandis qu'à Menjibar, à moins de 70 kilomètres de là, on n'en est plus qu'à 600 pieds.

La traversée de la sierra est vraiment remarquable. Le fameux défilé de Despeñaperros offre surtout des aspects saisissants. Ravins profonds sur lesquels surplombent d'immenses roches bleuâtres, revêtant les formes de tours et d'aiguilles, couronnées de verdure, de pins et de bouleaux, sombres, tristes, imposantes. On descend toujours accroché aux flancs des grands rocs. Là-bas, à droite, c'est Baylen, nom néfaste, une de nos expiations ; on montre Iéna, Friedland, mais on cache Baylen ; j'estime pourtant qu'il serait salutaire de faire lire aux peuples ces tristes pages, pour leur faire prendre en dégoût des luttes déplorables ou fratricides. A droite, Navas de Tolosa, une des gloires de l'Espagne catholique, victoire superbe, utile aux rois, mais, comme nous l'avons expliqué, fatale au peuple, qui ne sut vaincre que pour être asservi.

Peu à peu les aspects changent, le climat aussi ; d'âpre et vif l'air devient tiède ; les horizons s'agrandissent ; les champs apparaissent verts ; l'olivier peuple le flanc des collines ; des tons plus chauds s'allument. Voici les aloès épanouissant leurs feuilles armées de dards aigus ; puis, à gauche, un fleuve qui descend nonchalamment entre deux rangées de collines rougeâtres. C'est le Guadalquivir! Je le saluai avec transport ; j'étais en Andalousie, en cette Andalousie rieuse, riante et poétique, objet de tant de chansons et de rêves. Tout, en effet, était changé autour de moi : la terre, le ciel, la végétation, l'air. Tout revêtait un charme jusqu'alors inconnu, et je ne sais quelles effluves couraient dans l'atmosphère. Nous arrivâmes à Menjibar, d'où une diligence partait pour Grenade. Je montai sur l'impériale de cet étrange véhicule, attelé de dix mules, et quelques instants après, à ma grande joie, nous roulions sur la route de Jaen. Les routes d'Espagne ne sont pas douces, qu'importe? la poussière y vole à torrents, qu'importe encore ? le soleil y darde des rayons enflammés, tout cela ne fait rien : on est en Andalousie, dix mules vous emportent au galop à travers des champs d'oliviers et de caroubiers, Jaen est devant vous, Grenade est le but, le postillon fouette et crie, les mules agitent leurs grelots, les montagnes ruissellent de lumière, on jouit par l'âme et les sens, on n'est point fatigué, on est joyeux !

Jaen ! En entrant en cette ville singulière, il me sembla que pour la première fois j'entrais en Espagne. Sur la place publique, deux ou trois cents individus, noblement drapés dans leurs capas couleur amadou, le front couvert d'un chapeau de velours, cône tronqué aux rebords arrondis et relevés en forme de turban, la cigarette à la bouche, se tenaient nonchalamment couchés sur des bancs de

Digitized by Google

pierre, au grand soleil, presque sans mouvement. Personne à l'ombre des magnifiques platanes qui garnissent cette place. Des femmes venaient puiser de l'eau à une fontaine voisine et s'en allaient, pieds nus, leur amphore sur la tête, sveltes et droites, gracieuses sinon belles, les bras relevés, la poitrine couverte d'un petit châle rouge. On eût dit des canéphores antiques. L'habitude de porter des fardeaux sur la tête donne aux femmes une attitude droite et noble. Leurs formes se développent, les muscles se tendent; elles prennent un air résolu qui leur sied bien.

Jaen est accroupi aux pieds d'une montagne rousse, sur le flanc de laquelle court un vieux mur, débris de fortification arabe; tout est oriental ici : le pays, la ville et les habitants. La cathédrale aussi, ancienne mosquée fort originale, mais de la description de laquelle je ne veux pas fatiguer le lecteur après Burgos et Tolède. On quitte Jaen après deux heures d'arrêt, ce qui suffit amplement à visiter la ville, et l'on se met en route vers Grenade. Peu à peu on entre dans la sierra Elvira, montagne nue et pelée, aux fiers aspects. Les villages qu'on traverse sont pauvreteux, mais l'eau, une eau excellente, limpide et fraîche, y abonde. Ceux qui ont eu soif en leur vie comprendront que je note ce détail. C'est, en ces voyages, une grosse préoccupation que de boire : la chaleur et la poussière vous sèchent la gorge, et, à chaque arrêt, un bon verre d'eau vous rafraîchit et vous nettoie.

C'est vraiment un autre monde : maisons ouvertes, sans fenêtres, sans cheminées; à l'intérieur, trois ou quatre pièces réunies par des baies sans portes; tout se tient : la cuisine, la chambre à coucher, l'écurie. Un même badigeon au lait de chaux a blanchi les murs aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ces maisons ne sont autre chose que des cours couvertes divisées en compartiments. On change de mules et l'on repart. Et l'on rencontre sur la route, dans les gorges de la montagne, de longues files d'*arrieros* conduisant des troupes de mules chargées. Car, dans les endroits où les chemins de fer n'ont pas fait encore leur apparition, et ils sont en grand nombre, le roulage se fait à dos de mules. Le vin, l'huile se transportent dans des outres de peau; les oranges, les olives, le charbon de bois même se mettent dans des espèces de nattes et sont chargés sur des mules, qui les emportent ainsi à des distances souvent très grandes. Cela est, certainement, très pittoresque, d'autant plus que ces *arrieros* ont encore le costume andalous : culotte courte, veste de velours à boutons et épingle d'argent, ceinture rouge ou bleue et bonnet tombant. Pour le pittoresque, c'est fort bien, mais comme résultat commercial, c'est pauvre; et ainsi s'explique l'état d'anémie de ces malheureuses grandes lignes de chemins de fer qui traversent des pays admirables et fertiles, dont

Digitized by Google

on n'emporte presque rien. Cela tient au manque de routes verticales, au manque de services de roulage bien organisés qui puissent amener aux gares les productions du pays. On a vu, non loin d'une grande ligne ferrée, des exploitations importantes se ruiner, faute de débouchés. Une route y eût suffi. Mais, en Espagne, c'est une grosse affaire qu'une route, plus grosse encore qu'en France, où la viabilité, en dépit de tant d'efforts, laisse encore bien à désirer. On a créé en Espagne des chemins de fer pour relier à Madrid les villes principales du territoire, mais ils ne rendent pas la dixième partie de ce qu'on peut en attendre. Ce sont des canaux qu'aucune rivière n'alimente et qui restent presque à sec. Il faudrait des routes, beaucoup de routes. Les chemins de fer y gagneraient et la fortune publique aussi, et bien plus qu'eux.

II

Je défie l'être le plus sceptique, le plus dénué d'idéal et de poésie, d'aborder Grenade sans émotion. Grenade est une ville reine ; reine déchue, sans doute, de son antique splendeur, mais reine encore. Car, ce qu'on n'a pu lui enlever, c'est son ciel, son climat, sa végétation, c'est sa situation à l'extrémité de cette plaine admirable, au pied de ces chaînes de montagnes, la sierra Elvira qui va se confondre et se perdre en la sierra Nevada, et qui lui font une couronne d'une incomparable majesté. Ce qu'on ne peut lui enlever, c'est son nom, son histoire, ce souffle d'épopée héroïque qui enivre toujours un peu, même les esprits les plus froids. Ce qu'on ne peut lui enlever, c'est le pic de Mulhacen, qui se dresse, couvert de neige, à plus de dix mille pieds au-dessus de cette verdure merveilleuse, dans ce ciel éblouissant, et semble étendre sur la ville, comme l'a dit un auteur, un manteau d'hermine immaculée. Cette neige étincelant au soleil de l'Andalousie dans ce ciel d'azur a quelque chose de si délicieux, qu'à mon avis, nulle parole n'en peut donner une idée. Telle se présente Grenade, fière encore et noble malgré sa déchéance. Elle avait 400,000 habitants aux jours de sa grandeur ; 70,000 à peine lui restent. On la considère, cette ville unique, et elle charme, et elle plaît parce qu'elle est elle-même, originale et belle, de cette beauté particulière et vraie que nul ne peut contester. Tout y est : au nord, la sierra Elvira aux aspects sauvages et mélancoliques, nue et fauve ; au sud, la sierra Nevada, aux croupes verdoyantes, aux sommets neigeux ; à l'est, les contre-forts des deux montagnes qui se confondent en cet endroit et donnent naissance à une dernière colline, sur laquelle se dressent l'Alhamba

Digitized by Google

et le Généralife, palais dont les noms seuls font rêver; à l'ouest, la *Vega*, plaine immense, se déroulant à perte de vue, entre les deux montagnes qui s'éloignent l'une de l'autre, et vont se perdre à l'horizon. Les maisons de Grenade grimpent et rampent sur les flancs des collines et s'épandent dans la campagne; elles sont étranges, ces maisons, blanches, bleues, roses, jaunes quelquefois; peu de fenêtres à l'extérieur, beaucoup sur les cours intérieures, les patios!...

Sur les collines, une végétation vivante : des nopals, des cactus, des agaves, des figuiers, des grenadiers, des lauriers-roses en fleur, des pistachiers, tout cela pêle-mêle, pressé, sans ordre, sans art, se heurtant, s'étouffant, s'épanouissant avec une puissance, une vigueur qui étonnent et ravissent à la fois. Et des roses partout, et des arbres enfin, des arbres magnifiques, de vrais arbres. La promenade nommée *Alameda* est, à mon avis, l'une des plus merveilleuses qui soient au monde. Une quadruple rangée de magnifiques ormes noirs forme berceau au-dessus de la promenade; le Soleil fait de vains efforts pour en pénétrer le feuillage ; l'ombre se répand partout ; deux fontaines jaillissantes entretiennent une fraîcheur délicieuse et le Genil court et murmure gaiement sur son lit de cailloux, à quelques pas, à travers les arbres, on aperçoit comme un nuage argenté, resplendissant, le Mulhacen qui rayonne, sous sa couronne immaculée.

Des rues étroites et tortueuses, inondées de soleil ; çà et là un reste des temps anciens, une maison arabe qui s'effondre, un bazar mauresque, avec ses colonnettes de granit rose, vrai dédale de ruelles, où les boutiques, encombrées de marchandises éclatantes, attirent l'œil du visiteur; une autre rue, célèbre celle-là, même du temps des Arabes, le Zacatin, où l'on s'imagine voir errer des sultanes portées en chaise par les eunuques noirs ; le Darro, torrent fougueux qui descend des montagnes et traverse impétueusement la ville, soit en ravin, soit sous des voûtes, en grondant; de temps à autre, dans l'échancrure d'une rue, une grosse tour qui se profile sur le ciel d'un bleu cru : c'est l'Alhambra, c'est le rempart de l'Albaycin! Des physionomies disparates; une belle jeune femme, vêtue d'une robe verte à longue traîne, le front couvert d'un voile, glisse le long des murs et croise une gitana à l'œil noir, profond et hardi, aux dents blanches, aux cheveux crépus, au teint basané, aux jupes en lambeaux tombant sur une jambe nue et fièrement cambrée ; un dandy vêtu d'une redingote qui l'étouffe est heurté par un superbe Andalous à la veste brodée sur toutes les coutures, qui, à la ceinture, porte la célèbre et terrible *Navaja*, arme nationale qui fait encore des siennes quelque fois, rarement pourtant, il faut

Digitized by Google

en convenir : voilà ce qu'on rencontre en parcourant Grenade ; des fleurs aussi, partout, sous les vestibules, aux fenêtres, sur les toits ; elles pendent des terrasses, s'accrochent aux miradores et vont faire fête à leurs sœurs d'en bas. Rien n'est plus charmant, rien n'est plus gai, rien n'est plus gracieux.

On a beau faire, quand on vient des pays du nord, ici, il faut être en joie : ce ciel, ce soleil, cette eau, ces fleurs, cette verdure, cette ombre, ces profils de montagnes, cette ville qui sommeille le jour et s'éveille le soir, quand les acacias, les lauriers commencent à envoyer leurs bouffées de parfums, tout cela rit, parle, chante et enchante. Mais rester à Grenade deux heures sans courir à l'Alhambra est chose impossible. On y monte donc, et la rampe qui y donne accès, au milieu de beaux arbres, est déjà une promenade charmante. Toute cette partie de la colline, au temps des Maures, devait être enchanteresse; l'eau y courait de toutes parts et y répandait une fraîcheur délicieuse. Maintenant tout cela a disparu, les aqueducs se sont écroulés, les vasques sont sèches ou couvertes d'une mousse verdâtre. N'importe, cette entrée de l'Alhambra est grandiose encore, et il est aisé de se rendre compte de ce que ces jardins devaient être autrefois.

Parler de l'Alhambra, refaire pour la centième fois cette description si bien faite, mener par la main le lecteur en ces lieux si connus, à quoi bon? Ce qu'il importe, c'est donner l'impression que l'on ressent, c'est dire si l'on a été ému, et comment, et par quoi. La situation du palais est admirable. Il s'élève sur une plate-forme, à cent cinquante pieds au-dessus de la ville, qu'on aperçoit à droite et à gauche grimpant le long des collines. La vue qu'on en a, surtout quand on a fait l'ascension de la grosse tour de la Vela, est splendide : la ville, la Véga, les montagnes, au loin les bourgs et les villages, tout cela est baigné dans une atmosphère d'une limpidité, d'une transparence merveilleuses et telles que les distances disparaissent presque, ou du moins qu'on n'en a plus conscience. Les neiges de Mulhacen semblent suspendues au-dessus de vos têtes. On se retourne, et l'on a à ses pieds l'Alhambra. Mais combien nous voici loin de l'idée qu'on se fait d'un palais en Europe! Nos palais affectent en général un luxe architectural très grand, sinon toujours de très bon goût. Ici rien de pareil : de grands murs nus, en briques, revêtus de pisé jaunâtre ; murs de forteresse ou de prison, percés de rares et étroites fenêtres qui ne laissent pénétrer à l'intérieur qu'un jour avare, voilà les palais arabes. On entre, et l'éblouissement commence. Une vaste cour, un patio occupé tout entier par un bassin d'eau vive, entouré lui-même de myrtes et de fleurs odoriférantes; les murs soutenus par de frêles

Digitized by Google

colonnettes, couverts d'arabesques, inextricable fouillis de lignes où l'œil se perd ; au fond la tour de Comarès où s'ouvre la salle des Ambassadeurs, qui l'occupe tout entière.

Tout ce que l'imagination a pu rêver de plus étrange, de plus fantastique après une lecture des *Mille et une Nuits*, trouve ici sa réalisation. On parcourt fiévreux, non écrasé par la grandeur, mais ravi par le charme, la poésie pénétrante, l'élégance, la richesse inouïe, ces lieux où l'Orient a versé la magie de son art, si différent du nôtre ; on va de la salle des Ambassadeurs à la cour des Lions, à la salle de Justice ; on foule le marbre blanc, on touche ces murs garnis d'*azulejos* où sont écrit des versets du Coran ; on cherche à se reconnaître en ce dédale de lignes, d'arabesques qui courent sur les murs comme de quadruples guipures ; l'œil s'égare en ces voûtes, grandes, petites, fouillées les unes dans les autres, enchevêtrées, étincelant encore sur leurs facettes de vives couleurs rouges, bleues, jaunes : le jour ne pénètre en ces salles que par d'étroites ouvertures et par en haut, de telle sorte qu'il se répand partout, sur les murs, sur les courbes des coupoles, sur les angles coupés e taillés de mille façons, comme une clarté douce et moelleuse qui en estompe encore les contours. On y sent, on y respire une volupté de sens indicible, on comprend que les êtres qui habitaient de tels palais soient devenus à la fois fatalistes et sensuels ! C'est une atmosphère concentrée, un petit monde délicieux, mais séparé du monde, de la nature. A peine si, à travers une étroite fenêtre, le regard peut aller se perdre sur la campagne ; pour le reste, tout se replie à l'intérieur. L'eau vive courait partout. Cette cour des Lions dépasse tout ce qu'on peut imaginer. De frêles et élégantes colonnettes soutiennent des murs et des voûtes d'un dessin d'une extrême pureté, et toujours et partout l'arabesque court, s'enroule, va, revient, élégante ; pas un pan de mur qui n'en soit couvert ; c'est comme une dentelle tressée par la main des fées.

Les pavés partout sont de marbre ; les rigoles y sont creusées pour amener les eaux vives au centre de la cour des Lions. Chaque salle avait son bassin et son jet d'eau. Ce devait être un séjour admirable et étrangement voluptueux. Quand, par la pensée, on se reporte au temps des Maures, quand on anime, quand on peuple l'Alhambra, quand on se représente ces salles couvertes de tapis partout où l'eau ne coulait point, ornées de fleurs rares, odoriférantes, de meubles de prix, rehaussées de ces vives couleurs qui, aujourd'hui, se sont presque éteintes, quand on se représente ces rois maures et ces blanches sultanes errant nonchalamment sous ces galeries, sous ces voûtes qui ne reçoivent qu'un jour tamisé et discret, on ne peut s'empêcher de tressaillir et de concevoir que ces hommes étaient

Digitized by Google

parvenus à réaliser l'idéal de la sensualité, car s'il n'y avait rien ici pour le cœur et pour l'âme, le corps, sous tous les aspects, devait y trouver les plus douces en même temps que les plus vives sensations qu'on puisse rêver.

Au-dessous, la mosquée et les bains, et c'est là surtout qu'éclate, dans les combinaisons d'une intelligence raffinée, le génie oriental; les baignoires en marbre blanc, les lits de repos, la salle des musiciens, tout y est à sa place, charmant. On devait vivre là et jouir tout ensemble! Mais penser, non! Le corps emportait tout, rien ne restait pour l'intelligence, et après avoir vu l'Alhambra, la décadence des Maures, leur expulsion d'Espagne ne m'étonnent plus. Un peuple dont les souverains se complaisent en une telle mollesse est un peuple condamné, parce que la force lui fait défaut. Le royaume de Grenade, d'ailleurs, est de la décadence déjà; il ne brille que par le luxe et par certaines débauches. On était loin de ce grand khalifat de Cordoue, des trois Abderame, si fiers, si hardis, si puissants, si intelligents. Eux aussi élevaient des palais, mais ils ne s'y enfermaient point avec leurs femmes seules. Ils y appelaient des savants, des poètes, des médecins, des mathématiciens. Du jour où un pouvoir s'absorbe dans le culte des plaisirs matériels et y donne tous ses soins, il est condamné à périr.

Il ne reste de l'Alhambra que les appartements de réception; les appartements d'hiver ont été démolis par ordre de Charles-Quint, qui s'y trouvait à l'étroit et qui a commencé la construction d'un palais que ses successeurs ont laissé inachevé. C'est déjà une ruine, et on l'admirerait si elle ne s'était point posée là, sottement et inutilement, à la place de la partie la plus intéressante de l'Alhambra, déplorablement mutilé. Au reste, les rois d'Espagne ont agi vis-à-vis de ce palais, unique maintenant au monde sans doute, avec une barbarie inintelligente et qui révolte. Philippe II a fait badigeonner certaines galeries, enlever les plafonds de cèdre et de mélèze pour y substituer je ne sais quels odieux platras; aujourd'hui on cherche à restaurer ces galeries, mais l'œuvre est presque impossible. Dans la salle des Abencérages, on a arraché des murs les carreaux de faïence vernie pour en faire un parquet; et voulez-vous savoir pourquoi? Chacune de ces faïences porte le nom d'*Allah*, et en en garnissant le sol, les visiteurs foulent nécessairement aux pieds ce nom exécré. Voilà une dévotion intelligente?

Digitized by Google

III

Le Généralife était la maison, le palais d'été; il se profile en blanc au-dessus de l'Alhambra, sur la montagne grise; on y arrive par des rampes, au milieu d'une végétation vigoureuse et gracieuse à la fois. Les fleurs sont ici chez elles; c'est une débauche de roses, de myrtes, de géraniums, de verveines, de grenadiers. Ce Généralife est adorable; c'est une succession de galeries couvertes et ouvertes, où l'air circule librement et d'où le regard embrasse un horizon immense. Ville, plaine, montagne, verdure, neige, azur céleste, brise tiède, tout est charme et enchantement. Et l'eau vive gazouille dans les cours, dans les parterres; partout ce cher et ravissant murmure; on monte de terrasse en terrasse, et partout on retrouve cette eau limpide, soit en bassin, soit en ruisselets, serpentant à travers les fleurs, et l'on est à quatre cents pieds au-dessus de Grenade, et l'on a pour couronnement le front majestueux et éblouissant de la sierra Nevada. On monte encore, à travers les cyprès légendaires qui racontent des histoires de sultanes à faire pâmer d'aise les amateurs de contes arabes, et l'on trouve un escalier formant huit ou dix paliers; à chacun d'eux, une vasque et un jet d'eau; de chaque côté, dans des godets formant rampes, cette eau court et chante sous les roses, sous les œillets, sous les lauriers, sous mille fleurs! C'est un ravissement des yeux, du cœur, de tout l'être! La lumière, la fraîcheur, les parfums, les vastes horizons, les fleurs, les suaves murmures; on s'asseyerait là volontiers pour y rester! On y rêve d'Armide, et l'on comprend ces longs et terribles enchantements, si bien décrits par les poètes.

Au-dessus de ce jardin, la montagne se continue. J'escaladai la *Silla del Moro;* j'étais à mille pieds au-dessus de Grenade; je voyais au loin les villes et les villages jusqu'à Santa-Fé, presque jusqu'à Loja; j'aspirais à pleins poumons cet air pur, vivifiant et frais; j'étais heureux et ravi. Avec quel art ces Arabes aménageaient les eaux! Comme ils comprenaient ces travaux dont ils ont couvert le sud de la Péninsule et que, depuis, les Espagnols ont laissé tomber en ruine! Mais de tels lieux, si beaux, sont dangereux; l'âme s'y perd dans la contemplation, le corps s'y énerve, s'y engourdit dans une jouissance facile et fatale.

C'est ici vraiment l'Espagne, telle que nous la concevons, l'Espagne fille de l'Orient. Combien loin nous sommes des Castilles! combien loin même de Tolède! quelle différence de caractères, de mœurs, de types! et qui dirait que ces hommes sont les compatriotes des Aragonais secs et nerveux? Au reste, comme déjà je l'ai fait

Digitized by Google

observer, qu'on mette un Provençal en face d'un blond Alsacien, et qu'on dise s'ils ont le moindre rapport de nationalité. Question complexe que celle-là, insoluble de longtemps, dont on se sert pour appuyer certaines prétentions, pour en combattre d'autres, et qui ne prouve rien. Ce qui prouve, c'est la configuration du sol qui forme les frontières et enserre les nations; sous ce point de vue, il n'y a pas à contester, en Espagne : nulle terre n'est mieux faite pour l'unité. On parle de république fédérative; je le veux bien, si on s'en rapporte aux mœurs, aux types, aux nécessités locales; mais une telle prétention eût été aussi admissible chez nous, et nous l'avons repoussée jadis. Nous avons l'habitude de juger un peu légèrement des choses que nous ne connaissons point et de prononcer magistralement sur ceci ou cela sans grande étude préalable; puis, nous nous étonnons, à notre tour, d'être mal jugés. Que l'Espagne se mette en république, c'est son droit; nous avons même expliqué déjà que, à notre sens, vu la difficulté de constituer une royauté vraiment démocratique, c'est la solution la plus rationnelle du problème, surtout si on considère l'absence d'*idée absolue* du peuple espagnol. Partout j'ai pu me convaincre de cette indifférence pour la forme politique intérieure. Autant l'Espagnol est fier de son indépendance nationale, autant il hait tout ingérence étrangère, autant il est presque sceptique sur le gouvernement intérieur, au point de vue de la forme. Ses rois ont pesé si rudement sur lui, qu'il n'y tient pas beaucoup et se laissera, sans trop de mauvaise grâce, faire républicain, s'il croit en tirer un lustre plus grand à l'extérieur, sans en souffrir à l'intérieur de charges plus lourdes. J'ai causé, beaucoup causé, à Grenade comme ailleurs, avec des hommes éclairés; quoique la reine fût encore à Madrid, tous pressentaient qu'un aussi mauvais gouvernement ne pouvait avoir de durée. Ce qui dominait en leurs discours, c'était l'humiliation d'un tel régime, et c'est pour l'Espagnol la pire chose. La nation acclamera le gouvernement, quel qu'il soit en sa forme, qui sera le plus à portée de relever son prestige.

Il me semble que voilà des réflexions bien sérieuses faites du haut de la *Silla del Moro*; descendons un peu de cet observatoire élevé, d'où la vue plonge peut-être un peu loin à l'horizon et dans la politique, et revenons à Grenade. Il ne serait pas exact de dire que Grenade est une ville de plaisir, mais on ne s'y ennuie point. Les femmes y sont souriantes et belles; les hommes très hospitaliers, mais trop imbus des idées parisiennes; on n'y parle que de Paris, et cela choque. Les parties et les réunions ne manquent point, et les promenades aux environs sont charmantes; c'est un Eden dans lequel on se complaît pendant quelques jours, parce que rien

Digitized by Google

n'y manque : verdure, ombrages, fraîcheur, palais enchantés, fleurs, ondes vives, sourires charmants ! Pourtant il faut s'arracher à ces douceurs ; la curiosité vous aiguillonne ; on part, on jette un dernier coup d'œil à ces sites ravissants, on serre une dernière fois une main mignonne et on monte sur l'impériale d'une diligence qui, à travers la sierra Nevada et les Alpujarras, va vous emporter vers Malaga.

IV

Je partis, ainsi juché sur cette lourde machine traînée par douze mules, cette fois, et qui allait me faire traverser de part en part les Alpujarras et la sierra Nevada. Je songeais à Grenade encore, à ses sourires, à ses danses de gitanas, dans les montagnes, danses aux flambleaux, étranges, lascives, pendant lesquelles ces filles à la peau basanée, aux regards profonds et lumineux, semblent se briser comme de frêles roseaux, découvrant leurs bustes bien pris et leurs jambes rondes et robustes, danses dans les cavernes de la montagne, en un cercle formé par des êtres inouïs, aux regards aigus, population singulière qui vit dans les trous du rocher depuis des centaines d'années, sans jamais se mêler aux habitants de la ville ; je songeais à tout ce que j'avais vu de grand, de fier et de beau : au mausolée de Ferdinand et d'Isabelle dans la cathédrale ; aux petits pieds trottinant sur l'Alameda de Queypos, quand le ciel appela mon attention par un de ces spectacles à la fois grandioses et élégants, gracieux et suaves, dont il est avare en nos contrées.

Nous traversions la Vega, marchant vers le sud-ouest ; à gauche, les crêtes de la sierra Nevada dont nous nous approchions pour les franchir ; à droite la sierra Elvira ; le soleil se couchait en face, resplendissant de pures clartés ; la sierra Nevada, dans l'ombre, revêtait des teintes d'un bleu cru et profilait ses cimes sur le pâle azur du ciel avec une netteté et une vigueur extraordinaires ; de l'autre côté, les pentes nues et fauves de la sierra Elvira se coloraient en mauve d'une transparence merveilleuse, et au-dessus des sommets, quelques nuages légers avaient revêtu une teinte rose, mais d'un rose si doux, si limpide, je pourrais dire si virginal que le regard en était émerveillé. Cette opposition de couleurs, cette gamme chromatique, du vert au bleu, du violet au rose, cette poussière d'or répandue partout dans la campagne et dans laquelle se plongeaient les derniers rayons du soleil, tout cela, vu ainsi pour la première fois, me jeta en une extase profonde d'où je ne sortis qu'après que le dernier rayon du soleil se fut éteint.

Nous étions à Loja, patrie de Narvaez ! Mais passons ; ici l'ascen-

Digitized by Google

sion des Alpujarras commence. Il faisait un clair de lune magnifique. Nous allions traverser ces défilés célèbres et terribles où, pendant deux cents ans, les malheureux Arabes ont été traqués, poursuivis, égorgés, massacrés. C'était la nuit; si, au détour d'un précipice, des brigands nous eussent, l'escopette au poing, arrêtés? Oserai-je le dire? je l'aurais désiré. Hélas! il n'en fut rien, nous ne rencontrâmes que des gendarmes qui souhaitèrent bon voyage à nos conducteurs! A droite et à gauche, parfois, à la clarté blanchâtre de la lune, nous apercevions des précipices béants; la diligence glissait ou se hissait le long des flancs d'une montagne rocheuse; entre deux pics voisins, un troisième apparaissait, un peu plus éloigné, couvert de neige et luisant comme un fanal d'argent. Trois planètes souriaient au ciel, Vénus, Jupiter et Saturne; le firmament était d'une pureté inouïe; pas un souffle d'air parmi ces rochers, ces ravins béants; rien que le bruit des grelots de nos mules et les cris épouvantables des conducteurs. On voudrait être seul là, assis sur la pointe d'un roc, les jambes pendantes, en face de ce ciel étoilé, de ces montagnes, de ce bouleversement, de ce chaos et de cette mer aussi, car, de certains endroits la Méditerranée apparaît; on voudrait être là, seul, en contemplation, et se perdre en rêves. Mais on avance, tout passe devant vous, les rochers fuient comme des êtres fantastiques. On est rompu, mais on n'y prend garde, et à cinq heures du matin, quand l'aurore apparaît, on a devant soi, au-dessous de soi, à près de deux mille pieds, Malaga dans sa petite plaine bordée de hautes montagnes qui ressemblent à des collines, et cette grande et belle Méditerranée qui se cache sous ses brumes blanches et transparentes, comme la fiancée en ses voiles de gaze; mais peu à peu le soleil montant à l'horizon les dissipe et les chasse, et la mer revêt cette splendide robe bleue qui est sa parure éternelle et dans laquelle elle sourit au ciel qu'elle reflète.

Une heure et demie pour la descente, et quelle descente! quels précipices! On tremble et on désire aller plus vite. Voici des vignes en fleur, des palmiers, des grenadiers et des amandiers en foule; et une maison blanche, cachée dans un repli de la montagne, et des vignes encore. Malaga sourit au bord de la mer et se blottit au pied de la montagne; on y arrive enfin, et la diligence, pour y entrer, prend un chemin bizarre; elle s'engage dans le lit, très à sec d'ailleurs, de la rivière, passe sous deux ponts, remonte par un chemin de halage et s'arrête sur la place de l'*Alameda*.

Le charme de Malaga c'est, outre son ciel d'une éblouissante pureté, outre les montagnes fauves et aux crêtes dénudées qui l'enserrent presque de toutes parts, c'est sa mer, cette mer unie, limpide, caressante à l'œil, cette mer qui se déploie, plus bleue

Digitized by Google

que le ciel, aussi lumineuse que lui ; le charme de Malaga, c'est son climat d'une douceur inouïe, c'est cette plaine qui s'étend à l'ouest, entre les montagnes et la mer, cette plaine où croissent des plantes que nos yeux ne sont pas accoutumés à voir : la canne à sucre, le poivrier, l'indigotier, le coton, l'œillet de Chine, et l'amandier, et l'oranger, et le figuier, et le grenadier, et enfin le palmier, qui, çà et là, par groupes, étend ses branches élégantes par-dessus une maisonnette blanche ou rose, qu'il couvre d'une ombre discrète. Quelque désir que j'eusse de parcourir la ville, je me sauvai en cette campagne si différente des nôtres. Je louai un cheval et je partis seul, en plein soleil. Que m'importait ? Je courus comme un fou à travers ces champs ; je voulus m'asseoir à l'ombre d'un palmier, et j'avoue que j'en ressentis une joie enfantine. Je voulus toucher des cannes à sucre, cueillir quelques branches de poivrier, dont la forte odeur finit par incommoder quand on reste assis sous son ombre. C'est un joli arbre que le poivrier, gros comme un pommier, au feuillage grêle, pareil à celui de l'acacia, mais beaucoup plus petit ; j'errai ainsi plusieurs heures par les chemins, me reposant parfois à l'ombre des platanes d'Amérique, le long d'un enclos d'où les orangers m'envoyaient par bouffées leurs senteurs pénétrantes. Autour de moi, cette végétation puissante, activée par un système d'irrigation excellent, le même en usage par toute l'Espagne et qui date des Maures ; j'en parlerai plus tard. Derrière moi, la montagne qui commençait à prendre ces adorables teintes violettes si suaves ; à quelques mètres devant moi, la mer, calme et luisante, chantant son hymne éternel sur les grèves ! Quoi de plus beau ? quoi de plus grand ?

Les paysans revenaient de la ville. Les hommes, en général grands et sveltes, sont vêtus de vestons de velours noir, culotte de même étoffe descendant jusqu'au mollet seulement, mais fendue à partir des genoux et garnie de boutons d'argent ; le chapeau pointu et la ceinture de couleur complètent ce pittoresque accoutrement. Les femmes s'en vont, les pieds nus dans des souliers découverts, la tête nue aussi ; toutes les jeunes filles ont des fleurs plein les cheveux. C'était bien un autre monde, une autre nature ! Ces gens me saluaient d'un regard, d'un geste familier en passant, d'un mot aimable. J'essayai de causer avec quelques-uns ; ce fut un travail difficile. Je compris pourtant qu'ils ne se donnent pas grand mal à cultiver cette terre bénie ; ils la grattent quelque peu, sèment, laissent venir l'eau et attendent ; ainsi ils font par an deux ou trois récoltes !

La nuit tombait quand je rentrai en ville ; une brise rafraîchissante venait de l'est et descendait de cette montagne étrange que

Digitized by Google

couronne une forteresse arabe et qu'on nomme le Gibralfaro. Tout est arabe ici : le pays, les habitants, les noms des villes, des fleuves. Les fleuves s'appellent, en Andalousie, le Guadalquivir (Oued-al-Kebir), la Guadiana, le Guadalète, le Guadaïro ; les villes? mais il y en a neuf sur dix qui sont arabes par le nom et le mode de construction; je venais de traverser de petites villes se nommant Benameji, Iznajar, Almunecar, Almuradiel, Andujar, Menjibar, et Almeria, et Alcantara ; et je devais visiter Coj, Beniajan et Carcajente, dans la province de Murcie et de Valence. L'Arabe a laissé sur ce sol une trace indélébile, et quoi qu'en disent les habitants, le sang arabe coule aussi dans leurs veines.

Tout le jour, pendant que le soleil darde ses rayons, les habitants des villes, les femmes surtout, se tiennent renfermés chez eux ; mais dès que vient le soir, la ville s'emplit comme par enchantement. Ce ne sont que promeneurs et promeneuses, en groupes pressés, qui s'en vont caquetant par les rues et les places. A Malaga, la place de la Constitution semble être le lieu principal de rendez-vous, et elle est laide, cette place ! Et pourtant, quelles délicieuses promenades sur le quai, sur le môle, au bord de la mer? Mais on préfère la place de la Constitution. A cette place, aboutissent quatre ou cinq rues parfaitement originales ; c'est ruelles qu'il faudrait dire, car, quel autre nom donner à des artères longues et tortueuses, larges tout au plus de deux mètres et demi. Là, s'engouffre pourtant la population. Ces ruelles sont de vrais bazars, dont les boutiques, closes dans la journée seulement par un rideau d'étoffe, n'ont aucune devanture, ni porte, ni fenêtre. En sorte qu'à droite et à gauche, les rideaux tirés, les lampes allumées, on a des étalages de toute sorte de marchandises. Les femmes, serrant autour de leur taille leur mantille, jouant de l'éventail, mais laissant aller leur traîne à la dérive, se groupent autour de ces comptoirs, examinent, choisissent, contestent, marchandent, gesticulent, jacassent, achètent ou s'en vont, le tout avec un bruit, une animation extraordinaires. Je circulai pendant deux heures dans la fameuse calle de Granada, écoutant, examinant, marchant quelque peu sur les robes, mais fort intéressé par ce spectacle si nouveau d'une population qui tout à coup, le soir, apparaît, remue, s'agite, rit et babille, et rentre se coucher. A dix heures il n'y a plus personne dans les rues ; les marchands ferment leurs rideaux, mettent un volet, soufflent leurs lampes, et la ville s'endort.

Je fis comme la ville, mais l'aurore me trouva sur le bord de la mer, de cette mer qui chante et caresse, et qui pourtant se fâche et hurle aussi parfois. Rien ne peut rendre la douce splendeur d'un lever de soleil sur ces plages, la fraîcheur caressante des brises, la

Digitized by Google

couleur rose et bleue des montagnes que la brume matinale enveloppe. O mers du Nord, mers d'Ecosse et d'Irlande, pleines de terreur, vertes et sombres, écumeuses, sauvages et grondantes, combien différentes êtes-vous, sous l'ombre de noirs nuages, de cette mer coquette et bleue, qui s'éveille et étincelle aux premiers baisers du soleil ! Là-bas, c'est l'effroi, le respect, la puissance brutale; ici c'est la grâce et le sourire.

Malaga est une ville riche, riche par les produits de son sol, riche par le commerce. Malaga exporte 130,000 hectolitres de ce vin délicieux dont l'Europe consomme 300,000 hectolitres ! Cette et Lunel pourvoient au surplus. Quelle différence de ce vin plat et sucré qu'on nous sert sous prétexte de Malaga avec ce nectar que j'ai bu chez un des principaux négociants de la ville ! Et les raisins secs, et les cerises sèches, si rares en France et si exquises ; et l'huile, et les oranges, et les citrons ! C'est, on le voit, un commerce de denrées délicieuses que celui de ce pays privilégié, où le thermomètre ne descend jamais à zéro et ne monte jamais au delà de 35 degrés. Aussi point de maladies ou peu, et encore la province abonde-t-elle en eaux minérales qui les guérissent. *O fortunatos nimium !* me disais-je en songeant à nos climats brumeux et tempêtueux.

Il n'y a point de monument à Malaga, hors une cathédrale inachevée, peu digne d'intérêt, et une adorable fontaine située sur l'Alameda. Cette fontaine, d'où vient-elle ? Est-elle italienne, grecque ou espagnole ? On dispute encore sur ce point. Toujours est-il qu'elle est charmante et que les dames ne peuvent la regarder que du coin de l'œil, par-dessus ou par-dessous leur éventail. Figurez-vous une admirable colonne garnie de cinq vasques en marbre blanc, entourées d'un nombre considérable de figures, statuettes, toutes fort belles, bien faites, représentant des enfants, des nymphes, des sirènes, des satyres versant de l'eau par la bouche, par le nez, par les seins, par ..... ces statues sont nues naturellement. Hors cela, point de curiosités à Malaga, sinon la ville elle-même, la rade, sur les flots de laquelle se balancent par centaines les navires de tout pavillon, et le môle qui l'enserre et d'où l'on a une vue ravissante de la ville.

Les habitants sont aimables, les femmes gracieuses et souriantes ! On s'y laisse vivre, on est loin du centre, et la politique cède le pas aux affaires. Pourtant, il ne faudrait pas s'y fier : le cerveau est ardent, et il faut peu de chose pour allumer le regard. J'ai été témoin de quelques faits qui me l'ont prouvé. Le sentiment qui domine pourtant est la bienveillance et la politesse, bien plus encore qu'à Grenade, ville à l'esprit plus étroit, plus provincial, parce qu'elle n'a aucun contact avec l'extérieur. Toutefois, on ne pardonne pas,

Digitized by Google

à Malaga, au régime déchu les mesures fiscales, odieusement impolitiques, qui ont ruiné dans la contrée toutes les distilleries qui s'y étaient établies et y prospéraient. Ce gouvernement de la reine Isabelle était, sous ce point de vue, plus qu'inintelligent; il eût, pour percevoir quelques réaux de plus, ruiné le commerce intérieur de l'Espagne, sans se rendre compte que le fisc même perd, et perd le premier, à l'augmentation des droits de douane ou de régie.

V

Il était cinq heures du soir quand je m'embarquai à bord de l'*Andalucia* pour Gibraltrar. C'est une navigation délicieuse; on reste toujours en vue des côtes d'Espagne, et les hauts sommets de la sierra Nevada apparaissent longtemps sous leur couronne de neige lumineuse; déjà la nuit est venue qu'on aperçoit encore ces pics resplendissants de clartés. Des dauphins jouaient autour du bateau à vapeur qu'ils suivaient pendant des heures entières. Assis sur une plate-forme, à l'arrière du navire, à dix pieds au-dessus de la mer, je contemplais avec ravissement ce grand spectacte et je songeais à ces paisibles navigations si bien décrites par Fénelon dans son *Télémaque*, pendant lesquelles ses personnages devisaient sur la politique. La lune se levait à l'orient, et la mer, à peine ridée par une brise tiède, semblait un vaste lac d'argent étincelant en millions de facettes, tandis que le soleil enflammait au couchant les grandes cimes. Un Espagnol, qui venait, par ce même bateau, de Valence, prit place auprès de moi, en roulant son *papelito*. Bientôt la conversation s'engagea, sur la politique, bien entendu, car, ainsi que je l'ai fait remarquer déjà, c'est le fond de tout discours.

« L'Espagne est un grand pays », soupira mon voisin. Et il est remarquable que c'est par ce mot que tout Espagnol entame une conversation sur les affaires et la situation de son pays. Je lui demandai alors pourquoi elle est tombée en un tel état de marasme et de faiblesse. Il entra en des considérations qui ne manquaient pas de justesse sur les faits passés, et que j'ai moi-même présentées déjà. La monarchie et le catholicisme à outrance, l'oppression des volontés et des consciences : voilà le fond de tout.

L'Espagne étouffe faute d'air et de libertés. Je l'interrogeai alors sur le remède à apporter. Voici la réponse qu'il me fit, en termes extrêmement vifs et imagés :

« Monsieur, me dit-il, notre malheur, c'est que, par le sommet et par la base, nous péchons. La noblesse? hélas! elle s'est laissée annihiler, corrompre; elle est sans force, sans crédit, sans puis-

Digitized by Google

sance. Le peuple? il est ignorant, en beaucoup d'endroits, fanatique, facile à tromper, bon jusqu'au sacrifice, mais terrible s'il voit qu'on s'est joué de lui. C'est un instrument auquel il ne sera pas bon de toucher témérairement. Entre la noblesse et le peuple, rien; pas ou peu de classe bourgeoise, active, qui, chez les autres nations, constitue la force vive, l'intelligence politique sérieuse et qui donne, en un mot, l'impulsion et indique la voie. Notre régime est détestable, soit! Mais sur quoi appuyer une révolution si le peuple manque, si la bourgeoisie n'existe pas? Sur l'armée? *C'est ce qui arrivera*, l'armée fera la révolution! Mais alors ce sont des généraux qui en seront les maîtres, et une dictature militaire n'est point à désirer ici. Elle serait pire encore qu'en France, où elle a produit de si désastreux effets pour la liberté. Vraiment, monsieur, nous sommes bien embarrassés. »

Ainsi parla mon Espagnol, et l'événement a prouvé qu'il voyait juste. L'Espagne n'a pas tout à fait la dictature militaire, mais il faut avouer que ce n'est pas la faute des généraux qui sont à la tête de la révolution; c'est parce que, contrairement aux prévisions générales, si le peuple est resté calme, il s'est levé, au souffle de la liberté, une classe intermédiaire d'hommes qui, en peu de temps, sont devenus *légion*, et dont l'énergie et le patriotisme imposent au gouvernement provisoire une grande réserve. Celui-ci voit que, derrière ces hommes, le peuple, calme, attend, et il demeure dans les limites de ses pouvoirs temporaires, sans oser pousser trop fortement du côté où il voudrait diriger la nation. C'est à cette heureuse circonstance qu'on est redevable du calme et de la modération relatives de la révolution espagnole; le contre-poids à la dictature s'est fait de lui-même et naturellement, non en ameutant le peuple, mais en s'appuyant sur lui.

En devisant ainsi, sur cette mer admirable, au clair de la lune, nous arrivâmes en vue des côtes d'Afrique et de Gibraltar. Il était minuit. Le grand roc se dresse à pic à l'entrée du détroit, du côté de la Méditerranée, fier et terrible; il semble émerger des flots, car il n'est relié à la terre ferme que par une longue et plate bande de sable. A gauche, l'Afrique, les feux de Ceuta brillant dans la nuit claire. Que de réflexions se présentent à l'esprit en ce passage étroit qui sépare pourtant si profondément deux mondes différents de mœurs, d'idées, de coutumes, de croyances! Ici, à gauche, à quelques mille mètres, c'est être ridicule de n'avoir qu'une femme, de la laisser sortir seule et parler en public; là, à droite, on condamne aux galères perpétuelles le bigame. Ici c'était s'exposer à être empalé, ou du moins fort maltraité, que de croire à la Trinité, à l'incarnation, à la résurrection; là, émettre un seul doute sur ces dogmes

Digitized by Google

vous exposait, il n'y a pas bien longtemps encore, à être brûlé vif, en cérémonie, sur une place publique ; aujourd'hui encore, il y a des galères pour ces délits. Voilà les hommes, et leur intolérance, et leurs folies. C'est toujours le mot du philosophe : Vérité en deçà, erreur au delà. En nul endroit plus qu'ici il n'y a différence plus profonde, plus radicale, plus absolue entre les croyances et les idées, et pourtant, je le répète, quelques kilomètres à peine séparent les hommes qui habitent l'un et l'autre continent.

Nous eûmes beaucoup plus de peine à aborder dans l'antique *Calpé* sans doute que n'en éprouva Tarek pour la conquérir. Enfin nous pûmes nous installer au *Griffith's Hotel* et prendre quelques heures de repos. Ici c'est, sans transition, l'Angleterre, et quoique la population soit très mélangée, le fond est anglais. Je n'oublierai de ma vie la jolie moue que je vis faire le matin, à l'hôtel, à une gracieuse et jolie señorita, à la porte de laquelle on avait mis les bottines d'une Anglaise qui occupait sans doute une chambre voisine. L'Espagnole soulevait et considérait avec un regard de naïf étonnement ces longues chaussures dans chacune desquelles elle eût pu mettre ses deux pieds, et elle les laissa tomber presque avec effroi, avec un indéfinissable sourire.

La ville de Gibraltar n'a rien de remarquable. Accroupie au pied du rocher, elle occupe une étroite plate-forme en face de la baie d'Algéziras. Le rocher qui la domine à pic du côté de la Méditerranée est en pente plus douce vers le sud et l'ouest. Il a douze ou quinze cents pieds de hauteur, et ses flancs sont garnis de canons rangés en batteries, soit dans les replis de la montagne, soit dans des cavernes, soit dans des casemates creusées à la mine. Evidemment, ce rocher constitue ou plutôt constituait une position formidable et commandait l'entrée de la Méditerranée. Une flotte anglaise rangée sous les canons des forts, l'artillerie des forts même, au temps où les vaisseaux étaient en bois, eussent pu empêcher quiconque de passer. L'invention des nouveaux engins de guerre, des projectiles nouveaux, me semble avoir diminué de beaucoup l'importance de ce poste pour les Anglais. Il finira par leur devenir absolument inutile et retournera tout naturellement à l'Espagne, qui, d'ailleurs, n'en tirera aucun profit au point de vue militaire, mais en pourra faire un excellent port de relâche et de refuge entre les deux mers. Le spleen ne tarderait point à vous gagner à Gibraltar, où la vue de ce grand roc ruisselant de soleil éblouit et incommode, et on abandonne sans regret cette terre sèche et aride où l'on heurte en une heure plus d'hommes ivres que pendant un mois dans toute l'Espagne, où l'on sent le gin et où l'on ne rencontre que des habits rouges et des pieds énormes.

Digitized by Google

Lorsqu'on s'éloigne de Gibraltar par le détroit, le panorama est saisissant ; à gauche, sur la terre africaine, l'Alcazar Ceguer, aux pieds des sommets de la sierra de Bullones ; à droite, la baie d'Algéziras, qui s'arrondit en plages sablonneuses; en face, l'Atlantique et la pointe de Tarifa. On se retourne et on aperçoit Gibraltar, dont le rocher, isolé pour ainsi dire, ressemble, et par sa forme même et par sa position, à un molosse terrible accroupi au fond d'un couloir. Du côté de l'ouest, la montagne est percée de mille cavernes et crevasses, à l'ouverture desquelles les canons allongent leurs gueules béantes. Les Espagnols, dans leur langage imagé, les nomment : *los dientes de la vieja*, les dents de la vieille; et en effet, il y a quelque ressemblance avec la bouche entr'ouverte d'une vieille au sourire hideux. On s'éloigne, et on passe devant le cap douloureusement célèbre de Trafalgar, qu'on ne regarde qu'avec tristesse. La terre d'Afrique fuit à gauche ; on entend quelques bruits au fond d'une baie ; les passagers prétendent que ce sont ceux de Tanger. Peu à peu la côte africaine se fond et disparaît à l'horizon, l'Espagne seule reste visible. Enfin, au loin, à l'extrémité d'une côte plate, on montre quelques sommets, des toits, des tours, des flèches : c'est Cadix. Pendant près de deux heures on marche ainsi, contournant cette pointe ; la ville, d'abord en face, passe à droite, et on décrit autour d'elle presque un cercle. Elle se présente plate, sans verdure, sans végétation, comme une île qui ne renfermerait que des maisons et des édifices de pierre.

VI

Cadix est assurément la plus singulière, sinon la plus coquette de toutes les villes d'Europe. Bâtie à l'extrémité d'une longue langue de terre sablonneuse qui s'allonge comme le cou d'un cygne, au loin dans la mer, elle affecte elle-même la forme d'une tête de cygne. Sans territoire, elle s'étend à l'étroit sur une plate-forme, à environ dix mètres au-dessus des flots, entourée de remparts et de forts. Ses rues sont alignées avec soin, étroites, très semblables les unes aux autres, garnies de maisons à deux ou trois étages ; les fenêtres sont ornées, plus que partout ailleurs, de balcons et de miradores peints en vert pâle, d'où les senoritas, comme d'un observatoire, examinent tout ce qui se passe dans les rues. Çà et là des places élégantes sont ménagées pour donner à la vue un peu d'étendue. Parmi elles, la place Mina, tout entière encombrée d'une végétation gracieuse et légère, vignes en berceaux, platanes, viornes, clématites, nous a paru d'une extrême élégance. Des bancs de marbre permettent de s'y asseoir à l'ombre, et la végétation

Digitized by Google

est tellement bien aménagée, qu'on peut s'isoler en cet étroit espace. Pas un pouce de terrain n'est perdu ; la mer enserre la ville de tous côtés et lui interdit de s'étendre ; aussi tout a-t-il été utilisé. Rien de propre, rien de charmant, rien de souriant, mais d'un sourire un peu mélancolique, comme cette ville coquette et aimable. Une seule promenade, mais d'une extrême originalité, l'Alameda, au bord de la mer, sur le rempart, encombrée de plantes odorantes et sur laquelle quatre palmiers profilent au ciel leurs gracieuses silhouettes.

Cadix a l'air d'une ville neuve, et ce doit être assurément la plus antique cité espagnole, si l'on en croit l'histoire. Les Phéniciens la fondèrent, et depuis lors elle ne cessa d'être une ville commerciale, un entrepôt. Il n'y a point, à proprement parler, de port. Les navires se balancent à l'ancre dans la baie, et les marchandises sont déchargées dans de petites barques. Mais quelle baie admirable, avec ses rivages peuplés de villes, de ports, de villages, depuis Rota jusqu'à Puerto-Réal et San-Carlos ! La langue de terre qui unit Cadix au continent fait l'office d'une immense digue naturelle qui protége tout ce littoral contre les flots de l'Atlantique. Et pourtant quelle déchéance, et combien ce port, comme tous les ports espagnols, a perdu de son importance. Pauvre pays, qui, depuis deux cents ans, marche de chute en chute ! Qui, en jetant les yeux sur l'état actuel de la marine espagnole, de la marine marchande surtout, reconnaîtrait la patrie adoptive de Colomb ? Qui s'imaginerait que c'est là la puissance qui a expédié à la découverte des mondes nouveaux ces hardis navigateurs qui ont exploré les Amériques et l'Océanie, les Magellan, les Mendana, les Quiros, les Fernand Cortès et tant d'autres ? Qui s'imaginerait que c'est là la nation qui rapportait à l'Europe, dans le flanc de ses navires, les épices et l'or, et ces richesses qui lui donnèrent une si grande puissance, une si grande autorité? Ce qu'il reste aujourd'hui à l'Espagne de ces splendeurs, nous osons à peine le dire. Il le faut pourtant, pour sa propre édification et pour qu'elle en tire une leçon salutaire.

L'Espagne, qui a découvert, colonisé l'Amérique, possède aujourd'hui *treize cent soixante-dix navires* au long cours, jaugeant ensemble *trois cent cinquante mille tonneaux*, et cinquante bateaux à vapeur, pas un de plus ! Voilà où en est le pays d'où partit l'invincible Armada, la puissance qui peupla les deux Amériques.

Ces 1,350 navires, veut-on savoir le commerce qu'ils font ? et encore dans le chiffre que nous donnons faut-il comprendre les navires étrangers qui trafiquent avec l'Espagne. Eh bien, le mouvement total de l'Espagne de Charles-Quint et de Philippe II, s'élève, pour les transports au long cours, à 5 millions et demi

Digitized by Google

de tonnes. Le port de Marseille à lui seul fait quatre millions de tonnes et Liverpool six millions. C'est-à-dire qu'un seul port anglais présente un mouvement plus considérable que tous les ports de la Péninsule réunis. Nous livrons ces chiffres aux méditations des Espagnols qui veulent que leur pays soit grand et prospère, et nous leur dirons : Vivre en soi-même et replié sur soi-même peut être l'idéal de certains peuples, mais ces peuples ne seront jamais ni grands, ni puissants, ni forts. La force ne naît que de l'expansion. Le sol de l'Espagne est d'une admirable fertilité ; il peut produire en quantités considérables des denrées dont les nations du nord sont avides ; il y a là une source de bien-être pour les populations si elles voulaient se livrer au travail. Autrefois l'Espagne alimentait de ses céréales l'Irlande et une partie de l'Angleterre, et en tirait un revenu plus clair que celui que lui procuraient les mines de Potosi. Pourquoi ne plus faire de même ? Aujourd'hui, au contraire, l'Espagne est, pour les épices, les sucres et mille autres objets de consommation, tributaire de l'Angleterre.

Pourquoi ? N'est-elle pas mieux placée que celle-ci pour s'alimenter elle-même ? Nulle contrée n'a plus de facilité comme navigation et un sol plus propice à l'industrie. Mais il faut du travail et on dirait que les Espagnols, sous ce poids d'un gouvernement ridiculement absolu, se sont découragés, sont devenus apathiques et ont perdu toute habitude de travail. Dans cette admirable Andalousie, les champs sont à peine cultivés; le système d'irrigation établi par les Maures, négligé, tombe en ruine, et des champs, qui demanderaient pourtant bien peu d'efforts pour produire, restent presque en friche et ne produisent que la fièvre.

Que de choses à faire ! Les fera-t-on ? L'Espagne est un grand pays, disent tous ceux qui en parlent. Nous allons bien voir. Elle n'a plus l'excuse d'une tyrannie pesante et inintelligente. La voilà livrée à elle-même. Son génie va pouvoir se révéler ; nulle entrave ne la gênera. L'excuse, mise en avant, d'un pouvoir tyrannique ne pourra plus être invoquée. Attendons encore quelques mois ; si c'est une régénération, nous la constaterons avec bonheur. Mais que de choses à faire, à créer, à restaurer, à écarter aussi ! Nous y reviendrons quand nous aurons parcouru l'Andalousie.

Cadix a l'air d'un immense navire qui flotte à la surface des mers ; de quelque côté qu'on aille, on aboutit à l'Océan. La société y est polie et plus cultivée qu'en aucune autre ville d'Espagne. Quant à la population féminine, elle est assurément la plus belle et la plus gracieuse de toute l'Andalousie. Les réunions du soir y sont ravissantes. On s'installe dans les patios, cours intérieures, pavées de marbre, ornées de fleurs, où l'eau circule et tombe, entretenant une fraîcheur

Digitized by Google

constante. On y descend quelques meubles, un piano ; on chante, on danse ou l'on fait de la musique. La porte de la rue reste ouverte, et comme le patio communique avec le vestibule par une grille en fer forgé, très tenue et fort artistement travaillée, chaque passant peut s'arrêter et contempler cette réunion intime. Les femmes, vêtues de leurs longues robes, les épaules nues, la tête couverte de fleurs, sont admirables de grâce et d'élégance. L'étranger, en général, y est l'objet de prévenances et de soins particuliers, et les soirées se passent pleines de charme et de sourires. Il semble planer par-dessus cette jolie ville je ne sais quel génie insouciant qui empêche les fronts de se rider, les joues de se creuser. Et pourtant Cadix a eu ses mauvais jours ! Mais on semble les oublier au souffle de cette brise tiède et odorante et de cette mer au murmure harmonieux et doux qui fait à la ville une ceinture azurée.

Et quel ciel ! Un soir je suis monté à la *Torre de Tavira*; je n'oublierai jamais l'impression ressentie. La mer phosphorescente se brisait sur les rocs et semblait tresser autour de Cadix une ceinture de feu qui se prolongeait au loin, le long des rivages de la baie. Quelques fanaux en haute mer, et les phares sur la côte ! Mais la vraie splendeur, c'était le ciel, c'étaient ces constellations ruisselant comme des chapelets lumineux, comme des archipels de feu. Orion, surtout resplendissait, et Sirius, céleste diamant, jetait des flammes éblouissantes au moment de se plonger au sein de l'Océan qui traçait à l'horizon une courbe noire sur l'azur encore légèrement doré du couchant.

VII

Le chemin de fer de Cadix à Séville traverse un pays extrêmement intéressant à bien des points de vue. Il glisse sur la longue bande de terre, entre la baie et l'océan, traverse les stations charmantes de San-Fernando, San-Carlos, remonte jusqu'à la fameuse pointe du Trocadero, à Puerto-Réal, et de là se dirige en remblais à travers une plaine basse, peuplée de marais salants, vers Santa-Maria, autre petit port sur le Guadalète, en face de Cadix, qu'on aperçoit toujours à gauche, comme une île flottante au sein des eaux ! Cette plaine est célèbre. C'est là, à droite, le long du Guadalète, dans la plaine marécageuse, que Tarek, en 711, gagna sur le malheureux Roderic, le dernier des rois goths, cette fameuse et fatale bataille qui livra pour six siècles l'Espagne aux Musulmans. Nulle bataille peut-être dans l'histoire n'a eu un résultat plus considérable : une monarchie qui s'écroule et un peuple absolument diffé-

Digitized by Google

rent de mœurs, de climat, de langage, de religion, qui s'installe là pendant des centaines d'années et qu'on ne parvient à chasser qu'après des efforts prodigieux, après que, affaibli lui-même, amolli, divisé, il eut perdu toute force dans les délices d'un pays sur lequel le ciel a versé ses dons les plus précieux.

On arrive à Xérès, une ville charmante, un nom universel, comme Malaga, Madère et Alicante. Aussi loin que la vue puisse s'étendre, ce ne sont que cultures de vignes, de maïs et de céréales. Si l'Andalousie était cultivée comme ce coin de terre, avec le même soin, ce serait le pays le plus prospère et le plus riche de l'Europe; mais, hélas ! on ne tarde point à se convaincre de l'incurie et du gouvernement et des habitants ; à quelque distance, en effet, le chemin de fer s'engage, au delà de Lebrija, en des plaines basses, marécageuses, qui s'en vont ainsi vers le Guadalquivir. Les Arabes, ces fatalistes inertes, comme on les juge sottement chez nous, avaient assaini ces plaines. Sans beaucoup de peine on découvre sous l'eau la trace des rigoles, des canaux d'assainissement. Les Espagnols ont chassé les Arabes ; puis ils se sont presque partout croisé les bras. Que peut faire un peuple sans direction ? Ces canaux descendaient vers le Guadalquivir, traversaient ses berges et déversaient les eaux dans le fleuve, opérant ainsi un drainage à ciel ouvert. Aujourd'hui les berges se sont relevées, les eaux restent stagnantes, ravissant ainsi à la culture des terres excellentes et entretenant en même temps un foyer pestilentiel. C'est la même situation que pour les marais Pontins qui, sans doute, aux temps anciens, déversaient leur eau dans la mer. Les pouvoirs catholiques sont-ils donc voués à l'inertie et considèrent-ils cette vie comme valant si peu, qu'il n'est point utile de se donner la moindre peine pour la préserver ou l'embellir ?

Le pays n'est point joli ; mais à partir d'Utrera, c'est un changement complet, et on trouve cette belle et noble Andalousie. Des vallées et des plaines et des coteaux couverts d'une végétation à la fois douce et charmante : oliviers en longues files, orangers, citronniers, champs d'orge, de blé et de maïs. Quelques belles prairies artificielles. Enfin, voici la Giralda qui se profile à l'horizon, puis la cathédrale de Séville avec sa masse imposante ; on traverse un affluent du Guadalquivir et on entre dans la capitale de l'Andalousie, cette Séville tant célèbre, tant vantée, tant chantée et dont le nom seul semble un sourire.

Séville est assurément, et de beaucoup, la plus belle ville d'Espagne ; j'ai dit la plus belle ville, et j'entends par elle-même, indépendamment de sa situation, qui n'a rien de remarquable, car elle s'élève au milieu d une plaine vaste, peu accidentée, et n'a pour

Digitized by Google

toute parure extérieure que son fleuve, le Guadalquivir, lequel en cet endroit coule lui-même entre des rives assez plates, peu pittoresques. Mais combien elle est brillante par elle-même, cette Célimène andalouse, cette grande coquette qui étale ses trésors, ses joyaux, ses monuments, ses rues étroites et peuplées de maisons rose tendre, gris perle ou bleu pâle ! Combien elle est élégante avec sa cathédrale, son Alcazar, ses places inondées de soleil et de gaieté, ses palais, sa Tour d'Or et son fleuve qui resplendit ! Combien elle est belle quand le soleil, dardant sur elle des rayons ardents, elle étend sur ses rues, comme des voiles blancs, ces draperies qui y versent une ombre rafraîchissante ! Combien elle est belle avec ses femmes qui s'en vont, l'éventail aux doigts, le sourire aux lèvres et aux regards, les roses aux cheveux, insouciantes et rieuses, faisant la révérence au compliment que hasarde l'étranger sur leur passage ! Car ici rien de farouche, rien d'hypocrite ; vous rencontrez une jolie femme, vous ne pouvez retenir une exclamation, la belle s'arrête, fait un salut et passe. La duègne même, compagne obligée de toute jeune dame, a un regard indulgent. Cela ne tire point à conséquence.

Le jour de mon arrivée, il y avait à Séville une procession monstre. Nous nous imaginons savoir ce que c'est qu'une procession, attendez ! Celle-ci commença à une heure de l'après-midi. A deux heures, je pris position sur la place San-Francisco, au milieu d'une foule considérable. Plus de vingt mille personnes, dont les trois quarts étaient des femmes, se tenaient là, assises, en observation. Mais le plus curieux, c'étaient les balcons, les fenêtres de la place, garnis de milliers de spectateurs qui semblaient suspendus aux murs par grappes. Quelle bonne fortune pour un curieux observateur ! Nous étions au vendredi saint ; mais cette cérémonie n'était nullement recueillie ni triste ; au contraire, chacun parlait, souriait, babillait avec une extraordinaire animation. Devant moi, à quelques pas, le duc et la duchesse de Montpensier, avec leurs huit enfants, assistaient tout en noir, comme la masse du public d'ailleurs, au défilé ; ils occupaient le balcon de la *Casa de la Ciudad*, un ancien couvent de franciscains dont la façade est d'une architecture extrêmement remarquable.

Chaque paroisse devait se rendre à la cathédrale, et il y en a trente, je crois, chacune avec son *paseo*, espèce de plate-forme portée par douze hommes que cachent des draperies. Ces *paseos* supportent soit un saint, soit une sainte, soit une vierge, soit un christ, ou même le Christ en croix avec les deux larrons, le tout, bien entendu, de grandeur naturelle. Dire l'étrange effet que produisent ces autels ambulants, ces saints branlant sur leurs pieds, ces christs chance-

Digitized by Google

lant sur leurs croix, est absolument impossible. C'est à qui étalera le plus de richesse dans l'ornementation de son *paseo*, dans l'habillement de son saint ou de sa Vierge. Il en est, de ces dernières, qui sont vêtues de robes de brocart d'or, de velours; la couronne que supporte leur front, leurs colliers, les garnitures de leurs robes, présentent une valeur de plusieurs millions en diamants et en pierreries. Et tout cela défile devant une population qui n'a pas un *cuarto* et qui applaudit à outrance!

Chaque paroisse, autour de son paseo, devant et derrière, fait marcher des pénitents blancs, bleus, noirs, revêtus de longues robes traînantes, de bonnets pointus; les capuchons qui y sont adaptés dissimulent leur visage; ainsi en portaient les familiers de l'Inquisition. D'autres offrent des représentations de la Passion, représentations qui nous semblent tout bonnement grotesques, à nous autres Français. Les soldats romains, à cheval, vêtus de tuniques blanches, casque en tête, ornés de plumets blancs, précèdent les apôtres en costumes du XIVe siècle; il y en avait un qui portait un pourpoint à crevés. Et puis, de temps à autre, une musique jouant des airs qui ne sont nullement lugubres! En vérité, n'étaient les figures de saints, de saintes et de Vierges, on se croirait en carnaval! A huit heures du soir, la nuit venue, les paseos défilaient encore; le cortége descendait, à la lumière des cierges, par la *salle de las Sierpes*, traversait en longues files la place San-Francisco, et se dirigeait vers la cathédrale. Des prêtres, des officiers de l'armée, une femme vêtue d'une robe blanche, les pieds nus, et des pénitents encore, et de la musique, c'était comme un flot qui coulait sans fin. Cela n'avait rien de bien imposant, et pourtant je frissonnais, car, à cette même place où j'étais, moins de cent ans auparavant, on venait, dans le même équipage, amener au bûcher les malheureux que l'Inquisition condamnait. Cette place, plus qu'aucune autre, a été éclairée par les sinistres clartés des *auto-da-fé*, car, en trente ans seulement, sous les règnes de Ferdinand, d'Isabelle, de Charles-Quint, des milliers de victimes y furent livrées aux flammes!

A une heure du matin, les derniers paseos rentraient à peine dans leurs églises respectives, au milieu d'une affluence étrange. Les rues étaient encombrées encore d'hommes et de femmes discutant, disputant chacun sur les mérites de son saint ou de sa vierge. Et dans quels termes, grand Dieu! On eût dit que le saint du voisin était l'ennemi, tant on l'entendait accabler de quolibets et d'injures; et les Vierges! Je n'oublierai de ma vie les épithètes plus que malsonnantes dont j'en entendis gratifier quelques-unes par les fanatiques de paroisses voisines; c'était à rougir. Voilà la dévotion espagnole. Je livre ces faits sans commentaires; ils parlent d'eux-

Digitized by Google

mêmes ; mais je ne saurais admettre qu'un tel peuple soit religieux et catholique. Il est fanatique d'une représentation, d'une image, rien de plus, et ce ne saurait être là la religion catholique. Ces processions qui durent douze heures lui sont offertes comme un spectacle tout extérieur. Rien pour l'âme, tout pour les sens. Ces grands christ qui se balancent au haut de leurs croix, au milieu d'une foule curieuse, mais non recueillie ; ces Vierges resplendissantes de pierreries et d'or, rien de tout cela ne frappe l'imagination ; ces exhibitions attestent seulement la puissance des prêtres, qui, aux yeux du peuple, sont les directeurs, les maîtres de toutes ces choses saintes, les dispensateurs des grâces et les possesseurs des richesses qui l'éblouissent.

VIII

Le monument par excellence, à Séville comme à Burgos, comme à Tolède, c'est la cathédrale ; mais ici elle affecte des proportions tellement énormes, qu'on en demeure presque confondu. C'est un monde que cette cathédrale, un entassement d'édifices, de dômes, de coupoles, sur lesquels domine de toute sa hauteur et de toute sa grâce la Giralda, ce chef-d'œuvre de l'art mauresque. C'était autrefois une mosquée ; il en reste quelques vestiges dans le *patio* de *los Naranjos*, car cette cathédrale a une cour intérieure plantée d'orangers et dont les murs, les plus anciens de l'édifice, sont de la bonne époque de l'art arabe. Au XVe siècle, à la place et autour de la mosquée, on éleva la cathédrale actuelle, et dans des proportions colossales, tellement colossales, que la plus grande des cinq nefs a à l'intérieur, une hauteur de plus de cent trente pieds ; la colonne Vendôme s'y tiendrait debout. Et pourtant rien de lourd, rien d'écrasé; tout cet ensemble est plein d'élégance et d'harmonie ; les énormes piliers qui supportent les voûtes, formés de faisceaux de colonnettes, paraissent élancés et sveltes. Une église, une véritable église, greffée sur une des cinq nefs et qui sert aux offices ordinaires pour la paroisse, ressemble à une chapelle, tant est immense le vaisseau intérieur de la cathédrale. Malheureusement ici, comme dans toutes les églises espagnoles, ainsi que je l'ai déjà fait observer, le chœur et la chapelle sont isolés dans la grande nef par des murs de refend qui coupent la perspective et nuisent à l'harmonie des lignes. En vain ces murs sont, en marbres rares, en vain sont-ils couverts d'admirables peintures, d'œuvres d'art, on voudrait les voir disparaître ; alors l'intérieur de ce vaisseau, d'une hardiesse et d'une grandeur incomparables, s'épanouirait dans toute sa majesté

Digitized by Google

et sa splendeur. Au lieu de cela, il faut tourner autour de ce monument parasite pour jouir de l'admirable coup d'œil qu'offrent les nefs et les chapelles.

Dans ces chapelles que de richesses et quels tableaux merveilleux ! Naturellement Murillo tient le premier rang, et c'est justice, car il a là un de ses plus beaux chefs-d'œuvre, le *Saint-Antoine de Padoue*. Après lui Zurbaran, Alonzo Cano, Herrera le jeune. Puis profusion d'or, de marbre, de soie, de pierreries ; des tombeaux magnifiques et entre autres, dans la chapelle royale, celui de *Maria Padilla*, la favorite de Pierre le Cruel, côte à côte avec Alphonse X et la reine doña Béatrice, femme de saint Ferdinand. Lui-même, le saint roi, repose là, dans une châsse vitrée, et son corps apparaît visible à tous.

J'ai dit que la fameuse tour, la Giralda, est une des œuvres les plus remarquables de l'art arabe au Xe siècle. Rien de plus parfait, en effet, que sa construction. Élevée sur les plans de l'Arabe Huever, elle devait servir d'abord d'observatoire, car on sait que les Arabes s'occupaient beaucoup d'astronomie. Elle avait alors deux cent cinquante pieds de hauteur jusqu'à la plate-forme. Elle fut construite en briques, avec un tel soin, une telle régularité, qu'aujourd'hui encore, après huit cents ans, elle est dans un état de conservation parfaite. Point d'escalier à l'intérieur, mais des rampes successives, par lesquelles on pourrait faire l'ascension à cheval. Elle est percée de fenêtres élégantes à double arc trilobé, soutenu par une frêle colonnette de marbre. Un peu moins large au faîte qu'à la base, cette disposition lui donne un air élancé qui la fait paraître plus élevée encore. Au XVIe siècle, on exhaussa la tour de cent pieds et on la termina par un beffroi qui supporte, en girouette, une statue en bronze de la Foi, ce qui est, on en conviendra une singulière idée. Du haut de la plate-forme de la Giralda, le regard embrasse un panorama immense.

Séville, coquettement couchée au bord de son fleuve, au milieu de sa plaine verdoyante, qui s'étend au loin vers l'est et l'ouest, est bornée au nord par les collines d'Italica. Plus près, de l'autre côté du fleuve, le faubourg de Triana s'agite et étale en plein soleil sa population de bohémiens. Ce qui frappe surtout, c'est, au bord du fleuve, une grosse tour peinte en jaune et qu'on nomme *la Torre del Oro*. C'est là, au pied de cette tour, dit-on, que, après la découverte de l'Amérique, sous le règne de Charles-Quint, de Philippe II et de leurs successeurs, c'est là que, remontant le Guadalquivir, venaient accoster les galions chargés de l'or et de l'argent du Nouveau Monde. On y enfermait le précieux métal, qui n'en sortait que sur l'ordre des rois d'Espagne et pour servir à leurs besoins

Digitized by Google

C'était commode : ce réservoir, au fur et à mesure que leur prodigalité l'épuisait, se remplissait de plus belle. On sait de quels procédés les Espagnols usaient au Pérou pour forcer les Incas à leur livrer tout leur or. Eh ! bien, je l'ai dit et je le répète, l'Espagne porte aujourd'hui la peine de ces fautes ; elle expie ces richesses mal acquises, gaspillées follement. Ainsi un fils de famille enrichi trop tôt, trop promptement, désapprend le travail, se livre au plaisir, gaspille son or, et quand la ruine est venue, quand la pauvreté l'a saisi, déshabitué du travail, incapable de fatigue et d'effort, tombe, abattu, sans courage et sans force et périt de misère, à moins qu'une circonstance ne le relève et ne l'oblige à un effort héroïque qui le sauve.

IX

L'Alcazar de Séville est le complément de l'Alhambra. Moins grandiose, moins riche de formes, moins noble comme ensemble architectural, il est plus intime et donne mieux une idée de la vie intérieure des Maures. Là, du moins, à côté des salles de réception, des *patios* dallés de marbres, sont les petits appartements, les chambres habitées par les émirs et les sultanes. L'état de conservation en est parfait, et les réparations qui y ont été faites n'en ont pas, ce me semble, altéré le caractère. Le *patio de las Doncellas* est fort beau : il se compose de vingt-quatre arcs pyramidaux, soutenus par cinquante-deux colonnes de marbre blanc ; chacun de ces arcs est lui-même formé de treize demi-cercles adjacents. Les arabesques courent follement sur les murs, dont les soubassements sont ornés de ces admirables carreaux de faïence que les Maures seuls savaient fabriquer par un procédé désormais perdu. La salle des Ambassadeurs, avec son dôme en demi-orange, ses petites coupoles enchevêtrées les unes dans les autres, ses voûtes taillées à facettes concaves, est extrêmement élégante. Toutes ces salles sont rehaussées de couleurs d'or, de bleu vif, de vermillon qui, dans le demi-jour où elles se noient, présentent une indéfinissable singularité d'aspect. Partout des pans coupés, taillés, peints de vives couleurs, des moulures pendantes, sortes de stalactites également taillés à facettes, des balcons, des colonnettes, et sur tous les murs la capricieuse arabesque qui court sans trêve et sans fin.

C'est en cet endroit, entre la salle des Ambassadeurs et le *Patio de las Muñecas* que se passa un des plus tragiques événements de l'histoire d'Espagne. C'était en 1358, Pierre le Cruel, installé dans ce séjour délicieux, d'où l'émir Ben-Abed était sorti cent ans auparavant, emmenant après lui ses cent enfants, Pierre le Cruel se re-

Digitized by Google

posait de ses exploits et de ses meurtres, au sein des plaisirs, avec la belle Maria Padilla. Tout était concert, fêtes et festins. Son frère, don Fadrique, vaguement soupçonné de le trahir, est rappelé de Valence où il se trouvait. Il arrive et en hâte va saluer son frère et son roi. Celui-ci le reçoit froidement ; don Fadrique inquiet pressent un malheur ; il s'éloigne quelque peu, va dans la cour pour reprendre ses mules et sortir de l'Alcazar. Les mules ont disparu ; il rentre, retourne vers le roi. Celui-ci l'attendait au fond d'une galerie. Dès qu'il l'aperçoit : Frappez, dit-il, à ses gardes ; Fadrique s'enfuit, on le poursuit à travers ces salles, ces patios, ces couloirs ; on l'atteint enfin là, sur le seuil de la salle des Ambassadeurs, et il tombe sous un coup de massue, à la vue du roi, son frère. Ses serviteurs éperdus s'enfuient. L'un d'eux se réfugie chez Maria Padilla ; on l'y suit. Pour se défendre, il saisit un des enfants du roi, l'oppose à ses meurtriers, s'en sert comme d'un bouclier. Le roi arrive, excite ses gardes ; on arrache au misérable l'enfant dont il se faisait un rempart, et Pierre lui-même, de sa propre main, lui perça le cœur. Voilà le doux chrétien qui avait chassé les infidèles !

Si on pouvait adjoindre l'Alcazar de Séville à l'Alhambra de Grenade, on aurait assurément le plus merveilleux palais arabe qui soit au monde. Les jardins en sont aussi délicieux, quoique fort mal entretenus. L'eau y circule en abondance et y entretient une fraîcheur extrême. En général, l'eau ne manque pas à Séville : on n'a qu'à creuser quelques mètres et on y trouve la nappe d'eau limpide, qu'une noria sert à monter au niveau du sol. J'habitais chez un ami une maisonnette blanchie à la chaux en dehors et en dedans, mais quelle situation ! Cette maison s'élevait au milieu d'un jardin où deux cents orangers en fleurs, des allées de grenadiers mariaient leurs vives et tendres couleurs ! Et les roses ! il y en avait partout ; elles grimpaient le long des murs, s'attachaient aux arbres, formaient des berceaux, s'accrochaient aux toits et pendaient aux fenêtres. C'était une débauche de parfums et de fleurs, et de l'eau dans quatre ou cinq bassins. J'avais pour perspective la masse énorme de la cathédrale et la gracieuse et puissante Giralda. Que de fois, le soir, quand le soleil se couchait derrière la ville, empourprant l'Occident, que de fois, accoudé à ma fenêtre, aspirant cet air embaumé, n'ai-je point contemplé ces profils élégants, fermes et gracieux ! Quelle netteté de lignes, quelles pureté de contours, quelle vigueur de coloris ; tout se détache et s'harmonise depuis le rempart crénelé de la porte San-Fernando jusqu'à cette statue de la Foi qui, du haut de la Giralda, plane, en tournoyant, sur la ville.

AMÉDÉE MARTEAU.

Digitized by Google

L'ESCLAVAGE

DANS LES TEMPS ANCIENS ET MODERNES

DEUXIEME PARTIE[1]

L'ESCLAVAGE MODERNE

L'esclavage, et c'était justice, fut une des causes dominantes de la décadence romaine. L'institution, régnant dans toutes les parties de l'Empire, continua à subsister dans les diverses nations formées des débris du colosse, mais avec des modifications essentielles provenant d'une foule de circonstances. L'influence du christianisme sur l'esclavage fut aussi grande que bienfaisante; il régnait cependant toujours, alimenté à la fois par la guerre et par le commerce. C'est que, comme je l'ai dit déjà, il existait avant l'extension de la domination romaine, et qu'il était connu de la plupart des peuples qui envahirent et renversèrent l'empire. L'établissement de la puissance des Sarrazins eut pour conséquence d'accroître le nombre des esclaves et de ranimer la traite, les chrétiens se croyant parfaitement le droit de réduire les musulmans en servitude, et ces derniers ne se montrant pas plus scrupuleux à l'égard des chrétiens. Les

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 15 décembre 1868.

Digitized by Google

guerres entre les Germains et les Slaves fournirent aux marchés tant d'individus de cette dernière race, que le mot esclave a été tiré de leur nom générique. Les puissantes républiques italiennes faisaient la traite sur une grande échelle. « Le commerce d'hommes, » dit Daru, « fut longtemps poursuivi par les Vénitiens, malgré les exhortations de l'Eglise. On cite l'humanité du pape Zacharie qui racheta de nombreux esclaves vendus par eux aux Musulmans. Dans le IXe siècle, les législateurs essayèrent de mettre un terme à cet odieux trafic; cependant, en principe, on le considérait comme conduit dans l'intérêt de la religion. Ce n'était pas le commerce d'hommes proprement dit qui excitait l'indignation des législateurs; mais la traite ayant pour objet des chrétiens aussi bien que des musulmans, c'était la vente à ces derniers d'esclaves chrétiens qu'ils cherchaient à supprimer. » Cette législation n'eut pas beaucoup de succès, quoiqu'on y eût souvent recours. Les Vénitiens possédaient une grande quantité d'esclaves, et leur histoire commerciale prouve surabondamment qu'ils se livraient à la traite avec énergie et en tiraient des profits énormes. L'esclavage existait aussi à Florence, quoique, dans cette république, les esclaves fussent presque exclusivement des musulmans ou des prisonniers de guerre n'ayant pas payé rançon. « On sait les progrès de l'esclavage chez les Florentins, » dit H. E. Napier, « dans tout ce siècle (le XVe) et bien loin encore pendant le suivant; cette avilissante coutume semble non pas avoir été réprimée par aucun acte législatif en Italie, mais avoir été graduellement abandonnée, grâce à l'influence combinée des institutions libérales, des progrès de la civilisation et de l'intérêt privé. On découvrit que le travail libre offrait plus d'avantages, et l'esclavage tomba peu à peu en désuétude. Chez les Florentins, cependant, on trouva encore, sinon universellement, du moins assez communément, des esclaves domestiques. » La conquête de l'Angleterre par les Saxons introduisit dans ce pays un esclavage plus dur encore que celui qu'y avaient institué les Romains. La traite refleurit. Bristol en devint l'entrepôt général, et c'est de là que les esclaves s'importaient en Irlande. La conquête normande donna au système une impulsion nouvelle, les Saxons conquis, nobles ou vilains, devenant les esclaves des envahisseurs. En Irlande, l'esclavage ne fut jamais populaire, et les Irlandais affranchirent de bonne heure tous leurs serfs.

Vers la fin du moyen âge, on voit naître deux formes particulières d'esclavage et de commerce de chair humaine ; l'une a existé jusqu'au commencement du XIXe siècle ; l'autre, qui a pris rapidement de colossales proportions, est actuellement presque universellement éteinte. Ces deux formes de servitude constituent l'esclavage moderne : elles vont être successivement examinées.

Digitized by Google

I

La phase nouvelle du mahométisme, qui suivit de près le développement rapide de la puissance des Turcs, coïncide presque avec l'origine et les progrès de ce qu'on désigne sous le nom spécifique d'esclavage africain. Les Turcs s'établirent définitivement en Europe par la prise de Constantinople, en 1453. Quarante ans plus tard (1492), les musulmans d'Espagne perdaient Grenade et abandonnaient pour toujours la péninsule Ibérique. Ces deux événements exercèrent sur l'esclavage une influence remarquable. Tandis que la chrétienté suivait avec anxiété les merveilleux progrès des Turcs, les musulmans voyaient avec colère la défaite et l'asservissement de leurs coréligionnaires d'Espagne. Ces deux sentiments donnèrent au système esclavagiste une impulsion et des formes qu'il n'aurait jamais connues dans d'autres circonstances. J'ai dit plus haut qu'à une époque reculée, l'Eglise s'était opposée non pas tant à la traite d'hommes qu'à la traite de chrétiens, et que des législateurs laïques avaient émis la même opinion sur ces devoirs sacrés d'humanité; c'est par suite du même principe que la vente des chrétiens aux musulmans était plus strictement interdite que la vente des chrétiens à d'autres chrétiens. Les sentiments de crainte inspirés par la puissance des Sarrasins se ravivèrent au XVe siècle et ne s'éteignirent complétement que vers le milieu du XVIIe.

Le gigantesque duel que se livrèrent la chrétienté et l'islamisme eut pour principal théâtre la Méditerranée et ses rivages. L'Orient et, pendant fort longtemps du moins, le nord de l'Afrique étaient sous la domination absolue des musulmans. Les chrétiens possédaient les contrées de l'ouest, y compris l'Espagne et l'Italie, et une portion des îles de l'archipel grec. Ce fut entre les Turcs, d'un côté, les Espagnols et les Italiens, de l'autre, qu'eut lieu, dans le sud, cette lutte prolongée, l'Angleterre se trouvant trop éloignée du théâtre de la guerre pour y prendre une grande part, et la France, tout en fournissant à l'occasion de vaillants volontaires, étant l'amie et quelquefois l'alliée des infidèles. Les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, d'abord en Palestine, puis à Rhodes, enfin à Malte, faisaient aux musulmans une guerre acharnée. Les adversaires se partageaient la totalité de l'empire maritime des Romains. Les guerres de ces derniers avaient singulièrement contribué à l'accroissement du nombre des esclaves et avaient fait tomber dans les filets des marchands d'hommes des quantités innombrables d'individus appartenant aux races les plus élevées de l'antiquité. Les rivalités de religion et de race produisirent des résultats identiques sur le même

Digitized by Google

théâtre et par des procédés semblables, puisque les esclaves se recrutaient non-seulement parmi les prisonniers de guerre, mais encore parmi les femmes et les enfants enlevés dans des razzias réciproques. Au temps où Cervantès était captif à Alger, cette ville seule renfermait 25,000 esclaves chrétiens.

D'énormes quantités d'esclaves étaient employés comme rameurs, les chrétiens sur les galères musulmanes, les musulmans sur les galères chrétiennes. Quand les Turcs perdirent la bataille de Lépante (1571), 12,000 chrétiens, esclaves sur les galères, recouvrèrent leur liberté. Si l'on songe que le nombre des musulmans affectés au même service égalait au moins celui des chrétiens, on se fera une idée du développement qu'avait pris cette branche particulière de l'esclavage. Charles-Quint, en s'emparant de Tunis (1535) brisa les fers de 20,000 esclaves chrétiens.

Les corsaires barbaresques imitaient les actes de ces pirates, qui, seize siècles auparavant, avaient tant incommodé les Romains. De même qu'une noble dame romaine avait été saisie par les pirates tandis qu'elle voyageait assez loin dans l'intérieur des terres, ainsi Barberousse, le plus illustre des corsaires, conçut le projet de s'emparer de la comtesse de Fondi, qui passait pour la plus belle femme de son siècle, afin de l'offrir en présent au sultan Soliman le Grand. Il assiégea et prit la ville de Fondi, mais ne put mettre la main sur la comtesse, qui était parvenue à s'échapper. Des femmes en grand nombre furent ainsi enlevées et vendues comme esclaves sur les marchés de Turquie et des Etats barbaresques. Peu à peu, les corsaires étendirent le théâtre de leurs déprédations. Sortant de la Méditerranée, ils firent voile vers le nord et allèrent exercer leur industrie jusque sur les côtes d'Irlande. Les rudes corrections que ces actes de piraterie leur attirèrent de la part des Anglais ne suffirent pas pour les faire renoncer à ces croisières. Quelques ports de l'Atlantique, Salé entre autres, leur servaient de repaires.

Les puissances européennes firent fréquemment la guerre aux Etats barbaresques; et parmi les premières hostilités dans lesquelles s'engagèrent les Etats-Unis d'Amérique, il n'en est pas de plus brillantes que les expéditions qu'ils dirigèrent vers quelques-uns de ces Etats pour défendre la liberté et le commerce de leurs nationaux. Les susceptibilités jalouses des nations européennes les empêchèrent toutefois de détruire la piraterie et l'esclavage sur la côte de Barbarie, longtemps après que les Turcs furent devenus incapables de protéger la piraterie; et le tribut exigé par ces infimes puissances continua à être payé jusqu'au commencement du XIXe siècle. Le bombardement d'Alger par une flotte anglaise, sous les ordres de lord Exmouth (1816), mit fin à l'esclavage blanc en Barbarie. Il

Digitized by Google

avait déjà cessé dans les autres pays de l'Afrique septentrionale, grâce surtout aux efforts de la marine américaine, quoique d'abord le gouvernement des Etats-Unis se fût astreint, comme tant d'autres, à payer tribut aux chefs des pirates.

II

Au même moment où l'esclavage revêtait une forme particulière dans les pays baignés par la Méditerranée, l'esclavage noir ou africain, comme on le nomme généralement, prenait naissance. C'est un produit exclusif des temps modernes. On a vu plus haut que la traite des nègres existait déjà il y a au moins 3,000 ans ; que les Carthaginois amenaient, au moyen de leurs caravanes, de grandes quantités d'esclaves noirs de l'Afrique centrale et méridionale ; enfin, que ce mode de trafic était en usage longtemps avant la fondation de la ville de Didon. Mais les trafiquants de l'antiquité faisaient la traite des noirs comme celle de toute autre race humaine et comme agissent encore aujourd'hui les marchands d'esclaves de l'Orient. Les esclaves noirs, ai-je dit encore, n'étant à cette époque que des objets de luxe, leur nombre restait de beaucoup inférieur à celui des esclaves de race blanche. Ils étaient probablement plus nombreux en Orient qu'en Grèce et en Italie, et, plus que partout ailleurs, en Egypte et dans les régions septentrionales de l'Afrique, en raison de la facilité relative avec laquelle on pouvait se les procurer. Sans aucun doute, les Vénitiens, qui entretenaient avec l'Afrique des relations commerciales fort étendues, ont vendu des nègres dans les diverses contrées de l'Europe qu'ils visitaient. Chez les musulmans, il y eut des esclaves noirs depuis le temps du Prophète, et certains de ces esclaves ont atteint de hautes positions dans l'Etat et dans la famille. Mais, dans tous les cas, le nègre suivait la destinée commune et pouvait être vendu le même jour qu'un Grec ou un Arabe et par le même marchand. L'esclavage existant chez les nègres eux-mêmes et sous sa forme la plus cruelle, il est fort probable que la denrée noire avait déjà fait l'objet de plusieurs transactions avant d'arriver aux marchés d'Europe. Alors le nègre était vendu non pas parce que c'était un noir, mais parce que c'était un homme dont le travail pouvait être utilisé.

L'esclavage noir est une des conséquences de ce grand mouvement qui commença au XVe siècle, et qui eut pour but non-seulement les découvertes maritimes, mais encore le développement des intérêts commerciaux. Le Portugal prit la tête dans ce mouvement, sous l'impulsion de Henri, troisième fils de Jean Ier. Ce prince en-

Digitized by Google

treprit son œuvre en 1418, trois ans après la prise de Ceuta, à laquelle il assistait. Ce fut dans cette ville que, d'après les récits de quelques voyageurs, le prince conçut la pensée que l'Afrique ne se terminait pas au cap Noun, et qu'en suivant la côte occidentale on pourrait découvrir une route maritime conduisant aux Indes. En 1441, des Maures, capturés par deux des compagnons du prince Henri et admis à rançon, comprirent dans le prix de leur rachat dix esclaves noirs, dont la vue causa en Portugal un étonnement universel et fit jaillir l'idée de la traite africaine. Trois ans après (1444), une société commerciale se constitua à Lagos. Il est permis de douter que le but exclusif de cette société fût le commerce d'hommes, et que les deux cents individus saisis par ses agents et amenés en Europe (le prince Henri en reçut un cinquième, suivant les conventions stipulées) fussent des nègres. Toujours est-il que l'on fait généralement remonter à l'année 1444 l'origine de la traite africaine. Quelques années plus tard, une factorerie portugaise s'établissait sur l'une des îles d'Arguin, et la traite se trouvait définitivement organisée. Chaque année, les facteurs envoyaient en Portugal quelques centaines d'esclaves noirs, et ils en vendaient d'autres à des marchands qui les conduisaient à Tunis ou en Sicile.

Cependant, ni le prince Henri ni ceux qui suivirent immédiatement la voie qu'il avait ouverte ne virent dans la traite un trafic digne d'encouragement. Ils pensaient plutôt à faire des chrétiens que des esclaves, ce qui ne surprendra pas si l'on songe à la fureur de propagande qui anima les explorateurs portugais et espagnols. Sans la découverte de l'Amérique (1492), il est plus que probable que la traite africaine n'aurait jamais pris plus d'extension qu'elle n'en avait eu dans l'antiquité. Il y a même tout lieu de croire qu'entre 1455 et 1492, ce trafic était considérablement déchu et que le nombre des nègres exportés par les Portugais ne dépassait pas trois ou quatre cents par an; par le fait, l'Europe n'était pas susceptible d'utiliser le travail des esclaves noirs, dont l'emploi se trouvait confiné, à peu d'exceptions près, aux maisons des grands. La traite était donc réduite, en tant que commerce productif, à une situation assez précaire, lorsque le succès de la grande entreprise de Christophe Colomb vint lui donner pour ainsi dire une nouvelle existence et en faire l'une des branches les plus lucratives du commerce du monde.

Peu après la découverte de l'Amérique, les Espagnols commencèrent à réduire les indigènes en esclavage. En 1495, il en fut expédié un grand nombre en Europe comme esclaves. Le système des *repartimientos* (partages, répartitions) fut inauguré en 1496. Colomb semble n'avoir éprouvé à ce sujet aucune espèce de scru-

Digitized by Google

pule ; il avait d'ailleurs été lui-même engagé dans la traite portugaise. Aussi recommanda-t-il fortement le commerce des Indiens cannibales ; et les souverains espagnols, dont la législation, en ce qui concernait les indigènes, était généralement assez bienveillante, ne repoussèrent pas les propositions de leur amiral. Plus tard, Isabelle essaya d'établir une distinction entre les Indiens vendus après avoir été faits prisonniers de guerre et ceux que l'on confisquait en conséquence de leur refus ou de leur impuissance de payer tribut ; elle blâma l'amiral d'avoir opéré les saisies et ordonna que les victimes fussent relâchées et reconduites en Amérique. Sous la domination espagnole, les Indiens périrent par myriades ; il n'en resta bientôt plus sur les îles, soit qu'ils eussent été massacrés, soit qu'ils se fussent fondus dans d'autres tribus de la terre ferme.

Chez les autochthones du continent, l'esclavage n'était pas inconnu. Les Mexicains, le plus avancé des peuples américains, le Pérou excepté, l'avaient érigé en système. « La plus remarquable partie du code aztèque, » dit Prescott, « était relative à l'esclavage. Il y avait plusieurs catégories d'esclaves : les prisonniers de guerre, réservés presque toujours pour les sacrifices à la divinité ; les criminels, les débiteurs de l'Etat, les individus qui, par suite d'une extrême pauvreté, renonçaient volontairement à leur liberté et les enfants vendus par leurs parents. Dans ce dernier cas, conséquence ordinaire de la misère, les parents pouvaient, avec le consentement du maître, substituer aux enfants vendus d'autres enfants, à mesure qu'ils grandissaient, répartissant ainsi la charge aussi également que possible entre tous les membres de la famille. L'empressement des hommes libres à se soumettre à la servitude prouve suffisamment combien était doux le système qui la régissait. Le contrat de vente s'effectuait en présence de quatre témoins au moins, et le service exigé était défini avec la plus grande précision. L'esclave pouvait se créer une famille, devenir propriétaire et même posséder des esclaves. Ses enfants naissaient libres. Personne, d'ailleurs, ne pouvait naître esclave au Mexique ; distinction honorable, inconnue, que je sache, dans tout autre pays où l'esclavage a reçu une sanction légale. Les maîtres ne vendaient pas leurs esclaves, à moins qu'ils n'y fussent contraints par la misère. Ils les affranchissaient souvent à l'article de la mort, et quelquefois même, en raison de l'absence de tout sentiment de répugnance naturelle fondée sur la différence de sang et de race, ils choisissaient parmi eux leurs épouses. Toutefois, un esclave indocile ou vicieux pouvait être conduit au marché, avec un collier autour du cou pour signaler sa mauvaise nature ; il y était vendu publiquement, et s'il se mettait dans le cas d'être offert en vente une seconde fois, on le réservait pour les sacrifices

Digitized by Google

humains. » Ce système si bien décrit par Prescott, n'était connu sur aucun autre point du continent américain.

Le besoin d'ouvriers agricoles qu'avaient les Espagnols, et l'incapacité notoire des indigènes pour les travaux qui leur étaient demandés, conduisirent bientôt à l'importation des nègres dans le nouveau monde. Des motifs d'intérêt et d'humanité favorisèrent leur rapide accroissement dans les colonies espagnoles ; ils accomplissaient, en effet, avec la plus grande aisance le travail qu'il était impossible de confier aux naturels. Le gouvernement de Ferdinand le Catholique craignait que l'envoi d'une grande quantité de nègres en Amérique ne finît par devenir préjudiciable ; mais son successeur Charles Ier (l'empereur Charles-Quint), accorda à un flamand une charte lui permettant d'importer des nègres aux Indes occidentales. A partir de cette époque, la traite prit de jour en jour plus d'extension. Dans leur désir de prévenir l'extinction de la race autochthone, Las Casas et d'autres missionnaires appuyèrent les demandes d'esclaves noirs faites par les colons. Un nègre, en effet, passait pour l'équivalent de quatre indigènes.

En Angleterre, des nègres avaient été débarqués et vendus dès 1553 ; mais ce ne fut qu'en 1562 que la Grande-Bretagne commença à faire la traite et à fournir des esclaves noirs aux Espagnols. On accuse la reine Elisabeth d'avoir exigé sa part des bénéfices faits par sir John Hawkins, le premier Anglais qui ait commandé régulièrement un négrier. Du temps des Stuarts, quatre compagnies obtinrent des chartes pour la traite africaine. Les rois Charles II et Jacques II étaient membres de l'une de ces compagnies, et le dernier, alors qu'il n'était encore que duc d'York, en avait accepté la présidence. Après la révolution de 1688, le monopole fut aboli ; la traite devint un commerce libre et, plus tard, la Compagnie royale africaine fut, non-seulement sanctionnée, mais encore aidée par le parlement. Toutes ces compagnies fournirent des nègres à l'Amérique ; en 1713 même, les Anglais obtinrent pour trente années le privilége exclusif d'approvisionner de noirs les colonies espagnoles, et, pendant cette période, le chiffre de l'importation s'éleva à 144,000. Les Français, les Hollandais et d'autres nations européennes participèrent à la traite. Les premiers esclaves amenés sur le territoire formant actuellement les Etats-Unis y furent introduits par un navire hollandais, qui en vendit vingt à Jamestown, dans la province de Virginie, en 1620. La culture du coton commença l'année suivante : ce fait ne manque pas de signification.

L'année même où le premier mouvement pour l'abolition de la traite avait lieu dans le congrès américain (1783), la législature anglaise votait pour la dernière fois un acte qui la réglementait.

Digitized by Google

Depuis quelques années, la question de l'esclavage était à l'ordre du jour en Angleterre; la secte des quakers tout entière et des esprits d'élite, tel que Granville Sharp, Clarkson, Wilberforce et Buxton, ne se lassaient pas de la porter devant la Chambre des Communes. La traite fut abrogée en 1807. C'était un succès: mais il ne suffit pas aux abolitionistes, qui s'attaquèrent alors à l'esclavage lui-même. Il leur fallut trente et un ans d'efforts persévérants pour atteindre leur but; et ce ne fut qu'en 1838 (1er août) que l'esclavage fut aboli dans toutes les possessions anglaises. La France, adonnée avec autant d'ardeur que l'Angleterre à la traite des nègres, prit plutôt qu'elle des mesures abolitionistes. Le 15 mars 1791, l'Assemblée nationale avait accordé à tous les hommes libres des droits politiques égaux, quelle que fût leur couleur. Il est vrai que Napoléon Ier rétablit l'esclavage dans nos colonies; mais, en 1815, pendant les Cent-Jours, il promulgua un décret pour l'abolition immédiate de la traite. Ce décret fut renouvelé par le gouvernement de Louis XVIII, et la traite française cessa complétement en 1819. L'esclavage lui-même fut aboli en 1848 par le gouvernement provisoire. La Suède l'abolit en 1846-1847, le Danemark en 1848, les Pays-Bas en 1860. Je parlerai plus loin des progrès et du renversement de l'institution aux Etats-Unis.

Quant à la traite, abolie par l'Angleterre en 1807, par la France en 1819, par les Etats-Unis en 1808, l'Espagne, en 1814, consentit à y renoncer à partir de 1820; les Pays-Bas l'abolirent en 1818, et le Brésil en 1826, quoique les Brésiliens aient continué à s'y livrer depuis, malgré les décisions prises par les grandes puissances maritimes, qui ont assimilé la traite à la piraterie et dont les vaisseaux n'ont cessé de donner la chasse aux négriers. Enfin, les colonies hispano-américaines abolirent l'esclavage au fur et à mesure qu'elles se détachaient de la mère patrie.

Le nombre total des Africains pris comme esclaves est estimé à 40 millions, ou à un peu moins de 100,000 par année depuis l'inauguration de la traite. Mais pendant les quatre-vingts premières années, l'exportation des noirs fut assez limitée, et les Portugais n'en prirent probablement pas plus de 30,000 entre 1444 et 1493. Le poids de l'exportation pèse sur les années qui se sont écoulées depuis l'origine du mouvement abolitioniste, les demandes des produits des tropiques ayant pris une immense extension dans le siècle actuel. Quelques esclaves furent vendus à des contrées européennes, et l'on suppose qu'en 1772 il y en avait 15,000 dans les îles britanniques. La France et l'Espagne en possédaient aussi bien que l'Angleterre.

Digitized by Google

III

J'ai dit plus haut que les premiers esclaves introduits sur le territoire actuel des Etats-Unis d'Amérique furent vendus par un navire hollandais, qui en débarqua vingt à Jamestown, en Virginie, dans le courant de l'année 1620. L'esclavage ne tarda pas à s'étendre sur tout le continent nord-américain, et les Indiens y furent soumis aussi bien que les nègres. La traite fut menée avec une activité sans égale entre le Nord-Amérique et l'Afrique, et l'on calcule qu'avant 1776, 300,000 noirs avaient été importés dans les colonies anglaises. Quelques-unes de ces colonies s'étaient ouvertement prononcées contre la traite ; mais que pouvaient leurs remontrances contre les encouragements que donnait la mère patrie à ce honteux trafic ? En 1776, le congrès continental décréta qu'il ne serait plus importé d'esclaves ; mais, en 1788, lors de la rédaction de la constitution américaine, défense fut faite au congrès d'interdire le commerce des nègres avant 1808, époque où il fut définitivement aboli ; ce qui n'empêcha pas l'Etat de Géorgie de prohiber la traite dès 1798. Les Etats-Unis prenaient ainsi le pas sur toutes les nations du globe, en fixant un délai pour l'abolition d'un trafic qui, bien que virtuellement condamné par tous les pays civilisés, n'en a pas moins été poursuivi à ciel ouvert pendant trois cent soixante ans.

Lors du premier recensement, en 1790, il y avait aux Etats-Unis 697,897 esclaves ; tous les Etats fédérés, sauf le Massachussets, qui comprenait alors le Maine, renfermaient une population servile. Il est vrai que le New-Hampshire n'avait que 158 esclaves et le Vermont seulement 17. En 1800 (2e recensement), le nombre des esclaves s'élevait à 893,041 ; mais l'esclavage avait complétement cessé dans le Vermont, et le New-Hampshire ne comptait plus que 8 esclaves. Au 3e recensement (1810), le nombre des esclaves avait atteint le chiffre de 1,191,364 ; il n'y en avait plus dans le Massachussets, dans le New-Hampshire, dans le Vermont et dans l'Ohio, Etat nouveau formé d'un territoire qui était un désert en 1776. Le 4e recensement (1820), fit ressortir 1,538,038 esclaves ; le 5e (1830), 2,009,043 ; le 6e (1840), 2,047,455 ; le 7e (1850), 3,204,313 ; le 8e et dernier (1860), 3,952,801. Ce recensement a dévoilé un fait qui n'avait pas encore été complétement élucidé, à savoir, que la plupart des tribus indiennes transplantées des Etats esclavagistes dans l'ouest, Choctaws, Cherokees, Creeks, Chickasaws, possédaient des nègres.

Au moment où a commencé l'existence nationale des Etats-Unis,

Digitized by Google

l'opinion publique était en général opposée à l'esclavage; cette opposition était même plus prononcée dans quelques-uns des Etats du Sud que dans la plupart des Etats du Nord. Le décret de 1787, qui exclut l'esclavage du territoire situé au nord-ouest, reçut l'appui des sudistes, et certains Etats du sud abolirent la traite, tandis que ceux du nord continuaient à la pratiquer. Le Vermont avait aboli l'esclavage en 1777, avant d'entrer dans l'Union. La Pennsylvanie, en 1780, pourvut à l'émancipation graduelle des esclaves; cet Etat, qui en comptait 3,737 en 1790, n'en avait plus que 64 en 1840. La cour suprême du Massachussets déclara que l'esclavage était aboli par l'acte d'adoption de sa constitution locale (1780), rédigée de façon à réserver cette décision. Le Rhode-Island et le Connecticut affranchirent graduellement leurs esclaves; en 1840, il n'en restait plus que 5 dans le premier Etat et 17 dans le second. Le New-York procéda à l'émancipation graduelle dès 1799, époque où il possédait plus de 20,000 esclaves; en 1817, un nouvel acte décida que tous les esclaves seraient libres à partir du 4 juillet de la même année. Le New-Jersey fit de même en 1804, et de 11,423 esclaves qu'il avait en 1790, il n'en restait plus, en 1850, que 236. Quant aux Etats du sud, d'abord adversaires déclarés de l'esclavage, leur opinion, à cet égard, se modifia radicalement par suite de l'invention faite à la fin du XVIIIe siècle de la machine à nettoyer le coton, qui donna au travail servile une valeur et une importance inconnues jusque-là.

En Amérique, le système esclavagiste, bien différent de celui adopté par les Grecs, les Romains et même par les Etats barbaresques, était (on peut heureusement parler au passé) basé uniquement sur la prétendue infériorité de la race noire. Les plus ardents champions de l'esclavage auraient eu horreur d'y réduire un blanc; quant au nègre, c'était sa destinée, dans leur opinion. Le préjugé de couleur, presque nul chez les Hispano-Américains, est si vivace aux Etats-Unis, qu'aujourd'hui encore (1868), les radicaux de l'Union rencontrent des obstacles presque insurmontables pour les placer légalement sur un pied d'égalité avec les blancs. Au point de vue social, ils sont traités comme appartenant à une caste inférieure. Les derniers événements qui, en ce qui concerne les nègres américains, ont eu pour couronnement la liberté, ne leur ont pas encore conquis l'égalité. La lutte qui s'est accomplie entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, et qui a eu pour résultat d'obtenir, en faveur des nègres affranchis, la jouissance des droits politiques, laisse malheureusement supposer qu'il faudra bien du temps pour déraciner le préjugé de couleur.

Dès le principe, l'esclavage a eu pour adversaires des hommes

Digitized by Google

illustres, Washington, Jefferson, Madison, Franklin, Jay, Hamilton et beaucoup d'autres, qui ont pris une part éminente à la fondation du gouvernement fédéral. Ils considéraient l'esclavage comme une plaie affreuse, incompatible avec les principes énoncés dans la déclaration de l'indépendance, aussi bien qu'avec l'esprit du christianisme. Ils espéraient que les progrès de la civilisation et de la liberté suffiraient pour détruire peu à peu cette institution ; ils pensaient, d'un autre côté, que l'affranchissement immédiat ne pourrait s'accomplir sans d'épouvantables déchirements. C'est pourquoi, en rédigeant la constitution, ils consentirent à accorder au système esclavagiste des avantages temporaires et, par cela même, ne compromettant aucunement la stabilité du gouvernement. Des sociétés pour l'abolition graduelle de l'esclavage se constituèrent, dès cette époque, dans divers Etats. La société abolitioniste de la Pennsylvanie, fondée en 1775, eut pour premier président Benjamin Franklin. La société d'émancipation de l'Etat de New-York se constitua en 1785 ; ses deux premiers présidents furent John Jay et Alexandre Hamilton. Des associations identiques se formèrent dans les Etats de Connecticut, de Rhode-Island, de Delaware, de Virginie. Toutes ces sociétés contribuèrent dans une grande mesure à l'extinction de l'esclavage dans plusieurs Etats du nord. Après la défaite législative des adversaires de l'esclavage, qui demandaient que le Missouri ne fût pas admis dans l'Union comme Etat à esclaves (1819-1820), la question entra dans une période de stagnation. Le 1er janvier 1831, William Lloyd Garrison fonda à Boston le *Libérateur*, journal dans lequel il soutint que la possession d'esclaves est un péché devant Dieu, un crime de lèse-humanité, et que l'affranchissement immédiat est le droit de tout esclave et le devoir de tout maître. Le 1er janvier 1832, la première société établie d'après ces principes fut organisée à Boston sous la présidence du quaker Arnold Buffum. En décembre 1833, la société américaine antiesclavagiste fut constituée à Philadelphie. Arthur Tappan en fut le premier président. Cette société excita aussitôt dans toute l'étendue de la Confédération une vive émotion, dont les effets ne tardèrent pas à se manifester parmi les sectes religieuses et les partis politiques. Elle s'opposa à la formation d'un parti abolitioniste distinct, jugeant, avec raison, qu'il était plus sage de chercher à propager ses idées parmi les membres de tous les partis. En 1840, par suite d'un désaccord à ce sujet et à propos d'autres questions intéressant le programme de la propagande, une fraction de l'association primitive fonda la société antiesclavagiste américaine et étrangère. De la même année date l'organisation du parti libéral, recruté principalement parmi les dissidents et leurs adhérents. Ce

Digitized by Google

parti fut presque entièrement absorbé par celui du Sol libre (*Free soil*), lors de l'élection présidentielle de 1848. Cependant un petit nombre de personnes, qui étaient d'avis que le gouvernement tenait de la Constitution la faculté d'abolir l'esclavage dans toutes les parties de l'Union, ont continué, jusqu'à une époque récente, d'agir de concert, sous la dénomination de parti de la liberté. Le parti du Sol libre a été à son tour absorbé par le parti républicain, qui, lors de l'élection de 1856, avança le premier la doctrine de la restriction de l'esclavage. La tentative faite pour introduire l'esclavage dans les territoires et pour le mettre, partout où il se répandrait, sous la protection du pavillon national, a forcément entraîné le peuple et la presse des Etats-Unis à discuter à fond la question de l'esclavage, et il en est résulté naturellement des divisions parmi les partis politiques. Ce mouvement des esprits fut accéléré grâce aux enseignements de la statistique, cette science infaillible qui élucide tant de faits restés longtemps incompréhensibles et qui vint présenter sous des couleurs saisissantes le contraste existant entre le travail libre et le travail servile, au point de vue des résultats politiques et économiques.

Ainsi, en 1790, l'Etat de New-York renfermait 340,120 habitants, la Virginie, 748,308, soit plus du double. Soixante ans plus tard (1850), le New-York, devenu Etat libre depuis environ trente ans, avait une population de 3,097,394 âmes, tandis que la Virginie, restée Etat esclavagiste, n'en contenait que 1,421,661, moins de la moitié. A la même époque, la valeur des propriétés mobilières et immobilières en Virginie, y compris les nègres, était estimée à un peu moins d'un milliard de francs; elle atteignait 5 milliards et demi dans le New-York; la valeur en espèces de toutes les exploitations agricoles, avec leurs machines et ustensiles, était de 1 milliard 100 millions en Virginie, et de 2 milliards 800 millions dans le New-York. Les Etats du Michigan et de l'Arkansas, le premier Etat libre, le second Etat à esclaves, furent admis dans l'Union la même année (1836). Au bout de vingt ans, le Michigan avait trois fois la population de l'Arkansas, une valeur imposable d'exploitations agricoles et industrielles cinq fois plus forte et un nombre d'écoles publiques huit fois plus considérable. La Virginie était riche et prospère alors que l'Ohio n'était encore qu'un désert. Elle a une superficie de 157,380 kilomètres carrés, tandis que celle de l'Ohio n'est que de 103,200 kilomètres carrés. Cependant, malgré son tabac renommé, ses terres à froment, ses vastes houillères et ses ports spacieux sur l'Atlantique, la Virginie ne contient pas, par kilomètre carré, la moitié de la population que renferme l'Ohio; et quoique la Virginie fût entrée dans l'Union avec dix représen-

Digitized by Google

tants au Congrès, elle n'en avait que treize en 1860, tandis que l'Ohio, qui compte à peine cinquante ans d'existence comme Etat, envoyait au Congrès, à la même époque, vingt et un représentants. Ces exemples, purement économiques, suffisent à prouver que la différence sensible, quant au progrès, qui existe entre les Etats libres et les Etats à esclaves, provient en grande partie de ce que, dans ces derniers, le travail était avili, tandis qu'il ne l'était pas dans les autres ; et que si le Sud avait offert aux émigrants d'Irlande, d'Allemagne et de France les mêmes avantages sociaux et politiques qu'ils trouvaient dans le Nord, la prospérité relative de ces deux fractions du pays n'aurait pas présenté une différence aussi significative.

A ces faits, déjà si instructifs par eux-mêmes, il faut en joindre d'autres, tout politiques, qui dévoilent le rôle qu'a joué l'esclavage dans l'histoire nationale des Etats-Unis. En soixante-huit ans (1789-1856), sur dix-huit présidents élus, douze ont été des hommes du Sud, possesseurs d'esclaves ; aucun président appartenant au Nord n'a été réélu, tandis que cinq présidents sudistes ont vu renouveler leur mandat ; des hommes du Sud ont occupé la présidence pendant quarante-huit ans et trois mois, ou un peu plus des deux tiers de toute la période ; les fonctions de ministre d'Etat (chef du cabinet), ont été remplies par des sudistes pendant quarante années ; la présidence du Sénat a appartenu à des hommes du Sud sans interruption depuis 1809, sauf pendant trois ou quatre sessions ; et celle de la Chambre des représentants, pendant quarante-trois ans ; sur cent trente-quatre ministres plénipotentiaires, quatre-vingts ont été des propriétaires d'esclaves ; 16 Etats libres, ayant une population blanche de plus de 12 millions d'âmes, ont eu trente-deux sénateurs, tandis que quinze Etats à esclaves, avec une population blanche de 6 millions à peine, en ont eu trente ; les Etats libres ont envoyé au Congrès cent quarante-quatre députés, et les Etats à esclaves, quatre-vingt-dix ; un député d'un Etat libre représentait 91,935 hommes et femmes de race blanche, tandis que le député d'un Etat à esclaves n'en représentait que 68,725 ; ainsi, en vertu d'une clause de la constitution qui, dans la répartition de la quotité représentative, établissait que, numériquement, cinq esclaves valaient trois blancs, l'esclavage procurait aux États du Sud trente représentants de plus qu'ils n'avaient le droit d'en avoir d'après le chiffre de leur population.

Ces motifs expliquent suffisamment l'antagonisme qui a divisé l'Union américaine en deux fractions distinctes, le Nord et le Sud, s'agitant dans des intérêts diamétralement opposés, et dont le choc devait tôt ou tard produire la tempête. L'élection de M. Abraham

Digitized by Google

Lincoln, candidat du parti républicain (1860), a fait jaillir l'étincelle. C'était le premier président qui eût jamais été élu comme représentant spécialement l'opinion hostile à l'esclavage, et son administration devait naturellement tendre à détruire, au profit du Nord, la suprématie politique jusque-là exercée par le Sud. Le guerre civile éclata aussitôt.

Les relevés de la statistique ont prouvé que cette guerre de quatre ans avait coûté aux États-Unis un million d'hommes, tués ou invalides. Certes, on doit éprouver un sentiment douloureux en songeant au ruisseau de sang répandu. Mais ne déplorons pas trop profondément ces hécatombes humaines qui ont fait épanouir sur le sol américain le plus sublime des principes, celui devant lequel doit disparaître l'intérêt même de la conservation : la liberté. Quelles que fussent, au début des hostilités, les vues des Nordistes, il est certain, à l'immortel honneur du gouvernement fédéral, qu'une fois déployée, la bannière de l'abolition a été tenue jusqu'au bout d'une main ferme. Grâce à cette énergie, le triomphe du principe a été complet, et l'esclavage américain a été heureusement rejeté dans le domaine du passé. Le 1er janvier 1863, après deux ans de guerre, le président Lincoln lança sa fameuse proclamation, en vertu de laquelle les esclaves de tous les Etats révoltés se trouvaient émancipés. Le gouvernement fédéral a ainsi affranchi d'un trait de plume 3,120,198 nègres.

Mais cet affranchissement, conséquence forcée des hostilités, mesure de guerre qui accompagnait naturellement la confiscation des biens des sudistes belligérants, ne pouvait devenir régulier et définitif qu'après que le peuple des Etats-Unis aurait amendé sa constitution de façon à en effacer toute trace esclavagiste. Déjà, le 2 décembre 1863, le Congrès avait, sur la proposition du président, décidé par un vote que l'amendement abolitioniste serait proposé aux législatures des divers Etats. Mais ce ne fut qu'après la conclusion de la guerre civile et lorsque l'Union eût été virtuellement, sinon effectivement reconstituée, que la question put être posée au pays. Conformément à la constitution, l'adhésion des deux tiers des législatures locales était nécessaire. Au mois de décembre 1865, cette condition se trouvait plus que remplie, et, le 18 du même mois, le ministre d'État, M. Seward, lança une proclamation avisant le peuple des États-Unis que l'article 13 de la constitution fédérale se trouvait ainsi modifié :

« *Ni esclavage ni servitude involontaires, sauf pour punition de crimes dont les coupables auront été dûment convaincus, n'existeront ni dans les États-Unis, ni dans aucune des localités soumises à leur juridiction.* »

Digitized by Google

L'esclavage se trouvait dès lors légalement éteint. Il ne reste plus au peuple américain qu'à faire l'éducation morale, intellectuelle et politique des affranchis, et surtout à abjurer l'absurde préjugé de couleur, qui a jeté dant le sein de la nation des racines malheureusement trop profondes et dont le maintien s'opposerait à ce que les nègres devinssent des citoyens dans la véritable et large acception du mot.

IV

La jurisprudence esclavagiste, qui, dans la plupart des cas, n'a pu faire beaucoup plus que confirmer les usages établis, était, à peu de chose près, la même dans tous les Etats de l'Union où existait l'institution. De cette règle générale il faut excepter la Louisiane, dont les lois municipales sont largement colorées de droit romain. Je vais esquisser à grands traits les caractères saillants de cette législation.

Les lois édictées par les Etats à esclaves pour la répression et le gouvernement de leur population servile étaient, en général, d'une excessive sévérité et basées sur l'idée de la perpétuité de l'institution. Le fait d'esclavage, une fois établi, était absolu, et il n'existait rien qui ressemblât à une liberté partielle ou à un esclavage imparfait. La règle la plus habituellement invoquée pour déterminer la condition d'esclave, c'était que le *statut* de la mère devenait, dans ce cas, le *statut* des enfants. Les réclamations intéressant la liberté, portées devant les tribunaux, étaient toujours écoutées avec intérêt, les juges appliquant l'ancienne maxime : *Jura in omni casu libertati dant favorem.* Exemple : une mulâtresse de la Nouvelle-Orléans demandait son affranchissement, en se basant sur ce que sa mère était libre. Ce fait ne put être établi ; mais il fut constaté que son maître l'avait envoyée en France pour y apprendre l'état de coiffeuse, et la cour accueillit sa réclamation, déclarant que cela seul l'avait faite libre. L'esclave n'avait pas le droit de contracter : mais il pouvait agir en qualité d'agent d'un homme libre et, dans ce cas, il engageait son mandant. Quand un tiers exerçait des sévices contre un esclave, le propriétaire seul avait recours contre le coupable. Pour les sévices exercés par le maître sur son esclave, ce dernier n'avait, généralement parlant, aucun recours. Quelques Etats avaient édicté des lois protectrices. Dans d'autres, comme la Virginie, il était formellement stipulé qu'aucune poursuite ne pouvait être exercée contre un propriétaire ou même contre un locataire pour fustigation excessive et cruelle d'un esclave. Dans le même Etat, cependant, lorsque la fustigation entraînait la mort,

Digitized by Google

même sans intention de la donner, le fait était réputé meurtre au premier degré. Le propriétaire était responsable des torts ou dommages causés par un esclave. Si un esclave, coupable d'un crime capital, subissait le dernier supplice, le trésor de l'Etat en remboursait la valeur au propriétaire.

L'esclave fugitif, considéré comme propriété volée, ne devait profiter à personne. L'esclave ne pouvait posséder par voie d'héritage, à moins que la liberté ne fît partie du legs. Un legs fait à un esclave par fidéi-commis était nul de plein droit. Tout présent octroyé à un esclave, toute acquisition faite par lui étaient nuls de plein droit. Une chose quelconque trouvée par un esclave et abandonnée par celui-ci à un tiers, pouvait être réclamée par le propriétaire de l'inventeur. Dans l'Alabama, un nègre, réputé libre, mais esclave en réalité, avait acheté sa propre fille, puis lui avait souscrit un contrat d'émancipation ; le propriétaire intervint et réclama l'affranchie, qui lui fut adjugée. La loi romaine attribuait à un esclave un droit limité de propriété ; ce qu'il possédait, quoi que ce fût, était désigné sous nom de *peculium*. Cette règle existait dans les Etats esclavagistes et spécialement en Louisiane. Mais le droit au *peculium* dépendait expressément du consentement du maître. Dans tous les Etats, les esclaves avaient légalement droit au produit de leur travail du dimanche et de certains jours fériés ; leurs maîtres étaient obligés de les rémunérer s'ils les employaient pendant ces jours déterminés.

Quant au mariage, la règle dominante, sinon universelle, était que l'incapacité de l'esclave de faire un contrat valide s'étendait à l'acte du mariage. Il était parfaitement entendu, dans les Etats esclavagistes, que les unions contractées avec l'assentiment du maître ne constituaient pas le mariage légal, mais seulement une cohabitation. Dans certains Etats, on considérait l'union des nègres purement et simplement comme un mariage moral, l'esclave se trouvant dépourvu de tous droits civils. L'esclave ne pouvait, comme une personne mariée, commettre ni le délit d'adultère, ni le crime de polygamie ; il n'était pas responsable des engagements contractés par sa femme et ne pouvait être récusé comme témoin pour incompétence provenant de son état de mariage. Le mariage de l'esclave dépendait absolument de la volonté du maître, et aucune stipulation légale n'empêchait ce dernier de révoquer son consentement, d'annuler le mariage et de séparer les conjoints.

On définissait ainsi l'émancipation : abandon à l'esclave de sa valeur vénale. De même que, quand un esclave était émancipé par testament, sa liberté était un legs spécifique qui lui était fait ; ainsi un legs quelconque fait à un esclave par son maître impliquait et

Digitized by Google

effectuait l'affranchissement. Les modes légaux d'affranchissement différaient selon les Etats. Comme il n'existait pas d'esclavage partiel, il n'y avait pas non plus d'affranchissement partiel ou imparfait. Mais, dans presque tous les Etats, les formalités d'émancipation étaient entourées d'une foule de restrictions ayant pour objet d'empêcher l'établissement d'une population de couleur libre.

Outre le *peculium*, la législation louisianaise avait emprunté au droit romain une autre expression, celle de *statu-liber*, pour désigner un individu actuellement esclave, mais ayant droit à la liberté dans un temps plus ou moins éloigné. Ce terme légal n'était employé dans aucun autre Etat ; mais la condition qu'il indiquait existait partout. Les *statu-liberi* pouvaient posséder par voie d'héritage ou de donation ; les biens ainsi acquis devaient, toutefois, être administrés par un curateur. En cas de mort du *statu-liber*, sa propriété revenait au donateur. Quant à la *statu-libera*, sa condition était différente ; bien qu'elle fût investie du droit virtuel à l'affranchissement dans un temps déterminé, elle ne pouvait devenir libre, parce que la mort était susceptible de l'atteindre avant le délai fixé ; elle communiquait donc sa propre condition aux enfants nés avant cette époque, et ses enfants étaient aussi bien esclaves que si leur mère n'avait jamais dû être libre. Cette règle ne souffrait d'exception que dans trois Etats, la Virginie, le Maryland et la Louisiane, où les enfants d'une *statu-libera* devenaient libres à partir de l'époque où leur mère, vivante ou morte, aurait eu droit à l'affranchissement.

L'une des conséquences de la servitude était l'incapacité de l'esclave d'ester en justice dans aucun cas intéressant les droits d'un blanc. Cette incapacité reposait sur deux motifs : d'abord, un *liber et legalis homo* était seul jugé susceptible de prêter serment ; ensuite on supposait que le nègre, soit par impuissance intellectuelle, soit par mauvaise volonté, ne se croirait jamais lié par les obligations du serment. Il en était ainsi en Grèce et à Rome, où, d'après le code, *testis homo liber esse debet*, un témoin doit être un homme libre. En France, pendant longtemps, le serviteur à gages est resté sous l'empire d'une quasi incapacité que les tribunaux pouvaient, néanmoins, lever quand ils le jugaient à propos. Cette législation avait, aux Etats-Unis, une conséquence assez inique. Un blanc, agissant en vertu de renseignements fournis par un nègre, pouvait faire admettre en justice la validité de ces renseignements. Si, au contraire, une action était dirigée contre un blanc en raison de mauvais traitements infligés à un esclave, les tribunaux n'admettaient ni le témoignage de la victime, ni celui d'aucun autre esclave.

Pour terminer, et comme complément de tout ce qui précède, il

Digitized by Google

faut dire qu'aux Etats-Unis, et depuis l'époque coloniale, il a existé une disposition générale à prohiber l'éducation des esclaves. Dans la Caroline du Sud, un acte de 1740 défendait d'employer les esclaves comme copistes, sous peine d'une amende de 2,500 francs. Une loi semblable fut édictée pour la Géorgie, en 1770. Et cependant, cette règle, qui avait force de loi dans tous les Etats esclavagistes, était moins observée, en fait, que l'incapacité de l'esclave comme copiste.

V

Il ne me reste plus à parler que du servage russe, institution qui, comme l'esclavage américain, n'a que depuis peu cessé d'exister. L'esclavage fut inauguré en Russie il y a mille ans environ, c'est-à-dire à l'époque habituellement assignée à l'origine de la puissance moscovite. Ces meubles domestiques (*rabs*) étaient soit des prisonniers de guerre, soit des individus achetés à l'étranger. « Les nobles, les riches, les grands dignitaires, dit Gurowski, sont probablement les premiers qui aient établi sur leurs domaines les *rabs* comme cultivateurs. Outre le *rab*, il y avait encore le *kriepostnoi kholop*, esclave attaché ou enchaîné à son maître, *kriepok* signifiant lié, attaché par force, *kriepost*, forteresse, etc. Conformément aux lois recueillies ou édictées par Vladimir et Yaroslav, dans les Xe et XIe siècles, le *rab* et le *kriepostnoi kholop* descendaient des prisonniers de guerre ou des individus achetés comme esclaves et importés comme tels en Russie, ou encore d'individus ayant purement et simplement épousé des femmes esclaves ; les *rabs* publics ou grands-ducaux, au contraire, étaient des criminels condamnés. »

Le servage ne fut établi en Russie que vers la fin du XVIIe siècle. En 1718, sous Pierre le Grand, les agents du recensement comprirent dans leurs relevés, comme effets mobiliers, tous les serfs vivant sur des propriétés particulières, et qu'ils convertissaient ainsi en esclaves par un simple trait de plume. Les paysans des domaines étaient purement recensés comme serfs. Leur condition était de beaucoup préférable à celle des paysans des propriétés privées ; ces derniers pouvaient, en effet, être vendus séparément de la glèbe à laquelle ils se trouvaient attachés et dont ils avaient légalement le droit de partager le sort. Quand les souverains russes faisaient don de terres aux personnes qu'ils désiraient récompenser ou corrompre, et Catherine II fut particulièrement prodigue en ce sens, ils aliénaient les domaines de la couronne. Les serfs transmis avec la terre devenaient des biens meubles; et comme la quantité de terres ainsi abandonnées fut très considérable pendant

Digitized by Google

les quatre-vingts années qui suivirent le recensement de 1718, le chiffre des esclaves mobilisés suivit une progression correspondante. Alexandre Ier chercha à excepter les esclaves dans les transferts de cette nature. Nicolas Ier entra dans la même voie et avec plus de succès encore ; il décréta de plus qu'aucune des communes rurales comprises dans le domaine de la couronne ne serait, à l'avenir, concédée à des particuliers. Quand le serf meuble entrait dans les rangs de l'armée, il devenait libre en ce qui concernait son maître; mais la durée du service militaire et la nature particulière et dangereuse de ce service ne lui laissaient que peu d'espoir de tirer jamais un bénéfice personnel de l'acte qui l'avait émancipé.

L'empereur actuel (Alexandre II) a apporté sur le trône des czars des idées de réforme dont la Russie ressent déjà les bienfaisants effets. Rompant avec les sentiments stationnaires ou rétrogrades du vieux parti russe, il a fait entrer son vaste empire dans la voie des progrès modernes. Il a compris que l'esclavage était non-seulement une infamie morale, mais une tache pour une nation civilisée, et qu'il opposait une barrière infranchissable au développement des ressources industrielles et agricoles d'une grande nation, et le jeune czar a travaillé, dès son avénement, à l'émancipation graduelle des innombrables esclaves moscovites. Prêchant d'exemple, il se soumit le premier à l'œuvre d'affranchissement et rendit la liberté aux serfs des immenses domaines impériaux. Plus tard, et avant même que la chute de l'esclavage ne fût, sur le continent nord-américain, un fait accompli, le czar promulgua l'ukase qui émancipait tous les serfs de l'empire. Alexandre II est resté un monarque absolu ; désormais, toutefois, il règne non plus sur des bêtes de somme, mais sur des hommes qui, pour la plus grande partie, lui doivent la liberté.

VI

Etablir un parallélisme quelconque entre l'esclavage ancien et l'esclavage moderne, tel n'est pas le but du travail que l'on vient de lire. J'ai voulu montrer que l'exploitation de l'homme par l'homme est descendue jusqu'à nous par une sorte de tradition qui se perd littéralement dans la nuit des temps ; c'est l'éternel antagonisme du fort et du faible ; c'est l'exercice et l'application de cet instinct de domination qui, aujourd'hui encore, se manifeste sous des formes diverses, mais identiques, quant au principe, dans toutes les agglomérations d'êtres humains, civilisés ou non. Il ne s'agit, dans les pages qui précèdent, que de l'esclavage en tant qu'organisation

Digitized by Google

sociale ou politique ; il m'a semblé intéressant de grouper les faits qui s'y rattachent depuis le commencement des âges, et de montrer comment cette institution, si fortement établie, si rigoureusement réglementée dans l'ancien monde, a pu s'implanter dans la civilisation moderne et atteindre d'aussi gigantesques proportions.

L'esclavage a fait son temps. Disparu presque absolument de la surface du globe, il n'existe plus comme élément constitutif que dans les colonies espagnoles et au Brésil.

Si on laisse de côté les îles Philippines, où l'institution se trouve, à proprement parler, abolie de fait, les principales possessions maritimes de l'Espagne sont Cuba et Puerto-Rico. La première de ces colonies, sur une population totale de 1,360,000 habitants, compte 369,000 esclaves ; dans la seconde, qui renferme 583,000 âmes, il y a 40,000 esclaves. C'est à ces 409,000 êtres humains que la révolution du 17 septembre restituera la dignité d'hommes libres, et c'est sur la question de l'émancipation immédiate que les futures Cortès sont appelées à se prononcer. J'insiste sur ces mots « émancipation immédiate ». Dans les Antilles espagnoles, en effet, les esclaves sont, depuis quelques années, traités avec un rare humanité, et, fait plus remarquable encore, ils sont admis graduellement aux bienfaits de la liberté. L'enfant d'un esclave peut être enregistré comme libre avant sa naissance, moyennant le payement de 21 piastres (environ 125 francs). Des esclaves rentrent continuellement dans la vie normale, soit en vertu de testament, soit par manumission, soit en se rachetant eux-mêmes. 2,000 individus, au moins, sont chaque année émancipés par l'un ou l'autre de ces procédés ; de sorte qu'aujourd'hui, à Cuba, le nombre des nègres libres gale presque celui des esclaves, tandis qu'à Puerto-Rico, il le dépasse considérablement, les esclaves n'étant que 40,000 sur une population de couleur de 280,000 âmes.

Telle était la situation des colonies espagnoles lorsque, avant de se dissoudre, la junte révolutionnaire de Madrid proposa de décider que tous les enfants nés de femmes esclaves, depuis et y compris la journée du 17 septembre 1868, seraient déclarés libres, abandonnant aux députés coloniaux appelés aux Cortès constituantes l'adoption des mesures propres à effectuer l'abolition complète de l'esclavage. En d'autres termes, la junte stipula l'obligation du pays, avec cette seule réserve, que sous un bref délai la question serait soumise à l'examen de ceux qui se trouvent le plus directement intéressés à sa solution. Cette résolution, dont l'esprit libéral et la sagesse sont incontestables, n'est cependant pas du goût de la Société esclavagiste anglaise, qui demande instamment l'émancipation des esclaves

Digitized by Google

des territoires espagnols, non-seulement sans transition, mais encore sans consulter le désir ou la volonté du peuple. Elle affirme que tout délai serait dangereux et toute précaution nuisible. « Faites bien, dit-elle, c'est votre premier devoir. Le reste est du ressort de la Providence. » Elle ne manque pas de citer des précédents, particulièrement celui de la France en 1848, pour prouver que cette politique est la plus rationnelle. Mais elle se garde de dire mot d'un précédent bien mieux applicable à l'espèce. Le premier pas de la France dans la voie de l'affranchissement eut lieu en 1791, et l'histoire de Saint-Domingue en dévoile clairement les résultats. Ne sait-on pas que même les constituants de cette époque furent assez effrayés de leur œuvre pour essayer de l'enrayer en plaçant la question de l'abolition entre les mains des législatures coloniales? Malheureusement, il était trop tard. En ce qui concerne les colonies espagnoles, il est permis de craindre qu'une précipitation qu'on pourrait appeler fanatique ne soit préjudiciable à l'abolition même. Il semble, d'ailleurs, qu'avec certaines précautions l'émancipation s'accomplirait facilement dans ces colonies.

Au point de vue pratique, il n'y a là qu'une question de somme du travail. Or, en fait, le travail libre est déjà, à Cuba, l'équivalent du travail esclave. Outre les nègres affranchis, on y emploie sur les plantations un grand nombre de Chinois; et les colons prévoient parfaitement les conditions agricoles qui résulteraient de l'émancipation. De leur côté, les esclaves, comme je l'ai fait observer, s'accoutument à l'affranchissement, et beaucoup d'entre eux sont déjà parvenus à se libérer. En apparence donc, rien ne saurait s'opposer à une mesure d'abolition générale. En réalité, et ce qui se passe aux Etats-Unis le démontre suffisamment, rien ne serait plus inopportun qu'une émancipation instantanée, suivie, comme cela devra être, du suffrage nègre et de la prépondérance de la couleur.

Le gouvernement espagnol actuel s'est bien gardé de s'aventurer dans cette voie. Il n'est qu'un gouvernement provisoire, c'est-à-dire une administration à laquelle est confiée la direction au jour le jour des affaires publiques, jusqu'au moment où la volonté nationale se manifestera par le vote des représentants du peuple élus et assemblés dans ce but. Il a compris que c'était aux Cortès constituantes et non à lui à se prononcer sur la question et le mode de l'émancipation; que si le peuple espagnol n'était pas disposé à abolir sur le champ l'esclavage, il n'avait pas le droit de l'y contraindre; que si le peuple se trouvait préparé à l'adoption de cette mesure, il n'avait pas davantage le droit de prendre l'initiative. L'opinion publique suit évidemment le courant de l'émancipation; tout aussi évidem-

Digitized by Google

ment les chefs de cette opinion sentent l'opportunité de permettre aux colonies de donner leur avis sur un sujet qui les touche d'aussi près. L'esclavage sera définitivement aboli par ceux qui ont déjà proclamé, sans réserve aucune, la doctrine de la liberté universelle. Mais la question de l'abolition, étant malheureusement restée pendante durant de longues années, peut sans danger attendre quelques semaines encore sa solution.

L'abstention du gouvernement provisoire a donc été aussi prudente que judicieuse, et l'on pouvait espérer que les colons comprendraient tous que le système de temporisation avait été adopté dans leur propre et unique intérêt. Il n'en a pas été ainsi. Un mois à peine après l'écroulement du trône des derniers Bourbons, l'île de Cuba se trouvait en pleine insurrection. Elle était, il faut le dire, préparée depuis longtemps à ce soulèvement. Le souffle puissant de l'émancipation, après avoir secoué jusqu'en ses fondements le colosse nord-américain, franchit aisément un étroit bras de mer, et rencontra la reine des Antilles, où il déposa des ferments de révolte qu'une occasion propice devait nécessairement faire éclater. Que la question de l'esclavage soit pour quelque chose dans le soulèvement des Cubétains, c'est un fait certain ; mais le caractère en est surtout antiespagnol. La presse péninsulaire ne s'y trompe pas, et ce sentiment séparatiste elle l'attribue, non sans quelque raison, aux flibustiers américains. Les renseignements qui parviennent en Europe sur la situation présente de la colonie sont trop contradictoires pour qu'il soit possible de s'en faire une idée exacte. Les feuilles publiques indigènes, placées sous le contrôle du capitaine général, affirment que les troupes du gouvernement tiennent les insurgés en échec ; d'un autre côté, les correspondances privées assurent que l'insurrection se propage et ne peut être étouffée. Parmi les insurgés, les uns demandent l'autonomie, les autres, l'annexion aux États-Unis. Leurs chefs, pour la plupart, viennent de Saint-Domingue ou du Mexique. Quant au résultat final, il est assez facile à prévoir. Il ne semble pas possible que l'île de Cuba puisse jamais avoir une autonomie qui lui soit propre et renouveler dans la mer Caraïbe le spectacle que donnent à l'Europe les petites républiques d'Andorre et de Saint-Marin. Les États-Unis guettent patiemment leur proie. Malgré ses assertions contraires, le gouvernement de Washington n'apportera aucun obstacle aux expéditions des flibustiers, la doctrine d'annexion lui tenant autant au cœur que la doctrine inaugurée par le président Monroë. Dans tous les cas, ces graves événements conduiront nécessairement le gouvernement provisoire à abandonner la politique d'abstention qu'il a, avec raison, suivie jusqu'ici, à décréter les réformes qu'il compte appliquer aux pro-

Digitized by Google

vinces d'outre-mer, et surtout à prononcer sa formule dans la question de l'esclavage. « Si, après l'accomplissement de ces réformes, dit l'*Imparcial* de Madrid, l'apaisement n'est pas obtenu, nous devons nous résoudre aux derniers sacrifices pour vaincre une insurrection dont le triomphe serait la tache la plus honteuse que pût subir cette révolution qui fait aujourd'hui l'orgueil de l'Espagne. » D'où il résulte, selon toute probabilité, que l'esclavage sera aboli même avant la réunion de l'Assemblée constituante, et que les nouvelles Cortès n'auront plus qu'à régulariser législativement les mesures adoptées d'urgence par le gouvernement provisoire. Ces mesures extrêmes suffiront-elles pour conserver Cuba à l'Espagne? C'est ce que nous apprendra un très prochain avenir.

Au Brésil, la même question de réforme sociale et humanitaire est, depuis quelques années, à l'ordre du jour. Des mesures ont été déjà prises pour l'extinction de l'esclavage dans l'Empire. L'émancipation immédiate ne fait pas partie du plan adopté, lequel, par le fait, laissera vivre et mourir dans la servitude la grande majorité de ceux qui y sont actuellement astreints. L'esclavage ne doit cesser absolument qu'en 1900, c'est-à-dire dans trente-deux ans, période équivalant à la vie d'une génération. A partir de la promulgation de la loi, les enfants issus d'esclaves entreront, dès leur naissance, dans une condition modifiée de liberté et resteront jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt ans les apprentis des maîtres de leurs parents; de telle sorte qu'un enfant né en 1868, par exemple, arrivera à sa majorité et sera émancipé douze ans avant ses père et mère. En outre de ces stipulations, et les primant toutes, il est proposé d'instituer une caisse destinée au rachat annuel d'un certain nombre d'esclaves, de façon à réduire, autant que possible, le nombre des noirs à émanciper par l'Etat lorsque sera venu le moment de détruire dans l'Empire le dernier vestige de l'esclavage. Voilà, en résumé, les principales dispositions d'un projet qui prouve. au moins, que le Brésil n'entend pas rester longtemps encore au ban des nations civilisées.

Tout permet donc de supposer que, dans un avenir rapproché, cette sauvage institution sera complétement effacée des deux seules législations où elle se réfugie encore. Le peuple américain, lui, l'a trop longtemps conservée, au grand étonnement de ceux qui connaissent la jalouse anxiété professée de tout temps par la race anglo-saxonne pour la liberté individuelle. Cette anomalie, dont l'antiquité offre d'ailleurs plus d'un exemple, s'explique par deux considérations capitales sur lesquelles il est utile d'insister. En premier lieu, l'esclavage était intimement lié à l'existence d'une partie de la Confédération, la plus importante même, au double point de

Digitized by Google

vue de l'extension territoriale et de la production agricole. Ensuite il était entretenu dans tous les Etats, et *plus particulièrement dans les Etats du Nord,* c'est-à-dire dans ceux où l'application du système était depuis longtemps devenue inutile, par un préjugé invincible, un sentiment d'animadversion instinctive pour la race noire, sentiment dont il est impossible de méconnaître l'existence, puisqu'il subsiste encore plus vivace que jamais, en dépit des déclamations des néo-philantropes, en dépit de l'affranchissement accompli.

La guerre civile la plus gigantesque dont l'histoire ait conservé le souvenir a eu pour conséquence d'arracher à la servitude 4 millions de créatures humaines. Le monde s'est réjoui de ce résultat, qui a pris, pour ainsi parler, par surprise ceux-là mêmes qui combattaient pour l'obtenir. On ne peut se dissimuler, en effet, que la guerre civile américaine est issue de tout excepté du sentiment anti-esclavagiste, dans le sens philosophique du mot, et qu'au début, c'était simplement une lutte d'influence politique entre l'élément producteur et l'élément industriel. Que l'institution de l'esclavage, abolie dans le Nord, qui n'en avait plus besoin, comme je l'ai dit plus haut, ait contribué, dans la plus large mesure, à entretenir la violente animosité qui divisait les deux parties de la république fédérale, c'est ce qu'il est impossible de nier ; pas plus qu'il n'est permis d'affirmer que la condition des noirs ait pesé en quoi que ce soit sur les déterminations belliqueuses du Nord. On en trouve la preuve dans la première proclamation du président Lincoln, qui conjurait le Sud de ne pas briser le lien fédéral et de déposer les armes, lui proposant le *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire la reconnaissance des droits des Etats (*State Rights*), c'est-à-dire encore le maintien de l'esclavage tel qu'il était défini et délimité dans la constitution. Ce n'est que plus tard que fut arboré le drapeau de l'abolition, et par des motifs égoïstes qu'il n'y a pas lieu de retracer ici. Aussi, tout en glorifiant l'extirpation de ce chancre social, l'esclavage, ne saurait-on avoir beaucoup de gré à l'opérateur qui a pratiqué l'opération sans conviction arrêtée et avec une ardeur rancunière dont la précipitation ne lui a pas permis de préparer les moyens de cicatrisation.

HIPPOLYTE VATTEMARE.

Digitized by Google

L'ÉCLIPSE TOTALE

DE 1868

UNE NOUVELLE CONQUÊTE DE L'ASTRONOMIE

Les sciences ont de l'attrait pour deux classes d'amateurs : les uns n'y voient qu'un moyen d'augmenter le bien-être social ; les autres, plus désintéressés, trouvent du plaisir à contempler les efforts des savants pour saisir tout ce qui semble mis hors de notre portée; — ils ont le sentiment du beau et du sublime et ne demandent rien de plus. A chaque secret qu'on arrache à la nature, les premiers se demandent si cela sert à quelque chose, si cela fait économiser un cheval-vapeur, ou doubler le rendement d'un champ, ou tout au moins réduire le prix des télégrammes. Les autres n'ont à cœur que de satisfaire une curiosité légitime et d'exercer leur intelligence à mieux comprendre tout ce qui nous entoure, à admirer les mille ressources que déploie la nature pour arriver à ses fins. Les premiers représentent la prose, les autres la poésie de notre existence.

C'est à ceux-ci avant tout que nous nous adressons cette fois, sans pour cela méconnaître le rôle important échu aux premiers dans la société. La constitution physique du soleil, sujet dont nous devons parler dans les pages suivantes, n'a d'attrait que pour ceux qui,

Digitized by Google

spectateurs attentifs de la lutte engagée entre l'intelligence de l'homme et les énigmes de la nature, savent apprécier en véritables artistes le fragment de chef-d'œuvre mis à découvert chaque fois que le voile dont elle couvre ses mystères a éprouvé quelque heureuse atteinte.

De toutes les sciences accessibles à un public instruit, l'astronomie physique est la plus attrayante. La recherche des nouvelles planètes, des comètes, des météorites, fait l'agrément de beaucoup d'amateurs, qui, même n'ayant à leur disposition que des instruments fort médiocres, ont su donner ample satisfaction à ce besoin que nous éprouvons de connaître le plus intimement possible le monde dont notre terre est une minime fraction. Toutefois, l'étude du soleil dépasse les limites auxquelles peut atteindre le simple amateur; car l'observation et la mesure des taches, des passages et des éclipses exigent des instruments d'une grande délicatesse, et dont le prix et l'installation sont au-dessus des moyens de la plupart des particuliers. Au surplus, le maniement de ces instruments exige une grande habitude, que l'on ne trouve guère que chez les hommes spéciaux. Il est donc naturel qu'au retour d'une éclipse totale, où la lune doit couvrir l'entière surface solaire, on demande avec impatience aux astronomes jouissant de tous les avantages désirables un compte exact de leurs travaux, dans l'espoir d'y trouver la solution de quelque grand problème.

Cette fois, cet espoir n'a pas été déçu. L'éclipse de 1868, observée le 18 août aux Indes et dans la Cochinchine, comptera parmi celles qui ont le plus contribué aux progrès de nos connaissances relativement à la constitution physique de notre soleil.

Rappelons, avant d'entreprendre l'histoire de l'éclipse totale de 1868, les faits principaux qui caractérisèrent le même phénomène le 18 juillet 1860. Les descriptions publiées immédiatement après par les divers astronomes qui s'étaient rendus en Espagne pour y observer la totalité nous parurent alors extrêmement divergentes les unes des autres[1], surtout par rapport aux protubérances.

On sait que lorsque le disque lunaire cache le soleil complétement, on aperçoit aussitôt tout autour un certain nombre de bosses

[1] Voir la *Revue* du 31 août 1860, pages 721 et suivantes, et du 31 décembre de la même année, pages 719 et 720.

Digitized by Google

d'une couleur de rose et affectant les formes les plus irrégulières, en crochets, en lames, etc. C'est là ce qu'on appelle des *protubérances* solaires, et il s'agissait en 1860 de décider si elles étaient de nature gazeuse, liquide ou solide. Cette question a donné lieu depuis aux discussions les plus passionnées, car pendant l'éclipse du 18 juillet, les uns avaient vu des protubérances partout; d'autres d'un côté seulement, et ce côté n'était pas toujours le même ; le nombre de ces protubérances n'avait pas non plus été identique pour tous : il variait de trois à dix ; enfin, M. Bianchi avait déclaré que les protubérances aperçues par lui étaient exactement les mêmes que celles de 1842.

De tels désaccords ne pouvaient manquer d'augmenter l'incertitude qui planait depuis longtemps sur la nature des protubérances ; on écartait néanmoins assez généralement l'observation de M. Bianchi, d'après laquelle ces objets mystérieux auraient été solides, ou, en d'autres termes, auraient constitué des montagnes d'une hauteur prodigieuse, hors de toute proportion avec les dimensions du noyau. M. Le Verrier hasarda une nouvelle théorie, qui, sous certains rapports, n'avait rien que de fort probable. Selon lui, on devait rejeter l'hypothèse du noyau solide et des trois enveloppes que l'on prêtait au soleil, et ne voir dans cet astre qu'un corps central en incandescence recouvert d'une atmosphère gazeuse. Dans notre article cité plus haut (page 727), nous acceptions dans une certaine mesure, pour notre part, cette explication, à la condition de ne pas donner à la couche de vapeurs dont faisaient partie les protubérances le nom d'*atmosphère*. Ce terme s'emploie, en effet, pour indiquer une série de couches gazeuses diminuant en densité à mesure qu'augmente leur éloignement du globe solide qu'elles entourent. Selon nous, il n'en devait pas être ainsi à la surface du soleil : la chaleur intense de cet astre devait raréfier les couches les plus voisines, et par conséquent augmenter la densité de celles qui se trouvaient au dehors. Cette manière de voir, dont on aurait pu alors contester l'exactitude, et qui était loin d'être partagée par tout le monde, a été heureusement confirmée de tout point par les observations de 1868, ainsi qu'on le verra plus loin.

Signalons ici, à propos de l'éclipse de 1860, un mémoire de M. Yvon Villarceau, présenté à l'Académie des sciences le 3 août dernier, quinze jours seulement avant l'éclipse de 1868. L'auteur déclare avoir offert ce mémoire en 1861 à l'Observatoire , dans l'espoir de le voir paraître dans ses *Annales;* il ajoute qu'après l'avoir retenu jusqu'au mois d'octobre 1867, on lui a renvoyé son manuscrit. Or, pour ne pas s'exposer au reproche d'avoir voulu atten-

Digitized by Google

dre la nouvelle éclipse pour s'assurer si ses observations de 1860 étaient confirmées, il avait pris le parti de communiquer ce travail à l'Académie avant le 18 août.

M. Yvon Villarceau avait observé l'éclipse à Moncayo, avec M. Chacornac. Les résultats auxquels sont arrivés ces deux astronomes peuvent se résumer ainsi : 1° la couronne ou auréole qui entoure le disque lunaire au moment de la totalité est un effet de l'atmosphère solaire; 2° les protubérances roses sont des appendices du globe solaire, et par conséquent solides.

Cette conclusion aurait-elle été la cause du retard de six années apporté à la publication du mémoire de M. Yvon Villarceau ? L'Observatoire, pressentant des résultats contraires, aurait-il craint d'engager, même indirectement, sa responsabilité? Nous n'oserions l'affirmer; mais, quoi qu'il en soit, il est certain que, jusqu'au moment de l'éclipse de 1868, les astronomes étaient partagés sur la nature des protubérances. Trois hypothèses étaient en présence : d'après la première, soutenue par M. Otto Struve, directeur de l'Observatoire de Poulkowa, par M. Bianchi et par MM. Yvon Villarceau et Chacornac, les protubérances étaient solides; la seconde, soutenue par M. Le Verrier et par le P. Secchi, de Rome, suppose qu'elles sont gazeuses; la troisième enfin, défendue par M. Plantamour, directeur de l'Observatoire de Genève, ne reconnaît dans les protubérances que de simples effets des réfractions anormales des rayons solaires. L'éclipse de 1868 va décider irrévocablement la question; mais avant de l'aborder, nous éprouvons le besoin de compléter ce que nous avons dit dans un précédent article [1] sur l'*analyse spectale.*

II

Depuis la découverte du thallium par M. Crookes [2], du cæsium et du rubidium par MM. Kirchhoff et Bunsen [3], l'analyse spectrale est devenue une méthode de recherche usuelle et jouissant de toute la confiance qui résulte de la sécurité absolue. On sait maintenant que chaque substance donne, dans le spectre de la flamme où elle brûle, une raie particulière et parfaitement reconnaissable, dont la position ne change jamais. Il n'en était pas ainsi avant la grande découverte des célèbres professeurs de Heidelberg; car M. Crookes lui-même paraissait s'excuser, quelques mois auparavant, de s'é-

[1] Voir la *Revue* du 31 décembre 1861, p. 782.
[2] *Revue* du 30 septembre 1861, p. 352.
[3] *Revue* du 31 décembre 1861.

Digitized by Google

tre servi de l'analyse spectrale pour découvrir le thallium, en disant qu'il connaissait parfaitement *l'incertitude* de cette méthode.

Ainsi qu'il arrive dans toutes les grandes découvertes, il est difficile d'en indiquer le véritable auteur. Depuis Fraunhofer, qui découvrit la fixité des raies noires déjà observées par Wollaston et avant lui par Thomas Melville dans le spectre solaire, un grand nombre de physiciens se sont occupés du même sujet; il semble néanmoins que Fox Talbot ait songé le premier, en 1826, à en faire un instrument d'analyse. Quoi qu'il en soit, voici comment on procède :

Par une fente étroite, pratiquée dans un des volets de la croisée d'une chambre tapissée en noir, on fait tomber sur un prisme un mince ruban de lumière solaire fournie soit directement, soit par un héliostat. Il se forme aussitôt, on le sait, le spectre des sept couleurs. Maintenant, si entre l'œil et le prisme nous interposons une lentille convergente ou une lunette grossissant de huit à dix fois, nous apercevons les raies de Fraunhofer dans leur ordre inflexiblement constant pour toute lumière provenant du soleil ou d'une planète, mais différent pour toute lumière jaillissant d'une autre source. On sait que Fraunhofer a fait le tableau des raies solaires, au nombre de sept cents (on en compte beaucoup plus aujourd'hui), et qu'il a indiqué par sept lettres majuscules, B, C, D, E, F, G, H, les raies les plus frappantes du spectre. On en a depuis intercalé d'autres, minuscules ou grecques, selon les besoins des observateurs.

La disposition fort élémentaire des appareils, telle que nous venons de la décrire, a naturellement subi d'importants perfectionnements, suivant les espèces de lumière qu'il s'agissait d'examiner. Ainsi, pour l'analyse des minéraux par la flamme qu'ils donnent, on se sert d'un tube muni d'une fente à l'une de ses extrémités. Le rayon qu'on y fait passer vient frapper une des faces du prisme en un point tel que l'observateur, regardant à travers la lunette, puisse voir le spectre en sens contraire. On réduit alors le minéral en une poudre très fine, dont on fait une espèce de boue à l'aide de quelques gouttes d'eau; on en porte, à l'aide d'un fil de platine recourbé, une certaine quantité dans la flamme d'un bec de gaz ou d'une lampe de Bunsen, et, à travers la fente, on fait tomber un ruban de cette lumière sur le prisme. On observe alors le spectre qui en résulte, et comme toutes les raies des flammes connues ont été exactement dessinées et cataloguées, on reconnaît aisément si le minéral que l'on a soumis à l'expérience contient quelque substance dont les raies ne sont pas connues ou si celles qu'il donne le sont toutes. Dans le premier cas, on aura découvert un corps nouveau;

Digitized by Google

dans le second, on aura su se rendre compte des éléments connus que renferme le minéral en question.

S'agit-il maintenant d'examiner les corps célestes? On procède de deux manières. Pour les étoiles, points difficiles à saisir, on en reçoit l'image sur un miroir, et ce sont les rayons réfléchis que l'on recueille sur le prisme, moyen plus commode que la vision directe. Pour le soleil, on est plus à son aise en adaptant tout simplement un appareil spectroscopique à une grande lunette astronomique munie d'un chercheur, qui lui-même n'est autre chose qu'une lunette plus petite et plus facile à manier, à l'aide de laquelle on s'assure du point précis où se trouve la fente du spectroscope. Les choses ainsi disposées, il est facile de s'assurer si un élément chimique existe ou non dans le soleil : il suffit de comparer le spectre donné par celui-ci au spectre connu de l'élément en question. Si les raies lumineuses de ce dernier correspondent exactement à des raies *obscures* dans le spectre solaire, on peut en conclure que la substance cherchée y existe effectivement. Ceci exige quelque explication ; le sodium va nous la donner.

Cet élément manifeste sa présence dans le soleil par une double raie D placée entre le jaune et l'orangé du spectre : seulement cette double raie est noire, parce que la lumière du soleil, infiniment plus puissante que celle du sodium seul, l'éteint, la domine par l'effet du contraste. On dit alors que la raie du sodium est *renversée*, parce que, de lumineuse qu'elle est par sa nature, elle est devenue obscure. Or, si ce métal n'existait pas dans le soleil, la double raie noire ne serait pas là pour en marquer la place.

C'est M. Kirchhoff qui le premier a signalé ce phénomène du renversement. En réalité, c'est un fait ancien sous une nouvelle forme. Tout le monde sait, en effet, que lorsqu'une ombre portée est plus forte que l'ombre propre couverte par elle, la plus faible des deux devient claire par le contraste, et que réciproquement des flammes qui paraissent très claires dans l'obscurité, deviennent presque invisibles en présence du soleil.

Cette loi du contraste aurait en effet suffi à elle seule pour expliquer les raies obscures ; mais le savant physicien de Heidelberg a cru devoir en chercher une deuxième explication, dont la valeur est aujourd'hui contestée. Voici en quoi elle consiste :

Selon M. Kirchhoff, la photosphère serait entourée d'une atmosphère composée des vapeurs de tous les métaux contenus dans le soleil. Ces vapeurs jouiraient d'une puissance *d'absorption élective*, c'est-à-dire qu'elles absorberaient de préférence les rayons lumineux d'une réfrangibilité respectivement égale. Ainsi la vapeur du sodium absorberait les rayons émanant du sodium ; celle du fer en

Digitized by Google

ferait autant des rayons ferriques, etc. Ainsi absorbés, ces rayons ne pourraient manifester leur présence dans le soleil que par leur absence du spectre, où leur place serait donc marquée par les raies obscures que nous connaissons. Par contre, les vapeurs d'autre nature contenues dans l'atmosphère fourniraient au spectre des raies lumineuses. A cette idée ingénieuse de M. Kirchhoff vient s'en joindre une autre, d'après laquelle les taches solaires ne seraient pas des déchirures de la photosphère, mais des nuages. Cette dernière idée a été unanimement repoussée par les astronomes ; nous verrons plus loin que la première n'est pas à l'abri d'attaques sérieuses.

A ce sujet, nous croyons devoir rappeler une belle théorie proposée par M. Faye, et que nous avons largement développée dans un de nos précédents articles[1]. Comme cette théorie sera citée plus loin, nous en répéterons ici les traits principaux. Selon M. Faye, la chaleur interne du soleil résulte moins d'une action chimique que de la destruction d'une énorme quantité de force vive. Cette chaleur interne surpasse celle de la surface ; dès lors les forces de cohésion et d'affinité, vaincues à l'intérieur par l'immensité de la chaleur, reprennent le dessus à la surface, où la chaleur est moindre; en d'autres termes, il y a décomposition au centre, recomposition à la surface, d'où un échange incessant de l'intérieur à la superficie et réciproquement. La photosphère est donc gazeuse, mais chargée aussi de molécules non gazeuses, explication qui donne raison à la fois aux astronomes et aux chimistes.

En 1862, le docteur Gladstone a démontré que l'oxygène et l'azote manquaient complétement de cette propriété absorbante ; il la reconnaissait, au contraire, à un très haut degré dans l'hydrogène. Ce gaz, soit dit en passant, présente dans le spectre les trois raies caractéristiques suivantes : C (rouge), F (bleu) et G (rouge). Selon M. Johnstone Stoney, qui a publié ses expériences en 1867, l'hydrogène et le fer constitueraient la partie principale de l'enveloppe extérieure du soleil ; seulement, entre ces deux éléments se trouveraient, dans l'ordre suivant, à partir de l'hydrogène, qui formerait la couche extérieure, le sodium, le magnésium, le calcium, le chromium et le manganèse. Après le fer viendraient, toujours par couches successives, le nickel, le cobalt, le cuivre, le zinc et le barium. Tous ces éléments y existeraient non-seulement en incandescence mais à l'état de vapeur. Quoi qu'il en soit, de l'aveu de tous les physiciens, l'hydrogène paraît jouer le principal rôle dans les enveloppes gazeuses du soleil et de toutes les étoiles à lumière blanche. On l'a même reconnu dans l'étoile remarquable qui fit en 1866 une appari-

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 30 avril 1865 pages 833 à 836.

Digitized by Google

tion si soudaine dans la constellation de la Couronne, et dont la lumière fut analysée par MM. Huggins et W.-A. Miller.

Nous pouvons maintenant nous livrer avec pleine connaissance de cause à l'examen des faits très importants que nous a révélés la dernière éclipse.

III

Les observations du phénomène peuvent se classer en observations astronomiques, en météorologiques et en physiques ou spectroscopiques. Les premières, très utiles aux astronomes, n'offrent que peu d'intérêt pour le lecteur. Il suffira de dire que l'éclipse a eu lieu le matin vers neuf heures, et qu'à cause des nuages, il ne paraît pas qu'on ait pu en aucun endroit réaliser tous les quatre contacts. Passons maintenant à la partie météorologique.

Si les observations de l'éclipse de 1860 ne brillaient pas par l'uniformité des résultats, celles du 18 août 1868 ne leur cèdent en rien sous ce rapport. Il est difficile de s'expliquer les divergences que l'on constate toujours entre les récits des observateurs d'un phénomène qui semblerait devoir se présenter à chacun absolument sous la même apparence, et pourtant jamais le proverbe *tot capita, tot sententiæ* ne reçoit de plus éclatante confirmation que dans le cas d'une éclipse. Nous abondons cette fois d'observations et de descriptions : la meilleure, au point de vue météorologique, est celle du capitaine Rapatel, commandant du *Labourdonnais*, paquebot des Messageries impériales, qui, à cette époque, faisait la traversée de Madras à Calcutta. M. Rapatel était muni d'instructions qui lui avaient été transmises par le Bureau des longitudes. D'après le dessin exécuté par le commissaire du navire, M. Henry, au moment de la totalité, on a vu l'auréole solaire entourant la lune projeter quatre larges faisceaux de lumière à angle droit entre eux, de manière à former une croix.

Sur le limbe même de la lune on voyait deux protubérances fort allongées et étroites et une troisième plus basse, mais dont la base occupait au moins la douzième partie de la circonférence. Le temps n'était pas très clair, *sans être brumeux :* le voile qui offusquait légèrement le soleil se dissipa en partie dans l'ouest pendant l'éclipse, mais persista dans l'est. « Au fur et à mesure, dit M. Rapatel, que la lune avançait sur le soleil, la lumière diminuait graduellement, et lorsqu'il ne restait plus qu'un mince filet de soleil, les ombres portées étaient encore très prononcées : les haubans étaient projetés avec une grande netteté sur les tentes, comme par un beau clair de lune ; c'était une lumière douce, dont l'horizon semblait éclairé comme par une lumière d'un feu de Bengale vert caché et

Digitized by Google

dont on ne verrait pas la combustion. Enfin, le dernier filet du soleil disparaît, et nous jouissons pendant cinq minutes cinquante-sept secondes d'un spectacle splendide. L'auréole nous présente de longs rayons rectilignes. J'ai inutilement cherché à voir des traces de lumière zodiacale ; de même qu'*il m'a été impossible, avant la totalité, de distinguer le bord de la lune en dehors du disque solaire.*

Les protubérances d'un rose tendre ont apparu presque immédiatement, dès que l'éclipse totale a eu lieu..... Dans l'est, c'est-à-dire sous le soleil, des nuages brumeux fortement colorés en jaune terne avaient un aspect assez sinistre; mais en se retournant vers l'ouest, le ciel présentait tout à fait l'apparence du petit jour naissant en été dans les pays de latitude nord. *Quant aux bandes lumineuses parallèles, séparées l'une de l'autre par des espaces obscurs, il ne s'en est nullement formé.* Le dessinateur a pu parfaitement dessiner. J'ai facilement lu les caractères d'imprimerie les plus fins, et un officier a pu lire les divisions d'un sextant. Toute ombre a disparu dès l'éclipse totale, et l'auréole n'en a donné aucune. Dès que l'éclipse fut totale, tout le monde signala trois étoiles; l'une d'elles disparut presque aussitôt dans la brume; les deux autres, dont une très brillante, étaient au zénith et furent visibles pendant toute la durée de l'éclipse totale. Sans le voile brumeux qui régnait dans l'atmosphère, on eût vu beaucoup plus d'étoiles. La fin de l'éclipse s'annonça soudainement à tous les regards par l'apparition d'une nappe de lumière d'un violet magnifique qui dura à peine deux secondes, précédant le disque du soleil, qui reparut aussitôt. De protubérances, il n'en était plus question. En un instant, nous fûmes inondés par la lumière du soleil, qui nous sembla avoir presque de suite toute son intensité, au lieu d'augmenter graduellement comme elle avait diminué dans la première période. ..... Le baromètre n'a été nullement affecté : il marquait 0', 76" et n'a eu que ses oscillations diurnes ordinaires. Il y a eu, bien avant que l'éclipse fût totale, un changement de température marqué, et tout le monde ressentit une fraîcheur très prononcée ; il en résulta une rosée abondante sur la lisse du bord. Le thermomètre, placé à l'ombre sur le pont, marquait 28 degrés et demi centigrades lors de l'éclipse totale. Je ne veux pas oublier de mentionner *un halo qui a apparu autour du soleil dès le premier contact.* Ce halo, qui avait environ 15 degrés de rayon, disparut à l'éclipse totale, pour reparaître immédiatement après et s'évanouir totalement au dernier contact.

Nous avons souligné les passages où il y a écart entre le récit de M. Rapatel et celui de M. Stéphan, dont nous allons parler. Mais auparavant signalons, pour n'y plus revenir, une autre observation prise en mer, celle du capitaine Reynoldson, commandant du navire anglais *le Rangoon*, se dirigeant vers Bombay sur la ligne centrale de l'éclipse. C'est à peine si cet observateur a remarqué les quatre jets de lumière qui constituent un caractère si spécial de l'observation de M. Rapatel : on les distingue à peine de l'auréole, qui,

Digitized by Google

de son côté, est extrêmement faible. Une protubérance longue et effilée, puis une autre très basse et à base large, voilà tout ce qu'a vu M. Reynoldson.

Nous arrivons au rapport de M. Stéphan, astronome de Marseille, chargé d'observer l'éclipse dans le golfe de Siam. Assisté de M. Tisserand pour les observations mathématiques; de M. Rayet, chargé de la spectroscopie, et de divers ingénieurs et officiers de marine, entre autres, des commandants de la *Sarthe* et du *Frelon*, M. Stéphan avait établi sa station sur un plateau appelé Wah-Tonne. M. Pierre, chef du jardin botanique de Saïgon, s'était offert pour examiner, du haut de la montagne de Kaw-Luang, où l'appelaient ses fonctions, l'état général du pays, ainsi que l'effet produit par l'éclipse sur les plantes et sur les animaux. Bref, le programme était fixé, et l'on avait assigné à chacun son rôle d'avance. Dès sept heures du matin, le 18 août, M. Letourneur, commandant de la *Sarthe*, avait remarqué, en descendant à terre, *la lumière cendrée de la lune avec une remarquable netteté.* Premier désaccord entre le rapport de M. Rapatel et celui-ci : le commandant du *La Bourdonnais* n'avait pas pu voir la lune en dehors du disque solaire. Selon lui, d'ailleurs, le temps n'était pas très clair, sans être brumeux : M. Stéphan, au contraire, se plaint de nuages qui lui ont même fait perdre le premier contact. Néanmoins, le ciel s'éclaircit; on peut observer le deuxième contact; aussitôt le dernier filet du soleil disparu, on voit à l'œil nu les protubérances, la couronne, la gloire. La lune paraissait bordée d'un contour lumineux peu épais, et d'un éclat presque comparable à celui du soleil : « Cet anneau est tellement brillant, qu'il peut induire en erreur sur l'existence véritable du contact. »

Cette circonstance manque complétement dans le rapport de M. Rapatel, qui, en revanche, parle d'un halo qui aurait entouré le soleil dès le premier contact, et dont il n'est nulle part question dans le rapport de M. Stéphan. Celui-ci, du reste, n'a observé ni une distorsion dans les cornes, ni les grains de chapelet si remarquables dans les éclipses précédentes. Le surlendemain de l'éclipse, M. Pierre revient de Kaw-Luang, et annonce que, du haut de cette montagne, il a aperçu « onze fois, un peu avant et pendant la totalité, dans la direction du nord-est à l'est, et parallèles entre elles, *sept bandes distinctes fixes*, perpendiculaires à l'horizon, s'étendant sur la mer et le ciel, et passant successivement du rouge ordinaire au violet pourpre. » A bord de la *Sarthe*, on a vu le même phénomène, mais avec des ondulations. M. Rapatel, qui le cherche avec soin, n'a pas pu le voir.

Y aurait-il de la témérité à conclure de ces désaccords si remar-

Digitized by Google

quables, qu'ils sont tous amenés par l'état du ciel, et qu'on a jusqu'ici donné trop d'importance à des phénomènes fort secondaires, et nullement caractéristiques des éclipses ?

IV

Il ne saurait en être ainsi d'une autre observation, la plus curieuse de toutes celles que l'on peut ranger dans la catégorie météorologique, dont il est ici question. La voici :

La Compagnie des messageries, qui, en cette circonstance, a montré le plus louable empressement en faveur de la science, avait, à la demande du Bureau des longitudes, établi sur l'île Sarah, près d'Aden, une station temporaire spéciale pour l'observation de l'éclipse. Là aussi l'opération fut assez compromise par les nuages, qui ne se sont dissipés qu'après la totalité. Mais alors on a vu *sur le limbe lunaire*, et se détachant sur la surface éclatante du soleil, dont un tiers était déjà à découvert, *trois points triangulaires qui n'ont jamais quitté notre satellite* ! M. de Créty, observateur de cet étrange phénomène, absolument nouveau dans l'histoire des éclipses, en a fait sept croquis, accompagnés d'un rapport dont voici le passage le plus important : « J'ai observé trois protubérances lumineuses sur le bord de la lune, faiblement éclairées, semblables à des cimes de montagnes frappées par le soleil levant. Quinze minutes après, le soleil dépassant la lune des deux tiers de la circonférence, les mêmes protubérances lumineuses sont observées plus éclairées et se détachant mieux du disque lunaire ; leur sommet a l'aspect d'un métal en fusion. Quinze minutes après encore, la protubérance du milieu avait diminué de hauteur, celle de gauche était très éclairée à son sommet et sur sa partie droite. »

A en juger par les croquis, la hauteur de ces protubérances lunaires était à peu près le vingtième du diamètre de notre satellite, et leurs trois bases, égales d'ailleurs, n'occupaient pas moins d'un *dixième* de sa circonférence ! Après l'observation elle-même, ce qui nous a frappé le plus, c'est le silence glacial qui a accueilli le fait signalé par M. de Créty, silence qui nous semble assez démontrer que chez la plupart des astronomes l'observateur passe pour avoir été victime d'une illusion optique. C'est là une fin de non-recevoir qui se recommande par son extrême simplicité : on en use largement, en effet, toutes les fois qu'un phénomène observé paraît inexplicable ou ne cadre pas avec les opinions reçues. C'est bien sous ce même prétexte qu'on a voulu écarter notre observation très positive de l'extinction momentanée de la comète de Donati, fait

Digitized by Google

qui pourtant a été depuis publiquement confirmé par d'autres témoins[1]. Dans le cas de M. de Créty, il est néanmoins juste d'avouer qu'on peut lui faire cette objection fort grave, que son observation est jusqu'ici absolument isolée, et que nul n'est venu l'appuyer par un nouveau témoignage.

Mais cette objection a-t-elle bien, dans l'espèce, tout le poids qu'on lui attribue ? Nous ne le pensons pas. L'homme dont l'esprit est préoccupé d'une grande recherche, à laquelle il s'est depuis longtemps préparé, n'aperçoit souvent pas les circonstances imprévues qu'il rencontre en chemin. Dans le cas présent, les astronomes n'avaient qu'une pensée : celle d'observer les protubérances. Ceux qui ont été assez heureux pour prendre les contacts ont bien suivi la lune pendant qu'elle empiétait sur le soleil ; mais la totalité une fois obtenue, les protubérances une fois mesurées, l'immense tension morale et physique à laquelle l'observateur était depuis longtemps assujetti a cessé, l'esprit et, beaucoup plus encore, l'œil réclamaient le repos. Le grand œuvre était accompli : ce qui restait était vulgaire ; on n'observait qu'avec distraction, ou bien l'attention faisait encore un effort pour saisir les derniers contacts. L'œil, pour son compte, était déjà fatigué par l'impression d'une lumière toujours vive, quoi qu'on fasse, et supportée pendant longtemps ; il n'était plus apte aux observations physiques.

M. de Créty était-il dans les mêmes conditions ? Nullement. Un ciel fort nuageux l'avait empêché d'observer : il pouvait en être moralement chagriné, mais ses yeux n'avaient encore subi aucune torture au moment où enfin les cirrus importuns se sont dispersés. Alors, dans des conditions physiologiques infiniment plus favorables que celles où se trouvaient ses confrères, il a pu tout de suite remarquer un phénomène qui pouvait leur échapper. Ces protubérances lunaires n'étaient pas noires comme la lune : elles étaient éclairées et campaient sur un disque plus éclairé qu'elles. Il n'est donc nullement improbable que, visibles à des yeux encore frais, elles ne le fussent pas à des yeux fatigués. L'objection de l'isolement où se trouve ici M. de Créty ne nous semble donc pas absolument invincible.

L'observation étant acceptée, il nous paraît hors de doute, par ce que nous savons de la lune et par la description qu'en a donnée M. de Créty, que ces protubérances lunaires étaient gazeuses, ou au moins formées de matière à un état de division extrême. Cette matière, quelle qu'elle fût, d'où venait-elle ? Voyant qu'après trois mois et demi personne n'a encore jugé à propos de traiter cette

[1] Voir la *Revue contemporaine* du 31 décembre 1861, pages 776 et suiv.

Digitized by Google

question, nous nous sommes dernièrement décidé à soumettre notre opinion à ce sujet à l'appréciation de l'Académie des sciences[1].

On sait que la lune ne tourne jamais vers nous qu'une seule face, laquelle, examinée à l'aide de puissantes lunettes, nous paraît accidentée de manière à ressembler de très près à nos régions volcaniques. On sait aussi qu'avec nos meilleurs instruments on n'a pas réussi à obtenir une preuve bien nette de l'existence d'une atmosphère autour de notre satellite. Or, comme il n'est pas admissible qu'un corps céleste puisse être tourmenté par des convulsions volcaniques sans avoir une atmosphère, on en a conclu que l'action volcanique était éteinte dans la lune. Mais voici qu'en mai 1864, deux astronomes anglais, MM. Birt et Webb, ont observé deux nouveaux cratères dans celui auquel on a donné le nom de *Martius;* et plus tard, au commencement de 1867, M. Schmidt, à Athènes, a découvert un changement notable dans le cratère *Linné*, changement confirmé par le P. Secchi, par M. Chacornac et par une foule d'autres astronomes. Or, comme le faisait remarquer en cette occasion M. Elie de Beaumont, dont l'autorité en pareille matière ne saurait être contestée, une seule altération bien constatée doit suffire « pour établir que la vie géologique existe encore dans l'intérieur de la lune, aussi bien que dans l'intérieur de la terre[2]. » Il est donc certain que l'action volcanique existe encore dans notre satellite; et s'il en est ainsi sur la face que nous voyons, il est logique d'admettre que cette action se manifeste aussi sur la face postérieure que nous ne voyons pas. Reste la difficulté relative à l'atmosphère lunaire : on peut la trancher d'une manière plausible en admettant qu'il en existe une, mais si mince qu'elle nous échappe[3]. Cette atmosphère ne saurait donc pas être bouleversée comme la nôtre par des vents ni par des orages : il régnera toujours sur la surface lunaire un calme, une sérénité, dont nous, sur la terre, ne pouvons nous faire aucune idée.

Ceci posé, l'hypothèse d'une action volcanique sur la face invisible nous offre aussitôt une explication logique du phénomène observé par M. de Créty. Une droite tirée de l'œil d'un observateur au bord de la lune est sensiblement perpendiculaire à son disque tel qu'il nous apparaît. Si cette droite, prolongée au delà, rasait la crête d'un volcan lunaire en activité, l'observateur pourrait voir le jet en-

[1] Voir les *Comptes rendus* du 7 décembre 1868.

[2] *Comptes rendus*, numéro du 17 juin 1867.

[3] Néanmoins l'observation d'Euler du 25 juillet 1748 et celles de Schroeter, qui, ayant reconnu dans la lune un crépuscule, a fixé la hauteur de l'atmosphère lunaire à 300 toises, n'ont pas encore été ni expliquées, ni réfutées. Que penser, d'un autre côté, du *contour lumineux peu épais* mentionné par M. Stéphan (page 716)?

Digitized by Google

tier, un peu déformé toutefois par la perspective. Or, en évaluant le rayon lunaire à 435 lieues, le calcul nous montre qu'une montagne lunaire ainsi rasée par le rayon visuel, et située à la distance d'un degré du bord pris pour grand cercle principal, aurait 262 mètres de hauteur; à cinq degrés de distance, elle n'aurait encore que 6,600 mètres d'élévation, et la lune en possède de bien plus hautes[1]. Notre hypothèse se trouve donc largement en deçà du possible, et nous croyons *que M. de Créty a vu la fumée ou les cendres projetées par une chaîne de volcans lunaires situés près du bord et sur la face postérieure du satellite.* C'est, quant à présent, la seule explication satisfaisante du phénomène.

Mais, nous objectera-t-on, si ces protubérances sont gazeuses, comment auraient-elles toutes les trois pris des formes si géométriquement régulières? Nous croyons être à même de répondre catégoriquement à cette objection. Chez nous, grâce à la résistance qu'offre notre atmosphère, les émanations gazeuses ou solides des volcans prennent la forme d'un *champignon*, dont le chapeau a pour tige une colonne de matière d'une hauteur relativement faible. Mais dans la lune, dont l'atmosphère a une résistance à peu près nulle, vu son extrême ténuité, il n'en saurait être ainsi : le jet volcanique prendra la forme d'un *fer de lance* en s'élevant à une hauteur prodigieuse. Le feu sortant d'un canon de fusil prend déjà un peu cette forme, malgré la résistance de l'air : dans le vide, il la prendrait complétement. Voici pourquoi : la force qui projette une molécule d'un orifice quelconque peut être regardée comme une force instantanée qui abandonne l'atome aussitôt l'impulsion donnée. Dans ces conditions, d'après les lois de la mécanique, l'atome, grâce à son inertie, marchera perpétuellement en ligne droite avec une vélocité constante s'il ne trouve pas d'obstacle.

Or, dans le cas de la lune, cet obstacle est représenté par trois forces retardatrices. D'après la théorie admise, la première de ces forces, la résistance de l'atmosphère, est presque nulle ; la deuxième, l'attraction du satellite, beaucoup moindre que celle de la terre[2], n'en a pas moins une action considérable. La troisième force retardatrice enfin, c'est le frottement, d'abord des molécules contre les parois de la gueule volcanique, et ensuite des molécules entre elles. La première espèce est évidemment la plus considérable ; la euxième décroît à mesure que la molécule est plus près du centre

[1] Le calcul est basé sur ce fait, que la hauteur d'une montagne dont la crête est rasée par le rayon visuel est égale à la différence entre le rayon lunaire et la sécante trigonométrique du lieu compté du bord comme grand cercle principal.

[2] Un corps terrestre transporté dans la lune y pèserait six fois moins que sur la terre.

Digitized by Google

du jet et plus éloignée des parois. Il résulte de tout ceci que les molécules centrales du jet volcanique s'élèveront à une hauteur immense, mais qu'elles finiront par s'arrêter ; que du centre à la circonférence du jet les hauteurs des différents faisceaux d'atome iront toujours en décroissant, et qu'ainsi le jet aura nécessairement la forme de la partie supérieure d'un fer de lance. Rétréci à l'orifice, le jet s'élargira à mesure qu'il s'élève, parce que les molécules se heurtent entre-elles ; et cette action complétera la partie inférieure du fer de lance. Cette figure sera néanmoins modifiée par la chute des atomes qui auront épuisé leur course, et la partie inférieure affectera peu à peu la forme rectangulaire ; mais la pointe aiguë restera tant que durera l'éruption, parce que le frottement, qui est allé toujours en diminuant à mesure que le fer de lance se développait, est nul au sommet.

Ainsi, pour faire l'application de ce que nous venons de dire, M. de Créty a dû voir les sommets de trois jets en fer de lance sortant d'autant de cratères qui se trouvaient au-dessous du rayon visuel; il n'en a donc pas pu apercevoir les parties inférieures. Ces jets, composés de fumée et de cendres, étaient plus ou moins diaphanes, et de là l'apparence qu'ils présentaient de sommets de montagnes éclairés par le soleil. Très probablement, les trois cratères faisaient groupe.

C'est en repoussant comme illusoires les observations paraissant inexplicables que l'on retarde le progrès des sciences. On soutenait, il y a quelques années, à propos de la comète d'Encke, la théorie d'un milieu cosmique résistant; on l'a abandonnée faute de preuves. Eh bien, notre observation de l'extinction momentanée de la comète de Donati en offrait une : car, pour nous, ce phénomène était évidemment dû à des *courants cosmiques froids* envahissant la comète ; il y avait là évidemment la preuve d'un *orage cosmique*[1].

[1] Nous espérons que notre hypothèse lunaire ne sera pas moins heureuse que notre théorie cosmogonique développée dans nos articles de la *Revue* du 31 août et du 31 décembre 1860, et proclamée comme nouvelle en 1867 par MM. Newton et Brayley (*Revue* du 15 mai 1867). Sans connaître nos articles (nous en sommes convaincu), ces savants sont arrivés, par l'observation des météorites, à la même conclusion à laquelle nous avions été conduit par l'étude logique des faits acquis.

Digitized by Google

V

Mais revenons à l'éclipse et abordons maintenant les observations de la deuxième catégorie, celles qui avaient pour objet l'examen spectroscopique des protubérances ; car c'est sur elles que se concentre cette fois tout l'intérêt du grand phénomène astronomique. Le rapport de M. Stéphan effleure à peine ce sujet important : nous y lisons qu'il a remarqué quatre protubérances. Leur couleur pouvait se comparer à celle d'un corail rose légèrement teinté de violet ; toutes semblaient attachées au soleil par une base parfaitement nette, et non point flotter à une certaine distance de l'astre, contrairement à des observations antérieures. MM. Rayet et Hatt constataient au spectroscope que ces protubérances étaient *gazeuses*.

Nous pouvons heureusement compléter ces indications assez maigres à l'aide d'une communication fort importante adressée par M. Rayet même à l'Académie des sciences. Le spectroscope dont il s'est servi était à vision directe ; au moment de l'obscurité totale, il en a dirigé la fente sur l'une des protubérances, et a vu immédiatement neuf lignes brillantes, qui lui ont semblé devoir être assimilées aux lignes B, D, E, *b*, F et G. La ligne *b* était double ; entre celle-ci et F il existait une ligne inconnue. Les lignes très vives D, E et F se prolongeaient au delà de la longueur moyenne des raies par un trait lumineux très faible. De l'autre côté du soleil, M. Rayet n'a vu qu'une ligne violette; d'où il conclut que la lumière des protubérances n'est pas toujours la même.

Mais, de même que dans les observations solaires de la catégorie météorologique, ici encore nous avons à signaler des désaccords très remarquables entre les résultats spectroscopiques des différents observateurs. Ainsi le major Mennant, officier anglais, qui observait à Guntour, n'a vu que les raies D du sodium et C, F de l'hydrogène ; d'où il conclut que les protubérances se composent de ces deux éléments ; le lieutenant Herschel, d'autre part, stationné à Jamkani, a trouvé que la raie bleue ne coïncidait pas précisément avec F, ni le rouge avec C. Les raies B, E, *b* semblent n'avoir été signalées que par M. Rayet.

De toutes ces observations, celles qui inspirent le plus de confiance, puisqu'elles marquent une découverte des plus inattendues, sont sans contredit celles de M. Janssen, envoyé à Guntour sous les auspices du Bureau des longitudes. Sans nous arrêter aux détails préliminaires, arrivons au moment suprême où cet observateur exercé, sa lunette braquée sur le soleil, le voyait prêt à disparaître

Digitized by Google

derrière le disque lunaire. A l'instant où la totalité s'est effectuée, la fente spectrale, rigoureusement tenue sur la région du troisième contact, révèle deux spectres au lieu d'un. Ici laissons parler l'observateur lui-même :

Deux spectres formés de cinq ou six lignes très brillantes, rouge, jaune, verte, bleue, violette, occupent le champ spectral et remplacent l'image prismatique solaire qui vient de disparaître. Ces spectres, hauts d'environ une minute, se correspondent raie pour raie ; ils sont séparés par un espace obscur où je ne distingue aucune raie brillante sensible.

Le chercheur montre que ces deux spectres sont dus à deux magnifiques protubérances qui brillent maintenant à droite et à gauche de la ligne des contacts, où vient d'avoir eu lieu l'extinction. L'une d'elles surtout, celle de gauche, est d'une hauteur de plus de trois minutes ; elle rappelle la flamme d'un feu de forge sortant avec force des ouvertures du combustible, poussée par la violence du vent. La protubérance de droite (bord occidental) présente l'apparence d'un massif de montagnes neigeuses dont la base reposerait sur le limbe de la lune, et qui seraient éclairées par un soleil couchant... L'observation précédente montre immédiatement :

1° La nature gazeuse des protubérances (raies spectrales brillantes); 2° la similitude générale de leur composition chimique (spectres se correspondant raie pour raie) ; 3° leur espèce chimique (les raies rouge et bleue de leur spectre n'étaient autres que les raies C et F du spectre solaire, caractérisant, comme on sait, le gaz hydrogène).

L'espace obscur qui séparait les deux spectres a aussitôt fourni à M. Janssen une donnée de nature à modifier très sérieusement la théorie de M. Kirchhoff dont il a été question plus haut. Les fentes spectrales de ses lunettes, tangentes aux deux disques solaire et lunaire, traversaient précisément ces régions circumsolaires où M. Kirchhoff place son atmosphère de vapeurs absorbantes, qui, d'après sa théorie, doit, lorsqu'elle brille de sa lumière propre, donner un spectre uniquement formé de raies brillantes (page 713). « C'est le phénomène, dit M. Janssen, que nous attendions ou du moins que nous cherchions à vérifier, et c'est pour rendre cette vérification décisive que j'avais accumulé tant de précautions. Mais on vient de voir que les protubérances seules donnèrent des spectres positifs ou à raies brillantes. Or, il est bien constant que si une atmosphère formée des vapeurs de tous les corps qu'on a reconnus dans le soleil existait réellement autour de la photosphère, elle eût donné un spectre au moins aussi brillant que celui des protubérances formées de gaz beaucoup plus subtils et dès lors moins lumineux. Il faut donc admettre ou que cette atmosphère n'existe pas, ou que sa hauteur est si faible, qu'elle a échappé aux observations. »

Digitized by Google

Ainsi se trouve, sinon renversée, au moins réduite à des proportions minimes la célèbre hypothèse de M. Kirchhoff, adoptée depuis 1861 par la plupart des physiciens, dont néanmoins M. Janssen ne partageait pas l'avis. Il le dit dans son rapport, où il exprime l'opinion que tous les phénomènes d'absorption élective d'où découlent les raies, ont lieu au sein même de la photosphère. C'est dans ce sens que M. Janssen désire voir reviser la théorie actuelle de la constitution du spectre solaire. « Cette manière de voir serait, ajoute-t-il, non-seulement en harmonie avec la belle théorie que nous devons à M. Faye sur la constitution de la photosphère, mais il semble même qu'elle en découle d'une manière nécessaire. »

VI

Nous approchons du dénoûment : les intelligentes recherches de notre savant observateur à Guntour vont expliquer la grande énigme des protubérances solaires. L'honneur néanmoins de la découverte sera partagé : M. Janssen trouvera en Europe un émule qui viendra à bon droit réclamer sa part des applaudissements. Ainsi le veut le Destin.

M. Janssen n'eut pas plutôt aperçu le vif éclat des raies protubérantielles, qu'il fut frappé de l'idée qu'elles devaient être visibles même en dehors des éclipses. Dès le lendemain 19 août, il se mit à l'œuvre, en dirigeant la fente du spectroscope sur le bord du disque solaire, dans les régions mêmes où la veille il avait observé les protubérances. Cette fente, placée en partie sur le disque et en partie en dehors, fit aussitôt voir deux spectres : l'un, bien connu de notre astre, l'autre appartenant à la protubérance. Dans ce dernier, la raie correspondant à C était lumineuse, tandis que dans le spectre solaire, C était obscure, comme d'habitude. La découverte était faite : les protubérances pouvaient effectivement se voir sans l'intervention de la lune cachant le soleil. En promenant la fente le long du limbe, M. Janssen trouve la matière protubérantielle partout : après la raie C, il découvre le prolongement rouge et brillant de la raie obscure G, de longueur variable pendant le parcours, accusant ainsi dans cette enveloppe gazeuse une grande diversité de hauteur et de pouvoir lumineux. Dans l'après-midi du même jour, l'observateur a remarqué plusieurs changements qui avaient eu lieu pendant son absence, d'où il a conclu à l'existence de nuages formés depuis le matin. Nous ne suivrons pas M. Janssen dans les détails des observations qu'il a continuées pendant plusieurs jours, et nous nous bornerons à transcrire ici ses conclusions très remarquables : « 1° Que les protubérances lumineuses observées pendant les éclip-

Digitized by Google

ses totales appartiennent incontestablement aux régions circumsolaires; 2° que ces corps sont formés d'hydrogène incandescent et que ce gaz y prédomine, s'il n'en forme la composition exclusive; 3° que ces corps circumsolaires sont le siége de mouvements dont aucun phénomène terrestre ne peut donner une idée, des amas de matière dont le volume est plusieurs centaines de fois plus grand que celui de la terre se déplaçant et changeant complétement de forme dans l'espace de quelques minutes. »

Bref, la belle découverte de M. Janssen ne laisse rien à désirer: la méthode qui en ressort est complète. La fente du spectroscope révèle-t-elle deux spectres côté à côté? la matière protubérantielle touche alors au bord du soleil. Les deux spectres sont-ils plus ou moins éloignés l'un de l'autre? alors il n'y a pas de contact. L'un d'eux est-il superposé à l'autre? la matière protubérantielle empiète alors sur le disque solaire, circonstance que les éclipses n'auraient jamais pu révéler.

Mais voici une singulière coïncidence : les premières communications de M. Janssen étaient encore en mer lorsqu'un autre observateur, M. Norman-Lockyer, faisait exactement la même découverte à Londres. Citons à ce sujet la communication chronologique faite à l'Académie des sciences par M. Delaunay :

Le 18 août 1868, M. Janssen observe l'éclipse totale du soleil à Guntour..... Pendant l'éclipse même, M. Janssen conçoit le principe d'une méthode ayant pour objet d'observer les protubérances en tout temps et sans éclipse. Le lendemain 19 août, il réussit à appliquer cette méthode..... Le 19 septembre, se trouvant à Cocanada, il profite du départ d'un courrier pour envoyer en France plusieurs lettres contenant toutes l'indication de sa découverte. Ces lettres arrivent à Marseille le vendredi 23 octobre et sont distribuées à Paris le samedi 24. Le mardi 20 octobre, avant que les lettres de M. Janssen soient arrivées en Europe, M. Norman Lockyer parvient également à observer, à Londres, les protubérances solaires sans éclipse. Le jeudi 22, M. de la Rue m'apporte la lettre de M. Balfour-Stewart qui annonce cette découverte de M. Lockyer. Le samedi 24, je reçois la lettre dans laquelle M. Lockyer donne des détails sur son observation. Quelques instants après que j'en ai pris connaissance, la poste me remet une des lettres de M. Janssen dont il a été question ci-dessus.

On voit qu'il s'agit ici d'une question d'heures. Nous ne rapporterons pas ici l'observation de M. Lockyer, car elle fait double emploi avec celles de M. Janssen. Mais à qui l'honneur de la découverte? Les deux observateurs sont évidemment indépendants l'un de l'autre, car pour l'astronome anglais, la découverte faite à Gontour

Digitized by Google

était *tanquam non fuisset.* A ce sujet, M. Faye a prononcé, au sein de l'Académie, des paroles fort dignes, et qui ont obtenu l'adhésion générale. Il a d'abord constaté que, le 11 octobre 1866, M. Norman Lockyer a communiqué à la Société royale de Londres l'idée même qui venait de recevoir de la part de M. Janssen une si éclatante confirmation. Mais, à cette époque, on était encore si peu assuré de la nature gazeuse des protubérances, que la méthode proposée par M. Lockyer a passé inaperçue. La proposition n'était pas d'ailleurs développée: c'était une idée hypothétiquement lancée dans l'espace. Toutefois, M. Lockyer ne s'en était pas tenu là : il avait essayé de l'appliquer; mais, ne pouvant alors prévoir de quelles raies lumineuses se composerait le spectre des protubérances, il ne pouvait qu'échouer.

Dès qu'il a pu apprendre par les observateurs français et anglais la nature du spectre protubérantiel, le succès a couronné ses efforts, mais deux mois après ceux de M. Janssen, qui était aux antipodes. M. Faye a terminé par ces paroles : « Au lieu de chercher à partager, et par conséquent à affaiblir le mérite de la découverte, ne vaut-il pas mieux en attribuer indistinctement l'honneur entier à ces deux hommes de science qui ont eu séparément, à plusieurs milliers de lieues de distance, le bonheur d'aborder l'intangible et l'invisible par la voie la plus étonnante peut-être que le génie de l'observation ait jamais conçue[1] ? »

Notre tâche est finie. Les savants se sont avidement lancés dans cette nouvelle voie de recherche qui vient de s'ouvrir devant eux, et déjà quelques mémoires sur cette intéressante matière ont vu le jour. Mais la théorie n'est pas encore venue expliquer les faits, et avant de nous occuper de ces nouveaux travaux, nous devons attendre que cette mémorable éclipse de 1868, qui marquera une époque dans les annales de l'astronomie, ait donné à la science tout ce que celle-ci lui a demandé.

HENRY MONTUCCI.

[1] *Comptes rendus* du 26 octobre 1868.

Digitized by Google

FÉLIX HOLT

LE RADICAL

PREMIÈRE PARTIE.

Il y a trente-cinq ans, les grandes routes n'étaient pas encore déconsidérées. On y voyait des auberges où s'étalaient une vaisselle de faïence et des ustensiles d'étain parfaitement luisants. Les gentilles demoiselles de comptoir nous lançaient de souriantes œillades et les hôteliers de joviales reparties. La diligence et la malle-poste s'annonçaient gaiement par les sons du cornet de leur conducteur; et le journalier, occupé à tailler les palissades ou à couvrir de paille les meules de blé, pouvait s'en rapporter, pour savoir exactement l'heure, au passage régulier des voitures publiques.

Probablement les générations futures se verront lancées, comme des boulets de canon à travers un tube, par la pression atmosphérique, tout d'un trait depuis Winchester jusqu'à Newcastle. Ce sera certainement un progrès magnifique; mais l'ancienne manière de voyager d'un bout à l'autre de notre pays laisse, en dépit ou plutôt à cause de sa lenteur, les plus agréables traces dans la mémoire; car, sachez-le, jeunes gens, la mémoire du vieillard a d'enviables souvenirs, dont le moindre n'est pas celui d'un voyage au milieu du printemps ou de l'automne sur l'impériale d'une diligence. Le voyage par le tube ne fournira guère de sujets de ta-

Digitized by Google

bleaux ou de narration, au lieu que le voyageur assis à côté du cocher depuis le point du jour jusqu'à la brune, recueillait assez de renseignements sur notre manière de vivre, sur les travaux de nos populations rurales et urbaines et sur les divers aspects de notre terre et de notre ciel, pour varier les épisodes d'une odyssée moderne.

Supposons maintenant que ce voyageur ait eu à traverser la plaine dont l'une des extrémités est arrosée par l'Avon et l'autre par le Trent. Quand l'aube commençait à argenter les prairies dont les cours d'eau étaient indiqués par de longues rangées de saules, il voyait les vaches, le pis gonflé de lait, revenant du pâturage à la ferme isolée au milieu des champs, pour la traite du matin. Le pâtre, accompagné de son chien inattentif, les chassait devant lui, mesurant sa marche lente et lourde sur celle de ses bêtes ; et quand la voiture passait, il se rangeait un peu de côté, comme à regret, en jetant un mot d'avis au troupeau. Son regard, habitué à se reposer sur des objets très près de terre, semblait ne se lever qu'avec difficulté vers le cocher. D'ailleurs, malle et diligence lui apparaissaient comme des parties intégrantes de cette mystérieuse combinaison de choses que l'on appelle Gouvernement et dont il ne lui appartenait pas de rien connaître. Lui et ses vaches étaient bientôt dépassés, et la métairie aussi, avec son jardin potager, son bouquet d'ifs taillés en cône et son vivier sur le bord duquel se penchait un sureau.

Peut-être en ce moment les palissades qui bordaient le chemin étaient-elles parées des blanches fleurs de la printanière aubépine et des étoiles rosées de l'églantier ; ou bien peut-être, les enfants y cueillaient-ils déjà les noisettes et les pommes sauvages. On eût fait le voyage rien que pour voir les haies touffues, abris hospitaliers des plus délicates productions de la nature : la belle-de-nuit purpurine, qui dérobe son calice à la lumière du jour ; le liseron, qui, dans sa flexibilité vigoureuse, grimpe et répand ses vrilles de tous côtés de manière à élever une tenture de feuilles en cœur d'un vert pâle et de fleurs semblables à des cornets lactés ; et le chèvrefeuille aux tuyaux multiples, à qui son suave parfum prête un charme plus subtil et plus pénétrant que celui de la beauté. Et si c'était l'hiver, les buissons étalaient au milieu du feuillage bruni et languissant leur parure de corail — les baies écarlates de l'aubépine, le péricarpe cramoisi de l'églantier, — pour servir de point d'appui à l'éclatante gelée blanche. Souvent ces palissades montaient aussi haut que les chaumières espacées ou groupées au bord des chemins.

Cependant on traversait aussi de riants villages, au centre desquels s'élevaient l'église grisâtre et un élégant presbytère. On enten-

Digitized by Google

dait résonner l'enclume du forgeron, à la porte duquel attendaient les patients chevaux de roulage; le vannier assis, au soleil, préparait ses jets d'osier; le charron mettait la dernière main à un chariot bleu aux roues couleur de vermillon. Çà et là, on voyait exposés sur le balcon d'une fenêtre des pots de balsamines et de géraniums en fleurs, et, dans les jardins, devant les maisons, des touffes de marguerites doubles et de giroflées. Des femmes propres et de bonne mine, portant deux seaux accouplés, allaient à la fontaine, et de petits Anglo-Saxons se dirigeaient vers l'école libre, maniant leurs billes dans les poches de leurs vestes neuves, qu'ornaient des boutons de cuivre.

Tout alentour, le terrain était marneux et productif. Dans les basses-cours, il y avait des monceaux de blé, car les incendiaires de meules ne venaient pas rôder par là; et puis les fermes appartenaient pour la plupart à ceux mêmes qui les exploitaient. La diligence ne manquait jamais de dépasser sur la route quelques-uns de ces riches campagnards, se rendant à leurs champs un peu au loin ou au marché de la ville la plus voisine, montant un de leurs propres chevaux ou portés dans un cabriolet dont leur poids faisait pencher un côté.

Il était facile au voyageur de juger, du haut de l'impériale, que c'était là un district peuplé d'ultra-optimistes, aux yeux desquels la vieille Angleterre est et restera le meilleur des mondes possibles, un district sans manufactures, mais ayant plusieurs bonnes petites villes de marché, un clergé aristocratique et une taxe des pauvres très modérée.

La journée s'avançant, la scène changeait. Le sol, qui commençait à noircir, révélait le voisinage de mines de charbon. En passant dans les hameaux et dans les villages, on entendait le bruit des métiers. Des hommes robustes, qui marchaient les genoux ployés par le travail de la mine, regagnaient leur demeure pour se coucher, sans ôter leur vêtement de flanelle couleur de suie, dormir à la clarté du jour, puis se lever et aller dépenser une grande partie de leur haut salaire à la taverne.

Ici se trouve encore une autre classe de travailleurs, les tisserands au métier à la main, hommes et femmes. Tous, fatigués des veilles forcées pour finir l'ouvrage de la semaine, entrepris au plus tôt le mercredi, ont l'air hagard, souffrant. L'intérieur des chaumières et les petits enfants sont malpropres; les mères affaiblies consacrent au métier tout ce qui leur reste de force. Plusieurs d'entre elles — pieuses *dissidentes* — supportent patiemment la vie. Le souffle de la ville manufacturière, qui rend le jour nébuleux et pendant la nuit jette des reflets rougeâtres à l'horizon, se répand

Digitized by Google

sur toute la campagne environnante et charge l'air de vapeurs malsaines. Cette population-là n'est nullement convaincue que la vieille Angleterre soit le meilleur des mondes possibles.

Dans ces provinces du centre, le voyageur passait rapidement d'un contraste à un autre. Le cocher était un excellent commentateur des paysages qui se succédaient. Il pouvait dire les noms des sites, des domaines et des personnages qui les possédaient; même beaucoup des faits et gestes des pères des baronnets actuels étaient restés gravés dans sa mémoire. Il savait quelles extravagances ils avaient commises, qui celui-ci avait épousée, qui celui-là avait cravaché, par quel moyen un autre était parvenu à préserver son gibier du braconnage, et si tel ou tel grand propriétaire de biens-fonds s'était déclaré pour ou contre la réforme. Sur ce dernier article cependant, il se tenait sur la réserve, car c'était, à son sens, une étrange chose que des hommes d'une noblesse ancienne et d'une grande fortune eussent voté pour le bill de réforme; mais tout paradoxal que lui paraissait le fait, il ne s'y arrêtait pas, peut-être parce que cette question de politique mettait son esprit dans une trop grande perplexité.

L'humeur communicative du brave homme se ranimait lorsque, ayant laissé derrière lui Treby *Magna*, ou la Grande, et traversé à un mille environ de distance de cette ville, le pont jeté sur la rivière de Lapp, il faisait prendre un galop léger à ses chevaux pour monter la colline sur la pente de laquelle est niché *Little*, ou Petit-Treby.

Au delà de ce village, la diligence roulait sur un beau chemin bien uni, bordé d'un côté par de superbes arbres, chênes, ormes et mélèzes, qui, par endroits, semblaient s'écarter à dessein les uns des autres, afin de laisser le passant voir qu'il y avait un parc derrière cette verte enceinte. Combien de fois dans l'année, Sampson, le susdit cocher, en passant devant les loges de gardes-chasse qui, de distance en distance, interrompaient ce rideau d'arbres, n'avait-il pas répondu à des questions toujours les mêmes ou raconté les mêmes choses sans être questionné!

« Cela?... c'est Transome-Court, un domaine qui a été le sujet d'une fameuse suite de procès. En remontant à plusieurs générations en arrière, il y avait eu un Transome qui, par une sorte de marché, transmit son héritage à des parents éloignés, les Durfey. Ceux-ci se firent appeler Transome, en prenant possession du domaine. Mais leurs droits à cette possession leur furent disputés à plusieurs reprises. »

Là-dessus, le cocher, si on l'interrogeait, ajoutait qu'un domaine ne tombe pas toujours aux mains de ceux à qui il devrait appartenir.

Digitized by Google

« Cependant les hommes de loi trouvent leur profit à ces débats, tandis que les héritiers des biens ainsi disputés s'appauvrissent souvent; et, autant qu'on pouvait en juger, tel avait été le cas de ces Durfey, ou Transome. Quant au M. Transome de cette branche alors vivant, c'était un homme pauvre d'esprit, mais madame était le maître; elle appartenait à une grande famille; c'était une femme pleine d'énergie : on le voyait tout de suite à son regard et à la manière dont elle se tenait sur son cheval. Il y avait une quarantaine d'années qu'elle était venue dans ce pays, et l'on disait qu'alors elle était belle comme un portrait; mais n'ayant point de fortune elle s'était mariée avec ce laid museau de Transome. Leur fils aîné avait été un second exemplaire de son père, pire que lui cependant.... une sorte de brute qui s'était jeté dans de très mauvaises compagnies. On disait que sa mère le haïssait et aurait bien voulu le voir mort, car elle avait eu un second fils, d'une trempe tout à fait différente, qui était parti fort jeune pour des pays lointains, et elle aurait bien voulu qu'il devînt l'héritier. Quoi qu'il en fût, l'homme de loi — Jermyn — ne s'était pas fait faute de glaner dans le domaine. Pas une porte de sa vaste maison qui ne fût du plus beau bois de chêne tiré du parc de Transome-Court. Si quelqu'un se plaisait à croire qu'il l'avait payé, libre à lui. Toujours est-il que le légiste Jermyn avait pris place plus d'une fois sur le siége de cette même diligence à côté du conducteur, car il rédigeait les testaments de la plupart des habitants des environs; Sampson lui-même choisirait peut-être Jermyn pour faire, quelque jour, son propre testament; il n'était pas précisément désirable qu'un homme de loi fût trop honnête. Quant à l'affaire de la succession Transome, il y avait eu, dans le temps, trop d'*allées et venues* pour qu'on pût y rien connaître, » déclarait Sampson en contractant les traits de son visage de manière à leur donner une expression de complète neutralité, et en allongeant un coup de fouet à ses chevaux.

Si le voyageur était curieux d'en apprendre plus long sur ce chapitre, Sampson répondait avec un hochement de tête que, de son temps, on racontait à ce sujet de belles histoires; mais quelques instances qu'on lui fît, il n'entrait pas dans de plus longs détails. Les uns attribuaient cette réserve à une sage incrédulité; plusieurs à un manque de mémoire; d'autres simplement à l'ignorance. Du moins, Sampson était-il dans le vrai en disant qu'il y avait eu de belles histoires, c'est-à-dire des histoires qui ne sont pas tout à fait à l'honneur des personnages qu'elles concernent.

Digitized by Google

I

Le 1er septembre de l'année 1832, vers deux heures de l'après-midi, on attendait quelqu'un à Transome-Court. Ce château, construit du temps de la reine Anne, et auquel attenaient un parc et une grande étendue de terres, était fort vaste. Néanmoins, il n'y avait qu'un très petit nombre de domestiques. Les jardiniers surtout paraissaient y faire défaut. A l'exception de la terrasse, entourée d'une balustrade en pierre qui s'étendait devant la façade du château et où il y avait un parterre entretenu avec assez de soin, l'herbe envahissait tout. Beaucoup de volets étaient fermés; un grand sapin s'élevait à un des angles du bâtiment; les brins roides et noirs des feuilles pectinées de cet arbre s'étaient, depuis plusieurs années, amassées sur le balcon et y répandaient une profonde obscurité.

Tout était sombre et silencieux des deux côtés sud et est du château; mais du côté de l'ouest, par où arrivaient les voitures, la grille donnant accès sous la voûte de pierre restait ouverte toute grande; ainsi en était-il de la double porte du vestibule, où pénétrait à cette heure un chaud rayon de soleil qui éclairait brillamment les statues de marbre, ainsi que les piliers et les larges marches de l'escalier de pierre, revêtues de nattes usées. De temps en temps, une dame sortait d'un salon qui ouvrait sur le vestibule, et elle allait vers le perron regarder et écouter. Elle marchait légèrement sur les dalles de pierre polie, car elle était mince et bien faite, bien qu'elle parût être âgée d'environ cinquante-cinq ans. Elle avait d'abondants cheveux gris, les yeux et les sourcils bruns, et quelque chose de l'aigle dans certaines lignes de son visage, qui néanmoins gardait une physionomie féminine. Sa robe noire, à corsage juste, était loin de paraître neuve; la fine dentelle de ses manchettes, de sa collerette et du petit voile qui de son haut peigne descendait sur son cou, était visiblement raccommodée; mais quelques pierres précieuses étincelaient à ses mains, dont des manches noires faisaient ressortir la beauté sculpturale.

La pièce dans laquelle rentrait Mrs Transome en revenant du perron était d'une dimension moyenne et confortable. Tout autour il y avait des étagères en bois d'ébène chargées de livres; c'était comme une antichambre de la vaste bibliothèque, que laissait entrevoir une porte en partie cachée par un rideau en tapisserie à moitié tiré. La dorure des lambris de la petite pièce était fort ternie et l'étoffe des siéges bien fanée; mais les tableaux suspendus au-dessus des étagères avaient un aspect agréable; c'étaient les pastels de jolies

Digitized by Google

dames à la peau nacrée, aux cheveux poudrés, avec des corps de jupes baleinés et des nœuds de rubans.

Il y avait un superbe portrait à l'huile d'un Transome dans le brillant costume à la mode au temps de Charles II; un autre portrait, encore d'un Transome, mais celui-là un tout jeune garçon qui appuyait la main sur un petit poney; et, tout près du fauteuil sur lequel s'asseyait Mrs Transome chaque fois qu'elle rentrait dans le salon, était suspendu le portrait d'un visage masculin, quoique encore imberbe, dont la ressemblance avec elle-même était frappante. Une opulente chevelure brune ombrageait en partie son front, et ondulant à l'entour de ses joues, tombait dénouée sur sa cravate blanche. Près de ce même siége était la table à écrire de Mrs Transome. Sur cette table, il y avait ses livres de comptes reliés en basane, son panier à ouvrage, un volume in-folio de gravures d'architecture, duquel elle tirait des dessins pour ses broderies, un numéro du *North Loamshire Herald*, le journal du district. Par terre, il y avait le coussin de son chien Blenheim, devenu trop vieux et trop dormeur pour remarquer l'inquiétude de sa maîtresse. Mrs Transome était effectivement en proie à de vives préoccupations. Excepté lorsqu'elle allait à la porte d'entrée du vestibule pour jeter un coup d'œil au dehors, elle restait assise, immobile, les bras croisés, portant parfois et involontairement son regard vers le portrait placé près d'elle, et autant de fois s'en détournant, visiblement troublée. Enfin, mue par une pensée soudaine ou attirée par quelque léger bruit, elle se leva et alla précipitamment au delà du rideau de tapisserie. Elle s'arrêta près de la porte sans parler; apparemment, elle voulait voir si aucun accident n'était à craindre de ce côté.

Un homme, dont l'âge devait être plus rapproché de soixante-dix ans que de soixante, était en train de ranger sur la grande table de la bibliothèque une série de tiroirs peu profonds, dont quelques-uns contenaient des insectes desséchés et d'autres des spécimens minéralogiques. Ses yeux d'un bleu pâle, son menton fuyant, sa maigreur n'avaient jamais pu lui laisser même l'apparence d'une vigueur corporelle ou mentale; maintenant à cette débilité naturelle s'ajoutaient l'inégalité de la démarche et l'indécision des gestes qui résultent d'une attaque de paralysie. Ses vêtements de drap montraient un peu la corde, mais ils étaient parfaitement brossés, et ses cheveux blancs et doux soigneusement partagés et lissés. On voyait qu'on prenait soin de ce vieillard. A côté de lui, un beau chien de chasse noir, assis sur le parquet, épiait tous ses mouvements.

Cependant, lorsque Mrs Transome se montra à l'entrée de la chambre, son mari interrompit son occupation et trembla légère-

Digitized by Google

ment, comme un timide animal qu'on vient regarder dans sa cage, d'où il lui serait impossible de s'enfuir. Sans doute, il avait conscience de sa culpabilité en faisant de nouveau une chose qui lui était interdite, à savoir, déranger tous ses spécimens pour les ranger différemment.

Après un intervalle, pendant lequel sa femme resta debout et immobile à l'observer, il commença à remettre les tiroirs à leur place. Quand ils furent tous reportés, Mrs Transome s'en alla, et le vieillard effrayé s'assit avec Nemrod sur une ottomane. Alors, passant son bras autour de son fidèle compagnon, il se mit à chuchoter ses pensées, comme font volontiers les petits enfants aux objets qui se trouvent près d'eux, lorsqu'ils se croient seuls.

Mrs Transome s'était replongée dans ses réflexions. Un bruit encore lointain de roues atteignit son oreille. Elle jeta de nouveau un regard vers le portrait.... Les yeux de ce jeune visage semblaient se reposer gracieusement sur elle.

« Certainement il est changé ! » dit tout haut Mrs Transome en se détournant avec une sorte d'impatience. Et, se levant, elle se dirigea avec plus de lenteur que précédemment vers la porte d'entrée du château.

Déjà le bruit des roues sur le sable devenait très distinct. L'étonnement qu'éprouva Mrs Transome en voyant que c'était seulement une chaise de poste — sans beaucoup de bagage ni un seul domestique — qui passait sous la voûte de pierre et allait s'arrêter devant le perron, fut vite surmonté par l'ardente impatience de reconnaître, sous une casquette rouge de voyage, la figure bronzée qui se penchait hors de la voiture pour la regarder. A peine le vieux sommelier Hickes, qui s'était détaché du petit groupe formé sur les dernières marches par les domestiques, eut-il ouvert la portière, qu'elle s'entendit appeler : « Ma mère ! » et qu'elle sentit un léger baiser sur chacune de ses joues. En même temps, elle comprit soudain ce qu'aucune de ses précédentes réflexions ne lui avait laissé prévoir.... ce fils n'était plus pour elle qu'un étranger. Deux minutes auparavant, elle s'imaginait que, malgré tous les changements que peuvent amener quinze années de séparation, elle allait serrer dans ses bras son fils comme autrefois, lors de son départ ; mais au moment où leurs regards se rencontrèrent, elle fut comme terrifiée par le sentiment de la distance que cette séparation avait mise entre eux. Son agitation était visible. Harold la conduisit, à travers le vestibule, jusqu'au salon, dont il ferma la porte derrière eux. Puis, se tournant vers elle, il lui dit en souriant :

« Vous ne m'auriez pas reconnu, n'est-ce pas, ma mère ? »

Effectivement, si elle l'eût revu au milieu d'une foule, elle aurait

Digitized by Google

bien pu le regarder sans le reconnaître, non pas toutefois sans tressaillir, car si la ressemblance de son fils avec elle n'était plus frappante, le cours du temps en avait développé une autre qu'elle eût certainement remarquée.

« Toutes choses sont bien changées, Harold, répondit-elle. Moi, vous le voyez, je suis une vieille femme.

— Mais plus mince et plus droite que beaucoup de jeunes, dit Harold. (Intérieurement il trouvait que l'âge avait rendu très soucieuse la physionomie de sa mère). A Smyrne, les vieilles femmes ont l'air de sacs. Vous avez conservé votre taille et votre bonne grâce. Comment se fait-il que j'aie la mauvaise fortune de prendre de l'embonpoint ? »

Et Harold, levant un peu son bras, déploya sa main potelée.

« Je me souviens, continua-t-il, que mon père était sec comme un hareng. Comment va mon père ? Où est-il ? »

Mrs Transome lui indiqua la porte de la bibliothèque ; mais elle le laissa entrer seul. Alors des larmes coulèrent de ses yeux sur ses joues. Elle n'était cependant pas d'un caractère à s'attendrir facilement sur elle-même non plus que sur les autres ; mais en ce moment elle était accablée par des déceptions et des inquiétudes poignantes. La certitude qu'il lui faudrait maintenant étudier la nature de son fils avec autant de soin que s'ils ne s'étaient jamais connus l'un l'autre, tombait comme du plomb sur son cœur ; et l'idée, qui surgissait, nouvelle dans son esprit, qu'au lieu de la consulter sur toutes choses, ce fils allait substituer dans Transome-Court son autorité à celle de sa mère, cette idée la désolait. Si elle devait se voir doucement mise à l'écart de la direction des affaires, comme une inutile vieille femme, la vie lui deviendrait bientôt à charge. Et puis, il y avait des secrets dont il ne fallait pas que son fils eût jamais connaissance. Cependant, avant que Harold revînt de la bibliothèque, elle avait séché ses larmes, dont un fin observateur aurait seul pu apercevoir les traces sur son visage ; et Harold ne scruta pas la physionomie de sa mère ; ses regards ne firent, pour ainsi dire, que l'effleurer dans leur direction vers le *North Loamshire Herald* qui était déplié sur la table près d'elle. Il le prit en disant :

« Dieu ! quelle ruine que mon pauvre père !.. Une paralysie, n'est-pas ? Je le trouve terriblement ébranlé et abattu... se traînant néanmoins, comme d'habitude, au milieu de ses livres et de ses scarabées.... Eh bien ! c'est une mort lente et douce... Mais il n'a guère que soixante-cinq ans, ce me semble ?

— Il en a soixante-sept... Au reste, je crois que votre père n'a jamais été jeune, » répondit Mrs Transome, dont le teint s'animait par suite de ses efforts pour refouler toute émotion inopportune.

Digitized by Google

Son fils, en lui parlant, parcourait des yeux les colonnes du journal.

« Mais votre petit garçon, Harold, où est-il? Pourquoi n'est-il pas venu avec vous?

— Je l'ai laissé là-bas, à la ville. Dominique, mon domestique, l'amènera avec le reste de mon bagage... Tiens! je vois que c'est le jeune Debarry et non son père, mon vieil ami, sir Maxime, qui se présente comme candidat pour le North-Loamshire.

— Oui; vous ne m'avez pas répondu quand je vous ai écrit à Londres à ce sujet. On ne parle pas d'aucun autre candidat; vous auriez été soutenu par tous les Debarry.

— Je ne crois pas cela.

— Cependant Jermyn dit qu'autrement un candidat tory ne peut pas réussir.

— Mais je ne serai pas un candidat tory. »

A ces mots, Mrs Transome ressentit comme un choc électrique.

« Quoi donc alors? dit-elle d'un ton un peu aigre. Vous ne voulez pas, je pense, vous présenter comme un whig?

— Dieu m'en préserve! Je suis un radical. »

Mrs Transome chancela et se laissa tomber sur un siége. Cette révélation confirmait positivement sa prescience vague du désaccord absolu entre elle et son fils. Son sentiment de la dignité humaine et du devoir imposé par une haute position sociale n'aurait pas été plus violemment heurté si son fils lui eût dit qu'à Smyrne il avait embrassé la religion mahométane, et que, au lieu d'un fils, c'étaient quatre épouses qu'il avait amenées et qu'elle allait voir arriver sous la garde de Dominique. Désormais, on pouvait s'attendre aux choses les plus extraordinaires; mieux valait garder le silence sur tout ce qui l'aurait intéressée.

Cette détermination prise, Mrs Transome proposa à son fils de le conduire à son appartement.

« Oui, allons, dit-il en rejetant sur la table le journal — dont il avait lu rapidement presque toutes les nouvelles. — J'ai vu que mon oncle Lingon fait encore partie du tribunal de justice, continua-t-il en suivant sa mère dans le vestibule. Est-il chez lui actuellement? Viendra-t-il ici ce soir?

— Votre oncle a dit que ce serait à vous d'aller le voir... Il faut vous souvenir que vous appartenez à une famille qui tient à l'observance des anciennes coutumes. Mon frère, d'ailleurs, pensait que je devais garder pour moi seule, une heure ou deux, la société d'un fils que je n'avais pas vu depuis quinze ans.

— Ma foi, oui! quinze ans, pas moins..., dit Harold en prenant et attirant sous son bras la main de sa mère. »

Digitized by Google

Il s'était aperçu de l'intention marquée de ses paroles.

« Et vous êtes toujours droite comme une flèche ! Vous vous draperez dans les châles que je vous apporte avec autant d'élégance qu'autrefois. »

Ils montèrent silencieusement le grand escalier, puis suivirent un corridor dont le mur était garni de portraits de famille.

« Je vous ai donné les chambres du sud, Harold, reprit Mrs Transome. Je présume que ce sont celles que vous conviendront le mieux, parce qu'elles communiquent toutes les unes aux autres, et que celle du milieu vous fera un salon agréable.

— Oh ! mais, l'ameublement est en mauvais état, remarqua Harold en entrant dans cette pièce. Les mites paraissent s'être emparées des tentures et du tapis.

— Nous étions trop pauvres pour payer des domestiques chargés seulement de tenir propres des chambres inhabitées.

— Vous avez donc été dans une grande gêne ?

— Vous nous trouvez vivant comme nous avons vécu depuis douze ans.

— Ah ! c'est que vous avez eu les dettes de Durfey... et les procès... Ç'a été une malédiction ! Quelle brèche ne fera pas à mes 60,000 livres le dégrèvement des hypothèques ! Enfin, il est parti le pauvre garçon, et, d'ailleurs, je suppose que j'aurais dépensé encore plus d'argent pour acheter un jour ou l'autre une propriété en Angleterre, comme ce fut toujours mon intention.

— Je n'aurais guère cru cela, Harold, quand j'ai su que vous aviez épousé une étrangère.

— Eussiez-vous préféré que je fusse venu prendre pour compagne quelque étique Anglaise qui m'aurait pendu au cou toute sa parenté ? Je déteste les femmes anglaises : elles veulent donner, imposer leur opinion en toute circonstance ; elles entravent la carrière de l'homme ; aussi, je ne me remarierai pas. »

Mrs Transome se mordit les lèvres, et se détourna pour lever une jalousie. Elle ne voulait pas réfuter des arguments qui lui démontraient combien peu ses sentiments et elle-même tenaient de place dans la pensée de son fils.

« Vous avez l'habitude du luxe, reprit-elle. Ces chambres-ci vous paraissent misérables ; mais vous y ferez tous les changements qu'il vous plaira.

— Oh ! il me faudra un salon particulier au rez-de-chaussée. Je me souviens qu'il y a aussi en bas une chambre à coucher précédée d'une pièce qui serait pour Dominique et le petit garçon... Cela m'irait bien.

Digitized by Google

— Votre père demeure là depuis plusieurs années... Il serait tout à fait dérouté si on le logeait ailleurs.

— C'est fâcheux ! Je déteste monter un escalier.

— Il y a encore le bureau de l'ancien régisseur ; il n'est pas occupé, et l'on pourrait le transformer en chambre à coucher... Je ne puis pas vous offrir la mienne, car elle est aussi au premier étage. »

Ce petit coup de fouet glissa sans se faire sentir sur l'esprit insouciant d'Harold.

« Non ; je suis résolu à ne pas coucher en haut, dit-il. Nous verrons demain cette chambre de l'intendant.... et je trouverai bien une petite pièce quelconque pour loger Dominique... C'est vraiment contrariant qu'il soit resté en arrière, car je n'aurai ici personne pour accommoder les mets à mon goût... Ah ! voilà la rivière dans laquelle j'avais l'habitude de pêcher. A Smyrne, je me suis souvent dit que lorsque j'achèterais une propriété, je tiendrais à ce que le parc fût traversé par une rivière semblable autant que possible à la Lapp... Dieu ! quels beaux chênes que ceux qui sont en face de nous ! Malgré cela, il faudra en abattre quelques-uns.

— Pour moi, Harold, je regardais comme sacrés tous les arbres de ce domaine; j'espérais bien qu'un jour vous en prendriez possession, et que vous le dégrèveriez de toute hypothèque... Je tenais à lui conserver sa splendeur naturelle. Un parc dépourvu d'arbres de haute futaie ne vaut pas mieux qu'une belle figure sans dents et sans cheveux.

— Bravo ! ma mère, dit Harold en posant sa main sur l'épaule de Mrs Transome. Il vous a fallu prendre souci de choses qui ne regardent pas précisément les femmes, mon père étant si caduc. Dorénavant, vous n'aurez rien autre à faire que de vous reposer avec la dignité d'une grand'maman sur des coussins de satin.

Quant aux coussins, vous m'excuserez de ne point en faire cas. Toute vieille femme que je suis, j'ai gardé l'habitude pour remplir mes fonctions de régisseur, d'être assise sur une selle de cuir deux ou trois heures par jour. Nous avons sur les bras deux fermes, outre la ferme attenante au château.

— En vérité ! Jermyn gouverne donc bien mal cette propriété ? Cela ne durera pas ainsi sous mon règne, dit Harold en pirouettant sur son talon et chercha ni dans ses poches les clefs de son portemanteau que l'on avait apporté.

— Peut-être, lorsque vous aurez résidé quelque temps en Angleterre, comprendrez-vous la difficulté qu'il y a à louer les fermes par le temps qui court, objecta Mrs Transome en rougissant de mécontentement.

Digitized by Google

— Je comprends parfaitement qu'il y a difficulté, ma mère. Pour louer des fermes, un homme doit avoir le bons sens de rechercher dans quelles conditions elles peuvent attirer les fermiers. — Si je sonnais, y aurait-il ici quelque domestique capable de me servir provisoirement de valet de chambre et d'apprendre à préparer mon houka ?

— Il y a Hickes, le sommelier, et Jabez, le valet-de-pied. Ce sont les deux seuls hommes que nous ayons pour serviteurs ; ils étaient ici quand vous partîtes.

— Oh ! je me souviens de Jabez, un bavard. Je préférerais le vieux Hickes... une bonne petite machine... un peu rouillée, sans doute, à présent.

— Vous paraissez vous rappeler merveilleusement plusieurs choses de notre intérieur, Harold.

— Je n'oublie jamais les endroits ni les gens que j'ai vus. Tout le pays à l'entour d'ici se retrace dans mon cerveau comme sur une carte : un pays diablement joli ; mais des habitants qui formaient la plus stupide collection de vieux whigs et tories. Je suppose que beaucoup d'entre eux sont encore aujourd'hui ce qu'ils étaient alors.

— Vous supposez juste, au moins en ce qui me concerne, Harold. Vous êtes le premier de votre famille qui ait jamais songé à être un radical. Je ne croyais pas, en ayant soin de conserver nos vieux chênes, que vous en viendriez là. J'avais toujours pensé que les maisons des radicaux n'avaient en regard que de pauvres arbrisseaux.

— Oui ; mais les arbrisseaux radicaux croissent et s'étendent, tandis que la moitié des chênes tories pourrissent, repartit Harold avec une gaieté insouciante. — Vous êtes-vous arrangée, ma mère, pour que Jermyn vienne demain matin ?

— Il sera ici pour le déjeuner à neuf heures. Maintenant, je vous laisse donner vos ordres à Hickes ; on dînera dans une heure. »

Mrs Transome se retira et alla s'enfermer dans son cabinet de toilette. Elle se plaça devant un grand miroir, s'en tenant très près pour examiner son propre visage avec une attention minutieuse, comme si elle ne le connaissait pas bien encore. Regardée de cette manière, aucune figure âgée ne peut paraître belle ; toutes les petites défectuosités deviennent saillantes, et l'heureux effet de l'ensemble est perdu. Mrs Transome remarqua son teint flétri et les plis profonds que d'amers mécontentements avaient creusés autour de sa bouche.

« De même que je ne vois en lui qu'un étranger, se dit-elle, de même il ne voit en moi qu'une laide vieille femme dont il se trouve

Digitized by Google

être le fils. Je ne compterai absolument pour rien; j'étais folle de m'attendre à autre chose. »

Elle se détourna du miroir et se mit à marcher dans la chambre.

« Quelle ressemblance! murmura-t-elle. Peut-être cependant personne, excepté moi, ne s'en apercevra. »

Elle se jeta dans un fauteuil et y resta, le regard fixe, ne voyant plus rien du présent, mais se dépeignant intérieurement avec une douloureuse exactitude ce qui pour elle avait été le présent un peu plus de trente ans auparavant. Elle revoyait ainsi le petit être qui cherchait un appui contre ses genoux, en agitant ses pieds mignons et levant la tête pour la regarder avec ce rire enfantin qui ressemble à un gazouillement. Elle s'était imaginée alors que la possession de cet enfant donnerait à sa vie quelque unité, et qu'un peu de satisfaction du cœur serait, dans le cours des ans, le fruit de ses premières caresses maternelles. Aucune de ses espérances ne se trouvait réalisée. Les ravissements de la mère n'avaient duré que peu de temps, et encore avaient-ils été souillés par un désir pervers, que l'on pouvait comparer à une de ces plantes malfaisantes qui naissent et grandissent sous les purs rayons du soleil. Ce désir était que l'enfant rachitique, laid, idiot, qui avait été son premier né, mourût et laissât la place libre à cet autre fils chéri qui la rendait fière de sa maternité.

De tels désirs font de la vie humaine une hideuse loterie; tous ceux, hommes ou femmes, qui s'y abandonnent, deviennent, quelle que soit d'ailleurs la large part de biens terrestres qui leur ait été dévolue, non moins fébrilement impatients et hagards que les déshérités de la fortune, qui demandent vainement aux autres loteries un soulagement à leur misère. Ainsi, les jours et les années, en se succédant, n'avaient amené à Mrs Transome que des billets blancs et de nouveaux soucis. En même temps, le rondelet petit garçon était devenu un robuste jeune homme, qui ne mettait guère de prix aux caresses d'une mère et n'entendait pas aliéner l'indépendance qu'il avait conquise.

Tandis que l'imbécile et détesté Durfey semblait se cramponner à la méprisable existence que ses habitudes vicieuses auraient dû abréger, le beau domaine que Mrs Transome s'efforçait de préserver d'une saisie judiciaire se grevait de plus en plus de dettes; Harold avait compris avec une précoce justesse de perception qu'il lui fallait faire lui-même sa position. Comme la plupart des natures énergiques, il avait foi en son étoile. Il était parti gaiement en assurant à sa mère qu'il ferait fortune, et en dépit des désappointements passés, Mrs Transome avait rattaché à cette assurance son espoir d'un meilleur avenir. C'était sous le patronage d'un haut fonctionnaire,

Digitized by Google

cousin de Mrs Transome, qu'Harold était parti avec l'ambassade anglaise pour Constantinople. La diplomatie était donc la carrière à laquelle il se destinait. Mais il arriva que le jeune homme ayant sauvé la vie à un banquier arménien, celui-ci, dans sa reconnaissance, lui offrit une position qu'Harold, avec son esprit naturellement pratique, préféra aux perspectives hasardeuses de la carrière diplomatique.

A Smyrne, Harold s'était fait négociant et banquier, laissant les années s'écouler sans songer à aller visiter son pays natal, ne montrant point d'empressement à donner à sa mère des détails sur l'existence qu'il s'était faite, témoignant le désir de recevoir fréquemment des lettres d'Angleterre, mais en écrivant lui-même rarement. Quant à Mrs Transome, toujours gênée, inquiète, déçue, et de plus en plus isolée, elle avait peu à peu contracté l'habitude de se préoccuper presque exclusivement des petites choses et des petits côtés de la vie. Enfin, la nouvelle lui était arrivée de Jersey que Durfey venait de mourir... Il y avait maintenant plus d'un an de cela.

Harold, devenu l'héritier du domaine que la fortune par lui gagnée pouvait dégrever, avait jugé convenable de se préparer à rentrer dans son pays ; mais encore, dans cette circonstance, la satisfaction de Mrs Transome ne fut pas sans mélange. Harold, en lui annonçant son retour aussi prochain que ses affaires le permettraient, l'informa pour la première fois qu'il s'était marié avec une Grecque, que sa femme n'existait plus, mais qu'il amènerait avec lui un petit garçon, le plus beau et le plus désirable héritier et petit-fils qu'elle pût avoir rêvé. A la distance où Harold se trouvait, à Smyrne, du foyer maternel, il se représentait Mrs Transome comme une bonne vieille dame, qui serait nécessairement charmée de voir arriver ce petit-fils plein de santé et de vivacité, sans se préoccuper beaucoup des particularités d'une union longtemps tenue secrète. Contrairement à ces conjectures d'Harold, sa mère avait déchiré, dans un mouvement de colère, la lettre qui lui apprenait si tardivement cet accroissement de sa famille. Ensuite, cependant, elle s'était apaisée et avait pris la sage résolution de s'abstenir de tout reproche et de toute question dont Harold pourrait s'offenser, et même de souscrire à tout ce qu'il paraîtrait désirer. De nouveau elle avait rattaché toutes ses espérances de bonheur au retour de son fils.

Depuis une heure, ce fils était revenu, et toutes ces espérances s'étaient évanouies. Une ombre avait passé sur le rayon de soleil qui, un moment, avait réchauffé Mrs Transome. Elle pressentait qu'elle allait être entièrement dépossédée de son pouvoir, et que son

Digitized by Google

influence sur Harold serait absolument nulle. Sous le poids glacial de ces pensées, Mrs Transome frissonna.

A ce moment, on frappa doucement à la porte du cabinet. C'était Mrs Hickes, la femme du sommelier, qui venait habiller sa maîtresse pour le dîner. Quarante ans auparavant, elle était entrée au service de Mrs Transome, alors la belle Miss Lingon. La bonne vieille petite femme remplissait maintenant à Transome-Court les fonctions de camériste, de femme de charge et de surintendante d'une cuisine qui n'était plus fort importante.

« A-t-on donc sonné la cloche du dîner sans que je l'aie entendue, Denner? demanda Mrs Transome, qui avait continué d'appeler la femme du sommelier de son nom de fille, comme autrefois.

— Oui, madame, répondit Denner, tout en tirant d'une armoire une ancienne robe en velours noir garnie d'une dentelle de point passablement raccommodée. »

Denner identifiait sa propre dignité avec celle de sa maîtresse, pour qui elle avait beaucoup d'attachement et dont elle connaissait les secrets, sans jamais abuser de cette connaissance pour se permettre une familiarité à laquelle sont enclins les domestiques qui en savent trop sur leurs maîtres. Denner avait d'ailleurs cette perspicace intelligence et cette forte vue myope auxquelles n'échappe aucune nuance des physionomies. Le pénétrant coup d'œil que, à travers ses paupières à demi fermées, elle jeta à Mrs Transome, lui apprit tout de suite que sa rencontre avec son fils avait été pour elle un désappointement. Elle reprit d'un ton bas et un peu monotone :

« M. Harold est habillé; il m'a serré la main dans le corridor; il a été très aimable pour moi.

— Quel changement en lui, Denner! Aucune ressemblance avec moi, maintenant.

— Fort beau, néanmoins, quoiqu'il soit devenu brun et corpulent! Il a une belle prestance, M. Harold. Quant à la ressemblace, trente-cinq et soixante ans ne peuvent guère en présenter, si ce n'est dans la mémoire des gens. »

Mrs Transome vit parfaitement que Denner avait deviné ses pensées.

« Je ne sais, dit-elle, comment les choses marcheront à présent. Je n'ose plus rien espérer d'heureux.

— Cette méfiance est une faiblesse, madame; il y a de bonnes et de mauvaises chances.

— En vérité, Denner, vous me paraissez n'avoir peur de rien; moi, j'ai été toute ma vie pleine de craintes, toujours voyant quelque malheur suspendu au-dessus de ma tête sans pouvoir l'éviter.

Digitized by Google

— Eh bien ! madame, il faut faire bonne contenance; autrement vous exciterez les gens à vous épier. En fait, vous avez un fils riche qui revient près de vous; les dettes seront toutes payées; vous jouissez d'une bonne santé; vous avez une figure et une tournure telles, que tout le monde, sans même savoir qui vous êtes, se découvre devant vous... Permettez que j'attache votre voile un peu plus haut... Ah ! la vie aura certainement encore bien du charme pour vous... Maintenant, il faut que j'aille voir comment Ketty dresse le dîner, à moins que vous n'ayez d'autres ordres à me donner.

— Non, Denner ; je vais descendre immédiatement. »

Harold Transome n'avait pas l'intention de passer toute la soirée auprès de sa mère. C'était son habitude de condenser la conversation de manière qu'en un court espace de temps les interlocuteurs fussent mutuellement instruits de tout ce qu'ils pouvaient avoir besoin de savoir. A cet effet, il formulait succinctement toutes les questions auxquelles il voulait une réponse, et il ne prolongeait aucun sujet d'entretien par des remarques superflues, des paraphrases ou des répétitions.

Pendant le dîner, il ne prit pas une seule fois l'initiative sur ce qui le concernait personnellement, ni sur sa résidence à Smyrne; mais lorsque sa mère lui demandait quelques détails à ce sujet, il lui répondait agréablement, quoique brièvement. Quant à l'assaisonnement des mets, Harold en parut fort contrarié, mêlant d'abord à tout du poivre rouge, puis demandant s'il n'y avait dans la maison aucune sauce un peu épicée ; puis, quand Hickes lui eut apporté divers flacons de condiments préparés à l'office, il en essaya plusieurs, les trouva mauvais, et enfin renonça à manger. Cependant, il conserva sa bonne humeur, adressant de temps en temps quelques mots à son père, et regardant d'un air de compassion le vieillard hébété, dont toute l'attention se concentrait sur le soin avec lequel Hickes coupait en petits morceaux la viande sur son assiette. Mrs Transome se dit mentalement, non sans quelque amertume, que son infirme époux, qui jamais ne s'était préoccupé d'Harold, paraissait inspirer à celui-ci plus de sympathie qu'elle-même, dont la tendresse pour lui avait été exclusive.

Une heure après le dîner, Harold, qui déjà avait compulsé les livres de comptes de sa mère, dit qu'il allait se rendre, en traversant le parc, au presbytère de son oncle Lingon.

« Très bien! répondit Mrs Transome. Votre oncle pourra plus que personne autre répondre à vos questions d'une manière satisfaisante.

— Oui, reprit Harold. Tout à fait sourd aux reproches indirects, il acceptait ces paroles comme une simple énonciation d'un fait po-

Digitized by Google

sitif. — J'ai besoin de me renseigner au sujet du gibier et des chasses dans ce pays. J'aime fort le *sport;* à Smyrne, c'était notre plus fréquent passe-temps, et puis cela m'empêche d'engraisser davantage. »

Harold eut lieu d'être satisfait du résultat de sa visite à son oncle. Bien que le révérend John Lingon fût un tory prononcé, il apprit que son neveu se présentait comme candidat radical sans rien perdre d'une bonne humeur acquise sous l'influence d'une seconde bouteille de porto débouchée à l'intention d'Harold. Celui-ci n'eut pas de peine à persuader à son oncle, par un enchaînement d'arguments un peu confus, que le plus sûr moyen d'arrêter la nation sur le bord de l'abîme où allait la précipiter une démagogie de mendiants, était de mettre à leur tête un homme de bonne maison, capable de gouverner la populace.

« Certainement vous êtes de bonne maison, mon garçon, avait fini par répondre le recteur, car vous êtes un Lingon, après tout, et je vous soutiendrai... Je n'ai pas un grand crédit, n'étant qu'un pauvre ministre, mais je vous donnerai publiquement mon approbation. Pour cela, il n'est pas besoin que je change de parti; je suis né et je reste tory; mais si quelqu'un vient à dire que vous avez tort, je répondrai : « Mon neveu a raison; il s'est fait radical afin de sauver son pays. Si William Pitt vivait maintenant, il agirait de même. Quand ce grand homme était mourant, il ne dit pas : « O Dieu! sauvez mon parti! » mais : « Sauvez mon pays! » C'est ce qu'on nous a corné aux oreilles à l'occasion de l'élection de Peel, et je leur retournerai leur argument. Oui, oui, je vous soutiendrai. »

Harold craignait un peu que cette approbation ne fût pas inébranlable; du moins était-il sûr que le vieux gentleman accepterait le fait accompli, et que, de son côté, il n'y avait pas à appréhender de querelle. Et Harold en était bien aise; non pas qu'une semblable crainte l'eût fait dévier de la route qu'il voulait suivre; mais il détestait toute espèce de querelles, parce qu'elles occasionnent une dépense d'énergie sans aucun résultat pratique. Il était également satisfait des renseignements qu'il avait obtenus du recteur au sujet des ressources que le pays offrait à un amateur de *sport*. La bonne entente de l'oncle et du neveu s'en était encore accrue. Quant à ce qui concernait Mathieu Jermyn, évidemment cet individu était un objet d'aversion pour M. Lingon.

« Qu'est-ce que cet homme aux mains potelées, à la langue déliée, dont les mouchoirs de batiste sont toujours imprégnés d'odeurs? Un boursier de basse naissance, peut-être un enfant trouvé qui a appris son latin gratuitement, enfin un de ces parvenus qui voudraient prendre rang parmi les *gentlemen*, et qui

Digitized by Google

s'imaginent qu'il leur suffira pour cela de porter des gants de chevreau et d'avoir un mobilier moderne. »

Néanmoins, puisque Harold avait l'intention de se poser en candidat pour le comté, M. Lingon appuya sur la nécessité de ne pas se mettre mal avec Jermyn jusque après les élections, car Jermyn devait être son agent; et même, les élections terminées, mieux vaudrait se débarrasser doucement de Jermyn et ne point faire de scandale. Quant à l'administration du domaine et à la trop grande facilité avec laquelle Mr Transome suivait en cela les avis de cet homme, le recteur ne se mêlait jamais d'affaires. Mais ce point intéressait beaucoup plus Harold que la question des mouchoirs parfumés. Autrement il n'avait pas de préventions fâcheuses à l'égard de Jermyn. Dans son enfance et dans sa jeunesse, il l'avait vu venir souvent à Transome-Court, et il se souvenait qu'alors le légiste lui souriait et lui parlait d'un ton affable; mais lui, moitié par orgueil, moitié par sauvagerie, se dérobait autant que possible à ces démonstrations amicales. Il savait que Jermyn n'était qu'un homme d'affaires, et il voyait que ni son père, ni son oncle, ni leur ami et voisin sir Maxime Debarry ne le considéraient comme un *gentleman* et comme leur égal.

Ainsi, dans le passé, Harold ne trouvait pas de motifs de se méfier de Jermyn; mais, depuis lors, il devenait évident que si cet homme avait été cupide, la direction des affaires de la famille Transome avait dû le soumettre à de fortes tentations. En tous cas, le domaine se trouvait actuellement dans de mauvaises conditions.

Lorsque, le lendemain matin, Jermyn fut introduit dans la salle où était servi le déjeuner, Harold remarqua avec surprise combien peu il avait vieilli depuis quinze ans. Sa chevelure grisonnait, mais son visage était encore remarquablement beau. Sa taille avait grossi; mais elle était assez élevée pour bien porter ce surcroît d'embonpoint. Sa toilette était aussi soignée que s'il avait eu vingt-cinq ans au lieu de cinquante-neuf. Il s'habillait toujours de noir, avec une certaine élégance, ce qui contribuait aussi bien que ses mains blanches, grasses et néanmoins d'un galbe parfait, à lui donner l'apparence d'un médecin de dames. Quand il était entré en se frottant doucement ses belles mains, Harold s'était souvenu du dédain avec lequel le recteur lui en avait parlé la veille, dédain que, pour lui, il ne pouvait être disposé à approuver, étant de son côté enclin à mettre en évidence ses mains également bien modelées, douces et trouées de fossettes.

« Mr Transome, dit Jermyn avec un sourire aimable et un air de déférence, je vous présente mes félicitations doublement motivées, maintenant que je me trouve vis-à-vis de votre fils... Je suis très

Digitized by Google

aise, ajouta-t-il en se tournant vers Harold, de voir que le climat de l'Orient ne lui a pas été défavorable.

— Non ; la question est de savoir si le climat de l'Angleterre conviendra à mon tempérament.»

En disant cela avec encore plus de rapidité et de sécheresse qu'à l'ordinaire, Harold secoua négligemment la main de Jermyn.

« Ici, continua-t-il, la température est diablement variable et humide; quant à la nourriture, ce serait la plus heureuse chose du monde pour ce pays que les cuisiniers de l'Orient changeassent de religion, abjurassent le mahométisme, se fissent persécuter et vinssent en Angleterre.

— Je présume, dit Mrs Transome, qu'il ne manque pas de cuisiniers étrangers pour les gens qui ont le moyen de les payer ; mais ce doit être fort désagréable de les avoir chez soi.

— Vraiment !... Ce n'est pas mon opinion.

— Les anciens serviteurs ne peuvent jamais s'accorder avec les nouveaux.

— Cela ne m'inquiéterait nullement. Vos anciens serviteurs devront s'accorder avec mon domestique Dominique, qui leur apprendra à accommoder les mets et à faire d'autres choses encore, avec un talent dont ils seront tout étonnés.

— Les vieilles gens n'apprennent pas si facilement à changer leur manière de faire.

— Dans ce cas, ils n'ont qu'à rester tranquilles et à laisser agir les jeunes. »

Harold, en ce moment, n'avait en vue que la vieille Mrs Hickes et Dominique ; mais sa mère ne songeait pas à eux seuls. Jermyn, qui comprit mieux que lui la pensée de Mrs Transome, essaya d'adoucir le ton du dialogue.

« Il paraît que vous avez un domestique de valeur, M. Harold?

— Oui, un de ces merveilleux serviteurs des contrées asiatiques qui vous rendent l'existence facile et agréable. Il n'est positivement d'aucun pays; il y a en lui du Juif, du Grec, de l'Italien, de l'Espagnol. Il parle cinq ou six langues, les unes aussi bien que les autres. Il est tout à la fois cuisinier, valet de chambre, majordome, secrétaire, et, ce qui vaut encore mieux, c'est un garçon très attaché à son maître. Je puis me fier à son attachement ; c'est une sorte de spécimen humain qui, j'imagine, ne pousserait pas en Angleterre. J'aurais été terriblement embarrassé si je n'avais pas emmené Dominique. »

Le déjeuner se passa ainsi en conversations oiseuses; cependant chacun des trois convives avait sa préoccupation particulière. Harold établissait mentalement la somme des probabilités de détournements

Digitized by Google

ou de douteux emplois de fonds dont Jermyn serait convaincu lorsqu'on en viendrait à l'examen de ses comptes ; en même temps, il s'affermissait dans sa résolution de garder beaucoup de mesure avec cet homme, quelques preuves qu'il eût de ses malversations, afin de pouvoir se servir de lui tant qu'il en aurait besoin.

Jermyn observait attentivement la physionomie d'Harold, sur laquelle il découvrait les indices d'une résolution et d'une subtilité d'esprit qui le révélaient comme un homme formidable. Certes, en ce moment, il aurait bien voulu qu'il n'y eût pas eu ce second héritier du nom de Transome venu de l'Orient pour le troubler dans sa sécurité.

Mrs Transome entendait et voyait ce que disaient et ce que faisaient les deux hommes ; elle voyait aussi et entendait des choses et des paroles que sa mémoire lui rapportait distinctement, bien qu'il lui fallût remonter à un grand nombre d'années dans le passé.

Comme le déjeuner touchait à sa fin, Harold dit :

« Eh bien, quel aspect prennent les élections ? Je sais qu'il y aura vraisemblablement en présence deux whigs et un conservateur. Quelle est votre opinion sur leurs chances respectives ?

— Mon opinion n'est pas encore formée... Cette fraction du comté renferme, comme vous savez, une ville manufacturière de premier ordre et plusieurs autres d'ordre inférieur... Il y aurait donc une présomption favorable aux deux candidats libéraux. Cependant.... en sollicitant avec adresse les suffrages des districts agricoles, par exemple, de ceux qui sont dans notre circonscription de Treby-Magna, je pense que... les prévisions... ne seraient pas défavorables à l'élection d'un conservateur. Un quatrième candidat bien posé, qui se coaliserait avec M. Debarry.... »

Pour la troisième fois dans son discours, M. Jermyn hésita, et Harold dit précipitamment :

« Ce ne serait pas ma ligne d'action.... Il est donc inutile de la discuter. Si je me présente, ce sera comme radical ; et j'imagine que, dans tout comté disposé à élire des whigs, on peut réunir une certaine quantité de votes en faveur d'un radical qui se présenterait avec de bonnes intentions. »

Il y eut sur le visage de Jermyn une contraction à peine perceptible. Mais son corps ne changea pas d'attitude, ni son regard d'objectif. Sa main continua de jouer avec le manche de sa fourchette, et ses yeux restèrent fixés sur la frange en papier du jambon placé devant lui. Après un court silence, il se tourna soudain vers Harold.

« Je vois avec plaisir, dit-il, que vous êtes resté au courant de la situation politique de l'Angleterre.

Digitized by Google

— Eh ! sans doute, dit Harold du ton de l'impatience, je sais comment les choses ont marché en Angleterre ; j'ai toujours eu l'intention de revenir m'y fixer, et je crois connaître la situation actuelle de l'Europe aussi bien que si je fusse resté à Little-Treby sans en bouger depuis ces quinze dernières années.

— Je crois cependant, Harold, qu'il y a des choses que les gens *restés à Little-Treby* pourraient vous apprendre, dit Mrs Transome. Peu importe que vous vous soyez imbu à Smyrne d'opinions radicales ; mais vous paraissez ne pas vous douter combien, en vous déclarant ici radical, vous compromettrez votre position personnelle et celle de votre famille. D'abord, nul ne viendra vous faire visite. Et puis, quelle sorte de gens que ceux qui soutiendront votre candidature ! Réellement, vous ne vous figurez pas quelle impression étrange vous produirez en vous présentant comme radical. Il n'y aura pas un seul de nos égaux qui ne pensera que vous vous êtes abaissé.

— Bah ! fit Harold en se levant et se mettant à marcher dans la salle. »

Mais Mrs Transome continua avec une indignation croissante :

« Il me semble qu'un homme doit quelque considération à sa naissance, à sa position, et qu'il n'a pas le droit d'adopter telles ou telles idées selon sa fantaisie du moment, encore moins de travailler au renversement de sa propre classe. Pour ma part, je ne puis concevoir quel avantage vous espérez tirer d'une telle conduite ; seulement, je vous supplie de réfléchir encore avant de faire aucune démarche décisive.

— Ma mère, répondit Harold sans emportement et même sans élever la voix, mais d'un ton bref et précipité, qui marquait son impatience de mettre promptement fin à cette scène, je trouve naturel que vous pensiez de cette façon-là. Les femmes, à vrai dire, ne varient pas dans leurs opinions. Elles restent attachées à celles que leur a inculquées leur éducation ; peu importe ce qu'elles pensent ; elles ne sont pas appelées à juger ni à agir. Il faut me laisser suivre le cours de mes propres idées dans ces choses qui regardent uniquement les hommes. Hors cela, je donnerai pleine satisfaction à tous les désirs qu'il vous plaira de formuler. Vous aurez une voiture neuve avec un attelage de deux chevaux bais ; la maison sera décorée et meublée dans le meilleur style ; et je n'ai pas l'intention de me marier. Mais qu'il soit bien entendu que désormais il n'y aura entre nous aucune discussion sur des sujets à l'égard desquels je dois rester maître d'agir comme il me convient.

— Et vous mettrez ainsi le comble aux mortifications de ma vie, Harold. Je ne sais pas, en vérité, quelle femme désirerait être mère,

Digitized by Google

si elle pouvait prévoir que dans sa vieillesse son fils ne la regardera que comme une chose sans importance. »

En achevant ces mots, Mrs Transome se leva et sortit de la salle par la porte vitrée qui ouvrait sur la terrasse. Pauvre femme! Elle sentait bien qu'elle avait été imprudente et qu'elle se rendait désagréable à son fils bien inutilement.

M. Jermyn s'était levé aussi. Il resta impassible quelques instants, les mains appuyées sur le dos de sa chaise. Ce n'était pas la première fois qu'il voyait Mrs Transome en colère; mais, pour la première fois, il pensa que l'emportement de son caractère pourrait lui être utile.

« Vous fumez? demanda Harold à Jermyn en s'arrêtant devant lui, après avoir fait encore un ou deux tours silencieusement dans la salle.

— Non; j'ai toujours eu de la déférence pour les dames. Mrs Jermyn n'aime pas l'odeur du tabac.

— Que le ciel le confonde avec sa Mrs Jermyn! se dit Harold. » Il avait de l'humeur, et puis, sous son écorce de libéralisme, il était au fond aristocrate.

« S'imagine-t-il que nous soyons sur un pied d'égalité pour qu'il vienne m'entretenir des goûts ou des répulsions de sa femme? »

Et tout haut, il dit:

« Comme j'ai fumé mon houka avant le déjeuner, nous passerons, si vous voulez, dans la bibliothèque. Mon père ne se lève jamais avant midi, à ce qu'il paraît. »

Quand les deux hommes furent entrés dans cette grande et belle pièce, Harold dit au légiste:

« Asseyez-vous, asseyez-vous. »

Mais lui-même resta debout devant une carte du comté qu'il avait tirée d'une série de rouleaux placée à côté des livres.

« Maintenant que vous connaissez mes intentions, monsieur Jermyn, la première question est de savoir si vous vous chargerez d'être mon agent dans cette élection et de m'aider à me faire nommer. Il n'y a pas de temps à perdre, et je veux profiter de l'occasion, car je pourrais ne pas en avoir une autre d'ici à sept ans. J'ai entendu dire, poursuivit-il en regardant tout à coup fixement Jermyn, que vous ne vous êtes pas prononcé pour un parti politique, et je sais que Labron est l'agent qui travaille pour les Debarry.

— Oh!... mon cher monsieur... tout homme a nécessairement ses convictions politiques; mais à quoi sert, lorsqu'on a une profession et... une certaine éducation, d'en parler dans une petite ville de province? On n'y comprend pas les questions d'un intérêt général. L'esprit de parti était tout à fait endormi ici avant l'agita-

Digitized by Google

tion du bill en faveur des catholiques. Il est vrai que j'ai concouru, avec notre bénéficier, à rédiger une pétition contre le bill de réforme, mais je n'ai pas exposé mes raisons pour en agir ainsi. Les points faibles de ce bill sont... trop palpables, et je présume que vous et moi nous ne différons pas beaucoup sur ce chapitre. Le fait est que, quand j'ai su que vous alliez nous revenir, je me suis tenu à l'écart, quoique je fusse instamment pressé par les amis de sir James Clément, le candidat ministériel, qui est...

— Cependant vous agirez pour moi, est-ce convenu? dit Harold.

— Certainement, dit Jermyn, intérieurement irrité de la promptitude avec laquelle Harold l'interrompait.

— Lequel des deux candidats libéraux, comme ils se qualifient, a le plus de chance d'être élu, hein?

— J'allais expliquer que sir James Clément n'a pas autant de chances que M. Garstin, en supposant qu'un troisième candidat libéral se présente, car il y a deux façons de libéraux... »

En disant cela, M. Jermyn sourit.

« Sir James est un baronet pauvre... Il espère obtenir quelque place du gouvernement; on ne peut donc pas s'attendre qu'il pratique le libéralisme dans ce sens très large qui impose aux majorités.

— Je voudrais bien que cet homme ne fût pas si parleur, pensait Harold. — Nous verrons, dit-il tout haut, ce qui pourra se faire dans la voie des combinaisons. J'irai à votre étude à une heure, si cela vous convient.

— Parfaitement.

— A propos, vous tiendrez prêts pour moi tous les journaux, toutes les listes et informations nécessaires. Il faut que je donne à dîner aux tenanciers, et nous pourrons faire quelques autres invitations. Tout à l'heure, j'irai voir avec le bailli une de nos fermes vacantes... Et, soit dit en passant, il est déplorable d'avoir trois fermes non louées... Comment donc cela peut-il se faire, hein?

— J'avais justement quelques mots à vous dire à ce sujet. — Vous avez déjà remarqué combien Mrs Transome prend à cœur certaines choses. Vous devez penser qu'elle a été rigoureusement éprouvée de plusieurs côtés. La mauvaise santé de M. Transome..., les habitudes et la conduite de M. Durfey.... les...

— Oui, oui.

— C'est une femme qui naturellement m'inspire le plus grand respect... Elle n'a guère eu de satisfaction depuis bien des années, hormis celle d'avoir la haute main sur un assez grand nombre d'affaires. Elle s'oppose aux changements, aux modifications de tout genre,

Digitized by Google

Elle ne voudra pas de tenanciers dans le genre moderne; elle leur préfère les fermiers qui suivent les anciens errements. Cela empêche de tirer bon parti des terres. Je sens bien que les choses ne sont pas comme elles devraient être, car je suis partisan du progrès dans les exploitations agricoles, et vous reconnaîtrez, je pense, que la ferme dépendante du domaine que je fais valoir est dans une condition excellente. Mais Mrs Transome est une femme qui sent vivement, et je vous engage, mon cher monsieur, à faire tous les changements qui sont nécessaires sans les lui rendre trop pénibles.

— Je saurai ce que j'ai à faire, monsieur; ne vous en inquiétez pas, dit Harold, très offensé.

— Vous voudrez bien, j'espère, pardonner ce conseil à un homme de mon âge, qui a été si longtemps initié à la connaissance et à la direction des affaires de votre famille... Je n'ai jamais considéré cette direction simplement au point de vue du positif... et...

— Patience, pensait Harold. Le moment viendra de lui faire connaître le point de vue auquel je le considère, lui. — Je comprends, je comprends, dit-il néanmoins d'un ton indifférent; car malgré l'impatience que lui causaient les manières de Jermyn, il sentait la nécessité de la comprimer; vous avez eu sur les bras plus d'affaires difficiles que n'en a ordinairement le procureur d'une famille... Nous mettrons cela en ordre peu à peu. Revenons à notre candidature. »

L'entretien des deux hommes ne roula plus que sur ce sujet, et il se termina amicalement.

Deux heures après, Harold, étant sorti à cheval, rencontra son oncle le fusil sur l'épaule et suivi de deux chiens de chasse.

« Savez-vous, Harold, dit le recteur, à présent que j'y ai pensé, je trouve qu'il y a quelque maladresse à vous poser en radical... Pour mon compte, je ne saurai comment m'y prendre pour faire l'apologie du radicalisme. J'en serai fort tourmenté aux sessions, et je ne vois pas quelle explication convenable je pourrai donner en réponse aux questions que l'on m'adressera.

— Enfantillages, mon oncle! Je me souviens que vous discourez avec beaucoup de talent; vous ne serez jamais pris au dépourvu.

— Ah, çà! vous n'attaquerez pas l'Eglise ni les institutions du pays? Vous n'irez pas à ces extrémités?

— Je n'attaquerai pas l'Eglise, mais seulement peut-être les revenus des évêques, afin d'augmenter les revenus du clergé pauvre.

— Bien, bien, je n'y ai pas d'objection. Personne n'aime notre évêque. Il est si orgueilleux, qu'il ne dînerait pas avec son propre père. Vous pouvez harceler un peu les évêques. Mais vous respecterez la constitution... vous vous rangerez autour du trône... et du

Digitized by Google

roi... Dieu le garde! vous ne réprouverez pas les toasts habituels n'est-ce pas?

— Non assurément. Je suis un radical seulement pour déraciner les abus.

— Les abus... fort bien! Voilà le mot que je cherchais pour nous justifier, dit le vicaire. Voilà une trame suffisante pous tisser un discours. Abus est le mot propre.

— J'arrache les vieux arbres pourris, continua Harold, qui riait intérieurement, et je leur substitue de nouveaux chênes.

— A merveille, mon garçon! Oh! vous serez un orateur. Mais vous voulez poursuivre votre promenade à cheval?

— Oui, j'ai un rendez-vous à Treby. Au revoir.

II

Treby-Magna avait été, au commencement de ce siècle, le type d'une ville de marché. Sa rue principale avait de belles maisons en briques avec de hautes fenêtres et un jardin entouré de murs. A l'une des extrémités de cette rue, sur la place qu'elle formait en s'élargissant, il y avait l'excellente auberge, *le Marquis de Granby*, où les fermiers remisaient leurs cabriolets non-seulement les jours de foire et de marché, mais les dimanches exceptionnels où ils venaient à l'église. Cette église eût été beaucoup trop étroite pour contenir les paroissiens s'ils n'avaient été assez raisonnables pour ne pas prétendre y trouver place tous ensemble; ils ne s'étaient même jamais plaints de l'usurpation faite d'une grande chapelle de côté par le caveau mortuaire des Debarry. La famille Debarry était une des plus anciennes et des plus considérées du pays, et le recteur de Treby-Magna était toujours un Debarry.

Toute la fraction opulente de la population de Treby se livrait au commerce sur une grande échelle, et avait soit des liens de parenté, soit des relations d'affaires avec les gros fermiers des environs de la ville; de sorte que ceux-ci et ceux-là se réunissaient fréquemment les uns chez les autres pour souper, jouer au whist et prendre le thé. Ils mangeaient et buvaient largement, et étaient également partisans de M. Pitt et de la guerre, parce que l'un et l'autre maintenaient la religion et le prix des denrées. Cette uniformité de bien-être et de manière de vivre avait cependant subi, depuis un certain nombre d'années, de notables modifications. Il y avait en premier lieu la création de la compagnie du canal; en second lieu, les travaux d'exploitation des mines de houille de Sproxton, à deux milles de la ville, enfin la découverte d'une source saline, qui fit surgir

Digitized by Google

l'idée de transformer la commerçante Treby-Magna en une *fashionable* ville d'eaux. Ce projet hardi n'avait pas été conçu par un habitant natif de Treby, mais par un jeune légiste qui était venu de loin, savait par cœur le dictionnaire, et que l'on présumait être le fils illégitime d'un individu quelconque. Le projet avait d'abord rencontré beaucoup de détracteurs; mais le ton de persuasion de M. Mathieu Jermyn, le légiste nouveau venu, l'ayant emporté, sir Maxime Debarry, un des premiers opposants, s'était enfin décidé à fournir les fonds pour la construction d'un vaste hôtel. Cependant la spéculation ne réussit pas. Sir Maxime, ayant besoin d'argent, loua cet hôtel à long bail et, dans la suite, il ne put s'opposer à ce que, au lieu du collége qui devait y être établi, on y installât une manufacture de ruban de fil, mortification sensible pour un *gentleman*, le représentant d'une des plus anciennes familles d'Angleterre. Il ne le pardonna jamais à Jermyn, qui en était la cause originelle.

Maintenant il se trouvait que, par suite de ces diverses exploitations, les unes prospères, les autres abandonnées, Treby-Magna avait passé de cette situation respectable mais restreinte d'une simple ville de marché, centre d'un grand district rural, à l'existence plus complexe qui lui était faite par l'ouverture d'un canal, l'extraction du charbon de terre et la création de manufactures. Cette diversité de populations entraîna naturellement une scission plus tranchée dans les opinions politiques et religieuses des Trebiens; l'agitation produite dans toute l'Angleterre pour le bill de l'émancipation catholique commença alors à les gagner. Chacun se passionnant pour son parti, la désunion se mit entre des familles liées d'amitié depuis un temps immémorial. Le bill de réforme, auquel Treby-Magna devait le droit et l'honneur, dont elle allait jouir pour la première fois, d'élire deux députés, remua dans toute sa profondeur la société de cette ville. Des gens qui dans le cours de la vie commerciale et de la vie privée n'auraient jamais eu de rapports d'aucune sorte ensemble se trouvèrent subitement en contact. Il en fut ainsi de Félix Holt et d'Harold Transome, bien que la nature et la fortune eussent tracé entre eux une ligne de séparation qui autrement les aurait tenus toujours éloignés l'un de l'autre.

Félix avait pour tout héritage un médicament d'empirique. Sa mère demeurait dans une impasse de Treby-Magna, et son salon n'était orné que de son plus beau service à thé et de plusieurs attestations encadrées exaltant la vertu des *pilules catarrhales* et de l'*élixir fortifiant* de Holt.

Il n'y aurait donc eu aucun sujet de parallèle entre l'héritier de Transome-Court et le fils du docteur empirique s'il n'y avait eu entre

Digitized by Google

eux trois points communs : tous deux se déclaraient radicaux, tous deux étaient fils uniques, enfin tous deux revenaient présentement chez eux avec des idées arrêtées, dont leurs mères se montraient fort contrariées.

Mais Mrs Holt, au contraire de Mrs Transome, trouvait beaucoup de soulagement à révéler ses peines d'esprit, et elle cherchait volontiers des conseillers disposés à écouter ses confidences. Donc, le même jour où Harold Transome eut sa première entrevue avec Jermyn, et tandis que le procureur retournait à son étude en songeant aux moyens de sortir d'embarras, Mrs Holt avait mis son chapeau et s'était rendue chez le révérend Rufus Lyon, ministre de la chapelle indépendante ou presbytérienne.

M. Lyon habitait une petite maison contiguë à la cour d'entrée de sa chapelle. Ce matin-là, il se tenait, suivant son habitude, dans une chambre du premier étage qu'il appelait son cabinet, et qui, grâce à une alcôve fermée, lui servait aussi de chambre à coucher. Les rayons disposés contre les murs n'étant pas suffisants pour la quantité de livres qu'il possédait, ceux-ci étaient rangés autour de lui en piles, de manière à lui laisser un passage libre, ce ministre ayant l'habitude de marcher çà et là pendant ses méditations. Il ne fallait pas beaucoup de place à son corps maigre et à ses jambes courtes pour se mouvoir. Son visage était ridé; cependant, les mèches assez fournies de ses cheveux qui du sommet chauve de sa tête tombaient autour de son cou, avaient en grande partie conservé leur nuance châtain, et ses yeux bruns, grands et myopes étaient encore clairs et brillants.

Ce matin-là, M. Lyon se promenait entre ses rangées de livres, préparant son sermon pour le dimanche suivant sur ce texte : « Et tout le peuple dit : Amen. » Il récitait à haute voix son début, lorsque la vieille Lydie, sa domestique, ouvrit la porte, et dit d'un ton de lamentation qui lui était habituel :

« Il y a en bas Mrs Holt qui voudrait vous parler. Elle vient à une heure indue; mais elle est dans la peine.

— Lydie, tâchez donc de ne pas toujours gémir comme vous le faites, dit M. Lyon. Cela déplaît extrêmement à ma fille, vous le savez.

— En vérité, reprit Lydie, si cette pauvre chère miss Esther ne peut pas supporter...

— Ne répondez plus, Lydie, interrompit le ministre; mais envoyez-moi ici Mrs Holt. »

Lydie referma tout de suite la porte, et M. Lyon se remit à marcher et à penser tout haut :

« J'aurais besoin d'une grâce spéciale pour écouter ces faibles

Digitized by Google

sœurs. Mrs Holt est une de celles qui vous obscurcissent l'intelligence et mettent en courroux votre raison par un déluge de mots sans signification. Seigneur, accordez-moi le don de patience ! Mes péchés sont plus lourds à supporter que la sottise de cette femme. — Entrez, Mrs Holt, entrez. »

M. Lyon s'empressa de débarrasser une chaise des *Commentaires d'Henry Mathieu* et invita Mrs Holt à s'asseoir.

C'était une femme grande, vêtue de noir et d'un âge qui touchait à la vieillesse. Elle s'assit d'un air presque solennel et se mit à regarder les lambris avec l'expression de l'embarras. Le ministre s'était placé sur son fauteuil près de son pupitre et attendait, avec la résignation courageuse d'un patient qui va subir une opération chirurgicale, que Mrs Holt s'expliquât. Mais elle restait muette.

« Vous avez quelque préoccupation, mistress Holt? demanda-t-il enfin.

— Vraiment oui, monsieur. Autrement, je ne serais pas ici.

— Parlez librement. »

Mrs Holt profita de la permission pour exposer ses griefs contre son fils dans un langage si diffus et avec tant de circonlocutions, que M. Lyon fut obligé de l'interrompre plusieurs fois pour la ramener à son sujet. Tout ce qu'il peut en tirer d'intelligible fut ceci :

« Mon mari me dit, lorsqu'il était mourant : « Mary, l'élixir, les pilules et les guérisons qu'ils opéreront vous feront subsister, car ils ont une grande réputation dans tout le pays, et vous prierez Dieu qu'il les bénisse. » Ainsi ai-je fait, M. Lyon. Et dire que ce ne sont pas de bons médicaments, quand ils sont demandés à cinquante milles à la ronde par des gens de toute classe, riches ou pauvres, grands ou petits, il me semble que ce serait insulter le ciel; car si c'était un mal de vendre ces drogues, le Seigneur n'y aurait-il pas mis empêchement? »

En disant cela, Mrs Holt, qui n'était pourtant pas une pleureuse, avait les yeux pleins de larmes.

M. Lyon l'avait écoutée attentivement, et il commençait à deviner la cause de son chagrin.

« Me trompé-je, Mrs Holt, en induisant de ce que vous me dites que votre fils s'oppose en quelque sorte à ce que vous vendiez les médicaments de votre mari ? »

C'était cela, en effet, et la veuve appuya sur l'irréligion dont son fils faisait preuve par l'incohérence et l'étrangeté de ses raisonnements avec elle.

« Ne serait-il pas bon que je voie votre fils et que je cause avec lui de ces choses, Mrs Holt ? Je l'ai remarqué à la chapelle, et je suppose que je suis son pasteur.

Digitized by Google

— Oui, M. Lyon. Il vous écoutera peut-être, et il ne vous parlera pas du ton dont il me parle, à moi. Quand nous sommes sortis de la chapelle, il a dit que vous étiez un brave homme, et que, quoique âgé, vous n'étiez pas arriéré comme les anciens puritains... Il a le langage tranchant, mon fils.

— Dites-lui que je lui saurai beaucoup de gré s'il veut bien venir dans la soirée,» dit M. Lyon qui se sentait mieux disposé à l'égard du jeune homme, depuis qu'il savait que la prédication du ministre de la chapelle indépendante ne le faisait pas fuir.

Mrs Holt, quoique un peu consolée par le résultat de sa visite, recommença à discourir. M. Lyon dut lui dire à deux reprises :

« Adieu, mistress Holt, adieu. »

Lorsque, le soir venu, Félix se présenta chez le ministre presbytérien, celui-ci l'attendait dans un petit salon, en parcourant des yeux, à la clarté d'un flambeau, le rapport d'un missionnaire.

Cette chambre était pauvrement meublée; toute sa décoration consistait en un casier à livres, une carte de la Terre sainte, le portrait gravé d'un prédicateur de l'Eglise indépendante et un buste noir dont le visage était colorié et que recouvrait une gaze verte. Cependant, par un contraste singulier avec cette simplicité rustique, la lumière qui éclairait les pages que lisait le ministre était une bougie contenue dans un flambeau de faïence blanche; une légère odeur de feuilles de roses séchées parfumait la chambre et, sur une table du côté opposé à celui de la cheminée, il y avait une élégante corbeille à ouvrage garnie de satin bleu.

En entrant dans le salon, Félix ne se trouvait pas en humeur de se livrer à aucun examen, de sorte que, s'étant assis près de la table, ce fut sans intention qu'il attacha son regard sur le flambeau; mais le ministre, avec la vivacité de perception qui le caractérisait, crut deviner la signification de ce regard. Aussi se hâta-t-il de dire :

« Vous êtes sans doute étonné, mon jeune ami, de me voir éclairé avec de la bougie; mais ce sont les gains de ma fille qui subviennent à ce luxe inusité. Esther est d'une constitution si délicate, qu'elle ne peut supporter l'odeur du suif.

— Je ne faisais pas attention à cette chandelle, monsieur... Dieu merci, je n'ai pas l'odorat d'une souris pour distinguer tout de suite si une chandelle est de cire ou de suif. » L'accent bref et les intonations puissantes de la voix de Félix donnèrent une légère secousse au vieillard. Machinalement il tira ses besicles de leur étui pour examiner ce singulier jeune homme.

— Pour moi, cela m'est également indifférent, pourvu que j'aie une lumière suffisante sur mon livre. »

Comme en disant cela, M. Lyon regardait fixement son inter-

Digitized by Google

cuteur à travers les verres de ses lunettes, l'autre reprit en souriant d'un air de bonne humeur :

« Je comprends bien... Vous donnez votre attention non au flambeau qui vous éclaire, mais à la page que vous lisez... Celle que vous avez en ce moment sous les yeux vous paraît bien rustiquement écrite. »

C'était effectivement ainsi. Le ministre, accoutumé à la tenue respectable des citadins de province et à la gravité respectueuse de sa propre congrégation, fut un peu choqué de l'extérieur du jeune homme, qui ne portait ni cravate ni gilet. Ses lunettes lui permettaient alors d'analyser la tête ombragée par une forêt de cheveux, les yeux grands ouverts et la taille robuste de son interlocuteur.

« Je m'abstiens de juger sur les apparences seulement, répondit-il avec sa simplicité habituelle, sachant par ma propre expérience que lorsque l'esprit est absorbé par la pensée, on oublie facilement les petits accessoires de l'habillement, quoiqu'ils nous soient imposés par la coutume et les convenances. Et d'après ce que j'ai pu comprendre de l'explication confuse et pénible de votre mère, vous aussi, vous auriez quelque préoccupation d'esprit. Vous n'avez pas, j'espère, d'objection à vous en ouvrir entièrement à moi, pasteur âgé, éprouvé lui-même par des luttes intérieures et par les perplexités du doute ?

— Quant au doute, dit Félix d'une voix aussi forte et brusque qu'auparavant, si c'est de ces absurdes médicaments et de ces annonces trompeuses que ma mère est venue vous entretenir, je n'ai pas plus de doute à leur égard qu'à celui du *pocket-picking*. Si je laissais la vente des drogues en question continuer et ma mère vivre du produit de cette vente, tandis que je puis pourvoir à sa subsistance avec le travail honnête de mes mains, je ne doute pas le moins du monde que je ne fusse un fripon.

— Je désirerais un peu approfondir vos objections au débit de ces médicaments, dit M. Lyon. Votre père, qui a combiné les ingrédients dont ils se composent, et les a laissés à votre mère pour qu'elle s'en fasse un revenu, n'a jamais agi, que je sache, avec mauvaise foi.

— Mon père était un ignorant ; il ne connaissait ni la complication du système humain, ni la manière dont les drogues se contrarient l'une l'autre. L'ignorance n'est pas aussi condamnable que l'imposture, cependant elle peut faire plus de mal quand elle prescrit des pilules. Je sais bien cela, moi, qui durant cinq misérables années ai étudié la pharmacie chez un stupide apothicaire de province. Mon pauvre père avait laissé une somme d'argent à cette destination. Enfin, n'importe : je sais que les pilules catarrhales sont

Digitized by Google

une composition drastique qui peut produire d'aussi pernicieux effets qu'un toxique chez la moitié des gens qui les avalent, et l'élixir est un absurde mélange d'une douzaine d'ingrédients incompatibles. »

Malgré sa simplicité, M. Lyon était un homme fin ; il se demanda s'il n'y avait pas de l'ostentation dans cette probité ainsi proclamée à haute voix. Il s'était levé et il marchait çà et là dans la chambre pendant que Félix parlait. Lorsque celui-ci se tut, il lui demanda d'un ton rapide :

«Depuis combien de temps avez-vous reconnu cela, jeune homme?

— Une juste question! dit Félix. J'ai reconnu cela, monsieur, fort longtemps avant d'agir selon ma conviction, ainsi qu'il arrive dans bien d'autres occasions. Mais, vous croyez aux conversions, n'est-ce pas?

— Oui, assurément.

— Eh bien, ce fut le cas avec moi. J'ai réfléchi. Ce monde-ci n'est pas une bien belle résidence pour un grand nombre de ses habitants. Néanmoins, je me suis mis dans la tête de ne pas contribuer, en ce qui me concerne personnellement, à ce qu'il devienne encore pire. A cela on me dit que je ne puis modifier le monde ; qu'il y aura toujours un certain nombre d'esprits vils et de voleurs, et que si je m'abstiens de mentir et de filouter, d'autres mentiront et filouteront. Soit ; mais je ne veux pas faire comme eux. Voilà l'histoire de ma conversion, M. Lyon, puisque vous teniez à la savoir.

— Du temps où vous habitiez Glascow, avez-vous suivi assidûment les sermons de quelqu'un des prédicateurs presbytériens?

— Non. J'ai entendu beaucoup de prédicateurs une fois, mais jamais je n'ai été tenté de les entendre deux fois. »

Le bon Rufus ne fut pas sans être ému péniblement de cette irrévérence ; mais il réprima tout signe de mécontentement.

« Maintenant, reprit-il, puis-je vous demander comment vous vous y prendrez pour empêcher votre mère de composer et vendre ces médicaments? D'après ce que vous m'avez dit, il n'y a pas à hésiter, quant à ce sacrifice ; Dieu me garde de songer à vous détourner de cette honnête résolution ! Mais votre mère est avancée en âge ; elle a besoin d'un peu de confortable.

— Par mon travail, je procurerai à ma mère une existence aussi et même plus confortable que celle qu'elle se faisait elle-même. Outre ma profession d'horloger, que j'ai apprise au sortir de l'officine du pharmacien, les études que j'ai faites à Glascow me permettront de me livrer à l'instruction élémentaire. J'ai déjà réuni quelques bambins chez moi ; de cette façon, je gagnerai assez d'argent. Ma mère a toujours été frugale ; et, quant à moi, je pourrais me nourrir seulement de soupe : j'ai un estomac de rhinocéros. » Malgré cette

Digitized by Google

assurance, M. Lyon aurait été d'avis que Félix Holt, ayant quelque instruction, sans doute aussi une belle écriture, et sachant tenir les livres, entrât dans une maison soit de commerce, soit de banque, où il aurait eu de bons appointements fixes. Mais Félix se prononça fortement contre cette proposition:

« Tout ce que vous pourriez me dire à ce sujet, M. Lyon, je me le suis déjà entendu dire par ma mère; mais mon parti est définitivement pris depuis longtemps. Je ne veux pas d'un emploi qui m'oblige à enfoncer mon menton dans une haute cravate, à porter des bretelles et à passer toute la journée avec une collection de camarades qui dissipent leurs épargnes en achats d'épingles de chemises. Le genre d'occupation dont vous parlez est en réalité inférieur à beaucoup de métiers manuels; seulement, il est rétribué hors de proportion. Voilà les raisons pour lesquelles je me suis mis à apprendre l'horlogerie. Mon père avait été d'abord tisserand. Mieux eût valu pour lui qu'il fût toujours resté tisserand. En revenant d'Ecosse, j'ai traversé le Lancashire; j'y ai vu un de mes oncles qui est encore tisserand. Je ne veux point me détacher de la classe à laquelle j'appartiens... une classe où l'on ne suit pas la mode. Ai-je besoin de m'introduire dans la classe moyenne parce que j'ai quelque instruction? Si les meilleures têtes parmi les ouvriers n'abandonnaient pas leurs camarades pour aller vivre dans une sphère plus élevée, ceux-ci se civiliseraient et s'amélioreraient par leur exemple. Dès qu'un homme s'est accoutumé à porter des gilets de satin, il se fait de nouveaux besoins et prend d'autres idées; la métamorphose, qui a commencé à sa cravate, se continue jusqu'à ce qu'il ait changé d'abord de sympathies, puis de manière de raisonner. »

Et Félix poursuivit son propre raisonnement de telle façon, que M. Lyon lui dit avec plus de vivacité qu'il n'en avait mis jusqu'alors dans leur dialogue :

« Vous prenez donc beaucoup d'intérêt aux grands mouvements politiques de ce temps-ci?

— Je le crois bien! Je méprise non-seulement les hommes qui ne s'intéressent pas à ces choses, mais aussi ceux qui n'essayent pas d'y intéresser les autres.

— Vous avez parfaitement raison, mon jeune ami, dit le ministre du ton le plus cordial. Votre opinion à cet égard est précisément la mienne; je la soutiens en face de l'opposition que me font sur ce point quelques-uns de mes confrères; ils prétendent que toute participation aux mouvements publics nous détourne de notre voie, et que la chaire d'un ecclésiastique n'est pas une tribune d'où l'on doive enseigner aux hommes leurs devoirs comme membres du gou-

Digitized by Google

vernement. Il n'y a, disent-ils, rien qui touche la politique dans le Nouveau Testament.

— Sur ce point, ils n'ont pas tort, déclara Félix.

— Quoi ! vous êtes de ceux qui pensent qu'un pasteur ne doit entre-mêler rien des affaires publiques à ses prédications ?

— Non, monsieur, non ; mais je dirais : « Enseignez toute vérité, qu'elle se trouve dans le Testament ou hors du Testament. »

Là-dessus, le ministre entama un discours qui fut interrompu par l'entrée de Lydie dans le salon. Elle apportait le thé ; et comme Félix, se levant, tendait la main à M. Lyon, celui-ci la prit et, la secouant amicalement, dit :

« Allons, allons, nous nous reverrons et nous nous entendrons, je crois, très-bien. Mais restez pour prendre une tasse de thé avec nous ; il est plus tard que de coutume... Les jeudis, ma fille est retenue par une leçon de langue française qu'elle donne en ville. Elle est sans doute de retour maintenant, et elle va venir nous verser le thé...

— Je vous remercie, je resterai, » répondit Félix, non qu'il éprouvât aucune curiosité de voir la fille du ministre presbytérien, mais parce qu'il prenait goût à la société du ministre lui-même. » Probablement, pensait-il, la fille est une miss sensible, apprêtée, tirée à quatre épingles... » Et Félix ne faisait point de cas de ces qualités et de ces agréments féminins.

Esther ne tarda effectivement pas à paraître.

« Ma chère, lui dit M. Lyon, voici M. Holt, avec qui je viens de faire connaissance à ma grande satisfaction. Il prendra le thé avec nous. »

Esther salua légèrement en traversant la chambre pour prendre e flambeau et le placer près du plateau à thé. Félix se leva et salua aussi avec un air d'indifférence peut-être exagérée. Esther n'était pas la jeune miss qu'il s'attendait à voir. Il ne trouvait en elle aucune analogie apparente avec les filles de ministres, telles qu'il se les représentait en général ; et, quoique cette analogie ne lui eût pas été agréable, la différence l'offusquait.

Un parfum léger comme celui qui émane d'un jardin se répandait autour de sa personne. Sans l'examiner, Félix s'apercevait qu'elle avait une démarche élastique, le pas léger d'un petit pied, le cou long, une haute couronne de tresses brunes et luisantes avec des boucles qui flottaient derrière sa tête... toutes choses qui, en somme, lui révélaient une *belle dame* et le déterminaient à faire aussi peu d'attention à elle que possible. Une belle dame, être factice suivant lui, n'avait ni attrait ni valeur à ses yeux. Et si cette

Digitized by Google

belle dame était la fille d'un vieux puritain, cela devenait une anomalie blâmable.

De son côté, Esther fut extrêmement choquée du ton et des paroles qu'elle entendit d'abord Félix prononcer, en réplique à une sentence de M. Lyon sur la vérité considérée comme la médecine de l'âme. Le ministre lui-même, malgré son indulgence pour ce jeune homme dont la brusque franchise lui plaisait plutôt qu'elle ne l'offensait, en avait été cette fois un peu déconcerté.

« Mon père, le thé est servi, » avait alors annoncé Esther, qui dispensa ainsi l'excellent homme de répondre à cette boutade.

Il s'avança vers la table, éleva sa main droite et prononça une bénédiction assez lentement pour qu'Esther eût le loisir de remarquer que la nouvelle connaissance de son père était un homme de tournure et de physionomie singulières. Ce qui frappait le plus dans sa personne, c'étaient sa taille massive, ses lèvres fortes et ses grands yeux d'un gris pâle.

« Veuillez vous approcher de la table, M. Holt, » dit le ministre.

Félix, en se levant, repoussa trop vivement sa chaise contre le petit guéridon placé près de lui. La secousse fit tomber le panier à ouvrage, qui s'ouvrit et éparpilla sur le parquet son contenu, des bobines, un dé, des bandes de mousseline, un petit flacon cacheté d'essence de rose et un autre objet plus lourd que tout cela, un volume in-12.

« Quel malheur ! Je vous en demande bien pardon, miss Lyon, » dit Félix.

Avec une merveilleuse promptitude, Esther ramassa toutes les petites choses qui roulaient, pendant que Félix relevait la corbeille et le livre, dont les feuilles s'étaient froissées; le jeune homme, en vrai bibliophile, ne vit rien de plus pressé que d'en aplatir les coins.

« Les poésies de Byron, dit-il avec l'accent du dédain : *le Rêve*! L'auteur eût mieux fait de rester endormi et de ronfler. Ainsi, miss Lyon, vous bourrez votre mémoire des œuvres de Byron ? »

En disant cela, Félix eut l'occasion d'examiner Esther, qui remettait tous les menus articles dans sa corbeille. Il y avait dans cet examen une intention de pédagogie.

Esther rougit, redressa son cou, et dit en regagnant son siége :

« J'ai une grande admiration pour Byron. »

M. Lyon assistait à cette petite scène avec un sourire embarrassé. Esther aurait bien voulu laisser ignorer à son père que Byron s'était glissé dans sa bibliothèque ; mais elle était trop fière pour paraître en prendre souci.

Digitized by Google

« C'est, je crois, un écrivain orgueilleux et très mondain, » dit M. Lyon.

A peine connaissait-il quelques-unes des compositions du poète.

« C'est un misanthrope et un débauché, dit Félix, en soulevant sa chaise d'une main et tenant dans l'autre le livre ouvert. — A son sens, continua-t-il, on n'est un héros qu'à la condition de ruiner son estomac et de mépriser le genre humain. Ses corsaires et ses renégats, ses Alp et ses Manfred, sont les plus pitoyables marionnettes que la concupiscence et l'orgueil aient jamais fait mouvoir.

— Tendez-moi le livre, dit M. Lyon.

— Permettez-moi de vous prier, mon père, de le mettre à par jusqu'à ce que nous ayons pris le thé, dit Esther. Quelque critiquables que M. Holt trouve ces pages, elles ne gagneront rien à être graissées par des tartines de beurre.

— C'est vrai, ma chère. »

Et M. Lyon, voyant que sa fille était fâchée, déposa le livre sur la petite table derrière lui.

« Oh! oh! pensa Félix, son père a peur d'elle. Comment se fait-il qu'il ait pour fille ce paon au long cou et à la marche prétentieuse? Toujours verra-t-il bien qu'elle ne me fait pas peur, à moi! » Et tout haut, il dit : « Je serais bien aise de savoir comment vous justifieriez votre admiration pour cet écrivain, miss Lyon.

— C'est ce que je n'essayerai pas de faire avec vous, M. Holt. »

Et faisant allusion à la manière bourrue dont elle l'avait entendu, à son entrée dans le salon, répondre à M. Lyon, elle ajouta :

« Vous avez à votre volonté des expressions si fortes, qu'elles font paraître formidable la plus légère discussion. Si, un jour, je enais à me rencontrer avec le géant Cormoran, je me garderais de le contredire dans aucune de ses opinions littéraires. »

Esther possédait deux agréments d'un grand prix chez une femme : elle avait la voix douce et l'élocution coulante. Ses impertinences plaisaient parce qu'elle les décochait négligemment et les accompagnait de charmants petits mouvements de tête.

Félix rit de bon cœur du trait qu'elle venait de lui adresser. M. Lyon sourit complaisamment.

« Ma fille est un critique de mots. Souvent elle corrige les miens en ce qui touche la délicatesse du langage...

— Oh! vos délicatesses, s'écria Félix de sa voix habituelle de trombone, je sais ce qu'elles sont : des circonlocutions dont l'euphémisme déguise si bien l'escroquerie, qu'elles la font ressembler à l'honnêteté. Je déteste vos orateurs raffinés.

— Dans ce cas, vous n'aimeriez guère, je crois, M. Jermyn, re-

Digitized by Google

marqua Esther. A propos, mon père, je veux vous dire qu'aujourd'hui, pendant que je donnais à miss Louisa Jermyn sa leçon, M. Jermyn est venu me demander avec beaucoup de politesse à quelles heures vous étiez le moins occupé, parce qu'il désirait faire plus ample connaissance avec vous et vous consulter sur des choses importantes. Jusqu'à présent, il n'avait jamais fait la moindre attention à moi. Pouvez-vous deviner le motif de sa civilité inattendue?

— Non, mon enfant, répondit le ministre d'un air très grave.

— La politique, naturellement, dit Félix. Il est de quelque comité... L'élection s'approche... On veut capter des votants... N'est-ce pas cela, M. Lyon?

— Non, non. M. Jermyn est un fidèle allié des Transome, qui, de père en fils, sont, comme les Debarry, des tories aveugles; ils mèneront voter leurs tenanciers comme s'ils étaient des moutons. Même on a répandu le bruit que l'héritier actuel, qui va venir de l'Orient, pourra bien être un autre candidat tory et se coaliser avec le jeune Debarry. On dit qu'il a une énorme fortune et qu'il pourrait acheter tous les votes du comté qui seraient à vendre.

— Il est arrivé, dit Esther. J'ai entendu miss Jermyn dire à sa sœur qu'elle l'avait vu sortir du cabinet de son père.

— Voilà qui est étrange, dit M. Lyon.

— Cela me paraît, en effet, une chose extraordinaire, que cette intention subite de M. Jermyn de nous fréquenter. Sa fille me disait encore l'autre jour qu'elle ne comprenait pas comment il se faisait que je fusse si bien élevée et que j'eusse l'air d'une belle dame. Elle avait toujours cru que les presbytériens étaient des gens ignorants et vulgaires. Je lui ai répondu que généralement ils étaient ainsi, — de même que les anglicans, — dans les petites villes. Miss Jermyn se considère comme juge compétent de belles manières, et elle est la vulgarité personnifiée, avec ses grands pieds, d'odieuses senteurs sur son mouchoir et un chapeau qui est comme un pavillon sur lequel le mot « mode » serait imprimé en lettres capitales.

— Toutes les sortes de belles dames se valent l'une l'autre, dit Félix.

— Non vraiment, monsieur. Une véritable belle dame ne porte pas des robes de couleurs criardes, ne fait pas usage d'odeurs importunes et ne se remue pas bruyamment... C'est une personne délicate, gracieuse, charmante, et qui ne force pas du tout l'attention de se porter sur elle.

— Oui, oui, dit dédaigneusement Félix. Et sans doute elle lit aussi Byron et admire Childe-Harold, personnages dévorés par d'inexprimables chagrins ; ce qui ne les empêche pas d'avoir un coiffeur à gages et de se contempler dans un miroir. »

Digitized by Google

Esther rougit et eut un petit mouvement d'épaules. Félix continua d'un air triomphant :

« Une belle dame, c'est un être à tête d'écureuil, qui fait de petites mines et a de petites idées, et qui est aussi apte aux affaires de la vie qu'une paire de ciseaux à l'éclaircissement d'une forêt. Demandez à votre père ce qu'auraient pu faire ces anciens puritains, persécutés et émigrants, si leurs femmes et leurs filles eussent été de belles dames.

— Oh ! de semblables mésalliances ne sont pas à appréhender, dit Esther. Les hommes déplaisants à faire peur ne manquent jamais de trouver des femmes d'assez mauvais goût pour s'accommoder d'eux.

— Esther, mon enfant, dit M. Lyon, il ne faut pas vous laisser entraîner par votre amour du badinage jusqu'à être irrévérencieuse envers la mémoire de ces vénérables proscrits. Ils ont lutté et souffert afin de conserver et de planter à nouveau les semences de la doctrine évangélique et d'une pure discipline.

— Oui, je sais, dit précipitamment Esther. — Elle craignait de s'attirer une dissertation sur les pères proscrits.

— Certes, leur aspect n'était pas beau ! dit Félix avec un éclat de voix qui fit tressaillir M. Lyon. Miss Medora ne se serait pas inquiétée de savoir s'ils avaient tous été mis au pilori et condamnés à perdre leurs oreilles. Elle se serait dit : « C'est que leurs oreilles « ont poussé comme cela. »

A ce moment, Félix, remarquant le buste noir dont la tête coloriée était couverte d'une gaze verte, ajouta :

« Je ne serais pas étonné que ce buste-là fut celui de quelqu'un d'entre eux.

— Non, répondit M. Lyon ; c'est le buste de l'éminent George Whitfield. Ce docteur, vous devez le savoir, possédait le talent oratoire à un degré qui prouvait que la langue de flamme s'était reposée sur lui. Mais la volonté de la Providence avait été que cet excellent homme louchât.... et ma fille n'a pas encore appris à supporter la vue de cette infirmité.

— De sorte qu'elle a mis dessus un voile, » reprit Félix. — Et regardant Esther, il ajouta : — « Supposez que vous-même vous eussiez louché ?

— Sans doute alors vous auriez été plus poli pour moi, répondit Esther en se levant pour aller s'asseoir à sa table à ouvrage. Vous paraissez préférer ce qui est exceptionnel et laid.

— Un paon ! se dit mentalement Félix pour la seconde fois. J'aimerais bien venir tous les jours la morigéner, la faire pleurer et couper sa belle chevelure. »

Digitized by Google

Se levant alors pour se retirer, il dit tout haut : « Je ne veux pas prendre plus de votre temps précieux, M. Lyon. Je sais que vous n'avez guère de soirées inoccupées.

— C'est vrai, mon jeune ami ; car maintenant je vais à Sproxton un soir par semaine. Je ne désespère pas de voir un jour que nous ayons besoin d'une chapelle dans cette localité, quoique le nombre des auditeurs n'y augmente pas beaucoup, excepté parmi les femmes ; et quant aux mineurs mêmes, il n'y a encore rien de commencé avec eux. Demain, qui est le jour où je m'y rends, vers cinq heures, je serais bien aise de faire cette promenade en votre compagnie, si vous-même n'êtes pas fâché de voir comme cette population s'est accrue dans ces dernières années.

— Mais, je suis déjà allé plusieurs fois à Sproxton. J'y ai eu une réunion dimanche dernier, le soir.

— Comment donc ! prêchez-vous ? demanda M. Lyon, dont les prunelles s'illuminèrent.

— Pas précisément. Je vais à la brasserie. »

M. Lyon fit un soubresaut,

« Vous voulez plaisanter, jeune homme ? D'après ce que vous m'avez dit tout récemment, il ne se peut pas que vous fréquentiez les cabarets ou les tavernes.

— Oh ! je ne bois pas beaucoup. Je demande une pinte de bière, et j'entre en conversation avec les ouvriers pendant qu'ils vident leurs verres et fument leurs pipes. Il faut bien que quelqu'un leur communique de cette manière un peu d'instruction et de bon sens ; autrement il n'y aurait pas moyen. Puisque je m'occupe de l'éducation des non-électeurs, il faut que je me mette à la portée de mes élèves... Mon collége est la brasserie. Je vous accompagnerai demain à Sproxton avec grand plaisir.

— Très bien, très bien, dit M. Lyon, en échangeant une poignée de main avec son bizarre ami. Nous nous entendrons l'un l'autre de mieux en mieux, je n'en doute pas.

— Je vous souhaite le bonsoir, miss Lyon, » dit Félix.

Esther salua très légèrement.

« C'est un singulier jeune homme, Esther, dit le ministre, après que Félix fut parti. Je discerne en lui un amour du bien et du vrai qui me fait augurer favorablement de son avenir. Sa présence m'est fort agréable, nonobstant une certaine liberté de langage que je tâcherai de réprimer en lui.

— Moi, je le trouve très incivil et roide, dit Esther, sans pourtant qu'il y eût de l'aigreur dans son intonation. Mais il parle mieux l'anglais que la plupart de nos visiteurs. Quelle est son occupation ?

Digitized by Google

— Il fait des pendules et des montres, ce qui, joint au produit d'une petite classe d'enseignement qu'il tient, lui permettra, d'après ce que j'ai compris, de subvenir à la subsistance de sa mère, ne trouvant pas bien qu'elle vive de la vente de médicaments dont la vertu lui paraît plus que douteuse. Un tel scrupule n'est pas ordinaire.

— Vraiment, dit Esther désappointée, j'aurais cru qu'il était d'une condition un peu plus relevée. »

De son côté, Félix se disait, tout en aspirant l'air frais du soir pendant qu'il s'en retournait chez lui :

« Par quel concours de circonstances cet original vieillard, avec sa croyance terrible qui fait de ce monde-ci le vestibule à double porte de l'enfer et l'étroit escalier par lequel la catégorie d'êtres dont la conscience est la plus légère peuvent monter au ciel, par quel subtil jeu de la chair et de l'esprit lui est-il arrivé d'avoir une fille si peu faite à son image?... Un mariage inconsidéré probablement. Je ne me marierai jamais, dussé-je ne me nourrir que de navets crus pour dompter mon tempérament. Je ne veux pas avoir à me dire quelque jour : « J'avais pris autrefois de belles résolutions... Je comptais rester toujours les mains nettes et pouvoir regarder la vérité bien en face... Mais, excusez-moi, s'il vous plaît, j'ai une femme et des enfants... Il faut bien que je mente et que je fraude un peu, sans quoi, ils mourraient de faim. Oui, ma femme est délicate : il lui faut du pain bien beurré ; et puis elle est fort sensible... Elle souffrirait si elle n'était pas trouvée élégante. » Tel est le sort que miss Esther prépare à celui qui deviendra son mari.

GEORGE ELIOT.

Imité par CAMILLE LEBRUN

(*La 2e partie à la prochaine livraison.*

Digitized by Google

CHRONIQUE LITTÉRAIRE

Le *Théodoros* de M. Théodore Barrière. — La *Séraphine* de M. Sardou

Quel beau drame on aurait pu faire avec ce Théodoros ! Quelle figure et quel caractère pour une œuvre grandiose ! On s'imagine un Shakespeare se prenant à cet homme, qui était un homme, et le pétrissant dans ses mains comme son Coriolan ou son César ; quel chef-d'œuvre il eût tiré de là, puissant et barbare, à l'image de son héros ! Malheureusement ce n'est pas Shakespeare, c'est M. Théodore Barrière qui s'est occupé de Théodoros, et il lui a joué, en s'occupant de lui, un bien mauvais tour. « Je suis un homme qu'on tue, mais qu'on n'insulte pas ! » disait Napoléon lorsque le fidèle Caulaincourt venait lui transmettre à Fontainebleau les outrageantes propositions des alliés. Eh bien, Théodoros était aussi, dans son genre, un homme qu'on tue. Sir Robert Napier, qui lui rendait justice, s'est contenté de le tuer ; mais voici qu'aujourd'hui M. Théodore Barrière le déshonore.

A vrai dire, je ne sais pas au juste ce qu'il faut penser de Théodoros. Il y a une évidente réaction en sa faveur. Avant l'expédition anglaise, qui lui a coûté la vie et le trône, on était tenté de ne voir en lui, ou peu s'en faut, qu'un ogre africain qui passait le plus clair de son temps à manger de la chair européenne, terrible avec ses prisonniers, féroce et sauvage : à proprement parler, une bête brute. Depuis que les Anglais lui ont dérobé ses dernières victimes, on en fait un martyr. Il paraît qu'il avait de très grands desseins, et qu'on s'est privé volontairement, en l'empêchant de les accomplir, d'un des plus beaux spectacles que l'histoire contemporaine, si pauvre en événements extraordinaires, aurait pu mettre en balance avec les héroïques bouleversements du passé. Peut-être le grand dessein qu'il nourrissait au moment où il a été dérangé par les tirailleurs de sir Robert ne différait-il pas essentiellement du projet que les naturels de l'île avaient conçu contre Robinson, et qui détermina ce dernier à les prévenir ; mais enfin sa mort lui a fait ce qu'on appellerait une auréole s'il s'agissait d'un martyr moins endenté et moins noir. Le voilà réhabilité. Ce n'est plus un vulgaire tourmenteur de savants étrangers, c'est un conquérant au niveau des Tamerlan et des Attila, un fléau de Dieu incompris, le dernier des grands Vandales. C'est Théodoros, l'illustre Théodoros, un géant, et il fait honte à notre petitesse.

S'il avait vécu, si ce mesquin esprit de rancune qui couve dans ces âmes étroites que racornit la civilisation européenne ne l'avait pas arrêté

Digitized by Google

dès sa première étape, si, dans notre jalousie contre tout ce qui est supérieur, nous n'avions pas (quand je dis nous, ce sont les Anglais) commis la sottise de lui ôter immédiatement le pied de l'étrier, il s'en allait en guerre à la conquête du monde. Tout le continent africain s'inclinait déjà sous sa domination. Ce n'était pas seulement un Annibal, espèce de marchand doublé de soldat, Carthaginois dans l'âme, et qui portait la rouerie nationale à la plus haute expression. Ce n'était pas seulement un Jugurtha, un Abd-el-Kader, un insurgé habile et brave, un partisan résolu, mais destiné à périr dans la misérable guerre d'embuscades qu'il avait lui-même inventée. Non ; c'était bien le roi de l'Afrique, ce lion du désert grand de tout le prestige de l'inconnu. On n'allait pas chez lui comme chez le premier venu des rois de l'Europe. Les Anglais y sont allés, c'est très bien ; encore y sont-ils allés par l'Inde, avec des armées d'éléphants et de cipayes, avec tout le bagage d'un monde aussi extraordinaire que le monde étrange auquel ils s'attaquaient : l'Inde précipitée sur l'Afrique, un mystère contre un mystère, la rencontre de deux infinis. Ils y sont allés, soit ! Ils en sont revenus, c'est leur triomphe. Mais qui dira qu'on pensait les en voir revenir? Le premier sentiment, la première idée, et (chez quelques-uns) la première espérance qui se manifesta ici quand on les vit lancés dans cette sombre aventure africaine, ce fut précisément qu'ils n'en reviendraient jamais. On voyait, on touchait déjà le désastre. Notre imagination rapprochait les sables abyssiniens des steppes russes, le soleil du désert de la neige septentrionale, et Magdala de Moscou ; et l'on se représentait ce vaste anéantissement d'une armée européenne punie d'avoir eu l'audace de violer les secrets du Midi, comme nous le fûmes, il y aura tantôt soixante ans, d'avoir voulu attenter aux mystères du Nord. Et qui pourrait répondre que, provoqué presque dans son repaire, et victorieux, et animé par la victoire, le lion n'aurait pas franchi d'un bond la goutte d'eau qui le sépare de nous !

C'est bien ainsi qu'on parle aujourd'hui de Théodoros. On le trouve immense, on le trouve original, disons le mot, on le trouve drôle, et on en veut un peu aux Anglais d'avoir massacré sans pitié le seul homme qui eût encore le pouvoir d'être drôle sans poser. En réalité, le grand Théodoros était-il bien aussi colossal que nous le voyons aujourd'hui? A-t-il bien ces proportions gigantesques et merveilleuses que lui attribue un peu trop gratuitement notre esprit parisien, qui ne croit pas aux miracles, mais qui veut absolument en trouver partout? Qu'a-t-il dit? qu'a-t-il fa de si grand durant son règne? Il a soumis deux ou trois petites peuplades autour de lui ; ce n'est pas un chef-d'œuvre. Il a massacré un certain nombre de chefs qui refusaient, les armes à la main, de plier sous sa loi ; on n'a pas besoin d'être Théodoros ni d'habiter l'Afrique pour en faire autant. Il a emprisonné des Anglais ; ce n'est pas un crime, mais c'est une bêtise. A quoi bon? Quels services pouvaient lui rendre ces Anglais emprisonnés? Voulait-il les employer à civiliser son royaume, comme Romulus voulait employer les Sabines à peupler le sien? Même ainsi comprise, son idée de garder les Anglais est une idée bizarre et même fort médiocre ; car ces gens-là, en y mettant un peu de bonne volonté, lui auraient fait

Digitized by Google

une Abyssinie anglaise qui aurait été justement l'opposé de son but. De toute façon, il commit une forte sottise en s'embarrassant de ces deux ou trois voyageurs, hommes à réclamations et à tapage, qui devaient forcément attirer sur lui le regard indiscret de leurs compatriotes. Quand on veut conquérir tout un continent, tout un monde, on ne doit pas se faire d'ennemis inutiles. C'est bien assez des armées à vaincre, de la nation à dompter, des races à anéantir, des idées et des superstitions à retourner; on ne se met pas M. Cameron sur le dos! En somme, ce bon M. Cameron a suffi pour abattre Théodoros. Théodoros a été bel et bien tué par M. Cameron, et, je l'avoue, cette mort, sauf un si modeste adversaire, me gâte un peu le Théodoros. Au premier consul qu'il rencontre, mon barbare succombe; en vérité, est-ce que ce faux pas, mortel dès le début, ne vous le diminue pas de cent coudées?

Il est vrai que M. Théodore Barrière l'a diminué de mille, et c'est ce qu'on a bien de la peine à lui pardonner. Sans être Shakespeare, on pouvait tirer un meilleur parti de ce monstre épique et fabuleux pour lequel nous sommes en veine de sympathie. L'auteur du grand fracas qui se joue tous les soirs au Châtelet s'est contenté de mettre dans sa redoutable bouche deux ou trois rodomontades qui en font immédiatement une espèce de Don Quichotte africain, et de la bonté, et de la clémence, et de la charité; enfin, vous voyez d'ici le personnage : il lui a rogné les ongles; si bien que quand, par hasard, ce pauvre Théodoros ainsi rogné se mêle encore de rugir, on sait bien qu'on est à la comédie, et que sa rage est impuissante, et que M. Beauvallet roule des yeux dont l'éclair ne fera de mal à personne. De même, quand il explique ses plans et ses visées de domination universelle, il tourne au bouffon, et on ne pourrait guère se retenir de rire un peu en l'entendant conquérir ainsi le monde. Il semble qu'il y avait réellement mieux à tirer de lui. Au lieu de le présenter comme un immense ambitieux, rêvant d'établir son pouvoir sur les cinq parties du monde, y compris l'Amérique, qu'il ne connaissait peut-être guère, et l'Océanie, qu'il ne connaissait probablement pas; et, d'un autre côté, au lieu de montrer en lui un vulgaire vampire, assis sur les os de ses victimes et ne repaissant sa férocité que de festins de cannibale, on pouvait en faire ce que je serais tenté de croire qu'il fut en réalité, une sorte de Sardanapale africain, très raffiné de goûts et de plaisirs sous son masque noir, plus porté aux voluptés qu'aux conquêtes, mais capable, à un moment donné, de bien se battre et de bien mourir. Je me figure difficilement que les grandes pensées qu'on lui prête aient jamais pu entrer dans cette tête-là; et je le vois tenir tout entier dans ce triangle : féroce, voluptueux et brave. Il y avait quelque chose à faire avec un tyran de ce calibre, des effets nouveaux à chercher et à rendre, une image vraie ou fausse de la vie africaine, et non une Afrique et un tyran de carton comme ce *Théodoros* de M. Barrière.

Il est vrai que le ballet est charmant, tout plein de jolis costumes; mais l'œil seul est satisfait. La danseuse qui joue avec un serpent peut bien passer pour une délicieuse personne; mais son serpent n'est qu'un serpent de deux sous, qui n'a jamais fait de mal à qui que ce soit. Visible-

Digitized by Google

ment il ressemble à Théodoros, c'est-à-dire qu'il a, comme lui, l'irrémédiable défaut de paraître anodin et inoffensif. Je ne prétends pas assurément que Mlle Montero doive enrouler autour de son bras une vraie vipère et pousser l'amour de son art jusqu'à s'en faire piquer. Encore que mille personnes soient là qui se disputeraient immédiatement l'honneur de sucer la plaie, je ne demande pas tant de l'artiste ; mais elle devrait au moins se procurer un serpent qui contribuât davantage à l'illusion. Celui-ci la détruit au lieu de l'entretenir, et si Ève, notre mère, n'avait jamais eu affaire qu'à ce serpent-là?

J'arrive du Gymnase, et j'ai encore la tête toute bourdonnante de *Séraphine*. C'est un tumulte, une tempête, un chaos : il faut essayer de s'y reconnaître ; dans tous les cas, voici bien ce qu'on appelle une première impression. Et d'abord, peu ou point de pièce : Séraphine, c'est une dévote qui veut absolument mettre sa fille Yvonne au couvent. Pourquoi cela ? D'abord pour gagner le ciel, et ensuite pour édifier la terre. Les anges applaudiront, les hommes admireront, et la baronne Séraphine sera prônée dans tout Paris comme une sainte. L'ambition d'obtenir ce brevet suffirait presque à expliquer la rage de couvent qu'elle a pour sa fille ; mais il faut savoir qu'en dehors de la religion, qui se trouvera glorifiée par une si éclatante prise de voile, la baronne trouve son compte personnel dans ce sacrifice. Elle a sur la conscience un péché, un gros péché, un énorme péché, qu'elle entend que le ciel lui pardonne, et elle est convaincue qu'elle ne peut obtenir sa grâce qu'en consacrant sa fille à Dieu. Elle en est d'autant plus convaincue que cette fille est précisément son péché, péché de jeunesse, amer souvenir qui la torture dans cette vie, en attendant qu'il la damne dans l'autre. Oui, Séraphine, la pieuse Séraphine, Séraphine mariée au colonel de..., Séraphine a cédé, comme une simple mortelle, aux tentations terrestres, et Yvonne n'est pas seulement la filleule de l'amiral de Faverolles. Voilà pourquoi elle entrera bon gré mal gré au couvent.

Heureusement son père veille sur elle, et il arrive tout exprès du Brésil pour la tirer des griffes de sa mère. Il l'enlève, la dépose chez lui, à Auteuil, et s'apprête à la transférer sur son vaisseau. Mais Séraphine n'entend pas qu'on lui arrache ainsi sa proie ; elle devine immédiatement quel est le ravisseur ; elle arrive toute frémissante dans cette maison d'Auteuil qu'elle connaît depuis longtemps et qu'elle voudrait probablement voir démolie, pour les mêmes raisons qui lui font désirer de voir Séraphine enterrée. Alors il y a une grande haine entre l'amiral et la baronne, entre le père et la mère ; ils se disent réciproquement ce qu'ils ont sur le cœur, et, en vérité, ce n'est pas beau, un amour qui finit ainsi. Cependant le baron arrive, cherchant, lui aussi, la pauvrette qu'on a enlevée, et dont il n'a aucune raison de soupçonner le véritable état civil ; il la trouve chez l'amiral, et demande naturellement des explications, qui menacent un instant de devenir sanglantes. Enfin tout s'arrange par l'intervention d'un petit neveu du marin, qui a eu le temps de s'éprendre d'Yvonne dans l'intervalle et qui arrive juste à point pour rajuster, en la

Digitized by Google

demandant en mariage, tout ce qu'il peut y avoir d'étonnant et de défectueux dans sa fuite. Brisée par tant d'émotions, Séraphine s'incline et cède ; elle renonce au couvent et consent à la noce : la dévote est vaincue, le père a sauvé sa fille.

Voilà, sauf les rôles épisodiques et les incidents, toute la pièce. Elle est traversé de long en large par un M. Chapelard, espèce de Prud'homme tartuffe qui exploite lourdement la dévotion d'alentour, et un certain de Planterose, personnage de comédie adroitement placé là pour divertir un peu la galerie. Planterose est le gendre du colonel et de la baronne, dont il a épousé la fille aînée, Mlle Agathe. Seulement il a eu l'imprudence d'habiter sous le même toit que sa belle-mère ; en quinze jours, c'était fini : Séraphine lui avait repris sa fille, mais reprise dans de telles proportions, que le pauvre mari, privé de tous ses droits, passe maintenant sa vie à répéter un mot célèbre : « Je voudrais bien causer un instant avec ma femme. » Comme il n'en trouve jamais l'occasion, et que décidément le ciel accapare Agathe, il quitte la maison et s'en va habiter du côté de l'Opéra, donnant le choix à la malheureuse ou de le perdre ou de le suivre. Elle ne le suit pas ; mais elle va le retrouver, malgré la défense de Séraphine, qui est encore vaincue sur ce terrain. Rentrée sous le toit conjugal, Agathe ne prononce même plus le nom de cette mère devant qui elle tremblait tout à l'heure, ou si elle le prononce encore, c'est dans une circonstance si particulière, et cela vient si drôlement ! comme dit l'auteur...

Est-ce une pièce ? Non ; il y a des scènes à la suite les unes des autres, à l'aventure et sans lien, pour remplir cinq actes. Une dévote qui s'est juré de mettre sa fille au couvent, ce n'est pas un sujet de comédie. Y a-t il au moins des caractères? Pas davantage. Il y a un essai de caractère : Séraphine ; mais on entendait dire partout dans la salle que cette dévote était manquée, que ce n'était pas cela, qu'elle ne résistait pas un instant à l'analyse. Pourquoi, si elle est vraiment pieuse, immoler sa fille à sa place? Pourquoi, si elle a de l'esprit, sacrifier une enfant dont la résistance amènera évidemment dans la maison des conflits mortels à son honneur, mortels à ses projets? Pourquoi, si elle a vraiment des remords, se substituer une innocente victime? « Allez au couvent vous-même ! » lui dit avec beaucoup de raison son ancien amant. Pourquoi, si elle n'est qu'une hypocrite, s'expose-t-elle gratuitement à voir étaler sous les yeux du public tous les mystères de son passé? On ne comprend pas cette conduite. Séraphine n'est ni religieuse, ni hypocrite, ni mère ; qu'est-ce qu'elle est donc? Encore une fois, religieuse, elle expierait elle-même ses fautes ; hypocrite, elle éviterait les esclandres ; mère, la dernière victime qu'elle sacrifierait à sa piété ou à son hypocrisie, c'est précisément sa fille.

Séraphine a pourtant réussi, réussi dans une certaine mesure, avec deux actes froidement accueillis et un quatrième acte *corsé* qui aurait tué une comédie bien faite, et qui a soutenu celle-là. De l'esprit, il y en a, il y en a partout ; des mots isolés, des scènes charmantes, des épisodes amusants, mais pas un rôle qui se tienne. Jamais M. Sardou n'a écrit une comédie plus dépourvue de suite et d'harmonie. Sans parler du colonel, qui

Digitized by Google

est par trop bête, du Chapelard, qui n'est d'aucun monde ni d'aucune vérité, du petit neveu, qui se dément et se contredit en une seconde au point de vouloir tout à la fois épouser la vertu et enlever le vice dans la même personne, on ne rencontre pas dans *Séraphine* un seul personnage qui ait assez conscience de lui-même pour rester à la fin ce qu'il était au commencement. L'auteur n'en a maîtrisé aucun assez pour lui imposer cette tenue. Ils détonnent sans cesse les uns après les autres. Par exemple, M. de Planterose, le mari d'Agathe : il est mélancolique et bouffon tour à tour, sans à propos, sans mesure, sans excuse, sans s'apercevoir un seul instant de toutes les contradictions qui éclatent continuellement dans son langage et dans sa conduite. Au premier acte, on voyait en lui un mari aimable, sournoisement exilé de la chambre conjugale par sa belle-mère, mais décidé à y rentrer par quelque coup de tête à la fois délicat et spirituel. Il y rentre avec des jovialités de matelot qui débarque; ce n'est pas cela.

Maintenant, il faut bien le dire, puisqu'on le dit chaque fois que M. Sardou fait une pièce : celle-ci est un peu prise partout ; à Molière lui-même, le Chapelard au teint fleuri, qui déjeune, dîne, s'installe dans la maison, dans la voiture, dans la conscience des gens, ressemble beaucoup à une mauvaise réduction de Tartuffe. Séraphine, c'est *lady Tartuffe*, y compris le dénoûment, qui se retrouve d'ailleurs dans dix comédies contemporaines. La confrérie, les sermons de charité, les quêtes pour les petits Patagons, nous avons déjà vu cela dans le *Fils de Giboyer* et ailleurs. Sans compter un personnage subalterne dont nous n'avons pas parlé, Felice, le neveu de Chapelard, qui rappelle de fort près l'élève chéri de M. de Sainte-Agathe, et aussi, pour certains traits, à Raphaël (c'est un ange!) de *Nos Intimes :* comme si M. Sardou en était maintenant réduit à se piller lui même. Quant au fond même de la pièce, c'est exactement une nouvelle qui a paru dans la *Revue contemporaine* et qui a été publiée ensuite dans la *Bibliothèque des chemins de fer*, *Galienne*, par M. d'Araquy. M. d'Araquy a beaucoup de talent, et peu de bonheur ; pareille chose lui était déjà arrivée pour un autre de ses romans avec une comédie de M. Emile Augier ; cette fois-ci, c'est *Galienne* et *Séraphine* qui ont un air de famille à s'y méprendre. Qu'on y fasse bien attention, je ne prétends pas le moins du monde que M. Sardou se soit inspiré de *Galienne*, je ne dis pas même qu'il l'ait lue ; j'ai d'ailleurs une profonde répugnance personnelle pour cette subtilité de propriété littéraire ; mais je mets au défi un lecteur de la *Revue contemporaine* d'aller voir *Séraphine* sans se rappeler immédiatement *Galienne*.

En résumé, cette comédie n'est pas une comédie, c'est une comédienne. Je crois fermement que sans Mme Pasca, tout était perdu. On ne peut faire en quelques mots l'éloge d'une actrice dont le Théâtre-Français n'a pas en ce moment et n'a presque jamais eu l'égale ; mais ce qu'on peut dire, c'est qu'il y a une singulière inspiration dans cette femme ; autour de nous, on évoquait un grand souvenir ; on n'osait pas prononcer le nom de Rachel ; mais la vibration métallique de cette voix, mais cette concentration froide et tenace qui domine tout un rôle, mais cette volonté de n'être

Digitized by Google

jamais vulgaire, ni dans l'accent, ni dans le geste; mais cette tête d'une tournure et d'une fierté étonnantes, ce visage dont chaque trait s'embellit, se décore, s'illumine de ce grand reflet de l'art qui a sa source dans une âme et une intelligence d'élite, au point qu'une imperfection apparente peut y devenir une grâce et une beauté de plus, tout cela faisait songer au temps où Rachel quittait le Gymnase et la *Vendéenne* pour s'en aller débuter radieuse dans *Andromaque* et dans *Phèdre*.

A. CLAVEAU.

REVUE MUSICALE

THÉATRE-ITALIEN : *Semiramide*, Mlle KRAUSS. — *Otello*, M. TAMBERLICK.

Les représentations de *Semiramide*, avec Mlle Krauss dans le rôle formidable de la reine de Babylone, avec Mlle Grossi dans le personnage attrayant d'Arsace, et M. Agnesi et M. Palermi, qui se sont chargés des parties d'Assur et d'Idreno sans en être écrasés, perpétuent au Théâtre-Italien un succès qui n'a pas été trop au-dessous de l'attente des gens difficiles. Le sujet de cette partition a été bien souvent traité par les maîtres de l'ancienne école italienne. En parcourant la musique que cette tragédie leur a inspirée, il serait facile d'établir un tableau historique des progrès du drame lyrique, des formes de l'art antérieurement à Rossini, et de préciser les innovations que le grand créateur a imposées à la musique théâtrale. La première *Semiramide* qui ait marqué dans les annales lyriques date de 1753; elle est due à Jomelli, l'auteur du *Requiem*, de l'oratorio de la Passion et du Miserere qu'on exécute encore à la chapelle Sixtine et qui est un chef-d'œuvre. On ne saurait comparer la musique religieuse de Jomelli avec les immortelles compositions de l'école romaine. Ce n'est plus le style de Palestrina, d'Animuccia, de Vittoria, d'Allegri. Le sentiment religieux a revêtu une forme plus sensible, plus humaine, moins hiératique. La musique de Jomelli, dont l'expression est très vive, presque passionnée, garde toujours un accent noble et pur. Il est le trait d'union entre Palestrina, Marcello d'une part et Mozart, Pergolèse, Rossini dans son *Stabat* et sa messe posthume. Jomelli qui a mérité d'être appelé le Glück de l'Italie, s'appliquait, comme l'illustre Teuton, à soutenir le chant par l'orchestre et à faire vibrer la passion dans la musique de théâtre. Il a eu sa part d'initiative et même de création dans la composition lyrique. La *Semiramide* en est la preuve. Sans doute il existe antérieurement dans les partitions de

Digitized by Google

Scarlatti, de Léo, de Pergolèse et de Vinci, d'admirables morceaux où l'invention mélodique règne dans sa pureté. Mais ces morceaux sont peu développés. La coupe n'en est guère variée, et sauf quelques exceptions, dans les situations énergiques, l'expression défaille et ne soutient pas la vigueur du sentiment. Dans les airs à deux mouvements, les chanteurs avaient pour habitude de reprendre après l'allegro l'andante ou l'adagio du commencement, ce qui contrarie la progression logique des passions. Jomelli n'a point commis cette faute. Il a compris la nécessité de graduer l'intérêt. Il est le premier entre les compositeurs italiens qui ait su imprimer l'énergie et la justesse d'expression au récitatif obligé, dont Glück a donné peu de temps après, d'incomparables modèles.

Adalbert Gyrowetz compositeur bohême, qui a joui pendant sa vie d'une grande célébrité, a écrit aussi, vers les dernières années du XVIIIe siècle, une *Semiramide* qui eut un très grand retentissement au Théâtre Italien de Londres. Comme mélodie, cette œuvre manque d'individualité; comme développement dramatique, la composition n'a ni solidité ni contexture. Gyrowetz gouverna mieux la musique instrumentale. Ses symphonies, qui sont écoutées avec intérêt dans les concerts modernes, ne sont pas indignes d'être jouées après celles d'Haydn. Elles sont remplies d'idées agréables, écrites avec intelligence et habilement instrumentées. Ce maître, qui voyagea beaucoup, a passé la plus grande partie de sa vie à Prague, où il était très apprécié. Il écrivit son dernier opéra pour le théâtre de Prague, en 1828; il était alors âgé de 65 ans. Lorsque ce vénérable artiste parut dans l'orchestre pour tenir le piano et diriger l'exécution, les applaudissements éclatèrent dans toutes les parties de la salle. Après l'ouverture, les bravos recommencèrent et se renouvelèrent constamment pendant toute la représentation. L'ouverture fut redemandée à la fin de la pièce. Des poésies, des bouquets furent jetés en profusion sur le théâtre. Enfin Gyrowetz dut quitter son fauteuil de chef d'orchestre et se présenter sur la scène, où on le couvrit de fleurs et de couronnes. Néanmoins le nom de Gyrowetz est à peu près oublié.

Le Portugais Marc-Antoine Simao, qui a reçu en Italie le surnom de Portogallo, qu'il a gardé, a composé à Lisbonne, en 1802, une *Semiramide* qui dut son succès au talent et à la voix splendide de la Catalani. Portogallo était maître de la chapelle royale à Lisbonne et il a écrit, ainsi que son frère, un grand nombre de compositions d'église. L'air *Son regina* de sa *Semiramide* est connu. La Catalani l'a colporté par toute l'Europe.

De toutes ces partitions le public ne connaît guère que le chef-d'œuvre que Rossini a composé à Venise, en 1823 pour la Colbran, pour la Mariani, artiste admirable par sa beauté et par sa voix de contralto, et pour Galli, qui créa le rôle d'Assur. Mais il est une *Sémiramis*, d'origine française, qui auparavant sollicite notre attention.

La même année vit applaudir la *Semiramide* de Portogallo à Lisbonne et, à Paris, sur la scène de l'Opéra, la *Sémiramis* de Catel, musicien français. Les contemporains de Catel, égarés par des préventions déplorables, n'ont pas toujours rendu justice à ce savant compositeur, un des maîtres les plus distingués qui se soient produits en France pendant la République

Digitized by Google

et l'Empire. Catel joignait la dignité de la vie à l'autorité du talent. Nommé inspecteur du Conservatoire, il avait en partie renouvelé l'enseignement musical. Son initiative irrita les partisans des anciennes méthodes. Il était le professeur le plus influent du Conservatoire. Au moment de ses débuts dramatiques, tous les adversaires de cette institution devinrent ses ennemis. Son traité d'harmonie, qui renfermait bien des nouveautés, n'était pas fait pour calmer les hostilités. C'est au milieu du succès de ce bel ouvrage, qui a aidé à former plus d'une génération de musiciens, que Catel fit jouer sa *Sémiramis*, opéra en trois actes, dont Delrieu avait emprunté le sujet à la tragédie de Voltaire. Tous les ennemis du nouveau système d'harmonie virent dans la représentation de l'opéra de Catel (4 mai 1802) l'occasion de satisfaire leurs ressentiments et organisèrent une cabale contre sa partition. Au lieu de l'écouter, de chercher à la comprendre, d'admirer les formes distinguées de la mélodie et la pureté de l'harmonie, ils déclarèrent que c'était de la musique professorale et doctrinaire. Le public dédaigna une œuvre qu'il eût dû applaudir, et bien des gens affectèrent, par une prétention d'un nouveau genre, d'aller bâiller et dormir à la *Sémiramis* de Catel, *un Français qui perd son temps à écrire de la musique, ce qui n'est admis que pour les Italiens et pour les Allemands*, ainsi que l'écrivaient les esthéticiens de l'époque, si souvent copiés par les critiques de notre temps. Il y a cependant dans cette partition un très bel air *Que l'éclat de votre naissance*, et des chœurs d'une facture ample et solennelle. Le récitatif y est traité avec un respect de l'accentuation qu'on ne rencontre plus chez les compositeurs français. *Sémiramis* n'obtint guère plus de vingt représentations, distribuées en deux années. Catel garda jusqu'à sa mort au fond de son cœur une grande douleur de ses échecs dramatiques. La conscience de son talent supérieur n'en put jamais affaiblir le souvenir plein d'amertume.

C'est dans *Semiramide* que Rossini a laissé s'accentuer le germanisme musical que Stendhal lui a tant reproché. Cet opéra n'a évité les sifflets vénitiens qu'à cause du grand nom du maître qui l'avait composé. Mais il y eut réaction, et l'on applaudit bientôt ce que d'abord on avait méconnu. C'est à Paris que cette partition a reçu sa consécration triomphale. On la donna pour la première fois en décembre 1825, et toutes les cantatrices s'y sont produites depuis dans les deux rôles importants de soprano et de contralto. La Pisaroni, élève de la célèbre école de chant qui existait avant Rossini, et qu'on a laissée s'éteindre depuis, débuta dans le rôle d'Arsace, le 26 mai 1827, avec Mme Sontag. Les dilettantes n'ont pas oublié l'effet prodigieux que la Pisaroni produisait dès le début de son récitatif, à son entrée en scène : *Eccomi al fine in Babilonia.* La salle entière tressaillit en entendant articuler la langue musicale avec une puissance de style qui, pour les oreilles françaises, était une nouveauté. La Malibran chanta tour à tour la partie de Sémiramis et celle d'Arsace jusqu'en 1832, époque où Mlle Grisi prit possession du personnage imposant de la reine de Babylone, dont elle fut la plus remarquable interprète. Le 4 janvier 1859, on reprit *Semiramide* avec Mme Alboni, dans le rôle d'Arsace, et Mme Penco. Le 29 octobre de la même année, on confia le rôle d'Assur du même

Digitized by Google

opéra à M. Merly, chanteur français qui avait passé plusieurs années à l'Opéra, et qui était ensuite allé en Italie, où il avait appris à diriger une fort belle voix de basse très souple et très mordante. Ce virtuose semblait ne redouter aucune difficulté de vocalisation ; il poussait l'audace jusqu'au sol des ténors, et ce n'est peut-être pas ce que le chanteur faisait de plus adroit. Il abusait de la partie élevée de son organe, qui vibrait plus qu'on n'aurait voulu ; mais cet excessif emploi de la voix est commun à tous les artistes qui comptent plus avec leur loyale fidélité dans l'interprétation des maîtres qu'avec les limites dans lesquelles la nature a contenu leurs cordes vocales. Mme Carvalho, dans *Freyschütz*, la laissait trop souvent vibrer comme un cristal ému et qui va casser ses notes élevées. Elle leur donnait ainsi un accent plus dramatique. Elle se dévouait périlleusement, et ne tarda pas à porter la peine de sa témérité.

Le 3 juillet 1860, la *Sémiramis*, transportée en français, dans une traduction facile et fidèlement littérale de M. Méry, et remise à neuf par un grand spectacle et de magnifiques décors, fit sa première apparition sur notre scène de l'Opéra, où il est question de la reprendre cet hiver même, vu la pénurie musicale de la saison. C'est pour deux cantatrices italiennes, les sœurs Marchisio, que fut entreprise cette coûteuse translation du chef-d'œuvre du grand maître que nous venons de perdre. Au grand Opéra, cette belle partition produisit un médiocre effet sur les frivoles habitués de ce théâtre. Dans la reprise de *Semiramide* qui vient d'être donnée au Théâtre-Italien, avec une solennité qu'explique la coïncidence de la mort de Rossini, c'est Mlle Krauss, interprétant le redoutable rôle de Sémiramis. qui a excité la curiosité et fixé immédiatement l'attention du public, Mlle Krauss est née à Vienne. Elle suivit de bonne heure les cours du Conservatoire de cette ville, et devint une des meilleures élèves de Mme Marchesi. Vienne, comme Paris, donne souvent raison au proverbe qui affirme que nul dans son pays n'a don de prophétie. L'esprit de dénigrement, qui nous rend souvent injustes pour nos compatriotes, ternit aussi les belles qualités des Allemands, et les lauréats du Conservatoire de Vienne sont bien souvent obligés de se faire une réputation à l'étranger avant d'obtenir les suffrages des dilettantes viennois. Plus heureuse ou plus favorisée, Mlle Krauss, qui chaque année avait remporté le premier prix de chant, de solfége et de déclamation, fut, avant la fin de ses études, engagée à l'Opéra de Vienne, et le directeur dut l'autoriser à continuer ses études au Conservatoire, et à passer, à la fin de la sixième année, l'examen qui lu assura son dernier grand prix et la grande médaille d'honneur, récompense suprême réservée à l'élève qui, pendant le temps réglementaire d'études, a obtenu chaque année tous les premiers prix. Mlle Krauss joua en Autriche tout le répertoire, bien plus varié que celui de notre Opéra, et qui comprend à la fois Wagner, Rossini, Weber, Meyerbeer, Glück, Schubert, Mozart et tous les compositeurs modernes ; elle joua à la fois la comédie musicale et le drame lyrique. Mlle Krauss est excellente musicienne ; sa voix, très étendue, lui permet de chanter le mezzo-soprano avec la même facilité que le soprano. Sa diction est pure et brillante, et

Digitized by Google

elle fait valoir le récitatif en virtuose qui a eu des maîtres de l'ancienne école.

Malgré sa fougue dramatique, elle respecte le texte du compositeur, se plie à la mesure et ne se cabre pas contre les rhythmes, qualité qui facilite singulièrement la tâche de l'orchestre et qu'elle a puisée dans les traditions de l'art allemand. Sa méthode est très pure, sévère même. A Paris, à cause de l'*influenza* qui a sévi sur presque tous nos chanteurs pendant cet automne, MM. Fraschini, Nicolini, Mlle Patti elle-même, invulnérable jusqu'ici, la voix de Mlle Krauss a semblé légèrement voilée. La vaillante artiste ne se ressent-elle pas aussi en ce moment des fatigues qu'elle avait acceptées avec trop de courage lorsque, pendant plusieurs mois, à Vienne, elle consentit à suppléer toutes les chanteuses absentes ou malades, et que, dédaigneuse de tout repos, elle se présenta presque tous les soirs devant un public qui ne se rassasiait ni de la voir, ni de l'entendre? Toutefois, ces passagères défaillances cèdent après les premières scènes; le timbre s'anime des tons les plus chauds, et les cordes du larynx se prêtent à tous les accents; la voix tantôt caressante, suave, mélodieuse, tantôt stridente comme le sifflement du serpent, vibre tout à coup en explosions de fureur ou de passion, et toute la salle frissonne d'enthousiasme. Mlle Cruvelli et Mme Viardot peuvent seules nous donner idée de la personnalité remarquable de Mlle Krauss, qui, plus variée dans ses talents, aborde aussi avec bonheur la comédie lyrique. Cette tragédienne de l'opéra, qui va nous donner bientôt la *Croisades des dames* de Schubert, le *Fidelio* de Beethoven, qui n'avait pas été représenté aux Italiens depuis Mme Cruvelli, a, dans ces deux dernières saisons, conquis les suffrages sérieux du public de Ventadour, qui aime à se perpétuer dans l'admiration de ses artistes élus, avec *Don Giovanni*, *il Trovatore*, *Rigoletto*, *la Contessina*, *il Templario*, *un Ballo in Maschera*, *Lucrezia*, le *Stabat* de Rossini, les mélodies de Schubert, qu'elle dramatise en cantatrice rivale de Mme Viardot, et *Otello* avec M. Tamberlick. On dit qu'à Vienne elle était incomparable dans *Iphigénie en Aulide* et *Iphigénie en Tauride*. Elle est remarquable dans *Semiramide*, et c'est peut-être dans ce rôle écrasant qu'elle a le plus mis en relief son style large et son grand talent tragique. Mlle Grisi a été la personnification la plus saillante de ce rôle magnifique, et c'est presque une nécessité pour la femme qui doit représenter au théâtre un personnage comme Armide, Iphigénie ou Sémiramis, de répondre à l'imagination du public par une stature élevée et la beauté plastique des formes. Mlle Krauss est de haute stature; sans être belle, à la manière dont on l'entend ici dans un certain monde, ses traits caractérisés sont énergiques et fiers. Son œil, intelligent et vif, s'ombrage d'un sourcil presque droit. Sa chevelure opulente, ses lèvres fortes, son teint pâle, conviennent parfaitement aux explosions sinistres des rôles de Desdemone, d'Iphigénie, de Sémiramis. C'est une artiste sérieuse et convaincue. On l'estime grandement au Théâtre-Italien, et l'Opéra l'envie à Ventadour.

Il était de tradition que tous les ans M. Tamberlick, après avoir passé l'hiver à Saint-Pétersbourg, arrivait tout à coup à Paris, ne fai-

Digitized by Google

sait qu'un bond du railway au Théâtre-Italien et se présentait inopinément, presque au débotté à l'auditoire sympathique. Cette année, M. Tamberlick nous arrive d'Espagne, et c'est dans *Otello* qu'il s'est d'abord fait applaudir à côté de Mlle Krauss, notre nouvelle Desdemone. Comme d'habitude, M. Tamberlick a été surtout remarquable dans le fameux duo de la jalousie, au second acte, et dans la grande scène finale, toute frémissante de terreur et de passion. Il faut admirer dans M. Tamberlick la diction, le style ample et soutenu, l'élan pathétique. La netteté d'articulation est une des plus précieuses qualités de ce chanteur vigoureux. Sur ses lèvres la langue italienne reste nette et vibrante. L'oreille perçoit chaque syllabe, fortement appuyée sur l'accent qui lui est propre. Pour les dilettantes, c'est là un plaisir délicat qui s'ajoute au plaisir qu'procure la musique si dramatique de Rossini. Aucun chanteur ne dit le récitatif sérieux comme M. Tamberlick. Grâce à ce chanteur de mérite, et malgré le regrettable départ de M. Fraschini et de Mme Patti, grâce aussi à Mlle Krauss, toujours admirable et vaillante, nous avons en perspective quelques représentations brillantes qui raviveront la défaillante curiosité du public toujours empressé aux plaisirs délicats, quand on prend soin de les lui bien préparer.

MAURICE CRISTAL

Digitized by Google

REVUE CRITIQUE

Les derniers Montagnards : Histoire de l'insurrection de prairial, an III, par M. JULES CLARETIE. 1 vol. in-18. Librairie internationale, 1868.

M. Claretie est né sous une heureuse étoile. Après s'être fait rapidement, par le journalisme et le roman, une réputation méritée d'esprit facile et ingénieux, il aborde aujourd'hui l'histoire et, du premier coup, il y déploie des qualités rares : la passion, la flamme, le coloris. Son livre, à son apparition, a été salué avec enthousiasme par les historiens les plus autorisés de l'école démocratique. C'est M. Michelet qui a présidé à son baptême. « Les purs entre les purs, écrit-il, Romme, les cinq amis qui les derniers, en prairial, ont signé et scellé la Révolution de leur sang, reparaissent en un livre qui m'a fait frissonner, celui de Claretie, si brûlant, si cruellement vrai [1]. » Ce n'est pas là un médiocre éloge, et M. Claretie, qui est homme de sens et de goût, saura bien sans doute y faire deux parts : celle qui revient au mérite intrinsèque de son œuvre et celle qui s'applique à l'appui prêté aux doctrines du maître.

L'ouvrage du jeune écrivain comble un vide dans l'histoire de la Révolution. Les plumes illustres qui ont retracé cette histoire à des points de vue divers ont à peine consacré quelques pages à ce petit groupe des derniers montagnards qui, poursuivis après l'insurrection avortée du 1er prairial an III, tombèrent à leur poste, enveloppés dans la tempête qui faillit emporter la Convention. Cette insurrection occupe le premier plan dans le tableau dessiné par M. Claretie; mais son véritable sujet est la peinture de la sanglante réaction qui suivit le 9 thermidor et dont l'émeute de prairial fut le principal épisode.

Juger les hommes de parti est toujours difficile ; mais juger les partis réactionnaires est plus difficile encore. Toute réaction est un retour au passé, une défaite de l'esprit nouveau par l'esprit ancien. Or, il y a dans le cœur humain un fond de générosité instinctive qui plaide en faveur des vaincus, surtout en faveur de ceux qui sont tombés victimes d'une idée généreuse, cette idée fût-elle une utopie; la voix de la pitié étouffe alors celle de la justice. Ajoutez qu'il n'est pas de réaction qui ne dépasse le

[1] M. Michelet, préface de la 2e édition de l'*Histoire de la Révolution*.

Digitized by Google

but, ni de restauration, si légitime qu'en soit le principe, qui sache se maintenir pure de sang. C'est la marche ordinaire des choses humaines. Quel est le parti, longtemps humilié et décimé, qui, vainqueur à son tour, saura se contenir et ne pas rendre le mal qu'il a reçu?

La réaction thermidorienne n'a point échappé à cette fatalité. S'en étonner, s'en indigner outre mesure, ce serait méconnaître une loi de l'histoire. Depuis plusieurs années cependant, aux calmes et impartiales appréciations des premiers historiens de la Révolution a succédé une façon nouvelle d'envisager le 9 thermidor et les événements qui en furent la conséquence. On a relégué dans l'ombre toutes les causes qui conduisirent à cette inévitable péripétie, les longues et sanglantes querelles des partis, leurs exterminations réciproques, la France fatiguée, épuisée, applaudissant aux supplices des montagnards, parce que, dans sa pensée, ces supplices étaient les derniers. On n'a plus voulu voir que le revers de la médaille : les excès tyranniques des thermidoriens, l'insolence de la jeunesse dorée, le vice triomphant, l'immoralité s'étalant au grand jour, d'ignobles orgies, d'odieuses représailles, et enfin la république frappée au cœur, en attendant qu'un soldat de génie lui porte le coup de grâce.

Mais cette réaction à la fois immorale et sanguinaire, qui donc l'avait rendue possible? qui donc avait préparé ce nécessaire dénoûment? S'il n'y avait plus en France assez de démocrates pour défendre la démocratie, n'était-ce pas que tous les partis s'étaient successivement anéantis et qu'il fallait bien que le combat cessât faute de combattants? La Gironde, la Montagne, la Commune avaient perdu leurs chefs. Ceux qui les avaient livrés au bourreau devaient-ils s'étonner si, le jour où leur pouvoir fut à son tour menacé, ils ne trouvèrent plus autour d'eux que des ennemis? Cette loi du 22 prairial, qui organisa *les fournées*, qui créa, comme on l'a très bien dit, une Terreur dans la Terreur, n'était-ce pas Robespierre qui l'avait imposée à la Convention et emportée de haute lutte? Comment l'arme terrible qu'il venait de forger ne se fût-elle pas retournée contre lui? Il était désormais sur un faîte glissant, où il ne pouvait ni se maintenir ni reculer. Il lui fallait, et c'est ce qu'il tenta, perdre quiconque s'effrayait de sa dictature et envelopper dans la même ruine ceux qui voulaient mettre un terme à la Terreur et ceux qui voulaient l'éterniser. Il se peut, et cela même paraît certain, qu'après avoir fait tant de victimes, il ait voulu s'arrêter et ouvrir pour la Révolution une ère de calme et de modération relative. Mais il y a des courants qu'on ne remonte pas quand une fois on s'est laissé entraîner par leur violence, et la force des choses, au 9 thermidor, le conduisit à un appel désespéré aux hasards de la lutte. Il ne dépendait pas de lui de vaincre : il avait, acharnés à sa perte, les survivants de tous les partis, également menacés par son triomphe. On a dit et répété, en faisant allusion à ces tardives inspirations d'humanité, que sa mort fut la date et non la cause de la détente de la Terreur, que les supplices allaient cesser par son succès comme ils cessèrent par son supplice. Mais alors c'était a dictature. Si la république périt par sa mort, elle périssait également par sa victoire : à défaut d'un Bonaparte elle aurait rencontré un Cromwell.

Digitized by Google

M. Claretie nous peint avec une passion indignée le plus navrant chapitre de la réaction qui suivit la mort du dictateur. On sait quels furent le prétexte, les causes et les conséquences de cette insurrection de prairial, continuation du mouvement avorté du 12 germinal. Le prétexte fut l'établissement de la constitution démocratique de 93 et la mise en liberté des patriotes; les causes réelles, la misère et la famine; les conséquences, le supplice des derniers montagnards et la chute définitive du régime démocratique. Les commissions militaires succèdent aux comités de salut public et de sûreté générale; le règne de l'échafaud a fait son temps; celui du sabre commence.

Rien de plus touchant assurément que la mort de ces derniers membres de la Montagne; mais il ne faut pas que l'émotion qu'excite cette mort courageuse nous rende injustes envers l'assemblée qui les frappa. Que pouvait faire la Convention? Humiliée, terrifiée, livrée à la foule hurlante et farouche qui venait d'égorger un de ses membres et de présenter sa tête au président, enfermée pendant tant d'heures dans un cercle de piques et de fusils, était-il possible qu'aussitôt après sa délivrance, elle ne revînt pas sur les décrets imposés par la force, qu'elle ne punît point ceux de ses membres qui s'étaient joints à l'émeute pour les lui arracher? A tort ou à raison (qu'on ne l'oublie pas), le sentiment du plus grand nombre était avec elle; elle représentait l'esprit public du moment. Quand les faubourgs, dans un suprême et impuissant effort, essayèrent de délivrer l'assassin de Féraud, il n'y eut qu'un cri contre leur attentat; ce furent les sections intérieures qui les cernèrent et procédèrent à leur désarmement. Quelle assemblée souveraine, se sentant ainsi appuyée, eût agi autrement que la Convention? Qu'on dise qu'elle obéit moins à la justice qu'à la vengeance, que la peur des uns, la lâcheté des autres, le ressentiment général de l'humiliation et de la terreur éprouvées, furent pour beaucoup dans les accusations qui se multiplièrent à la tribune aussitôt après l'échec de l'insurrection : tout cela est vrai, et tout cela était inévitable. La violence appelle la violence. La faute des derniers montagnards fut d'être restés révolutionnaires quand la grande majorité de la nation ne l'était plus. Conséquents avec la pensée de toute leur vie, ils eurent l'espoir, bientôt déçu, d'écraser la réaction et de sauver la république; c'est là sans doute le secret et l'excuse du pacte qu'ils firent avec l'émeute; mais ce pacte, la Convention pouvait-elle le leur pardonner?

Il y a bien de l'illusion dans les lignes dont M. Claretie fait suivre le récit du suicide de Romme et de ses amis. « Ils se frappèrent, dit éloquemment le jeune historien, non par faiblesse, mais par énergie, non en désespérés, mais en politiques. Ils n'avaient plus que le poignard pour répondre à l'injustice, ils l'employèrent!... Qui sait ce que nous avons perdu à cette mort? Eux vivants, la réaction thermidorienne, qui, de 1795 à 1800, augmente chaque jour, cette terrible multiplication des fêtes, des meurtres, des compagnies de Jéhu, des vengeances, des vols à main armée, était impossible. Il y avait tout un gouvernement dans ce groupe héroïque et honnête. Goujon était la tête, Romme le cœur, Soubrany le bras. Supposez ces hommes probes, intègres et doux dans leur énergie,

Digitized by Google

dirigeant la France, au lieu des Tallien et des Barras, l'efféminé Directoire était évité et tant d'autres choses! C'est ainsi qu'une journée, une seule, pèse lourdement dans l'histoire du monde. »

Que M. Claretie nous permette de le lui dire, la chute des derniers montagnards, non plus que celle de la république elle-même, ne fut pas l'œuvre d'une journée. Quand bien même l'insurrection du 1er prairial ne fût pas venue fournir un prétexte à la violence des partis hostiles, la réaction n'en eût pas moins suivi son cours, moins sanglante peut-être, car elle n'aurait pas eu à venger les humiliations de cette journée néfaste, mais tout aussi imperturbable dans son développement. Les événements ont leur suite logique, qui n'a rien de commun avec la marche arbitraire que trace après coup la fantaisie des historiens. Même en admettant (ce qui est loin d'être certain) que les héroïques montagnards qui, comme Valazé, se frappèrent pour échapper au bourreau, eussent été capables de constituer un gouvernement, ils n'y eussent certainement pas réussi. Les grandes causes ont besoin d'un homme qui les personnifie, et il n'y avait pas parmi eux de ces caractères rares qui s'imposent par la foi, le dévouement, l'intégrité et le génie.

Dépendait-il de ces hommes honnêtes, mais secondaires, de faire vivre cette constitution de 93 qui ne fonctionna jamais, car elle fut suspendue aussitôt que votée, et qui n'était autre chose que le gouvernement de la multitude? On peut différer d'avis sur la constitution de l'an III, qui lui succéda, mais on ne saurait nier au moins qu'elle eut le mérite, mérite fort rare et fort apprécié dans tous les temps, d'organiser le pouvoir, tout en l'entourant de garanties libérales et en prévenant l'asservissement, toujours à craindre, d'une assemblée unique. Or, après les secousses prolongées, après les grands cataclysmes, l'esprit public éprouve le besoin de se rasseoir, de se reposer sous un gouvernement qui présente des chances de stabilité. Les montagnards n'auraient rien pu contre ce besoin. Ce qui a tué cette constitution, l'une des plus sages et des plus libérales qui aient gouverné la France, ce ne sont pas ses défauts (quelle constitution n'en a pas?), ce ne sont pas même les vices de ceux qui l'appliquèrent; ce furent les conspirations sans cesse renaissantes des partis, qui finalement poussèrent de nouveau aux coups d'Etat. Les montagnards sacrifiés après prairial n'auraient fait, s'ils eussent vécu, qu'ajouter encore au chaos, sans être assez forts pour le débrouiller. Et l'on peut se demander si, tombant, comme ils le firent, victimes d'une idée, leur lot n'a pas été meilleur que celui de leurs amis politiques qui survécurent. Ceux-là assistèrent au plus cruel spectacle qui puisse être infligé à des hommes de cœur : ils virent le peuple pour lequel ils s'étaient dévoués renier leur œuvre et applaudir au triomphe de la force. Combien d'entre eux la renièrent eux-mêmes, cette œuvre courageuse, en acceptant les places et les dignités que leur offrit le gouvernement impérial!

Toutes les séductions du talent, tous les entraînements de la passion politique n'y pourront rien. Aux esprits judicieux et désintéressés on ne prouvera pas qu'après le sacrifice des Girondins, après l'immolation de Danton et des modérés de la Montagne, la république fût encore viable,

Digitized by Google

pas plus qu'on ne démontrera que Robespierre, dans le farouche isolement qu'il s'était créé, eût suffi pour la faire vivre, ni même qu'il en eût l'intention; son esprit ombrageux aurait bien vite aperçu des conspirateurs dans tous ses collègues, et la force des choses autant que la nature de son esprit l'aurait placé dans cette alternative : ou d'immoler ses rivaux, comme il l'avait fait précédemment, ou d'être leur victime. La dictature sortait donc fatalement du triomphe de Robespierre au 9 thermidor, comme elle sortit finalement de sa défaite. Croire que des personnages honnêtes mais obscurs et sans influence, comme l'étaient les vaincus de prairial, eussent pu entraver cette issue à laquelle on arrivait ainsi par deux voies opposées, c'est une illusion généreuse sans doute, mais c'est une illusion. La Convention fit tout ce qui était en son pouvoir pour échapper à la catastrophe qu'elle prévoyait et pour donner au gouvernement démocratique une base solide et légale. Dans les quinze mois qui s'écoulèrent entre le 9 thermidor an II et le 4 brumaire de l'an IV, date de la clôture de ses travaux, elle abattit tour à tour le parti révolutionnaire et le parti royaliste, le premier dans la journée de prairial, le second dans celle de vendémiaire. Elle se sépara après avoir voté une loi d'amnistie, et ce n'est pas sa faute si les partis qu'elle avait successivement vaincus n'acceptèrent point la grande leçon d'oubli qu'elle leur donnait et, en continuant à se déchirer, renversèrent son œuvre politique.

Chose digne de remarque, toutes les grandes institutions qui sont le plus pur honneur de cette assemblée et qui lui ont survécu appartiennent à la période laborieuse et féconde qui s'étend du 9 thermidor au 1er prairial, c'est-à-dire au temps où la Convention était livrée à la réaction thermidorienne. C'est alors qu'elle entendit le rapport de Fourcroy sur l'établissement de l'Ecole centrale des travaux publics, aujourd'hui l'Ecole polytechnique; celui de Grégoire sur le Conservatoire des arts et métiers; un autre rapport de ce même Grégoire sur les encouragements à accorder aux savants, aux gens de lettres et aux artistes; le projet d'agrandissement pour le Muséum d'histoire naturelle présenté par Thibaudeau; celui de Fourcroy sur les écoles centrales de santé; celui de Lakanal enfin, en vertu duquel furent instituées les écoles normales et les écoles primaires. Toutes ces créations importantes se rapportent à cette ère d'apaisement qui s'ouvre après le 9 thermidor. Faut-il voir là l'effet de ce calme relatif ou une simple concordance d'événements? Ces œuvres méritantes et durables furent-elles exécutées malgré la chute des grands agitateurs ou par suite de leur chute? Il y a là une question qui vaudrait au moins la peine qu'on l'examinât.

Le livre de M. Claretie a été et sera beaucoup lu. Il est écrit avec fougue, souvent avec une ardeur fiévreuse et indignée. Il émeut, il passionne et il fait au moins réfléchir ceux qu'il ne convainc pas. Un tel livre autorise à beaucoup attendre de son auteur. Il a, dès aujourd'hui, le mouvement, le jet, l'entraînement, la couleur. L'âge lui donnera des qualités encore plus précieuses et plus rares. Il lui enseignera à chercher le vrai dans l'appréciation calme et modérée des idées, à se désintéresser de plus en plus des succès de parti, à se placer enfin, pour juger les grands évé-

Digitized by Google

nements historiques, dans une sphère plus haute que celle des opinions militantes, dans cette sphère abstraite où la voix de la passion politique n'arrive pas et où l'on n'entend que celle de la froide et sévère impartialité.

JULES LOISELEUR.

Maison rustique des Dames, par Mme MILLET-ROBINET. 7e édition. 2 volumes in-12, ornés de gravures. Paris, Librairie agricole de la Maison Rustique.

Ceci est un livre classique dont la renommée est grande et parfaitement justifiée. Il devrait être entre les mains de toutes les filles bien élevées et de toutes les mères de famille, aussi bien de la ville que de la campagne. L'esprit frivole qui souffle à Paris et se répand de là sur la province n'est guère propice, je l'avoue, à la lecture des livres de cette sorte, et nous n'hésitons pas à y voir un grave symptôme de décadence. C'est par les femmes que les sociétés tombent. Le pays où les femmes ne s'occupent plus que de chiffons et ne savent plus inspirer les beaux sentiments est un pays perdu. Qu'on nous dise la vie des femmes, et nous dirons ce que valent les hommes.

Le livre excellent de Mme Millet-Robinet contient tout ce qu'une femme honnête doit savoir pour conduire honnêtement sa maison. Je ne dis pas qu'elle ne doive savoir que cela ; je pense, au contraire, qu'elle ne saura bien cela que si elle sait bien autre chose. Il y a pour les femmes, comme pour les hommes, un fond d'instruction nécessaire, ce que l'on pourrait appeler aussi *les humanités ;* mais par-dessus ce fond il est bon d'ajouter cette masse de connaissances pratiques et usuelles qui fait régner dans la maison la vie et le bien-être. Choses matérielles, dira-t-on ; eh ! sans doute, choses matérielles, qui concourent à un ensemble intelligent, élevé, plaisant. Les femmes qui savent y mettre un peu du temps dérobé aux misères d'une existence oisive n'en sont ni moins aimables, ni moins spirituelles, ni moins dignes surtout. L'activité de l'esprit y trouve un heureux emploi et le cœur souvent une occasion d'épanchement. La vie dans la nature convient aux âmes délicates, et il n'y a que les sottes qui ne sauraient y puiser aucune satisfaction.

La *Maison rustique des Dames* embrasse toute l'économie domestique à la campagne, depuis les soins du ménage jusqu'à ceux de la ferme. Elle est divisée en cinq parties : le ménage, la cuisine, la médecine domestique, le jardin et la ferme. Dans ce cadre viennent se placer des notions simples, claires, appuyées sur les meilleures pratiques ou tirées des meilleurs recueils. Pour donner une idée de la manière dont procède l'auteur, ouvrons le chapitre du poulailler. Nous trouvons d'abord une instruction pratique sur sa construction et son aménagement, sur les parcs pour les couveuses, les boîtes à élevage, le perchoir, le pondoir ; puis un examen rapide des races les plus en honneur et de leurs qualités : crèvecœur, houdan, races du Mans, de Barbezieux, cochinchinoise, dorkings, brahmapoutra, padoue, etc.. Nous arrivons au croisement, à l'amélioration, à

Digitized by Google

la nourriture, à tout ce qui se rapporte à la ponte, à la reproduction, à la récolte et la conservation des œufs, à l'incubation naturelle et factice, à l'éclosion, aux soins à donner aux poussins et aux mères, à l'élevage, à l'engraissement des différentes espèces, aux maladies et à leur guérison. Toutes les autres questions qui relèvent de l'économie domestique et rurale sont traitées avec la même méthode. Cette septième édition est augmentée de plusieurs détails inédits, et elle a été mise à la hauteur des connaissances nouvelles. Nous n'aurions qu'une réserve à faire sur la composition de la bibliothèque. Ici, l'auteur nous semble s'en être plus rapporté à la renommée qu'à son propre jugement. Que de livres dans son programme auxquels nous ne voudrions pas accorder une place dans nos rayons, à cause de leur frivolité ou même de leur ineptie! Ce programme est à refaire. A. C.

Histoire de la caricature et du grotesque dans la littérature et dans l'art, par TH. WRIGHT, traduite par O. SACHOT, et précédée d'une *notice* par A. PICHOT. — Paris, 1867, gr. in-8°.

Nous avons ici même, il y a trois ans (15 décembre 1865) annoncé l'*Histoire de la caricature antique*, de M. Champfleury, et, tout en faisant de nombreuses objections à la thèse soutenue par l'auteur, nous avons rendu justice au livre, qui offre un véritable intérêt, et qui a mérité et obtenu les honneurs d'une seconde édition. Depuis, M. Champfleury a donné à son premier volume un pendant, l'*Histoire de la caricature moderne*, qui est bien supérieur au premier comme connaissance du sujet et comme sûreté de critique, mais dont le titre promet un peu plus que ne tient le volume : ce n'est pas, en effet, à proprement parler, une histoire de la caricature *moderne*, mais bien plutôt de la caricature *contemporaine*.

Le mérite de l'ouvrage de M. Th. Wright, qui d'ailleurs a précédé d'un an (1864) ceux de M. Champfleury (1865), c'est tout d'abord d'être complet, moins l'étude de la caricature contemporaine, qui reste en propre à M. Champfleury. Le livre de M. Wright est inappréciable surtout pour le moyen âge, cet âge d'or de la caricature, sur lequel ce savant anglais, qui est un correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a fait déjà plusieurs travaux érudits et a vraiment une compétence spéciale, et pour la caricature anglaise, dont il a naturellement une connaissance que ne saurait avoir au même degré de sûreté un auteur étranger à la Grande-Bretagne.

Après deux chapitres consacrés à l'antiquité, où M. Wright a évité, au moins en partie, les exagérations de M. Champfleury sur le développement de la caricature en Grèce, dix-sept chapitres entiers, et des mieux remplis, traitent de l'histoire du genre grotesque dans la littérature et dans l'art depuis l'invasion des barbares dans l'empire romain jusqu'au XVIe et au XVIIe siècle. On y voit défiler successivement les animaux monstrueux et fantastiques qui défrayèrent en grande partie la sculpture du moyen âge, et dont bon nombre se suspendirent aux murs des églises;

Digitized by Google

les images grotesques des démons, qui jouent un si grand rôle dans le drame d'alors, qu'elles y forment un genre à part, témoin *la Grande diablerie de Chaumont;* la mort même, qui paraît un sujet peu gai, et qui donna matière à une foule de représentations burlesques, parmi lesquelles on compte la fameuse *Danse des Morts*, le *Roman du Renard*, les *Fabliaux*, les poêmes satiriques et macaroniques, les parodies, l'*Eloge de la Folie*, d'Erasme, qui se rattache aux fêtes des ânes et des fous, les *Farces* et les *Soties*, la *Satire Ménippée;* enfin, deux des plus grands génies du burlesque dans la littérature et dans l'art, Rabelais et Callot.

Vient ensuite la caricature anglaise. En Angleterre (ce qui n'étonnera pas pour un pays auquel semble s'appliquer tout particulièrement la définition d'Aristote : *L'homme est un animal politique*), la caricature politique prend le pas sur ce qui avait jusque-là dominé, la caricature morale et la caricature religieuse. Il est curieux de voir dans le texte de M. Wright et dans les figures dont il est illustré ces premiers et lointains essais d'un genre qui est pour nous représenté par *le Punch* et *le Charivari*. Il y a vraiment quelques-unes de ces caricatures qui sont fort plaisantes, sur les Cavaliers, par exemple, et les Tapageurs (*Roaring boys*), sur le nez du roi Charles II, que Jack Presbyter tient sur une pierre à repasser, etc., etc. Un chapitre entier est consacré au grand caricaturiste Hogarth, qui réunissait le triple talent de Daumier, de Cham et de Gavarni, à Gillray et à Rowlandson, qui comptent aussi parmi les rois du genre. Un autre chapitre (et ce n'est pas le moins intéressant) nous mène en Hollande. Pour que le livre fût aussi complet que le peut être un livre de cette nature, il eût fallu quelques autres chapitres encore, sur la caricature en Allemagne, en Espagne et surtout en Italie. C'était en effet nécessaire pour l'Italie, d'où est venu, comme M. Wright le fait remarquer lui-même en passant (ch. XXIII), le nom même de la caricature : *caricare*, charger, peindre en chargeant ou exagérant. Espérons que, dans une prochaine édition de son livre, M. Wright comblera cette lacune.

Tel qu'il est, avec ses 450 pages de texte, l'ouvrage de M. Wright n'en est pas moins très instructif, et, dans l'excellente traduction de M. Sachot, très agréable à lire ; la notice de M. Amédée Pichot, qui parle de l'auteur et résume en traits saillants la partie du livre qui est relative à l'histoire de la caricature anglaise, ajoute à ce volume une nouvelle instruction et un nouvel agrément. Mais, ce qui était indispensable dans un livre de ce genre, et ce qui lui donne un prix infini, ce sont les gravures intercalées dans le texte, et qui, au nombre de 238, sont dues au crayon et au burin de M. Fairholt.

A. CHASSANG.

Digitized by Google

CHRONIQUE POLITIQUE

30 décembre 1868.

Voici une année qui finit mal, et la nouvelle année qui est déjà là devant nous se présente avec des airs fatidiques et enveloppée de voiles mystérieux. Nous allons dans des angoisses et dans des obscurités toujours croissantes. En peu de jours, la petite querelle des Grecs et des Turcs a pris des proportions européennes, et l'on a vu coïncider avec l'apparition de ces premières lueurs de l'incendie oriental une crise ministérielle à Londres et un chassé-croisé dans le personnel gouvernemental de Paris. Il faudrait être aveugle pour n'attribuer qu'à des caprices du hasard des faits dont la liaison est si apparente, qu'elle ne peut être inaperçue que de ceux qui la voient de trop près. Il est indispensable de se tenir à une certaine distance des événements si on les veut bien juger. Dans quelques années d'ici, lorsqu'il sera trop tard, l'opinion publique sera toute confuse de n'avoir pas compris que la formation d'un cabinet whig en Angleterre et la direction des affaires étrangères accaparée en France par l'homme qui veut dominer la politique de son pays, arrivant au moment où la question d'Orient se réveille, accusent l'existence d'un complot ourdi contre la paix de l'Europe. Sans doute, on peut objecter que la politique anglaise ne saurait être complice de pareilles combinaisons, et que le jour où les électeurs ont donné la majorité aux libéraux, ils s'inquiétaient fort peu de savoir si leurs suffrages allaient servir une politique étrangère et porter au pouvoir des hommes plus ou moins favorables à des projets arrêtés par les cabinets européens. Nous savons que les Anglais ont voté sur la question de l'Eglise d'Irlande, et non pas sur la question d'Orient ; mais qui pourrait affirmer qu'en la soulevant on ne s'est point proposé uniquement le renversement d'un cabinet qui pouvait faire obstacle à des entreprises dont l'issue intéresse l'Angleterre? On a vu quelquefois, dans le jeu des institutions parlementaires, des intérêts intérieurs exploités utilement au profit des intérêts du dehors, et d'habiles hommes d'Etat vaincre sur un terrain avec l'ambition de triompher sur un autre. Rejetons, si l'on veut, cette hypothèse, et disons que la crise ministérielle de l'Angleterre, saluée

Digitized by Google

avec tant de joie par les organes officieux du gouvernement impérial et par le *Moniteur* lui-même, est l'œuvre exclusive du peuple anglais, qu'aucune influence extérieure ne l'a ni provoquée, ni dirigée; ce ne serait pas encore une raison pour ne pas la considérer comme la cause déterminante des grands événements qui n'ont pas tardé à se produire. Le cabinet des Tuileries, à tort ou à raison, croit pouvoir compter beaucoup plus sur l'alliance anglaise avec des ministres comme M. Gladstone et le comte Clarendon qu'il n'y pouvait compter avec M. Disraéli et lord Stanley; il puise un encouragement à ses projets belliqueux dans un changement qui ne s'est pas accompli sans doute pour lui faire plaisir, mais qui se trouve entrer tout à fait dans le jeu de sa politique.

M. Gladstone et ses collègues étaient à peine maîtres du pouvoir en Angleterre que des décrets impériaux remaniaient de fond en comble notre personnel gouvernemental. Les deux ministères les plus importants perdaient leurs titulaires, et le département des affaires étrangères, détourné un instant par le marquis de Moustier de l'influence prépondérante de M. le ministre d'Etat, rentrait, par le choix de M. de La Valette, dans la famille de M. Rouher. Cette combinaison était depuis longtemps préparée, et on n'attendait pour la mettre en œuvre que le moment où tout l'effort de la politique française pût être dirigé vers les affaires extérieures. Il n'y avait pour l'homme dont il semble que la France ne puisse désormais plus se passer, de meilleur choix à faire que le choix du marquis de La Valette, le signataire de la dépêche du 16 septembre 1866, un de ces hommes souples et insinuants qu'il est encore plus difficile de faire sortir d'un ministère qu'il n'a été facile de les y faire entrer, et de qui on ne peut pas dire, comme de certaines autres personnalités plus sympathiques et plus recommandables, qu'ils représentent une politique plutôt qu'une autre. Le marquis de La Valette est un ministre sans couleur, qui soufflera indifféremment le froid et le chaud, servira la paix et la guerre, selon que le vent tournera. Ces convictions profondes, ces systèmes arrêtés qui sont le signe d'un caractère fermement dessiné et le fruit de longues études et de sérieuses expériences, le nouveau ministre des affaires étrangères ne les connaît point. Il est d'une école moins austère, et on peut le ranger avec plus de justice parmi ces diplomates de salon très fins, très avisés, maîtres passés dans l'art de conserver la faveur qu'ils ont su obtenir. Il a signé, il y a deux ans, un document où il déclarait que la France n'était nullement menacée par l'extension que venait de prendre la puissance prussienne en Allemagne; il se montrait sympathique aux grandes agglomérations de peuples, et semblait esquisser le plan d'une nouvelle organisation politique de l'Europe. Mais qu'importe à M. de La Valette d'avoir été d'avis à cette époque qu'il ne fallait point nous mettre en guerre avec la Prusse? Où a-t-on vu que les ministres qui témoignaient le plus d'éloignement pour la guerre étaient les meilleurs gardiens de la paix? Le gouvernement personnel sous lequel nous vivons n'a que faire d'ailleurs de ces esprits convaincus; il lui faut des hommes capables de se plier aux circonstances, aux nécessités du moment, ne considérant pas comme un déshonneur de revenir quelquefois sur leurs

Digitized by Google

déclarations, pouvant défendre aujourd'hui ce qu'ils combattaient hier, et capables de rester à leur poste alors même qu'ils devraient y détruire ce qu'ils ont travaillé à édifier. Le successeur du marquis de Moustier répond à cet idéal; on peut, si l'on veut, le considérer comme un diplomate intelligent; mais ce serait lui faire un honneur dont il serait certainement le premier surpris que de le considérer comme une sorte de drapeau. Son entrée au ministère ne nous promet donc pas la continuation de la politique raisonnable dont la circulaire de 1866 était l'expression; elle signifie seulement que le chef de l'Etat a voulu que son ministre de la parole eût une action plus directe sur la conduite des affaires extérieures et ne fût pas exposé un jour à défendre des actes qu'il n'aurait pas jugés dignes d'approbation; elle peut signifier encore que M. Rouher, sentant venir le moment où le plus grand intérêt de la politique allait se concentrer dans le ministère des affaires extérieures, et ne voulant pas que la prépondérance dans le gouvernement sortît de ses mains, a cherché un autre lui-même pour garder cette importante avenue du pouvoir. C'est ce qui fait qu'on nous semblerait bien plus près de la vérité en donnant à l'avénement de M. de La Vallette une interprétation belliqueuse qu'en lui cherchant une signification pacifique que tant de circonstances semblent contredire.

Si, d'un autre côté, on examine un peu attentivement le conflit qui a pris naissance peu de jours avant nos changements ministériels, on n'y voit pas précisément un gage de paix bien sérieux. Plus on réfléchit à cette querelle qui a surgi tout à coup entre les Turcs et les Grecs, et plus on est surpris des rapides proportions qu'elle a prises et de l'énergie que la diplomatie turque, habituellement si confiante, a montrée vis-à-vis des Grecs. De leur côté, ceux-ci se sont lancés dans une mauvaise cause avec autant d'intrépidité que s'ils en avaient eu à soutenir une bonne, et, les plus faibles, ils ont pris l'attitude qu'auraient prise les plus forts. L'accueil qu'ils ont fait à l'*ultimatum* de la Turquie a rempli d'étonnement et d'effroi l'Europe entière; on a cru voir dans une arène un enfant se mesurer avec un athlète, et tout d'un coup la sollicitude des philhellènes, qui ne s'est pas amoindrie depuis les enthousiasmes classiques de 1825, s'est laissé emporter aux plus vives angoisses. Le cabinet d'Athènes a repoussé les sommations turques avec une certaine hauteur, et, sans perdre de temps, le gouvernement a pris des dispositions militaires comme pour se préparer à la guerre. Dans ce moment, la paix de l'Europe a couru les plus sérieux dangers; le vapeur turc chassant l'*Énosis* pouvait atteindre ce navire et le couler bas. L'*Énosis* (en grec : *unité*) a trouvé un refuge dans le port de Syra, et tout s'est borné, jusqu'à présent, au blocus du littoral grec. Fidèles à leurs habitudes, les cabinets européens se sont mis aussitôt en devoir d'intervenir; ils ont agi tour à tour sur les Grecs et sur les Turcs, demandant à ceux-ci de la prudence, à ceux-là de la modération, et se disant en mesure de leur donner aux uns et aux autres les satisfactions auxquelles ils avaient droit de prétendre. La Sublime Porte s'est prêtée de bonne grâce à de nouveaux délais; elle a, pour un instant, retenu l'indignation que lui causait l'insupportable ambition de sa chétive voisine, et a bien voulu attendre que les puissances signataires des traités de 1856

Digitized by Google

fussent tombées d'accord. Celles-ci aussitôt de se mettre en campagne et de fatiguer tous les fils télégraphiques et de s'interroger sur les bases d'un arrangement. Sur le fond même de la querelle qui divise les Grecs et les Turcs, il était difficile d'arrêter une base de conciliation, les Grecs voulant détacher l'île de Candie de la domination ottomane, et les Turcs ne voulant pas se laisser dépouiller d'une possession que les traités leur attribuent et qui est en dehors de toute contestation. On a cru trouver, sinon les éléments d'une transaction, du moins des moyens de gagner du temps dans le protocole final du 14 avril 1856, où il est dit, qu'en cas de nouvelles contestations entre la Turquie et l'une ou l'autre des puissances signataires du traité, le cas serait soumis, avant de recourir aux armes, à l'arbitrage d'une puissance médiatrice. C'est, dit-on, le cabinet de Berlin qui a fait la découverte de ce protocole final et qui a basé là-dessus, avec l'assentiment de la Russie, qui déjà semble être dans une grande communauté d'idées avec la Prusse, une proposition de conférence. A ce mot de conférence, toute l'Europe diplomatique a souri d'aise, et les frayeurs que l'on avait de voir éclater la question d'Orient se sont apaisées. On attend beaucoup d'une conférence depuis celle qui, en faisant une cote mal taillée dans l'affaire du grand duché de Luxembourg, a conjuré la guerre entre la France et la Prusse. Pourquoi les mêmes procédés appliqués à d'autres États ne donneraient-ils pas des résultats aussi glorieux ?

Il y aurait sans doute beaucoup à dire au sujet de la conférence qui va se réunir dans l'intérêt de la Turquie et de la Grèce. On pourrait commencer par s'étonner qu'elle se réunisse au nom d'un acte diplomatique qui n'a nullement prévu le cas qui se produit et que l'on détourne étrangement de sa signification en l'invoquant dans les circonstances actuelles. C'est le comte Clarendon qui, en 1856, dans l'avant-dernière réunion au congrès, alors que les représentants des puissances étaient encore sous l'influence des calamités de la guerre, proposa « de se concerter sur une résolution propre à assurer dans l'avenir au maintien de la paix une chance de durée, sans toutefois porter atteinte à l'indépendance des gouvernements. » Cette résolution fut celle-ci : « Les Etats entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux, avant d'en appeler aux armes, auraient recours, en tant que les circonstances l'admettraient, aux bons offices d'une puissance amie. » N'est-ce pas forcer un peu le sens de cette déclaration que de vouloir exiger d'une puissance dont on viole le territoire, chez qui l'on porte l'insurrection qu'elle vienne soumettre ses griefs à l'arbitrage d'une puissance amie ? Il ne s'agit pas ici de dissentiment, mais d'un fait d'agression brutale et d'une flagrante violation du droit des gens. Il est probable que si les Grecs avaient voulu révolutionner l'île de Malte, les Anglais n'auraient pas pris l'avis d'une puissance amie pour se faire justice. La Prusse, lorsqu'elle s'est crue obligée de tirer l'épée contre le Danemark, a-t-elle demandé l'intervention d'une puissance amie ? Ce n'est jamais que lorsque la Turquie est en jeu qu'on parle de soumettre le cas à un tribunal européen. Cette puissance est la seule qui n'ait point le droit de se faire justice à elle-même. Cette

Digitized by Google

funeste protection dont on la couvre, cette accablante sollicitude n'ont pas peu contribué à l'affaiblissement progressif de l'empire turc; on ne pouvait imaginer un plus efficace stimulant pour la révolte et pour le développement de l'esprit séparatiste, dont nous voyons la propagande se faire ouvertement dans toutes les provinces tributaires de la Porte et même dans celles qui font partie intégrante de sa domination. Nous n'aurions pas été surpris d'apprendre que le nouveau projet d'intervention diplomatique dont il est question aujourd'hui n'eût pas reçu un bon accueil à Constantinople, où l'on pouvait craindre aussi que la Grèce n'utilisât les délais que va lui faire le débat diplomatique d'une conférence pour se mettre dans un meilleur état de défense et pour recruter des auxiliaires dans les populations chrétiennes de l'empire ottoman. Il est probable que le cabinet de Constantinople aura fait toutes ces objections; mais peut-il, lui tout seul contre l'Europe entière, qui semble liguée dans un intérêt pacifique, ne point accepter le moyen qu'on lui offre de terminer son différend avec la Grèce?

La conférence aura donc lieu, et l'on verra une fois encore des plénipotentiaires se réunir gravement, comme ils l'ont fait tant de fois, pour décider si la Grèce a raison de vouloir s'emparer de l'île de Candie, qui appartient à la Porte et qui ne demande pas à changer de domination. Il faudra donc examiner de près la prétention de ce petit peuple, à qui de funestes amis ont suggéré l'ambition de constituer un grand Etat dont la Turquie ferait les frais. C'est encore l'exemple du Piémont qui tourne la tête des Hellènes; ils pensent qu'il leur sera aussi facile de composer un empire grec qu'il a été facile aux Piémontais de former le royaume d'Italie. On savait où prendre l'Italie, on ne saurait vraiment où prendre un empire grec; il manquerait surtout des Grecs à ce nouvel Etat, tandis que ce ne sont pas les Italiens qui ont fait défaut à l'Italie. Il y avait dans la péninsule italique les éléments d'une nationalité compacte, parfaitement homogène, et dont la tendance unitaire était partout manifeste. Dans la petite péninsule hellénique, on ne trouve pas les mêmes éléments; les conditions de race et de territoire sont tout autres. En faisant une gerbe de tous les Grecs, on n'en réunirait pas assez pour constituer une puissance de troisième ordre; ils veulent Candie, qui ne leur a jamais appartenu, et qui n'a guère eu de commun avec la Grèce que la part très restreinte que l'ancien roi de Crète Idoménée prit au siége de Troie. Leurs autres prétentions s'appuient sur des titres non moins illusoires. Le principe des nationalités ne peut être d'aucun secours à leur ambition, par la raison que le vieux sang pélasge est pour le moins aussi altéré que le joli dialecte ionien, et que si l'on y regarde de près, il y a presque autant d'étrangers à Athènes et à Corinthe que de descendants de Ménélas. Le petit peuple sorti du chant des *Messéniennes* et des strophes de Byron n'a qu'une raison à faire valoir pour expliquer ses tentatives ambitieuses : il veut s'agrandir parce qu'il est trop exigu, et parce que la vie lui est difficile sur les arides rochers qu'on lui a laissés pour abri. Qu'il dise qu'on n'aurait point dû déposer sur ses plages un germe qui ne peut se développer, il aura peut-être raison; on lui aura répondu en lui di-

Digitized by Google

sant que, depuis bientôt un demi-siècle qu'il est formé en nationalité distincte, il n'a fait aucun progrès, qu'il a vécu dans l'anarchie, n'a montré aucune grandeur et n'a pas su tirer parti pour se fortifier des institutions libérales sur lesquelles on avait assis sa jeune nationalité. Il en est déjà à sa deuxième dynastie. Où en sont ses finances? où en est son armée? où sont ses hommes d'Etat? Il a des marins, mais ils ne suffisent pas pour fonder un empire. La Grèce veut prendre modèle sur le Piémont! Mais qu'elle ait donc l'esprit politique de la cour de Turin, la solidité de jugement et l'austère rigidité de ces laborieux et modestes serviteurs de la maison de Savoie; qu'elle ait une armée comme celle qui triomphait à San-Martino, et qui, dans les défaites mêmes, faisait admirer sa valeur; qu'elle ait un ministre comme Cavour et un patriote comme Garibaldi, et on s'occupera de lui faire une meilleure installation territoriale. De quelque côté qu'on envisage cette cause, elle est peu soutenable, et il ne paraît guère possible que la conférence qui va se réunir puisse rien faire pour les Grecs, si ce n'est de les rappeler au respect des traités et au sentiment de leur infériorité politique et territoriale.

On ne peut savoir encore comment les représentants des puissances comprendront leur mission et sur quelles bases ils pensent pouvoir appuyer l'arrangement à intervenir entre la Turquie et la Grèce. Ce que nous avons appris jusqu'à présent de leurs intentions ne nous donne qu'un espoir très limité de voir tous ces pourparlers aboutir à des conclusions pacifiques. Sans doute l'entente de tous les cabinets, la communauté d'intérêts qui semble s'être établie entre eux et rapprocher ceux qui, jusqu'à présent, pouvaient passer pour être les plus désunis, est un fait rassurant; mais ce fait est tellement extraordinaire, qu'il ne peut être accepté trop légèrement. La plus vulgaire prudence nous avertit de ne point nous fier à des apparences qui se produisent toujours à la veille des grandes ruptures et qu'explique suffisamment le besoin que chacun éprouve de ne point endosser la responsabilité des événements militaires que doit entraîner un désaccord. Il serait vraiment surprenant que ce problème oriental, qui, depuis tant d'années, tient l'Europe dans de cruelles angoisses et que le congrès de Paris a laissé sans solution, pût être tranché en quelques jours par une conférence. Car, il ne faut point se le dissimuler, c'est le conflit oriental tout entier que les démêlés actuels ont tout à coup fait surgir; il ne s'agit pas seulement des prétentions de la Grèce sur l'île de Candie; il s'agit des prétentions de tous les petits Etats qui convoitent la succession du Grand Turc et qui demandent, chacun à leur manière, que cet héritage soit ouvert. Ils ont tellement escompté d'avance les avantages qui doivent leur revenir de cette succession, qu'ils ne peuvent plus endurer de nouveaux délais. On les peut comparer à ces jeunes étourdis qui ont vécu dans la perspective d'un riche héritage et que cette attente a mis à bout de ressources; ils perdent patience et n'ont plus qu'à précipiter le dénoûment qui doit mettre un terme à leur existence précaire. Il ne faut pas oublier non plus qu'il existe, en dehors des populations que le démembrement de l'empire ottoman pourrait rendre à leur indépendance, de grands Etats qui ne sont pas dans

Digitized by Google

une meilleure situation. Les uns attendent pour se relever qu'une grande crise leur donne l'occasion de se refaire des frontières et de reconquérir le prestige qu'une mauvaise politique leur a fait perdre ; d'autres, comme la Russie, poursuivent un plan de domination universelle et n'accordent aux démonstrations pacifiques que des adhésions fallacieuses. Telle est la véritable disposition des esprits ; la guerre est dans les nécessités de deux ou de trois grandes puissances ; elle est au moins dans leurs tendances, et ce ne sont point les efforts qu'elles feront pour la retarder qui pourront nous donner la confiance qu'elles sont résignées à se priver de tous les avantages qu'elles en attendent. Ces puissances, d'ailleurs, qui se préparent à nous donner le spectacle d'une nouvelle conférence, n'ont-elles pas été les premières à allumer l'incendie qu'elles semblent aujourd'hui vouloir éteindre ? On admet difficilement que la Grèce l'ait pris de si haut avec la Turquie si elle n'y a été secrètement excitée ; si faible que soit cette microscopique nation, elle aurait craint sans doute de braver sa redoutable voisine si on ne lui avait suggéré l'espoir que sa tentative aurait pour résultat de provoquer un désordre où elle trouverait les avantages qu'elle ambitionne. De son côté, le cabinet de Constantinople ne nous avait pas habitués à tant de fermeté ; ce n'est point lui faire injure que de supposer qu'il a été encouragé par de discrètes confidences à sortir de ses habitudes de douce résignation et à montrer la résolution de se faire justice à lui-même. Ce qui vient de se passer en Orient, l'audace de l'agression, l'énergie et la rapidité de la défense, montrent que des influences étrangères ont passé par là et que ce ne sont point seulement le Grec et le Turc qu'il s'agit de mettre d'accord.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que l'opinion publique ne doit pas s'endormir dans une fausse sécurité. La conférence, quelque effort que l'on fasse, ne peut circonscrire l'objet de ses délibérations dans le différend relatif à l'île de Candie ; si une vaste et énergique manifestation pacifique ne vient peser sur les décisions des gouvernements et obliger ceux d'entre eux qui aspirent à la guerre à refouler leurs projets, tout est à craindre, et l'allumette qui éclate du côté de l'Orient pourrait bien embraser l'Europe comme a failli l'embraser cette autre allumette dont lord Palmerston avait signalé la redoutable explosion du côté du nord. Ce qui nous intéresse surtout, et ce qui nous inquiète lorsque nous envisageons ces éventualités dangereuses, c'est le rôle de la France, c'est la part de responsabilité qu'elle peut avoir dans l'origine de ces conflits et la part de dangers qu'elle peut trouver dans leur développement. Nous serions plus tranquilles si le gouvernement avait choisi d'autres conseillers et si nous sentions, à côté des influences qui poussent à la guerre, une conviction, un patriotisme éclairé qui nous retinssent sur le terrain plus sûr de la paix. Il nous importerait peu de voir à la tête du gouvernement autrichien un ministre avide d'aventures et voulant à tout prix chercher dans une guerre, dont la question d'Orient serait le prétexte et les provinces danubiennes le premier théâtre, une meilleure base au trône ébranlé des Hapsbourgs, si en France la direction des affaires était confiée à des mains moins dociles, et si les tendances pacifiques du pays avaient des inter-

Digitized by Google

prêtes mieux écoutés auprès du souverain, qui a toute l'initiative et toute la responsabilité. Nous n'avons pas oublié la résignation intelligente, mais tardive, avec laquelle ces mêmes hommes qui sont aujourd'hui encore maîtres du pouvoir ont accepté les transformations de l'Allemagne, mais nous n'avons pas oublié non plus quelles dépenses exagérées ont été faites, depuis ce manifeste pacifique, pour nous mettre sur le pied de guerre, et ce qui nous cause le plus d'effroi, c'est de voir se rapprocher pour délibérer sur la question la plus brûlante de la politique actuelle des puissances qui, depuis deux ans, dépensent tout leur argent à s'armer les unes contre les autres. Chez nous, c'est le ministre qui a montré le plus de zèle en faveur de la paix dont la parole a défendu le plus énergiquement le budget de la guerre. Ses antécédents ne nous donnent point de garantie, et le gouvernement impérial, depuis que certaines personnalités se sont établies sur les sommets du pouvoir, manque tellement d'esprit de suite, que jamais les actes et les déclarations de la veille ne pourront nous servir de garantie contre les déterminations du lendemain.

S'il fallait chercher une nouvelle preuve du caractère tout personnel de la dernière combinaison ministérielle et de l'excès d'autorité qu'elle accumule entre les mains de l'homme que le cri de l'opinion publique a déjà signalé comme troublant l'harmonie des pouvoirs établis et comme faisant échec à l'Empereur lui-même, on la pourrait trouver dans l'organisation ministérielle telle qu'elle résulte des décrets du 17 décembre. Il y avait deux ministres dont le caractère indépendant refusait de reconnaître la suprématie de M. le ministre d'Etat : c'étaient le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur ; ils sont remplacés tous les deux et on voit arriver à leur place deux hommes de qui M. le ministre d'Etat espère plus de docilité. Des journaux, dont les attaches sont bien connues, ont craint sans doute que l'on ne vît pas assez distinctement le bras puissant qui distribuait ces disgrâces et ces faveurs ; ils ont pris soin de lancer aux ministres démissionnaires des traits qui nous ont mis sur la trace des sentiments tout personnels dont ils étaient victimes, et il a fallu, — tant le gouvernement laisse en souffrance la dignité de ceux qui l'ont servi, — que les feuilles indépendantes prissent parti pour les ministres disgraciés contre les injures des officieux. On ne prend même plus la peine de dissimuler ces hardis empiètements ; le ressentiment s'étale au grand jour, et certains écrivains ne profitent de la liberté qu'on leur donne que pour laisser voir les petits côtés de la politique personnelle que, sous une législation plus sévère, ils avaient au moins la pudeur de cacher. Ce n'est aucun des écrivains dévoués au gouvernement qui a osé dire que le marquis de Moustier, accusé par l'un d'eux d'avoir laissé des souvenirs « regrettables », n'avait pas fait autant de fautes que ses prédécesseurs et même avait su atténuer les conséquences de fautes commises par d'autres que par lui ; ce ne sont pas non plus les écrivains dévoués qui ont été les plus chauds défenseurs de M. Pinard. Il a fallu que justice lui fût rendue par ces mêmes journaux que naguère encore l'ancien ministre de l'intérieur traitait avec si peu de ménagement et contre lesquels il faisait requérir les sévérités de la loi.

Digitized by Google

Du reste, M. Pinard nous donne un spectacle nouveau et tout à fait digne d'éloges. Il descend du pouvoir comme on en descend dans les pays libres, la tête droite, les mains vides et avec la désinvolture d'un homme qui compte bien revenir. Il n'a pas voulu être consolé de sa disgrâce, comme pour montrer que sa disgrâce ne lui causait aucune peine et, le premier peut-être des ministres du second Empire, il ne tombe pas du ministère dans ces dignités énervantes, limbes trop enviés où le pouvoir exécutif consigne ceux qui l'ont servi jusqu'à ce qu'il les honore d'un retour de faveur. Il faut voir aussi sans doute dans le refus qu'a fait M. Pinard d'aller siéger au Sénat, à côté de son collègue en disgrâce, le marquis de Moustier, et de beaucoup d'autres personnages consulaires, le parti bien arrêté de ne rien devoir ni à l'initiative, ni même à la signature du tout-puissant vizir qui, non content d'avoir provoqué cette retraite, l'a fait maltraiter par ses amis. Il y a des hommes vis-à-vis desquels on arrive à garder sa pleine liberté; ce sont ceux de qui on croit avoir plus de profit à être l'adversaire que l'obligé. Mais pour rencontrer M. le ministre d'État snr un terrain de lutte, il est nécessaire que M. Pinard entre dans le Corps législatif; aussi doit-il solliciter, dans peu de temps, les suffrages des électeurs de Saône-et-Loire.

C'est une conduite des plus parlementaires, et si elle n'a pas l'approbation de tout le monde, elle a du moins celle de tous les gens sensés, qui ne veulent pas qu'un homme soit perdu pour la discussion par la simple raison qu'il a traversé le pouvoir; elle nous reporte aux époques de liberté et tend à montrer au chef de l'Etat qu'il peut bien aller chercher des ministres dans une assemblée où se réfugient les hommes qu'il a déjà honorés de sa confiance. Ce n'est pas qu'il faille s'abandonner à de grandes illusions sur l'opposition que M. Pinard pourra faire à la politique officielle; nous savons à peu près d'avance qu'elle ne dépassera point une certaine mesure et qu'elle ne sera peut-être pas aussi favorable à la liberté que pourrait le faire croire la courageuse détermination de M. Pinard. Il y aura cependant quelque chose de piquant et d'instructif à la fois dans le spectacle que nous donnera une séance du Corps législatif, le jour où l'on pourra voir, après un beau discours de M. Rouher, M. Pinard monter à la tribune pour en relever les erreurs et en souligner les faiblesses. On se rappellera le temps où l'humble ministre ne pouvait aborder la tribune qu'avec la permission de son redoutable collègue, et où il avait le droit d'avoir juste assez d'éloquence pour qu'on s'aperçût que M. Rouher en avait beaucoup plus.

M. Pinard est accompagné dans sa retraite par M. de Saint-Paul, avec lequel, on s'en souvient, il ne vécut pas toujours en parfaite intelligence. Il fut même un moment où M. Pinard, voulant organiser une direction de la presse avec un autre fonctionnaire que M. de Saint-Paul, celui-ci offrit sa démission, et ne consentit à la retirer que lorsque le ministre de l'intérieur eut renoncé à son innovation. Cette concession ne fut point, de la part de M. Pinard, tout à fait volontaire; elle lui fut suggérée par M. Rouher, qui professait un goût particulier pour l'homme qui avait eu la haute main dans le ministère de l'intérieur sous M. de La Valette, et qui devait

Digitized by Google

la conserver encore sans doute sous M. Pinard. Cette affaire fit quelque bruit dans le temps, et même elle retentit jusque dans le Corps législatif, où elle provoqua un débat dont M. Rouher ne doit pas avoir perdu le souvenir. C'eût été montrer trop visiblement que les observations de M. Émile Ollivier, relativement à la toute-puissance de M. le ministre d'État, étaient fondées, que de maintenir au ministère de l'intérieur M. de Saint-Paul, alors qu'on en éloignait M. Pinard. Il a donc fallu que le directeur du personnel retournât dans une préfecture. Là, du reste, il trouvera pour déployer ses brillantes qualités un théâtre beaucoup mieux proportionné à ses mérites. Il se peut qu'il laisse derrière lui, dans le ministère où il exerçait des fonctions si importantes et si délicates à la fois, des souvenirs durables; mais pour beaucoup de gens, ces souvenirs ne seront point agréables. L'aménité n'était point le partage de cette nature épaisse; il ne possédait de grâces ni dans les formes ni dans l'esprit. Il avait, comme tous les hommes disposant de quelques faveurs, des créatures qui le trouvaient accompli. Ceux qui le pouvaient juger avec plus de désintéressement savaient qu'il n'avait ni fermeté dans l'esprit ni sûreté dans le coup d'œil, et que ce qu'il pardonnait le moins, c'était l'erreur qu'il avait commise. On le voyait rarement revenir sur une opinion préconçue, alors même qu'on lui offrait de lui prouver qu'il s'était trompé. Il avait pourtant cette connaissance des affaires que peut obtenir avec le temps un employé laborieux; mais il ne fut rien de plus qu'un rude bureaucrate, et n'excella jamais à résoudre les questions difficiles. Nous n'oserions trop féliciter le département du Nord d'avoir M. de Saint-Paul pour administrateur si nous n'étions persuadés d'avance que le caractère noble et indépendant des vieilles et franches populations flamandes saura tenir à son rang et dans son rôle l'ancien directeur général du ministère de l'intérieur.

Ce n'est point sans quelque étonnement que l'on a vu arriver, à la place de M. Pinard, l'homme spécial qui se trouvait chargé depuis deux ans du ministère des travaux publics. Ce n'est pas à nous qu'il appartient de blâmer le choix que l'on a fait de M. de Forcade La Roquette. Il fut, lui aussi, il y a quelque dix ans, le collaborateur de cette *Revue*, où il publia sur le gouvernement impérial et sur les institutions comparées de la France et de l'Angleterre des articles dont nous avons gardé le souvenir. La *Revue* est toute fière de n'être pas tout à fait étrangère à la haute fortune du nouveau ministre de l'intérieur, et elle est loin de regretter de lui avoir prêté jadis sa publicité pour exposer des idées qui certainement l'ont aidé à poursuivre le beau chemin qu'il a fait. M. de Forcade était alors (c'était en 1856), simple maître des requêtes au conseil d'Etat, et l'attention commençait à s'arrêter sur lui. Il semblait, à cette époque, un peu plus soucieux du principe d'autorité que du principe de liberté, et il ne montrait que de l'éloignement pour le régime parlementaire, qui, du reste, il faut le dire, était encore moins en faveur alors qu'à présent. Si, comme nous avons toutes raisons de le croire, les opinions du maître des requêtes sont restées celles du ministre de l'intérieur, voici un aperçu des idées politiques que nous apporte le successeur de M. Pinard. Il écrivait dans la *Revue contemporaine* du 14 décembre 1856 :

Digitized by Google

« Les institutions impériales ne pouvaient donc avoir pour objet de rétablir le gouvernement parlementaire, mais elles ont consacré le principe de l'intervention des citoyens dans les affaires publiques. Le Corps législatif ne peut imposer au souverain le choix de ses ministres, mais il discute et vote publiquement les impôts et les lois. La Constitution n'exalte pas l'ambition, mais elle n'exclut pas l'éloquence. Les hommes politiques ne se disputent plus le pouvoir, mais le vrai mérite et l'estime publique n'ont pas cessé d'être des titres pour parvenir aux plus hautes fonctions de l'État. L'action du Parlement n'est plus prépondérante, mais le Corps législatif, le Sénat, le conseil d'État offrent aux hommes de valeur et de bonne volonté de légitimes marques d'influence et d'autorité. Le droit de discussion, de contrôle, d'examen est toujours écrit dans notre Constitution, et si elle règle le présent, elle n'enchaîne pas l'avenir. « Préparons » par de bonnes lois le règne d'une sage liberté, » disait dernièrement l'Empereur au président du conseil d'État. Nous ne voyons rien de mieux, pour seconder ces nobles intentions, que de pratiquer loyalement et sans esprit de parti les institutions qui nous régissent. Il ne faut pas méconnaître, après tout, ce qu'il y a de grandeur et d'avenir dans un gouvernement assis sur de larges bases, capable de contenter la révolution, de relever le drapeau de la France, et de préparer par des lois sages et progressives le règne d'une liberté régulière, plus sûre et plus durable que celle dont le passé ne nous avait guère montré que le côté fragile et superficiel. »

Depuis que ces lignes sont écrites, des changements importants ont été introduits dans la Constitution, et de notables avancements ont mis en relief des hommes dont la modestie ne rêvait pas sans doute une fortune aussi rapide. Nous avons fait un pas vers cette « liberté régulière » dont M. de Forcade La Roquette annonçait la venue, et nous n'avons aucune raison de penser que notre éminent collaborateur, élevé au rang d'Excellence, n'ait point salué avec joie ce progrès, qu'il entrevoyait peut-être sans trop le désirer. Il ne nous paraît pas, en effet, qu'il ait été un des promoteurs de l'acte du 19 janvier; il l'a accepté cependant, puisqu'il se laisse investir de la mission difficile d'en régler l'application. Il y apportera, nous n'en pouvons douter, une grande modération et une grande indépendance; l'admiration qu'il professait pour une Constitution qui n'avait pas encore subi les réformes importantes du 24 novembre 1860 et du 19 janvier 1867 ne saurait l'empêcher de s'attacher aussi, à l'exemple de beaucoup de ses collègues, à des institutions sous l'empire desquelles, M. de Forcade ne saurait le nier, « le vrai mérite et l'estime publique sont plus que jamais des titres pour parvenir aux plus hautes fonctions ». Succédant à M. Pinard, sa tâche devient assez facile; il ne lui faut pas de grands efforts pour être plus libéral, et il sait que si l'incurie est un défaut qui ne se pardonne guère, le zèle excessif peut avoir aussi ses inconvénients. Son rapide passage au ministère des finances et le séjour plus long qu'il a fait au ministère de l'agriculture et des travaux publics auront été pour M. de Forcade La Roquette une utile préparation au poste qu'il remplit aujourd'hui; il aura contracté, dans ses précédentes fonctions, des

Digitized by Google

habitudes administratives et un esprit de régularité qui lui permettront de discipliner un ministère dans lequel les préoccupations de la politique ont dominé peut-être d'une manière trop absolue. Ce n'est pas que le nouveau ministre de l'intérieur ne doive donner la plus grande attention à la direction de la politique intérieure; qu'il ne doive suivre avec sollicitude, beaucoup moins pour les réprimer que pour en faire son profit, les travaux de la presse périodique; qu'il n'ait à surveiller aussi le mouvement électoral; les soins qu'il est tenu de donner à ces graves intérêts rentrent trop dans ses attributions pour qu'il puisse en abandonner la surveillance à un de ses collègues ou se reposer trop exclusivement sur l'homme intelligent et sympathique qu'il a pris pour le seconder. Avec les tendances qui se manifestent dans le personnel gouvernemental et le système d'absorption qui menace de s'établir, la principale difficulté d'un ministre de l'intérieur doit être de défendre ses attributions et de ne laisser personne envahir son terrain, soit dans les conseils du gouvernement, soit à la tribune.

L'Empereur a pris, pour remplacer M. de Forcade La Roquette au ministère des travaux publics, un membre du Corps législatif; c'est un choix qui pourrait avoir une signification très libérale s'il était, comme on se l'imagine, le signal d'un changement dans les habitudes du souverain. Il arrive plus fréquemment que l'Empereur prend ses ministres dans le conseil d'État ou dans le Sénat que dans le corps de l'État directement issu du suffrage universel. S'il a fait en quinze ans deux exceptions à cette règle, c'est sans doute pour montrer que la qualité de député, incompatible, aux termes de la Constitution, avec les fonctions ministérielles, n'enlève pas cependant à celui qui en est revêtu tout espoir d'atteindre un portefeuille. Avec beaucoup de prudence, une certaine aptitude oratoire et quelque service signalé rendu au gouvernement dans une circonstance difficile, on peut arriver à escalader les sommets ministériels. M. Gressier avait tous ces titres; il n'était point un orateur sans mérite, et il s'est distingué surtout par ses aptitudes dans les travaux ingrats. Rapporteur courageux de la loi sur le recrutement militaire, il a bien voulu attacher son nom à cette réforme impopulaire. Le gouvernement lui devait une récompense; il l'introduit dans les conseils de la couronne par une porte modeste et en le tenant au second plan. C'est par ces fonctions préparatoires que doivent passer aujourd'hui les hommes nouveaux que l'on juge dignes d'occuper les postes ministériels. On répugnerait fort à l'idée de faire d'un député un ministre de l'intérieur, un ministre des affaires étrangères ou même un ministre d'État. Il pourrait arriver pourtant que tous les députés que l'on voudra faire ministres ne consentissent point à passer par ce surnumérariat, et comme, en définitive, le moment approche où les hommes d'État vont devenir très rares, il faudra se risquer à leur donner les portefeuilles pour lesquels ils se croiront le plus d'aptitude. Le gouvernement doit déjà comprendre qu'il n'a plus trop le droit de se montrer difficile. Du reste, l'importance considérable que prend, à chaque législature nouvelle, la Chambre des députés appellera forcément dans cette assemblée toutes les illustrations du pays; déjà on voit un ancien ministre préférer une banquette dans le Corps législatif à un fauteuil

Digitized by Google

dans le Sénat. Si l'on ne veut toujours faire servir les mêmes hommes et laisser le successeur de Napoléon III entouré de vieillards impotents, il deviendra nécessaire d'aller chercher des ministres dans le seul corps de l'État où la Constitution empêche qu'on les prenne s'ils ne renoncent au mandat dont ils sont revêtus. Cette incompatibilité a donc des chances de disparaître, et lorsque ce progrès sera réalisé, il n'y aura plus à craindre ces suprématies ministérielles, qui dérangent l'harmonie des pouvoirs autant qu'elles compromettent la bonne direction des affaires. Tels que nous sommes, loin de l'esprit de la Constitution de 1852, à moitié chemin du régime parlementaire, vers lequel nous emporte un entraînement fatal, nous sommes le gouvernement le plus incorrect qu'il y ait en Europe.

Exceptons-en cependant le gouvernement espagnol, qui n'est pas un gouvernement et qui s'est volontairement livré à l'anarchie des prétendants. Ce peuple profite des loisirs que lui a fait le pronunciamiento de Cadix pour combiner les plans les plus originaux. Depuis quatre mois qu'il est livré à lui-même, il n'est pas encore parvenu à savoir s'il préférerait une monarchie à une république ou s'il n'aimerait pas mieux une république qu'une monarchie. Les républicains s'attribuent le succès des élections municipales qui viennent d'avoir lieu dans toute l'Espagne. Castelar, qui est un pur de ce pays-là, écrit à Paris que décidément la république est faite de l'autre côté des Pyrénées; elle est faite comme est faite la monarchie du duc de Montpensier, celle du prince de Carignan ou celle de don Carlos, et moins encore, si c'est possible. Le peuple espagnol décourage par son inertie toutes les prétentions; il laisse tout faire et semble résolu à ne pas vouloir se prononcer sur le choix d'un gouvernement, se réservant sans doute de jeter bas celui qu'on lui donnera s'il n'est point à sa convenance. Cette attitude passive est de nature à effrayer les prétendants qui n'osent point braver l'indifférence de ce peuple incompréhensible et qui continuent à se tenir prudemment à distance. Les Espagnols semblent attendre que l'un ou l'autre lui fasse violence; et c'est probablement le parti qu'il faudra prendre si on veut donner un dénoûment quelconque à cette singulière révolution, qui devait tout régénérer et qui, jusqu'à ce jour, n'a fait qu'aggraver la situation politique et financière de nos voisins. Le duc de Montpensier est aujourd'hui en rivalité avec Espartero pour la succession d'Isabelle; il y a des fantaisistes qui voudraient aussi couronner le général Prim.

La presse espagnole a des préférences subites pour le duc de Montpensier; mais cette candidature n'a pas autant qu'on l'aurait cru les sympathies du gouvernement provisoire, qui se tourne, dit-on, on ne sait pourquoi, du côté du prince de Carignan. Son ambassadeur à Paris, M. de Olozaga, commencerait déjà, en faveur de ce candidat, une propagande qui ne doit pas soulever en France de bien vifs encouragements. Ce diplomate nous trouve un peu froids à l'égard de son pays; il est certain que la révolution espagnole ne réveille chez nous que de faibles enthousiasmes; les républicains seuls l'avaient saluée avec quelque chaleur; mais ils se sont refroidis depuis qu'il ont vu leurs frères de Madrid transiger avec

Digitized by Google

le principe monarchique et ajourner indéfiniment la réalisation de leur programme. Dans le monde officiel, M. de Olozaga a eu la réception courtoise et sympathique auquel lui donnaient droit ses mérites personnels et des relations déjà anciennes avec quelques-uns de nos hommes d'Etat ; mais il a pu se convaincre qu'il aurait été plus gracieusement accueilli s'il avait représenté quelque chose de mieux que ce qui existe actuellement à Madrid. La cour se montre plus empressée auprès de la reine détrônée, qui a fixé sa résidence dans le voisinage des Tuileries, qu'auprès du pouvoir nouveau, dont M. de Olozaga est l'ambassadeur. Il y a, du reste, dans les régions où cet honorable personnage cherche des sympathies et des adhésions, des préoccupations politiques auxquelles l'Espagne est étrangère, et nous pensons que le moment n'est peut-être pas bien choisi pour soumettre aux regards de ceux qui nous gouvernent le spectacle attristant d'un pays en révolution et d'un trône vide.

Le secrétaire de la rédaction : PASCAL PICARD.

CHRONIQUE FINANCIÈRE

L'année finit au milieu de graves préoccupations que le réveil de la question d'Orient vient de faire surgir. Après avoir été, pendant toute l'année, d'une confiance aveugle, la Bourse se livre aujourd'hui à une défiance excessive ; hier tout était couleur de rose ; aujourd'hui les points noirs grossissent à vue d'œil. Le changement ministériel qui s'est également produit dans cette dernière quinzaine, loin de modifier les impressions premières du monde des affaires, n'a fait qu'augmenter l'incertitude et troubler l'opinion sur la situation à venir. Nous avions donc raison de dire que le calme trompeur dans lequel nous vivons n'était que superficiel, puisqu'il a suffi d'une dépêche annonçant la tension des rapports entre la Turquie et la Grèce pour jeter la perturbation sur le marché. Cette nouvelle, aussi grave qu'inattendue, a surpris les haussiers au milieu de leurs triomphes et a bouleversé leurs combinaisons. L'année finit donc comme elle avait commencé, au milieu des craintes générales engendrées par la politique d'incertitude qui domine partout ; et la baisse subite que viennent d'éprouver toutes les valeurs montre clairement qu'il n'est pas sans péril de violenter l'opinion par des mouvements de hausse factice, mouvements qui ne laissent derrière eux que déceptions et ruines. Nous n'avons cessé de prémunir le public contre les dangers de pareils entraînements, que rien ne justifiait, et les événements actuels nous don-

Digitized by Google

nent pleinement raison. Il est de notre devoir d'envisager les choses sous leur aspect réel et non sous l'aspect qu'il convient à l'officiel de leur prêter. Comme nous l'expliquions dans notre dernière revue, la situation politique de l'Europe en général et de la France en particulier est tout aussi grave, tout aussi tendue dans le présent qu'elle l'était il y a un an. Aucune des questions pendantes n'est résolue; personne même ne peut dire qu'elles sont ajournées et ne viendront pas, comme aujourd'hui la question d'Orient, se produire fatalement toutes à la fois, à un moment donné. Nous sommes dans un état précaire, qui n'est ni la paix, avec sa sécurité, ni la guerre, avec ses chances heureuses, et le public ne se livrera pas, suivant une auguste expression, aux grandes luttes du travail et de l'industrie tant que subsistera la crainte de voir s'élever, dans un temps plus ou moins rapproché, les luttes des chassepots et des mitrailleuses.

Si les changements ministériels qui se renouvellent si fréquemment en France pouvaient modifier la situation et lui faire adopter une ligne politique qui ne serait plus, comme on l'a si bien qualifiée, la politique de l'incertitude, nous serions les premiers à applaudir à ces fréquentes modifications, et même à les provoquer. Mais malheureusement le monde des affaires cherche en vain une signification à ces remaniements. Qu'importe, en effet, à la Bourse que M. Pinard soit remplacé par M. de Forcade la Roquette, ce dernier par M. Gressier, et enfin M. de Moustier par M. de La Valette? M. de Forcade la Roquette passe du ministère des travaux publics à celui de l'intérieur. Pourquoi? dans quel but? M. de La Valette, ancien ministre de l'intérieur, est aujourd'hui ministre des affaires étrangères. Il arrive au pouvoir au milieu d'une situation compliquée, que sa fameuse circulaire de 1866 n'a pas du tout aplanie. Il serait à désirer qu'il eût dans l'avenir plus de succès que dans le passé; mais il faudrait pour cela que ses circulaires pacifiques eussent la puissance d'arrêter les armements, qui ne discontinuent pas. Quant à M. Gressier, le nouveau ministre de l'agriculture et du commerce, quelle signification la Bourse pourrait-elle tirer de sa nomination? M. Gressier, en acceptant ce poste éminent, a songé sans doute aux moyens de remédier aux souffrances de l'agriculture, qui manque de bras et de capitaux et que surchargent les impôts; aux doléances du commerce, qui n'a pas confiance dans le maintien de la paix et qui souffre des traités de commerce. Comment pourra-t-il concilier les idées qu'il doit soutenir aujourd'hui avec celles qu'il émettait en défendant l'an dernier le projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée, loi dont il a été le rapporteur en même temps que le plus énergique défenseur? Il faut à l'agriculture des bras, et on choisit précisément pour la diriger et l'administrer l'homme qui a fait voter une loi appelant sous les drapeaux 1,200,000 hommes!

Au point de vue des affaires, l'entrée au pouvoir des nouveaux ministres n'a pas une signification marquée, et n'a eu, du reste, aucune portée. C'est là un symptôme regrettable à constater, et nous cherchons vainement dans ces modifications une satisfaction donnée à l'opinion publique,

Digitized by Google

qui préférerait certainement un changement de situation à un changement de ministère.

Pendant que le gouvernement nomme de nouveaux ministres, les agents de change conservent leur chambre syndicale. L'honorable M. Moreau a été réélu syndic de la compagnie, bien qu'il ait décliné cet honneur. Si le gouvernement, en changeant de ministres, conserve la même ligne de conduite, les agents de change, eux du moins, conservent les mêmes hommes à leur tête sans que ceux-ci modifient en rien la manière de remplir leurs fonctions. Il suffit de jeter les yeux sur ce qui se passe journellement à la Bourse pour se rendre compte des abus qui s'y commettent au grand jour, et qu'il serait nécessaire, dans l'intérêt général, de réformer. La Bourse est aujourd'hui une véritable roulette : le jeu y est effréné, et rien n'y met obstacle. N'appartient-il pas aux agents de change, dont les fonctions sont si importantes, de veiller à ce que notre marché financier ne dégénère pas en véritable maison de jeu? Ces officiers ministériels ne s'occupent plus personnellement que des affaires à terme ; ils ont abandonné celles au comptant, c'est-à-dire les seules sérieuses, à de simples commis qui n'ont aucune responsabilité à encourir. Si les agents de change prenaient suffisamment souci de leur véritable mission, verrait-on se produire invariablement chaque année ces désastres financiers qui se chiffrent par des millions? On fait honneur à la compagnie des agents de change d'avoir fait face aux engagements pris par plusieurs de ses membres malheureux, et d'avoir payé près de 25 millions de différences de Bourse depuis la célèbre liquidation de juillet 1866. Mais, si les agents de change s'étaient bornés à l'exercice de leur mandat, en suivant et en observant les règlements de leur corporation, en obéissant à la loi, c'est-à-dire en refusant leur ministère aux opérations de jeu, de semblables désastres ne se seraient point produits? N'y a-t-il pas dans ce fait la preuve évidente qu'au sein même de la compagnie existe un vice caché qu'il importe de faire disparaître? Nous félicitons les agents de change d'avoir conservé à leur tête l'honorable M. Moreau, qui saura, cette année, sans doute, apporter un remède à un état de choses aussi regrettable.

Puisse l'année qui commence ne pas voir se renouveler les faits que nous n'avons cessé de signaler ! Bien que le cadre de cette revue ne s'y prête guère, nous avons encore d'autres souhaits à former. Aux institutions de crédit, nous dirions volontiers de s'occuper un peu plus de l'extension du crédit en France, du développement de la richesse de notre pays, de ne pas se lancer dans des opérations étrangères, dont les bénéfices ne peuvent être compensés par les risques à courir. Il y a tant et de si grandes choses à accomplir en France, que c'est véritablement de la démence que d'aller courir l'aventure hors de chez soi. Aux capitalistes, comme à tous ceux qui veulent placer le fruit de leurs épargnes, nous dirons encore : Ne vous laissez pas allécher par ces réclames trompeuses qui promettent monts et merveilles et vous ruinent. Sachez étudier vous-mêmes les affaires dans lesquelles vous vous intéressez, et ne vous jetez pas dans des opérations où d'adroits spéculateurs savent si bien vous entraîner.

Digitized by Google

Au moment de terminer cette chronique, nous apprenons qu'une grande réunion de capitalistes portugais vient d'avoir lieu à Lisbonne pour traiter de l'emprunt national. Ce que nous avons prévu et annoncé se réalise : l'emprunt portugais est sinon retiré, au moins suspendu.

Il n'en pouvait être autrement. Les contractants ont voulu imposer, comme condition accessoire et supplémentaire, une clause relative aux chemins de fer ; il était certain que les ministres du Portugal n'accepteraient jamais une clause stipulant la garantie des intérêts des obligations des chemins de fer portugais. Il était plus certain encore qu'en cas d'acceptation par les ministres, il y aurait refus formel de la part des Cortès. Les dispositions du pays à cet endroit sont telles, que pas un ministre n'oserait soumettre une semblable proposition aux Cortès, sûr qu'il serait d'être obligé de signer immédiatement sa démission.

Cela se comprend. Un gouvernement qui a donné 65 millions de subventions à des chemins représentant une valeur actuelle d'environ 20 millions n'est pas assez aveugle pour ne pas voir qu'on se joue de lui quand on vient lui demander par surcroît une garantie d'intérêts. Il ne la doit pas, et, de plus, elle n'est pas méritée : le gaspillage d'un capital actions de 35 millions et d'un capital obligations de 65 milions, soit en tout 100 millions, ne justifie pas le gaspillage des deniers publics.

Est-ce à dire que l'emprunt portugais ne se fera pas? C'est la conclusion contraire qu'il faudrait tirer de l'attitude aussi honnête que résolue du gouvernement portugais. Son crédit, notons-le bien, n'est pas mis en doute ; il se consolide encore par le refus énergique de contracter à des conditions trop onéreuses ou injustifiables. Il n'y a que les conditions accessoires à l'opération qui viennent l'empêcher ou la suspendre. A notre avis, l'opération se conclura définitivement. La Société générale est déjà engagée par des versements importants. Elle est plus certaine que jamais qu'elle a affaire à un débiteur loyal et sérieux. Et enfin elle peut, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, obtenir une clause favorable tout à la fois et au gouvernement et aux chemins portugais. Nous verrons si nos prévisions sont fondées.

ALFRED NEYMARCK.

Première Session de la Société des Agriculteurs de France.

L'idée de fonder en France une grande société libre d'agriculture et de propriétaires, à l'instar de la Société royale d'Angleterre, et pour le même but, nous sembla dès l'abord si juste et si utile, que nous fûmes des premiers à l'encourager et à nous y associer. Les meilleures idées toutefois ne deviennent fécondes que par la manière dont elles sont mises en pratique. La pensée qui avait inspiré la fondation de la société prenait sa source dans un besoin général, ressenti par l'agriculture, de s'affranchir de

Digitized by Google

la protection trop pesante du gouvernement. C'était une pensée de réaction contre ce que l'on a bien nommé « l'agriculture officielle ». Nul n'ignore, en effet, que le gouvernement, depuis 1852, a pris sous sa haute tutelle les comices agricoles, les concours régionaux et généraux, la distribution des récompenses. Il a fait de l'agriculture une chose à lui et des agriculteurs un régiment discipliné qui obéissait assez bien jusqu'ici aux ordres venus d'en haut. On a vu alors Paris devenir le centre de l'agriculture française, et le système de centralisation s'est trouvé couronné par ce qui semblait le moins fait pour être centralisé. Désormais la France ressemblait à un immense piano dont le clavier se trouvait à Paris. Un habile virtuose, en frappant les touches, pouvait faire entendre les mêmes accords dans les quatre-vingt-neuf départements et produire à son gré les symphonies qui chatouillaient le plus agréablement ses oreilles. On ne saurait nier qu'il y eût dans un instrument si bien organisé certains avantages, et nous serions bien malavisé si nous prétendions que l'agriculture elle-même n'en ait pas recueilli quelque profit. Elle était restée longtemps étrangère aux destinées du pouvoir; elle se sentit honorée par cette sorte de faveur que le pouvoir lui témoignait en daignant s'occuper d'elle. Mais, en même temps, elle contractait la funeste habitude de ne plus compter sur elle-même, de tout attendre du bon plaisir des gouvernants. De misérable et rebutée, elle se faisait humble et soumise, de paria elle devenait serve; sa vieille indépendance lui échappait, et la marque du collier s'imprimait sur son cou.

Un jour, elle s'est aperçue que l'abondance d'aujourd'hui ne laissait pas que de paralyser ses forces et tendait à diminuer son énergie. Elle s'est demandé si elle ne pourrait pas penser et agir par elle-même, au lieu de n'agir et de ne penser que suivant les programmes dictés de Paris et dans le cadre étroit des volontés officielles. L'éducation s'est faite et l'on s'est compté. Il était naturel qu'on cherchât à s'unir et à s'entendre; on ne pouvait le faire utilement qu'en rompant avec les traditions de servage, en substituant complétement l'initiative sociale à l'initiative gouvernementale, ou du moins en appliquant cette initiative propre au développement des principes de liberté et d'indépendance.

Nous espérions que, réunis en session, les membres de la Société des agriculteurs affirmeraient nettement les principes qui semblaient avoir présidé à sa fondation et s'attacheraient avec une certaine vigueur à se débarrasser des langes officiels. Notre espérance a été bien déçue. Non-seulement nous n'avons pas vu se dégager des discussions générales une pensée d'affranchissement, nous avons vu, au contraire, l'assemblée retourner avec un élan merveilleux vers les délices de la servitude. Tout en protestant contre l'agriculture parisienne et contre la tutelle du gouvernement, elle n'a rien eu de plus pressé que de rechercher pour la diriger un certain nombre d'agriculteurs de Paris ou de la banlieue, d'hommes officiels par leur position, officiels par leurs charges, officiels par leurs habitudes, par les fonctions dont les a investis l'administration ou par les récompenses dont on les a gratifiés. Si l'on croit que ces hommes sont bien propres à conduire la Société dans les voies de la décentralisation et de l'in-

Digitized by Google

dépendance, on se trompe. Quelque bonne volonté qu'ils y mettent, ils seront toujours entraînés par le courant où ils sont placés, par les influences qu'ils subissent, par les tendances invétérées de leur esprit. Un autre symptôme nous a montré combien profondément a pénétré déjà l'esprit officiel chez les membres même les plus éminents de l'agriculture française. Dès le premier jour, tout le monde a voulu monter aux dignités. On a voulu six vice-présidents, outre les présidents et vice-présidents de chacune des dix sections, ce qui fait un total de vingt-sept présidents; puis six secrétaires, outre un secrétaire général et les secrétaires des sections; puis trente-six membres du conseil : en tout quatre-vingts dignitaires de tout grade. Comme en Espagne, autant de généraux que de soldats. Et dans les élections, que de vanités, que de prétentions, que d'intrigues! Des hommes sans valeur et sans titre, des fruits secs de la littérature, comme M. Foucher de Careil, se faisant élire pour gouverner les choses de l'agriculture, qu'ils ne connaissent pas même de nom! Et à côté de cela des hommes d'un haut mérite agricole, obtenant à peine la moitié des voix égarées sur des agriculteurs de contrebande. Preuve éclatante du triomphe de l'esprit parisien et de la part très large qui sera faite aux ambitions personnelles dans la nouvelle société!

Dans les discussions, mêmes travers, mêmes erreurs, mêmes tendances déplorables. Chacun apporte son petit projet, sa petite ambition, son esprit de coterie et son amour de l'idole officielle. Les concours régionaux sont une chose admirable; il n'y faut pas toucher; la réforme cadastrale serait bien utile, mais il faut l'ajourner; la suppression des octrois serait un grand bienfait; il faut borner ses vœux à une diminution insensible; Paris absorbe tout, mais c'est à Paris qu'il faut ouvrir un concours d'animaux reproducteurs. Ici la mesure était comble; l'esprit de la France s'est réveillé, et l'on a repoussé une proposition qui ne tendait qu'à augmenter le nombre des spectacles parisiens au détriment de la province. Le principal argument qu'on faisait valoir en faveur d'un grand concours ouvert à Paris était vraiment curieux. « Il s'agit, disait-on, de gagner beaucoup d'argent; or, c'est à Paris seulement qu'une grande exposition peut amener ce résultat. » Comment, la Société des agriculteurs de France aurait été créée pour ouvrir des spectacles à recettes! L'agriculture donne déjà le pain, elle aurait encore à fournir les cirques! *Panem et circenses!* N'était-ce pas un but bien noble, bien élevé et bien utile surtout? Amuser les Parisiens et spéculer sur leur curiosité, la belle mission! Et c'est précisément là où se manifestait dans toute sa gloire l'esprit officiel : *panem et circenses.* Si la Société n'est pas assez riche pour ouvrir des concours, qu'elle n'en ouvre pas; qu'elle se déclare impuissante ou fasse appel à ses membres, mais qu'elle n'aille pas surtout imiter les mauvais exemples que donne l'administration. Si jamais elle doit ouvrir des concours, il faut que l'esprit le plus libéral y préside, il faut que tous, les pauvres comme les riches, puissent y avoir accès. Laissons à l'administration le privilége peu enviable de faire des concours à tourniquets. L'entrée des foires doit être gratuite : nous voulons être utile aux pauvres, et non amuser les riches. Il serait temps de réagir contre cet esprit de lucre qui

Digitized by Google

infeste et salit toutes nos expositions d'art, d'industrie et d'agriculture, et ce serait un beau rôle à prendre pour la Société des agriculteurs.

L'assemblée a formulé quelques vœux utiles et parmi eux le vœu qu'un droit fixe très minime sur les baux soit substitué au droit proportionnel qui les grève aujourd'hui ; elle en a repoussé d'autres, comme la diminution des priviléges du propriétaire sur les récoltes, qui aurait permis pourtant de fonder ce que l'on appelle « le crédit agricole, » cette panacée trop vantée peut-être des maux de notre agriculture. Mais quelles que soient l'importance et l'utilité des vœux que peut émettre la Société des agriculteurs de France, ils ne trouveront d'autorité et de crédit qu'autant qu'ils seront bien réellement l'expression de la pensée des hommes qui cultivent eux-mêmes le sol et que cette pensée aura sa représentation fidèle dans les organes de la société. Il ne faut pas qu'on puisse dire de celle-ci qu'elle n'a été fondée que pour représenter une coterie, pour satisfaire quelques ambitions et pour faire parader sur une estrade les paons de l'agriculture française. Les statuts devront donc être remaniés au plus vite, de façon à faire disparaître toutes ces gibbosités ambitieuses et officielles. Que faut-il pour gouverner la Société? Un président et un secrétaire, assistés d'une douzaine de délégués des départements, nommés dans les départements, c'est-à-dire en connaissance de cause, par les agriculteurs eux-mêmes, et à proportion du nombre des sociétaires. Quant aux sections, lorsqu'elles se réuniraient elles sauraient bien choisir dans leur sein un membre intelligent pour les présider. Si l'on ne se hâte de modifier les statuts dans ce sens, on ne parviendra pas à vaincre dans la masse des agriculteurs français une défiance très fondée et très légitime. La Société restera une coterie, une aristocratie, si l'on veut, sans action et sans influence réelle.

ALPHONSE DE CALONNE.

Notre savant collaborateur, M. J. Menant, auteur de travaux considérables sur la langue et l'écriture assyrienne, va ouvrir le 11 janvier un cours sur les écritures cunéiformes et sur la grammaire assyrienne. Ce cours aura lieu, à 9 heures du matin, dans la salle de la rue Gerson. M. J. Menant est un magistrat. L'honneur de ses beaux travaux rejaillit sur le corps honorable dont il fait partie. Son zèle pour les études de cette partie de l'antiquité demeurée jusqu'ici la plus obscure, a déjà écarté les voiles qui nous cachaient l'histoire de ces temps mystérieux.

ALPHONSE DE CALONNE.

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES DU SOIXANTE-SIXIÈME VOLUME

NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1866. (17e année. — 2e série.)

Pages.

PRÉCURSEURS DE LA CRITIQUE MODERNE. — GRIMM. — (3e et dernière partie), par M. A. PHILIBERT-SOUPÉ 5

DEUX MOIS EN ESPAGNE (2e partie), par M. AMÉDÉE MARTEAU 41

UN TOURISTE SEXAGÉNAIRE (2e et dernière partie), par M. E. DE FOREST 67

P.-V. MALOUET, D'APRÈS SES MÉMOIRES ET SA CORRESPONDANCE INÉDITE (2e et dernière partie), par M. EUGÈNE ASSE 90

L'ALLEMAGNE DU NORD PENDANT L'OCCUPATION FRANÇAISE (1re partie), par M. ***. 125

DE L'AUTHENTICITÉ DES LETTRES ATTRIBUÉES A PASCAL ET A NEWTON, par M. LÉO JOUBERT 152

REVUE CRITIQUE : *La Chine et l'Europe, leur histoire et leurs traditions comparées*, de M. Joseph FERRARI, par M. ALFRED DARIMON. — *Les Promenades de Paris : parcs, squares, boulevards*, de M. ALPHAND, par M. LE BARON ERNOUF. — *Voltaire au château de Cirey*, de M. Gustave DESNOIRESTERRES, par M. H. DAVID 163

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par M. ANATOLE CLAVEAU 168

CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine 175

CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. ALFRED NEYMARCK 189

LA SCIENCE DE L'HOMME ET LA PHILOSOPHIE EN FRANCE A NOTRE ÉPOQUE, par M. JOSEPH KENENS 193

DEUX MOIS EN ESPAGNE (3e partie), par M. AMÉDÉE MARTEAU 228

L'ÉVASION D'UNE REINE DE FRANCE, par M. JULES LOISELEUR 252

SOUVENIRS D'UN VOYAGE EN ÉGYPTE : LES PYRAMIDES DE GHIZEH, par M. A. FILLEMIN 286

LES AFFAIRES D'ALLEMAGNE ET D'ITALIE EN 1866. — LE ROMAN ET L'HISTOIRE (2e partie), par M. ALPHONSE DE CALONNE 326

POÉSIE. — SONNETS, par M. ALBERT MERAT 355

REVUE CRITIQUE : *De la morale de Plutarque*, de M. GRÉARD, par M. B. AUBÉ. — *Histoire civile de l'armée*, de M. A. VITU, par M. E. C. — *Maria, poème d'Ukraine*, de M. MALCZEWSKI, par M. L. LIÉVIN. — *La Croisade contre les Albigeois*, traduction de M. MARY LAFON, par M. H. VATTEMARE. — *Le Nouveau Testament. Les Arts au moyen âge et à l'époque de la Renaissance*, de M. Paul LACROIX, par M. A. DE CALONNE. — *La Callipédie contemporaine*, de M. NOIROT, par M. J. TISSOT 358

Digitized by Google

Pages

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par M. ANATOLE CLAVEAU. 375
REVUE MUSICALE, par M. MAURICE CRISTAL. 382
CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine. 385
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. ALFRED NEYMARCK. 397

COMPOSITEURS CONTEMPORAINS. — ROSSINI, SA VIE ET SON OEUVRE, par M. le baron ERNOUF. 402
L'ESPAGNE EN 1820 ET EN 1868, par M. H. DE SYBEL. 436
J.-J. ROUSSEAU, SES IDÉES, LEUR INFLUENCE (1re partie), par M. L. DEROME. 456
L'ESCLAVAGE DANS LES TEMPS ANCIENS ET MODERNES (1re partie). — L'ESCLAVAGE ANCIEN, par M. HIPPOLYTE VATTEMARE. 479
UN EMPIRE PERDU. — HISTOIRE D'UN SIECLE DE DOMINATION FRANÇAISE DANS L'HINDOUSTAN, par M. ARTHUR E. HOUGHTON. 500
LA QUESTION MONÉTAIRE EN ANGLETERRE, par M. P. ROUX. 536
LA VENGEANCE D'ALI, poésie, par M. CHARLES GRANDSARD. 554
REVUE CRITIQUE : *Influence de la liberté et des idées religieuses et morales sur les beaux-arts*, de M. ALBRESPY, par M. GUIBAL. — *Madame Frainex*, de M. Robert HALT, par M. H. VATTEMARE. — *Les Origines de l'Opéra et le Ballet de la Reine*, de M. CELLER, par M. E. C. — *Les grands Ecrivains de la France : La Rochefoucauld*, par M. H. V. — *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, de M. ROBIOU, par M. E. C. — *Grammaire des arts du dessin*, de M. Ch. BLANC. par M. M. C. 558
UNE COLLECTION JAPONAISE : OBJETS D'ART, PRODUITS NATURELS ET INDUSTRIELS, par M. ALPHONSE DE CALONNE. 568
REVUE MUSICALE, par M. MAURICE CRISTAL 574
CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine. 577
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. ALFRED NEYMARCK. 590

J.-J. ROUSSEAU, SES IDÉES, LEUR INFLUENCE (2e et dernière partie), par M. L. DEROME. 593
DE LA TÉLÉGRAPHIE EN FRANCE, par M. OCTAVE MERCIER. 636
DEUX MOIS EN ESPAGNE (4e partie), par M. AMÉDÉE MARTEAU. 652
L'ESCLAVAGE DANS LES TEMPS ANCIENS ET MODERNES (2e partie). — L'ESCLAVAGE MODERNE, par M. HIPPOLYTE VATTEMARE. 682
L'ÉCLIPSE TOTALE DE 1868. — UNE NOUVELLE CONQUÊTE DE L'ASTRONOMIE, par M. HENRI MONTUCCI. 707
FÉLIX HOLT LE RADICAL, roman (1re partie), par M. GEORGE ELIOT, imité par M. Camille LEBRUN. 727
CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par M. ANATOLE CLAVEAU. 767
REVUE MUSICALE, par M. MAURICE CRISTAL 773
REVUE CRITIQUE : *Les derniers Montagnards, Histoire de l'insurrection de prairial an III*, de M. Jules CLARETIE, par M. JULES LOISELEUR. — *La Maison rustique des Dames*, de Mme MILLET-ROBINET, par M. A. C. — *Histoire de la caricature et du grotesque dans la littérature et dans l'art*, de M. Th. WRIGHT, par M. A. CHASSANG. 779
CHRONIQUE POLITIQUE, histoire de la quinzaine. 787
CHRONIQUE FINANCIÈRE, par M. ALFRED NEYMARCK. 800
PREMIÈRE SESSION DE LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE, par M. ALPHONSE DE CALONNE. 803

Digitized by Google

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LES TOMES LXI, XVII, LXIII, LXIV, LXV ET LXVI

DE LA DEUXIÈME SÉRIE

(TOMES XCVI, XCVII, XCVIII, XCIX, C ET CI DE LA COLLECTION)

Du 15 janvier au 31 décembre 1868

Les chiffres romains indiquent le volume, les chiffres arabes indiquent la page.

Agriculture, Agronomie.

Les Chemins vicinaux. La Société des agriculteurs de France, par M. A. de Calonne, LXIII, 189.
Première session de la Société des agriculteurs de France, par M. A. de Calonne, LXVI, 803.

Archéologie et Beaux-Arts.

L'Art au Salon de 1868, par M. Georges Lafenestre, LXIII, 503.
Une Collection japonaise : Objets d'art, Produits naturels et industriels, par M. A. de Calonne, LXVI, 568.
Concert de M. Dulcken, LXII, 538.
Les Concerts de musique classique et les Oratorios du Panthéon, LXIII, 157.
Concerts du Conservatoire, LXI, 167.
Les Concerts populaires, M. Wagner, LXV, 747.
Congrès archéologique international de Bonn, par M. Eug. Muntz, LXV. 540.
La Galerie San-Donato, par M. Alphonse de Calonne, LXII, 556.
Les Pyramides de Ghiseh, par M. A. Fillemin, LXVI, 286.
Quarante-cinquième Festival du Rhin, LXIII, 558.
Revues musicales, par M. Maur. Cristal, LXI, 167, 760; LXII, 538; LXIII, 157, 558; LXIV, 168, 554; LXV, 364; LXVI, 382, 574, 773.
Sésostris d'après les nouveaux documents, par M. Félix Robiou, LXV, 461.
De la Tradition lyrique dans le théâtre allemand, par M. Maurice Cristal, LXIV, 604.

Bibliographie et Revue critique.

Agnès Sorel et Charles VII, de M. F. Stécnackers, LXIII, 94. — L'Aménagement des forêts, de M. Alf. Puton, LXIII, 380. — L'Anneau du ministre, drame indien, LXIII, 385, 622. — L'Année littéraire, de M. G. Vapereau, LXIII, 169. — The Albert N'yanza, by Samuel White Baker, LXIII, 272. — Alphabet astronomique, de M. Ch. Emmanuel, LXII, 735. — Altdeutsches Namenbuch, de Ernest Forstemann, LXI, 29. — Archives parlementaires, 1867, LXV, 577; LXV, 93. — L'Art de planter, de M. le baron H.-E. de Manteuffel, LXIII, 380. — L'Art des jardins, de M. le baron Ernouf, LXIII, 380. — Les Arts au moyen âge, de M. Paul Lacroix, LXVI, 370.
La Bible et la Nature, de M. Henri Rensch, LXII, 574. — La Bibliothèque populaire de la maison L. Hachette et Ce, LXIII, 382.
La Callipédie contemporaine, de M. le docteur Noirot, LXVI, 373. — Causeries scientifiques, de M. H. de Parville, LXV, 781. — Le Chariot d'enfant, traductions, LXIII, 385, 622. — Chefs-d'œuvre de Jacob Ruysdael, de M. Bronislas Zaleski, LXI, 747. — Chefs-d'œuvre du théâtre indien, traduits par Langlois, LXIII, 385, 622. — Le Chemin des bois, de M. André Theuriet, LXII, 729. — La Chine et l'Europe, de Joseph Ferrari, LXVI, 163. — Le Collier, drame indien, LXIII, 385, 622. — La Comédie au boudoir, de M. Maurice de Podestat, LXII, 549. — Les Conifères, de M. C. de Kirwan, LXIII, 380. — Correspondance d'Apostolo Zeno, LXIV, 604. — La Croisade contre

Digitized by Google

les Albigeois, traduction de Mary Lafon, LXVI, 368. — La Culture économique, de M. Ed. Vianne, LXIII, 380.
Deutsche Abende, Soirées allemandes, de B. Auerbach, LXIV, 741. — Die Deutschen Geschlechtsnamen, de Fr. Becker, LXI, 29. — Die Deutschen Personennamen, de H.-F. Otto Abel, LXI, 29. — Deux années de mission à Saint-Pétersbourg, de M. le comte H. de La Ferrière, LXII, 164. — Dictionnaire général de biographie et d'histoire, de Ch. Dézobry et Th. Bachelet, LXV, 737. — Dictionnaire général des lettres, des beaux-arts, etc., de MM. Th. Bachelet et Ch. Dézobry, LXIV, 551. — Dieu dans la nature, de M. Camille Flammarion, LXI, 749. — delle Dottrine filosofiche ne' libri di Cicerone, di G. Barzellotti, LXIV, 166.
L'Elagage des arbres, de M. le comte A. des Cars, LXIII, 380. — Encyclopédie des noms propres, de J. Sabatier, LXI, 29. — Epistolario di Giacomo Leopardi, LXV, 5. — Essai de logique objective, de M. J. Tissot, LXIV, 159. — Essai sur le droit public d'Athènes, de M. Georges Perrot, LXV, 232. — Essai sur le génie de Pindare, de M. Villemain, LXI, 193. — Etude d'histoire religieuse aux XII• et XIII• siècles, de M. Xavier Rousselot, LXIII, 749. — Etude historique sur la marine de Louis XVI, de M. A. de Bouclon, LXII, 732. — Etudes de mœurs et de critique sur les poètes latins de la décadence, de M. D. Nisard, LXII, 168. — Etudes et Lectures sur l'astronomie, de M. Camille Flammarion, LXII, 735. — Etudes sur l'histoire de l'art : Antiquité, de M. L. Vitet, LXI, 193. — Etudes sur les barbares et le moyen âge, de M. Littré, LXII, 172.
Fibres intimes, poésies, de M. Fridolin Werm, LXIII, 169. — La France nouvelle, de M. Prévost-Paradol, LXIV, 177. — Frochot, préfet de la Seine, de M. L. Passy, LXV, 356.
Geschichte der deutschen Schauspielkunst, d'Edouard Devrient, LXIV, 604. — Grammaire des arts du dessin, de M. Ch. Blanc, LXVI, 565. — Grammaire générale indo-européenne, de M. Eichhoff, LXII, 170. — La grande pièce d'Hanouman, LXIII, 385, 622.
L'Héritage dévoré par le fisc et la procédure, de M. J. Brame, LXI, 575. — Histoire ancienne des peuples de l'Orient, de M. Robiou, LXVI, 564. — Histoire de la caricature, de Th. Wright, LXVI, 785. — Histoire civile de l'armée, de M. A. Vitu, LXVI, 365. — Histoire diplomatique de l'Europe pendant la Révolution française, de M. F. de Bourgoing, LXV, 733. — Histoire générale de la musique, LXIV, 604. — Histoire d'Espagne depuis le commencement de la Révolution française, de M. H. Baumgarten, LXVI, 436. — Histoire d'Hérode, de M. de Saulcy, LXI, 751. — Histoire d'un héros, drame indien, LXIII, 385, 622. — Histoire de Démosthène, de M. A. Boullée, LXV, 232. — Histoire de Don Pablo de Ségovie, de Francisco de Quevedo-Villegas, traduction de M. G. de Lavigne, LXIV, 547. — Histoire de France, de M. C. Dareste, LXV, 354. — Histoire de la littérature grecque, d'Ottfried Muller, traduite d'Hillebrand, LXI, 193. — Histoire de la philosophie cartésienne, de M. Francisque Bouillier, LXII, 572. — Histoire de la presse en France, de M. Eug. Hatin, LXII, 35, 644. — Histoire de la prison de Sainte-Pélagie, de M. Alfred Sirven, LXI, 776. — Histoire des institutions militaires de l'Europe, du docteur Hermann Meynert, LXV, 730. — Histoire des mines de houille du nord de la France, de M. Grar, LXIV, 602; LXV, 69, 286.
L'Imagination, ses bienfaits et ses égarements, de M. J. Tissot, LXV, 735. — Influence de la liberté et des idées religieuses, de M. A. Albrespy, LXVI, 558. — Indicateur astronomique, de M. Beaumarchey, LXII, 735. — Les insurgés protestants sous Louis XIV, de M. G. Frosterus, LXIV, 745.
Journal d'un voyage dans l'Inde anglaise, à Java, dans l'archipel des Moluques, de M. Fr. Devay, LXV, 612; LXVI, 67. — Journal du ciel, de M. Vinot, LXII, 735. — Journal et biographie de Daniel Chamier, publiés par M. Ch. Read, LXI, 43. — De la Justice criminelle en cour d'assises, de M. de La Cuisine, LXII, 731.
Lettere diplomatiche di Guido Bentivoglio, LXVI, 252. — Lettres, Instructions diplomatiques et Papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, publiés par M. Avenel, LXVI, 252. — La Littérature française, du lieutenant-colonel Staaff, LXI, 745. — La Lune de l'intelligence, drame indien, LXIII, 385, 622.
Madame Frainex, de M. Robert Halt, LXVI, 561. — Maison rustique des Dames, LXVI, 784. — Mâlati et Madhava, LXIII, 385, 622. — Manuel théorique et pratique de la liberté de la presse, de M. Eugène Hatin, LXI, 776; LXII, 35, 644. — Maria, poème d'Ukraine, de A. Malczewski, LXVI, 366. — Marthe Varades, de M. Ernest Daudet, LXV, 741. — Mémoires de Malouet, publiés par son petit-fils, LXV, 577; LXV, 93. — Mémoires inédits et opuscules de Jean Rou, publiés par M. Fr. Waddington, LXI, 43. — Mémoires inédits de Dumont de Bostaquet, publiés par MM. Charles Read et Francis Waddington, XLI, 43. — Mémoires pour servir à l'histoire de Suède pendant l'année 1810, du colonel Suremain (manuscrit), LXII, 237. — Molière et la Comédie italienne, de M. Louis Moland, LXI, 753. — Les derniers montagnards, de M. J. Claretie, LXVI, 779. — La Montagne, de M. J. Michelet, LXI, 556. — De la Morale de Plutarque, de M. Octave Gréard, LXVI, 358. — Les Mystiques espagnols, de M. Paul Rousselot, LXI, 385.
Les Navigations françaises et la Révolution maritime, du XIV• au XVI• siècle, de M. P. Margry, LXIV, 746. — New-America, by W. Hepworth Dixon, LXIII, 49. — Le Nouveau Testament, traduction de l'abbé Glaire, LXVI, 370.
Œuvres de Virgile, texte latin publié par M. E. Benoist, LXI, 165. — Opere di Giacomo Leopardi, édition d'Antonio Ranieri, LXV, 5. — Origine, étymologie et signification des noms propres, de M. de Coston, LXI, 29. — Les Origines de l'Histoire des procureurs et des avoués, de M. Ch. Bataillard, LXIV, 382. — Les Origines de l'opéra et le Ballet de la reine, de M. L. Cellier, LXVI, 563.
Pernette, poème, de M. Victor de Laprade, LXVI, 168. — Die Personennamen insbesondere die Familiennamen, de A.-F. Pott, LXI, 29. — Pindare, traduction de Faustin Collin, LXI, 193; id., de Sommer,

Digitized by Google

LXI, 193; id., de C. Poyard, LXI, 193; id., de Fresse-Montval, LXI, 193; id., de Vauvilliers, LXI, 193; Spécimen d'une traduction nouvelle de Pindare, par L. Ayma, LXI, 193; Odes de Pindare, traduction de Boissonade et Egger, LXI, 193. — Pindari opera, édition Boeckh, LXI, 193; id., édition Boissonade, LXI, 193; id., édition Dissen, LXI, 193. — La Philosophie en France au XIXe siècle, de M. Félix Ravaisson, LXVI, 193. — Poésies complètes de Leopardi, traduites de l'italien par Valéry Vernier, LXV, 5. — Port-Royal, de M. C.-A. Sainte-Beuve, LXII, 385.— Les Premiers siècles de l'Histoire de Pologne, d'Adam Mickiewicz, LXII, 740. — S. A. R. il Principe di Savoia, LXIII, 751. — Les Promenades de Paris, de M. Alphand, LXVI, 165. — De la Propriété des mines, de M. Dalloz, LXIV, 662; LXV, 69, 286.
Questions contemporaines, de M. Ernest Renan, LXIII, 64.
Rapin-Thoyras, sa famille, sa vie et ses œuvres, de M. Raoul de Cazenave, LXI, 2. — Rapport sur les progrès de l'anthropologie, de M. A. de Quatrefages, LXVI, 193. — Rapport sur le progrès des lettres, de MM. Sylvestre de Sacy, Paul Féval, Théophile Gautier et Ed. Thierry, LXIII, 358. — Rapport sur les progrès et la marche de la physiologie en France, de M. Claude Bernard, LXVI, 193. — Réfutation de Force et Matière. Le Matérialisme contemporain, de M. Pierre Nolé, LXIV, 161. — Responsabilité des ministres dans le droit public belge, de M. O. de Denterghem, LXIV, 720.
Select specimens of the theater of the Hindus, by H.-H. Wilson, LXIII, 385, 622. — Du service de santé militaire chez les Romains, du docteur René Briau, LXII, 162. — Statistique de l'enseignement secondaire, LXIV, 419.
Les Tragédies de Sophocle, texte grec, édition Ed. Tournier, LXIII, 747. — Traité de la Jurisprudence des mines, de Dupont, LXIV, 662; LXV, 69, 286. — Titres de la dynastie napoléonienne, LXII, 376.
Victor Cousin, l'Ecole éclectique et l'avenir de la philosophie française, de M. Gatien-Arnoult, LXII, 733. — Voltaire au château de Cirey, de M. Gust. Desnoiresterres, LXVI, 167. — Voyage à Venezuela, à la Nouvelle-Grenade et à l'Equateur, de M. de Lisboa, LXIV, 550.
Voyez aussi CRITIQUE.

Biographies et Portraits.

Agnès Sorel, son influence sur les mœurs de son temps, par M. Arnold Henryot, LXIII, 94.
Un bandit bulgare dans les Balkans : Kouchtchou Oglou, par Mme Caroline Suchodolska, LXIV, 46.
Catinat, étude historique d'après les pièces du dépôt de la guerre, par M. Camille Clodong, LXI, 226, 425, 601.
Compositeurs contemporains : Rossini, sa vie et son œuvre, par M. le baron Ernouf, LXVI, 401.
Dante Alighieri, sa vie et ses œuvres, par M. A. Mèliot, LXIV, 435.
Leopardi, sa vie et ses œuvres, d'après sa correspondance, par M. Eugène Ritter, LXV, 5.
P.-V. Malouet, d'après ses Mémoires et sa correspondance inédits, par M. Eugène Asse, LXV, 577; LXVI, 93.
Portraits de contemporains : M. Jules Favre, avocat et homme politique, par M. Léon Bigot, LXII, 670.
Précurseurs de la critique moderne : Grimm, par M. Philibert-Soupé, LXV, 494, 687; LXVI, 5.
J.-J. Rousseau, ses idées, leur influence, par M. L. Derome, LXVI. 454, 593.

Critique.

L'Art et la prédication catholique. Conférences du carême de 1867 prêchées à Notre-Dame par le R. P. Félix, par M. Paul Rousselot, LXII, 5.
De l'authenticité des lettres attribuées à Pascal et à Newton, par M. Léo Joubert, LXVI, 152
Chroniques littéraires, par M. Anatole Claveau, LXI, 368, 556, 753; LXII, 173, 361, 549, 742; LXIII, 169, 358, 552; LXV, 358, 741; LXVI, 168, 375, 767.
De l'éloquence de la tribune en France dans la première moitié du XIXe siècle, par M. Jules David, LXIV, 691; LXV, 43.
Les Héroïnes de Kalidasa et les Héroïnes de Shakespeare, par Mme Mary Sumner, LXII, 193.
Jean-Jacques Rousseau, ses idées, leur influence, par M. L. Derôme, LXVI, 554, 593.
Un philosophe spéculatif au XIXe siècle (*Questions contemporaines*, par M. Ernest Renan), par M. B. Aubé, LXIII, 64.
De Pindare, à propos des récents travaux publiés sur ce poète en France et en Allemagne, par M. A. Chassang, LXI, 193.
Poètes de l'Inde ancienne. La Poésie dramatique chez les Indiens, par M. Philibert Soupé, LXIII, 385, 622.
Voyez aussi BIBLIOGRAPHIE et THÉATRES.

Economie politique et sociale, Finances, Législation.

Chemins de fer français. Les conventions de 1868, par M. Charles Ropiquet, LXV, 101.
Chroniques financières, par M. Em. Andreoli, LXI, 186; par M. Alfred Neymarck, LXIV, 187, 572, 761; LXV, 188, 379, 763; LXVI, 189, 397, 590, 800.
Les Classes ouvrières, leur situation morale. Les associations coopératives, par M. Michel Chevalier, LXIV, 324.
La Crise économique et industrielle de la France. — La houille et les canaux, par M. E. Petitgand, LXIII, 5.
L'esclavage dans les temps anciens et modernes, par M. Hippolyte Vattemare. 1re partie : l'Esclavage ancien, LXVI, 479; 2e partie : l'Esclavage moderne, LXVI, 682.
Les inconséquences de la nouvelle loi de la presse, par M. Louis Liévin, LXII, 149.
De la législation comparée des mines dans les divers Etats, par M. Emile Dormoy, LXIV, 662; LXV, 68, 286.
La Législation de la presse pendant la Ré-

Digitized by Google

volution française, par M. Jules Evrard, LXII, 35, 644.
La nouvelle loi de la presse et les rapports auxquels elle a donné lieu, par M. Louis Liévin, LXI, 348.
La nouvelle loi contre le droit de réunion, par M. Louis Liévin, LXII, 350.
Quelques observations nécessaires sur la discussion du budget, par M. A. de Calonne, LXIV, 346.
Le Portugal et ses réformes économiques, par M. Arnold Henryot, LXV, 438.
Le projet de loi sur les chemins vicinaux par M. Alphonse de Calonne, LXII, 764.
La Question de l'uniformité monétaire, par M. Alfred Darimon, LXII, 414.
La Question de la peine de mort devant le Sénat et devant les sociétés modernes, par M. J. Tissot, LXI, 675.
La Question des chemins vicinaux, par M. Eugène Asse, LXIII, 234.
La Question industrielle devant le Corps législatif, par M. E. Delaplace, LXIII, 349.
La Question monétaire en Angleterre, par M. P. Roux, LXVI, 536.
La Question monétaire et l'opportunité de sa solution, par M. E. de Parieu, LXIII, 663.
Le Suicide en Europe, par M. A. Legoyt, LXIV, 498.

Géographie politique, Mœurs, Institutions, Ethnographie.

L'Albert N'yanza, par Mme Camille Lebrun, LXIII, 272.
L'Amérique russe, sa cession aux Etats-Unis, par M. H. Vattemare, LXI, 69.
Un Bandit bulgare dans les Balkans. Kouchtchou-Oglou, par Mme Caroline Suchodolska, LXIV, 46.
Le Canal de Suez, sa construction, son exploitation, par M. Amédée Marteau, LXII, 92, 269.
L'Inde anglaise depuis le bill de 1857, par M. Arthur E. Houghton, LXII, 578.
Nouvelle Amérique, par M. Hippolyte Vattemare, LXIII, 48.
Le Portugal et ses réformes économiques, par M. Arnold Henryot, LXV, 438.
Quelques vues nouvelles sur les origines de la nationalité française : Les Kimris et les Nordmanns, par M. E. Beauvois, LXV, 129.

Industrie, Commerce et Travaux publics.

Le Canal de Suez, sa construction, son exploitation, par M. Amédée Marteau, LXII, 92, 269.
La Crise économique et industrielle de la France : La houille et les canaux, par M. E. Petitgand, LXIII, 5.
Exposition universelle et internationale de 1867. Du perfectionnement et de l'extension des machines. Des chemins de fer dans Paris, par M. Michel Chevalier, LXIV, 5. — Le Papier, par M. Charles Martin, LXI, 257, 508. — Papiers et enluminures de Belfast, par M. Max Berthaud, LXI, 157; Céramique de grès, LXI, 160. — Orfévrerie, Joaillerie, par M. Alphonse de Calonne, LXI, 150.
La Question industrielle devant le Corps législatif, par M. E. Delaplace, LXIII, 349.
La Télégraphie en France, par M. Octave Mercier, LXVI, 636.

Histoire.

L'Allemagne du Nord pendant l'occupation française (1806-1807) d'après des documents contemporains, par M. ***, LXVI, 125.
Les Calvinistes français du XVIe au XVIIIe siècle, par M. Philibert-Soupé, 2e partie, LXI, 43.
Comment Bernadotte devint roi de Suède, page d'histoire, d'après des documents inédits, par M. le baron Ernouf, LXII, 237.
Les dernières luttes de la liberté athénienne, par M. Léo Joubert, LXV, 232.
L'Empire germanique dans le moyen âge, par M. Albert Lefaivre, Henri Ier, Othon le Grand, LXIV, 139, 193; Othon II et Othon III, LXV, 635.
Un Empire perdu. Histoire d'un siècle de domination française dans l'Hindoustan, par M. Arthur E. Houghton, LXVI, 509.
L'Espagne en 1820 et 1868, par M. de Sybel, LXVI, 436.
L'Evasion d'une reine de France. Episode du règne de Louis XIII, par M. Jules Loiseleur, LXVI, 252.
Le Paraguay : La dynastie des Lopez avant et pendant la guerre actuelle, par M. John Le Long, LXI, 321.
Le Pouvoir et la Liberté en 1789, d'après les Mémoires inédits de Malouet, par M. Eugène Asse, LXI, 721.
Quelques vues nouvelles sur les origines de la nationalite française. Les Kimris et les Nordmanns, par M. E. Beauvois, LXV 129.
La République de Novogrod et les tzars de Moscou, par M. Arnold Henryot, LXI, 639.
Sésostris d'après les nouveaux documents, par M. Félix Robiou, LXV, 461.

Histoire littéraire.

Les Décors de théâtre, les costumes et la mise en scène au XVIIe siècle, par M. Ludovic Celler, LXIII, 107.
Poètes de l'Inde ancienne. La Poésie dramatique chez les Indiens, par M. Philibert-Soupé, LXIII, 385, 622.
Les Poètes politiques de l'Allemagne depuis 1840, par M. Alexandre Buchner, LXIV, 242.
Une représentation de M. de Pourceaugnac à Chambord. Examen de deux fragments inédits paraissant appartenir à l'œuvre de Molière, par M. L. Celler, LXIII, 699.

Littérature française.

Une aventure de l'autre monde, nouvelle, par Mme Pauline Beauchet, LXIII, 35.
Les deux sœurs, roman, par M. Hippolyte Audeval, LXIII, 442, 577; LXIV, 78, 277.
Une Ode d'Anacréon, comédie en un acte, en vers, par M. Amédée Marteau, LXI, 527.
La Pensierosa, roman, par M. le comte de Moynier, LXIV, 635; LXV, 153, 256.
Le Père et le Fils, roman, par M. Antonin Mulé, LXI, 84, 275, 457.

Digitized by Google

Le Sujet du docteur Karl, nouvelle, par M. Charles Grandsard, LXII, 68.
Le Tueur de femmes, roman, par M. Hippolyte Audeval, LXII, 292, 423, 599.
Le Voyant, nouvelle, par M. Charles Grandsard, LXIII, 331.

Littérature étrangère.

Félix Holt, le radical, roman anglais, par George Eliot, LXVI, 727.
Les Héroïnes de Kalidasa et les Héroïnes de Shakespeare, par Mme Mary Sumner, LXII, 193.
Les Poètes politiques de l'Allemagne depuis 1840, par M. Alexandre Buchner, LXIV, 242.
Voyez aussi CRITIQUE, BIOGRAPHIE ET PORTRAITS, HISTOIRE.

Marine et Art militaire.

De l'atténuation des maux de la guerre, par M. Paul Leroy-Beaulieu : — I. Des réformes possibles dans le droit des gens, LXIV, 24; — II. De l'organisation intérieure des armées et des services pour l'entretien et la santé des troupes, LXIV, 217.
Les Nouveaux engins de guerre de la marine impériale : les Cuirassés; le Rochambeau, par M. Amédée Marteau, LXIV, 123.
Les Nouvelles armes de guerre et leurs perfectionnements récents, par M. J. Creuzé de Latouche, LXI, 646.

Mélanges.

Les Décors de théâtre, les costumes et la mise en scène au XVIIe siècle, par M. Ludovic Celler, LXIII, 107.
Deux fêtes en Allemagne, par M. A. de Calonne, LXIV, 514.
Élections académiques : MM. Claude Bernard et Joseph Autran, LXIII, 169.
Le futur Concile et le problème qu'il aura à résoudre, par M. J.-E. Alaux, LXV, 193.
Le luxe à Rome sous la République, par M. H. Baudrillart, 2e partie, LXI, 5, 577.
Le monument de Rapperswill. Lettre de Zurich, par M. Georges Lafenestre, LXIV, 732.
Les noms de famille, leur origine, par M. E. Ritter, LXI, 29.
Réception de M. Jules Favre à l'Académie française, LXII, 742.
Réception du P. Gratry à l'Académie française, LXII, 361.
Le Suicide en Europe, par M. A. Legoyt, LXIV, 498.
La télégraphie en France, par M. Octave Mercier, LXVI, 626.

Philosophie, Religion et Éducation.

L'art et la prédication catholique, conférences du carême de 1867 prêchées à Notre-Dame par le R.P. Félix, par M. Paul Rousselot, LXII, 5.
Le Christianisme et ses origines, par M. Ernest Havet, LXII, 459; LXIV, 385, 577.
L'Église anglicane en Irlande, par M. A.-E. Houghton, LXIV, 523.
Le futur Concile et le problème qu'il aura à résoudre, par M. J.-E. Alaux, LXV, 193.
La Liberté de conscience dans l'empire romain : La philosophie et le christianisme sous la dynastie Flavienne, par M. B. Aubé, LXII, 118.
Port-Royal et le mouvement religieux au XVIIe siècle, par M. Paul Rousselot, LXII, 385.
Les Questions d'enseignement. L'Enseignement secondaire, par M. Paul Rousselot, LXIV, 419.
Le Sentiment religieux et le Mysticisme en Espagne, par M. Alphonse Dantier, LXI, 385.
La Science de l'homme et la Philosophie en France à notre époque, par M. Joseph Kenens, LXVI, 193.
La Science, ses conditions et ses droits, par M. J. Tissot, LXIII, 134; LXIII, 534.

Poésie.

En Scythie, étude antique, poésie par M. Charles Nô, LXIV, 543.
Intermezzo, d'après Henri Heine, par MM. Albert Mérat et Léon Valade, LXIII, 311.
Lettres d'un voyageur, par M. Maurice de Podestat, LXII, 705.
Sonnets, par M. Albert Mérat, LXVI, 355.
La Statue à l'encan, par M. Ch. Nô, LXV, 722.
Sur les routes, par M. Georges Lafenestre, LXIV, 357.
Les Torrents, par M. Maurice de Podestat, LXI, 715.
La Vengeance d'Ali, par M. Charles Grandsard, LXVI, 557.
La Yungfrau, par M. Charles Grandsard, LXV, 725.

Politique, Histoire contemporaine.

Les affaires d'Allemagne et d'Italie en 1866 : Le roman et l'histoire, par M. Alphonse de Calonne, LXV, 691; LXVI, 326.
Les Anglais en Abyssinie, par M. R. Boulangé, LXII, 336.
Le Droit de discussion et le compte rendu illicite, par M. Jules Favre, LXII, 488.
Les Droits de la nation et les devoirs de la dynastie. A propos de la brochure officielle : *les Titres de la dynastie napoléonienne*, par M. Alphonse de Calonne, LXII, 322.
Chroniques politiques, LXI, 174, 373, 563, 769; LXII, 180, 369, 558, 750; LXIII, 176, 365, 565, 753; LXIV, 173, 366, 559, 749; LXV, 174, 366, 560, 750; LXVI, 175, 385, 577, 787.
Les conditions de la paix en 1868, par M. le duc de Valmy, LXII, 712.
La Convention du 15 septembre 1864, LXV, 319, 385.
La créance Jecker : Réponse de M. Jecker, à M. de Kératry, LXI, 128.
Du droit souverain de paix et de guerre, par M. le duc de Valmy, LXIII, 647.
L'Espagne en 1820 et en 1868, par M. H. de Sybel, LXVI, 436.
Les États-Unis depuis la guerre : le procès

Digitized by Google

du président Johnson, par M. Emile Baud, LXIII, 475, 673.
La Guerre du Paraguay : le Brésil, les républiques de la Plata, par M. John Le Long, LXIII, 740.
Les inconséquences de la politique impériale. — II. L'état de guerre dans le paix, par M. Alphonse de Calonne, LXII, 528.
L'Inde anglaise depuis le bill de 1857, par M. Arthur E. Houghton, LXII, 578.
Nouvelle Amérique, par M. Hippolyte Vattemare, LXIII, 48.
Le Paraguay : la Dynastie des Lopez avant et pendant la guerre actuelle, par M. John le Long, LXI, 321.
Paris souverain de la France, par M. Ed. Boinvilliers, LXIV, 471.
De la responsabilité ministérielle dans les gouvernements représentatifs, par M. Jules Evrard, LXIV, 720.
La Révolution espagnole et les enseignements qu'elle contient, par M. Alphonse de Calonne, LXV, 531.
La Serbie et les Obrénovitch, par M. S. Bouillon. LXIII, 723.

Sciences.

L'Eclipse totale de 1868, par M. H. Montucci, LXVI, 707.
La Science de l'homme et la philosophie en France à notre époque, par M. Joseph Kenens, LXIV, 193.
La Science, ses conditions et ses droits, par M. J. Tissot : 1re partie, LXIII, 134 ; 2e partie : la Discussion du Sénat, LXIII, 534.

Théâtres.

L'Abîme, LXIII, 552. — Le Comte Jacques LXI, 366. — Le Coq de Micylle, LXIII, 552. — La Czarine, LXIII, 552. — Reprise de Don Juan de Molière, LXI, 753. — Le Drame de la rue de la Paix, LXVI, 168. — L'Enfant prodigue, LXVI, 168. — Une Histoire ancienne, LXVI, 168. — Reprise du Lion amoureux, LXVI, 375. — Reprise de Mercadet, LXV, 741. — Le Monde où l'on s'amuse, LXVI, 168. — Paul Forestier, LXI, 366. — Seraphine, LXVI, 767. — Théodoros, LXVI, 767.
Théâtres lyriques : Chilpéric, LXV, 747. — Le Corricolo, LXVI, 574. — La Croisade des dames, LXI, 760. — La Fanchonnette, LXI, 167. — Hamlet, LXII, 538 ; LXIV, 554. — Herculanum, LXIV, 168. — Les Huguenots, LXVI, 382. — Iphigénie en Tauride, LXVI, 382. — Otello, LXVI, 773. — Un premier jour de bonheur, LXI, 760 ; LXV, 364. — Sémiramide, LXVI, 382, 773. — Il Templario, LXI, 760. — Le Val d'Andorre, LXV, 747. — Zampa, LXIV, 554.

Voyages.

Deux mois en Espagne, par M. Amédée Marteau, LXV, 414 ; LXVI, 41, 228, 652.
Entre deux lacs : Souvenirs de l'Oberland bernois, par M. Léonce de Layrac, LXIII, 412.
Une excursion dans le nord de la Turquie (2e partie) : Mostar et l'Herzégovine, par M. S. Bouillon, LXIII, 193.
Souvenirs d'un voyage en Egypte. Les Pyramides de Ghiseh, par M. A. Fillemin, LXVI, 286.
Un Touriste sexagénaire, par M. E. de Forest, LXV, 612 ; LXVI, 67.

TABLE DES NOMS D'AUTEURS

***. L'Allemagne du Nord pendant l'occupation française (1806-1807), d'après des documents contemporains, LXVI, 125.
***. Chroniques politiques, LXI, 174, 373, 563, 769 ; LXII, 180, 369, 558, 750 ; LXIII, 176, 365, 565, 753 ; LXIV, 173, 366, 559, 749 ; LXV, 174, 366, 560, 750 ; LXVI, 175, 385, 577, 1787.
***. La Convention du 15 septembre 1864, LXV, 319, 385.
A. C. Revue critique, LXVI, 784.
ALAUX (J.-E.). Le futur Concile et le problème qu'il aura à résoudre, LXV, 193.
ANDRÉOLI (Em.). Chronique financière, LXI, 186.
ASSE (Eugène). P.-V. Malouet, d'après ses Mémoires et sa Correspondance inédite, LXV, 577 ; LXVI, 93. — Le Pouvoir et la Liberté en 1789, d'après les Mémoires inédits de Malouet, LVI, 721. — La Question des chemins vicinaux, LXIII, 234.
AUBÉ (B.). La Liberté de conscience dans l'empire romain : La Philosophie et le Christianisme sous la dynastie flavienne, LXII, 118. — Un Philosophe spéculatif au XIXe siècle, LXIII, 64. — Revue critique, LXII, 733 ; LXIV, 166 ; LXVI, 358.
AUDEVAL (Hippolyte). Les deux Sœurs, roman, LXIII, 442, 577 ; LXIV, 78, 277. — La Tueur de femmes, roman, LXII, 292, 422, 599.
BAUD (Emile). Les Etats-Unis depuis la guerre : le Procès du président Johnson, LXIII, 475, 673.
BAUDRILLART (H.). Le Luxe à Rome sous la République, LXI, 5, 577.
BEAUCHET (Mme Pauline). Une Aventure de l'autre monde, LXIII, 35.
BEAUVOIS (E.). Quelques vues nouvelles sur les origines de la nationalité française. Les Kimris et les Nordmanns, LXV, 129. — Revue critique, LXIV, 745.

Digitized by Google

Berthaud (Max). — Exposition universelle et internationale de 1867 : papiers et enluminures de Belfast, LXI, 157; Céramique de grès, LXI, 160.
Bigot (Léon). Portraits de contemporains : M. Jules Favre, avocat et homme politique, LXII, 670.
Boinvilliers (Edouard). Paris souverain de la France, LXIV, 471.
Bouillon (S.). Une Excursion dans le nord de la Turquie (2e partie) : Mostar et l'Herzégovine, LXIII, 193. — La Serbie et les Obrénovitch, LXIII, 723.
Boulangé (R.). Les Anglais en Abyssinie, LXII, 336.
Buchner (Alexandre). Les Poètes politiques de l'Allemagne depuis 1840, LXIV, 243.
C. (E.). Revue critique, LXIV, 746; LXV, 733; LXVI, 365, 563, 564.
Calonne (Alphonse de). Les Affaires d'Allemagne et d'Italie en 1866. Le roman et l'histoire, LXV, 691; LXVI, 326. — Une Collection japonaise : Objets d'art, Produits naturels et industriels, LXVI, 568. — Deux fêtes en Allemagne, LXIV, 514.— Les droits de la nation et les devoirs de la dynastie; à propos de la brochure officielle : *les Titres de la dynastie napoléonienne*, LXII, 332. — Exposition universelle et internationale de 1867 : Orfévrerie, joaillerie, LXI, 150.—Galerie San-Donato, LXII, 556. — Les inconséquences de la politique impériale : II. L'État de guerre dans la paix, LXII, 528. — Le Projet de loi sur les chemins vicinaux, LXII, 764. — Quelques observations nécessaires sur la discussion du budget, LXIV, 346.— La Révolution espagnole et les enseignements qu'elle contient, LXV, 531. — Revue critique, LXVI, 370.
Celler (Ludovic). Les décors de théâtre, les costumes et la mise en scène au XVIIe siècle, LXIII, 107. — Une représentation de *Monsieur de Pourceaugnac* à Chambord : Examen de deux fragments inédits paraissant appartenir à l'œuvre de Molière, LXIII, 699.
Chasseang (A.). De Pindare, à propos de récents travaux publiés sur ce poète en France et en Allemagne, LXI, 193. — Revue critique, LXII, 168, LXVI, 785.
Chevalier (Michel). Les classes ouvrières, leur situation morale, les associations coopératives, LXIV, 324. — Exposition universelle et internationale de 1867 : Du perfectionnement et de l'extension des machines; Des chemins de fer dans Paris, LXIV, 5.
Claveau (Anatole). Chroniques littéraires, LXI, 366, 556, 753; LXII, 173, 361, 549, 742; LXIII, 169, 358, 552; LXV, 356, 741; LXVI, 168, 375, 767.
Clodong (Camille). Catinat, étude historique, d'après les pièces du dépôt de la guerre, LXI, 226, 425, 601.
Creuzé de Latouche (J.). Les nouvelles armes de guerre et leurs perfectionnements récents, LXI, 646.
Cristal Maurice). De la tradition lyrique dans le théâtre allemand, LXIV, 604. — Revue musicale, LXI, 167, 760; LXII, 538; LXIII, 157, 558; LXIV, 168, 554; LXV, 364, LXVI, 382, 574; — Revue critique, LXII, 735; LXVI, 565, 773.
D. (E). Revue critique, LXI, 747.
Darimon (Alfred). La Question de l'uniformité monétaire, LXII, 414. — Revue critique, LXVI, 163.
Dantier (Alphonse). Le Sentiment religieux et le Mysticisme en Espagne, LXI, 385.— Revue critique, LXIV, 551; LXV, 737.
David (Jules). De l'Eloquence de la tribune en France dans la première moitié du XIXe siècle, LXIV, 691; LXV, 43. — Revue critique, LXVI, 167.
Delaplace (E.). La Question industrielle devant le Corps législatif, LXIII, 349.
Derome (L.). Jean-Jacques Rousseau, ses idées, leur influence, LXVI, 454, 593.
Dormoy (Emile). — De la Législation comparée des mines dans les divers Etats, LXIV, 662; LXV, 68, 286.
Eliot (George). Félix Holt, LXVI, 727.
E. (B.). Revue critique, LXI, 751; LXII, 172.
Ernouf (le baron). Comment Bernadotte devint roi de Suède; page d'histoire, d'après des documents inédits, LXII, 237. — Compositeurs contemporains: Rossini, sa vie et son œuvre, LXVI, 401. — Revue critique, LXVI, 165.
Evrard (Jules). La Législation de la presse pendant la Révolution française, LXII, 35, 644. — De la Responsabilité ministérielle, LXIV, 720.
Favre (Jules). Le Droit de discussion et le compte rendu illicite, LXII, 488.
Fillemin (A.). Souvenirs d'un voyage en Egypte : les Pyramides de Ghiseh, LXVI, 296.
Forest (E. de). Un Touriste sexagénaire, LXV, 612; LXVI, 67.
G. (V.). Revue critique, LXI, 745.
Grandsard (Charles). Le Sujet du docteur Karl, nouvelle, LXII, 68. — Le Voyant, nouvelle, LXIII, 331. — La Vengeance d'Ali, poésie, LXVI, 557. — La Yungfrau poésie, LXV, 725.
Guibal (G.). Revue critique, LXVI, 558.
Guillaume (Ch.). Revue critique, LXV, 731.
Havet (Ernest). Le Christianisme et ses origines, 1re partie, LXII, 459; 2e partie, l'Epoque romaine, Cicéron, LXIV, 385, 577.
Henryot (Arnold). Agnès Sorel, son influence sur les mœurs de son temps, LXIII, 94. — Le Portugal et ses réformes économiques, LXV, 438. — La République de Novogorod et les tzars de Moscou, LXI, 629.
Houghton (Arthur-E.). Un Empire perdu : Histoire d'un siècle de domination française dans l'Hindoustan, LXVI, 500. — L'Inde anglaise depuis le bill de 1857, LXII, 578.
Hulanicki (Jules). Revue critique, LXIII, 751.
Joubert (Léo). De l'authenticité des lettres attribuées à Pascal et à Newton, LXVI, 152. — Les dernières luttes de la liberté athénienne, LXV, 232. — Revue critique, LXI, 165; LXII, 164; LXIII, 747; LXIV, 161, 382.
Kenens (Joseph). La Science de l'homme et la Philosophie en France à notre époque LXVI, 193.
Lafenestre (Georges). L'Art au Salon de 1868, LXIII, 503. — Le Monument de Rapperswil; Lettre de Zurich, LXIV, 732. — Sur les routes, poésie, LXIV, 357.
Layrac (Léonce de). Entre deux lacs : Souvenirs de l'Oberland bernois, LXIII, 412.
Lebrun (Mme Camille). L'Albert N'yanza, LXIII, 272. — Félix Holt, LXVI, 727.
Lefaivre (Albert). L'Empire germanique dans le moyen âge : Othon II et Othon III, LXV, 635; Henri Ier, Othon le Grand, LXIV, 139, 193.

Digitized by Google

LEGOYT (A.). Le Suicide en Europe, LXIV, 498.
LE LONG (John). La Guerre du Paraguay; le Brésil et les Républiques de la Plata, LXIII, 740. — Le Paraguay, la Dynastie des Lopez avant et pendant la guerre actuelle, LXI, 321. — Revue critique, LXIV, 550.
LEROY-BEAULIEU (Paul). De l'atténuation des maux de la guerre : I. Des réformes possibles dans le droit des gens, LXIV, 24. II. De l'organisation intérieure des armées et des services pour l'entretien et la santé des troupes, LXIV, 217.
LIÉVIN (Louis). Les inconséquences de la nouvelle loi de la presse, LXII, 149. — La nouvelle loi contre le droit de réunion, LXII, 350. — La nouvelle loi de la presse et les rapports auxquels elle a donné lieu, LXI, 348. — Revue critique, LXVI, 366.
LOISELEUR (Jules). L'évasion d'une reine de France, Épisode du règne de Louis XIII, LXVI, 252. — Revue critique, LXVI, 779.
MARTEAU (Amédée). Le canal de Suez : Sa construction, son exploitation, LXII, 92, 269. — Deux mois en Espagne, LXV, 414; LXVI, 41, 228, 652. — Les nouveaux engins de guerre de la marine impériale : les cuirassés, le Rochambeau, LXIV, 123. — Une Ode d'Anacréon, comédie en un acte, en vers, LXI, 527.
MARTIN (Charles). Exposition universelle et internationale de 1867 : le Papier, LXI, 237, 508.
MASSÉ (Alex.). Revue critique, LXII, 574, 729.
MÉLARD (H.). Revue critique, LXIII, 749.
MÉLIOT (A.). Dante Alighieri, sa vie et ses œuvres, LXIV, 435. — Revue critique, LXII, 170.
MÉRAT (Albert) et Léon VALADE. Intermezzo, poésie, d'après Henri Heine, LXIII, 311. — Sonnets, LXIV, 355.
MERCIER (Octave). De la télégraphie en France, LXVI, 626.
MONTUCCI (Henri). L'éclipse totale de 1868, LXVI, 707.
MOYNIER (Le comte de). La Pensierosa, roman, LXIV, 635; LXV, 153, 256.
MULÉ (Antonin). Le Père et le Fils, roman, LXI, 84, 275, 457.
MUNTZ (Eugène). — Congrès archéologique de Bonn, LXV, 540. — Revue critique, LXIV, 741.
NEYMARCK (Alfred). Chroniques financières, LXIV, 187, 572, 761; LXV, 188, 379, 763; LXVI, 189, 397, 590, 800.
NÔ (Charles). En Scythie, étude antique, poésie, LXIV, 543. — La Statue à l'encan, LXV, 722.
PARIEU (E. de). La question monétaire, LXIII, 663.
PETITGAND (E.). La crise économique et industrielle de la France. — La houille et les canaux, LXIII, 5.
PEY (Alexandre). Revue critique, LXV, 730.
PHILIBERT-SOURÉ (A.). Les Calvinistes français du XVIe au XVIIIe siècle, 2e partie, LXI, 43. — Poètes de l'Inde ancienne : La Poésie dramatique chez les Indiens, LXIII, 383, 622. — Précurseurs de la critique moderne : Grimm, LXV, 494, 657; LXVI, 5. — Revue critique, LXII, 572; LXV, 354.
PODESTAT (Maurice de). Lettres d'un voyageur, poésie, LXII, 705. — Les Torrents, poésie, LXI, 715.
RITTER (Eugène). Leopardi, sa vie et ses œuvres, d'après sa correspondance, LXV, 5. — Les noms de famille, étude sur leur origine, LXI, 29.
ROPIQUET (Charles). Les chemins de fer français : Convention de 1868, LXV, 101.
ROBIOU (Félix). Sésostris, d'après les nouveaux documents, LXV, 461.
ROUSSELOT (Paul). L'Art et la Prédication catholique : Conférences du Carême de 1867 prêchées à Notre-Dame par le R. P. Félix, LXII, 5. — Port-Royal et le mouvement religieux au XVIIe siècle, LXIII, 385. — Les Questions d'enseignement : l'Enseignement secondaire, LXIV, 419. — Revue critique, LXI, 749; LXIV, 159.
ROUX (P.). La Question monétaire en Angleterre, LXVI, 536.
SUCHODOLSKA (Mme Caroline). Un Bandit bulgare dans les Balkans : Kouchtchou-Oglou, LXIV, 46.
SUMNER (Mme Mary). Les Héroïnes de Kalidasa et les Héroïnes de Shakespeare, LXII, 193.
SYBEL (H. de). L'Espagne en 1820 et en 1868, LXVI, 436.
TISSOT (J.). La Question de la peine de mort devant le Sénat et devant les sociétés modernes, LXI, 675. — La Science, ses conditions et ses droits, LXIII. 134, 534. — Revue critique, LXII, 731; LXVI, 373.
V. (E. de). Revue critique, LXII, 164, 732.
VALADE (Léon). *Voyez* Mérat.
VALMY (le duc). Les Conditions de la paix en 1868, LXII, 712. — Du droit souverain de paix et de guerre, LXIII, 647.
VATTEMARE (Hippolyte). L'Amérique russe, sa cession aux États-Unis, LXI, 69. — L'Esclavage dans les temps anciens et modernes : I. L'esclavage ancien, LXVI, 478. — II. L'esclavage moderne, LXVI, 682. — Nouvelle Amérique, LXIII, 48. — Revue critique, LXIII, 382; LXIV, 547; LXVI, 368, 561, 564.
ZADORA (B. de). Revue critique, LXII, 740.

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et Ce, rue Coq-Héron, 5.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

Form 418

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google